



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





3 2044 103 162 665



95.

**DOCUMENTS**  
**SUR LA**  
**NÉGOCIATION DU CONCORDAT**  
**ENTRE LA FRANCE ET LE SAINT-SIÈGE**  
**1800-1801**

**IMPRIMERIE E. JAMIN**

**A LAVAL**

DOCUMENTS  
SUR LA  
**NÉGOCIATION DU CONCORDAT**

ET SUR LES AUTRES RAPPORTS  
**DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE**  
EN 1800 ET 1801

PUBLIÉS PAR  
LE C<sup>te</sup> BOULAY DE LA MEURTHE

---

TOME V SUPPLÉMENTAIRE



PARIS  
**ERNEST LEROUX**  
**Libraire de la Société d'Histoire diplomatique**  
28, RUE BONAPARTE, 28  
MDCCCXCVII

6/27/21.

JUN 27 1921



## EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 4. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'Auteur ou de l'Éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

---

*Le Commissaire responsable soussigné déclare que le Tome V supplémentaire des DOCUMENTS SUR LA NÉGOCIATION DU CONCORDAT, préparé par Le C<sup>ie</sup> BOULAY DE LA MEURTHE, lui a paru digne d'être publié par la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE..*

*Fait à Paris, le 15 décembre 1896.*

*Signé : ALPH. DE COURCEL.*

Certifié :

*Le Secrétaire général de la Société d'Histoire diplomatique,*

R. DE MAULDE-LA-CLAVIÈRE.

2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 26

1.  $\log_2 16 = 4$  (because  $2^4 = 16$ )  
 2.  $\log_2 32 = 5$  (because  $2^5 = 32$ )  
 3.  $\log_2 64 = 6$  (because  $2^6 = 64$ )  
 4.  $\log_2 128 = 7$  (because  $2^7 = 128$ )  
 5.  $\log_2 256 = 8$  (because  $2^8 = 256$ )  
 6.  $\log_2 512 = 9$  (because  $2^9 = 512$ )  
 7.  $\log_2 1024 = 10$  (because  $2^{10} = 1024$ )  
 8.  $\log_2 2048 = 11$  (because  $2^{11} = 2048$ )  
 9.  $\log_2 4096 = 12$  (because  $2^{12} = 4096$ )  
 10.  $\log_2 8192 = 13$  (because  $2^{13} = 8192$ )  
 11.  $\log_2 16384 = 14$  (because  $2^{14} = 16384$ )  
 12.  $\log_2 32768 = 15$  (because  $2^{15} = 32768$ )  
 13.  $\log_2 65536 = 16$  (because  $2^{16} = 65536$ )  
 14.  $\log_2 131072 = 17$  (because  $2^{17} = 131072$ )  
 15.  $\log_2 262144 = 18$  (because  $2^{18} = 262144$ )  
 16.  $\log_2 524288 = 19$  (because  $2^{19} = 524288$ )  
 17.  $\log_2 1048576 = 20$  (because  $2^{20} = 1048576$ )  
 18.  $\log_2 2097152 = 21$  (because  $2^{21} = 2097152$ )  
 19.  $\log_2 4194304 = 22$  (because  $2^{22} = 4194304$ )  
 20.  $\log_2 8388608 = 23$  (because  $2^{23} = 8388608$ )  
 21.  $\log_2 16777216 = 24$  (because  $2^{24} = 16777216$ )  
 22.  $\log_2 33554432 = 25$  (because  $2^{25} = 33554432$ )  
 23.  $\log_2 67108864 = 26$  (because  $2^{26} = 67108864$ )  
 24.  $\log_2 134217728 = 27$  (because  $2^{27} = 134217728$ )  
 25.  $\log_2 268435456 = 28$  (because  $2^{28} = 268435456$ )  
 26.  $\log_2 536870912 = 29$  (because  $2^{29} = 536870912$ )  
 27.  $\log_2 1073741824 = 30$  (because  $2^{30} = 1073741824$ )  
 28.  $\log_2 2147483648 = 31$  (because  $2^{31} = 2147483648$ )  
 29.  $\log_2 4294967296 = 32$  (because  $2^{32} = 4294967296$ )  
 30.  $\log_2 8589934592 = 33$  (because  $2^{33} = 8589934592$ )  
 31.  $\log_2 17179869184 = 34$  (because  $2^{34} = 17179869184$ )  
 32.  $\log_2 34359738368 = 35$  (because  $2^{35} = 34359738368$ )  
 33.  $\log_2 68719476736 = 36$  (because  $2^{36} = 68719476736$ )  
 34.  $\log_2 137438953472 = 37$  (because  $2^{37} = 137438953472$ )  
 35.  $\log_2 274877906944 = 38$  (because  $2^{38} = 274877906944$ )  
 36.  $\log_2 549755813888 = 39$  (because  $2^{39} = 549755813888$ )  
 37.  $\log_2 1099511627776 = 40$  (because  $2^{40} = 1099511627776$ )  
 38.  $\log_2 2199023255552 = 41$  (because  $2^{41} = 2199023255552$ )  
 39.  $\log_2 4398046511104 = 42$  (because  $2^{42} = 4398046511104$ )  
 40.  $\log_2 8796093022208 = 43$  (because  $2^{43} = 8796093022208$ )  
 41.  $\log_2 17592186044416 = 44$  (because  $2^{44} = 17592186044416$ )  
 42.  $\log_2 35184372088832 = 45$  (because  $2^{45} = 35184372088832$ )  
 43.  $\log_2 70368744177664 = 46$  (because  $2^{46} = 70368744177664$ )  
 44.  $\log_2 140737488355328 = 47$  (because  $2^{47} = 140737488355328$ )  
 45.  $\log_2 281474976710656 = 48$  (because  $2^{48} = 281474976710656$ )  
 46.  $\log_2 562949953421312 = 49$  (because  $2^{49} = 562949953421312$ )  
 47.  $\log_2 1125899906842624 = 50$  (because  $2^{50} = 1125899906842624$ )  
 48.  $\log_2 2251799813685248 = 51$  (because  $2^{51} = 2251799813685248$ )  
 49.  $\log_2 4503599627370496 = 52$  (because  $2^{52} = 4503599627370496$ )  
 50.  $\log_2 9007199254740992 = 53$  (because  $2^{53} = 9007199254740992$ )  
 51.  $\log_2 18014398509481984 = 54$  (because  $2^{54} = 18014398509481984$ )  
 52.  $\log_2 36028797018963968 = 55$  (because  $2^{55} = 36028797018963968$ )  
 53.  $\log_2 72057594037927936 = 56$  (because  $2^{56} = 72057594037927936$ )  
 54.  $\log_2 144115188075855872 = 57$  (because  $2^{57} = 144115188075855872$ )  
 55.  $\log_2 288230376151711744 = 58$  (because  $2^{58} = 288230376151711744$ )  
 56.  $\log_2 576460752303423488 = 59$  (because  $2^{59} = 576460752303423488$ )  
 57.  $\log_2 1152921504606846976 = 60$  (because  $2^{60} = 1152921504606846976$ )  
 58.  $\log_2 2305843009213693952 = 61$  (because  $2^{61} = 2305843009213693952$ )  
 59.  $\log_2 4611686018427387904 = 62$  (because  $2^{62} = 4611686018427387904$ )  
 60.  $\log_2 9223372036854775808 = 63$  (because  $2^{63} = 9223372036854775808$ )  
 61.  $\log_2 18446744073709551616 = 64$  (because  $2^{64} = 18446744073709551616$ )  
 62.  $\log_2 36893488147419103232 = 65$  (because  $2^{65} = 36893488147419103232$ )  
 63.  $\log_2 73786976294838206464 = 66$  (because  $2^{66} = 73786976294838206464$ )  
 64.  $\log_2 147573952589676412928 = 67$  (because  $2^{67} = 147573952589676412928$ )  
 65.  $\log_2 295147905179352825856 = 68$  (because  $2^{68} = 295147905179352825856$ )  
 66.  $\log_2 590295810358705651712 = 69$  (because  $2^{69} = 590295810358705651712$ )  
 67.  $\log_2 1180591620717411303424 = 70$  (because  $2^{70} = 1180591620717411303424$ )  
 68.  $\log_2$

demande avis. — Préparation d'une loi organique sur le clergé cisalpin.  
L'article 1<sup>er</sup> de la constitution déclare que la religion catholique est celle de l'État.

...e anche altri rapporti sono

**DOCUMENTS**  
**SUR LA**  
**NÉGOCIATION DU CONCORDAT**  
**ET SUR LES AUTRES RAPPORTS**  
**DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE**  
**EN 1800 ET 1801**  

---

**(TOME SUPPLÉMENTAIRE)**

---

**PARTIE XXII**

**LE P. CONSUL A LYON**

Premières nouvelles à Rome sur la consulte de Cisalpins convoquée à Lyon. — L'archevêque de Milan et plusieurs évêques des Légations partent pour cette ville ; mais abstention du vicaire général du diocèse d'Imola, dont Pie VII est resté titulaire.

L'Exposé de la situation de la République française inquiète la cour romaine sur le sort des Légations.

Excitation parmi les patriotes italiens, qui rêvent l'unité de l'Italie contre les Français.

Les difficultés du Saint-Siège avec la Russie et l'Espagne continuent à s'aggraver. — Velléités d'une reprise de négociations avec les Deux-Siciles pour un concordat.

Talleyrand vient à Lyon. — Mort subite de l'archevêque de Milan.

Les députés du clergé italien, divisés d'abord en sessions régionales, prennent part à la discussion de la constitution cisalpine.

Bonaparte, arrivé le 11 janvier, les réunit tous en comité ecclésiastique et leur demande avis. — Préparation d'une loi organique sur le clergé cisalpin.

L'article 1<sup>er</sup> de la constitution déclare que la religion catholique est celle de l'État.

Élection de Bonaparte comme président de la nouvelle république, qualifiée d' « Italienne. »

Lettre des évêques assemblés à Lyon, pour recommander au Pape les lois religieuses votées par la consulte.

De retour à Paris, Bonaparte annonce à Pie VII qu'il nomme aux sièges de Bologne, de Ravenne, et à celui de Milan auquel il destine Caprara.

La cour de Rome blâme Caprara, qui a pris sur lui de désigner un représentant à la consulte pour le diocèse d'Imola. — Elle consent à ce que ce cardinal soit transféré à Milan, et même à ce qu'il exerce les pouvoirs de légat dans la Cisalpine, mais avec l'instruction d'éviter tout concordat pour ce pays.

Elle fait des réserves sur le droit de nomination que Bonaparte s'attribue dans les évêchés des Légations, et sur les mesures ecclésiastiques votées à Lyon.

Spina apporte à Rome le corps de Pie VI : cérémonie et oraison funèbre.

Rappel de Ghislieri, suppléé à Rome par M. de Lebzelter.

Bref du 10 mars, transmis au Légat pour l'absolution de Talleyrand comme ancien évêque d'Autun.

### 1090. — L'archev. de Milan à Consalvi.

Milano, 21 novembre 1801.

Per legge recentemente qui pubblicata, devesi a dì 10 del prossimo decembre tenere in Lione una dieta di cinque cento individui rappresentanti questa repubblica<sup>1</sup>. Fra questi sono compresi i vescovi di tutta la Cisalpina, o per sè, o per mezzo de' rispettivi

<sup>1</sup> En juin 1800, le P. Consul avait donné à la République cisalpine une organisation provisoire, en confiant le pouvoir législatif à une consulte, le pouvoir exécutif à une commission de gouvernement, et la présidence à un Français, M. Pétiet, qui sous le nom de ministre extraordinaire exerçait en fait la haute direction. Un plan de constitution avait été préparé par ces autorités, et adressé à Paris au mois d'août. Mais le renouvellement de la guerre l'avait fait aussitôt ajourner, de même qu'elle avait provoqué la formation temporaire d'un Comité de trois membres qui, présidés aussi par M. Pétiet, avaient concentré tous les pouvoirs entre leurs mains. Après la paix de Lunéville, on reprit l'étude de la constitution, et le P. Consul s'en occupa personnellement à la fin de l'été 1801. A ce moment, la Cisalpine était représentée à Paris, à des titres divers, par son agent habituel, M. Marescalchi, par deux députés extraordinaires, MM. Aldini et Serbelloni, et par M. Melzi, appelé par Bonaparte (cf. t. II, p. 101, note) qui avait en lui une confiance particulière. Le général remit son propre projet de constitution à ces quatre personnages, et recueillit leurs observations. On reconnut qu'en raison des rivalités de province et des querelles de partis, le premier choix aux principales fonctions de la Cisal-



vicari generali, ed inoltre un curato per ogni diocesi, e due per quella di Bologna, e di Milano, da nominarsi tutti da' proprii ordinari<sup>1</sup>. La dieta deve avere per oggetto la formazione delle leggi organiche per attivare la costituzione.

Dopo maturo esame, e col consiglio de' più prudenti, pii, ed illuminati individui di questo mio clero, mi sono determinato di intervenire alla dieta personalmente, malgrado l'ottuagenaria età mia e le intemperie della stagione. Ho stimato di avventurarmi di buon animo a questo cimento, mettendomi in vista, che la mia presenza colà potrà forse contribuire al maggior bene della religione in queste parti<sup>2</sup>.

Se la ristrettezza del tempo non me lo avesse impedito, mi

pine serait une des plus sérieuses difficultés, et qu'il importait de le remettre à l'impartialité de Bonaparte. De là, on en vint à l'idée d'une grande assemblée de notables cisalpins réunis en France (cf. Melzi, *Memorie*, etc., t. I, p. 571, sous la date erronée de 1800), et enfin à la pensée plus précise d'une consulte extraordinaire tenue à Lyon (*Corr.* n° 5807). Quand tout fut arrêté à Paris, les propositions furent envoyées à Milan, à M. Pétiet, qui dès le lendemain (12 novembre) les fit adopter par l'ancienne consulte, rappelée pour la circonstance.

<sup>1</sup> La loi rendue à Milan le 12 novembre portait : « La deputazione ecclesiastica è composta dai vescovi, o dai loro vicari generali qualora i primi non siano in grado di viaggiare per la loro età avanzata o per infermità, da un curato per ogni vescovato, e da due curati per ogni arcivescovato. I deputati de' curati si nominano dai vescovi » (cf. *Moniteur* du 30 frim.). Cet article n'était pas exactement conforme aux indications de Bonaparte, qui, en traçant la composition de la consulte de Lyon, voulait y appeler « tous les évêques, et, en place de ceux qui à cause de leur âge ou de leurs infirmités ne pourraient entreprendre ce voyage, leurs grands vicaires ; députation de tous les chapitres ; députation par département pour représenter tous les curés et autres ministres du culte ; chaque département pourrait par exemple envoyer de deux à quatre curés. Total du chapitre du clergé : 80 à 100 » (*Corr.* n° 5807). Au lieu de ce nombre, qui aurait formé environ la cinquième partie de la Consulte, il ne devait y avoir en réalité que 29 évêques et 33 curés. Cette différence a été expliquée par Pétiet à Talleyrand : « Vous paraissiez désirer, lui écrivait-il le 14 novembre, qu'il y eût trois curés par département nommés par les évêques ; mais comme il y a plusieurs évêchés dans la plupart des départements, la *Consulta* a pensé qu'il était plus convenable de faire nommer un curé par chaque évêque, et deux par chaque archevêque. Les chapitres ont été supprimés sous le gouvernement de l'ancien Directoire. »

<sup>2</sup> Murat écrivait à Talleyrand, le 22 brumaire (13 novembre) : « Persuadé qu'il est intéressant que la députation du clergé soit au complet, j'ai vu l'archev. de Milan, qui m'a donné sa parole de se rendre à Lyon, et d'engager tous les autres évêques de la République à l'imiter. Il s'est aussi chargé de prendre des mesures

sarei fatto un dovere, prima di risolvere, d'interpellare riverentemente l'oracolo del Santo Padre ; ma essendomi trovato nella fisica impossibilità di consultarlo preventivamente, (altro non mi rimane, che di supplicare V. Em. a volersi compiacere di rendere a mio nome intesa Sua Beatitudine di questo inaspettato emergente, e quindi della mia risoluzione forse troppo coraggiosa, ma che reputo bastantemente giustificata dal desiderio di giovare, per quanto posso, al bene delle pecorelle affidate alla mia vigilanza pastorale. Tanto più facilmente raggiungerò questo, che è l'unico fine cui anelo anche a pericolo della stessa mia vita, qualora il Santo Padre voglia degnarsi, come imploro, di raccomandare efficacemente la mia persona, tutta la deputazione ecclesiastica, e gli oggetti importantissimi che la riguardano singolarmente, alla protezione speciale dell' Emo cardinale *a latere*<sup>1</sup>. Di questa grazia, sulla quale fondo tutta la fiducia di un buon successo della rappresentanza che mi conviene sostenere, prego vivamente V. Em. ad accertarmene con suo vmo riscontro, che aspetterò con impaziente desiderio in Lione, per dove, se a Dio piace, partirò li 27 corrente<sup>2</sup>.

(Arch. du Vatican).

pour que la députation des curés soit faite partout avec soin et avec discernement. » — On se rappelle que Murat s'était depuis longtemps concilié les bonnes grâces de Mgr Visconti, et avait même pris l'initiative de demander pour lui le chapeau de cardinal (t. I, p. 334; t. II, p. 44, 99, etc.).

<sup>1</sup> En effet, le premier soin de Mgr Visconti, en arrivant à Lyon, a été de demander conseil à Caprara. Il en reçut une lettre du 19 décembre, où le Légat disait : « . . . Sono uno fra i tanti, i quali ammirano il di lei coraggio, e in testa sua avanzata età e nella fredda ed incomoda stagione che ricorre. In cotal guisa, lo scorso mercoledì [16 décembre], ebbi luogo convincermi pensare sul di lei conto lo stesso P. Console, con cui mi tratenni in ordine alla sua persona, facendo, come dovevo, eco all'elogio ch'egli ne faceva in ogni senso e rapporto. Quali siano per essere gli oggetti che nella Dieta si tratteranno, ingenuamente l'ignoro a tutt'oggi ; quindi non saprei nè cosa dirgli, nè su di che consigliarlo. Abbenchè però io sia convinto che in qualunque ipotesi V. S. I e R. non abbia bisogno dell'altrui consiglio, tutta volta se crede di dovermi interpellare su qualche cosa, dopo che sarà stabilito il nuovo impianto di governo, io mi farò un pregio di manifestargli come ingenuamente pensi circa i determinati oggetti, su de' quali le piacerà interrogarmi. »

<sup>2</sup> En marge de la lettre de l'archev., on trouve cette note, écrite par Consalvi le 5 décembre : « Una risposta obbligante ; e che il S. Padre non lascerà di raccomandare caldamente al card. legato gli uffici da farsi al P. Console. »

**1091. — Conversation de Del Gallo avec Severoli.**

Fano, 3 decembre 1801.

..Arrivato in Fano il sig. M<sup>re</sup> Del Gallo, non ha potuto per la via d'Ancona proseguire il suo viaggio, attesa la rottura del Ponte Metauro. Si trattenne quindi alcune ore per combinare una vettura per la via del Furlo, che lo portasse a Foligno. Fui a fargli visita<sup>1</sup>, ch'egli mostrò di gradire assai... Mi assicurò che tra non molto tempo ci saremmo riveduti a Vienna. Il suo viaggio ora è diretto a Napoli. Si parlò poi dei seguenti affari.

Non crede che la Francia sia per radunare in Amiens i ministri di tutti i sovrani d'Europa, per più motivi, ma singolarmente perchè questi non si coalizzino insieme contro la massima della politica francese, che vuol tra essi la discordia per mantenere la sua preponderanza. Rilevò che non sapevasi, che per parte della Francia fosse corso verun invito alle corti, perchè mandassero i loro rispettivi ministri per le negoziazioni in Amiens; anzi aggiunse di avere in Vienna inteso (parmi che dicesse dal C<sup>te</sup> di Cobenzl), che non avea l'Imperatore verun interesse da trattare colà, giacchè tutti i suoi affari colla Francia erano accomodati.

Si mostra molto sorpreso pel congresso di Lione, e pende a credere che in esso sia per decidersi della sorte della Cisalpina. Riflette all' oggetto della convocazione, cioè al trovar modo di attivare la costituzione già fatta per la Cisalpina; e rilevò che era un oggetto ben piccolo per dovere nel cuor dell' inverno chiamarsi in Francia tanti rispettabili soggetti, e chiamarsi con tanta pubblicità e fuori del loro stato. Quanto alla costituzione cisalpina, si mostrò istruito di essa, e disse che essa conteneva una forma monarchica, cioè disponeva che vi fosse nella Cisalpina un magistrato, a cui appartenesse il proporre a un consiglio le leggi da farsi, e avesse l'esecuzione delle leggi fatte, con di più il diritto di eleggere tutti i ministri, di ordinare la pace e la guerra, e di regolare interamente lo stato. La pensione di questo magistrato parmi che la facesse ascendere a 500.000 franchi. Non pare alieno dal sospettare che Bonaparte cerchi di farsi conferire una simile magistratura. — Dissi che da taluno si credeva, che ciò potesse

<sup>1</sup> Ce récit est emprunté au journal de Mgr Severoli, qui se met ici en scène (cf. t. IV, p. 216).

avverarsi nella persona del gran duca di Toscana. — Egli rispose che questo lo credeva impossibile.

Reputa Bonaparte pel uomo più vano e leggero del mondo. Dice di conoscerlo bene, per i grandi negoziati che egli ha avuti con lui<sup>1</sup>. Lo tiene per il più deciso aristocratico.

Quanto alla religione, egli non sa dire se per sentimento di virtù, o per politica; ma il fatto è, che in Bonaparte ha sempre conosciuto maggior impegno per la cattolica. Quando sua sorella si sposò col generale Leclerc, non volle che dopo le feste repubblicane andasse con suo marito, se prima non si fu sposata di notte *in faciem Ecclesiae coram parochò*. Questa sua propensione per la religione cattolica gli ha guadagnata la nazione francese: ove il sig. marchese, che ne viene di là da poco tempo, ha ritrovato il cattolicismo in fiore, da per tutto, fuorchè a Parigi. Continuando a parlare di Bonaparte disse, che le operazioni da lui eseguite in Francia erano state da lui calcolate quattro o cinque anni sono, come da lui stesso egli aveva inteso, e che vedeva gli stessi calcoli d'allora avverarsi adesso nella Cisalpina.

Sulla secolarizzazione de' vescovadi di Germania disse, che vi era grande opposizione per parte di S. M. Imperiale. E supposta anche la secolarizzazione, aggiunse che non vedeva come coi soli stati secolarizzati (che non somministravano che poco più di due milioni d'abitanti) si potessero soddisfare le pretensioni degli indennizzandi. Concluse che questo era un affare molto arduo e lungo...

(Arch. du Vatican).

### 1092. — Consalvi à Caprara.

Roma, 9 decembre 1801.

Poco ho da scrivere oggi col corriere di Francia all' Em. V. dopo i dispacci inviati col corriere francese straordinario, che partè da qui il dì 2.

Ieri giunse a M. Cacault un corriere da Parigi. Egli mi ha detto che era quel corriere, che egli spedì con la lettera del Papa al Primo Console, e che glielo hanno rimandato. Mi ha aggiunto

<sup>1</sup> Le marquis, comme on le sait, avait pris part aux négociations du traité de Campo-Formio (cf. t. I, p. 346).

che detto corriere nulla gli ha recato <sup>1</sup>. Egli mi ha fatto vedere « l'Exposé » della situazione della Repubblica, presentato al Corpo legislativo.

Sua Santità gode buona salute, e assiste a tutte le cappelle dell' Avvento.

Ieri l'altro passò da qui il M<sup>se</sup> Del Gallo per andare a Napoli. Egli dice che va a prendere moglie, e che vuole decisamente il suo riposo.

L'Imperatore ha nominato il cardinal Flangini alla patriarcale di Venezia <sup>2</sup>. Prima di Natale ci sarà il consistorio per varie chiese vacanti.

Non dubito che sarà già seguita la partenza di Mgor Spina e del P. Caselli col corpo della Sa : Me : di Pio VI.

(Arch. du Vatican).

### 1093. — Consalvi aux Nonces.

Roma, 12 decembre 1801.

...Dall' « Exposé sur la situation de la République », presentato dal Primo Console al Corpo legislativo, avrà osservato come nel dirsi che il Papa già possiede i suoi stati « dans leur entier », si toglie ormai ogni speranza di riacquista del perduto ; onde può arguire il dolore di N. Signore. E circa il trattato, veda che in tale scritto gli si dà il colore, non di ristabilimento della religione in Francia, ma di riunione di tutti quelli che professano la medesima credenza (cioè gli intrusi) ; del che, come V. S. sa, nemmeno si è parlato. Si aspetta con ansietà il risultato del corriere spedito colà con le risposte sugli intrusi <sup>3</sup>, e non si spera buono, sapendosi quanto a ciò colà si tenga <sup>4</sup>.

(Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> Ce courrier avait apporté la dépêche de Talleyrand du 29 novembre (pièce n° 1029).

<sup>2</sup> Il devait être préconisé en cette qualité, dans le consistoire du 23 décembre (cf. *le Cracas*, n° du 26 décembre. Voir aussi t. IV, p. 502, note).

<sup>3</sup> Le courrier parti de Rome le 2 décembre (voir pièces n°s 998 et s.).

<sup>4</sup> Dans l'exemplaire de cette dépêche destiné à Mgr de Gregorio, on lit en plus : « Quando le vertenze presenti colla Francia arrivassero a un tal grado di pubblicità, che ogni mistero diventasse ridicolo e anche dannoso, allora (ma allora solo) potrà ella esprimere, che tali vertenze nascono unicamente dall' affare degli

## 1094. — Ghislieri à L. Cobenzl.

Rome, 12 décembre 1801.

... Le passage imminent d'un corps de troupes françaises si considérable<sup>1</sup> a conseillé au Saint-Père d'augmenter ses propres troupes, moins sans doute pour se prémunir contre tout coup inopiné que les Français contre toute vraisemblance voulussent tenter dans l'Etat ecclésiastique, que pour avoir plus de moyens pour contenir dans le cas le peuple, qui est on ne peut pas plus fatigué de la continuité de ces passages de troupes, dont le poids retombe à la fin toujours sur la classe plus misérable, que la cherté des vivres a déjà mise de mauvaise humeur. Il est difficile à concevoir comment les revenus actuels du Saint-Siège pourront suffire en même temps à deux dépenses extraordinaires, aussi fortes que le passage de douze mille Français et le complètement jusqu'au nombre de trois mille hommes des troupes du pays, qui jusqu'ici arrivaient à peine au nombre de quinze cents; et on ne doute point que ces dépenses imprévues reculeront encore le paiement des actions de la Banque, connues ici sous le nom de « luoghi di monte », que le Pape avait pourtant promis de mettre en cours dès le mois de novembre passé.

Les explications que les évêques français réfugiés en Angleterre ont demandées au Saint-Père sur la démission qu'on exige d'eux, par la lettre déjà connue par les papiers publics, ont donné occasion à plusieurs séances de la congrégation destinée pour les affaires ecclésiastiques, à la suite desquelles séances on a envoyé en Angleterre la réponse requise<sup>2</sup>; mais comme cette réponse a

intrusi, Basterà che ciò dica in genere e senza dettagli, fuori di una estrema necessità. Il sapersi che tale è l'unica causa al fine farà da sè stesso la difesa della Santa Sede, e anche snerverà la opposizione dei vescovi renuenti alla dimissione.» — L'exemplaire envoyé à Vienne, au card. Ruffo, parle de trois autres questions : 1<sup>o</sup> L'archiduc Antoine ayant demandé la confirmation de l'élection de Münster, etc., le Pape a allégué un défaut de formalités, afin de gagner du temps ; 2<sup>o</sup> une réponse dilatoire a également été faite pour la nomination aux évêchés vénitiens ; 3<sup>o</sup> Ghislieri a déclaré que sa cour marchait d'accord avec celle de Russie dans l'affaire de Malte et de Hompesch (Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> Le corps de Murat, qui, cantonné dans les provinces napolitaines depuis le traité de Florence, se disposait à les évacuer.

<sup>2</sup> Pièce n<sup>o</sup> 965 (annexe II). Cf. pièces nos 899 et 967.



dû être soumise préalablement à l'approbation du Premier Consul, il n'est pas à prévoir qu'elle puisse en même temps être du goût du gouvernement français et satisfaire aussi les désirs des évêques. Et le refus, que presque tous les évêques français réfugiés en Allemagne ont également donné, de se prêter aux désirs du Saint-Siège relativement à leur démission, prouve assez quelle est sur cela l'opinion de la grande majorité des évêques de France, et à quelles funestes suites on peut s'attendre, si tant est que le Saint-Siège en revienne à déclarer formellement déchus lesdits évêques. Le Saint-Père, qui ne s'attendait pas à une pareille contradiction de la part des évêques français, sent dans toute son étendue la délicatesse extrême de cette affaire, et en est très affligé.

---

Ghislieri à L. Cobenzl.

Rome, 12 décembre 1801.

..Parmi les évêques cisalpins qui, d'après le désir du Premier Consul, sont partis pour Lyon, on a vu partir d'ici, pas sans quelque étonnement, celui de Cervia<sup>1</sup>, qui est si fort en butte des républicains qu'il ne se croyait pas sûr dans son diocèse, d'où depuis la rentrée des Français en Romagne il a toujours été absent. Le cardinal Bellisomi, sans doute pas sans le consentement secret du Saint-Père, s'est aussi mis en chemin pour Lyon ; ce que le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare mais qui depuis quelque temps est à Rome, n'a pas jugé à propos de faire, malgré les invitations pressantes qu'on lui a faites pour cela.

(Arch. de Vienne).

#### 1095. — Consalvi à Caprara.

Roma, 16 decembre 1801.

Posti sotto gli occhi di N. S. i fogli di promemoria trasmessi dalla lettera A sino alla lettera F, hanno essi meritata dal Santo

<sup>1</sup> Mgr Gazola. Au commencement de son journal (dont on trouvera plus loin des extraits) il dit : « Mentre io risiedeva in Roma presso la Santità Sua, con suo permesso, per non dir comando, a quella volta [Lione] messomi in viaggio il dì 3 decembre 1801. »

Padre molta lode a V. Em. per lo zelo con cui ella intraprende gli affari, e per la saviezza con cui li tratta. Sua Santità conferma interamente e convalida coll' apostolica sua autorità qualunque disposizione che l'Em. V. abbia presa sul governo spirituale di tutte e singole le chiese del dominio francese<sup>1</sup>; e le comunica nel tempo stesso ampie ulteriori facoltà, per prendere sopra qualunque delle stesse chiese e diocesi quei nuovi interini provvedimenti, che giudicherà necessari, e adattati alle diverse circostanze dei casi che possano darsi; essendo giustamente a cuore di Sua Santità che non manchi in nessun tempo il gregge cattolico di convenienti pastori.

Prudentissimo è stato il contegno tenuto da V. Em. nelle sue repliche alle lettere del sig. cardinal di Montmorency e di Mgor Des Montiers, vescovo di Dijon<sup>2</sup>, dei quali si attenderanno le successive determinazioni circa il dimettere senza ritardo le rispettive loro chiese.

Si è avuto piacere della nuova dichiarazione fatta dal vescovo d'Orléans, circa l'aver egli dimessa la sua chiesa fin dall' anno 1793<sup>3</sup>. Piacerebbe avere altresì qualche carta simile dal vescovo

<sup>1</sup> Lorsqu'on eut connaissance à Rome du mémoire A, annexé par Caprara à sa dépêche du 15 novembre (t. IV, p. 368. Cf. p. 442 et 450, note 3), on reconnut que les dispositions adoptées par le Légat étaient pratiquement sages et devaient être maintenues en fait. Mais on discuta pour savoir de quelle nature était la juridiction que les évêques démissionnaires étaient invités à continuer. Di Pietro soutint contre Antonelli que la juridiction ordinaire ayant pris fin par la démission, il n'y avait plus lieu qu'à une juridiction déléguée par le Pape, et que cette délégation, n'ayant pas été faite expressément, devait être supplée par un acte de confirmation pontificale.

<sup>2</sup> Voir t. IV, p. 366 et 367.

<sup>3</sup> Cf. t. IV, p. 376. — Au mois de juin 1802, Jarente s'est adressé à Caprara par l'entremise de l'archev. d'Aix, et a envoyé au Pape une lettre où il déplorait humblement ses erreurs. Voici ce qu'il disait de son mariage : « Dans le temps de la Terreur..., pour me soustraire aux dangers dont j'étais menacé, je contractai mariage, et dans ce moment je poursuis en justice la nullité de cet acte, fait en contravention des lois. Il y a plus de six ans que je n'ai habité la ville, où réside la veuve avec laquelle j'ai formé cet engagement purement civil. » Dans une note annexée, il expliquait qu'après avoir prêté serment le 21 janv. 1794 et exercé ses fonctions épiscopales jusqu'en novembre 1793, il était venu à Paris et en était sorti en mai 1794, pour chercher des moyens d'existence, d'abord comme garde-magasin, puis comme professeur, comme employé au dépôt littéraire et topogra-

di Viviers, se l' Em. V. possa colla naturale sua buona maniera riuscire anche in questo.

Debbo fare a V. Em. i più copiosi ringraziamenti per la parte, che ha avuta nell' ottenere dal governo il permesso che sieno consegnate a Mgor Spina le gloriose spoglie della Sa: Me: di Pio VI, e pregarla a passarne uno particolare espresso ringraziamento al Primo Console in nome di N. S.

Si è trovata bella e edificante la lettera fatta stampare in Londra, e indiritta ai suoi diocesani da Mgor arcivescovo di Bordeaux <sup>1</sup>, pel quale compiego il pontificio breve di risposta, come da altra contemporanea mia l'Em. V. rileverà.

(Arch. du Vatican).

### Consalvi à Caprara.

Roma, 16 decembre 1801.

In altra mia contemporanea, ho avuto l'onore di significare a V. Em. quanto occorreva rispetto ai venerati di lei dispacci dei 15 dello scorso novembre; in conseguenza di chè, l'altro venerato di lei dispaccio in data dei 5 del corrente mese, coi quattro fogli di promemoria ad esso uniti <sup>2</sup>, non esige alcuna nuova provvidenza per ciò che riguarda il promemoria segnato B, restando provveduto con quelle comunicate all' Em. V. colla suddetta mia. Solamente debbo render noti a V. Em. i giusti e meritati elogi, che il Santo Padre ha fatti alle lettere da lei scritte ai vescovi, delle quali ha trasmesse le copie. Sua Santità non lascia di rilevare in ogni incontro lo zelo che anima l'Em. V. negli affari, e la somma saviezza con cui li tratta e conduce.

In riguardo a M. Rovère, primo intruso di Avignone, mi convien differire di rispondere all' Em. V. in altro ordinario <sup>3</sup>. E ri-

phique de la guerre, etc. En ce moment il était sans emploi et sans ressources. — L'affaire de sa réconciliation subit quelques retards. Elle paraît n'avoir été terminée que le 16 mars 1805, par un décret d'absolution émané de Caprara.

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 355 et 366.

<sup>2</sup> Pièce n° 1036.

<sup>3</sup> La rétractation de Rovère, adressée à Rome par Caprara (voir t. IV, p. 443, note), sans doute parce qu'elle lui semblait douteuse, fut jugée comme telle par le Pape. Caprara reçut à cet égard une dépêche du 19 mars, lui prescrivant de

spetto a Mgor vescovo di Troyes, basterà che in altra opportuna occasione V. Em. gli faccia conoscere il gradimento di Sua Santità, pel costante di lui impegno in vantaggio della buona causa.

Quanto poi al promemoria segnato E, siccome gli oggetti contenuti nel medesimo esigono un' assai matura riflessione, mi conviene differire la risposta di questo pure ad altro ordinario.

(Arch. du Vatican).

### 1096. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 25 frimaire an X (16 décembre 1801).

... Le ministre d'Espagne est revenu chez le Pape le 18 frimaire au soir (9 décembre), pour annoncer à Sa Sainteté qu'il avait appris, par les dépêches de sa cour arrivées dans l'intervalle de ses deux audiences <sup>1</sup>, que le roi s'était déclaré chef suprême, dans le temporel, des langues et assemblées de Malte situées en Espagne, et qu'il avait ordre de sa cour de notifier à Sa Sainteté que la séparation était faite, et qu'il demandait de la part du roi au Saint-Père sa réponse pour l'écrire à Sa Majesté. Le bon Pape lui a répondu qu'il ne pouvait pas empêcher ce que le roi avait jugé à propos de faire ; et que, de son côté, il ne pouvait désirer autre chose, si ce n'est que, pour le bien de l'ordre de Malte, une heureuse conciliation entre les puissances qui y sont intéressées le mit en état d'interposer son autorité où le bien de l'ordre l'exigerait.

La déclaration de la séparation effectuée en Espagne, n'a été faite au Pape que verbalement par le ministre de S. M. Catholique. Ainsi il n'est pas sûr que le roi ait encore proclamé en Espagne cette séparation. M. de Vargas a voulu connaître ce que le Pape avait dans l'âme.

Le Saint-Père avait préparé une réponse par écrit au roi d'Espagne, d'après les instances de son ministre renouvelées dans l'audience du 14 frimaire (3 décembre). Cette réponse contient les motifs de sa persévérance dans la négative de la séparation...

faire signer à Rovère la formule envoyée à Paris le 2 décembre (cf. t. IV, p. 333) et qui devait désormais être commune à l'épiscopat constitutionnel. Le 8 avril, le Légat en informa M. Emery, qui s'était entremis dans cette affaire. Rovère fut absout par un décret de la Légation du 5 juin 1802.

<sup>1</sup> L'audience précédente avait eu lieu le 5 décembre (voir plus bas).

C'est avec le plus grand étonnement que le Pape a appris cette démarche de S. M. Catholique, après la paix générale, et après celle particulière entre l'Espagne et la Russie ; mais je soupçonne que le roi d'Espagne n'a pas consommé la chose, et que son ministre a annoncé comme fait, ce qui n'a pas encore été publié dans les formes à Madrid. Le roi d'Espagne demandait, avec la séparation de l'ordre de Malte, celle de deux autres ordres, savoir : celui de Saint-Dominique et celui des Ecoles pies. Il a prononcé à la fois la séparation des trois ordres.

L'empereur Joseph a fait, il y a longtemps, la même chose à l'égard des ordres religieux ; on a fait, à Naples, à l'égard des abbayes, des évêchés et des ordres religieux, des choses tout aussi fortes : mais comme le Pape n'a plus aucun moyen coercitif, il en est réduit depuis longtemps à la réponse faite au roi d'Espagne : « Je ne puis empêcher ce que V. M. a jugé à propos de faire. » La cour de Rome d'aujourd'hui n'est plus celle d'autrefois, lançant la foudre sur ceux qui lui résistaient. Elle ne peut tenir ferme que sur les points de dogme et de doctrine. Le Pape laisse faire, mais il refuse d'autoriser : voilà le seul point d'autorité qui lui reste.

M. de Maisonneuve, un des commandeurs de la création de Paul I<sup>er</sup>, a écrit à l'internonce du Pape à Pétersbourg, une lettre datée de Moscou le 2 brumaire (24 octobre), par laquelle il se plaint du retard des réponses de Rome aux lettres d'invitation à concourir aux mesures prises par le grand conseil de Russie, pour l'élection du grand maître de Malte... Le cardinal Consalvi a répondu à l'internonce que les réponses de Rome ont été envoyées sans délai ; que les principes sur lesquels ces réponses sont basées sont invariables, comme tenant aux devoirs sacrés du Pape. Ainsi l'on persiste ici dans ce qu'on a écrit à Pétersbourg.

Il est arrivé à Rome le 20 de ce mois (11 décembre) un courrier extraordinaire de Vienne, venu en neuf jours... Ce courrier a apporté à M. le M<sup>re</sup> Ghislieri, ministre de l'Empereur, l'ordre de déclarer à la cour de Rome, de la part de S. M. Impériale, que la cour de Vienne accédait entièrement aux vues de la Russie dans l'affaire de Malte et du prince Hompesch. Le cardinal secrétaire d'Etat a répondu au ministre de Vienne, en lui faisant connaître les réponses à Pétersbourg de la part du Pape, et dont

je vous ai transmis précédemment le contenu... Cette affaire, moitié religieuse et moitié temporelle, sera jusqu'à la fin remplie de vacillations et d'épines. Je vous ai informé, dans ma précédente<sup>1</sup>, de l'obéissance parfaite des prieurés situés dans les Deux-Siciles, aux décrets émanés du conseil supérieur de l'ordre à Pétersbourg. L'Empereur-Roi ayant annoncé au Pape qu'il suivra les mêmes mesures, voilà la chrétienté divisée sur ce point en deux partis.

Le vœu secret des souverains est de reprendre chacun chez soi les biens de Malte ; et, si l'Espagne persiste à donner l'exemple, l'ordre de Malte ne pourra jamais être rétabli sur l'ancien pied. Si le rétablissement a lieu, il ne pourra durer longtemps. J'ai peur que Malte ne soit désormais une pomme de discorde.

L'ancien édifice religieux, tel que les Papes d'autrefois l'avaient formé, s'écroule de toutes parts. Nous sommes arrivés, par l'effet d'une révolution, à tout ce qu'on désire ailleurs : le Pape a tout réorganisé et sanctionné pour la France. Gardons-nous de retomber dans aucune question subtile. Combien notre position est supérieure à celle des autres nations catholiques, en ce point, comme dans tous les autres !

Vis-à-vis d'un Pape d'autrefois, la déclaration de la séparation de Malte par un édit du roi d'Espagne eût été reçue avec colère, avec menace d'excommunication, et le ministre espagnol eût bien vite renoncé à son projet. Vu le caractère du roi et le degré de superstition des peuples de son royaume, je pense que si le pape Pie VII eût répondu dans l'ancien style à M. de Vargas, sa réponse en eût imposé aux ministres du roi d'Espagne, et qu'on n'eût jamais osé aller contre, en publiant l'édit de séparation. Le Pape, honnête et délicat, n'a pas osé, n'a pas songé à montrer plus de rigueur et de force contre l'Espagne, qu'il n'a fait contre les autres souverains dans les occasions semblables. Il a été la dupe

<sup>1</sup> Le 21 frimaire (12 décembre), Cacault avait annoncé que les trois prieurés des Deux-Siciles (Barletta, Capoue et Messine) adhéraient au grand conseil de Saint-Petersbourg. Il avait ajouté : « Ce qui a été mandé de Munich, à l'égard du désir manifesté par le P. Consul de voir le grand maître Hompesch rentrer à Malte, se répète et se répand par les partisans de ce prince. Je ne fais aucune réponse au grand maître. Je n'autorise ni ne déments ce que j'entends dire à son sujet. Je resterai dans la même impassibilité jusqu'à ce que j'aie reçu des instructions de votre part. »



de la ruse diplomatique de M. de Vargas, qui, connaissant la douceur avec laquelle le Souverain Pontife prend la chose, ne manquera pas d'encourager le cabinet de Madrid à aller en avant.

Je me suis assuré de tous les détails que je vous transmets dans cette dépêche ; vous pouvez les regarder comme certains et indubitables.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

#### 1097. — Consalvi au vic. général d'Imola.

Roma, 16 decembre 1801.

Il Santo Padre ha ricevuto la di lei lettera dei 4, che chiude due oggetti sopra i quali mi ha dato l'ordine di rispondergli. Quanto al primo, cioè al non effettuato di lei viaggio a Lione, la lettera con cui ella gli diede parte dell' invito avutone, e della risposta da lei data nel momento, gli giunse sì tardi, che scorgendo essere scorso il tempo prefisso, non ebbe più luogo in mezzo a tanti altri affari di occuparsene <sup>1</sup>. Quanto poi alla restituzione dei beni a codesta mensa, ne era già stato qui notiziato da questo ministro di Francia di tale decreto del governo cisalpino <sup>2</sup>. Tanto le debbo in risposta, etc.

(Arch. du Vatican).

#### 1098. — Consalvi à Caprara et aux Nonces.

Roma, 19 decembre 1801.

È giunto dalla Russia un dispaccio, che sebbene sia anteriore al ricevimento delle risposte che da qui si diedero il dì 17 ottobre all' invito fatto a questo priorato, per accedere al noto piano della nuova elezione del gran maestro, a tenore della intimazione e regolamenti su ciò prescritti dal gran consiglio gerosolimitano in Russia, come attuale capo provvisorio dell' Ordine, pure serve ad indicare chiaramente quanto cattivo effetto produrranno tali nostre risposte al loro giungere, essendo, come V. Em. sa, negative nel loro fondo ; mentre nell' approvare in genere l'idea di dare all' Ordine un capo e di ciò rimettere al

<sup>1</sup> Le vic.-général d'Imola, Mgr Taddeo della Volpe, s'était excusé sur son grand âge (voir t. IV, p. 530 ; cf. p. 494).

<sup>2</sup> Voir la pièce n<sup>o</sup> 1101, *ib.*

Papa, non si conviene sul canale per cui tutto debba passare, cioè il gran consiglio di Russia, che non si riconosce per legittimo; nè si conviene su ciò che si suppone già per dato certo, cioè l'essere già tolto affatto di mezzo Hompesch, il quale non ha alcun impegno il Santo Padre di sostenere contro il voto dell'Ordine, ma non può nondimeno non procedere regolarmente nel toglierlo di mezzo: per le quali cose tutte, nemmeno si è convocato questo priorato per fare ciò che il gran consiglio di Russia ha ingiunto ai priorati tutti <sup>1</sup>.

Il dispaccio giunto ieri l'altro, come ho accennato, contiene una forte lettera del gran consiglio a questo cav. Bonaccorsi, che suppone intrigante, e pienamente arbitro di questo priorato e del cav. Braschi gran priore. Si fanno fortissime querele... Ma il male maggiore sta, che il principe di Kourakine ha dato ufficialmente all'internunzio Benvenuti la comunicazione in copia di un tal dispaccio, incaricandolo espressamente di farlo conoscere al cardinal segretario di stato, e portarne querela; ciò che obbliga me a rispondere. ..Si procurerà di rispondere più delicatamente che si potrà; ma non facendo in sostanza ciò che si vorrebbe che si facesse, è da non dubitarsi dell'amarezza e disfavore grandissimo che produrrà la risposta già data, e quella che tornerà a darsi, e quindi si possono prevederne le dolorose conseguenze in ogni genere.

Un lampo di consolazione si è ravvisato in un recente dispaccio di Parigi, di assai fresca data, cioè dei 5 dicembre, che era il terzo giorno che il nostro corriere viaggiava a quella volta, recandovi le nostre risposte, adesive ai due punti della bolla della nuova circoscrizione e del breve per istituirsi subito dal legato i nuovi vescovi, e negative intorno agli intrusi nei proposti termini. In sostanza il Primo Console, scosso da un dispaccio nostro dalli 11 novembre <sup>2</sup>, che pienamente trattava su tale affare degli intrusi, e che gli fu inviato a leggere tal qual'era dal cardinal legato, si espresse in maniera da non farsi più vedere così deciso e ostinato, e tutto rivolgendosi alla smania e bisogno

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 214, note 1; p. 218 et 235.

<sup>2</sup> Pièces nos 966 et 1035. — Toute cette fin de la circulaire a naturellement été omise dans l'exemplaire destiné à Caprara.

estremo di avere la suddetta bolla e suddetto breve, diede qualche indizio a potersi lusingare, che avendoli ricevuti effettivamente cinque o sei giorni dopo, la negativa intorno agli intrusi possa avere avuto un esito non infelice, sia per fargliene abbandonare il pensiero (come si vorrebbe), sia almeno per obbligarli nel caso a fare ciò che devono fare, lo che è assolutamente indispensabile.

P. S. — La risposta in Russia sull' affare di Malta si darà oggi a otto per farla bene <sup>1</sup>, e vedere fin dove si possa giungere salvi i principi. Ella intanto tenga segretissima questa cosa.

(Arch. du Vatican).

#### 1099. — Ghislieri à L. Cobenzl

Rome, 19 décembre 1801.

... Les Romains, qui dans l'exposé soumis par le Premier Consul au Corps législatif ont lu la sentence qui borne l'État ecclésiastique aux provinces que le Pape possède actuellement, s'imaginent que les trois Légations compenseront le roi Sarde, du Piémont, qui avec le reste de ses anciens États vient d'être partagé entre la Cisalpine et la France. En attendant le développement total de cette affaire, qui seul manque pour fixer entièrement le sort de l'Italie, dont Bonaparte n'a pas même oublié dans son exposé la plus petite république qui est celle de Lucques, les Cisalpins, fiers de leur existence assurée, ont déjà commencé à envoyer ici leurs courriers ordinaires, sur le même pied que le gouvernement de Milan observait du temps que la Lombardie était incorporée aux États de Sa Majesté, et tandis que le cardinal Consalvi discutait encore avec M. Cacault les droits que la République cisalpine prétend avoir d'envoyer le dit courrier et d'avoir à Rome un bureau de poste séparé <sup>2</sup>.

(Arch. de Vienne).

#### 1100. — Spina à Consalvi

Lione, 22 décembre 1801.

Spero che l'Em. V. R. non mi rimproverà di soverchia len-

<sup>1</sup> La réponse du St-Siège a été envoyée le 26 décembre.

<sup>2</sup> Cf. t. IV, p. 29.

tezza nel mio ritorno in Roma, quando le avrò accennato che, a causa de' tempi orridi e delle pessime strade, ho dovuti consumare otto giorni in viaggio da Parigi in Lione, e che, giunto in questa città, sono ormai sei giorni, quivi ho trovato il prefetto di Valenza, col quale ho dovuto mettermi di concerto per levare da questa città le auguste ceneri di Pio VI. Oltre a ciò, avendo trovata in Lione tutta la deputazione Cisalpina, vi ho trovati già molti vescovi di quelle provincie, e per ultimo vi è giunto l'Emo Bellisomi. Ho desiderato adunque di vedere i primi, molto più che tutti mi hanno favorito, e di fare per qualche momento la mia corte al secondo.

La deputazione Cisalpina è composta, fra notabili ed altri deputati, di circa cinque cento persone<sup>1</sup>. I vescovi che già son giunti sono nove, cioè l'arcivescovo di Milano e quello di Ravenna, i vescovi di Bergamo, Pavia, Cremona, Lodi, Comacchio, l'abbate vescovo di Asola, e in fine l'Emo Bellisomi. Niuno de' vescovi sa qual sia precisamente l'oggetto della loro chiamata, e chi immagina la cosa, chi l'altra. A me all' opposto pare la cosa molto semplice, ed è, per quanto credo, di avere anco il voto del clero Cisalpino, sia per l'elezione delle principali autorità, sia per la nuova costituzione di quella repubblica. Lascio ai politici l'indagare se voglia distinti nella Cisalpina il Primo Console tre « stati », cioè i possidenti, il clero, e gli uomini di lettere; se piuttosto li consideri semplicemente tre diversi ceti di persone formanti la società, e che per conseguenza egual parte devono avere nel governo della medesima. Che poi il Primo Console, posto che si trovano in Lione i rappresentanti, dirò così, del clero Cisalpino, voglia consultarli su i disordini che in materia di religione si commettono in quelle provincie<sup>2</sup>, per sentire qual riparo vi si possa opporre, e se vi sia qualche temperamento da prendere, ciò può benissimo accadere; e non dubito

<sup>1</sup> Le 14 décembre, le commissaire général de police à Lyon comptait 251 arrivées. Le 18 décembre, M. Marescalchi, qui était à Lyon depuis le 15, écrivait au P. Consul: « J'ai la satisfaction de vous annoncer que tous les députés cisalpins, malgré une saison si affreuse, sont déjà rassemblés. » Le nombre des députés a été de 452.

<sup>2</sup> Cf. t. III, p. 611; t. II, p. 68, 98, 309; t. III, p. 466; t. IV, p. 120, etc.

che ciò avrà luogo, ma sarà affare separato affatto dall' esistenza politica che si vuol dare a quella repubblica.

Questa è la mia maniera d'interpretare la chiamata de' vescovi e del clero; ed in questa mia ipotesi posso assicurare l'Em. V. che mi hanno consolato i sentimenti di tutti i vescovi qui adunati. Gli ho veduti tutti, meno il vescovo di Comacchio, che non ho potuto rinvenire; e tutti, mentre sono indifferenti al sistema politico che si vorrà adottare per la Cisalpina, sono animati da un vero zelo per sostenere la causa della religione, e per opporsi a qualunque perniciosa novità, siccome per non adottarne alcuna anco indifferente, senza che vi preceda l'oracolo e la sanzione del Sommo Pontefice. Posto poi l'intervento di alcuni vescovi a questa assemblea, confesso che ho veduto con sommo piacere che vi sia presente l'Emo Bellisomi. Il suo zelo e la sua virtù son troppo noti a V. Em. Il suo carattere è infinitamente rispettabile, e otterrà, spero, dal Primo Console tutta la considerazione che merita; onde la sua influenza negli affari, e per il rispetto che esigerà dal governo, e per la deferenza che credo avranno a lui i suoi confratelli, credo sarà utilissima. Si aspetta ancora il vescovo di Cervia, e si dice in fine che giunger possa come deputato di Sua Santità per il vescovato d'Imola, l'Emo Dugnani. Non so che dire di questa ultima supposizione. Se verrà un deputato di Sua Santità, son ben persuaso che gli si avranno dal governo tutti i riguardi, che gli sono dovuti.

Il Primo Console non è giunto ancora, e non si sa precisamente quando giungerà. Se viene, sarà, a mio credere, verso la fine del mese; e molto più ritarderà questi giorni, se avrà luogo in Parigi per Natale, come pareva che desiderasse prima della mia partenza, la pubblicazione del concordato.

Sono chiamati in questo momento in Lione tutti i prefetti del mezzo giorno della Francia, e così dei dipartimenti limitrofi. Vi è per conseguenza quello di Valenza ancora. Ho già concertato col medesimo, come già ho accennato a V. Em., il modo di trasporto delle ceneri della Sa: Me: di Pio VI; ma credo che mi sarà necessario ed insieme utile lo aspettarlo colà per l'esecuzione. Io parto domani per quella città, ove darò intanto le mie disposizioni. Sarei rimasto forse qualche giorni di più in Lione; ma

vedo che la mia presenza è sospetta ai Cisalpini. Credo prudente cosa il togliere a chiunque ogni ombra di sospetto.

Sospiro il momento di essere ai piedi di Sua Santità, e di poter rinnovare all' Em. V. le proteste, etc.

(Arch. du Vatican).

#### 1101. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 2 nivôse an X (23 décembre 1801).

Les plus mauvais sujets de ces Italiens réfugiés en France, d'où ils ont été rejetés en Piémont et en Cisalpine, d'où ils ont été repoussés et expulsés lorsque l'entrée de leur pays a été rouverte, ne sauraient se trouver bien nulle part, ni abandonner les espérances ambitieuses que les idées de trouble révolutionnaire avaient présentées à leur imagination<sup>1</sup>. Réunis à d'autres insensés qu'ils retrouvent dans leur pays, ils forment ensemble un parti, toujours prêt à se lier et s'unir comme les croyants d'une même secte : mais chacun d'eux met ce qu'il rêve à la place de ce qui est. Cette manière de rêver étant fort dangereuse, il faut la surveiller.

Vous jugez bien que c'est un point capital de la police de Rome, où le gouvernement est aisé à effrayer. Je ne dois pas mépriser, dans un tel cas, ce qui résulte des rapports journaliers de cette police. Ce qui en résulte, à l'égard des discours d'un petit nombre de furieux, c'est leur plainte continuelle de voir l'Italie envahie par nos armées, leurs accusations contre nous de les avoir trahis par de fausses promesses. Ils répètent que l'intérêt de toute l'Italie exige sa réunion. Chacun d'eux croit avoir mission d'appeler sa nation à concourir à cette réunion, à tenir prêt un parti d'hommes armés.

Ils se flattent, dans leurs rêves, que tous les militaires italiens pensent comme pensait Lahoz<sup>2</sup> ; qu'une partie du gouvernement

<sup>1</sup> Voir notamment t. I, p. 201, 359 ; t. II, p. 248, 323, 441, 504 ; t. III, p. 37, 176, 388.

<sup>2</sup> Pendant la campagne de 1799 en Italie, Lahoz, avec le titre de général, commandait un corps de Cisalpins, auxiliaires de la France. Il fit défection à Pesaro, au mois de mai, et s'allia aux Autrichiens qui assiégeaient Ancône. Il fut tué devant cette place le 10 octobre (Mangourit, *Défense d'Ancône*).

de la Cisalpine pense de même, et que beaucoup de généraux français ont les mêmes idées. De telles gens parlent familièrement entre eux d'une révolte en Italie, tendant à en chasser les Français, à détrôner en même temps tous les monarques et à faire du pays entier une seule république italienne. Si cela était aussi facile à accomplir qu'à imaginer, il n'y a point de doute que ces désespérés aimeraient à remuer dans cette vue. Ils disent, dans leur délire, que les mesures convenables ont été prises pour exécuter ce plan horrible ; et que les généraux Pino et Lecchi manœuvrent la révolution en Lombardie, le général français V...<sup>1</sup> et d'autres du côté des Alpes, et Pignatelli et Moliterno dans l'état papal et dans le royaume de Naples<sup>2</sup>. Ils ajoutent que beaucoup d'émissaires ont été expédiés pour l'accomplissement d'un tel plan. Nous cherchons ces émissaires sans les trouver : s'il en venait, on s'en apercevrait, on en saisirait quelqu'un. Il est certain que ce plan fermente dans les têtes, et que des écer-

<sup>1</sup> Le général Vignolle (cf. *Corr.* n° 5590).

<sup>2</sup> Voir Arch. nat. F<sup>7</sup> 6319. — Des rumeurs semblables ont été recueillies à Naples par Alquier qui, le 12 nivôse (2 janv.), écrivait à Pétiet et à Jourdan : « Je profite d'un courrier que j'envoie à Paris, pour vous transmettre un renseignement auquel je n'ajoute aucune foi, quoiqu'il m'ait été donné par un homme très croyable. Cet homme prétend savoir, par des personnes très sûres, qu'un soulèvement général doit éclater sous un mois dans la Cisalpine et dans le Piémont ; que les séditieux seront protégés par les commandants de Mantoue, de Fossano et de la citadelle de Turin. L'officier qui commande dans cette dernière place doit être égorgé, ainsi que le général Jourdan. Beaucoup d'officiers réformés, et un grand nombre d'employés, attachés aux différents services de l'armée et que la paix prive de leurs fonctions, sont entrés dans ce complot. » — En renvoyant cet avis à Paris, le général Jourdan ajoutait : « Quoique je sois convaincu que le rapport qui a été fait au cit. Alquier est exagéré, il n'en est pas moins vrai que les personnes qui sont attachées au roi de Sardaigne annoncent depuis quelque temps son prochain retour, avec une assurance qui intimide les faibles et encourage les méchants. Ces bruits absurdes influent aussi sur la rentrée des contributions... Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour prévenir toute insurrection ; mais si les séditieux agissent, je marcherai contre eux et j'agirai avec vigueur et fermeté. » — Il est probable que les bruits alarmants, répandus ainsi dans toute l'Italie, se rattachaient à ceux qui circulaient au même moment en France (voir la partie XXI). Ils se répétaient encore au mois de mars, quand Cacault écrivait : « Il se répand en Italie des inquiétudes, des alarmes et de faux bruits, qui ne cesseront qu'à la publication du traité définitif avec l'Angleterre. »



velés en parlent sans mystère ; mais aucune preuve ne me paraît les autoriser à citer ceux qu'ils en nomment les chefs.

Ils disent que pour accomplir la trame, tout s'opérera par l'éternel moyen de la religion, qu'il faut garantir et respecter, évitant de découvrir aux simples l'idée d'une nouvelle république, jusqu'à ce qu'il y ait un grand parti de formé, et qu'on puisse réunir les patriotes aux royalistes, les brigands insurgés de la guerre précédente aux patriotes.

Un de ces gens-là a déposé qu'un M. Pignatelli, napolitain, qui a eu un moment le brevet de général de brigade français, était venu à Rome dans de telles vues, pour négocier avec les anciens chefs d'insurgés et de la *Santa fede*<sup>1</sup> ; mais cette déposition n'a jamais pu être prouvée. Cependant, on s'est débarrassé de M. Pignatelli à Rome, en lui donnant l'ordre de partir. Ces projétistes annoncent que les troupes du général Pino doivent tomber sur Bologne, celles du général Lecchi sur Milan, et celles du général V... sur Turin ; que le général Murat serait tué ou fait prisonnier, et qu'il se trouverait prêt à Rome deux mille patriotes, qui s'entendraient avec un très grand parti formé à Ancône. Tous ces discours me paraissent des effets d'effervescence d'imagination, sans que les moyens soient combinés et qu'ils existent réellement. Cependant, j'ai engagé le cardinal Consalvi à envoyer copie des différents rapports au général Murat ; car il n'est que trop vrai que l'Italie est remplie de mécontents.

Le remède à la maladie qui produit cet horrible délire, est de bien gouverner, d'en imposer par les succès, de rétablir surtout l'accord et la confiance entre les cabinets et les États. L'envie de se nuire de nation à nation est ce qui a produit le mal. Les procédés réciproques de justice et d'estime, et le retour de la bonne harmonie entre les puissances peuvent seuls le guérir. C'est le moyen de détruire les espérances des perturbateurs, contre lesquels les gouvernements établis et en repos doivent s'entendre, dans le vrai esprit de sagesse et de raison où ils sont parvenus après tant de maux.

<sup>1</sup> Le nom de « Santa fede » avait été donné en 1799 aux bandes rassemblées par le card. Ruffo dans la Calabre. Il a été souillé par les excès qui ont suivi alors le rétablissement de la monarchie napolitaine.



Dans le temps où l'Europe se coalisait contre nous, et pendant que la coalition agissait avec fureur, nous avons vu presque tout le monde animé en Italie contre les Français; et alors les patriotes, qui se sont déclarés depuis, étaient les seuls amis que nous eussions. Aujourd'hui, c'est tout le contraire. Ces patriotes, désespérés du mauvais succès, sont nos grands ennemis; mais le nombre en est petit. Ils n'ont jamais eu, dans aucun temps, que les moyens que nous leur prêtions. Les « enragés<sup>1</sup> » sont en général sans fortune ni considération.

On ne doit pas les craindre, et encore moins les persécuter. Il faut tendre à les guérir; et jusqu'à ce qu'on ait pu le faire, on vivra partout dans les alarmes et dans les inquiétudes. La grandissime majorité revient, avec les anciens gouvernements, à l'estime des Français; cependant, comme les Italiens gardent la rancune plus que les autres peuples, nous serons longtemps au milieu de gens irrités, prêts à éclater contre nous avec zèle, s'ils l'osaient. Il leur a été fait, comme il arrive toujours dans les guerres, des maux nécessaires et des iniquités. Il faut maintenant les amener à tout oublier par l'équité et par la sagesse.

J'insiste ici pour que le Pape augmente le nombre de ses troupes. Il n'a que 2.400 hommes: il faut arriver à 4.000<sup>2</sup>. On y travaille; on s'en occupe.

C'est à la République cisalpine à donner l'exemple le plus utile à l'Italie. Si enfin son gouvernement devient sage, éclairé et régulier comme le notre, les perturbateurs, qui fondent leurs espérances de ce côté, cesseront d'imaginer et de composer des conjurations, en voyant l'impossibilité de réussir.

Le gouvernement actuel cisalpin, est encore, en bien des choses, ce que vous savez ce qu'était celui de la République romaine à l'époque du Directoire. Il reste entaché d'une multitude de petites opérations mesquines, qui le rendent odieux. Le concours de l'avidité de plusieurs Français et des fripons italiens a introduit un mauvais esprit. Il faut élever son gouvernement à la hauteur des sentiments et des vues du Premier Consul<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 446, note 1.

<sup>2</sup> Voir t. IV, p. 302, note.

<sup>3</sup> Le comité de gouvernement formé en septembre 1800 (cf. p. 2, note) ayant été blâmé par le P. Consul (voir t. III, p. 466) avait envoyé, le 7 août 1801, à

Dès que le gouvernement cisalpin actuel a pris le parti de s'adresser à moi, pour traiter ses affaires à Rome, j'ai obtenu tout ce qu'il désirait. Il a été reconnu par le Pape : on lui a rendu son bureau de poste. Je fais en sorte que les intérêts des Cisalpins soient ménagés ici comme ceux des Français. Cela devrait rendre également équitable le gouvernement de Milan envers tout ce qui concerne l'État romain. Les égards, les actes d'équité et les bons procédés exigent la réciprocité. On n'en est pas encore là à Milan.

Par exemple, les archives de la commune de Poggio di Bene ont été transportées à Sant' Arcangelo, lors de l'usurpation que les Cisalpins firent de Poggio di Bene. Le Premier Consul a ordonné la restitution de Poggio di Bene au Pape ; mais les archives sont restées à Sant' Arcangelo. Le Pape redemande avec justice ces archives : c'est son bien. Le gouvernement cisalpin fait des réponses évasives, à la manière dont M. Acton en use envers le Pape pour Bénévent et Ponte Corvo. Je viens de refuser au gouvernement cisalpin de transmettre au gouvernement romain sa réponse à ce sujet, en lui répondant qu'il faut rendre à César ce qui est à César ; qu'il s'agit de faire respecter et estimer le gouvernement de la Cisalpine, ce qui ne se peut sans des principes de justice.

Le nonce du Pape qui va à Vienne, a sa confiance dans deux prêtres de Faenza, pour lesquels il a demandé au gouvernement cisalpin la permission d'aller avec lui. On lui refuse cette permission, sous prétexte que les lois canoniques s'y opposaient. C'est-à-dire que si le cardinal Caprara avait eu son évêché situé dans la Cisalpine, lorsque Bonaparte l'a appelé en France et que le Pape l'y a envoyé pour une mission apostolique, l'on aurait pu refuser au cardinal Caprara la liberté d'aller à Paris. N'est-il pas reconnu que, dans ces sortes de cas, un évêque, comme un curé ou chanoine, est remplacé par un autre dans ses fonctions locales, et que l'autorisation du Pape met tout en règle à cet égard ? Il est de la plus mauvaise grâce de refuser une telle facilité, pour une mission du Pape près de l'Empereur.

Paris une démission, qui n'avait pas été acceptée, à cause de la prochaine organisation de la Cisalpine. Deux des membres du comité étaient restés en fonctions le troisième, M. Visconti, s'était retiré, bien qu'en fait il ait donné encore quelques signatures.

Je ne pourrais m'accommoder à traiter les affaires d'un gouvernement dont les idées resteraient aussi étroites. S'il envoie des ministres au dehors, pour travailler comme des procureurs pour soutenir des chicanes de mauvais voisin, jamais on n'aura de considération pour eux, et la Cisalpine donnera lieu à des querelles; et cette maladie des têtes fêlées par la révolution, qui inquiète tous les pays, se nourrira de chimères.

Le Saint-Père a conservé, suivant l'ancien usage des Papes, l'évêché d'Imola avec les revenus y appartenant. Croiriez-vous que le gouvernement cisalpin tenait en sequestre les revenus d'une abbaye unie à cet évêché, sans prendre garde à ce qu'il y avait de désobligeant et d'indécent envers la personne du Pape? J'ai réclamé contre cette malhonnêteté. On m'a entendu, et le séquestre a été levé. Quand cela ira ainsi, tout pourra s'arranger.

Après tout ce qui s'est passé, et les suites funestes de l'égarement des esprits, la Cisalpine a besoin d'une pratique éclatante de la justice, et même des égards, pour se rendre respectable. Cela doit dater de l'assemblée de Lyon, dont on attend en Italie les résultats, avec confiance dans le génie du Premier Consul.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

#### 1102. — Spina à Consalvi.

Valenza, 4 del 1802.

Sebbene siano ormai dieci giorni che mi trovo in questa città, non mi è stato possibile di proseguire il viaggio colla rapidità che mi ero proposto, e per l'assenza del prefetto, e per aver dovuto far fare un carro nuovo per il trasporto del cadavere di Pio VI, e per le disposizioni che dovevano ancor darsi per la truppa che dovrà scortare il convoglio, e aggiungerò ancora per il rigore della stagione, che è da queste parti veramente orrida, e che non permette per conseguenza che eseguire assai lentamente ciò che in altri tempi si farebbe con più sollecitudine.

Tutto però si va disponendo. Il corpo di Pio VI già è disumato, e le casse sono state ritrovate intatte. Il carro è quasi finito, e così domenica al più tardi spero di mettermi in viaggio per Nizza. Il Rodano non è in alcun modo navigabile. Continuerò adunque il mio viaggio in posta, e lo regolerò in maniera da non passare da Avignone che di notte, e credo che in tal modo seconderò i

desideri del governo, e eviterò qualche affollamento di popolo che potrebbe aver luogo, e che non potrebbe essere in fine che disgustoso.

E da Nizza e da Genova continuerò a ragguagliare l'Em. V. del seguito del mio viaggio.

Colle lettere d'ieri di Lione si è ricevuta la notizia della morte accaduta in quella città dell' arcivescovo di Milano che, nel mettersi a tavola a un gran pranzo del ministro Talleyrand, fu sorpreso da un colpo d'apoplezia. Gran dolore per tutti i convitati! Non so come stia l'Emo Bellisomi, che lasciai molto meglio quando partii da Lione. L'arrivo del Primo Console in quella città è sempre incerto. Il successo di quella adunanza sarà sempre interessante per l'influenza che avrà nel destino di tutta l'Italia.

Son sorpreso di non sentire ancora pubblicato il concordato, e mancando affatto di lettere di Parigi, non so a cosa attribuirlo. Adoro in tutto l'ordine della Provvidenza, e rinnovando all' Em. V. le proteste, etc.

(Arch. du Vatican).

### 1103. — Consalvi à Caprara.

(en chiffres)

Roma, 6 gennaio 1802.

Sempre più si raccoglie da tutto quello che si vede e si sente, che si è fuori di speranza quanto alle Legazioni, e che si è pur troppo privi di ogni valido appoggio, onde non vi è che da sperare che da Dio una favorevole apertura per il sostegno di sì giusta causa. Ma intanto si bramerebbe che da ogni ministro del Papa si facesse sentire chiaramente e senza riguardo, che rimanendo il Papa con tanta parte (e sì buona) di meno dei suoi stati, è impossibile che sussista, sia per il debito pubblico che seguita tutto intero a gravitare sulla misera porzione rimasta, sia per la fisica impossibilità di far sussistere il principato ecclesiastico, i cardinali, e gli altri pii stabilimenti, mancando le abbazie e gli altri beni ecclesiastici degli stati esteri, e quelli delle perdute Legazioni.

Si è riaperto qualche discorso di rimettere sul tappeto le negoziazioni per l'accomodamento con Napoli<sup>1</sup>; ma si rileva essere

<sup>1</sup> Le projet de concordat avec les Deux-Siciles.

così lontana la pretensione della reale corte da ciò che crede poter concedere N. Signore, che è da aspettarsi, che non solo non si incomincerà a trattare, ma questo stesso produrrà presso quella corte maggiori amarezze. Oltre le grandi difficoltà che presentano le cose ecclesiastiche, si pretende dalla corte, che nell'accomodamento non si debba punto trattare della China<sup>1</sup>, e che il Papa debba limitarsi alla sola speranza, che il re, per sua libera volontà, e non per alcun dovere, possa con il Papa far qualche cosa; al che nè Pio VI, nè il Papa presente credono di potere acconsentire. Quanto a Benevento e Ponte Corvo, l'ultima mia nota ministeriale è rimasta senza risposta<sup>2</sup>, come tutte le precedenti.

In risposta alla memoria savissima, inviata da V. Em. intorno alle facoltà, il Papa, dopo le più ponderate riflessioni, ha risoluto d'inviare a V. Em. una nuova più ampia concessione delle medesime, come rileverà dal rescritto fatto sopra un memoriale, che si è qui formato come a petizione di V. Em. Per tutto quello che può mancare in tal nuova concessione, il Papa ha risoluto che V. Em. venga autorizzata con questa cifra nella seguente maniera, cioè che se V. Em., sulla faccia del luogo, vede che la cosa che si chiede è sì forte, che assolutamente non convenga farla senza

<sup>1</sup> On appelait « China » (haquenée) un cheval blanc, présenté solennellement au Pape, chaque année lors de la fête de la St-Pierre, comme un signe d'hommage féodal du royaume de Naples. A cette occasion, le Pape recevait, en manière de tribut, une somme annuelle qui, dans les derniers temps, était de 7,000 ducats d'or. Sous l'influence des ministres réformateurs Tanucci et La Sambuca, la haquenée commença à être contestée en 1776, mais sans être positivement refusée. D'autre part, des négociations ayant été essayées en 1786 entre Rome et Naples, pour prévenir les difficultés que soulevait l'application du concordat de 1741, réputé trop favorable aux prétentions romaines, et l'affaire engagée entre le ministre Caracciolo et le prélat Caleppi ayant échoué en 1788, on en vint de part et d'autre à une sorte de conflit. Le pape ne voulut plus accorder l'investiture aux évêques napolitains; par contre, le roi de Naples s'abstint de présenter la haquenée; il offrait simplement de payer les ducats, mais à titre de don pieux, tout spontané et tout volontaire. Sous le ministère d'Acton, qui remplaça Caracciolo en 1789, on reprit la négociation. De nouveaux projets de concordat furent mis en avant, notamment en 1790 et en 1792; mais comme la question de la haquenée, qui se trouvait désormais mêlée à celle du traité religieux, ne faisait aucun progrès, tout était demeuré en suspens (Voir l'*Archivio storico per le provincie napoletane*, 1882; fasc. 2, 3 et 4).

<sup>2</sup> Voir t. IV, p. 232 et 337, note 1.

rivolgersi direttamente al Papa, e se crede insieme, che il così farsi da V. Em. non possa produrre un vero danno rapporto al governo, per quei motivi, che V. Em. rileva, in tal caso V. Em. tenga fermo con dire che in tal cosa non si stendono le sue facoltà, e che ne scriverà a Roma. Se poi V. Em. vede che la risposta di dovere scrivere a Roma fosse veramente dannosa, su di chè il Papa si riporta al giudizio e delicatezza di V. Em., senza intendere di volerla mettere per ciò in angustia, ella in tal caso operi come se avesse le facoltà, ma in linea presuntiva, cioè mostrando difficoltà al principio, perchè veramente nella concessione scritta tal facoltà non si trova; ma piegandosi poi con dire che V. Em. riflette alla fine, che al suo partire il Papa gli disse in voce, che mandandola in Francia per provvedere ai bisogni della medesima, e farvi veramente il bene che era l'oggetto del Papa e del governo, per tale missione intendeva di autorizzarla in qualche caso straordinario non preveduto, riposandosi sulla di lei delicatezza e coscienza. Onde concluda, che conoscendo V. Em. quale è lo scopo che si è proposto il Papa, e non trovando nel caso una cosa che urti la sua coscienza e delicatezza, si arbitra presuntivamente a fare tal concessione, senza scrivere a Roma. Questo in fondo è il sentimento di N. S., e per tal modo intende di salvare tutto, cioè di mettere a largo V. Em. pei casi possibili, anche al di là delle nuove concessioni scritte, e di non indurre esempio perniciosissimo con dare in iscritto, in simil maniera, un vero atto, che si potrebbe pretendere anche da altri principi, e forse dalla Francia stessa in casi posteriori, o di nuova legazione, o anche di nunzi ordinari, i quali casi non avessero la stessa urgenza delle circostanze attuali, nelle quali si tratta di ripiantare in Francia la religione cattolica. Spera il Santo Padre che così V. Em. rimarrà soddisfatta e tranquilla su questo punto <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les facultés qui avaient été confiées au Légat au moment de son départ de Rome (pièce n° 865) avaient été soigneusement limitées, non seulement par respect pour les précédents, mais aussi par la crainte que le gouvernement français n'obligeât le card. Caprara à lui présenter ses pouvoirs, ou ne voulût exiger des actes irréguliers, sous prétexte qu'un légat a le droit de tout faire. Ces restrictions prudentes avaient été maintenues, quand, sur la demande de Spina (pièce n° 977), quelques facultés nouvelles avaient été envoyées à la légation de Paris par le courrier du 2 décembre (t. IV, p. 337, note et p. 497). Lorsqu'on reçut à Rome la dépêche du 24 novembre (t. IV, p. 381, note; cf. p. 561, note), où Caprara,

Ieri sera giunse un corriere francese, passando a Napoli, ed altro non recò a questo ministro M. Cacault, se non che una breve lettera del ministro Talleyrand <sup>1</sup>, che se per una parte è consolante, dicendo che si erano veduti con piacere gli sforzi dello stesso M. Cacault e della corte di Roma ancora per facilitare di togliere gli ostacoli, che rallentavano la conclusione dell' affare, dall' altra ci ha addolorato, rilevandosi da essa che l'esame era rimesso ad un' amministrazione speciale; lo che indica che ancora si persiste in dibattere il punto unico di controversie, cioè quello degl' intrusi. Il vedere che si è preferito tale dibattimento, al segno di lasciar passare l'occasione del Natale, indica quanto a ciò si tenga. In una gazzetta si legge che il Primo Console partirà per Lione li 22 di dicembre; onde è chiaro che per Natale non si pubblicava il concordato. Il Papa ne è rimasto assai afflitto.

Scrivesi a M. Cacault, che si sono accresciuti alcune mila lire ai suoi appuntamenti, lo che ci ha fatto piacere, indicando che in Parigi sono soddisfatti; e ne hanno ragione, perchè è uomo sommamente savio. Serve bene il suo governo, nel tempo che qui si ha tutto il motivo di essere soddisfatti della sua saviezza.

In questi giorni si va a dare una risposta decisamente negativa alle due note della Spagna sopra la nunziatura, e sopra le dispense matrimoniali, ed altri essenzialissimi cambiamenti, che ha richiesti. Se ne prevede certamente tutto il mal umore e forse dei tristi effetti: ma N. S. trova impossibile di sanzionare lui stesso siffatte pretensioni.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

cette fois en personne, sollicitait des facultés plus étendues, on discuta pour savoir s'il fallait encore persévérer dans le même système. Di Pietro conseillait d'accorder en principe tous les pouvoirs pontificaux, sauf ceux dont il proposait une liste. Le card. Antonelli continuait à ne vouloir concéder que des pouvoirs définis nominativement, et il en dressait le sommaire qui se rapportait à trois idées: « Per tranquillizar le coscienze, per dispensare dalle pene ecclesiastiche, per provvedere alle istantanee e improvvise urgenze di difetti di ecclesiastica giurisdizione. » La dépêche de Consalvi que nous publions ici montre que le Pape avait adopté le sommaire d'Antonelli, mais en autorisant le Légat, sous certaines réserves, à parer à l'imprévu quand il y aurait nécessité.

<sup>1</sup> Cacault à Talleyrand; Rome, 16 nivôse (6 janvier): « J'ai reçu la lettre n° 4, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29 frimaire (20 décembre). Nous attendons ici dans une grande perplexité les nouvelles ultérieures de l'effet de la bulle et des brefs... » — Voir t. IV, p. 453, note.



**1104. — Consalvi à Caprara.**

Roma, 13 gennaio 1802.

Con la vostra ordinaria di Francia mi sono giunti due dispacci di V. Em., segnati n° 35, 36, 37, 38, 39, 40<sup>1</sup>. Vedo con gran piacere il gradimento mostrato dal Primo Console della bolla della circoscrizione, e del breve di facoltà all' Em. V. per dare la istituzione canonica ai vescovi delle nuove diocesi. Si aspetta con grande ansietà di sentire fissato il giorno della pubblicazione del concordato. Il Santo Padre si era veramente lusingato che potesse esser per Natale, onde gli ha fatto pena la dilazione, non sapendo nemmeno indovinare quale altra epoca possa ora scegliersi. Sua Santità non ha ancora ricevuta la risposta del Primo Console, come egli disse a V. Em. di voler fare. In ogni giorno il Papa aspetta la buona nuova della pubblicazione del concordato. Nulla gli rimane più a fare per tale oggetto dal canto suo.

Niuna lettera si è avuta da Mgor Spina, dacchè ha lasciato Parigi. Solo si sa da Milano, che egli era giunto col P. Caselli a Lione.

È giunto da Napoli il M<sup>re</sup> Del Gallo, che posdomani parte per Parigi in qualità di ambasciatore straordinario. Sua Santità gode buona salute. Io spero che V. Em. seguiti ancora a goderla, come lo auguro di cuore. Sua Santità vi prende il più vivo interesse, e mi comanda espressamente di dirglielo, e di contestarle insieme tutta la sua maggior soddisfazione per tutto quello che V. Em. fa, che non può esser meglio fatto. Io la supplico di accettare le proteste della mia profonda venerazione, ed insieme del mio rispettosso tenero attaccamento, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

**1105. — Consalvi à Caprara.**

(n° 21)

Roma, 13 gennaio 1802.

Io già informai V. Em. delle due note che ricevei da questo ministro di Spagna, sopra le pretensioni che si affacciano intorno alla nunziatura di Spagna ed alle dispense matrimoniali, ed altri oggetti. Pressato recentemente per le risposte, di ordine di N. S.

<sup>1</sup> Ces dépêches avaient été envoyées du 13 au 19 décembre (voir pièces n°s 1039, 1040, et t. IV, p. 451, note).



gli ho passate due note in replica, contenenti la negativa di Sua Santità. Questi due affari sono troppo grandi e potrebbero anche portare troppe conseguenze, perchè io non ne informi bene l'Em. V., e la metta nel caso di discorrerne con fondamento, se fosse su di ciò attaccata in un modo o in un altro... Ho fatto conoscere questo affare a M. Cacault, che ha tutto approvato, ed avendo letto le note, ne dà conto in estratto al suo governo, perchè possa conoscere la saviezza e giustizia della nostra condotta; il che serva all' Em. V, di lume. Circa Azara, giudicherà V. Em. se convenga fargliene almeno in globo la confidenza, specialmente col rischio che possa dirgliene qualche cosa M. Talleyrand.

<sup>1</sup> ..Il fatto è, che il segretario [di Vargas] è pessimo contro di Roma, ed egli è pieno di fuoco e di animosità, amicissimo di Labrador e nemico di Azara; e tutto si può temere. Dirò però a V. Em., che il Papa è vicinissimo a perdervi la pazienza, e con la ragione alla mano, e con una savia e pacata condotta, è però risoluto a metterci negli incontri tutta la fermezza e dignità possibile, come va facendo ancora negli affari. Si può però prevedere, con un tal uomo, facile una rottura.

È giunto da Napoli il M<sup>re</sup> Del Gallo colla consorte, che è una sua nipote. Egli parte posdomani per Parigi come ambasciatore straordinario. Sento che abbia 40.000 ducati annui, finchè vi si tratterrà. Dicesi che procurerà di essere ammesso al congresso di Amiens. Egli mostra di avere dell' apertura e del vero interesse per Roma, e su questo tuono sono persuaso che si condurrà anche con V. Em. Personalmente lo credo così; ma non saprei quali ordini occulti possa avere da chi lo manda ancora lui. È certamente inutile di avvertire V. Em. della necessità di mostrargli tutto il gradimento, la considerazione e buona armonia, ed al tempo stesso tenergli la più grande circospezione e guardia contro ciò che il suo primo ministro possa avergli addossato, profittando della personale di lui conoscenza col Primo Console e col ministro. Quanto alle aperture di ricominciare a trattare gli affari dell' accomodamento ecclesiastico con Napoli, già scrissi a V. Em., che vi era da contare pochissimo, per la somma distanza dei principi, e per la marcia stessa che si vede che l'affare va a prendere.

<sup>1</sup> Consalvi raconte ici en détail une affaire de préséance, soulevée par M. de Vargas à propos d'une place au théâtre. Il accuse le secrétaire de l'ambassade espagnole d'être l'instigateur de l'incident.

Nel dispaccio di V. Em. dei 19 dicembre si trova un raggio di speranza quanto alle Legazioni, per la parola « Vedremo », dettagli dal Primo Console <sup>1</sup>. Quello che V. Em. può andare dicendo colla più gran franchezza si è, che, così come si sta, è impossibile di sussistere, avendo tutti i pesi che cadevano sullo stato intero, e non avendo i mezzi da soddisfarli, e nemmeno quei mezzi che sono necessari per mantenere il collegio dei cardinali ed il principato stesso ecclesiastico. Inoltre può far sentire quanto sia crudele, che Napoli per esempio se ne esca senza aver perduto una mezza provincia, e la Santa Sede Apostolica perda la metà dello stato e la migliore, dopo la condotta che si è tenuta colla Francia.

Si va aumentando la truppa a poco a poco. Avremo 3.000 uomini, e fra sei mesi, avremo i 4.000, come vuole il Primo Console. Nel riassumere vari ufficiali a mano a mano si è preso uno nuovo, cioè M. Friez, premura di Giuseppe Bonaparte, per cui accludo a V. Em. una mia lettera su di ciò.

Il silenzio tenuto dal Primo Console con V. Em. sopra gli intrusi, tiene il Papa in agitazione, mentre sperava, che fosse rimasto persuaso, e che avesse potuto avvisare V. Em. di scrivere che il Papa si tranquillizzasse e che non ci si pensava più. Dio ci aiuti !

P. S. — Si sente gridare contro il stampato di Mgor già vescovo di Senez, diretto ai suoi diocesani dopo la data dimissione <sup>2</sup>. Risponda che non è stampato in Roma, sebbene porti

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 490.

<sup>2</sup> Cette pastorale était empreinte de tristesse et d'une sorte de soumission forcée au Pape. L'évêque protestait que, par sa démission, il n'entendait pas « nous séparer jamais d'esprit et de cœur de nos collègues les évêques de l'église de France, de la nomination du Roi Très Chrétien, dont nous aurions voulu pouvoir prendre conseil dans cette triste circonstance...; concourir ou consentir directement ni indirectement à la suppression et extinction de notre titre épiscopal, évêché de Senez, fondé dans le V<sup>e</sup> siècle...; porter atteinte et préjudice aux droits de personne, ni manquer à nos anciens engagements et à l'amour naturel qui nous liera toujours à notre patrie, dont nous avons été bannis pour conserver le sacré dépôt qui nous était confié... » — Comme la pièce était datée « Devant le tombeau des Saints Apôtres, ce 11 novembre 1804, fête de Saint-Martin de Tours », on ne pouvait ignorer que l'évêque de Senez habitait Rome; ce qui pouvait rendre son langage compromettant pour le gouvernement pontifical.

tale data, dove egli dimora, e che qui sono assai dispiaciute le espressioni da lui usate in alcuni paragrafi, che si sono conosciuti soltanto da qualche esemplare della stampa medesima. In somma, basta che V. Em. dimostri nel caso che qui non si è avuta alcuna parte <sup>1</sup>.

(Cultes, Arch. de Caprara).

#### 1106. — Consalvi à Caprara.

(particulière)

Roma, 16 gennaio 1802.

Non fo che accusare, profittando della posta cisalpina, le lettere di V. Em. dei 27 dicembre, ricevute oggi stesso con la posta di Francia <sup>2</sup>. Io risponderò a tutto fra quattro giorni col corriere di Francia medesimo. Non posso celarle il mio dolore e quello di N. S., di non vedere ancora un cenno sul quando si pubblicherà il concordato, come da tanto tempo qui si desidera. Tutto è fatto dal canto nostro. Nel dispaccio di V. Em. non ci è un indizio che lo mostri vicino, anzi nemmeno che ne parli. Ho ricevuto una lettera di due linee di M<sup>or</sup> Spina, da Lione, dei 22 dicembre, e poi nulla più, nè altro ne so. In somma fretta rinnovo a V. Em. il mio profondo ossequio, etc...

P. S. — Domani parte per Parigi il M<sup>re</sup> Del Gallo.

(Cultes, Arch. de Caprara).

#### 1107. — Consalvi à Caprara.

(n° 22 en chiffres)

Roma, 20 gennaio 1802.

È giunta al Papa una lettera dell' arciduca Antonio, colla stessa petizione per Colonia che fece per Münster, chiedendo la conferma della elezione ed una proroga per mettersi *in sacris*. Si è risposto nella stessa maniera dell' altra volta, cioè si è preso il pretesto di mancare il processo, ed anche lo stato della chiesa,

<sup>1</sup> On lit dans une autre dépêche de Consalvi, du 13 janvier : « ... Il temperamento savissimo che V. Em. ha preso per allontanare i gravi disordini, che avrebbero potuto temersi rispetto alle difficoltà insorte sull' amministrazione delle diocesi francesi, o dimesse o che vanno a dimettersi, è stato pienamente commendato ed approvato dal Santo Padre. Ho osservata la lettera di M. Emery, gran vicario di Parigi : il cenno di osservazioni che ha dato V. Em. sulla medesima è pur troppo sì vero e sì giusto, che mi dispensa dal dirne altro. »

<sup>2</sup> Pièce n° 1049.

che sono atti necessari per la preconizzazione in concistoro, la quale preconizzazione, secondo lo stile, succederebbe subito dopo la conferma; onde si è detto che mancando queste pezze, non si poteva dare la conferma richiesta, e così ci ne siamo scansati senza comprometter noi, nè le potenze fra loro, assicurando solo il ministro imperiale, M<sup>re</sup> Ghislieri, che ciò non pregiudica all' arciduca per la devoluzione alla Santa Sede Apostolica, dopo i tre mesi, subito che la petizione della conferma l'ha fatta dentro il detto tempo; con che si è venuto a conseguire di non essere pressati per la conferma, che non ci sarebbe stato come negarla. Questa condotta, nel caso che la cosa si sappia, dovrà sempre più dimostrare al Primo Console il riguardo che gli si ha.

Il M<sup>re</sup> Del Gallo è partito sabato notte per Parigi, e, se gli riesce, per Amiens. Noi non vi mandiamo alcuno, sul dato che non vi si vogliano ammettere altri che i quattro ministri delle potenze che trattano la pace definitiva. Se mai si vedesse che vi fossero ammessi altri, V. Em. supplirà dal Papa o mi avviserà per tempo, caso che convenisse spedirvi qualcuno.

Ancora non giunge da Russia risposta alcuna alle prime lettere, cioè a quelle dei 17 ottobre <sup>1</sup>...

Non è vero che circa Benevento e Ponte Corvo la risposta del generale Acton cambii l'affare in meglio. Sono le solite frasi e maniere dilatorie. Di fatti sono già scorsi tre mesi, e tutto seguita come prima. La truppa del re vi rimane, e le rendite sono sequestrate; la giurisdizione è turbata, e la pretensione dell'alto dominio è sempre mantenuta. Duole assai a N. S. di vedere che converrà a lui alla fine di venire a più decisi passi, se vorrà cavarne i piedi. Quanto poi alle aperture per riassumere le trattative del concordato, siamo sempre lì, perchè si sta sempre per parte della corte attaccatissimi a quelle stesse pretese, che le fecero sempre mancare sotto Pio VI. Onde V. Em. vede se vi è da fare alcun fondamento.

(Cultes, Arch. de Caprara).

<sup>1</sup> D'après une autre dépêche de Consalvi, du 20 janvier, l'abbé Benvenuti mandait que le grand conseil de Russie, mécontent des lettres de Rome du 17 octobre, allait se réunir pour en délibérer. Il laissait cependant un peu d'espérance. Consalvi déclarait que si un accommodement n'était pas impossible, le Pape s'y prêterait, dût-il abandonner Hompesch.

**1108. — Cacault à Talleyrand.**

Rome, 3 pluviôse an X (23 janvier 1802).

Depuis plus de quinze ans, il se joue entre Rome et Naples une petite pièce diplomatique du genre italien. Il est toujours question d'un nouveau concordat, pour lequel il y a déjà eu deux négociations établies, dont la fin et la conclusion n'ont fait qu'accroître la division et les mécontentements. La cour de Naples y a gagné de faire tout ce qu'elle veut à l'égard des évêchés et autres biens ecclésiastiques, et de ne plus présenter la haquenée, ni payer le tribut en argent, ni reconnaître la suzeraineté du Pape.

M. le général Acton vient de faire quelques légères avances à la cour de Rome, pour l'engager à rétablir une négociation pour parvenir enfin à conclure avec Rome un concordat. Ce général ne veut point se servir du cardinal Ruffo, ministre de S. M. Sicilienne près le Saint-Siège ; il n'a aucune confiance en lui. Il s'est adressé au cardinal Caraffa Belvedere, pour entamer auprès du Pape sa nouvelle négociation. Sa Sainteté a accueilli l'idée d'une réconciliation ; mais elle voudrait éviter les pièges. Elle a offert de nommer de son côté un cardinal, pour traiter à Rome, avec celui qui aurait la confiance de S. M. Sicilienne, des objets à régler en matière ecclésiastique. Mais le Pape veut y comprendre l'affaire de la haquenée, et veut aussi que la négociation ait lieu à Rome et non à Naples, où M. Acton voudrait traiter lui-même avec le cardinal Caraffa Belvedere.

Il y a eu déjà deux notes écrites, de part et d'autre, qui prouvent qu'on n'est d'accord ni sur les faits antécédents, ni dans les vues sincères de s'entendre. Le Pape, fondé en titres écrits, qui sont péremptoires, ne veut pas abandonner ses droits, quoique de fait ils soient perdus ; et, de l'autre côté, on est décidé à ne pas les lui rendre. On ne veut que le contraindre à les abandonner. Il paraît impossible qu'une telle affaire ait une bonne conclusion, à moins que le ministère ne change du côté de Naples.

On a éprouvé que la cour de Rome n'avait plus aucune vigueur ni aucune force : chacun se met en possession de faire, malgré elle, ce qu'il veut dans les matières ecclésiastiques ; et le Pape le sait quand les choses sont faites, faute de moyens. On voit dans l'affaire de Benevento et de Ponte-Corvo, dont le roi de Naples

conserve l'usurpation faite sur le Pape dans cette guerre, que Sa Sainteté n'ose pas réclamer avec vigueur un droit de possession certain, garanti nouvellement par les déclarations de la Russie et du roi de Naples. Le Saint-Père n'a pas le courage de dire avec force au roi de Naples : « Rendez à César ce qui appartient à César », ni d'en appeler aux puissances de l'Europe. Les écritures de part et d'autre entre Rome et Naples se multiplient ; et aujourd'hui c'est le Pape qui reste victime des subterfuges, dont autrefois la cour de Rome a retiré de si grands avantages.

Je suis cette scène entre Rome et Naples en observateur, et d'une manière absolument passive.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

### 1109. — Les Evêques cisalpins au P. Consul

Lyon, 5 janvier 1802.

Qu'il est triste pour le clergé cisalpin de voir que l'objet de sa première réunion à Lyon est la perte qu'il vient de faire de Mgr l'archevêque de Milan <sup>1</sup>. Après avoir arrosé de ses larmes le pied des autels, et avoir adressé ses prières au ciel, la première consolation de ce clergé est l'assurance qu'il a, cit. Premier Consul, que vous daignerez mêler vos regrets aux siens : peut-il en avoir un plus sûr garant que l'estime et la confiance particulière qu'avait su vous inspirer ce respectable prélat ?

Les premiers moments donnés à la religion et à sa juste douleur, le clergé cisalpin s'est occupé d'un devoir bien consolant pour son cœur, celui de témoigner par l'organe de ses évêques au premier magistrat du gouvernement français, sa reconnaissance pour l'attention qu'il a bien voulu avoir de lui désigner une église particulière, où il pourra vaquer à ses devoirs et à ses fonctions ecclésiastiques <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 547 ; *Moniteur* du 13 nivôse (3 janv.) ; *Lettres de Talleyrand à Nap.*, p. 43. — Gregorio mandait à Consalvi, que Talleyrand « ad un colpo simile non potè resistere, e si ritirò lasciando i suoi commensali a tavola. Nel giorno appresso, si trovò cartello sopra la porta della casa da lui abitata : c'est un avis du ciel. » (Dép. datée de Florence, 16 janvier 1802).

<sup>2</sup> « I vescovi chiamati.. in Lione., non trovarono veruna chiesa cattolica o dei cattolici, ma solo chiese degli intrusi parrochi, dei giurati e degli scismatici. Neppure poterono ottenere di trasportare pubblicamente il cadavere dell' arcivescovo



Quoique cette faveur ne puisse rien ajouter à la certitude, que le clergé cisalpin avait déjà de l'accord qui doit régner entre le chef de la Chrétienté et le Premier Consul de France, elle lui devient néanmoins précieuse, parce qu'elle lui rappelle la protection constante que ce grand général a toujours accordée en Italie à la vraie religion, et par la facilité qu'elle lui donnera d'adresser en corps ses vœux et ses prières à Dieu, pour qu'il daigne bénir le désir et la bonne volonté que le Premier Consul ne cesse de témoigner pour le bonheur futur de la Cisalpine.

Telles seront les preuves que le clergé cisalpin s'empressera toujours de vous donner, cit. Premier Consul, de sa reconnaissance et de son respect.

C. card. Bellisomi, archev. év. de Cesene.

A. archev. métropolitain de Ravenne.

Joseph Bertieri, archev. év. de Pavie.

Jean-Paul Dolfin, év. de Bergame.

Jean-Antoine Della Beretta, év. de Lodi.

F. Homme-bon Offredi, év. de Cremone.

Fr. Bonaventure Gazola, év. de Cervie.

Federico-Maria Molin, vesc. di Apollonia, abbate ordin. d'Asola

Grégoire Bovari, év. de Comacchio.

(Arch. nat., AFiv 1707).

di Milano, e fare con la chiesa aperta le funebri funzioni a suffragio di sì grande prelado. A porte chiuse si cantò la solenne messa di *Requiem*, con l'intervento di tutte le autorità, e si fecero le di lui esequie. » (Note de Mgr Gazola. Cf. *J. des Débats* du 21 nivôse : 11 janvier). — Après cette cérémonie, qui a eu lieu, en effet, sans pompe extérieure et dans une chapelle mise à la disposition de la Consulte, le corps de l'archevêque a été envoyé à Milan, où il est arrivé le 20 janvier. Sur la demande de Talleyrand, les frais de ce transport ont été supportés par le gouvernement cisalpin.

Dès que la nouvelle de la mort de Mgr Visconti parvint à Milan, le Comité de gouvernement s'empressa d'écrire à l'abbé Bonanomi (cf. t. I, p. 24) qu'il le confirmait provisoirement dans les fonctions de vic. général. De son côté le chapitre métropolitain, qui était supprimé officiellement comme tous les chapitres cisalpins, mais qui conservait une existence de fait, ne voulut pas renoncer à exercer ses droits. Pour éviter un conflit, il fut arrangé, en fait, que l'abbé Bonanomi accepterait à la fois la désignation du gouvernement et les pouvoirs capitulaires, et qu'il s'intitulerait simplement : « Sede vacante vicarius generalis » (Arch. du Vatican). La cour de Rome, informée de cet expédient par le chapitre, évita de se prononcer et se contenta d'adresser, en réponse, un bref du 27 février, qui parlait uniquement de la mort de l'archevêque, et était adressé « Dilectis filiis capitulo et canonicis, etc. »

## 1110. — Journal de l'év. de Cervia

..Dopo l'arrivo del ministro degli affari esteri, d'ordine suo, per lettera comunicata alla consulta di Lione, incominciarono le assemblee. La prima fu la lettura della costituzione cisalpina. ..Fu letta in ciascheduna sessione, giacchè la consulta cisalpina di Lione era divisa in varie sessioni, v. g. gli ex Papalini ne formavano una, gli ex Milanesi un' altra, ecc. <sup>1</sup>. Fu letta questa costituzione, affinchè ognuno ne desse in iscritto il suo sentimento, sottoscritto col proprio nome. Così disse alla nostra sessione ex papalina il presidente della medesima, avvocato dottore Aldini di Bologna, prevenendo però i Notabili cisalpini, che questa costituzione era già stata approvata ed accettata dalla consulta straordinaria di Milano, eretta dal Primo Console dopo la battaglia di Marengo, e dopo la quale, come dopo avere parlato ai parrochi e clero milanese in favore della religione cattolica apostolica romana (dichiarando che la voleva dominante e in vigore come era nel 1796), inviò alla prelodata consulta la costituzione suddetta, senza in essa far mai parola nè di Dio, nè di questa religione, ma solo del culto cattolico nell' articolo 98, dove si dice

<sup>1</sup> Avant de partir pour Lyon, Talleyrand avait reçu du P. Consul des instructions détaillées. Il y était dit que : « La réunion des députés de la Rép. Cisalpine a trois objets : 1<sup>o</sup> arrêter une constitution définitive ; 2<sup>o</sup> arrêter les premières élections ; 3<sup>o</sup> établir des rapports d'union et d'intimité entre les deux républiques. » Un « bureau de délibération », dont Marescalchi était l'organe, devait concerter le travail avec Talleyrand. — « La consulte extraordinaire ne doit être réunie en une assemblée générale que quand tout sera arrêté et convenu. Elle ne s'assemblera que pour consacrer tout ce qui aura été préparé et résolu. — Avant cette session générale, la Consulte ordinaire [cf. p. 2, note 1] doit toujours former une assemblée générale, que le ministre [Talleyrand] convoquera quand il en sera besoin. Les autres assemblées doivent se former sans distinction de classes et de professions, et dans l'ordre géographique de leur résidence ou de leur origine, c'est-à-dire : 1<sup>o</sup> les députés des pays ci-devant piémontais ; 2<sup>o</sup> ceux des pays ci-devant vénitiens ; 3<sup>o</sup> ceux des pays ci-devant appartenant à la maison d'Autriche ; 4<sup>o</sup> ceux des pays ci-devant appartenant au duc de Modène ; 5<sup>o</sup> ceux des pays ci-devant appartenant à l'État ecclésiastique. » — L'ancienne Consulte ordinaire et les cinq assemblées régionales devaient d'abord discuter la constitution, puis préparer des listes de nomination. — Quant aux rapports à établir entre les deux républiques, comme ils sont « un objet de sentiment et d'ensemble, leur détermination doit être renvoyée à l'arrivée du P. Consul », ainsi que la convocation de la Consulte extraordinaire en assemblée générale.



potersi egli solo esercitare pubblicamente, lasciando però ad ogni cittadino il potere esercitare liberamente il suo culto <sup>1</sup>. Ognuno, nello spazio brevissimo di un giorno o due, diede il richiesto suo sentimento. Quel del vescovo di Cervia è questo <sup>2</sup>...

Questo voto, come quelli degli altri ecclesiastici, vicari generali e curati delle tre Legazioni <sup>3</sup>, fu consegnato a Mgor. arcivescovo di Ravenna, affinchè alla nostra sessione degli ex Papalini venisse riferito e comunicato, essendo egli uno degli eletti deputati a ricevere e riferire questi voti e sentimenti...

Radunata la sessione degli ex Papalini li. gennaio 1802 nella solita sala, come si radunarono le altre nelle loro rispettive sale del detto collegio, affine di comunicare a tutte le rispettive

<sup>1</sup> L'art. 98 était ainsi conçu : « Chaque citoyen peut exercer librement son culte ; mais le culte catholique est le seul qui s'exerce publiquement. » Cet article ne se trouvait pas dans le premier projet de constitution. En adressant ce projet à Paris, au mois d'août 1800 (cf. p. 2, note 1), Pétiet disait : « Quelques membres [de la Consulte] avaient proposé d'y insérer un article concernant la religion catholique : l'assemblée n'a pas cru devoir l'adopter ; cependant elle m'autorise à vous adresser l'article proposé, afin que vous jugiez vous-mêmes... »

<sup>2</sup> Cette opinion était datée du 6 janvier. L'évêque déclarait ne pouvoir accepter une constitution qui n'avait pas pour base la religion catholique. Il invoquait les promesses réitérées de Bonaparte en faveur de la religion, et l'exemple des constitutions ligurienne et helvétique. Il réclamait aussi le désaveu du droit prétendu par la nation de s'emparer des biens ecclésiastiques.

<sup>3</sup> En marge du journal de Gazola, on lit ici : Se si avesse il sentimento e voto degli altri ecclesiastici di primo e secondo ordine, qui si trascriverebbe. Tutti però, chi più chi meno diffusamente, hanno battuta questa stessa via. Il vescovo di Lodi, Mgor Beretta, parlò molto sulla usurpazione de' beni ecclesiastici, sulle vendite e compere fatte dei medesimi senza beneplacito della Santa Sede, ecc. Sull' articolo che riguarda le compere de' detti beni, usurpazioni ecc., nessuno della sessione degli ex Papalini fece parola in tribuna, perchè l'avvocato Aldini disse, che avrebbe la Repubblica fatto, come la Francia, anch' essa un concordato colla Santa Sede ; e tanto più non si montò in tribuna per aringare contro quest' articolo, quando lo si lesse, in quanto che l'arcivescovo di Ravenna, giunto il lettore a quest' articolo, chiedette all' avvocato Aldini presidente così : « Già su di ciò mi avete detto che farete un concordato colla Santa Sede. Non è vero ? » — E Aldini rispose : « Così è » — « Non occorre altro », ripigliò l'arcivescovo. In tal guisa essendo ciò, ognuno si credette dover tacere su detto articolo. — Cet article (n° 112) portait : « L'acquéreur de biens nationaux, qui en jouit d'après une vente légalement consommée, ne peut, à aucun titre, être troublé dans la possession tranquille des biens achetés, sauf au tiers réclamant à faire valoir le droit d'être, s'il y a lieu, indemnisé par le trésor public. »

sessioni, i riflessi, e i sentimenti e voti de' rispettivi Notabili sulla costituzione civile proposta dal Primo Console, giunta la lettura de' sentimenti, riflessioni, ecc. sull'articolo 98, che riguardava il culto cattolico, sentendo Mgor arcivescovo che il redattore Vicini di Bologna preteriva i voti e sentimenti de' vescovi e curati su tale articolo, e per fino quello che si era stabilito nel congresso particolare della nominata deputazione, di levar via dal detto articolo il « può esercitarsi », e a queste parole sostituirvi questa « conserva », e di aggiungere al « cattolico » anche « l'apostolico romano », si alzò in piedi e disse al presidente, avvocato dottore Aldini, che quel che riferiva il redattore Vicini, non era quello che si era convenuto. A ciò rispose il presidente così: « Cittadino, se voleste qualche cosa, andate in tribuna. » E vi andò difatti, e oltre il lagnarsi di vedersi così sfacciatamente mutar le carte e violare il convenuto, disse quelle ragioni teologiche e cattoliche, che potevano e dirsi doveano da un vescovo, che vedeva malmenata la religione cattolica apostolica romana, e assolutamente disprezzata dagli empì, filosofi, repubblicani, patrioti e increduli. Ma a queste mostrarono costoro di non volersi arrendere, anzi le disprezzarono e le derisero, forti a volere l'articolo 98 tal quale l'avea mandato Bonaparte, e accettato con il resto della costituzione dalla consulta provvisoria di Milano.

Ciò sentendo il vescovo di Cervia,.. così si fece a ragionare, pieno di zelo non meno che di quel fuoco, che gli è proprio e naturale <sup>1</sup>: « Il popolo cattolico Cisalpino, rispondetemi, cittadini, è ancora, sì o nò, sovrano? » — A questa interrogazione, si ammutolì et s'imbruttì la sessione, non sapendo nè potendo prevedere dove andasse a ferire e terminare. Nessuno rispondendo alla interrogazione, ripigliò il vescovo di Cervia il discorso: « .. Il popolo dunque Cisalpino cattolico è il sovrano della nostra repubblica... Questo popolo vuole che la nostra santa religione cattolica apostolica romana sia la dominante, e sopra basi fisse di questa religione, della sua dottrina, morale e disciplina, sia organizzata la detta nostra repubblica, ed abbia il primo luogo la religione cattolica apostolica romana nella propostaci costituzione, aggiungen-

<sup>1</sup> Mgr Gazola n'était pas seulement connu par sa vivacité (cf. p.9), il s'est montré, surtout dans la suite, personnellement hostile à Napoléon.

do alle parole « culto cattolico », anche l' « apostolico e romano. » Rispettate adunque, o cittadini, la volontà del popolo sovrano, e ubbiditegli. »

..Calato egli dalla tribuna, prese la parola anche il canonico Zoilo di Rimini, deputato come suo vicario dal vescovo di quella città, e parlò egli pure, e aringò in favore della religione, esigendo espresso e unito al « culto cattolico », queste due parole « apostolico romano » ; cosa che assolutamente non volevano i Notabili ex papalini.— Calato dalla tribuna il detto sig. canonico, la montò il redattore Vicinida Bologna, e disse che il patto sociale dell' uomo era il primo che avesse ad osservarsi fra lui e il Dio della natura, e che nella costituzione civile non si dovea cercare altro. A queste bestemmie ed errori ne disse e ne pronunciò degli altri, senza ordine, raziocinio e criterio. Solo la sua empietà fece comparsa nel suo discorso. — Domandò la parola dopo il citt. Vicini anche il vescovo di Comacchio, e disse che si poteva benissimo conciliar tutto ; e che bastava esprimere la religione colla parola « cattolica », mentre la religione l'abbiamo nel cuore e nella mente, e qui la dobbiamo conservare. « A me pare che sia sufficientemente espresso l'articolo 98, colla sola parola: cattolico. » Ciò detto, calò il vescovo di Comacchio, e nel calare i Notabili secolari gli batterono le mani palma a palma...— Dopo il vescovo di Comacchio, prese la parola il vicario generale di Sassina, e aringò in favore della religione dicendo, che in realtà non bastava l'articolo 98 tal quale veniva espresso nella costituzione.

Ma forti glì ex Papalini a non voler mutarlo, nè aggiungervi cosa alcuna, e il presidente Aldini, che già avea spiegata contrarietà al clero del primo e del secondo ordine, e alla religione stessa, alla sua cattolica apostolica romana dottrina, e a' suoi ministri, propose di mandare all' ordine l'articolo 98 tal quale stava espresso nella costituzione.

Ciò sentendo il vescovo di Cervia, e temendo, che mandato all' ordine passasse, e sarebbe stato approvato sicuramente, considerata l'approvazione in ragione de' voti che erano numerosissimi relativamente agli opposenti al detto articolo, ch' erano i soli pochi ecclesiastici, domandò un' altra volta la parola. Il presidente gli disse: « Citt. vescovo, men fuoco ! » — Cui però rispose francamente il vescovo di Cervia : « Trattandosi di sostenere e difen-

dere la religione di Cristo, e diritti della S. Madre Chiesa, non ho tanto fuoco che basti. » Montato in tribuna, così si fece di nuovo a parlare : « Cittadini, siete sì o nò cattolici ? Volete dare a tutta l'Europa e alla posterità tutta una vergognosa memoria di voi e di questa sessione ?.. Ma giacchè voi non volete rispettare la volontà del popolo, manifestatavi dal clero del primo e secondo ordine, e a voce e in iscritto, io propongo che sia rimesso quest' articolo e tutti i processi verbali su di esso al Primo Console, il quale, persuadetevene, vuole per base della costituzione la religione cattolica apostolica romana, e vuole organizzata la nostra repubblica sopra basi fisse di questa religione. »

Qui interruppe il presidente Aldini il discorso al vescovo di Cervia così : « Che volete riportare al Primo Console i processi verbali, e la decisione di quest' articolo se debba o nò lasciarsi così, se egli ha data questa costituzione ? » — Ma rispose subito il vescovo di Cervia dalla tribuna al presidente Aldini : « E perchè voi altri fatte tante mutazioni agli altri articoli ? Solo non se n'ha a fare veruna all' articolo 98, che riguarda la nostra religione ? Si rimetta almeno l'articolo, e i sentimenti del clero, e le sue petizioni, che sono del popolo, al Primo Console. »

Il presidente però non si attenne alla proposta del vescovo ; ma volle mandare all' ordine l'articolo tal quale era nella costituzione ; e lo si disse, appena mandatovelo, passato già dalla sessione. E come passato ? Ecco il modo che si teneva nel mandare all' ordine le cose che si proponevano. « Chi le approva, diceva il presidente, si alzi in piedi » ; e chi non si alzava in piedi, alzava la mano o il cappello. Quindi il segretario Belmonti usciva dal tavolino, quando dal suo posto non scorgeva tutti i Notabili, e contava quelli che erano in piedi, e il più delle volte appena contati alcuni, quando l'affare premeva, loro diceva : « È passato ; approvato. » Altre volte si dava per approvato allo sbattere delle mani di alcuni, ecc. Così si aggiornavano e si approvavano gli articoli della costituzione, e le riflessioni che vi si facevano.

Nella seconda assemblea, radunata con lettera del ministro degli affari esteri, si propose dal presidente ai Notabili di pensare a nominare i soggetti per la Consulta di stato, pel Corpo legislativo ecc., e dispensò alcune schede per notarvi i soggetti che si giudicavano i più atti per le cariche, e uffizi principali, e im-

pieghi della Repubblica. Si indicò ancora il numero de' soggetti per i dipartimenti, e mancando a questi qualcuno, si dissero in libertà dei Notabili di proporre altri degli altri dipartimenti. Segnati i nominati nella scheda, si consegnarono piegati al presidente, che uniti insieme fece sigillare in piego, per portarlo al ministro suddetto Talleyrand. Così finì questa sessione.

Arrivato Bonaparte <sup>1</sup>, furono avvisati i Notabili tutti dai rispettivi loro presidenti, a ritrovarsi tutti nella gran sala della « Maison commune », ov'egli abitava con un treno da monarca, alle due e mezzo dopo mezzo dì, per essere presentati da loro al detto Primo Console; e ciò accadè alli [12] gennaio 1802 corrente.

Entrati sessione per sessione i Notabili nella sala dov'egli riceveva e dava udienza, e a lui avvicinatisi, specialmente i vescovi e il cardinal Bellisomi, e il clero della nostra sessione ch'entrò dopo la prima degli ex Austriaci, rivoltatosi egli a noi, così ci si fece a parlare: « State certi che la religione cattolica apostolica romana dovrà essere e sarà la religione della Repubblica cisalpina, e avrà luogo nel primo articolo della costituzione. » Qui i vescovi e il clero ringraziarono Bonaparte, e gli diedero lodi e benedizioni; e il vescovo di Comacchio, credendo di dir molto e secondare il discorso del Primo Console, aggiunse: « State certo che la nostra santa religione favorisce la libertà »; e Bonaparte replicò con qualche calore: « Ma non quella che spoglia le altrui proprietà e favorisce il libertinaggio, e se la prende con la religione, e co' suoi ministri, ecc. » Dopo ciò si rivolse ai Notabili secolari, e disse loro: « Come volete che i preti amino questo governo, se voi li strappazzate continuamente, e lor portate via tutto? Bisogna rispettar la religione e i ministri, e questi il governo »; e poi conchiuse, che il governo ha bisogno della religione e dei ministri, per l'influenza che ha

<sup>1</sup> Il était arrivé le 11 janvier dans la soirée. — Il paraît certain que les Lyonnais ont bien reçu le P. Consul (Voir la *Rev. du Lyonnais*, 1850; t. I, p. 225). C'est ce que Talleyrand, toujours appliqué à combattre les rumeurs malveillantes (cf. t. IV, p. 346) ne manquait pas de faire ressortir à l'étranger. Ainsi il écrivait à Beurnonville, à Berlin: « Vous aurez appris par les papiers de Paris quel accueil a reçu ici le P. Consul. L'enthousiasme qui a éclaté à son arrivée s'est accru chaque jour, et il lui était impossible de recueillir des témoignages plus expressifs de l'attachement et de la confiance que le gouvernement inspire, et des espérances que la France entière met dans une administration aussi forte et aussi éclairée. »

quella sul governo, e questi su i popoli; che li devono rendere affezionati al medesimo, e tanto più ora con impegno, quantochè gli antichi nostri sovrani ci aveano rinunziati. Questo discorso, che fece agli ex Papalini, lo fece ancora alle altre sessioni <sup>1</sup>. Dimandò conto del cardinal Mattei, del vescovo di Bertinoro, e degli altri vescovi che non erano intervenuti; e gli fu risposto come conveniva in loro favore dai vescovi, e curati, e vicari rispettivi.

Si ebbe il giorno susseguente dal ministro Marescalchi altro invito di presentarsi all' indimani, prima di mezzo giorno, al detto Primo Console; ma separatamente, v. g. gli ecclesiastici tutti da per sè, i militari da per sè, ecc. Ci recassimo dunque noi ecclesiastici, all'ora prefissa, al palazzo pubblico, e poco dopo giuntivi fossimo introdotti da lui all'udienza, presente Murat, il ministro degli affari esteri, Marescalchi, il prefetto « du Palais », e credo anche Aldini. Quì replicò, che la religione cattolica apostolica romana dovea essere la religione dello stato. Si discorse dei capitoli delle cattedrali e delle collegiate, delle monache e dei frati; e dai vescovi si tentò di far rivivere tutti, mostrando la necessità e l'importanza di avere i detti capitoli e collegiate, nonchè la esistenza dei religiosi, di cui ne han sempre i vescovi colla Chiesa conosciuta la necessità e l'utilità; ma ora che il numero de' preti è divenuto sì scarso, maggiormente ne hanno di bisogno: le monache ancora per la educazione cristiana e civile delle fanciulle. Si mostrò al Primo Console, che alla religione era di necessità l'avere degli asili, com' erano le religioni claustrali sì per gli uomini che per le femmine, onde potersi osservare da chi voleva i consigli evangelici. Ma Bonaparte si mostrò pe' frati e monache renitente a rimettere i loro soppressi

<sup>1</sup> En rendant compte de cette audience, qui a duré depuis trois heures jusqu'à six heures, le Moniteur dit: « ... Le P. Consul a reçu les membres de la Consulte extraordinaire, au nombre de 450, et c'est dans leur propre langue qu'il les a entretenus des changements dont il s'occupait dans l'organisation de leur république, du respect qu'ils devaient prendre pour eux-mêmes en devenant une nation libre, et des devoirs qui en résulteraient pour eux; les exhortant à mettre au premier rang le maintien des propriétés et le respect pour la religion... » (Moniteur du 26 nivôse: 16 janvier). — Le soir, il a invité à dîner le card. Bellisomi; il allait recevoir successivement à sa table tous les évêques italiens réunis à Lyon.



conventi; al più quelli ch'erano rimasti coi loro religiosi e monache, finchè vivono. E poi soggiunse: « I frati sono gli sbirretti del Papa. Mi guardo d'avanti dai Cappuccini, e dietro le spalle ho i Recolletti, che mi danno una schioppettata.<sup>1</sup> » E qui l'arcivescovo di Ravenna, rivoltatosi al vescovo di Cervia: « Sta a lei, come regolare, a difendere la causa dei frati. » Ed egli in ristretto fece vedere il bene anche temporale che avean fatti i monachi e i frati, non solo nello scientifico e nel morale, ma anche nell' economico: le paludi asciugate, i terreni incolti renduti fertilissimi, molte arti inventate, molti luoghi pii eretti, soccorsi, prestati ai regni e alle provincie nelle loro più pressanti bisogni, ecc.

Inteso tutto ciò, e le premure de' vescovi di avere i loro capitoli, le loro collegiate, i loro seminari, i frati e le monache, ci fece sperare molto di ciò che chiedevamo, ed anco la indennizzazione dei beni venduti, ai capitoli, e seminari, e vescovati, con altri beni ecclesiastici rimasti in Cisalpina invenduti.

Come l'ora si faceva tardi, pose fine a questa udienza col dire, che noi facessimo una deputazione di ecclesiastici, di sei o nove persone, presidente però il cardinale Bellisomi, le quali riferissero a lui i nostri sentimenti e petizioni, e a noi le sue risposte e determinazioni. Quindi voltatosi a Marescalchi, disse: « Assegnate loro una sala, acciò facciano questa deputazione, e stassero si presenterà a me dopo le dieci. »

Si adunassimo nella sala assegnataci, e per schede si elessero tre vescovi, tre vicari generali, e tre curati; e si procurò di prenderne da tutti i dipartimenti<sup>2</sup>. Presentatisi questi a Bonaparte

<sup>1</sup> « ... Nel congresso di Lione i Notabili ecclesiastici insistettero a varie riprese presso Bonaparte, perchè nelle leggi organiche del culto s'inserisse un articolo a favore di qualche corporazione religiosa; ma indarno, mentre il P. Console con termini assai risentiti si scatenò contro de' regolari, chiamandoli satelliti della corte di Roma, sediziosi, ecc. In fine si poté ottenere a grande stento che si lasciassero sussistere i pochi individui che tuttavia esistono in qualche convento, finchè il tempo ne porti la totale mancanza » (Dép. de Severoli; Trente, 22 fevr.).

<sup>2</sup> « Les membres ecclésiastiques de la Consulta cisalpine, et ceux qui ont été députés par la force armée, ont eu une audience, à la suite de laquelle a été formé un comité ecclésiastique, composé des citoyens dont les noms suivent :

*Deputazione degli Ecclesiastici.*

Cardinale Bellisomi, presidente;

Arrivo, di Ravenna;

all'ora fissatagli, furono accolti con tutta mai la benevolenza e affabilità ; e li fece mettere a tavolino, dettando egli le seguenti ricerche e discussioni, da comunicarsi al clero per averne e le risposte e il sentimento...<sup>1</sup>

(Arch. du Vatican).

**1111. — Questions du P. Consul au Comité ecclésiastique cisalpin.**

Lyon, 15 janvier 1802.

(Quesiti dettati dal Primo Console al ministro degli affari esteri, M. Talleyrand, nel comitato ecclesiastico tenuto alla di lui presenza li 15 gennaio 1802, ad effetto di distribuirli a tutti i capi delle diocesi cisalpine, invitandoli a rispondere ed a fare le loro riflessioni).

Faire faire autant de tableaux qu'il y a de diocèses.

Faire connaître à quoi montaient les revenus de chaque évêché avant la Révolution, et combien il reste à chacun de biens qui ne soient pas vendus.

Combien y avait-il de chapitres avant la Révolution ? A quoi montaient leurs biens ? Combien en reste-t-il ?

Combien de séminaires y avait-il dans chaque diocèse ? Quels étaient les revenus des séminaires, et combien y a-t-il de biens à eux appartenant qui ne soient pas vendus ?

Combien de revenus y avait-il d'affectés aux fabriques ? Combien en reste-t-il ?

Combien de paroisses y avait-il dans chaque diocèse ?

Quel était le maximum et le minimum des cures avant la Révolution ?

Vescovo di Lodi ;

Vescovo di Cremona ;

Opizzoni, di Milano, vicario ;

Conventi, di Bologna, vicario ;

Caprioli, di Brescia, vicario ;

Nava, di Milano, parroco ;

Montanari, di Faenza, parroco ;

Tabbacchi, di Ferrara, segretario. »

(Moniteur du 1<sup>er</sup> pluviôse : 21 janvier).

<sup>1</sup> Voir la pièce suivante.



Combien d'églises succursales y avait-il dans chaque diocèse ? Quel était le maximum et le minimum des revenus qui leur étaient attachés ?

Combien y a-t-il de couvents mendiants qui existent actuellement ?

Combien y avait-il d'abbayes ? Quels revenus avaient-elles, et combien en reste-t-il ?

Combien y avait-il de couvents de religieuses, et combien y en a-t-il encore ? Quels biens leur restent-ils <sup>1</sup> ?

---

Les discussions que peut avoir l'autorité spirituelle avec l'autorité temporelle, se réduisent à ce qui suit :

1<sup>o</sup> Quelle autorité nommera les évêques ? — Réponse <sup>2</sup> : Les évêques ne seront reconnus, que lorsqu'ils auront l'institution du Saint-Siège.

2<sup>o</sup> Quelle autorité nommera les curés ? — Réponse : Les évêques, après avoir obtenu l'autorisation du gouvernement.

3<sup>o</sup> Si un prêtre manque à la discipline ecclésiastique, quelle sera l'autorité que pourrait avoir l'évêque pour le punir ? — Réponse : L'évêque l'interdira de ses fonctions ; et, s'il n'obtempère pas, il réclamera la force publique, qui sera tenue de lui prêter secours.

Si un prêtre dans ses fonctions fait quelque chose de contraire à la tranquillité de l'État, quel remède l'autorité civile aurait-elle pour réprimer cet abus ? — Réponse : Demander à l'évêque qu'il l'interdise ; et, si l'évêque ne le punit pas, la partie publique a son recours à l'autorité civile ordinaire.

[4<sup>o</sup>] Comment se feront les mariages ? — Réponse : Ils se feront comme pour le passé devant les curés, qui ne pourront pas être forcés à administrer le sacrement de mariage à des divorcés.

Par contre, un curé ne peut pas se refuser à administrer des

<sup>1</sup> D'après le journal de Gazola, les questions du P. Consul, pour cette première partie, ont été simplifiées dans le texte italien, que Talleyrand a fait remettre au Comité ecclésiastique. On a supprimé ce qui concernait les chapitres, les séminaires, les succursales, etc., sans doute pour se conformer plus exactement à l'état actuel du clergé cisalpin, qui officiellement n'avait plus de chapitres, etc.

<sup>2</sup> Dans ce passage et dans ce qui suit, la réponse aussi bien que la demande a été dictée par le P. Consul.

sacrements à des citoyens, qui ne seraient pas dans des exceptions selon les lois de l'Église. S'il le faisait, il y aurait lieu au recours de l'autorité civile à l'évêque, de l'évêque au métropolitain, et dans le cas que le métropolitain ne soit pas dans la Cisalpine, au plus ancien évêque de la province; et, dans le cas que ce dernier s'y refuserait aussi, le recours aurait lieu alors aux tribunaux d'appel, qui seraient tenus de juger d'après les lois ecclésiastiques, et non d'après les lois civiles.

[5°] Les prêtres ou ecclésiastiques ne seront tenus à aucune fonction militaire.

[6°] Quand un prêtre sera condamné à une peine infamante, la sentence ne pourra être exécutée, qu'au préalable la connaissance du jugement n'ait été donnée à l'évêque, qui préalablement lui infligera la dégradation canonique.

[7°] Il faut régler le serment, que les évêques et autres ecclésiastiques doivent prêter au Pape, et à l'autorité civile souveraine <sup>1</sup>.

(Arch. du. Vatican).

#### 1112. — Réponses du Comité ecclésiastique cisalpin.

Lyon, 19 janvier 1802<sup>2</sup>.

(Riflessioni e Petizioni umiliate al Primo Console di Francia dal Comitato ecclesiastico cisalpino, li 19 gennaio 1802, colle risposte date dal medesimo a ciaschedun articolo).

Si presenta al Primo Console di Francia il Comitato ecclesiastico pieno di fiducia, che vorrà accordare alcuni riflessi fatti sui punti dettati, come pure alcune petizioni analoghe al venerato suo decreto, emanato all'incontro del vittorioso suo ritorno in Italia<sup>3</sup>; il tutto ricavato dalle rispettose memorie delle diocesi cisalpine.

Intorno al primo punto, circa la nomina dei vescovi, si rimette il Comitato a quello, che sarà concordato colla Santa Sede.

<sup>1</sup> Il P. Console, discorrendo su questo giuramento, e rispondendogli i vescovi come doveano, disse che ci avrebbe mostrata questa formola, e il breve o bolla del concordato fatto dal Papa con la Francia, non ostante che fosse ancora segreto, perchè fra poco sarebbe pubblicato » (Note de Gazola).

<sup>2</sup> Le 18, le P. Consul mandait à Cambacérès : « ... Les opérations de la Consulte avancent. Toutes les lois organiques se rédigent... » (Corr. n° 5922).

<sup>3</sup> Voir t. II, p. 23, note.

Risp. — Approvato.

Circa il secondo, si supplica il Primo Console a voler sostituire la seguente risposta: « I parrochi e tutti i sacerdoti in cura d' anime, e gli amministratori di parrocchie verranno eletti ed istituiti da' vescovi, come prima della Rivoluzione. »

Risp. — Approvato; ma si dovrà aggiungere « con aggradimento del governo <sup>1</sup>. »

Nella risposta al terzo, si desidererebbe, che fra le pene canoniche avesse luogo anche la sospensione de' redditi beneficiari, onde sostentare l' interinale sostituto.

Risp. — Approvato.

Quanto al quinto, avendo per base della costituzione cisalpina la religione cattolica apostolica romana, sarebbe necessario, in vece delle parole: « a chi avesse fatto divorzio » sostituire « a chi avesse impedimenti canonici. »

Risp. — Approvato.

Dove poi si dice, che: « Il parroco non può negar l' amministrazione de' sacramenti », si dica in singolare « l' amministrazione dello sacramento », e così pure, ove si dice « i sacramenti » si esprima « il sacramento del matrimonio. »

Risp. — Approvato.

Rapporto all' appello, si desidera che questo venga limitato al solo matrimonio, e che le appellazioni succedano secondo le forme canoniche.

Risp. — Rigettato. — (Ma fu però moderato in parte l' articolo proposto).

Quanto all' ultimo paragrafo, si brama che venga sostituita in vece della parola « prete » quella di « ecclesiastico », e così in ogni altro luogo; e dove si dice « pena infamante », si aggiunga « ed afflittiva. »

Risp. — Approvato.

Ove in detto paragrafo si legge « se preventivamente non fu data al vescovo la conoscenza del giudizio », si amerebbe che venisse espresso « se non sarà presentato al vescovo il processo avanti il giudizio. »

Risp. — Rigettato.

Finalmente dove si dice: « infligerà la pena della degrada-

<sup>1</sup> Cf. Part. 10 du concordat (t. III, p. 217).

zione », si gradirebbe di sostituire « potrà infliggere le pene canoniche. »

Risp. — Approvato.

### Petizioni.

A trionfo della cattolica apostolica romana Chiesa, a gloria della gran nazione, a felicità dei cittadini, si accettano con applauso e giubbilo le proposte del Primo Console, che sia il primo articolo della costituzione cisalpina ne' seguenti termini: « La religione cattolica apostolica romana è la religione della Repubblica cisalpina, che sola avrà il suo culto pubblico; e non potrà occupare le prime magistrature chi non la professa. »

Risp. (del Primo Console). — Il primo articolo della costituzione sarà: « La religione cattolica apostolica romana è la religione dello stato, è sarà la sola esercitata pubblicamente nel territorio della Repubblica. »

Quanto alle diocesi, si amerebbe che tornassero tutte ai loro confini che avevano avanti la Rivoluzione, senza permettere alterazione.

Risp. — Se non vi è stata fatta alcuna mutazione, si lasceranno tutte le diocesi, come sono al presente. All' incontro, se già fossero state fatte delle mutazioni, si ricorrerà al Papa per sistemar tutto in dette diocesi.

Si domanda rispettosamente, che sia libero ai vescovi, parrochi, e sacerdoti deputati dal vescovo e superiori ecclesiastici, insegnare pubblicamente la morale evangelica.

Risp. — Accordato.

Che vengano rimossi i parrochi mancanti di canonica istituzione.

Risp. — Tutti quelli che non hanno la canonica istituzione e che non sono indegni, la carità obbligherà i vescovi a loro accordarla.

Che i vescovi assenti possano al più presto ritornare alle loro sedi, e che i parrochi destituiti possano godere degli effetti dell' amnistia.

Risp. — Quanto ai vescovi, non vi è alcuna difficoltà, e se mai ve ne fossero, si potrà andare intesi col Papa per appianar tutto. Quanto poi ai curati, dovrà farsi il caso per ciascuno di essi in particolare.

Che in ogni città della Cisalpina vi sia un tribunal per la revisione delle stampe, che debba essere per metà composto di ecclesiastici nominati dal vescovo.

Risp. — Si sostituisca il seguente articolo: « Tous les libelles qui

tendraient à avilir la religion et ses ministres devront être poursuivis par les parties publiques. »

Che possano i vescovi impedire, che ne' pubblici insegnamenti anche de' licei, si spargano dottrine contrarie alla religione cattolica, ed al buon costume.

Risp. — Rigettato.

Che in tutta la Cisalpina siano rimessi in loro diritti i capitoli delle cattedrali, delle collegiate insigni, e di quelle che hanno a sè unita cura d' anime, colle loro rendite o con provvedimenti equivalenti; e che le dignità, canonici e beneficiati di ciaschedun capitolo debbano essere eletti da chi, e nel modo che si teneva avanti la Rivoluzione.

Risp. — Vi sarà un vescovo, la cattedrale col capitolo, il seminario, la fabbrica, e se vi saranno beni a sufficienza anche qualche capitolo insigne dove già fosse prima, ed anche altri capitoli, se si potrà, ma specialmente in campagna. Ciò in ciascheduna diocesi della Cisalpina. Nel rimanente l' articolo è approvato.

Che vengano restituite ai vescovi, ai capitoli ed ai parrochi, le canoniche e locali che loro fossero stati o in tutto o in parte levati, o occupati, e così pure gli archivi e le carte appartenenti ai loro uffici.

Risp. — Approvato, quanto alle canoniche e locali non venduti. Per tutto il rimanente, approvato.

Che siano rimessi i seminari; e che ai medesimi siano restituiti i locali e gli stabili invenduti, ed i provvedimenti, ove fossero necessari; e che siano immediatamente sotto la sola direzione del vescovo.

Risp. — Approvato, per un seminario solo in ciascuna diocesi.

Che si abbia libera ai vescovi la ordinazione de' chierici.

Risp. — Se ne ordineranno quanti saranno necessari per amministrare i sacramenti, e per occupare i benefici e le cappellanie.

Siccome i vescovi dovranno talvolta far uso de' mezzi loro competenti per contenere il clero ne' propri doveri, si domanda che debbano essere conservate e rimesse le cancellerie, ed i ministri vescovili necessari, onde poter formare gli atti, ed anche qualche conveniente luogo di custodia per l'oggetto suddetto.

Risp. — Il luogo di custodia sarà il seminario, o un convento, come ritiro. Nel rimanente, è approvato.

Senza parlare delle seguite alienazioni de' beni della Chiesa,

si chiede che non se ne facciano almeno delle ulteriori, e molto meno che si venga ad altre apprensioni di tali beni, posseduti o da corpi o da individui del clero, e che si assicurino con efficaci mezzi le pensioni accordate agli individui dei corpi soppressi.

Risp. : Approvato. — (Il Primo Console inoltre promise d' informarsi dell' epoca della vendita de' beni, per annullare le vendite fatte dopo la partenza dei deputati Cisalpini per Lione, trattandosi però dei beni de' vescovi e delle cattedrali).

Che si conservino almeno i conventi e monasteri tanto di uomini, che di donne, i quali ancora esistono, colla continuata loro sussistenza; e che alle monache già sopprese si accordino *gratis* gli antichi loro locali e chiese annesse, ove vi siano, e in caso diverso se ne assegnino altri opportuni, con facoltà di chiudersi ivi in clausura con abito uniforme, sostentandosi loro vita durante colla stabilita pensione.

Risp. — Approvato.

Che vengano soddisfatte le messe, ed i legati pii fatti da testatori a loro suffragio.

Risp. — Approvato; e colle messe e legati, ecc, potranno provvedersi i capitoli.

Che siano rimesse le confraternità dell' A<sup>mo</sup> Sacramento colle entrate che avevano prima della Rivoluzione, dove o in tutto o in parte fossero state tolte.

Risp. — Approvato; e i beni ch' erano delle confraternità, si applichino ai capitoli, ed alle fabbriche delle cattedrali.

Che il vescovo sia in ogni diocesi posto alla direzione de' conservatori, opere di carità, cumuli della misericordia, ospedali, ed ogni altro luogo pio.

Risp. — Il vescovo sarà sempre il presidente del consiglio amministrativo di dette opere pie.

Che non sia mai precluso ai vescovi l'adito di comunicare col Sommo Pontefice, onde potergli sempre dimandare l' approvazione di tutto ciò, che potesse eccedere le facoltà episcopali.

Risp. — Approvato, per le materie spirituali.

(Arch. du Vatican).

### 1113. — Suite du journal de l'év. de Cervia.

..Le risposte de' vescovi sulle ricerche del Primo Console, e i

sentimenti loro sulle discussioni surriferite furono consegnati al sig. cardinal Bellisomi, come presidente della nostra deputazione ecclesiastica, acciò li riferisca al detto Primo Console. In fatti si portarono dalla deputazione ecclesiastica al Primo Console, che lo trovarono tutto mutato di quello che si era dato nelle altre udienze a conoscere con noi. Anzi pieno di collera, negò di aver detto quello che detto aveva prima; diede delle imposture a Mgor Opizzoni, il quale però ci rispose assai bene e con coraggio; e ricusati i fogli suddetti, che non avea tempo di leggerli, ecc., diede altri quesiti<sup>1</sup>, a' quali voleva in poche parole e per l'indimani la risposta. Eccoli (21 gennaio 1802):

« 1° Quanta era l' entrata del vescovato avanti la Rivoluzione? quanto è stato venduto dalla nazione, e quanto in conseguenza manca per la congrua, fissata a 20,000 franchi?

2° Quanti sono i canonici della cattedrale; quanto possedevano prima; quanto loro resta, ed in conseguenza quanto manca loro per il mantenimento di sedici canonici, comprese le dignità?

3° Le entrate del seminario, prima e dopo la Rivoluzione; quanti alunni comunemente si alimentavano; quanto mancherebbe al loro sostentamento, supposto che pagassero qualche piccola porzione di dozzina?

4° Quanto, prima e dopo la Rivoluzione, ne possedeva la fabbrica della chiesa, e quanto manca per supplire alle spese?

5° Se in alcuna parrocchia manca al parroco la congrua? »

<sup>1</sup> On remarquera que le P. Consul a reproduit en partie les questions qui avaient été supprimées lorsque sa dictée avait été traduite en italien (voir p. 47, note 1). S'il a réellement montré de l'humeur, peut-être a-t-il cru que les membres du Comité ecclésiastique étaient les auteurs de cette suppression, et qu'ils l'avaient faite pour être tenus à moins de renseignements sur les biens d'église. Mais a-t-il laissé voir le mécontentement dont parle Gazola? Voici une lettre de l'abbé Conventi à Caprara qui en ferait douter. « ...Non posso tacerle, che in occasione di essersi qui formata una deputazione ecclesiastica per sistemare nella Cisalpina gli affari di religione colla presidenza dell' Emo Bellisomi, io sono stato uno de' membri di questa, come provicario capitolare di Bologna, e perciò due volte e per lungo tempo mi sono trovato con gran piacere col P. Console, che ci ha accolti e trattati con somma bontà. Saranno ben note all' Em. V. le buone disposizioni ch' egli ha mostrate fra noi di favorire la religione cattolica, la quale può ben dirsi ch' egli solo unitamente al clero ha sostenuto nel nostro congresso... » (lettere du 27 janvier. Cf. t. IV, p. 564).



A tutte queste dimande fu risposto nel più succinto modo che si potè dai vescovi, e con quella precisione che si poteva dare, lontani dalle rispettive diocesi; salvo sempre ogni errore nell'indicar le entrate che aveano prima della Rivoluzione ed anco presentemente, indicando il venduto e il rimasto vendibile.

Ma neppur questo ristretto lo contentò, e chiedette un maggiore ristretto e più conciso in questi termini: «Vescovato di Cervia, v. g. — Rendita libera: lire milanesi 20,720. — Il capitolo della cattedrale ed altri inservienti la medesima: lire 2,373. — Pel seminario (non esiste, ma necessario in numero di dodici alunni), si ricerca un'entrata di lire 4,200. — Per la fabbrica della cattedrale, la cera ed apparati: lire 2,526. »

A questo ristretto si rispose colla detta somma, prevenendo però che il preciso non si poteva dare per le ragioni addotte; ma si ricavava dall'ultimo affitto, terminato nell'1800.

Questo ristretto, con tutte le altre carte presentate al Primo Console, furono poi consegnate al cardinal Bellisomi; e per quanto s'insistesse presso il Primo Console a voler sanzionare anche l'esposto rispettivo ristretto, non vi fu modo, e lasciò l'esame e la sanzione alla futura commissione, che si farà in Milano, sulle rendite e beni ecclesiastici.

Rivolse di poi le sue cure e pensieri alla formazione di leggi da lui dette organiche, e a certi stabilimenti ecclesiastici, che voleva osservar si dovessero nella Cisalpina. E queste leggi e stabilimenti furono formati dallo stesso Primo Console, dalla deputazione ecclesiastica, e da alcuni Notabili secolari, tra quali l'avvocato Aldini. Per altro gli ecclesiastici della deputazione, come tutti gli altri ecclesiastici, hanno sempre protestato di non potere essi sottomettersi alle dette leggi e stabilimenti, nè accettarli, nè prestarvi il loro consentimento, prima che a' medesimi l'abbia prestato la Santa Sede, che sola può far leggi ecclesiastiche, e mutare la disciplina della Chiesa in vigore, e accettata da noi tutti, ed espressa nel Concilio di Trento. Il Primo Console non contradisse mai a queste proteste; ma sempre disse che s'ella intenderebbe egli col Santo Padre, e che noi alla Santità Sua inviassimo lettera su quest'oggetto e affare<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Dans des nouvelles transmises à Rome, le 27 février, par Gregorio, on lit: «Rapporto ai tre titoli relativi al clero, divisi in 18 articoli, furono questi dettati



Le leggi e gli stabilimenti sono i seguenti <sup>1</sup>...

Fu adunata, mentre si formavano queste leggi e questi stabilimenti, altra adunanza delle sessioni; adunanza però generale di tutte assieme nella chiesa de' P. P. ex Gesuiti, rivolta ad anfiteatro, avente molti gradini coperti di marrocchino verde con suo appoggio di noce, e tutto ciò fatto a spesa della Cisalpina, alla somma dicevasi, di 14 in 15 mila scudi. Quest' adunanza, per ordine del Primo Console manifestatoci per lettera dal ministro degli affari esteri Talleyrand <sup>2</sup>, non avea altr' oggetto che di nominare trenta soggetti, cui venisse commessa la facoltà di nominare trenta persone tra Notabili le più probe, le quali avessero dagli stessi Notabili le facoltà di eleggere e nominare il presidente, e i soggetti per le prime cariche, secondo prescrive la costituzione. La nomina delle trenta persone seguì con contentamento universale della consulta, e accadè sopra soggetti, creduti comunemente i più probi tra repubblicani e i meno fanatici...Quali furono però non si seppe. Solo s' intese che non piacquero al Primo Console: quindi fu loro intimato di riunirsi un' altra volta al solito sito, ed elegerne altri.

Si riunirono di fatti; e come intesero che il Primo Console Bonaparte voleva e dovea essere il presidente della Cisalpina, così vennero a questa elezione, facendo uso del considerando repubblicano per averne l' approvazione dalla generale assemblea, cui fu così manifestata in altra adunanza, tenutasi il giorno dopo che ebbero fissato per presidente della detta repubblica Bonaparte. « Considerando, Cittadini, disse il ministro Marescalchi e presidente della generale assemblea, che la nostra repubblica non ha soggetti per ora ad occupare il presidentato della medesima; che non ha forza da difendersi da sè dai vicini e potenti nemici; che non ha niuno che la faccia riconoscere dalle altre potenze; che vari sono ancora e molti i partiti ecc., credono i trenta eletti a far la scelta del presidente ecc., dover nominare per pre-

dal P. Console alla deputazione ecclesiastica.. Bonaparte s'esprime in questi termini: Queste leggi bisogna formarle qui; altrimenti, se si aspetta che le faccia il vostro governo, o non le farà mai, o se le farà, ben diverse le farà da quelle che le farò io » (Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> Mgr Gazola insère ici le texte de la loi organique sur le clergé cisalpin. Nous le reproduisons plus loin (pièce n° 1115). Cf. *Corr. de Nap.*, nos 5922 et 5928.

<sup>2</sup> Cette réunion a eu lieu le 21 janvier (Monit. du 26 janvier).

sidente della nostra repubblica il Primo Console Bonaparte. Cosa ve ne pare? che ne dite? »

Gli ecclesiastici certamente concorsero volentieri ad approvare questa nomina ed elezione; e alcuni altri, ma non i patrioti e gli ambiziosi di un tal posto; tant' è vero questo, che alcuni di costoro dissero anche a voce intelligibile: « Questi preti non solo gli danno un voto con alzarsi in piedi, ma di più colla voce e col cappello alzato in aria. »

Terminata così questa generale assemblea, fu riferito tutto al Primo Console, che si degnò di accettare anche questa carica onorevolissima, che lo costituiva capo e sovrano della Repubblica cisalpina.

Intanto si preparava la costituzione, come si era voluta, corretta in vari articoli; e per primo articolo della medesima, si pose la religione cattolica apostolica romana, e la si dichiarò la religione dello stato. Ma vi fu chi così non la voleva, non ostante che a così esporre detto articolo fosse convenuto col clero il Primo Console; e questo, per non contraddire all' avvocato Aldini e a qualchedun altro, avea permesso qualche cangiamento.

Fortunatamente vi fu chi avvisò il sig. canonico Zoilo di Rimini, vicario a Lione del vescovo di quella città, di questo nuovo cangiamento. Avuto egli quest' avviso, si portò da Mgor arcivescovo di Ravenna, e gli indicò che il primo articolo della costituzione riguardante la religione era mutato. Non se ne voleva persuadere l' arcivescovo; e a ragione, imperocchè fu egli stabilito con consenso dello stesso Bonaparte. Dio però, che voleva benedire lo zelo e la costanza del clero radunato in Lione in sostenere la religione cattolica apostolica romana, fece, che il Primo Console scrivesse un biglietto all' arcivescovo suddetto, invitandolo a recarsi da lui la sera stessa. Vi si recò di fatti, e con destrezza procurò di avere in mano la costituzione. Dando egli un' occhiata al primo articolo, lo trovò in realtà mutato. Allora si rivolse al Primo Console, che traduceva dal francese la sua allocuzione da recitarsi da lui in generale assemblea, e dissegli: « Primo Console, non è questo l' articolo che abbiamo convenuto doversi porre nella costituzione. Io per me protesterò contro; e sentirete gli altri vescovi. » Si voleva dall' avvocato Aldini sostenere la mutazione non essere cosa essenziale. Ma l' ar-

civescovo sostenne forte, che come si era convenuto, così dovea restar trascritto; e il ministro degli affari estere vi convenne, e disse al Primo Console e all'avvocato Aldini, che l'arcivescovo e il clero aveano ragione e diritto di volerlo così.

Allora il Primo Console disse: « Se l'arcivescovo sarà dopo me l'oratore, allora si porrà l'articolo che riguarda la religione come vuole lui. » L'arcivescovo si scusò col dire che non avea coraggio, che non avea voce e petto ecc.; ma Bonaparte non cedette a questi motivi, e insistette perchè l'arcivescovo parlasse al clero, lette in assemblea generale le leggi organiche, e gli stabilimenti ecclesiastici già riferiti. Cedette alle istanze di Bonaparte l'arcivescovo, e accettò questa commissione. Accettata che l'ebbe, si alzò in piedi dal tavolino Bonaparte, e disse all'avvocato Aldini: « Si rimetta l'articolo primo della costituzione come era prima, e come vuole l'arcivescovo e il clero. » E così fu.

Fu di poi intimata l'ultima assemblea generale, cui sarebbe intervenuto il Primo Console in qualità di presidente della Repubblica cisalpina, e si sarebbe letta la nuova costituzione, e tutti gli soggetti nominati alle diverse cariche e impieghi della repubblica.

Radunata alli 25 di gennaio l'ultima assemblea generale, comparve il Primo Console, e prese posto al luogo destinato pel novello presidente di questa repubblica, accompagnato dai due ministri degli affari interni Chaptal e degli affari esterni Talleyrand, dal generale Murat, dal prefetto del palazzo, dagli aiutanti di campo, dal generale Jourdan, e Cervoni, e da altri Francesi. In faccia a Bonaparte, sul corredo della chiesa ben addobbata di damasco, cravi Madama Bonaparte. Al di sotto del presidente, da un lato, eravi Marescalchi co' suoi secretari, dall'altra parte eravi Aldini co' suoi secretari. Bonaparte lesse la sua allocuzione, che tendeva a unire gli animi, a far dimenticare i mali sofferti nella rivoluzione e le reciproche offese, a far vedere il bisogno che ha il governo della religione e de' suoi ministri, e a indurre questi a rendere i popoli che reggono, affezionati al nuovo governo, ecc.<sup>1</sup>

Di poi si passò alla lettura della nuova costituzione, così « costituzione della repubblica Cisal..., Ita... » E qui Bonaparte

<sup>1</sup> Voir le Moniteur du 10 pluviôse (30 janvier). Cf. *Corr.* n° 5932 et s.

disse all' assemblea : « Volete Italiana, o Cisalpina ? » E alcuni risposero, battendo le mani: « Italiana! Italiana! »; e allora il lettore della medesima ripigliò la lettura della costituzione così « costituzione della repubblica Italiana. » Letta la quale, si lessero le leggi organiche del clero e gli stabilimenti; dopo la quale lettura Mgor arcivescovo si alzò in piedi, e lesse anch' esso la sua allocuzione al clero, additandogli il rispetto e la sommissione a chi ci governa temporalmente, *non propter vindictam, sed propter conscientiam*, e fece un elogio al Primo Console. Terminato egli di parlare, riprese la parola il Primo Console, e lodò l' arcivescovo, e inculcò di rispettare la religione e i suoi ministri. Dopo l'arcivescovo vi fu altro oratore; ma come fu lungo, Bonaparte gli mandò a dire che finisse, e dispensò il quarto oratore dal dire e recitare la sua allocuzione. E quì finirono gli atti del gran congresso di Lione. Previa però, letta la costituzione, anche la nomina del vice presidente, che il Primo Console fece cadere nella persona di Melzi, nomina ed elezione dipendente dal presidente della repubblica; previa la lettura de' soggetti componenti la Consulta di stato, il Corpo legislativo ecc., e quelli de' collegi elettorali, de' Doti cioè, de' Possidenti ecc., Mercanti ecc.

(Arch. du Vatican).

#### 1114. — Constitution de la République italienne.

(extraits)

Lione, 26 gennaio 1802.

##### TITOLO I. — Della Repubblica italiana.

Art. 1. — La religione cattolica apostolica romana è la religione dello stato.

##### TITOLO XV. — Disposizioni generali.

Art. 17. — È libero ad ogni abitante nel territorio della Repubblica l'esercizio privato del proprio culto.

Art. 126. — L'acquirente de' beni nazionali, di qualunque provenienza, che ne gode dietro una vendita legalmente compiuta, non può per alcun titolo essere turbato nel pacifico possesso dei beni comprati, salvo al terzo reclamante, qualora vi sia luogo, il diritto d'essere indennizzato dal tesoro pubblico<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir l'art. 94 de la constitution de l'an VIII.

**Art. 127.** — La legge assegna su i beni nazionali invenduti una conveniente rendita ai vescovi, ai loro capitoli e seminari, ai parrochi, e alla fabbrica delle cattedrali. Questa rendita è intangibile <sup>1</sup>.

(Public. contemp.<sup>2</sup>)

### 1115. — *Loi organique sur le Clergé italien.*

Lione, 26 gennaio 1802.

#### TITOLO I. — Su i ministri del culto cattolico <sup>3</sup>.

**Art. 1.** — I vescovi della Repubblica cisalpina sono nominati dal governo, ed istituiti dalla Santa Sede, colla quale comunicano liberamente per gli affari spirituali.

**Art. 2.** — I parrochi sono eletti ed istituiti dal vescovo, coll' aggradimento del governo. Dal vescovo sono deputati i coadiutori delle parrocchie vacanti, giusta il bisogno delle diocesi.

**Art. 3.** — È libero al vescovo di ordinare a titolo di benefizi, cappellanie, e legati, solamente quel numero di chierici che sono necessari alla spirituale assistenza de' popoli.

#### TITOLO II. — Stabilimenti ecclesiastici.

**Art. 1.** — I limiti delle diocesi non sono soggetti ad innovazione, ed ove ne fosse seguita, si tratta di riordinamento colla Santa Sede.

**Art. 2.** — Ogni diocesi ha il suo capitolo, o metropolitano o cattedrale, colla corrispondente dotazione.

**Art. 3.** — È conservato ai vescovi, capitoli e parrochi, il possesso delle canoniche e locali invenduti, che fossero stati o in tutto o in parte appresi ed occupati. Si rendono ai medesimi gli

<sup>1</sup> Cf. pièce n° 944.

<sup>2</sup> La traduction de la constitution, et celle de la loi organique (pièce n° 1115) se trouve dans le *Moniteur* du 11 pluviôse (31 janv.). Mais une note parue ensuite dans ce journal, le 2 février, avertit que « les traducteurs, à Paris, ont fait plusieurs fautes assez importantes, sinon pour le fond de la chose, du moins pour les détails. » — Il est à remarquer que la constitution italienne corrigeait certains défauts que l'expérience venait de révéler dans la constitution française.

<sup>3</sup> Cette loi organique pour le clergé Cisalpin peut donner lieu à une intéressante comparaison avec les articles organiques pour le clergé français, soit dans leur projet (pièce n° 942), soit dans leur texte définitif. On y verra que Bonaparte, qui est le véritable auteur de ces deux lois, savait s'accommoder à la situation différente des deux églises, italienne et française.

archivi e le carte spettanti agli attuali loro possedimenti, e rispettivi uffizi.

Art. 4. — Ogni cattedrale ha un fondo sotto il titolo di fabbrica, per le spese di riparazioni e del culto nella medesima.

Art. 5. — Ogni diocesi ha il suo seminario vescovile con una dotazione corrispettiva per l'educazione del clero affidato all'autorità del vescovo, secondo le forme canoniche.

Art. 6. — I beni e le dotazioni dei vescovi, dei capitoli, del seminario, e delle fabbriche, sono fissati da una tabella dentro tre mesi.

Art. 7. — I conservatori, ospedali, istituti di carità, ed altre pie fondazioni, sono sotto la direzione di un consiglio amministrativo di pubblica beneficenza, di cui il vescovo è necessariamente il presidente, quando sono stati istituiti dai vescovi; e quando non fossero di tale istituzione, il vescovo sarà sempre un membro dell'amministrazione.

Art. 8. — Non ha più luogo la vendita ed occupazione de' beni, che saranno assegnati dalla legge a dote dei vescovi, capitoli, seminari e fabbriche; e i beni attualmente posseduti da questi corpi e dai parrochi, saranno invendibili. Si assicura intanto con mezzi efficaci il regolare pagamento delle pensioni, accordate agli individui de' corpi soppressi.

#### TITOLO III. — Stabilimenti disciplinari.

Art. 1. — Sono conservate le cancellerie vescovili coi rispettivi archivi, ed esercitano il loro uffizio i ministri necessari a formare gli atti relativi al loro istituto, ed alle discipline stabilite alla correzione del clero colle pene canoniche.

Art. 2. — Può il vescovo ordinare all'ecclesiastico delinquente un ritiro di penitenza nei seminari, o in qualche convento. Se il reato è rilevante, lo interdice dalle funzioni del suo ministero, ed anche lo sospende dalla percezione dei redditi beneficiari, onde stipendiare l'interinale sostituto, e fare adempiere i pesi annessi al benefizio. Qualora il reo ricusi di ubbidire, il vescovo implora il braccio secolare.

Art. 3. — Se un ecclesiastico perturba la pubblica tranquillità nell'esercizio delle sue funzioni, è richiesto il vescovo perchè lo interdica; e se il vescovo non si presta, si ha ricorso alla civile autorità ordinaria.



Art. 4. — Quando il reato dell'ecclesiastico porta una pena infamante o afflittiva, si dà notizia del giudicato al vescovo, che può premettere alla esecuzione della sentenza quanto in simili casi è prescritto dalle leggi canoniche.

Art. 5. — Il clero è dispensato da qualunque servizio militare.

Art. 6. — Tutto ciò che tende a depravare pubblicamente i buoni costumi, e ad avvilire il culto e i suoi ministri, è proibito.

Art. 7. — Il parroco non può essere obbligato da alcuna autorità ad amministrare il sacramento del matrimonio a chiunque è vincolato da impedimento canonico.

(Cultes, Arch. de Caprara).

### 1116. — Les Evêques italiens réunis à Lyon au Pape.

Lione, 27 gennaio 1802.

Chiamati a Lione dal Primo Console della Francia, l'immortal Bonaparte, a gloria e vantaggio universale acclamato presidente della nostra Repubblica, appena introdotti con tutto il clero alla sua presenza, avessimo la consolazione di sentire, dalla sua bocca, proclamata la religione cattolica apostolica romana per base e sostegno della medesima. Prescrisse egli di fare una deputazione tratta dallo stesso corpo, che seco lui trattasse gli affari ecclesiastici, della quale dichiarò presidente il cardinal Bellisomi. Scelta questa si accinse immediatamente al travaglio, e dopo varie sessioni, tenute alla presenza dello stesso Primo Console, compilò gli articoli, che abbiamo l'onore di umiliare alla Santità Vostra per ottenerne tutte quelle facoltà che vedrà esserci necessarie.

È inutile che esprimiamo alla Santità Vostra i tratti di amore, e di singolar protezione, colla quale e ci ha sempre accolti questo Eroe del secolo, e ce ne ha fatti sperimentare i tratti benefici, singolarmente in queste occasioni, lasciandoci anche travedere maggiori speranze a vantaggio della santissima religione nostra, essendo troppo cogniti alla Santità Vostra i sentimenti ch'egli nudre, e la volontà decisa di sostenerla, e farla rifiorire ovunque fosse stata o avvilita o conculcata.

Avvalori Vostra Beatitudine coll' apostolica sua benedizione,

che imploriamo, lo zelo col quale ci siamo quì adoperati, e ci adopreremo sempre coll'aiuto di Dio; e inclinati al bacio de' suoi santissimi piedi, etc.

C. card. Bellisomi, vesc. di Cesena.

Antonio, arciv. di Ravenna.

Giuseppe, arciv. di Pavia.

Omobono, vesc. di Cremona.

Gian Paolo, vesc. di Bergamo.

Gio. Ant. vesc. di Lodi.

Federico M<sup>a</sup>. vesc. di Apollonia, abbate ord. di Asola.

F. Bonaventura, vesc. di Cervia.

Fr. Gregorio, vesc. di Comacchio.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

### 1117. — Caprara à Consalvi.

(n° 59)

Parigi, 2 febbraio 1802.

Fino dallo scorso sabato, sebbene le lettere di Lione, delle quali io trasmisi copia a V. Em.<sup>1</sup>, nulla mi parlassero degli affari politici che colà trattavansi, avrei potuto dire a V. Em. una parola sulla scelta fatta dai Cisalpini della persona del Primo Console in capo della loro repubblica. Ma la probabilità, in cui ero, che dentro due o tre giorni sarebbe partito un corriere straordinario, e che conseguentemente le lettere spedite per quello le sarebbero giunte prima di quelle spedite per la posta, mi consigliò a questa condotta. Oggi dunque io porgo all' Em. V. una simile notizia, la quale come che riportata nella sua estensione dal *Monitore*, in cui è descritto ciò che dai Cisalpini è stato proposto, e quanto dal Primo Console fu risposto, io preferisco che V. Em. la legga in fonte. Unisco al *Monitore* anzi-detto un altro foglio di giornale, contemporaneamente pubblicato, perchè parmi contenga diversi oggetti, che V. Em. non sgradirà di leggere. Finalmente annetto un secondo foglio del *Monitore* medesimo, in cui per esteso viene riportata la costituzione data alla Repubblica italiana; e faccio ciò perchè in tal guisa ella è in stato di avere questi fogli molto prima di quelli ai quali V. Em. è associata.

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 553 et 564. — Le P. Consul était revenu à Paris dans la soirée du 31 janvier. Talleyrand l'avait devancé d'un jour.



Su gli affari di Spagna, che naturalmente tanto debbono interessarmi, è del tempo che avevo idea di fare un qualunque siasi tentativo ; ma non ho potuto mai eseguirlo, per l'assenza di Luciano Bonaparte, stato sempre in campagna, e giunto solo la notte di sabato...<sup>1</sup> V. Em. non immagini, che io creda di aver fatto qualche cosa di grande ; ma privo assolutamente di altro mezzo, non ho voluto omettere d'interessare chi è assolutamente bene col principe della Pace. Azara sta egualmente male con Luciano.

Il lodato cav. Azara è giunto in Amiens, molto affaticato dal viaggio.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

#### 1118. — Portalis au P. Consul.

Paris, 13 pluviôse an X (2 février 1802).

J'ai l'honneur de vous faire passer la formule de lettre que vous m'avez demandée, et qui est relative à la manière dont nos anciens rois sollicitaient du Pape les bulles nécessaires aux évêques par eux nommés et présentés<sup>2</sup>. Dans le modèle que je joins ici, j'ai conservé et figuré la forme matérielle dans laquelle votre lettre au Pape doit, d'après l'usage, être écrite. J'ai même fait rédiger le modèle sur l'espèce de papier qu'on était en coutume d'employer.

---

#### Portalis au P. Consul.

Paris, 13 pluviôse an X (2 février 1802).

J'ai vérifié la forme dans laquelle nos anciens rois demandaient au Pape le chapeau de cardinal pour un prélat qu'ils

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 548. — Caprara raconte qu'il est allé voir Lucien, et que celui-ci a promis d'écrire au prince de la Paix.

<sup>2</sup> Dans cette lettre et dans la suivante, il s'agit évidemment de l'épiscopat de la nouvelle République italienne. — En même temps que Portalis écrivait au P. Consul, il s'adressait à Pétiet, qui avait pris part à la consulte de Lyon et était revenu à Paris. « Le P. Consul, lui mandait-il, désirerait savoir quels sont les évêchés vacants dans la République italienne, et s'il y a d'autres bénéfices à sa nomination qui soient pareillement vacants. Il m'a chargé de demander à cet égard toutes les instructions que vous pourrez être à portée de lui donner. »

protégeaient. Cette forme diffère essentiellement de celle dans laquelle ils écrivaient pour obtenir l'institution canonique en faveur des évêques ou archevêques dont ils avaient la nomination. La raison de cette différence s'explique aisément. L'institution canonique est une chose qu'il n'est pas libre au Pape de refuser. Le chapeau de cardinal porte au contraire, du moins en apparence, le caractère d'une simple faveur, de la part de celui qui le donne et pour celui qui l'obtient. De là, quand il s'agissait d'obtenir le chapeau de cardinal, le roi écrivait sur du grand papier à lettre, et il terminait sa missive avec « un respect filial. » J'ai l'honneur de joindre ici le protocole de ce qui s'était pratiqué dans les temps les plus voisins du nôtre.

(Arch. nat., AFIV 1044).

### 1119. — Le P. Consul au Pape.

Paris, 13 pluviôse an X (2 février 1802).

Je m'empresse de faire connaître à Votre Sainteté que les affaires de la République cisalpine viennent d'être arrangées. Par le premier article il a été reconnu que la religion catholique, apostolique et romaine était la religion de l'Etat. Une loi organique a réglé tous les arrangements relatifs aux évêques et à leurs églises. J'ai eu lieu d'être content de la députation du clergé qui se trouvait à Lyon.

Je prie Votre Sainteté d'accorder au cardinal Caprara les pouvoirs nécessaires pour terminer ce qui reste à faire pour fixer définitivement les biens et les limites des diocèses, avec l'intention d'arranger les choses pour le mieux, et en changeant le moins possible tout ce qui existe.

J'espère que Votre Sainteté voudra honorer la Cisalpine, et son ancien diocèse, en en conservant toujours la direction.

Je prie Votre Sainteté de prendre en considération les nominations et présentations que je lui envoie<sup>1</sup>.

Il me reste à apprendre, par le retour de mon aide de camp,

<sup>1</sup> Cette phrase n'existe pas sur la minute, qui a été publiée dans la *Corr. de Nap.* n° 5941. — La minute (arch. nat., AFIV 863) contenait d'abord des demandes nominatives pour l'institution canonique et le cardinalat de prélats italiens ; mais ces mentions ont été effacées, parce qu'elles ont fait l'objet d'autant de lettres distinctes, adressées au Pape, suivant les anciens usages de la monarchie.

que Votre Sainteté est satisfaite de toutes les mesures qui ont été prises, pour l'arrangement des affaires ecclésiastiques en Italie.

J'arrive à Paris : je n'ai pas encore vu le cardinal Caprara, ni le cit. Portalis ; mais j'espère avant peu pouvoir mettre la dernière main aux affaires de l'église de France.

Je prie Votre Sainteté de croire aux sentiments particuliers d'estime et de vénération, que je lui ai voués.

(Cultes, *Arch. de Caprara.*)

#### Lettres de nomination.

Très-Saint-Père, L'archevêché de Milan étant à présent vacant par la mort de M. Visconti, titulaire, nous avons estimé que M. Jean-Baptiste Caprara, membre du Sacré Collège, remplira dignement tous les devoirs que lui imposera la dignité archiepiscopale ; et étant bien informé de ses bonnes vie, mœurs, piété, doctrine, grande suffisance et autres vertueuses et recommandables qualités, qui nous donnent lieu d'espérer qu'il continuera d'employer avec zèle et application tous ses talents pour le service de l'Eglise, nous le nommons et présentons à Votre Sainteté, à ce qu'il lui plaise, sur notre nomination et présentation, le pourvoir dudit archevêché, lui en accordant et faisant expédier toutes bulles et provisions apostoliques requises et nécessaires. Sur ce nous prions Dieu, Très-Saint-Père, qu'il vous conserve longues années au régime et gouvernement de notre mère Sainte Eglise<sup>1</sup>. — Votre dévoué fils.

Très-Saint-Père, Dans la confiance où je suis que Votre Sainteté ne différera pas de remplir, en faveur des nations catholiques, les places vacantes dans le Collège des cardinaux, je nomme et présente à Votre Sainteté M. Codronchi, archevêque de Ravenne, pour être élevé à la dignité de cardinal. Ses vertus épiscopales et ses qualités personnelles ont déterminé mon choix. La sagesse

<sup>1</sup> La même formule a été employée dans deux autres lettres, l'une pour la nomination de Mgr Codronchi, arch. de Ravenne, à l'archevêché de Bologne, et l'autre pour la nomination de M. Opizzoni, archiprêtre de Milan, à l'archevêché de Ravenne.

et les talents avec lesquels il a gouverné le diocèse de Ravenne, y ont maintenu la pureté de la foi, la discipline ecclésiastique et une paix constante. Son zèle pour l'administration spirituelle confiée à ses soins, n'a jamais été interrompu. Ces considérations persuaderont sans doute à Votre Sainteté, que la nomination et présentation que je lui fais est également conforme au bien de l'Eglise, à la gloire de son pontificat, et à l'honneur du Collège des cardinaux. En revêtant de la pourpre l'archevêque de Ravenne, Votre Sainteté me donnera une nouvelle preuve de sa bonté paternelle, à laquelle je serai très sensible.

Je suis, avec un respect filial, Très-Saint-Père, de Votre Sainteté, le très dévoué fils.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

#### 1120. — Le P. Consul à Lebrun.

Paris, 43 pluviôse an X (2 février 1802).

Le cit. Lebrun<sup>1</sup> partira cette nuit. Il se rendra à Turin, où, sans s'arrêter, il fera remettre la lettre ci-jointe au général Jourdan. De là il se rendra à Rome par Bologne ; il verra le cit. Cacciault, le secrétaire d'État, et remettra en main propre la lettre ci-jointe au Pape. De Rome, le cit. Lebrun se rendra à Naples, descendra chez le ministre de la République, et ira dans l'endroit où se trouvera le roi pour lui remettre la lettre ci-jointe<sup>2</sup>. Sous quel prétexte que ce soit, il ne doit remettre qu'en main propre les lettres au Pape et au roi de Naples.

Il repassera par Rome, Ancône, Bologne, Mantoue, Milan, et le Simplon. En allant, il ne s'arrêtera ni jour ni nuit. A son retour, il s'arrêtera dans les grandes villes, prendra des renseignements sur l'esprit public, sur le prix des subsistances, sur les fortifications, sur les troupes françaises s'il y en a, et enfin sur les travaux de la route du Simplon.

(*Corr. de Nap.* n° 5940).

#### 1121. — Caprara à Consalvi.

(n° 62 en chiffres)

Parigi, 7 febbraio 1802.

Dopo spedito il dispaccio dei 2 corrente, partito per corriere

<sup>1</sup> Fils du troisième Consul.

<sup>2</sup> *Corr.* n° 5942. Voir la *Rev. d'hist. diplom.*, n° d'octobre 1888, et le *J. des Débats* du 18 janv. (lettre du gén. Silly).

straordinario di questo governo a cotesta volta, prendo come può il mio spirito a rispondere alla vma sua a colonna dei 13 gennaio.

Nostro Signore, nella risposta data alla corte di Napoli sulla richiesta di avere un cappello per il nuovo arcivescovo di Palermo, volendo favorire ai desideri della medesima, è rimasto negli usi lodevoli, stabiliti sul punto della promozione delle corone. Quanto agli altri oggetti sul punto del concordato ecclesiastico, che V. Em. ha voluto che io continui ad esserne in giorno, non ne farò certamente uso, che in un caso di bisogno.

Il soldo dato al M<sup>re</sup> Del Gallo di 40 mila ducati annui, sino che rimarrà in questa ambasciata, è assolutamente quello che la corte di Napoli, da una quindicina di anni in quà, ha dato ai suoi ambasciatori nelle primarie corti. Convengo pienamente con V. Em. sul giudizio che porta su detto soggetto, e supponendogli per onestà il modo di pensare regolare, che ella accenna, bisogna però persuadersi, che tutto questo deve tacere a fronte delle sue istruzioni. Nelle circostanze tra noi due, si suole dire: « Je ne me fierais pas à mon père. » Onde V. Em. viva pure tranquilla. Sarò però con lui ugualmente bene che in passato; dico così, perchè gl'interessi delle nostre corti sostanzialmente sono stati sempre in opposizione. Quanto alla lusinga del medesimo di potere andare al congresso di Amiens, dirò che a cani più grossi fino ad ora non può riuscire.

Quanto all'oggetto delle Legazioni, V. Em. avrà rilevato dai miei dispacci, che nelle occasioni di vedere il Primo Console, in un modo o nell' altro ho procurato sempre d'interessarcelo; il che continuerò a fare. Le ragioni che V. Em. adduce sono troppo vere. Queste le faccio sentire anche ad altri che avvicinano il Console. In fine su questa materia concluderò, che tengo il contegno il più pressante per l'oggetto, procurando che non si possa sospettare che io usi, diciamo così, una specie d'insistenza, per ordine assoluto, ma piuttosto per effetto di animo convinto della nostra somma miseria. V. Em. inoltre si faccia presente, che ho dovuto parlare per i denari, per le forniture delle truppe, per la diminuzione delle medesime in Ancona e sollecita partenza di colà, per avere minor passaggio che sia possibile di truppe per lo stato, per l'oggetto di Benevento e Ponte Corvo; cose tutte certamente giustissime: ma quì si tratta di ottenere che questa giustizia ci sia resa.

Rispetto all'affare di Spagna, la ringrazio ingenuamente delle memorie, che per ordine di Nostro Signore si è degnata spedirmi in copia. Di queste certamente non farò uso a rinascimento della corte di Spagna. Per altro sono di tal forza, verità, saviezza, che sarebbe desiderabile che in Spagna fossero conosciute, anche da chi non può avere interesse di occultarle. In somma saranno sempre pezze di sommo peso. Ho veduto che V. Em. saviamente le ha fatte conoscere a Cacault. Come ella sa, Azara non è ora qui; egli però su questi oggetti di buona fede è per noi, anche politicamente per l'interesse della sua corte, qualunque sia la sua maniera di pensare interna su i diritti ecclesiastici...

Quanto agl'intrusi, V. Em. è sicura, che ci tengo dietro costantemente. A tutt'oggi non saprei desiderare di più; ma V. Em. conosce che quando si tratta di aspettare, tremo sempre.

Se sentirò gridare contro lo stampato da Mgor già vescovo di Senez, V. Em. mi ha posto in grado di rispondere adeguatamente.

Il ministro degli affari esteri mi ha detto credere, che sarei stato contento della costituzione della Repubblica italiana sugli oggetti religiosi. Io ho risposto, che non apparteneva a me portare giudizio su de' oggetti di privativa spettanza del capo della Chiesa. Mi ha risposto che si era voluto esprimere nella costituzione quelli che stabilivano la religione cattolica romana in quel governo; e che l'accento degli altri era destinato ad avere effetto, dopo che si fossero concertati gli articoli col capo della Chiesa.

Mi si dice al momento, che il Primo Console abbia chiesto a Nostro Signore la grazia che Mgor Codronchi, arcivescovo di Ravenna, sia traslatato alla chiesa di Bologna, entrambi di collazione di Nostro Signore. La chiesa di Ravenna, come ognuno conosce, e per distinzione e per entrate, è certamente più rispettabile di quella di Bologna. Mi pare di poter giudicare che il prelato non abbia in Lione avuta conoscenza di ciò. V. Em. saprà che colà è stato molto distinto.

Il C<sup>te</sup> Marescalchi di Bologna, con Lambertenghi e Felici in qualità di assessori, rimarranno qui, formando il dipartimento della segreteria di stato degli affari esteri della Repubblica italiana.

(Cultes, Arch. de Caprara).



**1122. — Consalvi à Caprara.**

(en chiffres)

Roma, 27 gennaio 1802.

Io provo il maggior rincrescimento di dover recare dispiacere a V. Em. con questa mia risposta al suo dispaccio dei 2 gennaio corrente, relativamente a quella parte in cui V. Em. narra, che nell'udienza avuta dal Primo Console, avendole egli rilevata la mancanza del vicario d'Imola al congresso di Lione, V. Em. rispose, che [quello] non avendo potuto intervenire attesa la età quasi decrepita, prevenuto di ciò N. S. troppo tardi, giacchè alli 11 di dicembre era stabilita l'apertura del congresso, non aveva potuto prendere il Papa veruno partito; al chè il Console si tacque, ed ella se ne partì; ma che dopo partito da lui, le sembrò di poter giudicare di non essersene tirato felicemente, e che perciò procurò ch'egli conoscesse il suo rincrescimento, e gli chiese il permesso di poter rimediare con il nominare il cardinale Bellisomi a fare le veci del vicario d'Imola, e così supplire al voto che faceva nel congresso il deputato [suddetto]. In seguito di chè, il Primo Console, avendole fatto contestare il suo gradimento per simile espediente, V. Em. aveva immediatamente scritto al porporato la lettera, di cui annettè copia per farla conoscere a N. S., ed implorare la pontificia approvazione <sup>1</sup>.

Il Santo Padre, cui ho letto questo dispaccio di V. Em., è stato (non posso negarlo, malgrado il dispiacere che comprendo che ciò le recherà) molto rammaricato di questo passo, che V. Em. ha creduto di fare, e da cui gli è sembrato che senza rischio alcuno poteva dispensarsi, non essendo cosa appartenente alla sua legazione per gli affari della Francia, e non avendone avuta alcuna particolare commissione.

A solo oggetto di notiziare V. Em. sulla mancanza di qualunque rappresentante in Lione il Papa per la chiesa vescovile d'Imola, che tuttora ritiene, io avevo precedentemente, con mio dispaccio del 1° dicembre decorso <sup>2</sup>, informata V. Em. del partito evasivo preso da N. S., con avere risposto al suo vicario quando lo interpellò, che N. S., riflettendo che la cosa sicura-

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 494, 530, 562.<sup>2</sup> La dépêche de Consalvi n'a pas été retrouvée. Cf. pièce n° 1097.

mente nemmeno [poteva] farsi in tempo, non si era occupato di tale affare. Questa risposta, con quella che avevo scritta, V. Em. poteva dare in caso che costà le fosse fatta qualche parola su tal proposito, ad oggetto di evitare, con questo pretesto ed insieme vera scusa, qualche ombra di malo umore che potesse sorgere. N. S. non aveva creduto di dare su di ciò altra commissione ulteriore, pensando, che anche nella ipotesi che nel fondo del cuore la cosa non fosse costà piaciuta, bastava all' intento che la casuale addotta fosse decente. E di fatti ha osservato N. S. che lo stesso Primo Console, sentendosi così dire da V. Em., si tacque e nulla aggiunse, sia in linea di minacce o di querele, sia in linea di dare a V. Em. commissione alcuna. Quindi è sembrato al Papa, che potesse considerarsi di averne avuto buon guadagno con l'esserne uscito così; ed ha ritrovato che lo zelo ed interesse di V. Em. per il suo buon servizio l'ha indotta in questa circostanza a fare un passo non necessario, e nelle sue conseguenze dannoso; quando sull'esserle sembrato, dopo tornato a casa, di non essere stato felice [nella] conversazione, prese il partito di far conoscere al Primo Console il suo rincrescimento, e chiedergli il permesso di autorizzare, in nome del Papa, il sig. cardinale Bellisomi a fare in Lione la suddetta rappresentanza, come, dopo avere avuto la risposta di gradimento e di approvazione del Primo Console di questo suo pensiero, V. Em. fece con la lettera che a N. S. diresse. E il tenore di questa lettera stessa, di cui V. Em. ha trasmessa [copia], non ha incontrato il piacere di N. S., perchè V. Em., in vece di dire in essa (posto che credè di doverla fare), che V. Em. autorizza in proprio nome l'Eminenza, dice di farlo per espresso incarico di N. S.<sup>1</sup>; ciò che non aveva avuto luogo, come a V. Em. è noto; ed inoltre lo autorizza a tutto ciò che si tratterà in Lione, la quale

<sup>1</sup> En parlant à plusieurs reprises du card. Bellisomi, le Moniteur a affecté de le désigner comme le représentant de Sa Sainteté. Ainsi on lit dans le n° du 17 janvier: « Le card. Bellinzona (*sic*), envoyé du Pape à la consulta, et député à la même consulta comme évêque de Césène, a diné hier (12 janvier) avec le P. Consul. » Le n° du 2 février raconte que « le P. Consul, avant de quitter Lyon, a fait remettre par le préfet du palais, au card. Bellisomi, que le Pape avait envoyé au congrès de Lyon, une tabatière sur laquelle se trouve son portrait. » etc.



generale ampia commissione, in sì delicata materia, e nella ignoranza degli oggetti che colà si tratteranno, ha molto spaventata la Santità Sua.

Da questo passo teme il Papa delle assai amare e dannose conseguenze, non tanto per lo spirituale, non dubitando che il cardinale Bellisomi consentirà certamente a cosa che offenda i sagri interessi della religione, ma per il temporale, perchè la combinazione che il Papa, al tempo stesso che è vescovo d'Imola, è anche Papa, fornirà pretesti per pretendere che, accettando la costituzione Cisalpina, la quale comprende le tre Legazioni, abbia con questo atto fatta una cosa analoga al trattato di Tolentino, senza parlare di tutto altro, che a danno e diminuzione dei vari diritti della Santa Sede Apostolica, possa risultare di ciò che si stabilirà in quel congresso.

La delicatezza del Papa si era manifestata in un modo da non poter dare in fondo un motivo di sdegno al Primo Console, che giusto estimatore delle cose, non poteva non farsi carico della posizione della Santa Sede, e non compatirla, se sotto un decente motivo si asteneva da qualunque rappresentanza in tale congresso. Il Papa sente la impressione, che farà per tutta l'Europa e presso tutte le corti, di vedere il suo nome per mezzo del suo rappresentante, nell' adesione ai risultati di tale congresso, in ciò che può ridondare in conferma del danno e delle perdite di questa Santa Sede Apostolica. In verità, non sa il Santo Padre trovare ancora il rimedio a questo fatto; rimedio certamente difficilissimo, se non fosse anche impossibile, per conciliare quanto si può, il salvare gl' interessi della Santa Sede, e il non incontrare un forte urto costà colla opposizione a ciò che si è fatto intorno a tale autorizzazione del cardinale Bellisomi.

Si aspetterà di sapere l'esito del congresso, ed il tempo darà lumi e consiglio per la maniera di rimediare nel modo che sarà possibile. Intanto però una cosa interessa il Papa e me insieme, ed è, che V. Em. sia tranquilla sul conto suo, e sia sicurissima che questo fatto non diminuisce punto la stima e l'affetto di N. S. verso dell' Em. V. (glielo dico sincerissimamente), ed anzi gli duole il dargli il dispiacere di farle nota questa sua non approvazione; a notificarle la quale la spinge particolarmente la necessità stessa in cui è di poter fare costare, ad incolumità

degli interessi della Santa Sede Apostolica, che in questo affare la Santità Sua non ha avuta direttamente parte.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

### 1123. — Consalvi à Caprara.

(en chiffres)

Roma 27 gennaio 1802.

Si hanno altri dispaeci da Pietroburgo, in data dei 7 e 17 dicembre. che sempre più dimostrano il malcontento che vi si è provato per la risposta del gran priorato di Roma dei 17 ottobre. Voglio sperare che giunte quelle scritte da qui il 19 novembre, le quali, sebbene eguali nella sostanza, pure erano più larghe nelle espressioni, attesa la maggior fiducia di conciliazione che dava la pace fatta, e giunte ancora quelle che furono da qui scritte ultimamente, gli animi colà si sperano alquanto raddolciti. Si tornerà a scrivere nello stesso senso, e si procurerà di fare, salvi i principi, e salvo il non volere commettersi con la Francia che sembra finora sostenere Hompesch, tutto quello mai che si potrà per terminare la cosa a grande soddisfazione della Russia. Certamente il Papa lo desidera, e ci si proverà. L'affare è difficilissimo e delicatissimo, volendosi non solo la esclusione di Hompesch, ma anche l'approvazione di quanto ha fatto Paolo I, ed in seguito il gran consiglio di Russia. Dio faccia che vi si riesca<sup>1</sup>!

Si vede che in Amiens sono ammessi altri ministri, oltre i quattro delle potenze in guerra, come si legge nei fogli<sup>2</sup>. Le

<sup>1</sup> Le 6 pluviôse (26 janvier), Cacault rend un compte détaillé des nouvelles arrivées de Pétersbourg. On s'y plaint vivement, dit-il, de la mauvaise volonté du prieuré de Rome, tandis que les deux tiers des autres prieurés ont envoyé leur adhésion. On allègue que si les biens de l'Ordre n'ont pas été sécularisés en Bavière et dans les Deux-Siciles, c'est grâce à l'intervention de Paul Ier; que d'ailleurs « le grand conseil de Russie ne s'est jamais annoncé que comme un centre temporaire d'union et de correspondance pour l'Ordre, afin de le sauver dans les temps d'orage, et dont l'autorité et les fonctions, jusqu'à présent nécessaires, cesseraient aussitôt après l'élection du grand maître. » Cacault explique qu'un bref de conciliation a été proposé au Pape, et termine ainsi : « J'ai la tête cassée d'entendre parler de cette affaire aux esprits subtils de ce pays-ci... Je resterai absolument passif, tant que vous ne m'aurez pas marqué aucune volonté de la part du P. Consul. »

<sup>2</sup> Cette assertion a été démentie dans le *Moniteur* du 13 pluviôse (4 février). On y lit : « Les conférences se suivent avec la plus grande activité entre le cit. Joseph Bonaparte, plénipotentiaire de la République ; lord Cornwallis, plénipo-

provvidenze da quì anticipate per potervi in tal caso inviare uno ancora per parte del Papa, non si vedono avere alcun seguito. Forse sarà men male il non intervenirvi, dove non si guadagnerebbe altro forse, che di trovarsi nell'incastro di dovere consentire alla conferma di tutto o parte del perduto, ovvero di rompersi decisamente col negare il consenso che si pretendesse. Procuri almeno V. Em. di salvare il nostro interesse, e di ottenere dal principale distributore degli stati, ciò che si può. Noi non parliamo di nullità del trattato di Tolentino, per non dispiacergli; ma il parlare che fu rotto dalla Francia, con detronizzare Pio VI e prendere per essere conservato ciò che forma la cessione delle tre Legazioni, è una cosa diversa e non può dispiacere. Ma se si vuole maggiormente fondarsi sulla speranza nella magnanimità<sup>1</sup>, si faccia pure. Dio faccia che si realizzi ciò, che non so conciliare con quello che ora si fa in Lione così solenne.

Sento che la pubblicazione del concordato possa differirsi finchè si sciogla il Corpo legislativo, che si opponerebbe ad esso. Quanto la trovo prudente, altrettanto me ne duole, perchè nella dilazione sempre ci si perde molto<sup>2</sup>.

(Cultes, Arch. de Caprara).

tentiaire de l'Angleterre; le chev. Azara, plénipotentiaire d'Espagne; le cit. Schimmelpenninck, plénipotentiaire de la Batavie. Il n'y a pas d'autres ministres au congrès d'Amiens. »

<sup>1</sup> La magnanimité du P. Consul.

<sup>2</sup> Dans d'autres dépêches du 27 janvier, Consalvi mande que Mgor Della Genga est revenu à Rome, par raison de santé; que la dépêche du légat du 2 janvier est arrivée (pièce n° 1063). « Si aspetta qui sempre con ansietà il fortunato momento della pubblicazione del concordato, che è l'oggetto continuo dei comuni desideri. Dopo la lettera scrittami da Mgor Spina da Lione il dì 22 dicembre [pièce n° 1100], non ho più avute sue nuove, nè so dove ora sia. » — Le 3 février, Consalvi accuse réception de dépêches de Caprara des 10 et 16 janvier (pièces nos 1071 et s., 1076. Voir aussi t. IV, p. 550, note 2); il annonce que les évêques d'Irlande demandent à prendre connaissance du concordat français. — Le 10 février, il déclare ne rien savoir encore de ce qui se passe à Lyon. Il ajoute : « Non ci sono giunte altre risposte dei vescovi dimettenti. Sembra che fuori di quelle che possono aspettarsi dai vescovi dimoranti in Polonia ed in Russia, non ci sia più da lusingarsi di averne altre. S. S. spera ora di sentire pubblicar presto la bolla del concordato dopo il ritorno del P. Console, ed è impaziente di vederne cessare la dilazione... »

## 1124. — Ghislieri à L. Cobenzl.

Rome, 6 février 1802.

D'après certains rapports que le cardinal secrétaire d'Etat a reçus de Vienne, apparemment du cardinal Albani<sup>1</sup>, on croit ici que l'Auguste cour a des vues sur les trois Légations pour en procurer la possession à S. A. R. Mgr l'archiduc grand duc Ferdinand, et on ajoute, dans le même rapport, que S. E. M. le M<sup>re</sup> de Manfredini a dit, publiquement et sans réserve, que dans tous les cas que le projet ci-dessus indiqué ne trouve pas de la part des Français des difficultés insurmontables, il s'engage lui-même à obtenir du Pape son agrément, et à obtenir à Mgr le grand-duc (pour me servir de l'expression qu'on cite) toutes les absolutions possibles. Quel que soit le fond de ce rapport, comme le Pape, qui par une confiance sans doute supérieure aux circonstances n'a pas encore perdu entièrement l'espérance de ravoir les trois Légations, se servira naturellement des données vraies ou fausses qu'on vient de lui donner sur le projet de l'Auguste cour, pour le contrecarrer d'avance auprès du gouvernement français, je ne devrai pas omettre de porter le bruit qui court à la connaissance de V. E., pour qu'elle soit à même de le détruire dans le cas que véritablement il manque de base, et pour qu'en tout cas V. E. connaisse dans toute son étendue l'activité que les ministres de Sa Sainteté à Vienne mettent à découvrir les projets de l'Auguste cour. Et à cette occasion, je ne saurais assez répéter à V. E. respectueusement, que le Pape régnant et ses ministres s'abstiendront en toutes occasions, avec un soin réfléchi, de toute démarche, même négative, qui pût faire la moindre adhésion de leur part à la cession faite par Pie VI des trois Légations.

(Arch. de Vienne).

<sup>1</sup> « ... Da qualche discorso che ho avuto col M<sup>se</sup> Manfredini vedo, che egli non perde la speranza di veder collocato il gran duca in Italia; e mi disse chiaramente che le tre Legazioni farebbero al caso per il suo padrone, e che egli si incaricherebbe poi di gettarsi ai piedi di Sua Santità, e di riportare tutte le cauzioni e tutte le assoluzioni possibili, facendogli anche qualche altra proposizione. Qual fosse quest' altra proposizione non mi la comunicò, e con un uomo avveduto come egli è, non ho voluto andare più innanzi nel discorso... » (Dép. d'Albani; Vienne, 16 janv.). — Le 23 janvier Albani ajoutait: « Come ho già scritto, il gran duca di Toscana desidera di avere anch' esso un collocamento in Italia, e per escluderlo dalla Germania tutti si daranno la mano; onde potrebbe essere che le Legazioni andassero a terminare in lui... » (Arch. du Vatican).

**1125. — Conversation de Severoli avec Melzi, etc.**

(Milan, 13 février 1802).

..Mi portai subito dal vice presidente Melzi, e con lui rallegratomi della sua elezione, si passò a parlare degli oggetti che interessano la religione cattolica. Assicurò che questa sarebbe stata l' unica religione dello stato, e che la Repubblica avrebbe col tempo somministrati i mezzi pel ripristinamento o per la sussistenza de' seminari. — Mi raccomandai per la sollecitudine, giacchè l' educazione è l' affare sommo a cui tiene rivolte le sue speranze la Chiesa, e la società. Gli feci riflettere la necessità di lasciar libere le mani ai vescovi, che avrebbero per mezzo dei seminari potuto e educar bene gli ecclesiastici e dare de' zelanti educatori alla Repubblica. — Mi disse mille buone cose del Papa, rilevando che Bonaparte lo adorava, e considerava in lui un padre, che colla sua facilità andava a ripristinare ovunque la religione. — Risposi che Sua Santità non avea di fatti cosa che più della religione gli premesse, onde io potessi al sig. Melzi, in nome suo, caldamente raccomandarla. E gliela raccomandai davvero, insistendo affinchè fosse permesso ai vescovi, e sacerdoti, di compiere al lor ministero senza alcuna opposizione, rammentandogli quanto prodotto avea di bene alla società l' operosità dell' arcivescovo San Carlo, in un tempo, come il nostro, di confusione e di errori.

Si passò quindi a parlare della Francia, e mi disse il favorevole incontro del legato *a latere* Caprara. Aggiunse che questi si affaticava assai, per garantirsi dalle sorprese degli ecclesiastici francesi, studiosi di far rivivere in ogni incontro i privilegi del clero gallicano. Rilevò la poca unione degli ecclesiastici stessi, de' quali disse, che appena quattro si univano in un medesimo sentimento. Disse ch' egli era a Parigi quando vi era l' Emo Consalvi, e che questo cardinale avea moltissimo incontrato, sino a annullare la cattiva opinione che si avea di lui, e per la quale il governo francese era nel punto di chiedere la rimozione di lui dall' impiego di segretario di stato. Quanto al governo della Repubblica Italiana, la più rimarchevole cosa che mi disse fu, che Bonaparte avrebbe trattato immediatamente a Parigi gli affari esteri, dei quali riteneva presso di sè il ministro. Ciò non

ostante aggiunse, che in riguardo al Papa, avrebbe a Bonaparte chiesto un provvedimento, giacchè gli affari con Sua Santità, come vicino, non avrebbero tante volte permesso di volgersi al ministro degli affari esteri a Parigi, e di attenderne di là la risoluzione. Disse, che quanto prima si sarebbe destinato un ministro della Repubblica Italiana da spedirsi in Roma, per riceverne un altro in Milano a nome del Santo Padre. Concluse, che quanto ai confini, eravi qualche difficoltà da appianarsi colla Santa Sede, risultante dagli antichi diritti della Romagna, ceduta da Pio VI nel trattato di Tolentino.

Dopo queste visite, ne feci un'altra non meno importante all'arcivescovo di Ravenna, ritornato da Lione. Lo trovai agitato, perchè la gazzetta di Milano riferiva ch'egli avea portato in Consulta l'assenso del clero alla nuova costituzione. Lessi il discorso da lui recitato nell'ultima adunanza, e sebbene contenga troppi elogi di Bonaparte, pure nulla ha che indichi l'adesione supposta. Anche il canonico Zoilo mi accertò che l'arcivescovo era stato in ciò aggravato dal gazzettiere. Lo stesso canonico, e poi in appresso i due parrochi di Ravenna, quelli di Faenza, il professore di S. Ambrogio di Milano, il vescovo di Comacchio, e il vicario di Sarsina mi fecero dei grandi elogi dell'arcivescovo, attribuendogli il merito di alcuni articoli, o tolti, o riformati nella costituzione e nelle leggi organiche. Per lui principalmente fu dichiarata religione dello stato la cattolica, e ottenne che si collocasse nel primo articolo della costituzione, mentre prima era confusa colle false sette, e come queste tollerata solo e non più. Per lui furono dichiarati intangibili i beni ecclesiastici non venduti, e cambiato l'articolo del divorzio. Ebbe grandi onori dal Primo Console Bonaparte, e da Madama, di lui consorte. L'agitazione del prelato era anche maggiore, per non aver potuto mai scrivere al Santo Padre, e ragguagliarlo di tutto ciò che avveniva in Lione, atteso che le sue lettere non erano sicure. Mi pregò a volere io umiliare al Santo Padre una relazione di quanto egli avea cooperato per compiere ai suoi doveri. Ma io gli risposi, che questa parte doveasi [spettare] all'Em. Bellisomi, supponendo io che S. Em. da Marsiglia si sarebbe trasferita a Civita Vecchia, e poi a Roma. Lo viddi di più agitato per la traslazione sua da Ravenna a Bologna, propostagli da Bonaparte assieme



col cappello cardinalizio. Lo confortai a vivere abbandonato nelle mani del Santo Padre, e a lasciarsi governare dalla Provvidenza.

Si passò ad altro, ed ecco le cose più rimarchevoli :

Bonaparte ha in Lione parlato sempre male del governo di Roma. Non può soffrire i regolari, che riputa come emissari e satelliti del suddetto governo, impegnati sempre a far guerra ai vescovi. Ha detto nella pubblica commissione Lione, che il Santo Padre ha rinconciliati venticinque mila preti ammogliati, lasciandoli in possesso delle lor mogli.

Crede l'arcivescovo, che costui pensi al rovesciamento di tutto il sistema politico dell' Europa.

L'arcivescovo riguarda il vice presidente Melzi come un vero incredulo, da cui nulla vi è a sperare, e tutto si ha a temere. Lo dicono scolare di Voltaire. Talleyrand in Lione, con maraviglia di tutti, ha sostenuti gli affari di religione. Al contrario l'Aldini di Bologna si è dato a conoscere per un uomo amante di novità irreligioso. Anche i deputati di Milano, non esclusi gli ecclesiastici, si sono opposti a molte moderazioni volute dai buoni, allegando le leggi di gius.

14 febbraio. — Il general Murat ha messo oggi in possesso del nuovo governo il vice presidente Melzi. Mgor arcivescovo di Ravenna, sulla fede di persona proba che ha assistito alla funzione, mi assicura che in quest' occasione il generale ha, nella sua allocuzione, declamato contro i sovrani, e promesso alla Repubblica italiana il dominio di tutta l' Italia. Questo sentimento combina con ciò che il parroco di S. Michele, notevole, mi dice di Bonaparte, cioè che questi in Lione non facesse mistero sul destino di tutta l'Italia, pronunciandola prossima a divenir repubblica.

(Arch. du Vatican).

### 1126. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 28 pluviôse an X (17 février 1802).

Le cit. Lebrun, aide-de-camp du Premier Consul, est arrivé hier au soir à Rome, Je l'ai conduit sur le champ à la secrétairerie d'Etat, et il a remis au cardinal Consalvi les paquets dont il

avait bien voulu se charger à Paris de la part du cardinal légat. Nous avons ensuite passé à l'appartement de Sa Sainteté, qui a bien voulu nous donner audience sur le champ. Le cit. Lebrun a remis au Pape la lettre du Premier Consul qu'il était chargé de lui rendre <sup>1</sup>, ainsi qu'une autre lettre du cardinal légat. Le Pape nous a entretenus longtemps, et a témoigné beaucoup de considération à l'aide-de-camp du Premier Consul. Il lui a dit qu'à son retour de Naples il le chargerait de ses réponses.

Le cit. Lebrun sera obligé de se rendre de Naples à Palerme par mer, pour porter à S. M. Sicilienne la lettre du Premier Consul. Ainsi le temps du voyage dépendra des vents qu'il peut rencontrer à la mer. M. Acton est parti de Naples pour Palerme, il y a huit ou dix jours.

C'est aujourd'hui que le corps de Pie VI, qui est arrivé à la porte de Rome avant-hier <sup>2</sup>, sera transporté en grande cérémonie dans l'église de Saint-Pierre, où il lui sera fait demain un service pompeux.

Le corps diplomatique y a été invité de la part du Pape, et il a été fait une tribune où il sera placé avec la distinction convenable. Nous avons tous accepté l'invitation, et chaque ministre conduira avec lui ceux de ses compatriotes qu'il voudra. Nous serons vêtus en noir, et les officiers qui viendront avec nous auront un crêpe au bras. Il a été envoyé au prélat chargé du catafalque de Pie VI, par le ministre de l'Empereur, par celui de l'Espagne, et par moi, trente grands cierges du poids de quatre livres chaque, en espèce d'oblation, usitée ici, à la mémoire du Souverain Pontife mort.

On craignait ici que je ne refusasse d'assister au service pour l'âme de Pie VI. On a été très sensible à l'attention que j'ai

<sup>1</sup> Pièce n° 4449.

<sup>2</sup> Spina, parti de Valence au commencement de janvier, s'était embarqué à Marseille pour Gènes. Il s'arrêta quelques jours à Sarzane, en Ligurie, au milieu des honneurs qu'on rendait partout à la mémoire de Pie VI. « Il viaggio di Pio VI prigionero, scriveva allora, fu un trionfo della religione : non lo è meno quello del trasporto della sua spoglia. » Dans le royaume d'Etrurie commencèrent les escortes militaires. Le convoi funèbre traversa Pise, passa à Sienne le 12 février, et par la route de Viterbe arriva le 15 à La Storta, à proximité de Rome (Arch. du Vatican).



eue, comme les autres ministres, d'envoyer les trente cierges. J'ai fait connaître qu'après la paix les injures de la guerre étaient oubliées par nous, et que surtout nous étions bien loin de conserver aucune animosité pour un mort ; qu'aujourd'hui je n'envisageais que le Saint-Siège et la dignité du Souverain Pontife<sup>1</sup>. J'ai dit seulement au secrétaire d'Etat de prendre bien garde à l'oraison funèbre qui serait prononcée. Il m'a assuré que j'y verrais partout le respect dû au nom français dans tous les temps et à toutes les époques.

L'entrée du corps de Pie VI sur l'escalier de la sépulture des Souverains Pontifes a donné lieu au transport du corps de Ganganelli à l'église des Saints-Apôtres, où ce Pape a un tombeau. Je vous envoie ci-joint un procès-verbal véridique de ce qui s'est passé dans cette opération. Cette pièce est l'ouvrage d'un moine digne de foi, qui a dû être présent à tout : elle n'est ni authentique ni publique.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932.)

#### 1127. — Consalvi à Caprara.

(en chiffres)

Roma, 17 febbraio 1802.

La somma brevità di tempo (avendo ricevuto solamente ieri sera il dispaccio voluminoso e grave di V. Em. dei 2 febbraio<sup>2</sup>), e le occupazioni nelle quali oggi mi trovo per la funzione del solenne trasporto del corpo della Sa: Me: di Pio VI, mi obbligano ad essere brevissimo, potendo dire di avere appena avuto il tempo di leggere tutte le carte.

Rispondendo al più urgente, le dirò per oggi, che N. S. non

<sup>1</sup> Après avoir décrit les cérémonies projetées pour le transport des restes de Pie VI, Consalvi ajoute : « Non posso dire a V. Em. la generale soddisfazione di tutta questa città, non che del S. Padre, nel vedere concorrere il ministro della Repubblica francese a questa pia dimostrazione verso il capo della Chiesa, non tanto nella oblazione già fatta delle torcie, quanto nell'intervenzione che farà alla messa in abito nero, conducendo seco vari ufficiali francesi con il segno di lutto al braccio. Certamente è universale la riconoscenza che qui si ha al P. Console per il dono fatto, restituendo il corpo di Pio VI... » (Consalvi à Caprara, 17 février).

<sup>2</sup> Pièce n<sup>o</sup> 4417. Voir aussi la pièce n<sup>o</sup> 1087. L'aide-de-camp Lebrun, qui apportait ces pièces, était sans doute chargé aussi d'une lettre particulière de Caprara, qui n'a pas été retrouvée.

farà difficoltà sulla traslazione di V. Em. alla chiesa di Milano, benchè, glielo dico con tutta la più gran candidezza, provi moltissimo dispiacere nell' allontanarsela, provando ogni giorno gli effetti ed i vantaggi di possederla.

Circa le nomine fatte dal Primo Console di Mgor Codronchi alla chiesa di Bologna, e di Mgor Opizzoni a quella di Ravenna, vede V. Em. quali spine involgono, attesa la esistenza di esse chiese nelle Legazioni. E quanto alle chiese della Lombardia, ha pur veduto V. Em. che in Francia stessa, benchè il re le avesse prima, pure la mutazione del governo ha necessitata nel concordato la concessione di esse al governo nuovo. La Lombardia presenta lo stesso caso, e così pure il Veneziano. V. Em. può immaginare la nostra sorpresa in vedere che la nomina del Primo Console al cardinalato non siasi esercitata a favore di un francese, ma bensì nella persona di Mgor Codronchi, italiano.

Quanto al decreto esecutoriale, su di cui V. Em. ha tanto dovuto combattere con il consigliere Portalis, non posso rispondere niente in oggi, non essendosi avuto altro tempo che quello di leggere le lettere di V. Em. a colonna e in piano sopra tale affare, ma non la memoria, e le altre pezze; onde mi reservo a parlargliene oggi ad otto. Vedo però che V. Em. si trova nei medesimi casi nei quali mi sono trovato io, avendo più lumi infinitamente e più favore di me, e da ciò rileverà la difficoltà che ho provato nel fare quel poco che ho potuto fare.

Circa la pubblicazione del concordato, pare di vederla vicina. Dio faccia che niente insorga che l'amareggi! Se non si nominano intrusi, si ha una gran medicina alle altre ferite; ma se si nominano, e si costringe il Papa a ricusarsi secondo che già si scrisse all' Em. V., ben vede in quali guai si anderà a cadere. Qui si spera nella rettitudine del Primo Console, e nell' opera e valore di V. Em., che non ci dobbiamo trovare in tali orribili guai.

Non si è avuto più da Pietroburgo altro dispaccio sugli affari gravissimi di Malta; ma sicuramente si avrà a momenti.

Le cose di Spagna vanno sempre male. Il ministro ha dato due nuove note, nelle quali persiste nelle esposte pretensioni circa la nunziatura, e circa le dispense, ed altri oggetti; e ne ha data una terza, in cui accettandosi in apparenza il temperamento proposto dal Papa intorno agli ordini religiosi, ci aggiungono però tali condizioni, che includono in sostanza la separa-

zione totale, da principio ricercata. Finalmente s'insiste nella pretensione di applicare per venti anni (cioè per sempre) ai luoghi pii, i benefizi riservati alla Santa Sede Apostolica.

Può bene immaginare V. Em. che nè nella relazione stampata, nè nella orazione funebre per Pio VI, ci sarà un apice che possa dispiacere alla Francia. In tutta questa faccenda ci si è messa la più gran delicatezza per questa parte, mentre per l'altra non era possibile di mancare in faccia al mondo a questo atto di dovere verso Pio VI, ed anche di apprezzamento del dono del Primo Console.

Circa le Legazioni, veramente scemano sempre più le speranze, dopo ciò che è accaduto in Lione, e dopo queste nomine dei vescovati delle medesime. Come combinare con tutto ciò la promessa del Primo Console di volere essere per noi altro Carlo Magno? E come potere noi sussistere senza le medesime Legazioni, in tanta nostra miseria?

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

#### 1128. — Antonelli à Consalvi.

Di casa, 18 febbraio 1802.

.. Passo agli affari di Francia. Tutte le voluminose carte divise in cinque mazzetti, e i due dispacci del sig. cardinal legato, segnati n° 60 e n° 61, sono a parer mio di pochissima importanza. Intendo dire, che dopo tanti sacrifici fatti pel bene della religione, non sento gran pena di sacrificare alcuni capi disciplinari, le tasse e annate romane, le prebende teologali e penitenziarie de' capitoli, le riserve apostoliche per la collazione de' benefizi, e quel frasario nostro bollatico, cose tutte, che il sig. consigliere Portalis non ha voluto ammettere nel primo decreto, che gli ha esibito il sig. cardinal legato. Ne ha quindi l'Em. Sua formato un secondo, assai savio, e adattato alle circostanze, come ben lo dimostra nelle memorie giustificative del suo operato. Ma anche è superfluo di entrare nell' esame di qualche espressione, e di qualche periodo di detto secondo decreto, perocchè è stato già presentato al sig. consigliere predetto. Lo ha accettato e lo ha gradito; non vi è dunque più luogo a tornare indietro...

Il dispaccio n° 59, la lettera de' vescovi a Sua Santità, le lettere

del Primo Console, queste sono tutte pezze che fanno arricciare i capelli.

Nel dispaccio n° 59 vi è inserito il foglio, e il supplemento del Monitore, ove è distesa la costituzione della nuova Repubblica italiana: costituzione per doppio capo da rigettarsi da Sua Santità, cioè per lo spirituale, e pel temporale. Il titolo II, e III, che concerne gli ecclesiastici, è pessimo, sì per quel che dice, sì per quel che tace. E mgor arcivescovo di Ravenna ha avuto il coraggio di aringare la pubblica assemblea, commendando questa costituzione! I vescovi non hanno ribrezzo di presentarla al Papa, acciochè vi dia la sua apostolica benedizione! Il Primo Console pretende che il sig. Caprara vi dia l'ultima mano in nome di Sua Santità, per fissare i limiti delle diocesi, e per terminare ogni differenza! V. Em. ben vede, in quale imbarazzo si vuol mettere l'ottimo nostro Papa, obbligandolo con un tratto di penna di sacrificare i diritti spirituali della Chiesa, e i temporali del suo stato.

Vengo alle nomine. Quella del sig. cardinal Caprara alla chiesa di Milano, *transeat*, sebbene la chiesa di Milano non era di nomina dell' Imperatore. La nomina di Mgor Codronchi al cardinalato si può facilmente differire, dicendo, che ancora non vi sono cappelli vacanti per riempire le nomine di tutte le corone, e se il Primo Console la pretendesse anticipata, o come avente la presidenza della Cisalpina, possiamo rispondere, che ci vuole il consenso di tutte le corti. Le altre due nomine alla chiesa di Ravenna, e di Bologna, se si ammettono, saranno un sigillo autentico del trattato di Tolentino.

Ecco le brevissime riflessioni, che io ho fatto di fuga a tutte le carte che le ritorno, e che mi lusingavo ier sera di meglio esporre in voce a V. Em. Ma ella le farà assai meglio, e più sublimi di me, e perciò, stante anche l'angustia del tempo, non ho voluto ritardarne la restituzione a V. Em. Sul metodo da tenersi per consultare su questa importantissima materia, io non avrei molto riguardo a ciò che ne direbbe M. Cacault. Pochi, e non molti cardinali<sup>1</sup>; Mgor Spina per segretario, e si può dire che si è voluta sentir da lui la relazione degli affari di Francia.

(Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> Le 26 février, les pièces apportées par Lebrun ont été confiées individuelle-

**1129. — Cacault à Talleyrand.**

Rome, 29 pluviôse an X (18 février 1802).

M. le *Mis* Ghislieri, né à Bologne, et qui avait été employé à Vienne dans la secrétairerie d'Etat, fut envoyé par l'Empereur ministre près du dernier concile à Venise. Il a suivi Pie VI à Rome, où il est demeuré jusqu'à présent en qualité de ministre par interim. L'Empereur vient de le rappeler à Vienne. C'est à quoi il ne s'attendait pas : il en a été fâché. Son secrétaire de légation, M. de Lebzelter, fils du ministre de Vienne à Lisbonne, demeure auprès de la cour de Rome en qualité de chargé d'affaires de l'Empereur.

Le corps diplomatique près de Sa Sainteté est composé d'un ministre plénipotentiaire du roi de Naples, c'est le cardinal Ruffo ; d'un ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire du roi d'Espagne, c'est M. le chev. de Vargas. La qualité d'envoyé extraordinaire ajoute des prétentions aux droits de ministre plénipotentiaire. M. de Vargas fait en même temps les fonctions de ministre du roi d'Etrurie.

Je me trouve avec M. de Vargas le seul ministre plénipotentiaire séculier actuellement à Rome. Je fais aussi les fonctions de ministre de la Cisalpine, et je me trouve chargé de ce qui concerne les Suisses, les Hollandais, qui n'ont point de ministre à Rome et qui sont nos alliés. Cependant, je n'ai pas encore eu pour le Pape aucune lettre de créance<sup>1</sup>. Il serait temps de pourvoir à cette formalité ; et, pour rendre la chose égale vis-à-vis de l'Espagne, il pourrait être à propos d'ajouter à mon titre de ministre plénipotentiaire celui d'envoyé extraordinaire.

Il y a aussi près du Pape trois chargés d'affaires, accrédités : celui de la reine de Portugal, celui du roi de Prusse et celui de la République ligurienne ; et de plus un chargé d'affaires de l'Empereur. On attend ici un ministre de l'empereur de Russie<sup>2</sup>.

ment aux card. Albani, Antonelli, Gerdil, J. Doria et Carandini. Le Pape leur prescrivait le secret du S. Office, et la plus grande célérité dans leur examen, afin de pouvoir les réunir promptement en congrégation (Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> Voir t. III, p. 371 et 513, note.

<sup>2</sup> Le 5 octobre 1801, Cacault avait expliqué que les agents des puissances protestantes à Rome « pouvaient agir pour les intérêts de leur nation, mais ils n'étaient point reconnus dans les mêmes formes que ceux des puissances catho-

Les funérailles de Pie VI ont eu lieu hier dans l'église de Saint-Pierre, ainsi que je vous l'avais annoncé par ma précédente. Je vous envoie ci-joint l'oraison funèbre qui a été prononcée dans cette cérémonie ; je vous envoie aussi la relation de toute la fête.

Le Pape a donné ce soir à Mgor Spina l'avis de se mettre en ordre pour être cardinal au premier consistoire <sup>1</sup>...

Il a été dit à Milan, et la nouvelle est venue de Milan à Rome, que le Premier Consul avait nommé le cardinal Caprara archevêque de Milan. Quoique le clergé cisalpin gagne infiniment par la nouvelle constitution de la République italienne, il s'adresse cependant au Pape, croyant l'approbation de Sa Sainteté nécessaire. Mais tout ne peut manquer d'aller très bien désormais, après que le Premier Consul a pris dans sa main le timon du gouvernement.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

### 1130. — Ghislieri à L. Cobenzl.

Rome, 20 février 1802.

.. L'attention du gouvernement et de toute la ville de Rome à une fonction aussi intéressante <sup>2</sup> n'a été détournée, dans le cours de la semaine, que par l'arrivée d'un aide-de-camp du Premier Consul et fils du troisième consul Lebrun, qui, chargé d'une commission secrète pour Palerme, a présenté, à son pas-

liques, le Pape ne recevant de lettres de créance de la part d'aucun prince protestant. Ce vieux système, suite de l'excommunication des hérétiques et des fulminations contre eux qui ont eu lieu jusqu'au pontificat de Ganganelli, va être abandonné par le pape actuel. Sa Sainteté me paraît décidée à recevoir désormais les lettres de créance des souverains protestants, et à faire donner, sur les brevets de leurs consuls, l'*exequatur*. Il en résultera que nous aurons par la suite, à Rome, un corps diplomatique beaucoup plus nombreux ; et si les Anglais renoncent de leur côté à considérer le pape comme l'Antechrist, nous ne sommes pas éloignés du temps où la cour de Londres aura aussi un ambassadeur à Rome » (publié par Theiner, t. I, p. 295).

<sup>1</sup> « ...Mgor Spina è stato avisato per il cappello al primo consistorio, che sarà ai 29 di marzo. Dirò in confidenza a V. Em. che è stato avisato per il cappello nel concistoro successivo anche il P. Caselli, che intanto sarà fatto vescovo *in partibus*, come si fece col cardinal Gerdil » (Consalvi à Caprara, 24 février).

<sup>2</sup> La cérémonie funèbre pour Pie VI.

sage par ici, au Saint-Père une lettre de Bonaparte, par laquelle il demande l'agrément du Pape à la translation du cardinal Caprara de l'évêché de Iesi à l'archevêché de Milan. La nomination subite à cet archevêché dudit cardinal, qui avait déjà refusé celui de Bologne que Bonaparte voulait lui conférer, autant indispose-t-elle les Milanais accoutumés depuis plusieurs siècles à avoir pour archevêque toujours un noble Milanais <sup>1</sup>, autant fait-elle de la peine au Saint-Père, qui voit bien, comme tous voient, que le Premier Consul n'est si empressé de conférer au cardinal Caprara un archevêché, que pour se débarrasser par là, d'une manière, du plus long séjour d'un légat apostolique à Paris, dont l'arrivée a pu être utile dans un temps aux vues de Bonaparte pour s'attacher le parti catholique : mais sa présence pourrait animer contre lui le parti des philosophes et des incrédules, dont la majorité décidée dans le Corps législatif a donné au Premier Consul un prétexte pour ne pas soumettre à la sanction de la nation la fameuse convention signée à Paris pour les affaires de la religion. Toutes ces considérations pourtant n'empêcheront pas le Pape d'approuver la translation désirée du cardinal Caprara ; et tel est en général le système de condescendance que le gouvernement a adopté ici vis-à-vis des Français, qu'il ne s'étend pas seulement à toutes les facilitations possibles dans les affaires ecclésiastiques, mais aussi aux distributions des charges et de places plus importantes ; tout comme dernièrement il est arrivé que, tandis que maints pauvres officiers qui ont servi anciennement dans les troupes du Pape attendent dans la misère d'être employés de nouveau, un émigré suisse, qui n'a jamais servi le Pape, nommé Friez, vient d'être nommé major dans les troupes de Sa Sainteté, à la recommandation de Bonaparte <sup>2</sup>...

D'après les ordres que S. E. M. le vice-chancelier de cour et d'Etat m'a envoyés en date du 3 du courant, j'ai déjà fait reconnaître M. le chev. de Lebzelter dans sa qualité de chargé

<sup>1</sup> « ...Le card. Consalvi croit que c'est à l'instigation du comte de Melzi qu'il a été nommé, et que le card. Caprara a fait son possible pour s'y refuser, possédant l'évêché de Iesi, un des meilleurs dans les Etats ecclésiastiques, et se doutant que sa promotion ne serait pas fort agréée des Milanais. » (Dép. de Lebzelter du 27 février).

<sup>2</sup> Il s'agit de Joseph Bonaparte. Cf. p. 32.



des affaires de S. M., et j'ai présenté à Sa Sainteté la lettre de récréance, dont j'aurai l'honneur de présenter moi-même à S.M. la réponse, à mon retour à Vienne, où j'espère d'être vers la moitié du mois prochain.

(Arch. de Vienne).

### 1131. — Consalvi à Caprara.

(n° 28 en chiffres)

Roma, 24 febbraio 1802).

Può immaginare V. Em. con quanta premura, ed insieme con quanta angustia, si sta travagliando la risposta da inviarsi a Parigi col ritorno dell' aiutante di campo del Primo Console, sopra i difficili oggetti delle nomine, e delle approvazioni delle leggi organiche sul culto della Repubblica italiana, giacchè relativamente al decreto esecutoriale, sembra che la difficoltà si presenti in meno difficile aspetto.

Sicuramente V. Em. troverà, che la orazione di Pio VI è stata fatta con grande giudizio, e con tutta la delicatezza possibile. Non può immaginare quanti sudori costì, ridotta così. Il ministro di Francia ne è stato contentissimo, ed ho in mano un suo biglietto, in cui si dice che si ammira il tuono con cui è concepita la pagina 20, anzi il buono spirito, dice egli, di tutta la orazione, e conchiude che tutta è a maraviglia, e che sicuramente sarà approvata a Parigi, e vi si vedrà con gran piacere quali riguardi si sono avuti alla nazione in sì delicata materia. Certo non si è detta una sillaba che la offenda, anzi vi sono le sue lodi. La gran difficoltà, ben si accorge V. Em., è di non urtare in niuno degli scogli opposti, mentre non si doveva dire cose che offendessero i Francesi, e non si poteva [non] addurre ciò che forma il più gran merito del soggetto della orazione, senza farsi dare la taccia di viltà e di schiavitù, da tutto il cattolicismo, anzi da tutta l'Europa. Vi fu un solo Francese, che alla pagina 10 trovò dispiacenti quelle due parole « impudenti, detestabili. » Io lo seppi, e ne scrissi a M. Cacault, facendogli osservare, che non risguardavano la Francia, dicendosi anzi ivi « in omnibus fere nostris partibus », e gli feci conoscere che si parlava in tempo del famoso libro « Quid est Papa » di Eybel <sup>1</sup>, e del

<sup>1</sup> Cf. Pacca, *Mém.*, t. II, p. 225 de la trad. française. — Le livre d'Eybel a été condamné par la bulle « Super soliditate petrae », de même que le synode de Pistoie l'a été par la bulle « Auctorem fidei. »

sinodo di Pistoia, fatti espressamente contro la primazia del Romano Pontefice; di chè egli fu persuasissimo. V. Em. vedrà ancora che è stato maneggiato con prudenza l'altro tasto dei viaggi di Vienna; e finalmente osserverà ancora che si è lodata la cortesia, e benevolenza del Primo Console verso il Papa, nel rendergli il corpo di Pio VI come un prezioso dono<sup>1</sup>.

Invio a V. Em. anche la relazione della funzione, che troverà stesa collo stesso giudizio. Posso dirle in verità, che cosa più augusta, più magnifica, più tenera, più commovente Roma non se la ricorda. Si è vinta la aspettazione di tutti, e l'Europa non potrà rimproverarci di esserci lasciati vincere dagli esteri. V. Em. non può credere cosa non abbiano fatta in Toscana, e nel Genovesato ancora, ed anche in Massa cisalpina, nella occasione di tal passaggio.

Ancora non ci è giunto altro da Pietroburgo relativamente agli affari di Malta. Ci andiamo occupando di trovare un nunzio per colà; cosa difficilissima, giacchè tutti i prelati sono falliti. E su tal proposito, ci atterrisce anche il pensiero di Parigi, temendo che la destinazione di V. Em. a Milano ci privi più presto dei due anni della dimora di V. Em. costà. Sua Santità desidera ardentemente che V. Em. resti in Parigi quanto più sarà possibile, e se occorre, spenda pure la di lui parola; e ne scriverà egli stesso al Primo Console. Si sta anche pensando di mandare un successore a Genga nell' Imperio, mentre ora l'Imperio è affatto senza nunzio, mancando i nunzi Genga e Ziucci, e le cose della religione vanno all' estrema rovina. Probabilmente si manderà Mgór Morozzo.

Si scrive un breve all' elettore di Baviera per le dolorosissime ferite, che ha fatte e fa alla religione nei suoi stati<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> L'oraison funèbre est par Joachimo Tosio (in-4° de 22 p.). — Le récit de la cérémonie, dont Consalvi parle plus loin, porte le titre de « Distinto ragguaglio, etc. » (in-4° de 8 p.).

<sup>2</sup> Cf. t. IV, p. 366. — « ... Le Pape a fait faire des représentations à Pétersbourg sur les diverses mesures prises par l'électeur de Bavière à l'égard du clergé. La cour de Russie les a déclinées, en alléguant que ce sont là des actes d'administration purement intérieurs, dans lesquels il ne lui appartient pas de s'immiscer; mais cependant le ministère russe en a parlé au baron de Posch, et lui a fait sentir qu'il serait peut-être avantageux à l'électeur même de suspendre toute réforme dans

Circa gli affari di Spagna, si continua sempre sullo stesso piede. V. Em. ha fatto a meraviglia di fare il passo con Luciano Bonaparte. Dio voglia che sia utile ! Ma adesso il principe della Pace sembra cambiato ; ed il ministro Cevallos, egualmente che questo, pensano in queste materie diversamente da noi.

Circa i beni nazionali, si osserva qui che quasi niun Francese, almeno dei più grossi acquirenti, si presenta per avere il noto quarto ; segno chiaro che sperano ancora di gettare a terra l'editto ; anzi so che gira in Roma un foglio stampato, cercando fra gli acquirenti molte sottoscrizioni, per mandarsi in Francia. Qui si terrà fermò, e non si sa temere che dopo sì solenne e pubblica parola del Primo Console, possa darsi indietro. V. Em. ne sia prevenuta, per parlare decisamente alle occasioni <sup>1</sup>.

Non sembra vicina la evacuazione di Ancona, la quale certo non può accadere se non cumulativamente a quella di Napoli, se pure l'aiutante di campo del Primo Console, che, come ho detto, è passato per andare a Palermo (senza penetrarsene l'oggetto), non portasse colà la desiderata nuova della evacuazione.

La partenza del M<sup>re</sup> Ghislieri è qui sommamente dispiaciuta, perchè gli si deve rendere giustizia, che pieno di religione e di buone massime, ha sempre proceduto con saviezza e delicatezza, ed ha sempre procurato di tener viva la buona armonia e confidenza fra le due corti.

(Cultes, Arch. de Caprara).

un moment où, destiné à s'occuper bientôt des domaines ecclésiastiques, il lui importe de ne pas alarmer les esprits... » (Dép. de Bignon ; Berlin, 12 prairial : 1<sup>er</sup> juin 1802).

<sup>1</sup> Dans une dépêche du 27 février, Cacault se plaint d'être assailli « non seulement par les créanciers de la République romaine auxquels on ne veut rien payer, mais encore par les acquéreurs des biens nationaux, auxquels on veut bien payer le quart de leur mise en argent, mais qui font éclater autant de mécontentement que les créanciers auxquels on ne paie rien du tout. Vous savez combien en général on fait peu de cas de l'autorité du gouvernement papal, et vis-à-vis de lui chacun se croit en droit de tout demander, de tout exiger haut la main. D'ailleurs les Français, qui ont été les maîtres de Rome, s'en souviennent, et si je ne tenais pas fortement la main ici, et avec une attention très vigilante, à ce que les Français servent de modèle et d'exemple aux Italiens à l'égard de la soumission aux lois et du respect pour la souveraineté du Pape, on ne sortirait jamais, sans une nouvelle secousse, des embarras laissés ici par le gouvernement militaire et soi-disant républicain. »

**1132. — Consalvi à Caprara.**

(n° 29 en chiffres)

Roma, 27 febbraio 1802.

Mi studio di anticipare poche righe di prevenzione all' Em. V. prima che giunga la risposta di N. S. al Primo Console, che recherà l'aiutante di campo che si aspetta fra pochi giorni da Palermo. Per ciò mi provo colla posta di Genova per Torino, e dico a V. Em. che il Primo Console ha nominato, e non raccomandato, Mgor Codronchi al cappello, ed ha nominato lo stesso alla chiesa di Bologna, ed Opizzoni di Milano a quella di Ravenna. Tutte queste nomine sono copiate *de verbo ad verbum*, da quelle dei re di Francia.

Da una lettera di Mgor Codronchi al Papa si rileva che il Primo Console gli ha detto, che avendogli il Papa promesso un cappello per l'arcivescovo di Milano, non doveva fare difficoltà di darlo a lui, essendo quello morto. Dunque ciò non è una nomina, ma una commendatizia. Il Papa potrà fare cardinale l'arcivescovo di Ravenna, per far piacere al Primo Console, ma non può ammettere in lui una nomina, se pure non lo nomina come Primo Console della Repubblica francese a tenore del concordato, e come noi mostreremo d'intendere, stando alla forma delle espressioni della nomina, la quale non si può intendere certamente come presidente della Repubblica italiana.

Quanto poi alle due nomine dei due arcivescovati di Bologna e di Ravenna, V. Em. vede quale ferita sia questa per il Papa, venendo con tale atto a confermarsi il trattato di Tolentino, e facendo il Papa una perdita dei diritti spirituali nelle tre Legazioni. Sappia V. Em. che negli stati Veneziani il Papa ha accordato all' Imperatore le nomine a quelle chiese, alle quali nominava la Repubblica veneziana, e si è ricusato a quelle che nominava il Papa, come Padova ed altre; e l'Imperatore si è arrestato, e si metterà l'affare in trattativa<sup>1</sup>. Or vede nelle Legazioni quanta ragione vi è di più. Il Papa potrà fare quei due soggetti arcivescovi, come desidera il Primo Console, ma non come nominati. Tutto ciò si tratterà con grande delicatezza nella risposta che recherà l'aiutante, e per il di più si rimetterà la

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 501.

cosa a trattarsi con V. Em., dicendo che se gli danno contemporanee istruzioni.

Ma intanto sarebbe bene che V. Em. andasse gettando qualche fondamento, e preparasse le vie, cogliendo le occasioni opportune, e non perdendovi tempo. E così si vedrà che la difficoltà è intrinseca alla cosa, e si toglierà l'odiosità come di un rifiuto. E torno a dire che il Papa, che ama e stima da vero il Primo Console, che vuole compiacerlo costantemente più che può, farà cardinale Mgor Codronchi, e darà a lui e ad Opizzoni i due anzidetti arcivescovati; ma tutto sta a rimuovere la nomina, e non pretendere che il Papa si pregiudichi da sé: il che la rettitudine del Primo Console, ed il suo amore per il Papa non può permettere che lo esiga.

Circa il cardinalato, V. Em. sa benissimo che al presidente della Cisalpina non potrebbe darsi senza il consenso di tutte le corti. Nella nomina non ispiega il Primo Console come ciò intenda; onde possiamo e dobbiamo interpretarla come effetto del concordato di Francia; ed in tal caso non ci sarà difficoltà, subitochè ci sia il pieno dei cappelli per le corti. Tutto ciò si dice a V. Em. in prevenzione, e perchè, con il farlo come suo, accrediti ciò che dirà poi per commissione. La cosa è assai delicata, anche per non far male; ma si sta in troppo buone mani. Il Papa è in molta sollecitudine e angustia per tale materia.

(Cultes, Arch. de Caprara).

### 1133. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 8 ventôse an X (27 février 1802).

J'ai donné communication à S. Em. le cardinal Consalvi des résultats de la session d'une consulte extraordinaire des principaux citoyens de la République cisalpine à Lyon, et je lui ai fait connaître les principales dispositions de votre lettre du 24 pluviôse dernier (13 février)<sup>1</sup>. Il m'a adressé en réponse la note

<sup>1</sup> Voir la Partie XXIII. — La dépêche de Talleyrand avait été apportée le 26 à Rome par un courrier extraordinaire se rendant à Naples. La note de Consalvi en réponse n'a pas été retrouvée. — A propos de la nomination de Caprara au siège de Milan, Cacault ajoute dans une autre dépêche du 27 février: « Je dois avoir à ce sujet une conférence avec le secrétaire d'Etat, le 10 de ce mois (1<sup>er</sup> mars), et je vous enverrai la réponse de S. S. par la poste du 12 (3 mars). Cette réponse sera conforme aux vues sages du P. Consul. »

ci-jointe, que je vous transmets en original. Vous y verrez que Sa Sainteté a appris tous ces événements avec plaisir, et y a entrevu de grands avantages pour la gloire de la religion et le bonheur de l'Italie.

Sa Sainteté s'est réservée de répondre encore particulièrement à cet égard, par le cit. Lebrun, adjudant du Premier Consul, à la lettre que ce dernier lui a écrite, pour lui annoncer qu'il avait accepté la présidence de la République italienne.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 933) <sup>1</sup>.

#### 1134. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 12 ventôse an X (3 mars 1802).

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint la réponse officielle que j'ai reçue de M. le cardinal secrétaire d'Etat à la demande que vous m'avez chargé de faire au Saint-Siège, par votre lettre du 24 pluviôse (13 février), pour que M. le cardinal Caprara soit investi des mêmes pouvoirs qu'il a en France, pour la République italienne. Il se fait un travail suivi et des consultations régulières des principaux cardinaux, au sujet de ce que le Premier Consul a écrit directement à Sa Sainteté, dans la lettre que l'aide-de-camp Lebrun lui a remise. Les résultats en seront portés à Paris par le même aide-de-camp, que nous attendons ici à son retour de Palerme.

#### Note de Consalvi à Cacault.

Dalle stanze del Quirinale, 3 marzo 1802.

Io ho\*portata alla cognizione del Santo Padre la vostra nota ufficiale, relativa al rivestire l'Emo sig. cardinale Caprara per il clero della Repubblica italiana, del titolo di legato *a latere*, e dei necessari poteri, come è stato rivestito in Francia.

Sua Santità mi ordina di rispondervi, che disposta a dare al Primo Console, anco in qualità di presidente della Repubblica italiana, una nuova prova della sua considerazione, rivestirà il nuovo arcivescovo di Milano del suddetto titolo, e gli accorderà

<sup>1</sup> Cette pièce a été publiée par Theiner, t. II, p. 16.

ancora i poteri che potranno occorrergli per provvedere ai bisogni del clero della Repubblica italiana. Subito chè adunque il sig. cardinale sia traslato alla sua nuova sede, il Santo Padre non tarderà di rivestirlo della qualità che si desidera, con tutta quella solennità che voi già conoscete esser necessaria per la destinazione di un legato *a latere*.

Essendosi il Primo Console compiaciuto anche sull' oggetto del sig. cardinale Caprara di scrivere direttamente alla Santità Sua, così si riserba il Santo Padre a più particolarmente rispondere al medesimo col ritorno del suo aiutante di campo Lebrun, come il Primo Console stesso ha desiderato che faccia.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 933).

### 1135. — Consalvi à Caprara.

(n° 30 en chiffres)

Roma, 3 marzo 1802.

M. Cacault, per ordine di M. Talleyrand, mi ha data una nota ufficiale, in cui mi dice che il Primo Console ha nominato V. Em. al vacante arcivescovato di Milano; che desidera che V. Em. riceva per lo stabilimento e direzione del clero della Repubblica italiana il medesimo titolo, ed i medesimi poteri, dei quali ella è stata rivestita in Francia; che queste due operazioni avendo una grande analogia fra loro, debbono essere fatte dal medesimo ministro. Avendo voluto una risposta subito, gli si è data nella forma che V. Em. leggerà nella copia che le si trasmette. Se ne sono bene pesate e studiate tutte le parole, e non se ne è messa nemmeno una piuttosto che un' altra a caso. Niuna difficoltà ha il Papa che il nuovo arcivescovo di Milano abbia anche la qualità di legato *a latere* per il clero della Repubblica italiana, ed i poteri necessari ai bisogni del clero suddetto, come è legato ed ha poteri in Francia.

Ma ciò che vuole allontanare il Papa, e che gli sembra non oscuramente accennato nella petizione, che a bella posta le ho trascritta, è che questa legazione, e questi poteri che si chiedono « pour l'établissement et la direction du clergé », siano in sostanza una autorizzazione di V. Em. per fare un trattato su di ciò con il Primo Console, o sia un concordato con la Repubblica italiana, come si è fatto con la Francia; lo che si voleva fino da



quando ero costà ; e io lo evitai, dicendo che non aveva poteri, e dicendo di più che ciò allora non era nemmeno combinabile, essendovi allora in Cisalpina un governo provvisorio, e niente di stabilito. Ora un tale concordato non si ama dal Papa per più ragioni : la prima delle quali è, che conoscendo il Papa, che o per omissioni di cose essenziali, o per commissione inserendo cose contro le nostre leggi, non è da lusingarsi che la costituzione per il clero sia come deve essere, vuol tenersi nella riga di tollerarla, e non di approvarla, e perciò non ama di fare un concordato, come accadè appunto in Germania, in Spagna, in Napoli, dove il Papa soffre tante innovazioni, ma non le sanziona lui stesso. La seconda ragione è, che l'approvare tali innovazioni della disciplina qui in Italia sarebbe troppo fatale ; nè questi bisogni della Repubblica italiana possono paragonarsi a quelli della Francia (ed è anche perciò che nella risposta si è detto « i necessari poteri per i bisogni », e non « i medesimi poteri che in Francia. ») La terza ragione è che la somma probabilità, che nel concordato si tocchino i tasti delle nomine e dei vescovati delle tre Legazioni, delle conferme dei detti vescovati, dei benefizi, ed altre cose simili, atterrisce sommamente N. S., che sul proposito delle tre Legazioni può tollerare, nel dolore del suo animo, la privazione di esse, può anche soffrirla senza altro reclamo che il rivolgersi alla magnanimità e generosità stessa del Primo Console, ma non vuole decisamente fare alcun atto che confermi un trattato rotto, e per ciò stesso di niun vigore.

In fine, per non enumerare molte altre ragioni, ne accennerò solo una quarta, ed è che un concordato di tal natura in Italia si riconosce dal Papa nocevolissimo alla Santa Sede Apostolica relativamente agli altri principi Italiani, non potendosi nemmeno dimostrare la natura delle circostanze, come in Francia. Volendo pertanto il Papa allontanare più che può la idea di un concordato, ha dato la sua risposta sul titolo e poteri di legato *a latere* per V. Em. per la Repubblica italiana, in modo da coartarla all' esercizio, nella stessa Repubblica, di tale qualità e poteri ; in guisa che trovandosi V. Em. arcivescovo di Milano, sia anco legato *a latere*, e vi eserciti i poteri che possono occorrere secondo il bisogno. E a dir vero, questa intelligenza è in fondo conforme alla stessa petizione; mentre chiedendosi che V.

Em. abbia il medesimo titolo e poteri che in Francia, si deve osservare che V. Em. non è andata a fare un concordato, ma ad eseguirlo, e che i poteri che ha come tale, sono tutti spirituali, e su materie di coscienza, e dipendenti dagli effetti della Rivoluzione. Ma ci è da temere che si sia nel caso del *plus volitum quam dictum*, attese quelle parole « pour l'établissement et direction du clergé », le quali indicano l'oggetto della collazione richiesta del detto titolo, e potere non limitato alle sole facoltà spirituali.

Quindi V. Em. deve fare il possibile, quando venga il caso, di far destramente prendere tale destinazione nel senso da me esposto, a cui fa strada la mia risposta a M. Cacault; di modo che chiamata l'Em. V. a ciò che quì non si vuole, può sempre dire che la legazione *a latere* ed i poteri per la Repubblica italiana, chiesti appunto come V. Em. ne è rivestita in Francia, non portano se non che l'esercizio nella Repubblica di tal titolo e poteri. Ed è per questo, che si è dovuto far menzione nella mia risposta a M. Cacault del quando V. Em. andrà ad esercitare tali poteri in detta Repubblica, non già per affrettare tale andata (che anzi desiderandosi quì più tardi che sia possibile, allontana così un tale esercizio), ma per legare una cosa coll' altra, e togliere di mezzo la intelligenza, che tale titolo e poteri siano per fare costà un concordato. Che se in seguito di costà s'interessesse con V. Em. per tale oggetto, e più chiaramente si facesse a lei sentire che tale era il fine per cui si è fatta tale richiesta (la quale ben si comprende che non potrebbe in ultimo ricusarsi a declinare), la natura della mia risposta dà campo a V. Em. di prendere almeno nuovo tempo, ed intanto *conjurer l'orage*, come suol dirsi. È inutile in fine che io faccia avvertire alla somma perspicacia dell' Em. V., che potendo anche essere (benche ciò non creda) che la intenzione di costà non sia stata quella che noi temiamo, ma forse quella stessa in cui noi conveniamo, l'Em. V., su i primi passi, procuri di non andare da sè incontro alle difficoltà, e così quasi provocarle, ma indirettamente le allontani, e insieme sia preparata alla difesa se l'attacco siegua.

V. Em. rileverà dalla mia risposta, che mi sono regolato nei termini anche relativamente all' arcivescovato di Milano, in modo da indicare che niuna difficoltà ci è che V. Em. lo sia, ma in-

sieme da non premedicare, come suol dirsi, la questione prima che il Papa risponda su di ciò direttamente al Primo Console; il che farà col ritorno dell' aiutante Lebrun.

Io spero che V. Em. avrà ricevuto la mia cifra del giorno 27 febbraio, che le anticipai colla posta di Genova per Torino, relativamente al doloroso punto della nomina dei vescovati delle Legazioni, espressamente per dare campo a V. Em. di andare prevenendo destramente sulla risposta, che si darà col ritorno del detto aiutante, analogamente ai sentimenti espressi in detta cifra. A maggiore cautela le ne annetto un duplicato.

Da Pietroburgo siamo terribilmente stretti, e oramai non ci è più il modo di evitare di prendere qualche partito. Quindi sarebbe di somma necessità che V. Em. potesse darci qualche sicurezza di essere liberi dal pensiero di Hompesch, perchè allora, compiacendo in questa parte la corte di Russia, si può con maggior franchezza resistere all' altra pel gran magistero di Paolo I, e tutti gli atti da lui emanati: su di chè farà istanza formale il C<sup>te</sup> Cassini, incaricato di Russia, al suo prossimo giungere qui.

Circa il serio affare di M. Talleyrand, faremo tutti gli sforzi possibili per inviare la definitiva risposta col ritorno dell' aiutante Lebrun. Io do un cenno ostensibile a V. Em. nella mia lettera in proprie sue mani, che basta per ora. L'affare dello scandalo pubblico è il fosso più grande, mentre il Papa non può assolvere senza almeno qualche segno, benchè discretamente, di pentimento. Questo è ciò a cui bisogna preparare il ministro.

Converrà che V. Em. pensi a dare quì le sue disposizioni per la spedizione del nuovo titolo di legato *a latere* nella Repubblica italiana, non chè per quello di arcivescovo di Milano.

Circa la nomina di Mgor Codronchi al cardinalato, se si ha da stare a ciò ch' egli scrive avergli detto il Primo Console, lo chiede in vece del cappello promessogli per il defonto arcivescovo di Milano. Ciò non porta mai una nomina; ma solo il Papa lo farà per fargli un piacere. Le espressioni della nomina non sembrano però indicare ciò, e si possono credere una esecuzione dell' ultimo articolo del concordato<sup>1</sup>. Ma io non so persuadermi,

<sup>1</sup> L'art. 16, qui reconnaissait dans le P. Consul « les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement. » En se reportant à la

che il Primo Console, per effetto del concordato, non voglia nominare un Francese ; onde bisogna scoprire bene cosa intenda, e nel caso che intenda in vece della promessa fatta sul conto del defonto arcivescovo, bisogna prepararlo a non ottenere la cosa in via di nomina (la quale conviene ritirare), ma come una considerazione che gli ha il Papa.

Sulla ricupera delle tre Legazioni, cosa potrò dire di più all' Em. V. del già detto ? È certo ben doloroso, che avendo il Papa fatto tanto e facendo tanto per la Francia, sia forse l'unico principe che non riabbia, nè il suo che ha perduto, nè un compenso come gli altri, e che il re di Napoli non abbia perduto un palmo di terreno quando il Papa ha perduto quattro stati, compreso Avignone. Ciò dovrebbe eccitare la generosità del Primo Console ; e la sua sana politica dovrebbe essere eccitata dalla impossibilità che sussista così una potenza, ch' egli crede pur necessario che sussista, cioè il Papa.

Circa le facoltà da ampliarsi per V.Em., si sta aspettando la sua risposta, dopo che avrà ricevute le molte ampliazioni inviategli.

Circa le collazioni dei titoli *in partibus* ai vescovi dimettenti, V.Em. avrà la risposta oggi a otto colle opportune osservazioni.

Circa gli intrusi, si prega e si scongiura che non ne sia nominato nessuno. Gran bene per la religione, grande onore per il Primo Console, grande argomento di dissensione tolto di mezzo ai renuenti sarà questo, se si ottiene. Lo zelo di V.Em. non può in ciò essere mai impegnato abbastanza.

Gira qui un foglio da sottoscrivere da tutti gli acquirenti dei beni nazionali, per fare un ricorso al Consiglio di Stato in Parigi, ed ottenere dei cambiamenti all' editto dei 24 ottobre qui emanato. V. Em. sente, che oltre il danno gravissimo dell' interesse, ci sarebbe in ciò anche l'obbrobrio in faccia a tutta l'Europa, dopo un passo sì pubblico e solenne, e consentito prima e dopo dal Primo Console. Onde V. Em. veda di preoccupare il di lui animo ; ed io posso dirle, che il Papa non intende certo di desistere in cosa sì giusta e equa, ed in faccia alla miseria dello stato ed ai diritti dei creditori anteriori.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

table analytique du Concordat (t. IV, p. 768 ; cf. p. 760) on se rappellera que l'art. 16 avait surtout en vue le droit pour la France républicaine d'avoir des cardinaux.

## 1136. — Consalvi à Caprara

(particulière)

Roma, 3 marzo 1802.

Scrivo confidenzialmente, e brevissimamente per la fretta, a V. Em. di due affari particolari.

Il primo riguarda ciò che V. Em. mi dice nella sua del 7 febbraio, relativamente al ministro degli affari esteri<sup>1</sup>. Io mi sbrigherò per oggi su questo proposito in due parole sole. V. Em. ed il ministro possono assicurarsi che io metterò in questo affare tutto quello impegno e zelo di cui sono capace, perchè la cosa sia nel più gran segreto trattata con la maggior sollecitudine possibile, e perchè abbia il miglior successo. Io farò ogni sforzo per provare al ministro che non sono indegno dei risguardi di amicizia, dei quali ha dimostrato a V. Em. di onorarmi.

Il secondo affare riguarda la premurosa istanza della Em. V. per ritenere per due anni (e meno se occorrerà, come ella dice) in amministrazione la chiesa di Iesi, per terminare la fabbrica del seminario, e gli altri oggetti incominciati. Ne ho parlato a Sua Santità con quella più viva premura, di cui V. Em. mi conosce capace, dove si tratta di servire la sempre da me veneratissima persona dell' Em. V. Le confesserò che la incredibile scarsezza, anzi totale mancanza delle prebende ecclesiastiche da darsi ai nuovi cardinali, si è affacciata naturalmente alla mente in tale occasione. Ma premuroso il Santo Padre di dare a V. Em. sempre nuovi attestati della sua sovrana soddisfazione, e in-

<sup>1</sup> La lettre confidentielle de Caprara concernant Talleyrand avait été portée à Rome par le courrier extraordinaire arrivé le 26 février (p. 90, note) : elle n'a pas été retrouvée. Elle accompagnait une supplique, qui nous fait également défaut. Cette dernière pièce, rédigée en latin, était écrite au nom de Talleyrand, mais sans être signée de lui. Elle était courte et peu explicite. Le ministre avouait être tombé dans de « très graves erreurs » et demandait au Saint-Père de les pardonner. Reproduisant à peu près la profession de foi de Pie IV, il professait de son attachement à la religion catholique, apostolique, romaine, de son respect et de son obéissance filiale au S. Siège Apostolique. En réparation de ses fautes, il promettait de travailler au bien de l'Eglise. — Di Pietro remarquait qu'au milieu de ces phrases vagues « non vi è alcuna espressione, dalla quale senza equivoco risulti che egli detesta le massime eretiche, scismatiche della costituzione civile del clero »; et cependant l'ancien évêque d'Autun avait été signalé par Pie VI dans le bref « Charitas » comme un des principaux fauteurs du schisme.

sieme della particolare affezione del suo cuore, mi ha autorizzato ad assicurarla, che senza definire precisamente nè due anni, nè meno, rilascerà a V. Em. la suddetta chiesa in amministrazione, con una qualche espressione generale, che urti meno le orecchie di quelli che potessero aspirare ad essere provveduti con detta chiesa. Giacchè circa la durata del tempo, questo si combinerà, secondo quello che V. Em. stessa accenna, fra il Santo Padre e l'Em. V., e me, a tutto comodo. Ho la più viva soddisfazione di avere con ciò servito ai desideri di V. Em., che supplico di cuore di continuamente impiegarmi nell'ubbidire ai suoi amabilissimi comandi.

Con gran piacere ho sentito che la pubblicazione del concordato possa essere imminente. Non ne vedo l'ora.

Quanto al figlio del console Lebrun, egli passò da qui come il lampo. Nondimeno gli si usarono tutti i più attenti risguardi. Al suo ritorno si potrà usargliene anche di più, sperando che si tratti qualche poco. V. Em. però assicurerà il padre del mio interesse in questo, e presentigli i miei rispetti.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

#### 1137. — Consalvi à Caprara

(en chiffres)

Roma, 6 marzo 1802.

..Non è da lusingarsi di un momento di calma sugli affari di Spagna. Questo ministro eccita ora un'altra pretensione singolarissima, ed è, che oltre il volere affatto esenti dalla giurisdizione del governo i comiti di legazione, dei quali vuole egli giudicare e punire i mancamenti (su di chè non cade contrasto) pretende che di qualunque Spagnuolo non attaccato alla legazione, e non abitante nella giurisdizione di Spagna, si debba dal governo dar parte, prima di carcerarlo, ovvero subito dopo carcerato, se qualche delitto non ammette dilazione per sospetto di fuga. Gli si è risposto su di ciò come dovevasi, ma persistendo egli nella pretensione, se ne preveggono disgustosissime conseguenze...

Corrono voci assurde e strane sopra la imminente gita a Napoli del general Murat, che si aspetta qui di passaggio assai presto. La sola cosa che può dirsi, è che è difficile persuadersi ch'egli vi vada solo per Napoli, e che ognuno crede che vi sia una ragione occulta.

Gli affari di Russia dimostrano sempre un non felice aspetto, poichè si vede imminente la formale istanza di non solamente procedere alla elezione del nuovo gran maestro, ma anche di riconoscere il magistero di Paolo I e confermarne gli atti: il che, oltre le difficoltà religiose, presenta anche le difficoltà politiche, sulle quali N. S. si trova sommamente imbarazzato, non ancora decisamente pronunciandosi la Francia, che sembra volere aspettare l'esito del congresso di Amiens.

Tali sono le procedure della corte di Baviera, che il Papa non può dispensarsi dal fare dei passi con l'elettore, che prevede del tutto inutili, ma che almeno faranno conoscergli che il Papa fa il suo ufficio; onde gli scriverà un breve sulle materie correnti, quanto prima.

Il breve del Papa ai vescovi di Francia per la dimissione, fa conoscere ch'egli non avrebbe potuto ammettere dilazioni, e perciò non ha luogo qualunque risposta alle rimostanze dei vescovi renitenti, i quali d'altronde in gran parte hanno scritto inconvenientemente al loro capo. Che se dovesse risponderli, non potrebbe farsi senza gravi ammonizioni. È falsissimo che N. S. abbia consultati i teologi di Roma per fare loro la risposta. Non sussiste che tredici vescovi di Londra abbiano nuovamente scritto al Papa dopo la prima negativa <sup>1</sup>...

Circa le Legazioni, subito che tutti i principi danneggiati reclamano allo stesso Primo Console, e chiedono indennizzazioni e compensi, non vi è ragione per reclamare francamente per il Papa, che ha tante ragioni, già espresse all' Em. V. ? Ed a tale aperto reclamo, se non si otterrà il conseguimento della ricupera, quando ciò a Dio non piaccia, si otterrà almeno di esimersi da nuovi atti di adesione e conferma anche indiretta del trattato di Tolentino; che è ciò, che N. S. non vuole fare assolutamente, e crede di avere giusti titoli a sperare che la rettitudine, e saviezza, e benevolenza del Primo Console non lo debba forzare a questo, altro non potendone risultare che metterlo in allarme ed angustie.

(Cultes, Arch. de Caprara).

<sup>1</sup> On voit qu'à ce moment on ignorait encore à Rome l'existence de la lettre écrite le 21 janvier par les évêques démissionnaires de Londres, pour répondre au bref adressé à l'archev. de Narbonne (voir la pièce n° 1149).



## 1138. — Consalvi à Caprara

(n° 32 en chiffres)

Roma, 10 marzo 1802.

Oggi deve giungere da Napoli l'aiutante di campo Lebrun. Ci lusinghiamo ch'egli si trattenga qui tre o quattro giorni <sup>1</sup>, e che così potremo avere un poco più di tempo per terminare tutto ciò che occorre in risposta ai diversi oggetti dalla carta del Primo Console, e delle nomine, e dell' affare di M. Talleyrand, onde potere tutto mandare all' Em. V. Siccome manderò i pieghi a V. Em. per di lui mezzo, così sarò breve in questa mia lettera, limitandomi solo a dirle in genere, che il Papa si trova nel più grande imbarazzo, non essendogli possibile di dimostrare una piena soddisfazione delle leggi organiche sul clero, e della costituzione della Repubblica italiana rapporto alle cose ecclesiastiche, essendoci fra le necessarie, cose omesse, e fra le troppo contrarie alla disciplina della Chiesa, inseriti dei motivi insuperabili, che impediscono N. S. dall'approvare, che è differente dal tollerare, come V. Em. ben sa, e che è quello che bisogna costà intendano. L'imbarazzo è formato dalla necessità di dovere rispondere al Primo Console (che lo richiede), in modo da non disgustarlo, e da non mancare al tempo stesso ai doveri che a N. S. impone il suo sacro ministero, e la sua coscienza.

Dal dispaccio, che V. Em. riceverà dall' aiutante di campo, rileverà il modo con cui N. S. ci si prende, e vedrà che la rappresentanza si ridurrà all' oggetto. Che se si possono ottenere i necessari cambiamenti, bene; se poi non si possono ottenere, non si esiga almeno niente più che la tolleranza di N. S., non mai l'approvazione, che gli è impossibile di dare. In ciò si ha anche in vista lo sfuggire (se si può) di fare su tali cose un trattato, in cui non si può che perdere, anche per lo eccitamento alle pretese degli altri; il che V. Em. vede di quale danno sia in

<sup>1</sup> Lebrun est revenu à Rome le 12 au matin. — En parlant de ce retour, Cacault annonçait aussi la mort à Naples de la reine de Sardaigne, et l'arrivée à Rome de M. d'Avray, ami personnel de Louis XVIII. « J'ai su d'une personne digne de foi, qui lui a parlé, que son objet à Rome était de bien vérifier si la réconciliation de la France avec le St. Siège était parfaitement sincère tant d'une part que de l'autre; et qu'après qu'il aurait reconnu qu'à cet égard tout est terminé sur un pied durable et solide, on se recommanderait au St. Père (Dép. du 21 ventôse; 12 mars).

Italia, cosa ben diversa dalla Francia. Onde la rappresentanza di V. Em., per commissione di N. S., avrà per oggetto d'implorare dalla bontà del Primo Console, o le modificazioni ed aggiunte che si desiderano, o l'essere lasciati tranquilli, aspettando miglior tempo, che il Primo Console possa aderire ai giusti desideri del Papa, che intanto provvederà privatamente alla tranquillità dei vescovi, per quelle cose che non sarebbero in loro potere. Tutto ciò serva intanto a V. Em. di preventivo lume.

Per parte della Spagna s'insiste sempre più fortemente e decisamente sulle petizioni riguardanti la nunziatura, le dispense, ed altri oggetti, la separazione dei regolari, e la incorporazione per venti anni dei benefizi riservati al Papa, ai luoghi pii, seguendo però il re a conferire i propri. Ormai non si sa più come andare innanzi, senza rischio di vedere compromessa la buona armonia con detta corte.

(Cultes, Arch. de Caprara).

### 1139. — Le Pape au P. Consul

(Rome, 17 mars 1802).

Carissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Se ci riescono sempre grate le vostre lettere, che risguardiamo come una testimonianza della vostra affezione verso di noi, vi è facile il comprendere, o carissimo in Cristo figlio nostro, che gratissimo ha dovuto riuscirci l'annunzio che leggiamo in quella recataci dal vostro aiutante di campo, in cui ci partecipate, che nell' avere regolati in Lione gli affari della Repubblica Italica, la religione cattolica apostolica romana è stata solennemente dichiarata, nel primo articolo, la religione dello stato. Niente di meno dovevamo da voi riprometterci, conoscendo le disposizioni del vostro cuore, e l'impegno con cui promovete gli interessi della cattolica religione, e la vera felicità dei popoli, che hanno la sorte di professarla.

Abbiamo rilevato ancora con la più grande compiacenza i vantaggi, che gli affari della religione hanno colà riportato per opera vostra, in confronto della penosa situazione in cui vi si trovavano ridotti. Noi ve ne rendiamo le più vive grazie, e ve le

rendiamo pur anche per quelle lusinghiere speranze, che i vescovi radunati in Lione ci scrivono, che voi avete loro date, di maggiori vantaggi in seguito per la religione medesima. Questa vostra disposizione ci rassicura. Tutto speriamo da voi; e punto ne dubitiamo, che voi vorrete che il gaudio nostro sia pieno, e che nel rendervi sempre più benemerito di questa santissima religione, di cui siete sì valido protettore ed appoggio, assicurerete che essa, essendo stata fino ad ora la sola religione di tutti i popoli dell' Italia, sia per mantenersi tale anche in appresso in quegli stati alla vostra presidenza soggetti, e che la sistemazione delle cose ecclesiastiche non vi sia difforme dalle leggi santissime, dalla Chiesa stabilite.

Per corrispondere pienamente al desiderio, che ci manifestate, di farvi conoscere la nostra soddisfazione relativamente a tutte le misure prese sopra le cose ecclesiastiche in Italia, noi crediamo, anziché trattenervi lungamente con questa nostra lettera, di aprirvi tutto il nostro cuore per mezzo del nostro cardinal legato, a cui facciamo conoscere più in dettaglio quali cose ci restano ancora da implorare dalla vostra protezione in favore della religione, quali da supplicarvi che sieno in qualche maniera modificate. Egli potrà con tutta facilità esporvele, e noi vi preghiamo di esser persuaso, che la nostra fiducia in voi non ha limiti.

Noi gli commettiamo ancora, aderendo alla dimanda che ci fate, di concertare con voi il regolamento dei beni e dei limiti delle diocesi, e di farci in seguito conoscere su tali oggetti i vostri desideri, pronti sempre a prestarci, per quanto ci è possibile, alla vostra soddisfazione. Noi ci consoliamo dalla massima che ci esternate, di voler cambiare il meno che sia possibile ciò che esiste, facendovi ancora osservare, che specialmente rapporto alle diocesi, queste si trovano tutte piene e regolarmente sistemate.

Noi vi abbiamo già fatto conoscere, per mezzo della risposta data a questo vostro ministro presso di noi residente (di cui godiamo potervi sempre ripetere la nostra più piena soddisfazione), la disposizione in cui siamo d'accordare al cardinal Caprara il medesimo titolo, e le necessarie facoltà, che potranno occorrere per i bisogni del clero della Repubblica Italica, come n'è rivestito in Francia, secondando anche in ciò i vostri desideri.

Abbiamo ricevuto la nomina, che ci avete inviata, di Mgor Codronchi al cappello cardinalizio. Esprimendovi voi nella suddetta nomina, che la fate per la occasione di riempire in favore delle nazioni cattoliche i posti vacanti nel collegio de' cardinali, ci fate credere che intendiate di porre in esecuzione l'articolo del concordato della nomina in qualità di Primo Console. Noi la realizzeremo prontamente, subito che il numero dei vacanti cappelli, necessari a tale promozione in favore delle medesime, sarà completo. Che se per avventura non ci opponessimo al vero, in tale intelligenza, non per questo ci tratteremo dal soddisfare i vostri sempre a noi grati desideri, e decoreremo Mgor Codronchi del cappello cardinalizio nella maniera che distintamente potrà spiegarvi il nostro cardinal legato, espertissimo delle leggi ed usi relativi a questi oggetti.

Ci protestiamo riconoscenti all' obbligante desiderio, che voi ci esternate, perchè noi conserviamo la direzione dell' antica nostra diocesi d'Imola. Questo stesso desiderio vostro ci è di un grato impulso a continuare a conservarla, come facciamo. Voi stesso però comprendete, che la residenza del pastore, troppo necessaria alla chiesa che governa, e le cure della Chiesa universale, le quali non possono non toglierci molto tempo, che pur vorremmo consacrare alla particolar cura di quella greggia, com' è dovere, esigono che non dobbiamo troppo lungamente ritenere una tale direzione.

Noi trasferiremo alla chiesa di Milano il nostro cardinal legato da quella di Iesi, in seguito della nomina che voi ci avete inviata; e a tale effetto abbiamo già ordinato, che siano compilati gli atti necessari per la promulgazione nel concistoro, secondo le regole consuete.

Quanto alle nomine da voi fatte di Mgor Codronchi alla chiesa di Bologna, e di Mgor Opizzoni a quella di Ravenna, noi vi parleremo, o carissimo figlio nostro, su tali oggetti con quella paterna confidenza, che ci ispira il nostro amore verso di voi, e con quella piena fiducia che ci viene dalla giusta opinione che abbiamo di voi medesimo. Noi non facciamo difficoltà di compiacervi rapporto alla promozione dei due sopradetti soggetti; ma rapporto al promoverli come nominati, noi non possiamo non esporvi due considerazioni. Se noi ammettessimo le nomine a

quelle chiese, alle quali il governo prima non nominava, ci troveressimo nella necessità di ammettere le nomine altresì a qualunque altra chiesa vescovile, situata negli attuali domini particolari di qualunque altro governo in Italia, e quindi saressimo in contradizione con quello che abbiamo praticato anche recentemente con la Maestà dell' Imperatore, a cui nell' ammetter la nomina a quelle chiese, alle quali nominava l' antecedente governo della Repubblica di Venezia, non abbiamo però aderito per la nomina alla chiesa di Padova, che era libera della Santa Sede, ed abbiamo anzi effettivamente provvedute noi stessi di nuovi pastori le chiese di Lesina, Ossaro e Cattaro, che pur sotto la Repubblica veneta erano della libera nomina del Romano Pontefice. Noi siamo persuasi che la vostra rettitudine non sarà per permettere di vederci costretti a simili generali concessioni, nè ad essere in contradizione coi recenti nostri fatti, che vi abbiamo accennati.

Ma un' altra ragione, anche più nostra propria, noi vi esponiamo con tutta quella franchezza e fiducia, che voi ci ispirate. Non solamente per mezzo de' nostri successivi rappresentanti, ma noi medesimi con lettera scrittavi di nostra mano il 24 ottobre 1801, vi abbiamo fatto conoscere la fiducia in cui siamo, che emulando voi la gloria e le beneficenze degli antichi reggitori della Francia, de' quali è in tanta benedizione la memoria, sarete per darci una gran riprova del vostro amore per questa Santa Sede, e per la nostra stessa persona, con restituire alla Romana Chiesa le tre provincie delle Legazioni, che le passate vicende le han fatto perdere. Riportandoci noi a ciò che su tal proposito vi esponessimo in dettaglio in quella nostra lettera, nel mentre che aspettiamo il propizio tempo, in cui la suddetta restituzione, da noi implorata dal vostro magnanimo e savio e giusto animo, venga effettuata con un nuovo lustro alla vostra gloria, e con un troppo necessario provvedimento al bisogno di questa Santa Sede, siamo persuasi, che riposando noi nella speranza che in voi riposiamo, e niente facendosi per parte nostra che sia diverso dal pieno nostro abbandono alla medesima, il vostro amore e i delicati vostri riguardi verso di noi non ci obbligheranno nemmeno a positivi atti, nocevoli agli interessi di questa Santa Sede.

La opinione che giustamente abbiamo della vostra magnanimità e rettitudine, e la familiare confidenza che con voi ab-

biamo amorosamente contratta, ci fa esporre a voi stesso con candore e paterna fiducia, così in questo come in tutti gli affari che ci anderanno intervenendo, tutti i sinceri e intimi sensi del nostro cuore. Daremo fine a questa lettera, pregandovi con tutto lo spirito a continuare a proteggere efficacemente la religione e la Chiesa ; e nella aspettazione di sentir presto data l'ultima mano alla pubblicazione del concordato in Francia, come ci fate sperare, v'imploriamo da Dio ogni bene, e vi diamo in pegno del nostro affetto, con tutta l'effusione del nostro cuore, la paterna apostolica benedizione.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die decima septima martii 1802, Pontificatus nostri anno tertio.

(Arch. nat., AF iv 1694) <sup>1</sup>.

#### 1140. — **Bref pour la réconciliation de Talleyrand.**

(Rome, 10 mars 1802) <sup>2</sup>.

Dilecto filio Carolo Mauritio de Talleyrand  
Pius P. P. VII

Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem.

Immensa miserentis Dei charitas ita se palam hominibus manifestavit, ut dum Unigenitus ejus Filius mortales hujus nostræ carnis exuvias suscipere dignatus est, id unum sibi proposuisse videatur, nempe ut oves de domo Israel misere deerrantes ad salutis ovile reduceret. Quum itaque nos, licet plane immerentes, ejus vices in terris geramus, exundantem gestientis animi lætitiâ continere non possumus, si filius quisquam paternam deseruisse domum illacrymans detestetur, ultroque ad patrem rediens se peccasse fateatur ; si quæ ovis, postquam saluberrimis pascuis desertis misere aberraverit, in ovile reversa, sui pastoris custodiam ac directionem non refugiat. Nos equidem nec dulces amantissimi patris amplexus, nec oscula suavissima ab hujusmodi filiis ad patrem redeuntibus desiderari unquam patiemur, nec

<sup>1</sup> Ce bref a été publié par Theiner (t. II, pièces, p. 249).

<sup>2</sup> Bien que ce bref soit daté du 10, la rédaction n'en a été définitivement arrêtée que quelques jours plus tard. — On verra plus loin que Caprara n'a pas cru devoir remettre cette pièce à Talleyrand,

nostros humeros, ad sublevandas oves pastoris vocem audientes, submittere unquam recusabimus.

Quum tales idcirco profecto sint ac porro esse debeant animi nostri sensus, tute ipse statim intelligis, Dilecte fili, quam voluptate atque intimo cordis gaudio perfusi, exceperimus preces tuas, quas ad nos dedisti, ut te misere præteritorum temporum procellis in mare jactatum ac prope demersum, ad stationem tutissimam, ad portum salutis, ad matrem tuam Sanctam Romanam et Apostolicam Ecclesiam confugientem, apertis ulnis amplexaremur. Ultro jam te in gravissimos errores prolapsum fateris; de patratissimis criminibus ex animo doles; saniora consilia suscipiens, veniam petis ab amantissimo tui Parente, atque erubescis. O sanctum profecto ac beatum pudorem, nunquam satis prædicandum! Quippe qui disertissimis quibuscumque verbis multo eloquentior, sat nobis aperte declarat quo sis dolore affectus atque percussus, quum ad patris genua provolutus te peccasse profiteris, quum ad Supremi Pastoris ovile reversus te ab eodem nunquam posthac divelli promittis, ac non solum filiali prorsus obsequio et obedientia Apostolicæ Sedis in posterum plane subjectum fore sanctissime polliceris, verum etiam religionis et Ecclesiæ amplificationem et incrementum strenue curaturum. Nonne igitur modo ipsius Pastorum Principis voces merito usurpabimus: « Congratulamini mihi quia inveni ovem meam, quæ perierat »? Imo vero nobis multo magis lætandum est atque exultandum, qui lucrati sumus non filium quemlibet, sed filium nobis carissimum, qui quantum cæteris dignitate præibat, tantum virtute præcellere tenebatur. Quid vero? Num id dicimus, vel ut confundaris magis, Dilecte fili, vel ut nostram indulgentiam diutius aut ægrius expectes? Absit omnino: enim vero paternis te nostris amplexibus arctissime complectimur; dexteris læti libentesque dexteris peramanter adjungimus; osculis oscula miscemus; ipsique dies, quos tristes anxiosque, propter gravissimas curas atque calamitates quibus pene obruti sumus, huc usque duximus, quibusque secundi nostri pontificatus anni finis appropinquat, læta sane conversione feliciores auspicioresque hac potissimum de causa nobis illuxisse videntur.

Confide, Fili, verbis amantissimis [quibus] postremo te alloqui-



mur et compellamus: remittentur tibi peccata multa. Ea enim solvendi ac ligandi potestate quam a Jesu Christo in B. Petri cathedra sedentes accepimus, in mandatis dedimus venerabili fratri nostro Joanni Baptistæ cardinali Caprara, nostro apud Primum Galliarum Consulem et gallicanam nationem a latere legato, ut a quibuscumque censuris quibus es innodatus absolvat, unitati Ecclesiæ restituat quibusdam servatis conditionibus, tibi que ad laicam communionem redacto facultatem indulgeat sæcularium vestem induendi, et fungendi officiis Gallicanæ reipublicæ. Verumtamen illud potissimum præ oculis te habere cupimus, quod perperam obmurmurantibus de prompta ac omnimoda pœnitentis mulieris indulgentia a Christo adhibita, Judæis, idem Dominus Noster sapientissime respondit: « Remittuntur ei peccata multa quoniam dilexit multum. » Eamdem a te poscimus amoris vim, fervorem et perseverantiam. Propterea dilige Deum, ejusque Filium Unigenitum, Jesum Christum, cujus sanguinis pretio renatus olim in baptismo, hodie renovaris ad pœnitentiam. Dilige Ecclesiam, sponsam nimirum immaculatam Christi, quæ est apostolica romana toto orbe diffusa, ejusque judiciis te plane submitte. Hæc enim est una atque unica salutis area, extra quam omnes diluvii aquis plane demersi in æternum peribunt. Dilige proximum tuum, filios imprimis olim tuos, quos religionis sacramento tanquam pater et sponsus tibi devinxeras. Dilige demum omnes christianæ fidei cultores, patrocinio fove, clientela tuere, atque ea qua polles auctoritate defende. Trina Petri negatio triplici amoris confessione plane deleta fuit. Præclarissimum itaque Apostolorum principis exemplum imitandum tibi proponas, et coram fratribus tuis, coram iis omnibus quibus offenculo olim fuisti, coram altare Christi, libere ac confidenter exclama: « Domine, tu omnia nosti: tu scis quia amo te. » Si sequutus es Petrum errantem, sequere pœnitentem; imo sequere triumphantem; triumphantem, inquam, in hac sua romana cathedra, in qua ejus dignitas etiam in indigno hærede non deficit. Sequere Ecclesiam in Petro fundatam, quæ « amando et sequendo Christum liberatur se malis », ut ait Augustinus. Vides tu sane et sub oculis habes quot et quantis Christi Ecclesia malis undique conflictatur. Quocirca exsere vires, omnes industriæ nervos contende, et Christi amore percitus, supremæ Petri cathedræ

innixus, maximis quibus a Deo ornatus es beneficiis certa certamen fidei, ut qui tuo exemplo defecerunt, tuo pariter incitamento in fide incorrupti, stabiles in charitate, in Ecclesiæ unitate concordēs, sint in ævum permansuri. Interea dulcissima hac specimen in modum erecti, tibi, Dilecte fili, in paterni amoris pignus apostolicam benedictionem peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die 10 martii 1802, Pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican).

#### **1141. — Instructions au Légat pour la réconciliation de Talleyrand.**

(Rome, 18 mars 1802).

I. — Promemoria ostensibile da trasmettersi al cardinal legato, onde possa farne uso con il ministro delle relazioni estere.

1º Indicibile è stata la consolazione che ha provata il Santo Padre, nell' essere stato assicurato da V. Em. dei sinceri sentimenti, che nudre l'oratore di riconciliarsi con Dio, con il capo della Chiesa, e colla Chiesa istessa; sentimenti dei quali ne ha avuta un' altra riprova nella supplica che gli è stata presentata per parte del suddetto.

2º Questa consolazione gli si è di molto accresciuta, sul riflesso dell' acquisto che va di nuovo a fare la Chiesa di un soggetto di grandissimo talento, di un soggetto, il quale anche nel tempo del suo traviamiento ha cercato in vari incontri di favorire la nostra santa religione, del chè ne ha Sua Santità avute le più indubitate riprove, di un soggetto finalmente, dal quale possono risultarne grandissimi vantaggi alla religione.

3º Dalle straordinarie misure di dolcezza che ha il Santo Padre creduto dovere adottare nel caso presente, atteso il concorso di singolari circostanze, potrà l'oratore rimanere convinto dell' indicibile gaudio il quale ha egli sperimentato.

4º Peraltro questa straordinaria condiscendenza del Santo Padre in tutto ciò che è in suo potere, non gli permette di passar sopra a quelle regole, le quali sono fondamentali, e che se si preterissero nel caso presente, troppo difforme sarebbe la con-

dotta della Santità Sua verso l'oratore, dalla condotta che hanno tenuto sempre i suoi predecessori, e che ha egli stesso tenuto riguardo a coloro, che se non altri all'esterno, sono stati meno di lui colpevoli. Quindi nel breve che ha al medesimo diretto, e che da capo a fondo spira sentimenti di giubilo, di dolcezza, a dir certo, sentimenti veramente paterni, si è creduto in preciso dovere di esigere che dichiarasse anche « se Romanæ Catholicæ Ecclesiæ judiciis adhærere. » Il dovere del suo apostolico ministero non permette al Santo Padre di operare diversamente, e la ben conosciuta saviezza del ricorrente gli farà toccare con mano la somma ragionevolezza di questa misura del Santo Padre.

Confida il Santo Padre, che la straordinaria condiscendenza, la quale ha giudicato dover tenere verso il supplicante, servirà ad impegnarlo vieppiù in vantaggio della cattolica religione, e la condotta che intraprenderà dopo essersi riconciliato con la Chiesa, siccome gioverà mirabilmente a ricondurre nel retto sentiero quei, che dapprima seguiti avevano i di lui traviamenti, così servirà moltissimo a dargli quella pace, e tranquillità di spirito, della quale sono partecipi tutti coloro che amano la Chiesa, rispettano la Chiesa, ubbidiscono alla Chiesa e la onorano con la santità del costume.

(Arch. du Vatican).

## II. — Istruzione per l'assoluzione di M. di Talleyrand<sup>1</sup>.

Sulla riconciliazione di M. di Talleyrand si sono avuti in vista due riflessi principalmente, cioè, se egli è veramente pentito di cuore delle sue colpe, e se desidera di ritornare in grazia di Dio con una buona confessione ed una salutare penitenza, o pure se gli basta soltanto di riconciliarsi con la Chiesa.

Il Papa, che ama di cuore questo ministro e spera da lui i maggiori vantaggi alla Chiesa, non può non desiderare che il di lui ravvedimento sia sincero, intimo e di cuore, e non solamente apparente per essere presciolto dalle censure in cui è incorso, ed individualmente dalla scomunica. Ma ignorandosi

<sup>1</sup> Cette instruction, qui devait rester secrète, parait avoir été rédigée par le card. Antonelli.

precisamente da N. S. quali siano le disposizioni dal prelodato ministro, nè dalla di lui supplica trasmessa dal cardinal legato potendo bastantemente apparire, e prevedendosi pure le circostanze difficili in cui ritrovasi quello distinto personaggio che vive in mezzo alla corte, si è preso il partito di spedire un breve apostolico della stessa Santità Sua, tutto amore, e clementissimo, ed un altro o lettera di Penitenzieria; e per fare uso di queste carte si dà al sig. cardinale la seguente istruzione.

Se M. di Talleyrand è sinceramente pentito e vuole convertirsi a Dio con sincerità di cuore, sarà facile a S. Em. di fare uso di ambedue le carte, mostrandogli prima il breve apostolico, e poi manifestandogli la lettera della Penitenzieria.

Il breve può essere ostensibile a tutto il mondo, e se M. di Talleyrand non ha rossore di confessare nella trasmessa supplica « se gravissimos errores commisisse, » non può averlo di far conoscere la indulgenza e la carità con cui il Papa lo ha trattato. Potrà anzi servirgli di testimonianza al pubblico, che egli non è più vescovo, non è ecclesiastico, e ridotto alla comunione laica può vestire l'abito secolare, può essere impiegato nei ministeri della Repubblica, e tutto questo per dispensa ottenuta dall' autorità della Chiesa.

Quando egli abbia gradito e gustato le amorose esortazioni del Santo Padre, e l'invito dolcissimo che gli fa alla penitenza, potrà il sig. cardinal legato comunicargli la lettera della Penitenzieria, ove sono espresse le condizioni e i mandati genericamente indicati nel breve, e che gli sono stati concessuti per la di lui plenaria assoluzione. Naturalmente non dovrebbe avere ristretto a scegliersi un confessore a suo genio, presso cui farà una buona confessione, ricevendone la delegazione dal medesimo sig. cardinale con quell' ampiezza di facoltà che gli viene concessuta.

Tutto questo può essere segretissimo, nè risapersi da chichesia. Le penitenze ingiunte nella sopra indicata lettera sono leggerissime, segrete; e resterà soltanto alla coscienza, prudenza e dottrina del confessore delegato, di prescrivere al suo penitente quelle condizioni che sono indispensabili per una valida assoluzione sacramentale, ed ingiungergli quelle obbligazioni per cui si possa riparare allo scandalo.

Se poi (e sarebbe di amarezza indicibile al paterno cuore di N. S., che non sa crederlo) volesse M. di Talleyrand per ora limitarsi a riconciliarsi con la Chiesa, nè credesse profittare di questa circostanza per riconciliarsi con Dio nel foro sacramentale, basterà che S. Em. si faccia fare da lui in iscritto quella « *jurata declarationem sese Romanæ Catholicæ Ecclesiæ tanquam obsequentissimum filium subjectum esse, ejusque judicio adhærere, abdicatis erroribus quibus quomodocumque huc usque adhæsit* », e senza dargli l'assoluzione sacramentale, potrà assolverlo nel foro esterno dalle censure, ed individualmente dalla scomunica, avvalendosi delle orazioni o preci che sono prescritte nel Rituale romano, facendogli ad un tempo bene intendere che con tale assoluzione l'oratore « *restituitur communioni et unitati fidelium, et sanctis Ecclesiæ sacramentis* », e lasciandolo in libertà, quando Iddio gli toccherà il cuore, di ricorrere ad uno confessore, per ricevere nel sacramento della Penitenza l'assoluzione. Potrà ancora il sig. cardinal legato intimargli la perpetua sospensione da ogni esercizio delle funzioni clericali ed episcopali, ridurlo alla comunione laica, ed abitarlo a vestire da secolare, ed esercitare le cariche della Repubblica, decenti bensì al suo grado, e proporzionate a recare quel bene alla Chiesa che egli stesso ha promesso in emenda de' suoi passati trascorsi, ed in riparazione dello scandalo che ha dato, giusta a ciò che si è dichiarato nel breve, e che non può in verun modo dispiacere al Talleyrand.

La destrezza, la perizia, l'accorgimento di V. Em. supplirà a ciò che manca in questa istruzione, la quale non si è potuto fare più estesa, essendo molto concisa la supplica esibita in nome del ministro Talleyrand, nè tampoco da lui sottoscritta.

(*Cultes, Arch. de Caprara*).

#### 1142. — Consalvi à Caprara

(particulière)

Roma, 18 marzo 1802.

In questa mia lettera particolare dirò due parole all' Em. V. sull' affare di M. Talleyrand. Io ho creduto di scrivergli una lettera di poche righe senza entrare in materia, e solo di corrispondenza al complimento che mi fece per mezzo dell' Em. V., con

dire che per tale affare contava sulla mia amicizia. Io ho piacere che questo affare siasi potuto sbrigare con tanta segretezza, felicità e sollecitudine, e che V. Em. ancora possa farci buona figura col ministro. Più di così, e meglio di così non era possibile di farlo, e V. Em. saprà fargliene rilevare il merito. Fuori di chi ha steso e copiato il breve, niuna estranea persona conosce questo affare ; V. Em. ne sia sicura.

Scrivo due righe generiche e di raccomandazione degli affari della religione e della Santa Sede a Giuseppe Bonaparte. Scrivo ancora sullo stesso tenore all' abbate Bernier, a cui dico, che immaginando che V. Em. possa raccomandargli (ho parlato in genere) i passi da farsi col Primo Console per gli affari della religione e della Santa Sede, la mia fiducia in lui me glieli fa raccomandare anche direttamente. Accludo a V. Em. le due lettere<sup>1</sup>...

Mi riporto a quello che le scriverà l'abbate Sala sulla procura che deve mandare per chiedere il pallio, che, come sa, gli si deve conferire lo stesso giorno che sarà preconizzata la sua traslazione alla chiesa di Milano. Siccome si vuole sollecitare il concistoro prossimo a quello in cui si pubblica il cardinalato di Mgor Crivelli e di Mgor Spina, ai 29 di marzo, così V. Em. si solleciti, onde possa tenersi poco dopo. Intanto Sala proporrà anche tutto il resto che è necessario, sì per la traslazione a Milano, che per la ritenzione di Iesi.

Sua Santità non ha giudicato opportuno di rispondere adesso all' arcivescovo di Parigi, che manda una rinuncia così condizionata, onde sembra che basterà che V. Em. possa fargli conoscere, che N. S. ha ricevuto la sua dimissione, e che si riserba a rispondergli. Quanto poi ai vescovi di Langres e Chartres, non avendo scritto al Papa, ma a V. Em., non siamo qui in obbligo di risposta; ed è bene che sia così, per non accrescere fuoco a fuoco, rispondendo nel modo che esigerebbero tali proposte<sup>2</sup>.

Se avrò tempo, scriverò una lettera alla sig. Brignole, che in tal caso V. Em. mi farà grazia di consegnarle.

Desidero che V. Em. sia sempre più persuasa del mio più vivo impegno in ubbidirla e servirla, e disponga pure di me, come del suo più attaccato servo, e il più desideroso di soddisfarla, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

<sup>1</sup> Ces deux lettres n'ont pas été retrouvées.

<sup>2</sup> Voir dans la Partie XXIII la dépêche de Caprara n° 66, du 13 février.

## 1143. — Di Pietro à Consalvi

Di casa, 19 marzo 1802.

Crederebbe il patriarca di Gerusalemme, che mentre si attendono le notizie del risultato delle premure di Sua Santità, per ottenere dal Primo Console la modificazione di alcuni articoli delle leggi organiche, e il supplemento di altre cose mancanti nelle stesse leggi, fosse opportuno ed anco necessario il trasmettere a ciascuno dei vescovi della Cisalpina una breve istruzione, la quale servisse a tutti di regola uniforme, e lo accordare insieme agli stessi vescovi alcune facoltà pel foro interno, acciò che possano nei casi di bisogno procedere con quiete di coscienza, ingiungendo però ai medesimi l'osservanza di un rigorosissimo segreto.

Gli accennati vescovi, nella loro lettera con cui hanno umiliato un esemplare delle leggi organiche, hanno insieme implorata dal Santo Padre le facoltà necessarie; onde sembra indispensabile il segnar loro le tracce da doversi tenere, e il somministrare gli aiuti corrispondenti, anco per evitare il pericolo di passi irregolari, che potrebbero forse derivare dal zelo di qualche vescovo, usato inopportunamente, il quale dasse luogo ai male intenzionati di interpretarlo in sinistro, e di farlo supporre diretto ad allarmare i fedeli contro le dette leggi organiche, pubblicate per opera del governo secolare.

Su questi riflessi lo scrivente ha abbozzata l'acchiusa istruzione, che sottomette al savissimo discernimento di V. Em., nell'atto di confermarsi con ossequio infinito, etc.

---

Abbozzo di segretissima istruzione da trasmettersi a ciascuno de' vescovi della Cisalpina, per opportuno loro governo sulle pretese leggi organiche del governo <sup>1</sup>.

*Titolo primo*

Art. 1. — Non può il presente articolo imbarazzare in conto alcuno

<sup>1</sup> Tout en pensant que ces instructions sont restées à l'état de projet, nous croyons devoir les reproduire, parce qu'elles ont été rédigées à la suite de l'examen de la loi organique, qui a été fait par la congrégation réunie le 26 février (voir p. 82, note).



i vescovi, giacchè la prima parte riguarda i rapporti del governo colla Santa Sede per la nomina dei vescovi; e nella seconda, si accorda ai vescovi stessi il poter comunicar liberamente colla Santa Sede per gli affari spirituali.

Art. 2. — Dovranno i vescovi cercare che la podestà ecclesiastica non venga assoggettata ad un nuovo legame, il quale potrebbe produrre innumerabili disordini. Finchè le cose siano decise opportunamente, dovranno con destrezza procurare, che siano differite le collazioni delle parrocchie vacanti, provvedendole interinamente di abili economi, in conformità di ciò che si prescrive dal Concilio di Trento (sess. 24 de *Reform.*, cap. 18). Che se poi saranno costretti a farne essi la collazione anco di quelle vacanti, in mesi riservati alla Santa Sede, per cui Sua Santità condiscende ad autorizzarli interinamente, non dovranno discostarsi dal prescritto nel Concilio Tridentino intorno alla scelta dei parrochi, avvertendo unicamente di destinare persone, le quali non abbiano la diffidenza del governo.

Art. 3. — Dovranno i vescovi astenersi con cautela dal fare ordinazioni a titolo di patrimonio, per non entrare in questione con il governo, aspettando l'esito dalle premure del Santo Padre su tal proposito.

#### *Titolo II. — Stabilimenti ecclesiastici.*

Art. 1. — Se qualche vescovo avesse sofferta innovazione dei limiti della sua diocesi, dovrà ragguagliarne Sua Santità prontamente con ogni precisione ed esattezza, affinchè la Santità Sua possa dare le opportune provvidenze.

Art. 2. — Dovrà aspettarsi da conoscere quale abbia ad essere rispettivamente una tale dotazione.

Art. 3. — Dovranno i vescovi, capitoli, e parrochi astenersi dal fare alcun atto in pregiudizio del diritto, che avessero sopra i loro possedimenti stati venduti.

Art. 4. — Dovranno tenirsi passivamente nel ricever ciò che venga loro assegnato.

Art. 5. — Questo articolo sembra non richieda particolare istruzione, fuori di aversi a regolare come sopra, per non consentire espressamente alla cessione di ciò che fosse stato tolto ai seminari.

Art. 6. — Converrebbe sapersi da chi sarà formata simile tabella.

Art. 7. — Per non pregiudicare a quei diritti, che i sagri canoni, specialmente il Tridentino, danno ai vescovi sulle pie fondazioni, dovranno essi astenersi per ora dal prender parte nell' amministrazione delle medesime, usando così ogni possibile cautela per non pregiudicare ai diritti loro propri, e per non offendere il governo secolare.

Art. 8. — Questo articolo non può recare ai vescovi verun imbarazzo.

*Titolo III. — Stabilimenti disciplinari.*

Art. 1. — Pare che questo articolo cammini in regola.

Art. 2. — In riguardo delle attuali circostanze, Sua Santità permette ai vescovi, che nei casi particolari, qualora non possano farne a meno, si adattino a ciò che è disposto con questo articolo.

Art. 3. — Se trattarsi di un caso, nel quale il vescovo conosca ragionevole la domanda di interdire l'ecclesiastico, perturbatore della tranquillità pubblica, consente per ora Sua Santità che vi si presti. In caso però che l'istanza non sia ragionevole, non dovrà prestarsi in conto alcuno, e dovrà farne al governo la sua rimostranza in termini convenienti, e con ogni possibile cautela, per non irritar chi comanda.

Art. 4. — Qualora i vescovi si trovassero nella durissima circostanza contemplata in questo articolo, saranno obbligati di fare nella migliore possibile maniera conoscere al governo, che non possono essi in verun conto prestarvisi, attesa l'immunità personale di cui godono le persone ecclesiastiche; e dovranno rilevare che appunto le leggi canoniche richiamate in tale articolo, dimostrano ad evidenza essere in simili giudizi affatto impotente la podestà laicale.

[Art. 5, 6, 7]. — Questi ultimi tre articoli non esigono veruna speciale osservazione.

(Arch. du Vatican).

**1144. — Le Pape au card. Bellisomi**

Roma, 20 marzo 1802.

Dilecte fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Abbiamo ricevuto la lettera scrittaci da Lione da lei e dai vescovi colà radunati<sup>1</sup>, con la quale ci è stata accompagnata la trasmissione delle leggi organiche sul clero.

Noi abbiamo provato la più viva gioia per la solenne dichiarazione, che la religione cattolica apostolica romana è la religione dello stato. Abbiamo in ciò riconosciuto non meno gli effetti del loro zelo, che della protezione e disposizioni del Primo Console in vantaggio della religione medesima. Abbiamo anche rilevati con soddisfazione i vantaggi, che gli affari della religione hanno riportato, in confronto della penosa situazione in cui si trovavano ridotti in codeste provincie.

<sup>1</sup> Pièce n° 1116.

Nel rendere le dovute grazie al Primo Console, per ciò che ha fatto a vantaggio della religione, e per le maggiori speranze che leggiamo nella loro lettera aver egli date per il tratto successivo, noi gli abbiamo esposta la nostra fiducia, ch' egli vorrà che il gaudio nostro sia pieno, e gli abbiamo fatto conoscere quali cose restano ancora da implorarsi dalla sua protezione in favore della religione, quali da desiderare che siano opportunamente modificate, incaricando il nostro cardinal legato di esporglielle particolarmente, coltivando le sue buone disposizioni, e facendogli intendere quanta speranza in lui riponiamo.

Ella non deve dubitare che intanto la nostra podestà apostolica sia per mancarle per quelle facoltà, che nei casi possano occorrerle, assicurandoci la di lei virtù, che sia per servirsi delle medesime *non in destructionem sed in ædificationem*, e con quelle viste che nelle circostanze possa esigere il vantaggio della religione, ed il pubblico bene.

Potrà ella comunicare anche agli vescovi sottoscritti nella lettera direttaci da Lione questi nostri sentimenti, e nell' assicurarla di tutta la nostra particolar benevolenza, restiamo con darle di vero cuore la paterna, apostolica benedizione.

(Cultes, Arch. de Caprara).

#### 1145. — Cacault à Talleyrand

Rome, 29 ventôse an X (20 mars 1802).

Il est arrivé hier de Milan à Rome un courrier du général Murat, pour nous annoncer qu'il passerait ici allant à Naples, et pour qu'on préparât vingt chevaux, de poste en poste, sur la route. Un autre courrier m'a apporté la nuit dernière une lettre du général Murat, par laquelle il m'annonçait son arrivée prochaine. Aujourd'hui un troisième courrier, venant d'Ancône, m'a porté la nouvelle que le général Murat ne vient plus à Rome ni à Naples, mais que le général Reille, un des aides-de-camp du général en chef, un de ses secrétaires, et le commandant de bataillon Lanusse étaient envoyés de sa part à Rome et à Naples, et qu'ils arriveraient demain ici.

On parlait depuis longtemps de ce voyage du général Murat. Le Pape avait donné l'ordre de lui préparer le palais Sciarra,

où il devait être logé et servi avec toute sa suite. L'ordre était également donné partout aux postes de fournir les chevaux sans recevoir aucun paiement. Tout était préparé pour rendre au général en chef les plus grands honneurs, et pour lui faire un accueil magnifique. On m'avait prié en grâce de ne pas m'y opposer, et de ne pas l'attirer chez moi en arrivant, mais de l'engager à accepter d'être logé par Sa Sainteté. Tout ce qui avait été disposé pour le général Murat sera offert, dans la mesure convenable, au général Reille, à l'aide-de-camp et au commandant Lanusse.

Le cit. Lebrun, aide-de-camp du Premier Consul, allait partir de Rome lorsque nous avons appris que le général en chef Murat devait arriver. L'aide-de-camp Lebrun a suspendu son départ pour l'attendre et le voir ici. Il partira demain matin.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 933).

#### 1146. — Consalvi à Caprara

(en chiffres)

Roma, 24 marzo 1802.

La vera ragione del non avere più il general Murat fatto il viaggio di Roma e Napoli, non mi è ignota. Essa non ha relazione ad alcuna cosa di [politico]. Sono stati fatti dei rapporti al Primo Console sopra varie largizioni, che sono corse in Milano per la nomina alle cariche della nuova costituzione. Il general Murat non è stato risparmiato dai suoi nemici. Si è accusato che egli faceva il viaggio di Roma e Napoli non ad altro fine, che per fare una raccolta di regali. Il Primo Console è montato in gran collera. Il generale preferì di volare a Parigi, e mandò a Roma e a Napoli il general Reille, ed il suo segretario Aimé. Egli mi ha scritto nel partire due lettere obbligatorissime ed affettuosissime. Se ho tempo ad accludergliele oggi, [lo farò] ; ovvero sarà per oggi a otto. A dirlo a V. Em., gli si era qui preparato un bel regalo, come gli si era preparato anche in Napoli. Per tutto lo stato e in Roma, si era preparato al sig. general Murat casa, e trattamento, ed ogni altro genere di attenzione, di cui hanno goduto i due suddetti, venuti in sua vece, che ne sono stati sorpresi e commossi, vedendogli rinnovare in ogni città e terra. Non sarebbe male che V. Em., incontrandosi con lui, destramente gli

facesse conoscere le attenzioni e i riguardi, che N. S. gli aveva preparati per lo attaccamento che ha per lui.

Lunedì vi sarà concistoro, in cui si pubblicano cardinali i mgri Crivelli e Spina. In tale occasione vi sarà anche della mossa nella prelatura. Tra le altre cose, si promulgheranno i due nunzi per Pietroburgo e Firenze, cioè a Pietroburgo mgor Arezzo, ed a Firenze mgor Morozzo<sup>1</sup>...

Gli affari con la Spagna vanno sempre male. Non ho tempo di darlene conto oggi, ma lo farò colla prossima posta<sup>2</sup>.

(Cultes, Arch. de Caprara).

#### 1147. — Lebzeltern à L. Cobenzl

Rome, 27 mars 1802.

.... Les évêques cisalpins ayant soumis à la sanction du Pape la partie de la constitution qui les regarde et [ne] demandant son consentement, l'on croit, qu'à l'insinuation de Bonaparte, qui n'a fait jusqu'ici aucune communication officielle à cet égard, et comme ce sujet mérite l'attention la plus sérieuse du Saint-Siège tant relativement aux lois organiques qu'à la nomination des évêques, il n'a été jusqu'ici décidé de rien, et il paraît qu'on attend quelque participation plus formelle pour y répondre. En attendant, on s'y prépare par de mûres délibérations; mais comme il pourrait très bien se faire que, malgré le zèle religieux de Bonaparte, il ne soumettra point ses décisions à cette cour, il

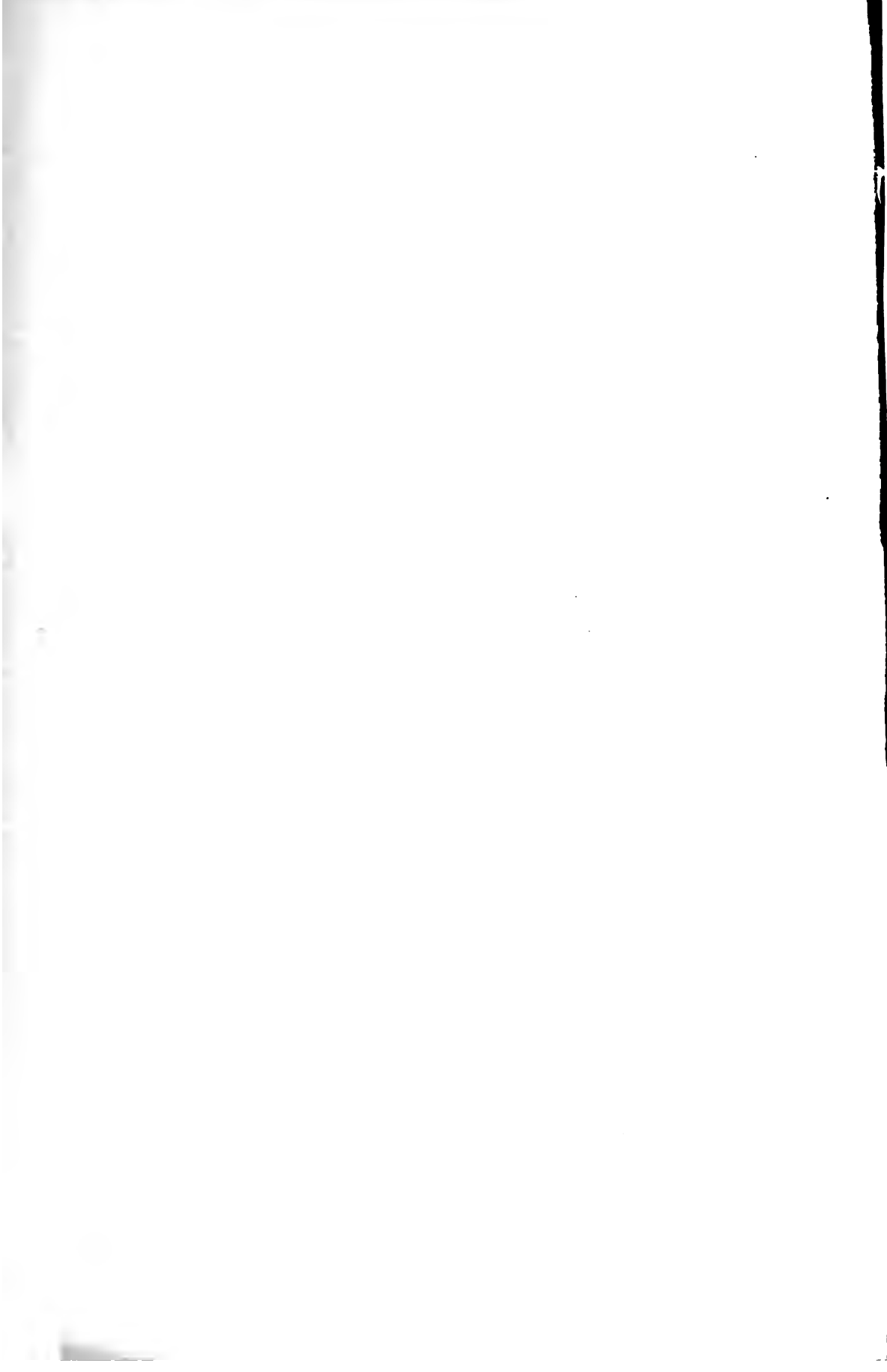
<sup>1</sup> On lit dans une dépêche de Consalvi, du 18 mars : « ...Per mostrare intanto qualche considerazione a quella corte [di Russia], si è pensato di nominare il nunzio, e così fargli vedere che ci sono tutte le disposizioni per trattare l'affare di Malta, e quelli spirituali, che col ritorno dell' arcivescovo di Mohilev vanno a rotta di collo. Si nominerà Mgor Arezzo, già destinato in Toscana, dove si manderà Mgor Morozzo, che era destinato a succedere a Mgor Della Genga per l'Imperio. » Consalvi explique qu'il place Mgor Morozzo à Florence, parce que le caractère remuant de ce prélat y trouvera peu d'aliment.

<sup>2</sup> Dans une autre dépêche du 24 mars, Cofisalvi, après s'être plaint de ne pas avoir reçu les dépêches de Caprara du 27 février par le courrier de France, ajoute : « Il sig. Lebrun... parti da qui ieri l'altro; e a lui ho consegnato i pieghi per V. Em., contenenti tutte le risposte che le dovevo sugli affari dei quali parlava la lettera del P. Console a N. S. » Lebrun, qui devait d'abord partir le 18 et qui avait attendu la venue annoncée de Murat, s'est mis en route le matin du 21 mars. Il allait arriver le 6 avril, au soir, à Paris.

est à présumer qu'il sera répondu par la suite aux évêques avec la circonspection et l'indulgence que mérite une affaire aussi délicate, et pour ne point perdre le terrain gagné, et dont on n'est pas bien assuré, malgré l'espoir qu'entretient toujours de Paris le cardinal Caprara, décidément archevêque de Milan.

(Arch. de Vienne.)

---





## PARTIE XXIII

### LE NOUVEL ÉPISCOPAT LES RÈGLEMENTS SUR LES CULTES

Démissions tardives parmi les anciens évêques. Ils ne rentrent en France que difficilement et en petit nombre.

Les non-démissionnaires, à Londres et sur le continent, adoptent en commun des mémoires au Pape pour se justifier. — Ils se concertent pour régler l'attitude du clergé et des fidèles de leurs diocèses vis-à-vis d'un nouvel épiscopat.

Bonaparte, revenu de Lyon, est sollicité de publier l'organisation religieuse, à temps pour que les nouveaux évêques soient installés avant Pâques.

Impulsion donnée au travail de cette organisation. — Rapports sur les bulles de ratification et de circonscription, — Rapport sur l'esprit public en matière de religion.

Revision des projets de règlements pour le culte catholique et les cultes protestants.

La liste de nomination aux évêchés, préparée par Portalis, ne contient pas de constitutionnels. — Ce système d'exclusion, réclamé par Capara et soutenu par Bernier, est combattu, notamment par Talleyrand.

Un retard suivi bientôt d'une crise, dans les négociations d'Amiens, fait suspendre les affaires du clergé.

Sénatus-consulte du 13 mars sur le renouvellement du cinquième, qui doit s'effectuer après le 21 mars, terme légal de la session du Corps législatif.

Travail personnel de Bonaparte avec Portalis, le 14 mars. — Il voudrait attribuer la moitié des diocèses à des constitutionnels. — Question vague qu'il fait poser à Caprara à cet égard. — Il pense à faire célébrer à Notre-Dame un office solennel, pour le dimanche 21 mars ; puis, en raison des nouvelles venues d'Amiens, l'ajourne éventuellement au dimanche suivant.

Le 18 mars, il convoque le Corps législatif en session extraordinaire pour le 5 avril.

Il augmente de dix le nombre des diocèses, et demande des listes supplémentaires de candidats à l'épiscopat.

Il réduit le nombre des cures, mais en multipliant les paroisses sous forme de succursales non dotées par le trésor.

La signature de la paix d'Amiens est enfin connue à Paris le 26 mars. — Elle est annoncée aussitôt au Pape par le P. Consul.

Caprara est informé le samedi 27 que le lendemain il devra officier à Notre-Dame, avec l'assistance du clergé constitutionnel. Il s'y refuse; mais est amené à reconnaître qu'il a le pouvoir d'instituer des constitutionnels.

La cérémonie du 28 n'ayant pas lieu, Caprara est reçu le 30 à la Malmaison. Il y apprend que les constitutionnels obtiendront dix évêchés. Il déclare qu'il ne les instituera que s'ils se soumettent aux conditions prescrites à Rome. — Lecture lui est faite par Bonaparte du projet de règlement sur le culte catholique.

A Rome nouvelle de la paix d'Amiens; réponse du Pape au P. Consul.

#### 1148. — Troni à Consalvi.

Augusta, 31 del 1802.<sup>1</sup>

Il ministro di conferenza di questo Serenissimo elettore di Treviri mi disse ieri mattina, che per mezzo del nunzio di Vienna gli erano stati mandati tre brevi di N. S., diretti « Venerabili fratri Clementi Wenceslao, nuper archiepiscopo Trevirensi et episcopo Augustano, S. R. I. principi electori »; che l'elettore non voleva aprirli, per la ragione del « nuper archiepiscopo Trevirensi », dicendo, che egli avea bensì data la dimissione per questa parte della sua diocesi ch'è incorporata alla Francia, ma che restava ancora arcivescovo per quella parte della sua diocesi di Treviri ch'è sulla diritta del Reno, e che resta incorporata all'Impero germanico<sup>2</sup>; che del resto l'Imperatore lo chiamava ancora arcivescovo elettore di Treviri, e che la Francia faceva lo stesso, intendendo cioè di quella parte dell'elettorato ch'è sulla diritta del Reno. Io persuasi al ministro ad indurre l'elettore ad aprire i tre detti brevi, assicurandolo, che dalla parte della nostra corte non si voleva levargli un titolo che gli compete, e che la situazione della città di Treviri, ch'è nella parte dell'elettorato ceduta ai Francesi, era la ragione dell'equivoco; che del resto potrebbe dispiacere al cuore paterno di N. S. di vedersi respinti tre brevi de un sì ottimo principe, come è l'elettore di Treviri.

Vinta da questi motivi, S. A. S. Elettorale ha aperti i tre brevi. Uno è responsivo al buon capo d'anno dato al Santo Padre. Il

<sup>1</sup> En l'absence de M<sup>gr</sup> Della Genga, les affaires étaient gérées par l'auditeur de la nonciature, le C<sup>te</sup> Tiberio Troni.

<sup>2</sup> Voir t. IV, p. 314.

secondo è responsivo ad una lettera, nella quale l'elettore raccomandava al Santo Padre il suo suffraganeo Pidoll. Il terzo finalmente è responsivo alla lettera di dimissione del detto elettore della porzione della sua diocesi, che resta incorporata alla Francia; ma siccome vi sono delle frasi in questo breve, per le quali pare che il Santo Padre abbia accettata la dimissione di tutta quanta la diocesi di Treviri, il che so non essere nella di lui volontà, ho preso sopra di me, per consolare l'elettore che se n'è mostrato afflittissimo, di rimandare all' Em. V. il detto breve, ed interporre la di lei valevole mediazione, affinchè il detto equivoco nell'estensione sia corretto, e levato ancora il « nuper » nella sopra scritta. Spero che l'Em. V. troverà in regola questo mio passo, e mi farà cosa gratissima, nel rimandarmi che farà il detto breve, se si degnerà accompagnarlo con un dispaccio ostensibile per S. A. S. Elettorale.<sup>1</sup>

#### Troni à Consalvi.

Augusta, 31 del 1802.

In conseguenza di quanto si è compiaciuta l'Em. V. di significarmi, in data dei 9 del cadente gennaio, relativamente all' arcivescovo di Parigi,<sup>2</sup> ch' egli cioè avea autorizzato il cardinal le-

<sup>1</sup> Les évêques de l'Empire qui avaient envoyé leur démission, l'avaient limitée à la partie de leur diocèse, incorporée au territoire français; ils avaient réservé expressément leur juridiction sur le surplus (Pour l'év. de Strasbourg, voir t. IV, p. 351, note 1; pour l'archev. de Mayence, év. de Worms, voir t. IV, p. 510, note 1; pour l'archev. de Trèves, voir t. IV, p. 514, note 1). Cette conduite avait été approuvée par Caprara, et même conseillée par lui (Cf. t. IV, p. 175, note 1, et p. 187). Elle s'est trouvée conforme à la bulle de circonscription, qui disait (t. IV, p. 309): « firmis tamen remanentibus juribus, privilegiis ac jurisdictione ipsorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum et ordinariorum, in ea parte territoriorum quæ dominationi gallicanæ non subjacet. »

<sup>2</sup> Nous avons montré précédemment Mgr de Juigné écrivant le 15 (ou le 16) novembre à Spina une lettre pleine de réticences (t. IV, p. 425, note 2), puis, trois jours après (le 18 ou le 19), remettant à l'abbé de Pancemont un billet moins hésitant, mais où la démission n'était pas encore nettement exprimée (t. IV, p. 439, note 1). Caprara s'était contenté de ce billet (*ibid.*, note 2). A Rome, au contraire, Di Pietro l'avait jugé insuffisant (lettre à Consalvi, du 7 janvier); et d'autant plus, qu'on venait de recevoir du nonce Della Genga une dépêche (pièce n° 1055), avertissant qu'un gazetier d'Augsbourg, inspiré sans doute par Mgr de Juigné, contestait la démission du prélat. Consalvi avait donc écrit à la nonciature, de tâcher d'éclaircir cette question restée obscure.

gato a riguardare come una dimissione reale la lettera da lui scritta al Santo Padre, ebbi ieri una conversazione col sullodato arcivescovo ; ed il risultato della medesima fu, che, col mezzo di uno dei di lui vicari che ha in Parigi, farebbe di nuovo offerire l'atto autentico della di lui dimissione, qualora egli lo credesse utile.<sup>1</sup> Il motivo principale per cui ho creduto ben fatto d'indurlo a tale fatto (il quale in sostanza, attesa la dichiarazione preventiva, sarebbe superfluo), si è, poichè spero che il di lui esempio sarà seguito da molti che lo citano come loro capo. Non mancherò di fare note ai di lui colleghi, che sono a Monaco, a Ratisbona, ed in Vestfalia,<sup>2</sup> le ottime disposizioni di quel degno prelato.

<sup>1</sup> Le 31 janvier, Mgr de Juigné a adressé au Pape la lettre suivante : « T. S. Père, je dépose entre les mains de Votre Sainteté la démission de l'archevêché de Paris, et lui renouvelle les sentiments que je lui ai exprimés, dans la lettre que j'ai eu l'honneur de lui écrire le 16 novembre de l'année dernière : un attachement inaltérable, et qui durera par la grâce de Dieu jusqu'à mon dernier soupir, à la chaire de Pierre, le centre de l'Unité ; une soumission filiale au chef de l'Eglise ; une profonde vénération pour la personne de Votre Sainteté ; et la plus entière confiance dans ses lumières, sa sagesse et ses vertus.

« Comme Votre Sainteté n'a demandé aux évêques de France la démission de leurs sièges, qu'en conséquence du concordat qu'elle a fait avec le gouvernement français et pour son exécution, je ne crois pas m'écarter en rien des intentions de Votre Sainteté, je pense même entrer dans ses vues, en lui demandant que si, pour quelque cause que ce soit, le dit concordat n'avait point d'exécution, ma présente démission n'eût point non-plus d'effet et serait regardée comme nulle. — Prosterné, T. S. P., aux genoux de Votre Sainteté, etc. »

Cette pièce était accompagnée d'une lettre adressée à Consalvi : « M. l'abbé de Floirac, l'un de mes grands vicaires, a dû dire à V. Em. que, si elle le désirait, je lui enverrais sans délai ma démission en forme. Mais depuis trois jours M. le Cte de Faurelly, auditeur de Mgr le nonce de Cologne qui est ici, a reçu une dépêche de Rome par laquelle il est chargé de me dire, de la part du Pape, que Sa Sainteté a reçu la lettre que j'ai eu l'honneur de lui écrire en date du 16 novembre dernier, et aussi celle que j'ai écrite à V. Em. en date du 19 du même mois : qu'elle en est satisfaite ; mais que je lui ferais plaisir de lui donner ma démission d'une manière plus absolue et plus en forme. En conséquence, Mgr, je ne crois pas devoir attendre une réponse de V. Em., et je joins ici une lettre au Pape qui contient cette démission formellement. Je prie V. Em. de la faire passer à Sa Sainteté, après qu'elle en aura pris lecture. Je la prie aussi de vouloir bien en donner connaissance à M. l'abbé de Dampierre, qui lui remettra celle-ci, ou à M. l'abbé de Floirac. » (Arch. du Vatican).

<sup>2</sup> A ce moment, tous les évêques de l'ancienne France avaient envoyé, soit au

Vi è un altro capo che bisognerebbe guadagnare, e questi è il vescovo di Boulogne; ed allora la vittoria sarebbe completa.

In questa settimana, mi è pervenuto un duplicato della dimissione del capitolo di Gand,<sup>1</sup> che mi fo un dovere di compiegare all' Em. V.

(Arch. du Vatican).

Pape, soit au Légat, des réponses au bref « Tam multa » ; mais, comme nous l'avons déjà indiqué, plusieurs de ceux qui ont écrit des lettres dilatoires se sont décidés plus tard à se démettre. Outre l'archev. de Paris, on en compte six qui sont dans ce cas : 1° l'év. de Langres (démis à Wels, le 27 janvier) ; 2° l'év. de Chartres (démis à Hanau, le 2 février) ; 3° l'archev. d'Albi (démis à St-Petersbourg, le 2 mars) ; 4° l'archev. de Bourges (démis à Wolfenbuttel, le 15 mars) ; 5° l'év. de Pamiers (démis à Billwårder, le 16 avril) ; 6° l'év. de Soissons (démis à Grauhof, le 7 mai).

Quant aux évêques des pays annexés, ils avaient déjà donné une démission partielle, sauf trois d'entre eux : 1° le prince évêque de Bâle (démis à Vienne, le 5 février) ; 2° le prince évêque de Spire, qui avait d'abord écrit de Bruchsal, le 3 décembre, qu'il ne pouvait renoncer à aucune partie de sa juridiction sans le consentement de l'Empereur, et qui, d'après un conseil venu de Vienne, s'est démis au commencement de février ; 3° le prince évêque de Liège. Ce dernier prélat, par une lettre datée d'Erfurt, le 18 décembre, avait expressément refusé de se démettre. S'est-il ravisé plus tard ? Ses biographes le prétendent (Daris, *hist. de Liège*, t. IV, p. 170 et 270 ; Claessens, *hist. des archev. de Malines*, t. II, p. 241), et, d'un autre côté, le Saint-Siège ne paraît pas lui avoir demandé, après 1814 et 1815, l'acte de soumission qu'il a réclamé des évêques français non démissionnaires. Mais, en sens inverse, on peut alléguer notamment un mandement du 23 mars 1802, que Mgr de Méan, qui était certainement hostile à la France, a signé comme resté titulaire de Liège, et où il a interdit de nouveau dans son diocèse le serment de haine à la royauté.

Il est à remarquer que le Moniteur n'a point publié les démissions qui étaient tardives ; il n'en a d'ailleurs plus annoncé aucune depuis le n° du 3 janvier.

<sup>1</sup> En Belgique et sur la rive gauche du Rhin, les chapitres ont presque tous exercé le droit de donner leur consentement au démembrement de leurs diocèses. Parmi les premiers, nous citerons les chapitres d'Anvers (lettre du 19 décemb.), de Bruges (17 décemb.), de Gand (18 décemb.), de Namur (17 décemb.), de Tournay (11 décemb.). — Parmi les seconds, il faut citer les chapitres de Bâle (lettre du 1<sup>er</sup> juin), de Cologne (16 janv.), de Mayence (14 décemb.), de Trèves (6 janv.), de Worms (31 décemb.). Celui de Cologne avait d'abord écrit, le 8 décembre, qu'il ne pouvait répondre avant d'avoir consulté l'archiduc Antoine, élu par lui le 7 octobre.

### 1149. — Réunion des Evêques non démissionnaires de Londres.

Londres, 21 janvier 1802.

Le 21 janvier 1802, M. l'archevêque de Narbonne a déclaré à l'assemblée qu'il présidait<sup>1</sup>, que la lettre qu'il venait de signer avec ses treize collègues<sup>2</sup> serait par lui adressée à Rome au cardinal secrétaire d'Etat, et par duplicata au cardinal doyen du Sacré Collège, et qu'à cette lettre il en joindrait une d'envoi, signée de lui seulement, par laquelle il déclarerait confidentiellement au Pape, que des considérations que lui et ses collègues se sont réservé de manifester, lorsqu'ils auront moins à craindre les effets des mesures perfidement employées pour fomenteur de nouvelles divisions dans le premier et le second ordre des ministres de la religion, les ont déterminés à s'abstenir de discuter, dans leurs réponses officielles, d'autres principes que ceux qui dérivent des saints décrets et constitutions canoniques, dont ils réclament le maintien, et qui sont lésés par le bref pontifical du 15 août 1801 ; mais que, dans cette lettre confidentielle, lui, archevêque de Narbonne, acquitterait son vœu personnel et satisferait aux intentions de ses collègues, en suppliant Sa Sainteté de trouver bon qu'il réclame fortement contre les atteintes qui ont été ou qui seraient ultérieurement portées

<sup>1</sup> On lit dans la *Gazette de Francfort* du 1<sup>er</sup> février, sous la date de Londres 19 janvier : «...Quant aux treize prélats qui n'ont pas encore donné la démission de leurs sièges, ils tinrent entre eux, jeudi dernier [14 janv.] une conférence, dont l'objet a été de délibérer sur une nouvelle lettre qu'ils se proposent d'adresser au Pape. Ils se séparèrent sans avoir pris aucune décision... »

<sup>2</sup> Le texte latin se trouve dans le *Rec. sur la démission*, sous la date du 5 février, qui est peut-être celle de l'envoi de la lettre en Allemagne. Le ton est assez modéré. Après avoir remarqué que le bref à l'archev. de Narbonne [t. IV, p. 246] n'est parvenu à ce prélat que le 9 janvier, les évêques signataires se montrent touchés de la forme paternelle de cette pièce, où se retrouve la confiance mutuelle des premiers siècles. Ils ne ménagent pas leurs protestations ; mais ils constatent qu'ils n'ont reçu aucune des explications sollicitées par eux. Ils supplient donc le S. Père de suspendre toute décision, surtout de n'accepter aucune démission, jusqu'à ce qu'il ait pu examiner le mémoire justifiant la conduite des évêques qui n'ont pas résigné leurs sièges. Si ce mémoire n'a pas encore été envoyé à Rome, c'est, disent-ils, parce qu'il a été communiqué à des collègues absents.

aux droits du Roi Très-Chrétien, leur souverain Seigneur, droits que les lois de l'Eglise commandent au premier des pontifes de respecter religieusement, et dont la défense est pour des évêques français un devoir, rendu sacré par des serments de fidélité, dont aucune puissance ne peut les délier, et dont la violation serait un attentat criminel, etc. Il est sans aucun doute que la lettre confidentielle de l'archevêque président sera aussi véhémence et aussi énergique qu'il l'a annoncé à ses collègues.

Copie de la lettre signée le 21 janvier par les quatorze prélats, a été envoyée immédiatement à M. l'archevêque de Reims, pour que communication en soit donnée sur le champ aux prélats du continent qui ont adhéré aux résolutions de ceux qui résident en Angleterre <sup>1</sup>.

(Aff. étr., France, vol. 601).

#### 1150. — L'archev. de Narbonne au Pape.

Londres, 28 mars 1802.

Mes vénérables confrères me chargent de déposer aux pieds de Votre Sainteté, le mémoire que nous avons pris la liberté de lui annoncer, et qui lui serait parvenu il y a longtemps<sup>2</sup>, si nous

<sup>1</sup> A la fin de mars, le Cte Troni, à Augsbourg, a reçu communication confidentielle de la lettre des évêques du 21 janvier, et en a envoyé à sa cour une brève analyse, faite de mémoire. Il n'a pu obtenir une copie, parce qu'on lui a objecté que la pièce n'avait probablement pas encore été transmise au Pape. Il est certain que le 6 avril, elle était encore inconnue à Rome.

<sup>2</sup> Dans cette pièce, datée de Londres le 31 décembre 1801, les évêques réfugiés en Angleterre prétendent remplir l'engagement qu'ils ont pris dans leur lettre au S. Père du 27 septembre [pièce n° 899], et « développer leurs motifs. » Ils commentent par un exposé de principes généraux sur l'autorité du Pape et sur celle de l'épiscopat. Puis, examinant la demande de démission, ils critiquent les précédents allégués à Rome et notamment l'exemple des évêques d'Afrique, comme étant sans application au temps présent. Enfin, pour énumérer les raisons de ne pas se démettre, ils invoquent la condition de la religion en France, le danger d'une vacance simultanée de tous les sièges, la nouvelle circonscription, la contrainte que le Pape avoue avoir subie, leur propre responsabilité, etc. — Cette longue apologie a été publiée à Londres, en mai 1802, sous ce titre : « Mémoire des Evêques français résidens à Londres qui n'ont pas donné leur démission. » Il y en eut alors au moins deux éditions. L'une rapporte seulement les quatorze signatures qui se trouvaient déjà au bas de la lettre du 27 septembre (t. IV, p. 102). L'autre y ajoute les adhésions réunies sur le continent. Ce sont celles du



n'avions pas regardé comme un devoir indispensable d'en donner connaissance à ceux de nos confrères dispersés sur le continent, auxquels les circonstances nous ont permis de le communiquer.

Nous avons la consolation de voir qu'ils ont reconnu dans l'exposition et le développement de nos motifs, le langage de la tradition, ainsi que celui d'une foule de conciles, tant particuliers que généraux, et nous avons la confiance d'espérer que Votre Sainteté n'y trouvera rien que de conforme aux autorités qui ont dû nous servir de guides.

card. de Montmorency, de l'archev. de Reims, et des évêques d'Agén, Aire, Béziers, Boulogne, Carcassonne, Chalon-sur-Saône, Digne, Gap, Limoges, Nancy, Le Puy, Riez, Séez, Sisteron, Toulon, Valence. Ces mêmes adhésions sont mentionnées également dans le *Rec. sur la démission* (p. 161. Voir aussi, p. 163, l'adhésion de l'év. de Laon, datée de Vienne, le 1<sup>er</sup> avril).

En même temps, en Allemagne, plusieurs des prélats qui avaient déjà souscrit une réponse uniforme à la demande de démission (t. IV, p. 527, note 1), adoptaient en commun une Lettre au Pape, pour justifier leur attitude (*Rec. sur la démission*, p. 87). Cette Lettre, du 26 mars 1802, a été rédigée vraisemblablement par l'év. de Boulogne; elle est aussi développée et plus habile que le Mémoire des év. de Londres. Les brefs de Pie VI y sont constamment rappelés, et opposés à Pie VII. Deux passages semblent particulièrement à signaler. Dans l'un, on prétend que l'inconvénient de l'extinction simultanée de tout l'épiscopat français n'est pas supprimé par la circulaire du Légat, qui laisse l'administration provisoire des diocèses aux évêques démissionnaires, puisque ces évêques sont transformés ainsi en véritables vicaires apostoliques. Or, « N. Seigneur a voulu que, durant toute la suite des siècles, son Église fût gouvernée par le successeur de S. Pierre et par des successeurs des Apôtres, et non pas que le successeur de S. Pierre la gouvernât seule par des vicaires. » (p. 95). L'autre passage (p. 137) établit que, « quelqu'important que soit le libre exercice du culte public, il n'est pas néanmoins permis de se prêter à toutes sortes de conditions pour l'obtenir, et l'on ne doit pas l'acheter à tout prix. » — La Lettre a été signée par le card. de Montmorency, l'archev. de Reims et les év. de Boulogne, Digne, Limoges et Séez (voir aussi, p. 163 et 165, les adhésions des év. de Laon et de Nancy). Elle a été envoyée aux évêques de Londres, qui y ont adhéré (p. 158). Il s'est donc établi entre les prélats non démissionnaires en Allemagne et leurs confrères en Angleterre, un échange de signatures, destiné à démontrer à la cour de Rome leur union dans les mêmes sentiments de résistance.

En dehors de ce concert, d'autres évêques ont témoigné au St-Siège, sous une forme individuelle, de leur persistance à ne pas se démettre. On peut mentionner en ce sens une « Seconde lettre de Mgr l'év. de Blois » au Pape (impr. in-8, sous la date du 18 février 1802. Cf. Drochon, *La Petite Église*, p. 47 et s.), les réponses des év. de Sisteron et du Puy à Caprara (*Rec. sur la démission*, p. 71 et 79, sous la date de Ratisbonne, 13 et 14 mars 1802); etc.

Je supplie humblement Votre Sainteté de m'accorder sa sainte bénédiction et d'être convaincue du profond respect avec lequel je suis, etc.

(Arch. du Vatican).

**1151. — Conversation de Severoli avec l'évêque de Nancy.**

(Vienne, 5 avril 1802.)

.. Sono passato dal vescovo di Nancy, uno de' vescovi francesi che ricusano la dimissione de' loro vescovadi.... Mi ha letto la seconda risposta dei vescovi che dimoravano in Inghilterra <sup>1</sup>, diretta al Papa, il quale li 3 novembre, dopo la trasmissione del breve e la loro negata dimissione, scrisse ai medesimi (come mi viene supposto) di proprio pugno.<sup>2</sup> Questa in sostanza si riduce a chiedere al Santo Padre la comunicazione de' motivi che l'obbligano ad un temperamento non più udito nella Chiesa, per poi esaminarli, e deciderne. Come i vescovi nella loro risposta, così il vescovo di Nancy nel suo discorso esternò meco a voce le solite massime gallicane, le quali sono pur troppo vive, non solo ne' suddetti prelati, ma in molti altri ecclesiastici di Francia; e Dio voglia che non lo siano per accrescersi i torbidi e le amarezze, seguita che sia la pubblicazione del concordato!

Intesa io l'accennata risposta, dissi di ritrovarla, con mia sorpresa, ne' suoi principi, anzi in molti suoi passi, conforme ad

<sup>1</sup> La lettre du 21 janvier (voir p. 126 note 2).

<sup>2</sup> Le bruit avait couru, parmi les évêques non démissionnaires, que le Pape allait leur adresser un nouveau bref d'exhortation. « Vari vescovi francesi, mandait Troni, fra i renitenti, mi hanno fatto domandare se è a mia notizia quando il S. Padre sarà per rispondere alle loro rimostranze, e se credevo vero un articolo inserito in varie gazzette, in cui è detto che N. S. avea radunati tutti i teologi di Roma per fare una risposta ai detti vescovi. » (Dép. datée d'Augsbourg, le 7 février). — En réalité, le Pape n'a rédigé pour les évêques refusants d'autre réponse que sa lettre à l'archev. de Narbonne. S'il avait été disposé à faire auprès d'eux une nouvelle tentative, il en aurait été sans doute détourné par cette réflexion, qu'écrivait le 17 janvier Mgor Di Pietro : « Di presente, siccome per mezzo della nota bolla di circoscrizione, la quale potrebbe forse a quest' ora esser stata pubblicata, tutti e singoli i vescovi della Francia rimangono inabilitati ad esercitare qualunque giurisdizione nelle loro chiese, così non parrebbe opportuno che S. S. scrivesse adesso ai vescovi per persuaderli ad eseguire le richieste dimissioni... » — Cf. t. IV, p. 424.

un libercolo, stampato in Londra col titolo « Réponse de quelques évêques de France »<sup>1</sup>, il quale, oltre uno stile molto indecente ed ardito, conteneva tali proposizioni, che aveano recato scandalo alle orecchie de' fedeli, e coperto di disonore i vescovi ricusanti, dopo d'essersi questi distinti per tanti modi nelle passate comuni tribolazioni. Egli non convenne e non negò, che nel libercolo esistessero proposizioni da dare scandalo; ma confessò nondimeno che era temerariamente scritto, per quanto egli credeva, da un semplice secolare. Al che io replicai, che sapendo egli non avere i vescovi avuto parte nel lavoro di libercolaccio sì indegno, dovea reclamare contro di esso, e avvertirne il pubblico. Mi promise che quanto prima l'avrebbe fatto, prevalendosi delle gazzette. Vedremo se e come terrà la sua parola, poichè ho motivo di dubitarne, sì perchè lo trovò pregiudicato, quanto può esserlo un uomo deciso a sostenere le massime galliane, sì perchè è voce, ch'egli abbia appunto all'autore secolare somministrati i materiali per comporne l'opera. Comunque ciò sia, non mi par vero di avere guadagnato un po' di terreno con questa promessa, la quale, se non altro, mi darà motivo di proseguire in appresso con lui la mia trattativa.

È però vero che nemmeno nell'abboccamento, del quale orrendo conto, mi restrinsi a declamare contro il suddetto libro; ma passando oltre, venni ad esporre al vescovo, nel tuono il più patetico, tutto ciò che mi è noto delle angustie del Santo Padre, e delle critiche, tutte nuove, difficilissime circostanze della chiesa di Francia, le quali certo non potendosi regolare coll'antica ecclesiastica economia, esigevano dalla sapienza e dallo zelo del Santo Padre un nuovo provvedimento. Aggiunsi che dall'attuale politica combinazione delle cose, dalle nuove che vengano da

<sup>1</sup> « Réponse de quelques évêques de France au bref du 15 août 1801, par lequel Sa Sainteté leur demande la démission de leurs sièges » (in-12, de 70 p.). On y lit des propositions telles que celles-ci : « Nous sommes avec vous les juges de la doctrine, et non des sujets forcés d'obéir sans examen à un écrit. » — « Depuis quand est-il permis à un pape de négocier des lofs de l'Eglise et des sièges épiscopaux, par des actes ténébreux, soustraits aux regards des évêques établis par Dieu pour gouverner les églises ? » — « N'usez pas de menaces ; car pour nous effrayer il faudrait nous présenter nos fautes. Ne nous traitez pas de rebelles ; car pour mériter ce nom, il faut résister à la puissance ; et vous n'avez pas le pouvoir de nous commander le sacrifice de nos sièges » ; etc.

Parigi sulla rinuncia già seguita di altri vescovi, dalla ferma risoluzione del Santo Padre di non volere lasciare vedova di pastori, o lacerata da scisma un' intera nazione cattolica, io prevedeva non lontano a pubblicarsi ed eseguirsi il concordato già stabilito tra la Santa Sede e la Francia. Ed eseguendosi, come non poteva non meritare l'approvazione e gli encomi di tutti i savi, così sarebbero i vescovi dissidenti rimasti confusi per la loro renuenza, e quando mai si fossero opposti, si sarebbero renduti rei di divisioni e di scandali.— A tutto ciò rispose il vescovo di conoscere l'affare nell' aspetto da me indicato, e nondimeno si protestò d' essere fermo a non cambiar di sentimento, poichè sperava che l'esempio suo e de' suoi colleghi potesse esser utile alla Chiesa ne' tempi avvenire, qualora da qualche altro governo si pretendesse per motivi politici la rimozione de' vescovi, e la confusione delle loro sedi. Concluse che, effettuando Sua Santità il concordato collo spedire al vescovado di lui un vicario apostolico, egli non avrebbe fatto nascere scismi nella sua greggia, ma avrebbe al vicario stesso comunicate le sue facoltà, supponendomi di avere prevenuta a quest' effetto la sua diocesi<sup>1</sup>.—Insistetti che, posta la cognizione sua sulla importanza dell' affare presente, e posta la sua disposizione a procurare il buon ordine nella sua greggia, poteva dar luogo ad una rinuncia con qualche onorevole condizione del Santo Padre. — Egli ricuse di far questo mai, ma molto meno adesso, all' oscuro com' è di un concordato, nel quale con sua sorpresa sente che si riconciliano quindici mila preti ammogliati. — Vedendo di nulla ottenere al mio proposito, dopo avere giustificata la detta riconciliazione con qualche esempio che abbiano nella storia ecclesiastica, tornai il discorso col chiedergli ed ottenere il permesso di fargli un merito presso Sua Santità, e dell' articolo ch' egli farà inserire nelle gazzette, riguardo a « La réponse de quelques évêques », e della sua promessa di non turbare la pace della sua diocesi, nel caso che si avverino le disposizioni del concordato. Resta che l'Emo Consalvi umilii al Santo Padre questa relazione, e mi trasmetta una lettera ostensibile, ed atta ad assalir dolcemente il cuore di Mgor vescovo di Nancy, tanto

<sup>1</sup> Voir p. 132, note 2.

più che quando questo si pieghi (del che per altro non ho niuna speranza), si piegherebbero con facilità anche gli altri.

6 aprile 1802. — Ho di nuovo assalito il vescovo di Nancy, all'occasione ch'egli è venuto a visitarmi, e a portarmi copia della seconda lettera de' vescovi francesi dimoranti in Inghilterra, Veggo che proponendogli qualche mezzo termine onorevole, egli non è lontano dal retrocedere dai dati passi. Ma *hoc opus, hic labor est*<sup>1</sup>.

(Arch. du Vatican). •

### 1152. — Avertissement et Instructions de l'év. de Limoges.

[Münster], 20 février 1802.

#### Avertissement<sup>2</sup>

.. Parmi les nombreux devoirs dont il plait à la Providence de nous imposer le fardeau, nous n'avons jamais oublié, nous n'oublierons jamais, qu'il n'en est pas de plus sacré et de plus urgent

<sup>1</sup> Plus loin, sous la date du 15 juin, Severoli raconte qu'interrogé par M. de Champagny sur la conduite des évêques de Nancy et de Laon, il avait répondu que « non mi sono curato di coltivare la loro corrispondenza, atteso che li veggo irremovibili dalle loro storte opinioni. »

<sup>2</sup> Au commencement de 1802, les évêques non démissionnaires, en même temps qu'ils se concertaient sur des mémoires justificatifs, avaient examiné la situation qu'allait créer pour leur clergé et les fidèles l'apparition prochaine dans leurs diocèses d'un évêque nommé en vertu du concordat. L'opinion qui avait prévalu était de recommander une obéissance relative et provisoire à l'égard de ce nouveau venu, comme on le ferait à l'égard d'un simple administrateur apostolique, et sans préjudice de la véritable autorité épiscopale, qui était réputée demeurer entre les mains des titulaires actuels. (Cf. *L'Ami de la relig.*, t. XIX, p. 374). Les instructions rédigées d'après cette entente ont été successives, et n'ont point été uniformes. Nous reproduisons ici les instructions de l'év. de Limoges, et surtout son avertissement, parce qu'il a été commun à l'év. de Boulogne (*Ami de la relig.*, t. XX, p. 17), à l'év. de La Rochelle (imp. sous la date du 1<sup>er</sup> juillet), à celui de Lombez (imp. à Londres, sous la date du 3 juin), et probablement aux autres évêques de Londres (Cf. *J. des Débats*, du 24 juin 1802; *Corr. de Maury*, t. II, p. 253; Blanchard, *Suite de la Controv. pacifq.*, p. 532 et s.). Parmi les ordonnances dont la forme est différente, nous mentionnerons celle de l'év. de Sisteron envoyée le 21 avril (*Ami de la relig.*, t. XIX, p. 376; Arch. nat., F<sup>7</sup> 7966); celle de l'év. d'Aire (Arch. nat., F<sup>7</sup> 7975); celle de l'év. de Nancy (aff. étr., *France*, 604, n<sup>o</sup> 110); etc.

pour nous que de pourvoir au salut de vos âmes. Nous l'avons rempli, ce devoir, autant qu'il nous a été possible jusqu'à ce jour. De nouveaux obstacles semblent prêts à s'opposer à la correspondance nécessaire entre le père et les enfants ; encore quelques instants peut-être, et nous ne pourrons plus, même de loin en loin, vous faire entendre notre voix. Nous devons donc vous donner d'avance et nos instructions et des directions nécessaires, pour écarter de vos âmes le trouble et l'incertitude.

Et d'abord nous vous rappellerons, ce qui est sûrement gravé dans vos cœurs, que c'est que sous le véritable étendard de Jésus-Christ que vous pouvez vaincre le monde et conquérir la Jérusalem céleste. Nous vous rappellerons que vos légitimes pasteurs seuls ont le dépôt de cet étendard, et qu'à eux seuls appartient, dans l'ordre hiérarchique établi par Jésus-Christ, la charge de vous y rallier.

Il a plu à la divine Providence de suppléer à notre faiblesse par la grâce, et de nous établir votre premier pasteur. C'est donc la volonté de Dieu que vous ne reconnaissiez que nous, pour votre premier pasteur, et que vous suiviez nos directions dans la voie du salut, tant que la mort, une démission libre et acceptée par l'Eglise, ou un jugement légal et juridique n'auront pas mis un frein à notre juridiction. Mais l'exercice de cette juridiction peut rencontrer momentanément des entraves, des obstacles même insurmontables. Alors elle doit être suppléée momentanément par des secours temporaires, qui pourvoient à vos besoins spirituels, et que nous nous croyons obligés d'adopter, sans que notre détermination à cette égard puisse être prise pour un consentement ni même un concours quelconque de notre part à des mesures, sur lesquelles nous nous adresserons directement au Saint-Père.

A ces causes, vu l'importance de ne laisser aucun doute sur la validité des pouvoirs confiés aux ecclésiastiques de notre diocèse et exercés par eux, ni sur l'effet de l'exercice de ces pouvoirs vis-à-vis des fidèles, nous déclarons par ces présentes consentir provisoirement, pour notre diocèse, à l'exercice des pouvoirs de celui qui se sera présenté ou se présentera muni de ceux de Notre S. Père le Pape, dans quelques formes qu'ils lui soient ou lui aient été donnés, ne pouvant le considérer que

comme son délégué, et ne voulant néanmoins, par la présente déclaration, que remédier au défaut et à l'insuffisance du titre ; mais n'entendant ni ne pouvant le dispenser d'aucune des règles auxquelles nous serions soumis nous-mêmes, ni approuver aucun acte contraire soit à la morale, soit à la discipline, ou aux droits de qui que ce soit, et cela sans déroger en rien à notre juridiction, que nous conservons pleine et entière sur le troupeau que Dieu nous a confié.

Voulons en outre que cet acte de notre part ait son plein et entier effet, indépendamment de toute acceptation ou non acceptation, et nonobstant opposition quelconque ; et entendons qu'en tous les cas les effets dudit acte atteignent toujours les ministres et les fidèles de notre diocèse, pour l'avantage desquels seuls la charité pastorale nous l'inspire.

### Instructions

#### I. — Aux vicaires généraux.

1° Aussitôt qu'ils sauront que l'évêque nouvellement institué aura fait connaître, par un acte public, qu'il entend se saisir du gouvernement spirituel de son diocèse, ils cesseront d'exercer les facultés extraordinaires qui leur ont été communiquées en vertu des indults de N. S. P. le pape Pie VI.

2° Ils conserveront tous les pouvoirs de juridiction épiscopale qui leur ont été délégués en vertu de l'autorité ordinaire. Néanmoins ils suspendront provisoirement tout exercice desdits pouvoirs : (1°) pour ne pas se compromettre et s'exposer à être formellement inquiétés ; (2°) pour ne pas faire de fâcheuses impressions sur l'esprit des fidèles, qui serait troublé en voyant s'élever un conflit de juridiction.

3° Comme les pouvoirs des vicaires généraux renferment éminemment ceux qui ont été délégués aux préfets de mission en vertu de l'autorité ordinaire, les vicaires généraux pourront continuer l'exercice des pouvoirs délégués aux préfets de mission en vertu de l'autorité ordinaire, jusqu'à l'époque fixée par le nouvel évêque pour l'expiration des pouvoirs précédemment délégués ; et, quoique même après cette époque les vicaires généraux continuent de conserver lesdits pouvoirs, néanmoins pour obvier aux deux inconvénients indiqués n° 2, ils en suspendront provisoire-



ment tout exercice, à moins qu'ils ne reçoivent des délégations semblables de l'évêque nouvellement institué<sup>1</sup>.

IV. — Aux fidèles.

Ils pourront, en sûreté de conscience, s'adresser, pour les choses spirituelles, à l'évêque nouvellement institué. Son titre apparent, et la mesure que prend l'évêque anciennement institué, pour le bien de la paix et le maintien de l'unité, de faire suspendre provisoirement l'exercice de sa juridiction par ceux à qui il l'a déléguée, doivent suffire pour tranquilliser le clergé et les fidèles. Ainsi les ecclésiastiques pourront recevoir de l'évêque nouvellement institué des commissions à l'effet de remplir des fonctions spirituelles, et ils peuvent même en recevoir des titres.

(Tabaraud, *Du Pape et des Jésuites*, 2<sup>e</sup> édit. p. 123).

1153. — Portalis à Dubois.

Paris, 18 pluviôse an X (7 février 1802).

J'ai l'honneur de vous prévenir que le Premier Consul a autorisé M. Des Montiers de Mérimville, ancien évêque de Dijon, logé rue du Bac, hôtel des Colonies ; M. de Mercy, ancien évêque de Luçon, logé rue Helvétius, hôtel de Bourgogne, à séjourner à Paris, et M. de Noé, ancien évêque de Lescar, actuellement à Bruxelles, à s'y rendre lorsqu'il le jugera à propos<sup>2</sup>. Je vous

<sup>1</sup> Des instructions analogues sont adressées : « II. — Aux préfets de mission, missionnaires, desservants et vicaires ; III. — Aux curés. »

<sup>2</sup> Ces trois évêques ainsi que l'archev. d'Aix, sont les premiers prélats démisionnaires qui soient rentrés en France. L'év. de Luçon, muni d'un passeport délivré à Vienne le 21 décemb. par M. de Champagny, et l'év. de Dijon, muni d'un passeport délivré à Carlsruhe par M. Massias, le 16 janvier, s'étaient rencontrés à Strasbourg et y avaient reçu l'un et l'autre, le 21 janvier, un nouveau passeport pour voyager en France. Le ministre de la Police ne s'était pas opposé à cette rentrée, mais en prescrivant que les évêques se soumettraient à la promesse de fidélité, et qu'ils se rendraient au lieu de leur domicile et non à Paris. Cette double condition avait été également imposée à l'archev. d'Aix et à l'év. de Lescar (t. IV, p. 557, note), avec l'aggravation que ces prélats étaient obligés de se rendre à Bruxelles, en pays annexé. — Au commencement de février, Portalis avait obtenu directement de Bonaparte et transmis lui-même l'autorisation pour l'év. de Lescar de venir à Paris, et pour les deux autres (Dijon et Luçon) de séjourner dans cette ville, où ils venaient d'arriver. L'initiative prise par Portalis,

prie de donner à ce sujet à vos agents les avis que vous jugerez convenables <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> (Cultes).

### Fouché à Portalis.

Paris, 24 pluviôse an X (13 février 1802).

C'est en vertu des ordres du Premier Consul que j'ai fait connaître à différentes autorités que les évêques démissionnaires, auxquels il permet de rentrer en France, ne doivent pas rester à Paris, mais se rendre dans les communes que je leur indique. Je suivrai cette marche à l'égard de tous les anciens évêques auxquels le Premier Consul accordera généralement de se rendre en France. Cet objet est purement de police, et je n'ai qu'à vous en prévenir, pour être persuadé que votre correspondance ne contrariera en rien les mesures d'ordre public qui me sont confiées.

P. S. — J'ai autorisé les évêques qui sont à Paris à y séjourner jusqu'au 13 ventôse (6 mars).

(Arch. nat. F<sup>7</sup> 7932).

### 1154. — Portalis à Cacault.

Paris, 23 pluviôse an X (12 février 1802).

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à la date du 3 pluviôse (23 janvier) <sup>1</sup>, par laquelle vous m'annoncez

dans cette circonstance, devait mécontenter Fouché, qui y a vu un empiètement sur les attributions de la haute police, en même temps qu'une atteinte au système d'écarter de Paris les anciens titulaires. — Quant à l'archev. d'Aix, il était revenu presque aussitôt de Bruxelles à Paris, mais cette fois d'après les instructions de Fouché, qui avait été chargé et obligé de notifier l'ordre particulier, donné en ce sens par le P. Consul, dès le 24 janvier (t. IV, p. 357, note).

<sup>1</sup> En recevant la lettre de Portalis, le préfet de Police, Dubois, en a référé au ministre de la Police.

<sup>2</sup> Voici cette lettre : « Je crois devoir vous informer de plusieurs bruits qui courent à Rome. On dit que l'év. de Nancy a fait un mandement dans lequel il avertit ses diocésains, que non seulement il n'a pas donné la démission qui lui a été demandée, mais qu'il prendra toutes les mesures possibles pour rester uni à eux. On n'a cependant pu avoir aucune copie authentique de cette pièce. Il est certain que les évêques français, il y a dix-huit mois, ont fait imprimer une instruction pastorale, qui est l'ouvrage de l'évêque de Boulogne. Dans cette instruction, on déclame hautement contre les évêques constitutionnels, et on recommande aux

l'instruction pastorale de l'ancien évêque de Boulogne, et la détermination de l'ancien évêque de Nancy de demeurer uni aux fidèles de son diocèse. Je vous remercie de ces éclaircissements, et je vous prie de continuer à me faire part de tout ce qui pourrait parvenir à votre connaissance sur les affaires ecclésiastiques.

J'avais reçu précédemment tout ce que vous m'avez mandé sur les bonnes dispositions du Pape, et sur le caractère personnel du cardinal Caprara <sup>1</sup>.

Déjà quelques anciens évêques réfugiés à Londres et en Allemagne sont rentrés. La très grande majorité des évêques a donné sa démission. Ceux d'entre eux qui la refusent sont uniquement dirigés par l'esprit de parti. Ils auraient voulu pouvoir agiter de nouveau la France sur les matières religieuses ; mais leurs efforts sont impuissants, et de tels hommes auront à se reprocher d'avoir tout à la fois trahi leur religion et leur patrie.

Je crois que bientôt tous les plans de régénération de l'ordre ecclésiastique vont être publiés et exécutés.

(Cultes).

#### 1155. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 24 pluviôse an X (13 février 1802).

J'ai reçu la suite de vos dépêches jusqu'à la date du 23 nivôse inclusivement (13 janvier) : je vous en accuse la réception.

Les informations que vous me transmettez sur tous les objets relatifs à votre mission, sont toutes remplies d'intérêt : les vues que vous me développez sont marquées par un grand esprit de discernement et de sagesse. Je vous remercie des unes et des autres.

Celles de vos lettres qui sont relatives au culte ne m'intéressent plus que comme objet de renseignements. Le conseiller d'E-

peuples de rester attachés aux anciens pasteurs. La publication de cette pastorale fut suspendue, parce qu'on craignait d'indisposer le gouvernement français, qui alors avait commencé à traiter avec le S. Père. On dit aujourd'hui que les évêques qui ont refusé leur démission, répandent cette même pastorale et font tous leurs efforts pour l'introduire en France et dans leurs diocèses respectifs. »

— La seconde pièce, dont parle Cacault, est probablement « l'Instruction sur les atteintes portées à la religion » (imp. in-4 de 78 et 22 p.) : elle est signée par 49 prélats.

<sup>1</sup> Voir la pièce n<sup>o</sup> 1003.

tat chargé de la direction de ces affaires, vous fera connaître directement les intentions du gouvernement. Je vous transmetts par ce courrier des lettres de ce citoyen et du cardinal légat.

Celles qui sont relatives aux arts sont communiquées au ministre de l'Intérieur. Il ne m'a rien recommandé de relatif à ces objets, depuis les dernières lettres que je vous ai écrites.

Je vous remercie de tous les renseignements que vous avez recueillis, relativement à l'ordre de Malte. Je n'ai aucune nouvelle instruction à vous donner à ce sujet. Le sort de l'île et de l'Ordre de ce nom sera réglé définitivement au congrès d'Amiens; et ce n'est qu'alors que nous interviendrons ostensiblement, dans les arrangements relatifs à l'organisation de cette institution religieuse et politique.

Le Premier Consul a nommé le cardinal Caprara à la vacance de l'archevêché de Milan; il désire que ce ministre reçoive pour l'établissement et la direction du clergé de la République italienne les mêmes titres et les mêmes pouvoirs dont il a été investi en France. Ces deux ouvrages ayant une grande analogie, doivent être accomplis par le même ministre. Vous êtes chargé d'en faire la demande au Saint-Siège.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

#### 1156. — Caprara à Consalvi.

(n° 66 en chiffres)

Parigi, 13 febbraio 1802.

La condotta tenuta costì dalla corte di Vienna sull' affare dell' arciduca Antonio, secondo le mie cognizioni, non può avere altro oggetto che quello di non lasciar passare i noti fatali tre mesi. Dopo detta richiesta costì ho inteso dire io stesso al Cte di Cobenzl, che si teneva sospesa la nomina del primato di Ungheria ed arcivescovato di Strigonia, per nominarci l'arciduca Antonio. Fino ad ora il governo qui, o non conosce questo affare, o pure non crede dover mostrare di conoscerlo. Nel caso però che mi si parli, rileverò la delicatezza ed i riguardi di N. S.

Il M<sup>te</sup> Del Gallo non è per anche qui giunto, e sulla sua missione ad Amiens mi riporto a ciò che ho scritto a V. Em. coll' antecedente.

Sull' affare di Malta con la Russia, convenendo sinceramente

della saviezza della condotta ministeriale di V. Em. nella trattativa del medesimo, ho l'onore di ripeterle, che da qui N. S. non sarà forzato a fare gran maestro Hompesch, quando la Russia non vi aderisca ; ciò che ai partigiani del medesimo ho detto apertamente. Peraltro torna bene che V. Em. ne abbia parlato a M. Cacault, nel senso di dimostrare i riguardi che N. S. vuole avere per il Primo Console.

V. Em. crederà facilmente quanto io sia penetrato nel sentire l'afflizione di N. S. sul ritardo della pubblicazione del concordato. Ella a quest' ora avrà dai successivi miei dispacci avuta la successiva infelice storia su detto affare. Non ha però bisogno che le dica, che nella stravaganza del pensare attuale degli uomini, bisogna farsi una ragione di quanto è accaduto ed accade. Ingenuamente, non se ne può voler male al Primo Console. Si travaglia a tutta forza su detto affare ; e credo che il Console, che conosce le mie insistenze, assolutamente differisce di vedermi, perchè si è proposto di dirmi in detta occasione : « Nel tal giorno vi riceverò in forma pubblica, e nel tale altro pubblicherete il concordato. <sup>1</sup> » Questo uomo è veramente oppresso dagli affari ; vuole far tutto da sè. Si travaglia attualmente alla scelta dei vescovi. La lusinga di avere ad ogni momento qualche dimissione di più di soggetti di gran credito, anche questo ritarda. La scelta non ha verun intruso <sup>2</sup>. Avrei diritto di vivere tranquillo su di ciò, se nelle mie negoziazioni non avessi sofferto variazioni, quando parevano impossibili. N. S. mi perdoni questo linguaggio noioso ; ma se faccio di tutto perchè si rimanga fermi nel giusto, vi sono potenti che muovono ogni pietra. Non dimeno ripeto che coll' aiuto di Dio spero di prevalere.

Sulle aperture fatte da Napoli per riassumere la trattativa, vedo pur troppo che V. Em. vede giusto. Non entro sulle materie, perchè da qui non vedo caso di poterlo fare utilmente. Eccezzuo però l'affare di Benevento e Ponte Corvo, su del quale vedendo di probabilmente non potere parlare al Console sollecitamente, gliel' ho fatto ricantare di nuovo.

Quanto alle Legazioni, benchè il momento di parlare possa non parere questo, pure mi lusingo di trovarlo naturalmente.

<sup>1</sup> Cf. t. III, p. 521.

<sup>2</sup> Cf. t. IV, p. 435, 529, 548, 554, etc.

Il Primo Console ha avuto in idea di collocare Mgor arcivescovo di Parigi in una sede distinta, ma non questa; ed all' incontro l'arcivescovo aveva fatto conoscere che assolutamente non avrebbe accettata che quella che aveva. Ho desiderato sempre ch  al prelato gli sia restituita questa sede. L'eccezione che gli si dava dal governo era di lasciarsi condurre dal suo vicario generale, abbate di Floirac, uomo che dal governo si credeva troppo caldo. Avevo detto che il prelato di sarebbe disfatto del soggetto.

Intanto, dopo molti maneggi, ricevetti una lettera di questo con la sua dimissione nei termini che V. Em. conosce, e che al governo dichiarai quale doveva esser . Ma detto prelato, che sta in Augusta, rimproverato dai suoi colleghi di aver data la dimissione libera, come portavano le gazzette, lo ha negato, posto in scritto che il governo ha avuto nelle mani. Ricevuto un ufficio per parte di N. S. dall' uditore di Mgor Della Genga, mi ha mandata la sua dimissione con una lettera a N. S., nella quale fa la riserva che V. Em. vedr , come pure la lettera a me <sup>1</sup>,

<sup>1</sup> C'est probablement la lettre, dat e du 16 janvier, qui a  t  reproduite par extraits dans le Moniteur du 17 pluviôse (6 février). En voici le texte complet : « J'ai reçu avant hier par M. l'abbé de Floirac, mon grand vicaire, le duplicata de la lettre que V. Em. m'a fait l'honneur de m'écrire en date du [3] décembre dernier (je n'ai pas reçu la première). A votre lettre est jointe une copie du bref du Pape, en date du 11 novembre, adressé à Mgr l'archev. de Narbonne. J'en fais tirer des copies, pour les envoyer sans délai aux évêques qui sont à portée de moi, selon le désir de V. Em. Je suis persuadé que la plupart des évêques qui n'ont point encore donné leur démission, la donneront sous peu de temps.

« On me mande de Paris, Mgr, qu'un article d'une gazette d'Augsbourg a fait quelque sensation à Paris. J'avoue que je ne croyais pas qu'une phrase hasardée par le rédacteur de la gazette d'Augsbourg pût avoir quelque conséquence dans la capitale de la France, et je me suis content  de désavouer publiquement, et spécialement vis-à-vis de Mgr le légat de Cologne qui était ici, de Mgr l'électeur de Trèves et des personnes principales de cette ville, l'assertion du rédacteur. Je lui ai témoigné à lui-même tout mon mécontentement. Il est bien convenu qu'il n'avait pas été autorisé par moi, et qu'il s'en était rapporté au dire d'un tiers qui n'avait aucune mission de ma part. Je prie V. Em. de faire usage de ma lettre, s'il y a lieu, et selon qu'elle le jugera à propos. Je suis très aise, Mgr, que V. Em. soit satisfaite de la lettre que j'ai eu l'honneur de lui écrire en date du 19 novemb., et de l'assurance qu'elle me donne que Sa Sainteté en aura elle-même été contente. Je persiste plus que jamais, Mgr, dans l'énoncé de cette lettre.

« P. S. — Je prie S. Em. de vouloir bien n'ajouter foi qu'avec la plus grande réserve à tout ce qu'elle pourrait entendre dire sur ce qui me concernerait. »

Le Moniteur faisait précéder sa citation de cette note : « Des journaux alle-

che unisco. Ricevute dette pezze, ho dati i passi convenevoli <sup>1</sup>.

Per mezzo di Madame Della Luzerne, sorella di Mgor vescovo di Langres, ho dato dei passi segretamente per avere la sua dimissione. Ho dovuto farlo, anche per l'opinione generale che la medesima dimissione me ne avrebbe procurate delle altre. Ho ricevuta dunque detta dimissione, che con pena le spedisco colla lettera che l'accompagna. Osa dire *pœnitet me fecisse*. Al governo non ne ho fatto conoscere il contenuto <sup>2</sup>.

mands ont nié la démission de M. de Juigné, ancien archev. de Paris, que nous avons annoncée il y a quelque temps. M. de Juigné a lui-même relevé cette erreur. » — Cet article du Moniteur a été substitué à un autre, rédigé par Bernier et qui était ainsi conçu : « Le rédacteur d'un journal d'Allemagne s'est permis d'élever des doutes sur la démission de l'ancien archev. de Paris. Nous répondons à ses assertions par les faits suivants. L'archev. de Paris a adressé sa démission, écrite entièrement de sa main, au card. légat, le 18 novembre dernier. La lettre qui la contenait a été remise à S. Em. le 2 décembre suivant. Dès le lendemain 3, le card. écrivit à cet archev. qu'il le félicitait d'avoir déferé aux invitations paternelles du Pape et qu'il acceptait sa démission. Rien de plus précis que ces deux actes, et de plus constant que la vacance réelle du siège de Paris aux yeux même de ceux qui reconnaissaient M. de Juigné pour archevêque. » — Peu après, dans la liste des anciens évêques remise au P. Consul, Portalis disait de M. de Juigné : « On connaît sa piété et ses bonnes mœurs, mais on connaît aussi son extrême faiblesse. Après avoir donné sa démission, il a donné lieu par sa conduite à faire croire qu'il l'avait refusée, et ce n'a été que sur les reproches du card. Caprara qu'il a écrit la lettre insérée en dernier lieu dans le Moniteur. »

<sup>1</sup> Caprara à Juigné ; Paris, 13 février : « J'avais regardé votre lettre du 19 novembre comme une vraie démission. Je vais m'empresser d'envoyer au Souv. Pontife celle que vous m'adressez en date du 31 janvier, contenant un renouvellement plus précis du même acte de votre part. J'en ai donné connaissance à M. l'abbé de Dampierre. »

<sup>2</sup> Cf. t. IV, p. 503. — L'acte de démission était ainsi conçu : « César Guillaume de La Luzerne, etc. . . Ayant reçu de N. S. P. le Pape un bref en date du 13 août 1801, par lequel S. S. nous fait connaître que l'unique moyen de conserver à la France la religion catholique, est que nous remettions entre ses mains la démission de notre siège; après avoir imploré l'assistance de l'Esprit Saint et conjuré le Père des lumières de nous éclairer dans les conjonctures importantes et délicates où nous nous trouvons, et de nous inspirer ce qui sera le plus salutaire pour notre conscience et le plus utile au bien du troupeau dont il nous a confié la garde.

« Considérant que les circonstances actuelles, dont l'histoire des siècles chrétiens ne présente aucun exemple, ont réduit le Souv. Pontife à l'impossibilité absolue de suivre les règles prescrites par les saints canons; et que la loi supérieure de la nécessité l'a contraint de passer par-dessus les lois faites pour les conjonctures ordinaires, spécialement qu'il lui a été impossible de consulter sur les chan-



### Mi giunge al momento ancora quella di Mgor vescovo di Char-

gements à faire dans l'église gallicane par les évêques de cette église, et d'avoir leur consentement, ce qui eût été nécessaire, puisqu'ils sont, et d'après les saintes règles et même par l'institution de J. Christ, juges avec lui du bien de leurs églises. Assuré que S. S. a fait dans sa sagesse tout ce qui était en son pouvoir pour concilier ce qu'exigeait le rétablissement de l'unité catholique en France avec les principes antiques, qui sont depuis dix-huit siècles la loi de l'Eglise universelle, et qu'elle n'a omis des formes ordonnées par les lois ecclésiastiques que ce qu'il lui a été impossible d'observer.

« Considérant ensuite que le consentement préalable à tout arrangement, qu'il eût été dans l'ordre de nous demander et d'obtenir, peut être suppléé par notre consentement postérieur, et qu'il est en notre pouvoir de valider et rendre régulier par notre accession ce qui a été fait hors des règles ; que si l'Eglise nous a conféré des droits, ça a été uniquement pour son avantage ; qu'en nous en confiant l'exercice, elle nous en a prescrit l'usage ; que si nous ne pouvons pas nous en dépouiller, nous pouvons, lorsque les circonstances le demandent, nous abstenir de les faire valoir, et que notre devoir est, selon les occurrences, ou de les soutenir avec force, ou de renoncer avec résignation à les exercer.

« Considérant de plus les grands exemples que nous présentent et les siècles anciens et les temps modernes de l'Eglise, l'offre généreuse faite en 1791 au pape Pie VI, de glorieuse mémoire, par les évêques siégeant aux Etats généraux, et la proposition des célèbres évêques qui en 411 composaient l'église d'Afrique.

« Nous avons jugé devoir acquiescer à la proposition qui nous est faite, pour le bien de l'Eglise, par son chef. Reconnaisant l'ordre de J. Christ dans la demande de son vicaire terrestre, après avoir sacrifié au maintien de l'unité tout ce que nous possédions dans le monde, il ne nous reste plus qu'un sacrifice à faire ; et nous nous y déterminons sans hésitation, puisqu'il doit contribuer au retour de cette précieuse unité : c'est celui de nous-même. Et, nous le disons du fond du cœur avec S. Grégoire de Naziance, c'est pour nous un bonheur d'être jeté à la mer, si par là doit cesser la tempête, et le vaisseau sacré de notre église être conservé.

« Mais considérant en même temps que les droits imprescriptibles des évêques, et les maximes sacrées de notre église sont un dépôt que nous sommes dans l'obligation de conserver et de défendre ; que nous en devons à l'Eglise le maintien ; que c'est une de nos obligations de le remettre aux successeurs qui nous seront donnés, tel que nous le reçûmes de nos prédécesseurs ; et que c'est principalement lorsque des circonstances impérieuses forcent de s'écarter des principes, qu'il est le plus nécessaire de rappeler, de soutenir, de corroborer ces principes. Nous déclarons que notre présente adhésion donnée aux mesures prises par le S. Père, ne doit nullement tirer à conséquence pour la suite des temps ; que notre intention est qu'on ne puisse jamais en faire un exemple pour les circonstances différentes qui pourraient survenir ; et nous voulons que cette déclaration, que nous faisons aujourd'hui, serve dans tous les temps de protestation anticipée contre ce qui pourrait être tenté au contraire.

« Considérant enfin que le chapitre de notre église cathédrale est dans l'impuis-

tres, che pure le umilio. Non si contiene che nella lettera. Risente la medesima lo spirito di quella di Langres<sup>1</sup>.

(Cultes, *Arch. de Caprara*)<sup>2</sup>.

### 1157. — Caprara à Consalvi.

(n° 68)

Paris, 13 febbraio 1802.

Riguardo per uno dei connaturali tratti di benignità e clemen-

sance de se rassembler, et peut être considéré comme n'existant plus par le fait ; que notre métropolitain, qui à son défaut aurait dû selon les saintes règles recevoir le dépôt de la juridiction épiscopale, n'est plus ; que le plus ancien évêque de la province, que les mêmes règles subrogent au métropolitain, a été invité, ainsi que nous, par le S. Père à donner sa démission et l'a effectivement envoyée ; qu'ainsi l'effet immédiat de notre démission serait de laisser notre église veuve, et le troupeau qui nous est confié, sans premier pasteur ; qu'avant que les opérations nécessaires pour le rétablissement de l'unité dans la France soient terminées, et les formes pour la nomination de notre successeur observées, il pourrait survenir des événements (et l'expérience du passé nous oblige de les prévoir) qui prolongeassent la vacance de notre siège, et la privation, pour notre clergé et pour notre peuple, de chef à qui ils puissent recourir dans leurs besoins spirituels.

« Pour remédier à ce très grave inconvénient, et acquiescer en même temps au désir du Souv. Pontife, et subvenir aux besoins de l'église gallicane, par ces présentes signées de notre main et contresignées par notre secrétaire, etc., nous résignons volontairement et librement, sans y être engagé par aucun motif que le bien de l'Eglise, entre les mains de N. S. P. le pape Pie VII, l'évêché de Langres, dont nous avons été légitimement et canoniquement pourvu ; entendant que cette démission, que nous donnons dès à présent, ne sorte son effet qu'au moment où le S. Père aura pourvu notre église d'un nouvel évêque. Nous retenons en conséquence notre juridiction spirituelle jusqu'à cette époque, à laquelle nous en serons dépouillé de plein droit et notre successeur canoniquement institué entrera en possession, sans qu'il soit nécessaire d'un nouvel acte de notre part. Nous déclarons de plus, que nous donnons, dès à présent et de même sans qu'il soit besoin d'un autre acte, notre consentement plein et entier à tous les arrangements que N. S. Père a concertés, ratifiant autant qu'il est en nous, tout ce qu'il a décrété dans sa sagesse pour le bien soit de notre église de Langres, soit de l'église gallicane. — Donné à Wels, en haute Autriche, sous notre seing, le 27 janvier 1802. »

L'abbé Méric (*hist. de M. Emery*, t. II, p. 94) a publié quelques fragments de cet acte ; mais les omissions qu'il a multipliées dans le texte en altèrent le caractère, et, d'autre part, la date du 10 février qu'il lui attribue, est simplement celle où à été faite une copie certifiée (Pap. de l'abbé Emery).

<sup>1</sup> Voir p. 129 note.

<sup>2</sup> Cette dépêche a été confiée à un courrier de M. de Lucchesini.

za per parte di N. S., l'essersi degnato di approvare quanto da me si era fatto in ordine alla bolla di circoscrizione; di che supplico l'Em. V. porgere a N. S. in mia vece il più umile rendimento di grazie, nell'atto di pormi ai suoi piedi. Professo nel tempo istesso a V. Em. la più distinta riconoscenza, per tutto quello si è data la pena di fare rapporto a questo oggetto, e per la sollecitudine colla quale mi ha trasmesso la nuova bolla e il nuovo breve<sup>1</sup>.

A norma degli ordini di N. S., ho passato le convenienti uffici con nota diretta al sig. consigliere Portalis, per tutto ciò che riguarda il desiderio e le raccomandazioni di Mgor arcivescovo elettore di Magonza<sup>2</sup>.

Perchè rimanga smentita l'assertiva della sopposta licenza accordata dal Santo Padre all' elettore di Baviera, ho adottato il partito di fare inserire in questa gazzetta del Monitore un articolo, con cui viene distrutta l'insussistente notizia<sup>3</sup>.

(Cultes, Arch. de Caprara).

#### 1158. — Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 15 février 1802.

Le résultat du congrès de Lyon a été celui auquel je m'attendais, comme le plus probable entre les différents projets qu'on prêtait à Bonaparte. Je n'entrerai dans aucun détail là-dessus, puisque tout ce qu'on en sait ici est contenu dans le Moniteur, que V. E. lit sans doute. Le changement du titre « Cisalpine » en celui de « République Italienne » nous prépare à de plus vastes projets, et il est difficile de croire que Bonaparte veuille rester en si beau chemin, voyant bien que dans le monde entier, il ne se trouve pas une seule puissance qui fasse mine seulement de s'opposer à ses desseins. Et quelle est celle qui l'oserait impunément, aujourd'hui que la formation d'une coalition n'est pas à espérer, et que, si par impossible il s'en formerait une

<sup>1</sup> C'étaient de nouveaux exemplaires de la bulle de circonscription, et du bref sur l'institution de l'épiscopat (pièces nos 995 et 996), qui reproduisaient les corrections faites spontanément par Caprara à ces deux pièces.

<sup>2</sup> Voir t. IV, p. 510, note 1.

<sup>3</sup> Nous n'avons pas retrouvé ce démenti.

assez puissante, il y a tout à parier qu'elle se dissoudrait aussi vite que la dernière. Ce n'est pas à moi à m'occuper de ces grands objets, que Sa Majesté pèsera dans sa sagesse ; mais ma position ici devenant de jour en jour plus délicate, il est important que je connaisse parfaitement le système qu'on veut adopter dans des circonstances critiques, pour pouvoir y conformer, jusque dans les moindres occasions qui peuvent se présenter, mon langage et ma conduite <sup>1</sup>.

#### Nouvelles envoyées par Ph. Cobenzl.<sup>2</sup>

... Des voyages entrepris par de si nobles motifs ne pourront qu'affermir le gouvernement qu'il [le P. Consul] a établi, et en augmentant la confiance publique dans la sagesse de ses mesures, prévenir cette mauvaise impression que l'opposition, coalisée dans le Tribunat, le Corps législatif et même dans le Sénat, a essayé, par d'impuissants efforts, de produire dans des esprits égarés par des préventions ou des vues personnelles.

<sup>1</sup> Plus tard, le 9 mars, M. de Cobenzl ayant rencontré chez Lucien le P. Consul, celui-ci lui « fit d'abord l'apologie de sa conduite à Lyon ; protesta qu'il n'avait des vues hostiles contre qui ce puisse être ; qu'il ne voulait que le repos de l'Italie ; que tout le monde y soit libre et indépendant, le Pape, le roi de Naples ; et qu'il allait pour cela incessamment retirer ses troupes de leurs États ; que pour la Cisalpine il fallait bien qu'il s'en mêle ; que jamais ces Italiens de différentes contrées ne se seraient accordés entre eux ; qu'il est de toute impossibilité que sans une assistance étrangère et des troupes auxiliaires cette république prenne consistance ; et qu'il lui avait donné une organisation analogue en grande partie à la République française, parce qu'il la croyait la plus propre pour ce pays-là... » (dép. de Ph. Cobenzl, du 25 mars).

<sup>2</sup> Bien qu'envoyées le 15 février, ces nouvelles sont un peu antérieures au retour du P. Consul et par conséquent au 31 janvier (cf. p. 62, note). En les transmettant à Vienne, M. de Cobenzl a fait une allusion très claire à l'arrestation de Foulhioux (t. IV, p. 556). « Des spéculateurs, dit-il, avaient réussi à gagner plusieurs employés, qui contre des rétributions convenues fournissaient des articles, lesquels réunis se distribuaient ensuite aux abonnés sous le titre de gazette à la main. Je m'étais procuré une de ces gazettes, dont je fis extraire tout ce qui ne paraissait pas trop hasardé, ni dicté par la prévention ou l'esprit de parti, pour en former le cahier de nouvelles joint à mes dépêches... La police réussit dans ses perquisitions, et l'un des rédacteurs de ces nouvelles, précisément celui dont je recevais la feuille, fut découvert et emprisonné, ce qui jeta l'alarme parmi tous les associés, et les [a] réduits depuis au plus profond silence... »

En effet, depuis la mesure aussi hardie que vigoureuse par laquelle le Premier Consul, en retirant le projet du code civil, a mis fin aux clabauderies imprudentes de quelques tribuns, le public s'en occupe point ou peu ; et il ne s'apercevrait pas de l'existence du Tribunat, si les papiers-nouvelles n'annonçaient de temps à autre, que, faute de matières à discuter, il proroge sans cesse ses séances, et si le Sénat conservateur ne s'occupait pas depuis le 4 pluviôse (24 janvier) à réélire ceux des membres actuels du Corps législatif qui doivent continuer leurs fonctions<sup>1</sup>, ainsi que les nouveaux qui, à la place des non réélus, compléteront ces deux autorités constituées.

Le mode adopté par le Sénat dans cette opération est aussi adroitement calculé, que sûr dans ses résultats. Chargé par la constitution des premières nominations, le Sénat ne fait qu'user de son droit, en recréant des autorités dont l'activité fut circonscrite et bornée à un temps limité par cette même constitution. En préférant au mode de scrutin ou du sort une réélection générale, cette manière de procéder maintient la dignité du Sénat, et le met à l'abri du reproche de partialité ou d'influence étrangère, parce que, libre dans ses choix, il n'a aucun compte à rendre du plus ou moins de confiance que tel ou tel autre compétiteur lui inspire à raison de sa moralité ou de ses talents ; et ceux des tribuns ou législateurs actuels qui ne seront pas continués dans leurs fonctions, loin de se plaindre et de se regarder comme proscrits, devraient plutôt se réjouir, comme ce Lacédémonien, que la République renferme dans son sein un plus grand nombre de citoyens aussi vertueux qu'eux, et aussi amis de l'ordre et de la prospérité publique. Le Sénat comptant parmi ses membres beaucoup de militaires, qui par état sont portés à favoriser les vues du Premier Consul, celui-ci peut à peu près être sûr que la majorité des votes tomberont sur des sujets recommandables par leurs talents, leur attachement à la chose publique et surtout par leur modération, et qui, sous ce double rapport, ne pourront lui déplaire. Aussi s'accorde-t-on à regarder cette combinaison, et le mode adopté pour la réélection générale, comme un coup de maître, qui en ôtant aux exclus tout sujet

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 565, note 2.

de plainte, fermera aussi la bouche aux malveillants, parce que aucune loi organique ni aucun article de la constitution n'est violé, et qu'à la rigueur des principes se trouvent réunis les égards et les ménagements que la justice commande, même envers ceux que la confiance publique repousse des fonctions où ils ne peuvent plus être utiles.

Il résulte de ces observations, que le Tribunal ainsi que le Corps législatif seront réorganisés peut-être au retour du Premier Consul ou peu après, et que le projet du code civil, qui lui tient si fort à cœur et que la nation attend avec impatience, pourra être remis à la discussion par des hommes plus amis de la chose publique et moins commandés par des préventions, des animosités, ou des vues d'intérêt personnel. Ce changement important, dont on craignait des résultats fâcheux, se sera donc terminé sans aucune commotion ; et l'adresse avec laquelle en cette occurrence le Premier Consul aura maîtrisé les esprits et les événements, ne sera pas la moindre preuve de son talent à se prévaloir des moyens que lui fournit la constitution, ainsi que de l'ascendant qu'il a su se ménager, pour écarter tous les obstacles dont on voudrait entraver sa marche<sup>1</sup>.

Un autre travail non moins important, dont ces autorités nouvellement organisées auront à s'occuper, c'est l'exécution du concordat conclu avec le Saint-Siège. Déjà tous les préfets ont l'ordre de faire dresser et d'envoyer sans délai, l'état de tous les édifices non aliénés<sup>2</sup>, employés ci-devant au culte public, avec

<sup>1</sup> M. de Lucchesini écrivait à sa cour le 20 février : « Le service que le Sénat vient de rendre au gouvernement, en le délivrant d'une opposition hostile, qui eût entravé ses plans sur le rétablissement du culte, sur le code civil et sur ses opérations de finance pour l'année qui s'écoule, donne à ce corps beaucoup de considération... Les trois principaux partis qu'on y distingue actuellement, des membres de l'Institut, des généraux, et des anciens membres de la Convention nationale, se sont presque unanimement réunis à reconnaître la nécessité de maintenir le général Bonaparte à la tête du gouvernement, quelque étendue qu'il donne à son autorité. »

Dans une dépêche précédente, du mois de janvier, M. de Lucchesini avertissait que « Tous les avis que l'on reçoit des provinces s'accordent à dire que, soit le contentement du présent ordre de choses, soit l'influence que le militaire exerce partout, soit la crainte de retomber dans l'anarchie, y entretiennent des dispositions entièrement favorables à l'autorité du P. Consul. »

<sup>2</sup> Voir la pièce n° 1065.

le devis des dépenses que leurs réparations pourront exiger. Ce travail préliminaire, dont on presse l'exécution, ne laisse aucun doute que la prochaine organisation du culte va rendre tous ces bâtiments à leur destination première.

Mais si Bonaparte a le droit de s'applaudir de la sagesse de ses mesures dans cette circonstance, il serait à désirer qu'il fût aussi heureux pour réorganiser les finances, et procurer au trésor public des fonds suffisants aux diverses branches de service, surtout à une époque où le rétablissement de la marine militaire doit être un des premiers objets de la sollicitude du gouvernement. Cette pénurie du trésor public fait rejeter dans l'arrière nombre de parties prenantes qui, comptant sur des paiements exacts, vont, à leur défaut, se trouver dans de cruels embarras, et dont les plaintes, difficiles à étouffer, nuiront peut-être à la longue aux opérations du gouvernement. Si les nationaux doivent supporter de pareils retards avec résignation, en bonne politique il ne faudrait point y assujettir les étrangers, dont les comptes apurés et arrêtés devraient être soldés sans la moindre difficulté; et cependant il n'est point de prétexte dont on ne cherche de se prévaloir pour se dispenser de cette obligation<sup>1</sup>...

(Arch. de Vienne)

#### 1159. — Rapport de Portalis sur la bulle de ratification.

[Paris, vers le 12 février 1802].

Vous m'avez renvoyé l'examen de la bulle, intervenue sur la convention passée à Paris, le 26 messidor de l'an IX de la République française, entre les ministres du gouvernement français et les délégués du Saint-Siège<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Les agents étrangers à Paris reviennent souvent sur les embarras du trésor français. Ainsi, Stapfer raconte qu'ayant adressé des réclamations à Barbé Marbois, celui-ci lui répondit : « Hélas ! j'oublierai un moment que je parle à un ministre étranger, et je vous dirai entre nous que les revenus publics ne suffisent pas à la dépense, et que je n'ai point de fonds à assigner pour l'objet dont vous me parlez. Je voudrais que les plaintes devinssent tous les jours plus amères et plus générales, afin que le gouvernement sentit enfin la nécessité d'établir des contributions publiques suffisantes pour tous les besoins » (Dép. du 25 mars).

<sup>2</sup> La bulle « *Ecclesia Christi* » (t. III, p. 275, note).

En confrontant ces deux pièces, je me suis convaincu que les vœux du gouvernement avaient été remplis.

L'art. 3 de la convention porte que « Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges. » On ajoute que « d'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice, commandé par le bien de l'Eglise, refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas, il sera pourvu par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés. » Des circonstances impérieuses rendaient cette mesure indispensable. Elle a été consacrée par la bulle, et elle est exécutée fidèlement. Des brefs ont été adressés à tous les titulaires qui, à l'exception d'un petit nombre, ont donné la démission qu'on exigeait d'eux. Le Pape a formellement reconnu que le refus des évêques non-démissionnaires ne pouvait mettre aucun obstacle aux arrangements qui avaient été arrêtés<sup>1</sup>.

La principale base de ces arrangements est une nouvelle circonscription des diocèses. Pour cette nouvelle circonscription, il faut supprimer d'anciens titres et en ériger de nouveaux. Le Pape promet par la bulle, comme on avait promis en son nom par la convention, qu'il procédera à toutes ces opérations de concert avec le gouvernement, et nonobstant le silence ou l'opposition de tous titulaires. C'est un principe certain en droit canonique, que la nécessité et utilité sont les véritables causes, capables de légitimer les unions, les suppressions ou les érections des archevêchés, des évêchés et de tous autres titres ecclésiastiques. C'est un autre principe qu'on est tenu d'entendre les titulaires et les parties intéressées, mais qu'on ne l'est pas de rapporter leur consentement : s'ils peuvent éclairer par leurs observations, ils ne peuvent rien empêcher par leur silence ou par leur volonté<sup>2</sup>. La nécessité ou l'utilité de l'Eglise est la loi suprême. On n'a donc rien fait qui ne soit conforme aux maximes reçues, lorsque, dans l'occurrence actuelle, on a résolu de pourvoir aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription. Sans doute le Pape seul ne pourrait dans aucun cas supprimer ou ériger en France des évêchés, ni aucun autre

<sup>1</sup> Voir t. IV, p. 303, 319, 434, etc.

<sup>2</sup> Cf. t. IV, p. 178 et 284.



titre. Mais ici, c'est le gouvernement qui agit, et le Pape n'intervient que parce que le gouvernement croit cette intervention utile. Il n'y a donc rien à craindre pour nos maximes.

Par l'art. 6 de la convention, il est dit que les nouveaux archevêques et les nouveaux évêques prêteront au Premier Consul le serment de fidélité dont on trace la formule; et, par l'art. 7, les ecclésiastiques du second ordre sont obligés de prêter le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement. Le Pape, dans sa bulle, reconnaît que les deux articles précédents ne sont qu'une conséquence naturelle et nécessaire des préceptes de la loi évangélique, qui recommande partout la fidélité et la soumission aux puissances humaines, à qui Dieu lui-même a confié le maintien de l'ordre public et de la tranquillité générale.

La convention, art. 9, porte que « Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura pourtant d'effet que d'après le consentement du gouvernement. » Dans la bulle, le Pape l'a prescrit impérieusement aux évêques « Volumus <sup>1</sup>. » Les circonstances présentes ne permettent pas de supposer que la forme impérative ait été employée dans un esprit d'entreprise, puisque le Pape ne fait en cela qu'exécuter littéralement ce qui a été résolu par le gouvernement même. Mais comme l'on pourrait argumenter de cet exemple dans d'autres temps, pour attribuer au Pape un pouvoir qu'il n'a pas, il n'est pas indifférent de fixer les vrais principes.

Les évêques et les curés ne peuvent tenir leur mission spirituelle que de l'Eglise; mais la disposition et la circonscription des territoires dans lesquels ils peuvent exercer cette mission, sont en soi des opérations civiles et temporelles, dans lesquelles le concours des supérieurs ecclésiastiques est plutôt de convenance que de nécessité. Ces opérations rentrent du moins dans la classe des matières mixtes, où la raison d'État doit toujours prévaloir. Autrefois le Pape n'intervenait pas même dans la circonscription des cures et des paroisses. La chose est attestée par l'abbé Fleury. Les évêques seuls interviennent dans la circonscription des cures et des paroisses. On saura donc que ce

<sup>1</sup> Voir t. III, p. 283, note.

mot « Volumus », employé par le Pape pour déterminer les évêques à faire la nouvelle circonscription des paroisses de France, ne peut être tiré à conséquence contre les droits de l'épiscopat ou les règles générales de la discipline.

En continuant l'examen de la bulle, on trouve une disposition particulière qui mérite d'être remarquée : c'est celle qui concerne les prêtres mariés.

Le mariage, dans l'ordre civil et politique, est un objet purement temporel. On ne pourrait donc révoquer en doute la validité des mariages des prêtres, puisqu'une loi civile autorise formellement ces mariages ; mais la discipline actuelle de l'Eglise établit une incompatibilité religieuse entre l'état du mariage et l'exercice du sacerdoce. Les prêtres mariés ont eux-mêmes réclamé l'intervention du Saint-Siège, pour être rassurés dans le for intérieur. Plusieurs mémoires avaient été présentés sur cet objet au gouvernement <sup>1</sup>, et j'en ai moi-même reçu plusieurs. Le Pape intervient en conséquence, sous le rapport ecclésiastique, pour calmer les consciences, sans qu'on puisse induire de là qu'il ait quelque pouvoir direct ou indirect, sur une matière essentiellement civile et temporelle.

Lors des troubles religieux qui avaient agité la France avant l'édit de Nantes, des prêtres catholiques s'étaient mariés, et ces prêtres, qui avaient tout à la fois contrevenu à la discipline ecclésiastique et aux lois de l'Etat, ne furent tranquilles sur leur état et sur celui de leurs enfants, que par la disposition particulière qui fut insérée dans cet édit, et qui prohiba toute recherche sur leur mariage. Aujourd'hui la même précaution n'était pas nécessaire, puisque les mariages des prêtres sont permis depuis la Révolution par la loi de l'Etat.

Enfin la bulle est terminée par les clauses « Non obstantibus, etc. » Ces clauses sont presque de style dans toutes les bulles ; mais on n'a jamais négligé les précautions consacrées pour en constater le vice et en écarter les dangers. Il est toujours utile de prémunir les esprits contre des formules, dont on pourrait abuser un jour, pour placer le Pape au-dessus des conciles généraux, et pour lui attribuer une autorité absolue, qui ne serait liée par

<sup>1</sup> Voir t. III, p. 254, note 1.

aucune forme et qui serait indépendante des décisions même de l'Eglise universelle.

Les diverses observations que je viens de mettre sous vos yeux, m'ont engagé, cit. Consuls, à vous proposer le projet d'arrêté<sup>1</sup> qui est joint au présent rapport.

(Cultes).

### 1160. — Rapport de Portalis sur la bulle de circonscription.

Paris, 23 pluviôse an X (12 février 1802).

L'examen que j'ai fait de la bulle donnée à Rome le 3 des calendes de décembre 1801 pour la nouvelle circonscription des diocèses et des paroisses, et du décret exécutorial du cardinal légat<sup>2</sup>, justifie que la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siège le 26 messidor an IX, est pleinement exécutée.

Dans toute autre circonstance, nous pourrions avoir à discuter si le Pape peut directement et immédiatement ériger ou supprimer en France des titres ecclésiastiques. D'après nos maximes, de telles érections et de telles suppressions ne peuvent être faites sans le concours formel de la puissance séculière ; car de tels objets intéressent essentiellement la police de l'Etat. Mais aujourd'hui ces questions seraient oiseuses : c'est sur la de-

<sup>1</sup> Ce projet n'a pas été retrouvé. Voici le texte de l'arrêté définitif, qui est du 29 germinal (19 avril) : « Les Consuls de la République, sur le rapport du cons. d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, le Conseil d'Etat entendu, arrêtent : Art. 1. La bulle donnée à Rome le 18 des calendes de septembre 1801, et contenant la ratification de la convention passée à Paris, le 26 messidor an IX, entre le gouvernement français et Sa Sainteté Pie VII, sera publiée sans approbation des divers brefs énoncés dans la dite bulle, ainsi que des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux libertés, franchises et maximes de l'église gallicane. — Art. 2. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'Etat, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire du Conseil. Elle sera insérée au Bulletin des lois. » (Monit. du 18 thermidor : 6 août).

<sup>2</sup> Pour la bulle « Qui Christi Domini vices », voir la pièce n° 993. Pour le décret exécutorial, voir t. IV, p. 436, note.

mande même du gouvernement que le Pape déploie toutes les ressources de son ministère, pour faciliter des opérations qui sont commandées par le bien de la religion et par celui de l'Etat.

Tout ce qu'il est nécessaire d'observer, c'est que la bulle et le décret exécutorial du cardinal légat ne sont que l'exécution pure et simple de ce qui a été résolu entre le gouvernement français et le Saint-Siège. Il s'agit de régénérer l'église gallicane et de la délivrer du schisme terrible qui la déchire. La voix du pontife de Rome pouvait seule, avec le secours de la puissance séculière, se faire entendre au milieu de ce schisme. Les paroles de ce pontife et celles de son légat remplissent le vœu que le gouvernement avait formé pour le rétablissement de la paix religieuse.

Je ne vois donc aucun obstacle à ce que la bulle du Pape et le décret du cardinal légat sortent leur plein et entier effet, sous les protestations de droit contre toute clause et toute induction qui pourrait être contraire à nos libertés. En conséquence j'ai l'honneur, cit. Consuls, de vous proposer le projet d'arrêté joint au présent rapport.

#### Projet d'arrêté <sup>1</sup>.

Les Consuls de la République, sur le rapport du conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, et le Conseil d'Etat entendu, arrêtent :

Art. 1. — La bulle donnée à Rome le 3 des calendes de décembre 1801 pour la nouvelle circonscription des diocèses et des paroisses de France, et le décret exécutorial du cardinal légat sortiront leur plein et entier effet, sans approbation d'au-

<sup>1</sup> Ce projet diffère du texte définitif, qui est daté du 29 germinal (19 avril) et qui est ainsi conçu : « Les Consuls de la République, sur le rapport du cons. d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, le Conseil d'Etat entendu, arrêtent : Art. 1. La bulle donnée à Rome le 3 des calendes de décembre 1801, contenant la nouvelle circonscription des diocèses français, sera publiée sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux libertés, franchises et maximes de l'église gallicane. — Art. 2. La dite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'Etat, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil : elle sera insérée au Bulletin des lois. » (Monit. du 18 thermidor : 6 août),

cunes clauses, formules ou expressions qui sont ou qui pourraient être contraires aux lois de la République, aux libertés, franchises et maximes de l'église gallicane, et sans approbation du concile de Trente cité dans la bulle <sup>1</sup>, pour tous les points de discipline qui ne sont point conformes à nos maximes et à nos lois.

Art. 2. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

(Cultes).

### 1161. — Bernier au P. Consul.

Paris, 29 pluviôse an X (18 février 1802).

L'ancien évêque de Saint-Papoul m'a prié de vous remettre les deux exemplaires ci-joints de la lettre qu'il vient d'adresser à son ci-devant diocèse, à l'occasion de sa démission <sup>2</sup>.

Le Pape a autorisé le légat, par une bulle, à ériger selon vos vues et d'après vos plans, des évêchés à Saint-Domingue et dans telle autre possession française de l'Amérique que vous voudriez <sup>3</sup>. J'ai en conséquence remis au cit. Portalis un plan de divisions ecclésiastiques de Saint-Domingue, sur lequel il prendra vos ordres. J'y ai marqué tous les établissements des cures actuellement faits dans cette Ile. Je suis persuadé que nulle institution ne contribuera plus que la religion, au repos de cette colonie. Tous les rapports qui en arrivent portent l'empreinte et la preuve de cette vérité.

Le cardinal légat m'a prié de vous rappeler ce que vous avez daigné lui promettre pour la restitution de Benevente et de Ponte Corvo au Saint-Siège. Je lui ai dit qu'il pouvait se confier à votre promesse, et s'assurer qu'elle ne serait pas oubliée.

J'oserai de mon côté, général, réitérer mes humbles prières pour la publication de la convention religieuse. Jusqu'ici de sages délais ont produit du bien ; mais s'ils étaient plus long-

<sup>1</sup> Voir la pièce n° 1174.

<sup>2</sup> Cette lettre est datée du 24 janvier 1802 (impr. in-8 de 32 p.). Elle est intéressante, non seulement par les sentiments qu'elle exprime, mais par l'aperçu qu'elle donne des négociations entre Bonaparte et Pie VII.

<sup>3</sup> Voir t. IV, p. 341, note, p. 473, note, et p. 495, note. Cette pièce, préparée d'abord comme un bref, avait reçu définitivement la forme d'une bulle.

temps prolongés, ils deviendraient nuisibles. Ces retards sont vus avec inquiétude dans un grand nombre de départements. On essaie de persuader aux catholiques que rien ne se fera, parce que rien n'est encore publié. De son côté, la petite cabale de Londres s'imagine arrêter tout par son opposition. Peu s'en faut que l'évêque d'Arras ne se croie une puissance<sup>1</sup>. Rien ne sera plus facile à détruire qu'une aussi folle idée. Rien ne sera reçu dans l'Ouest avec plus d'enthousiasme que le concordat. Dans quinze jours le carême aura commencé<sup>2</sup>. Ce temps est le plus propre pour tirer des opinions religieuses tous les avantages que l'on s'en promet. Quel bien ne feront pas les évêques, s'ils ont le temps de se rendre dans les diocèses nouveaux, dans les deux premières semaines de carême, et d'y disposer tout pour la Pâque ! Quelle circonstance plus favorable que celle-là ! Mais un plus long retard la laissera échapper. Je présente ces motifs à votre sagesse : elle en jugera. Le sentiment qui les dicte est le plus pur et plus vif dévouement pour tout ce qui peut contribuer à votre gloire, et au bonheur de la France.

(Cultes).

### 1162. — Rapport de Portalis.

Paris, ventôse an X [vers le 20 février 1802].

#### Esprit public dans la ci-devant Belgique.

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter a pour objet de vous donner une connaissance exacte de la situation des esprits relativement aux opinions religieuses de la ci-devant Belgique, pays où elles exercent encore un empire très étendu et où elles influent pour beaucoup sur les opinions publiques. Le

<sup>1</sup> « ... En jetant les yeux sur ses articles [de Peltier] contre les évêques démissionnaires, on s'aperçoit facilement que l'évêque d'Arras est son principal associé. Ce prélat turbulent et sanguinaire a donné, en dernier lieu, une preuve de son extrême vanité. Un voyageur lui ayant dit qu'il avait eu l'honneur de s'entretenir avec le P. Consul : Vous a-t-il parlé de moi ? s'est écrié Monsieur d'Arras. — Non. — Non ? Voyez sa dissimulation ! Il n'y a pas un homme au monde qu'il craigne plus que moi » (dép. d'Otto ; Londres, 24 pluviôse : 13 février). — Cf. t. IV, p. 348.

<sup>2</sup> En 1802, le carême a commencé le 3 mars.

détail de quelques évènements qui viennent d'y avoir lieu et de la manière dont ils ont été dirigés et menés à leur fin, vous donnera, cit. Premier Consul, une nouvelle preuve de l'efficacité du système de la douceur appliqué aux matières religieuses.

Il y a cinq mois environ<sup>1</sup>, et peu après la connaissance publique de vos négociations avec la cour de Rome, grand nombre de prêtres s'étaient réunis à Louvain, dans le département de la Dyle ; ils étaient restés assemblés pendant quelques jours, et puis s'étaient séparés sans qu'aucun résultat de cette réunion se fût apercevoir, soit en bien, soit en mal, et sans qu'il en résultât la moindre trace.

Au commencement de frimaire dernier, le préfet du département de Jemmapes fut instruit qu'une assemblée pareille avait eu lieu sur le territoire de son département, dans une maison isolée de la commune de Rouvoroy, arrondissement de Charleroy. Il écrivit sur-le-champ au capitaine de la gendarmerie, pour lui demander des renseignements à ce sujet. Ce capitaine transmit au préfet le rapport de l'officier qu'il avait chargé de ses instructions ; et ce rapport, qui annonçait que l'assemblée avait été composée de soixante-dix prêtres et qu'elle était présidée par deux ecclésiastiques nouvellement revenus d'Allemagne, pouvait inspirer quelques craintes sur l'objet de cette réunion. Cet objet annoncé n'était à la vérité qu'une présomption et le résultat de quelques bruits vagues ; le danger que l'on supposait n'avait d'autre fondement que les opinions connues des prêtres qui dirigeaient ces rassemblements et leur état d'émigrés nouvellement rentrés. L'officier de gendarmerie paraissait persuadé que les mesures de pénitence et de discipline, que les prêtres annonçaient être le but de leurs réunions, n'étaient qu'un prétexte, et que le véritable motif était la rédaction d'une protestation contre le traité fait avec la cour de Rome.

Pendant que le préfet recueillait ces informations, il apprend qu'une autre assemblée d'un même nombre de prêtres se formait à Braine-le-Comte, autre commune du territoire de son département ; et le capitaine de gendarmerie qui lui donnait cet avertissement, lui faisait passer le rapport de son lieutenant

<sup>1</sup> Au milieu de septembre 1801.

qui, après avoir vu lui-même les chefs de cette assemblée, pris les renseignements les plus exacts, assurait que ces réunions étaient provoquées par deux missionnaires, dont l'objet était de rattacher les ministres du culte aux devoirs de leur état, dont beaucoup s'étaient écartés; que pendant les huit jours que duraient leurs assemblées, ils étaient continuellement en prières, en abstinence; qu'ils ne tenaient aucun discours sur le gouvernement; et qu'il se trouvait des prêtres parmi eux qui avaient fait la déclaration de fidélité à la constitution de l'an VIII.

La contradiction de ces deux rapports avait jeté le préfet dans une incertitude d'opinion qu'il désirait voir cesser, et, pour y parvenir, il écrivit au sous-préfet de Charleroy, pour l'inviter à ne rien négliger pour connaître quel avait été le but de l'assemblée tenue à Rouvoroy dans son arrondissement, quels principes on y avait professés, quels en avaient été les chefs, et quels en étaient les résultats. La réponse du sous-préfet se trouva presque en tout conforme au dernier rapport fait sur l'assemblée tenue à Braine-le-Comte; il était également rassurant, et conséquemment le premier rapport sur l'assemblée de Rouvoroy paraissait fait sur de fausses notions. Le sous-préfet donnait le détail des diverses réunions qui avaient eu lieu; et, depuis celle de Louvain qui paraît avoir été la première, celle tenue à Braine-le-Comte, et la dernière connue, était la cinquième.

Je vous prie de remarquer que les prêtres n'apportaient aucun mystère dans leurs démarches; que les chefs ou missionnaires, au moment de la séparation d'une assemblée, annonçaient hautement celles auxquelles ils allaient se rendre successivement; qu'il paraît même qu'ils se croyaient autorisés par les administrations locales, puisque le particulier qui a prêté sa maison à Braine-le-Comte avait annoncé dans le public que le préfet avait été averti; que le préfet a appris depuis que, dans le mois de vendémiaire, quelques personnes attachées à son administration avaient été consultées pour savoir si ces réunions pourraient être tolérées dans le département de Jemmapes; et que, quelle qu'ait été la réponse de ces employés, ils avaient oublié d'en donner avis au préfet. Je vous prie encore d'observer que, depuis plus de trois mois que ces assemblées avaient eu lieu dans divers départements voisins, leurs suites



n'avaient produit aucune manifestation ; la conduite des prêtres n'en était pas devenue répréhensible, et l'ordre public n'en avait reçu aucune atteinte de la part de personne.

D'après cela, le préfet de Jemmapes était tout à fait rassuré, et ce n'est que lorsqu'il apprit qu'un nouveau rassemblement devait avoir lieu dans l'arrondissement de Charleroy, sous la direction du prêtre Stevens dit Lemaigre, qu'il sentit ses inquiétudes renaître, et que, par sa lettre du 15 frimaire (6 décembre), il me donna toutes les informations que je viens d'avoir l'honneur de vous présenter, et me demanda mes conseils sur la conduite qu'il devait tenir.

Ce prêtre Stevens<sup>1</sup>, le fléau de ceux qui, dans la Belgique, ont prêté le serment de haine à la royauté, était connu par des écrits fanatiques et des principes très intolérants. Obligé de fuir pour se soustraire aux ordres fréquemment donnés pour l'arrêter, il m'avait été dénoncé ; et j'avais à son sujet demandé des informations au préfet de Jemmapes, qui, le voyant se mêler de ces assemblées, eut lieu de croire que d'après un tel chef on ne devait pas les croire sans danger.

J'examinai attentivement toutes les circonstances ; et celle de l'intervention de Stevens dans ces assemblées ne me fit point partager les craintes, que le préfet en concevait, du caractère intolérant et persécuteur de ce prêtre, de l'acharnement avec lequel il s'était élevé contre ceux qui avaient prêté le serment de haine à la royauté. Je conclus que, puisqu'il se réunissait à ceux qui avaient fait la déclaration de l'an VIII, il devait être peu éloigné de leurs principes. Il n'était pas à présumer qu'il eût pour objet de les provoquer à une rétractation : depuis plus de trois mois que ces assemblées avaient lieu, on n'avait connaissance d'aucune. Elles ne pouvaient être clandestines ; le rigorisme du prêtre Stevens n'aurait pas admis le moindre ménagement ; et l'espèce de danger que redoutait le préfet de Jemmapes ne me semblait pas si évident. Mais je compris comme lui que ces assemblées n'en étaient pas exemptes : en

<sup>1</sup> Stevens était préposé à l'administration du diocèse vacant de Namur. Cette commission lui avait été confiée le 29 août 1799 par l'archev. de Malines ; et Stevens, dès la circulaire du 17 septembre où il la notifiait, avait commencé à se déguiser sous le nom de « Cornélius, dictus Lemaigre. »

admettant qu'elles n'eussent pour objet que des mesures de pénitence et de discipline, je sentais qu'elles ne devaient pas être tolérées. Elles devenaient l'aliment des conversations ; elles attiraient l'attention générale ; chacun en appliquait le motif à sa propre façon de penser, et l'effet inévitable devait être, ou d'exciter de l'inquiétude dans les esprits, ou de leur donner une fausse direction ; et je m'occupais des moyens d'empêcher leur retour. Je n'eus pas un instant l'idée d'employer ceux de la sévérité. Elle serait juste, qu'appliquée aux matières d'opinions religieuses, elle prend l'air de la persécution ; elle attire l'intérêt sur ceux qui en sont l'objet ; elle inspire la résistance et produit bientôt la révolte. Ces effets étaient bien plus à craindre encore dans la Belgique, où l'influence du clergé tient à des racines plus profondes que dans aucune autre partie de la République ; et je pense que c'est en faisant des lois particulièrement pour les prêtres, qu'on a multiplié là plus qu'ailleurs les embarras qu'ils ont causés. C'est donc sous des rapports généraux que j'envisageai l'affaire des assemblées dans la Belgique, et je les considérai comme tout rassemblement que la loi déclare illicite lorsqu'ils n'ont pas la sanction de l'autorité. Cette idée fut la base des instructions que je donnai au préfet. Je lui recommandai l'emploi préalable des voies de représentation, du raisonnement, en un mot la marche d'une autorité paternelle, qui éclaire l'imprévoyance et qui ne veut punir que l'obstination <sup>1</sup>.

Parfaitement secondé par le préfet de Mons, à la sagesse duquel je me plais à rendre justice, j'ai obtenu le succès que je désirais. Instruit qu'une nouvelle réunion de prêtres se formait dans la commune de Lessines, arrondissement de Tournay, le préfet donna des ordres à un officier de gendarmerie dont il connaissait la prudence, et qui se rendit à Lessines seul et sans appareil. Il le chargea d'une lettre pour la municipalité, d'une autre pour les prêtres rassemblés ; et les explications pré-

<sup>1</sup> Lettre de Portalis au préfet, du 24 frimaire (15 décembre). Elle se termine ainsi : « Au reste, je ne saurais mieux faire que de m'en rapporter à votre sagesse, pendant l'intervalle qui va s'écouler jusqu'à la promulgation des réglemens relatifs aux cultes ; intervalle difficile à passer, surtout à l'égard de ceux de qui la modération n'obtient rien, et qui appelleraient sur leur conduite une sévérité, que le gouvernement emploierait à regret. »

sentées dans cette dernière lettre avec douceur et cependant avec fermeté, produisirent, sans opposition, sans murmures, le meilleur résultat<sup>1</sup>. Les prêtres se séparèrent; le chef se rendit à la préfecture et m'écrivit pour m'annoncer son arrivée prochaine à Paris. Je l'ai vu en effet depuis : c'est un missionnaire qui parcourt l'Europe entière, et, quoique susceptible des exagérations de l'apostolat, ne m'a pas paru avoir des principes dangereux pour les gouvernements.

Je me suis fort étendu sur les particularités relatives à ces assemblées, parce que les événements qui en ont été la suite pouvaient d'abord paraître inquiétants, et parce que leur issue, que des moyens de rigueur auraient rendue très funeste, est un heureux et nouveau témoignage en faveur des mesures de tolérance et de modération, dont vous avez sagement recommandé l'usage. Maintenant, je vous prie de me permettre d'appeler votre attention sur un point plus général, qui affecte l'esprit public d'une manière plus étendue en Belgique, et dont les conséquences ont également été amenées à un résultat heureux par des moyens de conciliation.

Le clergé de la Belgique n'était point assujéti au serment de la constitution civile du clergé, décrété par l'Assemblée constituante; mais il le fut à celui de haine à la royauté et à l'anarchie. Ce serment fut rejeté par beaucoup d'ecclésiastiques et prêté par quelques-uns; et dès lors il s'établit un schisme, et le clergé se trouva divisé, comme dans l'ancienne France, entre les prêtres sermentés et les prêtres insermentés. Ces derniers furent pour la plupart obligés de s'expatrier ou de se cacher, et ceux qui continuèrent l'exercice public et autorisé de leurs fonctions, parce qu'ils avaient prêté le serment, n'eurent qu'un très petit nombre de sectateurs.

Depuis que votre gouvernement a remis en vigueur les principes d'ordre et de justice, les prêtres insermentés ont reparu dans la Belgique, et dès ce moment il s'est établi une lutte d'opinions et d'écrits relativement à eux et aux prêtres sermentés. Vous avez vu, dans le cours du présent rapport, que l'un des

<sup>1</sup> Lettres du préfet de Jemmapes, des 23 et 26 décembre. Réponses de Portalis des 27 décembre et 3 janvier.

plus acharnés déclamateurs contre le serment et contre ceux qui l'avaient prêté, était le prêtre Stevens, grand vicaire de Namur. Dans ses prédications comme dans ses écrits, il les dévouait à l'indignation publique ; et, soit que l'opinion du prêtre Stevens fût partagée par la majorité des citoyens, soit que les prêtres qui l'avaient prêté éprouvassent des remords, ou bien que par l'esprit de paix et de charité ils voulussent se réconcilier avec les dissidents, les prêtres sermentés entrèrent en explication avec eux et se justifèrent par la distinction qu'ils faisaient du sens du serment d'avec la lettre. Mais leurs adversaires, abusant d'un bref de Pie VI, qui ne s'appliquait qu'aux habitants de Rome et qui était plutôt un acte politique qu'un acte religieux<sup>1</sup>, lui opposaient la condamnation absolue portée dans ce bref, et soutenaient que ce ne pouvait être que lorsque l'autorité qui avait condamné aurait admis la distinction, que ce motif pourrait être valable.

Sur ces entrefaites, S. Em. le cardinal Caprara arriva en France, et quoique non reconnu par vous, ses titres et ses pouvoirs de légat *a latere* passèrent pour publiquement constants. Les prêtres sermentés de la Belgique prirent la résolution d'y recourir. Deux de leurs députés arrivèrent à Paris, et dans leur première démarche ils s'adressèrent à moi ; mais le gouvernement ne devant en aucune manière s'entremettre dans des disputes purement théologiques, parce que l'autorité a peu de prise sur les opinions et surtout sur les opinions religieuses, et que la conscience est notre sens le plus rebelle, je les renvoyai au cardinal. Ce prélat, sentant comme moi le besoin qu'on avait de la paix, surtout dans le moment où il importe que tous les esprits se réunissent pour le succès de l'organisation ecclésiastique, se concerta avec moi ; et, tacitement autorisé<sup>2</sup>, il rendit un

<sup>1</sup> Voir t. III, p. 629 ; t. IV, p. 559, note, etc.

<sup>2</sup> Voir la pièce n° 1080. — La décision de Caprara ayant reçu dans les journaux d'Europe une publicité contraire au vœu du gouvernement français, la cour de Rome jugea prudent de ne pas paraître directement dans cette affaire. C'est en ce sens que Consalvi écrivit le 3 avril à Mgr Severoli, devenu nonce à Vienne : « Essendo fissato, che non convenga pubblicar con le stampe in Roma il breve [voir t. IV, p. 25] e decreto pontifici rapporto al giuramento del Belgio, i quali non avea permesso il governo francese che fossero pubblicati in Parigi, e che convenga astenersi dal render pubblica qualunque formola di sommissione,

décret interprétatif du serment, qui rentrait dans le sens de la distinction que les prêtres sermentés avaient proposée. Ceux-ci déclarèrent que les principes établis dans ce décret avaient toujours été les leurs, et ils donnèrent communication de ces actes à leurs adversaires, qui ne pourraient plus dès lors argumenter de la prétendue condamnation portée par Pie VI.

Par sa lettre du 21 nivôse (11 janvier), le préfet du département de l'Escaut m'apprend que la réunion s'est opérée entre les chefs des deux partis, et qu'ils vont concourir de bonne foi à la rendre générale. Ainsi cette affaire, à laquelle s'attachait un intérêt très vif, a fini d'une manière satisfaisante, et ne peut plus devenir le motif de la plus légère agitation <sup>1</sup>.

compresa quella che per privato regolamento è stata comunicata al sig. cardinale legato in Parigi, per non essere espediente il produrla mai come derivante dalla Santa Sede, sarà della attenzione ed usata diligenza di V. E. il procurare, che simile formola non venga inserita in istampe di sorta alcuna, e di allontanare il pericolo, che possa sospettarsi di essere stata la formola stessa in qualunque maniera direttamente o indirettamente approvata dalla Santa Sede Apostolica... » (Arch. du Vatican). Cf. t. IV, p. 141, note 2.

<sup>1</sup> Le 18 mars, le card. de Frankenberg a fait distribuer un mandement sur le serment de haine. Il disait notamment n'avoir connu qu'à Noël la décision de Caprara du 2 décembre (cf. t. IV, p. 559, note 2), et avoir demandé au Légat des explications, qui lui avaient été envoyées le 17 février. Cette pièce étant trop intentionnellement défavorable aux assermentés, à qui elle était adressée (voir le texte dans Theiner, t. II, pièce XLI), fut par cette raison interdite par le préfet de la Dyle (Lettre de Portalis au préfet, du 4 avril. Cf. *J. des Débats* du 13 avril). En même temps une pastorale semblable, répandue par l'animosité du prince évêque de Liège, faisait l'objet de la même prohibition. Portalis approuva ces mesures du préfet. Dans une lettre qu'il lui adressa le 6 mai, il ajoutait, à propos de cette dernière pastorale : « Depuis longtemps je suis informé des menées fanatiques et turbulentes du prêtre Stevens, auteur du mandement dont il est question, et j'ai demandé son interdiction à S. Em. le card. légat ; de sorte qu'il n'a plus de pouvoirs, et c'est par un double abus qu'il les exerce et en fait un si mauvais emploi... »

Il était vrai que Caprara, sollicité à la fois par Portalis et par Fouché (qui avait même lancé des ordres d'arrestation contre Stevens) avait promis, dès le 15 février, de retirer tout pouvoir à ce prêtre remuant. Mais les démarches de Caprara, d'abord auprès de l'archev. de Malines, puis auprès de celui de Cambrai, allaient entraîner assez de délais pour laisser au concordat le temps d'être promulgué. Une fois le concordat en vigueur, Caprara jugea que les pouvoirs de Stevens cessant de plein droit, il devenait inutile de les révoquer expressément. On sait que Stevens a continué, pendant le Consulat et l'Empire, de diriger une opposition sourde contre le système ecclésiastique de Napoléon (Voir L. Glorieux, *Du Stéoenisme*, 1835).

J'avais remarqué que les retards indispensables qu'éprouve le complément de l'organisation ecclésiastique provoquaient une espèce d'incertitude, et, par une correspondance exacte et très étendue, je l'ai empêchée de naître. Une lettre-circulaire de simple administration<sup>1</sup>, que j'ai adressée aux préfets et dont les journaux des départements ont fait mention, a donné une nouvelle activité à l'espérance; et c'est dans des dispositions de reconnaissance et d'admiration, que tous les bons citoyens attendent ce nouvel effet de votre sollicitude pour le bonheur public.

(Arch. nat., AFiv 1044).

### 1163. — Rapport de Portalis.

Paris, 1<sup>er</sup> ventôse an X (20 février 1802).

#### Esprit public<sup>2</sup>.

J'eus l'honneur de vous présenter un résultat satisfaisant, dans mon dernier rapport, sur l'esprit public relativement aux opinions religieuses et à la matière des cultes<sup>3</sup>; et depuis, ma correspondance n'a fait que confirmer les dispositions favorables que je vous avais annoncées.

Votre sollicitude pour calmer les consciences et pour ramener aux principes religieux, excite dans toute la République la plus vive reconnaissance, de la part de ceux mêmes qui n'y voient qu'un moyen de rétablir l'empire si désiré et si nécessaire de la morale.

« Ceux qui critiquent le rétablissement des cultes, m'écrit le préfet du département de la Manche, ne connaissent que Paris;

<sup>1</sup> Pièce n<sup>o</sup> 1065.

<sup>2</sup> Le 28 novembre, Portalis s'était engagé à former un tableau de l'opinion, et à le remettre au P. Consul « au moment décisif, où tous les arrangements seront prêts » (t. IV, p. 416; cf. p. 560). Dans cette vue, il avait fait réunir, le 24 décembre, les matériaux d'un rapport d'ensemble (Arch. nat., F<sup>19</sup> 327); puis, comme la publication du concordat était restée ajournée, il venait seulement de mettre en œuvre ces matériaux, en y ajoutant ceux qu'il avait réunis depuis.

<sup>3</sup> Ce rapport, qui n'a pas été retrouvé, doit être de la première moitié de novembre, quand on croyait que le concordat pourrait être publié à l'occasion de la fête du 18 brumaire, ou présenté aux Assemblées avec les autres traités de paix. Comme moyen de dater, on peut se reporter au passage où Portalis parle d'une réponse du préfet du Mont-Blanc, du 20 novembre, qu'il n'avait pas encore reçue au moment où il rédigeait ce premier rapport.

ils ignorent que le reste de la population le désire et en a besoin. Je puis vous assurer que l'attente de l'organisation religieuse a fait beaucoup de bien dans mon département, et que, depuis ce moment, nous sommes tranquilles à cet égard <sup>1</sup>. »

Cet effet ne s'est pas borné à l'intérieur de la France : vos sages dispositions ont ramené des hommes aigris par la persécution, ou égarés par leurs scrupules. Elles ont préparé l'instant où toutes les divisions viendront s'éteindre dans un sentiment commun d'union et de concorde. « La paix religieuse a consolidé la paix politique ; elle a arraché le poignard à l'intrigue et au fanatisme », telles sont les expressions de la lettre que le cit. Otto m'a écrite de Londres <sup>2</sup>. Il ajoute : « Les mesures du gouvernement ont rattaché à leur patrie un grand nombre d'ecclésiastiques qui y avaient renoncé. J'en ai recueilli ici les témoignages les plus vrais et les plus consolants. »

Ce retour vers la terre natale, que les circonstances antérieures à votre gouvernement ne permettaient pas de désirer, est devenu depuis un besoin impérieux. Les lettres du général Clarke, ministre plénipotentiaire à Florence, du cit. Pétiet, ministre extraordinaire à Milan, de l'ambassadeur à Naples, attestent qu'ils sont tourmentés par l'impatience d'une foule de prêtres qui en sollicitent la faculté <sup>3</sup>. Du fond de la Gallicie, de pres-

<sup>1</sup> Dans son « Discours sur l'organisation des cultes », prononcé le 15 germinal, Portalis a reproduit ce passage de la lettre du préfet de la Manche, [du 14 décembre], ainsi que les extraits, qui suivent, d'une lettre du préfet de Jemmapes [du 23 novembre] et d'une lettre du préfet de l'Aveyron, du 9 janvier.

<sup>2</sup> Lettre du 15 novembre.

<sup>3</sup> La lettre de Clarke, celle de Pétiet [du 22 octobre], et celle d'Alquier [du 23 novembre, adressée à Talleyrand] demandaient également une règle de conduite, à l'égard des prêtres qui sollicitaient des passeports pour rentrer en France. En faisant connaître cette demande à Fouché (lettres du 23 novembre et du 18 décembre), Portalis lui écrivait : « C'est à vous à juger quelle garantie il convient d'en exiger [des prêtres], et je vous prie de prendre une décision qui fera cesser l'incertitude où se trouvent les ministres de la République près les puissances étrangères... » — Fouché répondit le 30 décembre, qu'il venait d'adresser à Talleyrand les solutions demandées. « Au surplus, ajoutait-il, si vous êtes consulté vous-même sur les formalités à remplir par un prêtre déporté qui désire rentrer dans sa patrie, vous pouvez assurer que je n'en autoriserai le retour, qu'autant qu'il aura souscrit la promesse de fidélité à la Constitution devant l'agent diplomatique chargé de lui délivrer un passeport, et, qu'arrivé à la frontière, il ne

que toutes les parties de l'Europe, on me fait des demandes semblables; et c'est vers la patrie que, par sa lettre de Londres du 19 novembre, l'ancien évêque de Lescar m'écrit que ses vœux et ses regards se tournent entièrement.

Pour vous confirmer, cit. Premier Consul, que l'organisation religieuse est partout désirée, je pourrai vous citer la lettre du préfet de Lyon, du 25 brumaire (16 novembre); je pourrai vous présenter une foule de lettres écrites de toutes les parties de la République; je pourrai vous transcrire les expressions de celle du préfet du département de Jemmapes, qui assure « que tous les bons citoyens, les respectables pères de famille soupirent

pourra pénétrer, si copie de la promesse n'est jointe au passeport qui lui aura été donné. » (Cf. t. IV, p. 379, note 2, et p. 381, note 1).

Ce n'était pas seulement le mauvais vouloir de la police française qui élevait des obstacles à la rentrée des prêtres du second ordre; c'était trop souvent aussi l'esprit de parti chez les évêques non démissionnaires. Ainsi à Londres, Mgr de la Marche, qui servait d'intermédiaire avoué entre le gouvernement anglais et le clergé déporté, s'opposait au départ des ecclésiastiques, qu'il craignait de voir promettre fidélité au régime consulaire. « Un grand nombre d'entre eux, écrivait Otto, sollicite mon intervention pour les soustraire à la tyrannie du ci-devant év. de S. Pol de Léon. Ce prélat, estimable sous d'autres rapports, pousse l'intolérance politique et religieuse au point de refuser des certificats, même aux prêtres malades qui se présentent chez lui, et qui ne peuvent sortir du royaume sans l'approbation de l'év. de Léon, chef du comité ecclésiastique. Il a dit, en dernier lieu, à un prêtre sexagénaire et très malade : Ma conscience ne me permet pas de vous donner un certificat : j'aime mieux vous voir en Angleterre que de vous envoyer en France. Ces vexations sont très multipliées depuis que l'év. de Léon a refusé de se soumettre au S. Siège » (dép. du 2 décembre. Voir aussi une lettre de Caprara à Portalis du 11 décembre). — En Allemagne, les prélats opposants ne pouvaient employer des moyens aussi efficaces, mais ils entretenaient les scrupules des prêtres qui vivaient autour d'eux. « Sono innumerevoli, disait Troni, gli individui che prefiscono di restare in questa parte del Reno in esiglio e lontani dalle loro chiese, che di prestare la detta Promessa. Eglino mi tempestano di lettere, per avere una norma di condotta. Io ho differito di rispondere per qualche tempo, poichè credeva che con la pubblicazione del concordato la questione caderebbe da sè stessa : in questi ultimi giorni poi ho creduto (per non disacerbarli col silenzio) di rispondere, che per avere su di ciò una categorica risposta, bisognava che s'indirizzassero all' Emo card. legato. Sarebbe fare un gran bene (se ciò è combinabile con le altre viste) di togliere di mezzo anche questa controversia, facendo insinuare a quelli che sono ancora renitenti, la norma che debbono seguire » (dép. datée d'Augsbourg, le 28 février).



après cette organisation, et que la paix rendue aux consciences sera le sceau de la paix générale que le gouvernement vient d'accorder aux vœux de la France. »

Je pourrai mettre sous vos yeux ce passage d'une lettre du préfet du département d'Ille-et-Vilaine, qui n'est que la répétition de ce que contiennent celles de tous ses collègues : « Dans les campagnes, dit-il, les cultivateurs bénissent la bienfaisance du gouvernement en jouissant de leurs églises. » Je pourrai vous apprendre, d'après ce que me mande le préfet de l'Aveyron, sous la date du 19 nivôse (9 janvier), que les habitants de ce département tirent les conséquences les plus rassurantes de quelques expressions relatives aux cultes, insérées dans le compte rendu fait à l'ouverture du Corps législatif le 1<sup>er</sup> frimaire dernier (22 novembre) : « On a vu les esprits se tranquilliser, et les ecclésiastiques d'opinions différentes devenir plus tolérants les uns envers les autres. »

Je pourrai faire passer sous vos yeux une immense quantité de discours, d'exhortations prononcés dans les églises, qui tous rappelant les esprits à la concorde, vous paient un tribut de reconnaissance et d'admiration ; et, dans le nombre de ces sortes d'ouvrages, je ne fixerai particulièrement votre attention que sur ceux des grands vicaires de l'ancien évêque de Lescar, d'un ecclésiastique de Nantes nommé Legain, et d'un autre de Bruxelles nommé Blanchelandin-le-Chêne <sup>1</sup>, dans lesquels j'ai remarqué une onction, une vérité de sentiment, qui sont les caractères certains des meilleures dispositions. J'ai reconnu le même esprit de paix et de soumission dans la lettre pastorale de l'ancien archevêque de Bordeaux, dans celles de l'ancien archevêque d'Aix et des anciens évêques de Troyes et d'Alais <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Mandement des vic. généraux du diocèse de Lescar au sujet de la signature des préliminaires de la paix avec l'Angleterre, et de la paix générale (donné à Pau, le 31 octobre 1801; imp. in-4 de 8 p.). — Exhortation à la paix, faite aux fidèles de Nantes, à la suite d'un discours prononcé le 1<sup>er</sup> novembre 1801, par le cit. Legain, prêtre (impr. in-8). — Exhortation à la paix par le cit. Blanchelandin-le-Chêne, prêtre ci-devant déporté, prononcée dans l'église Ste-Catherine de Bruxelles.

<sup>2</sup> Nous avons déjà mentionné les lettres pastorales des archev. d'Aix (t. IV, p. 100, note 1 ; p. 349, note 2) et de Bordeaux (t. IV, p. 355, note 2 ; p. 366), et

J'aurai l'honneur de vous faire observer que tous ces différents ouvrages appartiennent au clergé non constitutionnel. Quant aux membres du clergé constitutionnel, à l'exception de ceux qui, par esprit d'ambition ou par le désir de se livrer à leurs passions, ont toujours adopté les différentes nuances de la Révolution, ils attendent avec résignation les résultats de vos opérations. Cependant les observations et l'expérience de la plupart des préfets me donnent lieu de croire, que l'opinion publique leur est moins favorable qu'aux prêtres insermentés, et que partout où ils se trouvent en rivalité, ces derniers obtiennent sur eux une préférence très marquée. J'en tire essentiellement la preuve des rapports des préfets du Mont-Blanc, de la Vienne et d'un membre du Tribunat, du département de la Manche<sup>1</sup>.

Pour le succès de l'organisation que vous préparez, il me paraît si important de vous faire connaître l'espèce de crédit dont jouissent les deux classes de prêtres, c'est-à-dire les sermentés et les insermentés, que je crois nécessaire de mettre sous vos yeux les expressions mêmes des lettres de deux fonctionnaires publics, dignes de votre confiance. « Comme ex-constituant, dit un membre du Corps législatif actuel du département de l'Aveyron, je désirais plus qu'un autre que les prêtres qui ont adhéré à la constitution civile du clergé fussent récompensés de leur dévouement; mais mon respect pour la vérité me force d'avouer qu'il existe en général une très forte prévention contre eux, prévention malheureusement fondée par la mauvaise conduite de quelques-uns des leurs. Les prêtres qui n'ont fait que la dernière promesse de fidélité, sont incontestablement la partie la plus recommandée du clergé de l'Aveyron par leurs lumières et par leurs vertus; ils paraissent s'attacher de bonne foi au gouvernement. Leur soumission actuelle fait présumer que c'est par des motifs puisés dans leurs consciences, et non dans des

celle de l'év. de Troyes (t. IV, p. 103, note 1; p. 438). Celle de l'év. d'Alais était intitulée: « Lettre de M. l'év. d'Alais à MM. les vic. généraux de son diocèse », et datée du 24 décembre 1801 (imp. in-8 de 34 p.).

<sup>1</sup> La lettre du préfet de la Vienne, celle du préfet du Mont-Blanc [du 20 novembre], et celle du tribun Perée, de la Manche, n'ont pas la portée générale que leur attribue ici Portalis. Il est du reste à remarquer que dans ce rapport, Portalis force souvent le sens des citations qu'il détache de sa correspondance.

vues politiques, qu'ils ont refusé les premiers serments ; et c'est sans doute à ces considérations qu'on doit attribuer le succès qu'ils obtiennent dans l'exercice de leur ministère : car leurs églises sont les plus fréquentées, et une très grande majorité s'est prononcée en leur faveur. »

« Le peuple, dit le préfet du département du Bas-Rhin dans un mémoire fort détaillé<sup>1</sup>, se prononça tellement pour la religion des insermentés, que ni la persécution, ni la sévérité des lois révolutionnaires, ni les fureurs du terrorisme n'ont pu déterminer la majorité des citoyens à suivre le culte exercé par les constitutionnels. Je ne puis dissimuler, sans trahir lâchement la vérité, que la conduite morale des prêtres de ce clergé a beaucoup contribué à fortifier ces funestes préjugés. Sur vingt à vingt-cinq constitutionnels qui y existent (dans le Bas-Rhin), il n'en est guère que sept à huit qui se soient concilié le respect du peuple par leurs vertus, et le reste a donné l'exemple de la plus profonde ignorance et de la plus révoltante immoralité... Il est peu de prêtres dissidents auxquels on puisse reprocher une vie immorale ; ils ont obtenu plus de confiance et donné à l'esprit public une direction qui est toute à leur avantage. »

C'est dans les mêmes vues que je vous rappellerai qu'il vous a été adressé, par la plupart des citoyens de la ville d'Amiens, une pétition tendant à ce que M. de Machault, leur ancien évêque, soit replacé sur son siège ; que les habitants des Sables-d'Olonne, département de la Vendée, ont fait la même demande de M. de Mercy, ancien évêque de Luçon. Cette demande n'est pas l'expression de quelque opinion de parti, puisqu'elle est appuyée par le préfet de ce département qui, dans sa lettre du 22 frimaire dernier (13 décembre), s'exprime ainsi : « Je ne dois vous laisser ignorer aucun des moyens qui peuvent maintenir dans mon département la tranquillité dont il jouit après tant de désastres. La Vendée est extrêmement attachée à la religion catholique ; et c'est à la tolérance du gouvernement actuel qu'on

<sup>1</sup> Cette pièce avait été rédigée vers le milieu de 1801 pour le ministre de l'Intérieur. Portalis ayant demandé des renseignements au préfet, celui-ci lui a adressé une copie de ce mémoire, le 1<sup>er</sup> janvier 1802. Le préfet évaluait à 520 le nombre des prêtres catholiques dans son département, à 210 celui des ministres protestants, et à 72 celui des rabbins.

y doit le retour de la paix, et la soumission aux lois... M. de Mercy, ancien évêque de Luçon, y jouit partout, malgré la différence d'opinions religieuses, de la plus haute estime et de la confiance la plus illimitée. Je reçois de toutes parts des lettres, où l'on m'engage à solliciter le gouvernement de le replacer dans cette contrée. Je regarde ce moyen comme le plus propre à éteindre jusqu'au dernier brandon de la discorde... Je regarde la réintégration ou la nomination de cet évêque comme la mesure la plus efficace pour concilier tout, et consolider à jamais la tranquillité dans mon département. Ce sera un service très important rendu à la chose publique. »

La lettre d'un maire du département du Morbihan <sup>1</sup> m'avait donné quelque inquiétude sur la conduite des prêtres rentrés sur le territoire de la ci-devant Bretagne. Cependant la réponse que le préfet du même département m'a faite au sujet de la circulation qui m'était annoncée d'un faux bref du Pape, m'a entièrement rassuré. Il m'annonce qu'il n'y a aucun mouvement dans son département, et il ajoute : « Il serait bien intéressant que l'accord réel fait avec la cour de Rome fût régulièrement connu. Cela ferait cesser les incertitudes, qui prêtent tant aux fausses nouvelles et au fol espoir. » Ainsi j'ai lieu de penser que le maire de la commune de Baud a pris l'impatience pour de l'agitation.

Il en est de même des inquiétudes que m'avait causées une dénonciation contre un prêtre insermenté du département du Finistère <sup>2</sup>, qu'on accusait d'intolérance vis-à-vis des sectateurs des prêtres constitutionnels. Les renseignements que me donne le préfet de ce département démentent absolument cette dénonciation, et me font croire qu'elle est l'ouvrage de la haine et de la jalousie.

Vous vous rappellerez peut-être, que, dans mon dernier rapport, je vous instruisis de la dénonciation que j'avais reçue d'un prêtre assermenté du département du Mont-Blanc contre les prêtres insermentés rentrés, qu'il accusait de prédications séditieuses contre le repos public et contre les acquéreurs de biens

<sup>1</sup> Lettre du 14 novembre, écrite par Corbel, maire de Baud, qui avait appartenu à la Convention, puis au Conseil des Anciens.

<sup>2</sup> Le curé de Plougonvelin.

nationaux. Le préfet, à qui je donnai connaissance de cette dénonciation, m'a répondu le 29 brumaire (20 novembre) : « que l'exercice du culte dans son département ne cause aucun trouble ; que les acquéreurs de biens nationaux n'y sont nullement inquiétés. » Il rend un témoignage très défavorable au dénonciateur, qui a participé à toutes les horreurs de la Révolution, « qui s'est, dit-il, soit comme prêtre, soit comme homme, placé toujours entre la mésestime et le blâme. » Et il ajoute : « La réorganisation du clergé devient chaque jour plus instante, tant à raison des désirs et des besoins du peuple, que pour mettre fin à une rivalité entre les prêtres, qui pourrait compromettre les intérêts de la religion et la tranquillité publique. »

Un résultat satisfaisant à vous faire connaître, parce qu'il est le prix de votre sollicitude pour le bonheur public, c'est celui que partout ont produit les mesures de douceur et de tolérance<sup>1</sup> adoptées par les autorités locales.

Dans un département (celui de la Haute-Loire), où dans des temps malheureux la persécution contre les prêtres avait été portée au plus haut point, et y avait produit son effet ordinaire, celui d'aigrir les esprits et d'élever la résistance et la haine contre le gouvernement au même degré que la vexation, un système de douceur et d'équité a complètement ramené le calme et l'obéissance. « Il est certain, dit le préfet, que les adoucissements sensibles qu'a opérés le gouvernement en faveur des prêtres, les a presque tous attirés à lui. Ils ne craignent pas de l'exprimer

<sup>1</sup> Avant la promulgation du concordat, cette règle de conduite, bien que contrariée par Fouché, a été constamment recommandée par Portalis. Par exemple, il avait écrit le 8 janvier au préfet de la Moselle : « Vous savez trop bien que sur tout ce qui touche les opinions religieuses, l'éclat et la sévérité ont toujours fait plus de mal que de bien ; qu'en faisant pour les prêtres un code distinct de celui qui s'appliquait aux autres citoyens, on leur a donné trop d'importance ; qu'en prenant contre eux des mesures de rigueur, on a attiré sur eux trop d'intérêt, et que le meilleur moyen de les rendre tolérants, c'est que de l'être à leur égard. » — Le 20 mars il allait écrire au gén. Moncey, premier inspecteur de la gendarmerie : « Je suis persuadé que les prêtres n'ont causé de l'embarras, que parce qu'on a mis trop d'importance à leur conduite et à leurs querelles. En faisant des lois contre eux, on les a en quelque sorte tirés de la sphère commune à tous les citoyens : ils sont devenus l'objet de l'attention, et quelquefois par trop de sévérité, on les a rendus celui de l'intérêt. »

par lettres, et ils ont contribué pour beaucoup à calmer l'effervescence des campagnes. »

Le préfet du Finistère se félicite d'avoir obtenu le même succès, de mesures semblables. « Je suis occupé, m'écrit-il, à apaiser les troubles nés d'opinions religieuses, et mes exhortations, que je transmets aux maires ainsi qu'aux ministres des cultes, ont déjà produit des effets salutaires dans quelques communes. »

« Je ne connais pas de meilleur spécifique pour ramener le calme, qu'une sage tolérance envers tous les ministres du culte et l'indulgence envers quelques-uns... Ma marche a été constante et soutenue, pour parvenir à mon but, qui était de tout tranquilliser, et de faire chérir le gouvernement par environ quatre cent mille citoyens qui veulent un culte et des prêtres dignes de leur confiance. Je suis heureusement parvenu à ce but. » Telles sont les expressions contenues dans une lettre du préfet du Bas-Rhin, en date du 11 nivôse (1<sup>er</sup> janvier). Elles se trouvent répétées dans celle que le préfet du Doubs m'a écrite le 2 du même mois (23 décembre), ainsi que dans celles de plusieurs autres préfets ; et la plus heureuse expérience confirme la sagesse de vos vues.

A Paris, l'esprit public sur les matières des cultes est à peu près nul<sup>1</sup>. Cependant l'ouvrage de M. de Lally-Tollendal contre la résistance des évêques réfugiés en Angleterre<sup>2</sup>, a fait une vive et très bonne impression sur les personnes de toutes les classes qui qui en ont eu connaissance, et cette impression a jeté un blâme général sur la conduite de ces évêques.

Il circule dans les sociétés de prétendus articles du concordat, d'après lesquels le rétablissement de l'Eglise catholique serait entier, et la renonciation du Pape aux droits temporels, formelle. Ces dispositions paraissent ne pas déplaire à ceux qui ne doutent pas de leur authenticité. Voilà ce que m'apprennent les informations que le préfet de Police<sup>3</sup> me donne avec exactitude.

Vous jugerez, d'après ces résultats d'une correspondance fort étendue, que le rétablissement des cultes est attendu comme

<sup>1</sup> On a vu (p. 6) que le témoignage de Del Gallo était dans le même sens.

<sup>2</sup> Voir t. IV, p. 243, note 2 ; p. 352, note 2. — Les trois premières « Lettres » de Lally-Tollendal ont été réimprimées à Paris (in-8 de 108 p.).

<sup>3</sup> Voir le Bulletin du préfet de police, du 25 frimaire (16 décembre).

une faveur précieuse par les fidèles des deux principales églises. Je reçois des témoignages journaliers de reconnaissance et de satisfaction de la part des Protestants. Le cit. Rigaud, ex-syndic de Genève, le cit. Rabaud-Pomier, ex-ministre protestant, le préfet du département du Léman, confirment par leurs lettres <sup>1</sup> les bonnes dispositions, dont presque tous les consistoires m'ont adressé directement l'assurance avec des mémoires relatifs à leur organisation <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Nous parlerons plus loin des lettres de l'ex syndic Rigaud et du préfet du Léman. — Quant à Rabaut-Pomier, il avait commencé la correspondance la plus fréquente, qu'aucun protestant fonctionnaire ait entretenue avec Portalis avant la loi du 18 germinal an X. Dès le 18 octobre il lui écrivait : «... Quelques protestants de ce pays se joignent à quelques protestants de Paris, auxquels mon frère [Rabaut le jeune] se joindra, pour vous transmettre des renseignements sur le nombre des protestants de la France, des églises et des pasteurs que la population et la distance des lieux peuvent rendre nécessaires, et sur les rapports administratifs qui doivent les attacher au gouvernement. Un premier aperçu me fait supposer qu'il y a après de deux millions de protestants en France; qu'il leur faut moins de mille pasteurs, ministres suffragants ou préposants en exercice; et que leur culte ne doit pas coûter dans l'année un million à l'Etat. Les mémoires qui vous seront présentés vous donneront un aperçu plus détaillé et plus approximatif. » — Le 2 janvier, il ajoutait : « Il y a quelque temps que l'on m'écrivit de Paris que le gouvernement devait salarier les ministres des cultes, et l'on me demanda des renseignements sur le nombre des églises à former dans les départements du Midi où je pourrais parvenir à le connaître. La Révolution ayant interrompu mes correspondances et apporté des changements dans l'état de ces églises, je ne puis fournir que très peu de renseignements. Mes anciens correspondants, ou n'existent plus, ou ont changé de demeure, ou n'ont pas répondu. Je vous transmets aujourd'hui quelques tableaux que j'ai reçus. Ils seraient plus exacts, s'ils étaient fournis par des Synodes, qui connaîtraient les vues du gouvernement et où tous les intérêts seraient débattus. Des particuliers peuvent être inexacts ou partiels, et j'ai été obligé d'y rectifier quelques erreurs. » — Ainsi, comme il a été dit (t. IV, p. 392, note 1), Rabaut-Pomier, n'a pas seulement contribué au mémoire de Nîmes; il a adressé directement à Portalis quelques notes, ayant principalement un caractère statistique (voir les séances du consistoire de Bordeaux, des 9 et 24 octobre 1801. On conserve au consistoire de Paris une de ces notes, qui est relative aux protestants du Gard). — Outre ces informations, d'une portée générale, Rabaut-Pomier a également correspondu avec Portalis sur des intérêts locaux.

<sup>2</sup> Comme nous l'avons indiqué (t. IV, p. 392, note), cette partie de la correspondance de Portalis a été très restreinte. Et il ne pouvait en être autrement, parce que les consistoires qui avaient survécu au régime de la révocation de l'édit de Nantes, puis de la Terreur, étaient peu nombreux, et ne jugeaient pas tous

Je terminerai ce tableau, par l'annonce des demandes que j'ai reçues du général Duplessis et du commandant des Invalides. L'un et l'autre attendent impatiemment l'instant où il pourront solennellement conduire les militaires qu'ils commandent aux exercices religieux, que ces militaires eux-mêmes désirent. Ils ne doutent pas que leur attachement à ces devoirs n'ajoute encore, s'il est possible, au zèle qu'ils mettent à remplir ceux d'une autre espèce.

(Arch. nat., AF IV 1044).

#### 1164. — Observations de Talleyrand sur le rapport de Portalis.

Paris [vers le 25 février 1802] <sup>1</sup>.

Ce rapport sur l'esprit public est loin d'embrasser un sujet aussi vaste, sous le rapport même unique du rétablissement des cultes. Il ne présente que quelques vues partielles, et des témoignages individuels qui ne sont pas l'opinion publique. Le rédacteur a remué tout Paris, la France et l'Europe entière, avec quelques passages de lettres écrites de la Vendée et de la Belgique<sup>2</sup>, et une brochure de Lally qui n'a pas été lue par deux cents personnes (car aujourd'hui personne ne lit). Il reste cependant pour constant que le rétablissement des cultes est ardemment désiré et sera béni par la très grande majorité de la nation,

prudent de se faire connaître. — On pouvait du reste observer à ce moment, dans la majorité des Réformés de l'ancienne France, une circonspection, qui chez beaucoup était l'effet de la timidité, et chez les autres celui de la tiédeur, répandue dans les croyances par l'esprit du siècle. « Lorsque j'arrivai dans cette préfecture, en pluviôse an IX, écrivait le préfet de la Drôme, je reçus une députation (de protestants) chargée de me témoigner leur désir de jouir de la liberté de leur culte, et d'édifices pour le pratiquer; mais avec ce désir, tel animé qu'il pût être, celui que ce fût sans porter d'ombrage à personne et sans devenir la cause d'aucun trouble, s'en rapportant à moi, m'ajoutèrent-ils, pour en déterminer le moment et le mode. »

<sup>1</sup> L'original de ces observations est écrit entièrement de la main de Talleyrand. La minute a été rédigée par d'Hauterive : elle se trouve en copie aux Aff. étr. (Rome, suppl. 22, n° 55).

<sup>2</sup> Cf. Jauffret, t. I, p. 32. — En réalité Portalis n'avait alors que des moyens incomplets d'information. La correspondance des préfets, qui aurait pu l'éclairer, était encore peu abondante et d'ordinaire peu intéressante. Car, avant l'organisation des cultes, les affaires ecclésiastiques dans les départements étaient presque toutes de police, et c'était Fouché qui s'en était réservé la décision.



et que les Français éclairés attendent avec confiance le choix que le gouvernement va faire.

Mais je crois qu'il faut se défier à la fois et de l'engouement et du dénigrement. Les insermentés ou les sermentés doivent être jugés uniquement sur leur mérite et réputation personnelle. J'ai vu, toute ma vie, que tout ce qui se dit en général contre une classe d'ecclésiastiques, est plein d'exagération, d'aigreur et d'injustice. Il faut, en révolution ou après une révolution, quand on parle d'hommes ayant tenu par quelque rapport que ce soit à un parti, se mettre en garde contre les assertions trop absolues et trop générales. Il suffit que les prêtres constitutionnels aient, dans une époque de la Révolution, appartenu au parti patriotique, pour que toutes les voix anti-révolutionnaires s'élèvent contre eux. De ces prêtres-là cependant, un grand nombre ne s'est pas engagé dans la Révolution, ou y a été fort modéré. Or ce serait faire une abnégation publique de tous principes, que d'attribuer à la classe entière les écarts, les vices, les crimes même de quelques-uns, et d'oublier, qu'après avoir été protégés par la Révolution, les constitutionnels, tout comme leurs rivaux, ont fini par en être victimes.

Ce rapport aurait dû finir par quelques propositions, qu'on pourrait présenter au gouvernement, non pas comme des règles, mais comme des maximes d'élection<sup>1</sup>. Voici par exemple quelques-unes de ces maximes :

Le concordat est, comme tous les actes qui depuis deux ans ont signalé la sagesse du gouvernement, une mesure de rapprochement et de concorde : c'est surtout par l'impartialité des choix que cette mesure doit être prononcée.

Il faut pardonner aux hommes qui se sont mis en dehors de la Révolution, et les admettre aux fonctions ecclésiastiques ; mais il faut discerner ceux qui reviennent par esprit de religion, et ceux qui sont ramenés par le fanatisme politique. Il faut que ceux à qui la Révolution pardonne, pardonnent à leur tour à la Révolution. Ceux qui reprochent encore aujourd'hui aux prêtres d'avoir transigé avec la Révolution, ne méritent pas qu'on transige avec eux. Condescendre à une telle exigence, serait diffamer

<sup>1</sup> Par « élection » il faut entendre ici le choix des nouveaux évêques.

et compromettre dans l'opinion publique tous les résultats de la Révolution<sup>1</sup>.

Eviter de placer dans le même siège aucun des anciens évêques, est une règle à laquelle il ne faut admettre aucune exception, si l'on ne veut pas, dans tous les autres diocèses, exposer les nouveaux évêques à la malveillance et à la désobéissance de tous ceux qui regrettent les anciens<sup>2</sup>.

Il faut que tous les curés qui ont traversé la Révolution sans quitter leurs paroisses, y soient conservés. Ce serait la chose du monde la plus insultante pour la Révolution, que de souffrir que les nouveaux évêques pussent changer ces curés, pour cela seul que dans le cours de la Révolution ils se seraient soumis aux lois pour exercer leur ministère. Cette maxime serait bonne à exprimer dans un article spécial de l'arrêté d'organisation n° 3<sup>3</sup>.

Il est convenable que, dans les cinquante nouveaux évêques ou archevêques, on nomme quinze constitutionnels<sup>4</sup>. Il faut chercher dans ce parti quelques personnes vertueuses et sans ambition pour elles, qui puissent indiquer au gouvernement les hommes qui sont dignes de son choix.

Il paraîtrait utile qu'à Paris, où il y a moins de fanatisme religieux et plus de fanatisme politique, et d'où l'on peut mieux envisager tout le mal que peut causer ailleurs l'influence d'un principe de circonstance tel que celui de l'amalgame, il paral-

<sup>1</sup> On peut rapprocher de ce passage une réflexion, écrite par d'Hauterive en marge de la note de Consalvi à Cacault du 30 novembre (pièce n° 998). D'Hauterive disait, en parlant des constitutionnels : « Mais vous-même, n'êtes-vous pas inconséquent ; car si vous ne les considérez pas comme évêques légitimes, pourquoi leur avez-vous demandé leurs démissions, et pourquoi les avez-vous acceptées ? » (Voir Artaud, *Hist. de Pie VII*, t. I, p. 212, note. — Voir une autre réflexion de d'Hauterive sur la même pièce ; *ibid.*, p. 219, note).

<sup>2</sup> Cf. t. II, p. 121.

<sup>3</sup> Il s'agit ici du projet de règlement sur le culte catholique (pièce n° 942), qui était qualifié alors de « Arrêté d'organisation. » — Le n° 3 est un numéro d'ordre donné à ce projet : de même, le n° 8 a été attribué au rapport sur l'esprit public (pièce n° 1163). Les différentes pièces dont se composait le travail sur les cultes, préparé à ce moment par Portalis, étaient sans doute toutes numérotées de cette manière.

<sup>4</sup> Ce nombre avait déjà été indiqué par le P. Consul (t. IV, p. 273, cf. p. 320).

trait utile, dis-je, qu'à Paris on choisit l'évêque dans le clergé constitutionnel<sup>1</sup>.

(Arch. nat. AF IV 1044).

### 1165. — **Projet II de Règlement pour les cultes protestants.**

[Paris, vers le 25 février 1802].

[Arrêté d'organisation sur le culte protestant<sup>2</sup>.]

TITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales pour toutes les Communions protestantes.*

Art. 1<sup>er</sup>. — Nul ne pourra exercer les fonctions du culte, s'il n'est Français.

Art. 2. — Les églises protestantes, ni leurs ministres, ne pourront avoir de relations avec aucune puissance ni autorité étrangère.

Art. 3. — Aucun nouvel établissement d'église ou de paroisse, aucun changement dans la discipline n'aura lieu sans l'autorisation expresse du gouvernement.

Art. 4. — Le nombre des ministres dans la même église ou

<sup>1</sup> Sur la minute de d'Hauterive, on lit cette phrase, plus lourde, mais plus claire : « Il paraîtrait utile qu'à Paris, où il y a moins de fanatisme en politique, et d'où l'on peut mieux corriger tout le mal que peut causer ailleurs l'influence d'un principe de circonstance tel que celui de l'amalgame, qui est mauvais, et qui n'est bon que parce que les circonstances le rendent nécessaire, etc. »

<sup>2</sup> Ce projet a été imprimé le 12 germinal (2 avril) pour le Conseil d'Etat, avec l'intitulé « Articles organiques des cultes protestants. » — Lorsqu'il a été soumis au P. Consul, au mois de février, il était qualifié de « Arrêté d'organisation sur le culte protestant. » En outre, il avait un titre IV, qui parlait « du traitement des ministres. » D'après le peu que nous en savons, ce titre fixait le chiffre du salaire des pasteurs dans les deux églises protestantes. Dans l'église luthérienne, il accordait, en plus, aux inspecteurs et aux présidents des consistoires généraux, un salaire dont il déterminait la quotité. Les dispositions qui font ici l'objet des art. 7 et 8 du titre I étaient probablement reportées à ce titre IV.

Le nouveau projet du gouvernement, qui paraît être le second, reproduit presque intégralement les articles du premier (pièce n° 943). Il fait des emprunts au plan des Réformés (pièce n° 1023) pour ce qui concerne les séminaires et les synodes d'arrondissement. Pour les règles particulières à l'église luthérienne, il s'inspire du mémoire de M. Metzger (pièce n° 1024). — La division des titres en sections est imitée du projet d'organisation du culte catholique (pièce n° 942).

dans la même paroisse, ne pourra être augmenté sans la même autorisation.

Art. 5. — Aucune décision doctrinale ou dogmatique, aucun formulaire, sous le titre de « Confession », ou sous tout autre titre, ne pourra être publié ou devenir la matière de l'enseignement, avant que le gouvernement en ait autorisé la publication ou promulgation.

Art. 6. — Le Conseil d'Etat connaîtra de toutes entreprises des ministres du culte, et de toutes dissensions qui pourront s'élever entre ces ministres.

Art. 7. — Il sera pourvu au traitement des ministres des églises protestantes de la République, dont les biens auraient été confisqués pendant la Révolution, ou lors de la révocation de l'édit de Nantes.

Art. 8. — Les dispositions portées par l'arrêté relatif à l'organisation du culte catholique<sup>1</sup> sur la liberté des fondations, et sur la nature des biens qui peuvent en être l'objet, seront communes aux églises protestantes.

Art. 9. — Il y aura deux académies ou séminaires, dans l'Est de la France, pour l'instruction des ministres de la confession d'Augsbourg.

Art. 10. — Il y aura un séminaire à Genève, pour l'instruction des ministres des églises réformées.

Art. 11. — Les professeurs de toutes les académies ou séminaires, seront nommés par le Premier Consul.

Art. 12. — Nul ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église de la confession d'Augsbourg, s'il n'a étudié, pendant un temps déterminé, dans un des séminaires français destinés à l'instruction des ministres de cette confession, et s'il ne rapporte un certificat en bonne forme constatant son temps d'étude, sa capacité et ses bonnes mœurs.

Art. 13. — On ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église réformée, sans avoir étudié dans un des séminaires fran-

<sup>1</sup> Lorsque le projet sur les cultes protestants a été imprimé pour le Conseil d'Etat, le 2 avril, on a oublié de corriger cette désignation, qui alors aurait dû être remplacée par celle-ci « articles organiques du culte catholique. »

çais destinés à l'instruction des ministres de ces églises, et si on n'en rapporte un certificat en bonne forme.

Art. 14. — Les règlements sur l'administration et la police intérieure des séminaires, sur le nombre et la qualité des professeurs, sur la manière d'enseigner et sur les objets d'enseignement, ainsi que sur la forme des certificats ou attestations d'étude, de bonne conduite et de capacité, seront approuvés par le gouvernement.

## TITRE II. — *Des églises Réformées.*

### Section I<sup>re</sup>. — De l'organisation de ces églises.

Art. 15. — Les églises réformées de France auront des pasteurs, des consistoires locaux et des synodes d'arrondissement.

### Section II. — Des pasteurs, et des consistoires locaux.

Art. 16. — Le consistoire de chaque église sera composé du pasteur ou des pasteurs desservant cet église, et d'anciens ou notables laïques, choisis parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions directes.

Le nombre de ces notables ne pourra être au-dessous de dix, ni au-dessus de douze.

Art. 17. — Si l'église est formée de plusieurs communes ou annexes, chacune de ces communes ou annexes fournira au consistoire un égal nombre d'adjoints.

Art. 18. — Les consistoires veilleront au maintien de la discipline, et à l'administration des deniers provenant des aumônes.

Art. 19. — Les assemblées de consistoire seront présidées par le pasteur, ou par le plus ancien des pasteurs. Un des anciens ou notables remplira les fonctions de secrétaire.

Art. 20. — Les assemblées ordinaires des consistoires continueront de se tenir aux jours marqués par l'usage.

Les assemblées extraordinaires ne pourront avoir lieu sans la permission du sous-préfet, ou du maire en l'absence du sous-préfet.

Art. 21. — Tous les deux ans, les anciens du consistoire seront renouvelés par moitié. A cette époque, les anciens en exercice s'adjoindront un nombre égal de citoyens protestants, chefs de famille, et choisis parmi les plus imposés au rôle des

contributions directes, pour procéder au renouvellement. Les anciens sortant pourront être réélus.

Art. 22. — Dans les églises où il n'y a point de consistoire actuel, il en sera formé un, dont les membres seront élus par la réunion des vingt-cinq chefs de famille protestants les plus imposés au rôle des contributions directes. Cette réunion ne pourra être faite qu'avec l'autorisation et en la présence du sous-préfet.

Art. 23. — Les pasteurs ne pourront être destitués qu'à la charge de présenter les motifs de la destitution au gouvernement, qui les approuvera ou les rejettera.

Art. 24. — En cas de décès, ou de démission volontaire, ou de destitution confirmée d'un pasteur, le consistoire, formé en la manière prescrite par l'art. 16, choisira à la pluralité des voix pour le remplacer.

Le titre d'élection sera présenté au Premier Consul par le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, pour avoir son approbation.

L'approbation donnée, il ne pourra exercer qu'après avoir prêté le serment de fidélité aux lois de la République, entre les mains du préfet.

Art. 25. — Tous les pasteurs actuellement en exercice sont provisoirement confirmés.

Art. 26. — Les préfets, d'après les instructions du conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, adresseront au gouvernement leur avis sur la circonscription des églises actuellement existantes, sur l'utilité et la nécessité d'en ériger dans les lieux où il n'en existe point, et sur les moyens de pourvoir à ces nouvelles érections, s'il y a lieu.

Aucune paroisse ne pourra s'étendre d'un département dans un autre.

### Section III. — Des synodes d'arrondissement.

Art. 27. — Chaque synode d'arrondissement sera formé du pasteur ou d'un des pasteurs, et d'un ancien ou notable de chaque église.

Art. 28. — Les synodes d'arrondissement veilleront sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques. Toutes les

décisions, et tous les règlements qui émaneront d'eux, de quelque nature qu'ils soient, seront soumis à l'approbation du gouvernement, et ne pourront être publiés sans son autorisation.

Art. 29. — Dans les cas d'urgence qui ne permettent pas d'attendre l'époque où les synodes s'assemblent, le consistoire de l'église synodale sera autorisé à prononcer ou à statuer provisoirement sur les objets qui lui seront portés. La décision provisoire ne pourra être exécutée ni publiée, qu'après qu'on aura rapporté l'autorisation du gouvernement.

Art. 30. — Les synodes d'arrondissement pourront s'assembler tous les deux ans.

On donnera connaissance préalable au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée sera tenue en présence du préfet, ou de telle autre personne que le préfet jugera convenable de commettre, et une expédition du procès-verbal des délibérations sera adressée par le préfet au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, qui, dans le plus court délai, en fera son rapport au gouvernement.

Art. 31. — L'assemblée d'un synode d'arrondissement ne pourra durer que six jours.

Art. 32. — Les préfets, d'après les instructions du conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, adresseront au gouvernement tous les plans relatifs au nombre et à l'étendue des synodes d'arrondissement.

### TITRE III. — *De l'organisation des églises de la confession d'Augsbourg.*

Section I<sup>re</sup>. — Des ministres et consistoires locaux de chaque église.

Art. 33. — Il n'est rien innové, quant à présent, sur le nombre des églises de la confession d'Augsbourg.

Art. 34. — On suivra, pour le régime des consistoires particuliers à chaque église, ce qui a été prescrit par la section II du Titre précédent, relativement aux consistoires locaux de chaque église réformée.

Section II. — Des inspections.

Art. 35. — Les églises de la confession d'Augsbourg seront subordonnées à des inspections.

Art. 36. — Le nombre et l'arrondissement de ces inspections seront déterminées par le gouvernement, sur l'avis des préfets.

Art. 37. — Chaque inspection sera composée du ministre, et d'un ancien ou notable de chaque église de l'arrondissement. Elle s'assemblera tous les deux ans. Elle sera convoquée, pour la première fois, par le plus ancien des ministres desservant les églises de l'arrondissement. Chaque inspection choisira dans son sein deux laïques, et un ecclésiastique décoré du titre d'inspecteur, qui sera chargé de veiller sur les ministres et sur le maintien du bon ordre dans les églises particulières.

Le choix de l'inspecteur et des deux laïques sera confirmé par le gouvernement.

Art. 38. — L'inspection ne pourra s'assembler qu'avec l'autorisation du gouvernement, et en présence d'un commissaire que le gouvernement députera pour y maintenir le bon ordre. Il sera donné au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, connaissance préalable des matières que l'assemblée d'inspection se proposera de traiter.

Art. 39. — L'inspecteur pourra visiter les églises de son arrondissement ; il s'adjoindra les deux laïques nommés avec lui, toutes les fois que les circonstances l'exigeront ; il sera chargé de la convocation de l'assemblée générale de l'inspection. Aucune décision, aucun règlement émané de l'assemblée générale de l'inspection, ne pourra être exécuté ni publié sans avoir été soumis à l'examen et à l'approbation du gouvernement.

### Section III. — Des consistoires généraux.

Art. 40. — Il y aura trois consistoires généraux, l'un à Strasbourg pour les protestants de la confession d'Augsbourg pour les départements du Haut et du Bas-Rhin ; l'autre à Mayence pour ceux des départements de la Sarre et du Mont-Tonnerre ; et le troisième à Cologne pour ceux des départements du Rhin-et-Moselle et de la Roer.

Art. 41. — Chaque consistoire sera composé d'un président laïque protestant, de deux ecclésiastiques inspecteurs, et d'un député de chaque inspection.

Le président et les deux ecclésiastiques inspecteurs seront nommés par le Premier Consul.



Le président sera tenu de prêter serment, entre les mains du Premier Consul, d'être fidèle aux lois de la République et au gouvernement.

Les deux ecclésiastiques inspecteurs et les membres laïques prêteront serment entre les mains du président.

Art. 42. — Le consistoire général ne pourra s'assembler que tous les cinq ans, avec la permission du gouvernement, en présence de tel commissaire qu'il plaira au gouvernement de nommer, et après avoir préalablement donné connaissance au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée ne pourra durer plus de huit jours.

Art. 43. — Dans le temps intermédiaire d'une assemblée à l'autre, il y aura un directoire, composé du président, du plus âgé des deux ecclésiastiques inspecteurs, et de trois laïques, dont un sera nommé par le Premier Consul : les deux autres seront choisis par le consistoire général.

Art. 44. — Les attributions du consistoire général et du directoire continueront d'être régies par les règlements accoutumés des églises de la confession d'Augsbourg, dans toutes les choses auxquelles il n'a point été formellement dérogé par les lois de la République et par les présents articles <sup>1</sup>.

(Imprimés du Conseil d'Etat, n° 445 <sup>2</sup>).

### 1166. — Metzger à Portalis.

[Paris, vers le 18 février 1802 <sup>3</sup>].

Note concernant l'organisation du culte protestant réformé,

<sup>1</sup> Ce projet a été connu de Rabaut-le-jeune (voir la Partie XXIV). Il paraît avoir été communiqué également à Bertezenne, à qui Portalis écrivait le 23 février : « J'ai reçu les notes que vous m'avez envoyées sur quelques objets relatifs à la police du culte protestant. Je les consulterai avec attention, et je recevrai avec reconnaissance tous les renseignements que vous croirez nécessaire de m'adresser. » — Il est très probable que le secret, observé pour tout ce qui concernait le culte catholique, a été désormais recommandé strictement à ceux qui ont été initiés au travail de rédaction du règlement pour les églises protestantes.

<sup>2</sup> Le dossier au Conseil d'Etat portait le n° 3302.

<sup>3</sup> Portalis a répondu à M. Metzger le 24 février : « Je vous remercie pour les nouvelles observations que vous m'avez adressées. Je ne négligerai rien de ce

dans les quatre départements réunis <sup>1</sup>, ceux du Haut et Bas-Rhin, et de la Belgique.

La confiance dont vous m'avez honoré, m'impose le devoir d'y répondre avec le plus grand abandon.

J'ai de nouveau médité sur le Projet d'organisation des deux cultes protestants <sup>2</sup>, et je suis convaincu que celle proposée pour le culte luthérien aura l'assentiment général. Les ministres seront choisis parmi les candidats les plus distingués par leur application et les plus recommandables par leur moralité ; ils seront choisis par des autorités qui ont et la volonté et les facultés intellectuelles pour bien s'acquitter d'une fonction aussi importante ; les ministres ne seront plus exposés à s'avilir pour obtenir une place, ni à trahir leurs devoirs pour se conserver une popularité dont dépendait leur existence <sup>3</sup>. Ils occuperont leurs places sans être l'objet des cabales, et le respect et la vénération les accompagnera. Etant plus directement subordonnés et dépendants de l'autorité temporelle, l'Etat peut compter sur l'attachement de ces fonctionnaires, auxquels l'intérêt et le devoir commandent d'inculquer à leurs ouailles la soumission aux lois et l'attachement au gouvernement.

Les protestants Réformés ont en France une organisation qui se rapproche plus des mœurs et de l'observance de l'Eglise chrétienne des premiers siècles. Chaque réunion formait une église distincte ; chaque réunion pourvoyait à l'entretien de ses pasteurs, de ses diacres, de ses pauvres, de ses malades ; chaque réunion choisi[ssait] aussi son pasteur. L'Etat ne se mêlait pas de ces sollicitudes <sup>4</sup> : elles étaient envisagées comme des affaires

qu'elles présentent d'intéressant sur l'organisation du culte Réformé dans les quatre départements réunis. » Il a effectivement donné satisfaction à ces observations (pièce n° 1167).

<sup>1</sup> Les départements de la rive gauche du Rhin (Mont-Tonnerre, Rhin-et-Moselle, Roer, Sarre), réunis définitivement à la France par la loi du 18 ventôse an IX (9 mars 1801).

<sup>2</sup> Pièce n° 1165.

<sup>3</sup> Allusion au Plan des Luthériens de Strasbourg, qui, par un raisonnement inverse à celui de M. Metzger (voir t. IV, p. 403, note), plaçaient dans le suffrage populaire la principale garantie du bon choix des pasteurs.

<sup>4</sup> D'après une disposition secrète de l'édit de Nantes, une somme annuelle de-

particulières, et elles n'occupaient le gouvernement que sous le point de vue de réunions qui pouvaient influencer sur la tranquillité publique<sup>1</sup>. Dès que ces réunions parvinrent à faire sensation, dès que leurs opinions devinrent celles de la majorité des sujets de l'Etat, ceux qui en avaient les rênes cherchaient à se placer à la tête de ces réunions, ou à s'y ménager une puissante influence, ou à les dissoudre. Le gouvernement en France choisit à l'égard des Réformés en France le dernier parti, et les Réformés restèrent dans la situation indiquée ci-dessus<sup>2</sup>. Le Projet de l'organisation propose de les y maintenir, et je crois que des changements trop précipités auraient déplu, heurté les anciennes habitudes.

Mais ces mêmes raisons m'autorisent à fixer l'attention du cit. conseiller d'Etat sur la situation des églises et des ministres protestants<sup>3</sup> qui habitent les pays nouvellement réunis, et où leur religion était, ou celle de l'Etat, ou jouissait au moins de droits égaux avec les deux autres cultes, le catholique et le luthérien.

Les souverains de ces pays, en imitant l'exemple donné par l'Angleterre, la Suède, le Danemark, la Prusse, se placèrent à

vait être fournie par l'Etat pour l'entretien des pasteurs. Mais cet engagement, rempli irrégulièrement sous Henri IV et méconnu à partir de Louis XIII, n'avait pas servi de prétexte au roi pour intervenir dans le choix des ministres Réformés.

<sup>1</sup> Il est vrai que sous Louis XIII, le roi s'était attribué le droit d'envoyer un commissaire aux diverses réunions des Réformés. Toutefois l'assistance de ce commissaire n'avait eue, le plus souvent, d'autre effet que de rendre insignifiantes les délibérations qui se continuaient en sa présence.

<sup>2</sup> M. Metzger veut dire que le souverain n'a pas agi autrefois en France comme dans d'autres parties de l'Europe : au lieu de prendre la direction des églises Réformées, il les a laissées à l'écart et a fini par les dissoudre. Il en est résulté que la discipline a été établie spontanément par ces églises ; qu'elle n'a pas été imposée par l'Etat. C'est cette discipline que M. Metzger se plaît à reconnaître en principe dans le Projet actuel d'organisation.

<sup>3</sup> Dans ce passage, et dans ce qui suit, il est seulement question des Réformés. Ceux qui se trouvaient dans les départements réunis étaient tantôt originaires du pays, quand leur souverain avait embrassé la doctrine de Calvin ou de ses disciples, de préférence à celle de Luther ; tantôt ils descendaient des réfugiés venus des Pays-Bas, puis de la France. Sauf dans quelques contrées (voir la pièce n° 4467), ils avaient reçu une organisation qui était semblable à celle des Luthériens et qui dès lors les faisait souvent confondre avec eux. — On sait que l'assimilation des deux églises protestantes sous le rapport de l'administration, a fini par prendre en Allemagne le nom d'Eglise unie.

la tête des réunions religieuses ; ils ne crurent pas que la nomination aux cures, que la police, que l'enseignement, la hiérarchie ecclésiastique étaient des objets indifférents pour l'Etat. Ils payèrent les chefs et préposés des cultes ; ils les nommèrent ; ils firent surveiller leur conduite et leur enseignement. Les ducs de Deux-Ponts, de Nassau, les électeurs et princes de Bavière, de Hesse, de Linange, de Bade, le roi de Prusse, etc., avaient placé dans leurs pays des consistoires, des régence, un consistoire général.

Si le nouveau projet de l'organisation de l'église réformée en France est étendu aux nouveaux départements réunis, toute la hiérarchie, l'ordre, et la police observée dans ces pays sera anéantie ; la cabale et les intrigues feront proposer des sujets aux places vacantes, et le bras séculier perdra cette autorité qui conserve la tranquillité dans les Etats ; les mœurs et l'application ne seront plus distinguées, et une licence se placera là où une sage liberté présidait. Je crois qu'il serait important, pour le gouvernement et pour les citoyens des départements réunis, de leur conserver leur hiérarchie et leur police ecclésiastique, en adaptant toutefois ces objets à la situation présente de ces pays sous le point de vue de leur réunion à la France.

L'organisation proposée pour les Luthériens conviendrait parfaitement à ces pays. On établirait des inspecteurs dans les sous-préfectures, d'après le nombre des communes qui s'y trouvent. On subordonnerait toutes les inspections à un consistoire général réformé, qui pourrait être placé ou à Strasbourg, ou aux Deux-Ponts, ou à Saarbrück ; le gouvernement nommerait les présidents et des membres pour les directoires des inspections et du consistoire général. On balancerait finalement la prépondérance du clergé, par la majorité des membres laïques dans toutes les assemblées. L'organisation actuelle de l'église réformée dans ces pays répondrait entièrement à celle que l'on propose.

Si le cit. Portalis voulait consulter sur ces points le cit. Rigal, membre du Corps législatif : il est du département de la Roer ; il est du culte protestant réformé ; il a les connaissances des localités, et il est vraiment, sincèrement attaché au gouvernement et à la France. Ce digne collègue pourrait donner les

renseignements, et redresser les erreurs et oubli que j'aurais pu avoir commis<sup>1</sup>.

Je prie le cit. Portalis de recevoir cette note comme une preuve de mon dévouement et de la considération que je lui porte.

(Cultes).

### **1167. — Rapport de Portalis sur les Protestants des départements réunis.**

Paris, 1<sup>er</sup> ventôse an X (20 février 1802).

Dans l'ensemble des quatre départements réunis, le nombre des citoyens qui professent la religion protestante est, à l'égard de celui des catholiques, dans la proportion de 4 1/4 à 16 de la population totale, c'est-à-dire comprend un peu plus du quart de cette population. Cette proportion n'est pas la même dans chacun des départements, pris séparément.

L'organisation des églises protestantes de ces départements reposait sur les dispositions du traité de Westphalie, qui avait investi des droits épiscopaux les souverains et les seigneurs territoriaux. Ils exerçaient ces droits par l'organe des conseils ecclésiastiques pour les Réformés, et des consistoires pour les Luthériens. Ces droits étaient la surveillance et le règlement de tout ce qui concernait le culte, le jugement de tous les cas contentieux, la nomination des ministres, toujours subordonnée à l'approbation du souverain. Entre les conseils ou consistoires, et les ministres, il existait des intermédiaires sous le nom d'inspecteurs ou d'intendants, chargés de faire exécuter les ordonnances des premiers, de transmettre les réclamations des seconds, et de surveiller par eux-mêmes la conduite des ministres et celle des instituteurs.

Cette organisation générale n'était cependant pas universelle dans les quatre départements. Dans les duchés de Juliers et de

<sup>1</sup> Outre les notes de M. Metzger, Portalis a reçu au moins trois mémoires sur la manière d'organiser le culte protestant dans les départements de la rive gauche du Rhin : 1<sup>o</sup> Mém. de Pauli (de Osthofen) et de Held (de Mussnach), des 10 octobre 1801 et 4 janvier 1802 ; 2<sup>o</sup> mém. de Faber (de Deux-Ponts), du 1<sup>er</sup> janvier ; 3<sup>o</sup> Mém. de Hepp (de Kaiserslautern), du 22 janvier. Il ne paraît avoir tenu aucun compte des vues particulières qui lui étaient ainsi exposées.

Berg, et dans quelques communes de l'arrondissement d'Aix-la-Chapelle, la constitution ecclésiastique n'était que presbytérienne, et sur le même pied que celle des protestants de l'intérieur de la France <sup>1</sup>. Les églises se divisaient en communautés, composées de ministres égaux entre eux, qui avaient des synodes pour le gouvernement de l'église et la nomination des pasteurs. Cette nomination, dans quelques communes, appartenait à l'universalité des citoyens, sans aucun recours au prince; et ces différences résultaient de concessions ou conventions particulières, postérieures au traité de Westphalie.

Lors de la réformation de Luther, tous les biens qui dépendaient des cures catholiques furent conservés aux ministres protestants, de sorte que ceux-ci succédèrent immédiatement à ceux-là.

Ces biens consistaient en propriétés rurales, dîmes, cens et rentes foncières, et en outre, dans quelques lieux, en un casuel nommé droit d'étole, qui ne laissait pas d'être un objet assez important. Pour la plus grande partie des départements de la rive gauche du Rhin, l'administration de ces biens était confiée aux consistoires établis à Heidelberg <sup>2</sup> et aux Deux-Ponts. Partout où aucune propriété n'était affectée au culte, les dépenses étaient supportées par les communautés au moyen de fondations et contributions volontaires, ou payées par le souverain.

Le séquestre a été mis au nom de la République sur les propriétés réelles; et, les dîmes ayant été supprimées, les frais du culte actuellement ne se font que par la voie des contributions volontaires. Mais il n'est aucun doute que ces propriétés ne suf-

<sup>1</sup> C'est-à-dire des Réformés.

<sup>2</sup> Lors de la conquête française, un arrêté du général Hoche du 16 prairial an V (4 juin 1797) avait en principe rendu au clergé rhénan la jouissance de ses biens; et cette disposition avait été maintenue implicitement par un arrêté de Rudler, du 26 ventôse an VI (16 mars 1798). Néanmoins la plus grande partie de ces biens, celle qui était située dans le Palatinat, s'était trouvée exceptée, à la suite d'une méprise. Ces biens, depuis la Réforme, avaient été réunis en une masse (Collectur Güter) qui était régie par une administration spéciale, établie à Heidelberg, sur la rive droite du Rhin. On s'imagina qu'il y avait là une corporation étrangère, ayant la propriété de ce qu'elle était simplement chargée de gérer. Le séquestre fut apposé en conséquence sur tout ce fonds; et, comme on en tirait plus de 225,000 francs par an, on était resté sourd à des réclamations sans cesse renouvelées.

fisent pour mettre le gouvernement à même d'y pourvoir à l'avenir.

Les protestants de la rive gauche du Rhin demandent le rétablissement de l'organisation ecclésiastique, à peu près telle qu'elle était précédemment, et qui est conforme aux dispositions de l'arrêté général sur l'organisation du culte protestant, que j'ai eu l'honneur de vous présenter.

Je me borne, dans le projet suivant, aux modifications particulières aux églises des quatre départements réunis.

#### Projet d'arrêté.

Les Consuls de la République française, sur le rapport du conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, le Conseil d'Etat entendu, arrêtent :

Art. 1. — Les églises protestantes des quatre départements réunis seront organisées et régies conformément à ce qui est prescrit par les titres I et III de l'arrêté général sur le culte protestant<sup>1</sup>.

Art. 2. — Le traitement des ministres de ces églises sera fixé d'après les dispositions du titre IV dudit arrêté général.

Art. 3. — Le traitement du président du consistoire général est fixé à la somme annuelle de 6.000 fr., et celui des inspecteurs à la somme annuelle de 3.600 fr.

Art. 4. — Les propriétés dépendantes des dites églises protestantes, à l'exception des temples et presbytères, seront vendues au profit de la République, et les fonds en provenant seront constitués en rentes sur l'Etat, qui seront employées aux dépenses et aux frais du culte<sup>2</sup>.

(Cultes).

---

<sup>1</sup> En rapprochant de cet article le dernier alinéa du rapport de Portalis, on voit que, dans les nouveaux départements du Rhin, les Réformés et les Luthériens devaient rester confondus ; qu'on leur appliquait indistinctement l'organisation du culte luthérien, telle qu'elle était établie dans le projet d'arrêté général (pièce n° 4165). Cette assimilation, qui était conforme aux habitudes et au vœu actuel des deux églises protestantes dans ces pays, n'allait pas être maintenue (Cf. Jauffret, t. I, p. 36).

<sup>2</sup> La suppression dans le projet d'arrêté général, du titre IV relatif aux traitements, allait entraîner celle des règles particulières pour les frais du culte dans les quatre départements du Rhin, et aussi à Genève.

Après la loi du 18 germinal, le ministre des finances maintint le séquestre sur

## Rapport de Portalis sur les Protestants de Genève.

Paris, 1<sup>er</sup> ventôse an X (20 février 1802).

L'église calviniste de Genève est actuellement régie de la même manière qu'elle l'était avant la réunion de cette République à celle de France.

Un consistoire, composé de quelques laïques et de pasteurs, surveille tout ce qui est relatif au culte, à l'instruction des aspirants au ministère, et à la nomination aux places de pasteurs<sup>1</sup>. Il concourt au règlement des dépenses, avec la Société économique dont je parlerai ci-après; et toute l'altération subie par l'organisation ecclésiastique de Genève consiste en ce qu'elle n'est point sanctionnée ni reconnue par l'autorité civile.

Les fonds nécessaires aux frais du culte se prennent sur le produit des biens, réservés aux Genevois par l'art. 5 de l'Acte de réunion, et qui sont régis par la Société économique, dont il est nécessaire de connaître l'origine.

Une commission extraordinaire avait été nommée par les citoyens Genevois pour préparer la réunion avec la France; et, par une délibération du 16 avril 1798, cette commission arrêta

« l'administration de Heidelberg », malgré les instances répétées du préfet du Mont-Tonnerre. Enfin, en novembre 1804, Napoléon dicta la note suivante : « Les biens connus dans les quatre départements du Rhin sous le nom de l'administration d'Heidelberg, sont définitivement réunis au domaine et sont mis en vente comme les biens nationaux. Le ministre des cultes présentera, dans le plus court délai, un rapport et un projet pour pourvoir à la subsistance des ministres du culte protestant. » Cette décision ayant été convertie en arrêté (du 18 brumaire an XIII: 9 novembre 1804), Portalis présenta en effet, au mois d'août 1805, un rapport où il proposait de maintenir dans les quatre départements du Rhin et dans celui de la Meuse-Inférieure, 282 ministres luthériens et 307 pasteurs réformés, dont le salaire annuel devait s'élever à 364.000 francs. Le projet de décret qui accompagnait ce rapport divisait les pasteurs protestants en trois classes. Il a été signé par l'Empereur, au camp de Boulogne, le 13 fructidor an XIII (31 août 1805). — Cf. l'*Annuaire* de Rabaut pour 1807, p. 438.

<sup>1</sup> Les pasteurs qui desservaient les 5 temples de la ville et les 14 des villages environnants, avaient l'habitude de se réunir une fois par semaine, pour s'occuper principalement des affaires de la prédication. Cette réunion, purement ecclésiastique et qualifiée de « Compagnie des pasteurs », ne se confondait pas avec le consistoire, où siégeait un certain nombre de laïques. — La population de Genève et de son territoire, composée presque entièrement de Réformés, s'élevait alors à environ 34.500 âmes.



que : « Les biens de la république de Genève, en quoi qu'ils pussent consister et en quelque lieu qu'ils fussent situés, étaient déclarés communs et indivisibles entre les citoyens actuels et leurs descendants. » En vertu de cette délibération, l'art. 5 de l'Acte de réunion porte que les biens déclarés communaux par l'arrêté de la commission extraordinaire du 16 avril 1798, appartiendront aux Genevois en toute propriété, et qu'ils en disposeront comme ils le jugeront à propos, à l'exception de quelques bâtiments publics spécifiés, qui sont déclarés inaliénables, et au nombre desquels bâtiments il est à remarquer que les temples et églises ne sont pas compris. En compensation de cette réserve, les Genevois demeurent chargés de l'acquittement des dettes contractées par la république de Genève, sans qu'il soit fait aucune mention de l'obligation de payer les frais de leur culte. Pour parvenir à l'exécution de ce qui résulte de cet art. 5 de l'Acte de réunion, la commission extraordinaire nomma, le 4 mai 1798, sous le titre de Société économique, une administration composée de quinze citoyens, à laquelle fut délégué le droit de gérer, liquider, amodier et vendre au profit des citoyens Genevois, les biens réservés par le traité de réunion ; et cette administration fut chargée de diriger, surveiller et réorganiser au besoin les établissements relatifs à l'éducation, au culte réformé, etc.

Voilà le titre en vertu duquel la Société économique concourt avec le consistoire, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, à ce qui concerne les dépenses du culte, qu'elle acquitte avec le produit des biens réservés.

De ce que l'art. 5 de l'Acte de réunion leur donne la faculté de disposer des biens réservés « comme ils le jugeront à propos », les Genevois concluent qu'ils ne peuvent être contraints à en appliquer les revenus aux frais du culte, et que ce n'est que volontairement et sans obligation qu'ils les y appliquent actuellement. Cependant ils ne refusent point de continuer à pourvoir, comme aujourd'hui, aux frais de leur culte ; mais ils désirent que le gouvernement ne leur en fasse pas la loi, et que même, dans l'article des Règlements qui concernera leur église, le cas où ils ne pourraient plus y subvenir soit prévu, et, ce cas arrivant, que le gouvernement exprime qu'il s'en chargera <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il est probable que ces réserves avaient été faites verbalement auprès de Por-

Je pense qu'il y aurait quelque inconvénient à souscrire à cette proposition. Il peut arriver telle circonstance où une mauvaise gestion de la part de la Société économique anéantit ou dissipe les biens qu'elle est appelée à régir, et le gouvernement alors se trouverait chargé d'une dépense, qui pourrait s'élever jusqu'à la nécessité de reconstruire des temples, dont la disposition arbitraire se trouve dans les pouvoirs donnés à la Société économique. Le gouvernement n'a joui d'aucune manière des propriétés qui étaient affectées aux frais du culte de l'église de Genève. Ces propriétés font partie de celles que les Genevois se sont réservées par l'art. 5 de l'Acte de réunion : il est de toute justice qu'elles suivent leur première destination, et que, puisque d'après la condition exprimée dans cet art. 5, le gouvernement ne peut, comme dans les autres parties de la République, nationaliser les biens ecclé-

talis dans les conférences avec le comité des Réformés de Paris, dont faisait notamment partie Reybaz, ancien représentant de la Rép. française à Genève (cf. t. IV, p. 391 et 393). Elles ne se retrouvent pas dans les mémoires qui ont été adressés directement de Genève à l'administration des cultes. A la vérité, on n'avait pas encore reçu à Paris le principal de ces mémoires, qui (sur une demande transmise par Talleyrand) a été envoyé seulement le 24 février par le préfet du Léman, et qui concluait ainsi : « Nous ne craignons pas, à l'abri d'une expérience de trois siècles, de dire, que nous désirons la conservation pure et simple de cet état de choses ; que nous comptons pouvoir le maintenir à l'aide des revenus des biens qui nous ont été réservés par le traité, et qu'en cas d'insuffisance, nous avons l'espoir le plus légitime qu'il y serait pourvu par des offrandes volontaires, etc. » Mais Portalis connaissait déjà l'opinion toute semblable de Rigaud, ancien syndic à Genève (cf. Cramer, *vie de Rigaud*), avec qui il avait renoué des relations d'amitié. Rigaud, après lui avoir envoyé (le 15 novembre) des renseignements sur le nombre, le traitement, etc., des pasteurs, lui avait écrit le 31 décembre : « Vous avez deux partis à prendre relativement au culte. L'un de laisser subsister ce qui est établi par les Genevois ; l'autre de le faire régler par le gouvernement à l'instar de ce qui se fera ailleurs. Je ne connais point assez votre plan général pour comparer exactement les deux méthodes ; cependant je ne pourrais entrevoir dans le second parti, que l'avantage d'une règle uniforme, Mais cette uniformité est-elle tellement nécessaire ici, qu'il faille toucher à l'ancien édifice religieux ? » La lettre se prononçait pour le maintien intégral de l'ancien système à Genève. Il paraît certain que tel a été le vœu de la majorité des Genevois, avant comme après la loi du 18 germinal an X. Portalis, sans s'en douter encore, ne faisait que répondre à ce vœu général, lorsque, dans son projet du 20 février, il imposait aux Genevois, comme une obligation forcée, de continuer à salarier leur culte.

siastiques, les revenus doivent, comme précédemment, être appliqués aux frais du culte par ceux qui se les sont réservés.

Les Genevois demandent le maintien, ou plutôt le rétablissement de leur consistoire. Ils désirent que les élections aux places de pasteurs leur soient rendues, et que le gouvernement ne se réserve que la confirmation de ces élections. J'ai pourvu à ces objets par l'arrêté général sur l'organisation du culte protestant, que j'ai eu l'honneur de vous présenter.

Tels sont, cit. Consul, les circonstances particulières dans lesquelles se trouve l'église de Genève, et qui ont servi de base au projet d'arrêté que je joins au présent rapport.

#### Projet d'arrêté.

Les consuls de la République française, sur le rapport du conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, le Conseil d'Etat entendu, arrêtent :

Art. 1. — Les églises réformées de Genève seront organisées et régies conformément aux titres I et II de l'arrêté général sur l'organisation du culte protestant.

Art. 2. — Le traitement des ministres et pasteurs de ces églises sera fixé d'après les dispositions du titre IV dudit arrêté général.

Art. 3. — En considération des avantages garantis à la commune de Genève par l'art. 5 de l'Acte de réunion du 7 floréal an VI (26 avril 1798), cette commune demeure chargée des frais du culte, et de l'entretien des temples et des ministres et pasteurs<sup>1</sup>.

(Cultes).

<sup>1</sup> Ce projet d'arrêté, qui au fond était purement financier, a disparu de même que l'arrêté spécial aux départements du Rhin. Après le vote de la loi du 48 germinal, Portalis a écouté les sollicitations de la Société économique, appuyées par le préfet, par Rigaud, et aussi par Pictet devenu tribun lors du renouvellement du cinquième (cf. *Soc. d'hist. et d'archéol. de Genève*, année 1893, livr. 4, p. 98). Il a été reconnu que les Genevois souhaitaient de pourvoir aux frais de leur culte, et qu'il était convenable de les y autoriser. C'est dans cet esprit que Portalis a proposé au P. Consul, et a fait approuver par lui le 23 fructidor an XI (10 sept. 1803) « la conservation provisoire du régime administratif » des Réformés de Genève.

Le décret sur l'Université a porté un premier coup à la Société économique, en lui retirant le droit de surveiller l'enseignement. En 1813 on voulut la dépouiller : un décret du 5 août, rendu en exécution de la loi du 20 mars, prépara la réunion au domaine, des biens administrés par la Société. Il a fallu nos revers militaires pour détourner l'attention du gouvernement impérial.

**1168. — Caprara à Consalvi.**

(n° 69 en chiffres)

Parigi, 21 febbraio 1802.

Sulla nota destinazione da me fatta dell' Emo Bellisomi, dirò che non ho creduto esercitare un atto di autorità o giurisdizione come legato, ma puramente un disimpegno prudenziale. Sapevo per notorietà, quanto erano mal vestiti presso il Console gli ecclesiastici che non erano andati a Lione, e sicuramente quando Bonaparte mi parlò, mi avvidi della sua sensibilità, riguardando come un raggio per parte nostra la causale addotta; ciò che io tacqui all' Em. V. per delicatezza, nel mio dispaccio. L'Achille che noi abbiamo, si è la divozione, tenerezza, idea di candore nella persona di N. S., che ha il Console. Fino che questa regge, se contro il legato o i ministri del Papa Bonaparte prende dell' umore, i riguardi verso del Papa ci danno tempo di rimetterci, come suol dirsi, in sella. L'operato del legato, è notorio che non può essere che di proprio privato giudizio, e N. S. ha tutti i diritti « de le désavouer. » La Provvidenza poi ha permesso che Bellisomi non abbia potuto votare per la chiesa d'Imola, perchè nello stesso soggetto si sarebbero concordate due voci; il che dalla Dieta non si è voluto. Supplico V. Em. a dispensarmi di giustificare, che il mio operato può averci fatto torto relativamente al trattato di Tolentino. V. Em. però crederà facilmente, che provo la più viva pena di avere cagionata una sì grave molestia al migliore dei padri e sovrani, tanto più che mi spaventa il riflesso, che il piombo che deve darmi l'età non ha bastato per non mi far prendere un' abbaglia.

È desiderabile che non si sia qui veduto nè il dispaccio di V. Em., nè la mia risposta; ed ho fiducia che i dispacci nostri per la posta non siano aperti.

Quanto agli affari di Russia, V. Em. nel suo dispaccio de' 23 dicembre, disse che N. S. aveva creduto di lasciar correre che il gran priorato di Roma tenesse la via proposta dal gran consiglio di Russia alle Lingue, di spedire i loro voti a detto gran consiglio, perchè gli spedisse poi a N. S. Osai, nel mio dispaccio dei 24 gennaio, di unirmi rispettosamente a detto sentimento. Quanto poi alla nomina del soggetto che N. S. crederà di dover fare gran maestro, ho avuto l'onore di dirle che ho tutto luogo di

tener per certo, che la saviezza e generosità del Primo Console non richiederà mai che N. S. nomini Hompesch, mantenendosi la contrarietà della Russia, e conseguentemente di tutti gli altri. Mi pare che così resti tolta anche ogni difficoltà. Se non sbaglio nel mio giudizio su questo affare, è ben fondato il mio rincrescimento nel vedere V. Em. in tante angustie. Nel rimanente, tenga pure per certo, che la memoria soprattutto in piano si tiene da me unicamente a notizia, molto meno poi per parlare in generale di ciò con Morkov, con cui ho evitato due volte d'intrattenermi.

Quanto all' affare delle Legazioni, e particolarmente su quello che mi sono permesso accennarle nel mio dispaccio dei [2 gennaio]<sup>1</sup>, due vie ci sono. Una è quella che mi sono proposta, cioè di parlare certamente all' incirca ogni volta sull' oggetto, ma al cuore ed alla giusta ambizione del Primo Console di volere essere per la Chiesa un nuovo Carlo Magno; e tutto ciò certamente per tutte le vie d'insinuazione di cui è capace il mio spirito; e mi dà diritto la pazienza singolare, della quale pare disposto di volere usar meco. L'altro partito poi è quello di parlargli chiaramente, sia in iscritto, sia in voce, dei diritti nostri e della giustizia della nostra causa. L'esperienza mi dimostra ogni giorno che questa condotta non è utile quì, giacchè tutte le potenze della terra, grandi e piccole, non fanno che dar memorie, i loro ministri parlare a Talleyrand, giacchè col Console non è loro permesso di farlo<sup>2</sup>; e tutto ciò, secondo l'espressione dei diplomatici quì, a pura perdita. Se N. S., per il di lei canale, mi comanderà assolutamente di tenere questa via, la seguirò. La prevengo che per me è meno odioso il tenere questo linguaggio, perchè è un' ubbidienza, che l'altro in cui io mi carico di una importunità, che ha l'aria di essere tutta mia e di voler vincere assolutamente il suo cuore, per non dire stancare la sua pazienza. Ma ella concluderà: « Voi non approvate il primo piano; il secondo non ci avanza; dunque si dovrà

<sup>1</sup> Pièce n° 1063.

<sup>2</sup> « Le premier Landammann sait aussi bien que moi que le P. Consul ne donne plus d'audiences particulières aux ministres étrangers, et que c'est vainement qu'on lui en demande. » (Dép. de Stapfer, du 5 mars).

restare in faccia del niente? » — Risponderò che vedo il caso, non ostante l'accaduto in Lione <sup>1</sup>.

(Cultes, Arch. de Caprara).

**1169. — Mémoire de Caprara pour Consalvi.**

[Paris, 21 février 1802].

Promemoria sull' Erezione di ciascheduna nuova chiesa di Francia.

Essendo le erezioni delle chiese arcivescovili e vescovili un affare della massima importanza, fu solita la Santa Sede di effettuarle con grande diligenza, e di dare inoltre a simili atti un certo apparato estrinseco per mezzo di bolle, o consistoriali, o almeno di via di curia, le quali rimanessero a perpetua memoria negli archivi delle chiese nuovamente erette, e servissero di documento delle prerogative concesse alle medesime, e de' limiti territoriali, cui avesse ad estendersi la spirituale giurisdizione de' rispettivi prelati.

Le circostanze straordinarie, e il bisogno di usare le maggiori facilitazioni di passar sopra a molte delle antiche regole, indussero N. S. a procedere sommariamente rapporto all' erezione delle nuove chiese della Francia, effettuandole tutte insieme con una sola bolla, e autorizzando il cardinal legato a supplire quel di più che occorresse per ridurre a perfezione un'opera di tanto rilievo.

Avendo quindi il cardinal medesimo aggiunto a detta bolla un decreto generale, che riguarda gli oggetti della nuova circoscrizione, per meglio corrispondere all' addossatagli incombenza, e per seguitare più di vicino lo stile della Santa Sede, ha

<sup>1</sup> Dans une autre dépêche du 21 février, Caprara dit avoir reçu, pendant la semaine précédente, les dépêches de Rome du 27 janvier et du 3 février. Il annonce l'envoi d'un « promemoria » [pièce n° 1169]. — Écrivant aussi en particulier, le même jour, il ajoute : « ...l'antico mio raffreddore, in vece di cessare, si è aumentato, e temo al fine di dovere espormi ad una sanguigna. Mi tengo in casa da più giorni, sebbene col massimo dispiacere, perchè stando in casa non posso, come vorrei particolarmente nei momenti prossimi alla pubblicazione del concordato, tener dietro agli affari. Siccome però, seguitane la pubblicazione, inevitabilmente dovrò prestarmi a diverse funzioni, quindi è che faccio ora di tutto per non rendermi incapace al momento del bisogno... »



rivolto le sue cure anco agli atti particolari dell' erezione di ciascheduna chiesa, sembrandogli, che non convenisse di supplirvi colla consegna di un esemplare stampato del suddetto decreto generale, e che tornasse in acconcio lo stendere a bella posta i decreti concernenti le rispettive chiese metropolitane e cattedrali<sup>1</sup>...

Quando erano già impresse le minute di questi decreti, che bisognò preparare con sollecitudine, attesa l'incertezza del tempo in cui si pubblicherrebbe il concordato, nacquero le dispute su vari articoli del decreto esecutoriale, e si fu costretti a riformarlo in quella guisa che è noto al sig. cardinal segretario di stato. Le stesse riforme sarebbero potute cadere su questi decreti particolari; ma si convenne col sig. abbate Bernier di non farvi alterazione, trattandosi di documenti che non avevano a rendersi pubblici, e che servivano unicamente per depositarsi negli archivi vescovili. Ha dunque il cardinal legato dato corso ai medesimi, con tanto maggior soddisfazione, quantochè rimangono consacrate in questi atti, i quali formano il fondamento dell' erezione di ciascuna chiesa, quelle clausole che vennero escluse dal decreto generale.

In fine di ciascun decreto è stata aggiunta la carta geografica, indicante i confini delle diocesi, munita di legalità, onde non resti soggetta ad alterazione. Per maggior cautela, si procurerà di avere i duplicati di dette carte, onde unirli alle minute e consegnarli di poi in Roma, affinchè vengano conservati nella segreteria della Congregazione Concistoriale, o in altro luogo, secondo gli ordini che verranno dati da Sua Santità.

---

Nota dei documenti da consegnarsi a ciaschedun arcivescovo e vescovo :

1° Decreto di erezione della sua chiesa ;

2° Patente per la istituzione canonica ;

3° Carta geografica, indicante i limiti della diocesi ;

<sup>1</sup> Caprara dit ici qu'il a fait imprimer ceux des exemplaires de ces décrets qui doivent rester dans les archives de la Légation, et expédier à la main ceux qui seront remis aux évêques.

4° Memoriale con rescritto, contenente dieci grazie solite accordarsi ai nuovi vescovi ;

5° Decreto per la facoltà di erigere le confraternità del Rosario, ed altre in addietro dipendenti dagli ordini regolari ;

6° Istruzione sulla promessa di fedeltà ;

7° Copia autentica della bolla di conferma del concordato ;

8° Copia autentica del decreto generale e della bolla di circoscrizione delle nuove diocesi ;

9° Copia autentica dell' editto per la pubblicazione del Giubileo ;

10° Quattro esemplari in forma autentica dell' elenco stampato delle facoltà per il Giubileo ;

11° Altro elenco manoscritto di facoltà per il Giubileo ;

12° Copia autentica dell' indulto per la riduzione delle feste.

Si aggiungono per i soli arcivescovi :

Decreto facoltativo ad esercitare tutti gli uffici arcivescovili prima di ricevere il pallio.

Minuta di procura da inviarsi a Roma, per domandare il pallio da Sua Santità.

Ai vescovi, le di cui nuove diocesi abbracciano le diocesi antiche del Belgio :

Copia della lettera e decreto pubblicato dal cardinal legato li 2 dicembre 1801, rapporto alle questioni sul giuramento di odio.

Ai vescovi che saranno consagrati dal cardinal legato si darà un documento nelle forme, per pruova della loro consacrazione.

Per le consagrazioni da farsi da altri, si spediranno le schede di mandato speciale in persona del consagrante.

Agli eletti, che manchino del requisito del dottorato, si darà un rescritto per la deroga necessaria<sup>1</sup>.

(Arch. du Vatican).

#### 1170. — Caprara à Consalvi.

(n° 70)

Parigi, 23 febbraio 1802.

Trovandomi meno male, sebbene non ancora libero dal mio

<sup>1</sup> « ... Notre concordat n'est point encore publié. Je sais cependant qu'il est déjà imprimé. Il y aura en accompagnement une multitude d'autres actes de la cour de Rome, ou du cardinal légat, qui paraît avoir reçu la plénitude des pouvoirs. Tout est dans la plus grande activité chez le ministre et le légat; ainsi nous ne pouvons pas attendre longtemps le dénouement. Je crois que c'est la nomination des évêques qui retarde... » (Emery à Fontanges, 17 février 1802).



raffreddore ; prendo a rispondere ai vmi suoi dispacci a colonna dei 27 gennaio e 3 febbraio.

Quanto alle Legazioni, convengo che le ragioni che V. Em. insinua sono giustissime, e non se ne possono dire altre di maggior peso e persuasione. Ho parlato e parlerò sempre in questi sensi. Attualmente il Primo Console e gli altri convengono sulla nostra rispettiva povertà. Quando le diedi conto della Dieta da tenersi in Lione, nel mio dispaccio dei 24 ottobre n° 6, sentii chiaramente come la cosa sarebbe finita, e giudicai che V. Em. l'avrebbe pure capito così. Nondimeno ho sempre battuto il chiodo, come suol dirsi, col Primo Console, e credo che se il medesimo avesse osato manifestare il compenso che aveva in animo di dare alla Cisalpina, alla pubblicazione della Dieta, avremmo avuta la Romagna, come il rimanente in altra simile combinazione. Tutto ciò però, fuori che da N. S., non si dovrebbe far conoscere costì, giacchè chi ha interesse che su di lui ciò non accada, vendendone in cognizione, si aiuterà per impedirlo. Giudico che queste siano le viste del Console, che con la sua saviezza politicamente nel caso deve agire così : non intendo però, con questo ultimo, di togliergli il pregio di pensare così anche per carattere. V. Em. dirà : « In verità, bisogna intendervi, per discrezione. » Altri lo possono dire, che non hanno in mano nè i fili della tela pubblica, nè la sua destrezza ; ella però nò.

Il cav. Azara, che assiste l'Infante di Parma, sta molto male.

Mi pare di potere essere tranquillo, che non si farà da qui veruna questione circa il modo dell' ingresso solenne delle ceneri di Pio VI ; ma nel caso V. Em. mi somministra la più evidente giustificazione.

Quanto ai comandi di non insistere più su Benevento e Ponte Corvo, sarà ubbidita. Ho ogni sicurezza, preventivamente a' suoi comandi, di essere assistito. Sarei l'uomo più afflitto, se N. S. fosse obbligato a prendere su ciò le misure ch'ella accenna.

Accenno a V. Em., ora che l'affare è finito, una storia ben dolorosa. Abbiamo avuto, di cognizione mia, due o tre vescovi legittimi<sup>1</sup> che, data la loro dimissione, hanno sostenuto viva-

<sup>1</sup> Quelques indices feraient supposer qu'un de ces prélats était l'archevêque d'Aix, qui se trouvait à Paris depuis le 6 février (cf. p. 135 note 2).

mente di non esservi veruno inconveniente di nominare più vescovi costituzionali alle chiese vacanti, sempre che questi facessero la sommissione al Papa.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

**1171. — Note de Caprara au P. Consul.**

Parigi, febbraio 1802.

Il nominare vescovi costituzionali alle nuove sedi, al momento del ristabilimento della cattolica religione, è lo stesso che suscitare torbidi i più pericolosi in tutta la Francia, che ricolmare di afflizione e dolore l'animo del Papa, il quale in tal guisa non ha che rispondere ai vescovi renuenti, ed all'intero cattolicesimo, che certamente non può non lagnarsi altamente nel vedere obbligati alla dimissione i vescovi legittimi, e destituiti gli stessi renuenti, per surrogargli soggetti che han fatto il più gran danno alla religione medesima.

Quanto io debba adoprarmi per ovviare a mali sì gravi in qualità di legato pontificio, ognuno se ne persuade facilmente. Quanto mi sia adoprato per riuscirvi, ella stessa lo sa che su tale oggetto sono arrivato per fino a disgustarla con ostinarmi in contrario. Questa mia ostinazione però era figlia del mio dovere, sia perchè in tal guisa sia risparmiata la massima delle angustie al migliore dei Pontefici, sia perchè ella conseguisca la pace che si è proposta, sia finalmente (mi si condoni il dirlo) per liberarmi da una taccia ignominiosa, quale si è quella di non essere stato capace di persuadere un personaggio, che d'altronde ha mostrato a tutto il mondo la sua rettitudine, la sua saviezza, ed il desiderio del bene, convincendolo che il nominare in questo momento costituzionali, rovina affatto l'edifizio che egli stesso ha immaginato e voluto, e che in vece della pace cercata, si è andati in traccia di discordie le più desolanti, come sono le religionarie.

Tanto si crede in debito di sottoporre alla di lei perspicacia e saviezza il cardinale legato, nell'atto che colle lagrime su gli occhi la scongiura ad abbandonare l'idea fattale nascere dei costituzionali, riservandosi ad occuparsi di essi in momento meno critico. Si dà intanto l'onore di ripeterle il profondo suo rispetto.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

**1172. — Rapport de Portalis sur les nominations à l'Épiscopat.**

Paris [vers le 20 février 1802] <sup>1</sup>.

Les institutions font les hommes, et les hommes font les institutions. Le grand ouvrage du rétablissement de la religion catholique en France dépend essentiellement du bon choix qui sera fait des ministres de cette religion. Je vais vous soumettre quelques observations qui se sont offertes à moi, et qui naissent des circonstances dans lesquelles nous sommes.

Les gouvernements humains ne peuvent se passer du ressort religieux. Mais ce ressort a besoin d'être dirigé. Il n'est jamais indifférent. Si on ne réussit point à le rendre utile, il peut devenir dangereux.

L'église gallicane est divisée en deux espèces de prêtres ou de ministres : ceux qui appartenaient à l'ancien ordre de choses, et ceux qui appartiennent au nouveau. En parlant de ces différents prêtres, je ne m'arrêterai pour le moment qu'à ceux qui forment la classe des premiers pasteurs, c'est-à-dire je ne m'arrêterai qu'aux archevêques et évêques.

Ma correspondance avec les préfets constate que les archevêques et évêques, nés du nouvel ordre de choses décrété par l'Assemblée constituante, n'ont point la confiance du peuple ; et cela est de notoriété publique. C'est un autre fait que, dans le nombre des évêques qui appartiennent au nouvel ordre de choses et qu'on appelle constitutionnels, il en existe à peine une vingtaine qui puissent être regardés comme ayant une existence légale.

On sait effectivement que la constitution civile du clergé établissait un évêque par département, et voulait que chaque évê-

<sup>1</sup> En se reportant à la « Table analytique » (t. III, p. 770), on verra que deux listes de nominations aux évêchés avaient été successivement présentées par Bernier pendant la négociation, et qu'après la signature du concordat, une troisième liste était restée en préparation. C'étaient probablement les éléments de ce dernier travail que Portalis avait coordonnés et révisés à la fin d'octobre, quand le gouvernement avait pensé à publier l'organisation religieuse pour l'anniversaire du 18 brumaire (t. IV, p. 268, note 2). Depuis ce moment, la liste de présentation, modifiée par des renseignements nouveaux, par la suite des démissions des évêques, par des recommandations de toute origine, avait été tenue à jour par l'administration des cultes (cf. t. IV, p. 514 et 551).

que fût élu par le peuple. Cette constitution ne fut pas de longue durée <sup>1</sup> ; elle ne fut remplacée par aucune loi. Il arriva de là que la plupart des sièges épiscopaux étant devenus vacants, on ne pourvut à ces diverses vacances que par des élections arbitraires, étrangères au vœu du peuple qui ne fut plus consulté, et désavouées par la loi qui déclara ne plus vouloir reconnaître aucun ministre du culte. On sent que des hommes qui ne furent promus à l'épiscopat que par des voies sourdes, obscures et souvent suspectes, durent augmenter le discrédit dans lequel était tombée l'église constitutionnelle.

Vous jugerez vous-même, par les notes que je me suis procurées sur chaque évêque constitutionnel, que presque aucun d'eux n'a des droits à votre confiance ni à celle du public. Et ce que je viens de dire de la manière dont le plus grand nombre d'entre eux a été élu, prouve que la loi ne doit rien à des hommes dont l'élection ne peut être avouée par la loi. Ce serait donc compromettre le grand œuvre du rétablissement de la religion, que de placer aujourd'hui à la tête des diocèses, des sujets qui ne peuvent inspirer que le mépris ou le ridicule. L'honneur du gouvernement est donc ici parfaitement d'accord avec le plus grand bien de la religion même.

Cependant je conviendrai que, parmi les évêques dits constitutionnels, il en est trois ou quatre qui ont de l'instruction et des mœurs, et qui peuvent être utiles, s'ils savent par leur conduite faire oublier celle de leurs malheureux coopérateurs. Ils auront beaucoup à faire pour vaincre la répugnance des peuples, et pour prendre racine dans l'opinion publique.

Le cri presque unanime des préfets sur le danger qu'il y aurait à nommer des évêques constitutionnels, déconcerte la bonne volonté que l'on aurait de les placer dans la nouvelle organisation. D'autre part, on ne peut se dissimuler que les anciens évêques, c'est-à-dire ceux qui ont appartenu à l'ancien ordre de choses, sont pour la plupart aussi suspects à l'Etat que les autres peuvent l'être à l'Eglise. Car il est difficile de donner une confiance entière à des hommes qui ont tout perdu, et qui peuvent être aisé-

<sup>1</sup> La constitution civile du clergé, disparue pendant la Terreur, avait été remplacée depuis par un système différent de législation (cf. t. III, p. 446, note 2).

ment soupçonnés de vouloir recouvrer les biens et les privilèges qu'ils n'ont plus. Dans le nombre de ces hommes, il en est pourtant qui ont tenu une conduite vraiment sage, et qui ont constamment professé des principes capables de nous rassurer.

J'ai cru devoir principalement jeter les yeux sur les prêtres du second ordre, dont la plupart ne sont jamais sortis de France, qui ont toujours été soumis au gouvernement, qui ont, sans interruption et au péril de leur vie, administré les différents diocèses devenus vacants dès les premières années de la Révolution par l'émigration ou la fuite des titulaires. Les prêtres du second ordre dont je parle ont toujours, sous l'ancien régime comme sous le nouveau, porté le poids du jour et de la chaleur. Ils forment la partie la plus éclairée et la plus régulière du clergé. Ce serait récompenser leur zèle que de les appeler à l'épiscopat ; ce serait encore le plus sûr moyen de pourvoir à la sûreté et à la tranquillité de l'Etat, que de créer un clergé nouveau, qui nous offre les vertus et les lumières dont nous avons besoin, sans nous présenter les dangers et sans nous inspirer les craintes que nous voulons écarter.

Il ne serait peut-être pas bon de prendre tous les évêques nouveaux dans les ministres du second ordre. Le peuple, qui verrait une église absolument nouvelle, croirait que c'est une nouvelle religion qu'on établit. Il imaginerait que le gouvernement n'est pas assez orthodoxe, pour que les anciens évêques aient pu prendre confiance en lui. Les nouveaux titulaires eux-mêmes n'auraient peut-être pas suffisamment le sentiment de leur propre dignité, si on ne les associait à aucun de ceux qu'ils avaient habitué de servir et de respecter. La sagesse paraît donc vouloir que la majorité des nouveaux évêques soit choisie dans les prêtres laborieux et instruits qui n'ont point encore figuré dans l'épiscopat, parce que le sort de cette majorité des pasteurs tiendra au sort même de l'Etat, qui les aura élevés sur les débris de l'ancien régime. Mais la sagesse veut aussi qu'on nomme quelques-uns des évêques anciens, pour accréditer les nouveaux évêques, non seulement aux yeux du peuple, mais encore à leurs propres yeux.

Il serait à désirer que les évêques dits constitutionnels se fussent montrés plus dignes de la confiance de ceux auxquels ils

administraient les secours de la religion. Malheureusement, cela n'est pas. Comme il faut pourtant, dans une opération qui a pour objet le rétablissement de la paix religieuse, ne pas avoir l'air de sacrifier un parti à un autre, et d'oublier ceux qui se vantent d'avoir servi la Révolution lorsqu'ils n'ont fait que servir ceux qui l'ont déshonorée, j'ai cherché à découvrir quelques hommes dont la religion et l'Etat n'eussent point à rougir.

Tels sont, cit. Premier Consul, les divers points de vue que j'ai envisagés, en remplissant dans ce moment la mission délicate que vous m'avez confiée. En conséquence, j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux <sup>1</sup> : 1° une liste générale de tous les anciens évêques, avec la désignation de leur âge, de leur résidence, de leurs dispositions, de leur aptitude, de leur moralité ; 2° une liste des prêtres du second ordre qui se sont distingués par leurs vertus, par leurs talents et par leur zèle, et qui m'ont été indiqués comme pouvant remplir avec honneur les fonctions de l'épiscopat <sup>2</sup> ; 3° une première liste des évêques constitutionnels qui ont été élus selon les formes établies par la constitution civile du clergé <sup>3</sup> ; 4° une seconde liste des mêmes évêques qui n'ont été

<sup>1</sup> Ces listes ne paraissent pas de nature à être publiées, non seulement parce qu'elles ne sont pas exemptes d'erreurs matérielles, mais encore et surtout parce qu'étant confidentielles, elles sont accompagnées d'appréciations souvent peu mesurées.

<sup>2</sup> Cette liste comprenait 70 candidats, dont 26 se trouvaient déjà sur la liste de Bernier du 25 mars 1801 (t. II, p. 124). Ils étaient choisis, pour environ la moitié, parmi les vicaires-généraux. Portalis annonçait qu'aucun d'eux n'était constitutionnel (cependant à son insu, il s'était glissé au moins un assermenté, le curé Abrial, oncle du ministre de la justice). — A ces 70 noms, suivis d'observations, Portalis en avait ajouté 27 autres, sur lesquels, disait-il, « on n'a point de renseignements particuliers. »

<sup>3</sup> On comptait en ce moment 30 évêques qui avaient été sacrés sous l'empire de la loi de 1790 et n'avaient pas changé de diocèse : Aubri (Verdun), Barthe (Auch), Bécherel (Coutances), Brival (Tulle), Constant (Agen), Danglars (Cahors), Debortier (Rodez), Des Bois (Amiens), Delcher (Le Puy), Diot (Reims), Flavigny (Vesoul), Francin (Metz), Gausserand (Albi), Grégoire (Blois), Le Coz (Rennes), Lefessier (Séez), Lemasle (Vannes), Maudru (Saint-Dié), Moise (Saint-Claude), Molinier (Tarbes), Nogaret (Mende), Périer (Clermont), Prud'homme (Le Mans), Raymond (Grenoble), Saurine (Dax), Sermet (Toulouse), Thuin (Meaux), Tollet (Nevers), Volfius (Dijon), Wandelaincourt (Langres).

La liste de Portalis n'est pas conforme à celle-ci. Elle compte en moins 4 évêques (Brival, Danglars, Lefessier, Raymond), et en trop 3 évêques (Marbos et

élus qu'après l'abrogation de cette constitution<sup>1</sup>. Dans ces deux dernières listes, j'ai suivi, dans les notes faites sur chaque indi-

Savines qui avaient abandonné leurs fonctions ; Nicolas, qui ayant été sacré après l'abrogation de la loi de 1790, est mentionné ici par inadvertance, puisqu'il figure aussi sur l'autre liste de Portalis). On y retrouve aussi en « Supplément » le nom de Pontard, avec la note suivante : « Il vient de m'adresser un mémoire, dans lequel il annonce qu'il fait hommage au gouvernement de sa démission pure et simple, mais qu'il croirait s'avilir de se démettre entre les mains du légat du Pape. Père de trois enfants, il dit tenir à la société, et avoir servi sa patrie comme administrateur et comme législateur. Enfin il est assuré que si le gouvernement connaissait les sacrifices qu'il a faits à la chose publique, il lui accorderait, dans la partie des octrois où il est receveur, une place plus analogue à ses moyens que celle qu'il occupe. » Pontard s'était fait tristement connaître par les scandales qui avaient accompagné et suivi son apostasie. Il avait été remplacé sur le siège de Périgueux seulement en mars 1801, par Bouchier, mort le 11 septembre suivant.

<sup>1</sup> Depuis que la constitution civile du clergé avait été emportée par la Terreur, il y avait eu 32 sacres, dont 27 pour les évêchés créés en 1790 : Asselin (Saint-Omer), Aubert (Aix), Audrein (Quimper), Belmas (Narbonne), Berdolet (Colmar), Bertin (Saint-Flour), Bisson (Bayeux), Blampoix (Troyes), Bouchier (Périgueux), Butaut-Dupoux (Moulins), Champsaud (Digne), Clément (Versailles), Demandre (Besançon), D'Orlodot (Laval), Duchemin (Bayeux), Dufraisse (Bourges), Garnier (Embrun), Lacombe (Bordeaux), Lami (Evreux), Leblanc de Beaulieu (Rouen), Lemercier (Pamiers), Monin (Sedan), Nicolas (Nancy), Poulard (Autun), Rouannet (Béziers), Schelle (Cambrai), Villa (Perpignan) ; et 5 pour les nouveaux évêchés : Etienne (Avignon), Jaquemin (Cayenne), Mauviel (Saint-Domingue), Panisset (Chambéry), Rovère (Avignon). — Nous ne comptons point Reymond (Grenoble), sacré en janvier 1793, avant l'abrogation effective de la constitution civile ; ni surtout Ponsignon, élu au siège de Sens, mais non sacré.

A ces 32 sacres il convient d'ajouter 2 translations d'évêques, déjà sacrés en 1791 (Primat, transféré de Cambrai à Lyon, et Royer, transféré de Belley à Paris. Nous ne parlons pas de Saurine, dont la translation de Dax à Oloron n'a pas été effective). — On peut donc fixer à 34 le nombre des évêques établis successivement depuis l'abolition de la constitution civile du clergé.

Parmi eux, 29 seulement pouvaient être comptés en 1802, parce que 3 étaient morts (Audrein, Bouchier, Duchemin), 1 avait abandonné son diocèse (Rovère), et 1 s'était rétracté (Panisset).

La liste de Portalis est peu exacte. Elle comprend 37 noms, savoir : 1<sup>o</sup> 28 sur les 29 comptés ci-dessus (car Mauviel est omis) ; 2<sup>o</sup> Reymond ; 3<sup>o</sup> Ponsignon ; 4<sup>o</sup> Danglars (Cahors), Lefessier (Séez), sacrés en 1791 et réputés restés en fonctions ; 5<sup>o</sup> Charrier de la Roche (Rouen), Gay de Vernon (Limoges), Montault, sacrés aussi en 1791, Rovère sacré depuis, qui tous quatre avaient abandonné leurs sièges : 6<sup>o</sup> Panisset.



vidu, le même ordre que je m'étais prescrit dans celle concernant les anciens évêques.

Je termine mon travail en vous proposant les divers sujets que j'ai crus les plus propres à administrer les divers évêchés, tels qu'ils sont déterminés par la nouvelle circonscription. J'ai pensé qu'il n'eût pas été prudent, en désignant quelques uns des anciens évêques, de les proposer pour les sièges qu'ils avaient autrefois occupés. Ils y rencontreraient des rivalités et des haines ; ils auraient à lutter contre des préventions de toute espèce ; ils seraient dans l'impossibilité d'y faire le bien. Cette mesure est même formellement sollicitée par la plupart des préfets, qui ont une connaissance particulière des localités. Je me suis assuré que les sujets proposés accepteront ; car il ne faut pas que le gouvernement ait à essuyer des refus ou à vaincre des résistances.

Mon attachement à votre personne vous est un sûr garant de la pureté de mes intentions, et de l'activité de mon zèle pour tout ce qui intéresse votre gloire <sup>1</sup>.

---

Liste des ecclésiastiques proposés à la nomination du P. Consul pour les évêchés français.

Archevêchés.

*Paris.* L'ancien archevêque d'Auch, la Tour du Pin-Montauban ; ou celui de Vienne, du Bois de Sanzay ; ou celui d'Aix, de Boisgelin.

L'archevêque d'Auch n'est point encore arrivé. J'ignore personnellement s'il accepterait ou s'il refuserait ; cependant il est en route et on assure qu'il acceptera <sup>2</sup>. L'archevêque de Vienne a

<sup>1</sup> C'est en s'inspirant des idées de ce rapport que Jauffret, qui avait travaillé sous les ordres de Portalis, a rédigé le commencement de son chap. V, t. I, p. 38 à 41).

<sup>2</sup> L'arch. d'Auch, après avoir envoyé sa démission de Montserrat le 22 octobre, était resté en Catalogne, où il fut rejoint par l'archev. de Toulouse, M. de Fontanges. Arrivé à Perpignan, il se présenta le 19 mai devant le préfet. Il le trouva embarrassé par les ordres contradictoires de Portalis et de Fouché (cf. p. 135 note 2) ; se dit prêt à retourner quelque temps à Figuières en Espagne ; puis, voyant que le préfet le laissait libre de continuer sa route en France, passa par Narbonne, s'arrêta à Toulouse, à Châteauroux et enfin atteignit Paris vers la fin de juin. L'abbé Emery, qui le conseillait en même temps que M. de Fontanges, avait parlé de ces deux prélats comme disposés à accepter de nouveaux sièges.



de grandes vertus apostoliques ; mais il est peut-être trop difficile, par ses vertus même, pour un siège comme Paris. L'archevêque d'Aix est instruit ; il est homme d'esprit, mais peut-être trop aimable pour plaire à la nation dévote. C'est pourtant celui que le clergé préférerait à tout autre, parce qu'on est dans l'habitude de le voir à la tête des affaires ecclésiastiques. Pour le gouvernement, l'archevêque d'Aix serait le plus facile.

*Malines.* L'ancien évêque de Saint-Papoul, Maillé de la Tour Landry, parce que cet évêque aime beaucoup les cérémonies et les fonctions extérieures de son culte, ce qui lui concilierait les esprits dans la Belgique. Il est d'ailleurs conciliant et doux, et propre à tempérer le fanatisme.

*Lyon.* Si l'archevêque d'Aix n'est point placé à Paris, il conviendra parfaitement à Lyon, où il faut un homme modéré, qui ait une existence qui puisse flatter la ville, et qui ne soit pas trop scrupuleux sur les questions de prêt à intérêt, et sur d'autres questions semblables. Voilà pourquoi je ne croirais point l'archevêque de Vienne propre au siège de Lyon, ni pour aucun autre siège de ville de commerce.

*Besançon.* On pourrait placer là le vertueux archevêque de Vienne.

*Aix.* L'ancien évêque de Marseille, de Belloy, à qui on donnerait pour coadjuteur l'ancien évêque de Vaison, Etienne-André François-de-Paule Fallot de Beaumont.

*Toulouse.* L'ancien archevêque de Bordeaux, de Cicé, qui est capable par son caractère de concilier les différents partis, et qui d'ailleurs n'y effaroucherait pas les révolutionnaires.

*Bordeaux.* L'ancien archevêque de Toulouse, Fontanges.

*Rouen.* L'abbé Cambacérès. Il importe que le gouvernement ait dans la Normandie un homme qui soit à sa main, et il importe que cet homme soit tel qu'on ne puisse lier à son existence celle du retour de l'ancien régime, sans pourtant que les esprits religieux puissent le regarder comme ayant appartenu à l'ordre nouveau.

*Bourges.* L'ancien évêque de Cominges, Osmond.

*Tours.* L'abbé Bernier.

Evêchés.

*Agen.* L'abbé de Sartiges, grand vicaire de Clermont.

*Ajaccio.* Je n'ai aucun renseignement sur un sujet qui pût convenir à la chose.

- Aix-la-Chapelle.* Maillaguet, prêtre de Lyon.  
*Angers.* De Pancemont, curé de Saint-Sulpice à Paris.  
*Amiens.* L'ancien évêque de cette ville, Machaut.  
*Angoulême.* Demandolx, vicaire général de Marseille.  
*Arras.* Emery, ancien grand vicaire de Paris.  
*Bayeux.* L'ancien évêque de Lavaur, de Castellane.  
*Bourg-en-Bresse.* Rosan, prêtre de Bordeaux.  
*Brieuc (St-).* Bailly, vicaire général d'Evreux.  
*Cambrai.* L'anc. évêque de Dijon, des Monstiers de Mérimville.  
*Carcassonne.* Roux, vicaire général d'Avignon.  
*Clermont.* Dorée, vicaire général de Beaucaire.  
*Coutances.* L'ancien évêque de Lescar, Noé.  
*Dijon.* Roger, grand vicaire de Sens.  
*Evreux.* L'ancien évêque d'Angers, de Lorry ; ou l'abbé André, ecclésiastique de Troyes.  
*Flour (St-).* L'abbé de Rochebrune, vic. général de cette ville.  
*Grenoble.* Montault des Isles, évêque constitutionnel de Poitiers.  
*Limoges.* Charrier la Roche, évêque constitutionnel de Rouen.  
*Mans (Le).* Séguier, grand-vic. de Sens, anc. chanoine d'Uzès.  
*Mende.* Jauffret, prêtre du diocèse d'Aix.  
*Montpellier.* Colmar, ecclésiastique de Strasbourg.  
*Metz.* Zœpfel, beau-frère de Clarke.  
*Namur.* Du Moussac, vicaire général de Poitiers.  
*Nancy.* Paillou, vicaire général de Luçon.  
*Nantes.* L'abbé de Neyrac, grand vicaire de Vabres.  
*Nismes.* Rochemore, vicaire général de Nismes.  
*Pau.* La Neuville, ancien évêque d'Acqs.  
*Poitiers.* Brault, archidiacre de Poitiers.  
*Quimper.* Maurice Boyer, vic. général de Carcassonne et d'Alby.  
*Rennes.* Marie Lastours, vicaire général de Narbonne.  
*La Rochelle.* L'ancien évêque de Luçon, de Mercy.  
*Séz.* Bienaimé, chanoine d'Evreux.  
*Soissons.* Dampierre, ancien grand vicaire de Paris.  
*Strasbourg.* Du Voisin, grand vicaire de Laon.  
*Tournay.* L'abbé de Crancé, vicaire général de Châlons.  
*Trèves.* Lefebvre, frère du sénateur.  
*Troyes.* L'ancien évêque de cette ville, Barral.

*Valence.* Cottret, ecclésiastique de Paris.

*Vannes.* L'abbé Rousseau <sup>1</sup>.

(Cultes).

### 1173. — Observations de d'Hauterive.

Paris, [fin de février 1802].

Le travail sur les cultes est divisé en deux parties, l'une sur le clergé catholique, l'autre sur le clergé protestant. Je vais faire quelques observations sur ces deux objets.

Du clergé catholique.

Le cit. Portalis a présenté au Premier Consul : 1<sup>o</sup> un rapport ; 2<sup>o</sup> deux listes raisonnées d'évêques et de prêtres constitutionnels et non constitutionnels ; 3<sup>o</sup> une liste de nomination pour le clergé qui est à instituer ensuite du concordat.

Le rapport est rempli de vues saines et d'excellentes maximes ; cependant, comme il n'a mis en avant les listes que pour en rendre raison, c'est surtout à la manière dont elles sont faites qu'il faut donner son attention.

La liste raisonnée des noms propres se présente la première. Les individus y sont jugés avec précision, sans incertitude, sans nuances ; mais ces indications ne paraissent pas avoir été recueillies avec assez de soin, pour qu'on puisse se confier aux résultats qu'on en tire.

En général la liste d'élection, qui est à la fin du travail, devrait être une déduction bien motivée des notes qui précèdent ;

<sup>1</sup> La désignation pour le siège d'Ajaccio étant ajournée, la liste de Portalis contient seulement 49 candidats, dont 16 évêques du clergé orthodoxe ; 2 anciens évêques constitutionnels, mais qui, démis depuis longtemps et réconciliés avec le S. Siège, n'appartenaient plus au schisme ; 31 ecclésiastiques du second ordre, choisis en majorité parmi les vic. généraux, et dont aucun n'était constitutionnel.

Si l'on compare cette liste avec les premières nominations faites en 1802, on verra que 14 des anciens évêques (les deux exclus sont Machaut, év. d'Amiens, et Castellane, év. de Lavaur), et les 2 év. constitutionnels réconciliés ont été pourvus. Parmi les ecclésiastiques du second ordre, 15 ont été l'objet d'arrêtés de nomination, bien qu'ils n'aient pas tous accepté (Bailly, Bernier, Bienaimé, Brault, Cambacérès, Colmar, Dampierre, Demandolx, Duvoisin, Emery, Pancemont, Rochebrune, Rochemore, Rousseau, Zoepfel) ; quelques autres ont été nommés dans les années suivantes.

mais en lisant les notes et l'insuffisance de leurs preuves, on est tenté de croire qu'elles ont été faites après la liste de l'élection, et comme justification extérieure et de commande.

Ces notes, examinées de près, font supposer qu'on n'a eu aucun moyen d'information, et qu'on n'a pas eu le temps de recueillir des faits et des témoignages. On dit de M. de Cely, qu'il a 73 ans et qu'il est bon évêque ; de M. de Clermont-Tonnerre, qu'il a 52 ans et qu'il est parent du Souverain Pontife ; de M. de Lastic, qu'on le dit bon évêque ; de M. de Lubersac, qu'il est démissionnaire. Il semble qu'il est utile d'éviter une précision aussi insignifiante.

Les témoignages sont quelques lignes d'un préfet, ou l'opinion écrite d'un seul homme. L'évêque de Saint-Dié est recommandé par le cit. Kieppler, qui écrit que la conduite de l'évêque est sans reproche. Un autre est recommandé par le cit. Laurence, et le témoignage de celui-ci est recommandé par le cit. Félix-Faucon. Un autre est recommandé par le cit. Colomb, employé ; un autre par Paradol, ex-législateur. Quelques-unes de ces notes sembleraient avoir été rédigées dans un esprit étranger à leur objet. Un ecclésiastique nommé Bassinet, que le cit. Mourgues recommande, est regardé comme fanatique. Un autre est neveu d'un aide-de-camp du général Mortier. « Il aime, dit cet aide-de-camp, Dieu, Bonaparte et le prochain. » Du reste il est inconnu.

Les indications favorables sont en général faibles en renseignements probatifs. Mais, ce qui est plus grave, les indications de blâme sont motivées par une légèreté qui semble peu excusable. Un cit. Grandchamp est extrêmement recommandé par son préfet. L'éloge du préfet se trouve réfuté par cette seule phrase : « On le dit cependant un sujet ordinaire. » La note d'un autre expose qu'il n'a pas l'esprit de son état, et qu'on le dit grand joueur. La plupart de ces indications sont appuyées sur des on-dit. Je ne connais presque aucun de ces ecclésiastiques, dont la rédaction des listes dise beaucoup de bien ou beaucoup de mal.

Les notes sur les évêques constitutionnels ont presque toutes été diffamatoires. Sentant le rabâchage anti-révolutionnaire, elles sont évidemment faites dans le dessein de justifier un [ton] dénonciateur du rapport, et les exclusions des hommes de ce parti des listes d'élection. Je n'en connais personnellement aucun ;

mais ce qu'on dit généralement de quelques évêques, des cit. Périer, Saurine, et..., me persuade que le jugement qu'on a porté d'eux n'est pas exempt de fanatisme.

La liste de nomination était présentée comme conséquence des précédentes. Ce que j'ai à dire de cette liste, ne peut être que le résultat de ce que je viens de dire sur les autres. Je ne vois rien, dans les notes, qui puisse accélérer le jugement et motiver la confiance. Je ne vois, dans aucune, motif de croire que cette liste d'élection ait été faite avec impartialité et discernement.

#### Du clergé protestant.

Il paraît que le Premier Consul a fait faire, sur le rapport du cit. Portalis, relativement aux protestants un travail particulier<sup>1</sup>, qui me paraît l'ouvrage d'un très bon esprit. J'adhérerai volontiers, à toutes les modifications proposées.

Quant au choix des ministres, je pense que le peu de renseignements qui ont été pris pour celui des ministres catholiques, doit faire craindre qu'on n'ait pas mis plus de soin à recueillir ceux des ministres protestants. Je crois qu'il faut se défier des témoignages locaux, à raison de la haine immémoriale qui a toujours divisé les hommes des cultes opposés. Mais tout le clergé Réformé de l'intérieur de la France ayant son séminaire à Lausanne<sup>2</sup>, c'est de là qu'on pourrait recevoir des données sûres, non du préfet, qui peut être justement soupçonné de fanatisme philosophique, mais de quelques prêtres considérés, tel que M. Verne. Quant au clergé allemand, le cit. Plessé est l'homme le plus sûr pour être consulté, tant relativement aux principes de l'administration ecclésiastique de cette communion, que relativement au choix des personnes.

(Aff. étr., *Rome*, suppl. 22).

#### 1174. — Caprara à Consalvi.

(n° 74 en chiffres)

Parigi, 27 febbraio 1802.

Le lusinghe che mi si davano nei giorni scorsi sulla prossima

<sup>1</sup> Il s'agit probablement du plan proposé par les Réformés (pièce n° 1023). Les « modifications » dont d'Hauterive parle ensuite, seraient celles qui avaient été faites à ce plan dans le nouveau projet de règlement (pièce n° 1163).

<sup>2</sup> Ce séminaire avait été organisé, sous le règne de Louis XV, par Antoine Court, pour préparer les pasteurs qui se dévouaient en France au ministère périlleux des églises du Désert (Hugues, *Antoine Court*, etc.).

pubblicazione del concordato, erano le più favorevoli, e, ringraziando Iddio, si accresce in me di qualche grado la speranza, che nella nomina dei nuovi vescovi non sia per esservi alcuno intruso. Se ciò si verifica, mi chiamerò allora sommamente contento, e dirò di avere ottenuto quel che con tanta ansietà ho desiderato.

Per agevolare il conseguimento di un oggetto cotanto importante, ho procurato che il Primo Console veda sotto occhio il carattere e le qualità di ciascun vescovo costituzionale, che le sono state date tali quali V. Em. le trova descritte nei quì uniti fogli di lettera A <sup>1</sup>. Per riuscire poi a persuaderlo, che assolutamente nè conveniva fare uso di essi costituzionali, sia in qualità di vescovi titolari, sia in qualità di suffraganei (come da qualcuno era stato progettato), nè che altresì era indebolito in niun modo se preteriva i costituzionali medesimi, ho fatto di tutto perchè legga lo scritto, che quì unisco in copia di lettera B. Per le notizie che ho, il Console ha veduto ambedue le pezze, e ne è rimasto soddisfatto. In seguito, dal consigliere Portalis gli è stata passata la nota dei soggetti da nominarsi per vescovi, fra i quali sono certo che non vi è alcuno intruso <sup>2</sup>.

Rapporto ai nuovi vescovi, le cose a tutt' oggi sono nello stato che ho quì descritto; ed io sto con vera smania attendendo di essere avvertito dal Primo Console, che voglia vedermi, come ne lo avevo ricercato <sup>3</sup> dopo il ritorno da Lione.

Rispetto alla formale mia udienza, in cui dovrò presentare i brevi credenziali con la bolla rispettiva, l'affare è combinato in modo che non vi sarà questione di giuramento; ed in quella vece si è concertato che io, nel presentarmi, faccia un complimento, di cui trasmetto copia all' Em. V. quì unita, e segnata di lettera C.

Compiego a V. Em. una nuova copia del promemoria, che le umiliai con mia dei 6 dicembre <sup>4</sup>. Abbraccia il medesimo due oggetti, quello cioè dei preti, diaconi e suddiaconi che avendo,

<sup>1</sup> L'annexe A n'a pas été retrouvée. L'annexe B est la pièce n° 1171. L'annexe C est le compliment du Légat qu'on trouvera à la Partie XXV.

<sup>2</sup> Voir la pièce n° 1172.

<sup>3</sup> Cette audience particulière avait été sollicitée par Caprara dès le 3 février. Le P. Consul avait fait répondre, par l'intermédiaire de Portalis, « che al primo momento gli sarebbe possibile, mi avrebbe fatto avvertire » (Lettre partic. de Caprara, du 7 février).

<sup>4</sup> Voir au t. IV, p. 444, note, l'analyse de ce mémoire (E). — Cf. t. V, p. 12.



o contratto matrimonio, o consegnate le lettere della loro ordinazione, domandano di essere riabilitati all' esercizio dell' ecclesiastico ministero, e l'altro degli ordinati dai vescovi intrusi, che pure desidererebbero l'opportuna riabilitazione e dispensa dell' irregolarità. Per la seconda parte fu provveduto per mezzo di lettera di Mgor patriarca di Gerusalemme, contenente le facoltà necessarie <sup>1</sup>. La prima però resta tuttavia in sospeso, e si aumenta sempre più l'imbarazzo, moltiplicandosi ogni giorno le istanze di tal natura, alle quali non so qual provvidenza applicare. Supplifico quindi V. Em. a fornirmene la bramata decisione.

Avevo dettato fin quì quando, resasi la stagione meno cruda, e trovatomì meglio del mio raffreddore, ho fatta la mia prima uscita, e sono stato dal ministro Talleyrand <sup>2</sup>. Il medesimo mi ha detto, che il Primo Console aveva presa parte vigorosa nel noto suo affare; che aveva combinate delle ragioni forti, trovati degli esempi di casi simili; finalmente che gli pareva, che non fosse della sua convenienza che un soggetto che gode la sua speciale confidenza, apparisca agli occhi del pubblico in una risultazione così svantaggiosa presso la Chiesa; conseguentemente che si era proposto di scriverne in dirittura a N. S., e spedire un corriere straordinario a quest' oggetto. Di più il ministro mi ha detto, che mi raccomandava il suo affare, anche in nome del Console, e che ne avrei potuto scrivere colla stessa opportunità del corriere. — Ho risposto, quanto a me, che avevo scritto sull' oggetto; che non avevo parlato di esempi <sup>3</sup>, perchè non li conoscevo. Ha promesso di farmeli conoscere. In qualità di ministro di N. S., credo non poter fare maggiore raccomandazione, che così esporre fedelmente lo stato vero dell' affare, e la premura straordinaria che ne ha il Primo Console, il quale sostiene che il ministro, sino

<sup>1</sup> La lettre de Di Pietro n'a pas été retrouvée. — Le 10 mars, l'archev. démissionnaire de Vienne écrivit de Lyon à Di Pietro, pour lui demander si des fonctions paroissiales pouvaient être confiées à ceux qui, ayant été ordonnés par des évêques constitutionnels, ne se montraient pas indignes du ministère (Cette lettre a été publiée par Theiner, t. II, pièce XL). Di Pietro répondit, le 25 avril, en renvoyant l'archev. au Légat.

<sup>2</sup> Les mots « non spedito », placés ici en marge sur la minute, feraient croire que les renseignements relatifs à Talleyrand n'ont pas été envoyés dès ce moment à Rome.

<sup>3</sup> Des exemples d'évêques rendus au siècle et autorisés à se marier.

da due anni, ha travagliato seco per l'oggetto del ristabilimento della religione, mostrandone il bene, la necessità, e battendosi costantemente con tanti che hanno fatto di tutto per sventarlo <sup>1</sup>. La sicurezza, che il Console ha di ciò, ha fatto nascere nel medesimo l'idea che il ministro meriti che N. S. usi verso di lui delle più ampie condiscedenze.

Mi è stato detto, che il Primo Console desidera che Mgor Opizzone, arcidiacono della metropolitana di Milano, succeda a Mgor Codronchi nell' arcivescovato di Ravenna. Di dette due traslazioni, quando abbiano fondamento, ne saranno stati dati costi dei passi.

Anche prima di cominciare ad uscire di casa, ho fatto proporre al Primo Console di promettermi di vederlo. Mi ha fatto rispondere obbligatamente di sì, senza però determinare il momento <sup>2</sup>.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

<sup>1</sup> Le P. Consul connaissait aussi bien que Consalvi la sourde hostilité de Talleyrand contre le concordat. C'était évidemment pour obtenir à Rome une plus grande bienveillance, qu'il vantait ainsi les services de son ministre. Il paraît qu'alors il le pressait de sortir d'une situation notoirement irrégulière et d'épouser Mad. Grand (Cf. t. IV, p. 53, note 2). Il ne regardait pas comme insurmontable la règle canonique, qui interdit le mariage aux évêques avec la même rigueur qu'aux religieux (Cf. t. III, p. 770). « M. Talleyrand is now occupied with his own marriage, which awaits the arrival of the Pope's dispensation » (G. Jackson, *Diaries*, t. I, p. 65, sous la date du 18 février).

<sup>2</sup> L'év. de Genève, alors à Turin, ayant été averti qu'il ne pourrait rentrer en France sans souscrire la promesse de fidélité (cf. p. 135 note 2), avait consulté à cet égard la cour de Rome, et n'en avait obtenu qu'une réponse évasive. Instruit de cette réponse par une dépêche de Rome du 3 février, Caprara écrivait le 27 à Consalvi : « ... Ogni dubbio ed ogni incrociamiento sulle formole delle sommissioni da prestarsi, anderà a svanire, pubblicato che sia il concordato; nè chi scrive da qui per simili cose, potrà allora dimandare che si faccia in un dipartimento ciò che assolutamente non si esige nell' altro, come è accaduto ed accade ogni giorno. Ed io stesso, stimolato da ecclesiastici, o emigrati o deportati, ho dovuto per tale diversità fare delle rappresentanze al consigliere Portalis. » La diversité dont se plaint ici Caprara, s'accroissait chaque jour; elle tenait surtout à la force des circonstances, qui entraînait de plus en plus certaines autorités à user de ménagements envers l'ancien clergé, au risque de contrarier le système de police de Fouché (cf. t. IV, p. 165, note 1). Quant à Portalis, ne pouvant ni s'associer ni s'opposer aux instructions de Fouché sur la promesse, il faisait d'ordinaire une réponse dilatoire, semblable à celle ci, qu'il a adressée le 6 février à un prêtre détenu à Oléron : « Si votre conscience répugne à donner au gouvernement la garantie qu'il exige de tous, vous devez attendre avec résignation que de nouveaux règlements fassent cesser vos scrupules, et mettent d'accord vos principes et la volonté du gouvernement. »



## 1175. — Caprara à Consalvi.

(n° 75)

Parigi, 27 febbraio 1802.

Nel prendersi le misure necessarie per dar l'ultima mano a quanto concerne la circoscrizione delle nuove diocesi francesi <sup>1</sup>, è parso al governo assolutamente impossibile di conservare Bayonne fra le chiese vescovili, per le ragioni esposte nella nota di cui trasmetto copia all' Em. V. <sup>2</sup>, e segnatamente per il riflesso, ch' essendo caduta la volta della cattedrale, non vi era in quella città altra chiesa adattata da poterle sostituire. Il luogo il più comodo alla residenza del vescovo, la di cui diocesi abbraccierà i tre dipartimenti di Landes, degli Alti e de' Bassi Pirenei, sembra al governo che sia Pau, non meno per la situazione, che per le fabbriche tuttavia sussistenti di varie chiese, e del seminario. Mi ha quindi il governo medesimo fatta istanza per l'erezione di

<sup>1</sup> Dans son état actuel, le tableau des diocèses était celui que Bernier avait envoyé à Rome, au mois de septembre 1801 (t. III, p. 501 et 509), et que Caprara avait rétabli, en corrigeant dans la bulle de circonscription deux changements faits à Rome, et relatifs à Florac et à Genève (t. III, p. 186 et 497). C'était aussi ce même tableau que Portalis avait suivi pour sa liste de présentation aux évêchés, sauf que Pau se trouvait déjà substitué à Bayonne.

<sup>2</sup> Dans le plan de circonscription envoyé à Rome au mois de septembre, le gouvernement n'avait proposé Bayonne qu'avec des réserves, et même en laissant voir une préférence pour la ville de Pau (t. IV, p. 505 et 512. Cf. t. II, p. 119). Comme Bayonne était déjà le siège d'un évêché, cette ville avait été maintenue sur la liste de la cour de Rome. — La note remise à Caprara était ainsi conçue : « Le siège de l'évêché projeté pour les départements des Landes et des Hautes et Basses-Pyrénées, ne pourrait être placé qu'à Bayonne, à Lescar ou à Oloron, si l'on voulait qu'il fût situé dans une des villes ci-devant épiscopales de ces départements ; mais comme on ne tient pas à cet arrangement, et qu'il y aurait des inconvénients à y tenir, on propose de le placer à Pau : 1° Pau est le centre de ces départements. 2° Les autorités constituées résident dans cette ville. 3° La population est plus considérable dans les cantons qui l'avoisinent, qu'elle ne l'est dans le reste de ces départements. 4° Il reste trois églises, celle de St-Martin, celle des Capucins et celle des Cordeliers. 5° Pendant la tenue des Etats de Béarn, l'évêque de Lescar logeait à Pau, et y avait établi son séminaire. Les villes de Lescar et d'Oloron n'ont pas les mêmes avantages. L'évêché de Lescar est détruit ; Oloron n'est qu'à deux lieues de Pau et son séminaire est vendu. Bayonne conviendrait encore moins : cette ville est située à l'extrémité des trois départements, et la majeure partie des habitants qui s'y trouvent n'a point de rapport avec elle. D'ailleurs la cathédrale menace ruine et une partie s'est écroulée » (Arch. du Vatican).

Pau in sede vescovile ; e io non ho potuto ricusarmivi, perchè questo cambiamento viene giudicato inevitabile, e tendente al maggior bene.

Ho dovuto insieme prestarmi ad un secondo cambiamento, del quale vengo ora a rendere conto a V. Em. Nella bolla della circoscrizione delle diocesi, dove si parla di capitoli, si usano le espressioni «juxta præscriptum sacri concilii Tridentini.» Qualche persona, la di cui autorità ha molto peso per il posto eminente che occupa, ha fatto riflettere al Primo Console, che il concilio di Trento, per le materie disciplinari, non è ammesso in Francia, e che in tempo della monarchia il Parlamento fu sempre geloso di conservar questo privilegio, inserendo perciò nei suoi registri le più solenni proteste nella placitazione delle bolle apostoliche, in cui si faceva parola di detto concilio. In seguito di questo rapporto <sup>1</sup>, era stabilito di rinnovare anco adesso le proteste medesime, e non solo di registrarle, ma di metterle inoltre al pubblico colla stampa. Mi sono dunque fatto un preciso dovere d'impiegare tutti i mezzi ch' erano in mia mano, per impedire un atto tantopiù disgustoso, quantocchè nel momento della ripristinazione della religione cattolica in Francia, è del massimo interesse, che apparisca una perfetta armonia fra la Santa Sede e il governo, e non si spargano de' semi atti a far ripullulare delle dispute inutili e pregiudizievoli. L'affare, per quanto a me sembra, si è composto in una maniera assai plausibile, poichè si è convenuto di non nominare individualmente il concilio di Trento, ma di servirsi, in vece, dell' espressione generica «juxta præscriptum sacrorum conciliorum. » Nulla dunque rimane alterato nella sostanza, essendo certo, che fra gli altri concili ha luogo il Tridentino ; ed io mi lusingo di non aver fatto abuso delle facoltà accordatemi da N. S. per i casi urgenti ed impreveduti <sup>2</sup>, quale appunto è questo, e che il Santo Padre sia per approvare benignamente la mia condotta..

<sup>1</sup> Voir dans la pièce n° 1160 le projet d'arrêté.— Déjà Portalis avait demandé que la mention du concile de Trente fût effacée dans le décret exécutorial (t. IV, p. 571 et 576, cf. p. 463) ; mais comme cette mention était restée dans la bulle de circonscription, il est probable que par ce motif Caprara avait pu la maintenir dans le décret. C'est du moins ce qu'il paraît indiquer à la fin de la dépêche que nous publions ici. — Cf. Portalis, *Disc., rapports, etc.*, p. 172.

<sup>2</sup> Cf. p. 28, note.

Credo superflua la spedizione di una nuova bolla per i due accennati cambiamenti <sup>1</sup>, e parmi che basti per ora il marcarli nei registri, per inserirli poi nell' originale, che verrà da me restituito cogli atti della Legazione.

Per le stesse ragioni, nel decreto esecutoriale, all' articolo dei seminari, ho soppresso le parole « concilii Tridentini », e vi ho sostituito la semplice parola « conciliorum. »

Mi affretto a rendere intesa di tutto ciò l'Em. V., etc.

(Arch. du Vatican).

### 1176. — *Mémoire de Caprara pour Consalvi.*

Parigi, 27 febbraio 1802 <sup>2</sup>.

Promemoria sulle Grazie e facoltà per i nuovi vescovi.

È solita la Santa Sede di concedere ai nuovi vescovi varie grazie e facoltà, nell' atto che si spediscono le bolle apostoliche per la canonica loro istituzione.

Le circostanze straordinarie hanno indotto N. S. a rivestire il cardinal legato de' poteri necessari, per procedere all' istituzione canonica de' nuovi arcivescovi e vescovi della Francia. Dovendo questi trasferirsi senza ritardo alle rispettive diocesi, che hanno estremo bisogno de' loro pastori, era troppo facile il prevedere che desidererebbero di esser muniti delle solite grazie, senza aspettare di averle da Roma dopo vari mesi, quando cioè riceveranno le bolle apostoliche di conferma.

Alcune di dette grazie sone tantopiù utili, quantochè servir possono d'incentivo a rivegliare la pietà de' fedeli, come le indulgenze per la prima messa solenne, e per le chiese cattedrali e parrocchiali. La benedizione solenne da darsi nel giorno di Pasqua di resurrezione in nome del Sommo Pontefice, è pure un

<sup>1</sup> C'est en effet ce qui a été décidé à Rome. Consalvi écrivit à ce propos, le 5 avril : « Si è degnato il S. Padre di approvare i due cambiamenti dovuti farsi dall' Em. V. nella nota bolla di nuova circoscrizione, dei quali ha dato ella conto col dispaccio n° 75, e su cui non abbisogna ulteriore osservazione, avendo già S. S. ordinato, che degli stessi cambiamenti si abbia qui ragione nella minuta originale della predetta bolla. »

<sup>2</sup> Ce mémoire est annexé à une courte dépêche, où Caprara dit notamment n'avoir reçu aucune dépêche de Rome pendant la semaine qui s'achève.

mezzo, atto a produrre ne' popoli una divota tenerezza verso il Padre comune di tutti i fedeli. L'indulgenza plenaria per i moribondi è un sussidio, del quale non conviene defraudare i poveri agonizzanti, e tutti insieme i privilegi che si concedono in grazia delle persone e della dignità vescovile, contribuir debbono ancora a rendere i vescovi attaccati e riconoscenti alla Santa Sede, da cui essi li riconoscono.

Oltre queste ragioni di congruenza, ha riflettuto ancora il cardinal legato, che per due motivi era bene il conservare l'antico stile, per impedire cioè, che qualche vescovo si prenda l'arbitrio di fare uso delle grazie in questione, di sola autorità propria, e sull' unico appoggio di essernese serviti i suoi predecessori, senza riconoscere la necessità di ricorrere per esse alla Santa Sede ; e per introdurre un' altra volta il primiero sistema, coll' accordare ai vescovi certe determinate grazie senza più discorrere di quelle estesissime concessioni, che in vista delle critiche circostanze erano state comunicate a tutti gli ordinari della Francia dalla Sa: Me: di Pio VI, e i di cui effetti debbono oramai cessare, essendone cessate per divina misericordia le cause.

Pur troppo i vescovi desidereranno di esser muniti, anche nel novello ordine di cose, di ampie facoltà. Ma l'esperienza, la quale ha fatto conoscere, che allargandosi la mano in principio è troppo difficile il ritrarla nel tratto successivo, persuade al cardinal legato di non dover condescendere in questo genere ad altre facilitazioni, se non a quelle che o riguardino oggetti di poco momento, o vengano coonostate dal vero bisogno.

Per evitare più facilmente gli urti, che potrebbero riceversi sotto il pretesto della necessità di avere i vescovi in principio estesi poteri, onde ricomporre le rispettive diocesi, debbe essere opportunissima la circostanza della pubblicazione di un Giubileo straordinario in tutta la Francia, il quale avrà luogo quando i vescovi saranno nelle loro sedi. Dovendo esso durare per lo spazio di un mese, e comunicandosi per un tal tempo ai vescovi ampie facoltà a norma della pratica tenuta in altre simili occasioni, avranno il modo di provvedere agli spirituali bisogni de' fedeli, e quello non riuscirà loro in questo incontro, è troppo difficile che l'ottengano in appresso.

Il partito dunque che ha preso il cardinal legato, è quello di

far stendere, in nome di ciaschedun arcivescovo e vescovo, una supplica concepita ne' termini dell'annessa copia, e di apporvi il corrispondente rescritto. Non si è potuto fare a meno di riunire in un solo foglio le dieci petizioni, quantunque in Roma si spedisca atto separato per ciascheduna grazia, mentre, oltre la mancanza delle varie formole che sarebbero state necessarie per non allontanarsi dal solito stile, mancava ancora il tempo per stendere un numero sì grande di suppliche e di rescritti. Dovendo per altro i nuovi vescovi ricorrere per le bolle di conferma, potranno, quando si giudichi opportuno, unirvisi i brevi e rescritti per le enunciate concessioni, per le quali è naturale che facciano istanza i loro agenti; e così, dopo essersi fatto dal cardinal legato quello ch'esigeva il bisogno del momento, si farà da Roma ciò che corrisponde alle antiche regole.

A molti de' vescovi oltramontani si concedono dalla Santa Sede, oltre le facoltà della S. Penitenzieria, anco quelle della formola del S. Offizio; ma non si sa per i vescovi della Francia se si spedisce l'elenco della Penitenzieria con qualche ampliazione, nè quale formola fra quelle del S. Offizio fosse in uso, e se si rendesse comune a tutti i vescovi del dominio francese, ovvero se ne adattasse una diversa secondo le differenti provincie. Si è quindi tenuto il prudentiale contegno di non parlare affatto di simili facoltà, lasciando che si spediscono da Roma nel modo conveniente, allorquando verranno accordate ai vescovi francesi le bolle apostoliche per la loro conferma.

(Arch. du Vatican).

### 1177. — Rapport de Talleyrand.

Paris, 8 ventôse an X (27 février 1802).

Le bruit se répandit, il y a quelques mois, en Italie, qu'il s'y formait une conspiration contre plusieurs gouvernements. Cette nouvelle parut d'abord peu fondée; cependant, d'après une dénonciation faite au gouverneur de Macerata, la cour de Rome instruisit une procédure pour tâcher de découvrir si le complot avait quelque réalité. Il résulte du témoignage de plusieurs personnes qui ont été citées en justice, qu'un Napolitain, licencié du service de la Cisalpine et retournant dans son pays, avec quinze

autres Napolitains congédiés comme lui, a déclaré à différents individus qu'il était entré dans le complot de faire révolter l'Italie entière ; que le but était de chasser les Français et de protéger la religion, et en même temps de détrôner tous les souverains et le Pape lui-même ; mais que l'on devait tenir encore secrètes ces deux dernières vues, jusqu'à ce qu'on eût un parti assez fort pour être certain du succès. Le chef de ce détachement napolitain a déclaré de plus, que le général Pino et le général Lecchi devaient faire révolter la Lombardie ; que le général Vignolle devait, avec quelques généraux français, faire la même chose en Piémont, le général Ciccio Pignatelli dans l'Etat ecclésiastique, et le général Moliterno dans le royaume de Naples. Chacun des chefs d'insurrection était chargé d'employer les hommes les plus remuants de son pays. Le projet devait s'exécuter au mois de novembre ; mais la vigilance du gouvernement avait déterminé les conjurés à en ajourner l'exécution.

C'est à ces déclarations insignifiantes, que se réduisent à peu près les dépositions des témoins entendus. Ceux-ci en reviennent constamment aux aveux que leur a faits le commandant du détachement napolitain ; mais ces aveux paraissent ne mériter aucune confiance. Il peut se faire que cet homme, mécontent d'un gouvernement qui le renvoie, n'ait cherché qu'à semer le trouble ; il peut se faire qu'il ait eu en vue de sonder l'opinion de quelques hommes qu'il jugeait mécontents comme lui. L'Italie ne manque pas d'hommes qui voudraient y opérer de nouvelles révolutions ; mais, à en juger par ma correspondance, tous ces individus ne sont unis que par leurs vœux secrets ; ils n'ont aucun moyen de force. Enfin, il ne m'a été donné aucun indice qu'il se forme quelque conspiration en Italie, soit contre les gouvernements actuels, soit contre les Français <sup>1</sup>.

(Aff.étr., *Rome*, vol. 933).

<sup>1</sup> Voir la pièce n° 1101. — Un arrêté du 8 ventôse an X (27 février 1802) en réduisant à 25.000 hommes le corps français stationné dans la Rép. italienne, et en le mettant sur le pied de paix, allait augmenter les murmures provoqués depuis l'an IX parmi les Français par la réforme de nombreux officiers. C'est ce dont Melzi avertissait Bonaparte : « Je ne dois pas vous dissimuler... que par la suite des réformes que vous avez ordonnées dans l'armée française, comme il a dû en résulter du mécontentement, ainsi tous ceux qui nourrissent un esprit

## 1178. — Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 1<sup>er</sup> mars 1802.

... Les négociations d'Amiens continuent toujours, sans qu'on puisse savoir ici ce qui retarde leur conclusion. Le secret sur tout cela étant gardé très strictement, les uns attribuent ce retard à des difficultés suscitées par l'Espagne ; d'autres croient qu'il provient d'un différend sur l'occupation de Malte, en attendant que cette île soit remise à la Religion ; d'autres enfin, prétendent savoir que l'issue de la consulte de Lyon a donné l'alarme à l'Angleterre, comme à toute l'Europe, sur les vastes projets du gouvernement français aux dépens de la tranquillité et de l'indépendance des autres nations <sup>1</sup>.

Quant aux affaires de religion, tout est encore en suspens. On n'entend parler, ni de l'entrée publique du cardinal légat, ni de la nomination aux évêchés, ni d'une autre disposition quelconque

révolutionnaire en laissent éclater l'expression plus librement que jamais ; ce qui renforce l'espérance de nos jacobins, et entretient une fermentation sourde, qu'on peut bien mépriser à présent, mais qui serait conséquente dans des circonstances différentes. Je crois même que, parmi les généraux divisionnaires qui commandent ici, il y en a de ceux qui ne sont pas du tout en harmonie avec le système du jour, et je puis sans difficulté vous indiquer à cet égard le général Tharreau, qui commande dans le Rubicon...» (Lettre datée de Milan, le 13 mai 1802).

<sup>1</sup> Depuis quelques semaines un changement se produisait dans l'opinion anglaise, qui s'était d'abord prononcée en majorité pour les préliminaires de paix. La consulte de Lyon où la haute Italie avait passé sous l'autorité du P. Consul, la cession de l'île d'Elbe à la France, celle de la Louisiane, l'expédition de St-Domingue et les mouvements de nos flottes, réveillaient le sentiment d'une rivalité séculaire ; d'autre part, les intérêts du commerce britannique se trouvaient en souffrance pendant une période d'attente, qui n'offrait pas la sécurité de la paix, ni les profits bien connus et déjà regrettés de la guerre. Cet état des esprits, si favorable aux menées de l'opposition parlementaire, inquiétait justement M. Addington et ses collègues. Ces ministres en étaient venus à croire qu'ils ne pourraient faire accepter le traité par le Parlement et par la nation, s'ils rabattaient quoi que ce soit sur les préliminaires, ou même s'ils admettaient une de ces concessions, plus spécieuses que réelles, qui peuvent froisser l'amour-propre d'un peuple et servir de prétexte aux attaques de l'opposition. En vain le P. Consul se montrait plus conciliant que d'ordinaire ; en vain Talleyrand écrivait à Joseph : « finissez, finissez donc » (*Mém. de Joseph*, t. I, p. 233), les négociations à Amiens n'avançaient pas, parce que pour les faire aboutir il aurait fallu que la France eût cédé sur tous les points.

relative au culte. Caprara est toujours silencieux, et d'une réserve extrême vis-à-vis de tout le monde. En tout, on dirait qu'on veut attendre du temps et des circonstances les indications sur le parti à prendre...

Ce qui occupe dans ce moment le plus particulièrement le public, sont quelques actes de rigueur de la part de la police ; actes qui se bornent cependant à quelques arrestations suivies de renvoi de la capitale. Dans le nombre des renvoyés se trouvent Madame de Champcenetz, une dame Damas, Laharpe, et Duval, auteur de la nouvelle pièce de théâtre « Edouard »<sup>1</sup>. On nomme encore dix ou douze autres individus, mais comme on exagère tout, probablement ce ne sont que de faux bruits... Quoi qu'on puisse dire, si Bonaparte veut que Paris soit tranquille, il doit nécessairement employer parfois des mesures de rigueur. Si Louis XVI avait été moins indulgent, il serait encore sur le trône.

(Arch. de Vienne).

<sup>1</sup> Le 24 février, le P. Consul avait prescrit à Fouché de faire sortir de Paris l'écrivain Laharpe, et d'expulser de France mesdames de Champcenetz et de Damas (*Corr.* n° 5972). Laharpe se rendit en effet à Corbeil et y resta jusqu'à la fin de juillet, moment où il fut autorisé à revenir dans la capitale. Madame de Champcenetz, native de Clèves, fut conduite hors des frontières le 4 mars, et un an plus tard obtint de rentrer, à condition de rester en surveillance à Fontainebleau. Quant à Madame de Damas, son amie, elle paraît n'avoir pas été inquiétée à ce moment, mais elle devait être arrêtée en 1804. — Ce n'est pas Duval, auteur de la pièce « Edouard en Ecosse », qui a été emprisonné (voir le *Monit.* du 17 mars), mais Dupaty, l'auteur imprudent de « Les valets entre eux, ou l'antichambre. » Dupaty, arrêté le 1<sup>er</sup> mars, devait être embarqué de force pour S. Domingue, quand sa mère réussit à faire révoquer cette mesure rigoureuse : il s'attacha plus tard à Napoléon. — Les ordres du 24 février avaient été annoncés et commentés dans le *Moniteur* du 1<sup>er</sup> mars. Ils étaient inspirés par la pensée de donner un avertissement au parti royaliste, qui avait eu part aux bruits alarmants répandus pendant les mois qui précédaient (cf. Jackson, *Diaries*, t. I, p. 61 ; dép. de Stapfer, du 7 mars), et aussi par la pensée d'agir indirectement sur les républicains du Sénat, qui allaient bientôt élire le nouveau cinquième du Tribunal et du Corps législatif. L'attention du P. Consul avait été d'autant plus attirée du côté des royalistes, qu'à ce moment les papiers de l'agence royale de Souabe, saisis à Baireuth l'été précédent, étaient dépouillés, et allaient être imprimés par les soins du gouvernement (voir le *Moniteur* du 16 mars. C'est par erreur qu'au t. IV, p. 87, note, nous avons mentionné prématurément la publication de ce recueil).



## 1179. — Caprara à Consalvi.

(n° 78 en chiffres)

Parigi, 7 marzo 1802.

Il silenzio, che io adopro rispetto al contenuto del primo paragrafo della vma sua a colonna in data dei 18 dello scorso febbraio <sup>1</sup>, persuaderà facilmente V. Em. che io non disconvegno dai quei sentimenti e giudizio, che per espansione di cuore le è piaciuto di manifestarmi.

Rispetto poi all' oggetto Legazioni, oltre al confermarle quanto le accenai con la mia precedente, da servire unicamente per N. S. e per l'Em. V., aggiungerò colla massima ingenuità, che non mi manca il coraggio nè la volontà di travagliare per lo scopo, e che assolutamente nè ometterò diligenza nè occasione di coadiuvare al buon esito di una causa, che, oltre ai titoli di legittimità e giustizia, mi sprona per sentimenti di compassione delle miserie, che ci circondano. In fine sia convinto N. S., che il mio più vivo desiderio si è quello di potere allontanare dal di lui cuore ogni soggetto di angustia, anche perchè, oso dirlo, forma quella dell' animo mio.

Le vere ragioni che contribuivano alla dilazione della pubblicazione della bolla del concordato, già ebbi molto prima d'ora l'onore d'indicarle a V. Em. Le insistenze mie, e dirette e indirette, pare che abbiano prodotto l'effetto di vedere il tempo abbreviato. Doveva forse a tutt' oggi essere giunto il momento : ma il volersi fare un tutto insieme, come l'Em. V. conosce, fasi che la molteplicità degli oggetti, passati in mano di diverse persone, abbia dato luogo a delle osservazioni, non però, grazie a Dio, fino al presente svantaggiose, e che quindi non si abbia per parte del governo tutto in pronto <sup>2</sup>. Mi lusingo però che l'epoca sia vicina.

Sono realmente singolari, com' ella saviamente avverte, le combinazioni delle tre epoche dei 15 febbraio relativamente alla

<sup>1</sup> Cette dépêche n'a pas été retrouvée. Il ne faut pas la confondre avec une autre dépêche, du 10 février, dont il est question p. 73, note 2.

<sup>2</sup> On verra plus loin que le retard dans les affaires du concordat tenait à l'état des négociations avec l'Angleterre.

Sa : Me : di Pio VI<sup>1</sup>. La pompa funebre, che costì era preparata all'arrivo delle ceneri del medesimo, niuno certamente la riguarderà come cosa straordinaria. Anzi sono pienamente convinto che lo stesso Primo Console non farà che dire, se non se che Roma ha fatto quel che doveva, e che N. S. non poteva dispensarsi di fare esercitare verso il suo antecessore un atto di tal natura.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

### 1180. — Caprara à Consalvi.

(n° 80 en chiffres)

Parigi, 13 marzo 1802.

Dal dispaccio di V. Em. a colonna dei 17 di febbraio rilevo, sul punto della mia traslazione alla chiesa di Milano, i sentimenti di clemenza e di fiducia di N. S. verso di me, quali certamente non merito. Su di chè non posso che ripetere alla Santità Sua i sentimenti costanti della mia filiale ubbidienza. Oltre all'idea della mia traslazione<sup>2</sup>, non mi si è fatto conoscere qui, nè

<sup>1</sup> Le 15 février 1775, Pie VI avait été élu pape ; le 15 février 1798, il avait été renversé par la proclamation de la République romaine; enfin le 15 février 1802, son corps était arrivé à La Storta, c'est-à-dire aux portes de Rome.

<sup>2</sup> D'après le «*Diarium Legationis*», Caprara n'avait nullement désiré d'être transféré à Milan. «*Mortuo R. P. D. Visconti, archiepiscopo Mediolanensi, constituit P. Consul cardinalem Caprara in novum illius ecclesiae antistitem postulare. Misit itaque ad eum, die secunda februarii, consiliarium status Portalis, qui hoc illi suo nomine significaret, admoneretque se ea ipsa nocte litteras, per tabellarium qui celeri cursu Romam profecturus esset, Summo Pontifici daturum, quibus pro eo canonicam institutionem peteret. — Hujusmodi nuncio percussus graviter fuit animus cardinalis. Qui enim Bononiensem sedem sibi jam a Consule oblatam deprecatus fuerat, egerime ferebat, in senectute sua viribusque parum firma valetudine debilitatis, ad eam regendam ecclesiam vocari, quae et amplitudine dioecesis et temporum adversitate gravissimum ei onus esset adlatura. — His accedebat singularis amor quo Aesinae ecclesiae suae obstringebatur, inceptaque opera in ejus utilitatem, quae diuturniorem ejus administrationem petebant ut ad exitum perducere possent. Egit itaque instituitque quod potuit ut flecteret P. Consul voluntatem. Sed arduum opus aggressus, brevi cognovit nullam spem superesse ejus animum inflectendi ; quare demum ei significare fecit se non alium, cui in hac re subesset, agnoscere nisi unum Pontificem, a quo Aesinam ecclesiam habuisset ; . . . si is nihilominus hoc ab se sacrificium postulasset, se ejus imperio ac voluntati, ut par esset, obtemperaturum.*» — Caprara a lui-même averti Consalvi que «*io, nel prestarmi ad accettare la chiesa di Milano, altro non ebbi in mira in quelle circostanze ; che il non oppormi ai desideri del P. Console, che mi fece conoscere in ciò la sua decisa volontà. . .*» (billet particul. du 22 mai).

il progetto su Mgor arcivescovo di Ravenna, nè l'altro su Mgor Opizzoni. Conosco però bene, e ciò che può riguardare almeno i preventivi atti con N. S. di questo governo sulle chiese di Lombardia, e l'altro poi infinitamente più particolare sul disporre delle chiese della Romagna e Bologna. Per detti oggetti particolarmente scrissi, con mia dei [27 febbraio], di aver chiesto di abbozzarmi col Primo Console, persuaso che in detta occasione il medesimo mi avrebbe manifestate delle sue idee, onde avrei avuto campo di sviluppare su delle medesime i diritti di N. S. sulle chiese, e nella medesima congiuntura, colla prova evidente delle miserie nostre, parlargli della restituzione delle Legazioni. Mi ero proposto ancora fare di tutto per la sollecita pubblicazione del concordato, giacchè la ragione che mi si era data di non convenire eseguirla in carnovale, cessava <sup>1</sup>.

Non avendo però potuto ottenere di vederlo, gli ho fatto parlare estesamente su ambedue gli oggetti, cioè sulla disposizione fatta delle mentovate chiese, e sull' altro del vivo mio desiderio, ugualmente almeno che quello di N. S., di sentire pubblicata la bolla. Sul primo punto, ha sentito le ragioni, e le differenze che si sono per parte di questo governo tra le chiese di Lombardia e quelle delle Legazioni. Ma non ha risposto, nè è entrato in discussione, giudico ora (ciò che io non sapevo) perchè aveva ricorso a N. S. Sul punto delle mie pressure per la pubblicazione del concordato, ha detto che succederebbe quanto prima <sup>2</sup>. Se col primo dispaccio di V. Em. riceverò ordini per il Primo Console, farò nuove istanze per vederlo; ed in caso che non mi riesca, mi abbocherò con il ministro degli affari esteri.

Avevo dettato fin qui, quando invitato a passare la sera di mercoledì <sup>3</sup> ad una conversazione da Luciano Bonaparte, è ve-

<sup>1</sup> Le carême était commencé depuis le 3 mars.

<sup>2</sup> Dans un billet particulier du même jour, Caprara ajoutait : « Dalla contemporanea mia a colonna V. Em. rileverà, quanto tuttora io sia all' oscuro del momento in cui si pubblicherà la bolla del concordato. Vi ho posto e vi pongo le maggiori premure; ma il Signore non vuole a tutt' oggi darmi questa grazia. » — L'abbé Emery écrivait le 11 mars : « Point encore de publication du concordat. Les ennemis de l'ordre qui va s'établir ne manquent pas de répandre que tout est dérangé; ce qui n'est pas. »

<sup>3</sup> Le mercredi 10 mars.

nuto alla medesima il Primo Console. Mi ha parlato privatamente sull' affare del preteso diritto di nomina delle chiese di Lombardia, succedendo, come dice esso, in qualità di presidente della Repubblica italiana, ai diritti che aveva Giuseppe II in conformità del concordato <sup>1</sup>. Gli ho risposto, e spiegato lo stato della questione in non molte parole, citando anche l'esempio stesso del concordato con la Francia.

È passato all' altro oggetto delle nomine dei vescovati della Romagna e Bologna, sempre collo stesso principio. — Ho replicato la differenza su di ciò anche, perchè il Papa, secondo il gius comune, è il collatore ordinario di tutte le chiese; e poi perchè questa idea doveva essere dolente per il Papa, anche per il motivo che si tratta delle Legazioni. — Mi ha interrotto, dicendo di avere fatto l'istanza di tutto ciò a N. S., perchè fosse rimesso a me questo affare da concordarsi. Come presidente dell' anzidetta Repubblica, si riguardava in diritto di nominare al cardinalato, come dice di aver fatto nella persona di Mgor Codronchi, senza per questo intendere di pregiudicarsi nella nomina come Primo Console di questa nazione.

Passando oltre, ha detto che il Papa poteva contare sulla più speciale assistenza ed appoggio di questa nazione, soggiungendo: « Gli ho fatto restituire Pesaro; riavrà quanto prima Ancona. » — Ho replicato, che le miserie di N. S., con quel che possedeva, erano insopportabili, giacchè privo della più bella parte dell' antico suo stato, spogliato di quelle risorse all' incirca tutte che aveva prima dall' intera cattolicità, ci trovava pure obbligato a mantenere tutti quei corpi destinati ad assisterlo nelle domande che gli si facevano dai fedeli. — Ha inteso tutto pazientemente, e mi ha soggiunto, che di mano in mano, come suol dirsi, gli avrebbe fornito di tanto in tanto un miglione. — Senza rispondere alla proposizione, ho continuato a dire, che il peso di mantenere il Collegio de' cardinali diventava sempre più insopportabile, per avere perduta la massima parte delle provviste ecclesiastiche, e che la sua delicatezza aveva compita la misura per essersi addossato il peso di pagare due quinti dei

<sup>1</sup> Le concordat du 20 janvier 1784.

debiti dello stato, che fanno la somma di 50 mila piastre il mese, « che ingenuamente, ho aggiunto, non vedo con quel che ha, possa progressivamente eseguire. » — È tornato a dire, che segretamente gli avrebbe somministrato denari di tanto in tanto, ed ha mostrato essere convinto che il Papa con quel che ha non può sussistere. — Io, come la prima volta, lasciai cadere questa proposizione. — Ed egli ha detto in seguito, che N. S. però doveva avere piena fiducia nella Francia. Ha mostrato come se si fossero usate delle finezze da noi. Dice, che nel trattato della restituzione di Pesaro si è omessa una parola, che mi ha accennata, ma che non ho capita nè ho creduto d'interromperlo per fargliela ripetere; che venuto quì il trattato se ne è avveduto<sup>1</sup>, ma che non ha voluto farne questione. Ha detto, che quando V. Emr. venne quì, parlando seco sulle Legazioni, ella destramente scanzò di rispondere apertamente sulla sua espressione relativa al trattato di Tolentino; ma che questo era riconosciuto dalle corti, e che volerlo impugnare, perchè esso abbia lasciato il Papa in pace con quel che possiede, senza avere voluto da lui condizioni, gli faceva pena. Ha detto queste ultime cose con un' aria d'impazienza. — Mi sono permesso di rispondere, che nel momento non credevo di entrare con lui in veruna discussione su ciò, essendo persuaso che convenisse in sè, che il Papa si era prestato e si prestava a tutto, anche su concessioni di cui quasi la storia non recava esempi.

Afflitto di vedere che l'oggetto delle Legazioni mi si presentava da lui, nel momento, sotto un aspetto che mai mi avevo presentato, riconcentratomi, la Provvidenza mi suggerì l'idea susseguente. Gli chiesi il permesso di fargli il quadro delle cose politiche sulla Repubblica italiana. Dissi credere di vedere, che la medesima doveva avere delle determinate ampliamenti, conseguentemente che queste gli avrebbero dato campo di assistere N. S. colla restituzione delle Legazioni, facendo così tacere le altre potenze sulla misura dell' ingrandimento di detta Repubblica. — Mi rispose della miglior buona grazia: « La terra non è stata fabbricata in un giorno, o, come egli disse, la chiesa di San

<sup>1</sup> C'est sans doute pour cette raison que le P. Consul a demandé le 15 octobre le texte italien du procès-verbal de la remise de Pesaro (*Corr.* n° 5824). Nous ignorons quel mot aurait été omis. Voir la pièce n° 877.

Pietro », concludendo : « Il Papa deve fidarsi da me. » Vuole certamente che chi lo ha eletto, non possa sospettare che per premio voglia nel momento diminuire di questo corpo <sup>1</sup> la potenza.

Mi ha manifestato altre volte, come ho scritto, questi sospetti di volere usare noi finezza. Onde io, sempre che posso, procuro di persuaderlo in contrario <sup>2</sup>. L'essenziale però mi pare sia, che qui non si abbia idea che noi siamo mal contenti. Primieramente il Console ci è sensibile ; e [poi] ciò fa nascere sospetti che cerchiamo di appoggiarci altrove.

Gli ho parlato con forza, e forse con troppa insistenza, sul punto della sollecita pubblicazione del concordato. Ho detto, che N. S. per coscienza ci prendeva un interesse sommo ; che il ritardo cagionava inconvenienti ch' egli conosceva, e che finalmente i buoni, i tepidi, gli uomini che lo riguardavano utile anche solo politicamente, smanavano, com' egli conosce. — Ha risposto, che sapevo perchè non si era potuto eseguire prima. — Ho infelicamente replicato. — Ed allora mi ha soggiunto : « Ma che volete ? mi hanno data una farragine di carte, delle quali mi occupo ora : devo pesare la scelta dei soggetti. Tra non molto finirà l'affare di Amiens <sup>3</sup>. In somma, anche questo altro affare si sbrigherà fra non molto. »

<sup>1</sup> Ce mot s'applique à la République italienne, qui venait d'élire Bonaparte pour son président.

<sup>2</sup> Ici se trouvait un passage, qui a été effacé : « Procurerò che gli affari, o le sue volontà mi siano rimesse per essere rappresentate da me a N. S., poichè portandosi costì per altro canale, ed usandosi durezza nel chiedere, ottenutene le concessioni, si crede qui che in tal guisa possa tutto ottenersi, quando ch'è N. S. è disposto sempre a prestarsi a tutto quello che può, salva la sua coscienza ; lo che ho occasione di ripetere frequentemente. »

<sup>3</sup> Le P. Consul, décidé à publier le concordat en même temps que la paix avec l'Angleterre, indiquait de la sorte, le 10 mars, à Caprara que la marche des affaires religieuses dépendait de celle de la négociation d'Amiens. Or, à ce moment, cette négociation venait d'entrer dans une période très critique. Depuis deux jours, le P. Consul entendait parler de mouvements dans les ports anglais, et savait par Joseph que Lord Cornwallis, se montrant plus exigeant, avouait lui-même que de nouvelles instructions lui laissaient moins de latitude (Du Casse, *Négoc.*, t. III, p. 288 et 305). Le P. Consul, tout en commençant à hausser le ton (*Corr.*, n° 5984), avait néanmoins cherché à hâter la conclusion. Il avait écrit la veille à Joseph : « Je crois, comme vous, extrêmement important de ne plus perdre un instant. Faites donc tout ce qu'il est possible pour terminer, et signez » (*Corr.*, n° 5986).

Dans la journée du 11 mars, au lieu de la nouvelle attendue de la signature,

In pubblico poi ha parlato meco due volte, che aspettava formalmente la risposta sulla chiesa di Milano <sup>1</sup>. Voleva che giocassi il rovescino con Madame Bonaparte ; su di chè mi sono scusato colla debolezza della mia vista. Ha parlato di San Carlo Borromeo ; ha detto che dovevo finire la chiesa metropolitana ; ch' egli ne aveva fatto fare un pezzo. — Ed io ho soggiunto, che avendo i mezzi lo riguardavo per un dovere. Gli ho parlato sul nunzio negli Svizzeri <sup>2</sup> ; ed egli mi ha risposto che quando andrà, lo farà raccomandare.

arrivait un courrier de Londres, portant des dépêches du 6 au 8 mars. Otto informait avec émotion que le 3, à propos d'un premier vote sur les subsides, l'opposition avait commencé au Parlement à incriminer les ministres ; que ceux-ci s'étaient défendus avec mesure, mais le même jour avaient envoyé dans les ports l'ordre d'armer tous les vaisseaux ; que déjà une escadre était sortie de Torbay ; que les journaux se montraient violents ; que les esprits étaient émus ; qu'on colportait une lettre écrite d'Amiens [par M. Merry] et accusant Bonaparte de ne pas vouloir la paix ; que Lord Hawkesbury interrogé avait répondu que le ministère était obligé de prendre des précautions, et que les négociations ne pouvaient se traîner plus longtemps. Otto concluait : « Il est de mon devoir d'ajouter, que l'opinion des hommes les plus influents et les mieux instruits est qu'il est impossible que la guerre ne recommence dans dix jours, à moins que le traité définitif ne soit signé dans cet intervalle. » Ces graves avertissements avaient attiré toute l'attention du P. Consul, mais heureusement sans troubler sa perspicacité. Il avait réfléchi, d'une part, que les sujets de désaccord étaient presque tous résolus à Amiens ; que, d'autre part, l'Angleterre ne trouverait en Europe aucune puissance disposée à se coaliser avec elle ; et que la guerre, devenue sans prétexte, ne pourrait recommencer que si le cabinet était renversé. Il avait donc pris aussitôt le parti d'attendre : sans donner encore d'ordres militaires, il s'était contenté de faire parvenir à Londres quelques paroles de menaces, et dans plusieurs articles dictés par lui pour le *Moniteur*, d'essayer d'agir sur l'opinion anglaise (*Corr.* nos 5987, 5990 et s. — *Moniteur* des 13, 14, 17 mars),

<sup>1</sup> Dès le 7 mars, et après réception de la dépêche de Rome du 17 février (pièce n° 1127), le Légat avait averti Portalis que « S. S. n'a vu aucune difficulté à consentir à la translation du card. Caprara au siège archiepiscopal de Milan. » — Le *Moniteur* du 13 mars a annoncé que : « Le card. Caprara a reçu de S. S. la nouvelle que ses bulles à l'archevêché de Milan allaient être expédiées et lui seraient envoyées par le retour de l'aide-de-camp du P. Consul, Lebrun, qui de Rome avait continué son voyage pour Palerme. » Cette note terminait un article, inspiré directement par le P. Consul (dép. de Cobenzl, du 25 mars) et qui, par un groupement habile des faits, tendait à prouver à l'Angleterre que les résultats de la consulte de Lyon étaient admis par la Prusse, l'Autriche, la Russie et le St-Siège.

<sup>2</sup> La veille, Caprara avait reçu de M. Reding une lettre relative au rétablissement d'une nonciature en Helvétie (cf. t. IV, p. 494). Il écrivait à ce sujet à Con-

Non per dimenticanza, ma avvedutamente ho lasciato di fargli parola degli intrusi, sì perchè non devo mostrare di temere che egli sia per nominarne, dopo il quadro e ragionamenti che le feci passare dei medesimi, sì perchè non conviene ora urtarlo, e in tutto caso stare preparati a combatterlo quando ne manifestasse disposizioni.

Interrogai Luciano Bonaparte se avesse da dirmi qualche cosa di relativo a ciò di cui l'avevo pregato, rispetto al principe della Pace; ed egli mi rispose non essere per anche giunte le risposte <sup>1</sup>.

(Cultes, Arch. de Caprara).

### 1181. — Caprara à Consalvi.

(en chiffres)

Parigi, 13 marzo 1802.

Dopo l'abboccamento che ho avuto col Primo Console, del quale V. Em. sarà ragguagliata col mio esteso dispaccio che spedisco per la posta, è stata posta sotto gli occhi di Bonaparte una memoria energica <sup>2</sup>, nella quale in sensi concisi gli si dimostra la necessità, anche per le circostanze attuali politiche, di pubblicare sollecitamente il concordato.

Una persona di quì inavvertentemente, per relazioni di tene-

salvi (dép. n° 79, en chiffres): « Per parte di questo governo parmi di essere sicuro della totale adesione, giacchè in due diverse volte che ho parlato di ciò con questo [ministro] degli affari esteri, sig. di Talleyrand, ho trovato che il medesimo applaudiva a simile risoluzione; ed avendo manifestato ad esso l'idea che avevo di farne una parola col P. Console, nel modo e termini che V. Em. degnossi prescrivermi con sua vma in piano dei 13 gennaio, mi disse: Lo farò io pure; ma credo che sia meglio aspettare quando il nunzio è destinato, e prossimo alla partenza. » — Dans une dépêche précédente, du 7 février (n° 63), Caprara, qui lui-même avait été noncé à Lucerne, recommandait, surtout avec les Suisses, de ne pas s'écarter des anciens usages.

<sup>1</sup> La dépêche n° 84, du 13 mars, rassure Consalvi sur l'effet produit à Paris par la cérémonie funèbre en l'honneur de Pie VI. « Senza punto esagerare su tal particolare, debbo confessare a V. Em. che, ognuno senza eccezione ha applaudito primieramente alle disposizioni prese da cotesto governo, ed alla condotta lodevolissima di tutti i ministri esteri, sia per le spontanee oblazioni, sia per avere colla loro presenza assistito agli ultimi doveri, che potevano esercitarsi verso il mentovato defonto Pontefice. »

<sup>2</sup> Ce mémoire n'a pas été retrouvé.



rezza con l'arcivescovo di Aix, ha proposto questo per arcivescovo di Parigi. Il soggetto, per il tenore della sua vita passata ed attuale, non si giudica dal pubblico a proposito, giacchè a questa chiesa si è procurato sempre di dare un uomo di una esterna opinione di pietà consumata, sommamente savio. Al soggetto in questione gli si attribuisce, anche nell'attuale governo, viste di soppiantare un soggetto nel ministero <sup>1</sup>. Per non averlo arcivescovo, è stato messo in campo uno dei vescovi costituzionali <sup>2</sup>. Questi hanno ed avranno sempre un potente partito, fino che la bolla non sarà pubblicata. Ora si proporrà per detta chiesa due soggetti tra gli antichi vescovi della maggiore opinione. In somma si sta qui in una perpetua pugna, non ostanti le migliori volontà del Console. Quanto a me faccio quanto posso, perchè non si realizzi l'idea di dare a questa chiesa vescovi costituzionali; ma nella strana ipotesi, le istruzioni datemi mi serviranno di legge <sup>3</sup>.

Il gabinetto di Londra, come V. Em. saprà, aveva non solo proibito il disarmo delle flotte, ma ultimamente ordinato si ponesse a bordo delle medesime i viveri per cinque mesi. Questo aveva fatto nascere nel pubblico l'idea che potesse aver luogo di nuovo la guerra tra questa potenza e l'Inghilterra. Giunse però a questo governo giovedì sera <sup>4</sup> un corriere di Londra, passato per Amiens. Credo che si sia fatta una spedizione da qui a Giuseppe Bonaparte, coll'ordine di sottoscrivere la pace. Sarà un bene grande per l'umanità.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

<sup>1</sup> « Bien des gens ont craint qu'on ne portât Monsieur d'Aix à Paris, et l'ont écarté avec soin. Ils le redoutent par une raison facile à deviner » (Emery à Bausset, 28 mars). — Quelques jours plus tôt (le 25 mars), l'abbé Emery écrivait: « Vous m'avez demandé si j'avais vu M. l'archev. d'Aix. Je l'ai vu souvent. Il fait ce qu'il peut pour ce que je crois être le bien; mais il peut très peu de chose. »

<sup>2</sup> « Savez-vous que le bruit a couru que l'intrus de Lyon [Primat] serait archev. de Paris, au point que le cardinal alarmé a cru devoir aller à Malmaison, d'où il est revenu content. J'ignore si ce bruit avait quelque fondement. Tout est à craindre jusqu'à ce que l'affaire de la nomination soit terminée » (Emery à Bausset, 2 avril).

<sup>3</sup> Sur la minute, on lit cette phrase, qui a été effacée: « Certamente contro le leggi prescrittemi non permetterò la pubblicazione della bolla, chiedendo, nel caso, di rimettere il giudizio sulla scelta di uno o più costituzionali alla Santità di N. S. »

<sup>4</sup> Jeudi 11 mars. Cf. p. 227, note.

**1182. — Note du P. Consul.**Paris [15 mars 1802]<sup>1</sup>

Cinquante évêques sont à nommer.

Il en faut, pour les quatre départements du Rhin, deux qui parlent allemand ; pour la Corse, un qui parle italien.

Il y aura dix-huit évêques pris parmi les anciens qui ont donné leur démission et qui sont actuellement en France <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> A ce moment, le renouvellement du cinquième dans le Tribunal et le Corps législatif, qui n'avait pas cessé d'occuper le Sénat, était sur le point d'être terminé. Ce renouvellement comprenait deux opérations distinctes : 1<sup>o</sup> La désignation des vingt tribuns et des soixante législateurs composant le cinquième sortant. On a vu que, dans le silence de la constitution, le Sénat avait décidé de procéder par un choix, et de le faire d'une manière indirecte, par la réélection des quatre cinquièmes qui devaient rester en fonctions (t. IV, p. 553, note). Cette première opération, entreprise non d'après la série des départements, mais d'après l'ordre alphabétique des membres, s'était effectuée pour le Corps législatif du 24 janvier au 2 février ; et pour le Tribunal dans les séances du 3 et du 5 février. Elle avait exclu les adversaires les plus notoires du P. Consul. — 2<sup>o</sup> L'élection du nouveau cinquième. Le Sénat cette fois en était expressément chargé par la constitution ; mais, avant d'y procéder, il avait eu à prendre plusieurs décisions préjudicielles. D'abord la liste si compliquée d'éligibilité nationale, qui devait fournir les éléments de l'élection, n'était pas encore en état : il fallait la coordonner et la compléter autant que possible. Ensuite il convenait de répartir les nouvelles places entre les départements qui se trouvaient le moins représentés : cette répartition ayant été jugée inutile pour le Tribunal, mais nécessaire pour le Corps législatif, on avait dressé, le 27 février, le tableau des départements qui obtiendraient de nouveaux législateurs. Enfin il fallait préparer et discuter dans le sein du Sénat des listes préparatoires de présentation, d'après lesquelles se ferait l'élection définitive.

Tous ces préliminaires avaient dû entraîner nécessairement des délais. Le Sénat avait d'ailleurs une autre raison de ne point se hâter. Il avait en effet arrêté, dès le 12 janvier (t. IV, p. 553, note), que la sortie des membres exclus n'aurait lieu qu'après le terme légal de la session ordinaire du Corps législatif, c'est-à-dire après le 21 mars. Il avait donc attendu jusqu'au 13 mars (22 ventôse) pour faire connaître, par un sénatus-consulte, la marche générale qu'il avait suivie ; il allait tarder jusqu'au 18 mars pour notifier les noms des quatre cinquièmes qui étaient maintenus. Quant au nouveau cinquième, il n'était pas encore en mesure d'en déclarer la liste : car si les vingt tribuns étaient élus depuis le 9 mars, l'élection des soixante législateurs était à peine commencée : elle devait se faire dans les séances des 14, 18 et 26 mars. — Cependant le P. Consul, qui avait suivi de près le travail du Sénat, avait désormais la certitude que le Tribunal et le Corps législatif ne pourraient plus lui opposer une résistance sérieuse.

<sup>2</sup> Cette liste de dix-huit comprend : 1<sup>o</sup> Les six évêques restés toujours en France

Douze pris dans le clergé constitutionnel.

Les vingt places restantes seront occupées : 1° par les citoyens :

Bernier,  
Caffarelli,

Pancemont,  
et un prêtre corse.

Les seize autres seront partagées par moitié entre les constitutionnels et les non constitutionnels.

Les évêques pris parmi les anciens, sont :

Barral, anc. év. de Troyes,  
Bausset, anc. év. d'Alais,  
Belloy, anc. év. de Marseille,  
Boisgelin, anc. arch. d'Aix,  
Cicé, anc. arch. de Bordeaux,  
Lorry, anc. év. d'Angers,  
Maillé, anc. év. de Saint-Papoul,  
Mercy, anc. év. de Luçon,  
Moreau, anc. év. de Mâcon,

Noé, anc. év. de Lescar,  
Osmond, anc. év. de Cominges,  
Roquelaure, anc. év. de Senlis,  
Sanzay, anc. arch. de Vienne,  
Beaumont, anc. év. de Vaison,  
Chabot, anc. év. de Saint-Claude,  
Monstiers, anc. év. de Dijon,  
Neuville, anc. év. de Dax,  
Fontanges, anc. arch. de Toulouse.<sup>1</sup>

Les douze constitutionnels sont :

Primat, év. const. de Lyon,  
Périer, év. const. de Clermont,  
Saurine, év. const. de ....<sup>2</sup>

Charrier La-Roche, év. const. démis. de Rouen,  
Beaulieu, év. const. de Rouen,

(cf. t. IV, p. 107, note 1). 2° Trois des évêques rentrés pendant le Directoire ou au commencement du Consulat (St-Claude, Vaison, Vienne. Cf. *ibid.*). 3° Les huit évêques revenus d'exil depuis la demande de démission. Parmi eux nous avons déjà nommé les quatre qui étaient arrivés les premiers (Aix, Dijon, Lescar, Luçon. Cf. p. 135, note 2). Depuis, trois étaient venus de Londres (Cominges, débarqué à Calais le 5 février et dirigé par Fouché sur Bruxelles d'où il était reparti le 3 mars ; Bordeaux et Troyes débarqués à Calais, celui-là le 21 février et celui-ci le 19 mars, et venus directement dans la vieille France). Le huitième, l'év. de Dax, parti d'Espagne, était arrivé à Bordeaux en mars. 4° L'archev. de Toulouse, qui avait annoncé son retour et se disposait à se mettre en route. — En résumé, les dix-huit noms indiqués par le P. Consul comprennent tous les membres de l'ancien épiscopat qui se trouvaient alors en France, moins les évêques de Nîmes et de St-Malo qui avaient nettement décliné tout nouvel emploi, et plus l'archevêque de Toulouse qui devait repasser la frontière seulement au mois de mai.

<sup>1</sup> En comparant cette liste avec celle de Portalis (p. 205) on voit que le P. Consul ajoutait cinq prélats (Alais, Mâcon, St-Claude, Senlis, Vaison) parce qu'ils se trouvaient en France, et qu'il en supprimait trois (Amiens, Auch, Lavaur) parce qu'ils étaient encore en dehors du territoire.

<sup>2</sup> Voir t. IV, p. 152, note 1. Dans des notes personnelles, remises plus tard par Portalis, Saurine est qualifié d'év. de Dax. On ajoute que, nommé au siège d'Oloron, « il n'a jamais pris possession de ce dernier titre. »

Reymond, év. const. de Grenoble,	Bécherel, év. const. de Coutances,
Montault, év. const. de Poitiers,	Lacombe, év. const. de Bordeaux,
Le Coz, év. const. de Rennes,	Belmas, év. const. de Narbonne,
	» vacant. »

Les .....<sup>1</sup>

Cambacérès, vic. gén. d'Alais,	Pancemont, curé de Saint-Sulpice,
Bernier, curé de Saint-Laud,	Caffarelli, grand vicaire.

Les huit non constitutionnels sont :

Lefebvre, pour un des dép. allemands, curé de Guémard,	Grandchamp, chanoine, trésorier et vic. gén. de Tulle,
Villaret, vic. gén. de Rodez,	Rochebrune, vic. gén. de Saint-Flour,
Bailly, vic. gén. d'Evreux,	Rochemore, vic. gén. de Nîmes,
Brault, archidiacre de Poitiers,	Rousseau, vic. gén. d'Alby.

Les huit constitutionnels sont à proposer. Si on ne trouvait pas huit hommes convenables, on pourrait nommer :

Emery, vic. gén. de Paris,	Dampierre, id.
----------------------------	----------------

(Cultes).

### 1183. — Note du P. Consul.

Paris [15 mars 1802].

#### Observations sur la réception du Légat.

La mission diplomatique du Légat est peu de chose. Sa principale fonction consiste dans sa mission spirituelle<sup>1</sup>. Il sera donc reçu selon le cérémonial qui sera réglé par les préfets du Palais. Il pourra prononcer un petit discours; il prêtera son serment, et il lui sera remis une expédition qui l'autorise à remplir ses fonctions. On doit mettre à sa réception le plus de pompe possible.

<sup>1</sup> Le P. Consul a voulu parler ici des vingt sièges qui resteraient libres, lorsque les dix-huit évêques de l'ancien clergé et les douze évêques constitutionnels auraient été pourvus. Par inadvertance, il a oublié qu'au début de sa dictée, il avait déjà désigné pour quatre de ces vingt places les mêmes Bernier, Caffarelli et Pancemont, auxquels il avait ajouté « un prêtre corse », tandis que cette fois il indiquait comme quatrième l'abbé Cambacérès.

<sup>2</sup> Voir les pièces nos 920 et 926; et t. IV, p. 461, note.

Le même jour, le concordat sera imprimé ainsi que la bulle du Pape, le règlement sur les cultes, et la bulle de circonscription.

La réception pourrait se faire un samedi à 3 heures après midi. Le lendemain <sup>1</sup>, à 10 heures du matin, le Légat chanterait une grande messe à la métropole et sacrerait plusieurs évêques. Ce jour-là il installerait l'archevêque de Paris. Au même moment, des orateurs présenteraient le concordat au Corps législatif, et demanderaient qu'il fût publié comme loi de la République <sup>2</sup>. Ainsi, dans deux jours serait commencé et fini ce grand ouvrage.

Mais le même jour tous les évêques doivent être nommés, prêter leur serment, et recevoir leur institution canonique. Si le Légat a l'autorité suffisante pour le faire, je ne vois pas d'inconvénient à faire cette opération du 1<sup>er</sup> au 5 germinal (22 au 25 mars). Si, au contraire, il est besoin des bulles du Pape <sup>3</sup>, cela ne se pourra faire qu'au retour du courrier.

Quant à la nomination des archevêques, ma résolution est invariable. Je nommerai le cit. Bernier et l'archevêque d'Aix, que je mets hors de ligne comme ayant dans les circonstances rendu de grands services au système; et des huit restant, il faut que quatre soient constitutionnels; quatre pris parmi les anciens évêques; bien entendu que ce sera parmi ceux qui ont, il y a un an, autorisé la promesse de fidélité au gouvernement. Parmi les anciens évêques, j'en nommerai vingt constitutionnels, vingt pris parmi les prêtres ou évêques qui ont autorisé la promesse.

Quant aux frais de premier établissement, je donnerai à

<sup>1</sup> Dans l'attente des nouvelles d'Amiens, Bonaparte hésitait alors entre le dimanche 21 et le dimanche 28 mars (cf. pièce n° 1184).

<sup>2</sup> En admettant que la réception du Légat et la cérémonie religieuse se fissent les 20 et 21 mars, comme ces deux jours étaient les deux derniers de la session ordinaire, il était possible d'en profiter pour présenter au Corps législatif le projet de loi du concordat. Mais il ne pouvait s'agir que d'une simple présentation, puisque d'une part le temps manquait pour donner une suite complète à cette affaire, et d'autre part le nouveau cinquième, qui devait modifier la composition et l'esprit des assemblées, ne pouvait entrer en fonctions qu'après le 21 mars.

<sup>3</sup> Dans cette phrase et la précédente il est seulement question des constitutionnels que le P. Consul voulait nommer évêques. Il n'y avait pas de difficultés à prévoir pour ceux qui seraient nommés parmi les orthodoxes, le bref du 29 novembre (pièce n° 996) autorisant purement et simplement le Légat à leur conférer l'institution canonique.

chaque évêque une année de son traitement, pour qu'il puisse se rendre dans son diocèse avec le *decorum* nécessaire.

Comme cette résolution de nomination est invariable et a toujours été la base de mon système, c'est au cit. Portalis à en conférer demain avec le Légat, et le cit. Bernier, que j'autorise à mettre dans le secret, avec parole d'honneur de le garder.

Du reste, le constitutionnel qui véritablement pourrait donner de l'embarras, Grégoire, ne sera pas nommé <sup>1</sup>, non plus que ceux qui dans un temps quelconque auraient, contre le vœu de l'Eglise, signé la mort d'un individu quelconque. J'adopterai aussi l'exclusion de tout individu qui ne conviendrait pas.

(Cultes).

#### 1184. — Note du P. Consul.

Paris [17 mars 1802].

1<sup>o</sup> Le Légat enverra les prêtres de sa suite pour s'assurer secrètement que tout est prêt à Notre-Dame pour une grande messe, et pour remplir la fonction de sacrer plusieurs évêques, qui devra avoir lieu dimanche prochain [21 mars] <sup>2</sup>.

2<sup>o</sup> Il serait convenable que le Légat remit sa bulle demain, pour qu'elle fût transcrite sur le registre du Conseil d'Etat, et

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 274 et 331.

<sup>2</sup> Le sang-froid dont le P. Consul faisait preuve dans sa diplomatie (cf. p. 228 note), commençait à être justifié par les nouvelles meilleures qui arrivaient maintenant sur les négociations avec l'Angleterre. Une dépêche de Joseph, du 13 mars, disait : « Il est difficile de mettre plus de facilités que nous ne le faisons dans la négociation : je ne doute pas d'un résultat très prochain » (Du Casse, t. III, p. 318) ; et ces prévisions favorables, succédant à l'inquiétude, semblaient déjà confirmées par M. Otto, qui le 13 écrivait de Londres : « L'impulsion violente que la faction du commerce avait donnée au Parlement et au public de Londres, s'amortit journellement par l'influence plus sage et plus constante, quoique moins impérieuse, du parti des campagnes, qui a tout à craindre d'un renouvellement des hostilités. » — En réalité, dès le 14 et surtout les jours suivants, le P. Consul avait repris sa confiance dans la paix (Cf. *Corr.* n<sup>o</sup> 5997). On remarquera que c'est le 14 et le 15 qu'il avait recommencé le travail sur les cultes. S'il fixait éventuellement la cérémonie du Légat au dimanche 21 ou au dimanche 28, c'est parce qu'il calculait que les ministres anglais laisseraient signer la paix avant le 28 mars, moment où ils étaient obligés de demander au Parlement de nouveaux subsides.



qu'il lui en fût délivré une expédition sur parchemin, qui l'autorise à remplir ses fonctions. Alors le cit. Portalis en ferait un rapport au Conseil d'Etat du 28 (19 mars).

3° Le cit. Portalis m'apportera ce soir la note de tous les anciens évêques qui ont été portés sur la note que je lui ai envoyée, et qui me certifiera qu'ils s'engagent à remplir les fonctions ecclésiastiques qui leur seront confiées <sup>1</sup>.

4° Il parlera au cit. Lacuée, pour qu'il écrive à l'évêque d'Alais que je désire absolument qu'il accepte <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> D'après ces ordres, Portalis a rédigé le 17 mars la circulaire suivante : « Je suis chargé de savoir s'il est dans votre intention de rentrer dans le ministère ecclésiastique, et d'accepter les fonctions auxquelles le gouvernement jugera convenable de vous appeler. Je vous prie de me donner une réponse précise. Vous sentez de quelle importance il est que le gouvernement, en vous manifestant ses dispositions, sache à quoi s'en tenir sur les vôtres. — P. S. Cette lettre est de nature à n'être connue que de vous seul » (Cf. *Vie de d'Osmond*, p. 14). — Cette pièce confidentielle a été adressée le même jour aux évêques de l'ancien clergé qui se trouvaient sur la liste du P. Consul (pièce n° 1182), sauf à l'archev. de Toulouse, resté hors de France. Elle a été remise également aux abbés Caffarelli, Cambacérès et Pancemont, mais non à l'abbé Bernier qu'on jugeait suffisamment averti. Quant aux constitutionnels portés sur la liste du P. Consul, l'envoi de la circulaire est resté suspendu à leur égard.

Les dix-huit anciens évêques désignés par le P. Consul, étant inscrits pour la plupart sur la liste des émigrés, le P. Consul a signé le 17 mars un arrêté collectif de radiation en faveur de onze d'entre eux (Aix, Bordeaux, Cominges, Dijon, Lescar, Luçon, St-Claude, Senlis, Troyes, Vienne). Au milieu de la hâte qu'on mettait à ce moment dans les affaires ecclésiastiques, des erreurs ont été commises dans cet arrêté ; ainsi, l'év. de Mâcon avait déjà obtenu, le 2 novembre 1801, une radiation individuelle.

« Je crois sérieusement, écrivait M. Emery le 19 mars, que la publication du concordat est très prochaine. Tout est, depuis deux ou trois jours, en mouvement pour cela dans les bureaux de la Légation et du ministre. »

<sup>2</sup> Mgr de Bausset, qui était lié d'enfance avec Portalis, lui avait déclaré être trop infirme pour rentrer dans l'épiscopat, et par cette raison n'avait pas été porté sur sa liste. Désigné néanmoins par le P. Consul, il fit le 20 mars une réponse négative, et, sur de nouvelles instances, ajouta le lendemain : « Je vous confie qu'aux souffrances physiques que me font éprouver mes fréquentes attaques de goutte et à l'état de faiblesse habituelle où elles me laissent, se joint une lassitude d'esprit, qui est cause que je suis souvent des semaines entières sans pouvoir m'occuper, deux heures de suite, d'objets qui exigent un peu d'application. La retraite du monde et des affaires, un régime sévère, une vie paisible et uniforme peuvent seuls désormais convenir à mon existence physique et morale. »

5° Il m'apportera le 28 (19 mars), à midi, cinquante institutions canoniques du Légat, en laissant le nom en blanc, afin que je voie la formule dont elles sont composées, et qu'il n'y ait plus que le nom à mettre.

6° Il m'apportera également le 28 (19 mars) l'écrit par lequel le Légat transporte toutes les fêtes au dimanche, hormis Noël, la Fête-Dieu et la fête du 15 août.

7° Il m'apportera le même jour la formule du serment que doit prêter le Légat à sa présentation.

8° Tout ceci sera gardé très secrètement, d'autant plus que je ne suis pas décidé à faire cette opération le 30 (21 mars), et qu'il est possible que cela soit remis au 16 germinal (6 avril)<sup>1</sup>.

(Cultes).

#### 1185. — Note du P. Consul.

Paris, 29 ventôse an X (20 mars 1802).

1° En étudiant avec attention la circonscription des diocèses, il est facile de s'apercevoir que cinquante évêchés et archevêchés ne sont pas suffisants. J'ai donc cru devoir mettre cinquante évêchés et dix archevêchés ; ce qui fera soixante.<sup>2</sup>

2° observation. — Tours est trop loin de Quimper. Il sera donc plus convenable de mettre l'archevêché à Nantes, et de comprendre dans l'archevêché de Paris, Orléans ; ce qui aug-

<sup>1</sup> Nous croyons que le secrétaire (Bourrienne) qui a écrit sous la dictée, toujours rapide, du P. Consul, a mal entendu cette date, et qu'au lieu du 16, il faut lire le 7 germinal (dimanche 28 mars).

La date du 16 germinal (6 avril), si elle était exacte, serait tombée le lendemain d'une réunion nouvelle du Corps législatif. En effet le 18 mars (27 ventôse) les Consuls, en vertu de l'art. 33 de la constitution, convoquaient le Corps législatif « au 15 germinal (5 avril) pour demeurer en session jusqu'au 1<sup>er</sup> prairial (21 mai). » Ils arrêtaient en même temps que cet « acte du gouvernement sera porté le 29 de ce mois (20 mars), par des orateurs du gouvernement, au Corps législatif et au Tribunat. » (Il en est même résulté que la session ordinaire a été déclarée close le 20, tandis que légalement elle ne devait expirer que le jour suivant). — Mais le 16 germinal ne convenait pas à la grande fête religieuse méditée par le P. Consul, puisqu'il tombait un mardi. Ce jour, en outre, aurait été à la fois prématuré au point de vue des formalités que le concordat avait à subir devant les assemblées, et trop tardif au point de vue d'une installation des évêques avant Pâques.

<sup>2</sup> Le P. Consul revenait au projet I de concordat, qui prévoyait soixante-deux diocèses, dont douze métropoles (t. III, p. 664).



mente l'archevêché de Paris d'un suffragant, qui, joint à deux créés à Versailles et Châlons, feront une augmentation de trois suffragants.

3<sup>e</sup> observation. — L'évêché de Mende sera mieux placé dans l'arrondissement de Lyon.

Nice et Chambéry ont tous les deux besoin d'un évêché.

Même observation pour Mayence.

Vous trouverez au reste tous les changements dans la note ci-jointe.

Il me paraîtrait convenable de faire dresser la bulle en conséquence.

—

#### Note sur la circonscription des évêchés.

L'archevêché de Paris est composé de quatre départements. Il faudrait mettre un évêque à Versailles, qui serait chargé de Seine-et-Oise et d'Eure-et-Loire.

Il y aurait à Châlons-sur-Marne un évêque, qui serait chargé de Seine-et-Marne et de la Marne (on pourrait le mettre à Meaux).

L'évêché de Troyes ne serait chargé que de l'Aube et de l'Yonne.

Il faudrait joindre le département de l'Ain à l'archevêché de Lyon.

Mettre un évêché à Chambéry, pour le Léman et le Mont-Blanc.

Celui de Grenoble serait chargé de l'Isère et de la Drôme.

Mettre un évêque à Orléans, chargé du Loiret et de Loir-et-Cher. Il serait suffragant de Paris.

Un évêque à Tours, chargé d'Indre-et-Loire; la métropole à Nantes.

L'archevêché de Toulouse avec la Haute-Garonne et l'Ariège.

Le Lot et l'Aveyron formeront un évêché, qui sera à Cahors.

Agen aura le Lot-et-Garonne et le Gers.

Carcassonne aura l'Aude et les Pyrénées-Orientales;

Montpellier, l'Hérault et le Tarn;

Bayonne, les Landes, et les Hautes et Basses-Pyrénées.

Les Hautes et Basses-Alpes formeront un évêché, dont le siège sera à Digne.

Les Alpes-Maritimes formeront un évêché, qui sera à Nice.

L'évêché de Mende sera suffragant de Lyon.

Autun aura un évêché, qui comprendra Saône-et-Loire et la Nièvre ; il sera suffragant de Besançon.

Besançon aura le Doubs et le Jura.

Mettre un évêché à Gand pour la Lys et l'Escaut.

Namur aura Jemmapes et Sambre-et-Meuse.

Liège aura Meuse-Inférieure et Ourthe.

Aix-la-Chapelle comprendra la Roer et Rhin-et-Moselle.

Trèves aura la Sarre.

Il y aura à Mayence un évêché, qui comprendra le Mont-Tonnerre.

(Cultes).

### 1186. — Note du P. Consul.

Paris [vers le 20 mars 1802].

Ajouter au règlement sur le culte, que tout curé qui pendant la Révolution sera resté à la tête de sa paroisse, sera conservé de droit <sup>1</sup>.

De douze à seize<sup>2</sup>. — On me propose de nommer Villar, évêque de Laval ; Villa, évêque de Perpignan ; Moïse, évêque de Saint-Claude ; Antoine-Pascal-Hyacinthe Sermet, évêque de Toulouse.

Placer les quatre prêtres Tabaraud, Avisse, Leroy et Romans<sup>3</sup> : ces prêtres ne sont pas assermentés.

On me porte de grandes plaintes sur Chabot, évêque de Saint-Claude, que l'on dit intolérant et tracassier.

Me remettre le 2 germinal (23 mars), un état contenant cent

<sup>1</sup> Cette disposition était évidemment inspirée par d'Hauterive et Talleyrand qui, dans leurs observations (pièce n<sup>o</sup> 1164), disaient : « Il faut que tous les curés qui ont traversé la Révolution sans quitter leurs paroisses, y soient conservés. Cette maxime serait bonne à exprimer dans un article spécial de l'arrêté d'organisation... » Comme il s'agissait au fond d'une simple règle de conduite, la disposition n'a pas été insérée dans le projet de règlement sur le culte catholique. Elle n'en a pas moins reçu plus tard une application très étendue.

<sup>2</sup> Le P. Consul a voulu dire qu'en raison de l'augmentation des évêchés, le nombre des évêques pris parmi les constitutionnels devait être porté de douze à seize. Il en a désigné, en effet, quatre en plus (Villar, Villa, Moïse, Sermet).

<sup>3</sup> Aucun de ces quatre prêtres ne figurait sur la liste de Portalis (pièce n<sup>o</sup> 1172). Tabaraud et Romans, anciens oratoriens, avaient été indiqués par l'év. constitutionnel Primat, qui avait lui même appartenu à l'Oratoire, et à qui le P. Consul avait fait demander des renseignements.

feuillet : mettre sur chaque feuillet le nom d'un des candidats à un évêché, avec des notes sur son pays, ses parents, ses occupations jusqu'à ce moment, et sur ce que vous auriez pu encore apprendre de son caractère et de ses opinions<sup>1</sup>.

Mon intention : — Demander une note de vingt-quatre prêtres constitutionnels, qui ne sont pas évêques, et qui par leurs lumières, leur moralité, pourraient être promus à cette dignité.

Il est dans l'Ouest quelques curés constitutionnels qui ont rendu les plus grands services en maintenant leur paroisse dans un bon esprit. En choisir un ou deux dans l'Ouest.

Liste de huit personnes des quatre départements réunis et des huit de la Belgique. Au moins deux dans la Belgique, et un dans les quatre départements réunis<sup>2</sup>.

(Cultes).

### 1187. — Bernier à Caprara.

Paris, 30 ventôse an X (21 mars 1802).

J'ai l'honneur de vous prévenir que le Premier Consul, après avoir attentivement examiné la nouvelle circonscription des dio-

<sup>1</sup> Après avoir reçu [le 15 mars] la note du P. Consul (pièce n° 1182), Portalis avait composé de nouvelles listes pour l'épiscopat (Jaufrret, t. I, p. 43 à 48, notes), dont les éléments étaient empruntés, d'abord à la note du P. Consul, puis aux recommandations que l'annonce d'une nomination prochaine faisait arriver de différents côtés.

C'était d'après ces nouvelles listes que le P. Consul avait dressé un tableau préparatoire (Arch. nat., AF iv 1044), contenant 99 noms, divisés de la manière suivante : 1° Premiers évêques (les 18 de la note du P. Consul, avec Pidoll en plus) ; 2° Evêques constitutionnels (les 11 de la note du P. Consul) ; 3° Prêtres adoptés (les 4 de la note du P. Consul, c'est-à-dire Bernier, Caffarelli, etc) ; 4° Les départements de la Belgique et du Rhin (11 noms) ; 5° L'Ouest (10 noms) ; 6° Divers (44 noms). Les candidats de ces trois dernières catégories figuraient tous, mais indistinctement, sur les nouvelles listes de Portalis.

L'état de cent feuillets, demandé ici, correspondait à ce tableau. Les feuillets se retrouvent aux Arch. nat. (AF iv 1044), mêlés à d'autres feuillets, appartenant à des listes supplémentaires qui sont postérieures à la première nomination des évêques. Ainsi que l'avait ordonné le P. Consul, les cent feuillets contiennent des observations individuelles, notamment celles sur Bernier, Le Coz, Primat, Saurine, que Jaufrret cite (t. I, p. 41, note) comme rédigées par Bernier.

<sup>2</sup> C'est-à-dire que sur la liste des huit candidats, on choisira deux évêques pour la Belgique, et un pour les départements réunis.

cèses français, a jugé que quarante évêchés et dix métropoles ne suffisaient pas pour le vaste territoire que comprend aujourd'hui la République française. Son intention est d'y ajouter dix évêchés de plus, en les établissant à Versailles, à Meaux ou Châlons-sur-Marne, à Orléans, à Chambéry, Cahors, Digne, Autun, Gand, Liège et Mayence. Il est à observer que celui de Chambéry tiendra lieu de l'évêché établi à Bourg-en-Bresse, ou de celui de Valence, suivant les vues que le Premier Consul, d'après un rapport ultérieur, exposera à V. Em.<sup>1</sup>

Son désir est de s'assurer préalablement si V. Em. a lieu de se croire suffisamment autorisée par Sa Sainteté à consentir à cette augmentation du nombre des évêchés, suivant le tableau que j'ai l'honneur de lui adresser.

Je la supplie de vouloir bien me donner sur cet objet intéressant une réponse satisfaisante pour le Premier Consul; etc.

P.-S. — Je prie S. Em. de vouloir bien m'adresser sa réponse chez le conseiller Portalis, et d'excuser la précipitation avec laquelle j'ai dû faire le tableau que je lui adresse. Je suppléerai demain aux noms des patrons qui manquent encore à ce tableau, et les lui adresserai dès le matin. La réponse est pressante, afin que le Premier Consul puisse prendre avec célérité une décision finale.

(Arch. du Vatican)<sup>2</sup>.

### Caprara à Bernier.

Paris, 21 mars 1802.

Les facultés extraordinaires dont le cardinal Caprara légat est revêtu, l'autorisent sûrement à satisfaire aux volontés du général Premier Consul pour ce qui regarde l'augmentation des dio-

<sup>1</sup> En réalité le P. Consul (pièce n° 1183) ajoutait à la liste des évêchés: Autun, Cahors, Châlons-sur-Marne (ou Meaux), Digne, Gand, Liège, Mayence, Nice, Orléans, Versailles. En outre, il plaçait à Chambéry l'évêché proposé à Bourg, et rendait à Bayonne le titre épiscopal qui venait d'être attribué à Pau (pièce n° 1175). — La lettre de Bernier ne mentionne pas le nouveau changement relatif à Bayonne. Parmi les évêchés ajoutés, elle omet Nice, mais probablement par inadvertance.

<sup>2</sup> Cette note, les trois lettres reproduites sous le n° 1189, et le mémoire annexé à la pièce n° 1193, ont été publiés par Theiner (t. II, pièces, p. 166 et s.).

cèses, que sa sagesse trouve à propos d'ajouter au nombre de ceux qui étaient déjà établis. Le cardinal Caprara s'empresse de vous donner la réponse requise, de même que de vous assurer de sa considération.

(Cultes).

### 1188. — Caprara à Consalvi.

(n° 88)

Parigi, 21 marzo 1802.

Il Primo Console, nel travaglio che ha fatto la scorsa domenica <sup>1</sup> sugli oggetti della pubblicazione del concordato, col consigliere Portalis, dopo avere letti e considerati i fogli datigli, ha tolte ed aggiunte cose, che e provano la sua saviezza, e più un sentimento interno di religione <sup>2</sup>. Di queste cose non ne do per ora un conto a V. Em.; ma ella le avrà sotto gli occhi. Ha stabilito di fare proporre per mezzo del Tribunato, come legge della nazione, il ristabilimento della religione cattolica, e la proposizione si farà da Luciano Bonaparte, nominato tribuno <sup>3</sup>. La messa solenne si darà dal Legato, domenica a otto, 28 del corrente. Non è a tutt' oggi fissato il giorno della pubblica mia recessione; ma sarà prima dell' epoca anzidetta. Ha stabilito che i costituzionali in Parigi (uso le sue parole) non avranno più da quel tempo veruna chiesa. Al momento che scrivo, tutto ciò è un segreto per il pubblico, che nè si lusinga, nè crede che la cosa possa così presto succedere. Ha dato al consigliere Portalis per assessore in tutti gli oggetti ecclesiastici, e di questa trattativa, l'abbate Bernier.

Nella conferenza però di ieri <sup>4</sup>, e secondo l'esame annunziato, il Console disse: « Nella nota che mi avete data delle persone da nominarsi alle chiese, non vi ho trovato verun costituzionale. » Soggiunse: « Non dico di volerne nominare, nè intendo di pro-

<sup>1</sup> Le dimanche 14 mars.

<sup>2</sup> Caprara paraît faire allusion plus spécialement à un travail de révision du règlement sur le culte catholique (cf. pièce n° 1193). Il aurait appris, par exemple, que le P. Consul avait fixé au dimanche le jour de repos pour les fonctionnaires, etc. (cf. t. IV, p. 202, note; et Bulletin du préfet de police du 17 mars).

<sup>3</sup> Lucien avait été élu tribun le 9 mars, en tête de la liste du nouveau cinquième.

<sup>4</sup> Lundi 15 mars. En effet, Caprara avait commencé cette dépêche le mardi 16, comme on le verra au début de la seconde partie, qui est seule du 21.

mettere che non ne nominerò ; ma assolutamente voglio sapere dal Legato, per regola o sia principio, se il Console possa nominare o nò dei costituzionali, cioè se dopo averli nominati, in nome di Papa gli verrà data l'assoluta esclusiva » ; ed ordinò a Portalis e Bernier di venire da me, per prendere una dichiarazione formale.

Interrogato, io ho risposto loro questa mattina <sup>1</sup>, che N. S., per finire lo scisma che travagliava tanto questa nazione, e benchè con pena, permetterebbe che il Console nominasse qualche costituzionale, lasciando però a me in qualità di Legato la cura e libertà di riunirli alla Chiesa, secondo le leggi che mi sono state date ; e che in caso di qualche nomina, come ero convinto e con ragione che il Console non volesse nominare un soggetto che potesse far pena a N. S., se pure si determinava a nominare qualcuno, dovrebbe permettermi di fargli le rimarche e rappresentanze, che avessi stimato necessarie. È inutile che assicuri N. S. e V. Em., che non ostante questa dichiarazione, continuerò a fare di tutto perchè non ne sia nominato veruno. Ingenuamente mi pare, che facendo di tutto umanamente per ottenere un intento così giusto, bisogna raccomandarsi a Dio, e contare sulla sua provvidenza.

Passando ora agli oggetti contenuti nella vma sua a colonna in data dei 24 febbraio, posso assicurarla che io sono convintissimo, che e N. S. e V. Em. si diano la massima premura nel formare la risposta da spedirsi quì col ritorno dell' aiutante di campo del Primo Console ; ritorno ch' egli aspetta con ansietà, appunto per le risposte che attende. Sugli oggetti relativi a detta risposta, già V. Em. conosce ciò che io mi sono permesso, e di far dire, e di dire io stesso al Primo Consolè. Quindi per il di più che potrà o dirsi o farsi da me, starò attendendo gli ordini che piacerà a N. S. e a V. Em. di avanzarmi.

È sentimento universale, che l'orazione recitata costì all' occasione dei funerali della Sa : Me : di Pio VI, sia stata così maestrevolmente composta, che niuno abbia che ridirci. La delicatezza e saviezza con cui sono toccati i tasti più difficili, ognuno la trova somma, e per dir tutto in poco, compatendo chi ha dato ecce-

<sup>1</sup> Mardi 16 mars. Cf. la pièce n° 1183.



zione alle parole indicatemi, ed attribuendola alla non troppa perizia, dei fatti ai quali esse parole erano relative, si conclude che V. Em. anche in questo, ha dato a conoscere al pubblico la quadratura di mente, e la capacità di cogliere, come suol dirsi, la rosa senza toccare la spina. Non parlo di ciò che qui si è detto rispetto alla funzione, di cui pure, unitamente alle sei copie dell'orazione, si è degnato trasmettermi la relazione con un numero di altrettanti esemplari, giacchè non potrei che ripetere ciò che ebbi l'onore d'indicargli con mia in piano dei 13 andante, n° 81.

Per ciò che spetta agli acquirenti dei beni nazionali, V. Em. si degni avere per autentico ciò che sul proposito le ho indicato in altre occasioni, e tenga pure per certo che se io riesci di non disgustare il Primo Console, N. S. non avrà occasione di essere amareggiato per oggetti di tal natura.

Mi consola il sentire che N.S. siasi degnato approvare il passo, che io feci con Luciano Bonaparte per gli affari di Spagna. Dio sa quanto io desiderai che i medesimi vadano a terminare a lieto fine, ed a tale effetto mettendo a tortura il mio povero spirito, m'indussi a fare quel tentativo. Come ella supporrà facilmente, io ignoravo il cambiamento che V. Em. mi annunzia intorno al principe della Pace.

Sono pienamente convinto che costì sia sommamente dispiaciuta la partenza del M<sup>se</sup> Ghislieri, giacchè niun ministro esser può più accetto e gradito di quello, che contribuisce a tener viva la buona armonia e confidenza fra le due corti, come era il carattere per cui si è fatto, oltre la sua probità e pietà, distinguere il M<sup>se</sup> Ghislieri.

Gli affari relativi alla pubblicazione del concordato stavano, a tutto lo scorso martedì, nello stato che io ho qui sopra descritto, quando il susseguente mercoledì <sup>1</sup>, verso le ore quattro dopo il mezzo giorno, portossi alla mia abitazione il consigliere Portalis, annunziandomi che la mia pubblica recessione avrebbe avuto luogo sabato 20 corrente, e che nel giorno susseguente, cioè domenica, si sarebbe da me tenuta la solenne funzione nella chiesa metropolitana, detta di Notre-Dame, quale immediata-

<sup>1</sup> Mercredi 17 mars. Cf. la pièce n° 1184.

mente andarono a visitare i due Mgrs Sala e Mazio, perchè il Primo Console, alle ore sei, attendeva il riscontro da esso consigliere se in detta chiesa vi era quel che conveniva, e ciò che altresì era necessario di supplire. Mi aggiunse di più, che nella mattina di giovedì, verso le ore otto, sarebbero passati da me esso consigliere, il prefetto del palazzo consolare, e l'abbate Bernier, per concertare il metodo da tenersi, e l'ora da fissarsi per gli oggetti tanto della mia pubblica recessione, quanto della mentovata solenne funzione.

Vennero di fatto, sebbene molto più tardi dell' ora concertata, e vennero senza il prefetto mentovato. L'affare che meco trattarono fu tutt' altro che l'indicatomi nel giorno antecedente; poichè in nome del Primo Console mi dimandarono gli originali documenti di mia missione, la bolla del concordato e della circoscrizione delle nuove diocesi, il breve generico delle facoltà, e quello di autorizzazione a dare l'istituzione canonica ai nuovi vescovi; per essermi restituiti dopo che i medesimi fossero stati presentati al Senato e Tribunato, conseguentemente registrati nei pubblici libri, per fare in tal guisa acquistare al concordato forza di legge della nazione, e non senza la più gran probabilità che a una tal sanzione vi accederà pure il Corpo legislativo <sup>1</sup>.

Che cosa siasi esatta da me, e quali variazioni relativamente alla bolla del concordato, V. Em. lo rileva dalla memoria che qui annetto segnata di n° I <sup>2</sup>, cui unisco sei pezze dall' A fino al F, relative alla dimandata e rispettivamente seguita riconciliazione dell' antico intruso di Poitiers <sup>3</sup>; due memorie senza lettera, una

<sup>1</sup> Cette assertion, et même la phrase semblable qui est au commencement de la dépêche, feraient croire que Caprara était mal renseigné sur les formalités par où devait passer l'organisation religieuse, soit au Conseil d'Etat, soit au Tribunat et au Corps législatif. — Le bruit erroné que le Sénat aurait à jouer un rôle dans cette affaire, courait déjà depuis plusieurs mois (cf. t. IV, p. 123).

<sup>2</sup> Ce mémoire n'a pas été retrouvé. Nous croyons qu'il se référerait, non au texte de la bulle de ratification, mais au préambule, rédigé au nom de Caprara, qui devait la précéder. Voir p. 249, note.

<sup>3</sup> L'abbé Montault des Isles avait abandonné le siège de Poitiers depuis 1794. Le 5 mars il avait adressé au Pape une lettre de soumission, qui reproduisait en substance le modèle envoyé de Rome le 4<sup>er</sup> décembre (t. IV, p. 333. Voir Mau-point, *Vie de Montault*, p. 49). Il venait d'être absous par l'abbé de Pancemont en vertu d'un décret de Caprara du 11 mars (*ibid.*, p. 52).



sulle confraternità, l'altra sulla promessa di fedeltà <sup>1</sup>. A tutte le quali cose aggiungo anche un esemplare della lettera pastorale del vescovo di Langres, che non contento di scrivere una lettera singolare nell'atto di sua dimissione, ha voluto mostrare eguale singolarità nell'annuncio datone al suo gregge.

L'indicata anticipazione della pubblica mia recessione e rispettiva funzione nella chiesa di Notre-Dame, che sarà precedentemente ribenedetta, attese le troppe profanazioni esercitatevi durante l'occupazione dei costituzionali, siccome teneva all'aspettativa in cui si è dell'arrivo del corriere, che si attende da Amiens colla segnatura della pace definitiva, non ha avuto altrimenti luogo. Come mi però si assicura che il corriere giungerà immancabilmente dentro breve tempo, così le due funzioni si faranno, o nel giorno della santissima Annunziata, o al più tardi la domenica *Lætare* <sup>2</sup>; ed in tale occasione, come parmi, verrà istallato il nuovo arcivesco di Parigi.

Ho ricevuto il vmo dispaccio di V. Em. a colonna dei 27 febbraio, spedito per la via di Torino, al quale do sfogo, rendendole conto estesamente di quanto ho detto relativamente al contenuto del medesimo, che in sostanza è una cosa stessa con quella che avevo fatta dire e detta io stesso al Primo Console nell'ulteriore abboccamento. La persona che ho, come di mio giudizio, informata di quanto appresso, persuasa della ragionevolezza del mio ragionamento, si è caricata di tutto rappresentare al Primo Console. Oltre questa, ne ho altre che rendono i miei desideri; e fino che agli occhi del pubblico io comparisca di star bene col Primo Console, posso sperare di essere assistito.

Quanto alla domanda fatta dal Console di potere avere una nomina al cardinalato in qualità di presidente della Repubblica italiana, si presentano le seguenti riflessioni. Agli stati della Repubblica italiana non è stato mai annesso detto diritto. Nel sistema nostro ecclesiastico i pontefici, con ragione, da del tempo non ne hanno accordate, ed in generale gli stessi stati che le hanno, desiderano che il Papa non le accordi. Per averle, converrebbe fare una trattativa, ingrata per il Papa, con tutti gli

<sup>1</sup> Ces deux mémoires nous font défaut. Cf. l'annexe de la pièce n° 1169.

<sup>2</sup> L'Annonciation tombait le 23 mars, et le dimanche de *Lætare* le 28.

stati. La stessa corte di Napoli, così potente in Italia, non l'ha mai ottenuta; nè ho taciuta di ciò la ragione speciale, non facendo al caso che l'accennarla. Il Papa, pieno di desiderio di soddisfare il Console, giudico farà cardinale Codronchi, sia per fare piacere quì, sia per il titolo di arcivescovo di Bologna, chiesa che senza diritto è in possesso di avere da molto tempo il suo arcivescovo cardinale. È impossibile che N. S. non faccia una differenza tra le chiese della Lombardia, di cui le nomine ultimamente erano state accordate a Giuseppe II, e quelle delle Legazioni. Quanto alle due chiese delle Legazioni, dirò che mi pare, che desiderando il Primo Console che N. S. accordi a Mgor Codronchi la sua traslazione da Ravenna a Bologna, come di Mgor Opizzoni alla così vacante chiesa di Ravenna, N. S. volendo fare di tutto per coltivare la tenerezza verso di lui del Primo Console, giudico ci si presterà, senza però entrare in veruna trattativa.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

#### 1189. — Sala à Bernier.

Paris [21 mars 1802].

Se non si hanno le notizie precise su i titoli di quelle chiese che rimangono tuttavia in dubbio, sarà impossibile di poter consegnare per domani la lunga copia della bolla e del decreto.

Si fa riflettere, che converrebbe conservare il titolo di Ginevra in venerazione di S. Francesco di Sales, e che senza neppure sopprimere Valenza, è facile combinar tutto, fissando che la residenza del vescovo di Ginevra sia a Chambéry, come era stato destinato che fosse a Bourg-en-Bresse <sup>1</sup>.

Si osserva Nantes sollevata a metropolitana, e Tours degradata da arcivescovile a vescovile. Se fosse possibile, bisognerebbe salvare l'antico suo grado alla sede del tanto celebre S. Martino; ed è facile persuadersi che quanto importa che la residenza di un vescovo sia nel centro della diocesi, altrettanto è indifferente che la sede di un metropolitano rimanga in un angolo o nel mezzo della provincia, essendo raro il caso in cui vi sia di bisogno di ricorrere a lui.

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 497, note 3.

Questi riflessi si sottopongono all' altrui migliore giudizio, e si prega solo di una risposta decisiva il più presto che sia possibile, onde possano subito eseguirsi quelle finali determinazioni che verranno comunicate.

—  
Bernier à Sala

Paris, 1<sup>er</sup> germinal an X (22 mars 1802).

J'adresse à S. Em. la bulle de circonscription et le décret, tels qu'elle me les a demandés. Elle peut commencer à faire imprimer les bulles <sup>1</sup> sur les copies qu'elle a, ou, si elle n'en a pas de correctes, nous lui en donnerons. M. Portalis m'a promis d'envoyer de suite chez S. Em. ses écrivains.

S. Em. peut conserver l'archevêché de Tours au lieu de Nantes.

Je lui adresse l'état ci-joint des patrons des nouvelles églises, excepté celui de Chambéry, que je ne connais pas.

—  
Bernier à Caprara.

Paris, 2 germinal an X (23 mars 1802).

On a été très content, à ce qu'il m'a paru, de la nouvelle rédaction du décret et des changements de la bulle <sup>2</sup>. On est occupé à transcrire et à traduire. Il me semble que V. Em. ne doit pas se charger de l'impression des bulles en placard. Cette obligation, dans les différents diocèses, pourra être remplie par les évêques, auxquels vous les adresserez, et qui les publieront au nom du Saint-Siège et au vôtre. Si cependant vous croyez que, comme représentant ici la personne du Pape, vous devez faire une publication de ce genre, il me semble qu'on peut la faire uniquement à Paris, quant aux affiches <sup>3</sup>, comme on l'a fait à Rome. Or vous savez quel est l'usage en pareil cas <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Voir la pièce n° 1169, et la note 3 ci-dessous.

<sup>2</sup> La bulle de circonscription et le décret exécutorial.

<sup>3</sup> On verra plus loin (dép. de Caprara, n° 104, du 18 avril, dans la Partie XXIV) que le 11 avril, jour où Mgr de Belloy a pris possession du siège de Paris, les bulles de ratification et de circonscription ont été affichées à Notre-Dame et dans les autres églises de la capitale. Il ne paraît pas qu'il y ait eu à Paris un autre affichage, fait d'une manière générale, au nom du St-Siège et du Légat.

<sup>4</sup> Bernier paraît faire allusion à l'autorisation du gouvernement, qui d'après les usages de la France, serait alors nécessaire.

J'ai lu attentivement le préambule qui doit précéder la bulle de confirmation<sup>1</sup> : il m'a paru parfaitement bien fait, et dicté par votre cœur. Je l'ai transmis de suite, après en avoir pris copie exacte, au conseiller Portalis : je me réunis à lui, ce soir à huit heures ; et il sera à onze heures sous les yeux du Premier Consul.

<sup>1</sup> Voici ce préambule, sous sa forme définitive :

Nos Joannes Baptista, tituli Sancti Honuphrii, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ presbyter cardinalis Caprara, archiepiscopus episcopus Æsinus, sanctissimi domini nostri Pii Papæ VII, et Sanctæ Sedis Apostolicæ ad Primum Galliarum Reipublicæ Consulem, a latere legatus,

Universis Galliarum populis, salutem in Domino.

Quæ præcipuæ fuerunt sanctissimi domini nostri in ipso sui apostolatus exordio sollicitudines, quod omnium bonorum votis jamdiu expetebatur, quod a vobis tam incenso studio concupiebatur, ut post tantas calamitates quæ cum publica christianam quoque rem affligerunt in Galliis, hæc demum in florentissimis hisce regionibus restitueretur, tantum istud bonum, divina tandem favente gratia, advenisse vobis, Galliarum populi, summa cum exultantis animi consolatione nuntiamus. Apostolicas siquidem sub plumbo litteras pontificio nomine publicamus, in quibus conventio inter Sanctitatem Suam et Reipublicæ vestræ gubernium Parisiis inita solemniter confirmatur. His in litteris quæ ad instaurandum in Galliis publicum catholicæ religionis cultum, res ecclesiasticas componendas, easque in universo, qua late nunc patet, Reipublicæ territorio, ad eandem formam atque ordinem revocandas, a Sanctitate Sua constituta sunt, luculentissime continentur. Ea ut rationi locorum ac temporum accommodaret, una fecit Ecclesiæ utilitas, servandæ Unitatis studium, et animarum salus. Qui inde novus exurgit rerum ecclesiasticarum ordo, is profecto, si cum præterita rerum perturbatione comparetur, fieri non potest, quin omnes tanto meliori objecta christianæ rei conditione recreentur. Quæ enim fere deperdita in Galliis omnium oculis videbatur, ea nunc præsidio legum, supremique regiminis auctoritate mirum in modum reviviscit. Primus vero Reipublicæ vestræ Consul, cujus præcipuæ in tanta hac utilitate vobis comparanda partes fuerunt, cuique datum videtur ut afflictæ Galliæ tranquillitatem et ordinem restitueret, catholicæ religionis, Constantino illi magno simillimus, præsidium effectus, gloriosissimam in ecclesiasticis Galliarum monumentis istorum temporum recordationem est relicturus. Excipite igitur lætæ gratæque mentis officio apostolicas litteras, quas nuntiavimus vobis, quasque hic subjicimus :

(Suit le texte de la bulle « Ecclesia Christi »)

Reliquum nunc illud est, ut vos Deo Optimo Maximo, tanti beneficii auctori, debitas grates rependentes, et singulari studio illis devincti per quos est illud in vos profectum, unitati spiritus in vinculo pacis, publicæque tranquillitati servandæ sollicitam operam collocetis.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentiæ, hac die 9 aprilis 1802.

Jo.-Baptista cardinalis Caprara, legatus.

J. A. Sala, apostolicæ legationis secretarius,

Le patron de l'église de Chambéry sera, suivant que vous le désirez, ou Saint-Léger, évêque et martyr, patron de la principale paroisse de cette ville, ou Saint-François de Sales, le patron et le protecteur de la ci-devant Savoie. Je vous prie seulement de nous prévenir quel sera votre choix <sup>1</sup>.

(Arch. du Vatican).

#### 1190. — Maret à Portalis.

Paris, 2 germinal an X (23 mars 1802).

Le Premier Consul pense qu'il serait peut-être plus convenable de n'établir qu'une cure par arrondissement de justice de paix <sup>2</sup>. Le curé résiderait au chef-lieu. Il y aurait autant de succursales desservies par des vicaires, que l'étendue de l'arrondissement le rendrait nécessaire <sup>3</sup>. Tous ces desservants seraient sous la direction du curé.

Le Premier Consul désire que vous lui fassiez connaître votre opinion <sup>4</sup> sur cette disposition.

(Cultes) <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Comme il était à prévoir, c'est S. François de Sales qui a été choisi par le Légat.

<sup>2</sup> Le nombre des justices de paix, qui était d'environ six mille au commencement du Consulat, allait être réduit successivement de moitié par la loi du 8 pluviôse an IX (28 janvier 1801), dont l'art. 1<sup>er</sup> portait : « Il y aura, pour tout le territoire européen de la République, trois mille justices de paix au moins, et trois mille six cents au plus. »

<sup>3</sup> D'après le concordat, c'étaient les curés qui devaient former le clergé paroissial, comme d'ailleurs ils l'avaient formé le plus souvent dans la France de l'ancien régime. Par la disposition que le P. Consul introduisait dans le règlement sur le culte, cet état de choses traditionnel allait subir une modification profonde. Les curés ne devaient plus composer qu'une partie restreinte et supérieure dans le clergé du second ordre, tandis que l'autre partie, de beaucoup la plus nombreuse, allait être composée de simples desservants, ayant, il est vrai, charge d'âmes, titulaires de véritables paroisses, mais n'ayant droit ni à l'immovibilité ecclésiastique ni au salaire de l'Etat, privilèges réservés aux curés. « Deux motifs, dit Jauffret, engagèrent le gouvernement à ne pas autoriser l'érection d'un plus grand nombre de curés. Le premier fut que les curés seuls devaient recevoir un traitement du trésor public ; le second, que les desservants n'ayant qu'un titre amovible, on pourrait plus aisément... écarter ceux dont on serait mécontent (*Examen des art. organ.*, p. 94). A ce moment, il paraît que c'est surtout du motif d'économie que s'est inspiré le P. Consul.

<sup>4</sup> Nous ignorons sous quelle forme, écrite ou verbale, cette opinion a été manifestée.

<sup>5</sup> Cette pièce a été publiée dans la *Corr. de Nap.*, n° 6005.

**1191. — Bernier à Caprara.**

Paris, 5 germinal an X (26 mars 1802).

J'avais projeté de vous voir aujourd'hui : je n'ai pu ; mes affaires m'ont arrêté. J'en gémis ; je l'eusse bien voulu.

J'ai vu hier le Consul. Les nominations iront bien : je l'ai trouvé on ne peut mieux disposé. Que Dieu lui donne la persévérance à cet égard !

Il désire que l'évêché, au lieu d'être à Nîmes, soit à Avignon<sup>1</sup>. Il comprendra, comme il est convenu, le Gard et Vaucluse. La patronne d'Avignon est Notre-Dame-des-Dons. Je vous prie de faire ce petit changement.

Je vous envoie votre petite note sur les constitutionnels : je vous supplie d'en suspendre l'usage jusqu'à nouvel avis<sup>2</sup>.

Je suis aux informations pour l'adresse du grand vicaire de Fréjus, M. Cavalier<sup>3</sup>. Je vous l'adresserai dès qu'elle me sera parvenue.

<sup>1</sup> Ce changement a été fait dans la bulle de circonscription, etc. Il était motivé par le grand nombre de protestants qui se trouvaient à Nîmes. C'était une raison semblable qui avait empêché de placer à Genève le siège d'un évêché.

<sup>2</sup> Voir p. 256.

<sup>3</sup> L'év. démissionnaire de Fréjus (cf. t. IV, p. 236, note) étant mort à Fiume le 10 février (Moniteur du 14 floréal : 3 mai. Cf. *Corr. de Maury*, t. II, p. 226), le Légat, suivant la règle qu'il avait adoptée (t. IV, p. 442, note 2), se proposait de confier l'administration du diocèse au vicaire général, l'abbé J. M. Cavalier ; ce qu'il a fait le 29 mars. — C'était le second administrateur apostolique, nommé par Caprara. Le premier était l'abbé de Salamon (t. IV, p. 520), qui avait été désigné le 15 décembre pour l'archevêché de Rouen, et le 28 du même mois pour les évêchés de Coutances et d'Evreux. On lit à ce sujet, dans une note de la Légation : « Card. legatus, inter cæteras facultates quas a S. Domino nostro habuit, nullas generatim accepit pro administratoribus diocesium deputandis, antequam ex Urbe discederet, exceptis quibusdam particularibus pro Rhotomagensi diocesi, in qua magnas sciebat S. Dominus exortas fuisse contentiones super ejus spirituali regimine. Cum autem Legatus ipse in Gallias pervenisset, cognovit, quæ dissensiones Rhotomagi exarserant, easdem in Ebroidensi quoque, in Constantiensi provinciæ Rhotomagensis, in Claromontensi denique diocesi excitatas fuisse. Ac pro Claromontensi quidem diocesi, Josephus Spina... facultates opportunas receperat a Sanctitate Sua, per litteras patriarchæ Hierosolymitani, a secretis congregationis negotiis ecclesiasticis præpositæ, sub die 10 octobris anni 1801. Cum tamen idem opportunum judicasset iis facultatibus minime uti, sensit Legatus ex utilitate Ecclesiæ futurum si facultates sibi



La métropole de l'ouest est décidément à Tours. Saint-François de Sales devient le patron de Chambéry.

J'ai été bien flatté de la décision de l'archevêque de Bourges<sup>1</sup>.  
(Arch. du Vatican).

### 1192. — Le P. Consul au Pape.

Paris, 5 germinal an X (26 mars 1802).

Très-Saint Père, je m'empresse de faire connaître à Votre Sainteté la paix que je viens de conclure avec l'Angleterre<sup>2</sup>,

concederentur, quarum ope (retardata fortasse novæ circumscriptionis gallicanarum diœcesium publicatione) providere posset diœcesibus, vel regimine spiritali destitutis, vel in quibus incerta esset aut contentiosa jurisdictio. Ergo, per litteras diei 21 novembris [cf. t. IV, p. 381, note 2], sollicitudines suas Pontifici exposuit, utque his rebus providere vellet supplicavit. S. autem Dominus, per rescriptum R. patriarchæ Hierosolymitani die 29 novembris 1801, Em. Sux auctoritatem dedit providendi necessitatibus respectivarum diœcesium vacantium, administratores mutandi, cognoscendi de controversiis in aliquibus diœcesibus exortis quoad vicarios, easque definiendi, generatim autem ad eas deputationes pro diœcesium gubernio deveniendi quas expedire judicasset. »

Après la promulgation du concordat, le card. Caprara, avec l'aveu du gouvernement, a encore confié des pouvoirs d'administration apostolique : 1<sup>o</sup> le 29 avril 1802, à Mgr Bernier, év. d'Orléans, pour aider l'archev. de Paris, Mgr de Belloy ; 2<sup>o</sup> le même jour, à Mgr Des Montiers de Méroville, év. de Chambéry, pour administrer le diocèse de Lyon jusqu'à la nomination d'un archev. ; 3<sup>o</sup> le 4 mai 1802 à des administrateurs, pendant la vacance du siège de Grenoble ; 4<sup>o</sup> le 11 mai 1802 à l'abbé Villot-Fréville, pour administrer le val d'Aran, détaché de l'évêché de Comminges ; 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> le 5 juillet 1802 aux vic. généraux des anciens év. de Castres et de Lavaur, jusqu'à l'arrivée du nouvel év. de Montpellier, dont Castres et Lavaur dépendaient désormais ; 7<sup>o</sup> le 27 juillet 1802 à l'archev. de Malines, pour le diocèse de Liège, jusqu'à l'arrivée de l'évêque ; 8<sup>o</sup> le 3 août 1802 à Mgr Jacoupy, év. d'Agen, pour l'ancien diocèse de Lombez ; 9<sup>o</sup> le même jour à Mgr Hirn, év. de Tournai, pour des parties d'un autre diocèse réunies au sien ; 10<sup>o</sup> le 28 août 1802 à l'abbé Rives, pour l'ancien diocèse d'Agde, dépendant de Montpellier ; 11<sup>o</sup> le 2 septembre 1802 à l'abbé Circaud, etc., pour le cas de la mort de l'év. d'Autun (Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> La démission de l'archevêque (cf. p. 129 note). Elle avait été obtenue par l'intermédiaire de Mathieu Dumas, qui écrivait le 24 mars à Portalis : « ... Le général Dumas ne doute pas que le ministre du culte (*sic*) ne soit satisfait des expressions respectueuses et précises de l'archevêque, tant envers S. S. que dans sa lettre d'envoi à Mgr le cardinal légat. » (Cf. t. IV, p. 573).

<sup>2</sup> La paix avait été signée à Amiens le 25 mars. Le lendemain, à 3 heures, le canon annonçait aux Parisiens cette importante nouvelle. — On voit que le P. Consul n'a pas perdu un seul jour pour l'écrire au St-Père.

parce que je sais l'intérêt qu'elle prend à tout ce qui peut contribuer au repos et à la satisfaction de l'Europe.

Je prie Votre Sainteté de me faire connaître tout ce qu'elle pense de l'article de Malte <sup>1</sup>, et les moyens qu'il faudrait employer pour organiser l'Ordre le plus promptement, et conformément à ses désirs.

Tout est prêt ici pour la réception publique du Légat et pour le rétablissement de la religion. Il est probable que, lorsque Votre Sainteté aura cette lettre, tout sera déjà achevé. En étudiant attentivement la circonscription des diocèses qui avaient été projetés, je me suis convaincu qu'il était convenable de l'augmenter au moins de dix évêchés.

J'ai donné des ordres pour que toutes les mesures soient prises, afin que le retour des troupes françaises <sup>2</sup> ne soit d'aucune charge au patrimoine de l'Eglise.

(*Corr. de Nap.*, n° 6013).

### 1193. — Caprara à Consalvi.

(n° 94)

Parigi, 27 marzo 1802 <sup>3</sup>.

Erami totalmente ignota la dimanda stata fatta costì da M. Caucault d'ordine di questo ministro Talleyrand, perchè per lo stabilimento e direzione del clero della Repubblica italiana, si degni rivestirmi del medesimo titolo e poteri de' quali sono stato rivestito per la Francia ; e sinceramente parlando, solo nei passati giorni, mi era stato confidato che volendosi dal Primo Console stabilire in Milano una giunta ecclesiastica per invigilare agli oggetti toccanti il clero della Repubblica, o aveva fissato o voleva fissare che io ne fossi il presidente, e che durante la mia assenza da Milano, facesse le veci del presidente certo Mgor

<sup>1</sup> D'après l'article X, l'Ordre était neutralisé en même temps que l'île, et placé sous la protection des grandes puissances. Il gardait en principe ses statuts quant au spirituel et au temporel. Les chevaliers, dont les Langues étaient conservées, étaient invités à se réunir à Malte, en chapitre général, et à procéder à l'élection d'un grand maître, etc. (Voir le Moniteur du 6 germinal : 27 mars).

<sup>2</sup> L'art. XI du traité, qui stipulait ce retour, était conforme à l'art. 7 des préliminaires (voir t. IV, p. 146, note).

<sup>3</sup> Cette longue dépêche paraît avoir été commencée vers le 25 mars.



Bovara<sup>1</sup>. Sia comunque però, è stata per me opportunissima la prevenzione che V. Em. si è degnata darmi, con sua vma a colonna dei 3 corrente, sia dell' istanza, sia della savia e misurata risposta data alla medesima, sia di tutto altro che d'ordine di N. S. mi ha comunicato sul proposito. Convengo io pure nel di lei sentimento, che in questo caso si verifichi il detto del « plus volitum quam dictum », e temo pur troppo che venute le risposte del Santo Padre, io verrò attaccato. Ma in qualunque ipotesi, V. Em. tenga pure per fermo, che non mi dipartirò in modo alcuno dalle istruzioni e massime del citato suo dispaccio. Siccome nulla avevo saputo finora, così all' occasione mi mostrerò novissimo di tutto; e la risposta di V. Em. al ministro Cacaullt mi servirà di scudo per qualche tempo almeno, e di pretesto a non aprir bocca per non essere autorizzato a riempire le veci di legato, se non essendo in residenza.

Gli oggetti che potrebbero discutersi nella trattativa, cui V. Em. teme che miri l'istanza costì presentata, gli ho ristacciati più di una volta fra me e me. La massima che in cuore io nutro particolarmente su tutto ciò che può riguardare oggetti delle tre Legazioni, V. Em. la conosce dai precedenti miei dispacci, e l'ho senza riserva manifestata allo stesso Primo Console, ed anche al ministro. Per quella parte dunque mi parrebbe di dover credere, che niuna connivenza potessero sperare per parte mia. Nel resto, converrebbe vedere quali proposizioni metterebbero fuori, e se insieme fosse utile, o nò, il venirne a trattato, e molto più alla decisione. Tutto questo lo dico per una digressione, e ripeto che i soli desideri di N. S. servono a me di comandi; aggiungendo solo, che nel caso di non poter decli-

<sup>1</sup> M. Marescalchi, après avoir fait signer le 19 mars par Bonaparte un décret établissant un ministre du culte pour la Rép. italienne, écrivait à M. Melzi le 24 : « ... Vi prevengo che la sua idea [del P. Console] è che il cardinale Caprara sia il ministro del culto, e il Bovara ne faccia le veci fino alla sua venuta. Non so il motivo per cui abbia sospesa la nomina, poichè ieri, che dovevo vederlo definitivamente anche per gli altri oggetti che v' interessano..., se nè parti improvvisamente di buon mattina per la campagna, e non lo rivedrò che il 2 della prossima decade. » — Le 1<sup>er</sup> avril, M. Marescalchi ajoutait : « Per l'interinale impiego del citt. Gio. Bovara, il Console ha applaudito, ma resta sempre fisso sopra Caprara, da cui sento che l'idea attuale sia di farlo anzi nominare prima legato, per definire tutte le differenze che potrebbero incontrarsi » (Arch. de Milan).

nare da una trattativa, è per noi infinitamente di peggior condizione il farla in Milano, che qui, ove può sperarsi di avere più persone che ci assistano presso il Primo Console.

Quanto al cappello dimandato per Mgor Codronchi, non sarei lontano dal credere che la cosa si potesse senza grave difficoltà comporre, e che il Primo Console, che come disse a me ed io riferii a V. Em., colla promozione di Codronchi al cardinalato non intende pregiudicarsi alla nomina cui ha diritto in qualità di Primo Console, soddisfatto di ottenere l'intento prefissosi, poco curi se l'affare se concluda in un modo o nell' altro, e che quindi la cosa si componga nei termini che V. Em. suggerisce.

Per tutto ciò che ha rapporto alla di lui cifra dei 27 febbraio, di cui si è dato l'incomodo trasmettermene per ogni cautela il duplicato, sembrami aver dato pieno sfogo coll' ultima mia dei 21 andante.

In ordine all' affare di M. Talleyrand, V. Em. ha veduto quel che da me si fece, dalla precedente confidenziale del giorno citato. Su tal proposito dirò solo, che qui universalmente si giudica che la condotta tenuta da esso sia un bastante contrassegno di resipiscenza e pentimento, e che con questa abbia supplito alla penitenza che gli era dovuta. Aggiungono, che il suo peccato è gravissimo, ma che la punizione a un vescovo di ridurlo allo stato laico, è una pena pubblica e permanente, nè può darglisene una maggiore. Di questo sentimento è il Primo Console, che si fa garante della di lui mutazione: dice che egli solo è stato il suo appoggio e sostegno contro gli voti di tanti che ci attraversavano al ristabilimento della religione, e conclude che della grazia ricercata esso Primo Console ne farà un affare di stato. Per due volte finora sono riuscito a farlo persuadere di avere pazienza, assicurandolo che N. S. anche in ciò avrebbe fatto quanto poteva per compiacerlo. Bramerei che il ministro riconoscesse la grazia tutta da N. S., e non come procuratagli dall' autorità del Primo Console.

Inerendo alle graziose insinuazioni di V. Em., scrivo oggi stesso al mio agente, perchè faccia quanto occorre per la spedizione del nuovo titolo di legato *a latere*, e per quello di arcivescovo di Milano.

Rispetto alla ricupera delle Legazioni, delle quali ella mi parla,

non altro saprei fare che riportarmi a quanto ebbi l'onore di riferirgli come inteso dalla voce del Primo Console, nell'ultimo abboccamento che ebbi con esso.

Sul punto intrusi, dirò solo che questo è un oggetto che mai ho perduto di vista; che non lo perdo; che mi sta a cuore superiormente a infiniti altri; e che per quanto io abbia diritto di sperar bene, non so indurmi, al momento che scrivo, ad essere contento, finchè non abbia in mano la nomina formale di tutti i nuovi vescovi; i quali non altrimenti saranno cinquanta, ma sessanta, come rileverà dalla quì unita memoria, in cui discendo ai dettagli che mi hanno indotto in questi ultimi giorni, vale a dire da domenica sera <sup>1</sup> a questa presente, a fare le mutazioni che V. Em. vedrà nella bolla della circoscrizione, rispettivo decreto, patenti d'istituzione, e vari altri fogli, che stavano preparati pel caso di doverne fare uso da un giorno all'altro, ora resi inutili per i tanti cambiamenti.

Quantunque molte siano le ampliamenti delle facoltà che il Santo Padre ha avuto la clemenza di accordarmi, tuttavolta debbo dire per la verità, che non sono quante bastano <sup>2</sup>; e che crederei che sarebbe un vero dissapore, se io fossi obbligato a ricusarmi su qualche oggetto per mancanza di poteri, dei quali V. Em. può essere sicura che mai abuserò.

Mi rincresce sommamente che N. S. debba essere agitato dalla condotta che tiensi costì dagli acquirenti dei beni nazionali; ma torno a ripeterle, che se io ho la fortuna di non disgustare il Primo Console, la cosa caderà per sè.

Nell'occasione che io ho avuto di parlare col Primo Console sugli affari di Malta e sulla persona di Hompesch, non sono mai riuscito a cavarne di più di quello che a suo tempo ho riferito, e mai il medesimo ha nemmeno replicato, tutte le volte che io gli ho detto che Hompesch non poteva essere gran maestro senza il consenso della Russia. In conseguenza degli ordini di V. Em., mi sono abboccato col ministro Talleyrand. Siamo entrati insieme in materia estesamente su tale oggetto. Ha concluso, che il Primo Console ha desiderato sinceramente di as-

<sup>1</sup> Dimanche 21 mars.

<sup>2</sup> Voir p. 28.

sistere Hompesch ; ma che si è convinto non potere aver luogo detto suo desiderio, il quale attualmente è limitato a che, nella nomina che farà N. S. del nuovo gran maestro, si prescinda assolutamente di parlare di Hompesch, cioè svantaggiosamente.

Non tanto le ragioni dei cambiamenti sopra indicati relativamente alla bolla di circoscrizione, i quali nel tutto insieme hanno fatto per il governo, o per meglio dire, per il dipartimento degli affari ecclesiastici un rovescio poco meno che totale all' impianto per l' innanzi fissato, sono la causa che la pubblicazione del concordato sia differita per alcuni giorni ; ma, al credere mio, la fatica immensa (non per anco finita) cui si è esposto il Primo Console, avendo voluto tutto vedere, tutto esaminare, tutto risolvere. La smania di vedere i vescovi alle loro rispettive sedi per la prossima Pasqua, è universale, sia in Parigi presso i buoni, sia generalmente nelle provincie. Il Console stesso mostra di ciò volere, contando egli pure di uniformarsi nelle feste Pasquali al costume cattolico, coll' esercitare, come dice, i doveri imposti dalla Chiesa.

Dopo che egli ha presa la risoluzione di aumentare dieci vescovi, ha voluto che le si dia dal dipartimento ecclesiastico una nota di cinquanta soggetti, oltre quelli che precedentemente gli erano stati progettati, per potere scegliere fra essi, fino al totale compimento. Statagli data la nota dimandata, non l'ha trovata di sua soddisfazione, sia perchè in essa non ha creduto di vedere soggetti delle distinte qualità che mostra di volere, sia perchè trovansi o tutti o quasi tutti oriundi dalla parte meridionale della Francia. Han dovuto dunque dargli una seconda nota, che abbracciasse soggetti distinti di nascita, di qualità morali, e di capacità (cose che a dir vero ricerca con esattezza), in cui fossero comprese persone oriunde dalle parti del nord della Repubblica. In veruna di queste due note è stato posto intruso <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les détails donnés ici par Caprara s'accordent peu avec ce qui a été dit plus haut (p. 240, note) des nouvelles listes de Portalis. Caprara paraît avoir été tenu volontairement, au sujet des constitutionnels, dans des illusions qu'il ne paraissait pas encore temps de dissiper. — Le Bulletin du préfet de police disait, dans le même sens, le 26 mars : « Les anciens évêques qui sont de retour à Paris annoncent que les affaires de religion sont entièrement finies ; que le gouvernement a consenti à ce qu'il y eût dix évêchés en sus du nombre fixé d'abord dans les premiers arrangements faits avec le Pape. Ils laissent entendre qu'on ne nommera à ces places que les anciens évêques. »

Simili operazioni dunque, che hanno avuto il loro principio dalla mattina dello scorso lunedì<sup>1</sup>, come V. Em. vede, esigono tempo, e quindi contribuiscono al ritardo, perchè il Primo Console non abbandona di una linea l'idea, già esternata in principio, di volere un tutto insieme. Per quanto a tutto ieri, di mia cognizione, siano già stati avvertiti, mediante biglietti, diciotto degli antichi vescovi legittimi, e quattordici ecclesiastici<sup>2</sup>, senza eccezione di tenersi pronti per essere o collocati nelle nuove sedi, o fatti vescovi, tutta volta, niuno fra questi conosce a qual sede vescovile o metropolitana sarà destinato. Questo è ciò che il Primo Console ha tenuto e tiene segreto finora. A me formalmente non si è dato finora alcun avviso; lo che farasi che in sommissima fretta si compilino i necessari processi, affinché non dicasi che per parte nostra diasi occasione al ritardo.

Desidera il Primo Console che la consagrazione dei vescovi sia fatta da me, ed io mi ci presto volentieri. Desidero io al pari di ogni altro, che per Pasqua i vescovi siano in residenza; ma se si ritarda ancora un poco, mancheranno i giorni festivi per potersi fare la consagrazione, e forse mi troverò necessitato di dover derogare a un punto di disciplina prescritta dalla sagra congregazione de' Riti.

Per il timore in cui sono che fra i nuovi vescovi siane nominato alcuno degli intrusi, mi sono procurato un abboccamento con persona che il Primo Console vede ed ascolta volentieri, e quale certamente non può cadergli in sospetto di parzialità a favore di soggetti non intrusi. Ho manifestato al medesimo, che non passa giorno, che o in voce o in scritto non mi si avanzassero delle istanze perchè io facessi di tutto per ovviare alla possibilità, in cui prevedono che io sia, di vedersi nominare intrusi; che il nominarli è lo stesso che porre la discordia religiosa nelle diocesi, ove fossero destinati, dalle quali gli ecclesiastici per il meno si allontanerebbero per andare a vivere sotto il governo

<sup>1</sup> Lunedì 22 mars.

<sup>2</sup> La circulaire de Portalis, adressée le 17 mars à vingt membres de l'ancien clergé, dont dix-sept évêques et trois prêtres (cf. p. 236, note 1), avait été envoyée le 24 mars aux onze évêques constitutionnels, désignés par le P. Consul (pièce n° 1182). Comme on vient de le dire, Caprara ignorait encore que ces derniers candidats étaient des constitutionnels.

di un vescovo, come dicono essi, cattolico, chiamando gl' intrusi scismatici e non meritevoli di ubbidienza e rispetto. Le ho fatto sentire, che in tal guisa, in vece di conseguirsi la pace, si andrebbe in traccia ad una guerra di religione, che ognuno sa quanto è pericolosa e fatale. Le ho detto, che la nomina di un solo costituzionale farebbe perdere il frutto di tutte le fatiche, che si sono sparse per il ristabilimento della cattolica religione in Francia; che simil contegno per parte del governo francese cagionerebbe il massimo dei dolori al Santo Padre, il quale non ci attende ciò dalla saviezza, rettitudine e tenerezza che le mostra il Primo Console, cui altresì non lascia occasione di corrispondere con concessioni che quasi non hanno esempio nell' istoria; che io stesso, oltre al cadere nel massimo abbattimento di spirito per tale avvenimento, non potrei andare esente da una taccia di non essere stato capace a persuadere il Primo Console su di un oggetto, che il mondo tutto riguarda sì facile, per il carattere che se gli attribuisce; e finalmente ho soggiunto, che il nominare i costituzionali, è un somministrare l'unica arme che si conosca ai vescovi renuenti a dimettersi, per unirsi coll' intero cattolicesimo a dire, che sono stati privati delle loro sedi per sostituirvi soggetti da ognuno disprezzati, e riguardati come o autori o cooperatori all' annientamento della cattolica religione in Francia.

Il soggetto cui mi sono diretto, è rimasto persuaso e penetrato insieme del mio esposto, e mi ha promesso di parlarne, come suol dirsi, a piede fermo col Primo Console. Prima però di separarmi da lui, gli ho aggiunto, che quando mi sarà data la nomina formale dei vescovi, nel caso che ve ne sia un solo costituzionale, io non potrò a meno di far sentire, quanto le ho narrato allo stesso Primo Console, che lo pregherò e scongiurerò perchè si degni abbandonarne l'idea, e che spingerò le mie istanze fino al punto che non pregiudichino alla tanta sospirata pubblicazione del concordato, e che facciano prendere la risoluzione di spedire a Roma ed attendere le pontificie determinazioni. Questa di fatto è la condotta che mi sono prefisso di tenere, avendo a tale effetto, per ogni caso, pronta una succinta memoria da presentarsi per l'oggetto al Primo Console.

Il nuovo impianto degli oggetti ecclesiastici e del clero, di



cui si è il Primo Console seriamente occupato, considerati i tempi e le circostanze, sono lusingato che non sia per dispiacere. Io non l'ho veduto; ma da alcuni frammenti che me ne sono stati notificati, parmi di dovere concludere che la lusinga che mi si dà non sia insussistente. Per esempio, vuole il Primo Console che i vescovi, andando da lui, si presentino coll' abito proprio del loro ordine, vale a dire in sottana, rocchetto, mozzetta, mantelletta e croce pastorale; che in privato portino la croce, il capolino, le calzette paonazze, e vestiti di colore nero all' uso romano, con di più il fiocco al cappello. Per gli ecclesiastici non titolati, fuori della chiesa, vuole la pratica dell' abito corto nero alla romana<sup>1</sup>. Vuole che in tutta la Francia si usi un solo messale ed un solo breviario, e di più che sia comune a tutti un catechismo, ch' egli fa espressamente comporre da persona dotta e religiosa, e quale, come dice, è sua volontà che da me si conosca prima che sia stampato. Su di ciò però mi sono subito occupato, appena che l'ho inteso<sup>2</sup>. È inutile che riferisca qui a V. Em. le avvertenze, che sento dovere aver su ciò.

Gli affari di Spagna in genere, de' quali V. Em. fa parola colle vme sue a colonna in data dei 6 e 10 corrente, uniti alla illegallissima pretensione ultimamente avanzata da codesto ministro, sento pur troppo quanto debbano amareggiare l'animo di N. S. A me poi cagionano il massimo dei dolori, perchè mi trovo affatto incapace di alleggerire anche in menomo modo la pontificia amarezza.

Il general Murat si è restituito quà dall' Italia, la sera dello scorso martedì<sup>3</sup>. In questa sua gita non conosco che la sua volontà, e lo scopo di venire a visitare la consorte, prossima al parto.

I passi che medita N. S. di dare col sig. elettore di Baviera, se per fatalità si renderanno inutili, saranno sempre una prova

<sup>1</sup> Les dispositions sur le détail du costume ecclésiastique et sur le catéchisme (art. 39 et 43 de la loi organique) ne figuraient pas dans le premier projet de Règlement sur le culte catholique (cf. t. IV, p. 202, note).

<sup>2</sup> La minute portait ici: «Vuole di più, che rispetto agli ecclesiastici non si proceda dalla Polizia, se non previo un giudizio da pronunciarsi dallo stesso Senato.» Cette phrase, qui a été effacée, était erronée. Du reste, on a déjà vu (p. 243) que Caprara attribuait au Sénat ce qui appartenait au Conseil d'État.

<sup>3</sup> Mardi 23 mars.

luminosa, che quel Padre dei fedeli non lascia occasione di coope-  
rare al bene dei medesimi.

Savissimo è stato il contegno di codesto ministro M. Cacault di fare soltanto leggere a M. Gérard la consaputa risposta da V. Em. sul punto dei beni acquistati da M. Duveyrier, come lo è egualmente l'altro di rimettere la risposta medesima a M. Talleyrand, ministro degli affari esteri, giacchè in essa vi sono fondamenti e ragionamenti tali, che non so come si vorrà o saprà rispondere. Sull' affare in genere, mi riporto a quanto ho esposto di sopra sul punto degli acquirenti dei beni nazionali. In specie poi mi riserbo ad interloquirne, quando io abbia acquistato certe nozioni relative alla persona, che mi mancano oggi.

L'avviso preventivo, che V. Em. si degna darmi circa il contenuto dei vari oggetti che mi verranno commessi, mediante dispacci che porterà l'aiutante di campo Lebrun, lo riguardo per uno dei consueti tratti della bontà di V. Em., ai quali mi studierò di corrispondere, secondando per quanto potrò, alla lettera, i comandi di N. S. e le insinuazioni di V. Em.

È stata segnata la pace in Amiens nel giorno di giovedì 25 corrente, ed annunciata qui ieri alle ore quattro pomeridiane collo sparo di cannone. Le condizioni della medesima devono essere stampate in un supplimento del *Monitore* di questa mattina; ma pel caso che io non possa trasmettergliene un esemplare, sono le seguenti. La base della pace è quella stabilita nei preliminari. Le pretensioni considerabili degl' Inglesi pel mantenimento de' prigionieri francesi restano compensate scambievolmente. Il Capo di Buona Speranza rimarrà con guarnigione olandese. Gli Inglesi evacuano Alessandria e Rosetta. L'isola di Malta sarà consegnata all' Ordine, e per due o tre anni vi sarà guarnigione napoletana. Non avrà più luogo il progetto nè di una Lingua inglese, nè di una francese. La pace conclusa, avremmo qui a momenti Giuseppe Bonaparte.

Aggiungo la lettera originale di Mgor arcivescovo di Bourges, che ha data la sua dimissione, accompagnandola colla qui unita in copia, che ho ricevute poche ore fa, e che senza dilazione ho comunicate al governo.

Riapro il piego, per annunciare all' Em. V. ciò che per deter-



minazione del Primo Console deve da me farsi. Per seguire il costume antico, e metodo solito tenersi dai cardinali legati in Francia, domani, giorno 28 del corrente marzo, accompagnato da tutte le persone del mio seguito, figurando essere il giorno del mio ingresso in Parigi, mi porterò alla chiesa metropolitana di Notre Dame, per ivi recitarmi le consuete preci. Nei giorni susseguenti, fino a tutto il 1° aprile, dovrò ricevere visite di tutte le autorità costituite. Il giorno 5 del medesimo, avrò la formale pubblica udienza dal Primo Console, e susseguentemente dovrò consacrare alcuni dei nuovi vescovi <sup>1</sup>. Più estesamente su ciò in altra occasione, giacchè l'ora della posta incalza.

(Cultes, Arch. de Caprara).

(Mémoire sur l'augmentation du nombre des diocèses).

(Annexe)

Parigi, 27 marzo 1802.

Volendo il Primo Console esaminare da per sè stesso tutti gli oggetti relativi alla circoscrizione delle nuove diocesi, e alla sistemazione degli affari ecclesiastici, ed avendo sotto occhio il quadro delle cinquanta chiese arcivescovili e vescovili, rimase convinto esser troppo vasto il territorio assegnato ad alcune diocesi, e quindi ne inferì agevolmente, che assai laborioso ne sarebbe il governo per i vescovi, e assai difficile ai fedeli de' luoghi più lontani dalla residenza vescovile lo avere ne' loro spirituali bisogni que' soccorsi, che essi attendono, e che il Santo Padre e il governo francese si sono proposti di fornire a tutti i cattolici della Francia per mezzo della novella circoscrizione di esse diocesi.

Nacque perciò al Primo Console il desiderio che fossero meglio divise le diocesi suddette, e che ne venisse aumentato il numero; nè furono vevoli a raffreddarlo le opposizioni fattegli, massime sotto lo specioso pretesto di aggravare soverchiamente

<sup>1</sup> Caprara venait de recevoir un billet de la main de Bernier, ainsi conçu : « Pour suivre l'ancien cérémonial, demain 28 [mars] Son Em. entrera à Notre-Dame de Paris. Il recevra les visites des autorités constituées, jusqu'au 41 [germinal : 1er avril]. Le 43 [germinal : 5 avril], il aura sa grande audience, et consacrera ensuite les nouveaux évêques. » En tête de ce billet Caprara a écrit : « Era stato deciso nella notte antecedente, 27 marzo 1802. »

lo stato per le spese del culto cattolico. Com' egli trovavasi a Malmaison, per attendere con maggior quiete a tutto il lavoro concernente la pubblicazione del concordato, spedì di colà i suoi ordini, perchè venisse subito esposto al cardinale legato il progetto di aumentare il numero de' vescovadi, e per esigere dal cardinale medesimo una pronta risposta quanto all' aderire ai cambiamenti che sarebbero perciò necessariamente occorsi.

Ristette il cardinale alcun poco; ma non tardò che brevi istanti ad accorgersi, che simile richiesta manifestava le ottime intenzioni del Primo Console; che non poteva non sembrare plausibilissima ed accettatissima al Santo Padre, il quale già per mezzo di Mgor arcivescovo di Corinto aveva fatto sentire al governo il suo rammarico per il troppo ristretto numero de' vescovi; e che doveva riuscire utilissima alla religione. Rispose dunque il cardinale, che dal canto suo era pronto a secondar la domanda, e a dar tutta la mano per far godere ai fedeli della Francia que' vantaggi che il Primo Console andava a procurar loro col suo progetto.

Soddisfatto il Primo Console di questa replica, si accinse egli stesso a stendere il nuovo piano; ma volle intanto che il sig. abate Bernier interpellasse per iscritto il cardinale, ed esigesse parimente in iscritto la risposta sull' adesione del legato ad ammettere il progetto, che, fermi rimanendo i dieci arcivescovadi già stabiliti, si aumentassero le chiese vescovili dalle quaranta alle cinquanta, formando così unite alle metropolitane il numero di sessanta in tutto. Replicò tosto il cardinale affermativamente, e non lasciò alcun dubbio sulle sufficienti di lui autorizzazioni, poichè la menoma difficoltà o avrebbe impedito un sì gran bene, o avrebbe ritardata la pubblicazione del concordato finchè spendendosi a Roma l'istanza, ne venisse una nuova bolla.

Ebbe in seguito il cardinale il piano del Primo Console, e quantunque con questo rimanesse rovesciato quasi interamente il lungo e penoso lavoro già fatto, applicossi subito a disporre tutto l'occorrente per dargli esecuzione nelle debite forme.

L'essersi cambiati i limiti di molte delle diocesi, aggiunte nuove suffraganee a varie metropolitane, staccata la chiesa di Mende dalla metropoli di Aix e assegnata a quella di Lione; ripristinata la vescovile di Bayonne in luogo di Pau; surrogata

Chambéry a Ginevra; eretta Magonza fra le nuove vescovili, ecc, ha obbligato a molte correzioni ed aggiunte nella bolla e nel decreto della circoscrizione, ha reso inabili un buon numero di decreti per le erezioni di ciascheduna chiesa e di carte geografiche marcanti il circondario delle diocesi, ed ha prodotto un travaglio da far spavento. Dopo essersi messo mano al nuovo lavoro, si è pur dovuto incominciare da capo, perchè il sig. abbate Bernier somministrò a cose già avanzate il prospetto delle sessanta diocesi con alcuni ulteriori cambiamenti, e accennò che nel nominare le rispettive chiese, bisognava tenersi appunto al rango, in cui ciascuna era stata posta per seguir l'ordine segnato dal Primo Console.

Col divino aiuto e con un' applicazione assidua di giorno e di notte, si è supplito a tutto alla meglio. Accomodata la bolla, e il decreto generale, si sono aggiunte le copie delle varie carte da darsi a ciaschedun vescovo. Si è quasi al termine de' decreti delle erezioni particolari, e le carte geografiche verranno supplite in appresso, mentre il somministrarle dipende dai geografi del governo.

(Arch. du Vatican).

#### 1194. — Note de Caprara à Portalis.

Paris, 27 mars 1802.

<sup>1</sup> Les évêques et prêtres constitutionnels sont certainement prêtres et évêques; à ne pas avoir besoin de recevoir de nouveau les ordres. Je conviens de ce principe avec M. le conseiller d'Etat. Je conviens encore avec lui que le Premier Consul pourra nommer, parmi les évêques constitutionnels, ceux que dans sa sa-

<sup>1</sup> Le modèle de cette lettre, écrit de la main de Bernier, est conservé dans les arch. de Caprara. Il a été remis au Légat (voir la pièce n° 1197) qui, en le recopiant, a ajouté quelques italianismes, et a adouci quelques expressions. Par exemple, au lieu de : « Il faut donc que cette communication soit établie, après la publication du concordat, par les institutions, etc. », Bernier disait : « ...cette communication soit rétablie par la publication du concordat et par les institutions, etc. » Au lieu de : « l'on n'a demandé la démission des anciens [évêques] et l'abandon aux constitutionnels », Bernier disait : « la démission aux anciens et aux constitutionnels. » Plus loin, au lieu de : « je veux éviter tout ce qui pourrait occasionner des troubles », Bernier disait : « je ne veux pas marquer de préférence »; etc.

gesse il en jugera dignes. Je conviens encore avec M. le conseiller d'Etat qu'il faut réunir tous les partis : ainsi, après l'institution canonique donnée aux évêques qu'il plaira au Premier Consul de nommer, je procéderai à leur réunion, de manière qu'il ne puisse rester aucun germe de trouble ou occasion d'humiliation.

Mais je prie M. le conseiller d'Etat d'observer, qu'avant l'institution canonique donnée aux évêques constitutionnels et par eux demandée dans la forme d'usage, ils ne communiquent point avec Sa Sainteté, par qui ils n'ont point été institués. Il faut donc que cette communication soit établie, après la publication du concordat, par les institutions canoniques données et demandées en exécution de ce concordat, avant que moi, Légat, je puisse reconnaître ceux qui n'ont eu, ou cessé depuis dix ans toutes les relations usitées avec le Saint-Siège.

J'observe à M. le conseiller d'Etat qu'il a raison de dire qu'il faut finir le schisme ; mais j'ajoute que l'on n'a demandé la démission aux anciens et l'abandon aux constitutionnels, que pour pouvoir, en exécution du concordat et par l'institution canonique donnée à tous ceux qui seront nommés par le Premier Consul, faire cesser les différends qui ont produit le schisme.

Je conviens avec M. le conseiller d'Etat que l'église métropole de Notre-Dame de Paris continue d'être église ; que les actes religieux par lesquels on imprime le caractère, qui y ont été célébrés, n'ont pas besoin d'être réitérés, et c'est en conséquence de cela que je ne me fais aucune peine d'aller à Notre-Dame.

Je ne demande point à être assisté d'anciens évêques ni d'autres prêtres tenant à eux ; car venant pour la paix et pour finir le schisme, je veux éviter tout ce qui pourrait occasionner des troubles.

Mais j'observe à M. le conseiller d'Etat que je ne puis non plus avouer, avant la publication du concordat et avant les institutions canoniques demandées et données en conséquence, les évêques et prêtres avec lesquels je ne puis entrer en communication que par ces deux choses.

J'ouvre mon cœur à M. le conseiller d'Etat, et je le prie de juger combien mes intentions sont droites et pures. Je ferai tout pour entrer dans les vues du Premier Consul, qui ne veut que le bien. Il peut nommer tel ecclésiastique qu'il jugera convenable

pour me recevoir à Notre-Dame, et y faire la prière pour la paix glorieuse qu'il vient de procurer au monde.

Je prie M. le conseiller d'Etat d'agréer l'assurance de ma haute considération, et de croire que, pour le bien de la chose, je suis obligé de suivre les formes et la marche dont je viens de parler. Je n'en remplirai que mieux les vœux qui sont dans la grande âme du Premier Consul.

—  
Bernier à Caprara.

Paris, 27 mars 1802.

Votre lettre a produit l'effet que nous en attendions. Il est arrêté que, comme un *Te Deum* sans clergé ne serait pas assez solennel, on attendra, pour le chanter, la ratification de la paix. Pendant ce temps, le concordat sera publié; et, quand vous chanterez le *Te Deum*, le clergé reconnu et institué vous environnera. Il n'y aura alors aucune difficulté. Je suis bien aise que tout se soit ainsi terminé. V. Em. peut donc se dispenser de tous préparatifs pour demain. Je la préviendrai des jours où elle recevra les visites, et de celui de sa réception.

(Cultes).

**1195. — Ph. Cobenzl à Colloredo.**

Paris, 27 mars 1802.

... Aujourd'hui le corps diplomatique a été invité à une audience extraordinaire près du Premier Consul à l'heure accoutumée. Il n'y eut point d'autre étranger admis à cette audience, à laquelle le Premier Consul reçut les compliments du corps diplomatique sur la signature de la paix. C'est la première fois que Bonaparte parut en costume civil, ayant des bas blancs et des boucles aux souliers, avec l'habit brodé en soie comme les conseillers d'Etat. On prétend qu'il gardera l'habit bourgeois, et ne paraîtra dorénavant en uniforme militaire qu'aux parades et dans les fonctions d'un chef d'armée, pour montrer au public qu'il n'a point de prédilection pour un état plus que pour un autre; qu'un Premier Consul n'est pas moins chef de la magistrature que chef des armées; et qu'il ne doit pas recevoir des ministres de paix et des citoyens ni paraître dans les fonctions



civiles avec le même costume avec lequel il marche à l'ennemi.<sup>1</sup> Ces petites bagatelles ne laissent [pas] que de faire effet sur la multitude. On croit déjà ne plus être sous un régime militaire, parce que le chef de la République endosse un habit bourgeois ; et, malgré la rigueur des lois, le manque d'argent, la cherté des vivres, le peuple affectionne Bonaparte, parce qu'il est toujours entouré de tout l'éclat d'un grand souverain ; que de nombreuses et superbes gardes le suivent partout ; que toutes les formes qu'il a adoptées, indiquent une distance énorme entre lui et tout autre individu : ce qui inspire un profond respect à ces mêmes démocrates, qui ont commencé par mépriser, et fini par conduire sur l'échafaud leur roi dès qu'il s'est mis de nouveau avec eux. Il n'y a que les Jacobins qui en murmurent, mais si bas qu'on ne les entend presque pas...

Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 3 avril 1802.

..On s'attend à présent aux dispositions qu'on prépare depuis longtemps pour les affaires de la religion<sup>2</sup>. Il avait déjà été annoncé que le cardinal légat célébrerait dimanche dernier à la cathédrale de Notre-Dame, et y entonnerait le *Te Deum*, lorsque, la veille, on lui fit dire que cela n'aurait pas lieu et que la chose serait différée jusqu'à l'échange des ratifications<sup>3</sup>. On dit que la liste des évêques est faite ; mais on se dispute encore toujours sur le moyen de les faire vivre, eux et tout le clergé...

(Arch. de Vienne).

<sup>1</sup> Cf. *J. des Débats*, du 8 germ. (29 mars). — « Après l'audience, qui fut très-courte, nous fûmes invités à passer dans l'appartement de Madame Bonaparte, à laquelle nous présentâmes nos compliments sur cet heureux événement » (Dép. de Stapfer, du 29 mars). En outre, depuis le 9 mars, le P. Consul commençait à établir en usage que les femmes des envoyés étrangers seraient reçues par Madame Bonaparte (cf. G. Jackson, *Diaries*, t. I, p. 78).

<sup>2</sup> « Point de concordat dans cette semaine, mais presque infailliblement dans l'autre » (Emery à Bausset, 28 mars).

<sup>3</sup> « ... Effectivement on avait ordonné le *Te Deum* pour dimanche dernier [28 mars]. A 11 heures je reçois une lettre de Bernier, qui me prévient de ne point faire chanter *Te Deum* jusqu'à ce que le gouvernement eût manifesté ses intentions. Ce qu'une partie du public ignore, c'est que le cardinal, conduit par Bernier, devait venir à Notre-Dame, accompagné seulement de ses gens, pour chanter le *Te Deum* ; que je n'en fus averti qu'à 8 heures du soir, le samedi, par

**1196. — Bernier à Caprara.**

Paris, 29 mars 1802.

La note que vous désirez<sup>1</sup> est entre les mains du Premier Consul. Il est à Malmaison. Je n'ai, ni ne puis avoir aucune espérance de l'avoir : la demande en paraîtrait tout au moins singulière, sinon suspecte. Le seul parti à prendre est d'aborder franchement la question avec M. Portalis, et par lui avec le Consul, à moins que vous n'aimiez mieux l'aborder vous-même avec le Consul, s'il vous reçoit, comme je l'espère à la suite de votre lettre d'hier<sup>2</sup>. J'attends sur cet objet l'expression de vos desirs le plus promptement que vous le pourrez. Voulez-vous que je parle, ou prendrez-vous vous-même cette peine dans une entrevue avec le Consul? Le tout est à votre choix : je ferai ce que vous voudrez.

J'ai l'honneur de vous adresser les lettres du chapitre de Cologne<sup>3</sup>...

J'ai fait écrire aux préfets dans l'arrondissement desquels on avait pris des prêtres, dans la Belgique.<sup>4</sup> Plusieurs de ces prêtres sont vraiment bien imprudents et semblent provoquer contre eux

un secrétaire français qui vint m'emprunter un manteau long ; qu'à 6 heures et demie du matin, je vais au cloître, où je trouve qu'on n'était point prévenu. C'était bien la chose la plus mal concertée, et la plus propre à donner du scandale. Heureusement le P. Consul avait, à 11 heures du soir le samedi, fait donner chez le Légat un contre-ordre » (Emery à Bausset, 2 avril. Voir aussi G. Jackson, *Diaries*, t. I, p. 80).

<sup>1</sup> Probablement la note des candidats à l'épiscopat, parce que Caprara, devenu moins confiant, s'efforçait désormais de savoir si les nominations comprendraient des constitutionnels.

<sup>2</sup> Caprara à Portalis, 28 mars : « Le card. Caprara a l'honneur d'exposer à M. le cons. d'Etat Portalis, que le plus doux de ses vœux serait de pouvoir témoigner de vive voix au Consul son admiration et sa satisfaction de la glorieuse paix qu'il vient de donner à l'Europe. Il est enchanté que trente ans de diplomatie l'aient mis dans le cas de juger des avantages que peuvent obtenir par des traités les différentes Puissances ; il n'en sent que mieux l'avantage inappréciable de cette dernière paix pour la France. Il serait affligé s'il ne pouvait exprimer ses sentiments à cet égard au P. Consul. Il prie M. Portalis de vouloir bien lui en ménager les moyens, en prenant sur cet objet les ordres du P. Consul. Il offre à M. le cons. d'Etat l'assurance de sa haute considération. » — Bernier connaissait d'autant mieux cette lettre, qu'il en avait rédigé lui-même la minute.

<sup>3</sup> Voir p. 129 notes.

<sup>4</sup> Ces arrestations avaient eu lieu surtout dans le diocèse de Liège.

ce qu'ils éprouvent. J'espère cependant que ces malheurs vont finir. Ils ne publieront plus que la Belgique va être indépendante.

Je joins ici l'adresse de M. Cavalier...

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

### 1197. — Caprara à Consalvi.

(n<sup>o</sup> 97)

Parigi, 4 aprile 1802.

Non ho passato, da chè sono in Parigi, nè giono più burrascoso del sabato 27 marzo, nè avuto momenti più critici ed imbarazzanti di quelli che vengo a narrare a V. Em.<sup>1</sup>

Circa alla due ore dopo il mezzo giorno, vale a dire sul punto che io ero per chiudere il piego, ebbi dalla bocca dell' abate Bernier, in compagnia di uno dei prefetti del palazzo consolare, le determinazioni del Primo Console sul punto di andare il giorno susseguente alla chiesa di Notre Dame, di ricevere visite, e di tutto quel più che per poscritto io riferii all' Em. V. con mia colonna di n<sup>o</sup> 91; ed in seguito di ciò avevo date e rispettivamente prese tutte le disposizioni perchè nulla mancasse in tal congiuntura, avendo perfino combinato che fosse del mio seguito in tal circostanza il degno Mgor Erskine.

Verso le ore cinque del giorno di sabato citato, ero alla metà della tavola, quando mi annunziarono essere venuti per commissione del Primo Console il consigliere Portalis e l'abate Bernier. Abbandonato il pranzo, mi ritirai nelle mie stanze per ascoltare da essi ciò che avevano da riferirmi.

Aprì la scena il consigliere Portalis, dicendo: « È mente dei Consoli, che alla funzione di domani, giorno in cui si canterà il *Te Deum* a Notre Dame in ringraziamento al Signore per la pace conclusa, v' intervengano ambi i cleri, vale a dire quelli che voi chiamate legittimi e che godono la comunione colla Chiesa romana, ed i costituzionali. »

L'Em. V. sarà facilmente persuasa che non mi scomposi ad una tale proposizione, poichè era facile il rispondervi, ed insieme persuadere il consigliere Portalis, che fino allora era l'unico che portava la parola (giacchè l'abate Bernier rimase in silenzio),

<sup>1</sup> Cette première phrase paraît effacée sur la minute.



non essere la dimanda combinabile in modo alcuno coi principi della religione che professa lui medesimo. Di fatto, dopo avergli pateticamente esposto i motivi per i quali non potevo assolutamente prestarmi alla richiesta, il consigliere mostrone di esser persuaso; ma mutando natura alla questione, e saltando, come suol dirsi, di palo in frasca, mi fece mille interrogazioni l'una dopo l'altra, e poi disse che il dare un rifiuto puro e crudo al Primo Console sulla dimanda, che esso per di lui ordine mi aveva fatta in principio, era lo stesso che volere tutto rovesciare, e rendere frustanee tutte le premure di N. S. e del governo francese sul punto del concordato, e un volere permettere che la Francia continuasse nello scisma, per porre fine al quale io era stato spedito Legato. — Per quanto mi angustiasse a prima giunta questo discorso (non ignorando quante reti si tendono, e da quante parti, perchè il concordato non abbia luogo, o perchè fra i nuovi vescovi vi siano posti i costituzionali), tutta volta ripigliando le stesse sue parole, gli replicai, che io nulla più desideravo che vedere cessato il fatale scisma; che a questo erano dirette le mire del Santo Padre, le fatiche mie, di chè speravo mi rendesse giustizia il Primo Console, quale per quanto esso consigliere dicesse, non sapevo persuadermi che una mia negativa risposta su di un affare impossibile ad eseguirsi, fosse per produrre nell' animo del Primo Console un disgusto tale da tutto porre in rovescio. — « Ah, o voi non lo conoscete, riprese il consigliere, o in questo momento fingete di non conoscerlo. Egli vuole che alla funzione di domani il clero sia numerosissimo, per renderla in tal guisa più solenne, e qualunque cosa se gli dica in contrario, non serve che ad irritarlo. Voi sarete debitori al mondo ed alla Francia di avere, per un oggetto sì piccolo, guastato un affare sì grande. » — Io a tal proposizione non soggiunsi, se non che mi son prestato, mi presto, e mi presterò a tutto ciò che è compatibile coi miei doveri; ma non credo che alcuno immagini di esigere da me ciò che nè per coscienza, nè per delicatezza io posso. Io non cangiai mai linguaggio; ed il consigliere dopo avere in vano tentato di ridurmi alla sua massima, riprese: « Ma questo affare deve accomodarsi; io ne ho accettata la commissione. Il Console prima delle sette ore ne attende il risultato, per prendere le determinazioni che crederà

più a proposito » ; e mostromi allora che io, medicando la cosa, potevo dare una risposta che, se non era affermativa, avrebbe almeno potuto mettere, come dicesi, l'acqua sul fuoco, e venire ad un' equa composizione. — Io tranquillamente e ridendo dissi : « Abborrisco la guerra ; amo la pace ; sono qui espressamente per prorogarla : onde salva la massima ed i principi cattolici, non ho difficoltà di ascoltare ciò che egli fosse per propormi, e pres-tarmici insieme in quel senso, e in quella parte che non urtasse coi miei doveri. »

Fu qui che comincio a parlare l'abbate Bernier, il quale disse : « Io che prevedevo a giusto titolo, che non vi sareste prestato alla proposizione di ammettere con voi alla funzione i costituzionali, ne avevo prima esternato al sig. consigliere il mio giudizio, e persuasolo, in seguito della cognizione sia del modo di vedere del Primo Console come degli altri due, ho insieme col medesimo concertata una risposta da darsi <sup>1</sup> da V. Em. in scritto » ; e pose fuori un foglio <sup>2</sup>, che diedemi a leggere, dicendo : « Il contenuto di questo non offende in minimo modo i vostri doveri. Vi è molta probabilità, che il Console ricevendo una negativa mescolata con delle espressioni che sono secondo il suo cuore, la cosa si componga, e che egli, o prescinda dalla dimanda, o trovi altro compenso adattato alla circostanza » ; e concluse : « Diversamente io pure temerei che una volta che il Console si è indotto a dare la commissione che il sig. consigliere ha eseguita con V. Em., se in qualche parte non viene secondato, s'irriti in modo da produrre delle conseguenze funeste. » Ad un apparato della natura che ambedue mi presentavano, mi posi in qualche angustia, e messomi a leggere il foglio, feci sul medesimo i rilievi opportuni, su de' quali andammo d'accordo. Finalmente, vedendomi posto nel duro bivio, o di rischiare di rovesciare tutto, o di dovere scegliere un mezzo che temperasse in qualche modo la burrasca, mi rivolsi allo stesso Bernier, dicendogli : « Giacchè voi che a sangue freddo, e non in un momento, come il mio,

<sup>1</sup> Sur la minute on trouve, à partir de ce passage, une variante qui va jusqu'à la fin de la dépêche, et qui est beaucoup moins développée. N'ayant pu savoir, par les arch. du Vatican, si c'était cette variante qui avait été définitivement adoptée par Caprara, nous avons préféré publier le texte primitif, parce qu'il est plus intéressant.

<sup>2</sup> Pièce n° 1194.

anche considerato il contenuto del foglio ed in coscienza, mi assicurate non esservi cosa che si opponga ai principi e massime nostre, colla sola vista di evitare un inconveniente che tutti due mi fate temere funesto, non ho difficoltà di far trascrivere il foglio e di darvelo sottoscritto. »

Accludo di questo la copia a V. Em. Il contenuto non è in sostanza che l'epilogo delle mille, come dissi di sopra, interrogazioni fattemi da Portalis. A debole mio giudizio, non vi trovo proposizione che offenda i sani principi. Mi sarei, come V. Em. può credere, trovato contento di non essere costretto a darlo; ma nella dura circostanza, era forza che io mi prestassi a qualche cosa che salvasse, come suol dirsi, la capra e il cavolo. Se mi sono ingannato, V. Em, lo attribuisca al timore di un male, e al desiderio di finire la cosa in bene.

Ma piaccia a Dio che vada così a finire! Sebbene nella sera stessa mi si scrivesse dall' abate Bernier<sup>1</sup>, che in seguito della lettura del mio foglio, il Primo Console avesse stabilito che un *Te Deum* senza clero non sarebbe bastantemente solenne; che quindi si differirebbe al momento della ratifica della pace; che fra tanto si farebbe la pubblicazione del concordato, e conchiudesse che mi avrebbe prevenuto, sì dei giorni nei quali io avrei ricevuto le visite delle autorità costituite, non meno che di quello della formale pubblica mia recessione; tutta volta non saprei predire come l'affare finirà, nè quando.

V. Em. si faccia presente come passavano le cose a tutta la precedente settimana, vale a dire a tutto il 27 del decorso, prima della partenza della posta; rifletta al repentino cambiamento fattosi nel passo di due ore, e converrà meco necessariamente, che gli sforzi che si fanno dal partito oppponente sono gagliardissimi; che in una parola i costituzionali e loro aderenti sono quelli che soffiano nel fuoco, e che certamente faranno di tutto per non essere abbandonati. Io, come sempre ho scritto, e come V. Em. stessa mi ha detto di avere riscontri per altra parte<sup>2</sup>, avevo diritto di lusingarmi che non avremmo avuto costituzionali fra i nuovi vescovi; ma, come sempre altresì le ho soggiunto, io vi-

<sup>1</sup> Pièce n° 4194, p. 266.

<sup>2</sup> Voir la pièce n° 4073.

vevo fra la speranza ed il timore, nè potevo esser tranquillo finchè non avessi in mano la nomina formale dei nuovi vescovi. Oltre i trentadue, dei quali le parlai con mia dei 27 marzo, non si è presa determinazione veruna, e V. Em. ben sente che da trentadue a sessanta vi è la differenza di ventotto. Di qual tempra e qualità possano quelli essere, Iddio solo lo sa; e se per fatalità o tutti o una gran parte fossero dei costituzionali, qual partito dovrei io prendere, a quale risoluzione appigliarmi? Il non ammetterli io, quando, come essi dicono, il Papa medesimo ha fatto rispondere al ministro Cacaault che gli avrebbe abbracciati al suo seno, e, premesse certe condizioni date per istruzione al Legato, gli avrebbe altresì fatta dare la canonica istituzione, è poco meno che impossibile. L'ammetterli è pericoloso, e funesto tanto religiosamente che politicamente. Dunque cosa fare?

Il contegno mio, fino al momento presente, è stato quello di caricare me, e non il Santo Padre, di tutto ciò che non fosse concorde colle viste del governo; e ciò per risparmiare alla Santità Sua e urti ed angustie. I mezzi e ragioni che ho perciò adoperate, tendevano a convincere della convenienza religiosa, ma più politica della Francia. Se queste non portano all'intento, dovrò per necessità cambiare linguaggio. Ma cambiandolo, quali saranno le conseguenze?

Il ristabilimento della religione deve da noi volersi; si deve fare di tutto perchè abbia luogo. Ma resta da decidersi se sia espediente di procedersi, a condizione di ammettere vescovi costituzionali. Se il non ammetterli producesse la non pubblicazione del concordato, cosa risolvere? Confesso il vero: io mi trovo nel massimo imbarazzo e nelle più grandi angustie, finchè dalla saviezza di V. Em. non mi si dica cosa debba farsi. Qualora, che Iddio non voglia, si nominino costituzionali, sono persuaso che non mi si presenteranno che pochi alla volta, per non dare a me un titolo di una resistenza invincibile; che non se ne pubblicheranno le nomine che ad una, ad una. Ma queste unità moltiplicate, a qual numero porteranno? Ed ammessone uno, due, o tre, come negare di ammettere gli altri, con persone che hanno il velle e il posse? Torno a ripetere, la condoni al mio cuore afflitto. Non so cosa fare, nè posso prevedere come e quando l'affare avrà fine.

(Cultes, Arch. de Caprara).

## 1198. — Caprara à Consalvi.

(n° 98)

Parigi, 4 aprile 1802.

Pubblicatasi quì la pace definitiva di Amiens, io feci sentire il desiderio che avevo di potere personalmente passare le mie congratulazioni col Primo Console ; ciò che risaputosi dal medesimo, il quale dalla scorsa domenica <sup>1</sup> è passato a Malmaison, mi fece sapere che gradiva questa mia disposizione, e che mi avrebbe veduto la sera di martedì 30 marzo. Una tal notizia mi fu data con biglietto ufficiale di quel giorno dal consigliere Portalis, il quale mi richiese ad un tempo che volesse accordargli un posto nella mia carrozza, dovendo egli pure venire colà in mia compagnia, e mancandogli per quella sera i propri cavalli <sup>2</sup>.

All' ora prefissami andai dunque dal Primo Console, accompagnato dal nominato consigliere. Il Console mi accolse con buona grazia ; mi contestò la sua gratitudine per aver desiderato di volergli fare complimento sulla pace conchiusa, e disse che di sì fausta notizia aveva dato conto direttamente al Santo Padre, come aveva fatto e farebbe di tutto altro oggetto che meritasse di esser posto a sua cognizione.

Passò quindi a dirmi, che fra i soggetti da destinarsi ai nuovi vescovati, piccolo sarebbe stato il numero dei costituzionali.—A questa proposizione, mi feci coraggio di richiamargli alla mente, e le lusinghe che sul proposito mi aveva sempre e date e fatte dare, il bene che ne derivava dall' escluderli, ed il male che assolutamente e immancabilmente ne risulterebbe dalla loro inclusione ; male che egli conosceva, poichè non passavano momenti che su di ciò non si avanzassero proteste e in voce e in scritto. Proseguì a dire, che in tal guisa veniva a mancarsi il fine che si era proposto il Papa ed esso nel fare il concordato ; che N. S., come egli medesimo Console conosceva dalle di lui lettere di pugno, non altra grazia chiedeva, che di ottenere che fra i nuovi

<sup>1</sup> Le dimanche 28 mars.

<sup>2</sup> « Le cons. d'Etat Portalis a l'honneur de prévenir M. le card. Caprara que le P. Consul, touché des sentiments que S. Em. vient de lui exprimer, recevra volontiers sa visite. Il l'invite en conséquence à se rendre chez lui ce soir, à sept heures, pour aller de là à Malmaison avec lui. Il le prie en même temps de lui donner une place dans sa voiture pour faire cette course, la sienne ne pouvant être aujourd'hui à sa disposition. »

vescovi non vi fosse verun costituzionale, perchè oltre le altre cose, ben si accorgeva che questo era somministrare ai vescovi non dimettenti, armi irresistibili, colle quali avrebbero incitato non solo la Francia, ma lo stesso intero cattolicismo; e conchiusi finalmente, che in tal guisa mi si faceva acquistare nel pubblico una taccia di non essere stato capace a persuadere il Primo Console, su di un oggetto che formava la sua gloria stessa, e che sia l'unico che potesse portare alla Francia una solida tranquillità e pace politica e religiosa.

A queste proposizioni, che accompagnai con sentimenti di angustia, riprese il Primo Console : « Due cose voglio ; e debbo dirvi intorno a ciò, i vescovi stessi dimettenti sono quelli che dicono nè potersi trovare male, nè esservi cosa che offenda la religione (proposizioni che già conoscevo) se saranno nominati vescovi costituzionali, purchè essi facciano ciò che dal Papa verrà loro prescritto per la necessaria riconciliazione. Il Papa stesso mi ha dato per scritto, mediante la nota responsiva a Cacault, che avrebbe abbracciato al suo seno i costituzionali, e che gli avrebbe fatto dare la canonica istituzione ; dunque il parlare ulteriormente su ciò è affatto inutile. La massima da me è abbracciata ; la risoluzione è presa : o questo, o niente. Dieci saranno i costituzionali ; due dei quali arcivescovi, e otto i vescovi. »

Mi sentii trafiggere, come V. Em. può immaginare ; ma non ostante mi posi a ricapitolare le conseguenze di tal determinazione ; procurai d'intenerirlo e di interessarlo per i riguardi che meritava N. S. Le feci sentire come e in quai sensi dovevano intendersi le risposte date nella nota di M. Cacault ; lo che esso doveva aver rilevato dalla contemporanea lettera confidenziale del Santo Padre : ma tutto indarno, poichè non ripetevansi che le stesse parole di sopra accennate. E per mio maggior cordoglio ed imbarazzo, il consigliere Portalis, che fino a quel momento aveva contestata la massima contrarietà per i costituzionali, dei quali neppure uno aveva posto nelle tre note date al Primo Console (come già a suo tempo prevenni V. Em.), si dimostrò difensore il più acerrimo dei costituzionali medesimi, ed incarì, come suol dirsi, la mercanzia. Io dunque dovrei allora combattere, non più uno, ma due sullo stesso oggetto. Dissi quel che umanamente era possibile. Mostrai l'inconsequenza e i pericoli manifesti per



la tranquillità della Francia nel sostenere un tal principio ; e rimproverato dal medesimo consigliere che i miei erano principi romani, risposi colla più gran franchezza, che mi facevo un impegno di seguire e propagare i principi romani, perchè sani e cattolici, ma non i suoi, perchè filosofici ; e qui realmente ci battammo qualche parola, senza che sulla particolare detta differenza dei principi suoi e miei, io cedesse un dito di terreno.

Accennai in questa occasione al Console, che se avessi assistito al *Te Deum*, comunicando, come volevasi, coi costituzionali, sarei rimasto sospeso, e non potrei conseguentemente esercitare i poteri di Legato fino a nuova autorizzazione.

Ma da tutto questo null' altro ne risultò se non che : « O questo, o niente. Il Papa lo ha promesso ; il Papa terrà parola, se ama che sia pubblicato il concordato, se ama che la Francia non continui ad essere separata dall' unità. » — A questo io replicai dicendo : « E pure credono, che sì gli ecclesiastici che i secolari delle rispettive diocesi, ricuseranno riconoscere per vescovi i costituzionali, e prestare loro ubbidienza. » — Riprese allora il Console : « Gli ecclesiastici che ardiranno di ciò fare, non li rilegherò a Cayenne ; ma tutti senza eccezione li manderò nella Romagna, dividendoli nelle varie città della medesima. »

In tale situazione, ragionai fra me stesso così. La pubblicazione del concordato pur troppo è necessaria, ed i buoni sì in voce sì in scritto non fanno che alzare le mani al Cielo perchè abbia luogo. Il differirla ulteriormente è lo stesso che aumentare il danno alle coscienze di infinite persone. Un mio positivo rifiuto a prestarci è lo stesso, che obbligare N.S. a porre esso medesimo il sigillo ad una cosa tanto dispiacevole ed ingrata. Dunque facendomi presente tutto ciò, dissi fra me : in una circostanza da cui non può prescindersi, meglio è che il mondo accusi me di avere in tal guisa aderito, che il Santo Padre in dirittura. E quindi, fattomi nuovamente a pregare che per carità, se non volevasi abbandonare l'idea dei costituzionali, se ne minorasse almeno il numero, ciò che neppure volle accordarmisi, « E bene, io dissi, giacchè sono sicuro che il Papa ha ceduto per la nomina, e rispettiva istituzione canonica dei costituzionali, siano sicuri ancora, che io non mi dipartirò di una linea dalle istruzioni che sul proposito mi sono state date, ed a qualsivoglia costo non pro-

cederò ad atto alcuno, se non si verifichino fino all' ultima parola le condizioni che esige N. S. dai costituzionali ravveduti, e che prescindendo anche dalla natura di costituzionali, sarò scrupoloso al massimo segno, come è mio dovere, sulle qualità dei medesimi. »

A questa mia proposizione manifestò marcato sdegno il Primo Console ; ma io in vece, acquistato coraggio, ripetei : « Credo di dovere agire così ; non posso in coscienza nè per onestà contenermi diversamente. » Molte furono le dimande e le insistenze che mi si fecero sul proposito ; nè io mi rimossi un apice dall' esposto. Il Console dunque, rivolto al consigliere Portalis, disse : « Avete inteso ciò che il Legato vuole ; dunque *vous en répondez*. »

Quali debbano essere i dieci costituzionali, e a quali sedi siano per essere destinati, non mi si disse, nè lo conosco a tutt' oggi. Mi annunziò che per arcivescovo di Parigi aveva fissato il vecchio vescovo di Marsiglia, e per vescovo di Orléans l'abbate Bernier, soggiungendo : « Diciotto saranno dei destinandi alle nuove sedi i vescovi antichi ; dieci, come ho detto, i costituzionali, ed il rimanente fino a sessanta saranno tanti ecclesiastici da consagrarsi. »

Passò quindi a leggermi il sistema organico<sup>1</sup> relativamente al culto e suoi ministri, stato esteso dal consigliere Portalis ; su del quale non è quasi possibile se non che io dia un leggiero cenno, e per la molteplicità delle cose che abbraccia, e perchè di esse, dopo l'indicata battaglia particolarmente, non è sperabile che io mi risovvenga. Quel che a me pare si è, che un tal sistema posi su due basi, cioè su i principi francesi, e sulle comuni massime dei sovrani attuali rispetto a tali materie. Ai vescovi si accorda una conveniente autorità, e forse anche maggiore di quella che avevano quì ed hanno altrove, ma a carico del clero secondario. A questi veramente la congrua assegnata non è tale, che non dovesse e convenisse farsi di più (cioè lire 20 mila all' arcivescovo di Parigi, 15 mila agli altri arcivescovi, ed ai vescovi chi 12, chi 10 mila<sup>2</sup>) ; lo che io stesso gli rilevai ; ed egli mi rispose che

<sup>1</sup> Le projet de règlement sur le culte catholique qui, en février, était qualifié d'Arrêté d'organisation, portait depuis peu le nom d'Articles organiques.

<sup>2</sup> L'art. 2 de la section 3 du titre IV, du Règlement sur le culte catholique (t. IV, p. 200) était devenu l'art. 65 du nouveau projet, et était ainsi rédigé : « Les évêques seront distribués en deux classes, déterminées selon l'importance



*brevi manu* avrebbe loro somministrate delle sovvenzioni, non potendo farlo apparentemente a carico della nazione, la quale gli rimproverà che per sostegno dei ministri del culto esaurisce il tesoro nazionale. Ma per ciò che riguarda quella dei curati, degli aiuti dei curati, dei vicari generali dei vescovi, dei capitoli delle cattedrali e metropolitane, dei seminari, cose tutte stabilite e fissate a carico del governo, a cui spese altresì debbono somministrarsi le rispettive case di abitazione <sup>1</sup>, la cosa mi è paruta sufficientemente discreta; oggetti tutti, come esso disse, ai quali non erasi obbligato. Durante la lettura, mi permessi di fargli fare diverse osservazioni su certi oggetti, de' quali alcuni non ebbe difficoltà di dipennare, altri di correggere.

Finita questa lettura, presi a dirmi: « Come Primo Console di Francia ho diritto alla nomina di tre cardinali, e di uno come presidente della Repubblica italiana. »

Quanto alla prima proposizione, io dissi esser certo, che mai i re di Francia avevano avuto diritto nè esercitatolo che per la nomina di un solo. Ed essendo venuto all' appoggio della proposizione del Console il consigliere Portalis, asserendo esservi degli esempi che i re di Francia avevano nominati tre cardinali, io soggiunsi allora: « Ciò ha esistito, perchè uno sia stato nominato col diritto che hanno le altre corone, e gli altri due per cessione di nomina di altre due potenze, cioè del re Giacomo d'Inghilterra e del re di Polonia, indifferenti su ciò in quella occasione, e desiderosi di fare un piacere al monarca francese. » — « Bene, riprese il Console, se la cosa è come voi dite, mi contenterò di una nomina come Console, il cui soggetto, disse, non voglio ma-

relative des villes où ils auront leur siège. Le traitement des évêques de la première classe sera de 12.000 francs ; celui des évêques de la seconde, de 10.000 francs. »

<sup>1</sup> Ces assertions sur le logement, sur le salaire du clergé du second ordre, sur celui des chapitres et des séminaires, sont si peu conformes aux dispositions des projets de Règlement sur le culte, qu'on est forcé de supposer que Caprara, alors très troublé, n'a point compris ce que le P. Consul lui a lu ou dit à cet égard. Bonaparte, loin d'avoir pensé à ce moment à fournir le traitement des chapitres et des séminaires (que d'après l'art. 10 du concordat il n'était pas obligé à doter), venait au contraire d'opérer une réduction considérable dans les dépenses stipulées à la charge de l'Etat, en diminuant de près des neuf dixièmes l'ancien nombre des curés (Voir la pièce n° 1190).

nifestare ora » (benchè a più riprese rientrasse sullo stesso argomento, meditando però la cosa in me, credo che il soggetto possa essere il fratello di Cambacérès, che già nomina vescovo: su del quale non vi è a ridire). « Ma ditemi, se il Papa fa cardinale il P. Caselli, perchè in qualità di teologo ha assistito alla conclusione del concordato, io vi ho pure il mio teologo Bernier, che vi ha avuto parte egualmente, e quale, come è giusto, desidero che sia fatto cardinale <sup>1</sup>. Desidero altrettanto, o per l'arcivescovo di Bordeaux, o per quello di Aix, avendo giuste ragioni di procurare ad uno di essi un tal distintivo. » — Io replicai, che conveniva rivolgersi per ciò a N. S.; ed aggiunsi, che probabilmente sarebbe stato necessario che per questo egli, il Console, se la intendesse colle corti che hanno come la Francia le nomine al cardinalato, e per averlo prima della promozione così detta delle corone, e per avere una o più nomine al cardinalato di quella che hanno le altre corti. — Su di chè, interrogomi se le corti vi avrebbero incontrata difficoltà. — Al che replicai: « Non ho luogo di crederlo, poichè questi sono piaceri che scambievolmente richiedonsi dalle corti fra loro. » — Ed egli allora soggiunse: « Dunque voi di tutto, in mio nome, informatene il Santo Padre. »

Esaurita la materia per la prima parte con soddisfazione del Console, passai a dimostrarle che in qualità di presidente della Repubblica italiana non le competeva nomina al cardinalato, e che certamente nè l'imperatore Giuseppe, nè la sua madre avevano nominato un cardinale, come sovrani della Lombardia. — Egli mostrò in principio di dubitare della mia assertiva; ma finalmente disse: « Sia pur verò ciò che dite; ma io per altro desidero che sia fatto cardinale Codronchi. » — Ed io allora ripresi: « Se tale è il costante di lei desiderio, potrà essere Mgor Codronchi cardinale, in qualità di arcivescovo di Bologna, con di lei raccomandazione, ed usando nell'atto della promozione, che lo proclama tale, perchè raccomandato dal P. Console, e perchè vuole che la metropolitana di Bologna abbia l'arcivescovo rivestito di tal dignità, come quasi sempre è stato in passato. » — Egli mostrossi soddisfatto di questo temperamento; ma proseguì: « Per dare un risalto alla rappresentanza della Repubblica

<sup>1</sup> Cf. t. III. p. 527; voir aussi t. IV, p. 113, note 1.

italiana, e per aggiustare le differenze che vi sono fra la medesima e la corte di Vienna, fa d'uopo che il cardinale Codronchi si porti a Vienna in qualità di ministro di essa Repubblica. » — Io risposi che veramente era contro il costume, e contro la disciplina, che sia un vescovo, molto più un cardinale, fosse nominato ministro fuori che per oggetti religiosi ed in servizio della Santa Sede <sup>1</sup>. — Su di ciò dunque, egli disse: « Fate presente questo mio desiderio al Santo Padre, il quale non avrà difficoltà di prestarvisi, perchè così esige il bene della cosa pubblica, e perchè d'altronde la sua missione sarà a breve tempo. »

Immediatamente poi prese a parlare del diritto, che supponeva di avere come presidente della Repubblica italiana, di nominare a tutti i vescovati, dicendo che come successore nei diritti temporali della medesima, succedeva altresì nel diritto di tali nomine. — Io risposi allora non essere questo il caso; che egli stesso poteva giudicarne, se rifletteva che sebbene rappresentasse attualmente in Francia l'antico monarca, il quale godeva le nomine, tutta volta per dovere egli godere di eguale privilegio, erasi dovuto dedurre ciò in patto nel concordato; e che, in conferma maggiore della mia assertiva, le ponevo innanzi l'esempio stesso dell'Imperatore, il quale come successore nei diritti sovrani della Repubblica veneta, ad effetto di poter nominare ai vescovati, era stato d'uopo che entrasse su di ciò in trattato col Papa, col quale si tratta. — « Ma ciò, ripigliò il Console, è vero? » — Risposi io: « È ciò certissimo. » — Onde sorridendo disse: « E bene, converrà chiedere al Papa la conferma dei privilegi che aveva la casa di Austria nella Lombardia, e così finire ogni difficoltà. Non dico altrettanto di ciò che riguarda le tre Legazioni, poichè già capisco che voi non volete che se ne parli; ed io non ne parlerò, contento che il Papa mi faccia per piacere Codronchi arcivescovo di Bologna, e Opizzoni di Ravenna. »

Così finì l'abboccamento che io ebbi col Primo Console, il quale tornò a ripetermi: « Di tutto questo ne renderete inteso,

<sup>1</sup> « Giorni sono, ebbi questione pure con Marescalchi sull'idea, di cui le diedi conto con mia del 4 aprile, sulla missione di Codronchi a Vienna, ed in tal circostanza ripetei ciò che dissi al P. Console su tal proposito » (dép. de Caprara, n° 134, du 5 juin).

in mio nome, il Santo Padre, da cui per mezzo vostro ne attendo le opportune risposte. »

Tutti quelli che sono tenuti a sapere gli affari che sonosi trattati in Amiens, asseriscono anche confidentemente ai loro amici, che nella pace colà segnata non vi sono assolutamente articoli segreti.

È stato da me il sig. Fravega, ministro di Genova, e mi ha detto, che essendo seguita la morte dell' arcivescovo, il suo governo aveva spedito a Roma la solita terna, in cui per il primo era nominato (ormai dirò così) il sig. cardinale Spina, per secondo il P. Dania, domenicano, per terzo il sig. Camilli, canonico della metropolitana. Ha aggiunto che desiderano che N. S. conferisse detta chiesa al lodato porporato, e che il medesimo non si ritenesse dalle difficoltà, che aveva palesate antecedentemente, dall'accetterla. Il governo e tutti i buoni di colà, come conven-gono pienamente sulle di lui qualità in ogni senso, così lo riguardano per sommamente atto nei momenti attuali per il bene di detta chiesa. Ne ho parlato istoricamente al sig. Talleyrand, e mi ha detto che il Console aveva sommamente applaudito al pensiero di detto governo <sup>1</sup>.

(Cultes, Arch. de Caprara).

### 1199. — Caprara à Consalvi

(particulière)

Parigi, 4 aprile 1802.

Si sovven-ga V. Em. di ciò che qualche mese addietro le dissi, cioè che generalmente la dilazione a concludere le trattative suol essere di ordinario utile, ma che nel caso nostro, mi pareva

<sup>1</sup> Spina avait été créé cardinal au consistoire du 29 mars. Nommé archev. de Gènes après la mort de Mgr Lercari, survenue le 18 mars, il devait être préconisé le 24 mai en cette qualité. — Portalis l'a félicité le 6 floréal (26 avril) : « J'ai appris, lui écrivait-il, avec la plus vive satisfaction, que le St. Père vient de récompenser votre mérite et vos vertus en vous élevant à la dignité de cardinal. Toutes les personnes qui ont eu l'honneur de vous connaître se réjouissent de la faveur signalée que vous accorde S. S. Votre promotion au siège de Gènes a été un nouveau sujet de joie pour tous ceux qui vous sont attachés. C'est un témoignage bien doux et bien glorieux que vous recevez de cette illustre République, votre patrie. » — Voir aussi une lettre du P. Consul, du 4 mai, dans Theiner, t. I, p. 430).

che quanto più si tardava, tanto maggiore era il nostro scapito. Si faccia pure presente, che tutte le volte che le ho dato conto delle lusinghe che mi si davano di non doversi avere costituzionali, sempre conchiudevo : non so esser tranquillo, finchè non abbia in mano le nomine formali dei vescovi. Pur troppo infelicamente si sono verificati questi miei presentimenti, ed ella ne ha la dolorosa istoria nell' odierno mio dispaccio. Non saprei esprimere qual settimana sia stata per me la decorsa. Ho pianto, ho pregato, ho mosso, come suol dirsi, cielo e terra ; ma il cielo e la terra sono stati sordi alle mie voci. Finalmente, posto nel duro bivio, o di non doversi più pubblicare il concordato, che è quanto cercavano e cercano i nemici della buona causa, o di vedere che N. S. stesso, cui si sarebbe spedito, fosse obbligato a sanzionare direttamente una sentenza cotanto ingrata, ho detto a me stesso : se conviene fare trista figura agli occhi di tutta la terra, dovere è che la faccia io, e non il Papa. Eccole, Emo padrone, la luttuosa recita di questo sì interessante affare, il cui dettaglio debbo per necessità accompagnare con varie non indifferenti dimande del Primo Console, il quale espressamente mi ha incaricato di tutte esattamente farle conoscere per di lei mezzo al Santo Padre. Voglia Iddio sostenerci tutti ad un colpo così ferale, e farsi che anche per simili vie la Divina misericordia renda fruttuosi i voti di N. S., e le fatiche somme di V. Em. nel concludere il concordato, e così ristabilire la cattolica religione in queste vastissime provincie, e che le coscienze dei loro abitanti si mondino da quelle lordure nelle quali hanno vissuto per tanti anni !

Siccome a suo tempo io dovrò far conoscere al Primo Console le decisioni pontificie per gli oggetti che ho dovuto riferire coll'odierna mia a colonna, ed oltre al non essere cosa tanto facile che io possa dare al medesimo le risposte in voce di dette materie, è più utile dare risposta in scritto, così V. Em. si degni manifestarmi in modo ostensibile i sentimenti pontifici, quali, come che riguardano oggetti toccanti tutti la Repubblica italiana, io procurerò di far conoscere al Primo Console per mezzo del citt. Marescalchi, bolognese, segretario degl' affari esteri di detta Repubblica.

In proposizione che io ho insistito martedì sera nell'abboccamento col Primo Console perchè, parendomi così l'uso, l'abbate

Bernier fosse nominato cardinale per una specie di nomina anticipata, lo stesso Primo Console, però senza durezza, ha insistito perchè il soggetto fosse indipendentemente da altro riflesso, da N. S. creato cardinale, per l'impegno e fatica che il medesimo si era data per il ristabilimento della religione in Francia.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

### 1200. — Consalvi à Caprara.

(n° 39 en chiffres)

Roma, 31 marzo 1802.

Relativamente agl' intrusi, il Santo Padre ha trovato che V. Em. ha fatto molto bene a fare porre sotto gli occhi del Primo Console il quadro di tutti i medesimi; onde, oltre le eccezioni che nascono dalla religione, veda anche nei connotati esposti nel di lei foglio lettera A, quanto male si corrisponderebbe alla necessità ed alla aspettazione della Francia, colla scelta di persone così notate dalla opinione pubblica. Ha pure ammirato il Santo Padre la solidità delle ragioni tratte dallo stesso interesse della Francia e del governo francese, espresse nell' altro foglio di V. Em., lettera B, che pure ha così saviamente fatto porre sotto gli occhi del Primo Console.

Quanto al partito ivi proposto, che quelli fra loro che siano riuniti alla Santa Sede Apostolica possano servire, ed assumersi in aiuto dei nuovi vescovi per lo esercizio delle loro funzioni, non lascia di vedere il Papa, che V. Em. ha dovuto pure offrire qualche cosa per facilitarli il più premuroso intento della loro esclusione dalla lista dei nuovi vescovi, benchè si riunissero alla Santa Sede Apostolica, per i motivi già dimostrati altre volte, che ciò sarebbe in ogni modo inopportuno, e di scandalo ai fedeli, e di pretesto ai vescovi renuenti per più ostinarsi nel non dimettersi. Vede però al tempo stesso il Papa il pericolo che ci può essere anche in tal progetto, il quale forse anderà a svanire da sè stesso, per il ricusarsi che essi faranno assai probabilmente di [sottomettersi] alla Santa Sede Apostolica nelle prescritte forme, con chè si renderanno inabili anche alla effettuazione del progetto accennato.

Quanto al complimento combinato da V. Em., secondo il suo foglio lettera C, ha ammirato il Santo Padre la saviezza con

cui è concepito, e la dignità del medesimo; non che l'aver così saputo scansare la questione del giuramento, inserendo nel compimento il necessario a promettersi<sup>1</sup>. Se si è in tempo, e se può farsi senza alcuno urto, parrebbe che la espressione « *ses tendres sentiments* » potrebbe cambiarsi in « *ses sentiments affectueux* », che nella sostanza dice assolutamente lo stesso, ma che senza qualche critica che i nemici vi potranno forse dare all'epiteto « *tendres* », specialmente in un paese dove le parole facilmente forniscono soggetto di censura o di ridicolo. Noi, che facessimo il concordato, ci ricordiamo l'opposizione che ci si fece quando parlando della scelta dei parrochi « *agréables au gouvernement* », essendoci stato fatto riflettere che si sarebbe giocato sulla parola « *des agréables de Paris* »; per cui si dove piuttosto dire « *agréables par le gouvernement* », che anzi per la ragione di una troppo attiva approvazione che se ne dava al governo, non finiva di piacere.

Nella Repubblica italiana è uscito un ordine del governo, che vieta la pubblicazione di qualunque stampa ai vescovi per fino delle collette (chiamate così dette), senza la preventiva placitazione del governo. Questo sì grande inceppamento dell'esercizio del loro ministero, desidera N. S. che sia tenuto a calcolo da V. Em., nelle misure che anderà prendendo con il governo francese su questo affare.

Debbo informare V. Em. che con la posta di ieri giunse lettera di M. Talleyrand a M. Cacault, che dà finalmente uno sfogo, niente felice, delle statue, ma che ci rassicura però sulla giustizia e bontà anche in ciò esternata dal Primo Console. In sostanza si dice a M. Cacault, che gli amministratori del museo hanno fatto conoscere al Primo Console, che nel rilasciare tali oggetti di arte a Roma, il bisogno che ha il museo di Francia di completare la sua collezione, esige che almeno abbia sette pezzi, che dà in nota, cioè uno di Braschi, che è niente meno che il famoso Antinoo, e gli altri sei di Albani. In somma si richiede tutto il buono, giacchè il resto niente vale. Si dice nella lettera, che il Primo Console, non volendo dare disgusto al Papa nel preeleggere, e desiderare il compimento del museo francese, lascia però al Papa di far ciò che gli parerà convenevole. Il

<sup>1</sup> Voir p. 211, note 1.



ministro però passa ad esporre tutte le ragioni che debbono determinare il governo romano a prestarvisi, facendo sentire che la Francia poteva far quello che non ha fatto, e che se il governo di Roma creda i due proprietari meritevoli di essere indennizzati, gli sarà facile il farlo (come se i suddetti pezzi sette valessero pochi scudi), e molte altre cose simili. Io darò d'ordine di N. S. a M. Cacault un foglio giustificativo della impossibilità in cui è il Papa di prestarvisi, e della necessità di profittare delle libertà che graziosamente gli accorda il Primo Console. Ne avviserò V. Em. contemporaneamente, quando gli darò il foglio indicato, ed intanto ho creduto di prevenirla di ciò per suo lume. Si vede che tutto il giro viene dal ministro dell' interno, a cui il ministro dell' esterno si è prestato per quanto la giustizia e bontà del Primo Console hanno permesso.

Arriva nel momento la posta di Francia. Appena ho il tempo di leggere il suo dispaccio dei 13 marzo, contenente i n° 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, non ch'è di rispondere, specialmente a questi ultimi due numeri, de' quali procurerò che V. Em. abbia le risposte che desidera, per oggi ad otto.

P. S. — Alla cifra di V. Em. dei 13 marzo n° 80, finita di scifrare nel momento quasi che parte la posta, altro non posso dire per ora, se non che, nel rendere le dovute lodi a tanta saviezza e tanto zelo che vi si scorge, rispondere alle due cose più essenziali, cioè alla pretensione che come presidente della Repubblica italiana compete al Primo Console il diritto di nomina. V. Em. è già stata istruita, e sa ella stessa a perfezione che ciò non sussiste, non avendolo mai avuto nemmeno l'Imperatore, come padrone della Lombardia, e non potendosi nemmeno accordare senza il consenso delle altre potenze, e senza doverlo rendere comune ai re di Napoli, di Firenze, ed altri, di modo che il Sagro Collegio sarebbe tutto pieno di nominati da altri che dal Papa. Su tale argomento ha così V. Em. potere [di] rispondere trionfantemente. L'altra cosa è il sospetto, in cui sembra che sia il Primo Console, che noi usiamo delle finzze ed astuzie, e che ricorriamo ad altri. Sfido se ne può addurre una prova; e M. Cacault potrà sempre attestare quanto tutto ciò sia falso, anzi quanto siamo abbandonati nelle mani del Primo Console, e quanta buona fede si usi in ogni cosa qualunque. V. Em.

può parlare, con estrema franchezza, su di ciò il linguaggio della verità.

Quanto al ricevere dalla Francia soccorsi in danaro, V. Em. può ben comprendere come ciò non converrebbe, e come siano le Legazioni quelle che ci interessano, sperandole N. S. dalla munificenza del Primo Console, quando potrà darle. Può V. Em. fare anche rilevare, che così nell' ampiezza delle concessioni, come nella delicatezza dei modi in tutto quello che il Primo Console ha dimandato, pare impossibile che non debba conoscersi quale sia l'animo verso di lui di N. S., e quale la condotta di questo pontificio governo.

(Cultes, Arch. de Caprara).

### 1201. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 15 germinal an X (5 avril 1802).

Hier 14 (4 avril), à une heure du matin, j'ai vu arriver ici un courrier expédié de Paris, du cabinet du Premier Consul: il était porteur d'une dépêche pour Sa Sainteté. J'ai fait conduire ce courrier chez le cardinal Consalvi, auquel il a remis la lettre du Premier Consul. J'ai su ensuite qu'elle annonçait la signature de la paix avec l'Angleterre, et qu'elle contenait un exemplaire imprimé du traité de paix.

Sa Sainteté a ordonné que le traité fût sur le champ imprimé sur deux colonnes, en français et en italien, et affiché avec profusion. Aujourd'hui, un édit a ordonné des illuminations générales dans toute la ville, pendant deux jours. Le Pape a fait appeler le courrier du Premier Consul, et lui a mis lui-même dans la main 40 sequins; ce qui vaut à peu près 20 louis. C'est de ce même courrier, chargé de porter la réponse du Pape au Premier Consul, que je profite pour vous adresser ce paquet.

Ce matin deux autres courriers, l'un expédié de Paris par le général Murat, l'autre de Milan par le général Charpentier, sont arrivés ici, apportant les mêmes nouvelles. Ils sont déjà repartis, continuant leur route vers Naples et Tarente. Nous en attendons un quatrième, qu'on assure avoir été expédié par vous<sup>1</sup>.

(Aff. étr., Rome, vol. 933).

<sup>1</sup> Dans une autre dépêche du même jour Cacault ajoutait : « Le P. Consul annonce au Pape que le concordat va être publié. La nouvelle de cette publica-

**1202. — Le Pape au P. Consul.**

Roma, 5 aprile 1802.

Carissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Noi vi esprimiamo in questa nostra lettera, o carissimo in Cristo figlio nostro, tutta la nostra riconoscenza per la lieta notizia che ci avete partecipata voi stesso della pace definitiva sottoscritta in Amiens; e ce ne rallegriamo con voi, che avete assicurato il riposo di Europa ed il sollievo dell' umanità. Questa vostra gloria vince anche quella delle vostre grandi imprese guerriere, da cui se ha potuto trarre vantaggio la vostra illustre nazione: dall' altra ridonda l'universale vantaggio della quiete e tranquillità generale delle nazioni tutte.

Noi non abbiamo lasciato di metter subito a parte della nostra consolazione il nostro popolo, e di far celebrare coi pubblici segni di allegrezza questo felice avvenimento.

Voi ci richiedete di farvi conoscere ciò che noi pensiamo dell' articolo di Malta, ed i mezzi che bisognerebbe impiegare per organizzare l'Ordine, come voi dite, il più prontamente, e conformemente ai nostri desideri. Aprendo con voi, come costantemente facciamo, il nostro cuore, noi vi diremo, che quanto alla elezione da farsi di un gran maestro dal capitolo generale in Malta, voi non ignorate che per parte della Russia eravamo stati richiesti di proceder noi a tale elezione; al che avevamo noi risposto, che conosciuto nei debiti modi, e convenienti, il voto della universalità o pluralità delle Lingue, ci saremmo prestati nelle debite forme all' adempimento di tali desideri. Ora che un solenne trattato, il quale secondo il paragrafo VI vien posto sotto la garanzia anche della stessa Russia, e delle altre potenze interessate alla restituzione da farsi all' Ordine dell' isola di Malta, disegna il modo di doversi procedere a tale elezione per mezzo del capitolo generale da radunarsi in quell' isola, noi lunghi dal frapporre alcun ostacolo dal canto nostro a tali misure,

tion, et les lettres de créance qui me sont nécessaires et qui ne pourraient plus être retardées sans inconvénient, sont probablement en route. Elles m'arriveront à l'époque où j'aurai fini de tout disposer pour déployer mon caractère, et satisfaire à tout, à l'égard de l'extérieur." — Cf. t. III, p. 513, note.

non lasceremo di contribuirvi anche con la nostra intervenzione ed autorità, nella persuasione della accessione e contentamento delle parti a ciò interessate; e toglieremo ogni difficoltà acciò la elezione possa farsi canonicamente, accettando una nuova rinunzia, o convalidando quella già fatta da chi è stato rivestito di tal dignità, onde possa in seguito procedersi alla scelta del soggetto, che il voto del consiglio generale giudicherà convenire al bene dell' Ordine stesso.

In quanto poi alle altre disposizioni che il trattato presenta relativamente all' Ordine, noi vediamo che hanno riconosciuto le stesse parti contraenti, che alcune di esse disposizioni portano un cambiamento essenziale nei suoi statuti, e per tali noi pure le ravvisiamo. Ora dovendo secondo il trattato questi cambiamenti convertirsi in leggi e statuti perpetui dell' Ordine, e richiedendoci voi quali mezzi bisognerebbe per organizzarlo, come voi dite, il più prontamente e conformemente ai nostri desideri, ci sembra che il mezzo più analogo agli statuti medesimi, ed il più pronto, ed atto a conseguir l'intento, sia il radunare il più sollecitamente che si possa il suddetto capitolo generale, in cui secondo lo stesso trattato si abbia ragione dei cambiamenti da convertirsi in leggi e statuti perpetui, essendo noi disposti a concorrere anche con la nostra intervenzione ed autorità, per quanto ci è possibile, alla conservazione e bene dell' Ordine, e soddisfazione delle potenze che si sono interessate. Noi pensiamo che a tali misure sia per concorrere ancora il contentamento e garanzia delle potenze, che vi sono state invitate, e sotto la protezione e garanzia delle quali osserviamo che viene messa, non meno la indipendenza dell' isola, che il trattato stesso.

Non potevate, o carissimo figlio nostro, darci annunzio più grato, di quello della imminente epoca del ristabilimento della religione in Francia. Dicendoci voi che ogni cosa era pronta, e che forse al giungerci della vostra lettera tutto sarebbe compito, ci aspettiamo ad ogni istante il corriere apportatore di sì sospirata notizia, che è il primo e più grande oggetto dei nostri fervidi voti. Noi speriamo che la vostra illustre nazione ne raccoglierà ben presto l'abbondante frutto di quella vera prosperità, che la religione sola può stabilmente dare ad un gran

popolo ; e voi avete la gloria immortale ed il giusto diritto alla pubblica sua riconoscenza, di avergliela procurata.

Ci siamo molto compiaciuti, che la vostra penetrazione abbia riconosciuto la convenienza di aumentare di altri dieci vescovi almeno il numero dei medesimi nella nuova circoscrizione. Ciò giustifica sempre più le speranze che abbiamo riposte in voi, che procurerete ogni giorno più l'incremento ed il bene di quella santissima religione, che a vantaggio della vostra nazione così saggiamente procurate di ristabilire.

Voi ci date una nuova riprova del vostro amore verso di noi, nell' obbligante pensiero che avete avuto di prender tutte le misure, perchè il ritorno delle truppe francesi non sia punto a carico del sacro patrimonio della Chiesa, ed avete in questo stesso un nuovo diritto alla nostra riconoscenza.

Desideriamo che siate persuaso del nostro più affettuoso attaccamento, e dei voti che costantemente facciamo per la vostra prosperità e ben essere. Ed a tale effetto, con la più grande effusione del nostro cuore, vi diamo amorosamente la paterna apostolica benedizione.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 5 aprilis 1802, Pontificatus nostri anno tertio.

(Arch. nat., AFiv 1694)<sup>1</sup>.

### 1203. — Consalvi à Caprara.

(particulière)

Roma, 5 aprile 1802.

Unisco alle lettere di ufficio queste due righe, per assicurare sempre più V. Em. della piena soddisfazione e benevolenza del Santo Padre, il quale sempre più ammira e commenda quanto si opera dall' Em. V. Mi permetta ancora di unire i miei voti per la buona sua salute, e le espressioni, non solo della mia ammirazione dei tanti pregi che ogni giorno più spiega V. Em., e sene dimostra fornito nell' esercizio della sua missione, ma le espressioni ancora del mio ossequioso, premurosissimo attaccamento, di cui a lungo tempo mi onoro.

Nel prossimo concistoro sarà l'Em. V. preconizzata per la chiesa di Milano<sup>2</sup>, e si provvederà insieme, nel modo che io le

<sup>1</sup> Le P. Theiner a publié une partie de ce bref (t. II, pièce XLVII).

<sup>2</sup> Caprara a été préconisé dans le consistoire du 24 mai.

dissi, per la ritensione di quella di Iesi. La di lei procura o commissione per la richiesta del pallio, sarà, io mi immagino, per istrada. Sua Santità si consola che non si parla di effettiva partenza per Milano, mentre desidererebbe che l'Em. V. si trattenesse in Parigi più lungamente che fosse possibile, essendo troppo utile per la Chiesa e per la Santa Sede che ella vi rimanga più che può, godendo la opinione ed affetto del Primo Console, e la stima universale. In verità che non si saprebbe come compensare una sì gran perdita.

Se V. Em. ha occasione di vedere Madame Brignole, le faceva i miei complimenti, e così al sig. abbate Bernier, e a Mgor Erskine se ancora è costà. E con profondo ossequio, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

#### 1804. — Consalvi à Caprara.

(n° 42 en chiffres)

Roma, 7 aprile 1802.

Relativamente all' uso delle facoltà date a V. Em. per la riconciliazione degli ecclesiastici ordinati dagl' intrusi, oltre il cenno che io le diedi con foglio in piano n° III, inserto nella prima delle mie lettere di ieri l'altro 5 corrente, trasmesse all' Em. V. con il corriere di ritorno spedito al Primo Console, trova N. S. che vi è anche da dire molto di più, per sospendere ogni grazia di riconciliazione a questi ecclesiastici che sono entrati nel santuario con una così sacrilega ordinazione.

La Santità Sua ha mostrato il dovuto coraggio apostolico per ricusarsi in ciò ai vescovi intrusi, e non ha data ad essi altre speranze, se non quella di riconciliarli alla Chiesa, e di riunirli al centro di unità : non ha detto di riabilitarli all' esercizio del loro ministero, alle funzioni episcopali, o a verun atto di giurisdizione. La ostinazione e la contumacia di essi è pur nota al Papa; ed a tutta la Francia. Ignoriamo ancora se qualcuno di essi voglia assoggettarsi alle leggerissime condizioni prescritte nel suo breve a Mgor arcivescovo di Corinto; e per quanto appare finora, sono ostinati nello scisma e nella inobbedienza. Se i padri, che hanno imposte le mani, sono così contumaci, quale speranza di ravvedimento può concepirsi dei figli, che hanno ricevuta l'ordinazione?

Sembra pertanto necessario di andare cauti e circospetti su

questo punto, di non fidarsi delle apparenze, e di esimere pentimento di persone che hanno succhiato un latte così velenoso, e che forse mostransi ora ravveduti, non per spirito di penitenza, ma per vedere che oramai cade a terra il partito dei vescovi costituzionali, e si ridonano alla Francia vescovi legittimi e canonicamente istituiti dal Romano Pontefice. E quale arme non si darebbe in mano degli stessi vescovi costituzionali, se V. Em., munita di apostolica autorità, fosse indulgente verso gli ecclesiastici intrusi del secondo ordine, e così severo verso quelli del primo ordine?

Per queste ragioni, quanto può essere plausibile che il sig. cardinale legato abbia le facoltà, per ogni buon fine, di assolvere e riconciliare questi ecclesiastici ordinati dagl' intrusi, altrettanto deve essere importante che Sua Em. si astenga ora dal fare uso di queste facoltà, e che si limiti soltanto ad assolverli dalle censure, ed ammetterli alla comunione laica, sospendendo per ora, e fino a tanto che si prenda un fisso sistema sugli affari ecclesiastici di Francia, di riabilitarli all' esercizio dell' ordine.

*Cultes, Arch. de Caprara).*

#### 1205. — Consalvi a Caprara.

(n° 42 en chiffres)

Roma, 7 aprile 1802.

Sicuramente V. Em. avrà rilevato da sè medesima le sostanzialissime variazioni, che l'articolo di Malta nel trattato di Amiens, porta nei suoi statuti. Sembra che possa temersi una somma opposizione del corpo dell' Ordine, specialmente al punto della Lingua Maltese, sì per sè stessa, che per le attribuzioni che le si danno. Resta pure da vedersi se l'imperatore di Russia, avendo assunto la protezione dell' Ordine, e l'impegno in faccia all' Europa di mantenere intatti i suoi statuti, fino a qual grado si presterà al rivolgersi che potessero fare a lui i cavalieri, e se accederà al trattato.

La risposta data da N. S. sembra che non potesse modellarsi meglio, sì per compiacere al possibile il Primo Console, sì per non compromettersi con altri; mentre quanto alla elezione si è mostrato dal Papa di non farsi alcuna difficoltà, premesso sempre che canonicamente vaci il posto, accettando una nuova rinuncia di Hompesch, convalidando la già fatta. E quanto alle



innovazioni contenute nel trattato, si è detto convenire che se ne abbia ragione nel capitolo generale, e che in seguito il Papa è disposto a concorrere, per quanto gli è possibile, alla conservazione e bene dell' Ordine, e contentamento delle potenze interessate, nella supposizione del loro accordo. Nè si può volere male al Papa di avere in vista un tale accordo, subito che lo hanno avuto le stesse parti contraenti. V. Em. può regolarsi in questo senso nelle occasioni, che possano su tal proposito presentarglisi successivamente.

Si sta in aspettazione di vedere quale esito avrà avuto la risposta data da qui sopra gli affari delle leggi organiche sul clero della Repubblica italiana, e sopra le nomine fatte dal Primo Console. E si sta pure in aspettazione dell' esito della pubblicazione del concordato, che si attende ogni giorno.

Sull' affare delle Legazioni, è inutile il ripetere il già detto. Basterebbe almeno il non pregiudicarsi, aspettando a poco a poco il resto; e certo che N. S. al pregiudicarsi non ci si presterà mai.

Il riflusso del ritorno delle truppe francesi sarà fatale in questi momenti, se non per la spesa, che il Primo Console ha assicurato non sarà a carico dello stato (sebbene non è da sperarsi che in fatto siano eseguite dagli altri le di lui intenzioni), certo per la consumazione dei grani, dei quali ci è tanta carestia, che le provincie sono affamate all' eccesso: onde l'aumento di sì grande quantità di consumatori, dà il più grande spavento.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

### 1806. — Lebzeltern à Colloredo.

Rome, 10 avril 1802.

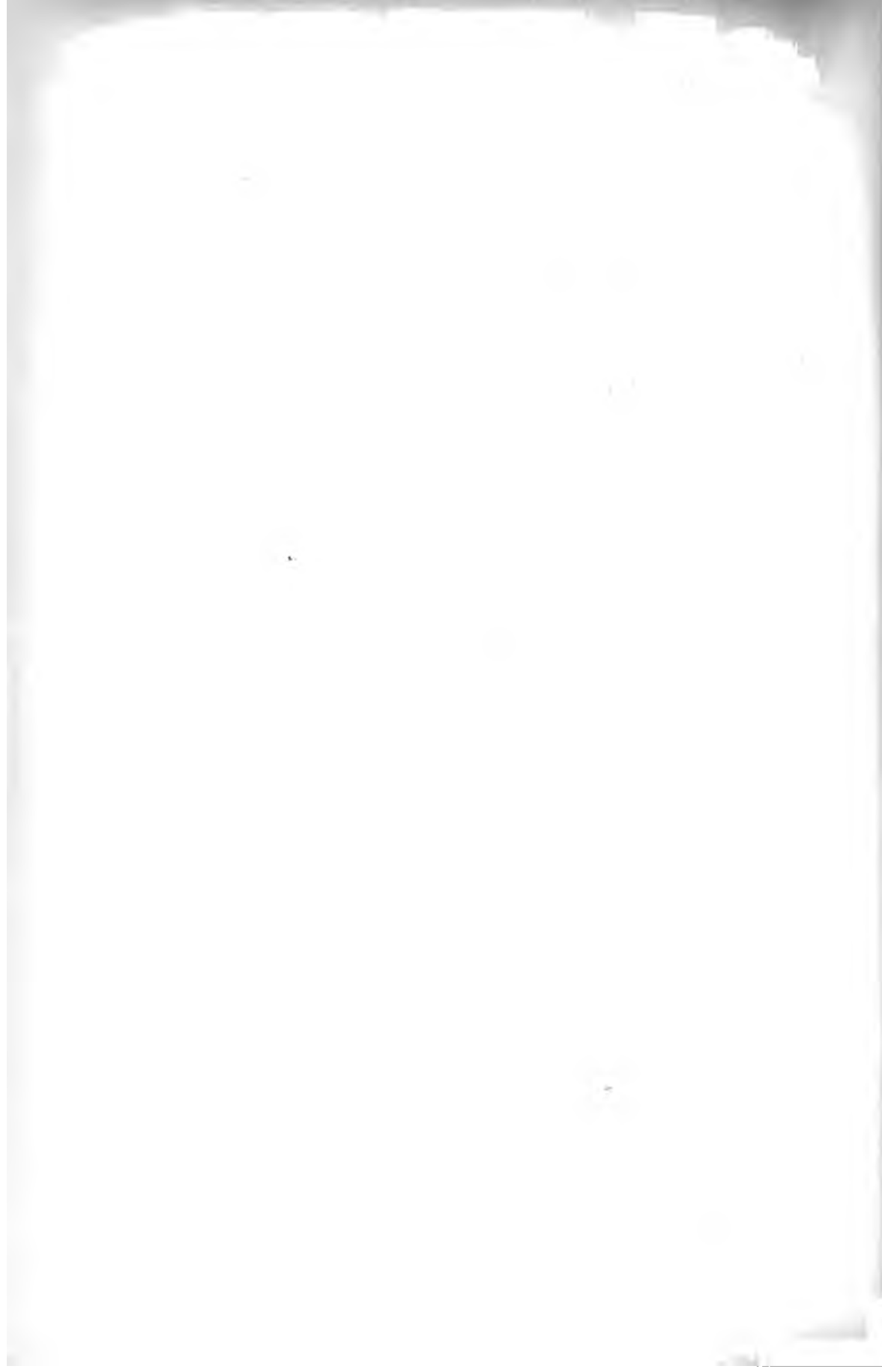
Le 4 du courant, un courrier, expédié du cabinet de Bonaparte, apporte à Sa Sainteté une lettre du Premier Consul, qui lui faisait part de la conclusion du traité de paix définitif, résultat du congrès d'Amiens; nouvelle que soixante courriers, partis à la même heure de Paris, annoncèrent à toutes les cours de l'Europe. Un second, expédié par le ministre des relations extérieures à M. Cacault avec le traité, n'arriva que le surlendemain. Néanmoins, le premier l'ayant apporté par hasard dans un Moniteur, cette cour s'est empressée de le publier et de l'afficher, et a ordonné deux jours d'illumination en réjouissance d'un événe-

ment, qui a fait bien peu de sensation ici et plutôt désagréable, le public voyant évanouies ses espérances que les affaires de l'Italie en général, et du Piémont, seraient enfin décidées d'une manière stable et à assurer la tranquillité dans ces malheureux pays, qui n'en jouissent point depuis si longtemps : car l'on ne peut envisager comme un état paisible celui d'incertitudes, de craintes et de servitude où ils sont constamment plongés. Les divers partis qui existent dans cette capitale, ont également reçu froidement une conclusion qu'ils attendaient avec tant d'impatience, voyant qu'il ne s'agissait que des préliminaires signés par lord Hawkesbury, avec quelques développements, même désavantageux au bon ordre des choses, ainsi qu'est jugé l'établissement de la Langue maltaise avec toutes les prérogatives y attachées ; et l'on croit pénétrer aisément l'objet de Bonaparte dans ces innovations, dont plusieurs si contraires aux statuts même de cet Ordre, qui pourront par la suite porter atteinte aux droits des autres Langues.

Les dernières lettres de Mgr le cardinal Caprara faisaient espérer qu'à la suite du traité d'Amiens le concordat serait incessamment rendu public, et l'on vit toujours ici dans cette attente flatteuse.

(Arch. de Vienne).

---



## PARTIE XXIV

### LA LOI DU 18 GERMINAL AN X.

Le P. Consul, pour bien marquer que les principes gallicans et les maximes de tolérance sont consacrés dans la réorganisation religieuse, se décide à faire voter par les assemblées la réglementation des cultes catholique et protestants, en même temps que le concordat.

Un projet de loi, comprenant à la fois la convention avec le Saint-Siège, et les règlements civils, qualifiés désormais d'articles organiques, est soumis le 2 avril au Conseil d'État. — Modifications importantes introduites dans les articles organiques des cultes protestants.

La réorganisation ne s'étend pas dès lors au culte juif, qui sera néanmoins protégé.

Retour de l'aide de camp Lebrun, avec la lettre du Pape.

La session extraordinaire du Corps législatif est ouverte le 5 avril. — Le P. Consul déclare que le rétablissement du culte en sera l'objet principal. — Le projet de loi sur les cultes est présenté à la première séance. Discours de Portalis : ton philosophique répandu à dessein dans cet exposé.

Le Tribunat, renouvelé et divisé en sections correspondantes à celles du Conseil d'État, adopte ce projet.

Il charge Lucien Bonaparte et le protestant Jaucourt d'en soutenir la discussion devant le Corps législatif, qui, renouvelé à son tour, le vote le 18 germinal. D'après la constitution, un délai de dix jours est nécessaire avant la promulgation.

---

### 1207. — Bernier à Consalvi.

Paris, 3 avril 1802.

Enfin après de longs retards, nécessités ou amenés par les circonstances, nous touchons au dénouement de la grande affaire qui nous intéresse. Le concordat a été hier admis, sans discussion<sup>1</sup>, au Conseil d'État. Il s'imprime en ce moment, et lundi,

<sup>1</sup> On a vu que le 6 août 1801, le P. Consul avait donné lecture du concordat au Conseil d'État, mais sans provoquer aucune observation (t. III, p. 438 note; p. 442 notes et p. 464). Il en a été de même à la séance du 2 avril, où cet acte a

5 avril, il sera présenté au Corps législatif, comme les traités ordinaires, non pour l'approuver ou le rejeter, mais pour le promulguer comme loi de la République. Cet acte le rendra plus obligatoire, plus national et plus permanent.

Je laisse à Son Em. le cardinal légat le soin de vous instruire de ce dénouement, si longtemps attendu : je me contente de vous l'annoncer comme certain, en vous ajoutant que cette Eminence a fait, et fait encore les plus grands efforts pour que vous soyez pleinement satisfait. Je ferai de mon côté tout ce qui sera en moi, pour le bien de l'Eglise, que je sais être inséparable de celui de ma patrie.

Je ne puis vous exprimer combien je suis touché de ce que Sa Sainteté a daigné me faire dire par V. Em. <sup>1</sup> Soyez auprès d'elle l'interprète de mes sentiments, de mon dévouement sans bornes, et de mon profond respect. Votre bon cœur rendra plus éloquemment que moi, les expressions du mien, et, quelque fortes qu'il les emploie, elles ne seront pas exagérées.

J'écris à Mgr Spina, pour le féliciter sur l'éminente dignité qu'il vient d'obtenir. Elle est la récompense de ses travaux ; elle ne pouvait être précédée par un plus beau moment que celui des funérailles de Pie VI. C'était un triomphe qui en précédait un autre. J'en ai lu les détails avec attendrissement ; j'en ai fait part au Consul. Je lui ai lu ce qui le concernait dans votre lettre : il y a été fort sensible, et m'a chargé de vous dire mille choses honnêtes de sa part, en m'assurant qu'il recevrait toujours avec un vrai plaisir les témoignages de votre souvenir.

Tous nos évêques rentrés sont rayés<sup>2</sup>. Ils ont tous déclaré vouloir accepter de nouvelles fonctions : un grand nombre d'entre eux sera réélu. Je ne m'attends à aucune difficulté au Corps législatif pour le concordat. Ce sera sa première opération ; il la

été présenté comme un traité, qui par suite ne comportait plus de discussion. Rœderer raconte (*Mém.* t. III, p. 430), que, lorsqu'on lut la bulle de ratification, qui se terminait ainsi : « Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum » (Cf. t. III, p. 289), le P. Consul a souri, et tout le Conseil a ri. »

<sup>1</sup> Cette lettre, qui n'a pas été retrouvée, avait été envoyée de Rome le 24 février. Il ne faut pas la confondre avec une autre lettre, écrite par Consalvi à Bernier le 18 mars (Cf. p. 112), et qui n'est arrivée à Paris que le 6 avril.

<sup>2</sup> C'est à dire, rayés de la liste des émigrés (voir p. 236, note 1).

fera bien. Lucien Bonaparte, devenu tribun, se prépare à l'appuyer par un discours.

Mgr Spina a eu raison de vous dire que je vous étais attaché pour la vie. Ce sentiment ne s'éteindra qu'avec moi, et j'éprouverai toujours un plaisir sensible à répéter à V. Em., combien je l'aime et la respecte, et avec quel zèle je voudrais pouvoir faire ce qui lui serait agréable.

(Arch. du Vatican)<sup>1</sup>.

### 1208. — Rapport de Portalis sur les art. organiques de la convention.

[Paris, 4 avril 1802].

Toutes nos assemblées nationales ont décrété la liberté des cultes<sup>2</sup>.

Le devoir du gouvernement est de diriger l'exécution de cette importante loi vers la plus grande utilité publique.

Tout gouvernement exerce deux sortes de pouvoirs en matière religieuse : celui qui compète essentiellement au magistrat politique en tout ce qui intéresse la société, et celui de protecteur de la religion elle-même.

Par le premier de ces pouvoirs, le gouvernement est en droit de réprimer toute entreprise sur la temporalité, et d'empêcher que, sous des prétextes religieux, on ne puisse troubler la police et la tranquillité de l'État : par le second, il est chargé de faire jouir les citoyens des biens spirituels, qui leur sont garantis par la loi portant autorisation du culte qu'ils professent.

De là, chez toutes les nations policées, les gouvernements se sont conservés dans la possession constante de veiller sur l'administration des cultes, et d'accueillir, sous des dénominations qui ont varié selon les lieux et les temps, le recours exercé par les personnes intéressées, contre les abus des ministres de la reli-

<sup>1</sup> Publié par Theiner, t. I, p. 397.

<sup>2</sup> La constitution de l'an VIII était muette sur ce point (Cf. *Le Publiciste* du 15 nivôse an VIII). Toutefois, à plusieurs reprises, le P. Consul avait déclaré publiquement qu'elle garantissait la liberté des cultes (Voir *Corr.* n<sup>o</sup> 4473, et t. IV, p. 441), et cette affirmation indiquait du moins en quel sens le gouvernement était résolu à interpréter la constitution.

gion, et qui se rapporte aux deux espèces de pouvoirs dont nous venons de parler.

On n'a plus à craindre aujourd'hui les systèmes ultramontains, et les excès qui ont pu en être la suite. Nous devons être rassurés contre des désordres auxquels les lumières, la philosophie et l'état présent de toutes choses opposent des obstacles insurmontables.

Dans aucun temps, les théologiens sages et instruits n'ont confondu les fausses prétentions de la cour de Rome avec les prérogatives religieuses du pontife romain<sup>1</sup>.

Il est même juste de rendre aux ecclésiastiques français le témoignage, qu'ils ont été les premiers à combattre les opinions ultramontaines. Nous citons en preuve la déclaration solennelle du clergé en 1682. Par cette déclaration, il rendit un hommage éclatant à l'indépendance de la puissance publique et au droit universel des nations.

Les ministres catholiques reconnaissent un chef visible, qu'ils regardent comme un centre d'unité dans les matières de foi; mais ils enseignent en même temps que ce chef n'a aucun pouvoir direct ni indirect sur le temporel des États, et qu'il n'a, dans les choses même purement spirituelles, qu'une autorité subordonnée aux conciles et réglée par les anciens canons.

Ceux d'entre les ecclésiastiques qui seraient assez aveugles pour croire que le pontife romain, ou tout autre pontife, peut se mêler, en quelque manière que ce soit, du gouvernement des peuples, inspireraient de justes alarmes, et offenseraient l'ordre social.

On ne doit jamais confondre la religion avec l'État : la religion est la société de l'homme avec Dieu ; l'État est la société des hommes entre eux.

Or, pour s'unir entre eux, les hommes n'ont besoin ni de révélation, ni de secours surnaturels ; il leur suffit de consulter leurs intérêts, leurs affections, leurs forces, leurs divers rapports avec leurs semblables ; ils n'ont besoin que d'eux mêmes.

La question de savoir si le chef d'une société religieuse ou tout autre ministre du culte a un pouvoir sur les États, se réduit

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 172, note.



aux termes les plus simples. Chaque homme, par la seule impulsion de la loi naturelle, n'est-il pas chargé du soin de sa propre conservation ? Ce que chaque homme peut pour son salut individuel, pourquoi le corps politique, qui est une vaste réunion d'une multitude d'hommes, ne le pourrait-il pas pour leur salut commun ? La souveraineté est-elle autre chose que le résultat des droits de la nature combinés avec les besoins de la société ?

Ces questions n'ont jamais appartenu à la théologie ; elles sont purement civiles. Elles doivent être décidées par les maximes générales de la société du genre humain : car c'est sur le droit universel des gens, qui ne reçoit point d'exception parce qu'il est fondé sur le droit naturel, qu'est appuyé le grand principe de l'indépendance des gouvernements. Nier cette indépendance, ce serait affaiblir, ce serait rompre les liens qui unissent les citoyens à la cité, ce serait se rendre criminel d'État.

Les articles organiques consacrent toutes ces grandes vérités, qui sont le fondement de tout ordre public, et indiquent toutes les précautions que la sagesse de nos pères avait prises pour en conserver le précieux dépôt.

L'unité de la puissance publique et son universalité sont une conséquence nécessaire de son indépendance. La puissance publique doit se suffire à elle-même : elle n'est rien, si elle n'est tout. Les ministres de la religion ne doivent point avoir la prétention de la partager ni de la limiter.

Si l'on a vu ces ministres exercer autrefois, dans les officialités, une autorité extérieure et coactive sur certaines personnes et sur certains objets, il ne faut point perdre de vue que cette autorité n'était que de concession et de privilège : ils la tenaient des souverains ; ils ne l'exerçaient que sous leur surveillance, et ils pouvaient en être dépouillés s'ils en abusaient<sup>1</sup>.

On doit donc tenir pour incontestable que le pouvoir des Clefs est limité aux choses purement spirituelles ; que ce pouvoir est plutôt un simple ministère qu'une juridiction proprement dite ; et que si le mot juridiction, inconnu dans les premiers siècles, a été consacré par l'usage, c'est sous la condition qu'on ne veuille

<sup>1</sup> Observations de M. Talon (*note de Portalis*).

pas convertir le devoir d'employer les moyens de persuasion en faculté de contraindre, et le ministère en domination.

Suivant la remarque d'un écrivain très profond, on ne refuse à l'Église le pouvoir coactif ou proprement dit, que parce qu'il est impossible qu'elle l'ait, attendu l'objet et la fin du sacerdoce, et la nature de l'homme, qui n'est soumis aux préceptes de la religion qu'en tant qu'il est parfaitement libre et capable de mériter et de démériter. Ceux d'entre les ecclésiastiques qui réclameraient ce pouvoir, ne sauraient où le placer, et ne pourraient en faire usage sans détruire l'essence même de la religion.

Lorsqu'en examinant les bornes naturelles du ministère ecclésiastique, on attribue exclusivement à la puissance publique la disposition des choses temporelles, en réservant aux pasteurs les matières spirituelles, on n'entend pas sans doute laisser comme vacant entre ces limites le vaste territoire des matières qui ont à la fois des rapports et avec la religion et avec la police de l'État, et qui sont appelées mixtes par les jurisconsultes, ni permettre indifféremment aux ministres du culte d'y faire des incursions arbitraires, et d'ouvrir des conflits journaliers avec le magistrat politique. Un tel état de choses entraînerait une confusion dangereuse, et rendrait souvent le devoir de l'obéissance incertain.

Il faut nécessairement qu'il y ait une puissance supérieure qui ait droit, dans cette espèce de territoire, de lever tous les doutes et de franchir toutes les difficultés. Cette puissance est celle à qui il est donné de peser tous les intérêts, celle de qui dépend l'ordre public et général, et à qui seule il appartient de prendre le nom de puissance, dans le sens propre.

C'est un principe certain, que l'intérêt public, dont le gouvernement tient la balance, doit prévaloir dans tout ce qui n'est pas de l'essence de la religion : aussi le magistrat politique peut et doit intervenir dans tout ce qui concerne l'administration extérieure des choses sacrées.

Il est, par exemple, de l'essence de la religion que sa doctrine soit annoncée : mais il n'est pas de l'essence de la religion qu'elle le soit par tel prédicateur ou par tel autre ; et il est nécessaire à la tranquillité publique qu'elle le soit par des hommes qui aient la confiance de la patrie. Il est quelquefois même

nécessaire à la tranquillité publique, que les matières de l'instruction et de la prédication solennelle soient circonscrites par le magistrat. Nous en avons plusieurs exemples dans les capitulaires de Charlemagne.

L'Eglise est juge des erreurs contraires à sa morale et à ses dogmes : mais l'État a intérêt d'examiner la forme des décisions dogmatiques, d'en suspendre la publication quand quelques raisons d'État l'exigent, de commander le silence sur des points dont la discussion pourrait agiter trop violemment les esprits, et d'empêcher même, dans certaines occurrences, que les consciences ne soient arbitrairement alarmées.

La prière est un devoir religieux : mais le choix de l'heure et du lieu que l'on destine à ce devoir, est un objet de police.

L'institution des fêtes, dans leur rapport avec la piété, appartient aux ministres du culte : mais l'État est intéressé à ce que les citoyens ne soient pas trop fréquemment distraits des travaux les plus nécessaires à la société, et que, dans l'institution des fêtes, on ait plus d'égard aux besoins des hommes, qu'à la grandeur de l'Être qu'on se propose d'honorer.

Les articles organiques fixent sur ces objets, et sur d'autres qu'il serait inutile d'énumérer, la part que doit y prendre la puissance publique.

La matière des mariages demandait une attention particulière. Anciennement ils étaient célébrés devant le propre curé des contractants, qui était à la fois ministre du contrat au nom de l'État, et ministre du sacrement au nom de l'Eglise. Cette confusion dans les pouvoirs différents que l'on confiait à la même personne, en a produit une dans les idées et dans les principes. Quelques théologiens ont cru et croient encore qu'il n'y a de véritables mariages que ceux qui sont faits en face de l'Eglise. Cette erreur a des conséquences funestes. Il arrive en effet que des époux, abusés ou peu instruits, négligent d'observer les lois de la République, se marient devant le prêtre sans se présenter à l'officier civil, et compromettent ainsi, par des unions que les lois n'avouent pas, l'état de leurs enfants et la solidité de leurs propres contrats. Il est nécessaire d'arrêter ce désordre, et d'éclairer les citoyens sur un objet duquel dépend la tranquillité des familles.

En général, c'est à la société à régler les mariages : nous en attestons l'usage de tous les gouvernements, de tous les peuples, de toutes les nations.

Le droit de régler les mariages est même, pour la société, d'une nécessité absolue et indispensable. C'est un droit essentiel et inhérent à tout gouvernement bien ordonné, qui ne peut abandonner aux passions et à la licence les conditions d'un contrat, le plus nécessaire de tous les contrats, et qui est la base et le fondement du genre humain.

Nous savons que le mariage n'est pas étranger à la religion, qui le dirige par sa morale, et qui le bénit par un sacrement. Mais les lumières que nous recevons de la morale chrétienne, ne sont certainement pas un principe de juridiction pour l'Église ; sinon il faudrait dire que l'Église a droit de tout gouverner, puisqu'elle a une morale universelle qui s'étend à tout, et qui ne laisse rien d'indifférent dans les actes humains. Ce serait renouveler les anciennes erreurs, qui, sur le fondement que toutes les actions avaient du rapport avec la conscience, faisaient de cette relation un principe d'attraction universelle pour tout transporter à l'Église.

Le rapport du mariage au sacrement n'est pas non plus une cause suffisante pour rendre l'Église maîtresse des mariages.

Aujourd'hui même on reconnaît des mariages légitimes qui ne sont pas sanctifiés par le sacrement : tels sont les mariages des infidèles, et de tous ceux qui ont une foi contraire à la foi catholique ; tels étaient les mariages présumés, qui étaient si communs avant l'ordonnance de Blois. L'usage de l'Église est même de ne pas remarier les infidèles qui se convertissent.

Le mariage est un contrat qui, comme tous les autres, est du ressort de la puissance séculière, à laquelle seule il appartient de régler les contrats.

Les principes que j'invoque, furent attestés par le chancelier de Pontchartrain, dans une lettre écrite, le 3 septembre 1712, au premier président du parlement de Besançon. Dans cette lettre, le chancelier de Pontchartrain, après avoir distingué le mariage d'avec le sacrement de mariage, établit que le mariage en soi est uniquement du ressort de la puissance civile ; que le sacrement ne peut être appliqué qu'à un mariage contracté selon

les lois ; que la bénédiction nuptiale, appliquée à un mariage qui n'existerait point encore, serait un accident sans sujet ; et qu'un tel abus des choses religieuses serait intolérable.

Il est donc évident qu'il doit être défendu aux ministres du culte d'administrer le sacrement de mariage, toutes les fois qu'on ne leur justifiera pas d'un mariage civilement contracté.

Après avoir déterminé les rapports essentiels qui existent entre le gouvernement de l'État et l'exercice du culte, les articles organiques entrent dans quelques détails sur la discipline ecclésiastique considérée en elle-même, et dans ses rapports avec la religion.

La majestueuse simplicité des premiers âges avait été altérée par une multitude d'institutions arbitraires. Le véritable gouvernement de l'Église était devenu méconnaissable au milieu de toutes ces institutions. Depuis longtemps on s'était proposé de réformer l'Église dans le chef et dans les membres. Mais ces réformes salutaires rencontraient sans cesse de nouveaux obstacles ; la voix des prélats vertueux et éclairés était étouffée, et le mal continuait sous les apparences et le prétexte du bien.

Les circonstances actuelles sollicitent et favorisent le retour aux antiques maximes de la hiérarchie chrétienne.

Tel est l'ordre fondamental de cette hiérarchie : tous ceux qui professent la religion catholique sont sous la conduite des évêques, qui les gouvernent dans les choses purement spirituelles, avec le secours des prêtres et des autres clercs.

Les évêques sont tous égaux entre eux, quant à ce qui est de l'essence du sacerdoce. Il n'y en a qu'un qui soit regardé comme établi de droit divin au-dessus des autres, pour conserver l'unité de l'Église, et lui donner un chef visible, successeur de celui que le Fondateur même du christianisme plaça le premier entre ses apôtres.

Toutes les autres distinctions sont réputées de droit humain et de police ecclésiastique<sup>1</sup>. Aussi ne sont-elles pas uniformes ; elles varient selon les temps et les lieux.

Dans les premières années de l'établissement du christianisme, les apôtres et leurs disciples résidèrent d'abord dans les

<sup>1</sup> Fleury, institut. au droit eccl., part. I, chap. 14 (note de Portalis).

grandes villes. Ils envoyèrent des évêques et des prêtres pour gouverner les églises situées dans les villes moins considérables. Ces églises regardèrent comme leurs mères, les églises des grandes villes, que l'on appelait déjà métropoles dans le gouvernement politique.

Lorsqu'une religion naît et se forme dans un État, elle suit ordinairement le plan du gouvernement où elle s'établit : car les hommes qui la reçoivent et ceux qui la font recevoir, n'ont guère d'autres idées de police que celles de l'État dans lequel ils vivent.

En conséquence, à l'imitation de ce qui se passait dans le gouvernement politique, les évêques des grandes villes, tels que ceux d'Alexandrie, Antioche et autres, obtinrent de grandes distinctions ; et il faut convenir que ces distinctions furent utiles à la discipline. On reconnut des églises métropolitaines. Les pasteurs qui étaient à la tête de ces églises, furent appelés archevêques. Dans la suite, on donna à quelques-uns d'entre eux, les noms de patriarche, exarque, ou primat. Quelquefois un grand pouvoir était attaché à ces titres ; quelquefois ces titres étaient donnés sans nouvelle attribution de pouvoir.

Les noms de patriarche, exarque, et autres semblables, furent surtout en usage chez les Grecs. En Occident, le titre d'archevêque fut uniformément donné à tous les métropolitains ; et si les diverses révolutions arrivées dans les États qui se formèrent des débris de l'empire romain, donnèrent lieu à l'établissement de plusieurs primats, ce titre ne fut qu'honorifique pour tous ceux qui le portèrent, à l'exception du primat archevêque de Lyon, dont la supériorité était reconnue par l'archevêque de Tours, par l'archevêque de Sens, et par celui de Paris autrefois suffragant de Sens<sup>1</sup>.

L'ancienneté des métropoles et leur évidente utilité pour le maintien de la discipline, doivent en garantir la conservation. Mais le judicieux abbé Fleury a remarqué qu'elles avaient été trop multipliées, et qu'on ne les avait souvent érigées que pour honorer certaines villes. Il observe qu'elles étaient plus rares

<sup>1</sup> Fleury, XVI, ch. 14 (*note de Portalis*).

dans les premiers siècles, et que leur trop grand nombre est un abus préjudiciable au bien de l'Église<sup>1</sup>.

Dans les premiers temps, il y avait un évêque dans chaque ville : dans la suite, plusieurs villes ont été sous la direction du même évêque.

L'étendue plus ou moins grande des diocèses a suivi les changements et les circonstances, qui influaient plus ou moins sur leur circonscription. On trouve des diocèses immenses en Allemagne et en Pologne. Ils sont plus réduits en Italie. En France, on les réunissait ou on les démembrait, selon que des motifs d'utilité publique paraissaient l'exiger. Aujourd'hui les changements survenus dans les circonscriptions politiques et civiles rendent indispensable une nouvelle circonscription des métropoles et des diocèses, dans l'ordre ecclésiastique ; car la police extérieure de l'Église a toujours plus ou moins de rapport avec celle de l'empire.

Pour conserver l'unité, il ne faut qu'un évêque dans chaque diocèse.

Les fonctions essentiellement attachées à l'épiscopat sont continues : les évêques ont exclusivement l'administration des sacrements de l'ordre et de la confirmation ; ils ont la direction et la surveillance de l'instruction chrétienne, des prières, et de tout ce qui concerne l'administration des choses spirituelles ; ils doivent prévenir les abus et écarter toutes les superstitions<sup>2</sup>.

Dans les articles organiques, on rappelle aux évêques l'obligation, qui leur a été imposée dans tous les temps, de résider dans leur diocèse, et celle de visiter annuellement au moins une partie des églises confiées à leur soin. Cette résidence continue est la vraie garantie de l'accomplissement de tous leurs devoirs.

Les prêtres et les autres clercs doivent reconnaître les évêques pour supérieurs ; car les évêques sont comptables, à l'Église et à l'État, de la conduite de tous ceux qui administrent les choses ecclésiastiques sous leur surveillance.

La division de chaque diocèse en différentes paroisses a été ménagée pour la commodité des chrétiens, et pour assurer par-

<sup>1</sup> Fleury. Disc. IV, n. 4 (*note de Portalis*).

<sup>2</sup> Fleury, instit. au droit ecclés., part. I, ch. 12 (*note de Portalis*).



tout la distribution des bienfaits de la religion, dans un ordre capable d'écarter tout arbitraire, et de ne rien laisser d'incertain dans la police de l'Église.

La loi de la résidence est obligatoire pour les prêtres qui ont une destination déterminée, comme pour les évêques.

Un des plus grands abus dans la discipline de nos temps modernes, prenait sa source dans les ordinations vagues et sans titre, qui multipliaient les prêtres sans fonction, dont l'existence était une surcharge pour l'État et souvent un sujet de scandale pour l'Église. Les évêques sont invités à faire cesser cet abus : ils seront tenus de faire connaître au gouvernement tous ceux qui se destineront à la cléricature ; et ils ne pourront promouvoir aux ordres que des hommes qui puissent offrir, par une propriété personnelle, un gage de la bonne éducation qu'ils ont reçue, et des liens qui les attachent à la patrie.

On laisse aux évêques la liberté d'établir des chapitres cathédraux, et de choisir des coopérateurs connus sous le nom de vicaires généraux ; mais ils n'oublieront pas que ces coopérateurs naturels sont les prêtres attachés à la principale église du diocèse pour l'administration de la parole et des sacrements, et que la plus sage antiquité a toujours regardés comme le véritable sénat de l'évêque. Ils peuvent choisir encore, parmi les curés qui desservent les paroisses, un « premier prêtre » chargé de correspondre avec eux sur tout ce qui est relatif aux besoins et à la discipline des églises<sup>1</sup>. Ce premier prêtre, quelquefois désigné sous le nom d'archiprêtre, quelquefois sous celui de doyen rural, ou sous toute autre dénomination, a été connu dans le gouvernement de l'Église, dès les temps les plus reculés.

Pour avoir de bons prêtres et de bons évêques, il est nécessaire que ceux qui se destinent aux fonctions ecclésiastiques, reçoivent l'instruction et contractent les habitudes convenables à leur état. De là l'établissement des séminaires, autorisé et souvent ordonné par les lois<sup>2</sup>. Les séminaires sont comme des mai-

<sup>1</sup> Les articles organiques ne parlent pas de ce « premier prêtre ». Il est possible que Portalis se réfère ici à une disposition insérée dans un projet antérieur de règlement, puis effacée.

<sup>2</sup> Ordonnance de Blois (*note de Portalis*).

sons de probation, où l'on examine la vocation des clercs, et où on les prépare à recevoir les ordres, et à faire les fonctions qui y sont attachées. L'enseignement des séminaires, comme celui de tous les autres établissements d'instruction publique, est sous l'inspection du magistrat politique. Les articles organiques rappellent les dispositions des ordonnances, qui enjoignent à tous professeurs de séminaire d'enseigner les maximes qui ont été l'objet de la déclaration du clergé de France de 1682, et qui ne peuvent être méconnues par aucun bon citoyen.

C'est aux archevêques ou métropolitains à veiller sur la discipline des diocèses, à écouter les réclamations et les plaintes qui peuvent leur être portées contre les évêques ; à pourvoir, pendant la vacance des sièges, au gouvernement des diocèses, dans les lieux où il n'y a point de chapitres cathédraux autorisés par le dernier état de la discipline ; à pourvoir par des vicaires généraux au gouvernement des sièges vacants.

Toute distinction entre le clergé séculier et régulier est effacée. Les conciles généraux avaient depuis longtemps défendu d'établir de nouveaux ordres religieux, crainte que leur trop grande diversité n'apportât de la confusion dans l'Eglise ; et ils avaient ordonné à toutes les personnes engagées dans les ordres ou congrégations déjà existantes, de rentrer dans leurs cloîtres et de s'abstenir de l'administration des cures, attendu que leur devoir était de s'occuper, dans le silence et dans la solitude, de leur propre perfection, et qu'ils n'avaient point reçu la mission de communiquer la perfection aux autres. Toutes ces prohibitions avaient été inutiles : il a été remarqué que la plupart des ordres religieux n'ont été établis, que depuis les défenses qui ont été faites d'en former. Il est à remarquer encore que, nonobstant les prohibitions des conciles, le clergé régulier continuait à gouverner des cures importantes. Ce qui est certain, c'est que la ferveur, dans chaque ordre religieux, n'a guère duré plus d'un siècle, et qu'il fallait sans cesse établir des maisons de réforme, qui bientôt elles mêmes avaient besoin de réformation.

Toutes les institutions monastiques ont disparu : elles avaient été minées par le temps. Il n'est pas nécessaire à la religion qu'il existe des institutions pareilles ; et quand elles existent, il est nécessaire qu'elles remplissent le but pieux de leur établis-

sement<sup>1</sup>. La politique, d'accord avec la piété, a donc sagement fait de ne s'occuper que de la régénération des clercs séculiers, c'est-à-dire de ceux qui sont vraiment préposés, par leur origine et par leur caractère, à l'exercice du culte.

La discipline ecclésiastique ne sera plus défigurée par des exemptions et des privilèges funestes et injustes, ou par des établissemens arbitraires qui n'étaient point la religion.

Tous les pasteurs exerceront leurs fonctions conformément aux lois de l'État et aux canons de l'Église. Ceux d'entre eux qui occupent le premier rang, n'oublieront pas que toute domination leur est interdite sur les consciences, et qu'ils doivent respecter, dans leurs inférieurs, la liberté chrétienne, si fort recommandée par la loi évangélique, et qui ne comporte, entre les différens ministres du culte, qu'une autorité modérée et une obéissance raisonnable.

Sous un gouvernement qui protège tous les cultes, il importe que tous les cultes se tolèrent réciproquement. Le devoir des ecclésiastiques est donc de s'abstenir, dans l'exercice de leur ministère, de toute déclamation indiscrete qui pourrait troubler le bon ordre. Le christianisme, ami de l'humanité, commande lui-même de ménager ceux qui ont une croyance différente, de souffrir tout ce que Dieu souffre, et de vivre en paix avec tous les hommes.

Quand on connaît la nature de l'esprit humain et la force des opinions religieuses, on ne peut s'aveugler sur la grande influence que les ministres de la religion peuvent avoir dans la société. Cependant qui pourrait croire que, depuis dix ans, l'autorité publique a demeuré étrangère au choix de ces ministres ? Elle semblait avoir renoncé à tous les moyens de surveiller utilement leur conduite. Ignorait-on qu'un culte qui n'est pas exercé publiquement sous l'inspection de la police, un culte dont on ne connaît point les ministres, et dont les ministres ne connaissent pas eux-mêmes les conditions sous lesquelles ils existent, un culte qui embrasse une multitude invisible d'hommes, souvent façonnés dans le secret et dans le mystère à tous les genres de superstition, peut à chaque instant devenir un foyer d'intrigues,

<sup>1</sup> Cf. la « Table analytique » (t. III, p. 768 *if.*), la pièce n° 1064, et le passage du « Discours » de Portalis (pièce n° 1213) où il parle des Filles de la Charité.

de machinations ténébreuses, et dégénérer en conspiration sourde contre l'État? La sagesse des nations n'a pas cru devoir abandonner ainsi au fanatisme de quelques inspirés, ou à l'esprit dominateur de quelques intrigants, un des plus grands ressorts de la société humaine. En France, le gouvernement a toujours présidé d'une manière plus ou moins directe à la conduite des affaires ecclésiastiques. Aucun particulier ne pouvait autrefois être promu à la cléricature, sans une permission expresse du souverain. C'est la raison d'État qui, dans ce moment, commandait plus que jamais les mesures qui ont été concertées pour placer, non l'État dans l'Église, mais l'Église dans l'État; pour faire reconnaître, dans le gouvernement, le droit essentiel de nommer les ministres du culte, et de s'assurer ainsi de leur fidélité et de leur soumission aux lois de la patrie.

Après avoir réglé tout ce qui peut intéresser l'ordre public, on a pourvu, dans les articles organiques, à la subsistance de ceux qui se vouent au service de l'autel, à l'établissement et l'entretien des édifices destinés à l'exercice de la religion.

Il ne faut pas, sans doute, que la religion soit un impôt; mais il faut des temples où puissent se réunir ceux qui la professent. « Tous les peuples policés, dit un philosophe moderne, habitent dans des maisons. De là est venue naturellement l'idée de bâtir à Dieu une maison, où ils puissent l'adorer et l'aller chercher dans leurs craintes ou leurs espérances. En effet, rien n'est plus consolant pour les hommes, qu'un lieu où ils trouvent la Divinité plus présente, et où tous ensemble ils font parler leurs faiblesses et leurs misères <sup>1</sup>. »

D'autre part, une religion ne pouvant subsister sans ministres, il est juste que ces ministres soient assurés des choses nécessaires à la vie, si l'on veut qu'ils puissent exercer toutes leurs fonctions et en remplir les devoirs, sans être distraits par le soin inquiet de leur conservation et de leur existence <sup>2</sup>.

En France, il y avait partout des temples consacrés au culte catholique. Ceux de ces temples qui sont aliénés, le sont irrévocablement. S'il en est qui aient été consacrés à quelque usage

<sup>1</sup> Esprit des lois, liv. XXV, chap. 3 (note de Portalis).

<sup>2</sup> Ibid., chap. 4 (note de Portalis).

public, il ne faut point changer la nouvelle destination qu'ils ont reçue ; mais ce sera un acte de bonne administration de ne point aliéner ceux qui ne le sont point encore, et de leur conserver leur destination primitive<sup>1</sup>. Dans les lieux où il n'y aurait point d'édifices disponibles, les préfets, les administrateurs locaux pourront se concerter avec les évêques pour trouver un édifice convenable.

Quant à la subsistance et à l'entretien des ministres, il y était pourvu dans la primitive Église par les oblations libres des chrétiens. Dans la suite, les églises furent richement dotées, et alors on ne s'occupa qu'à mettre des bornes aux biens et aux possessions du clergé. Ces grands biens ont disparu ; et les ministres de la religion se trouvent de nouveau réduits à solliciter de la piété, le nécessaire qui leur manque.

Dans les premiers âges du christianisme, le désintéressement des ministres ne pouvait être soupçonné, et la ferveur des chrétiens était grande. On ne pouvait craindre que les ministres exigeassent trop, ou que les chrétiens donnassent trop peu ; on pouvait s'en rapporter avec confiance aux vertus de tous. L'affaiblissement de la piété et le relâchement de la discipline donnèrent lieu à des taxations, autrefois inusitées, et changèrent les rétributions volontaires en contributions forcées. De là les droits que les ecclésiastiques ont perçus sous le titre d'honoraires, pour l'administration des sacrements. Ces droits, dit l'abbé Fleury, qui ne se payent qu'après l'exercice des fonctions, ne présentent rien qui ne soit légitime, pourvu que l'intention des ministres qui les reçoivent soit pure, et qu'ils ne les regardent pas comme un prix des sacrements ou des fonctions spirituelles, mais comme un moyen de subvenir à leurs nécessités temporelles.

Les ministres du culte pourront trouver une ressource dans les droits dont nous parlons, et qui ont toujours été maintenus sous le nom de « louables coutumes. » Mais la fixation de ces droits est une opération purement civile et temporelle, puisqu'elle se résout en une levée de deniers sur les citoyens. Il n'appartient donc qu'au magistrat politique de faire une telle fixation. Les évêques et les prêtres ne pourraient s'en arroger la faculté. Le

<sup>1</sup> Voir l'arrêté du 28 brumaire an XI (19 novembre 1802), publié au *Moniteur* du 26 nivôse (16 janv. 1803).

gouvernement seul doit demeurer arbitre entre le ministre qui reçoit et le particulier qui paye. Si les évêques statuaient autrefois sur ces matières par forme de règlement, c'est qu'ils y avaient été autorisés par les lois de l'État, et nullement par la suite ou la conséquence d'un pouvoir inhérent à l'épiscopat. Cependant, comme ils peuvent éclairer sur ce point le magistrat politique, on a cru qu'ils pouvaient être invités à présenter des projets de règlements, en réservant au gouvernement la sanction et l'autorisation de ces projets.

Les fondations particulières peuvent être une autre source de revenus pour les ministres du culte. Mais il est des précautions à prendre pour arrêter la vanité des fondateurs, pour prévenir les surprises qui pourraient leur être faites, et pour empêcher que les ecclésiastiques ne deviennent les héritiers de tous ceux qui n'en ont point, ou qui ne veulent point en avoir. L'édit de 1749, intervenu sur les acquisitions des gens de main-morte, portait que toute fondation, quelque favorable qu'elle fût, ne pourrait être exécutée sans l'aveu du magistrat politique ; il ne permettait d'appliquer aux fondations que des biens d'une certaine nature ; il ne permettait pas que les familles fussent dépouillées de leurs immeubles, ou que l'on arrachât de la circulation des objets qui sont dans le commerce. Aujourd'hui il était d'autant plus essentiel de se conformer aux sages vues de cette loi, que la faculté de donner des immeubles joindrait à tant d'autres inconvénients, celui de devenir un prétexte de solliciter et d'obtenir, sous les apparences d'une fondation libre, la restitution souvent forcée des biens qui ont appartenu aux ecclésiastiques, et dont l'aliénation a été ordonnée par les lois.

Cependant il a paru raisonnable de faire une exception à la défense de donner des immeubles, dans les cas où la libéralité n'aurait pour objet qu'un édifice destiné à ménager un logement convenable à l'évêque ou au curé. Le logement fait partie de la subsistance et du nécessaire absolu ; il a toujours été rangé par les lois dans la classe des choses qu'elles ont indéfiniment désignées sous le nom d'aliments. Au reste, le produit des fondations est trop éventuel pour garantir la subsistance actuelle des ministres ; celui des oblations est étranger aux évêques, et il serait insuffisant pour le curé. Il faut pourtant que les uns et les autres puissent vivre avec décence et sans compromettre la dignité de leur ministère ; il faut même, jusqu'à un certain

point, que les ministres du culte puissent devenir des ministres de bienfaisance, et qu'ils aient quelques moyens de soulager la pauvreté et de consoler l'infortune.

D'après la nouvelle circonscription des métropoles, des diocèses et des paroisses, on a pensé que l'on ne pouvait assigner aux archevêques ou métropolitains un revenu au-dessous de quinze mille francs ; et aux évêques, au-dessous de dix mille.

Les curés peuvent être distribués en deux classes. Le revenu des curés de la première classe sera fixé à quinze cents francs ; celui de la seconde, à mille francs.

Les pensions décrétées par l'Assemblée constituante en faveur des anciens ecclésiastiques, seront payées en acquittement du traitement déterminé. Le produit des oblations et des fondations présente une autre ressource ; en sorte qu'il ne s'agira jamais que de fournir le supplément nécessaire pour assurer la subsistance et l'entretien des ministres.

Les ecclésiastiques pensionnaires de l'État, ne doivent point avoir la liberté de refuser arbitrairement les fonctions qui pourront leur être confiées : ils seront privés de leurs pensions, si des causes légitimes, telles que leur grand âge ou leurs infirmités, ne justifient leur refus.

En déclarant nationaux les biens du clergé catholique, on avait compris qu'il était juste d'assurer la subsistance des ministres à qui ces biens avaient été originairement donnés : on ne fera donc qu'exécuter ce principe de justice, en assignant aux ministres catholiques des secours supplémentaires, jusqu'à la concurrence de la somme réglée pour le traitement de ces ministres.

Telles sont les bases des articles organiques<sup>1</sup>. Quelles espérances n'est-on pas en droit de concevoir pour le rétablissement des mœurs publiques ! Les sciences ont banni pour toujours la superstition et le fanatisme, qui ont été si longtemps les fléaux des États. La sagesse ramène à l'esprit de la pure antiquité, des institutions qui sont, par leur nature, la source et la garan-

<sup>1</sup> Les articles organiques se commentent soit par les précédents, soit par les circonstances. Les précédents ont été longuement exposés par Portalis lui-même en 1803 (*Disc., rapp., etc.*, p. 111 et suiv.). Les circonstances ont été en partie expliquées dans un écrit anonyme de Jauffret (*Examen des art. organ.*, 1817).



tie de la morale. Désormais les ministres de la religion seront dans l'heureuse impuissance de se distinguer autrement que par leurs lumières et par leurs vertus. Tous les bons esprits bénissent, dans cette occurrence, les vues et les opérations du gouvernement. Dans le seizième siècle, le chef de la religion catholique fut le restaurateur des lettres en Europe ; dans le dix-neuvième, un héros philosophe devient le restaurateur de la religion.

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

**1209. — Articles organiques de la Convention  
du 26 messidor an IX**

[Paris, 4 avril 1802].

<sup>1</sup> TITRE I<sup>er</sup>. — *Du régime de l'Église catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'État.*

Art. I<sup>er</sup>. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provi-

<sup>1</sup> Le projet du mois d'octobre (pièce n<sup>o</sup> 942) ayant été l'objet d'une révision générale au mois de février, les changements qui ont été adoptés alors ou depuis seront indiqués ici en note. Quant au texte soumis le 2 avril au Conseil d'Etat, nous croyons qu'il ne différerait du texte définitif que par les articles 64 et 65 (voir p. 277, note 2), qui ont été corrigés de la main de Bonaparte. Tel est du moins le souvenir que nous avons conservé du dossier n<sup>o</sup> 3302, dossier assez stérile que nous avons consulté au Conseil d'Etat avant l'incendie de 1871.

Le nom d'articles organiques est évidemment contemporain du moment où l'on a décidé de faire un projet de loi, qui comprendrait à la fois la convention avec le Saint-Siège et les deux arrêtés d'organisation des cultes catholique et protestants. On ne pouvait plus laisser à ces deux dernières pièces le nom d'arrêté, ou celui de règlement, qui était propre aux actes du pouvoir exécutif ; on ne pouvait les qualifier de lois, puisqu'elles n'étaient désormais que les parties d'une loi d'ensemble ; on a donc été conduit à imaginer le mot articles organiques, qui répondait à peu près à ce qu'on voulait dire.

Bien que dans les articles organiques la part principale appartienne au P. Consul (Cf. t. IV, p. 195, note 1), Portalis ne s'est pas borné à proposer et à rédiger (Cf. Portalis, *Disc., rapp., etc.*, p. 112) ; il a dû également faire adopter quelques idées importantes. Nous croyons, par exemple, qu'il faut lui attribuer le système des appels comme d'abus. En effet, jamais le P. Consul ne paraît être entré dans l'esprit de cette procédure. Non seulement il ne l'a pas reproduite dans la loi organique du clergé italien ; mais, en fait, il ne l'a point appliquée au clergé français, et, en 1812, il a fait étudier en Conseil d'Etat plusieurs projets pour remettre

sion, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement<sup>1</sup>.

II. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique<sup>2</sup>, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'église gallicane.

III. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France, avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la République française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique.

IV. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement.

V. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements.

VI. Il y aura recours au Conseil d'État<sup>3</sup>, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques.

<sup>1</sup> connaissance des « abus » aux tribunaux ordinaires (Cf. Pelet de la Lozère, *Opin. de Nap.*, p. 202 ; décret du 23 mars 1813, etc.).

On remarquera que les articles organiques du culte catholique traitent de quelques-unes des matières qui, discutées en même temps que les projets de concordat, en avaient été successivement écartées (voir la « Table analytique », t. III, p. 768). Ainsi, ils parlent de l'abolition des ordres religieux ; de la prise de possession des évêques ; des vicaires généraux, etc. Par contre, ils ne parlent pas des facultés des évêques ; de la gratuité des actes de la cour de Rome ; de la suppression des droits de dévolut, de réserve, de nomination extraordinaire, etc.

<sup>2</sup> On a vu que le maintien de cette ancienne règle était réclamé vivement par les constitutionnels (pièces nos 50, 772, 929).

<sup>3</sup> Les mesures prises récemment par Caprara pour l'administration des diocèses vacants, venaient de remettre en évidence l'opposition que le système des vicaires apostoliques rencontrait généralement dans le clergé français. Ceux de ces vicaires qui, comme Verdollin à Lyon, avaient été désignés avec l'approbation et sous l'influence d'une partie de l'épiscopat émigré, ne devaient cet assentiment qu'à l'esprit de parti, qui voyait surtout en eux des adversaires des formules de soumission au gouvernement républicain.

<sup>4</sup> Dans la pensée de Portalis, l'intervention du Conseil d'Etat ne devait être requise

Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injure, ou en scandale public.

VII. Il y aura pareillement recours au Conseil d'Etat, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte, et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres.

VIII. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets.

Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé, au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables ; et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes.

## TITRE II. — *Des Ministres.*

### Section I. Dispositions générales.

IX. Le culte catholique sera exercé sous la direction des ar-

que pour la vérification, etc. des actes du St-Siège (Cf. *Disc., opin.*, p. 463), et pour les appels comme d'abus. « Les attributions du Conseil d'Etat sont fixées, en matière ecclésiastique, par le titre I de la loi du 18 germinal. Elles sont limitées aux choses qui étaient autrefois portées aux grand'chambres des Parlements par la voie de l'appel comme d'abus. Quand la loi du 18 germinal a voulu attribuer une matière au Conseil d'Etat, elle a parlé nommément du Conseil d'Etat, en ordonnant qu'il y aurait « recours » à lui. Elle n'a plus usé du même langage dans les choses où elle n'a requis que « l'autorisation du gouvernement. » Dans ces derniers objets, on ne rencontre plus rien de contentieux, et tout doit se terminer par les voies simplement administratives. L'administration des affaires ecclésiastiques est de telle nature, qu'elle ne peut être que dans la main des Consuls, qui peuvent et doivent pouvoir différemment modifier leurs vues selon la diversité des circonstances. » (Lettre au min. de l'Intérieur, du 1<sup>er</sup> janv. 1803). — En pratique, cette théorie personnelle à Portalis n'a pas été admise, et le Conseil d'Etat, sans avoir alors un contrôle aussi bien défini qu'il l'a été depuis, a été saisi promptement, par exemple, d'affaires de fondations pour le culte.

chevêques et évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses.

X. Tout privilège portant exemption ou attribution de la juridiction épiscopale, est aboli.

XI. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés.

XII. Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de « Citoyen » ou celui de « Monsieur<sup>1</sup> ». Toutes autres qualifications sont interdites.

#### Section II. Des Archevêques ou Métropolitains.

XIII. Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragants. En cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils seront suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

XIV. Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendants de leur métropole.

XV. Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants.

#### Section III. Des Évêques, des Vicaires généraux, et des Séminaires.

XVI. On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans, et si on n'est originaire Français.

XVII. Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés, seront tenus de rapporter une attestation de bonne vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique ; et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le Premier Consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

XVIII. Le prêtre nommé par le Premier Consul fera les diligences pour rapporter l'institution du Pape.

Il ne pourra exercer aucune fonction, avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 463, note 3 *ib.*

Ce serment sera prêté au Premier Consul ; il en sera dressé procès-verbal par le secrétaire d'Etat.

XIX. Les évêques nommeront et institueront les curés ; néanmoins, ils ne manifesteront leur nomination, et ils ne donneront l'institution canonique, qu'après que cette nomination aura été agréée par le Premier Consul.

XX. Ils seront tenus de résider dans leurs diocèses ; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du Premier Consul.

XXI. Chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois : ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques.

XXII. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et, dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier.

En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire général.

XXIII. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires ; et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du Premier Consul.

XXIV. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires, souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année : ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue ; et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission, au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

XXV. Les évêques enverront, toutes les années, à ce conseiller d'État, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires et qui se destineront à l'état ecclésiastique.

XXVI. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France.

Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé.

#### Section IV. Des Curés.

XXVII. Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la

convention passée entre le gouvernement et le Saint-Siège. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation, par le secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

XXVIII. Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

XXIX. Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses <sup>1</sup>.

XXX. Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

XXXI. Les vicaires et desservants exerceront leur ministère, sous la surveillance et la direction des curés.

Ils seront approuvés par l'évêque, et révocables par lui.

XXXII. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement.

XXXIII. Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

XXXIV. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

#### Section V. Des Chapitres cathédraux, et du gouvernement des Diocèses pendant la vacance du siège.

XXXV. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même, que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

XXXVI. Pendant la vacance des sièges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Dans le Projet I, les évêques et les préfets étaient chargés de veiller à l'exécution de cette disposition (t. IV, p. 497).

<sup>2</sup> Le Projet I portait : « Il sera pareillement pourvu, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses qui n'auraient point de chapitres cathédraux » (t. IV, p. 498). Cette rédaction omettait les métropolitains ; mais elle avait l'avantage de respecter une règle, chère à l'église de France, en conservant la juridiction, en première ligne, aux chapitres (voir Jauffret, *Examen des art. org.*, p. 60). — La modification relative aux chapitres a été faite également dans l'art. suivant, mais non dans l'art. XXXVIII, qui continue à prévoir, d'une manière équivoque, l'existence de vicaires « capitulaires. » Cf. p. 307, § 2. En 1810, le chapitre a été rétabli formellement dans le droit de pourvoir à la vacance des sièges. On sait même que Napoléon, pendant son conflit avec Pie VII, a fait conférer les pouvoirs capitulaires aux évêques nommés par lui, et est arrivé ainsi à se passer en fait de l'institution canonique, qui était refusée par le Pape.

Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement.

XXXVII. Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au gouvernement de la vacance des sièges, et des mesures qui auront été prises pour le gouvernement des diocèses vacants.

XXXVIII. Les vicaires généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainsi que les métropolitains, ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

### TITRE III. — *Du Culte.*

XXXIX. — Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France <sup>1</sup>.

XL. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque.

XLI. Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement.

XLII. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre ; ils ne pourront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques <sup>2</sup>.

XLIII. Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Cet article est nouveau. Il a remplacé deux articles qui disaient : « Les rites et cérémonies pour l'administration des sacrements et la célébration des offices seront réglés par les évêques. — Les rituels, missels et autres livres servant au culte catholique seront rédigés par leurs ordres et sous leur inspection » (t. IV, p. 198).

<sup>2</sup> Cette mesure, recommandée par une circulaire de Portalis du 19 juillet 1802, parut surtout nécessaire lorsque tant de prélats démissionnaires vivaient encore. En sept. 1802, l'év. *in partibus* de Rhosi (Cf. t. IV, p. 107, note 1) ayant demandé à en être dispensé, en raison de sa situation toute particulière, le P. Consul répondit : « Non ; sous quelque prétexte que ce soit. » L'art. 42 a été surtout appliqué aux anciens év. constitutionnels, notamment en 1803, à Champsaud (Digne), Bisson (Bayeux), Lefessier (Séez), Etienne (Avignon). — Cf. Jauffret, *Exam. des art. org.*, p. 70.

<sup>3</sup> Article nouveau. Cf. p. 260, note 2. Jusqu'ici le port extérieur du costume ecclésiastique avait continué à être interdit (Cf. t. III, p. 640, note 1). « Ces jours



Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale et les bas violets.

XLIV. Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers, ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque<sup>1</sup>.

XLV. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes<sup>2</sup>.

XLVI. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte<sup>3</sup>.

derniers, des prêtres revêtus de leur costume religieux, qu'ils avaient cachés par des redingotes, ont suivi plusieurs convois funèbres jusque dans les cimetières ; et là, déposant leurs redingotes, ils ont pratiqué les cérémonies qui étaient d'usage autrefois » (Bull. du préfet de police du 17 mars).

<sup>1</sup> Le Projet I interdisait complètement ces chapelles et oratoires (t. IV, p. 198).

<sup>2</sup> L'art. correspondant dans le Projet I ajoutait « ni dans celles qui seront désignées par des règlements ultérieurs, ou par des instructions que le gouvernement adressera aux évêques ». — Cette mesure de police, que le gouvernement s'était, et non sans peine, réservé d'édicter, pendant qu'il négociait le concordat, n'a reçu cependant qu'une rare exécution. Dès le début, on reconnut que « la presque généralité des protestants a réclamé contre la disposition de cet article de loi, et [que] les catholiques tiennent beaucoup aux cérémonies qui sont de l'essence de leur culte » (lettre de Portalis, du 5 sept. 1803). Le P. Consul fit donc adresser, par le ministre de l'Intérieur, une circulaire du 20 avril 1803, décidant que l'art. 45 n'était applicable qu'aux communes où il y avait une église consistoriale de 6.000 âmes (Cf. *Corr.* n° 6687), et non aux communes où se trouvaient de simples groupes de protestants (Cf. *Corr.* n° 6534). — Dans les grandes villes même, quand elles se trouvaient être les sièges des nouveaux consistoires, le gouvernement éluda le plus souvent l'art. 45, « en plaçant le titre des églises consistoriales dans les faubourgs, quoiqu'il disposât néanmoins d'un temple dans l'enceinte de ces villes » (Cf. Jauffret, *Examen*, etc., p. 74).

<sup>3</sup> Cette règle, qui était très prudente dans la vieille France, a fait l'objet d'assez nombreuses exceptions dans l'Alsace et les départements réunis. Portalis écrivait à ce sujet au préfet du Bas-Rhin, le 8 mai 1802 : « On a fait remarquer que dans votre département les mêmes édifices, dans certaines communes, servent depuis longtemps à différents cultes ; que cela se pratique sans inconvénient ; et qu'il serait physiquement impossible de détruire subitement cette coutume, attendu que le nombre des édifices destinés au service divin ne permettrait pas d'opérer tout de suite un tel changement. J'ai mis ces observations sous les yeux du P. Consul, et je suis autorisé à vous mander que, si les faits exposés sont vrais, vous pouvez tolérer l'exercice des différents cultes dans un même temple, partout où vous croirez utile et sage de ne pas troubler les usages reçus. » — L'usage commun d'un même temple pour les catholiques et les protestants était qualifié de *simultaneum*.

XLVII. Il y aura, dans les cathédrales et paroisses <sup>1</sup>, une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

XLVIII. L'évêque se concertera avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale <sup>2</sup>.

XLIX. Lorsque le gouvernement ordonnera des prières publiques <sup>3</sup>, les évêques se concerteront avec le préfet et le commandant militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

L. Les prédications solennelles appelées « sermons », et celles connues sous le nom de « stations » de l'avent et du carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque.

LI. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la République française et pour les Consuls <sup>4</sup>.

LII. Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'Etat.

LIII. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le gouvernement <sup>5</sup>.

LIV. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil <sup>6</sup>.

LV. Les registres tenus par les ministres du culte, n'étant et

<sup>1</sup> Le mot « et paroisses » a été ajouté ici.

<sup>2</sup> Le Projet I n'obligeait pas l'évêque à se concerter avec le préfet.

<sup>3</sup> Dans le Projet I, l'art. commençait ainsi : « Le gouvernement pourra ordonner des prières publiques, et dans ce cas les évêques, etc. »

<sup>4</sup> On avait ajouté dans le Projet I « et pour les autorités civiles et militaires. »

<sup>5</sup> Cette réserve ne se trouvait pas dans le Projet I. — Nous la reproduisons ici telle qu'elle est insérée au Bull. des lois : la rédaction présentée au Corps législatif est un peu différente.

<sup>6</sup> On a supprimé l'article qui venait ensuite, dans le Projet I, et qui disait : « Ils ne pourront être contraints de bénir les mariages des époux divorcés. » (voir p. 61, dans la loi organique du clergé italien, l'art. 7 du Titre III).

ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

LVI. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe établi par les lois de la République ; on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices<sup>1</sup>.

LVII. Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche<sup>2</sup>.

**TITRE IV. De la circonscription des Archevêchés, des Evêchés et des Paroisses ; des édifices destinés au Culte, et du traitement des Ministres.**

**Section I. De la circonscription des Archevêchés et des Evêchés.**

LVIII. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés<sup>3</sup>.

LIX. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint<sup>4</sup>.

**Section II. De la circonscription des Paroisses.**

LX. Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix.

Il sera, en outre, établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Dans le Projet I, cet article était différent : « Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on se servira du calendrier républicain pour la désignation des mois : il sera seulement permis aux ecclésiastiques de se servir de l'ancienne dénomination des jours qui composaient la semaine. » Cette ancienne dénomination a été aussi reprise officiellement par le gouvernement (Cf. Moniteur du 24 germ.).

<sup>2</sup> Article nouveau. Cf. p. 242, note 2, et t. IV, p. 114.

<sup>3</sup> Le Projet I ne parlait que de « quarante évêchés. »

<sup>4</sup> On a effacé l'art. suivant : « Tous les autres titres archiépiscopaux ou épiscopaux, autres que ceux énoncés dans le tableau, sont supprimés. »

<sup>5</sup> C'est ici qu'a été apporté au premier projet le changement le plus considérable, par ses conséquences, pour l'église de France. Le Projet I établissait huit mille cures dites « paroisses », avec des annexes, c'est-à-dire des temples auxiliaires, ne formant pas une circonscription ecclésiastique. Le culte devait être célébré dans ces annexes par des desservants, qui étaient assimilés à de simples vicaires. — Les nouveaux articles (Cf. la pièce n° 1190) : 1° réduisent à environ trois mille le nombre des cures ; 2° à côté des cures (ou paroisses proprement dites) ils forment sous le nom de succursales une seconde espèce de circonscription, destinée à devenir de beaucoup la plus nombreuse ; 3° les desservants qui officient dans ces succursales, ne se confondent plus avec les simples vicaires, puisqu'ils ont charge

LXI. Chaque évêque, de concert avec le préfet, règlera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation<sup>1</sup>.

LXII. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cure ou en succursale, sans l'autorisation expresse du gouvernement.

LXIII. Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques<sup>2</sup>.

### Section III. Du traitement des Ministres.

LXIV. Le traitement des archevêques sera de 15.000 fr.<sup>3</sup>

LXV. Le traitement des évêques sera de 10.000 fr.

d'âmes. Comme les curés, ils obtiennent dès à présent le logement etc. — Ce nouveau système, établi en principe par l'art. LX, a entraîné la modification des art. LXI, LXII, LXVIII, LXXII, LXXV. Il a fait ajouter l'art. LXIII portant « les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques » ; article qui du reste était inutile, parce qu'il fait double emploi avec l'art. XXXI.

<sup>1</sup> Le Projet I voulait que ce travail fût achevé dans un délai de deux mois, à partir de l'installation de l'évêque.

<sup>2</sup> Pendant le travail d'organisation des nouveaux diocèses, les desservants ont, en fait, été soumis à la même approbation gouvernementale que les curés. « Il importe à l'Etat, écrivait Portalis en 1804, que des hommes appelés à exercer des fonctions importantes, ne soient point suspects par leur opinion ou leur conduite politique. De là c'est une règle que les desservants ont dû être approuvés par le gouvernement. Cette règle, qui serait inutile dans un temps ordinaire, devient nécessaire après une grande révolution. Elle est intimement liée au maintien de l'ordre public : elle a été observée dans tous les diocèses... » Cf. p. 377.

<sup>3</sup> Nous avons déjà parlé des modifications subies par cet article et par le suivant (p. 227, note 2). — Du reste, les dispositions financières prévues en octobre pour le traitement du clergé par l'Etat, ont été toutes remaniées : 1<sup>o</sup> Au point de vue des chiffres des allocations ; car le chiffre pour le traitement des archevêques et évêques s'est trouvé augmenté (il a été porté de 475.000 à 650.000 francs) ; celui pour le salaire des curés a été diminué, par suite de la réduction du nombre des cures (il a été ramené d'environ 8 millions à environ 3 millions et demi). 2<sup>o</sup> Au point de vue de la nature des allocations. L'Etat, en effet, a continué à s'obliger au traitement entier des archevêques et évêques ; mais il a renoncé à constituer pour cette dépense un fonds particulier et permanent avec le produit des biens de l'Eglise catholique séquestrés sur la rive gauche du Rhin (Cf. t. IV, p. 206, note). Il a repris à sa charge le salaire des curés, déduction faite, comme auparavant, des pensions et oblations que ces prêtres pouvaient recevoir. Cette dépense nouvelle et celle de l'épiscopat, ont été, pour la fin de l'an X, imputées en grande partie sur le fonds extraordinaire provenant de la Batavie.

Nous avons déjà parlé de ce fonds : en voici l'origine. Par la convention de

**LXVI.** Les curés seront distribués en deux classes.

Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1.500 francs ; celui des curés de la seconde classe, à 1.000 fr.

**LXVII.** Les pensions dont ils jouissent en exécution des lois de l'Assemblée constituante, seront précomptées sur leur traitement.

Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent.

**LXVIII.** Les vicaires et desservants seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'Assemblée constituante.

Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement.

**LXIX.** Les évêques rédigeront les projets de règlement relatifs aux oblations, que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlement rédigés par les évêques ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

**LXX.** Tout ecclésiastique pensionnaire de l'État sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

**LXXI.** Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable.

**LXXII.** Les presbytères et les jardins attenants, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés<sup>1</sup> à leur procurer un logement et un jardin.

La Haye du 9 thermidor an III (29 juillet 1793), la Batavie était tenue à l'entretien d'un corps français de 25.000 hommes. Ce corps, sous Augereau, avait pris part à la dernière campagne contre les Antrichiens. Après la paix de Lunéville, le P. Consul avait consenti à le réduire à 10.000 hommes ; mais, en récompense, il avait exigé du gouvernement batave le paiement de 5 millions de florins, dont le premier million était déjà versé. Cette convention, du 29 août 1801, ayant été négociée et signée par le général Augereau, et ayant à dessein, conservé un caractère tout militaire, le P. Consul avait regardé le fonds qui en provenait comme une ressource à part, comme une contribution de guerre, de même nature que la solde fournie à nos troupes par la Hollande elle-même, par le Milanais, la Suisse, et la Toscane.

<sup>1</sup> Une décision du 1<sup>er</sup> pluviôse an XI (21 janv. 1803), revenant sur des précau-

**LXXIII.** Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte, ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'Etat. Elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement.

**LXXIV.** Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

#### Section IV. Des édifices destinés au Culte.

**LXXV.** Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation <sup>1</sup>, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêtés du préfet du département.

Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

**LXXVI.** Il sera établi des fabriques, pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

**LXXVII.** Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

---

#### Tableau de la circonscription des nouveaux Archevêchés et Evêchés de la France.

Paris, archevêché, comprendra dans son diocèse le département de la Seine ;

Troyes, l'Aube et l'Yonne ;

Amiens, la Somme et l'Oise ;

Soissons, l'Aisne ;

Arras, le Pas-de-Calais ,

tions de langage qui paraissaient nécessaires en germinal an X, a transformé cette « autorisation » en obligation.

<sup>1</sup> Les mots « actuellement dans les mains de la nation » ont été ajoutés. Par contre, on a supprimé l'art. du Projet I qui disait : « Les temples aliénés en vertu des lois de la République, et ceux qui sont employés ou requis pour le service public, sont exceptés de la précédente disposition. »

- Cambrai, le Nord ;  
Versailles, Seine-et-Oise, Eure-et-Loir ;  
Meaux, Seine-et-Marne, Marne ;  
Orléans, Loiret, Loir-et-Cher.
- Malines, archevêché, les Deux-Nèthes, la Dyle ;  
Namur, Sambre-et-Meuse ;  
Tournai, Jemmapes ;  
Aix-la-Chapelle, la Roer, Rhin-et-Moselle ;  
Trèves, la Sarre ;  
Gand, l'Escaut, la Lys ;  
Liège, Meuse-Inférieure, Ourthe ;  
Mayence, Mont-Tonnerre.
- Besançon, archevêché, Haute-Saône, le Doubs, le Jura ;  
Autun, Saône-et-Loire, la Nièvre ;  
Metz, la Moselle, les Forêts, les Ardennes ;  
Strasbourg, Haut-Rhin, Bas-Rhin ;  
Nancy, la Meuse, la Meurthe, les Vosges ;  
Dijon, Côte-d'Or, Haute-Marne ;
- Lyon, archevêché, le Rhône, la Loire, l'Ain ;  
Mende, l'Ardèche, la Lozère ;  
Grenoble, l'Isère ;  
Valence, la Drôme ;  
Chambéry, le Mont-Blanc, le Léman.
- Aix, archevêché, le Var, les Bouches-du-Rhône ;  
Nice, Alpes-Maritimes ;  
Avignon, Gard, Vaucluse ;  
Ajaccio, le Golo, le Liamone ;  
Digne, Hautes-Alpes, Basses-Alpes.
- Toulouse, archevêché, Haute-Garonne, Ariège ;  
Cahors, le Lot, l'Aveyron ;  
Montpellier, l'Hérault, le Tarn ;  
Carcassonne, l'Aude, les Pyrénées-Orientales ;  
Agen, Lot-et-Garonne, le Gers ;  
Bayonne, les Landes, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées.
- Bordeaux, archevêché, la Gironde ;  
Poitiers, les Deux-Sèvres, la Vienne ;  
La Rochelle, la Charente-Inférieure, la Vendée ;  
Angoulême, la Charente, la Dordogne.



Bourges, archevêché, le Cher, l'Indre ;  
 Clermont, l'Allier, le Puy-de-Dôme ;  
 Saint-Flour, la Haute-Loire, le Cantal ;  
 Limoges, la Creuse, la Corrèze, la Haute-Vienne.

Tours, archevêché, Indre-et-Loire ;

Le Mans, Sarthe, Mayenne ;

Angers, Maine-et-Loire ;

Nantes, Loire-Inférieure ;

Rennes, Ille-et-Vilaine ;

Vannes, le Morbihan ;

Saint-Brieuc, Côtes-du-Nord ;

Quimper, le Finistère.

Rouen, archevêché, la Seine-Inférieure ,

Coutances, la Manche ;

Bayeux, le Calvados ;

Séez, l'Orne ;

Evreux, l'Eure.

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

## 1210. — Rapport de Portalis sur les art. organiques des Cultes protestants.

[Paris, 4 avril 1802].

Une portion du peuple français professe la religion protestante. Cette religion se divise en diverses branches ; mais nous ne connaissons guère en France<sup>1</sup> que les protestants connus sous le nom de Réformés, et les Luthériens de la confession d'Augsbourg.

Toutes les communions protestantes s'accordent sur certains principes. Elles n'admettent aucune hiérarchie entre les pas-

<sup>1</sup> Portalis n'avait pas négligé de prendre quelques informations sur des églises protestantes étrangères. Il s'était adressé à M. Metzger pour la Prusse (cf. t. IV, p. 385) ; à M. Stapfer pour la Suisse. « Le cons. d'État Portalis, écrivait ce dernier, m'a déjà, à plusieurs reprises, demandé des renseignements sur l'organisation de notre église protestante en Suisse. Il désirerait avoir les règlements des anciens gouvernements, et surtout celui de Berne. Vous m'obligeriez particulièrement, si vous aviez la complaisance de m'envoyer par la diligence celles des ordonnances de L. L. E. E. relatives au clergé du pays de Vaud, qui ont été imprimées, et surtout celle que nous appelons en allemand « Die Predikanten Ordnung » (dép. du 23 février ; cf. dép. du 9 mars).

teurs ; elles ne reconnaissent en eux aucun pouvoir émané d'en haut ; elles n'ont point de chef visible. Elles enseignent que tous les droits et tous les pouvoirs sont dans la société des fidèles, et en dérivent <sup>1</sup>. Si elles ont une police, une discipline, cette police et cette discipline sont réputées n'être que des établissements de convention. Rien dans tout cela n'est réputé de droit divin.

Nous ne parlerons pas de la diversité de croyance sur certains points de doctrine : l'examen du dogme est étranger à notre objet.

Nous observerons seulement que les diverses communions protestantes ne se régissent pas de la même manière dans leur gouvernement extérieur.

Le gouvernement des églises de la confession d'Augsbourg est plus gradué que celui des églises réformées ; il a des formes plus sévères. Les églises réformées, par leur régime, sont plus constamment isolées ; elles ne se sont donné aucun centre commun auquel elles puissent se rallier, dans l'intervalle plus ou moins long d'une assemblée synodale à une autre.

Ces différences dans le gouvernement des églises réformées, et dans celui des églises de la confession d'Augsbourg, ont leur source dans les circonstances diverses qui ont présidé à l'établissement de ces églises. Les pasteurs des diverses communions protestantes nous ont adressé toutes les instructions nécessaires. Je dois à tous le témoignage qu'ils se sont empressés de faire parvenir leurs déclarations de soumission et de fidélité aux lois de la République et au gouvernement <sup>2</sup>. Ils professent unanimement que l'Eglise est dans l'Etat ; que l'on est citoyen avant d'être ecclésiastique, et qu'en devenant ecclésiastique on ne cesse

<sup>1</sup> Cette théorie était celle de tous les Réformés de l'ancienne France. Elle était également soutenue par le comité luthérien de Strasbourg (t. IV, p. 192 et 403, note). Les divergences d'opinions, que nous avons signalées à cet égard parmi les Luthériens d'Alsace, ne portaient pas sur le principe lui-même, mais sur d'anciennes restrictions à ce principe, condamnées par la majorité, et défendues par le petit nombre.

<sup>2</sup> Cette profession de soumission à l'Etat qui, pour les églises luthériennes d'Alsace, était consignée dans une déclaration publique devenue collective (t. IV, p. 192), ressortait, pour les Réformés, soit des mémoires de Paris et de Nîmes (*id.*, p. 389, note 4), soit d'assurances verbales, recueillies par Portalis auprès des protestants notables qu'il avait consultés.

pas d'être citoyen. Ils se félicitent de professer une religion qui recommande partout l'amour de la patrie et l'obéissance à la puissance publique. Ils bénissent à l'envi le gouvernement français, de la protection éclatante qu'il accorde à tous les cultes qui ont leur fondement dans les grandes vérités que le christianisme a notifiées à l'univers.

D'après les instructions reçues, soit par écrit soit dans des conférences, il était facile de fixer le régime convenable à chaque communion protestante. On ne pouvait confondre des églises qui ont leur discipline particulière et séparée.

De là, les articles organiques ont distingué les églises de la confession d'Augsbourg d'avec les églises réformées, pour conserver à toutes leur police et la forme de leur gouvernement.

D'abord on s'est occupé de la circonscription de chaque église ou paroisse ; on a donné un consistoire local à chaque église, pour représenter la société des fidèles, en qui, d'après la doctrine protestante, résident tous les pouvoirs. On a fixé le nombre des membres qui doivent composer ce consistoire ; on a déterminé leur qualité et la manière de les élire. Les églises réformées sont maintenues dans la faculté d'avoir des assemblées synodales ; et les églises de la confession d'Augsbourg auront, outre les consistoires locaux et particuliers à chaque église, des inspections et des consistoires généraux.

Les articles organiques s'occupent ensuite du traitement des pasteurs ; ils maintiennent en leur faveur les oblations qui sont consacrées par l'usage, ou qui pourront l'être par des règlements ; ils pourvoient à l'établissement des académies ou séminaires destinés à l'instruction de ceux qui se vouent au ministère ecclésiastique. Rien n'a été négligé pour faire participer les protestants au grand bienfait de la liberté des cultes. Cette liberté, jusqu'ici trop illusoire, se réalise aujourd'hui. Qu'il est heureux de voir ainsi les institutions religieuses placées sous la protection des lois, et les lois sous la sauvegarde, sous la salutaire influence des institutions religieuses !

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

**1211. — Articles organiques des Cultes protestants.**

Paris, 4 avril 1802.

**TITRE I<sup>er</sup>. Dispositions générales pour toutes les Communions protestantes.<sup>1</sup>**

Art. I<sup>er</sup>. Nul ne pourra exercer les fonctions du culte, s'il n'est Français.

II. Les églises protestantes, ni leurs ministres, ne pourront avoir des relations avec aucune puissance ni autorité étrangère.

III. Les pasteurs et ministres des diverses communions protestantes prieront et feront prier, dans la récitation de leurs offices, pour la prospérité de la République française et pour les Consuls<sup>2</sup>.

IV. Aucune décision doctrinale ou dogmatique, aucun formulaire, sous le titre de « confession » ou sous tout autre titre, ne pourront être publiés ou devenir la matière de l'enseignement, avant que le gouvernement en ait autorisé la publication ou promulgation.

V. Aucun changement dans la discipline n'aura lieu sans la même autorisation.

VI. Le Conseil d'Etat connaîtra de toutes les entreprises des ministres du culte, et de toutes dissensions qui pourront s'élever entre ces ministres.

VII. Il sera pourvu au traitement des pasteurs des églises consistoriales<sup>3</sup>; bien entendu qu'on imputera sur ce traitement

<sup>1</sup> Le projet soumis au Conseil d'Etat le 2 avril, est celui qui a été publié sous le n° 1163. Il a été adopté le 4 avril après avoir subi des changements importants, qui seront indiqués ici en notes. — Pelet de la Lozère, qui ne faisait pas encore partie du Conseil d'Etat, mais qui était protestant, ne nous a conservé aucun écho de la discussion : elle a probablement été hâtive et sommaire.

<sup>2</sup> Cette disposition a été ajoutée.

<sup>3</sup> La pénurie des finances et les dispositions défavorables des corps politiques, même du Conseil d'Etat, poussaient alors à atténuer le plus possible les dépenses des cultes. Si les art. organiques du culte catholique avaient fixé la dotation des évêques et des curés, c'était parce que le concordat obligeait publiquement à la fournir. A l'égard des protestants, le gouvernement, libre de tout contrat semblable, préférait régler le salaire des pasteurs par de simples arrêtés, sans se lier par un acte législatif; il ne voulait pas d'ailleurs faire un nouvel étalage de dépenses, et gardait peut-être l'arrière-pensée de retarder autant que possible le

les biens que ces églises possèdent, et le produit des oblations établies par l'usage ou par des règlements <sup>1</sup>.

moment du paiement. Ces raisons diverses lui avaient fait supprimer, dans le Projet d'organisation, le titre IV relatif aux traitements des ministres (p. 176, note 2). — Cependant, après la promulgation de la loi du 18 germinal, les Réformés de la vieille France, qui, à la différence des protestants de l'Alsace et de la rive gauche du Rhin, n'avaient pas conservé leurs biens, sollicitèrent hautement un salaire pour leurs pasteurs. Ils cédaient non seulement au désir de se décharger des collectes volontaires, mais à celui de se maintenir sur un rang d'égalité avec les catholiques, dont les curés étaient payés par le trésor (cf. t. IV, p. 392). Aussi au mois d'avril 1803, Portalis ayant fait agréer le choix de trois pasteurs pour Paris, la question de leur salaire se trouva soulevée, et entraîna promptement l'étude plus générale de la subsistance de tous les ministres protestants. On eut à examiner si ces ministres, chefs de famille, dépourvus de casuel, ne devaient pas être plus largement dotés que des prêtres voués au célibat et ayant droit aux oblations des fidèles. Un arrêté du 3 messidor an XI (22 juin 1803), décida dans le sens de l'affirmative pour les pasteurs de Paris, qui reçurent chacun une allocation de 3.000 francs. Avant d'étendre ce système aux départements, on voulut s'assurer du nombre total des pasteurs, et évaluer exactement la dépense. En janvier 1804, Portalis présenta donc un rapport, qui prévoyait 75 églises consistoriales, avec 230 pasteurs, divisés en trois classes selon l'importance de la population, et recevant, les uns 2.000 francs, les autres 1.500 ou 1.000 francs. La dépense annuelle ne devait pas dépasser 265.500 francs. On consulta Lebrun, qui objecta l'inconvénient de donner aux protestants plus qu'aux catholiques ; on consulta Cambacérès, qui contesta cet inconvénient. Enfin, les propositions de Portalis prévalurent, et furent converties en arrêté le 15 germinal an XII (5 avril 1804).

Pour prévenir les réclamations des curés catholiques, et même celles des ministres luthériens, il fut décidé que l'arrêté ne recevrait aucune publicité. Cette précaution ayant été rendue inutile par une circulaire du ministre de l'intérieur du 22 floréal (12 mai), Portalis s'en plaignit vivement à ce ministre. « Cet arrêté, lui écrivit-il, devait être secret, d'après les intentions du gouvernement dont les motifs sont indiqués dans mon rapport ; et je vous avouerai avec franchise que je n'ai pas été peu surpris de voir cet arrêté publié par les journalistes, tandis que j'en avais eu les dispositions à ceux même qu'il intéressait, et que je m'étais borné à l'annoncer avec la même circonspection aux seuls préfets des départements où il se trouve des protestants réformés, la ci-devant Alsace exceptée... » (Lettre du 19 juillet 1804).

<sup>1</sup> On a voulu précompter les oblations, par analogie avec les prêtres catholiques, bien que, dans le culte protestant, il n'y ait pas à proprement parler d'oblations, c'est-à-dire d'honoraires tarifés pour certains actes religieux.

On a effacé dans cet article la mention des confiscations opérées pendant la Révolution ou lors de la révocation de l'édit de Nantes. — En ce qui concerne la Révolution, le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1790, avait à la vérité, excepté des ventes nationales, les biens appartenant aux protestants d'Alsace (cf. t. IV, p. 192).

VIII. Les dispositions portées par les articles organiques du culte catholique sur la liberté des fondations, et sur la nature des biens qui peuvent en être l'objet, seront communes aux églises protestantes.

IX. Il y aura deux académies ou séminaires dans l'est de la France, pour l'instruction des ministres de la confession d'Augsbourg.

X. Il y aura un séminaire à Genève, pour l'instruction des ministres des églises réformées<sup>1</sup>.

XI. Les professeurs de toutes les académies ou séminaires seront nommés par le Premier Consul.

XII. Nul ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église de la confession d'Augsbourg, s'il n'a étudié, pendant un temps déterminé, dans un des séminaires français destinés à l'instruction des ministres de cette confession, et s'il ne rapporte un certificat en bonne forme constatant son temps d'étude, sa capacité et ses bonnes mœurs.

XIII. On ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église réformée, sans avoir étudié dans le séminaire de Genève, et si on ne rapporte un certificat dans la forme énoncée dans l'article précédent.

XIV. Les règlements sur l'administration et la police intérieure des séminaires, sur le nombre et la qualité des professeurs, sur la manière d'enseigner, et sur les objets d'enseignement, ainsi que sur la forme des certificats ou attestations d'étude, de bonne conduite et de capacité, seront approuvés par le gouvernement.

mais « malgré cette expresse disposition de la loi, une partie de ces biens a été vendue, surtout dans le Haut Rhin. La dissolution des anciens consistoires déterminait l'isolement de chaque église, entraîna la dilapidation des biens qui y étaient attachés. Pour remédier à cet abus, l'administration du Bas-Rhin mit les biens sous la surveillance du directeur des séquestres des biens des anciens seigneurs d'Alsace. Le directeur les confia aux contrôleurs du séquestre, lesquels en ont disposé à leur gré jusqu'à présent, sans en rendre aucun compte. C'est dans cet état de choses qu'est intervenue la loi salutaire du 18 germinal » (Rapp. de Portalis, du 3 nivôse an XI ; 24 décembre 1802).

<sup>1</sup> Un décret du 17 sept. 1808 a prévu l'établissement d'une faculté de théologie à Montauban pour les Réformés (voir Frossard, *Les origines de la faculté de Montauban*).

## TITRE II. *Des Eglises réformées.*

### Section I<sup>re</sup>. De l'organisation générale de ces Eglises

#### XV. Les églises réformées de France auront des pasteurs, des consistoires locaux et des synodes <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Le projet du 2 avril parlait de « synodes d'arrondissement. » Cette qualification, qui paraissait supposer des « synodes nationaux », a été supprimée. C'est un premier indice, de pur texte, pour soutenir que l'ancien synode général n'a pas été rétabli en l'an X. Mais l'argument qui nous paraît décisif, est tiré de l'esprit du gouvernement, qui craignait alors de reconstituer une sorte de république protestante. « On veut éviter, écrivait Chabaud-Latour, qu'ils forment une corporation particulière ; qu'ils fassent un État dans l'État, enfin tout ce qui existait avant la Révolution » (lettre du 2 juillet 1802). Les Réformés ne se méprirent pas alors sur cette intention, et lorsque, dans l'été 1802, ils réclamèrent contre plusieurs dispositions de la loi de germinal, ils crurent prudent de demander « une commission centrale », qui, dans une certaine mesure, pouvait tenir lieu de synode national, mais sans en porter le nom. Ce vœu ne fut nullement écouté. Tout au plus Portalis a-t-il toléré que Rabaut-le-jeune remplît auprès de lui le rôle d'intermédiaire officieux des églises réformées. En 1814, après la chute de l'Empire, les Réformés, comme s'ils n'osaient plus parler du synode national, se contentèrent de s'unir aux Luthériens pour solliciter un simple « conseil permanent, attaché au ministère de l'intérieur et des cultes, et composé de membres des deux confessions. »

La déliance du gouvernement consulaire et impérial s'est même étendue aux simples synodes. Si les protestants avaient été tentés alors de se réunir sous cette forme, ils se seraient heurtés à des refus. A la fin 1803, le préfet de la Drôme ayant voulu autoriser une assemblée synodale, s'attira de Paris une verte réprimande : « Je ne reviens pas, lui écrivait Portalis, de l'étonnement qu'a produit la lecture de votre arrêté du 9 frimaire (1<sup>er</sup> décembre). Quand la loi du 18 germinal an X a parlé des synodes pour les protestants, comme elle a parlé des conciles pour les catholiques, son objet principal a été de consacrer le principe qu'aucune de ces assemblées ne pourrait avoir lieu sans l'autorisation du gouvernement. Mais on a été bien loin de donner à entendre qu'il n'y avait qu'à demander l'assemblée d'un concile ou d'un synode, pour l'obtenir. Ce n'est pas après dix années de tourmente révolutionnaire, que l'on peut autoriser des assemblées ecclésiastiques, et exposer l'État au danger de voir renaître des controverses de parti, ou de voir reproduire des délibérations ambitieuses. Dans les temps les plus calmes, on n'a autorisé les conciles et les synodes qu'avec la plus grande circonspection, et pour les cas les plus rares. » En novembre 1806, Portalis écrivait de même : « J'ajouterai confidentiellement et pour vous seul, que ce n'est pas au sortir d'une révolution orageuse, que les catholiques comme les protestants doivent espérer bientôt des assemblées du clergé. »



XVI. Il y aura une église consistoriale par six mille âmes de la même communion <sup>1</sup>.

XVII. Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'un synode.

<sup>1</sup> Le projet I et celui du 2 avril (art. 26 et 33), respectaient l'état actuel des églises réformées et luthériennes; ils se bornaient à prévoir l'éventualité d'une nouvelle formation d'églises. Ce sont ces groupes naturels, véritables paroisses protestantes, qui ont été remplacés par une agglomération fictive de 6.000 âmes. — En imaginant cet établissement artificiel, le Conseil d'État n'a vraisemblablement été inspiré que par les considérations, alors toutes puissantes, d'économie, qui avaient fait réduire le nombre des curés catholiques. En réalité, il altérait de la manière la plus grave l'organisation traditionnelle des protestants. En vain, les Réformés, au mois d'août 1802, proposèrent l'adjonction de nouveaux articles disant : « Une église consistoriale pourra être composée d'églises locales, qui auront chacune un pasteur ou des pasteurs salariés, et un consistoire. L'église consistoriale, dont le chef-lieu sera désigné, n'aura aucune supériorité ou suprématie sur les églises locales de son ressort; les pasteurs et les anciens des unes et des autres seront tous égaux en droits et en autorité, etc. » Il était trop évident que ces articles additionnels ramenaient, par un détour, à la vieille discipline; qu'au fond ils faisaient revivre l'ancienne église, et ne voyaient plus dans l'agglomération de 6.000 âmes que l'équivalent des anciens colloques. Aussi ces propositions ne furent-elles pas admises. Portalis consentit seulement à maintenir quelques églises locales sous le nom d'oratoires, qu'il assimilait aux annexes des catholiques, et qui, dans sa pensée, devaient être desservis par des pasteurs auxiliaires, assez semblables aux vicaires des curés. Tel est l'esprit dans lequel a été rendu le décret du 10 brumaire an XIV (1<sup>er</sup> décembre 1805), sur les oratoires protestants; mais tel n'est pas l'esprit dans lequel il a été appliqué. Les habitudes prises parmi les Réformés et les Luthériens étaient restées si fortes, que la vieille discipline l'emporta dans la pratique: excepté dans les principaux centres, la vie religieuse tendit à se conserver dans les anciennes églises, même sous le nouveau nom d'oratoires; les pasteurs qui en avaient la charge restèrent sur un pied d'égalité avec les pasteurs ayant droit alors au salaire de l'État, et le consistoire dans l'agglomération de 6.000 âmes, le seul qui pût porter officiellement le nom de consistoire et qui fût autorisé à délibérer ouvertement, ne devint le plus souvent que le représentant des églises locales.

Les nouveaux consistoires étant fondés sur le chiffre de la population protestante, il devenait plus nécessaire que jamais de le bien connaître. Le gouvernement s'en était déjà occupé au mois d'août 1801 (pièce n° 759). Il ne l'avait pas demandé alors à l'administration: le seul préfet, à notre connaissance, celui du Tarn, qui ait répondu aux questions de Chaptal, les avait reçues parce qu'il se trouvait par hasard à Paris. C'était aux protestants notables que le gouvernement s'était adressé (cf. t. IV, p. 191, note). La première réponse lui avait été donnée dans les mémoires de Paris et de Nîmes, qui reproduisaient le chiffre de

## Section II. Des Pasteurs, et des Consistoires locaux.

XVIII. Le consistoire de chaque église<sup>1</sup> sera composé du pasteur ou des pasteurs desservant cette église, et d'anciens ou notables laïques, choisis parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions directes. Le nombre de ces notables ne pourra être au-dessous de six, ni au-dessus de douze.

XIX. Le nombre des ministres ou pasteurs, dans une même église consistoriale, ne pourra être augmenté sans l'autorisation du gouvernement.

XX. Les consistaires veilleront au maintien de la discipline, à l'administration des biens de l'église<sup>2</sup>, et à celle des deniers provenant des aumônes.

deux à trois millions, avancé arbitrairement dans des publications contemporaines de l'édit de tolérance de 1787 (cf. t. IV, p. 390 et s.). Puis des renseignements moins exagérés avaient été recueillis dans le midi par Rabaut-Pomier (cf. t. V, p. 172), dans le centre et le nord par le pasteur Marron. Le plus considérable de ces travaux particuliers était un mémoire intitulé « Recherches sur la population des protestants de la République », qui évaluait à 615.000 les protestants de la vieille France, à 200.000 ceux de l'Alsace-Lorraine, à 615.000 ceux des nouveaux départements de la Belgique et du Rhin (ce mémoire, qui est peut-être un peu antérieur à la loi du 18 germ., est conservé au consistoire de Paris, et dans les pap. Rabaut, t. I, f. 150 et 162. Il a été analysé dans le *Bull. de la Soc. du protestantisme*, n° du 15 janvier 1889). — Après le vote de la loi organique, une circulaire du 3 thermidor (22 juillet 1802), demanda officiellement aux préfets les renseignements statistiques, d'après lesquels les consistaires ont été successivement établis. Quand cette organisation a été achevée, un rapport du 29 janvier 1806 (Arch. nat., AFIV, 1317), en présenta à l'Empereur le tableau d'ensemble. On y trouve par départements le nombre des protestants. Dans la vieille France on compte 479.312 Réformés et 201.408 Luthériens. Dans les nouveaux départements, où les informations paraissent avoir été moins précises, on compte 345.979 Réformés et plus de 200.000 Luthériens. Il y avait alors 188 églises consistoriales, et 1.441 pasteurs. (Voir aussi, dans l'*Encyclop. des Sciences relig. protestantes*, t. V, p. 98 et s., un art. de M. Schickler).

<sup>1</sup> Il importe d'observer que, dans le système de l'agglomération de 6.000 âmes, le consistoire représentait l'ancien colloque. Il diffère donc du consistoire, défini par la discipline des Réformés, et qui était le conseil administrant l'église locale. De même, dans le culte Luthérien, le sens traditionnel du mot consistoire s'est trouvé changé en l'an X.

<sup>2</sup> Il a déjà été question (p. 187 et s.) d'un fonds spécial aux Genevois, et de la masse connue sous le nom d'« administration de Heidelberg. » A côté de ces deux fonds, qui étaient gérés d'une manière particulière, et qui par cette raison allaient rester exposés à une main-mise de l'État, il y avait les biens qui appartenaient

XXI. Les assemblées des consistaires seront présidées par le pasteur, ou par le plus ancien des pasteurs. Un des anciens ou notables remplira les fonctions de secrétaire.

XXII. Les assemblées ordinaires des consistaires continueront de se tenir aux jours marqués par l'usage.

Les assemblées extraordinaires ne pourront avoir lieu sans la permission du sous-préfet, ou du maire en l'absence du sous-préfet.

XXIII. Tous les deux ans, les anciens du consistaire seront renouvelés par moitié. A cette époque, les anciens en exercice s'adjoindront un nombre égal de citoyens protestants, chefs de famille, et choisis parmi les plus imposés au rôle des contributions directes de la commune où l'église consistoriale sera située, pour procéder au renouvellement.

Les anciens sortants pourront être réélus.

XXIV. Dans les églises où il n'y a point de consistaire actuel, il en sera formé un. Tous les membres seront élus par la réunion des vingt-cinq chefs de famille protestants les plus imposés au rôle des contributions directes : cette réunion n'aura lieu qu'avec l'autorisation et en la présence du préfet ou du sous-préfet.

XXV. Les pasteurs ne pourront être destitués qu'à la charge

en propre à des églises locales, soit en Alsace, soit sur la rive gauche du Rhin. « J'ai fait, écrivait Portalis en 1806 au préfet de la Sarre, un mémoire historique pour établir les droits de propriété des églises protestantes de l'une et l'autre communion dans les départements conquis ou réunis à l'Empire français, et tout à la fois ceux qu'ont les consistaires de les administrer. D'après mon travail, on s'est convaincu dans le ministère de l'Intérieur, que tout ce qui était relatif aux biens des églises protestantes, aux fondations ecclésiastiques et scolastiques, aux fabriques, académies locales, etc., était étranger à l'administration publique. En effet, j'ai établi dans ce mémoire, que tous les biens ecclésiastiques dont les protestants de la communion luthérienne et calviniste des quatre départements réunis étaient en possession en l'année normale 1624, leur appartiendraient à toute perpétuité; que cette propriété avait été reconnue et garantie jusqu'aujourd'hui, non seulement par les traités, les capitulations, les lois de l'Assemblée constituante, la loi du 18 germinal an X, mais encore par les décrets que S. M. a rendus sur ces matières... » Comme exemples de ces décrets, Portalis citait ceux du 23 floréal an XI (13 mai 1803) et du 22 brumaire an XIII (13 novembre 1804), qui concernaient des biens situés en Alsace, la condition de ces biens étant la même en Alsace et dans les départements réunis.

de présenter les motifs de la destitution au gouvernement, qui les approuvera ou les rejettera.

XXVI. En cas de décès, ou de démission volontaire, ou de destitution confirmée d'un pasteur, le consistoire, formé de la manière prescrite par l'article XVIII, choisira à la pluralité des voix pour le remplacer.

Le titre d'élection sera présenté au Premier Consul, par le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, pour avoir son approbation.

L'approbation donnée, il ne pourra exercer qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment exigé des ministres du culte catholique<sup>1</sup>.

XXVII. Tous les pasteurs actuellement en exercice sont provisoirement confirmés.

XXVIII. Aucune église ne pourra s'étendre d'un département dans un autre<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ce serment a été exigé dans la pratique. Cf. la pièce, n° 1219.

<sup>2</sup> Cet article se comprenait lorsqu'il y avait des églises locales ou « paroisses » (t. IV, p. 203 et t. V, p. 179) : avec le système des agglomérations de 6000 âmes, il devenait souvent inapplicable. La nécessité l'a donc fait modifier de bonne heure par l'interprétation. Portalis écrivait à cet égard au ministre de l'Intérieur, en novembre 1804 : « ...Le 21 prairial an XI (10 juin 1803), le gouvernement approuva sur mon rapport la réunion spirituelle et religieuse des protestants de la confession d'Augsbourg, du Haut-Rhin, du Doubs et de la Haute-Saône au consistoire général de Strasbourg, sur la demande des protestants et l'adhésion des trois préfets de ces départements. Le 27 messidor suivant (16 juillet 1803), le gouvernement approuva la réunion des protestants de Sorèze (Tarn) à l'église consistoriale de Calmont (Haute-Garonne) ; et le 1<sup>er</sup> vendém. (24 sept. 1803), la réunion des protestants de Seine-et-Marne à l'église consistoriale de Monneaux (Aisne). Ces trois réunions ont eu lieu par divers motifs : ces motifs sont fondés sur les principes relatifs à la nature du culte protestant. Dans l'Eglise catholique, les cures sont territoriales, c'est-à-dire elles sont divisées par territoire. Dans l'Eglise protestante, les cures, ou, ce qui est la même chose, les églises consistoriales, sont personnelles, c'est-à-dire elles n'ont point de territoire déterminé : tout se règle uniquement par le nombre des personnes. La population des protestants de France est très disséminée dans un vaste territoire. Les personnes dont cette population se compose, ne jouiraient jamais de leur culte s'il fallait les trouver rassemblées sur une même portion de territoire. En conséquence, on a établi chaque église consistoriale dans un centre de population. Chaque église est sous l'inspection du préfet ou du magistrat qui administre le département dans lequel cette église est située. Les protestants étrangers à ce

Section III. Des Synodes<sup>1</sup>

XXIX. Chaque synode sera formé du pasteur ou d'un des pasteurs, et d'un ancien ou notable, de chaque église.

XXX. Les synodes veilleront sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques. Toutes les décisions qui émaneront d'eux, de quelque nature qu'elles soient, seront soumises à l'approbation du gouvernement.

XXXI. Les synodes ne pourront s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement.

On donnera connaissance préalable au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée sera tenue en présence du préfet ou du sous-préfet<sup>2</sup>; et une expédition du procès-verbal des délibérations sera adressée par le préfet au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, qui, dans le plus court délai, en fera son rapport au gouvernement.

XXXII. L'assemblée d'un synode ne pourra durer que six jours.

TITRE III. *De l'Organisation des églises de la confession d'Augsbourg.*Section I<sup>re</sup>. Dispositions générales.

XXXIII. Les églises de la confession d'Augsbourg auront des départements, qui sont admis à profiter des secours religieux de l'église consistoriale, ne tiennent à cette église que par des liens purement spirituels, qui n'opèrent aucune division de territoire, et qui ne sont que de conscience et de for intérieur... Quand la loi du 18 germ. a dit qu'aucune église consistoriale ne peut s'étendre d'un département dans un autre, elle a voulu seulement prévenir que l'on pût arbitrairement tenir des assemblées d'élection et faire des actes consistoriaux ailleurs que dans le département où l'église est établie. »

<sup>1</sup> Les corrections qui ont été faites dans la section III ont toutes un caractère restrictif : 1<sup>o</sup> On a réduit implicitement le nombre des synodes, en confiant à chacun les intérêts de cinq églises consistoriales, c'est-à-dire d'une population de 30,000 âmes. 2<sup>o</sup> On a effacé le droit de faire des règlements, et de rien publier. 3<sup>o</sup> On a supprimé pour les synodes le droit de s'assembler tous les deux ans, et on a subordonné leur réunion à l'autorisation du gouvernement. 4<sup>o</sup> On a cessé par conséquent de prévoir les cas d'urgence pendant l'intervalle d'un synode à l'autre.

<sup>2</sup> Le « commissaire », prévu par les art. 30 et 38 du projet du 2 avril, a été remplacé, dans tous les cas, par le préfet ou le sous-préfet.

pasteurs, des consistoires locaux, des inspections et des consistoires généraux.

**Section II. Des Ministres ou Pasteurs, et des Consistoires locaux de chaque église.**

**XXXIV.** On suivra, relativement aux pasteurs, à la circonscription et au régime des églises consistoriales, ce qui a été prescrit par la section II du titre précédent, pour les pasteurs et pour les églises réformées.

**Section III. Des Inspections.**

**XXXV.** Les églises de la confession d'Augsbourg seront subordonnées à des inspections.

**XXXVI.** Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'une inspection <sup>1</sup>.

**XXXVII.** Chaque inspection sera composée du ministre, et d'un ancien ou notable, de chaque église de l'arrondissement : elle ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement ; la première fois qu'il écherra de la convoquer, elle le sera par le plus ancien des ministres desservant les églises de l'arrondissement. Chaque inspection choisira dans son sein deux laïques, et un ecclésiastique qui prendra le titre d'inspecteur, et qui sera chargé de veiller sur les ministres et sur le maintien du bon ordre dans les églises particulières.

Le choix de l'inspecteur et des deux laïques sera confirmé par le Premier Consul.

**XXXVIII.** L'inspection ne pourra s'assembler qu'avec l'autorisation du gouvernement, en présence du préfet ou du sous-préfet, et après avoir donné connaissance préalable au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières que l'on se proposera d'y traiter.

**XXXIX.** L'inspecteur pourra visiter les églises de son arron-

<sup>1</sup> Cet article a été modifié de manière à faire de l'inspection des Luthériens une institution parallèle au synode des Réformés. La même pensée d'analogie a fait supprimer dans l'article suivant le droit pour l'inspection de s'assembler tous les deux ans. Cependant, tandis que les synodes étaient destinés à rester à l'état de lettre morte, les inspections ont été en principe organisées sous l'Empire. A la vérité, les assemblées d'inspection n'ont guère été réunies que pour choisir les inspecteurs ; mais ceux-ci ont pu remplir leurs fonctions.

dissement ; il s'adjoindra les deux laïques nommés avec lui, toutes les fois que les circonstances l'exigeront ; il sera chargé de la convocation de l'assemblée générale de l'inspection. Aucune décision émanée de l'assemblée générale de l'inspection, ne pourra être exécutée sans avoir été soumise à l'approbation du gouvernement.

#### Section IV. Des Consistoires généraux.

XL. Il y aura trois consistoires généraux : l'un à Strasbourg, pour les protestants de la confession d'Augsbourg des départements du Haut et Bas-Rhin ; l'autre à Mayence, pour ceux des départements de la Sarre et du Mont-Tonnerre ; et le troisième à Cologne<sup>1</sup>, pour ceux des départements de Rhin-et-Moselle et de la Roer.

XLI. Chaque consistoire sera composé d'un président laïque protestant<sup>2</sup>, de deux ecclésiastiques inspecteurs, et d'un député de chaque inspection.

<sup>1</sup> La difficulté de connaître en temps utile la population protestante dans les départements réunis, et surtout d'y distinguer les Luthériens et les Réformés (cf. p. 184, note 3) a fait établir par erreur à Cologne un consistoire général. Lorsqu'on procéda à l'organisation du culte protestant de la Roer et de Rhin-et-Moselle, qui devaient relever de Cologne, on fut très surpris de n'y trouver que 27,000 Luthériens, nombre à peine suffisant pour former cinq églises consistoriales et par suite une simple inspection. Néanmoins Portalis se crut obligé d'établir le président du consistoire général, qui se trouva décoré d'un vain titre. En 1808 on commença à parler de supprimer le consistoire général de Cologne, et, en décembre 1813, le ministre des cultes proposa formellement de le réunir à celui de Mayence, de qui dépendaient 145,000 Luthériens du Mont-Tonnerre et de la Sarre. Le consistoire général de Mayence, porté ainsi à 173,000 âmes, aurait à peine égalé celui de Strasbourg, qui comprenait 185,000 Luthériens des Haut et Bas-Rhin, et 25,000 des départements du Doubs, de la Meurthe, de la Moselle, de la Haute-Saône, des Vosges et de la Seine. La chute de l'Empire empêcha de donner suite à ce projet.

<sup>2</sup> Dès le début, le gouvernement affecta de voir des diocèses dans les consistoires généraux, et dans leurs présidents de véritables évêques. Il mit un soin tout particulier à choisir ces derniers, et nomma M. Kern à Strasbourg (24 décemb. 1802), M. Pietsch à Cologne (6 août 1803) et M. Jacobi à Mayence (5 juillet 1804). Le serment prêté à Paris par M. Kern, le 2 mai 1803, fut entouré du même appareil que pour les évêques catholiques : la formule était la même, sauf que les mots « dans mon diocèse » étaient remplacés par ceux-ci : « dans l'arrond. du consistoire général du Haut et Bas-Rhin. » Ce fut toujours avec ces présidents que

Le président et les deux ecclésiastiques inspecteurs seront nommés par le Premier Consul.

Le président sera tenu de prêter, entre les mains du Premier Consul ou du fonctionnaire public qu'il plaira au Premier Consul de déléguer à cet effet, le serment exigé des ministres du culte catholique.

Les deux ecclésiastiques inspecteurs et les membres laïques prêteront le même serment entre les mains du président.

XLII. Le consistoire général ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement, et qu'en présence du préfet ou du sous-préfet : on donnera préalablement connaissance au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée ne pourra durer plus de six jours.

XLIII. Dans le temps intermédiaire d'une assemblée à l'autre, il y aura un directoire, composé du président, du plus âgé des deux ecclésiastiques inspecteurs, et de trois laïques, dont un sera nommé par le Premier Consul : les deux autres seront choisis par le consistoire général.

XLIV. Les attributions du consistoire général et du directoire continueront d'être régies par les règlements et coutumes des églises de la confession d'Augsbourg, dans toutes les choses auxquelles il n'a point été formellement dérogé par les lois de la République et par les présents articles.

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

fut entretenue la correspondance relative à l'administration des Luthériens. Pendant l'Empire, on ne s'inquiéta guère des autres membres qui devaient composer les consistoires généraux et leurs directoires ; on ne les désigna qu'à Strasbourg, et encore sans les doter, sans leur laisser une activité sérieuse. Il y avait alors une telle tendance à centraliser l'autorité sous toutes les formes, que cette prépondérance des présidents n'excita pas les plaintes des Luthériens. On entendait même des Réformés, par exemple MM. Chabaud-Latour et Pictet, regretter que leur vieille discipline ne permit pas d'avoir un épiscopat. Si la « commission centrale » qui était généralement réclamée par les Réformés notables, avait été organisée alors, il est probable que le président de cette commission aurait pris, en fait, des apparences et des allures épiscopales, assez semblables à celles des présidents dans les consistoires généraux des Luthériens.



## 1212. — Séance des Consuls.

Paris, 15 germinal an X (5 avril 1802).

Le Corps législatif, convoqué extraordinairement par l'acte du gouvernement du 27 ventôse dernier (18 mars), ayant ouvert aujourd'hui sa session, le Premier Consul se fait représenter un projet de loi discuté dans la séance du Conseil d'Etat du 12 de ce mois (2 avril), portant que « la convention passée le 6 messidor an IX entre le Pape et le gouvernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801), ensemble les articles organiques de ladite convention et les articles organiques des cultes protestants, seront promulgués et exécutés comme des lois de la République <sup>1</sup>. »

Les Consuls approuvent ledit projet de loi, et arrêtent <sup>2</sup> qu'il sera présenté au Corps législatif dans la séance d'aujourd'hui, et la discussion indiquée au 18 de ce mois (8 avril).

Le Premier Consul nomme, pour le porter et en soutenir la

<sup>1</sup> Le texte du projet de loi est reproduit ici exactement, sauf que les mots « dont la teneur suit » ont été omis après la mention des articles organiques. Le projet préparé en novembre (t. IV, p. 410) était différent : il ne parlait pas des règlements sur les cultes, puisque ces règlements devaient être alors des actes du pouvoir exécutif.

En rapprochant ces trois actes dans un même projet de loi, le gouvernement a voulu manifester qu'en traitant avec le Saint-Siège, il n'avait rien sacrifié des droits séculaires du pouvoir civil et des libertés gallicanes, et aussi qu'il entendait étendre une protection égale sur tous les cultes chrétiens. En ce sens, les articles organiques ont été le correctif de la convention, une sorte de réponse à ceux, si nombreux dans les corps politiques, qui reprochaient au concordat d'avoir fait la part trop large aux prétentions de la cour romaine (cf. t. II, p. 327). Cependant tel n'est pas le calcul que l'on prête d'ordinaire au P. Consul. Sans s'apercevoir qu'on va au rebours de ses intentions et de l'esprit du temps, on a dit et on répète encore qu'il a essayé de faire croire à une entente avec le Saint-Siège sur les articles organiques.

<sup>2</sup> « Les Consuls de la Rép. arrêtent que le projet de loi portant que la convention passée entre le Pape et le gouvernement français, les articles organiques de la dite convention et les articles organiques des cultes protestants seront promulgués comme des lois, sera proposé au Corps législatif.

« Le P. Consul nomme pour le présenter et pour en soutenir la discussion, les cit. Portalis, Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely) et Régnier.

« Le gouvernement pense que la discussion sur ce projet doit s'ouvrir le 18 de ce mois. »

discussion, les cit. Portalis, Régnier et Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely), conseillers d'Etat.

Un message est en conséquence adressé au Corps législatif, pour lui annoncer que des orateurs du gouvernement vont se rendre à la séance <sup>1</sup>.

(Arch. nat., AFIV 913).

### 1213. — Discours de Portalis sur l'organisation des Cultes.

Séance du Corps législatif, du 15 germinal an X (5 avril 1802).

Cit. législateurs, depuis longtemps le gouvernement s'occupait des moyens de rétablir la paix religieuse en France. J'ai l'honneur de vous présenter l'important résultat de ses opérations, et de mettre sous vos yeux les circonstances et les principes qui les ont dirigées.

Le catholicisme avait toujours été, parmi nous, la religion dominante ; depuis plus d'un siècle, son culte était le seul dont l'exercice public fût autorisé ; les institutions civiles et politiques étaient intimement liées avec les institutions religieuses ; le clergé était le premier ordre de l'Etat ; il possédait de grands biens, il jouissait d'un grand crédit, il exerçait un grand pouvoir.

Cet ordre de choses a disparu avec la Révolution.

Alors la liberté de conscience fut proclamée ; les propriétés du clergé furent mises à la disposition de la nation : on s'engagea seulement à fournir aux dépenses du culte catholique, et à salarier ses ministres.

On entreprit bientôt de donner une nouvelle forme à la police ecclésiastique.

Le nouveau régime avait à lutter contre les institutions anciennes.

L'Assemblée constituante voulut s'assurer, par un serment, de la fidélité des ecclésiastiques dont elle changeait la situation et l'état. La formule de ce serment fut tracée par les articles 21 et 38 du

<sup>1</sup> La session extraordinaire du Corps législatif s'était ouverte à midi, et avait commencé par l'allocation du ministre de l'Intérieur, par celle du nouveau président Marcorrelle, par une motion du législateur Laborde qui proposait une députation de vingt-cinq membres pour féliciter Bonaparte du traité avec l'Angleterre. Aucun de ces orateurs n'avait parlé du concordat.

titre II de la constitution civile du clergé, décrétée le 12 juillet 1790, et proclamée le 24 août suivant.

Il est plus aisé de rédiger des lois que de gagner les esprits et de changer les opinions. La plupart des ecclésiastiques refusèrent le serment ordonné, et ils furent remplacés dans leurs fonctions par d'autres ministres.

Les prêtres français se trouvèrent ainsi divisés en deux classes : celle des assermentés, et celle des non assermentés. Les fidèles se divisèrent d'opinion comme les ministres. L'opposition qui existait entre les divers intérêts politiques, rendit plus vive celle qui existait entre les divers intérêts religieux. Les esprits s'aigrirent ; les dissensions théologiques prirent un caractère qui inspira de justes alarmes à la politique.

Quand on vit l'autorité préoccupée de ce qui se passait, on chercha à la tromper ou à la surprendre.

Tous les partis s'accusèrent réciproquement.

La législation qui sortit de cet état de fermentation et de trouble, est assez connue.

Je ne la retracerai pas ; je me borne à dire qu'elle varia selon les circonstances, et qu'elle suivit le cours des événements publics.

Au milieu de ces événements, les consciences étaient toujours plus ou moins froissées. On sait que le désordre était à son comble, lorsque le 18 brumaire vint subitement placer la France sous un meilleur génie.

A cette époque, les affaires de la religion fixèrent la sollicitude du sage, du héros qui avait été appelé par la confiance nationale au gouvernement de l'Etat, et qui, dans ses brillantes campagnes d'Italie, dans ses importantes négociations avec les divers cabinets de l'Europe, et dans ses glorieuses expéditions d'outre-mer, avait acquis une si grande connaissance des choses et des hommes.

#### Nécessité de la religion en général.

Une première question se présentait : La religion en général est-elle nécessaire aux corps de nation ? est-elle nécessaire aux hommes ?

Nous naissons dans des sociétés formées et vieilles ; nous y trouvons un gouvernement, des institutions, des lois, des habi-

tudes, des maximes reçues : nous ne daignons pas nous enquerir jusqu'à quel point ces diverses choses se tiennent entre elles ; nous ne demandons pas dans quel ordre elles se sont établies ; nous ignorons l'influence successive qu'elles ont eue sur notre civilisation, et qu'elles conservent sur les mœurs publiques et sur l'esprit général. Trop confiants dans nos lumières acquises, fiers de l'état de perfection où nous sommes arrivés, nous imaginons que, sans aucun danger pour le bonheur commun, nous pourrions désormais renoncer à tout ce que nous appelons préjugés antiques, et nous séparer brusquement de tout ce qui nous a civilisés. De là l'indifférence de notre siècle pour les institutions religieuses, et pour tout ce qui ne tient pas aux sciences et aux arts, aux moyens d'industrie et de commerce qui ont été si heureusement développés de nos jours, et aux objets d'économie politique sur lesquels nous paraissions fonder exclusivement la prospérité des Etats.

Je m'empresserai toujours de rendre hommage à nos découvertes, à notre instruction, à la philosophie de nos temps modernes.

Mais, quels que soient nos avantages, quel que soit le perfectionnement de notre espèce, les bons esprits sont forcés de convenir qu'aucune société ne pourrait subsister sans morale, et que l'on ne peut encore se passer de magistrats et de lois.

Or l'utilité ou la nécessité de la religion ne dérive-t-elle pas de la nécessité même d'avoir une morale ? L'idée d'un Dieu législateur n'est-elle pas aussi essentielle au monde intelligent, que l'est au monde physique celle d'un Dieu créateur et premier moteur de toutes les causes secondes ? L'athée, qui ne reconnaît aucun dessein dans l'univers, et qui semble n'user de son intelligence que pour tout abandonner à une fatalité aveugle, peut-il utilement prêcher la règle des mœurs, en desséchant par ses désolantes opinions la source de toute moralité ?

Pourquoi existe-t-il des magistrats ? pourquoi existe-t-il des lois ? pourquoi ces lois annoncent-elles des récompenses et des peines ? C'est que les hommes ne suivent pas uniquement leur raison ; c'est qu'ils sont naturellement disposés à espérer et à craindre, et que les instituteurs des nations ont cru devoir mettre cette disposition à profit pour les conduire au bonheur et à la

vertu. Comment donc la religion, qui fait de si grandes promesses et de si grandes menaces, ne serait-elle pas utile à la société ?

Les lois et la morale ne sauraient suffire.

Les lois ne règlent que certaines actions : la religion les embrasse toutes. Les lois n'arrêtent que le bras : la religion règle le cœur. Les lois ne sont relatives qu'au citoyen : la religion s'empare de l'homme.

Quant à la morale, que serait-elle si elle demeurait reléguée dans la haute région des sciences, et si les institutions religieuses ne l'en faisaient pas descendre pour la rendre sensible au peuple ?

La morale sans préceptes positifs laisserait la raison sans règle ; la morale sans dogmes religieux ne serait qu'une justice sans tribunaux.

Quand nous parlons de la force des lois, savons-nous bien quel est le principe de cette force ? Il réside moins dans la bonté des lois que dans leur puissance. Leur bonté seule serait toujours plus ou moins un objet de controverse. Sans doute une loi est plus durable et mieux accueillie quand elle est bonne : mais son principal mérite est d'être loi, c'est-à-dire, son principal mérite est d'être, non un raisonnement, mais une décision ; non une simple thèse, mais un fait. Conséquemment une morale religieuse, qui se résout en commandements formels, a nécessairement une force qu'aucune morale purement philosophique ne saurait avoir. La multitude est plus frappée de ce qu'on lui ordonne que de ce qu'on lui prouve. Les hommes, en général, ont besoin d'être fixés ; il leur faut des maximes plutôt que des démonstrations.

La diversité des religions positives ne saurait être présentée comme un obstacle à ce que la vraie morale, à ce que la morale naturelle puisse jamais devenir universelle sur la terre. Si les diverses religions positives ne se ressemblent pas, si elles diffèrent dans leur culte extérieur et dans leurs dogmes, il est du moins certain que les principaux articles de la morale naturelle constituent le fond de toutes les religions positives. Par là, les maximes et les vertus les plus nécessaires à la conservation de l'ordre social, sont partout sous la sauvegarde des sentiments religieux et de la conscience. Elles acquièrent ainsi un caractère d'énergie, de fixité et de certitude, qu'elles ne pourraient tenir de la science des hommes.

Un des grands avantages des religions positives est encore de lier la morale à des rites, à des cérémonies, à des pratiques qui en deviennent l'appui. Car n'allons pas croire que l'on puisse conduire les hommes avec des abstractions, ou des maximes froidement calculées. La morale n'est pas une science spéculative ; elle ne consiste pas uniquement dans l'art de bien penser, mais dans celui de bien faire. Il est moins question de connaître que d'agir ; or les bonnes actions ne peuvent être préparées et garanties que par les bonnes habitudes. C'est en pratiquant des choses qui mènent à la vertu ou qui du moins en rappellent l'idée, qu'on apprend à aimer et à pratiquer la vertu même.

Sans doute, il n'est pas plus vrai de dire, dans l'ordre religieux, que les rites et les cérémonies sont la vertu, qu'il ne le serait de dire, dans l'ordre civil, que les formes judiciaires sont la justice ; mais comme la justice ne peut être garantie que par des formes réglées qui préviennent l'arbitraire, dans l'ordre moral la vertu ne peut être assurée que par l'usage et la sainteté de certaines pratiques qui préviennent la négligence et l'oubli.

La vraie philosophie respecte les formes autant que l'orgueil les dédaigne. Il faut une discipline pour la conduite, comme il faut un ordre pour les idées. Nier l'utilité des rites et des pratiques religieuses en matière de morale, ce serait nier l'empire des notions sensibles sur des êtres qui ne sont pas de purs esprits, ce serait nier la force de l'habitude.

Il est une religion naturelle, dont les dogmes et les préceptes n'ont point échappé aux sages de l'antiquité, et à laquelle on peut s'élever par les seuls efforts d'une raison cultivée. Mais une religion purement intellectuelle ou abstraite pourrait-elle jamais devenir nationale ou populaire ? Une religion sans culte public ne s'affaiblirait-elle pas bientôt ? ne ramènerait-elle pas infailliblement la multitude à l'idolâtrie ? S'il faut juger du culte par la doctrine, ne faut-il pas conserver la doctrine par le culte ? Une religion qui ne parlerait point aux yeux et à l'imagination, pourrait-elle conserver l'empire des âmes ? Si rien ne réunissait ceux qui professent la même croyance, n'y aurait-il pas en peu d'années autant de systèmes religieux qu'il y a d'individus ? Les vérités utiles n'ont-elles pas besoin d'être consacrées par de salutaires institutions ?

Les hommes, en s'éclairant, deviennent-ils des anges? peuvent-ils donc espérer qu'en communiquant leurs lumières, ils élèveront leurs semblables au rang sublime des pures intelligences?

Les savants et les philosophes de tous les siècles ont constamment manifesté le désir louable de n'enseigner que ce qui est bon, que ce qui est raisonnable; mais se sont-ils accordés entre eux sur ce qu'ils réputaient raisonnable et bon? Règne-t-il une grande harmonie entre ceux qui ont discuté et qui discutent encore les dogmes de la religion naturelle? Chacun d'eux n'a-t-il pas son opinion particulière, et n'est-il pas réduit à son propre suffrage? Depuis les admirables Offices du consul romain, a-t-on fait, par les seuls efforts de la science humaine, quelque découverte dans la morale? Depuis les dissertations de Platon, est-on agité par moins de doutes dans la métaphysique? S'il y a quelque chose de stable et de convenu sur l'existence et l'unité de Dieu, sur la nature et la destination de l'homme, n'est-ce pas au milieu de ceux qui professent un culte et qui sont unis entre eux par les liens d'une religion positive?

L'intérêt des gouvernements humains est donc de protéger les institutions religieuses, puisque c'est par elles que la conscience intervient dans toutes les affaires de la vie, puisque c'est par elles que la morale, et les grandes vérités qui lui servent de sanction et d'appui, sont arrachées à l'esprit de système pour devenir l'objet de la croyance publique; puisque c'est par elles enfin que la société entière se trouve placée sous la puissante garantie de l'Auteur même de la nature.

Les Etats doivent maudire la superstition et le fanatisme.

Mais sait-on bien ce que serait un peuple de sceptiques et d'athées?

Le fanatisme de Muncer, chef des anabaptistes, a été certainement plus funeste aux hommes que l'athéisme de Spinoza. Il est encore vrai que des nations agitées par le fanatisme se sont livrées, par intervalles, à des excès et à des horreurs qui font frémir.

Mais la question de préférence entre la religion et l'athéisme, ne consiste pas à savoir si, dans une hypothèse donnée, il n'est pas plus dangereux qu'un tel homme soit fanatique qu'athée, ou si, dans certaines circonstances, il ne vaudrait pas mieux qu'un



peuple fût athée que fanatique ; mais si, dans la durée des temps et pour les hommes en général, il ne vaut pas mieux que les peuples abusent quelquefois de la religion que de n'en point avoir.

L'effet inévitable de l'athéisme, dit un grand homme, est de nous conduire à l'idée de notre indépendance, et conséquemment de notre révolte. Quel écueil pour toutes les vertus les plus nécessaires au maintien de l'ordre social !

Le scepticisme de l'athée isole les hommes autant que la religion les unit ; il ne les rend pas tolérants, mais frondeurs ; il dénoue tous les fils qui nous attachent les uns aux autres ; il se sépare de tout ce qui le gêne, et il méprise tout ce que les autres croient ; il dessèche la sensibilité ; il étouffe tous les mouvements spontanés de la nature ; il fortifie l'amour-propre et le fait dégénérer en un sombre égoïsme ; il substitue des doutes à des vérités ; il arme les passions, et il est impuissant contre les erreurs ; il n'établit aucun système, il laisse à chacun le droit d'en faire ; il inspire des prétentions sans donner des lumières ; il mène par la licence des opinions à celle des vices ; il flétrit le cœur ; il brise tous les liens ; il dissout la société.

L'athéisme aurait-il du moins l'effet d'éteindre toute superstition, tout fanatisme ? Il est impossible de le penser.

La superstition et le fanatisme ont leur principe dans les imperfections de la nature humaine.

La superstition est une suite de l'ignorance et des préjugés. Ce qui la caractérise, est de se trouver unie à quelqu'un de ces mouvements secrets et confus de l'âme, qui sont ordinairement produits par trop de timidité ou par trop de confiance, et qui intéressent plus ou moins vivement la conscience en faveur des écarts de l'imagination ou des préjugés de l'esprit. On peut définir la superstition une croyance aveugle, erronée ou excessive, qui tient presque uniquement à la manière dont nous sommes affectés, et que nous réduisons, par un sentiment quelconque de respect ou de crainte, en règle de conduite ou en principe de mœurs.

Avec une imagination vive, avec une âme faible, ou avec un esprit peu éclairé, on peut être superstitieux dans les choses naturelles comme dans les choses religieuses. Il n'est pas contradictoire d'être à la fois impie et superstitieux ; nous en prenons à



témoin les incrédules du moyen âge et quelques athées de nos jours.

D'autre part, toute opinion quelconque, religieuse, politique, philosophique, peut faire des enthousiastes et des fanatiques. De simples questions de grammaire nous ont fait courir le risque d'une guerre civile. On s'est quelquefois battu pour le choix d'un histrion.

D'après le mot d'un célèbre ministre, la dernière guerre, dans laquelle la France a si glorieusement soutenu le poids de l'univers, a-t-elle été autre chose que la guerre des opinions armées, et y a-t-il une guerre religieuse qui ait fait répandre plus de sang ?

On ne saurait donc imputer exclusivement à la religion des maux qui ont existé et qui existeraient encore sans elle.

Loin que la superstition soit née de l'établissement des religions positives, on peut affirmer que, sans le frein des doctrines et des institutions religieuses, il n'y aurait plus de terme à la crédulité, à la superstition, à l'imposture. Les hommes, en général, ont besoin d'être croyants pour n'être pas crédules ; ils ont besoin d'un culte pour n'être pas superstitieux.

En effet, comme il faut un code de lois pour régler les intérêts, il faut un dépôt de doctrines pour fixer les opinions. Sans cela, suivant l'expression de Montaigne, il n'y a plus rien de certain que l'incertitude même.

La religion positive est une digue, une barrière, qui seule peut nous rassurer contre ce torrent d'opinions fausses et plus ou moins dangereuses, que le délire de la raison humaine peut inventer.

Craindrait-on de ne remédier à rien, en remplaçant les faux systèmes de philosophie par de faux systèmes de religion ?

La question sur la vérité ou la fausseté de telle ou telle autre religion positive, n'est qu'une pure question théologique qui nous est étrangère. Les religions, mêmes fausses, ont au moins l'avantage de mettre obstacle à l'introduction des doctrines arbitraires ; les individus ont un centre de croyance ; les gouvernements sont rassurés sur des dogmes, une fois connus, qui ne changent pas ; la superstition est, pour ainsi dire, régularisée, circonscrite et resserrée dans des bornes qu'elle ne peut ou qu'elle n'ose franchir.

Il n'y a point à balancer entre de faux systèmes de philosophie et de faux systèmes de religion. Les faux systèmes de philosophie

rendent l'esprit contentieux et laissent le cœur froid : les faux systèmes de religion ont au moins l'effet de rallier les hommes à quelques idées communes, et de les disposer à quelques vertus. Si les faux systèmes de religion nous façonnent à la crédulité, les faux systèmes de philosophie nous conduisent au septicisme : or les hommes en général, plus faits pour agir que pour méditer, ont plus besoin, dans toutes les choses pratiques, de motifs déterminants que de subtilités et de doutes. Le philosophe lui-même a besoin, autant que la multitude, du courage d'ignorer et de la sagesse de croire ; car il ne peut ni tout connaître, ni tout comprendre.

Ne craignons pas le retour du fanatisme : nos mœurs, nos lumières empêchent ce retour. Honorons les lettres, cultivons les sciences, en respectant la religion, et nous serons philosophes sans impiété et religieux sans fanatisme.

Ce qui est inconcevable, c'est que dans le moment même où l'on annonce que la protection donnée aux institutions religieuses pourrait nous replonger dans des superstitions fanatiques, on prétend, d'un autre côté, que l'on fait un trop grand bruit de la religion, et qu'elle n'a plus aucune sorte de prise sur les hommes.

Il faut pourtant s'accorder : si les institutions religieuses peuvent inspirer du fanatisme, c'est par le ressort prodigieux qu'elles donnent à l'âme ; et dès lors il faut convenir qu'elles ont une grande influence, et qu'un gouvernement serait peu sage de les mépriser ou de les négliger.

Avancer que la religion n'arrête aucun désordre dans les pays où elle est le plus en honneur, puisqu'elle n'empêche pas les crimes et les scandales dont nous sommes les témoins, c'est proposer une objection qui frappe contre la morale et les lois elles-mêmes, puisque la morale et les lois n'ont pas la force de prévenir tous les crimes et tous les scandales.

A la vérité, dans les siècles même les plus religieux, il est des hommes qui ne croient point à la religion, d'autres qui y croient faiblement ou qui ne s'en occupent pas. Entre les plus fermes croyants, peu agissent conformément à leur foi : mais aussi ceux qui croient à la religion la pratiquent quelquefois, s'ils ne la pratiquent pas toujours : ils peuvent s'égarer, mais ils reviennent plus facilement. Les impressions de l'enfance et de l'éducation

ne s'éteignent jamais entièrement chez les incrédules même. Tous ceux qui paraissent incrédules ne le sont pas ; il se forme autour d'eux une sorte d'esprit général, qui les entraîne malgré eux-mêmes, et qui règle jusqu'à un certain point, sans qu'ils s'en doutent, leurs actions et leurs pensées. Si l'orgueil de leur raison les rend sceptiques, leur sens et leur cœur déjouent plus d'une fois les sophismes de leur raison.

La multitude est d'ailleurs plus accessible à la religion qu'au scepticisme ; conséquemment les idées religieuses ont toujours une grande influence sur les hommes en masse, sur les corps de nation, sur la société générale du genre humain.

Nous voyons les crimes que la religion n'empêche pas ; mais voyons-nous ceux qu'elle arrête ? Pouvons-nous scruter les consciences et y voir tous les noirs projets que la religion y étouffe, et toutes les salutaires pensées qu'elle y fait naître ? D'où vient que les hommes, qui nous paraissent si mauvais en détail, sont en masse de si honnêtes gens ? Ne serait-ce point parce que les inspirations, les remords auxquels des méchants déterminés résistent, et auxquels les bons ne cèdent pas toujours, suffisent pour régir le général des hommes dans le plus grand nombre de cas, et pour garantir, dans le cours ordinaire de la vie, cette direction uniforme et universelle sans laquelle toute société durable serait impossible.

D'ailleurs, on se trompe si, en contemplant la société humaine, on imagine que cette grande machine pourrait aller avec un seul des ressorts qui la font mouvoir : cette erreur est aussi évidente que dangereuse. L'homme n'est point un être simple ; la société, qui est l'union des hommes, est nécessairement le plus compliqué de tous les mécanismes. Que ne pouvons-nous la décomposer ? et nous apercevriions bientôt le nombre innombrable de ressorts imperceptibles par lesquels elle subsiste. Une idée reçue, une habitude, une opinion qui ne se fait plus remarquer, a souvent été le principal ciment de l'édifice. On croit que ce sont les lois qui gouvernent, et partout ce sont les mœurs. Les mœurs sont le résultat lent des circonstances, des usages, des institutions. De tout ce qui existe parmi les hommes, il n'y a rien qui embrasse plus l'homme tout entier que la religion.

Nous sentons plus que jamais la nécessité d'une instruction

publique. L'instruction est un besoin de l'homme ; elle est surtout un besoin des sociétés : et nous ne protégerions pas les institutions religieuses, qui sont comme les canaux par lesquels les idées d'ordre, de devoir, d'humanité, de justice, coulent dans toutes les classes de citoyens ! La science ne sera jamais que le partage du petit nombre ; mais avec la religion, on peut être instruit sans être savant. C'est elle qui enseigne, qui révèle toutes les vérités utiles à des hommes qui n'ont ni le temps ni les moyens d'en faire la pénible recherche. Qui voudrait donc tarir les sources de cet enseignement sacré, qui sème partout les bonnes maximes, qui les rend présentes à chaque individu, qui les perpétue en les liant à des établissements permanents et durables, et qui leur communique ce caractère d'autorité et de popularité sans lequel elles seraient étrangères au peuple, c'est-à-dire, à presque tous les hommes ?

Écoutons la voix de tous les citoyens honnêtes qui, dans les assemblées départementales, ont exprimé leur vœu sur ce qui se passe depuis dix ans sous leurs yeux.

« Il est temps, disent-ils, que les théories se taisent devant les faits. Point d'instruction sans éducation, et point d'éducation sans morale et sans religion.

« Les professeurs ont enseigné dans le désert, parce qu'on a proclamé imprudemment qu'il ne fallait jamais parler de religion dans les écoles.

« L'instruction est nulle depuis dix ans : il faut prendre la religion pour base de l'éducation.

« Les enfants sont livrés à l'oisiveté la plus dangereuse, au vagabondage le plus alarmant.

« Ils sont sans idée de la Divinité, sans notion du juste et de l'injuste. De là des mœurs farouches et barbares ; de là un peuple féroce.

« Si l'on compare ce qu'est l'instruction avec ce qu'elle devrait être, on ne peut s'empêcher de gémir sur le sort qui menace les générations présentes et futures. » <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Analyse des procès-verbaux des conseils généraux des départements (*note de Portalis*). — Voir le *Moniteur* des 29 nivôse et 15 pluviôse an X ; le *Publiciste* du 3 pluviôse.

Ainsi toute la France appelle la religion au secours de la morale et de la société.

Ce sont les idées religieuses qui ont contribué plus que toute autre chose à la civilisation des hommes ; c'est moins par nos idées que par nos affections, que nous sommes sociables : or, n'est-ce pas avec les idées religieuses, que les premiers législateurs ont cherché à modérer et à régler les passions et les affections humaines ?

Comme ce ne sont guère des hommes corrompus ou des hommes médiocres qui ont bâti des villes et fondé des empires, on est bien fort quand on a pour soi la conduite et les plans des instituteurs et des libérateurs des nations. En est-il un seul qui ait dédaigné d'appeler la religion au secours de la politique ?

Les lois de Minos, de Zaleucus, celle des douze Tables, reposent entièrement sur la crainte des Dieux. Cicéron, dans son traité des lois, pose la providence comme la base de toute législation. Platon rappelle à la divinité dans toutes les pages de ses ouvrages. Numa avait fait de Rome la ville sacrée, pour en faire la ville éternelle.

Ce ne fut point la fraude, ce ne fut point la superstition, dit un grand homme, qui fit établir la religion chez les Romains ; ce fut la nécessité où sont toutes les sociétés d'en avoir une.

Le joug de la religion, continue-t-il, fut le seul dont le peuple romain, dans sa fureur pour la liberté, n'osa s'affranchir ; et ce peuple, qui se mettait si facilement en colère, avait besoin d'être arrêté par une puissance invisible.

Le mal est que les hommes, en se civilisant, et en jouissant de tous les biens et des avantages de toute espèce qui naissent de leur perfectionnement, refusent de voir les véritables causes auxquelles ils en sont redevables ; comme dans un grand arbre, les rameaux nombreux et le riche feuillage dont il se couvre, cachent le tronc, et ne nous laissent apercevoir que des fleurs brillantes et des fruits abondants.

Mais, je le dis pour le bien de ma patrie, je le dis pour le bonheur de la génération présente et pour celui des générations à venir, le scepticisme outré, l'esprit d'irréligion, transformé en système politique, est plus près de la barbarie qu'on ne pense.

Il ne faut pas juger d'une nation par le petit nombre d'hommes

qui brillent dans les grandes cités. A côté de ces hommes, il existe une population immense qui a besoin d'être gouvernée, que l'on ne peut éclairer, qui est plus susceptible d'impressions que de principes, et qui, sans les secours et sans le frein de la religion, ne connaîtrait que le malheur et le crime.

Les habitants de nos campagnes n'offriraient bientôt plus que des hordes sauvages, si, vivant isolés sur un vaste territoire, la religion, en les appelant dans les temples, ne leur fournissait de fréquentes occasions de se rapprocher, et ne les disposait ainsi à goûter la douceur des communications sociales.

Hors de nos villes, c'est uniquement l'esprit de religion qui maintient l'esprit de société. On se rassemble, on se voit dans les jours de repos. En se fréquentant, on contracte l'habitude des égards mutuels. La jeunesse, qui cherche à se faire remarquer, étale un luxe innocent, qui adoucit les mœurs plutôt qu'il ne les corrompt. Après les plus rudes travaux, on trouve à la fois l'instruction et le délassement. Des cérémonies augustes frappent les yeux et remuent le cœur ; les exercices religieux préviennent les dangers d'une grossière oisiveté. A l'approche des solennités, les familles se réunissent, les ennemis se réconcilient, les méchants même éprouvent quelques remords : on connaît le respect humain. Il se forme une opinion publique, bien plus sûre que celle de nos grandes villes, où il y a tant de coteries et point de véritable public. Que d'œuvres de miséricorde inspirées par la piété ! que de restitutions forcées par les terreurs de la conscience !

Otez la religion à la masse des hommes : par quoi la remplacerez-vous ? Si l'on n'est pas préoccupé du bien, on le sera du mal : l'esprit et le cœur ne peuvent demeurer vides.

Quand il n'y aura plus de religion, il n'y aura plus ni patrie ni société pour des hommes qui, en recouvrant leur indépendance, n'auront que la force pour en abuser.

Dans quel moment la grande question de l'utilité ou de la nécessité des institutions religieuses s'est-elle trouvée soumise à l'examen du gouvernement ? Dans un moment où l'on vient de conquérir la liberté, où l'on a effacé toutes les inégalités affligeantes, et où l'on a modéré la puissance et adouci toutes les lois. Est-ce dans de telles circonstances qu'il faudrait abolir et étouffer les sentiments religieux ? C'est surtout dans les États libres que

la religion est nécessaire. C'est là, dit Polybe, que pour n'être pas obligé de donner un pouvoir dangereux à quelques hommes, la plus forte crainte doit être celle des Dieux.

Le gouvernement n'avait donc point à balancer sur le principe général d'après lequel il devait agir dans la conduite des affaires religieuses.

Mais plusieurs choses étaient à peser dans l'application de ce principe.

#### Impossibilité d'établir une religion nouvelle.

L'état religieux de la France est malheureusement trop connu. Nous sommes, à cet égard, environné de débris et de ruines. Cette situation avait fait naître dans quelques esprits l'idée de profiter des circonstances pour créer une religion nouvelle, qui eût pu être, disait-on, plus adaptée aux lumières, aux mœurs, et aux maximes de liberté qui ont présidé à nos institutions républicaines.

Mais on ne fait pas une religion comme on promulgue des lois. Si la force des lois vient de ce qu'on les craint, la force d'une religion vient uniquement de ce qu'on la croit. Or la foi ne se commande pas.

Dans l'origine des choses, dans des temps d'ignorance et de barbarie, des hommes extraordinaires ont pu se dire inspirés, et, à l'exemple de Prométhée, faire descendre le feu du ciel pour animer un monde nouveau. Mais ce qui est possible chez un peuple naissant, ne saurait l'être chez des nations usées, dont il est si difficile de changer les habitudes et les idées.

Les lois humaines peuvent tirer avantage de leur nouveauté, parce que souvent les lois nouvelles annoncent l'intention de réformer d'anciens abus, ou de faire quelque nouveau bien ; mais, en matière de religion, tout ce qui a l'apparence de la nouveauté, porte le caractère de l'erreur ou de l'imposture. L'antiquité convient aux institutions religieuses, parce que, relativement à ces sortes d'institutions, la croyance est plus forte et plus vive, à proportion que les choses qui en sont l'objet ont une origine plus reculée ; car nous n'avons pas dans la tête des idées accessoires, tirées de ces temps-là, qui puissent les contredire.

De plus, on ne croit à une religion que parce qu'on la suppose l'ouvrage de Dieu ; tout est perdu si on laisse entrevoir la main de l'homme.

La sagesse prescrivait donc au gouvernement de s'arrêter aux religions existantes, qui ont pour elles la sanction du temps et le respect des peuples.

Ces religions, dont l'une est connue sous le nom de religion catholique, et l'autre sous celui de religion protestante, ne sont que des branches du christianisme. Or quel juste motif eût pu déterminer la politique à proscrire les cultes chrétiens ?

Il paraît d'abord extraordinaire que l'on ait à examiner aujourd'hui si les Etats peuvent s'accommoder du christianisme, qui, depuis tant de siècles, constitue le fond de toutes les religions professées par les nations policées de l'Europe : mais on n'est plus surpris quand on réfléchit sur les circonstances.

A la renaissance des lettres il y eut un ébranlement : les nouvelles lumières qui se répandirent à cette époque, fixèrent l'attention sur les abus et les dérèglements dans lesquels on était tombé. Des esprits ardents s'emparèrent des discussions ; l'ambition s'en mêla : on fit la guerre aux hommes au lieu de régler les choses ; et, au milieu des plus violentes secousses, l'on vit s'opérer la grande scission qui a divisé l'Europe chrétienne.

De nos jours, quand la Révolution française a éclaté, une grande fermentation s'est encore manifestée ; elle s'est étendue à plus d'objets à la fois : on a interrogé toutes les institutions établies ; on leur a demandé compte de leurs motifs ; on a soupçonné la fraude ou la servitude dans toutes ; et comme, dans une telle situation des esprits, on s'accommode toujours davantage des voies extrêmes parce qu'on les répute plus décisives, on a cru que, pour déraciner la superstition et le fanatisme, il fallait attaquer toutes les institutions religieuses.

On voit donc par quelles circonstances il a pu devenir utile, et même nécessaire, de confronter les institutions qui tiennent au christianisme, avec nos mœurs, avec notre philosophie, avec nos nouvelles institutions politiques.

Quand le christianisme s'établit, le monde sembla prendre une nouvelle position. Les préceptes de l'Evangile notifèrent la vraie morale à l'univers ; ses dogmes firent éprouver aux peuples, devenus chrétiens, la satisfaction d'avoir été assez éclairés pour adopter une religion, qui vengeait en quelque sorte la Divinité et l'esprit humain de l'espèce d'humiliation attachée aux superstitions grossières des peuples idolâtres.



D'autre part, le christianisme joignant aux vérités spirituelles qui étaient l'objet de son enseignement, toutes les idées sensibles qui entrent dans son culte, l'attachement des hommes fut extrême pour ce nouveau culte, qui parlait à la raison et aux sens.

La salubre influence de la religion chrétienne sur les mœurs de l'Europe et de toutes les contrées où elle a pénétré, a été remarquée par tous les écrivains. Si la boussole ouvrit l'univers, c'est le christianisme qui l'a rendu sociable.

On a demandé si, dans la durée des temps, la religion chrétienne n'a jamais été un prétexte de querelle ou de guerre ; si elle n'a jamais servi à favoriser le despotisme et à troubler les Etats ; si elle n'a pas produit des enthousiastes et des fanatiques ; si les ministres de cette religion ont constamment employé leurs soins et leurs travaux au plus grand bonheur de la société humaine.

Mais quelle est donc l'institution dont on n'ait jamais abusé ? quel est le bien qui ait existé sans mélange de mal ? quelle est la nation, quel est le gouvernement, quel est le corps, quel est le particulier qui pourrait soutenir en rigueur la discussion du compte redoutable que l'on exige des prêtres chrétiens ?

Il ne serait donc pas équitable de juger la religion chrétienne et ses ministres d'après un point de vue qui répugne au bon sens. N'oublions pas que les hommes abusent de tout, et que les ministres de la religion sont des hommes.

Mais, pour être raisonnable et juste, il faut demander si le christianisme en soi, à qui nous sommes redevables du grand bienfait de notre civilisation, peut convenir encore à nos mœurs, à nos progrès dans l'ordre social, à l'état présent de toutes choses.

Cette question n'est certainement pas insoluble ; et il importe au bien des peuples et à l'honneur des gouvernements qu'elle soit résolue.

Des théologiens sans philosophie, et des philosophes qui n'étaient pas sans prévention, ont également méconnu la sagesse du christianisme. Il faut pourtant connaître ce que l'on attaque et ce que l'on défend.

Comme les institutions religieuses ne sont jamais indifférentes au bonheur public, comme elles peuvent faire de grands biens ou de grands maux, il faut que les États sachent, une fois pour

toutes, à quoi s'en tenir sur celles de ces institutions qu'il peut être utile ou dangereux de protéger.

Christianisme.

Nous nous honorons à juste titre de nos découvertes, de l'accroissement de nos lumières, de notre avancement dans les arts, et de l'heureux développement de tout ce qui est agréable ou bon.

Mais le christianisme n'a jamais empiété sur les droits imprescriptibles de la raison humaine : il annonce que la terre a été donnée en partage aux enfants des hommes ; il abandonne le monde à leurs disputes, et la nature entière à leurs recherches. S'il donne des règles à la vertu, il ne prescrit aucune limite au génie. De là, tandis qu'en Asie et ailleurs des superstitions grossières ont comprimé les élans de l'esprit et les efforts de l'industrie, les nations chrétiennes ont partout multiplié les arts utiles et reculé les bornes des sciences.

Il y a des pays où le bon goût n'a jamais pu pénétrer, parce qu'il en a constamment été repoussé par les préjugés religieux. Ici la clôture et la servitude des femmes, sont un obstacle à ce que les communications sociales se perfectionnent, et conséquemment à ce que les choses d'agrément puissent prospérer ; là on prohibe l'imprimerie ; ailleurs la peinture et la sculpture des êtres animés sont défendues. Dans chaque moment de la vie le sentiment reçoit une fausse direction, et l'imagination est perpétuellement aux prises avec les fantômes d'une conscience abusée.

Chez les nations chrétiennes, les lettres et les beaux-arts ont toujours fait une douce alliance avec la religion : c'est même la religion qui, en remuant l'âme et en l'élevant aux plus hautes pensées, a donné un nouvel essor au talent. C'est la religion qui a produit nos premiers et nos plus célèbres orateurs, et qui a fourni des sujets et des modèles à nos poètes ; c'est elle qui parmi nous a fait naître la musique, qui a dirigé le pinceau de nos grands peintres, le ciseau de nos sculpteurs, et à qui nous sommes redevables de nos plus beaux morceaux d'architecture.

Pourrions-nous regarder comme inconciliable avec nos lumières et avec nos mœurs une religion que les Descartes, les Newton, et tant d'autres grands hommes s'honoraient de professer, qui a développé le génie des Pascal, des Bossuet, et qui a formé l'âme de Fénelon ?

Pourrions-nous méconnaître l'heureuse influence du christianisme sans répudier tous nos chefs-d'œuvre en tout genre, sans les condamner à l'oubli, sans effacer les monuments de notre propre gloire ?

En morale, n'est-ce pas la religion chrétienne qui nous a transmis le corps entier de la loi naturelle ? Cette religion ne nous enseigne-t-elle pas tout ce qui est juste, tout ce qui est sain, tout ce qui est aimable ? En recommandant partout l'amour des hommes, et en nous élevant jusqu'au Créateur, n'a-t-elle pas posé le principe de tout ce qui est bien ? n'a-t-elle pas ouvert la véritable source des mœurs ?

Si les corps de nation, si les esprits les plus simples et les moins instruits sont aujourd'hui plus fermes, que ne l'étaient autrefois les Socrate et les Platon, sur les grandes vérités de l'unité de Dieu, de l'immortalité de l'âme humaine, de l'existence d'une vie à venir, n'en sommes-nous pas redevables au christianisme ?

Cette religion promulgue quelques dogmes particuliers ; mais ces dogmes ne sont point arbitrairement substitués à ceux qu'une saine métaphysique pressent ou démontre ; ils ne remplacent pas la raison ; ils ne font qu'occuper la place que la raison laisse vide, et que l'imagination remplirait incontestablement plus mal.

Enfin il existe un sacerdoce dans la religion chrétienne. Mais tous les peuples qui ne sont pas barbares, reconnaissent une classe d'hommes particulièrement consacrée au service de la Divinité. L'institution du sacerdoce chez les chrétiens n'a pour objet que l'enseignement et le culte. L'ordre civil et politique demeure absolument étranger aux ministres d'une religion, qui n'a sanctionné aucune forme particulière de gouvernement, et qui recommande aux pontifes, comme aux simples citoyens, de les respecter toutes, comme ayant toutes pour but la tranquillité de la vie présente, et comme étant toutes entrées dans les desseins d'un Dieu créateur et conservateur de l'ordre social.

Tel est le christianisme en soi.

Est-il une religion mieux assortie à la situation de toutes les nations policées, et à la politique de tous les gouvernements ? Cette religion ne nous offre rien de purement local, rien qui puisse limiter son influence à telle contrée ou à tel siècle, plutôt qu'à tel autre siècle ou à telle autre contrée : elle se montre, non comme

la religion d'un peuple, mais comme celle des hommes ; non comme la religion d'un pays, mais comme celle du monde.

Après avoir reconnu l'utilité ou la nécessité de la religion en général, le gouvernement français ne pouvait donc raisonnablement abjurer le christianisme, qui, de toutes les religions positives, est celle qui est la plus accommodée à notre philosophie et à nos mœurs.

Toutes les institutions religieuses ont été ébranlées et détruites pendant les orages de la Révolution : mais en contemplant les vertus qui brillaient au milieu de tant de désordres, en observant le calme et la conduite modérée de la masse des hommes, pourquoi refuserions-nous de voir que ces institutions avaient encore leurs racines dans les esprits et dans les cœurs, et qu'elles se survivaient à elles-mêmes dans les habitudes heureuses qu'elles avaient fait contracter au meilleur des peuples ? La France a été bien désolée ; mais que serait-elle devenue si, à notre propre insu, ces habitudes n'avaient pas servi de contre-poids aux passions ?

La piété avait fondé tous nos établissements de bienfaisance, et elle les soutenait. Qu'avons-nous fait quand, après la dévastation générale, nous avons voulu rétablir nos hospices ? Nous avons rappelé ces vierges chrétiennes, connues sous le nom de Sœurs de la charité, qui se sont si généreusement consacrées au service de l'humanité malheureuse, infirme et souffrante<sup>1</sup>. Ce n'est ni l'amour-propre ni la gloire qui peuvent encourager des vertus et des actions, trop dégoûtantes et trop pénibles pour pouvoir être payées par des applaudissements humains. Il faut élever ses regards au-dessus des hommes ; et l'on ne peut trouver des motifs d'encouragement et de zèle que dans cette piété qui anime la bienfaisance, qui est étrangère aux vanités du monde, et qui fait goûter, dans la carrière du bien public, des consolations que la raison seule ne pourrait nous donner. On a fait, d'autre part, la triste expérience que des mercenaires, sans motif intérieur qui puisse les attacher constamment à leur devoir, ne sauraient remplacer des personnes animées par l'esprit de la religion, c'est-à-dire, par un principe qui est supérieur aux sentiments de la nature, et qui, pouvant seul motiver tous les sacrifices, est seul capable de nous faire braver tous les dégoûts et tous les dangers.

<sup>1</sup> Voir la pièce n° 1064.

Lorsque l'on est témoin de certaines vertus, il semble que l'on voit luire un rayon céleste sur la terre. Eh quoi ! nous aurions la prétention de conserver ces vertus en tarissant la source qui les produit toutes ! Ne nous y trompons pas : il n'y a que la religion qui puisse ainsi combler l'espace immense qui existe entre Dieu et les hommes.

Quelle est la véritable tolérance que les gouvernements doivent aux divers cultes dont ils autorisent l'exercice.

On imaginera peut-être que la politique faisait assez, en laissant un libre cours aux opinions religieuses, et en cessant d'inquiéter ceux qui les professent.

Mais je demande si une telle mesure, qui ne présente rien de positif, qui n'est, pour ainsi dire, que négative, aurait jamais pu remplir le but que tout gouvernement sage doit se proposer.

Sans doute la liberté que nous avons conquise, et la philosophie qui nous éclaire, ne sauraient se concilier avec l'idée d'une religion dominante en France, et moins encore avec l'idée d'une religion exclusive.

J'appelle religion exclusive, celle dont le culte public est autorisé privativement à tout autre culte. Telle était, parmi nous, la religion catholique dans le dernier siècle de la monarchie.

J'appelle religion dominante, celle qui est plus intimement liée à l'Etat, et qui jouit, dans l'ordre politique, de certains privilèges qui sont refusés à d'autres cultes dont l'exercice public est pourtant autorisé. Telle était la religion catholique en Pologne, et telle est la religion grecque en Russie.

Mais on peut protéger une religion, sans la rendre ni exclusive, ni dominante. Protéger une religion, c'est la placer sous l'égide des lois ; c'est empêcher qu'elle ne soit troublée ; c'est garantir à ceux qui la professent, la jouissance des biens spirituels qu'ils s'en promettent, comme on leur garantit la sûreté de leurs personnes et de leurs propriétés. Dans le simple système de protection, il n'y a rien d'exclusif ni de dominant ; car on peut protéger plusieurs religions, on peut les protéger toutes.

Je conviens que le système de protection diffère essentiellement du système d'indifférence et de mépris, que l'on a si mal à propos décoré du nom de tolérance.

Le mot tolérance, en fait de religion, ne saurait avoir l'accep-

tion injurieuse qu'on lui donne, quand il est employé relativement à des abus que l'on serait tenté de proscrire, et sur lesquels on consent à fermer les yeux.

La tolérance religieuse est un devoir, une vertu d'homme à homme ; et, en droit public, cette tolérance est le respect du gouvernement pour la conscience des citoyens, et pour les objets de leur vénération et de leur croyance. Ce respect ne doit pas être illusoire ; il le serait pourtant, si, dans la pratique, il ne produisait aucun effet utile ou consolant.

D'après ce que nous avons déjà eu occasion d'établir, on doit sentir combien le secours de la religion est nécessaire au bonheur des hommes.

Indépendamment de tout le bien moral, que l'on est en droit de se promettre de la protection que je réclame pour les institutions religieuses, observons que le bon ordre et la sûreté publique ne permettent pas que l'on abandonne, pour ainsi dire, ces institutions à elles-mêmes. L'Etat ne pourrait avoir aucune prise sur des établissements et sur des hommes, que l'on traiterait comme étrangers à l'Etat. Le système d'une surveillance raisonnable sur les cultes ne peut être garanti que par le plan connu d'une organisation légale de ces cultes. Sans cette organisation avouée et autorisée, toute surveillance serait nulle ou impossible, parce que le gouvernement n'aurait aucune garantie réelle de la bonne conduite de ceux qui professeraient des cultes obscurs, dont les lois ne se mêleraient pas, et qui, dans leur invisibilité, s'il m'est permis de parler ainsi, sauraient toujours échapper aux lois.

Les circonstances particulières dans lesquelles nous vivons, fortifient ces considérations générales.

On a vu par les événements de la Révolution, que le catholicisme a été l'objet principal de tous les coups qui ont été portés aux établissements religieux ; et cela n'étonne pas. La religion catholique avait toujours été dominante ; elle était même devenue exclusive par la révocation de l'édit de Nantes, et on croyait avoir à lui reprocher cette révocation qui avait eu des suites si funestes pour la France. Une religion que l'on a soupçonnée d'être réprimante, est réprimée à son tour, quand les circonstances provoquent cette espèce de réaction. Ajoutez à cette première circonstance, que le clergé jouissait d'une existence politique, liée à

la monarchie que l'on renversait. La violence dont on usa contre le catholicisme, fut d'autant plus vive, qu'on se crut autorisé à le poursuivre, moins comme une religion que comme une tyrannie.

Mais la violence, et les nouveaux plans de police ecclésiastique que la violence appuyait, ne produisirent que des schismes scandaleux, qui défigurèrent la religion, qui troublèrent la France et qui la troublent encore.

En cet état, que devait-on faire ?

Était-il d'une politique sage et humaine de continuer la persécution commencée contre ceux qui résistaient aux innovations ?

La force ne peut rien sur les âmes ; la conscience est notre sens moral le plus rebelle : les actes de violence ne peuvent rien opérer, en matière religieuse, que comme moyen de destruction.

Un gouvernement compromet toujours sa puissance, quand, se proposant d'agir sur des âmes exaltées, il veut mettre en opposition les récompenses et les menaces de la loi avec les promesses et les menaces de la religion ; la terreur qu'il cherche alors à inspirer, force l'esprit à se replier sur des objets qui lui impriment une terreur bien plus grande encore. Au milieu de ces terribles agitations, le fanatisme déploie toute son énergie : il se soutient par le fanatisme, il devient son aliment à lui-même.

Notre propre expérience ne nous a-t-elle pas démontré qu'en persécutant, on ne réussit qu'à faire dégénérer l'esprit de religion en esprit de secte ? On croyait par les terreurs et par les supplices augmenter le nombre des bons citoyens ; on ne faisait tout au plus que diminuer celui des hommes.

J'observe que tout système de persécution serait évidemment incompatible avec l'état actuel de la France.

Sous un gouvernement absolu, où l'on est plutôt régi par des fantaisies que par des lois, les esprits sont peu effarouchés d'une tyrannie, parce qu'une tyrannie, quelle qu'elle soit, n'y est jamais une chose nouvelle ; mais dans un gouvernement qui a promis de garantir la liberté politique et religieuse, tout acte d'hostilité exercé contre une ou plusieurs classes de citoyens, à raison de leur culte, ne serait propre qu'à produire des secousses. On verrait dans les autres une liberté dont on ne jouirait pas soi-même ; on supporterait impatiemment une telle rigueur ; on deviendrait plus ardent, parce qu'on se regarderait comme plus malheureux.



Sachons qu'on n'afflige jamais plus profondément les hommes, que quand on proscriit les objets de leur respect ou les articles de leur croyance ; on leur fait éprouver alors la plus insupportable et la plus humiliante de toutes les contradictions.

D'ailleurs, qu'avons-nous gagné jusqu'ici à proscrire des classes entières de ministres, dont la plupart s'étaient distingués auprès de leurs concitoyens par la bienfaisance et par la vertu ? Nous avons aigri les esprits les plus modérés ; nous avons compromis la liberté, en ayant l'air de séparer la France catholique d'avec la France libre.

Il existe des prêtres turbulents et factieux, mais il en existe qui ne le sont pas : par la persécution, on les confondrait tous. Les prêtres factieux et turbulents mettraient cette situation à profit, pour usurper la considération qui n'est due qu'à la véritable sagesse ; on ne les regarderait que comme malheureux et opprimés, et le malheur a je ne sais quoi de sacré qui commande la pitié et le respect.

Au lieu des assemblées publiques, surveillées par la police et qui ne peuvent jamais être dangereuses, nous n'aurions que des conciliabules secrets, des trames ourdies dans les ténèbres. Les scélérats se glorifieraient de leur courage ; ils en imposeraient au peuple par les dangers dont ils seraient environnés. Ces dangers leur tiendraient lieu de vertus ; et les mesures que l'on croirait avoir prises pour empêcher que la multitude ne fût séduite, deviendraient elles-mêmes le plus grand moyen de séduction.

De plus, voudrions-nous flétrir notre siècle en transformant en système d'Etat, des mesures de rigueur que nos lumières ne comportent pas, et qui répugneraient à l'urbanité française ? Voudrions-nous flétrir la philosophie même, dont nous nous honorons à si juste titre, et donner à croire que l'intolérance philosophique a remplacé ce qu'on appelait l'intolérance sacerdotale ?

Le gouvernement a donc senti que tout système de persécution devenait impossible.

Fallait-il ne plus se mêler des cultes, et continuer les mesures d'indifférence et d'abandon, que l'on paraissait avoir adoptées toutes les fois que les mesures révolutionnaires s'adoucissaient ? Mais ce plan de conduite, certainement préférable à la persécution, n'offrait-il pas d'autres inconvénients et d'autres dangers ?



La religion catholique est celle de la très grande majorité des Français.

Abandonner un ressort aussi puissant, c'était avertir le premier ambitieux ou le premier brouillon qui voudrait de nouveau agiter la France, de s'en emparer et de le diriger contre sa patrie.

A peine touchons-nous au terme de la plus grande révolution qui ait éclaté dans l'univers. Qui ne sait que, dans les tempêtes politiques, ainsi qu'au milieu des grands désastres de la nature, la plupart des hommes, invités par tout ce qui se passe autour d'eux à se réfugier dans les promesses et dans les consolations religieuses, sont plus portés que jamais à la piété et même à la superstition ? Qui ne connaît la facilité avec laquelle on reçoit, dans les temps de crise, les prédictions, les prophéties les plus absurdes, tout ce qui donne de grandes espérances pour l'avenir, tout ce qui porte l'empreinte de l'extraordinaire, tout ce qui tend à nous venger de la vicissitude des choses humaines ? Qui ne sait encore que les âmes, froissées par les événements publics, sont plus sujettes à devenir les jouets du mensonge et de l'imposture ? Est-ce dans un tel moment, qu'un gouvernement bien avisé consentirait à courir le risque de voir tomber le ressort de la religion dans des mains suspectes ou ennemies ?

Dans les temps les plus calmes, il est de l'intérêt des gouvernements de ne point renoncer à la conduite des affaires religieuses. Ces affaires ont toujours été rangées, par les différents codes des nations, dans les matières qui appartiennent à la haute police de l'Etat.

Un Etat n'a qu'une autorité précaire, quand il a dans son territoire des hommes qui exercent une grande influence sur les esprits et sur les consciences, sans que ces hommes lui appartiennent au moins sous quelques rapports.

L'autorisation d'un culte suppose nécessairement l'examen des conditions suivant lesquelles ceux qui le professent se lient à la société, et suivant lesquelles la société promet de l'autoriser. La tranquillité publique n'est point assurée, si l'on néglige de savoir ce que sont les ministres de ce culte, ce qui les caractérise, ce qui les distingue des simples citoyens et des ministres des autres cultes ; si l'on ignore sous quelle discipline ils entendent vivre,

et quels règlements ils promettent d'observer. L'Etat est menacé, si ces règlements peuvent être faits ou changés sans son concours, s'il demeure étranger ou indifférent à la forme et à la constitution du gouvernement qui se propose de régir les âmes, et s'il n'a, dans des supérieurs légalement connus et avoués, des garants de la fidélité des inférieurs.

On peut abuser de la religion la plus sainte. L'homme qui se destine à la prêcher, en abusera-t-il ou n'en abusera-t-il pas ? s'en servira-t-il pour se rendre utile ou pour nuire ? Voilà la question. Pour la résoudre, il est assez naturel de demander quel est cet homme, de quel côté est son intérêt, quels sont ses sentiments, et comment il s'est servi jusqu'alors de ses talents et de son ministère. Il faut donc que l'Etat connaisse d'avance ceux qui seront employés. Il ne doit point attendre tranquillement l'usage qu'ils feront de leur influence ; il ne doit point se contenter de vaines formules ou de simples présomptions, quand il s'agit de pourvoir à sa conservation et à sa sûreté.

On comprend donc que ce n'était qu'en suivant, par rapport aux différents cultes, le système d'une protection éclairée, qu'on pouvait arriver au système bien combiné d'une surveillance utile. Car, nous l'avons déjà dit, protéger un culte, ce n'est point chercher à le rendre dominant ou exclusif ; c'est seulement veiller sur sa doctrine et sur sa police, pour que l'Etat puisse diriger des institutions si importantes vers la plus grande utilité publique, et pour que les ministres ne puissent corrompre la doctrine confiée à leur enseignement, ou secouer arbitrairement le joug de la discipline, au grand préjudice des particuliers et de l'Etat.

Le gouvernement, en sentant la nécessité d'intervenir directement dans les affaires religieuses par les voies d'une surveillance protectrice, et en considérant les scandales et les schismes qui désolaient le culte catholique, professé par la très grande majorité de la nation française, s'est d'abord occupé des moyens d'éteindre ces schismes et de faire cesser ces scandales.

Nécessité d'éteindre le schisme qui existait entre les ministres catholiques, et utilité de l'intervention du Pape pour pouvoir remplir ce but.

Un schisme est, par sa nature, un germe de désordre qui se modifie de mille manières différentes, et qui se perpétue à l'in-

fini. Chaque titulaire, l'ancien, le nouveau, le plus nouveau, ont chacun leurs sectateurs dans le même diocèse, dans la même paroisse, et souvent dans la même famille. Ces sortes de querelles sont bien plus tristes que celles qu'on peut avoir sur le dogme, parce qu'elles sont comme une hydre qu'un nouveau changement de pasteur peut à chaque instant reproduire.

D'autre part, toutes les querelles religieuses ont un caractère qui leur est propre. « Dans les disputes ordinaires, dit un philosophe moderne, comme chacun sent qu'il peut se tromper, l'opiniâtreté et l'obstination ne sont pas extrêmes ; mais dans celles que nous avons sur la religion, comme par la nature de la chose chacun croit être sûr que son opinion est vraie, nous nous indignons contre ceux qui, au lieu de changer eux-mêmes, s'obstinent à nous faire changer. »

D'après ces réflexions, il est clair que les théologiens sont par eux-mêmes dans l'impossibilité d'arranger leurs différends. Heureusement les théologiens catholiques reconnaissent un chef, un centre d'unité, dans le pontife de Rome. L'intervention de ce pontife devenait donc nécessaire pour terminer des querelles jusqu'alors interminables.

De là le gouvernement conçut l'idée de s'entendre avec le Saint-Siège.

La constitution civile du clergé, décrétée par l'Assemblée constituante, n'y mettait aucun obstacle, puisque cette constitution n'existait plus. On ne pouvait la faire revivre sans perpétuer le schisme qu'il fallait éteindre. Le rétablissement de la paix était pourtant le grand objet ; et il suffisait de combiner les moyens de ce rétablissement avec la police de l'Etat et avec les droits de l'empire.

Il faut sans doute se défendre contre le danger des opinions ultramontaines, et ne pas tomber imprudemment sous le joug de la cour de Rome : mais l'indépendance de la France catholique n'est-elle pas garantie par le précieux dépôt de nos anciennes libertés ?

L'influence du Pape, réduite à ses véritables termes, ne saurait être incommode à la politique. Si quelquefois on a cru utile de relever les droits des évêques pour affaiblir cette influence, quelquefois aussi il a été nécessaire de la réclamer et de l'accréditer contre les abus que les évêques faisaient de leurs droits.

En général, il est toujours heureux d'avoir un moyen canonique et légal d'apaiser des troubles religieux.

Plan de la convention passée entre le gouvernement et le Pape.

Les principes du catholicisme ne comportent pas que le chef de chaque Etat politique puisse, comme chez les Luthériens, se déclarer chef de la religion ; et, dans les principes d'une saine politique, on pourrait penser qu'une telle réunion des pouvoirs spirituels et temporels dans les mêmes mains, n'est pas sans danger pour la liberté.

L'histoire nous apprend que, dans certaines occurrences, des nations catholiques ont établi des patriarches ou des primats, pour affaiblir ou pour écarter l'influence directe de tout supérieur étranger.

Mais une telle mesure était impraticable dans les circonstances. Elle n'a jamais été employée que dans les Etats où on avait sous la main une église nationale, dont les ministres n'étaient pas divisés, et qui réunissait ses propres efforts à ceux du gouvernement pour conquérir son indépendance.

D'ailleurs, il n'est pas évident qu'il soit plus utile à un Etat dans lequel le catholicisme est la religion de la majorité, d'avoir dans son territoire un chef particulier de cette religion, que de correspondre avec le chef général de l'Eglise.

Le chef d'une religion, quel qu'il soit, n'est point un personnage indifférent. S'il est ambitieux, il peut devenir conspirateur ; il a le moyen d'agiter les esprits, il peut en faire naître l'occasion. Quand il résiste à la puissance séculière, il la compromet dans l'opinion des peuples. Les dissensions qui s'élèvent entre le sacerdoce et l'empire, deviennent plus sérieuses. L'église qui a son chef toujours présent, forme réellement un Etat dans l'Etat : selon les occurrences, elle peut même devenir une faction. On n'a point ces dangers à craindre d'un chef étranger, que le peuple ne voit pas, qui ne peut jamais naturaliser son crédit, comme pourrait le faire un pontife national ; qui rencontre dans les préjugés, dans les mœurs, dans le caractère, dans les maximes d'une nation dont il ne fait pas partie, des obstacles à l'accroissement de son autorité ; qui ne peut manifester des prétentions sans réveiller toutes les rivalités et toutes les jalousies ; qui est perpétuellement distrait de toute idée de domination particulière par

les embarras et les soins de son administration universelle ; qui peut toujours être arrêté et contenu par les moyens que le droit des gens comporte, moyens qui, bien ménagés, n'éclatent qu'au dehors, et nous épargnent ainsi les dangers et le scandale d'une guerre à la fois religieuse et domestique.

Les gouvernements des nations catholiques se sont rarement accommodés de l'autorité et de la présence d'un patriarche ou d'un premier pontife national ; ils préfèrent l'autorité d'un chef éloigné, dont la voix ne retentit que faiblement, et qui a le plus grand intérêt à conserver des égards et des ménagements pour des puissances, dont l'alliance et la protection lui sont nécessaires.

Dans les comunions qui ne reconnaissent point de chef universel, le magistrat politique s'est attribué les fonctions et la qualité de chef de la religion<sup>1</sup> ; tant on a senti combien l'exercice de la puissance civile pourrait être traversé, s'il y avait dans un même territoire deux chefs, l'un pour le sacerdoce et l'autre pour l'empire, qui pussent partager le respect du peuple, et quelquefois même rendre son obéissance incertaine. Mais n'est-il pas heureux de se trouver dans un ordre de choses où l'on n'ait pas besoin de menacer la liberté pour rassurer la puissance ?

Dans la situation où nous sommes, le recours au chef général de l'Église était donc une mesure plus sage que l'érection d'un chef particulier de l'église catholique de France : cette mesure était même la seule possible.

Pour investir en France le magistrat politique de la dictature sacerdotale, il eût fallu changer le système religieux de la très grande majorité des Français. On le fit en Angleterre, parce que les esprits étaient préparés à ce changement ; mais, parmi nous, pouvait-on se promettre de rencontrer les mêmes dispositions ?

Il ne faut que des yeux ordinaires pour apercevoir, entre une révolution et une autre révolution, les ressemblances qu'elles peuvent avoir entre elles et qui frappent tout le monde ; mais pour juger sainement de ce qui les distingue, pour apercevoir la différence, il faut une manière de voir plus perçante et plus exercée, il faut un esprit plus judicieux et plus profond.

Assimiler perpétuellement ce qui s'est passé dans la révolution

<sup>1</sup> Allusion aux Luthériens. Cf. t. IV, p. 386 et 405, notes.

d'Angleterre avec ce qui se passe dans la nôtre, ce serait donc faire preuve d'une grande médiocrité.

En Angleterre, la révolution éclata à la suite et même au milieu des plus grandes querelles religieuses ; et ce fut l'exaltation des sentiments religieux qui rendit aux âmes le degré d'énergie et de courage qui était nécessaire pour attaquer et renverser le pouvoir.

En France, au contraire, les mœurs et les principes luttèrent déjà depuis longtemps contre la religion, et on ne voyait en elle que les abus qui s'y étaient introduits.

En Angleterre, on n'avait point eu l'imprudence de dépouiller le clergé de ses biens, avant de lui demander le sacrifice de sa discipline et de sa hiérarchie.

En France, on voulait tout exiger du clergé, après lui avoir ôté jusqu'à l'espérance.

En Angleterre, les opinions religieuses furent aux prises avec d'autres opinions religieuses ; mais la politique, qui sentait le besoin de s'étayer de la religion, se réunit à un parti religieux qui protégeait la liberté, qui en fut protégé à son tour, et qui finit par placer la constitution de l'Etat sous la puissante garantie de la religion même.

En France, où, après la destruction de l'ancien clergé, tout concourait à l'avilissement du nouveau qu'on venait de lui substituer, la politique avait armé toutes les consciences contre ses plans ; et les troubles religieux qu'il s'agit d'apaiser, ont été l'unique résultat des fautes et des erreurs de la politique.

Il est essentiel d'observer que, dans ces troubles, dans ces dissensions, tout l'avantage a dû naturellement se trouver du côté des opinions mêmes que l'on avait voulu proscrire : car la conduite qui avait été tenue envers ceux qui avaient embrassé les opinions nouvelles, avait décrié ces opinions, et n'avait pu qu'augmenter le respect du peuple pour celles qui tenaient à l'ancienne croyance, qui avaient reçu une nouvelle sanction du courage des ministres qui s'en étaient déclarés les défenseurs. Car, en morale, nous aimons, sinon pour nous-mêmes, du moins pour les autres, tout ce qui suppose un effort ; et en fait de religion, nous sommes portés à croire les témoins qui se font égorger.

Or, une grande maxime d'Etat, consacrée par tous ceux qui



ont su gouverner, est qu'il ne faut point chercher mal à propos à changer une religion établie, qui a de profondes racines dans les esprits et dans les cœurs, lorsque cette religion s'est maintenue à travers les événements et les tempêtes d'une grande révolution.

S'il y a de l'humanité à ne point affliger la conscience des hommes, il y a une grande sagesse à ménager, dans un pays, des institutions et des maximes religieuses qui tiennent depuis longtemps aux habitudes du peuple, qui se sont mêlées à toutes ses idées, qui sont souvent son unique morale, et qui font partie de son existence.

Le gouvernement ne pouvait donc proposer des changements dans la hiérarchie des ministres catholiques, sans provoquer de nouveaux embarras et des difficultés insurmontables.

Il résulte de l'analyse des procès-verbaux des conseils généraux des départements, que la majorité des Français tient au culte catholique : que, dans certains départements, « les habitants tiennent à ce culte presque autant qu'à la vie ; qu'il importe de faire cesser les dissensions religieuses ; que les habitants des campagnes aiment leur religion ; qu'ils regrettent les jours de repos consacrés par elle ; qu'ils regrettent ces jours où ils adoraient Dieu en commun ; que les temples étaient pour eux des lieux de rassemblement où les affaires, le besoin de se voir, de s'aimer, réunissaient toutes les familles, et entretenaient la paix et l'harmonie ; que le respect pour les opinions religieuses est un des moyens les plus puissants pour ramener le peuple à l'amour des lois ; que l'amour que les Français ont pour le culte de leurs aïeux, peut d'autant moins alarmer le gouvernement, que ce culte est soumis à la puissance temporelle ; que les ministres adressent, dans leurs oratoires, des prières pour le gouvernement ; qu'ils ont tous rendu des actions de grâces en reconnaissance de la paix ; qu'ils prêchent tous l'obéissance aux lois et à l'autorité civile ; que la liberté réelle du culte et un exercice avoué par la loi réuniraient les esprits, feraient cesser les troubles, et ramèneraient tout le monde aux principes d'une morale qui fait la force du gouvernement ; que la philosophie n'éclaire qu'un petit nombre d'hommes ; que la religion seule peut créer et épurer les mœurs ; que la morale n'est utile qu'autant qu'elle est

attachée à un culte public ; que l'on contribuerait beaucoup à la tranquillité publique, en réunissant les prêtres des différentes opinions ; que la paix ne se consolidera que lorsque les ministres du culte catholique auront une existence honnête et assurée ; qu'il faut accorder aux prêtres un salaire qui les mette au-dessus du besoin, et, enfin, qu'il est fortement désirable qu'une décision du Pape fasse cesser toute division dans les opinions religieuses, vu que c'est l'unique moyen d'assurer les mœurs et la probité. »

Tel est le vœu de tous les citoyens appelés par les lois à éclairer l'autorité sur la situation et les besoins des peuples ; tel est le vœu des bons pères de famille, qui sont les vrais magistrats des mœurs, et qui sont toujours les meilleurs juges, quand il s'agit d'apprécier la salubre influence de la morale et de la religion.

Les mêmes choses résultent de la correspondance du gouvernement avec les préfets<sup>1</sup>.

« Ceux qui critiquent le rétablissement des cultes, écrivait le préfet du département de la Manche, ne connaissent que Paris ; ils ignorent que le reste de la population le désire et en a besoin. Je puis assurer que l'attente de l'organisation religieuse a fait beaucoup de bien dans mon département, et que depuis ce moment nous sommes tranquilles à cet égard. »

Le préfet de Jemmapes assurait « que tous les bons citoyens, les respectables pères de famille, soupirent après cette organisation, et que la paix rendue aux consciences sera le sceau de la paix générale que le gouvernement vient d'accorder aux vœux de la France. »

On lit dans une lettre du préfet de l'Aveyron, sous la date du

<sup>1</sup> Cf. p. 164. — Portalis ne paraît pas avoir eu connaissance des rapports de ses collègues au Conseil d'État, envoyés en mission dans un certain nombre de départements, en l'an IX et en l'an X. Ces enquêteurs, chargés avant tout de signaler les abus dans la comptabilité, avaient dû en même temps s'occuper de ce qui intéressait « la tranquillité et la prospérité publique. » Les renseignements qu'ils ont recueillis sur la situation religieuse ont été publiés en partie (Rocquain, *L'état de la France au 18 brumaire*, notamment p. 21, 148, 231, 340, 348). Ils étaient inspirés par l'esprit philosophique qui régnait au Conseil d'État, et qui dominait aussi dans les préfectures (Cf. Rocquain, p. 272, etc.), où, quoi qu'en dise Portalis, on était généralement peu favorable au culte et au clergé.



19 nivôse (9 janvier), que « les habitants de ce département, tirant les conséquences les plus rassurantes de quelques expressions relatives au culte, du compte rendu par le gouvernement à l'ouverture du Corps législatif, on a vu les esprits se tranquilliser, les ecclésiastiques d'opinions différentes devenir plus tolérants les uns envers les autres<sup>1</sup>. »

Il serait inutile de rappeler une multitude d'autres lettres, qui sont parvenues de toutes les parties de la République, et qui offrent le même résultat.

Le vœu national pourrait-il être mieux connu et plus clairement manifesté ?

Or, c'est ce vœu que le gouvernement a cru devoir consulter et auquel il a cru devoir satisfaire ; car on ne peut raisonnablement mettre en question, si un gouvernement doit maintenir ou protéger un culte, qui a toujours été celui de la très grande majorité de la nation, et que la très grande majorité de la nation demande à conserver.

Il ne s'agit plus de détruire ; il s'agit d'affermir et d'édifier. Pourquoi donc le gouvernement aurait-il négligé un des plus grands moyens, qu'on lui présentait, pour ramener l'ordre et rétablir la confiance ?

Comment se sont conduits les conquérants qui ont voulu conserver et consolider leurs conquêtes ? Ils ont partout laissé au peuple vaincu ses prêtres, son culte et ses autels. C'est avec la même sagesse qu'il faut se conduire après une révolution ; car une révolution est aussi une conquête.

Les ministres de la République auprès des puissances étrangères mandent que la paix religieuse a consolidé la paix politique ; qu'elle a arraché le poignard à l'intrigue et au fanatisme, et que c'est le rétablissement de la religion qui réconcilie tous les cœurs égarés avec la patrie<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ecrivant au préfet du Bas-Rhin, le 20 avril, Portalis lui disait : « ... Si dans la citation que j'ai faite de la correspondance de quelques préfets, votre nom n'a pas figuré, c'est une omission que je me reprocherais si elle vous cause la moindre peine, et avec d'autant plus de motif, que la prudence et la saine raison manifestées par le mémoire que vous m'avez transmis [cf. p. 168, note] et par votre correspondance ordinaire, ne m'avaient point échappé... »

<sup>2</sup> Cf. p. 164.

Indépendamment des motifs que nous venons d'exposer, et qui indiquaient au gouvernement la conduite qu'il a tenue dans les affaires religieuses, des considérations plus vastes fixaient encore sa sollicitude.

Les Français ne sont pas des insulaires : ceux-ci peuvent facilement se limiter par leurs institutions, comme ils le sont par les mers.

Les Français occupent le premier rang parmi les nations continentales de l'Europe. Les voisins les plus puissants de la France, ses alliés les plus constants, les nouvelles républiques d'Italie, dont l'indépendance est le prix du sang et du courage de nos frères d'armes, sont catholiques. Chez les peuples modernes, la conformité des idées religieuses est devenue, entre les gouvernements et les individus, un grand moyen de communication, de rapprochement et d'influence. Or, il importait à la nation française de ne perdre aucun de ses avantages, de fortifier et même d'étendre ses liens d'amitié, de bon voisinage, et toutes ses relations politiques : pourquoi donc aurait-elle renoncé à un culte qui lui est commun avec tant d'autres peuples ?

Voudrait-on nous alarmer par la crainte des entreprises de la cour de Rome ?

Mais le Pape, comme souverain, ne peut plus être redoutable à aucune puissance ; il aura même toujours besoin de l'appui de la France ; et cette circonstance ne peut qu'accroître l'influence du gouvernement français dans les affaires générales de l'Eglise, presque toujours mêlées à celles de la politique.

Comme chef d'une société religieuse, le Pape n'a qu'une autorité limitée par des maximes connues, qui ont plus particulièrement été gardées parmi nous, mais qui appartiennent au droit universel des nations.

Le Pape avait autrefois, dans les ordres religieux, une milice qui lui prêtait obéissance, qui avait écrasé les vrais pasteurs, et qui était toujours disposée à propager les doctrines ultramontaines<sup>1</sup>. Nos lois ont licencié cette milice, et elles l'ont pu ; car on n'a jamais contesté à la puissance publique le droit d'écarter ou de dissoudre des institutions arbitraires, qui ne tiennent point

<sup>1</sup> Cf. p. 45,

à l'essence de la religion, et qui sont jugées suspectes ou incommodes à l'Etat.

Conformément à la discipline fondamentale, nous n'aurons plus qu'un clergé séculier, c'est-à-dire des évêques et des prêtres, toujours intéressés à défendre nos maximes, comme leur propre liberté, puisque leur liberté, c'est-à-dire les droits de l'épiscopat et du sacerdoce, ne peuvent être garantis que par ces maximes.

Le dernier état de la discipline générale est que les évêques doivent recevoir l'institution canonique du Pape. Aucune raison d'Etat ne pouvait déterminer le gouvernement à ne pas admettre ce point de discipline, puisque le Pape, en instituant, est collateur forcé<sup>1</sup>, et qu'il ne peut refuser arbitrairement l'institution canonique au prêtre qui est en droit de la demander ; et les plus grandes raisons de tranquillité publique, le motif pressant de faire cesser le schisme, invitaient le magistrat politique à continuer un usage qui n'avait été interrompu que par la constitution civile du clergé ; constitution qui n'existait plus que par les troubles religieux qu'elle avait produits.

Avant cette constitution et sous l'ancien régime, si le Pape instituait les évêques, c'était le prince qui les nommait. On avait regardé, avec raison, l'épiscopat comme une magistrature, qu'il importait à l'Etat de ne pas voir confiée à des hommes qui n'eussent pas été suffisamment connus. La nomination du roi avait été remplacée par les élections du peuple, convoqué en assemblées primaires. Ce mode disparut avec les lois qui l'avaient établi, et on ne lui substitua aucun autre mode. Toutes les élections d'évêques depuis cette époque, ne furent assujetties à aucune forme fixe, à aucune forme avouée par l'autorité civile<sup>2</sup>. Le gouvernement n'a pas pensé qu'il fût sage d'abandonner plus longtemps ces élections au hasard des circonstances.

Par la constitution sous laquelle nous avons le bonheur de vivre, le pouvoir d'élire réside essentiellement dans le Sénat et dans le gouvernement. Le Sénat nomme aux premières autorités de la République : le gouvernement nomme aux places mili-

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 283.

<sup>2</sup> Cf. p. 201.

taires, administratives, judiciaires et politiques ; il nomme à toutes celles qui concernent les arts et l'instruction publique.

Les évêques ne sont point entrés formellement dans la prévoyance de la constitution ; mais leur ministère a trop de rapports avec l'instruction, avec toutes les branches de la police, pour pouvoir être étranger aux considérations qui ont fait attribuer au Premier Consul la nomination des préfets, des juges et des instituteurs. Je dis en conséquence, que ce premier magistrat, chargé de maintenir la tranquillité et de veiller sur les mœurs, devait compter dans le nombre de ses fonctions et de ses devoirs, le choix des évêques, c'est-à-dire le choix des hommes particulièrement consacrés à l'enseignement de la morale, et des vérités les plus propres à influencer sur les consciences.

Les évêques avoués par l'Etat et institués par le Pape, avaient, par notre droit français, la collation de toutes les places ecclésiastiques de leurs diocèses. Pourquoi se serait-on écarté de cette règle ? Il était seulement nécessaire, dans un moment où l'esprit de parti peut égayer le zèle et séduire les mieux intentionnés, de se réserver une grande surveillance sur les choix qui pourraient être faits par les premiers pasteurs.

Puisque les Français catholiques, c'est-à-dire puisque la très grande majorité des Français demandait que le catholicisme fût protégé, puisque le gouvernement ne pouvait se refuser à ce vœu sans continuer et sans aggraver les troubles qui déchiraient l'Etat, il fallait, par une raison de conséquence, pourvoir à la dotation d'un culte qui n'aurait pu subsister sans ministres ; et le droit naturel réclamait en faveur de ces ministres des secours convenables pour assurer leur subsistance.

Telles sont les principales bases de la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

#### Réponse à quelques objections.

Quelques personnes se plaindront peut-être de ce que l'on n'a pas conservé le mariage des prêtres, et de ce que l'on n'a pas profité des circonstances pour épurer un culte, que l'on présente comme trop surchargé de rites et de dogmes.

Mais quand on admet ou que l'on conserve une religion, il faut la régir d'après ses principes.

L'ambition que l'on témoigne et le pouvoir que l'on voudrait

s'arroger de perfectionner arbitrairement les idées et les institutions religieuses, sont des prétentions contraires à la nature même des choses.

On peut corriger par des lois les défauts des lois. On peut, dans les questions de philosophie, abandonner un système pour embrasser un autre système que l'on croit meilleur ; mais on ne pourrait entreprendre de perfectionner une religion sans convenir qu'elle est vicieuse, et conséquemment sans la détruire par les moyens mêmes dont on userait pour l'établir.

Nous convenons que le catholicisme a plus de rites que n'en ont d'autres cultes chrétiens : mais cela n'est point un inconvénient ; car on a judicieusement remarqué que c'est pour cela même, que les catholiques sont plus invinciblement attachés à leur religion.

Quant aux dogmes, l'Etat n'a jamais à s'en mêler, pourvu qu'on ne veuille pas en déduire des conséquences éversives de l'Etat ; et la philosophie même n'a aucun droit de se formaliser de la croyance des hommes sur des matières qui, renfermées dans les rapports impénétrables qui peuvent exister entre Dieu et l'homme, sont étrangères à toute philosophie humaine. L'essentiel est que la morale soit pratiquée : or, en détachant la plupart des hommes des dogmes qui fondent leur confiance et leur foi, on ne réussirait qu'à les éloigner de la morale même.

La prohibition du mariage, faite aux prêtres catholiques, est ancienne ; elle se lie à des considérations importantes. Des hommes consacrés à la Divinité doivent être honorés ; et dans une religion qui exige d'eux une certaine pureté corporelle, il est bon qu'ils s'abstiennent de tout ce qui pourrait les faire soupçonner d'en manquer. Le culte catholique demande un travail soutenu et une attention continuelle : on a cru devoir épargner à ses ministres les embarras d'une famille. Enfin le peuple aime dans les règlements qui tiennent aux mœurs des ecclésiastiques, tout ce qui porte le caractère de la sévérité ; et on l'a bien vu, dans ces derniers temps, par le peu de confiance qu'il a témoigné aux prêtres mariés. On eût donc choqué toutes les idées, en annonçant sur ce point le vœu de s'éloigner de tout ce qui se pratique chez les autres nations catholiques.

Personne n'est forcé de se consacrer au sacerdoce. Ceux qui

s'y destinent, n'ont qu'à mesurer leur force sur l'étendue des sacrifices qu'on exige d'eux. Ils sont libres ; la loi n'a point à s'inquiéter de leurs engagements, quand elle les laisse arbitres souverains de leur destinée.

Le célibat des prêtres ne pourrait devenir inquiétant pour la politique, il ne pourrait devenir nuisible, qu'autant que la classe des ecclésiastiques serait trop nombreuse, et que celle des citoyens destinés à peupler l'Etat ne le serait pas assez. C'est ce qui arrive dans les pays qui sont couverts de monastères, de chapitres, de communautés séculières et régulières d'hommes et de femmes, et où tout semble éloigner les hommes de l'état du mariage et de tous les travaux utiles. Ces dangers sont écartés par nos lois, dont les dispositions ont mis dans les mains du gouvernement les moyens faciles de concilier l'intérêt de la religion avec celui de la société.

En effet, d'une part, nous n'admettons plus que les ministres dont l'existence est nécessaire à l'exercice du culte ; ce qui diminue considérablement le nombre des personnes qui se vouaient anciennement au célibat. D'autre part, pour les ministres même que nous conservons, et à qui le célibat est ordonné par les règlements ecclésiastiques, la défense qui leur est faite du mariage par ces règlements, n'est point consacrée comme empêchement dirimant dans l'ordre civil : ainsi leur mariage, s'ils en contractaient un, ne serait point nul aux yeux des lois politiques et civiles, et les enfants qui en naîtraient seraient légitimes. Mais, dans le for intérieur et dans l'ordre religieux, ils s'exposeraient aux peines spirituelles prononcées par les lois canoniques. Ils continueraient à jouir de leurs droits de famille et de cité ; mais ils seraient tenus de s'abstenir de l'exercice du sacerdoce. Conséquemment, sans affaiblir le nerf de la discipline de l'Eglise, on conserve aux individus toute la liberté et tous les avantages garantis par les lois de l'Etat. Mais il eut été injuste d'aller plus loin, et d'exiger pour les ecclésiastiques de France, comme tels, une exception qui les eût déconsidérés auprès de tous les peuples catholiques, et auprès des Français même auxquels ils administreraient les secours de la religion.

Il est des choses que l'on dit toujours, parce qu'elles ont été dites une fois. De là le mot si souvent répété, que le catholicisme

est la religion des monarchies, et qu'il ne saurait convenir aux républiques.

Ce mot est fondé sur l'observation faite par l'auteur de l'Esprit des lois, qu'à l'époque de la grande scission opérée dans l'Eglise par les nouvelles doctrines de Luther et de Calvin, la religion catholique se maintint dans les monarchies absolues, tandis que la religion protestante se réfugia dans les gouvernements libres.

Mais tout cela ne s'accorde point avec les faits. La religion protestante est professée en Prusse, en Suède et en Danemark, lorsque l'on voit que la religion catholique est la religion dominante des cantons démocratiques de la Suisse et de toutes les républiques d'Italie.

Sans doute la scission qui s'opéra dans le christianisme, influa beaucoup sur les affaires politiques, mais indirectement. La Hollande et l'Angleterre ne doivent pas précisément leur révolution à tel système religieux plutôt qu'à tel autre, mais à l'énergie que les querelles religieuses rendirent aux hommes, et au fanatisme qu'elles leur inspirèrent.

Jamais, dit un historien célèbre<sup>1</sup>, sans le zèle et l'enthousiasme qu'elles firent naître, l'Angleterre ne fût venue à bout d'établir la nouvelle forme de son gouvernement.

Ce que dit cet historien de l'Angleterre s'applique à la Hollande, qui n'eût jamais tenté de se soustraire à la domination espagnole, si elle n'eût craint qu'on ne lui laisserait pas la faculté de professer sa nouvelle doctrine.

Tant qu'en Bohême et en Hongrie les esprits ont été échauffés par les querelles de religion, ces deux Etats ont été libres : cependant ils combattaient pour le catholicisme. Sans ces mêmes querelles, l'Allemagne n'aurait peut-être pas conservé son gouvernement. C'est le trône qui a protégé le luthérianisme en Suède ; c'est la liberté qui a protégé le catholicisme ailleurs : mais l'exaltation des âmes, qui accompagne toujours les disputes de religion, quel que soit le fond de la doctrine que l'on soutient ou que l'on combat, a contribué à rendre libres des peuples qui, sans un grand intérêt religieux, n'eussent eu ni la force ni le projet de le devenir.

<sup>1</sup> M. Hume (*note de Portalis*).



Sur cette matière, le système de Montesquieu est donc démenti par l'histoire.

La plupart de ceux qui ont embrassé ce système, c'est-à-dire qui ont pensé que le catholicisme est la religion favorite des monarchies absolues, croient pouvoir le motiver sur les fausses doctrines de la prétendue infaillibilité du Pape, et du pouvoir arbitraire que les théologiens ultramontains lui attribuent. Mais il n'est pas plus raisonnable d'argumenter de ces doctrines, pour établir que le despotisme est dans l'esprit de la religion catholique, qu'il ne le serait d'argumenter des doctrines exagérées des anabaptistes sur la liberté et sur l'égalité, pour établir que le protestantisme, en général, est l'ami de l'anarchie, et qu'il est inconciliable avec tout gouvernement bien ordonné.

D'après les vrais principes catholiques, le pouvoir souverain en matière spirituelle réside dans l'Eglise et non dans le Pape, comme, d'après les principes de notre ordre politique, la souveraineté en matière temporelle réside dans la nation et non dans un magistrat particulier. Rien n'est arbitraire dans l'administration ecclésiastique ; tout doit s'y faire par conseil : l'autorité du Pape n'est que celle d'un chef, d'un premier administrateur qui exécute, et non celle d'un maître qui veut, et qui propose ses volontés comme des lois.

Rien n'est moins propre à favoriser et à naturaliser les idées deservitude et de despotisme, que les maximes d'une religion qui interdit toute domination à ses ministres, qui nous fait un devoir de ne rien admettre sans examen, qui n'exige des hommes qu'une obéissance raisonnable, et qui ne veut les régir que dans l'ordre du mérite et de la liberté.

On ne peut voir dans l'autorité réglée que les pasteurs de l'Eglise catholique exercent séparément ou en corps, qu'un moyen, non d'asservir les esprits, mais d'empêcher qu'ils ne s'égarerent sur des points abstraits et contentieux de doctrine, et de prévenir ou de terminer des dissensions orageuses, et des disputes qui n'auraient pas de terme.

Les gouvernements ont un si grand besoin de savoir à quoi s'en tenir sur les doctrines religieuses, que, dans les communions qui reconnaissent dans chaque individu le droit d'expliquer les Ecritures, on se lie en corps par des professions publiques qui

ne varient point, ou qui ne peuvent varier sans l'observation de certaines formes, capables de rassurer les gouvernements contre toute innovation nuisible à la société.

Enfin, un des grands reproches que l'on fait au catholicisme, consiste à dire qu'il maudit tous ceux qui sont hors de son sein, et qu'il devient par là intolérant et insociable.

Nous n'avons point à parler en théologiens du principe des catholiques sur le sort de ceux qui sont hors de leur église. Montesquieu n'a vu dans ce principe qu'un motif de plus d'être attaché à la religion qui l'établit et qui l'enseigne. Car, dit-il, quand une religion nous donne l'idée d'un choix fait par la Divinité, et d'une distinction de ceux qui la professent d'avec ceux qui ne la professent pas, cela nous attache beaucoup à cette religion.

Nous ajouterons, avec le même auteur, que, pour juger si un dogme est utile ou pernicieux dans l'ordre civil, il faut moins examiner ce dogme en lui-même, que dans les conséquences que l'on est autorisé à en déduire, et qui déterminent l'usage et l'abus que l'on en fait.

« Les dogmes les plus vrais et les plus saints peuvent avoir de très mauvaises conséquences, lorsqu'on ne les lie pas avec les principes de la société ; et au contraire les dogmes les plus faux en peuvent avoir d'admirables, lorsqu'on sait qu'ils se rapportent aux mêmes principes.

« La religion de Confucius nie l'immortalité de l'âme, et la secte de Zénon ne la croyait pas. Qui le dirait ? Ces deux sectes ont tiré de leurs mauvais principes, des conséquences, non pas justes, mais admirables pour la société. La religion des Tao et des Foé croit l'immortalité de l'âme ; mais de ce dogme si saint, ils ont tiré des conséquences affreuses.

« Presque par tout le monde et dans tous les temps l'opinion de l'immortalité de l'âme, mal prise, a engagé les femmes, les esclaves, les sujets, les amis, à se tuer pour aller servir dans l'autre monde l'objet de leur respect ou de leur amour.

« Ce n'est point assez pour une religion d'établir un dogme, il faut encore qu'elle le dirige. »

C'est ce qu'a fait la religion catholique pour tous les dogmes qu'elle enseigne, en ne séparant pas ces dogmes, de la morale pure et sage qui doit en régler l'influence et l'application.

Ainsi, des prêtres fanatiques ont abusé et pourront abuser encore du dogme catholique sur l'unité de l'Eglise, pour maudire leurs semblables et pour se montrer durs et intolérants : mais ces prêtres sont alors coupables aux yeux de la religion même ; et la philosophie, qui a su les empêcher d'être dangereux, a bien mérité de la religion, de l'humanité et de la patrie.

Les ministres du culte catholique ne pourraient prêcher l'intolérance, sans offenser la raison, sans violer les principes de la charité universelle, sans être rebelles aux lois de la République, et sans mettre leur doctrine en opposition avec la conduite de la Providence ; car si la Providence eût raisonné comme les fanatiques, elle eût, après avoir choisi son peuple, exterminé tous les autres. Elle souffre pourtant que la terre se peuple de nations qui ne professent pas toutes le même culte, et dont quelques-unes sont même encore plongées dans les ténèbres de l'idolâtrie. Ceux-là seraient-ils sages, qui annonceraient la prétention de vouloir être plus sages que la Providence même ?

La doctrine catholique, bien entendue, n'offre donc rien qui puisse alarmer une saine philosophie ; et il faut convenir qu'à l'époque où la Révolution a éclaté, le clergé, plus instruit, était aussi devenu plus tolérant. Cesserait-il de l'être, après tant d'événements qui l'ont forcé à réclamer pour lui-même les égards, les ménagements, la tolérance qu'on lui demandait autrefois pour les autres ?

Aucun motif raisonnable ne s'opposait donc à l'organisation d'un culte, qui a été longtemps celui de l'Etat, qui est encore celui de la très grande majorité du peuple français, et pour lequel tant de motifs politiques sollicitaient cette protection de surveillance, sans laquelle il eût été impossible de mettre un terme aux troubles religieux, et d'assurer le maintien d'une bonne police dans la République.

Mais comment organiser un culte déchiré par le plus cruel de tous les schismes ?

On avait déjà fait un grand pas, en reconnaissant la primatie spirituelle du pontife de Rome, et en consentant qu'il ne fût rien changé dans les rapports que le dernier état de la discipline ecclésiastique a établis entre ce pontife et les autres pasteurs.

Mais il fallait des moyens d'exécution.

Comment accorder les différents titulaires qui étaient à la tête du même diocèse, de la même paroisse, et dont chacun croyait être seul le pasteur légitime de cette paroisse ou de ce diocèse ?

Les questions qui divisaient les titulaires n'étaient pas purement théologiques : elles touchaient à des choses qui intéressent les droits respectifs du sacerdoce et de l'empire ; elles étaient nées des lois que la puissance civile avait promulguées sur les matières ecclésiastiques. Il n'était pas possible de terminer, par les voies ordinaires, des dissensions qui, relatives à des objets mêlés avec l'intérêt d'Etat et avec les prérogatives de la souveraineté nationale, n'étaient pas susceptibles d'être décidées par un jugement doctrinal, et qui ne pouvaient conséquemment avoir que le triste résultat d'inquiéter la conscience du citoyen, ou de faire suspecter sa fidélité.

Une grande mesure devenait nécessaire. Il fallait arriver jusqu'à la racine du mal, et obtenir simultanément les démissions de tous les titulaires, quels qu'ils fussent. Ce prodige, préparé par la confiance que la sagesse du gouvernement avait su inspirer, et par l'ascendant que l'éclat de ses succès en tous genres lui assurait sur les esprits et sur les cœurs, s'est opéré, avec l'étonnement et l'admiration de l'Europe, à la voix consolante de la religion et au doux nom de la patrie.

Par là, tout ce qui est utile et bon est devenu possible ; et les sacrifices que la force n'avait jamais pu arracher, nous ont été généreusement offerts par le patriotisme, par la conscience et par la liberté.

Que donne l'Etat en échange de tous ces sacrifices ? Il donne à ceux qui seront honorés de son choix, le droit de faire du bien aux hommes, en exerçant les augustes fonctions de leur ministère ; et, si les raisons supérieures, qui ont engagé le gouvernement à diminuer le nombre des offices ecclésiastiques, ne lui permettent pas d'employer les talents et les vertus de tous les pasteurs démissionnaires, il n'oubliera jamais avec quel dévouement ils ont tous contribué au rétablissement de la paix religieuse<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il est fait probablement allusion aux mesures que le gouvernement méditait

Nous avons dit en commençant que, dès les premières années de la Révolution, le clergé catholique fut dépouillé des grands biens qu'il possédait. Le temporel des Etats étant entièrement étranger au ministère du pontife de Rome, comme à celui des autres pontifes, l'intervention du Pape n'était certainement pas requise pour consolider et affermir la propriété des acquéreurs des biens ecclésiastiques. Les ministres d'une religion qui n'est que l'éducation de l'homme pour une autre vie, n'ont point à s'immiscer dans les affaires de celle-ci. Mais il a été utile que la voix du chef de l'Eglise, qui n'a point à promulguer des lois dans la société, pût retentir doucement dans les consciences, et y apaiser des craintes ou des inquiétudes que la loi n'a pas toujours le pouvoir de calmer. C'est ce qui explique la clause par laquelle le Pape, dans sa convention avec le gouvernement, reconnaît les acquéreurs des biens du clergé comme propriétaires incommutables de ces biens.

Nous ne croyons pas avoir besoin d'entrer dans de plus longs détails, sur ce qui concerne la religion catholique. Je ne dois pourtant pas omettre la disposition par laquelle on déclare que cette religion est celle des trois Consuls, et de la très grande majorité de la nation. Mais je dirai en même temps, qu'en cela on s'est réduit à énoncer deux faits qui sont incontestables, sans entendre, par cette énonciation, attribuer au catholicisme aucun des caractères politiques qui seraient inconciliables avec notre nouveau système de législation. Le catholicisme est en France, dans le moment actuel, la religion des membres du gouvernement, et non celle du gouvernement même. Il est la religion de la majorité du peuple français, et non celle de l'Etat. Ce sont là des choses qu'il n'est pas permis de confondre, et qui n'ont jamais été confondues.

pour assurer la subsistance des évêques démissionnaires restés sans emploi. On a vu que, pendant la négociation, le Pape avait réclamé en faveur de ceux de ces prélats qui appartenaient à l'ancien clergé (« Table analytique », t. III, p. 761); que cette intercession était mentionnée dans le bref « Tam multa », et, avec moins de précautions de langage, dans la lettre d'envoi de ce bref (Cf. t. IV, p. 93, 96, etc.). Le P. Consul a, en effet, établi par arrêté du 6 nivôse an XI (26 décembre 1802) une pension pour les évêques démissionnaires, sans distinguer entre les constitutionnels et les insermentés.

## Cultes protestants.

Comme la liberté de conscience est le vœu de toutes nos lois, le gouvernement, en s'occupant de l'organisation du culte catholique, s'est pareillement occupé de celle du culte protestant. Une portion du peuple français professe ce culte, dont l'exercice public a été autorisé en France jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes.

A l'époque de cette révocation, le protestantisme fut proscrit, et on déploya tous les moyens de persécution contre les protestants. D'abord on les chassa du territoire français ; mais comme l'on s'aperçut ensuite que l'émigration était trop considérable et qu'elle affaiblissait l'Etat, on défendit aux protestants de sortir de France, sous peine des galères. En les forçant à demeurer au milieu de nous, on les déclara incapables d'occuper aucune place et d'exercer aucun emploi ; le mariage même leur fut interdit. Ainsi une partie nombreuse de la nation se trouva condamnée à ne plus servir Dieu ni la patrie. Est-il sage de précipiter par de telles mesures des multitudes d'hommes dans le désespoir de l'athéisme religieux, et dans les dangers d'une sorte d'athéisme politique qui menaçait l'Etat ? Espérait-on pouvoir compter sur des hommes, que l'on rendait impies par nécessité, que l'on asservissait par la violence, et que l'on déclarait tout à la fois étrangers aux avantages de la cité et aux droits mêmes de la nature ? N'était-il pas évident que ces hommes, justement aigris, seraient de puissants auxiliaires toutes les fois qu'il faudrait murmurer et se plaindre ? Ne les forçait-on pas à se montrer favorables à toutes les doctrines, à toutes les idées, à toutes les nouveautés qui pouvaient les venger du passé, et leur donner quelque espérance pour l'avenir ? Je m'étonne que nos écrivains, en parlant de la révocation de l'édit de Nantes, n'aient présenté cet événement que dans ses rapports avec le préjudice qu'il porte à notre commerce, sans s'occuper des suites morales que le même événement a eues pour la société, et dont les résultats sont incalculables.

Dans la Révolution, l'esprit de liberté a ramené l'esprit de justice ; et les protestants, rendus à leur patrie et à leur culte, sont redevenus ce qu'ils avaient été, ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être, nos concitoyens et nos frères. La protection de

l'Etat leur est garantie à tous égards comme aux catholiques.

Dans le protestantisme, il y a diverses communions. On a suivi les nuances qui les distinguent.

L'essentiel, pour l'ordre public et pour les mœurs, n'est pas que tous les hommes aient la même religion, mais que chaque homme soit attaché à la sienne ; car lorsqu'on est assuré que les diverses religions dont on autorise l'exercice, contiennent des préceptes utiles à la société, il est bon que chacune de ces religions soit observée avec zèle.

La liberté de conscience n'est pas seulement un droit naturel ; elle est encore un bien politique. On a remarqué que là où il existe diverses religions également autorisées, chacun dans son culte se tient davantage sur ses gardes, et craint de faire des actions qui déshonoreraient son église, et l'exposeraient au mépris ou aux censures du public. On a remarqué de plus, que ceux qui vivent dans des religions rivales ou tolérées, sont ordinairement plus jaloux de se rendre utiles à leur patrie, que ceux qui vivent dans le calme et les honneurs d'une religion dominante. Enfin, veut-on bien se convaincre de ce que je dis sur les avantages d'avoir plusieurs religions dans un Etat ? Que l'on jette les yeux sur ce qui se passe dans un pays où il y a déjà une religion dominante, et où il s'en établit une autre à côté : presque toujours l'établissement de cette religion nouvelle est le plus sûr moyen de corriger les abus de l'ancienne.

En s'occupant de l'organisation des divers cultes, le gouvernement n'a point perdu de vue la religion juive<sup>1</sup>. Elle doit parti-

<sup>1</sup> Le P. Consul ayant, dès l'origine, limité la réorganisation religieuse de la France à celle des cultes chrétiens (Voir la « Table analytique », t. III, p. 772), nous croyons qu'aucun projet n'avait été essayé désormais pour le culte juif. — Comme commentaire de son Discours, Portalis a écrit le 3 août 1803 au préfet de la Meurthe : « ...La religion juive est autorisée en France, par un effet nécessaire des dispositions des lois qui ont décrété la liberté des cultes. Quand une religion est admise, on admet par raison de conséquence les principes et les règles d'après lesquels elle se gouverne. Le gouvernement reconnaît si bien l'exercice de la religion juive en France, qu'il a rendu un arrêté [du 1<sup>er</sup> prairial an X : 21 mai 1802] par lequel il soumet les rabbins de ce culte à ne faire aucun mariage sans qu'il leur apparaisse de l'acte civil des conjoints. Si le gouvernement ne s'est point occupé du soin d'organiser le culte de la religion juive, il en a donné les motifs dans le Discours de présentation de la loi du 18 germinal



ciper, comme les autres, à la liberté décrétée par nos lois. Mais les Juifs forment bien moins une religion qu'un peuple : ils existent dans toutes les nations sans se confondre avec elles. Le gouvernement a cru devoir respecter l'éternité de ce peuple, qui est parvenu jusqu'à nous à travers les révolutions et les débris des siècles, et qui, pour tout ce qui concerne son sacerdoce et son culte, regarde comme un de ses plus grands privilèges, de n'avoir d'autres règlements que ceux sous lesquels il a toujours vécu, parce qu'il regarde comme un de ses plus grands privilèges de n'avoir que Dieu même pour législateur.

#### Motifs du projet de loi proposé.

Après avoir développé les principes qui ont été la base des opérations du gouvernement, je dois m'expliquer sur la forme qui a été donnée à ces opérations.

Dans chaque religion il existe un sacerdoce ou un ministère chargé de l'enseignement du dogme, de l'exercice du culte, et du maintien de la discipline. Les choses religieuses ont une trop grande influence sur l'ordre public, pour que l'Etat demeure indifférent sur leur administration.

D'autre part, la religion en soi, qui a son asile dans la conscience, n'est pas du domaine direct de la loi : c'est une affaire de croyance, et non de volonté. Quand une religion est admise, on admet, par raison de conséquence, les principes et les règles d'après lesquels elle se gouverne.

Que doit donc faire le magistrat politique en matière reli-

an X ; mais ce culte n'en est pas moins autorisé que les cultes catholique et protestant. Si les Juifs, dans leurs assemblées, ont besoin de faire des règlements de discipline ou d'administration religieuse, ils en ont assurément le droit et la faculté ; et si ces règlements, qui doivent m'être soumis, me paraissent mériter l'approbation du gouvernement, je me ferai toujours un devoir de les présenter à sa sanction. Lorsqu'on a voulu troubler les Juifs dans l'exercice de leur culte, je suis venu à leur secours, et j'en userai toujours de même à leur égard, dans les choses où la justice et le bon ordre pourront être intéressés. Il ne faut donc pas que les Juifs s'alarment, et qu'ils considèrent leur situation antécédente comme plus avantageuse qu'elle n'est aujourd'hui. Ils sont citoyens français comme les catholiques et les protestants, et doivent à ce titre être assurés de toute la protection du gouvernement. » — On sait qu'en 1806 et surtout en 1808, Napoléon s'est occupé de la question religieuse et sociale des Juifs (Cf. Fauchille, *La question juive sous le 1<sup>er</sup> Empire* ; Pasquier, *Mém.*, t. I, ch. X, etc.).

gieuse? Connaitre et fixer les conditions et les règles sous lesquelles l'Etat peut autoriser, sans danger pour lui, l'exercice public d'un culte.

C'est ce qu'a fait le gouvernement français relativement au culte catholique. Il a traité avec le Pape, non comme souverain étranger, mais comme chef de l'Eglise universelle, dont les catholiques de France font partie. Il a fixé avec ce chef le régime sous lequel les catholiques continueront à professer leur culte en France. Tel est l'objet de la convention passée entre le gouvernement et Pie VII, et des articles organiques de cette convention.

Les protestants français n'ont point de chef, mais ils ont des ministres et des pasteurs ; ils ont une discipline qui n'est pas la même dans les diverses confessions. On a demandé les instructions convenables ; et, d'après ces instructions, les articles organiques des diverses confessions protestantes ont été réglés.

Toutes ces opérations ne pouvaient être matière à projet de loi ; car s'il appartient aux lois d'admettre ou de rejeter les divers cultes, les divers cultes ont par eux-mêmes une existence qu'ils ne peuvent tenir des lois, et dont l'origine n'est pas réputée prendre sa source dans des volontés humaines.

En second lieu, la loi est définie par la constitution, un acte de la volonté générale. Or ce caractère ne saurait convenir à des institutions qui sont nécessairement particulières à ceux qui les adoptent par conviction et par conscience. La liberté des cultes est le bienfait de la loi ; mais la nature, l'enseignement et la discipline de chaque culte sont des faits qui ne s'établissent pas par la loi, et qui ont leur sanctuaire dans le retranchement impénétrable de la liberté du cœur.

La convention avec le Pape, et les articles organiques de cette convention, participent à la nature des traités diplomatiques, c'est-à-dire à la nature d'un véritable contrat<sup>1</sup>. Ce que nous di-

<sup>1</sup> Cette phrase, et plus haut celle qui commence par les mots « Tel est l'objet de la convention... » peuvent, au premier abord, prêter à une équivoque, parce qu'elles paraissent mettre sur la même ligne le concordat et les articles du culte catholique. Mais si l'on suit attentivement le raisonnement dont elles font partie, raisonnement d'une subtilité trop philosophique, trop imitée de la dialectique de J.-J. Rousseau, on reconnaitra que Portalis n'a tenté à aucun degré de faire

sons de la convention avec le Pape, s'applique aux articles organiques des cultes protestants. On ne peut voir en tout cela l'expression de la volonté souveraine et nationale ; on n'y voit au contraire que l'expression et la déclaration particulière de ce que eroient et de ce que pratiquent ceux qui appartiennent aux différents cultes.

Telles sont les considérations majeures qui ont déterminé la forme dans laquelle le gouvernement vous présente, cit. législateurs, les divers actes relatifs à l'exercice des différents cultes, dont la liberté est solennellement garantie par nos lois ; et ces mêmes considérations déterminent l'espèce de sanction que ces actes comportent.

C'est à vous, cit. législateurs, qu'il appartient de consacrer l'important résultat qui va devenir l'objet d'un de vos décrets les plus solennels.

Les institutions religieuses sont du petit nombre de celles qui ont l'influence la plus sensible et la plus continue sur l'existence morale d'un peuple. Ce serait trahir la confiance nationale que de négliger ces institutions. Toute la France réclame à grands cris l'exécution sérieuse des lois concernant la liberté des cultes.

Par les articles organiques des cultes on apaise tous les troubles, on termine toutes les incertitudes, on console le malheur, on comprime la malveillance, on rallie tous les cœurs, on subjugue les consciences même, en réconciliant, pour ainsi dire, la Révolution avec le Ciel.

La patrie n'est point un être abstrait. Dans un Etat aussi étendu que la France, dans un Etat où il existe tant de peuples divers sous des climats différents, la patrie ne serait pas plus sensible pour chaque individu que ne peut l'être le monde, si on ne nous attachait à elle par des objets capables de la rendre présente à

croire que les articles organiques avaient été concertés avec le Saint-Siège. L'ensemble de son discours, ses deux rapports, le texte même des articles, tout proteste contre une pareille supposition. — On remarquera, de même, dans le discours de Lucien Bonaparte, plusieurs passages où le mot « concordat » s'entend indistinctement de toutes les mesures concernant le culte catholique. Là aussi il y a une négligence de langage, dont d'autres, comme Siméon, se sont mieux gardés, et qui assurément n'a pu tromper personne, ni dans le Tribunal, ni dans le Corps législatif.

●

notre esprit, à notre imagination, à nos sens, à nos affections. La patrie n'est quelque chose de réel, qu'autant qu'elle se compose de toutes les institutions qui peuvent nous la rendre chère. Il faut que les citoyens l'aiment ; mais pour cela il faut qu'ils puissent croire en être aimés. Si la patrie protège la propriété, le citoyen lui sera attaché comme à sa propriété même.

On serait forcé de convenir que, par la nature des choses, les institutions religieuses sont celles qui unissent, qui rapprochent davantage les hommes ; celles qui nous sont le plus habituellement présentes dans toutes les situations de la vie ; celles qui parlent le plus au cœur ; celles qui nous consolent le plus efficacement de toutes les inégalités de la fortune, et qui seules peuvent nous rendre supportables les dangers et les injustices inséparables de l'état de société ; enfin, celles qui, en offrant des douceurs aux malheureux et en laissant une issue au repentir du criminel, méritent le mieux d'être regardées comme les compagnes secourables de notre faiblesse.

Quel intérêt n'a donc pas la patrie à protéger la religion, puisque c'est surtout par la religion que tant d'hommes destinés à porter le poids du jour et de la chaleur peuvent s'attacher à la patrie !

Cit. législateurs, tous les vrais amis de la liberté vous béniront de vous être élevés aux grandes maximes que l'expérience des siècles a consacrées, et qui ont constamment assuré le bonheur des nations et la véritable force des empires.

---

#### Projet de loi

La convention passée à Paris, le 26 messidor an IX, entre le Pape et le gouvernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris, le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801), ensemble les articles organiques de ladite convention, et les articles organiques des cultes protestants, dont la teneur suit, seront promulgués et exécutés comme des lois de la République.

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

**1214. — Le P. Consul à la députation du Corps législatif.**

Paris, 16 germinal an X (6 avril 1802).

Faites agréer au Corps législatif mes remerciements sur les sentiments que vous venez de m'exprimer<sup>1</sup>.

Sa session commence par l'opération la plus importante qui puisse occuper les conseils d'une nation.

La population entière de la France sollicite la fin des querelles religieuses et l'organisation du culte.

Vous serez unanimes, comme la nation, dans le résultat de votre délibération. Le peuple français apprendra avec une vive satisfaction, qu'il n'y aura pas un seul de ses législateurs qui n'ait voté la paix des consciences et la paix des familles, plus importante pour le bonheur du peuple que celle sur laquelle vous venez de féliciter le gouvernement.

(Moniteur du 17 germinal an X : 7 avril 1802).

**1215. — Lucchesini au roi de Prusse.**

Paris, 7 avril 1802.

...Le discours du conseiller d'Etat Portalis contient les motifs qui ont engagé les trois Consuls [au rétablissement de la religion], les principes qui en ont réglé le mode, et la plus éloquente réponse aux objections que les philosophes républicains pourraient faire contre sa transformation en loi de l'Etat.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Laborde, en prenant la parole au nom de la députation (cf. p. 343 note), n'avait parlé que de la paix; ce qui rendait plus sensible l'affectation du p. Consul à ne parler que du concordat.

<sup>2</sup> Le Bull. du préfet de police, rendant compte de cette séance, disait : « Tous les membres, au nombre de 204, étaient en costume. Les tribunes regorgeaient de monde. Pendant le discours du cit. Portalis, qui a duré deux grandes heures, quelques individus se sont permis de mauvaises plaisanteries et ont dit qu'il parlait plutôt comme un prêtre que comme un homme d'État; mais ils ont trouvé des contradicteurs qui leur ont imposé silence. On a écouté avec la plus sérieuse attention, et l'on a paru applaudir généralement au concordat. Le jour du repos fixé au dimanche, et la prière pour la République et les Consuls ont fait une impression particulière... Il y avait dans les tribunes particulières plusieurs princes et seigneurs étrangers, et des ambassadeurs. On faisait, en sortant, le plus grand éloge de cette séance et du discours éloquent du cit. Portalis. » — Le ton philosophique de ce discours a été remarqué même par les constitutionnels (*Ann. de la relig.*, t. XV, p. 247).

Le projet que le gouvernement a présenté hier à ce sujet au Corps législatif, celui-ci le transmet tout de suite par un message au Tribunal. Ce Corps en avait eu préalablement une connaissance confidentielle de la part du gouvernement, et, l'ayant examiné dans des réunions secrètes, il l'avait sagement apprécié ; de sorte qu'à la discussion publique on ne risquait pas de le voir attaqué par quelque ennemi fanatique de la religion. De cette manière, la discussion constitutionnelle devant le Corps législatif pour son adoption ou son rejet aura lieu demain, et le cit. Lucien Bonaparte, en l'appuyant au nom du Tribunal dont il est membre, développera, avec cette éloquence qui enfanta le dix-huit brumaire, les grandes maximes d'Etat qui ont dirigé le Premier Consul dans cette importante affaire. Nul doute que la sanction du Corps législatif ne mette le sceau légal au concordat avec la cour de Rome, et aux lois organiques pour l'existence politique des trois cultes chrétiens, le catholique, le réformé et le luthérien, dans tout le territoire de la République française.

Au reste, l'entrée de Lucien Bonaparte au Tribunal y a déjà opéré un changement dans son organisation intérieure, qui rendra ses travaux plus conformes aux vues du gouvernement. D'après son projet, tout le Tribunal se partage volontairement en trois sections, l'une de législation, la seconde de l'intérieur, et la troisième des finances. Ces sections pourront communiquer avec les sections correspondantes du Conseil d'Etat, sur les matières qui devront faire, après, un objet de discussion publique en pleine assemblée du Tribunal, pour être ensuite proposées comme sujets de lois au Corps législatif<sup>1</sup>. Lucien Bonaparte est président de la commission de l'intérieur. Il a pour secrétaires le sieur Girardin, frère de l'épouse du sieur de Böhm, et l'ex-directeur Carnot. Celui-ci a paru ne se reconnaître guère dans une ville, où il a pendant une longue époque de la Révolution

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 540 et 550, notes. — Le nouvel ordre de travail du Tribunal avait été adopté par ce corps le 11 germinal (1<sup>er</sup> avril) : il a été complété par des conférences, que le gouvernement a établies par un arrêté daté du 18 germinal, entre les nouvelles sections du Tribunal et des membres du Conseil d'Etat (Monit. du 19 germin. Voir aussi l'art. 76 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X). — En même temps, les Tribuns avaient donné un gage d'apaisement, en élisant le 22 mars, Stanislas de Girardin comme leur président pour la durée de germinal.

exercé un si grand pouvoir, et il a donné la mesure de son esprit imprévoyant et de ses habitudes révolutionnaires, en élevant très haut la voix contre le rétablissement de la religion en France <sup>1</sup>. Ses amis lui ont fait sentir l'inconvénient de ses imprudentes diatribes contre le clergé, et l'on m'assure qu'il s'est adouci sur ce point. Son peu de circonspection, et les idées révolutionnaires dont il entretient les personnes qu'il voit pour la première fois, me prouvent que, quelque mérite qu'il puisse avoir comme directeur d'un cabinet militaire en temps de guerre, il n'a aucune des qualités essentielles à la place de chef du gouvernement français, que le général Bonaparte remplit avec tant de succès...

Le général Murat est parti hier pour Naples, afin de retirer les troupes françaises de ce royaume et de l'Etat romain...

(Arch. de Berlin).

### 1216. — Rapport de Siméon au Tribunat.

Séance du 17 germinal an X (7 avril 1802) <sup>2</sup>.

Rapport au nom d'une commission spéciale sur le projet de loi relatif au concordat, à ses articles organiques, et à ceux des cultes protestants.

Parmi les nombreux traités qui depuis moins de deux ans viennent de replacer la France au rang que lui assignent, dans la plus belle partie du monde, le génie et le courage de ses ha-

<sup>1</sup> « On dit que le cit. Carnot, nouveau tribun, jette feu et flammes contre le concordat » (Bull. du préfet de police, du 14 germ., 4 avril). — Carnot avait été élu tribun par le Sénat, le 9 mars, probablement en dehors de l'influence du gouvernement; car cette influence, tout en prévalant dans la plupart des nouveaux choix, n'avait pas réussi à les diriger tous.

<sup>2</sup> Le Tribunat avait commencé son travail le 5 avril, c'est-à-dire le jour même où, par message du Corps législatif, il avait reçu le projet de loi sur les cultes. Il avait aussitôt nommé une commission, composée de Siméon, Lucien Bonaparte, Savoye-Rolin, Roujoux, Arnould, Jard-Panvilliers; et les sections nouvelles s'étaient réunies en conférence générale, sous la présidence de Lucien, président de la section de l'Intérieur. Un des discours prononcés dans cette réunion, celui de Carrion-Nisas, a été imprimé. On y remarque notamment (p. 33). cette théorie, qui a été celle du P. Consul, que « la majorité du peuple français, dont la volonté est une loi pour le gouvernement, réclamait l'organisation et le culte public de la religion chrétienne. »



bitants, la convention sur laquelle je suis chargé de vous faire un rapport, présente des caractères et doit produire des effets bien remarquables.

C'est un contrat avec un souverain, qui n'est pas redoutable par ses armes, mais qui est révéré par une grande partie de l'Europe comme le chef de la croyance qu'elle professe, et que les monarques même qui sont séparés de sa communion ménagent et recherchent avec soin.

L'influence que l'ancienne Rome exerça sur l'univers par ses forces, Rome moderne l'a obtenue par la politique et par la religion. Ennemie dangereuse, amie utile, elle peut miner sourdement ce qu'elle ne saurait attaquer de front. Elle peut consacrer l'autorité, faciliter l'obéissance, fournir un des moyens les plus puissants et les plus doux de gouverner les hommes.

A cause même de cette influence, on lui a imputé d'être plus favorable au despotisme qu'à la liberté ; mais l'imputation porte sur des abus, dont les lumières, l'expérience et son propre intérêt ont banni le retour.

Les principes de Rome sont ceux d'une religion qui, loin d'appesantir le joug de l'autorité sur les hommes, leur apprend qu'ils ont une origine, des droits communs, et qu'ils sont frères : elle allégea l'esclavage, adoucit les tyrans, civilisa l'Europe. Combien de fois ses ministres ne réclamèrent-ils pas les droits des peuples ? Obéir aux puissances, reconnaître tous les gouvernements, est sa maxime et son précepte. Si elle s'en écartait, on la repousserait, on la contiendrait par sa propre doctrine. Elle aurait à craindre de se montrer trop inférieure aux diverses sectes chrétiennes qui sont sorties de son sein, et qui déjà lui ont causé tant de pertes. Elle a sur elles les avantages de l'aisance ; mais toutes, recommandables par la tige commune à laquelle elles remontent, et par l'utilité de la morale qu'elles enseignent unanimement avec Rome, elles lui imposent, par leur existence et leur rivalité, une grande circonspection.

Des législateurs n'ont point à s'occuper des dogmes sur lesquels elles se sont divisées ; c'est une affaire de liberté individuelle et de conscience : il s'agit, dans un traité, de politique et de gouvernement. Mais c'est déjà un beau triomphe pour la tolérance, dont Rome fut si souvent accusée de manquer, que de

la voir signer un concordat qui ne lui donne plus les prérogatives d'une religion dominante et exclusive, de la voir consentir à l'égalité avec les autres religions, et de ne vouloir disputer avec elles que de bons exemples et d'utilité, de fidélité pour les gouvernements, de respect pour les lois, d'efforts pour le bonheur de l'humanité.

Un concordat fut signé, il y a bientôt trois siècles, entre deux hommes auxquels les lettres et les arts durent leur renaissance, et l'Europe l'aurore des beaux jours qui depuis l'ont éclairée, je veux dire François I<sup>er</sup> et Léon X. C'est aussi à une grande époque de restauration et de perfectionnement que le concordat nouveau aura été arrêté.

Les premiers fondements de l'ancien concordat furent jetés à la suite de la bataille de Marignan : c'était la dix-huitième bataille à laquelle se trouvait le maréchal de Trivulce ; il disait qu'elle avait été un combat de géants, et que les autres n'étaient auprès que des jeux d'enfants. Qu'eût-il dit de celle de Marengo ? Quels autres que des géants eussent monté et descendu les Alpes avec cette rapidité, et couvert en un moment de leurs forces et de leurs trophées l'Italie, qui les croyait si loin d'elle ? Le nouveau concordat est donc aussi, comme l'ancien, le fruit d'une victoire mémorable et prodigieuse.

Combien les maux inséparables des conquêtes ont paru s'adoucir aux yeux de la malheureuse Italie, lorsqu'elle a vu cette religion, dont elle est le siège principal, à laquelle elle porte un si vif attachement, non seulement protégée dans son territoire, mais prête à se relever chez la nation victorieuse qui, jusque-là, ne s'était montrée intolérante que pour le catholicisme !

Nous n'aurons pas seulement consolé l'Italie : toutes les nations ont pris part à notre retour aux institutions religieuses.

Effrayées de l'essor que notre révolution avait pris, et des excès qu'il avait entraînés, elles avaient craint pour les deux liens essentiels des sociétés, l'autorité civile et la religion. Il leur paraissait que nous avions brisé à la fois le frein qui doit contenir les peuples les plus libres, et ce régulateur plus puissant, plus universel que les lois, qui modère les passions, qui suit les hommes dans leur intérieur, qui ne leur défend pas seulement le mal, mais leur commande le bien ; qui anime et for-

tifie toute la morale, répand sur ses préceptes les espérances et les craintes d'une vie à venir, et ajoute à la voix souvent si faible de la conscience les ordres du Ciel et les représentations de ses ministres.

Comme il a été nécessaire de raffermir le gouvernement affaibli par l'anarchie, de lui donner des formes plus simples et plus énergiques, de l'entourer de la puissance et de l'éclat qui conviennent à la suprême magistrature d'un grand peuple, de le rapprocher des usages établis chez les autres nations, sans rien perdre de ce qui est essentiel à la liberté dans une République ; il n'était pas moins indispensable de revenir à cet autre point commun à toutes les nations civilisées, la religion.

Comme le gouvernement avait été ruiné par l'abus des principes de la démocratie, la religion avait été perdue par l'abus des principes de la tolérance.

L'un avait introduit, dans le gouvernement et l'administration, l'ignorance présomptueuse, l'inconséquence, le fanatisme politique et la tyrannie sous des formes populaires ; l'autre avait amené l'indifférence et bientôt l'oubli des devoirs publics et privés, déchaîné toutes les passions, développé toute l'avidité de l'intérêt le plus cupide, détruit l'éducation, et menacé de corrompre à la fois et la génération présente et celle qui doit la remplacer.

Rappelons-nous de ce qu'on a dit chez une nation <sup>1</sup>, notre rivale et notre émule dans tous les genres de connaissances, et qu'on n'accusera point apparemment de manquer de philosophie. Quels reproches des hommes, célèbres parla libéralité de leurs idées et par leurs talents, n'ont-ils pas faits à notre irréligion ? Et, quand on pourrait penser que leur habileté politique les armait contre nous d'arguments auxquels ils ne croyaient pas, n'est-ce pas un bien de les leur avoir arrachés, et de les réduire au silence sur un objet aussi important ?

S'il est des hommes assez forts pour se passer de religion, assez éclairés, assez vertueux pour trouver en eux-mêmes tout ce qu'il faut quand ils ont à surmonter leur intérêt, en opposition avec l'intérêt d'autrui ou avec l'intérêt public, est-il permis de croire que le grand nombre aurait la même force ?

<sup>1</sup> L'Angleterre, cf. t. IV, p. 363.

Des sages se passeraient aussi de lois ; mais ils les respectent, les aiment et les maintiennent, parce qu'il en faut à la multitude. Il lui faut **encore ce qui donne aux lois** leur sanction la plus efficace ; ce qui, avant qu'on puisse les mettre dans sa mémoire, grave dans le cœur les premières notions du juste et de l'injuste ; développe, par le sentiment d'un Dieu vengeur et rémunérateur, l'instinct qui nous éloigne du mal et nous porte au bien. L'enfant, en apprenant dès le berceau les préceptes de la religion, connaît, avant de savoir qu'il y a un code criminel, ce qui est permis, ce qui est défendu. Il entre dans la société tout préparé à ses institutions.

Ils seraient donc bien peu dignes d'estime les législateurs anciens, qui tous fortifièrent leur ouvrage du secours et de l'autorité de la religion ! Ils trompaient les peuples, dit-on. Comme s'il n'était pas constant qu'il existe dans l'homme un sentiment religieux, qui fait partie de son caractère et qui ne s'efface qu'avec peine ; comme s'il ne convenait pas de mettre à profit cette disposition naturelle ; comme si l'on ne devait pas s'aider, pour gouverner les hommes, de leurs passions et de leurs sentiments, et qu'il valût mieux les conduire par des abstractions !

Hélas ! qu'avions-nous gagné à nous écarter des voies tracées, à substituer à cette expérience universelle des siècles et des nations, de vaines théories ?

L'Assemblée constituante, qui avait profité de toutes les lumières répandues par la philosophie ; cette assemblée, où l'on comptait tant d'hommes distingués dans tous les genres de talents et de connaissances, s'était gardée de pousser la tolérance des religions jusqu'à l'indifférence et à l'abandon de toutes. Elle avait reconnu que la religion étant un des plus anciens et des plus puissants moyens de gouverner, il fallait la mettre, plus qu'elle ne l'était, dans les mains du gouvernement ; diminuer sans doute l'influence qu'elle avait donnée à une puissance étrangère, détruire le crédit et l'autorité temporelle du clergé qui formait un ordre distinct dans l'Etat, mais s'en servir en le ramenant à son institution primitive, et le réduisant à n'être qu'une classe de citoyens utiles par leur instruction et leurs exemples.

L'Assemblée constituante ne commit qu'une faute, et la convention qui nous occupe la répare aujourd'hui : ce fut de ne pas

se concilier avec le chef de la religion. On rendit inutile l'instrument dont on s'était saisi, dès lors qu'on l'employait à contresens, et que, malgré le pontife, les pasteurs et les ouailles, on formait un schisme au lieu d'opérer une réforme. Ce schisme jeta les premiers germes de la guerre civile, que les excès révolutionnaires ne tardèrent pas à développer.

C'est au milieu de nos villes et de nos familles divisées, c'est dans les campagnes dévastées de la Vendée, qu'il faudrait répondre à ceux qui regrettent que le gouvernement s'occupe de religion.

Que demandait-on dans toute la France, même dans les départements où l'on n'exprimait ses désirs qu'avec circonspection et timidité ? La liberté de conscience et des cultes ; de n'être pas exposé à la dérision parce qu'on était chrétien ; de n'être pas persécuté parce qu'on préférerait au culte abstrait et nouveau de la raison humaine, le culte ancien du Dieu des nations.

Que demandaient les Vendéens les armes à la main ? Leurs prêtres et leurs autels. Des malveillants, des rebelles et des étrangers associèrent, il est vrai, à ces réclamations pieuses des intrigues politiques ; à côté de l'autel ils plaçaient le trône. Mais la Vendée a été pacifiée aussitôt qu'on a promis de redresser son véritable grief. Un bon et juste gouvernement peut être imposé aux hommes ; leur raison et leur intérêt les y attachent promptement : mais la conscience est incompressible ; on ne commande point à son sentiment. De tous les temps, chez tous les peuples, les dissensions religieuses furent les plus animées et les plus redoutables.

Ce n'est point la religion qu'il faut en accuser, puisqu'elle est une habitude et un besoin de l'homme ; ce sont les imprudents qui se plaisent à contrarier ce besoin, et qui, sous prétexte d'éclairer les autres, les offensent, les aigrissent et les persécutent.

Nous rétrogradons, disent-ils ; nous allons retomber dans la barbarie. J'ignore si le siècle qui nous a précédés était barbare ; si les hommes de talents qui ont préparé, au-delà de leur volonté, les coups portés au christianisme, étaient plus civilisés que les Arnaud, les Bossuet et les Turenne. Mais je crois qu'aucun d'eux n'eut l'intention de substituer à l'intolérance des prêtres, contre lesquels ils déclamèrent si éloquemment, l'intolé-

rance des athées et des déistes. Je sais que les philosophes les moins crédules ont pensé qu'une société d'athées ne pourrait subsister longtemps ; que les hommes ont besoin d'être unis entre eux par d'autres règles que celles de leur intérêt, et par d'autres lois que celles qui n'ont point de vengeur lorsque leur violation a été secrète ; qu'il ne suffit pas de reconnaître un Dieu ; que le culte est à la religion ce que la pratique est à la morale ; que, sans culte, la religion est une vaine théorie bientôt oubliée ; qu'il en est des vérités philosophiques comme des initiations des anciens : tout le monde n'y est pas propre.

Et si l'orgueil, autant que le zèle de ce qu'on croyait la vérité, a porté à dévoiler ce qu'on appelait des erreurs, on ne pensait certainement pas aux pernicioeux effets que produirait cette manifestation. Qui aurait voulu acheter la destruction de quelques erreurs non démontrées, au prix du sang de ses semblables et de la tranquillité des Etats ?

A l'homme le plus convaincu de ces prétendues erreurs, je dirai donc : Nous ne rétrogradons pas ; ce sont vos imprudents disciples qui avaient été trop vite et trop loin. Le peuple, resté loin d'eux, avait refusé de les suivre ; c'est avec le peuple et pour le peuple que le gouvernement devait marcher : il s'est rendu à ses vœux, à ses habitudes, à ses besoins.

Les cultes, abandonnés par l'Etat, n'en existaient pas moins ; mais beaucoup de leurs sectateurs, offensés d'un abandon dont ils n'avaient pas encore contracté l'habitude, et qui était sans exemple chez toutes les nations, rendaient à la patrie l'indifférence qu'elle témoignait pour leurs opinions religieuses. On se les rattache en organisant les cultes ; on se donne des partisans et des amis, et l'on neutralise ceux qui voudraient encore rester irréconciliables. On ôte tous les prétextes aux mécontentements et à la mauvaise foi ; on se donne tous les moyens.

Comment donc ne pas applaudir à un traité qui, dans l'intérieur, rend à la morale la sanction puissante qu'elle avait perdue ; qui pacifie, console et satisfait les esprits ; qui, à l'extérieur, rend aux nations une garantie qu'elles nous reprochaient d'avoir ôtée à nos conventions avec elles ; qui ne nous sépare plus des autres peuples, par l'indifférence et le mépris pour un lien commun auquel tous se vantent d'être attachés. C'est au premier

bruit du concordat que les ouvertures de cette paix qui vient d'être si heureusement conclue, furent écoutées. Nos victoires n'avaient pas suffi ; en attestant notre force, elles nous faisaient craindre et haïr. La modération, la sagesse qui les ont suivies, cette grande marque d'égards pour l'opinion générale de l'Europe, nous les ont fait pardonner, et ont achevé la réconciliation universelle.

Le concordat présente tous les avantages de la religion, sans aucun des inconvénients dont on s'était fait contre elle des arguments trop étendus et dans leurs développements et dans leurs conséquences :

Un culte public, qui occupera et attachera les individus sans les asservir, qui réunira ceux qui aimeront à le suivre, sans contraindre ceux qui n'en voudront pas ; un culte soumis à tous les règlements que les lieux et les circonstances pourront exiger.

Rien d'exclusif : le chrétien protestant aussi libre, aussi protégé dans l'exercice de sa croyance que le chrétien catholique.

Le nom de la République et de ses premiers magistrats prennent dans les temples et dans les prières publiques, la place qui lui appartient, et dont le vide entretenait des prétentions et de vaines espérances.

Les ministres de tous les cultes, soumis particulièrement à l'influence du gouvernement, qui les choisit ou les approuve, auquel ils se lient par les promesses les plus solennelles, et qui les tient dans sa dépendance par leurs salaires.

Ils renoncent à cette antique et riche dotation que des siècles avaient accumulée en leur faveur. Ils reconnaissent qu'elle a pu être aliénée, et consolident ainsi, jusque dans l'intérieur des consciences les plus scrupuleuses, la propriété et la sécurité de plusieurs milliers de familles.

Plus de prétexte aux inquiétudes des acquéreurs des domaines nationaux ; plus de crainte que la richesse distraie ou corrompe les ministres des cultes : tout puissants pour le bien qu'on attend d'eux, ils sont constitués dans l'impuissance du mal.

On n'a point encore oublié les exemples touchants et sublimes que donnèrent souvent les chefs de l'église gallicane : Fénelon remplissant son palais de victimes de la guerre, sans distinction de nation et de croyance ; Belzunce prodiguant ses sollicitudes

et sa vie au milieu des pestiférés ; d'Apchon se précipitant au travers d'un incendie, plaçant au profit d'un enfant qu'il arracha aux flammes, la somme qu'il avait offerte en vain à des hommes moins courageux que lui.

Ils marcheront sur ces traces honorables, ces pasteurs éprouvés à l'adversité, qui, ayant déjà fait à leur foi le sacrifice de leur fortune, viennent de faire à la paix de l'Église celui de leur existence. Ils y marcheront également, ceux qui ont aussi obéi aux invitations du Souverain Pontife dont ils n'entendirent jamais se séparer <sup>1</sup>, et qui, reconnaissant sa voix, lui ont abandonné les sièges qu'ils occupaient, pour obéir à la loi de l'Etat. Tous, réconciliés et réunis, ils n'attendent que d'être appelés, pour justifier et faire bénir la grande mesure qui va être prise.

L'humanité sans doute peut inspirer seule de belles actions ; mais on ne niera pas que la religion n'y ajoute un grand caractère. La dignité du ministre repand sur ses soins quelque chose de sacré et de céleste ; elle le fait apparaître comme un ange au milieu des malheureux. L'humanité n'a que des secours bornés et trop souvent insuffisants : là où elle ne peut plus rien, la religion devient toute puissante ; elle donne des espérances et des promesses qui adoucissent la mort ; elle fut toujours chez tous les peuples le refuge commun des malheureux contre le désespoir. Ne fût-ce qu'à ce titre, il aurait fallu la rétablir comme un port secourable après tant de tempêtes.

Et les pasteurs d'un autre ordre, je parle des ministres protestants comme des curés catholiques : qui n'a pas été témoin de leurs services multipliés et journaliers ? Qui ne les a pas vus instruisant l'enfance, conseillant l'âge viril, consolant la caducité, étouffant les dissensions, ramenant les esprits ? Qui n'a pas été témoin des égards et du respect que leur conciliait l'utilité de leur état ; égards que leur rendaient ceux mêmes qui, ne croyant pas à la religion, ne pouvaient s'empêcher de reconnaître dans leurs discours et leurs actions sa bienfaisante influence ? Ces bienfaits de tous les jours et de tous les moments, ils étaient perdus, et ils vont être rendus à nos villes et à nos campagnes qui en étaient altérées.

<sup>1</sup> Siméon parle ici des évêques constitutionnels. La phrase précédente s'applique évidemment aux prélats de l'ancien clergé.



A côté de ces éloges, on pourrait, j'en conviens, placer des reproches, et opposer aux avantages dont je parle, des inconvénients et des abus : car il n'est aucune institution qui n'en soit mêlée ; mais où la somme des biens excède celle des maux, où des précautions sages peuvent restreindre celle-ci et augmenter celle-là, on ne saurait balancer.

Les abus reprochés au clergé ont été, depuis dix ans, développés sans mesure : on a fait l'expérience de son anéantissement. Les vingt-neuf trentièmes des Français réclament contre cette expérience ; leurs vœux, leurs affections rappellent le clergé ; ils le déclarent plus utile que dangereux : il leur est nécessaire. Ce cri presque unanime réfute toutes les théories.

D'ailleurs le rétablissement, tel qu'il est, satisfaisant pour ceux qui le réclament, ne gênera en rien la conduite de ceux qui n'en éprouvent pas le besoin. La religion ne contraint personne ; elle ne demande plus pour elle que la tolérance dont jouit l'incrédulité.

Que ceux qui se croient forts et heureux avec Spinoza et Hobbes, jouissent de leur force et de leur bonheur ; mais qu'ils laissent à ceux qui le professent, le culte des Pascal, des Fénélon ou celui des Claude et des Saurin ; qu'ils n'exigent pas que le gouvernement vive dans l'indifférence des religions, lorsque cette indifférence aliénerait de lui un grand nombre de citoyens, lorsqu'elle effraierait les nations, qui toutes mettent la religion au premier rang des affaires d'Etat.

C'est principalement sous ce point de vue, cit. tribuns, que la commission que vous avez nommée a pensé que le concordat mérite votre pleine et entière approbation.

Il me reste à vous entretenir des articles organiques qui accompagnent et complètent le concordat.

Je ne fatiguerai pas votre attention par l'examen minutieux de chaque détail : ils sortent tous comme autant de corollaires des principes qui ont dû déterminer le concordat, et que j'ai tâché de vous développer. Je ne vous ferai remarquer que les dispositions principales : vous y apercevrez, je crois, de nouveaux motifs d'adopter le projet de loi qui est soumis à votre examen.

Quoique les entreprises de la cour de Rome, grâce aux pro-

grès des lumières et à sa propre sagesse, puissent être reléguées parmi les vieux faits historiques dont on doit peu craindre le retour, la France s'en était trop bien défendue ; elle avait trop bien établi, même sous le pieux Louis IX, l'indépendance de son gouvernement et les libertés de son église, pour que l'on pût négliger des barrières déjà existantes.

Comme auparavant, aucune bulle, bref, rescrit, ou quelque expédition que ce soit venant de Rome, ne pourra être reçue, imprimée, publiée ou exécutée sans l'autorisation du gouvernement.

Aucun mandataire de Rome, quel que soit son titre ou sa dénomination, ne pourra être reconnu, s'immiscer de fonctions ou d'affaires ecclésiastiques, sans l'attache du gouvernement.

Le gouvernement examinera, avant qu'on puisse les publier, les décrets des synodes étrangers et même des conciles généraux. Il vérifiera et repoussera tout ce qu'ils auraient de contraire aux lois de la République, à ses franchises et à la tranquillité publique.

Point de concile national ni aucune autre assemblée ecclésiastique sans sa permission expresse.

L'appel comme d'abus est rétabli contre l'usurpation et l'excès de pouvoir, les contraventions aux lois et règlements de la République, l'infraction des canons reçus en France, l'attentat aux libertés et franchises de l'église gallicane ; contre toute entreprise ou procédé qui compromettrait l'honneur des citoyens, troublerait arbitrairement leur conscience, tournerait contre eux en oppression ou en injure.

Ainsi toutes les précautions sont prises, et pour le dedans et pour le dehors.

Les archevêques et évêques seront des hommes mûrs et déjà éprouvés. Il ne pourront être nommés avant l'âge de trente ans.

Ils devront être originaires Français.

Ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres nommés par le Premier Consul.

Ils feront serment, non seulement d'obéissance et de fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République, mais de ne concourir directement ou indirectement à rien de ce qui serait contraire à la tranquillité publique, et d'avertir de ce

qu'ils découvriraient ou apprendraient de préjudiciable à l'Etat.

Les curés, leurs coopérateurs, prêteront le même serment. Ils devront être agréés par le Premier Consul.

L'organisation des séminaires lui sera soumise.

Les professeurs devront signer la déclaration de 1682, et enseigner la doctrine qui y est contenue.

Le nombre des étudiants et des aspirants à l'état ecclésiastique sera annuellement communiqué au gouvernement ; et pour que cette milice utile ne se multiplie cependant pas outre mesure, les ordinations ne pourront être faites sans que le gouvernement n'en connaisse l'étendue et ne l'ait approuvée.

La différence des liturgies et des catéchismes avait eu des inconvénients qui pouvaient se reproduire ; elle semblait rompre l'unité de doctrine et de culte. Il n'y aura plus pour toute la France catholique qu'une seule liturgie et un même catéchisme.

On reprochait au culte romain la multiplicité de ses fêtes : plus de fêtes sans la permission du gouvernement, à l'exception du dimanche, qui est la fête universelle de tous les chrétiens.

La pompe des cérémonies sera retenue plus ou moins dans les temples, selon que le gouvernement jugera que les localités permettent une plus grande publicité, ou qu'il faudra respecter l'indépendance et la liberté des cultes différents.

Des places distinguées seront assignées dans les temples aux autorités civiles et militaires : à la tête des citoyens, dans les solennités religieuses, comme dans les fêtes civiles, leur présence protégera le culte, et contiendrait au besoin les indiscretions du zèle.

Trop longtemps on avait confondu le mariage, que le seul consentement des époux constitue, avec la bénédiction qui le consacre ; désormais les ecclésiastiques, ministres tout spirituels, étrangers à l'union naturelle et civile, ne pourront répandre leurs prières et les bénédictions du ciel que sur les mariages contractés devant l'officier, qui doit en être, au nom de la société, le témoin et le rédacteur.

Le progrès des sciences physiques nous a donné un calendrier d'équinoxe et décimal : beaucoup d'hommes restaient attachés au calendrier des solstices par habitude. C'eût été un léger inconvénient, si cette habitude ne s'était fortifiée de la répugnance

pour des institutions nouvelles plus importantes, si elle n'avait formé dans l'Etat comme deux peuples qui n'avaient plus la même langue pour s'entendre sur les divisions de l'année. L'exemple des ecclésiastiques entretenait cette bigarrure : ils suivront le calendrier de la République ; ils pourront seulement désigner les jours, par les noms qui leur sont donnés, depuis un temps immémorial, chez toutes les nations.

Il importait peu à la liberté que le jour du repos fût le dixième ou le septième ; mais il importait aux individus que le retour de ce jour fût rapproché. Il importait aux protestants comme aux catholiques, c'est-à-dire à presque tous les Français, qui célèbrent le dimanche, de n'en être pas détournés par les travaux dont ceux qui étaient fonctionnaires publics n'avaient pas la faculté de s'abstenir, même dans ce jour ; il importait à l'Etat, qui doit craindre la multiplicité des fêtes, que l'oisiveté et la débauche ne se saisissent pas de toutes, et ne déshonorassent pas tour-à-tour la décade et le dimanche. Le dimanche amènera donc le repos général. Ainsi tout se concilie, tout se rapproche ; et jusque dans les détails qu'on aurait d'abord crus minutieux, on découvre une profonde sagesse et un ensemble parfait.

Chacun vit de son travail ou de ses fonctions ; c'est le droit de tous les hommes : les prêtres ne sauraient en être exclus. De pieuses prodigalités avaient comblé de richesses le clergé de France, et lui avaient créé un immense patrimoine. L'Assemblée constituante l'appliqua aux besoins de l'Etat, mais sous la promesse de salarier les fonctions ecclésiastiques. Cette obligation, trop négligée, sera remplie avec justice, économie et intelligence.

Les pensions des ecclésiastiques établies par l'Assemblée constituante s'élèvent à environ 10 millions<sup>1</sup>. On emploiera de pré-

<sup>1</sup> La comptabilité des pensions ecclésiastiques étant tombée dans la confusion, le 5 prairial an VI (24 mai 1798), le Directoire, sur le rapport du ministre des finances Ramel, avait prescrit aux administrations de département de dresser sous leur responsabilité un tableau de ces pensionnaires. Mais ce travail, dont rien d'ailleurs ne garantissait l'exactitude, n'était pas achevé en germinal an X. Le chiffre de 10 millions, donné par Siméon, est donc purement approximatif : il s'applique seulement aux pensions du clergé séculier : pour y comprendre celles des religieux, religieuses, etc., il aurait fallu plus que doubler la somme. — Après le concordat, le P. Consul a commencé à établir un ordre sérieux dans cette partie importante de la dette viagère, en décidant d'une part, le 3 prairial an X (23 mai

férence les ecclésiastiques pensionnés ; on imputera leurs pensions à leurs traitements, et, en y ajoutant 2,600,000 fr., tout le culte sera soldé <sup>1</sup>. Il n'en coûte pas au trésor public la quinzième partie de ce que la nation a gagné à la réunion des biens du clergé.

L'ancien traitement des curés à congrue, qui étaient les plus nombreux, est amélioré <sup>2</sup>.

Distribués en deux classes, ils recevront les appointements de la première ou de la seconde, selon l'importance de leurs paroisses. Plus de cette scandaleuse différence entre le curé simple congruiste et le curé gros décimateur. Aucun ecclésiastique ne viendra dimer sur le champ qu'il n'a pas cultivé, et disputer au propriétaire une partie de sa récolte. Cette institution, à laquelle les députés du clergé renoncèrent dans la célèbre nuit du 4 août, ne reparaitra plus : c'est de l'Etat seul que les ecclésiastiques, comme les autres fonctionnaires publics, recevront un honorable salaire. Quelques oblations, légères et proportionnées, seront seulement établies ou permises, à raison de l'administration des sacrements.

La richesse des évêques est notablement diminuée. Ce n'est pas du faste que l'on attend d'eux, c'est l'exemple (et ils le promettent) de la modération et des vertus.

Si des hommes pieux veulent établir des fondations et redoter le clergé, le gouvernement, auquel ces fondations seront soumises, en modérera l'excès. D'avance il est pourvu à ce que des biens

1802) que le refus des serments et déclarations antérieures ne serait plus une cause de déchéance pour les pensionnaires ; d'autre part, que les droits à pensions seraient soumis à un conseil de liquidation de la dette publique (arrêté du 13 prairial an X : 2 juin 1802), sous la direction du cons. d'Etat Defermon.

<sup>1</sup> Ce chiffre comprend uniquement le traitement des archevêques et évêques (650.000 francs), et celui des curés (environ 3.500.000 francs), qui seuls étaient obligatoires pour l'Etat, d'après la lettre du concordat. En déduisant de ces traitements le montant des pensions, on se rapproche du chiffre avancé ici par Siméon. En réalité ce chiffre a été dépassé dès l'an XII, où il a atteint 4 millions. Il s'est ensuite beaucoup accru, surtout lorsque l'Etat a repris à sa charge le salaire des desservants. Pendant les dernières années de l'Empire, le budget des cultes, qui comprenait alors les départements perdus en 1814, s'est élevé progressivement jusqu'à 17 millions.

<sup>2</sup> Voir Prompsault, *Dict. de droit ecclés.*, au mot « Portion congrue. »

fonds ne soient pas soustraits à la circulation des ventes, et ne tombent pas en main-morte. Les fondations ne pourront être qu'en rentes constituées sur l'Etat. Ingénieuse conception, qui achève d'attacher les ecclésiastiques à la fortune de la République, qui les intéresse au maintien de son crédit et de sa prospérité !

Tels sont, cit. tribuns, les traits principaux qui nous ont paru recommander les articles organiques du concordat à votre adoption et à la sanction du Corps législatif. Le résultat en est l'accord heureux, et, ce semble, imperturbable de l'empire et du sacerdoce ; l'Eglise placée et protégée dans l'Etat pour l'utilité publique et pour la consolation individuelle, mais sans danger pour l'Etat et sa constitution ; les ecclésiastiques incorporés avec les citoyens et les fonctionnaires publics, soumis, comme eux, au gouvernement, sans aucun privilège. Ils pourront sans doute enseigner leurs dogmes, parler avec la franchise de leur ministère au nom du ciel, mais sans troubler la terre.

C'est avec un bien vif sentiment de plaisir que l'on voit ce bel ouvrage couronné par une semblable organisation des cultes protestants.

La même protection est assurée à leur exercice, à leurs ministres ; les mêmes précautions sont prises contre leurs abus, les mêmes encouragements promis à leur conduite et à leurs vertus.

Il sont donc entièrement effacés ces jours de proscription et de deuil, où des citoyens n'avaient pour prier en commun que le désert, au milieu duquel la force venait encore dissiper leurs pieux rassemblements !

Elles avaient, il est vrai, déjà cessé, même avant la Révolution, ces vexations odieuses, et, dès son aurore, elles avaient fait place à une juste tolérance. Les protestants purent avoir des temples ; mais l'Etat était resté étranger et indifférent à leur culte. Ce n'est que d'aujourd'hui qu'il leur rend les droits qu'ils avaient à son attention et à son intérêt, et que la révocation de l'édit de Nantes, si malheureuse pour eux et pour toute la France, est entièrement réparée.

Catholiques ! protestants ! tous citoyens de la même République, tous disciples du christianisme, divisés uniquement sur quelques dogmes, vous n'avez plus de motifs de vous persécuter

ni de vous haïr. Comme vous partagiez tous les droits civils, vous partagerez la même liberté de conscience, la même protection, les mêmes faveurs pour vos cultes respectifs.

Ames douces et pieuses, qui avez besoin de prières en commun, de cérémonies, de pasteurs, réjouissez-vous, les temples vont être ouverts, les ministres sont prêts.

Esprits indépendants et forts, qui croyez pouvoir vous affranchir de tout culte, on n'attende point à votre indépendance : réjouissez-vous, car vous aimez la tolérance. Elle n'était qu'un sentiment, tout au plus une pratique assez mal suivie : elle devient une loi. Un acte solennel va la consacrer. Jamais l'humanité ne fit de plus belle conquête.

La commission, composée des cit. Lucien Bonaparte, Savoye-Rolin, Roujoux, Jaucourt, Arnould, Jard-Panvilliers et moi, vous propose, unanimement, cit. tribuns, l'adoption du projet de loi.<sup>1</sup>

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

### 1217.— Rapport de Lucien Bonaparte au C. législatif.

Séance du 17 germinal an X (7 avril 1802).

<sup>1</sup> Les révolutions ressemblent à ces grandes secousses qui, déchirant le sein de la terre, mettent à nu ses vieux fondements et sa structure intérieure. En bouleversant les empires, elles dévoilent l'organisation profonde et les ressorts mystérieux de la société : l'observateur qui a survécu à la secousse pénètre au milieu des ruines accumulées ; il voit ce qui a été par ce qui reste, et il connaît alors ce qu'on pouvait abattre, ce qu'on devait conserver, ce qu'il faut reconstruire.

Cette époque d'expérience et d'observations est arrivée pour

<sup>1</sup> Après la lecture du rapport de Siméon, le vote du Tribunat a eu lieu sans discussion et par appel nominal. Sur 100 membres, il y a eu 85 votants: 78 voix se sont prononcées pour l'adoption, et 7 ouvertement pour le rejet.

<sup>2</sup> « On dit que le discours prononcé par le cit. Lucien Bonaparte au C. législatif a éprouvé des changements considérables avant d'être livré à l'impression ; qu'il a même été presque refondu en entier et que c'est le cit. Fontanes qui a été chargé de ce travail » (Bull. du préfet de police du 21 germinal, 11 avril). — On sait qu'à propos de la fameuse brochure « Parallèle entre César, Cromwell, etc. », le bruit avait déjà couru d'une collaboration entre Lucien et Fontanes.

la France, et après dix années nous revenons aux principes religieux, sans lesquels il n'y a point de stabilité pour les Etats. Le besoin de la religion n'est pas moins sacré que celui de la paix. Dans le délire de la discorde et de la guerre, on peut s'aveugler sur ce besoin universel ; mais lorsque le moment arrive où le corps politique veut se rasseoir, le législateur est forcé de relever la base éternelle. Ses augustes débris gisent-ils épars sur la poussière, il faut que sa main les rassemble ; il faut que le ciment dévoré se recompose. L'Etat n'est bien raffermi qu'après l'achèvement de ce grand œuvre. Ces liens sacrés qui unissent le ciel à la terre, fixent plus sûrement nos rapports avec nos semblables ; ils établissent les principes de la propriété particulière et de la véritable égalité. Ils forment les sociétés, fortifient leur enfance, hâtent leur progrès, et protègent leur vieillesse contre la puissance du temps, qui entraîne tous les ouvrages des hommes.

I. — La religion, les cultes sont utiles aux hommes, nécessaires aux États.

Elèvera-t-on contre ces grands résultats des objections tant de fois refutées ? Opposera-t-on les abus de la religion à ses bienfaits ? Eh ! de quoi n'abuse-t-on pas sur la terre ? L'honneur produit les duels, qui désolent les familles ; la gloire enfante les guerres, qui déchirent les nations ; au nom de la liberté quelquefois les proscriptions se signent, les échafauds se dressent ; et la religion fut souvent déshonorée par les inquisiteurs et le fanatisme. Oui, les crimes et les vertus sont étroitement enlacés dans le monde moral : ce grand livre de l'histoire nous offre à chaque page le mal à côté du bien ; aussi le but de la législation est-il de séparer par de fortes barrières ces deux principes ennemis, qui tendent sans cesse à se confondre.

Ce n'est pas devant l'auguste assemblée qui m'écoute qu'il est nécessaire de développer, par des traits isolés, ce besoin religieux qu'attestent tous les siècles et tous les peuples : quant au froid matérialiste, qu'il observe le genre humain, qu'il étudie la naissance et les progrès de la civilisation ; qu'il porte son regard sceptique dans les déserts les plus lointains : qu'y voit-il ?

Les tribus errantes dans leurs vastes solitudes ont toutes des dieux qui marchent devant elles. C'est en présence de la Divinité,



c'est en son nom qu'elles se forment en corps de nation. Les cités se réunissent autour du temple qui garantit leur durée ; ce temple est leur premier monument ; les rites sacrés, leur première loi ; Dieu, leur premier lien.

Et si la religion est essentielle au maintien de l'économie sociale, elle n'est pas moins nécessaire au bonheur des individus. Elle entretient dans les familles l'harmonie qu'elle établit dans les Etats. C'est elle qui épure nos affections en leur donnant un motif éternel ; qui nous conduit comme par la main dans les scènes variées de la vie ; qui nous forme aux vertus individuelles et sociales, nous reçoit dès le berceau, et nous console sur le lit de mort.

Il est des crimes qui échappent à toutes les lois : la religion seule peut les atteindre.

L'injustice appesantit-elle sur nous son bras de fer ? la religion est notre appui. Elle remet l'équilibre entre le faible et le puissant, elle peut même élever l'opprimé au-dessus de l'opprimeur. Elle donne à celui-ci des remords secrets, une crainte vague et terrible, qui surpassent les châtimens de la justice humaine : elle soulage la victime par une espérance sainte, infinie, indépendante de tout ce qui l'environne. Le sage, ranimé par cette espérance inappréciable, refuse de rompre ses fers, et, l'œil fixe sur le breuvage de mort, il dit à ses amis en pleurs : « Consolerez-vous ; il existe là-haut un Dieu qui punit et qui récompense. »

Oui, la force toute-puissante de la religion est prouvée par l'expérience de tous les siècles, et sentie par le cœur de tous les hommes.

Loin de nous ces doctrines désolantes qui livrent la société au hasard, et le cœur humain à ses passions ! Malheur à cette fausse métaphysique, à cette métaphysique meurtrière qui flétrit tout ce qu'elle touche ! Elle se vante de tout analyser en morale : elle ne fait que tout dissoudre ; elle parvient à dénaturer le sentiment même de l'honneur et tous les éléments des passions généreuses. Ecoutez-la : l'amour de la patrie n'est que de l'ambition ! l'héroïsme n'est que du bonheur ! Misérables sophistes ! c'est en vain que vous accumulerez les arguments : l'influence mystérieuse de la religion est incompréhensible pour les cœurs desséchés ; sa puissance morale, comme celle du génie, se sent, se conçoit ; et l'on n'argumente pas sur son existence.

La nécessité de la religion une fois admise, on ne proscrira pas sans doute son langage nécessaire ; les cultes sont à la religion ce que les signes sont aux pensées. La société religieuse ne peut point différer de la société civile, et il faut que toutes les deux établissent entre leurs membres des rapports extérieurs, et donnent à leurs lois des formes sensibles. Il n'est point de peuple auquel une religion abstraite puisse convenir : les signes, les cérémonies, le merveilleux sont l'indispensable aliment de l'imagination et du cœur ; le législateur religieux ne peut point maîtriser les âmes et les volontés, s'il n'inspire cette respectueuse et profonde adoration qui naît des choses mystérieuses. Ce fait incontestable dépose en faveur des cultes ; et dès lors, fussent-ils des erreurs, ces erreurs deviennent sacrées puisqu'elles sont nécessaires au bonheur des hommes ; et l'incrédulité qui calcule avec froideur, qui décompose avec ironie, fût-elle la vérité même, n'en serait pas moins la plus fatale ennemie des individus, des familles, des peuples et des gouvernements.

II. — Le gouvernement de la République ne peut pas rester étranger aux cultes existants : il doit les organiser.

Les cultes sont utiles, nécessaires dans un État. Le gouvernement doit donc les organiser ; ce serait donc être ennemi du peuple français que de négliger plus longtemps ce grand moyen d'ordre et d'utilité publique. Ici la politique révolutionnaire se présente dans son assurance dédaigneuse : si les cultes existent, elle veut que le gouvernement leur soit étranger ; l'indifférence pour toutes les religions, dit cette politique, est le meilleur moyen de les contenir toutes.

Maxime dangereuse, prudence imaginaire ! Cette théorie proclamée avec tant de faste ne nous a fait que des maux : tout ceux qui l'ont professée pendant nos troubles civils, se sont vus réduits à s'en écarter, parce qu'elle est fausse et que son application est impossible parmi nous. On commence par être indifférent ; l'indifférence produit bientôt l'inquiétude, et, pour calmer l'inquiétude, on a recours à la persécution.

On dira que la Hollande et l'Amérique suivent ce système pour les cultes de leurs diverses provinces ; mais ces cultes, établis en même temps, avec les mêmes prérogatives, trouvent un remède à leur danger dans leur nombre même.

Parmi nous, au contraire, si le christianisme n'existe pas seul, il existe au moins sans contre-poids : l'autorité civile doit lui en servir. Parmi nous, quarante mille réunions qui se correspondent, reconnaissent une hiérarchie positive : pouvons-nous dédaigner leur force ou croire à leur faiblesse, quand tant de consciences sont dirigées par un même esprit ?

Si nous les néglignons, nous nous préparerions de nouveaux orages dans les temps à venir : car là où une puissance morale unique existe indépendamment de l'État, l'État porte dans son sein le germe des discordes ; la moindre secousse qui ébranle ses extrémités peut menacer ses fondements. Là, le pouvoir du gouvernement n'est point affermi : car dans un État libre qu'est-ce que le pouvoir ?

Ce n'est pas sans doute la violence de ces minorités, savantes dans l'art de se former, de se réunir, et de prodiguer les trésors de l'État pour résister pendant quelques mois à l'opinion qui les repousse. Ces minorités ressemblent au puissant dont parle l'Écriture : « J'ai passé ; il n'était plus. » Dans un État libre le pouvoir ne peut être formé que par l'opinion nationale, et surtout par celle de l'immense population des campagnes : or, c'est dans les campagnes que la religion exerce sa plus grande influence ; il fallait donc, au moins par politique, s'emparer de ce grand ressort et l'utiliser.

Cette politique a guidé constamment ceux dont l'histoire vante la sagesse. Citerons-nous les grands hommes, les conquérants qui firent ou renouvelèrent les empires ? Ces puissants génies, orgueil de la race humaine, n'ont point négligé la force de la religion. Ils ont su l'employer avec profondeur ; et loin de rester indifférents à son action toute-puissante, ils se sont identifiés avec elle. — Invoquons-nous le souvenir colossal de cette Rome, qui mêla toujours à ses projets de conquête les véritables idées de l'ordre public ? Rome donnait le droit de cité dans le Capitole à tous les dieux des peuples conquis. — Invoquons-nous l'autorité de Numa, de Lycurgue et de Solon ? Mais ne consultons que les propres oracles du siècle ; interrogeons Rousseau, et ce Montesquieu, le plus sage des publicistes : leur voix annonce que la religion doit être au premier rang des affaires d'État. Écoutons l'orateur de la révolution, écoutons Mirabeau lui-même. A l'époque

où l'anarchie et l'impiété voulaient s'autoriser de son nom, cet homme prodigieux, à qui le trouble des passions et des intrigues ne pouvait dérober les grandes vérités politiques, laissa échapper ces paroles mémorables : « Avouons, à la face de toutes les nations et de tous les siècles, que Dieu est aussi nécessaire que la liberté au peuple français, et plantons le signe auguste du christianisme sur la cime de tous les départements. Qu'on ne nous impute point le crime d'avoir voulu tarir la dernière ressource de l'ordre public, et éteindre le dernier espoir de la vertu malheureuse. »

Nous avons aussi devant nous l'exemple d'un peuple voisin. L'Angleterre, qui parut toujours si jalouse de sa liberté, n'en est pas moins religieuse. Loin d'être indépendant de l'Etat, le clergé anglican, soutenu par lui, le soutient à son tour : puisse seulement cette nation imiter notre exemple, et traiter tous les systèmes religieux avec une égale faveur !

Mais qui sont-ils donc ceux qui récusent et l'exemple des grands peuples, et l'autorité des grands hommes, et le témoignage des grands écrivains ? qui sont-ils ? Connus seulement par les maux qu'ils ont faits, fameux par des erreurs dont les suites ont bouleversé la patrie, leurs démarches ont attiré la guerre civile, leur ignorance a prolongé nos troubles, leurs folles théories ont entraîné la France sur le bord du précipice ; et, lorsque cette expérience accablante pèse sur eux, au lieu d'invoquer l'oubli, puissance protectrice, ils déclament contre un gouvernement auquel ils ont laissé tout à réparer : ces hommes disent aujourd'hui que nous devons laisser les cultes sans organisation... Ils disaient hier que les prêtres réfractaires exerçaient une influence effrayante pour la République. Ils allaient plus loin : ne presumant pas que le silence du gouvernement tenait à des vues plus profondes, la plainte amère s'exalait de leur bouche ; ils demandaient des palliatifs lorsqu'on préparait le remède souverain ; ils eussent voulu peut-être que l'on préférât la violence à la sagesse, et qu'au lieu d'organiser les cultes, on repeuplât la Guyane de vingt mille prêtres. Ces artisans de nos guerres civiles ne savent-ils pas encore que nous ne voulons plus, que personne ne veut plus, ni de leurs sanglants essais, ni de leurs théories politiques ?

C'est à des principes meilleurs et longtemps méconnus que le gouvernement a dû revenir ; il a dû rétablir les bases essentielles

de cette religion que nos ancêtres nous ont léguée ; et, en matière de croyance religieuse, l'autorité des ancêtres est une preuve admise dans tous les lieux et dans tous les âges. On dirait que plus une religion s'enfonce dans l'obscurité des temps, et plus elle semble s'approcher de Celui qui doit exister au-delà des temps et qui précéda leur naissance.

Cette religion se mêle à toute l'histoire de cet empire ; elle est écrite dans tous ses monuments. Que dis-je ? elle est vivante dans ses ruines même, d'où elle semble élever une voix immortelle ; elle s'est affermie par les secousses qui auraient dû l'ébranler, et peut-être même par les exils et les souffrances de ses ministres.

Il est vrai que ces persécutions, qui semblent la rendre plus chère aux fidèles, l'ont rendue dangereuse à l'Etat. Quelques évêques proscrits ont pu, du fond des pays étrangers où ils ont porté un esprit d'aigreur, exercer une influence séditieuse sur les consciences timides qu'ils ont autrefois dirigées. — C'est une raison de plus pour que le législateur dût s'emparer d'un ressort qui n'était pas impuissant.

D'ailleurs le christianisme fût-il moins ancien, moins utile, il est la croyance du peuple, et à ce seul titre il vous serait cher sans doute. Vous savez tous que si la liberté, l'égalité, la propriété sont des droits sacrés, l'inviolabilité des consciences est le premier des droits. Vous savez que les nations ne supportent pas longtemps le mépris, et qu'on ne peut leur donner une plus grande marque de mépris, que d'outrager les premiers objets de leur vénération.

Mais, fût-il en votre pouvoir de créer un culte nouveau et meilleur, est-ce avec des lois qu'on établit des religions ? Pouvez-vous ordonner l'enthousiasme et décréter la croyance ? Toute puissance humaine vient échouer contre la persuasion du cœur, et même contre les préjugés de l'opinion.

Je suppose un moment qu'une religion nouvelle soit prête à sortir des antres ignorés qui cachent ses mystères : ne savez-vous pas comment les sectes naissantes s'établissent ? Recueillez les leçons du passé : voyez dans les Gaules latines le christianisme luttant avec effort contre la barbarie. Avant qu'il soit parvenu à la perfection qui est l'essence de sa doctrine ; avant que l'équilibre

entre les puissances ecclésiastique et civile ait été déterminé, que d'essais funestes ! que de superstitions cruelles ! que d'erreurs expiées par le sang des peuples ! quelles longues éclipses de la raison humaine ! Voyez dans l'Arabie ensanglantée le Dieu de Mahomet prouvé par le glaive, et sa doctrine bouleversant les États de l'Asie devenus, pour ainsi dire, aussi mouvants que les sables des déserts !

Et, sans parler de ces enfantements laborieux d'une religion nouvelle, ne craindriez-vous pas ces retours terribles, et jusqu'au silence menaçant d'une religion persécutée ? J'en atteste ces guerres impies, qui ont tant de fois désolé nos aïeux pour quelques légères différences dans la manière d'honorer la Divinité.

Ah ! recréons le christianisme, acheté par tant de travaux, et justifié par tant de bienfaits. Redoutons ces grandes et douloureuses épreuves, qui menacent également les lois et la morale ; respectons ces bornes sacrées, qu'on ne peut remuer impunément.

### III. — Le concordat et les règlements qui le suivent organisent les cultes existants, de la manière la plus convenable.

S'il est prouvé que le gouvernement devait rétablir le christianisme, quelles doivent être les bases adoptées pour son organisation ? Considérons l'état de la République : le christianisme embrasse parmi nous la religion romaine et les sectes protestantes.

Cette vérité reconnue nous impose le devoir d'organiser publiquement le culte catholique et les cultes protestants : le projet de loi atteint ce but ; il est composé d'un concordat fait avec le chef de l'Eglise romaine<sup>1</sup>, et d'articles réglementaires sur les diverses communions protestantes. Ce projet rétablit l'église catholique, apostolique et romaine ; mais, en déclarant cette religion publique, il organise celle des autres sectes, d'une manière parallèle, parce qu'en fait de conscience la majorité même n'impose point la loi.

Que peut-on opposer à cette mesure vraiment sage et philosophique ?

On peut renouveler contre elle la grande objection de quel-

<sup>1</sup> Cf. p. 390, note.

ques publicistes, qui reprochent à la religion romaine d'avoir pour chef suprême un prince étranger. On peut citer l'exemple de l'Angleterre, qui, vers le milieu du quinzième siècle, rompit toute liaison avec le Saint-Siège, et constitua une secte indépendante. Mais personne n'ignore quel motif honteux poussa Henri VIII à se déclarer chef de l'église anglicane. D'ailleurs Henri VIII établit une religion nationale dominante ; et le concordat évite ce grand écueil<sup>1</sup> : il les organise toutes, et les dirige toutes également. Certes, l'exemple de l'Angleterre en ce sens ne doit pas être cité : cette innovation religieuse n'a pas été sans conséquence pour elle. Peut-être l'homme d'État y voit-il la cause de toutes les tempêtes politiques qui, deux siècles après, l'exposèrent à tant de naufrages ; peut-être les troubles qui naguère agitaient une de ses provinces, se rattachent-ils à la même cause. Si des feux longtemps concentrés ont dévoré l'Irlande, si le sort de ce pays a pu dépendre d'un vent propice, ne peut-on pas croire que le système religieux de l'Angleterre, qui entretient de profondes querelles, est funeste à sa tranquillité ? La prudence et le temps peuvent cicatriser des plaies profondes ; mais comment ce peuple éclairé n'établit-il pas l'égalité dans les différents cultes ? Comment maintient-il encore la loi du *test* ? Ah ! s'il continue à méconnaître que le droit des consciences est au-dessus du pouvoir des souverains, nous pouvons lui dire, du haut de cette tribune, qu'il ne se montrera pas digne du siècle où nous vivons, qu'il parviendra difficilement à réunir en un seul corps de nation les îles de son empire, et que cette faute première peut amener des résultats qu'il n'appartient qu'à l'histoire de calculer.

Mais quand la politique de Henri VIII n'aurait pas pris de fausses directions, quelle utilité pourrions-nous retirer de son exemple ? Quel parallèle établirait-on entre son siècle et le nôtre ? En Angleterre la révolution n'avait pas été irreligieuse ; Henri VIII avait sous sa main tous les chefs d'un clergé puissant qui le secondait, tous les ressorts d'un culte établi qu'il put s'approprier ;

<sup>1</sup> Le manuscrit des mémoires de Lucien (aff. étr., *France*, vol. 1815) contient dans la « sixième partie des sommaires » des notes inédites contre le rétablissement d'une religion dominante en France. Elles se terminent ainsi : « Liberté absolue de conscience, telle doit être l'exergue du drapeau de toute nation civilisée. »

et le point où nous nous trouvons est à l'autre extrémité. Il appelait à son secours un culte que la vénération publique avait consacré ; nous recréons un culte qu'on a voulu anéantir par la persécution et le mépris. D'ailleurs les îles britanniques n'ont point de rapport géographique avec Rome ; mais la République en ayant de toute espèce, l'établissement d'une secte indépendante eût peut-être ôté quelque chose à notre influence européenne : et, d'un autre côté, le centre de la religion catholique n'est pas hors de la sphère de cette influence. Si ses domaines furent donnés à l'Église par la France ; si cette Église fut soutenue par nos aïeux, plus libéraux, plus éclairés, plus vraiment philosophiques, les temps où nous vivons ne sont pas moins glorieux pour la nation française ; et aujourd'hui, comme au temps de Charlemagne, la cour de Rome nous est liée par son existence comme par ses affections.

Le caractère du chef qui gouverne l'Église rend ses liaisons avec nous plus étroites, en inspirant un nouveau respect à la sainteté de son ministère : aussi, dans ces discussions où de part et d'autre on avait à lutter contre tant de préjugés, les deux gouvernements ont apporté ce caractère de réserve et de méditation qu'inspire seul le véritable amour de l'humanité, et qui dompte tous les obstacles. Le résultat de ces discussions a été également favorable aux intérêts de la République et à ceux de l'Église : le concordat rétablit tout ce qui est utile ; il écarte tout ce qui est superflu et abusif ; il reconstitue la religion catholique, apostolique et romaine, dans la partie du clergé séculier nécessaire au service public, et il la dégage de toute cette armée monastique, indépendante de l'épiscopat, souvent contraire à son utile influence.

La tenue des registres civils reste étrangère à toutes les communions religieuses. La liberté des consciences et l'égalité des cultes sont entières. Les cultes, dans toutes leurs parties, sont soumis à l'action civile, de telle sorte que leur établissement public porte un coup mortel au fanatisme.

Non, jamais institution religieuse plus complète, plus philosophique, plus salutaire, plus nationale, ne fut offerte à un grand peuple. Elle est bienfaisante pour tous les chrétiens : les catholiques et les protestants vivent sous les mêmes lois ; qu'ils ché-



rissent également la patrie qui les confond dans son amour. Législateurs, ce code religieux est un des bienfaits les plus signalés que la République devra à son gouvernement ; pour mieux l'apprécier, il nous reste à le comparer rapidement avec les lois des gouvernements passés.

#### Assemblée constituante.

L'Assemblée constituante fixant ses premiers regards sur les abus de l'Église, voulut ramener les prêtres à la doctrine de l'Évangile : une immense quantité de bénéfices affectés à des ministres sans fonctions servait d'aliment à des vices qu'eux-mêmes condamnaient dans les autres, tandis que le prêtre des champs vivait à peine de l'autel qu'il desservait : ces bénéfices furent supprimés. Des ordres monastiques nombreux dévoraient sans avantage la substance des peuples ; ils disparurent. Ces ordres dont on conçoit l'existence lorsque les premiers chrétiens persécutés dans le Bas-Empire étaient réduits à fuir les hommes pour rester fidèles à leur Dieu, ne servaient dans les Etats modernes qu'à y entretenir un esprit étranger et funeste : aussi leur réforme fut souverainement nationale.

Pourquoi donc l'Assemblée constituante n'a-t-elle pas atteint son but ? Pourquoi, n'ayant fait en matière de religion que des choses utiles et presque semblables à ce qu'avait entrepris Joseph II, a-t-elle rencontré des obstacles qu'elle n'a pu surmonter ? C'est que, sous Joseph II, les chefs de l'église germanique se prêtèrent à ses desseins, et que ceux de l'église gallicane s'opposèrent aux premières tentatives des réformateurs. Soit que, sous les dehors d'un zèle affecté, ils ne regrettassent que les richesses et les privilèges dont ils jouissaient à l'ombre du trône, soit qu'ils eussent entrevu l'athéisme qui, caché derrière quelques hommes de bonne foi, essayait déjà ses forces, l'étendard de la révolte fut arboré, et l'on vit la majorité des prêtres, des mœurs les plus pures, nés au sein du tiers-état, les plus intéressés à détruire les abus du haut clergé, se laisser entraîner par la force de la dépendance, et embrasser sincèrement une cause qui, peut-être dans leurs chefs, n'avait que des vues temporelles. Une grande partie des prêtres crut sa foi intéressée, et le mal s'aggrava sans retour. Ainsi les mesures de la Constituante, parce

qu'on négligea de les prendre avec la prudence nécessaire, firent dans la suite répandre plus de sang, nous engagèrent dans des erreurs plus longues à réparer, que ne l'ont fait les diverses factions politiques.

#### Assemblée législative.

L'Assemblée législative lui succéda ; dès ses premiers jours, la résistance des prêtres lui parut effrayante : elle leur ordonna de prêter le serment de fidélité ; elle autorisa les corps administratifs à déporter ceux qui troubleraient l'ordre public, et, peu de mois après, tous ceux qui refusèrent le serment furent contraints de quitter la France dans quinze jours, sous peine de dix ans de détention. Ainsi, en moins d'une année, l'esprit destructeur naissait déjà de l'esprit d'organisation, l'athéisme pressait déjà la philosophie, et le torrent qui devait tout bouleverser menaçait de son débordement. En moins d'une année, la proscription fut amenée par une bonne réforme religieuse, par la seule raison que cette réforme fut organisée sans ménagement : tant sont délicates et difficiles les lois qui touchent de si près à la conscience des peuples !

#### Convention.

La Convention suivit le même système avec une violence progressive. L'exil en masse de la grande majorité du clergé lui parut une mesure pusillanime ; elle ordonna qu'ils seraient déportés à la Guyane, et que tous les prêtres qui se déroberaient à la déportation seraient punis de mort dans les vingt-quatre heures.

De si cruelles mesures pourraient toutefois être considérées comme des suites nécessaires de la première direction fautive, et de la persévérance dans le même système. Dès que les réfractaires étaient signalés comme ennemis de l'État, on pouvait ne pas s'étonner qu'ils fussent traités comme tels. Mais bientôt la scène change... Le démon de l'athéisme, que l'on avait pu pressentir de loin dans les années précédentes, ose se montrer à découvert ; il soulève la France du haut de la tribune ; il veut enchaîner à la fois toutes les consciences. Il ne lui suffisait pas de peupler la Guyane de prêtres réfractaires ; les prêtres assermentés étaient aussi nécessaires à sa rage. L'athéisme ne mit pas plus de distinction dans les sectes religieuses, que le royalisme

dans les sectes républicaines. Le cri de mort s'étendit soudain sur tous les ministres des cultes : on les déporta par troupes sur des côtes inhospitalières et sous le ciel brûlant des tropiques. Instrument de la fatalité qui poursuivait ce vaste empire, la Convention voulut anéantir les cultes après avoir frappé leurs ministres. Tous les décrets faits par la tolérance furent révoqués ; l'on vit, pour la première fois dans l'histoire du monde, la loi inviter les citoyens à se déclarer infâmes : des autorités reçurent avec bienveillance la déclaration des prêtres qui reniaient leur caractère sacerdotal.

Tant de fureur avait soulevé une partie de la France : la République fut déchirée par ses propres enfants ; les départements de l'Ouest furent désolés, ensanglantés par cette guerre civile qu'un système contraire seul put éteindre.

O temps de honte éternelle, si, dans tous les siècles, les révolutions ne produisaient d'affreux résultats sous des symptômes divers ! Jours qui semblaient avoir ramené le peuple le plus doux de la terre à la férocité des peuplades les plus barbares ! Les monuments de la religion, comme ceux des arts, se changèrent en ruines. Dans les temples régnèrent le silence et la désolation. Les mains sanglantes de l'athée dépouillèrent le sanctuaire que l'hommage de tant de générations successives eût suffi pour rendre sacré. Les pierres sépulcrales de nos familles furent déshonorées ; et d'infâmes courtisanes, promenées en triomphe, s'assirent sur le marbre des autels ! Dans ce délire effrayant, on eût dit que le cœur de l'homme était changé, et que plusieurs siècles s'étaient écoulés dans l'espace de quelques jours.

Cependant les peuples consternés refusaient leur confiance aux seuls ministres que l'exil ou la mort eût épargnés<sup>1</sup> ; et, content de son ouvrage, l'athéisme crut avoir détruit à jamais la religion.

Mais ces hommes de la minorité qui gouvernaient la Convention, s'aperçurent bientôt qu'eux aussi seraient enveloppés dans la perte commune. L'État marchait rapidement vers sa ruine complète ; toutes les digues étaient rompues ; la société était attaquée de toutes parts : on parla bientôt du partage des fortunes. Privée

<sup>1</sup> Allusion au clergé constitutionnel.

de tous les liens de la morale, la République était sur le point de se dissoudre. Ainsi les poètes nous représentent ce vaisseau naviguant sur des mers inconnues : un rocher d'aimant reposait dans le sein des vagues ; le navire, battu par la tempête, passe sur le roc fatal, et soudain les fers qui l'assujettissaient, attirés par l'aimant, se dispersent. Privés de ces liens, les bois se relâchent, se séparent ; et la mer victorieuse mugit, s'élance, et déchire sa proie.

C'est ainsi que, menacé par la tempête, l'athéisme fut épouvanté de son propre ouvrage ; ses disciples tremblèrent sur leur propre sort. Pressés de toutes parts, ils voulurent soumettre au frein de la morale le monstre qu'ils avaient déchaîné ; ils changèrent de langage ; ils semblèrent tirer comme d'un grand oubli la tradition d'un Être suprême : son existence et l'immortalité de l'âme furent proclamées.

Ce premier essai rétrograde vers les idées religieuses fut accueilli par l'ivresse populaire ; et, cette fois du moins, ces hommes d'exécrable mémoire sacrifièrent à l'opinion nationale. Mais leurs mains, souillées du sang français, n'avaient d'action que pour le crime ; le développement de leur nouvelle religion éteignit bientôt l'éclair de la joie publique. Rien ne prouva mieux leur délire. Leur esprit, aussi prodigieux pour le mal qu'étroit pour les conceptions salutaires, crut pouvoir remplacer le christianisme par un dogme métaphysique ; il prêchèrent leur doctrine dans les chaires mêmes de l'Évangile ; il semblaient ne pas redouter les souvenirs majestueux. Pressés en foule dans ces temples outragés — inconcevable aveuglement de l'amour-propre ! — ils ne sentaient pas que le christianisme persécuté, invisible, n'en devenait que plus puissant, et que ses autels étaient plus éloquents par leurs ruines, qu'ils ne l'étaient jadis par la pompe dont on les avait dépouillés.

#### Directoire.

Avec moins de violence sans doute, mais avec aussi peu de sagesse, le Directoire ne fut pas moins odieux. Il régularisa le même principe et le suivit avec faiblesse. Il fit à la religion une guerre plus sourde, mais aussi cruelle. La liberté de conscience est à peine proclamée, que ceux qui veulent en jouir remplissent les cachots ; la tolérance universelle est publiée ; et le

peuple est contraint par la force au travail ou au repos. La douce habitude de l'enfance réunit-elle les citoyens à des époques fixes? L'autorité interrompt leurs jeux ; et, pour mettre le comble à la dérision, on prodigue à ce peuple dispersé les titres augustes de nation libre et souveraine !

Toutefois, ce gouvernement, non moins persécuteur que l'ancien, sentit comme lui le besoin d'un frein religieux ; mais trop faible, hors d'état de rien entreprendre de grand, il se traîna lentement sur les pas de la Convention : et c'est alors que parut ce culte des théophilanthropes, que l'histoire mettra à côté du décret sur l'Être suprême, pour prouver à nos neveux comment ceux mêmes qui proscrivirent tous les cultes, furent contraints de recourir à un culte nouveau.

Enfin le 18 brumaire se leva sur la République.

A peine le gouvernement consulaire fut-il institué, qu'il s'empressa de publier la véritable liberté des cultes : il fut enfin permis au peuple français de se reposer et de travailler à son gré, d'adorer le Créateur comme il l'entendait ; et l'on substitua au serment théologique la promesse, que doit tout citoyen, de fidélité aux lois de l'État.

Lorsque l'Ouest connut ce changement de système, lorsqu'il sut que le gouvernement lui laissait ses prêtres et son culte, les armes tombèrent des mains de ce bon peuple, et la guerre civile fut apaisée.

Dans le même temps, le gouvernement s'était adressé au chef de l'Eglise pour prendre des mesures définitives qui pussent terminer le scandale des dissensions religieuses, tranquilliser le peuple, et faire aimer à tous les cœurs cette République assez illustre et assez admirée.

Les conférences pour le concordat datent de cette époque.

Ainsi, législateurs, c'est l'ouvrage de deux années que vous avez sous les yeux : c'est la fin des troubles religieux que vous allez prononcer. Heureuse la France, si cet ouvrage eût pu être achevé en 89 ! Qui peut calculer le nombre des victimes que l'on eût épargnées ?

Je me résume :

1° La religion, les cultes sont utiles aux hommes, nécessaires aux États ;

2° Le gouvernement de la République ne peut pas rester étranger aux cultes existants ; il doit les organiser ;

3° Le projet de loi qui vous est soumis organise les cultes existants, de la manière la plus convenable.

Empressez-vous, législateurs, de réparer par votre sagesse des erreurs qui vous sont étrangères ; empressez-vous de reconnaître et de convertir en loi de l'Etat ce code religieux ; alors vous aurez payé votre dette à la patrie, et, dans cette session mémorable, vous aurez décrété la paix de la République avec les nations et avec les consciences.

Tel est le vœu que le Tribunat nous a chargés d'émettre dans votre sein : son adoption repose sur les principes que nous avons développés, et principalement sur cette grande considération, que notre devoir est de céder à l'opinion nationale ; et l'opinion nationale demande le rétablissement des institutions religieuses <sup>1</sup>.

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

### 1218. — Discours de Jaucourt

Séance du Corps législatif du 18 germinal an X (8 avril 1802).

Quoique les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune aient donné les développements les plus satisfaisants au projet de loi qui vous est soumis, j'ai cru qu'il me serait encore permis de reporter votre pensée sur cette époque glorieuse qui va mettre réellement à l'usage de la nation française la liberté des cultes, cette liberté toujours proclamée, et toujours enchaînée jusqu'à ce moment. J'ai pensé aussi que le Corps législatif ne verrait pas

<sup>1</sup> Tel était alors l'état des esprits, que ce discours a valu à son auteur les félicitations même du Légat. Celui-ci écrivit le 10 avril : « Le card. Caprara témoigne à M. Lucien Bonaparte ses remerciements les plus sincères et les plus affectueux, des exemplaires de son discours qu'il vient de lui adresser. Il le prie en même temps d'être bien convaincu que personne plus que lui n'en a senti la force et le mérite. » — On peut rapprocher de ce billet l'anecdote que rapporte Rœderer (*Mém.*, t. III, p. 430). « J'ai été [le 20 germinal : 10 avril] faire une visite au card. Légat, selon l'intention du P. Consul. Le Légat m'a dit : Monsiour Loucien, il a mieux saisi et mieux frappé l'objet que monsiour Pourtalis. Quoique monsiour Pourtalis, c'est très bien aussi ; mais trop semblé craindre, trop philosophe. — J'ai répondu : M. le cardinal, c'est que le parti philosophique ne consiste pas seulement dans quelques hommes de cabinet : les militaires, les officiers généraux, sont presque tous d'assez mauvais croyants. »

sans quelque intérêt que le Tribunal offrait déjà dans le choix de ses orateurs l'exemple de cette union <sup>1</sup>, qui bientôt va fondre les sentiments des Français de cultes différents, dans un même respect pour la constitution, une égale reconnaissance pour le gouvernement, un amour également pur pour la patrie. A une époque désastreuse de nos anciennes annales, après les dissensions civiles et religieuses, à la fin d'une guerre qui avait armé les Français les uns contre les autres, un prince qu'on peut nommer dans une tribune républicaine, puisque c'est le seul dont le peuple ait gardé la mémoire, Henri IV, se félicitait de pouvoir s'occuper enfin de justice et de religion. Quelle que soit la forme des gouvernements, la force invincible des choses ramène la même nécessité dans les mêmes circonstances.

La paix générale, qui met le comble à la satisfaction de tous les citoyens, est à peine signée ; et les Consuls viennent, à la suite d'une convention sur laquelle les orateurs qui m'ont précédé ne me laissent plus rien à dire, présenter au Corps législatif un mode d'organisation et de police des cultes, c'est-à-dire le gage le plus assuré de la paix intérieure. La convention signée entre le gouvernement français et la cour de Rome, va faire cesser enfin les intolérances religieuses. Elle garantit à tous les citoyens un droit non moins sacré que la sûreté de leurs personnes et de leurs propriétés, la liberté de conscience ; et, en les attachant ainsi plus fortement à notre régénération politique, elle tarira

<sup>1</sup> L'intention dont Jaucourt remercie ici le Tribunal (cf. t. IV, p. 389, note 2), a été commune au Corps législatif, qui le 13 germinal (5 avril) a choisi M. Metzger pour un de ses secrétaires, et le 16 floréal (6 mai) a confié la présidence à Rabaut-le-jeune. Dans le discours de clôture de la session, Rabaut a évoqué le souvenir de son frère, Rabaut-St Etienne qui à la Constituante avait revendiqué la liberté des cultes, et, après avoir témoigné de la gratitude actuelle des protestants, a ajouté : « Vous excuserez ma prolixité sur cette matière, en faveur de celui qui, plus qu'aucun autre, doit sentir le prix de cette loi bienfaisante, et qui, par l'honneur que vous lui avez fait de vous présider, est une preuve vivante des principes libéraux que vous professez... » — De son côté, le gouvernement ne négligeait rien, à ce moment, pour maintenir l'égalité la plus apparente entre les protestants et les catholiques.

Le 15 germ., l'Institut ayant à proposer un sujet pour le prix d'histoire, mit au concours cette question significative : Quelle a été l'influence de la réformation de Luther sur la situation politique des différents États de l'Europe, et sur le progrès des lumières.



pour l'avenir une source féconde de ressentiments, de haines et de calamités.

Le Premier Consul a rétabli par de sages mesures la bonne intelligence avec la cour de Rome. L'église gallicane fut toujours jalouse de ses libertés ; mais un ministère purement spirituel ne peut dégénérer en une domination oppressive ; et, suivant l'heureuse expression du rapporteur du Conseil d'État, les articles organiques de la convention du 26 messidor tendent tous à ramener à l'esprit de la pure et respectable antiquité, les institutions qui sont la base et la garantie de la morale.

Les ministres protestants sont, par la nature même de leur institution, toujours rapprochés de cette simplicité évangélique ; et leur doctrine, envisagée sous le rapport de l'ordre social, offre de sûrs garants de leur soumission et de leur fidélité aux lois de la République et à son gouvernement. Jaloux d'unir à la qualité d'instituteurs de la morale religieuse, celle de citoyens, jamais ils ne voudront isoler les devoirs qui leur sont imposés sous ce double rapport.

Une classe nombreuse de citoyens fut longtemps victime de la persécution ; l'éclat d'un règne glorieux pour les lettres et les arts fut terni par la proscription barbare des protestants. La France perdit avec eux des talents utiles, des établissements précieux, et une partie considérable de son commerce.

La philosophie alors éleva la voix, et s'efforça constamment d'arrêter la persécution qu'on exerçait encore contre les familles qui, malgré les menaces et la crainte des supplices, ne pouvaient se résoudre à abandonner la France<sup>1</sup>. Ses succès furent lents et difficiles ; mais enfin sa voix fut respectée. La tolérance ne fut plus regardée comme un bienfait, mais comme un devoir ; et l'on pourrait presque dire que la nation française avait proclamé la liberté des cultes avant même l'Assemblée constituante.

Aujourd'hui les vastes provinces qui ont agrandi le territoire de la République, ont considérablement augmenté la population

<sup>1</sup> L'émigration protestante, qui, de même que la persécution, était commencée longtemps avant la révocation de l'édit de Nantes, s'est continuée pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, et notamment après la déclaration royale de 1724. Bien que le nombre total des réfugiés ne soit pas encore exactement connu, on peut l'évaluer à près de 500.000.



protestante. Le retour de l'ordre et de la prospérité, la liberté religieuse et la sagesse de nos institutions, vont probablement en accroître encore le nombre. La loi que vous allez rendre, cit. législateurs, s'il est permis de présager d'avance votre décret, restera dans toute l'Europe. Les descendants des réfugiés portent encore un cœur français ; ils rentreront dans cette patrie que l'on ne peut jamais oublier ; et le dix-neuvième siècle acquittera les torts du siècle de Louis XIV<sup>1</sup>.

(Imprimerie de la Rép., germinal an X).

### 1219. — *Lettres de Rabaut le jeune.*

Paris, 19 germinal an X (9 avril 1802).

Je vous ai adressé, M<sup>r</sup>. et cher ami, un exemplaire du projet de loi sur les cultes, et les discours de Portalis. Hier ce projet de loi fut adopté<sup>2</sup>.

Vous aurez été surpris, en lisant l'organisation de nos églises, d'y trouver des églises consistoriales de six milles âmes ; de n'y voir qu'un séminaire ; qu'on n'y fixe pas le traitement des pasteurs, et qu'on n'y parle pas de nous donner des temples.

Il ne faut pas trop s'alarmer de tout cela : nous sommes sûrs des bonnes intentions du gouvernement et de ses dispositions favorables pour nous. On veut une égalité parfaite d'avantages pour les deux cultes. J'ai la certitude qu'on donnera des églises<sup>3</sup>, et qu'on veut fixer un traitement honnête aux pasteurs. On a voulu auparavant savoir ce que les Luthériens donnent à leurs

<sup>1</sup> A la séance suivante (le 19 germinal : 9 avril), le Corps législatif a ordonné l'impression d'un discours de Bassaget, législateur de Vaucluse, qui au nom de « trois millions » de protestants, a justifié leur attitude depuis la Révocation et pendant la Révolution, et, en exprimant leur reconnaissance présente, s'est porté garant de leur conduite à venir. — Bassaget avait écrit la veille au président de l'assemblée : « Comme je pense qu'il est du devoir des protestants français, et du mien particulièrement, d'offrir le témoignage de notre reconnaissance au P. Consul, pour la paix religieuse qu'il vient d'accorder à cette portion de la nation, je viens vous prier de vouloir bien m'accorder la parole immédiatement après que le projet de loi nous concernant aura été adopté par le Corps législatif. »

<sup>2</sup> De même qu'au Tribunal, il n'y a point eu de discussion au Corps législatif. Le projet de loi a été adopté par 228 voix contre 21. Il n'y a donc eu que 249 votants sur 300 membres.

<sup>3</sup> Il s'agit ici des Réformés de la vieille France, qui avaient perdu leurs tem-

pasteurs, et le retard ne nous sera pas nuisible, à ce qu'on m'assure. Nous n'avons pas eu connaissance de ces églises consistoriales, imaginées depuis que le cit. Portalis nous a eu communiqué son projet<sup>1</sup>. On a cru pouvoir établir, dans ces églises consistoriales de six mille âmes, des succursales comme chez les catholiques. Si on nous avait consultés, nous aurions démontré qu'elles sont impraticables, surtout à cause de la nature de notre population, disséminée sur une vaste étendue de territoire. Nous aurions prouvé que l'art. 28 devient un obstacle à l'organisation de ces églises de six milles âmes. Nous travaillons à remédier à cela, s'il est possible, et aux autres choses qui peuvent déplaire. Il est sûr que le gouvernement veut conserver la plus parfaite égalité entre les deux cultes ; ainsi nous devons espérer qu'il aura égard à nos réclamations.

ples lors de la révocation de l'édit de Nantes, et qui en manquaient, sauf dans quelques villes où ils avaient réussi récemment à en rétablir. Il leur en a été attribué environ quarante sous le Consulat et l'Empire. Quant aux Luthériens d'Alsace, et surtout aux protestants des deux communions dans les nouveaux départements, ils étaient restés en possession des édifices du culte.

<sup>1</sup> Les Réformés ont reporté aussitôt sur le Conseil d'Etat la responsabilité de cette altération considérable faite à leur régime... « Contre l'intention du gouvernement et la vôtre, écrivait Rabaut-le-jeune à Portalis, notre discipline ecclésiastique a été dénaturée, détruite dans ses bases par des innovations qui ne peuvent s'allier avec son organisation actuelle, ses usages, ses coutumes, les droits et les prérogatives des pasteurs, des églises et de ses membres... Lorsque vous voulutes bien, cit. cons. d'Etat, demander à quelques protestants des renseignements sur l'organisation du culte réformé, ils vous fournirent un mémoire [cf. t. IV, p. 389, note 4], dans lequel ils s'étaient particulièrement attachés au maintien de l'organisation primitive des églises réformées ; ils ne proposèrent d'autre innovation que celle de la suppression des colloques, et ils en ont été blâmés depuis. Ce mémoire, vous voulutes bien le discuter avec nous, et il parut avoir votre assentiment. La discussion de votre rapport eut lieu dans le Conseil d'Etat, et amena des changements qui ont dénaturé l'organisation actuelle de nos églises et nous en donnent une nouvelle... » Cette lettre, de frimaire an XI, n'existe plus en original aux Cultes ; elle est conservée en copie dans les pap. Rabaut (t. II, 1<sup>o</sup> 7). Elle a été publiée en 1864 par la *Soc. de l'hist. du protestantisme*, et en 1884 dans la *Revue de droit, etc., à l'usage des protestants*.

Les Luthériens se sont montrés moins inquiets de l'art. 46, qui créait le consistoire de six mille âmes, parce que pour l'appliquer exactement il aurait fallu renverser leur organisation, qui était déjà établie en fait. Sur le sens de cet article, voir les questions adressées par Koch et les réponses de Portalis (dans Chenot, *de l'organis. etc.*, p. 43).

Il est essentiel que les pasteurs sachent que leur nomination provisoire <sup>1</sup> deviendra définitive par la seule formalité de la prestation du serment exigé par la loi. Ils doivent donc se présenter devant le préfet, pour le prêter, dès que la loi aura été enregistrée à la préfecture. Ils n'auront pas besoin d'une nouvelle nomination et présentation : le cit. Portalis nous l'a dit positivement hier.

J'ai cru devoir vous faire connaître tout ceci, qui rassurera ceux que la loi pourrait alarmer. Communiquez-la, je vous prie, aux pasteurs que vous verrez. Je suis très pressé d'écritures ; je vous quitte donc. Dès qu'il y aura du nouveau, je vous le marquerai.

---

Paris, 25 germinal an X (15 avril 1802).

Je vous écris pour vous prévenir qu'il serait important que les protestants adressassent au Premier Consul, de plusieurs points, des adresses de remerciements, courtes et bonnes et qui fissent honneur <sup>2</sup> ; qu'on y fit surtout mention de l'égalité qu'il a établie entre les cultes chrétiens, et des bonnes intentions des protestants à seconder les vues du gouvernement, etc. Je vous prie de prévenir les pasteurs des principales églises. Il faudra envoyer ces adresses à Portalis, avec prière de les présenter au Premier Consul.

Je vous prie aussi de dire qu'on ne s'alarme pas sur les inconvénients de la loi. Nous travaillons à les faire réparer, et nous espérons y réussir<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Voir l'art. 27 des Articles organiques des cultes protestants.

<sup>2</sup> Ces adresses, qui ont été nombreuses, ont été reproduites en partie par le *Moniteur* (voir nos des 19, 23 floréal ; 3, 9, 30 prairial, etc.). En outre, quelques services solennels ont été célébrés en actions de grâces, notamment à Paris par le pasteur Marron. — Si, en dehors de ces manifestations officielles, on cherche à retrouver le sentiment vrai qui animait alors la majorité des protestants, on peut, croyons-nous, le résumer par cette phrase de l'un d'eux : « Nous n'avons pas été tout à fait contents de l'organisation ecclésiastique des protestants ; mais il vaut mieux l'avoir que rien du tout. Si le gouvernement persiste dans ses principes et nous maintient la protection qu'il nous accorde, nous pourrions nous promettre de jouir en paix de la religion de nos pères » (Lettre de M. Berger, de Colmar ; dans Chenot, p. 15).

<sup>3</sup> Des Réformés qui faisaient partie des assemblées politiques (le sénateur Sers ; les législateurs Bertezène, Combes-Dounous, Couzarce, Erensdyck, Rabaut-le-

Que les pasteurs s'empressent de prêter le serment, afin que leur nomination soit définitive.

Votre sagesse vous suggérera tout ce qu'il faut faire, pour prévenir le mal qui pourrait résulter de l'art. 45 sur l'organisation du culte catholique<sup>1</sup>.

P. S. — Nous avons vu M. Périer, évêque du Gard, dont nous sommes très contents. Il était évêque constitutionnel du Puy-de-Dôme, et ci-devant oratorien. Il pense très bien.

(Arch. du consistoire de Nîmes.)

jeune ; les tribuns Chabaud-Latour, Jaucourt), allaient se réunir à des pasteurs et notables qui se trouvaient à Paris, et signer en commun un mémoire, pour « demander au gouvernement quelques articles additionnels ou réglementaires, qui puissent suppléer aux omissions importantes qui ont été faites dans la loi du 18 germinal dernier, surmonter les difficultés qui se présentent dans l'exécution de cette loi, et compléter l'organisation du culte protestant » [cf. p. 333, note 1]. Comme on pouvait douter si le synode national était maintenu par la loi, on demandait la formation d'une « Commission centrale », composée d'un pasteur et d'un ancien de chaque synode, et qui aurait des attributions analogues. Le nouveau consistoire de six mille âmes devenait l'équivalent du colloque, et se divisait en églises locales qui, au fond étaient les anciennes paroisses. A ces deux demandes principales s'ajoutaient d'autres demandes moins importantes, qui portaient sur la définition des cas d'abus, l'établissement d'académies protestantes à Nîmes et à Kaiserslautern, le traitement et le logement des pasteurs, la remise d'édifices pour le culte réformé.

Nous savons par une lettre de Chabaud-Latour, que, le 2 juillet, ce mémoire n'était pas encore achevé. C'est à la fin de juillet ou au commencement d'août 1802, qu'il a été remis à Portalis par Rabaut-le-jeune et le pasteur Marron. Portalis promit d'examiner, donna de bonnes paroles, et se déroba. « Les tribuns Chabaud, Jaucourt et Koch, écrivait Rabaut le 15 novembre, ont trouvé l'occasion rare de s'en plaindre au P. Consul, qui a montré la meilleure volonté. Il les a renvoyés à Portalis, et ils lui ont répondu qu'ils étaient las d'y aller, de remettre des mémoires et de n'obtenir que des promesses. » (Cf. la lettre déjà citée de Rabaut ; *Bull. de la Soc. de l'hist. du Protestantisme*, 1864).

<sup>1</sup> Cet article (cf. 320, note 2) parut en général aux Réformés un manquement à la tolérance, d'autant plus fâcheux qu'il était édicté à leur profit. Chabaud-Latour lui-même, après avoir expliqué qu'il ne partageait pas « l'avis de beaucoup de protestants, et celui de mon collègue Rabaut entre autres, qui voudraient que les protestants eux-mêmes demandassent pour les catholiques le culte extérieur partout », ajoutait : « Malgré tous ces motifs, je suis vivement affecté des inconvénients de l'art. 43 ; et si on eût substitué à sa place un autre, par lequel on eût permis le culte extérieur dans les campagnes, et non dans les villes d'une certaine population, on eût certes beaucoup mieux fait » (lettre du 2 juillet 1802).

Du côté des Luthériens, on parut à l'origine se préoccuper moins de l'art. 45

**1220. — Lucchesini au roi de Prusse.**

Paris, 9 avril 1802.

...Avant-hier, sur le rapport du cit. Siméon, le Tribunal décréta, par une majorité de 78 voix contre 7, son entière adhésion aux vœux du gouvernement sur le concordat et les lois organiques pour le culte. Lucien Bonaparte fut chargé de présenter hier à la séance du Corps législatif ce vœu du Tribunal, pour en obtenir sa sanction légale. Le discours qu'il prononça à cet effet a rempli parfaitement son but. Le Corps législatif a converti en loi de la République, à une majorité de 228 voix contre 21, tout ce que le gouvernement lui avait proposé pour le rétablissement de la religion chrétienne en France. Je ne manquerai pas de vous transmettre les discours des deux tribuns Siméon et Lucien Bonaparte, dignes tous les deux d'être admirés partout. Celui du dernier contient, entre autres traits remarquables, un conseil de tolérance au gouvernement anglais envers les catholiques.

Dans la séance du Conseil d'Etat d'hier, les Consuls ont mis tout de suite à exécution<sup>1</sup> les lois que le Corps législatif venait de sanctionner; et probablement que le cardinal Caprara, légat du Pape, aura aujourd'hui son audience publique du Premier Consul. Dimanche prochain, le légat installera dans l'église de Notre-Dame le nouvel archevêque de Paris, qu'on dit être l'ancien évêque de Marseille.

Le rétablissement de la religion n'aura pour détracteurs que quelques savants intolérants, quelques généraux habitués à l'indépendance des camps, et un petit nombre de personnes frappées encore de l'influence que le clergé français d'autrefois exerçait sur le gouvernement. Mais la plus grande majorité de la France en sent la convenance, le besoin, ou l'utilité.

que de l'art. suivant qui interdisait le « simultaneum. » Dès le 40 avril, M. Metzger s'entendit avec ses collègues d'Alsace et des quatre départements réunis, pour rédiger une note contre l'application de cette règle nouvelle. (Cf. p. 320, note 3).

<sup>1</sup> Ce renseignement est erroné. La mise à exécution de toute loi résultait de la promulgation, qui, d'après l'art. 37 de la constitution, devait être faite par le P. Consul, et seulement le dixième jour après le vote. Pour la loi sur les cultes, tout avait été combiné de manière que ce délai s'achevât le 28 germinal, jour de Pâque.

La doctrine des églises protestantes semble devoir ramener à la religion un grand nombre de personnes, qui reprendraient difficilement les habitudes du culte catholique ; et l'entière liberté qui va régner à cet égard ne sera pas le moindre bienfait de l'esprit droit et éclairé du général Bonaparte, à qui il faut accorder dans cette affaire tout le mérite et de la première conception et de presque tous les détails ..

(Arch. de Berlin.)

### 1221. — Stapfer à Thormann.

Paris, 10 avril 1802.

...Le rétablissement du culte cause une satisfaction beaucoup plus générale que le traité définitif de paix, qui a été reçu avec une indifférence scandaleuse<sup>1</sup>....

M. Jackson, se trouvant hier à la tribune du Corps législatif pendant le discours de Lucien Bonaparte, sortit brusquement à l'endroit où celui-ci fit la leçon au gouvernement anglais sur la tolérance des différents cultes. Cette sortie a été remarquée, et a fait de la peine à beaucoup de membres. Il est cependant probable qu'elle était occasionnée par son dessein d'aller aux Tuileries, où en effet je le vis à trois heures, et nullement par le mécontentement d'avoir entendu blâmer les principes religieux de son gouvernement.

M. de Belloy, nommé à l'archevêché de Paris, est l'ancien évêque de Marseille. C'est un vieillard qui a passé quatre-vingts ans, dont le frère du consul Cambacérès doit être nommé coadjuteur.

Un article qui vous fera sûrement autant de plaisir qu'à moi, c'est celui qui établit le séminaire des ministres protestants réformés pour toute la France, à Genève. Il était d'abord question de Nîmes, où l'on compte près de trente mille religionnaires ;

<sup>1</sup> « It is strange that the anxious interest which the people seemed to take in the congress of Amiens, during the early stage of its deliberations, has subsided into utter indifference since the final result was known. The First Consul is greatly mortified at the apathy of the people... » (G. Jackson, *Diaries*, t. I, p. 82, sous la date du 2 avril). — Cette froideur inattendue affaiblissait, au moins à Paris, le principal moyen sur lequel le P. Consul avait compté pour remuer l'opinion en sa faveur au moment du rétablissement du culte.

mais la crainte que les têtes exaltées du Midi ne se livrassent trop à la controverse, a fait préférer notre ancienne sœur confédérée.

A cette occasion, j'ajouterai encore que les cours de Londres et de Pétersbourg ont fait, depuis quelques mois, de vains efforts pour engager le Premier Consul à rendre à Genève son ancienne indépendance ; mais toute l'adresse des Genevois, ainsi que l'intérêt particulier que les Anglais ont pris à leur cause, ont échoué contre la volonté inébranlable de Bonaparte. Ceci n'est pas une nouvelle de salon : je la tiens de la meilleure source...

(Arch. de Berne.)

---

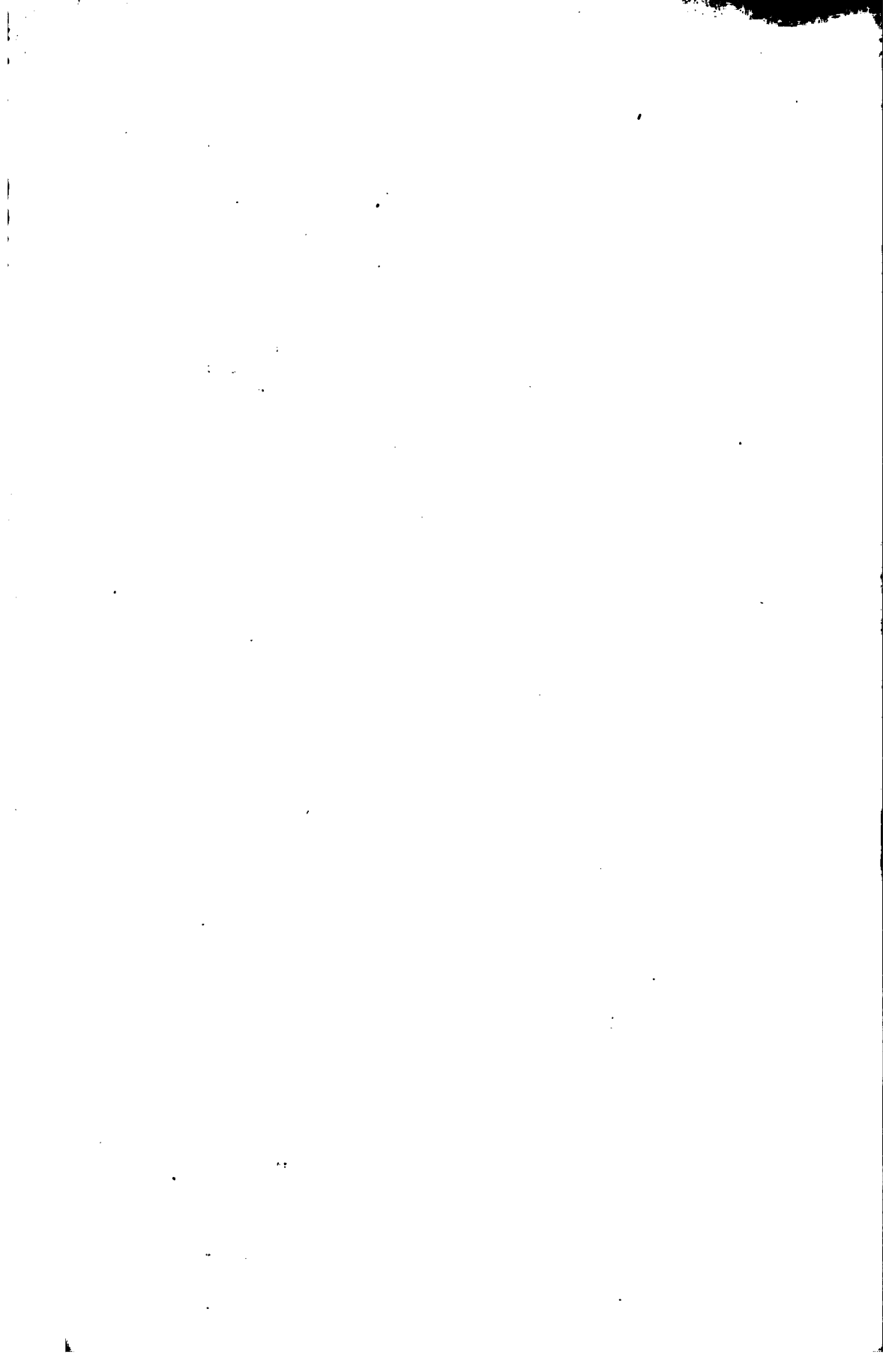
### Jackson à Hawkesbury

Paris, april 10<sup>th</sup> 1802.

The concordatum between this government and the court of Rome, and the different articles by which it provides for a church establishment in France, received the sanction of the Corps législatif on the 8<sup>th</sup> instant, and yesterday cardinal Caprara was admitted to a public audience of the First Consul as legate a latere from His Holiness the Pope. This ceremony was conducted in a manner in every respect similar to that which, I am informed, prevailed under the former government of France. It is expected that divine service will be performed on Easter sunday by the cardinal at the church of Notre Dame ; but this is not yet finally resolved upon by the First Consul...

(Record office, *France* vol. 617).

---





## PARTIE XXV

### PROMULGATION DU CONCORDAT

Caprara est reçu le 9 avril, d'après un cérémonial particulier. — Son discours. Une promesse en latin, qu'il se prête à lire devant le P. Consul, est altérée au Moniteur.

Indult pour la réduction des fêtes. — Ajournement d'un jubilé.

Les lettres patentes d'institution canonique, destinées par le Légat au nouvel épiscopat, devront être confirmées à Rome dans les six mois.

L'archevêque de Paris est nommé séparément le 8. Les nominations, continuées les jours suivants par le P. Consul, comprennent notamment dix constitutionnels, dont deux déjà réconciliés avec le Saint-Siège. — Elles se trouveront réduites par plusieurs refus.

Bonaparte accorde aux évêques un don pour premier établissement. — Mesures urgentes qu'il prescrit pour les loger et leur remettre les cathédrales.

Cérémonie du 11 à Notre-Dame, où Caprara installe en personne l'archevêque de Paris et sacre les abbés Cambacérès, Bernier et Pancemont.

Le « Génie du christianisme. »

Les constitutionnels pourvus de nouveaux sièges et non réconciliés, s'appuient sur le gouvernement pour repousser toute rétractation. — Sur la médiation de Portalis, ils consentent seulement à renoncer par écrit à la constitution civile du clergé, en demandant au Pape l'institution canonique. Cette renonciation est déclarée insuffisante par le Légat.

Le lendemain, vendredi saint, Bernier s'efforce de vaincre la résistance de Caprara. — De guerre lasse, il reste convenu entre eux que la formule de Portalis sera complétée par une rétractation verbale, faite en présence de Bernier et de Pancemont, et constatée par un décret d'absolution.

Les constitutionnels, réunis chez Portalis, y souscrivent la lettre au Pape. — Puis, Bernier, témoin unique, ayant certifié qu'il a reconnu chez eux des sentiments de soumission et qu'il leur a remis le décret d'absolution, Caprara les institue. — Mais bientôt plusieurs de ces constitutionnels se vantent publiquement de ne s'être aucunement rétractés.

Fête de Pâques pour célébrer le rétablissement du culte, et le traité avec l'Angleterre, ratifié dans la matinée. — Les Consuls se rendent en grand appareil à Notre-Dame. — Discours de l'archevêque de Tours, Mgr de Boisgelin. Serments des nouveaux évêques entre les mains du P. Consul.

Promulgation solennelle de la loi sur les cultes aux carrefours de Paris. Impressions en France et à l'étranger. — Sentiments hostiles parmi nos généraux. — A Rome, inquiétude du Pape, qui consulte une congrégation. Dans une allocution du 24 mai, il juge nécessaire de prendre acte de l'absolution des constitutionnels, et d'annoncer des réclamations prochaines sur les articles organiques.

### 1222. — Note du P. Consul.

[Paris, 18 germinal an X : 8 avril 1802].

1° La loi ne sera publiée que le 28 germinal (18 avril), jour de Pâques, et ne sera obligatoire que de ce jour.

2° La bulle du cardinal légat sera présentée au Conseil d'Etat, transcrite sur les registres, et on aura soin de relater sur la bulle qu'elle a été enregistrée. Elle sera publiée le même jour au Bulletin des lois, avec l'arrêté du Conseil d'Etat, ainsi que le procès-verbal de prestation du serment <sup>1</sup>.

3° Le 19 (9 avril), le légat sera présenté. Il sera reçu dans le cabinet de travail des Consuls. Après son discours et la réponse que lui aura faite le Premier Consul, il prêtera son serment dans la forme accoutumée, de manière à ce que le serment soit détaché du discours. Le discours sera en français et le serment en latin.

4° Le 18 (8 avril) au soir, le Premier Consul nommera l'archevêque de Paris, et, si cela lui convient, d'autres évêques. Le 19 (9 avril), avant l'arrivée du légat, il <sup>2</sup> prêtera son serment dans les mains du Premier Consul. Le 19 (9 avril) au soir, après son serment prêté, le légat lui donnera l'institution canonique.

5° Primidi (11 avril), jour de dimanche, le cardinal ira à la métropole. Il y célébrera la messe et installera l'archevêque.

6° Le jour de Pâques, le 28 (18 avril), on tirera soixante coups de canon dans le moment où l'on publiera comme loi de la Ré-

<sup>1</sup> Cf. t. IV, p. 149. — La bulle « *Dextera Altissimi* » (pièce n° 863) et le décret autorisant Caprara à exercer ses fonctions (pièce n° 1223) ont été publiés à la fois au Bulletin des lois (n° 176) et au Moniteur (n° du 19 germinal : 9 avril). Quant au procès-verbal, il n'a été publié officiellement qu'au Moniteur (n° du 20 germinal).

<sup>2</sup> Il s'agit évidemment ici du nouvel archev. de Paris.

publique le concordat. Le soir, il y aura concert et illumination aux Tuileries. A midi, le cardinal et l'archevêque chanteront le *Te Deum* à Notre-Dame.

L'archevêque... prononcera un discours à Notre-Dame. Son discours aura pour objet de célébrer la paix du monde, la paix des consciences et la résurrection de Notre-Seigneur.

7° Le cardinal légat ne recevra des visites que depuis le 21 (11 avril) jusqu'au 28 (18 avril) <sup>1</sup>.

8° On imprimera dans le Bulletin des lois, le même jour que sera faite la publication de la loi du concordat : (1°) la bulle du Pape relative à la circonscription des diocèses ; (2°) la bulle du Pape relative au concordat ; (3°) le décret exécutoire du cardinal ; (4°) la bulle du Pape qui donne au cardinal les pouvoirs pour donner l'institution canonique aux évêques ; (5°) son décret relativement à la suppression des fêtes <sup>2</sup>.

(Cultes).

### 1223. — Arrêté autorisant le Légat à exercer ses fonctions.

Paris, 18 germinal an X (8 avril 1802).

<sup>3</sup> Les Consuls de la République, sur le rapport du conseiller

<sup>1</sup> Le 19 germinal (9 avril), un des préfets du palais, M. de Luçay, écrivit aux conseillers d'Etat : « J'ai l'honneur de vous prévenir, cit., que d'après le cérémonial établi par le P. Consul, le card. Caprara, légat *a latere*, dont l'audience publique a lieu aujourd'hui, doit être visité par les conseillers d'Etat, décadi ou duodi prochain (10 ou 12 avril). » — On remarquera qu'il n'est pas question de primidi (11 avril), parce que ce jour était le dimanche des Rameaux, et que l'art. 57 de la loi organique fixait désormais au dimanche le repos des fonctionnaires.

<sup>2</sup> Cet ordre n'a pas été exécuté à la lettre. Les cinq pièces énumérées ici, ont été insérées tardivement dans le Bulletin des lois n° 218, en thermidor an X. Cependant le Moniteur a publié dans son n° du 20 germinal (10 avril) la bulle de ratification « *Ecclesia Christi* » (t. III, p. 275, note), et dans son n° du lendemain la bulle de circonscription « *Qui Christi domini* » (pièce n° 995), ainsi que le bref « *Quoniam favente Deo* » donnant au Légat le pouvoir d'instituer les évêques (pièce n° 996). Cette publication, réellement prématurée, puisqu'elle était antérieure aux arrêtés qui devaient l'autoriser (Cf. p. 152 et 153, notes), a paru nécessaire, du moment que les deux bulles étaient officiellement le 11 avril dans les églises de Paris (Cf. p. 248, note 3), et que le même jour le Légat faisait usage de son pouvoir d'institution en faveur des trois membres du nouvel épiscopat qu'il a sacrés.

<sup>3</sup> Voir t. IV, p. 160.

d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, le Conseil d'Etat entendu, arrêtent ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le cardinal Caprara, envoyé en France avec le titre de légat *a latere*, est autorisé à exercer les facultés énoncées dans la bulle donnée à Rome le lundi 6 fructidor an IX (24 août 1801), à la charge de se conformer entièrement aux règles et usages observés en France en pareil cas, savoir :

1° Il jurera et promettra, suivant la formule usitée, de se conformer aux lois de l'Etat et aux libertés de l'église gallicane, et de cesser ses fonctions quand il en sera averti par le Premier Consul de la République.

2° Aucun acte de la légation ne pourra être rendu public ni mis à exécution, sans la permission du gouvernement <sup>1</sup>.

3° Le cardinal légat ne pourra commettre ni déléguer personne sans la même permission.

4° Il sera obligé de tenir ou faire tenir registre de tous les actes de la légation.

5° Sa légation finie, il remettra ce registre et le sceau de sa légation au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, qui le déposera aux archives du gouvernement <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Cette condition, reproduite de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi organique, n'a pas été exigée rigoureusement en ce qui concerne Caprara. Avant comme après la loi du 18 germinal, l'autorisation du gouvernement a été souvent verbale ou tacite. (Cf. t. IV, p. 320, note ; t. V, p. 162, etc.). On s'est même abstenu de la donner pour la série si nombreuse des actes qui devaient remédier aux maux causés dans les consciences par la Révolution (Cf. Portalis, *disc. rapp.*, etc., p. 162). « È vero, disait une note de la légation, che fece una quantità sì grande [di atti] senza alcuna intesa o approvazione del medesimo [governo], che sarebbe impossibile il riferirli, o che furono posti ad esecuzione dai vescovi ed altri a' quali apparteneva, senza la detta formalità. » La même note cite comme exemple très saillant « la pubblicazione del Giubileo, la quale non fu sanzionata con alcun decreto, allorchè si pubblicò da Le Clere, stampatore del cardinal legato, insieme colle altre pezze. » Nous reviendrons sur cette particularité relative au Jubilé (p. 452, note 2).

<sup>2</sup> Les mots « aux archives du gouvernement » sont de la main du P. Consul ; ils remplacent ceux-ci « au secrétariat du Conseil d'Etat. » — D'autres corrections ont encore été faites dans ce texte par le P. Consul : ainsi, c'est lui qui a fait ajouter, à la fin de l'art. 2, « Elle sera insérée au bulletin des lois » ; qui, au commencement de l'art. 1<sup>er</sup>, a désigné la bulle par la date républicaine, au lieu

6° Il ne pourra, après la fin de salégation, exercer directement ou indirectement, soit en France, soit hors de France, aucun acte relatif à l'église gallicane.

Art. 2. La bulle du Pape, contenant les pouvoirs du cardinal légat, sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'Etat, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire du Conseil d'Etat. Elle sera insérée au Bulletin des lois.

(Bull. des lois, n<sup>o</sup> 476).

### 1224. — Cérémonial pour la réception du Légat.

[Paris, 8 avril 1902].

Cérémonial relatif à l'entrée, à l'audience publique, aux fonctions et au départ du cardinal Caprara, légat *a latere* du Saint-Siège.

Le cardinal Caprara, nommé légat *a latere* auprès du gouvernement français, étant déjà arrivé à Paris, il ne peut plus être question des honneurs à lui rendre à son arrivée sur la frontière, ainsi que sur la route. D'après cela, les seuls objets sur lesquels il s'agit de prendre une détermination sont son entrée, son audience, ses fonctions et son départ.

#### Entrée.

Les entrées solennelles des légats *a latere* exigeaient autrefois un apparat, dont les éléments n'existent plus dans la République française<sup>1</sup>. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les relations de l'entrée du cardinal Chigi, le dernier légat qui ait paru en France. Ainsi, c'est encore un objet dont il semble superflu

de la dater du « 9 des calendes de septembre », etc. Du reste, ce n'est pas le seul exemple de décrets adoptés par le Conseil d'Etat, dont le P. Consul ait modifié lui-même la rédaction.

<sup>1</sup> Dans des « Osservazioni sul Cerimoniale », rédigées par M<sup>gr</sup> Mazio, maître des cérémonies du card. Caprara, il est dit que une pareille entrée « Sarebbe stata del tutto impossibile, tanto per le ragioni addotte sotto il n<sup>o</sup> 2 del cerimoniale, quanto per la mancanza e disorganizzazione del clero, che in poco numero, sotto abito secolare e quasi nascosto, si trovava in Parigi, quanto finalmente per le angustie somme dell'erario pontificio, che non permettevano le spese enormi che avrebbe portato un solenne ingresso. » — Cf. t. IV, p. 3, 7, 161 note ; etc.

de s'occuper. Toutefois, il sera convenable de s'entendre à cet égard avec le Légat.

#### Audience.

Formalités préliminaires. — Avant que le jour de l'audience soit fixé, il est nécessaire que le Légat fasse connaître la nature et l'objet de sa mission. Pour cet effet, il fait parvenir ses bulles au gouvernement par le canal du ministre des relations extérieures : il les remet lui-même dans une visite *incognito*, ou il en charge son auditeur. Le ministre les adresse au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes; celui-ci, de son côté, en rend compte au Conseil, qui examine si elles ne renferment rien qui soit contraire aux stipulations du concordat. Elles seront transcrites dans les registres du Conseil et munies d'un *visa*. Le Légat remettra, selon l'ancien usage, une déclaration, portant que sa légation (si elle est indéfinie) ne durera que le temps qui conviendra au Premier Consul, et qu'il remettra au gouvernement le registre de ses actes et le sceau de sa légation<sup>1</sup>.

Avant le jour fixé pour l'audience, un préfet du palais ira complimenter le Légat de la part du Premier Consul ; il fera demander, pour cet effet, l'heure par l'inspecteur des messagers du palais. Le Légat le recevra au milieu de son antichambre, et prendra la main sur lui : ils seront placés chacun dans un fauteuil. Le Légat reconduira le préfet comme il l'aura reçu. Cette visite aura lieu quelques jours avant l'audience. On y conviendra de tous les objets relatifs au cérémonial<sup>2</sup>. Tous les ministres, les

<sup>1</sup> Le 18 mars, Caprara avait été invité directement par Portalis à remettre, en originaux, les bulles de ratification du concordat et de circonscription, la bulle nommant le Légat, le bref l'autorisant à instituer les nouveaux évêques (t. V, p. 245) ; et le bref lui conférant des facultés générales (Cf. t. IV, p. 19) ; pièces que Portalis « non rese giammai, per modo che nella formalità dell' udiienza medesima non si potè fare, come era l'uso nelle mani del re, la presentazione delle bolle medesime nelle mani del P. Console. » Ces pièces sont en effet restées dans les archives du Cabinet impérial (AFIV 1705). — Ce sont les seules que Caprara a dû déposer. « Erano state date inoltre al cardinale molte facoltà, specificate negli elenchi [Cf. t. IV, p. 20, 24 note, 374, 381 note ; t. V, p. 28 note, etc.], sottoscritti di proprio pugno dal Papa, e firmate col piccolo di lui sigillo : ma queste non furono mai esibite. La dichiarazione per iscritto relativa alla durata della Legazione non fu parimente consegnata, ma solamente restò inserita nella formola della promessa, recitata dal cardinale nella sua pubblica udiienza » (Osservazioni di Mazio).

<sup>2</sup> Cette visite ne fut faite que le jour même de l'audience. « Questi fogli [il

conseillers et les secrétaires d'Etat, le gouverneur et le préfet du palais, les commandants de Paris, ceux de la garde consulaire à la tête de leurs états-majors respectifs, le préfet du département avec les conseillers de préfecture, et celui de police, les maires, le tribunal de cassation, les inspecteurs du génie, de l'artillerie, de la gendarmerie, et toutes les inspections de division qui se trouveront à Paris, feront visite au Légat<sup>1</sup>. Les évêques en useront de même, et ce sera à eux de convenir de leur cérémonial avec le Légat.

(Nota. — Ces visites ne seront faites qu'après l'audience, le décadi ou le duodi suivant).

Le ministre des relations extérieures et le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, étant les seuls avec lesquels le Légat aura des rapports directs, il semble convenable que leur visite leur soit rendue *incognito* avant l'audience<sup>2</sup>.

Jour de l'audience. — Au jour fixé pour cette cérémonie, les carrosses du Premier Consul se rendront à midi chez le préfet du palais non de service. Le préfet montera dans le premier, attelé de deux chevaux, et se rendra à l'hôtel du Légat pour le conduire au palais. Ce dernier occupera la droite ; le préfet se

cerimoniale] furono presentati dal prefetto del palazzo in nome del P. Console come cosa decisa, e senza il previo concerto, che nelle altre simili occasioni, e segnatamente nell'ultima legazione [nel 1664], ebbe luogo in Francia fra la corte del Re Cristianissimo ed il Legato. Solo vi fu qualche parola gettata incidentalmente in avanti col cardinale, ma non mai in aria di concertarsi. Ciò peraltro non farà alcuna maraviglia a chi consideri, quale fosse il grado a cui era giunta a quel tempo la potenza della Francia, quale l'ascendente sopra tutte le Potenze, che poco meno che l'égie erano della medesima. Il card. legato non fece alcuna opposizione o rimarca sul Cerimoniale fissato, e perchè, ciò stante, il riflesso qui sopra fatto sarebbe stato di una decisa inutilità, e perchè non conveniva e sarebbe anzi stato estremamente imprudente l'affacciare la minima difficoltà, con evidente rischio di guastare per cosa di tal natura gli importantissimi affari della religione, poichè avrebbe bastata la cosa più piccola per indisporre gli animi contro il rappresentante della Santa Sede » (ibid. — Voir plus loin la dépêche de Caprara n° 99).

<sup>1</sup> « Il numero delle persone che eseguirono [le visite] fu molto più esteso di quello marcato come sopra » (ibid.).

<sup>2</sup> « Al ministro delle relazioni estere e all'incaricato dei culti molte visite in incognito dovette fare il cardinale, così esigendo il continuo bisogno della trattativa degli affari tanto ecclesiastici quanto politici, essendo egli insieme anche ministro temporale del Papa » (ibid. — Cf. t. IV, p. 17).

placera à côté de lui. Dans les autres carrosses se placeront le camérier, l'auditeur et les autres personnes de la légation. Pour donner plus de pompe au cortège, les deuxième et troisième Consuls enverront également leurs carrosses : ils suivront immédiatement ceux du Premier Consul ; ensuite viendront ceux du Légat et du préfet du palais. Il y aura une escorte de cent dragons, de deux régiments différents, et de cinquante gendarmes avec un adjudant commandant, et deux adjoints du palais <sup>1</sup>.

Le porte-croix sera dans le premier carrosse ; il aura la croix levée jusque dans l'antichambre du Conseil d'Etat, où il restera <sup>2</sup>.

Le Légat sera en camail, en rochet et en bonnet carré.

<sup>1</sup> « Il cerimoniale dell' accesso per la pubblica visita fu eseguito come nell' istruzione francese. L'essere andato il solo prefetto nella carrozza, e a spalla del cardinale, fu una di quelle tante cose, che in altri tempi forse non sarebbero accadute. In Francia medesima erano sempre i principi reali, non ministri inferiori, che accompagnavano in tale incontro il legato della Sede Apostolica » (ibid.). — Dans une des voitures qui suivaient celle du Légat, une place avait été réservée pour M<sup>or</sup> Erskine (Diarium Legationis).

<sup>2</sup> « Non si parlò affatto di portare la croce inalberata avanti la carrozza del cardinale, e certamente non può dissimularsi che ciò sarebbe stato indecente insieme ed imprudente. Indecente, perchè non essendovi la cavalcata con un' unione di altri togati, o ecclesiastici o secolari, a cavallo, il vedere un prete a cavallo solo con la croce, in mezzo a di semplici soldati, non sarebbe stato certamente plausibile. Imprudente, perchè essendo composta l'immensa popolazione di Parigi nel maggior numero, parte di eretici, e parte di filosofi o increduli, poteva esporsi sì sagra e sì venerabile insegna, se non a qualche insulto, almeno al disprezzo ed al ridicolo.

« Non può però dissimularsi ancora l'irregolarità commessa nel non permettere che nel palazzo delle Tuileries fosse portata la croce, principale insegna distintiva dei legati, che per il meschinissimo tratto di pochi gradini. Nelle altre occasioni era stato sempre preceduto il card. legato dalla croce, per tutte le camere degli appartamenti fino alla bussola che introduceva nella camera dell'udienza... Altissima però fu la sorpresa, quando, salito il primo capo di scale, un ufficiale fece arrestare il crocifero, e che se ne dovette salire ancora un altro per giungere al grande appartamento senza la croce, e passar poi così una fuga immensa di camere. Il crocifero fece resistenza quanto poté per non fermarsi, credendo sempre che il luogo convenuto per la fermata fosse una delle interiori anticamere. Ma l'ufficiale insistette sempre che ed il suo ordine e il convenuto era di farlo arrestare alla camera del Consiglio di Stato, la quale era realmente situata al fine del primo capo di scale ; cosa che non si sapeva ; ed allora il crocifero replicò ch' egli si arrestava su la di lui parola che questo in realtà fosse il posto convenuto... » (ibid. — Cf. *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 42).



Arrivé au palais, le Légat, ayant le préfet à sa gauche, monte aux appartements du Premier Consul. Deux messagers d'Etat attendent le cortège à l'entrée du palais et le précédent. Le général commandant, de service, reçoit le Légat à la porte de la salle des gardes, qui sont en haie et sous les armes : les tambours battent aux champs. Il le conduit, tenant la droite, jusqu'à la salle de l'état-major : là, il est reçu par le gouverneur du palais, qui est placé à côté et un peu en avant du commandant, le préfet tenant seul la gauche.

Lorsque le Légat entre dans la chambre d'audience, le Premier Consul va au-devant de lui jusqu'au milieu de la chambre, et là il s'arrête. Le Légat lui fait les trois révérences d'usage, et prononce son discours. Le Premier Consul lui répond et cause un instant avec lui. Immédiatement après, le Premier Consul retourne à sa place. Au même instant, on avance un fauteuil au Légat, qui ne s'en sert pas, parce que le Premier Consul reste debout<sup>1</sup> ; il y a un fauteuil derrière chacun des trois Consuls. Les Consuls sont environnés des ministres, placés à la droite, du Conseil d'Etat à gauche, et des généraux désignés par le Premier Consul : ceux-ci sont placés des deux côtés, derrière les Consuls. Immédiatement derrière le Premier Consul, sont placés le commandant de la garde, le gouverneur, et le secrétaire d'Etat. Les préfets du palais occupent les deux côtés du Légat.

Le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes passe à côté du Légat : celui-ci prononce son serment en latin, remet au conseiller d'Etat l'original de sa bulle, enregistrée au Conseil, et reçoit de lui en échange l'expédition de la bulle.

Cette cérémonie termine la séance. Le Premier Consul reconduit le Légat jusqu'au milieu de la chambre d'audience.

On suit, à la sortie du palais, le même cérémonial qu'à l'arrivée. Le préfet reconduit le Légat jusqu'à son hôtel.

<sup>1</sup> « Nel resto dell' udienza andò tutto come nel Cerimoniale francese. L'essere stato il cardinale in piedi non è fuori di regola, essendovi stato anche il Console, poichè nelle udienze dei re, siede il cardinal legato se siede il re, e sta in piedi se esso ancora vi resta ; e così trovo che è stato sempre osservato. — Non così del ricevere e del ricondurre il Legato. Il re di Francia e gli altri venivano sino alla porta della camera, nel primo, e nel secondo caso, senza però oltrepassare la soglia. Il P. Console non giunse che alla metà della camera, e gli altri due Consoli non si mossero mai dai loro posti » (ibid.).

Le lendemain, le Légat fait visite à chacun des deux Consuls : il fait préalablement demander l'heure. Les Consuls vont au devant de lui jusqu'au milieu de la salle qui précède celle de réception ; ils prennent la main sur lui ; ils le reconduisent comme ils l'ont reçu. Les Consuls sont environnés des personnes qu'ils ont conviées à cet effet.

#### Fonctions.

Le jour où le Légat officie publiquement et où il chante le *Te Deum* (le... germinal), le Premier Consul lui donne à dîner : il n'y est invité que les deux Consuls. Le Légat arrive et s'en retourne dans son carrosse.

Lorsque, durant le séjour, le Légat a des audiences particulières du Premier Consul, il se rend au palais accompagné du préfet. Le commandant de service le reçoit à l'entrée de la salle des gardes, qui sont en haie et sous les armes ; il l'accompagne, tenant la droite, et le préfet la gauche, jusqu'à la chambre qui précède celle de l'audience ; là, le préfet de service le reçoit et l'introduit. Le Légat a un fauteuil vis-à-vis celui du Premier Consul. Le ministre des relations extérieures et le gouverneur reçoivent le Légat à la porte du cabinet et le conduisent près de son fauteuil, comme ils en usent à l'égard des ambassadeurs. A l'entrée et à la sortie, les tambours battent aux champs.

Le Légat va voir ensuite Madame Bonaparte<sup>1</sup>.

Si l'audience a des affaires particulières pour objet, le Légat s'y rend sans être accompagné. Deux huissiers ou messagers d'Etat se trouvent à la descente du carrosse, et marchent devant le Légat jusqu'à la salle qui précède le cabinet. Les gardes se mettent sous les armes : le ministre des relations extérieures, qui est seul présent, le reçoit à la porte du cabinet.

Si le légat se rend au palais *incognito*, on ne lui rend aucun honneur.

#### Départ.

Pour l'audience de congé, on suit le même cérémonial que

<sup>1</sup> « La visita a Madame Bonaparte, moglie del P. Console, dopo quella di esso Console, non era marcata nel Cerimoniale, e fu prescritta al cardinale solo nel sortire delle camere del Console medesimo. Essa però non si mosse mai dalla sua sedia, nè per riceverlo, nè per ricondurlo, ma solo si levò in piedi, e la di lei sedia era collocata in modo vicino al cammino, da non dover cedere la mano al cardinale » (ibid. Cf. p. 267, note 1).

pour la première audience : tout est fini lorsque le Légat a été reconduit à son hôtel.

Quelques jours après, le préfet de service porte au Légat les présents du Premier Consul.

Pour l'expédition conforme à l'original, approuvé par le Premier Consul sur la présentation des préfets du palais.

Le secrétaire de la préfecture du palais,

E. Aignart.

(Arch. du Vatican).

### 1225. — Réception du Légat.

Séance des Consuls, du 19 germinal an X (9 avril 1802).

Les ministres et les conseillers d'Etat sont introduits dans le cabinet du gouvernement, pour assister à la réception du cardinal Caprara, envoyé en France avec le titre de légat *a latere*.

Le Premier Consul lui avait envoyé une voiture à six chevaux pour lui, et d'autres voitures pour les personnes de sa suite. Il avait aussi envoyé, pour l'accompagner, un des préfets du palais, un officier supérieur avec un détachement de la garde des Consuls et un détachement de la gendarmerie nationale. Par ses ordres, le commandant d'armes de la place de Paris s'était aussi rendu à l'hôtel du Légat, avec des détachements de cavalerie de la garnison de la place.

Le cardinal, arrivé dans la cour du palais, a mis pied à terre au bas du grand escalier, et s'est mis en marche avec sa suite pour se rendre auprès des Consuls ; son porte-croix est resté au-dessus du premier escalier.

Le Légat, introduit dans le cabinet du gouvernement, est présenté dans la forme ordinaire, et prononce le discours suivant<sup>1</sup> :

« Général Premier Consul,

« C'est au nom du Souverain-Pontife, et sous vos auspices, général Premier Consul, que je viens remplir au milieu des Français, les augustes fonctions de légat *a latere*.

« Je viens au milieu d'une grande et belliqueuse nation, dont vous avez rehaussé la gloire par vos conquêtes, et assuré la tran-

<sup>1</sup> S'il faut en croire Rœderer (*Mém.*, t. III, p. 430), le Légat « en prononçant son discours, tremblait comme la feuille sur l'arbre. »

quillité extérieure par une paix universelle, et au bonheur de laquelle vous allez mettre le comble en lui rendant le libre exercice de la religion catholique. Cette gloire vous était réservée, général Copsul; le même bras qui gagna des batailles, qui signa la paix avec toutes les nations, redonne de la splendeur aux temples du vrai Dieu, relève ses autels et raffermir son culte.

« Consommez, général Consul, cette œuvre de sagesse si longtemps désirée par vos administrés. Je ne négligerai rien pour y concourir.

« Interprète fidèle des sentiments du Souverain-Pontife, le premier et le plus doux de mes devoirs est de vous exprimer ses tendres sentiments <sup>1</sup> pour vous, et son amour pour tous les Français. Vos désirs régleront la durée de ma demeure auprès de vous. Je ne m'en éloignerai qu'en déposant entre vos mains les monuments de cette importante mission, pendant laquelle vous pouvez être sûr que je ne me permettrai rien qui soit contraire aux droits du gouvernement et de la nation. Je vous donne pour garant de ma sincérité et de la fidélité de ma promesse, mon titre, ma franchise connue, et, j'ose le dire, la confiance que le Souverain-Pontife et vous-même m'avez témoignée. »

Le cardinal légat a ensuite prononcé et signé le serment dont la formule est ci-après :

« J.-B., Sanctæ Romanæ Ecclesiæ presbyter cardinalis Caprara nuncupatus ad Napoleonem Bonaparte, Primum Galliarum reipublicæ Consulem, gallicanamque nationem, Sanctæ Sedis Apostolicæ de latere legatus, juro et promitto in verbo cardinalis per sacros ordines meos, manibus ad pectus positis, Primo Galliarum reipublicæ Consuli, me legati munere non functurum nec facultatibus mihi a Sancta Sede concessis usurum, nisi quandiu in Republica ero, et Primo Galliarum reipublicæ Consuli placuerit, adeo ut certior factus de illius voluntate, illi convenienter legati nomen et jus continuo sim depositurus; simulque omnium quæ gerentur a me, legatione finita, codicillos relicturum in manibus ejus quem voluerit Primus Galliarum reipublicæ Consul: item constitutionem, leges, statuta et consuetudines Reipublicæ servaturum, nec ullo modo gubernii Reipu-

<sup>1</sup> La dépêche de Consalvi, du 31 mars, qui conseillait à Caprara de modifier ces expressions (p. 284), n'était pas encore parvenue à Paris.

blicæ auctoritati et jurisdictioni, juribus, libertatibus et privilegiis ecclesiæ gallicanæ derogaturum. In quorum testimonium has presentes manu mea subscripsi, ac præterea sigillo meo munendas curavi <sup>1</sup>. »

Le Premier Consul a répondu à ce discours, en ces termes :

« Les vertus apostoliques qui vous distinguent, Monsieur le cardinal, me font vous voir avec plaisir dépositaire d'une aussi grande influence sur les consciences.

« Vous puiserez dans l'Evangile les règles de votre conduite, et par là vous contribuerez puissamment à l'extinction des haines, à la consolidation de l'union dans ce vaste empire. Le peuple français n'aura jamais qu'à s'applaudir du concert qui a eu lieu entre Sa Sainteté et moi, dans le choix de votre personne.

« Le résultat de votre mission sera, pour la religion chrétienne, qui dans tous les siècles a fait tant de bien aux hommes, un nouveau sujet de triomphe.

« Elle en recevra de nouvelles félicitations du philosophe éclairé et des véritables amis des hommes. »

Le cardinal légat a présenté au Premier Consul les personnes qui l'accompagnaient, et avec lesquels le Premier Consul s'est entretenu <sup>2</sup>. Ce sont :

<sup>1</sup> Sur le serment du Légat voir la « Table analytique » (t. III, p. 774), et t. IV, p. 62, 160 note, 258 note, 373 ; t. V, p. 241.

On verra plus loin (pièce (n° 1237), <sup>1</sup>° que Caprara n'a ni signé ni scellé aucune formule de serment ; <sup>2</sup>° que la formule latine qu'il a réellement prononcée (mais non souscrite), était différente de celle-ci, publiée cependant comme authentique au *Moniteur* du 20 germ. (10 avril). Voici le texte véritable : « Promitto Primo Consuli me legati munere non functurum, nec facultatibus mihi a Sancta Sede concessis usurum, nisi quamdiu in Republica ero et ipsi Primo Consuli placuerit ; adeo ut certior factus de illius voluntate, illi convenienter legati nomen et jus continuo sim depositurus, simulque omnium quæ a me gerantur, legatione finita, codicillos relicturum in manibus ejus quem voluerit Primus Consul. Item servaturum statuta et consuetudines Reipublicæ, et nunquam jurisdictioni ac juribus gubernii derogaturum. In quorum testimonium præsentem meam promissionem publice perlegi. » (Ce texte est emprunté à la publication officielle, faite à Rome en 1802 sous le titre de « Sanctissimi D. M. Pii Papæ VII allocutio etc. » Cf. *Bull. rom. continuatio*, t. XI, p. 325).

<sup>2</sup> Ces derniers mots ont été effacés ; nous les rétablissons parce qu'ils sont au *Moniteur*.

MM.

Erskine, auditeur de Sa Sainteté,  
Sala, secrétaire de légation,  
Mazio, maître de cérémonies du  
S. Père,  
Walsh, chanoine de Saint-Pierre  
de Rome, *maestro di camera*,

MM.

L'abbé Vadorini, secrétaire par-  
ticulier et privé,  
Jarry, secrétaire français,  
Le Surre, secrétaire français,  
Lecolte, secrétaire français,  
M. Ducci, secrétaire *in ecclesiasticis*,  
M. Rubbi, théologien <sup>1</sup>.

L'audience finie, le Légat retourne à son hôtel dans le même ordre et avec le même cortège qui l'avait accompagné à son arrivée.

(Arch. nat., AFIV, 913).

### 1226. — Marescalchi à Melzi

Parigi, 9 aprile 1802.

Il concordato, ammesso dal Tribunato con un' opposizione della decima parte dei votanti, ha incontrata anche minore difficoltà nel Corpo legislativo.

Questa mattina, alle due ore, il cardinale legato si è presentato al Primo Console nelle più solenni forme. Quattro carrozze consolari, scontate da tre squadroni di cavalleria, alla testa de' quali erano i « gendarmes d'élite » e un prefetto del palazzo, sono andati a levarlo di casa, e ve lo hanno riaccompagnato. Esso è giunto alle Tuileries con la croce alzata ; Mgor Erskine in mozzetta, e molti preti distribuiti in otto carrozze, quattro del Console, e quattro proprie. Dopo avere presentata la bolla, e fatto un discorso cui il Console ha risposto con tutta l'affabilità, esso è passato presso Madame Bonaparte, ove io l'ho raggiunto, perchè avendo anticipato di una mezz' ora la funzione, non ho avuto tempo di ritrovarmivi presente.

Chechè ne schiamazzino i sedicenti filosofi, la ricomparsa religiosa soddisfa generalmente <sup>2</sup> ; e più anche nelle provincie che a Parigi il popolo ne è contentissimo.

<sup>1</sup> Dans la soirée, le Légat a reçu le billet suivant : « Le cons. d'Etat Portalis prie M. le card. Caprara, légat de S. S., de vouloir bien lui envoyer le discours que S. Em. a adressé ce matin au P. Consul, et les noms des personnes qui l'ont accompagné lorsqu'il s'est rendu au palais du gouvernement. » Cette demande était faite probablement au lieu et place de Maret, qui avait besoin de ces renseignements pour le procès-verbal que nous publions ici, et pour le Moniteur.

<sup>2</sup> Benjamin Constant écrivait le 9 avril : « Nous sommes ici dans la haute

Il giorno di Pasqua vi sarà solenne *Te Deum* alla chiesa di Notre Dame, ove interverranno tutte le autorità, e credo anche saranno invitati i ministri esteri.

### Marescalchi à Melzi.

Parigi, 9 aprile 1802.

Ieri l'altro passò da me il cardinale Caprara, e mi rimesse la lettera del Papa diretta al Primo Console, nella quale, come vedrete, si accudisce alla nomina dell' arcivescovato di Milano, a quella di legato per i nostri gran ecclesiastici, e in fine anche alle altre di Codronchi in arcivescovo di Bologna, e di Opizzoni in arcivescovo di Ravenna.

Il diritto delle nomine viene però con tutto il buon garbo per noi escluso, massime di quelle delle tre Legazioni. Con ciò resta infermata la legge organica, fatta a Lione di consenso de' vescovi colà concorsi; ma il cardinale legato si compromette che ci si troverà ripiego.

Il Console, cui non ho potuto fare a meno di presentare queste considerazioni, sembra persuaso che anche per noi bisognerà venire a trattative nell' istesso modo che il governo francese viene di praticare. Sarà dunque opportuno, che vi degniate ordinare che ci si rimettino tutti i lumi riguardanti questo oggetto.

Potrebbe anche darsi che il cardinale Caprara, che ha somma fretta di recarsi alla sua nuova diocesi, implorasse ed ottenesse di trattare e conchiudere questi affari costì con voi; ma finoad ora non essendovi apparenza che il Console non ami egli stesso occuparsene, è bene di avere qui tutto in pronto, giacchè dato sfogo alle nomine di questi vescovi, verrà naturalmente a porsi sul tavolino quello che ci concerne.

Non parlo della domanda del Papa, della restituzione delle Legazioni. Ciò anderebbe a variare di nuovo tutto il sistema d'Italia.

(Arch. de Milan.)

nouveauté d'une religion. La bulle du Pape a paru aujourd'hui. Les évêques se nomment à force. Cet événement fait le sujet de toutes les conversations. Puis-  
sent les relations du gouvernement et des prêtres tourner au profit du bonheur public ! »

**1827. — Indult du Légat pour la réduction des fêtes.**

(Paris, 9 avril 1802).

Nos Joannes Baptista, etc.

Apostolicæ Sedis, cui ecclesiarum omnium sollicitudo a Domino nostro Jesu Christo imposita fuit, officium est, servandæ ecclesiasticæ disciplinæ rationem ita moderari, ut locorum ac temporum circumstantiis opportune ac suaviter provideatur. Id præ oculis habens sanctissimus dominus noster Pius divina Providentiâ Papa VII, ad cæteras animi sui curas, quas pro gallicanis ecclesiis suscepit, eam quoque adjecit, ut, quid in novo hoc rerum ordine quod ad festos dies constituere oporteret, deliberandum sibi proponeret. Notum siquidem Sanctitati Suæ in primis erat, in tanta regionum latitudine quæ Gallicanæ reipublicæ territorium constituunt, non unam hæc in re eandemque consuetudinem viguisse, sed alios in aliis diocesisibus festos dies custoditos fuisse. Animadvertibat præterea, populis qui ejusdem Reipublicæ gubernio subjacent, magnam esse, post tantos bellorum eventus, earum rerum reparandarum necessitatem quæ ad commercium pertinent ac vitæ usus; quibus quidem reparandis, propter interdictum diebus festis manuum laborem eorumdemque dierum numerum, non ita facilis via pateret. Denique et illud, non sine magno animi dolore expendebat, non eadem ubique pietate hisce in regionibus festos huc usque dies observatos fuisse; ut propterea ob neglectam pluribus in locis festorum dierum religionem, non parvum in bonos piosque fideles scandalum dimanaret.

His ergo omnibus perpensis et mature libratis, factum est, ut e re tum christiana, tum publica futurum judicaverit, si status quidam festorum dierum numerus (isque quo contractior fieri posset) in toto Reipublicæ territorio retinendus constitueretur, ut et omnes qui iisdem legibus continentur, æqualitate firmata, eandem disciplinam tenerent, et eorum dierum imminutione cum levare multorum necessitas, tum facilius eorum qui reliqui fierent, observatio redderetur. Quare cum ad hæc Primi etiam Reipublicæ Consulis desideria et postulata accesserint, nobis uti ejusdem Sanctitatis Suæ a latere legato injunxit, ut de apostolicæ potestatis plenitudine, festorum dierum, qui iisdem dominici



non sint, numerum ad eos tantum in universo Galliarum reipublicæ territorio contractos esse declararemus, quos ad calcem indulti hujus enumerabimus, ita ut posthac in reliquis festis diebus omnes ejusdem incolæ non solum a præcepto audiendi missam vacandique ab operibus servilibus, sed a jejunii etiam obligatione in diebus qui festa hujusmodi proxime præcedunt, prorsus absoluti censeantur et sint. Eam tamen legem adjectam esse voluit, ut in festis diebus vigiliisque eos præcedentibus quæ suppressæ decernuntur, in omnibus ecclesiis nihil de consueto divinorum officiorum sacrarumque cæremoniarum ordine ac ritu innovetur, sed omnia ea prorsus ratione peragantur qua hactenus consueverunt, exceptis tamen festis Epiphaniæ Domini, Sanctissimi corporis Christi, SS. apostolorum Petri et Pauli <sup>1</sup>, et Sanctorum patronorum cujuslibet diœcesis et parœciæ, quæ in dominica proxime occurrente in omnibus ecclesiis celebrantur.

Ad honorem autem SS. apostolorum et martyrum Sanctitas Sua præcipit, ut tum in publica, tum in privata horarum canonicarum recitatione, omnes qui ad illas tenentur in solemnitate SS. apostolorum Petri et Pauli, sanctorum omnium apostolorum, in festivitate vero S. Stephani protomartyris omnium sanctorum martyrum commemorationem faciant, quod idem in missis omnibus iisdem diebus celebrandis agendum erit. Eadem pariter Sanctitas Sua mandat, ut anniversarium dedicationis templorum quæ in ejusdem Gallicanæ reipublicæ territorio erecta sunt, in dominica quæ octavam festivitatis Omnium Sanctorum proxime sequetur, in cunctis gallicanis ecclesiis celebretur.

Quamvis vero æquum esset, ut in diebus festis sic abrogatis præceptum saltem audiendi missam retineretur, ut tamen Gallia-

<sup>1</sup> Caprara croyait avoir obtenu de Bonaparte le maintien de la fête des saints Pierre et Paul (t. IV, p. 497). Il était encore dans la même confiance le 8 avril, quand il écrivait à Bernier : « Je vous adresse l'indult concernant la réduction des jours de fêtes. Tout est disposé comme nous en étions convenus. Je vous observe que j'ai conservé celle des S.S. apôtres Pierre et Paul, parce que le P. Consul lui-même avait eu la bonté d'en convenir, comme étant les premiers patrons de l'Eglise. » C'est sans doute à ce moment que cette fête a été simplement reportée au dimanche suivant, puisque c'est sous cette forme qu'elle figure dans le texte définitif de l'indult, publié par Le Clère dans le recueil du card. Caprara ; recueil qui est contemporain de la promulgation du concordat.

rum populi vere paternam Sanctitatis Suæ in omnes caritatem magis agnoscant, hortatur solum, atque eos præsertim qui victum parare sibi labore manuum minime coguntur, ut iis diebus sacrosancto missæ sacrificio haud negligant interesse.

Illud denique Sanctitas Sua a religione ac pietate Gallorum sibi pollicetur, ut quo minor in posterum futurus erit tum dierum festorum, tum jejuniorum numerus, eo majori studio, fervore ac diligentia paucos illos qui supererunt observaturi sint, illud sedulo animo reputantes, christiano nomine indignum esse quisquis Christi et Ecclesiæ ejus mandata, qua par est cura non custodit. Ut enim præclare scriptum est ab apostolo Joanne : « Qui dicit se nosse eum, et mandata ejus non custodit, mendax est et in hoc veritas non est. »

Dies festi præter dominicos in Galliis observandi :

Nativitas D. N. J. C.

Ascensio.

Assumptio B. M. V.

Festum Sanctorum Omnium.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentiæ, hac die 9 aprilis 1802, etc.

(Public. contemp.)<sup>1</sup>

### 1228. — Décret du Légat sur un Jubilé.

(Paris, 9 avril 1802).

Nos Joannes Baptista, etc.

<sup>2</sup> Sublata tandem calamitate bellorum, quibus diu tam magna

<sup>1</sup> Cet indult, provoqué par le P. Consul (Cf. la pièce n° 927), a été imprimé, en latin et en français, dans le *Moniteur* du 18 thermidor an X (6 août 1802). Il est précédé de l'arrêté qui en autorise la publication et qui est daté du 29 germinal (19 avril). Il est possible que cette dernière pièce ait été antidatée et qu'en réalité elle soit du mois de juin ou de juillet ; car Portalis a attendu jusqu'au 29 mai pour réclamer à Caprara « l'expédition en forme de l'indult, telle qu'elle a été arrêtée définitivement », et l'a transmise seulement le 2 juin à Locré, secrétaire du Conseil d'Etat (Cf. p. 438 note 2). — L'indult et l'arrêté sont dans le bulletin des lois n° 218, qui est de thermidor.

<sup>2</sup> Cf. t. IV, p. 491 et 497. — L'indult que nous publions ici (Cf. le *Recueil offic. romain*, p. 43 ; *Bull. rom.*, t. XI, p. 326), est emprunté au recueil qui a paru sous le nom et l'autorité du Légat au moment de la fête de Pâques (Cf. pièce n° 1243 if.). Bien que ce texte ait été porté ainsi à la connaissance de tous, qu'il ait été reproduit dans les journaux du temps (Cf. *J. des Débats*, du 16 avril ; *Ann.*

orbis pars miserandum in modum jactata fuit, miseratione et clementia Dei, Primique Reipublicæ vestræ Consulis sapientia, ea pax Galliis nuper est reddita, quæ incensis omnium desideriis

*de la relig.*, t. XV, p. 241), et même adressé individuellement aux évêques, il n'a jamais été mis à exécution. En effet, l'arrêté qui était nécessaire pour donner l'attache du gouvernement à cette publication anticipée du Jubilé, n'a été proposé que le 15 mai par Portalis : celui-ci obtint comme réponse du P. Consul : « Renvoyé au cons. d'Etat Portalis, pour le présenter au Conseil d'Etat en messidor, temps auquel l'église sera organisée. » Mais le délai, au lieu d'être de quelques semaines, se trouva reculé jusqu'à l'automne de l'année suivante par les retards, et souvent par les embarras que rencontra la nouvelle organisation des diocèses. Au mois d'octobre 1803, quand le moment parut arrivé, il se trouva que l'ancienne rédaction n'était plus en harmonie avec les circonstances : elle parlait de paix, et la guerre venait de reprendre ; elle annonçait comme prochaine la formation de l'épiscopat, et les évêques étaient partout en fonctions. Caprara se décida à faire un nouvel indult, qui fut ainsi conçu :

« Nos Joannes Baptista, etc.

« Eximium illud ac singulare beneficium redditæ in Gallis ecclesiæ pacis restitutione publici catholicæ religionis cultus, quod miseratione et clementia Dei, Primique hujus Reipublicæ Consulis sapientia ac studio fuit jam in florentissimam hanc nationem collatum, maxime postulabat, ut communi exultatione, singulæ grati animi sensu erga Deum, misericordiarum Patrem, celebraretur. Atque hoc quidem debito seipsum obstringi arbitratus est sanctissimus Dominus noster Pius Papa VII, qui, cum pro imposita apostolatui suo ecclesiarum omnium sollicitudine, tum pro paterno illo, quo Galliarum populos amore complectitur, ad se quoque pertinere collatum in eos hujusmodi beneficium censuit. Quare ad has explendas partes, et ad impetrandum ut in tanta re vota sua penitus expleantur, post nuntiatam initæ conventionis publicationem in Gallia factam, solemnem gratiarum actionem publicasque preces in Urbe indixit, et Jubilæum promulgavit.

« At quum æquum esset, ut in quos potissimum tanti beneficii utilitas fructusque manaret, eorum in primis innotescerent gratiarum actiones, propterea nobis e latere ejus proficiscentibus præcepit, ut, quo dignius Galliarum populi gratias Deo persolverent, cum primum fieri posset, Jubilæum nomine ejus et auctoritate publicaremus. Nos itaque, mandata Pontificis expleturi, novis jam Galliarum præsulibus a Primo Consule nominatis, et Apostolicæ Sedis auctoritate institutis decretum nostrum indictionis Jubilæi dedimus, ab iis, cum opportunum ducerent, in suis diocesisibus publicandum.

« Nos tamen jam tum sentiebamus, haud magna cum utilitate fidelium fieri posse hujusmodi publicationem, nisi dioceses antistitum studio ordinatæ, eaque fuissent constituta, quæ ad divinum cultum animarumque regimen pertinerent. Quod autem prævidebamus futurum, revera accidit, ut Jubilæi hujus publicatio ad hanc usque diem fuerit dilata.

« At nunc, cum Dei ope, Primi Consulis protectione, præsumumque cura et la-

et votis jamdudum expetebatur. Ea, patriæ cives, liberos parentibus, uxoribus viros, agris cultores, opifices artibus, Reipublicæ denique universæ pristinam restituit tranquillitatem. Exultant propterea Gallorum animi, cum ex omni civium ordine nemo fere sit, quin sibi quoque communem esse sentiat tantam hanc Reipublicæ utilitatem. Sed quanquam bonum hoc magnum sit atque insigne, illud tamen longe majus debet videri vobis, quod, remotis difficultatibus, quas tantæ perturbationes rerum ac temporum instruxerunt, compositisque omnibus animorum discordiis, catholicæ religionis cultus antiquæ libertati restituitur, omnesque ad unum ovile et eorundem pastorum regimen revocantur.

bore singulæ dioceses sint constitutæ, non est cur diutius tam salutare bonum fidelibus Galliarum populis differri debeat.

« Quare nos paternæ sanctissimi Domini nostri voluntati morem gerentes, Jubilæum iterum indicimus. Sanctitas Sua de omnipotentis Dei ac Redemptoris nostri misericordiæ, et beatorum apostolorum ejus Petri et Pauli precibus et auctoritate confusus, omnibus et singulis Christifidelibus in universa Galliarum republica degentibus, rite dispositis, qui intra spatium dierum triginta a die publicationis in singulis locis faciendæ, publicam ecclesiam a singulis archiepiscopis et episcopis designandam devote visitaverint, in eaque pro tam magno beneficio, quod supra memoratum est, omnipotenti Deo gratias egerint, et pro exaltatione S. matris Ecclesiæ, pro felici statu Sanctitatis Suæ, pro Consulum, magistratuum omnium totiusque Reipublicæ felicitate, obtinendaque pace, pias ad Deum preces effuderint, aliaque opera impleverint ipsorum antistitum arbitrio præscribenda, plenariam omnium peccatorum indulgentiam et remissionem, sicut anno Jubilæi concedi solet, et in forma Ecclesiæ consueta, misericorditer elargitur.

« Senes vero, infirmi, vel alio rationabili impedimento detenti qui injunctis precibus vacare in ecclesiis non poterunt, ut in propriis oratoriis, vel domibus, de parochi sui judicio, eas perficere, et, cæteris adimpletis, similem indulgentiam consequi valeant, eadem Sanctitas Sua benigne indulget.

« Singulorum autem antistitum pastoralis sollicitudinis erit apostolicum hoc decretum in suis respectivè diocesibus publicare, ac ea præscribere, quibus Christifideles idonei reddantur ut uberrimos de thesauro Ecclesiæ fructus valeant percipere.

« Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentie, die octobris 1803, etc. »

C'est sous cette dernière forme que le Jubilé a été autorisé par un arrêté adopté en Conseil d'Etat le 29 octobre, et approuvé par le P. Consul le 11 brumaire an XII : 3 novembre 1803. (Voir le *Moniteur* du 21 brum. an XII. Cf. Portalis, *disc.* etc., p. 378). Une circulaire de Caprara, datée du 1<sup>er</sup> novembre, a fait l'envoi du nouvel indult aux évêques, avec des instructions pour l'usage des facultés particulières à ce temps privilégié (Arch. nat., AFIV, 1887, reg. 2).

Explicare profecto satis non possumus quantam paternus sanctissimi Domini nostri animus inde capiat consolationem, qui, cum vix ad apostolatus officium euectus, sollicitudinem suam in vos converterit, nullisque aut laboribus, aut curis pepercerit, ut florentissimæ nationi vestræ cumulum hunc felicitatis imponeret, earum tandem fructum uberrimum se percepisse lætanter cognoscit.

Itaque Deo primum, qui misericordiæ suæ recordatus in vos benignus respexit, cum omni humilitate gratias agentes, in tanta hujus diei lætitia gratulamur inelyto vestræ Reipublicæ Primo Consuli, cujus potissimum opera usus est Deus ad tantum bonum vobis comparandum ; gratulamur vobis omnibus, qui boni hujus possessores facti estis ; nobismetipsis denique gratulamur, qui in his regionibus, Deo disponente, constituti, cum utilitatis vestræ adiutores, tum participes quoque gaudiorum vestrorum effecti sumus.

Hoc autem datum vere optimum et donum perfectum quod in vos a Deo collatum est, omni ratione postulat, ut divinæ bonitati atque clementiæ quam diligentissime respondeatis, ne inde districtius judicemini, unde majora ad æternam salutem præsidia capere debuissetis. Ad has autem explendas partes, sic existimare debetis, satis minime esse quæ pertinent ad splendorem cultumque templorum, cæremoniarum apparatus, festorum celebrationem, aliaque hujus generis, quæ cum sanctissime sint ad honorandum Deum instituta, sunt illa quidem studiose ac ferventer colenda, ut sublatus Deo, diuturnæ intermissione, honor aliqua ex parte reparetur. At si externis hisce religionis significationibus contenti, nullas esse reliquas partes vestras ducatis, næ vos inanem ac vacuam christianæ professionis umbram ac nomen tenebitis. Quid enim restitutam vobis patrum vestrorum religionem esse profuturam arbitramini, si in ea tantum parte quæ se prodit in lucem et conspectum hominum ipsam retineatis, neglecta illa quæ in solida erga Deum pietate atque interno cultu consistit ? In spiritu enim et veritate est Deus potissimum adorandus, in quo primum illud est, ut caritatem, sine qua nec oblationes, nec holocausta, nec ritus ulli apud Deum accepti esse possunt, animis nostris foveamus.

Sed cum nihil sit quod caritati tam adversetur, quam ea noxa-

rum inquinamenta, quibus nos promissæ Christo fidelitatis immemores, Deum turpiter deserentes, in diaboli transimus servitutem, ab eo exordium est sumendum, ut virtute pœnitentiæ crimina nostra abstergentes, in Dei amicitiam et gratiam revertamur. Eia igitur, Galliarum populi, quoniam dies propitiationis advenit, secundam illam post naufragium tabulam, quam divina vobis benignitas offert, quæque « peccatorum fluctibus mersos prolevare et in portum divinæ clementiæ valeat deducere<sup>1</sup> », sollicito animo amplectamini. Ad hanc vos pastorum princeps, cui dictum in persona Petri fuit: « Quæcumque solveris super terram, erunt soluta et in cœlis », quam maximo potest studio exhortatur et impellit. Non aliam a vobis ille, tot curis laboribusque, quos pro inclyta natione vestra pertulit, grati animi postulat significationem, nisi ut « in jejunio, in fletu, in planctu, in toto denique corde vestro ad Deum convertamini. » Thesaurus ille Ecclesiæ omnes, quorum custos et distributor a Deo datus est, vobis omnibus pandit, ut non modo nullum sit flagitii aut iniquitatis genus quod deletum esse non velit, sed a temporalibus etiam pœnis, quas propter eas contraxistis, quoad per Ecclesiæ indulgentiam fieri potest, levati ac liberati sitis.

Itaque indulgentiam in forma Jubilæi, apostolica ejus auctoritate et mandato solemniter promulgamus, quam Sanctitas Sua communem esse vult incolis omnibus universi, qua late patet, Gallicanæ reipublicæ territorii; cujus ut utilitas, in tanta populorum frequentia, commodius capi possit ab omnibus, a die qua præsentis nostræ litteræ in singulis locis a novis archiepiscopis et episcopis mox canonice instituendis publicabuntur, spatio dierum triginta perdurabit. His autem diebus, idem sanctissimus dominus noster Pius, divina Providentia Papa septimus, de omnipotentis Dei ac Redemptoris nostri misericordia, et Beatorum apostolorum ejus Petri et Pauli precibus et auctoritate confisus, omnibus et singulis Christifidelibus qui, humili corde ad D. N. J. C. conversi, sacramentaliter confessi, et S. communione reffecti, ecclesiam, a singulis archiepiscopis et episcopis, vel eorum vicariis aut aliis ab iisdem ad hoc deputatis designatam devote visitantes, in ea, pro tam magno beneficio, Deo omnipotenti gratias egerint, et pro exaltatione S. matris Ecclesiæ, pro felici

<sup>1</sup> Tertullien (*note de Caprara*).

statu Sanctitatis Suæ, pro Reipublicæ hujus et magistratuum suorum omnium felicitate, pias ad Deum preces fuderint, plenariam omnium peccatorum indulgentiam et remissionem, sicut anno Jubilæi concedi solet, in Domino misericorditer elargitur. Fidelibus vero omnibus utriusque sexus, et cujuscumque status et conditionis liberum erit quemcumque ex confessariis ad hunc effectum deputandis ab archiepiscopis et episcopis diocesium, in quibus domicilium eis habere contingat, sacerdotem eligere cui peccata sua sacramentaliter confiteantur : quibus omnibus sacerdotibus extraordinarias amplissimasque, de præfata apostolica auctoritate, per singulos locorum ordinarios concessimus facultates, ut necessitatibus omnium in pœnitentiali foro valeant providere. Senes vero, infirmi, vel alio rationabili impedimento detenti, qui injunctis precibus vacare in ecclesiis non poterunt, ut in propriis oratoriis vel domibus, de parochi consensu et confessarii ab se electi judicio, eas perficere, et cæteris adimpleris, similes indulgentias consequi possint, eadem auctoritate apostolica indulgemus.

Denique ut speciali quodam modo gratiæ Deo, pro his collatis beneficiis reddantur a clero, mandamus ut per integrum triginta dierum spatium quos hujusmodi indulgentiæ, in Jubilæi forma lucrandæ, præscripsimus, in missis omnibus per totam reipublicæ ditionem, addatur collecta pro gratiarum actione, juxta rubricas.

Ut autem præsentēs litteræ ad omnium, qui in Gallicanæ reipublicæ territorio degunt, notitiam deducantur, omnes et singulos præfatos archiepiscopos et episcopos in Domino monemus iisque injungimus, ut, cum primum, præsentibus nostris acceptis, opportunum judicaverint, iis omnibus constitutis quæ eorum arbitrio commissa sunt, earum exemplar ubique per eorum dioceses et ecclesias faciant promulgare.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentię, hac die 9 aprilis 1802, etc.

(Public. contemp.).

### 1829. — Instruction du Légat sur la promesse de fidélité.

(Paris, avril 1802).

<sup>1</sup> Nos Joannes Baptista, etc.

Cum plures ex antiquarum Gallicanæ reipublicæ territorii diæcesium moderatoribus iterato postulaverint a nobis quid sentiendum sit de promissione fidelitatis constitutioni ejusdem Reipublicæ, et quæ ab iisdem ineunda esset ratio circa eos qui promissionem ipsam emisissent, sive ecclesiastici ii essent sive laici; pro nostro officio ac munere, proque eo quod gerimus studio gallicanarum ecclesiarum necessitatibus occurrendi, servandique æquabilis Providentiæ ope tranquillitatem et disciplinam, singulis archiepiscopis et episcopis, nuper in præfato territorio auctoritate apostolica institutis, pro eorum instructione ac gregis ipsorum cure regimine, sequentem regulam communicamus nempe;

Cum a S. D. N. Pio Papa VII nullum editum sit judicium circa promissionem fidelitatis constitutioni, qui illam præstiterunt, aut existimantes aut dubitantes se delinquere, consulant suæ conscientiæ, id ipsum in sacramenti confessione exponentes; cæteri non sunt inquietandi. Nullus vero ex iis qui promissionem emiserunt, lege ulla quoquomodo tenetur, nundum emissio judicio Sanctitatis Suæ, ad peragendam hujusmodi promissionis retractationem; nullus ob eam præstitam censura aliqua aut poena ecclesiastica mulctandus est, et si forte mulctatus fuerit, ab iis continuo liberandus est.

(Arch. de l'évêché d'Orléans).

<sup>1</sup> En même temps que les Lettres patentes d'institution canonique (pièce n° 1237, p. 479), le Légat a fait préparer la série des autres pièces qui ont été énumérées plus haut (p. 196), de manière à les envoyer à chaque évêque le même jour que l'institution. Parmi ces pièces, nous croyons à propos de publier l'instruction sur la promesse de fidélité. Ce n'est pas qu'elle ait été d'une utilité effective dans les nouveaux diocèses, parce que de bonne heure le serment du concordat a remplacé toute autre formule, mais elle nous a paru fournir une sorte de conclusion aux polémiques qui se continuaient depuis deux ans sur cette question si importante et si débattue (Cf. p. 213, note 2).



**1280. — Rapport du préfet de police.**

Paris, 19 germinal an X (9 avril 1802).

L'intérieur de l'église Notre-Dame, à l'exception des chapelles latérales, est proprement tenu. L'entrée de plusieurs de ces chapelles est défendue par une cloison de planches brutes ; dans quelques-unes la trappe qui couvre l'entrée des caveaux est en mauvais état ; dans presque toutes le sol est décarrelé en partie. Pour rétablir les choses dans un état convenable il faudra beaucoup de temps ; mais on peut, pour le moment et pour la cérémonie de l'installation <sup>1</sup>, disposer cette église de manière à ne point offrir à l'œil le spectacle de ce désordre. Il suffira de placer des tapisseries à l'entrée de toutes les chapelles, et de détruire une cloison en planches brutes qui défend en partie l'entrée du pourtour du chœur de chaque côté <sup>2</sup>.

Il ne reste, pour la sonnerie, que le bourdon et les cloches de l'horloge. Ces dernières seules peuvent servir actuellement ; car le bourdon a été descendu, et il faut au moins dix jours pour le mettre en place.

L'avant-cour de l'archevêché est remplie d'une si grande quantité de matériaux, qu'on ne peut en espérer l'enlèvement d'ici à dimanche prochain. Mais une propreté convenable et un passage commode peuvent s'obtenir, en faisant enlever une partie des décombres et relever le reste le long des murs.

Tout ce qui composait les grands appartements de l'archevêché, à partir du grand escalier, qui est libre, n'est pas dans un très grand désordre. Les parquets en ont été enlevés et remplacés par des carreaux de terre cuite, qui n'ont jamais été nettoyés. Il

<sup>1</sup> La cérémonie du 11 avril, pour l'installation de l'archev. de Paris et le sacre de trois nouveaux prélats.

<sup>2</sup> Le 19 frimaire an XI (10 décembre 1802), le P. Consul a autorisé Portalis à solder les travaux faits à N. Dame pour la cérémonie de Pâques. Le total des dépenses s'élevait à 55.685 francs (Cf *Bibl. nat.*, ms. fr. 6814).. — En outre, le 5 juillet précédent, le P. Consul avait écrit à Portalis : « Je vous prie de faire donner, sur l'émission qui est à votre disposition, 24.000 francs pour être employés sur le champ à la restauration de l'intérieur de la métropole, de manière qu'elle soit rétablie avant Noël ; une gratification de 2.000 francs à chacun des trois vicaires généraux de l'archevêché de Paris, et 6.000 francs, en forme de gratification, aux ecclésiastiques de la métropole qui ont officié le jour de Pâques... »

manque aussi quelques carreaux aux croisées. Mais avec un nombre suffisant d'ouvriers, il est possible de donner l'air de propreté convenable, en faisant laver le carreau, nettoyer les fenêtres et desceller les persiennes, qui ont été fixées dans le bas des croisées lorsque ce bâtiment servait d'hospice aux maisons d'arrêt.

Le logement particulier de l'archevêque, occupé par le cit. Pelletan, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu et qui déménage en ce moment <sup>1</sup>, est très propre : il n'y manque que des meubles, et il peut être disposé très promptement. Au-dessous de ce logement, au rez-de-chaussée, est un autre logement, occupé par le cit. Giraud, chirurgien en second de l'Hôtel-Dieu et qui déménage également. On l'a engagé à laisser différents objets qu'il a fait établir, pour rendre de suite le logement habitable, sauf à l'indemniser par la suite. Il y a consenti, et l'on peut disposer sur le champ de ce local, en y plaçant les meubles nécessaires.

Le passage de ce logement du rez-de-chaussée à la cour, a été dégradé par les eaux. Le carreau a été enlevé en différentes parties ; le sol même s'est enfoncé. Il est instant d'y mettre de suite les ouvriers. Le parvis et le cloître sont très propres.

(Arch. nat., AF iv 1044).

### **1231. — Nomination de l'arch. de Paris.**

Paris, 18 germinal an X (8 avril 1802).

Bonaparte, P. Consul de la République, arrête ce qui suit :

Art. 1. Le cit. Jean-Baptiste de Belloy <sup>2</sup>, est nommé archevêque de Paris.

Art. 2. Le secrétaire d'Etat lui fera expédier son brevet.

#### **Logement de l'archevêque.**

Paris, 18 germinal an X (8 avril 1802).

Art. 1. La maison ci-devant occupée par l'archevêque de Paris et le jardin y attenant, sont mis à la disposition de l'archevêque de Paris.

<sup>1</sup> Par décision du 29 vendém. an XII (22 octobre 1803), une indemnité de 5.000 francs a été accordée au docteur Pelletan, qui avait été « obligé de sortir à la hâte, avec des frais considérables. »

<sup>2</sup> Mgr de Belloy, né en oct. 1709, était alors doyen d'âge de l'ancien épiscopat.

Art. 2. Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

(Arch. nat., AF IV 59).

### 1282. — Premières nominations à l'épiscopat.

Paris, 19 germinal an X (9 avril 1802)

<sup>1</sup> Bonaparte, P. Consul de la République, arrête ce qui suit :

Le cit. Roquelaure est nommé archev. de Malines.

Le cit. Le Coz est nommé archev. de Besançon.

Le cit. Primat est nommé archev. de Toulouse.

Le cit. D'Aviaud du Bois Sanzay est nommé archev. de Bordeaux.

Le cit. Mercy est nommé archev. de Bourges.

Le cit. Boisgelin est nommé archev. de Tours.

Le cit. Et.-Hubert Cambacérès est nommé archev. de Rouen.

Le cit. Champion de Cicé est nommé archev. d'Aix.

Le cit. Villaret est nommé év. d'Amiens.

Le cit. Leblanc de Beaulieu est nommé év. de Soissons.

Le cit. Emery <sup>2</sup> est nommé év. d'Arras.

Le cit. Charrier de la Roche est nommé év. de Versailles.

<sup>1</sup> On a vu (p. 240, note 1) qu'à la fin de mars il avait été dressé un tableau, contenant les noms de 99 candidats sur lesquels le P. Consul avait demandé des observations particulières. C'est d'après ce tableau qu'ont été faites toutes les nominations des 8 et 9 avril, excepté celles de : 1<sup>o</sup> Bonnel, administrateur de Mende, qui ne figurait pas sur les listes antérieures ; 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> Colonna et Sebastiani, prêtres corses que Bonaparte s'était réservé de choisir.

<sup>2</sup> L'abbé Emery avait été proposé sur toutes les listes de Bernier (Cf. p. 200, note), et était déjà porté pour l'évêché d'Arras sur la première liste de Portalis (p. 207). — En recevant avis de sa nomination, il commença, le 10 avril, par promettre pour le lendemain « une réponse positive et catégorique. » Sa réponse, datée en effet du 11 avril, devait être un refus. Elle a été publiée en grande partie par Gosselin (*Vie d'Emery*, t. II, p. 81) d'après la minute (peu différente de la lettre originale, que nous avons pu retrouver). L'abbé Emery eut alors à lutter contre des instances presque comminatoires de Bernier. Il y fait allusion dans une lettre écrite le 19 à Mgr de Bausset : « Le P. Consul a dit samedi [17 avril] à M. l'archev. de Paris que j'avais refusé, qu'il en était fâché, mais qu'il se réconcilierait avec moi si je l'aidais dans le gouvernement de son diocèse. Voilà de quoi me rassurer. Mais je ne peux l'être que lorsque l'évêque d'Arras sera nommé. Il y a des gens qui, par différentes considérations, veulent à quelque prix que ce soit que j'accepte. C'étaient les gens qui avaient pris sous leur bonnet les menaces dont ils frappaient mes oreilles, comme si elles venaient d'ailleurs. »

Le cit. Barral est nommé év. de Meaux.

Le cit. Bernier est nommé év. d'Orléans <sup>1</sup>.

Le cit. Moreau est nommé év. d'Autun <sup>2</sup>.

Le cit. Saurine est nommé év. de Strasbourg.

Le cit. Osmond est nommé év. de Nancy.

Le cit. Périer est nommé év. d'Avignon.

Le cit. Des Montiers de Mérinville est nommé év. de Chambéry.

Le cit. Rochemore est nommé év. de Montpellier <sup>3</sup>.

Le cit. Lorry est nommé év. de La Rochelle.

Le cit. Dampierre est nommé év. de Clermont.

Le cit. Pidoll est nommé év. du Mans.

Le cit. Montault des Isles est nommé év. d'Angers.

Le cit. Maillé est nommé év. de Rennes.

Le cit. Pancemont est nommé év. de Vannes.

Le cit. Caffarelli est nommé év. de Saint-Brieuc.

Le cit. André est nommé év. de Quimper.

Le cit. Rousseau est nommé év. de Coutances.

Le cit. Brault est nommé év. de Bayeux.

Le cit. Boischollet est nommé év. de Séez.

Le cit. Bourlier est nommé év. d'Evreux.

Le secrétaire d'Etat fera délivrer un brevet à chacun des archevêques et évêques nommés ci-dessus <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> « Je crois B[ernier] très attrapé : il attendait Versailles ou Tours » (Emery à Bausset, 11 avril). — « On dit dans le public que l'abbé Bernier avait d'abord été destiné à l'archevêché de Tours, mais que la nomination était suspendue, et qu'il serait probablement coadjuteur de Paris et confesseur des membres du gouvernement » (Bull. du préfet de police, 8 avril). Voir aussi de curieux détails dans Jauffret, t. I, p. 84, note. — Il est certain que Bernier avait été proposé par Portalis pour le siège de Tours (Cf. p. 206), et que la première intention de Bonaparte avait été de lui confier un archevêché (Cf. p. 234).

<sup>2</sup> Lorsque ce prélat septuagénaire avait reçu la circulaire confidentielle de Portalis du 17 mars (Cf. p. 236, note 1), son premier mouvement avait été de se réfugier désormais dans la retraite. C'est en ce sens qu'il avait répondu, de Maçon, le 30 mars. Mais le sentiment d'un devoir à remplir l'avait emporté. — De tous les évêques, orthodoxes ou constitutionnels, qui ont reçu cette circulaire, Mgr de Bausset seul a réellement refusé (Cf. p. 236, note 2).

<sup>3</sup> L'abbé Rochemore, vic. général de Nîmes (Cf. p. 203 et 233), était recommandé par Cambacérès. Il a refusé.

<sup>4</sup> Cet arrêté nommait en outre Allain à Cambrai, Belmas à Nantes, et La

Arrêté faisant suite <sup>1</sup> à celui du 19 germinal.

Bonaparte, P. Consul de la République, arrête ce qui suit :

Le cit. Allain est nommé év. de Tournai <sup>2</sup>.

Le cit. Beaumont, ci-devant év. de Vaison, est nommé à Gand.

Le cit. Bienaimé est nommé à Metz.

Le cit. Jean-Baptiste Chabot, ci-devant év. de Saint-Claude, est nommé év. de Mende.

Le cit. La Neufville est nommé év. de Poitiers <sup>3</sup>.

Le cit. Noé, ci-devant év. de Lescar, est nommé év. de Troyes.

Le cit. Abbon Bonnel est nommé év. de Nantes <sup>4</sup>.

Le cit. Lacombe est nommé év. d'Angoulême.

Le cit. Reymond (Henri) est nommé év. de Dijon.

Le cit. Belmas est nommé év. de Cambrai.

---

Paris, 19 germinal an X (9 avril 1802).

Bonaparte, P. Consul de la République, arrête ce qui suit :

Le cit. Colonna d'Istria est nommé év. de Nice <sup>5</sup>.

Neufville à Angoulême. Ces trois nominations ont été ratifiées quelques jours plus tard, comme étant implicitement révoquées par l'arrêté que nous publions à la suite, et qui a pourvu d'autres sièges ces trois mêmes ecclésiastiques (voir la pièce n° 1235).

<sup>1</sup> Ce second arrêté se trouve antidaté par l'effet de cette mention ; il a été dicté par le P. Consul le 11 avril (voir la pièce n° 1235).

<sup>2</sup> Il n'a point accepté : cette résolution a été annoncée au gouvernement le 18 mai par son évêque, qui était celui de Vannes.

<sup>3</sup> Mgr Le Quien de La Neufville ayant reçu à Bordeaux (p. 232, note ; Cf. t. IV, p. 354, note 2) la circulaire du 17 mars qui lui demandait s'il accepterait de rentrer dans l'épiscopat, avait répondu que « son intention n'avait jamais été d'abandonner le ministère » (lettre à Portalis, du 1<sup>er</sup> avril). Il commença donc par consentir à sa nomination au siège de Poitiers ; mais, au mois de juin et de juillet, des raisons de santé le décidèrent à y renoncer. Comme il n'avait pas reçu du Légat l'institution canonique, cette renonciation tardive ne pouvait être regardée comme une démission proprement dite ; elle a eu et devait avoir les mêmes effets qu'un refus ordinaire. On s'explique ainsi comment Caprara, dont le pouvoir d'instituer ne pouvait s'exercer qu'une fois par diocèse, a été dans le cas de donner l'institution à l'abbé Luc Bailly, nommé à la place de Mgr de La Neufville, qui en réalité n'a pas été un seul jour évêque de Poitiers.

<sup>4</sup> Il a refusé et, devenu vic. général de Mgr de Chabot, il a continué ainsi à prendre part à l'administration du dioc. de Mende. Nommé évêque de Viviers en 1825, il mourut dans cette ville en 1844 (Voir l'*Ami de la relig.*, t. 122, p. 7).

<sup>5</sup> L'abbé Colonna séjournant alors à Rome, il parut naturel de demander au

Le cit. Sebastiani est nommé év. d'Ajaccio.

Le secrétaire d'Etat leur fera délivrer un brevet <sup>1</sup>.

(Arch. nat., AF iv 60).

Pape de lui conférer directement l'institution canonique. Sa Sainteté le préconisa dans le consistoire du 24 mai. L'évêque de Nice est le seul des soixante nouveaux évêques qui n'ait pas été institué par Caprara.

<sup>1</sup> Les quatre arrêtés des 8 et 9 avril comprennent 45 noms, qui se réduisent à 40 puisqu'il faut déduire 5 refusants (dont 1 ancien évêque, La Neufville, et 4 ecclésiastiques, les abbés Bonnel, Allain, Emery, de Rochemore).

Après la fête de Pâques, ces 40 nominations effectives ont été complétées, avec le secours de listes supplémentaires de candidats (Cf. p. 240, note 1 if.), par six arrêtés successifs : 1<sup>o</sup> Arrêté du 9 floréal (29 avril) nommant Berdolet à Aix-la-Chapelle, Bexon à Namur, Dessolles à Digne, Du Bourg à Limoges, Hémey à Agen, La-Tour-d'Auvergne-Lauragais à Arras, Frère de Villefrancon à Saint-Flour, Leprince à Bayonne, Rafin à Cahors, de Rochebrune à Montpellier, Zaepffel à Liège. — 2<sup>o</sup> Arrêté du 13 messidor (2 juillet), nommant Cousin de Grainville à Cahors. — 3<sup>o</sup> Arrêté du 16 messidor (5 juillet) nommant Bécherel à Valence, Colmar à Mayence, Delaporte à Carcassonne, Duvoisin à Nantes, Hirn à Tournai, Jacoupy à Agen, de La Fage à Montpellier, Loison à Bayonne, Mannay à Trèves, Montanier-de-Belmont à Saint-Flour, Simon à Grenoble. — 4<sup>o</sup> Arrêté du 10 thermidor (29 juillet) nommant Fesch à Lyon. — 5<sup>o</sup> Arrêté du 9 vendémiaire an XI (1<sup>er</sup> octobre) nommant Demandolx à La Rochelle. — 6<sup>o</sup> Arrêté du 24 vendémiaire (16 octobre) nommant Rollet à Montpellier. — Des 26 noms compris dans ces divers arrêtés il faut déduire 6 refus (ceux des abbés Frère de Villefrancon, Hémey, de La Fage, Leprince, Rafin, de Rochebrune. On remarquera que le siège de Montpellier a été refusé trois fois avant d'être accepté par l'abbé Rollet) : on arrive ainsi au nombre de 60, qui était celui des nouveaux diocèses.

Si l'on examine la composition de ces 60 premiers archevêques et évêques, on reconnaît 16 membres de l'ancien épiscopat (de Barral, de Belloy, de Boisgelin, de Chabot, Champion de Cicé, D'Aviau du Bois de Sanzay, Des Montiers de Mérimville, Fallot de Beaumont, de Lorry, Maillé de la Tour-Landry, de Mercy, Moreau, de Noé, d'Osmond, de Roquelaure, appartenant à l'église de France, et de Pidoll appartenant à une partie annexée de l'église d'Allemagne); — 12 évêques constitutionnels (Bécherel, Belmas, Berdolet, Charrier de la Roche, Lacombe, Leblanc de Beaulieu, Le Coz, Montault des isles, Périer, Primat, Reymond, Saurine) — et 32 ecclésiastiques du second ordre, dont les deux tiers environ étaient vicaires généraux, chanoines, etc. — Tous les membres de l'ancien épiscopat et 10 évêques constitutionnels sur 12 ont été nommés par les arrêtés des 8 et 9 avril.

Les 60 premiers évêques, institués tous (sauf Colonna) par le cardinal Caprara, ont rempli successivement, dans le délai prescrit, l'obligation de demander à Rome des bulles confirmant cette institution, et de solliciter en outre le pallium quand ils étaient pourvus d'une métropole. Il n'y a eu d'exception (comme on le

**1233. — Maret à Portalis.**

Paris, 19 germinal an X (9 avril 1802).

Vous trouverez ci-joint, cit., l'état des nominations ecclésiastiques que vient de faire le Premier Consul. Le Premier Consul désire que vous fassiez connaître aux citoyens qui en sont l'objet que leur nomination est définitivement arrêtée <sup>1</sup>, quoique je ne puisse encore en délivrer les brevets. J'ai besoin, pour l'expédition de ces actes, de connaître par vous, avec exactitude, les noms et prénoms, et d'obtenir de votre complaisance des renseignements sur l'ancienne formule des actes de cette nature et sur celle qu'il convient d'adopter <sup>2</sup>.

Le Premier Consul vous invite, cit., à vous entendre avec le Légat pour que les archevêques et évêques nommés soient sacrés et reçoivent l'institution canonique avant le 27 du présent mois (17 avril) <sup>3</sup>. Ils prêteront serment, entre les mains du Premier Consul, le jour de Pâques, et dans la métropole.

verra plus loin) que pour la plupart des anciens évêques constitutionnels. — Dès le 7 juillet, la chancellerie romaine a commencé à envoyer les bulles de confirmation pour les évêques de Gand et d'Orléans, et le pallium pour l'archev. de Rouen.

La faculté d'instituer déléguée à Caprara ne pouvait s'exercer qu'une fois pour chacun des 60 nouveaux sièges. Lorsqu'elle a été épuisée, on est rentré naturellement dans la règle consacrée par le concordat, et qui prescrivait de demander au Pape l'institution canonique. C'est ce qui est arrivé avant même la fin de 1802, quand il s'est produit dans les diocèses une triple vacance, par la mort de M. Moreau, évêque d'Autun (8 sept.), par celle de M. de Noé, évêque de Troyes (22 sept.), par la démission de M. de Lorry, évêque de La Rochelle (premiers jours d'octobre. M. de Lorry avait été institué par Caprara, le 17 avril. Au commencement de juillet il avait envoyé sa démission ; mais le P. Consul ne l'avait pas acceptée et avait chargé l'abbé Jauffret d'administrer provisoirement le diocèse). Les bulles envoyées de Rome aux successeurs de ces trois prélats, sont, avec celles données au mois de mai à l'évêque de Nice, les premières qui ont été accordées directement par le Pape au nouvel épiscopat français.

<sup>1</sup> Portalis leur a, en effet, envoyé le 11 avril ce court avis : « Le P. Consul me charge, cit., de vous annoncer que vous êtes nommé à l'archevêché (ou évêché) de., et que votre nomination est définitivement arrêtée. Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente lettre. »

<sup>2</sup> Voir p. 470, note.

<sup>3</sup> En fait Caprara n'a donné l'institution, avant la fête de Pâques, qu'à 13 des évêques nommés. Ce sont, en plus de ceux qui ont figuré à la cérémonie du 11 avril (Orléans, Paris, Rouen, Vannes), les archevêques de Aix, Bourges, Malines,

Vous êtes autorisé, cit., à faire donner, pour frais d'établissement, à chacun des archevêques nommés, la somme de 15.000 francs, et celle de 10.000 francs à chacun des évêques. A cet effet, et pour cette fois seulement<sup>1</sup>, le ministre de l'intérieur est autorisé à ordonnancer, pour cet objet, une somme de 500.000 fr. Ces fonds seront versés dans la caisse du trésorier du gouvernement<sup>2</sup> et les frais d'établissement de chaque archevêque ou évêque, acquittés sur votre mandat.

Le Premier Consul désire que cette disposition soit tenue secrète. Vous êtes en conséquence invité à prendre les mesures convenables dans le travail de vos bureaux pour cet objet, et à engager chacun des évêques et archevêques à garder le silence sur l'exécution des intentions du gouvernement.

(Cultes)<sup>3</sup>.

Maret à Portalis.

Paris, 19 germinal an X (9 avril 1802).

L'intention du Premier Consul est de faire présent à chacun des évêques et archevêques, au moment de leur sacre, d'une croix, d'une crosse et d'une mitre. Il vous prie en conséquence de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que ces objets soient faits à temps, et achetés de la manière la moins onéreuse possible<sup>4</sup>.

(Cultes).

Tours, et les évêques de Angers, Clermont, Coutances, Evreux, La Rochelle, Meaux et Nancy.

<sup>1</sup> Cette même libéralité (Cf. t. IV, p. 487) a été continuée pendant tout l'Empire. Au mois de mai 1803, Portalis proposa, sinon de la supprimer, du moins de la limiter aux besoins individuels de chaque nouvel évêque ; mais cette restriction ne fut pas approuvée.

<sup>2</sup> M. Estève. Il avait été nommé à cet emploi par arrêté du 9 frimaire an X (30 décembre 1801).

<sup>3</sup> Cette pièce et les deux suivantes ont été publiées dans la *Corr. de Nap.*, nos 6031 à 6033.

<sup>4</sup> Le 13 avril, Bourrienne écrivait à ce sujet à Portalis : « Le P. Consul, en réponse à la lettre que lui a écrite hier l'évêque Bernier, me charge de vous dire que son intention est que les crosses destinées aux évêques soient toutes dans le prix de 4.500 francs. »

Plus tard des bagues épiscopales ont fait l'objet de dons semblables. « Faites prendre, écrivait le P. Consul, à la trésorerie cinquante bagues d'évêques, dont



1234. — **Maret à Chaptal.**

Paris, 19 germinal an X (9 avril 1802).

Le Premier Consul me charge de vous donner connaissance des dispositions qu'il importe d'enjoindre, sans délai, aux préfets, dans les départements desquels il y a un chef épiscopal, pour concourir à l'exécution des mesures qui viennent d'être prises à l'égard des cultes.

L'ancien évêché, s'il se trouve encore dans les mains de la nation, et si les bâtiments ne sont pas trop vastes pour l'état actuel des évêques, doit être immédiatement restitué et affecté à leur établissement.

Il doit en être de même des églises qui étaient ci-devant églises cathédrales.

Si ces édifices sont dégradés, les préfets ordonneront, sans délai, les réparations nécessaires.

S'ils ont été aliénés, ou quant au lieu de la résidence des évêques si les bâtiments sont trop vastes, les préfets se concerteront avec le directeur de l'enregistrement, pour mettre une maison convenable à la disposition des évêques et pour prendre toutes les mesures qu'exigera leur établissement. Les dépenses locatives seront faites au compte de la commune, et, si ses ressources sont insuffisantes, au compte du département.

En cas d'aliénation de la cathédrale, ou d'un état de dégradation sans remède, les préfets désigneront, pour en tenir lieu, la principale église de la ville de la résidence de l'évêque. Ils auront soin de faire enlever toutes inscriptions, soit extérieures, soit intérieures, qui seraient hors des usages de l'Eglise.

Les préfets tiendront la main à ce qu'aucun écrit ne s'imprime, et qu'aucune discussion, aucun sermon n'ait lieu entre les ecclésiastiques, contraire aux dispositions du concordat. Ils ne souffriront pas qu'avant l'arrivée des évêques qui seront nommés, aucun mandement soit publié, aucune innovation soit faite.

J'ai l'intention de faire des présents aux évêques, mais seulement au moment où leurs diocèses se trouveront pacifiés. Je désire, à cette occasion, leur écrire moi-même une lettre, dont je vous prie de me remettre le modèle. Remettez-moi également la note des évêques qui ont pacifié leur diocèse » (lettre à Portalis du 28 thermidor : 16 août 1802. Cf. *Corr.*, n° 6232 et *Moniteur* du 29 août).

Les préfets auront soin de faire connaître aux différents prêtres qui ne se comporteraient pas comme ils le doivent, que l'intention du gouvernement est de sévir à leur égard<sup>1</sup> et de les contenir dans les bornes convenables.

(*Corr. de Nap.*, n° 6033).

### Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets

Paris, 24 germinal an X (14 avril 1802).

Le libre exercice du culte catholique, cit. préfet, est établi par une loi qui a été promulguée avec solennité<sup>2</sup>.

Ce bienfait du gouvernement était sollicité par la presque totalité des Français ; il aura la plus heureuse influence sur l'esprit public et la tranquillité intérieure, si, par le concours de l'autorité civile, les ministres du culte sont entourés de cette considération qui inspire la confiance et commande le respect. Le gouvernement appelle à ce sujet les efforts de votre zèle pour les succès de ses vues.

Votre prévoyance doit embrasser divers objets :

1° Si l'ancienne maison épiscopale n'est ni aliénée, ni employée à un autre service public, si en outre elle n'est pas trop vaste, ou dégradée, vous ferez procéder sans aucun délai aux réparations nécessaires pour recevoir le nouvel évêque.

Vous prendrez les mêmes mesures pour l'ancienne église cathédrale ou métropolitaine ; mais, dans le cas de l'aliénation ou d'une entière dégradation, vous affecterez, à titre de remplace-

<sup>1</sup> Le gén. Bonaparte venait de donner l'exemple de cette sévérité, dans la métropole de Rouen, qui attirait d'autant plus ses regards qu'elle était destinée au frère du second consul, Cambacérès. Ayant eu connaissance d'un des libelles de l'abbé Clément (Cf. t. IV, p. 520, note), il fit écrire par Maret à Fouché, le 5 avril : « Le P. Consul désire que vous envoyez sur le champ à Rouen un courrier extraordinaire, porteur de l'ordre de faire arrêter sans délai l'auteur de l'écrit ci-joint. Il se nomme Clément. Il est ancien grand vicaire du diocèse de Séez. Vous voudrez bien prescrire de mettre les scellés sur tous ses papiers et de l'envoyer sur le champ avec eux à Paris. » Le turbulent abbé, dont l'ardeur semblait compromettante même à l'évêque non démissionnaire de Séez, fut découvert à Rouen dans une sorte de cache, avec de nombreux pamphlets, manuscrits ou imprimés. Arrêté le 16 avril, il fut aussitôt dirigé sur Paris et enfermé au Temple. A la fin de juillet, il allait être transféré à Turin.

<sup>2</sup> On sait que le 14 avril cette promulgation n'était pas encore faite.

ment, la principale église de la ville, et vous aurez soin de faire enlever ou disparaître toute inscription qui serait hors des usages du culte catholique <sup>1</sup>.

Si vous êtes dans le cas de pourvoir au remplacement de la maison épiscopale, vous vous concerterez avec le directeur de l'enregistrement, pour mettre une nouvelle maison, appartenant à l'Etat, à la disposition de l'évêque ; et, dans le cas où il n'existerait aucune maison de ce genre qui fût disponible, vous prendrez les arrangements qui seront nécessaires pour le recevoir et le loger d'une manière analogue à sa dignité et à la considération dont il doit être entouré.

Toutes les dépenses locatives et de premier établissement doivent être supportées par la commune où le siège est établi ; et, dans le cas où l'insuffisance de ses ressources serait reconnue, les dépenses seront à la charge des départements qui forment le territoire diocésain. Mais aucune considération ne peut vous autoriser à différer les opérations nécessaires pour assurer un logement au nouvel évêque <sup>2</sup>.

2° Le gouvernement désire aussi que l'installation du nouvel évêque se fasse avec solennité ; que toutes les autorités locales lui rendent visite, et qu'enfin vous preniez toutes les mesures convenables pour faire porter au caractère épiscopal le respect qui lui est dû.

<sup>1</sup> A Paris, les inscriptions ou emblèmes qui rappelaient les pratiques de la Théophilanthropie et même le culte de la Raison, avaient été enlevés presque partout, sans bruit, à l'occasion de l'arrivée du cardinal Légat (Cf. t. IV, p. 117, et le *Publiciste* du 18 frim. an X). Il n'en était pas de même dans plusieurs grandes villes. A Strasbourg, par exemple, la flèche de la cathédrale était restée surmontée du bonnet phrygien.

<sup>2</sup> Cette première partie de la lettre a seule été publiée dans le recueil des « Circulaires, etc. du ministère de l'Intérieur » (t. I, p. 196). — Les mesures qu'elle prescrivait pour l'installation des évêques étant par leur nature les plus urgentes, ont fait l'objet principal des réponses des préfets. On conserve aux Arch. nat. (AFiv 1044) l'analyse d'une grande partie de ces réponses. Bien qu'elles soient incomplètes et souvent peu précises, on peut en inférer que les cathédrales étaient à peu près en état d'être livrées au culte ; quelques-unes seulement avaient été vendues ou étaient très dégradées. Les anciennes maisons épiscopales, étaient, pour les deux tiers, aliénées ou occupées par des services publics. Dans le plus grand nombre des départements il a donc fallu pourvoir par des moyens provisoires au logement des nouveaux prélats.

Vous ferez sévèrement punir tous ceux qui, par des écrits ou des actes publics, tendraient à compromettre ou à avilir le caractère de l'évêque.

Vous ne permettrez ni discussion ni publication d'aucun écrit contre le concordat. Vous réprimerez toutes les entreprises qui pourraient être dirigées par quelques ecclésiastiques contre le nouvel ordre de choses.

Ceux des ecclésiastiques qui sont recommandés par leur soumission aux lois, leur attachement au gouvernement, et par l'austérité de leurs mœurs, doivent être choisis de préférence pour les fonctions ecclésiastiques.

Si l'ancien évêque de votre département, ou d'une partie de votre département, n'a pas donné sa démission, vous aurez soin d'appeler auprès de vous, et de faire appeler par les sous-préfets dans leurs arrondissements respectifs, les agents investis de la confiance de l'évêque non démissionnaire, et vous leur signifierez qu'ils se permettent la moindre correspondance ou un acte quelconque contraire à la soumission aux lois et au libre exercice du culte, vous êtes autorisé à les traiter comme rebelles, et à les faire arrêter, pour en référer au ministre de la police générale et attendre qu'il vous transmette les ordres du gouvernement.

En un mot, cit. préfet, vous assurerez l'exécution littérale de la loi organique du culte ; vous maintiendrez le respect dû à ses ministres, et vous userez de tous les moyens qui sont à votre disposition pour faire régner la paix parmi les citoyens.

(Arch. nat. F<sup>1</sup> 86).

### 1835. — Maret à Portalis.

Paris, 22 germinal an X (12 avril 1802).

Je vous renvoie toutes vos lettres au Pape, signées et scellées<sup>1</sup>,

<sup>1</sup> Cf. p. 465, note 2. — Le modèle adopté était celui-ci : « Très-Saint Père, l'évêché de N... étant maintenant vacant, nous avons estimé que N... remplira dignement tous les devoirs que lui imposera la dignité épiscopale, et étant d'ailleurs bien informé de ses bonnes vie et mœurs, de sa piété, de sa doctrine et autres recommandables qualités, qui nous donnent lieu d'espérer qu'il emploiera avec zèle et application tous ses talents pour le service de l'Eglise, nous le nommons et présentons à Votre Sainteté, pour qu'il lui plaise, sur notre nomination et présentation, le pourvoir canoniquement dudit évêché, lui en accordant

à l'exception de celles relatives aux cit. Sebastiani pour Ajaccio, et Colonna pour les Alpes-Maritimes, c'est-à-dire Nice. Je n'ai aucune connaissance que le Premier Consul ait fait ces deux nominations. Je lui demanderai aujourd'hui ses ordres à cet égard.

Je diffère également de vous envoyer l'expédition de l'arrêté des nouvelles nominations faites hier, parce que je remarque plusieurs doubles emplois. Le cit. Allain, nommé évêque de Tournai, avait été nommé évêque de Cambrai le 19 (9 avril). Le cit. La Neufville, nommé évêque de Poitiers, avait été nommé évêque d'Angoulême le 19. Le cit. Belmas, nommé évêque de Cambrai, avait été nommé évêque de Nantes le 19. Je ne puis réformer l'arrêté précédent et expédier celui-ci, qui porte des dispositions contraires, sans avoir pris les ordres du Premier Consul.

Je crois que rien ne vous empêche de regarder comme faites, sans attendre l'expédition que vous recevrez sûrement dans le jour, les nominations des cit. Beaumont à Gand, Bienaimé à Metz, Chabot à Mende, Noé à Troyes, Abbon Bonnel à Nantes, Lacombe à Angoulême, Reymond (Henri) à Dijon.

Je ne fais pas le changement que vous avez désiré aux prénoms de l'évêque de Clermont, parce qu'il sera plus convenable qu'il le soit par le copiste qui a écrit la lettre.

(Arch. nat., AF<sup>iv</sup>, 195).

### 1236. — Le P. Consul à Cambacérès.

La Malmaison, 20 germinal an X (10 avril 1802).

Je vous prie de dire au cit. Maret que je désirerais le voir de-  
et faisant expédier toutes les bulles et provisions apostoliques requises et nécessaires. Sur ce nous prions Dieu, Très-Saint Père, qu'il vous conserve longues années pour le gouvernement de l'Eglise. — Votre dévoué fils. » — Ainsi qu'on le voit, ce modèle reproduisait, à quelques mots près, celui qui avait été suivi au commencement de février, pour la nomination aux évêchés de la République italienne (p. 65). Il était d'ailleurs imité d'une formule de l'ancienne monarchie.

Comme, en ce moment, l'institution était donnée par l'intermédiaire du Légat, la lettre au Pape était accompagnée du billet suivant : « Le cons. d'Etat Portalis à l'honneur d'adresser à S. Em. le cardinal Caprara la lettre ouverte que le P. Consul écrit à S. S. pour lui notifier la nomination qu'il vient de faire de N. à l'évêché de N. Il invite S. Em. à prendre connaissance de cette lettre, et à expédier au nouvel élu qu'elle concerne, les provisions de l'institution canonique dont il a besoin. Il renouvelle à S. Em. les assurances de sa haute considération. »

main avec trois conseillers d'Etat pour discuter un projet assez important<sup>1</sup>.

Je désirerais qu'en venant à Malmaison, vous fassiez rédiger par le ministre de l'intérieur un petit prospectus relatif à la cérémonie du 28 (18 avril). Il paraît convenable que tout soit prévu d'avance, et que l'on sache par où nous devons passer, ce que nous devons faire, et comment nous devons nous placer. Il me semble qu'il faudra que le préfet de police ordonne une illumination générale<sup>2</sup>.

(Collect. particul.)

### 1237. — Caprara à Consalvi.

(n° 99 en chiffres)

Parigi, 10 aprile 1802.

Nella sera di martedì decorso, 6 corrente, giunse qui l'aiutante di campo Lebrun; ed io circa la mezza notte ricevetti i vmi dispacci di V. Em. portanti la data dei 18 e 19 dello scorso marzo<sup>3</sup>. Oltre che i molteplici oggetti contenuti nei sedici fogli

<sup>1</sup> Voici sur cette petite réunion la note prise par Rœderer, qui en a fait partie (*Mém.*, t. III, p. 430):

« Le secrét. d'Etat a l'honneur de prévenir le cit. Rœderer que le P. Consul désire qu'il se rende aujourd'hui, entre midi et une heure, à La Malmaison pour un conseil extraordinaire. » — On délibéra sur cette question : le P. Consul baisera-t-il la patène ? — Le P. Consul dit vivement à Portalis : « Ne me faites pas faire de choses ridicules. »

<sup>2</sup> Le *Moniteur* du 12 avril contenait en effet ce programme général, qui a été développé les jours suivants :

« *Te Deum* à l'occasion de l'heureux événement de la paix d'Amiens, et de la publication de la loi sur les cultes. — Ce *Te Deum* sera chanté à la métropole de Paris, en présence du gouvernement, le 28 germinal (18 avril). — A six heures du matin on tirera trente coups de canon : et dix coups, d'heure en heure, jusqu'à midi. A huit heures, le P. Consul promulguera la loi du 18 germinal. A neuf heures, les autorités locales la publieront en la forme et avec les cérémonies d'usage pour les traités de paix. A onze heures, le gouvernement partira du palais des Tuileries et se rendra à la métropole. Le départ du gouvernement sera annoncé par trente coups de canon ; et son retour, par un égal nombre. Il y aura illumination générale le soir. »

<sup>3</sup> Voir la pièce n° 1142. — Les seize feuilles chiffrées, dont Caprara parle ensuite, contenaient des « Instructions particulières » que Consalvi lui envoyait en même temps qu'une copie de la lettre du Pape au P. Consul (pièce n° 1139). Ces longues instructions ne concernaient guère que les affaires religieuses de la Rep. Italienne. A l'égard de Mgr Codronchi et Opizzoni, le Pape était disposé à

di cifra non sono ancora totalmente tradotti, in tutta la corrente settimana ed io, e gli altri, tutti siamo stati talmente oppressi

céder en fait au vœu de Bonaparte, mais sans lui reconnaître par là le droit de nomination aux évêchés italiens, surtout dans les Légations. Les recommandations les plus pressantes étaient faites à Caprara, de ne pas user des facultés nouvelles qui lui seraient accordées, pour se laisser entraîner à discuter un concordat italien. La loi organique votée à Lyon devait faire l'objet d'une réclamation, préparée par le Légit. « Sempre che le leggi organiche non debbano essere approvate, ma solamente tacitamente tollerate, sembra che gli articoli sulla correzione dei quali non si può fare a meno d'insistere, anche per la sola tolleranza di tali leggi, debbano essere quelli che tacitamente sembrano escludere la ordinazione a titolo di patrimonio sagro, l'esistenza delle collegiate, la restituzione delle canoniche ed episcopi, la giurisdizione dei vescovi sulla stampa dei libri in materia di religione, la immunità personale e locale, la conservazione dell'esistenza dei regolari dell' uno e dell' altro sesso. » Plus loin on lisait : « N. S. è in somma angustia, e riguarda in sostanza queste leggi organiche come un nuovo concilio di Trento che va a fissarsi in Italia per la disciplina ecclesiastica. È spaventata S. S. non meno dalla natura intrinseca di queste leggi, che dalla loro stessa origine, cioè dall' arrogarsi la potestà laica il diritto di fare e regolare con esse le cose della Chiesa. Rileva il Papa, che nemmeno nel concordato colla Francia si è fatto così, giacchè in esso è il Papa che parla e prescrive nella bolla fatta a tale oggetto, benchè siasi antecedentemente convenuta nelle cose concertate. Quindi il Papa non crede di potere in coscienza acconsentire ed approvare in conto alcuno tali leggi, e tutto al più può tacitamente tollerare, purchè anche per la sola tolleranza si correggano almeno alcune cose più essenziali, e che questo si faccia, non in linea di concordato, che N. S. non farà mai su tal base, ma ultroneamente dal P. Console, dalla di cui bontà e religione N. S. lo implora. »

D'après ces instructions, Caprara a rédigé pour le P. Consul une note, où il disait : « Nell' atto che alla Santità di N. S. furono fatte conoscere e la costituzione e le leggi così dette organiche, stabilite nella dieta di Lione, non poté non esultare nel vedere, che la base della costituzione posava su di un articolo degno veramente del Presidente scelto al governo della Repubblica italiana. Per quanto nella lettura dell' una e delle altre abbia ritrovate cose di suo disgusto e rammarico, e come opposte alla base medesima della costituzione, come si è la tolleranza dei culti, ed alla costante disciplina della Chiesa universale ed ai canoni stessi del S. concilio di Trento, come sono nella massima parte gli articoli delle leggi organiche sul clero, non si è ciò non ostante smarrito, poichè persuaso che gli oggetti in questione sono certamente per inavvertenza usciti di occhio alla saviezza e religione del Presidente. Cogniti essendo pertanto al S. Padre i sentimenti del medesimo, il quale non altro ha voluto con tali stabilimenti, che provvedere all' assoluto bene della religione e della Chiesa in tutta l'estensione della Repubblica, si tiene per certo che presi in matura considerazione gli oggetti, sia della costituzione, sia delle mentovate leggi, e trovati,

dagli oggetti della pubblicazione del concordato, e dagli affari correnti, quali ha paruto essersi per fatale combinazione raddoppiati, che non posso assolutamente oggi dare ai dispacci il conveniente sfogo. V.Em. si degnerà esser contenta di quel poco che sarò in grado di riferirgli.

La lettera di N. S. al Primo Console gli fu fatta da me immediatamente passare, mediante il citt. Marescalchi, ministro degli affari esteri della Repubblica italiana.

L'affare del ministro Talleyrand è stato da me messo in corso, ed in altra occasione darò conto all' Em. V. del risultato.

Qualora piaccia alla Santità Sua di proporre la mia traslazione nel prossimo concistoro, cosa che qui piacerà perchè supposevasi per fino che avrebbe avuto luogo in quello dei 27 marzo, sono più che convinto che non si troverà male dal Primo Console, che nella bolla si adopri quella stessa espressione che dal 1784 in quà, fu usata nelle nomine fatte da Giuseppe II, vale a dire « *vigore amicabilis conventionis*. » Le ragioni per così fare sono evidenti; onde su tale articolo parmi assolutamente che possa deporsi ogni timore, o titubanza.

Ieri mattina fui ammesso alla pubblica udienza del Primo Console, cui feci quel complimento che io trasmessi a V. Em. con altra mia, e che qui nuovamente compiego, unendovi altra carta in lingua latina, che presentatami solo un' ora prima che io andassi dal Primo Console, unitamente al Cerimoniale qui pure compiegato, volevasi che io sottoscrivessi; lo che avendo assolutamente ricusato, quantunque in sostanza non sia che un accertamento delle parole da me adoperate nel complimento, per quieto vivere, e per non far nascere o un incaglio o un inconveniente, mi sono prestato a leggere, ritenendo per fino presso di me la carta che io ho letto. Cagione di questa lettura debbo credere che sia stata un decreto fatto dai Consoli nei passati giorni, che io non conoscevo, e quale mi fu consegnato, nell' atto di partire dall' udienza, dal consigliere Portalis. Di esso decreto V. Em. ne trova qui una copia, nel foglio segnato lettera A <sup>1</sup>.

come lo sono, non conducenti allo scopo proposti, esso Presidente, spontaneamente e generosamente, in vista del bene, si degnerà correggere ciò che merita correzione, togliere quel che è lesivo della disciplina ecclesiastica, e finalmente aggiungere quel che in ordine a questa fosse omissa.. »

<sup>1</sup> Voir la pièce n° 1223, et p. 447, note 1.



La pubblicazione solenne della bolla del concordato, già stampata e tradotta in francese, si eseguirà soltanto nella mattina di Pasqua.

Il contenuto del concordato però fu conosciuto in tutta la città fino dalla mattina di martedì decorso, poichè nel giorno antecedente, cioè lunedì 5 andante, fu per ordine dei Consoli proposto al Corpo legislativo per essere adottato in legge. Il Corpo legislativo, mediante il consueto messaggio, lo rimesse al Tribunato, dal quale, nel giorno di mercoledì fu approvato con 78 voti favorevoli contro 7 contrari. Rimessa dunque per altro messaggio la risoluzione del Tribunato al Corpo legislativo, fu la susseguente mattina di giovedì 8 corrente, sanzionato che si riconoscesse come legge della nazione, e ciò con 220 voti favoreli, contro 29 contrari. Sarebbe stato ben desiderabile, che passato pure come legge della nazione il sistema organico sull'esercizio del culto e suoi ministri, fosse il medesimo diverso da quello che è; e molto più anche, che l'oratore che ne fece il progetto, e che lo accompagnò con rapporto verbale, pronunziato alla presenza del Corpo legislativo e di una quantità di persone colà intervenute, lo avesse concepito in termini analoghi all'oggetto, e non indicanti per lo meno un indifferentissimo. V. Em. però potrà vedere tutto in fonte dai due qui uniti esemplari che hanno per titolo « Organisation des cultes<sup>1</sup>. » Tralascio di fare sul proposito qualunque altra osservazione o rimarca, perchè sicuro che nulla sfugge a V. Em. Gli articoli organici si fanno comparire fatti ne medesimo giorno in cui fu segnato in Parigi il concordato<sup>2</sup>.

Dentro il corrente giorno dovrà essere compilato il consueto processo par la persona di Mgor de Belloy, antico vescovo di Marsiglia, nominato arcivescovo di Parigi, giacchè vuolsi che nel giorno di domani prenda pubblico possesso; al quale si vuole che intervenga io pure (ed in tale occasione dovrò consagrarne

<sup>1</sup> Ce fascicule, sorti de l'imprimerie de la Rép., contient le discours de Portalis, le projet de loi, la convention, les articles organiques et les rapports de Portalis sur ces articles.

<sup>2</sup> Rien dans les rapports et le discours de Portalis n'autorise cette supposition. Il est probable que Caprara fait simplement allusion à l'intitulé des articles du culte catholique, qui sont qualifiés de « articles organiques de la convention du 26 messidor an IX. » On verra, du reste, plus loin que Caprara a lui-même écarté toute pensée de confusion volontaire entre ces articles et le concordat.

alcuni vescovi, de' quali converrà pure dentr' oggi stesso compilare i rispettivi processi); come si vuole altresì che almeno alcuni vescovi si postino alle loro sedi per l'imminente S. Pasqua <sup>1</sup>. Converrà prestarsi alla consagrazione dei medesimi, anche in giorno feriale, come già avevo preveduto, e prevenutone V. Em.

Annetto cinque memorie colle inserte, ed una nota, il tutto relativo agli oggetti della bolla del concordato e della circoscrizione; con più due fogli di relazione della pubblica udienza.

(Cultes, Arch. de Caprara.)

(Annexes)

Promemoria I, sulla Circoscrizione delle nuove diocesi.

Si è dovuto fare qualche nuovo cambiamento nella bolla e decreto della circoscrizione delle diocesi francesi, quando già erano queste pezze sotto del torchio.

Il Primo Console, giudicando che fosse meglio lo stabilire una delle sedi vescovili ad Avignone, di quello che a Nîmes, fece sapere al cardinal legato questo suo desiderio <sup>2</sup>, e ordinò contemporaneamente, che nel quadro delle nuove diocesi da presentarsi al Consiglio di Stato e ai corpi legislativi, si facesse un tal cambiamento; onde il cardinale vide il bisogno di aderire alla richiesta, tanto più che aveva egli in addietro ricevuto delle istanze sulla necessità di conservare qualcuna fra le chiese di Avignone e Contado, attese le alluvioni prodotte dai fiumi, le quali impedirebbero bene spesso nelle stagioni invernali l'accesso ad un vescovo fuori di quel territorio.

Fu richiesto inoltre il cardinal legato di far sentire nel decreto, che si pensava alla sistemazione delle diocesi dell' America francese, e per questo motivo aggiunse il paragrafo « Demum <sup>3</sup> ». Si aspetta tuttavia il piano per parte del governo sulla divisione di dette diocesi, dopo di chè si procederà agli atti necessari <sup>4</sup>.

La bolla inserita nel decreto, di cui si acchiude un esemplate,

<sup>1</sup> L'archevêque de Paris seul a pris possession avant Pâques.

<sup>2</sup> Voir la pièce n° 1191.

<sup>3</sup> Cf. p. 154; et t. IV, p. 473, note.

<sup>4</sup> Voir la pièce n° 1169. — Les doubles des décrets d'érection et de circonscription de chaque diocèse, qui devaient rester entre les mains du Légat, sont conservés aux Arch. nat. (AFiv 1887, reg. 3).

potrà servire per farla scrivere nuovamente in pergamena, e trasmetterla in seguito al cardinal legato, e l'elenco delle diocesi somministrerà i nomi per un nuovo breve facoltativo a dare l'istituzione canonica ai vescovi <sup>1</sup>.

(Arch. du Vatican) <sup>2</sup>.

#### .Promemoria II, sull' Istituzione canonica dei nuovi vescovi.

Avvicinandosi il tempo in cui il Primo Console avea in animo di pubblicare il concordato, incominciarono a sortire per organo del sig. consigliere di stato Portalis i biglietti di avviso <sup>3</sup> a varie persone, che le stesso Primo Console nominar voleva alle chiese della nuova circoscrizione.

Sapendo il cardinal legato che si sarebbe fatta gran fretta per dare ai nominati l' istituzione canonica, desiderava di potere incominciare i soliti processi, per far poi scrivere, a norma delle risultande de' medesimi, le rispettive patenti, di cui erano già in pronto tutte le minute secondo le module <sup>4</sup>, copia delle quali si dà in altro promemoria. Ciò per altro non potè eseguirsi, mentre riserbandosi il Primo Console a render noti, il giorno stesso della pubblicazione del concordato, i nomi de' soggetti da lui prescelti, nè individuò in specie alle persone già avvertite la chiesa particolare da assegnarsi a ciascuno di loro, nè fece passare al cardinal legato le solite lettere di nomina da inserirsi ne' processi. Il sig. consigliere Portalis credeva che ciò non ostante si potessero stendere le patenti « in forma signandi », e quando intese che ciò non erasi ancora fatto, disse che si correva rischio di averle poi ad approntare nello spazio di sole ventiquattro ore.

Si prese dunque il temperamento d'incominciarne le copie in pulito, e di moltiplicarle sotto diverse formole, acciocchè qualunque fosse la diversa risultanza de' processi, non mancasse la patente adattata per ciaschedun vescovo, ed occorresse soltanto

<sup>1</sup> Caprara prévoit ici l'envoi par la chancellerie romaine, d'un exemplaire rectifié de la bulle « Qui Christi domini » et du bref « Quoniam favente Deo » (pièces nos 995 et 996).

<sup>2</sup> Publié par Theiner (t. II, pièces, p. 471).

<sup>3</sup> Cf. p. 236, note 1, et p. 238, note 2.

<sup>4</sup> Ce modèle avait été envoyé de Rome (t. IV, p. 337, note). — Cf. t. IV, p. 496.

di aggiungervi il nome dell' eletto. Questo lavoro veniva eseguito in fogli di carta grande, aventi alla testa in istampa il titolo e le armi del cardinale. Non mancava molto per giungerne al termine, quando il sig. consigliere Portalis notificò al cardinale, esser mente del Primo Console, che le patenti fossero scritte, non in carta, ma in pergamena, e fattosi mostrare dal sig. abbate Bernier un breve pontificio, ordinò che la carta pecora in cui era scritto, servisse di campione per le pergamene da impiegarsi nelle patenti.

Bisognò dunque tornare da capo, ed essendo troppo ristretto il tempo, e trovandosi sempre esposti al pericolo, che si volessero istituiti i vescovi nel più breve spazio, senza lasciare il comodo sufficiente per la compilazione de' processi con tutte le solite formalità, e per l' estratto de' medesimi a norma del quale regolare le clausole delle patenti, bisognò inventare un compenso per uscir d' impaccio nel miglior modo possibile ; tanto più che occorrendo, oltre l' opera di tutti i membri della Legazione, anche il sussidio di amanuensi estranei, poco potea contarsi su di questi, essendo molto lenti, e inesatti a copiare in latino, come una lingua che d' ordinario è loro incognita. Fu quindi stabilita dal cardinale una formola, che servir potesse indistintamente per tutti i vescovi, comprendendo in essa tutti i casi da contemplarsi <sup>1</sup>; onde per una parte nulla si omettesse delle clausole solite, e per l' altra parte si provvedesse all' urgenza, e si fosse in grado d' istallare di mano in mano qualunque de' nominati, senza mettersi un ritardo che sicuramente sarebbe assai dispiaciuto.

Le patenti d' istituzione non si consegneranno senz' aver fatto prima il processo ; ma è facile che non vi sia comodo di compilarlo con tutte le formalità consuete, e che bisogni contentarsi di farlo sommariamente, servendosi delle facoltà, che per tale oggetto vennero concesse dal Santo Padre al cardinal legato. Que' nominati che sono a Parigi, presteranno il giuramento, e la professione di fede in mano del cardinal legato, ed agli assenti si manderanno le copie delle rispettive formole, onde niuno prenda su ciò il menomo arbitrio, e tutti osservino l' uniformità.

<sup>1</sup> Voir p. 481, note.

Quando da Roma dovranno spedirsi per i nuovi vescovi le bolle di conferma, avendosi allora sott'occhi i processi, si vedrà quali fra le clausole usate nelle patenti condizionatamente, abbiano ad inserirsi in dette bolle precettivamente, et non si farà più menzione di quelle che si riconoscano inutili.

Si acchiude una copia di patenti in pergamena...

(Arch. du Vatican).

**Formule du Légat pour l'institution des évêques.**

(avril 1802).

Nos Joannes Baptista, etc.

Rmo Dno N.. electo N.. Salutem et fraternam in Domino charitatem.

Vacante a primæva illius erectione nuper peracta in vim litterarum apostolicarum sanctissimi domini nostri Pii, divina Providentia P.P.VII, sub plumbo expeditarum sub datum Romæ apud S. Mariam Majorem anno incarnationis dominicæ MDCCCI, tertio calendas decembris, Pontificatus ejus anno secundo, quarum initium « Qui Christi Domini vices »<sup>1</sup>, episcopali ecclesia N..[si tituli aliarum ecclesiarum uniti reperiuntur, adduntur: cui tituli aliarum episcopatum ecclesiarum N.N..., antea suppressarum et extinctarum, nuper fuere canonice uniti, quemadmodum in nostro executoriali decreto primodictis apostolicis litteris appposito fusius continetur, et] ad quam nominatio personæ idoneæ Romano Pontifici pro tempore existenti facienda, ad Primum Galliarum reipublicæ Consulem, vigore conventionis per alias similes litteras confirmatæ, spectat et pertinet; Nos, ne ipsa episcopalis ecclesia N..longæ vacationis exponatur incommodis, utentes peculiaribus facultatibus a Sanctitate Sua per alias apostolicas litteras in forma brevis incipientes: « Quoniam favente Deo », die 29 novembris ejusdem anni expeditas<sup>2</sup>, nobis imperitis, et constituto nobis de fidei, doctrinæ, ac morum integritate, deque vera idoneitate tui quem inclytus Naupoleon Bonaparte, Primus Consul dictæ Gallicanæ reipublicæ, ad hanc nominavit, te, a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis, a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet inodatus existis, ad effectum præsentium tantum consequendum, harum serie absolventes et absolutum fore censentes, episcopalem ecclesiam N.. de tui persona, apostolica auctoritate nobis specialiter delegata, providemus, teque illi in episcopum præficimus et pastorem<sup>3</sup>; curam, regimen et administrationem dictæ

<sup>1</sup> Pièce n° 995.

<sup>2</sup> Pièce n° 996.

<sup>3</sup> On trouve ici reproduit, avec les variantes nécessaires, ce qui est regardé

episcopalis ecclesiæ N.. cum redditibus pro congrua illius dote quamprimum assignandis, in spiritualibus et temporalibus tibi plenarie committendo, in Illo qui dat gratias et largitur præmia confidentes, quod dirigente Domino actus tuos, præfata ecclesia episcopalis N.. sub tuo felici gubernio regetur utiliter et prospere dirigetur, ac grata in iisdem spiritualibus et temporalibus suscipiet incrementa. Jugum igitur Domini tuis impositum humeris prompta devotione suscipiens, curam et administrationem præfatas sic exercere studeas sollicite, fideliter ac prudenter, ut ipsa episcopalis ecclesia N.. gubernatori provideo, ac fructuoso administratori gaudeat se commissam ; tuque præter æternæ retributionis præmium, Romani Pontificis et Sedis Apostolicæ benedictionem ac gratiam exinde uberius consequi merearis.

Ipsius vero episcopalis ecclesiæ N.. capitulo, ac clero, et populo civitatis et diœcesis N.. pari apostolica delegata auctoritate mandamus, ut capitulum tibi tanquam patri et pastori animarum suarum humiliter intendentes, exhibeant tibi obedientiam et reverentiam congruentes, ac clerus te, pro Romani Pontificis et dictæ Sedis reverentia, benigne recipientes et honorifice pertractantes, tua salubria monita et mandata suscipiant humiliter, et efficaciter adimplere procurent. Populus vero te tanquam patrem et pastorem animarum suarum devote recipientes, et debita honorificentia prosequentes, tuis monitis et mandatis salubribus humiliter intendant, ita quod tu in eis devotionis filios, et ipsi in te per consequens patrem benevolum invenisse gaudeatis.

Nomine quoque Romani Pontificis rogamus et hortamur præfatum inclytum Gallicanæ reipublicæ Primum Consulem, ac R. archiepiscopum N.. quatenus te et eandem ecclesiam N.. ipsius archiepiscopi suffraganeam, pro Sanctitatis Suæ et Apostolicæ Sedis reverentia, propentius commendatos habentes, in ampliandis et conservandis ejusdem ecclesiæ tuique ipsius antistitis juribus, sic te eorum benigni favoris auxilio prosequantur, quod tu eorum fultus præsidio, in commisso tibi curæ pastoralis officio possis, Deo propitio, prosperari.

Simili autem apostolica delegata auctoritate mandamus, quod tu, antequam regimini et administrationi prædictæ episcopalis ecclesiæ N.. in aliquo te immisceas, fidei catholicæ professionem, et fidelitatis S. Romanæ Ecclesiæ Summoque Pontifici debitæ juramentum (si nondum in manibus nostris præstiteris) in manibus catholici antistitis communionem et gratiam Sedis Apostolicæ habentis, vel eo deficiente, in ma-

comme la partie substantielle de la préconisation faite en consistoire, c'est-à-dire, cette phrase du Pape : « . . auctoritate Om. Dei, S. S. apostolorum Petri et Pauli, ac nostra, providemus ecclesiæ N.. de persona dicti N.., præficientes eum in episcopum et pastorem, etc. »

nibus personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ, cui ad hunc effectum specialem facultatem tribuimus, emittere, ac utriusque formulas, in duplici exemplo cum tui et ipsius antistitis seu personæ ut supra a te eligendæ subscriptione, ad nos quantocius transmitters tenearis.

Volumus etiam quod ea omnia quæ a nobis circa erectionem capituli episcopalis ecclesiæ N. statuta sunt, quam primum exsequi studeas; nec non seminarii puerorum ecclesiastici erectioni pro viribus incumbas; reparationi fabricæ cathedralis ecclesiæ N. ædiumque episcopaliū, si ea indigeant, diligenter operam impendas; campanile cum campanis, si minus hæc habeantur, extrui cures; fontem baptismalem, si desit, in eadem ecclesia, quatenus parochialis quoque sit, constituas; sacris suppellectilibus ad sacra peragenda et pontificalia exercenda, si copia earum non sit, ecclesiam ipsam decenter instruas; montem denique pietatis, si adhuc erectus non fuerit, ubi primum licebit, pro subsidio pauperum erigi studeas <sup>1</sup>.

Tibi demum injungimus, ut intra sex menses, a data præsentium computandos, has nostras tuæ ad episcopalem ecclesiam N. institutionis litteras Romano Pontifici, per procuratorem tuum, juxta usitatum morem, præsentari, atque a Sanctitate Sua apostolicas confirmationis consueta forma sub plumbo expediendas litteras impetrare <sup>2</sup> omnino studeas <sup>3</sup>; conscientiam tuam super his omnibus onerando.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentiæ, die..., anno...

(Arch. nat., AF IV, 1887).

<sup>1</sup> Voir la pièce n° 1043. — L'alinéa qui commence à « Volumus etiam » a été ajouté tardivement par Caprara, de manière à prévoir tous les cas possibles (Cf. p. 478, note). Il ne se trouvait pas sur le premier modèle de patentes, déjà préparé, et que Caprara a été forcé de supprimer. Il manquait aussi sur la formule envoyée de Rome; ou du moins, Di Pietro, qui l'avait composée, s'était contenté d'indiquer éventuellement quelques unes des recommandations aux évêques, qui pouvaient, selon les cas, être insérées dans les patentes d'institution canonique.

<sup>2</sup> Ces bulles ont été rédigées à Rome sur un modèle uniforme. On en trouvera le texte complet dans le Recueil des mandements de Mgr Fallot de Beaumont (Bruges 1807; t. I, p. 63). Le Pape y insère les dispositions substantielles de la préconisation ordinaire, de manière que ces nouvelles bulles, au lieu de confirmer simplement les patentes d'institution délivrées par Caprara, paraissent leur être substituées entièrement.

<sup>3</sup> Pour les archevêques, la formule d'institution a été la même que pour les évêques, sauf que : 1° le mot « archevêché, ou métropole » remplace partout le mot « évêché. » 2° Dans le § qui commence par « Nomine quoque Romani Pontificis rogamus », on a supprimé les mots « ac Reverendissimum archiepiscopum » et les mots « ipsius archiepiscopi suffraganeam. » 3° A la fin, après les mots

**Promemoria III, sulla Professione di fede e sul Giuramento da farsi dai nuovi vescovi.**

Dopo esser giunta da Roma a Parigi la bolla pontificia per la circoscrizione delle diocesi francesi, incominciossi a parlare dei diversi oggetti relativi alle forme, colle quali dovevano essere istituiti i nuovi vescovi, e il consigliere di stato Portalis, ministro de' culti, fece espressa ricerca su i termini, che userebbe ciaschedun vescovo nel professare la propria sommissione al Romano Pontefice.

Si rese ostensibile allo stesso sig. consigliere la formola della professione di fede, nella quale viene riconosciuto il primato della Chiesa romana, e vien promessa obbedienza al Sommo Pontefice; e rimarcando che detta formola, già in sè stessa santissima e rispettabilissima, esigea la maggior venerazione anco per la sua antichità, e per l'uso universale e costante che vantava in suo favore<sup>1</sup>, si persuase il sig. consigliere della giustizia e necessità di esigerla dai nuovi vescovi.

« sub plumbo expediendas litteras impetrare », on a ajouté ceux-ci « et pallium humiliter petere. »

Le pallium a fait l'objet d'une seconde bulle, préparée à Rome pour chaque archevêque en même temps que la bulle confirmant l'institution donnée par le Légat. En attendant, et pour suppléer immédiatement au défaut du pallium, Caprara a envoyé à chaque archevêque le décret suivant :

« Cum, juxta canonicas sanctiones, electi ad metropolitanas ecclesias non ante archiepiscopi nomen et auctoritatem habeant, nec pontificalia munia exercere possint, etiamsi consecrationis munus acceperint, quam pallium de corpore B. Petri sumptum a Sede Apostolica obtinuerint, in quo plenitudo pontificalis officii cum archiepiscopalis nominis appellatione continetur, e contra vero praesentes extraordinariae Gallicanarum ecclesiarum necessitates omnino postulent ut archiepiscopi a nobis apostolica specialissima auctoritate instituti, nulla interposita mora, ea ipsa munia valeant obire; de eadem apostolica nobiscum communicata facultate indulgemus ut Rmus Dominus N., ad metropolitanam N. ecclesiam electus, archiepiscopi appellatione et auctoritate gaudere et munia omnia pontificalia libere et licite exercere possit, quamvis pallium a Sanctitate Sua nondum acceperit: firmo tamen remanente onere ad Sanctam Sedem, intra sex menses, recurrendi pro obtinendis apostolicis sub plumbo litteris, simulque pro pallio juxta consuetas formas humiliter postulando; contrariis quibuscumque, etiamsi speciali et individua mentione dignis, non obstantibus. — Datum Parisiis, etc. »

<sup>1</sup> Cette profession de foi, insérée dans le Pontifical romain, est connue sous le nom de profession de Pie IV. (Cf. t. IV, p. 329).



Domandò egli inoltre se i vescovi erano obbligati ad altro giuramento ; al chè fu risposto che dovevano prestare quello riferito nel Pontificale Romano e che forma parte della solita cerimonia della loro consagrazione. Presa la cosa in questo aspetto, non incontrò alcun ostacolo ; ma se si fosse proceduto ad esaminare un tal giuramento, si sarebbero probabilissimamente eccitate sul medesimo delle gravi questioni per parte del governo. Ad oggetto pertanto di evitare qualunque contrasto e disturbo, è parso al cardinale legato essere opportunissimo il fare uso della benigna condiscendenza del Santo Padre, escludendo dal giuramento quelle espressioni, che incontrar potessero ostacolo <sup>1</sup>, e aggiungendovi in fine la dichiarazione relativa al giuramento da prestarsi dai vescovi in mano del Primo Console secondo l'articolo del concordato ; e ciò tantopiù, in quantocchè lo stesso Primo Console aveva fatto sentire in addietro esservi bisogno di discutere il giuramento prescritto dal Pontificale Romano, al chè il cardinale, conscio della mente di N. S., replicò che si sarebbe trovato il modo di conciliare ogni differenza <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Caprara a adopté toutes les modifications qu'il était autorisé à admettre dans la formule traditionnelle du serment, et dont la principale consistait dans la suppression de la phrase « Hæreticos, schismaticos, et rebelles eidem Domino nostro vel successoribus prædictis, pro posse persequar et impugnabo. » Le texte du serment qu'il a fait imprimer (Arch. nat., AFIV 1890) est donc le même que celui que nous avons publié (t. IV, p. 79. Cf. p. 329), sauf que le Légat a omis, en plus, les mots « nec de novo infeudabo », au § qui commence par le mot « Possessiones. » — La formule imprimée est accompagnée d'une attestation manuscrite, signée du Légat et qui est ainsi conçue : « Nos Joannes-Baptista, etc. . . . Universis præsentibus inspecturis notum facimus atque testamur Rmum Dom. N. . . , a Primo Gallicanæ reipublicæ Consule ad ecclesiam N. . . nominatum, coram nobis hodie personaliter comparuisse, ac juramentum fidelitatis juxta formam supra impressam in manibus nostris emisisse, omniaque et singula in ea contenta fideliter de verbo ad verbum, alta voce, flexis genibus, legisse, seque omni tempore servaturum, jurejurando tactisque sacrosanctis Dei Evangeliiis promississe, suaque nomen, cognomen et qualitatem dicto juramento manu propria scripsisse et subsignasse. In quorem fidem præsentibus, manu nostra obsignatas, per Apostolicæ legationis nostræ secretarium, ac dom. Franciscum Vadorini notarium apostolicum subscribi mandavimus, sigillique nostri jussimus ac fecimus appositione muniri. — Datum Parisiis, etc. »

Les constitutionnels, qui ne faisaient pas d'objection à la profession de foi de Pie IV (Cf. t. IV, p. 332 note if.), répugnaient au contraire au serment du Pontifical, que Grégoire appelait « un serment de vasselage » (note ms).

<sup>2</sup> Cf. t. IV, p. 375.

Per una maggior cautela, e per non correre il pericolo, che taluno de' nuovi vescovi francesi si accingesse a rinnovare lo scandaloso esempio dato in addietro da qualche vescovo oltramontano, cambiando nell' atto della consacrazione a proprio capriccio le parole del giuramento, è stato fissato dal cardinale il sistema, che i soggetti nominati per esser promossi alle chiese di nuova erezione, facciano contemporaneamente <sup>1</sup> la professione di fede e il giuramento, se sono a Parigi in mano del cardinale, e se trovansi altrove in mano della persona da lui deputata. In simil guisa si mette tutto in salvo, e si evita ancora il pericolo, che si correrebbe, se riservandosi il giuramento nell' atto della consacrazione, qualche persona non bene animata, che si trovasse presente alla cerimonia, prendesse da ciò motivo di malignare, e di far credere al governo, che vi sia bisogno o di sopprimere, o di correggere la formola del giuramento.

Questa senza dubbio è la traccia la più sicura, e la più adattata alle circostanze; e il cardinale si è indotto ad abbracciarla senza difficoltà, perchè la riconosce similissima al sistema osservato in Roma, dove i nuovi vescovi prestano il giuramento nel giorno in cui vengono proposti in concistoro, senza aspettare a farlo nell' atto della consacrazione.

Si acchiude un esemplare delle formole di detto giuramento, e della professione di fede; quantunque secondo il costume le formole del giuramento debbano essere manoscritte, pure si è stati costretti di ricorrere ancora per queste al sussidio della stampa, non essendovi modo di supplire a tutto, nella grande molteplicità degli affari, che esigono il continuo travaglio de' ministri della Legazione.

(Arch. du Vatican).

### 1238. — Caprara à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 10 aprile 1802.

Il Primo Console ha cominciato con smania a leggere la lettera di N.S.; ma oppresso come egli è dagli affari, ha chiesto che se

<sup>1</sup> Dans la pratique de l'église de France, la profession de foi se fait, entre les mains du nonce ou de son délégué, aussitôt après la nomination; tandis que le serment au Pape ne se fait que plusieurs semaines plus tard, après que le nouvel évêque a été institué, et pendant la cérémonie de sa consécration.

gliene dicesse il contenuto. In generale, sul medesimo se n'è trovato contento ; ma chi glielo ha riferito si è allarmato della nota richiesta <sup>1</sup>. Conoscendo che la cosa possa aver luogo, il candore del Console ha sofferto nella questione, e la cosa qui si giudica decisa nel suo spirito. Su questo affare N. S., e V. Em. si fidino di lui ; ma in circostanze ch'egli giudichi propizie. Ella non può dubitare che gli siano state dette più volte le ragioni che V. Em. accenna, giacchè V. Em. ha toccato con mano che hanno fatto gran pena. Non bisogna nemmeno credere che il momento possa essere molto lontano ; ma sarebbe una temerità mia di pretendere di conoscere il segreto di questo grand'uomo.

Per l'accaduto ella non se ne inquieti <sup>2</sup> : il tempo, e l'uomo riordina le cose. Ingenuamente non conosco uomo più di V. Em. che possa dire : « *Zelus domus Dei comedit me.* » Sono attaccato per coscienza e gratitudine a N. S.; amo teneramente V. Em. Un ministro soprattutto che ha affari di importanza, come Dio ha permesso che gli abbia io, avrebbe torto di credere naturale che o dispacci del suo committente, o i propri, non vogliano conoscersi? Le cifre non sono niente. Le nostre forze non permettono spedizioni di corrieri, e queste si prenderebbero male : il Console vuole che abbiamo una piena fiducia in lui. Su degli altri non prendo a interloquire.

La presente le perverrà per mezzo dell' aiutante del generale Murat.

(Cultes, Arch. de Caprara.)

### 1239. — Caprara à Consalvi.

(n° 100)

Parigi, 10 aprile 1802.

Alcune ore prima della partenza del settimanale corriere odierno, ho consegnato all' aiutante di campo del generale Murat, che partiva a codesta volta, i dispacci di questo giorno. Nel pacchetto di cui si è caricato, oltre la mia a colonna di n° 99, altra lettera in proprie, cinque memorie colle inserte, una nota,

<sup>1</sup> Allusion à la demande des Légations, que le Pape renouvelait avec instances dans sa lettre au P. Consul (voir p. 104. Cf. p. 99).

<sup>2</sup> Caprara répond ici sans doute à une lettre particulière de Consalvi, qui ne nous est pas parvenue et dont nous ignorons l'objet. Il le fait à mots couverts et en montrant peu de confiance dans le secret de sa correspondance.

due fogli di copie, e due della relazione dell' accesso e recesso all' udienza di ieri, dovevano essere le due copie del Cerimoniale passatomi dal governo nel tempo ed ora da me descritta, e del complimento francese da me fatto; ma non essendo state in pronto che pochi momenti fa, è stato di necessità che io le accludessi, come faccio, alla presente <sup>1</sup>.

Con mia di n° 99, dissi a V. Em. che la solenne pubblicazione della holla del concordato avrebbe avuto luogo nel giorno di Pasqua. Il motivo di tal ritardo è perchè ogni atto che dal Corpo legislativo si adotta in legge, non può formalmente pubblicarsi come tale, che passati dieci giorni dal momento della fatta sanzione.

(Cultes, Arch. de Caprara.)

#### 1840. — Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 12 avril 1802.

... L'affaire dont on s'est le plus occupé depuis lors, est le rétablissement du culte en France. La brochure que je joins ici, contient les discours faits à ce sujet par le cit. Portalis, tant au Conseil d'Etat qu'au Corps législatif. Lucien Bonaparte, nouveau tribun, a plaidé la même cause au Tribunat; et comme ces deux corps ont été épurés tout nouvellement, et que les expulsés ont été remplacés par des sujets sur la docilité desquels le gouvernement pouvait compter, on aurait pu croire que la proposition passerait à l'unanimité, comme Bonaparte l'avait demandé dans la réponse qu'il fit au compliment qui lui avait été adressé, avant peu de jours, par une députation du Corps législatif, et où il leur dit sans détour: « Vous serez unanimes comme la nation dans le résultat de votre délibération; le peuple français apprendra avec une vive satisfaction qu'il n'y a pas un seul de ses législateurs qui n'ait voté la paix des consciences, etc. » Il y eût cependant une petite minorité de 7 dans le Tribunat, et de 20 dans le Corps législatif, qui ont voté contre le rétablissement du culte, et quelques autres se sont absentés de la séance pour être dispensés de donner leurs voix. Maintenant la proposition du gouvernement ayant passé en loi, on va s'occuper de

<sup>1</sup> Cette dépêche n° 100 a été envoyée par la poste.

l'exécution, qui ne laissera d'exiger un certain temps avant que la chose soit mise en pratique. Le légat du Pape a eu, en attendant, son audience publique, et officiera en grande solennité à la cathédrale de Notre-Dame, le jour de Pâques.

(Arch. de Vienne.)

### Lucchesini au roi de Prusse.

(en chiffres)

Paris, 12 avril 1802.

... De toutes les opérations que Bonaparte a conduites à terme depuis l'établissement de la constitution actuelle, celle du rétablissement légal en France de la religion, qu'il vient d'achever, a le plus exercé toute la constance de sa volonté et toutes les ressources de son esprit. Ayant été le premier à en sentir la nécessité, il a été longtemps presque seul dans son conseil à concevoir la possibilité d'atteindre son but, sans exposer la France aux réactions de l'intolérance philosophique, du fanatisme religieux ou du schisme constitutionnel. Le ministère et le Conseil d'État n'y voyaient que difficultés dans l'exécution. Le Sénat, qui a dans son sein nombre de savants, ennemis de toute religion, paraissait craindre que son retour n'arrêtât les progrès des sciences, et le développement des idées libérales auxquelles les philosophes prétendent être confiées la durée et la prospérité des gouvernements libres. C'est avec autant de fermeté que de patience, que le Premier Consul a débrouillé le chaos des prétentions romaines, des libertés gallicanes, des droits des protestants, et des lois révolutionnaires sur le clergé et son traitement. En sanctionnant l'aliénation des biens ecclésiastiques, la cour de Rome fera hausser la valeur de ces biens, et en rendra les ventes plus faciles et plus avantageuses au gouvernement. Cet exemple affaiblira inmanquablement la répugnance qu'on conservait encore contre les acquisitions des biens nationaux. En général, quelle que soit l'indifférence d'une assez grande partie des habitants de Paris pour le rétablissement de la religion, il sera dans les provinces un nouvel et puissant appui de l'autorité consulaire...

L'audience du légat du Pape auprès du Premier Consul a eu lieu vendredi passé, à deux heures. Le cortège et la cérémonie ont été bien réglés. Peu de monde en ayant été prévenu, il n'y a

point eu de foule sur son passage. M. de Belloy, ci-devant évêque de Marseille, a été nommé et installé dans l'archevêché de Paris. Le Premier Consul lui a assigné 20.000 francs par an, lui a fait cadeau d'une année d'avance, d'un carrosse et de deux chevaux. Il paraît que l'État fournira à l'entretien des grands vicaires et des séminaires <sup>1</sup>. On trouvera probablement d'autres ressources pour donner aux évêques les moyens d'aller au secours des indigents de leurs diocèses <sup>2</sup>. Hier, le cardinal Caprara consacra dans l'église de Notre-Dame un archevêque et deux évêques avec la plus grande solennité <sup>3</sup>. L'archevêque de Paris, traversant la place de la cathédrale pour retourner dans son hôtel, vit un peuple immense, heureux du rétablissement de son culte et du retour de ses pasteurs. Et comme la sagesse du gouvernement s'est bornée à rétablir ce que les gens sensés eussent désiré que l'on conservât de la religion au commencement de la Révolution, la plus grande pluralité de la nation applaudira à ce qui vient de se faire ; les autres puissances l'envisageront comme un nouveau gage précieux de l'amour du Premier Consul pour l'ordre et la tranquillité de tous les pays. Pour preuve d'impartialité, parmi les nouveaux évêques et archevêques, il en nommera, à ce qu'on dit, neuf ou dix des anciens constitutionnels...

(Arch. de Berlin.)

---

<sup>1</sup> Par arrêté du 14 ventôse an XI (5 mars 1803), l'Etat s'est obligé, à défaut des départements, à fournir un salaire aux vic. généraux et aux chanoines : en fait, dès l'an XI, il a dû l'acquitter presque partout. — A l'égard des séminaires, les principaux de ces établissements devaient être formés et dotés par l'Etat dans les dix métropoles, en vertu de la loi du 23 ventôse an XII (14 mars 1805). Bientôt des difficultés d'exécution se produisirent (Jauffret, t. I., p. 377, note) ; un changement se fit dans les idées de l'Empereur. Mais tandis que cette organisation, entreprise seulement dans la métropole de Lyon, était remplacée en 1808 par le système des facultés de théologie, ceux des séminaires qui s'étaient établis successivement dans les diocèses par la simple initiative des évêques, ont commencé à recevoir une subvention importante du trésor, sous la forme de bourses et de demi-bourses, par le décret du 30 sept. 1807.

<sup>2</sup> Voir *Corr.* n° 6350. — Dans un rapport de Portalis du 8 pluviôse an XI (28 janv. 1803) on lit : « Vous m'avez autorisé à promettre aux évêques, pour distribuer aux indigents de leurs diocèses, les secours qu'il vous serait possible de leur accorder. Déjà même quelques uns jouissent de l'effet de vos généreuses promesses... »

<sup>3</sup> Voir la pièce n° 1243.

## Marescalchi à Mèlzi.

Parigi, 17 aprile 1802.

... È cosa maravigliosa, che i veri realisti sono quelli che si dimostrano e sono in realtà i più malcontenti dello ristabilimento della religione, e ne è chiaro il motivo, che è la consistenza del governo medesimo, ch'essi adesso totalmente disperano di potere più mai ricondurre al sistema antico. Gli altri sono i dotti, che veggono di mal occhio risorgere il sacerdozio, come suole accadere fra due cantambanchi, che vogliono spacciare i loro differenti bossoli amendue in una piazza.

(Arch. de Milan.)

## 1241. — Portalis à Bernier

Paris, 15 avril 1802.

J'ai eu, cit. évêque, plusieurs conférences avec les évêques dits constitutionnels<sup>1</sup>. Nous sommes convenus de la formule que j'ai l'honneur de vous adresser. Dans cette formule on renonce formellement de cœur et d'esprit à la constitution civile du clergé, et on promet une véritable obéissance au Pape. Rien de plus positif que cette renonciation : vous jugerez vous-même qu'on ne pourrait aller au-delà sans avilir la nation elle-même, et la déclaration que la formule renferme doit entièrement rassurer le Saint-Siège. Je vous invite à faire agréer cette formule à S. Em. le cardinal Caprara. Il importe au bien de la religion, et au succès des opérations si heureusement commencées, que cette affaire soit terminée dans le jour.

---

<sup>1</sup> Sur les dix évêques constitutionnels déjà pourvus de nouveaux sièges (cf. p. 464 note), deux n'étaient plus regardés comme schismatiques : M. Montault des Isles (nommé à Angers), qui venait de se réconcilier (cf. p. 245, note 3) selon la formule envoyée de Rome (cf. t. IV, p. 333) ; M. Charrier de la Roche (nommé à Versailles), qui, s'étant soumis avant l'arrivée de cette formule (cf. t. IV, p. 411, et p. 230 et 443, notes), se trouvait maintenant dans le cas de la souscrire ; simple formalité à laquelle du reste il s'est plié sans difficulté. — Il ne restait donc à réconcilier que les huit nouveaux archev. et év. d'Angoulême (Lacombe), Avignon (Périer), Besançon (Le Coz), Cambrai (Belmas), Dijon (Reymond), Soissons (Leblanc de Beaulieu), Strasbourg (Saurine), Toulouse (Primat).

Beatissime Pater, a Primo Galliarum Consule electus episcopus N... nihil antiquius habeo, quam ut ea omnia discordiarum semina penitus extinguere possim, quæ ex gallicanæ revolutionis inevitabili serie dimanarunt. Quapropter ne quid Sanctitati Vestræ dubii, in hac parte, circa mentis meæ propositum existere possit, sincero corde profiteor me, constitutionem, ut aiunt, civilem cleri gallicani ultro deserere, novæ conventionis inter Sanctitatem Vestram et gubernium gallicanum initæ me dispositiones et articulos admissurum et professurum, veramque Sanctitati Vestræ et successoribus ejus obedientiam servaturum. Sanctitatem Vestram enixe rogo, ut hæc pro invariabili mentis meæ proposito habens, me tanquam Ecclesiæ catholicæ obedientissimum filium respicere velit, mihiq[ue] canonicæ institutionis munus, quod ab ipsa humiliter efflagito, concedere dignetur.

Interim benedictionem apostolicam ab ipsa petit, tanquam charitatis ejus erga se pretiosum pignus, Sanctitatis Vestræ, Beatissime Pater, humillimus et obedientissimus filius N..

(Cultes).

#### 1842. — Bernier à Caprara.

Paris, 13 avril 1802.

Je viens de recevoir de M. Portalis la lettre ci-jointe<sup>1</sup>. Je supplie, je conjure V. Em. de la prendre en considération, et de se souvenir que votre institution n'étant que provisoire, Sa Sainteté sera juge définitif, et qu'ainsi elle peut, par une indulgence provisoire, nous tirer d'un pas difficile. Il faut en finir, et ne pas irriter. Je vois qu'on est monté, et très sûrement on ne pourrait pas vouloir fléchir au-delà de ce que cette lettre contient. Je recommande avec larmes à S. Em. de sauver l'église de France par la bonté. Je lui offre mon respectueux hommage.

#### Caprara à Bernier.

Paris, 13 avril 1802.

Le cardinal Caprara fera toujours tout ce qui est en lui, pour contribuer au bien de la religion et au succès des heureuses

<sup>1</sup> La pièce précédente.



opérations déjà commencées ; mais il déclare à M. l'évêque d'Orléans que, quelques dispositions de condescendance qui soient dans son cœur et qu'il a déjà manifestées, il lui est impossible d'aller au-delà des conditions qui lui sont impérieusement prescrites par le Saint-Siège.

Il observe, en second lieu, que le principe avancé par l'évêque d'Orléans, que l'institution donnée par le légat n'est que provisoire et que Sa Sainteté est juge définitif, est un principe sans fondement, puisque les évêques institués jouissent d'une juridiction pleine et entière sur leurs diocèses.

D'après cette observation, il ne reste au cardinal Caprara que de renouveler à M. l'évêque d'Orléans les assurances de sa plus parfaite estime.

(Arch. du Vatican).

#### 1843. — Caprara à Consalvi.

(n° 104 en chiffres)

Parigi, 18 aprile 1802.

Prima di dare sfogo al mio suo dispaccio dei 24 marzo, giunto-mi la notte della scorsa domenica 11 andante, ed entrare in materia relativamente al contenuto del precedente in data dei 18 del citato, supplico V. Em. a condonare se nella scorsa posta non le trasmessi copia del Cerimoniale indicatagli, che unisco a questa, e di cui una parte non ha potuto eseguirsi, come V. Em. comprenderà a colpo di occhio, perchè presa la risoluzione dal Primo Console di ammettermi all' udienza, non vi fu il tempo materiale da farsi quanto il Cerimoniale prescriveva precedentemente all' udienza. Il motivo principale per cui la copia mentovata non fu pronta lo scorso sabato, si fu perchè essendo quello giorno destinato al ricevimento delle visite di tutte le autorità costituite, quale fu ripetuto anche nel susseguente lunedì 12 corrente, e martedì <sup>1</sup>, tutte le persone del seguito rimasero in anticamera per formare il corteggio adattato ad un ricevimento in forma pubblica.

Nello stesso giorno di sabato furono poi compilati i conve-

<sup>1</sup> Le Moniteur du 23 germ. (13 avril) rapporte l'allocution prononcée devant le Légat, par M. Muraire, au nom de la députation du tribunal de cassation. M. Muraire développe cette idée, devenue alors presque une nouveauté, que « la religion et la justice se prêtent un appui mutuel. »

nienti processi di Mgor de Belloy, antico vescovo di Marsiglia, nominato dal Primo Console all' arcivescovato di Parigi, di M. Cambacérès, fratello del Console di tale nome, nominato all' arcivescovato di Rouen, dell' abbate Bernier al vescovato di Orléans, e finalmente di M. Pancemont, curato di S. Sulpizio, nominato alla chiesa di Vannes, quali tutti nella sera fecero la necessaria consueta professione di fede, ed il giuramento di fedeltà prescritto dal Pontificale Romano, per così anche abbreviare per i tre promovendi la funzione della consacrazione<sup>1</sup>: la quale fu da me fatta nel giorno susseguente, domenica delle Palme, nella chiesa metropolitana di Notre Dame; funzione a cui intervenne un popolo immenso, e finita la quale, ebbe luogo, a richiesta del Primo Console, l'altra dell' istallazione o segno di possesso del nuovo arcivescovo, Mgor de Belloy; che da me medesimo, dopo la pubblica lettura della lettera patente d'istituzione, fu accompagnato e posto nella cattedra degli arcivescovi, e dal quale, tornato all' altare, fu data pontificalmente la benedizione al popolo<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Après ces trois prélats, Caprara n'a plus consacré qu'un seul des premiers évêques, Mgr Fesch, nommé à Lyon et sacré à Notre-Dame le 15 août 1802. Les 28 autres premiers évêques qui n'appartenaient pas à l'épiscopat, soit légitime, soit constitutionnel, et qui par cette raison avaient besoin de la consécration, l'ont reçue successivement, et pour la plupart dans des églises de Paris. — Sous l'Empire, le Légat a encore consenti, en 1803, à sacrer lui-même Mgr de Broglie, nommé au siège d'Acqui en Piémont, et Mgr de Miollis, nommé au siège de Digne.

<sup>2</sup> « La cérémonie de l'installation de l'archev. de Paris et de la consécration des cit. Cambacérès, Bernier et Pancemont, a attiré aujourd'hui une foule immense dans l'église Notre-Dame. Des observateurs ont été placés en nombre sur tous les points; des commissaires de police et des officiers de paix ont été chargés de veiller au maintien de l'ordre et de la tranquillité. La plus grande décence a été gardée par les assistants, qui généralement ont paru voir cette cérémonie avec beaucoup d'intérêt. L'archev. de Paris a inspiré du respect et de la confiance, et l'on a entendu dans plus d'un groupe applaudir à ce choix. Il y avait dans la foule quelques individus connus pour de mauvaises têtes; mais on les a surveillés de près, et ils n'ont tenu aucuns propos. En sortant, quelques individus disaient hautement qu'on n'aurait pas dû donner une place aussi éminente à l'abbé Bernier, malgré les services qu'il a pu rendre depuis la pacification, parce qu'il avait trop marqué dans les guerres de l'Ouest, et que le clergé lui-même était mécontent de cette promotion. On ne cesse de s'occuper partout des affaires de religion... » (Bull. du préfet de police, du 31 germinal: 11 avril. Voir aussi le

Nell' andare a Notre Dame, mi prevalsi delle mie tre carrozze, poichè quelle del governo, atteso l'ordine del Primo Console che voleva che io avessi in tal circostanza il medesimo accompagnamento che nel giorno dell'udienza, giunsero ad ora tarda; e quindi sì le carrozze che le truppe di cavalleria comandate anche in doppio numero, non giunsero in tempo. Potei però profittarne nel ritorno dalla chiesa, giacchè giunto il prefetto del palazzo consolare, con tutto il seguito delle carrozze e cavalleria, circa la metà della funzione, si trattenne fino al fine, e mi riaccompnò all'abitazione di mia dimora, nel modo e coll'ordine stesso che nel giorno dell'udienza.

Fino dal giorno antecedente, per ordine del Primo Console, senza prevenzione dell'intruso arcivescovo di Parigi, ma per via di fatto, furono prese le chiavi della chiesa<sup>1</sup>, e fatte consegnare a me nella persona di Mgor Mazio, mio maestro di cerimonie; il quale coi due nominati vescovi Bernier e Pancemont, diede gli ordini opportuni perchè niuno dei costituzionali vi mettesse più piede.

Nel mio ingresso in chiesa, preceduto dalla croce di Legato, fui ricevuto da numerosissimo clero ivi preparato, alla cui testa vi era l'antico vescovo di Saint Papoul, il quale fece in tal circostanza un breve ma savio discorso, allusivo all'apertura che legittimamente si faceva allora di quella chiesa, ed al ristabilimento della religione in Francia, mediante il concordato, la cui bolla, unita all'altra della circoscrizione delle nuove diogesi, era

*J. des Débats* du 12 avril). — Pendant cette cérémonie, le cardinal Caprara a été assisté par les anciens évêques d'Angers et de St-Papoul.

<sup>1</sup> « On sait que le signal des attentats fut donné dans l'église métropolitaine de Paris, la veille de l'installation de M. de Belloy; que des prêtres rassemblés de divers oratoires, s'introduisirent tout à coup dans la cathédrale, sans même observer les égards que prescrit la simple civilité humaine., et que l'évêque et le clergé, qui depuis plusieurs années exerçaient le culte dans cette église avec autant de zèle que d'édification, en furent ignominieusement exclus et traités comme des profanateurs » (*Avertissement aux fidèles sur les affaires présentes de l'église de France*; p. 30). — « Début à Notre-Dame le soir. La nuit, un abbé Blanc rebénit, ôte pierres sacrées : hosties portées chez un des grands vicaires. Outrage *erga* Royer... » (Note ms de Grégoire). — « On répandait le bruit hier que l'év. Royer avait reçu la défense de reparaitre désormais dans Notre-Dame, et qu'elle lui avait été intimée par le suisse de cette église. Les partisans de Royer en murmuraient beaucoup » (Bull. du préfet de police du 22 germ. : 12 avril). Cf. Gazier, *Etudes sur l'hist. relig., etc.*, p. 338).

appesa a quattro diversi luoghi della chiesa, e per ordine del dipartimento degli affari ecclesiastici, attaccata anche a tutte le altre chiese di Parigi<sup>1</sup>.

I quattro nominati prelati, da me canonicamente istituiti, e simili ai quali avesse pure voluto Iddio che fossero gli altri cinquanta sei che rimanevano a nominarsi, di che parlerò in appresso, ebbero ciascuno dal Primo Console un regalo in denaro, in compenso delle prime spese, vale a dire 15 mila lire ai tre consagrati domenica scorsa, e 20 mila all' arcivescovo, con di più a questo una conveniente carrozza a quattro luoghi, e due forti e bei cavalli. Al rimanente dei vescovi da nominarsi il Console ha stabilito, che per lo stesso titolo che ai tre anzidetti siano date 15 mila lire per ciascheduno.

Con mia precedente dei 10, ragguagliai V. Em., e di ciò che come complimento avevo detto alla presenza del Primo Console e di ogni altro che con lui trovavasi, e della lettura della carta latina, di cui le ne trasmessi copia fedele ed esatta in tutto e per tutto. Il *Monitore* dello scorso sabato 10 aprile, ha riportato, tanto il complimento francese che a me stesso fu chiesto ufficialmente dal consigliere Portalis<sup>2</sup>, quanto l'altro latino da me letto, ma non dato ad alcuno perchè non dimandatomi. Quanto però l'estensore del *Monitore* è stato ingenuo nella prima pezza, altrettanto ha mancato nella seconda, avendo in essa, come V. Em. che ha il *Monitore*, vedrà, messo in bocca mia cose che io certo neppure mi sono sognate, ed aggiunto che io avevo sottoscritto quel foglio, ed appostovi il mio sigillo; cosa che assolutamente è falsa di pianta, non stando nè più, nè meno l'affare che nei termini che io le indicai con mia precedente dei 10. Non ho avuto difficoltà di lagnarmene con qualcuno, che, o direttamente o indirettamente poteva per il meno avere cognizione di quanto è stato stampato nel *Monitore*; e la risposta che ne ho riportata, si è stata, che simili cose non debbono attendersi; che non pongono niente in essere, e che sempre si è stilato così in occasione di Legazioni, come rilevasi dai libri e autori che riportano la sto-

<sup>1</sup> Cf. p. 248, note 3. — Un exemplaire de chacune de ces deux affiches, imprimées chez Leclerc, et portant en tête les armes du Légat, est conservé aux Arch. nat. (AF IV 1887, reg. 2).

<sup>2</sup> Voir p. 448, note 1.

ria dei legati *a latere*, aggiungendomi che come in passato facevasi ciò ad istigazione dei Parlamenti, così facevasi ora, per essersi copiate simili pezze dai registri dei Parlamenti medesimi. A ciò io ho risposto, che non è maraviglia se sono nati e nascono dispute *hinc inde*, quali si renderanno interminabili, sempre chè senza occuparsi della verità del fatto, si pubblica ciò che o la fantasia detta, o si copia la cosa da un qualche libro, senza riflettere se quanto il libro riferisce, abbia o nò fondamento di verità.

In mezzo a questo, potrà dire forse taluno : ma con tal lettura viene il legato ad approvare indirettamente almeno le leggi organiche, progettate dal consigliere Portalis in seguito del concordato. Ed io rispondo, che oltre il non avere quella tal lettura forma alcuna di autenticità, perchè nè da me sottoscritta, nè munita del mio sigillo, come falsamente si è posto nel *Monitore*, non può mai abbracciare le leggi posteriori all' epoca della lettura. Nel giorno di giovedì 8 corrente, fu fatto il progetto di legge, la quale finora non è stata promulgata, nel chè consiste la forza ed autorità di obbligare le persone che devono osservarla. La lettura in questione fu fatta li 9 : dunque la legge progettata non poteva allora chiamarsi legge, ma semplice progetto di legge, sempre variabile finchè non è stata pubblicata nelle forme.

Nella sera di lunedì 12 andante, mi furono trasmessi ventitre nomine<sup>1</sup>, fra le quali ve ne sono sette di vescovi costituzionali, ed alcuni di questi non aventi, al giudizio di molti, le qualità che strettamente si ricercano in un vescovo, e su delle quali V. Em. stessa, con dispaccio dei 2 dicembre scorso<sup>2</sup>, per comando di N. S. mi prescrisse che io esattamente invigilassi. Avute le nomine anzidette, e collo scritto allo stesso Primo Console<sup>3</sup>, e colle

<sup>1</sup> Les lettres de nomination (cf. p. 470, note) remises le 12 avril par Portalis, étaient en réalité au nombre de vingt et une, dont cinq seulement pour d'anciens év. constitutionnels. Mais Caprara les additionne ici mentalement avec celles de deux autres év. constitutionnels, qu'il avait reçues le 11 avril, en même temps que des lettres pour les quatre nouveaux prélats ayant figuré dans la cérémonie de ce jour à Notre-Dame. — Les év. constitutionnels dont la nomination n'avait pas encore été notifiée à Caprara officiellement, étaient Belmas, Lacombe et Raymond.

<sup>2</sup> Voir la pièce n° 999.

<sup>3</sup> « Le card. Caprara remet ci-joint une note pour le P. Consul à M. le cons. d'Etat Portalis, et le prie de la soumettre de sa part au P. Consul et d'avoir la bonté de l'accompagner par ses bons offices. Il verra l'affaire dont il

parole a chiunque o lo avvicina, o ha parte o può influire in simili materie, ho tentato il tentabile per far recedere dalla presa risoluzione, facendomi anche forte su quanto dall' Em. V. col citato dispaccio mi veniva prescritto, e comunicandone l'intero contenuto al dipartimento degli affari ecclesiastici.

Le mie rappresentanze, le mie preghiere, i miei pianti, le prescrizioni o comandi datimi da N. S., ogni tentativo in somma si è reso infruttuoso. Il Primo Console dice di non dovere recedere dalla presa determinazione : ripete che gli stessi vescovi dimettenti dicono non esservi male in ciò<sup>1</sup>, che senza ledere la coscienza questo può farsi ; ed aggiungendo di credere che così esiga il pubblico bene, conclude volere che i da lui nominati ricevano dal Legato la canonica istituzione.

In un affare cotanto spinoso, a qual partito appigliarsi ? Per parte mia, il mezzo da togliermi d'imbarazzo sarebbe quello di non volere prendere arbitrio, e tutto rimettere alla decisione di N. S. Ma oltre che ho fondamento di credere, che il tempo per riaversi le risposte non voglia attendersi, e che quindi si prenda un partito dei più ingrati, non saprei dire se nella dura necessità di dovere accedere alle fatte nomine, convenga che questo si faccia piuttosto dal Legato, che dallo stesso Pontefice, la cui decisione su tale articolo, o è affermativa e dà maggior ansa ai fedeli nel censurarla, o è negativa e fa ritornare la Francia nello scisma in cui è stata immersa finora.

Esauriti dunque tutti i mezzi possibili per persuadere di recedere dalle fatte nomine, ho creduto, e della prudenza, e dell' economia ecclesiastica, il risolvere di prendere un arbitrio a carico di me medesimo ; e protestando di far ciò perchè coartato dalle dure circostanze dei tempi, ed in vista unicamente del bene dell'unità, ho dichiarato che piuttosto che vedere, o perpetuarsi in Francia lo scisma, o introdursene uno nuovo, mi sarei, sebbene piangendo, contentato della professione di fede, del giuramento di fedeltà, e dell' atto di sommissione al Romano Pontefice, nel modo e termini che mi è stato indeclinabilmente dal medesimo

s'agit. » (lettres à Portalis, du 11 avril). -- La note transmise à ce moment par Caprara est probablement celle dont Bernier parle dans son billet du 26 mars (p. 251) : elle n'a pas été retrouvée. -- Cf. la pièce n° 1171 ; et p. 211.

<sup>1</sup> Voir p. 198.

prescritto col citato dispaccio dei 2 dicembre, rimettendo il resto alla divina Provvidenza, e premesse tutte le anzidette cose, precedute dalla lettera di sommissione a N. S. come dissi, ho conchiuso, che non venendo dalla deposizione dei testimoni, esaminati in processo, impossibilitato ad andare innanzi, avrei loro dato la canonica istituzione.

Non nego che un tal passo è per me dolorosissimo ; ma posto sulla bilancia se dovevasi far restare tutta la Francia senza religione, e fare un nuovo scisma considerato nell' estensione di tutte le sue conseguenze, o obbligare N. S. a dichiarare esso stesso, che attese le circostanze, credeva di dovere accedere alle nomine dei costituzionali e canonicamente istituirli, ho preferito che la colpa cada su di me, contro di cui se parlerassi, o mi tacerò, o rispondendo dirò che così ho creduto di regolarmi in coscienza, ed aggiungendo forse anche, che in tal guisa mi lusingo, se non di aver fatto un positivo bene, di avere impedito un maggior male, come gli stessi Pontefici, a norma dell' istoria dei scismi, hanno operato in casi di tal natura. Speriamo che qualora i costituzionali canonicamente istituiti, ed esternamente ravveduti mediante l'atto della sommissione al Romano Pontefice, si ravvedranno solidamente anche nell' interno. Ma posto anche il contrario, che Dio non voglia, gli atti dai medesimi esercitati saranno validi, e quindi il gregge a loro affidato viverà sicuro in coscienza, perchè partecipante con chi è unito a chi forma il capo e centro dell'unità.

Pel caso però che in detta mia condotta restasse lesa la mia coscienza, non per effetto di volontà, ma per difetto d'intelletto, supplico N. S. che per il mio interno degnisi di tranquillizzarmi.

Stavano sotto questo aspetto le cose alle ore dieci di giovedì mattina, 15 andante, quando vennero da me i costituzionali nominati<sup>1</sup>, ai quali prendendo a parlare, come conveniva, in maniera

<sup>1</sup> D'après le récit de Lacombe (voir p. 533), cette visite aurait été faite seulement par six des huit évêques constitutionnels qui ne s'étaient pas rétractés (cf. p. 489, note), c'est-à-dire par Belmas, Lacombe, Leblanc de Beauhieu, Le Coz, Périer et Saurine. Il paraîtrait que Primat était aussi présent, et que Raymond seul se serait abstenu.

caritatevole, ed esortandoli a dare in avvenire soggetto di edificazione al mondo in genere ed in specie al gregge che potesse essergli affidato, con quel di più anche che l'Em. V. potrà facilmente immaginare, sottoposi loro la lettera da scriversi dai medesimi al Santo Padre, in quei precisi termini che dall' Em. V. per ordine del Sommo Pontefice mi furono prescritti con dispaccio dei 2 dicembre<sup>1</sup>. Per dire tutto in poco, ricusarono di segnare una lettera di quella natura, e si ristrinsero a dire che « Sincero animo constitutionem, ut aiunt, civilem cleri gallicani abjicientes, declaraturos se articulos et dispositiones novæ conventionis inter Sanctam Sedem et gubernium admissuros, professuros et docturos<sup>2</sup>. »

Mi studiai, com' ella può credere, di far loro sentire che mancava in tal dichiarazione il più essenziale, cioè la confessione degli errori che enunciativamente erano descritti nella lettera ; cosa da cui non potevo prescindere, se volevano riunirsi al centro dell' unità, da cui in seguito dello scisma, della intrusione, e dell' adesione ai così detti concili, erano separati. Il mio discorso, e qualunque ragione da me fatta loro sentire, non bastò a persuaderli, e quindi senza nulla concludere, se ne partirono.

Appena partiti, diedi conto tanto a Mgor Bernier, quanto al consigliere Portalis, che il congresso avuto coi costituzionali era rimasto senza frutto, e che non avevano potuto venire d'accordo. Verso le ore otto della stessa sera, Mgor Bernier mi fece tenere, per mezzo di Mgor Pancemont, vescovo di Vannes, un biglietto che io trasmetto a V. Em. con foglio di lettera A, cui unisco due altre copie B, C, contenente, l'una il biglietto del consigliere Portalis, e la modula della lettera, che in vece della da me proposta si sarebbe trasmessa al Santo Padre ; lettera che come V. Em. vedrà, è sottoscritta da M. Belmas, nominato al vescovato di Cambrai.

Ridotto l'affare a tal punto, e non trattandosi di minuzie, ma del sostanziale, cioè di dover promuovere ed istituire canonicamente persone di questa tempra, senza entrare in discussioni,

<sup>1</sup> Voir ce modèle, t. IV, p. 333.

<sup>2</sup> Caprara rapporte ici, prématurément et en abrégé, la formule proposée par Portalis (pièce n° 1241), et qu'il allait recevoir seulement dans la soirée.



mi ristrinsi a rispondere al biglietto di Mgor Bernier, nei termini che V. Em. vede dal foglio lettera D<sup>1</sup>.

Due ore dopo, ebbi occasione di vedere tanto Mgor Bernier, quanto il consigliere Portalis, ciascuno dei quali separatamente attaccomi sul proposito, pretendendo di persuadermi, che per non rovesciare tutto, io dovevo contentarmi della lettera segnata da Belmas, nella quale asserivano esservi dichiarazioni molto più forti di quelle che nell'altra, da me proposta. Io risposi a tutto, e premesso che il solo sentirmi intimare un totale rovescio mi dava la più profonda afflizione, dopo particolarmente le dichiarazioni di prendersi per parte mia tutti gli arbitri possibili, conclusi che se i costituzionali non esitavano a sottoscrivere una lettera contenente espressioni fortissime, niuna difficoltà dovevano avere di segnare un foglio che conteneva espressioni meno forti. — Senza o volersi o sapersi replicare a questa mia risposta, non si fece che ripetere lo stesso linguaggio, vale a dire, che il non abbracciarsi il partito della lettera proposta da essi, era il medesimo che tutto rovesciare; che quanto da me si esigeva era impossibile di ottenersi, e che d'altronde ciò non tendeva che a fomentare la vanità, l'orgoglio e le pretese di Roma, con espressioni anche molto più dure, usate dal consigliere Portalis.

Fui dolente, lo confesso, ad un linguaggio di tal natura; ma per grazia di Dio, non perdei la tranquillità. Quindi pacatamente mi posi a fare vedere l'insussistenza ed irragionevolezza sì delle sue espressioni, che delle proposizioni; e che quanto a queste io sicuramente, anche fatta astrazione dalle istruzioni che avevo, non potevo aderire, ed aggiunsi che il Papa neppure poteva prestarsi, perchè l'affare era ridotto al punto che non riguardava sola disciplina; essendo impossibile, tornai a ripetere, che possa essere canonicamente istituito uno, che separato dal centro dell'unità in virtù dello scisma, non lo confessa e lo abiura. Il di più che io dissi per mettere, come suol dirsi, l'acqua sul fuoco, stimo superfluo il riferirlo. La conclusione fu che ci separammo senza che alcuno smontasse dai propri sentimenti.

Può V. Em. immaginare come io passassi la notte di giovedì

<sup>1</sup> Les annexes A, B, C, D, sont les pièces n°s 1241 et 1242.

venendo il venerdì, giorno in cui, secondole fermate stalemì date, potevo aspettarvi di ricevere un intimo alla partenza, cui non nego che la mattina stessa avevo incominciato a dare qualche disposizione, tanto più, che avendo io proposto che per un affare dell' ultima importanza come questa, si facesse una spedizione a Roma (lo che però in fondo desideravo che non si facesse mai), per riportarne l' opportuna decisione dal Santo Padre, neppure mi si era dato ascolto.

Erano le ore undici circa della mattina di Venerdì Santo, quando venne da me Mgor Bernier, il quale cominciò a dirmi : « Emo, da lei dipende o che la Francia rimanga scismatica e atea, o divenga cattolica. I preparativi per la funzione di domenica, giorno di Pasqua, in cui solennemente dovevasi cantare la messa da lei, e quindi il *Te Deum* in ringraziamento sì per il ristabilimento della religione in Francia, che per la pace conclusa, sono stati sospesi. Ella può, e come credo, deve, malgrado le sue istruzioni, rimediare ai mali religiosi e temporali che immancabilmente sovrastano, contendendosi, in vece della lettera ricevuta da Roma, di accettare dai vescovi costituzionali quella proposta da M. Belmas ; nella quale, ben ponderate tutte le parole, contiensi implicitamente l' abbiura dagli errori professati dai costituzionali, la sommissione e vera ubbidienza al Romano Pontefice e suoi successori, e la supplica di essere istituiti canonicamente. Non è assolutamente possibile che i costituzionali si prestino a più che così, poichè il governo, che li sostiene, non vuole loro permettere che facciano di più ; e lo stesso Primo Console dice nè esser giusto nè aversi diritto di esigersi da essi atto diverso da quello che si esige dai non costituzionali. »

Facile mi era di persuadere il prelato dell' insussistenza di tali principi. Se ne mostrava persuaso in effetto ; ma la conclusione era sempre « trattasi o di rendere un' altra volta la Francia incredula, e con essa l' Italia, per non dire l' Europa, cosa certo che il Papa stesso *hic et nunc*, considerate le infelici circostanze de' tempi, non vorrebbe permettere se qui si trovasse, o di cedere alle espressioni della lettera da lei proposta, e sostituire l' altra. Il concordato non è stato pubblicato : se ella non è contenta di ciò, non vuole pubblicarsi ; ella sia il giudice delle conseguenze. Conosce i soggetti, non ignora la potenza e l' influsso dei medesimi, e quindi dedurrà fin dove potrà andarsi. »

Sentivo bene, e la forza e la verità di tali ragionamenti; poichè il Primo Console nel momento, qualunque sia la maniera di pensare nell' intimo del suo cuore, ha creduto di essere obbligato ad usare corrispondenza a qualche capi del partito antireligioso e chesi è prestato non ostante all' esecuzione dello stabilimento del concordato in legge della nazione, e quali hanno voluto l' inclusione d'individui costituzionali. E siccome il tempo stringeva, il governo voleva la risoluzione su due piedi, per potere o tutto rovesciare, o proseguire nell' idea propostasi che i costituzionali intervenissero alla funzione a Notre Dame, vedendo che ogni mio ragionamento, e preghiera insieme non tendeva che a perdere il tempo, e, come diceva Mgor Bernier, ad irritare il governo, presi il partito di chiamare alla di lui presenza tutte le persone di mio seguito<sup>1</sup>, alle quali volli ch'egli stesso facesse la narrativa dello stato della cosa, dei pericoli evidenti ai quali si andava incontro religiosamente. Dettosi da ciascheduno il proprio parere, e battutici senza frutto per il lasso di due ore, finalmente ci riducemmo a dire, doversi decidere se in coscienza, in vista dei mali incalcolabili per la religione, potesse dal Legato arbitrarsi di non ulteriormente insistere sulla lettera prescrittagli da N. S., e tollerando l'altra, non rigettare i costituzionali, e dare ad essi la canonica istituzione.

Qui pure non si convenne concordemente in massima; ma finalmente, considerando che la dichiarazione che facevano a N. S. i costituzionali di abbandonare spontaneamente la costituzione civile del clero, dalla quale ne erano derivate tutte le altre funeste conseguenze (cosa che in Francia fa la maggior sensazione, perchè tutti dicono che se non avesse esistito la costituzione civile del clero non avrebbe avuto luogo lo scisma), e riflettendo che come l'adesione alla medesima, contenente eresia e fondamento dello scisma, si riputava adesione allo scisma ed all' eresia, così il recesso dalla medesima deve riputarsi un' implicita abiura dello scisma e dell' eresia, e che la medesima dichiarazione era accompagnata dalla professione della fede, dal giuramento di fedeltà, e dall' assoluzione delle censure e di-

<sup>1</sup> Déjà, au mois d'octobre, les membres de la légation avaient été appelés à discuter de cette manière (t. IV, p. 178).

spensa dall' irregolarità, si conchiuse che per vedere ristabilita la religione, sebbene di mala voglia il cardinal legato sarebbesi prestato a ricevere la lettera indicata, in vece della da lui proposta; apponendovi per altro due condizioni, vale a dire, che si rendesse pubblico colle stampe che i costituzionali nominati avevano soddisfatto a quanto conveniva e si erano riconciliati col capo della Chiesa universale, in vece che, come si progettava, si pubblicasse la lettera stessa diretta al Sommo Pontefice, di cui annetto copia marcata di lettera F.<sup>1</sup>; che in sostanza poco o nulla differisce dall' altra di lettera C, quale pubblicata separatamente dagli altri atti esercitati dai costituzionali, non sarebbe a ragione trovata sufficiente; e che i medesimi alla presenza dei due vescovi Bernier e Pancemont confessassero esplicitamente lo scisma professato, e lo abiurassero, affinchè in tal guisa potesse dirsi in processo con verità che costa della confessione del loro errore e dell' abiura del medesimo<sup>2</sup>: lo che Mgor Bernier ha promesso che sarebbe stato eseguito, assicurandomi ad un tempo, che per ovviare ad ogni futuro pericolo per parte dei costituzionali, in ordine alla loro condotta, si assegnavano ad essi per vicari<sup>3</sup> persone che mai avessero prestato giuramento.

Tremo tuttora nel riflettere a ciò che è avvenuto. Sono persuaso che la Santità di N. S. ne sarà afflitta, che V. Em. non sarà soddisfatta del mio contegno; ma ingenuamente confesso che piuttosto che vedere rinnovare le antiche catastrofi di popoli e provincie, ho giudicato in coscienza di non dovere tenere un contegno diverso<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Les corrections apportées par Caprara au modèle transmis par Portalis (pièce n° 1241), sont indiquées plus loin, p. 536.

<sup>2</sup> Ainsi l'abjuration entière et formelle, qui devait résulter simplement d'une signature apposée sur le modèle envoyé de Rome, était remplacée par la signature d'un autre modèle, réputé insuffisant par le Légat, mais que devait compléter une abjuration verbale, constatée à la fois par le procès d'information canonique et par le décret d'absolution.

<sup>3</sup> Une circulaire, adressée à l'épiscopat par Portalis le 19 prairial an X (8 juin 1802), a interdit aux évêques qui avaient appartenu à la constitution civile du clergé, de choisir aucun constitutionnel pour vic. général. Par des raisons inverses, elle a prescrit aux autres évêques d'en choisir un.

<sup>4</sup> Sur la minute on lit ici cette fin de phrase, qui a été effacée « quali in tutto caso, sarà N. S. in grado di rilevare, quando spedirà le consuete bolle ai novelli vescovi. »

Mgor Bernier, venuto ieri in qualità di testimone in compagnia di Mgor Pancemont, per il processo<sup>1</sup> dei costituzionali, ha deposto, che realmente i medesimi sono stati commossi dall' indulgenza usatasi con essi; che hanno confessato di avere errato; che detestavano gli errori commessi; e che piangendo hanno promesso, abbracciandolo strettamente, di condursi come conviene a vescovi cattolici, e ringraziandolo di essersi adoprato per la loro riconciliazione. I medesimi hanno ricevuto di buona grazia, e con contrassegni di ravvedimento il decreto, che io ho loro fatto dare in forma graziosa per mano di Mgor Bernier, di assoluzione dalle censure e di dispensa dalle irregolarità; del qual decreto V. Em. vede qui le precise espressioni dal foglio segnato lettera G; a cui unisco copia dell' attestato della consegna di esso decreto, contrassegnato di lettera L<sup>2</sup>.

Al momento che io sono per finire il presente mio dispaccio, perchè incalzato dall' ora della funzione a Notre Dame; di cui, non potendo oggi, darò conto col prossimo corriere, quantunque non dubito che tutto sarà stampato, con i ragguagli della pubblicazione del concordato, che si fa questa mattina stessa con la più gran pubblicità. Il numero dei vescovi nominati è di trenta due<sup>3</sup>, dei quali unisco la nota con foglio di lettera M. Fra essi ve ne sono nove dei così detti costituzionali, due dei quali, quello cioè che occupò Rouen, e l'altro Poitiers, avevano precedentemente in

<sup>1</sup> Ce passage est équivoque. Les procès d'information canonique sur les huit évêques constitutionnels (cf. p. 489, note), n'ont été commencés que le 22 avril. Les décrets d'absolution, non seulement sont antérieurs, mais, au moins au nombre de cinq, ils ont été confiés le 16 avril à Bernier, avant même que celui-ci eût commencé les démarches convenues pour s'assurer du repentir des constitutionnels.

<sup>2</sup> Voir les pièces annexes, p. 504.

<sup>3</sup> Sur les quarante-cinq nominations déjà faites par le P. Consul, Caprara n'a reçu avant Pâques notification que de trente et une (et non trente-deux), dont six le 11 avril, vingt et une le 12 avril (cf. p. 495 note) et quatre le 17 avril. Dans ce nombre figuraient tous les évêques constitutionnels déjà pourvus, sauf Raymond. En s'abstenant de notifier les autres nominations, le gouvernement n'a évidemment cédé à aucune pensée de dissimulation vis-à-vis Caprara : il s'est trouvé simplement retenu par le doute sur l'acceptation de quelques-uns, par l'ignorance des noms et prénoms exacts de quelques autres, ou par d'autres raisons semblables.

tutta la sua estensione, soddisfatto a quanto conveniva, e quindi riportato il rispettivo documento di riconciliazione.

Annetto a V. Em., in foglio di lettera N, la continuazione delle funzioni da me esercitate, ed aggiungo a questo il decreto della riduzione delle feste, congiuntamente alla raccolta di tutte le pezze che quì sono state stampate relativamente agli atti della Legazione<sup>1</sup>.

Compiendo finalmente due esemplari del discorso fatto da Luciano Bonaparte alla presenza del Corpo legislativo, mi faccio un dovere di annunziarle l'arrivo a mie mani del piego di V. Em., contenente tutti i fogli notati in fascetta, e portante lettere della data dei 27 e 31 marzo.

(Cultes, Arch. de Caprara).

(Annexes G et L)

Decretum absolutionis et dispensationis ab Emo cardinale Legato elargitæ iis ex novis Galliarum episcopis, qui pridem episcopales sedes absque Sedis Apostolicæ institutione occuparunt:

Claudio Francisco Mariæ Primat, occupanti primum Camera-censem, postea Lugdunensem sedem

Joanni Claudio Le Blanc de Beaulieu, Rothomagensensem,

<sup>1</sup> Ce recueil, répandu au moment de la fête de Pâques, a été présenté partout par l'éditeur Leclère, comme publié par Caprara (Paris, in-8°, de 147 p.) Il porte en effet les armes du card. sur le titre. — Dès le mois de mai, un procès en contrefaçon qui fut engagé à Paris par cet éditeur contre la dame Lamy, amena Portalis à se prononcer sur l'irrégularité d'une pareille publication. « Au nom du P. Consul et par ses ordres, écrivait-il au préfet de police, je rappelai à M. le card. Légat qu'aucune bulle ne pouvait être rendue publique sans l'aveu du gouvernement, et je le prévins qu'un recueil, qui portait son nom, renfermait des bulles [notamment celle du Jubilé], dont la publication n'avait point encore été permise. M. le card. Légat m'assura qu'un tel abus n'aurait plus lieu, et il se plaignit de l'indiscrete activité de l'imprimeur Leclère. » En même temps Portalis s'adressa au commissaire du gouvernement près le tribunal de la Seine, et lui remit une note, invoquant l'art. 1<sup>er</sup> des Art. organiques et demandant aux magistrats d'ordonner également la suppression des recueils de Leclère et de Lamy. Le jugement, rendu au mois de juin, fit droit à cette demande, et s'appuya sur les principes établis par Portalis (voir le texte du jugement dans les *Ann. de la Relig.*, t. XV, p. 533). — Néanmoins, soit que la suppression n'ait pas été effective, soit que la vente eût déjà été abondante, le recueil de Leclère se rencontre très communément. Les pièces qu'il renferme émanent réellement de la légation de Caprara.

Joanni Francisco Perier, dicto episcopo vulgo *du Puy de Dôme*,  
Claudio Le Coz, Rhedonensem,

Joanni Baptistæ Saurine, dicto episcopo vulgo *des Landes*, exaratum in forma gratiosa <sup>1</sup>, Emi. D. cardinalis Legati manu subscriptum signoque munitum, atque unicuique eorum per R. D. episcopum Aurelianensem consignandum, postquam resipiscentiæ signa quisque exhibuisset, eique se conformasset.

Nos Joannes Baptista, etc.

Cum R. D. (cujusque nomen et cognomen, atque archiepiscopalis aut episcopalis sedes exprimebatur) absque Apostolicæ Sedis institutione jam occupatam abjecerit, et ab illius ecclesiæ regimine prorsus cessaverit, necnon debitam Romano Pontifici obedientiam et submissionem professus sit, atque judiciis Apostolicæ Sedis super ecclesiasticis Galliarum negotiis emanatis sincero animo se adhærere, ac plane subjectum esse declaraverit;

Nos, qui Sanctitatis Suæ et S. Sedis a latere Legati potestate fungimur, memoratum N. N. catholicæ unitati adhærentem, a quibusvis sententiis, censuris et pœnis ecclesiasticis, tam a jure quam ab homine, quavis causa et occasione latis, et quomodolibet respective incursis, speciali et apostolica expressa auctoritate in utroque foro absolvimus et absolutum declaramus, cum pœnitentia semel recitandi septem Psalmos pœnitentiales, et cum obligatione sollicite servandi unitatem in vinculo pacis; et cum præfato N. N. suffragante ei merito suæ conformitatis Sanctitatis Suæ hortatibus, super quacumque irregularitate, quavis causa et occasione quomodolibet contracta, pari apostolica speciali et expressa auctoritate, in utroque similiter foro, misericorditer dispensamus; constitutionibus et ordinationibus apostolicis, cæterisque in contrarium facientibus, speciali etiam et individua mentione dignis, non obstantibus. — Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentiæ, die 16 aprilis 1802<sup>2</sup>.

loco † signi.

Gratis etiam  
quoad scripturam.

J.-B. card. Legatus.

Vincentius Ducci, a secretis in ecclesiasticis.

<sup>1</sup> Un décret « en forme gracieuse » doit être exécuté purement et simplement. Les canonistes l'opposent au décret « en forme commissaire », dont l'exécution est renvoyée à l'ordinaire, qui exerce alors un pouvoir d'appréciation sur les mérites de l'impétrant.

<sup>2</sup> Cette pièce se compose de trois parties : un préambule explicatif ; le décret

Ego subsignatus episcopus Aurelianensis, ab Emo. D. cardinali Legato designatus, ut decretum in forma gratiosa, ut supra conceptum, tum absolutionis a quibusvis censuris et pœnis ecclesiasticis, tum dispensationis super quacumque irregularitate elargirer quinque superius recensitis, ac ad archiepiscopales et episcopales sedes respective nominatis a Primo Galliarum reipublicæ Consule, postquam tamen resipiscentiæ signa quisque exhibuisset, et ipsius decreti conditionibus ac tenori se conformasset ; fidem facio, me die decima sexta currentis, singulis præfatis nominatis, resipiscentiæ signa exhibentibus, et decreti conditionibus ac tenori sese conformantibus, memoratum absolutio- nis et dispensationis decretum tradidisse, quod a singulis ea quæ par erat reverentia exceptum fuit. In quorum fidem præsentis mea manu subscripsi. — Datum Parisiis, die 1...

† Stéphanus, epis. Aurelianensis.

(Publicat. contemp.).

d'absolution, qui seul a été destiné aux évêques ; le certificat de Bernier. Elle a été rédigée sous cette forme pour rester comme preuve dans les archives de la Légation apostolique. Si nous la publions ainsi, c'est qu'elle a été reproduite de cette manière dans l'impression officielle faite à Rome sous ce titre « Sanctissimi dom. nostri... allocutio habita in consistorio secreto. »

On remarquera que, dans ce recueil romain, elle porte la date du 4 avril, au lieu du 16 (cf. *Bull. rom.*, t. XI, p. 324, et Theiner, t. II, pièces, p. 157) : l'erreur est d'autant plus évidente, qu'à cette date du 4 les évêques constitutionnels n'étaient pas même nommés par le P. Consul.

Les décrets d'absolution ont été préparés individuellement pour chaque évêque. Après le 16 avril, jour où ils ont été déposés, paraît-il, entre les mains des cinq évêques désignés ici, ils ont été expédiés le 17 pour Belmas et Lacombe, le 29 pour Reymond, le 9 mai pour Berdolet, le 10 juillet pour Becherel.

<sup>1</sup> Cette attestation collective est du 16 avril. C'est à tort que Theiner (t. II, pièces, p. 194) lui a attribué la date du 18, qui est celle de la dépêche où Caprara a envoyé cette pièce à Rome. — Des certificats semblables ont été donnés successivement, c'est-à-dire les jours mêmes dont la date est portée sur les décrets d'absolution (voir la note précédente). Ils ont été signés par Bernier, sauf ceux en faveur de Berdolet et de Becherel, qui ont été souscrits par Pancemont, en l'absence de Bernier.

Jauffret (t. I, p. 75) prétend que l'attestation collective aurait été faite à l'insu et contre l'assentiment du gouvernement, et que Bernier, interrogé à cet égard, aurait répondu pour se justifier « qu'elle était postérieure de huit jours à l'institution des évêques. » Ce récit doit reposer sur une erreur ou une confusion ; car 1<sup>o</sup> l'attestation collective est antérieure à l'institution, puisqu'elle a été envoyée le 18 avril à Rome ; 2<sup>o</sup> si elle avait déplu au P. Consul, aurait-elle été renouvelée pour chacun des autres évêques constitutionnels, d'abord par Bernier lui-même, puis par Pancemont ?



**1244. — Procès d'information sur Périer.**

Paris, 22 avril 1802.

<sup>1</sup> Nos Joannes Baptista, etc.

Cum ex sacrosancti Tridentini concilii, Summorumque Pontificum decretis, omnes qui metropolitanis seu cathedralibus ecclesiis ab Apostolica Sede præficiendi sunt, vitæ, morum, ætatis, doctrinæ, et capacitatis attestationem dare, ac publicam fidei orthodoxæ facere professionem, seque in sanctæ Romanæ Ecclesiæ ac sanctissimi domini nostri Papæ obedientia permansuros jurare et spondere teneantur ;

Cumque R. D. Joannes Franciscus Perier, a Primo Gallicanæ reipublicæ Consule ad ecclesiam cathedralem Avenionensem nominatus sub Sanctitatis Suæ beneplacito, de illa provideri curet et intendat, pro illius parte nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus super præmissis, ac super statu dictæ ecclesiæ Avenionensis inquisitionem facere digneremur.

Cui petitioni nos annuentes, testes infra nominandos coram nobis productos et comparentes, omni humano affectu deposito diligenter, et medio juramento, in præsentia secretarii nostræ apostolicæ Legationis audivimus et examinavimus, eorumque dicta et depositiones per dilectum in Christo Franciscum Vadorini, presbyterum et notarium apostolicum, recipi et in scriptis redigi fecimus, in hunc qui sequitur modum :

Articuli super qualitatibus promovendi :

1° An testis cognoscat promovendum, quomodo, a quo tempore citra; an sit ipsius consanguineus, cognatus, affinis, nimium familiaris, æmulus vel odiosus.

2° An sciat in qua civitate, vel loco et diœcesi promovendus sit natus, et quæ sit causa scientiæ.

3° An sciat ipsum natum esse ex legitimo matrimonio, atque honestis et catholicis parentibus, et quæ sit causa scientiæ.

<sup>1</sup> Le modèle de procès, préparé par Caprara, forme 15 pages in-4°. Il est divisé en deux parties, qui se composent chacune de questions imprimées, suivies de réponses manuscrites des témoins. La première partie concerne la personne de l'évêque élu ; la seconde, son église.

Bien que plusieurs procès soient également datés du 22 avril, nous choisissons comme exemple celui de Périer, parce que ce procès et celui de Belmas ont été rédigés avant les autres.

4° An sciat cujus ætatis sit, præsertim an expleverit annum trigesimum, et quæ sit causa scientiæ.

5° An sciat eum esse in sacris ordinibus constitutum, quibus, a quo tempore citra, præsertim an ante sex menses, et quæ sit causa scientiæ.

6° An sciat eum esse in ecclesiasticis functionibus, et in exercitio ordinum susceptorum diu versatum, in susceptione sacramentorum frequentem et devotum, et quæ sit causa scientiæ.

7° An sciat eum semper catholice vixisse et in fidei puritate permansisse, et quæ sit causa scientiæ.

8° An sciat eum præditum esse innocente vita, bonisque moribus, et an sit bonæ conversationis et famæ, et quæ sit causa scientiæ.

9° An sciat eum esse virum gravem, prudentem et usu rerum præstantem, et quæ sit causa scientiæ.

10° An sciat eum aliquo gradu in jure canonico, vel in sacra theologia insignitum esse, quibus in locis, quanto tempore, et quo fructu ipsi theologiæ vel juri canonico operam dederit, et an vere ea doctrina polleat, quæ in episcopo requiritur ad hoc ut possit alios docere, et quæ sit causa scientiæ.

11° An sciat eum aliquo munere aliquando functum esse, vel circa curam animarum, aut regimen alterius ecclesiæ se exercuisse, et quomodo in eis se gesserit, tam quoad doctrinam, quam quoad prudentiam, integritatem et mores, et quæ sit causa scientiæ.

12° An sciat eum aliquando publicum aliquod scandalum dedisse circa fidem, mores, sive doctrinam, vel aliquo corporis aut animi vitio, aliove canonico impedimento teneri, quominus possit ad ecclesiam Avenionensem promoveri, et quæ sit causa scientiæ.

13° An eum idoneum existimet ad episcopalem dignitatem sustinendam, et præsertim ad bene regendam eam ecclesiam ad quam ipse est promovendus, an dignum qui ad illam promoveatur, et an ipsius promotionem eidem ecclesiæ utilem et proficuum futuram esse censeat, et quare id existimet.

Sequuntur depositiones D.D. testium super iisdem articulis auditorum.

Primus testis R. D. Stephanus Bernier, episcopus Aurélianensis.

1° Cognosco a pluribus annis R. D. J. Franciscum Perier, nullo tamen ex recensitis teneor impedimento.

- 2° Puto illum natum in diœcesi Claromontensi.  
 3° Itemque ex legitimo matrimonio, honestis catholicisque parentibus.  
 4° Etatis annum agit circiter sexagesimum.  
 5° Presbyter ordinatus est a multo tempore.  
 6° In ecclesiasticis functionibus, omnibusque officiis apprimè versatus est, et non dubito sacramenta frequentasse.  
 7° Catholice etiam ante schisma vixit.  
 8° Nihil contra ejus mores dici potest, imo publicam semper habuit existimationem.  
 9° Vir gravis et prudens est, atque usu rerum præstabat in congregatione Oratorii Domini Jesu, cui addictus erat.  
 10° Nescio utrum ullo gradu insignitus fuerit, sed scio functiones omnes suæ congregationis eminenter et magna cum laude gessisse.  
 11° Plura in eadem congregatione, ut dictum est, munera et functiones cum omnium approbatione exercuit.  
 12° <sup>1</sup> Nullum unquam circa mores scandalum dedit, uno excepto

<sup>1</sup> Bernier ayant été, en fait, le seul témoin de l'abjuration, réelle ou prétendue, des huit évêques restés schismatiques qui ont été nommés avant Pâques, sa déposition à cet égard est la seule qu'il soit utile de connaître. On verra qu'elle a varié suivant l'attitude assez diverse, tenue par chacun de ces évêques; que, tout en se subordonnant aux nécessités politiques du moment, elle laisse entrevoir, en partie, ce qui a dû se passer réellement. Ainsi on remarquera avec quelle réserve Bernier parle de Lacombe. Peut-être aussi est-ce à dessein qu'en ce qui concerne cet évêque, ainsi que Le Coz et Saurine, il s'abstient de mentionner la remise du bref d'absolution. Les dépositions de Bernier sur l'art. 12 sont toutes du 22 avril, sauf la dernière, relative à Reymond, qui est du 2 mai. En voici les textes :

*Leblanc de Beaulieu.* — « Scandala non dedit, sed fuit excellentis famæ. Fuit tamen parochus et deinde episcopus constitutionalis. Satisfecit autem requisitis a Summo Pontifice in brevi ad archiepiscopum Corinthi. Coram me magna resipiscentiæ ab errore et schismate præbuit argumenta, et tribus vicibus me cum lacrymis complexus, promisit se nunquam docturum quod ad antiquos errores pertineret, absolutionemque a censuris in scriptis ab Emo Legato emissam, quam ego ipse tradidi, reverenter suscepit. »

*Belmas.* — « Non novi, schismate excepto cui adhæsit tanquam sedis episcopalis Narbonensis invasor, scandalum aliquod dedisse; imo purissimis moribus, nulloque tenetur in præsens impedimento quominus Cameracensi ecclesiæ præfici possit. Quamvis enim schismati adhæserit et sedem episcopalem absque canonica institutione occupaverit, litteris tamen pontificiis in forma brevis a S. D.

schismate cui adhæsit, alteram ex Galliæ sedibus dictam *du Puy de Dôme* occupando absque canonica institutione. Eam tamen

N. ad archiepiscopum Corinthi datis satisfecit, relinquendo occupatam ecclesiam, et scriptis litteris ad Sanctitatem Suam, quas ego vidi sua manu subscriptas, idemque mea subscriptione legalizzavi, recedendo a constitutione civili cleri gallicani. Præterea coram me de admissis signa doloris sui dedit, ostenditque agnoscere se et abjurare suos errores et schisma in quod lapsus est; quibus omnibus peractis, ab Emo Legato absolutus fuit ab omnibus censuris, per decretum quod ego eidem tradidi, ipseque reverenter suscepit et acceptavit. »

*Primat.* — « Nullum aliud scandalum dedit, præter schisma, et scriptum quoddam ab ipso ad Societatem popularem urbis Duacensis directum, quo videbatur religionem deserere. De utroque tamen illo facto vehementer dolet, in sinum Ecclesiæ sincere redit, et declarat se scripto superius citato nunquam intentionem habuisse religionem suam descendi, pro qua mori paratum se dixit coram me; pluraque resipiscentiæ suæ signa mihi demonstravit, satisfecitque præterea conditionibus requisitis in pontificali brevi ad archiepiscopum Corinthi, litterasque Emi Legati absolutionis a censuris reverenter suscepit. »

*Saurine.* — « Nullum aliud scandalum dedit, præter schisma cui adhæsit sedem Aquanensem, provinciæ Auxitanæ in Gallia, sine legitima institutione occupando. Eam tamen dimisit, constitutionemque civilem datis ad Summum Pontificem litteris abjecit, maximaque coram me resipiscentiæ signa dedit, solemniterque promisit se nihil facturum aut docturum quod ad præteritos errores pertineret. Quod eo facilius ipsum diligentissime adimpleturum mihi persuadeo, quod moderatissimum fuisse semper scio. Omnes enim ille conatus adhibuit ut pretensi provinciales synodi a constitutionalibus episcopis non haberentur, quod ipsum sociis suis odiosum reddidit, cujus rei certissimas probationes in scriptis penes me habeo. »

*Le Caz.* — « Interrogatus testis de ejus resipiscentia a schismate, respondit eundem, abjecta sede occupata et datis submissionis litteris ad Summum Pontificem quas ipse legalizzavit, satisfecisse requisitis in brevi apostolico ad archiepiscopum Corinthi, præterea doloris signa de admissis coram illo exhibuisse, promississeque se nihil in posterum dicturum quod ad antiquos errores suos pertineret. »

*Lacombe.* — « Interrogatus testis de ipsius resipiscentia, respondit: Quantum homo judicare potest, debeo illum putare conversum a schismate, cui adhæsit episcopalem sedem Burdegalensem absque canonica institutione occupando. Relicta enim sede occupata, et datis litteris ad Summum Dominum in quibus a constitutione civili, schismatica et hæretica, recedit, quas ego vidi et legalizzavi, satisfecit iis quæ a constitutionalibus postulantiur a Sanctitate Sua in brevi dato ad archiepiscopum Corinthi. Coram me præterea signa resipiscentiæ a præfato schismate et erroribus dedit. »

*Reymond.* — « Interrogatus an constet de vera ipsius resipiscentia, respondit: Ipsum brevi pontificio ad archiepiscopum Corinthi plene satisfecisse, acceptasseque absolutionem a censuris et poenis ecclesiasticis ab ipso teste ei traditam in

relinquendo et datis litteris submissionis ad Sanctitatem Suam, satisfecit pontificio brevi ad archiepiscopum Corinthi. Præterea coram me doloris de admissis signa dedit. Ostendit se agnoscere et abjurare errores et schisma. Absolutionem a censuris, in scriptis quam ei tradidi jussu Emi Legati, reverenter et cum resignatione accepit.

13° Attenta necessitate pacis Ecclesiæ, idoneus videtur qui Avenionensis ecclesiæ præfici possit.

Interrogatus testis de validitate ejus consecrationis episcopalis, in schismate peractæ, respondit nullum dubium esse posse di validitate. Omnes enim episcopi schismatici, attento maximo interesse quod habebant de earum validitate, ritus omnes ab Ecclesia præscriptos posuerunt et serio egerunt. Idem etiam affirmavit ex publica certissima fama de primis intrusorum consecratoribus, nempe D. Gobel, intruso Parisiensi, et D. Talleyrand, episcopo olim Augustodunensi. Primus enim etsi apostataverit, constat certis documentis id corde non egisse. Secundus vero, a teste deponente examinatus, deposuit de vera sua intentione faciendi quod facit Ecclesia in actu consecrationis, et de servatis substantialibus Ecclesiæ ritibus; de quibus sollicitissimus erat D. Gobel, qui ei assistebat <sup>1</sup>.

scriptis jussu Emi Legati; coram ipso teste correctionem promississe, respondisseque se aliud docturum et professurum quam quod antea in errore docuerat, et cum ei fortuito mitra in capite adaptata fuisset, dixisse : Si istius ornamenti pondus et vim considerassem, in tantos errores lapsus non fuisset. »

<sup>1</sup> Le passage correspondant à celui-ci, dans le procès de Belmas, est ainsi conçu : « Respondit : Omnes episcoporum consecrationes in Gallia a schismaticis peractas, ita serio et servatis substantialibus Ecclesiæ catholicæ ritibus factas fuisse, ut de earum validitate dubitari non possit; imo ipsos consecratores studiosissimos fuisse de iis omnibus ponendis et servandis, quæ necessaria essent ut dubium omne tolleretur cuivis super consecrationum validitate. Addidit multo etiam minus dubitari posse de validitate primarum consecrationum, tum a D. Talleyrand, olim episcopo Augustodunensi, et D. Gobel, intruso Parisiensi, a quibus tanquam a fonte omnes consecrationes manarunt. Primus namque testatus est coram episcopo deponente se sacram hanc cæremoniam serio et cum vera intentione peregissee, et ei adstitisse virum qui sollicitus erat de servandis omnibus ritibus. Secundus vero, nempe Gobel, et arctissime omnia et serio peregit, constatque ex multis documentis ipsum, cum exterius apostatavit, talem corde non fuisse. »

Hæc autem omnia quæ deposuit, scire se dixit partim ex visu, partim ex auditu, partim ex publica fama. Et suæ depositioni ut veræ subscripsit, et signavit in minuta præsentium : † Stephanus episc. Aurelianensis.

Secundus testis R. D. Antonius Xaverius de Pancemont, episcopus Venetensis.

1° Cognosco ab aliquo tempore R. D. J. Franc. Perier ; nullo tamen ex recensitis teneor impedimentis.

2° Audiavi illum natum in diœcesi Claromontensi ;

3° Et ex catholicis honestisque parentibus, legitimo matrimonio conjunctis.

4° Habet annum ætatis suæ circiter sexagesimum.

5° A multo tempore constat illum esse presbyterum.

6° In omnibus officiis versatus est, et puto sacramenta se frequentasse.

7° Catholice vixit antequam in schisma laberetur.

8° Mores ejus publica fama probati sunt.

9° Virum gravem et prudentem habui, atque usu rerum instructum in congregatione cui nomen dedit Oratorii Domini Jesu.

10° De gradu nihil scio. Functiones tamen congregationis suæ bene adimplevit.

11° Curam animarum non habuit, muneribus tamen in ea congregatione eidem injunctis laudabiliter satisfacit.

12° Circa mores aut doctrinam scandalum non dedit, si unam excipias occupationem ab ipso factam sedis dictæ *du Puy de Dome*, quam tamen abjecit, et datis litteris Sanctissimo D. quas ego legalizzavi, constitutionem civilem cleri abdicavit ; præterea coram R. episcopo Aurelianensi signa resipiscentiæ demonstravit<sup>1</sup>, et postmodum ab Emo Legato ab omnibus censuris absolutus et Ecclesiæ reconciliatus fuit.

Dans les autres procès des évêques constitutionnels, la réponse sur la validité de la consécration n'a guère consisté qu'en un renvoi à ce qui avait été dit dans les procès de Périer et de Belmas.

<sup>1</sup> Dans les huit procès du 22 avril et du 2 mai, l'év. de Vannes n'a pu faire aucune déposition personnelle sur les marques de repentir réclamées des constitutionnels ; il a dû sur ce point capital s'en référer au témoignage, resté unique, de l'évêque d'Orléans. Cette irrégularité ne s'est pas renouvelée dans les procès des deux autres évêques constitutionnels, nommés depuis Paques. La satisfaction

13° *Attenta necessitate tollendi schismatis, et pacis instaurandæ, idoneus et utilis videtur futurus Avenionensi ecclesiæ, ad quam fuit nominatus.*

destinée au Légat ayant alors été écrite, a pu être constatée matériellement par deux témoins.

Un de ces deux évêques, Berdolet, a fait plus qu'aucun de ses collègues ; il a signé le certificat de remise du décret d'absolution. En effet, le premier témoin, Mgr de Pancemont, « Interrogatus an constet de ejus resipiscentia, respondit : Constare, quia nominatus subscripsit propria manu copiam decreti absolutionis a censuris et dispensationis super irregularitate, quod ego ipse tradidi de mandato Emi Legati, et fassus est in scriptis sese conformasse tenori et conditionibus ipsius decreti. In decreto autem tria asseruntur : 1° Quod abdicavit sedem episcopalem, occupatam absque institutione Sedis Apostolicæ ; 2° ipsum plane subjectum esse omnibus judiciis Sedis Apostolicæ super ecclesiasticis Galliarum negotiis emanatis ; 3° ipsum debitam obedientiam Romano Pontifici promittere. Scio præterea plures ecclesiasticos, qui cum illo post peractum hunc actum conversati sunt, contentos fuisse animi sui dispositionibus et loquendi modo. » Le second témoin, Mgr Duval de Dampierre, év. de Clermont, « Interrogatus de ejus resipiscentia, respondit : De ea constare, et se vidisse acceptationem decreti absolutionis, de quo primus testis, et ejus confirmationem tribus conditionibus in eo expressis propria manu signatam, de quo satisfactus fuit. » (procès du 29 mai 1802). Enfin, dans une dépêche du 5 juin, Caprara ajoute que Berdolet « oltre ad aver fatto gli atti medesimi dei suoi colleghi, ha sottoscritto insieme con Mgor de Pancemont l'attestato di aver ricevuto il decreto di assoluzione dalle censure e rispettiva dispensa dalle irregolarità. Questi, grazie a Dio, mostra le migliori intenzioni e disposizioni..., poichè prossimo alla partenza per Aix-la-Chapelle, sua sede, ha desiderato di informarsi in Legazione come potersi regolare su vari articoli..., ed in fine poi presentatosi a me medesimo, si è gettato ai miei piedi, ringraziandomi di quanto era stato fatto per esso, ed obbligandomi assolutamente a benedirlo. »

Quant à l'autre év., Becherel, le dernier nommé des év. constitutionnels, son repentir a consisté à souscrire une déclaration particulière, fort peu explicite, mais que le Légat s'est résigné à admettre. C'est du moins ce qui paraît résulter du procès du 14 juillet. Mgr de Pancemont, premier témoin, « Respondit : Scio et præsens fui quando præfatus Fr. Becherel propria manu signavit declarationem in qua sequentia continebantur, nempe se reliquisset Constantiensem sedem absque Sedis institutione occupatam, ab ejusque ecclesiæ regimine cessasse ; se judiciis Apostolicæ Sedis super ecclesiasticis Galliarum negotiis emanatis, quibus Ecclesiæ consensus accessit, plane subjectum esse, et deinde se Ecclesiæ unitati adhaerentem petere ut Apostolicæ Sedi reconciliaretur. Quibus peractis, me pariter præsentem, reconciliatus fuit ab Emo Legato, et signa lætitiæ de dicta reconciliatione eum dedisse vidi, oscula quoque Emi Legati et mea postulavit et libenter accepit. » Le second témoin, le prêtre Jarry, « interrogatus de ejus resipiscentia a schismate, respondit : Constare illam ex declaratione signata, quam

Interrogatus testis de validitate illius consecrationis, respondit se de illa non dubitare, et publicam famam, assertionemque primi testis super earum consecrationum validitate confirmavit.

Omnia quæ deposuit, scire se asseruit ex publica fama et auditu. Et suæ depositioni ut veræ subscripsit, et signavit in minuta præsentium : † Antonius Xaverius. epis. Venetensis.

Sequuntur articuli pro habenda informatione status ecclesiæ.

1º An testis cognoscat in qua provincia seu regione sita sit civitas Avenionensis, cujus situs, qualitatis et magnitudinis sit, quot conflatur domibus et a quot Christifidelibus inhabitetur, cujus dominio in temporalibus subjaceat, et quæ sit causa scientiæ.

2º An sciat in illa civitate esse ecclesiam cathedralem, vel metropolitana, sub qua invocatione, cujus structuræ et qualitatis, an aliqua reparatione indigeat, et quæ sit causa scientiæ.

3º Si est ecclesia archiepiscopalis, an sciat quot episcopos suffraganeos habeat, et qui sint; si est episcopalis, an sciat cui archiepiscopo sit suffraganea, et quæ sit causa scientiæ.

4º Quot et quales sint in dicta ecclesia dignitates, canonicatus et alia beneficia ecclesiastica, quis sit numerus omnium presbyterorum et clericorum inibi in divinis inservientium, quæ sit dignitas major post pontificalem, quales sint redditus dignitatum, canonicatum, et aliorum beneficiorum, et an adsint præbenda theologiae et pœnitentiaria, et quæ sit causa scientiæ.

5º An in ea, cura animarum exerceatur, per quem, an sit in eo fons baptismalis, et quæ sit causa scientiæ.

6º An habeat sacrarium sufficienter instructum sacra suppellectili, ceterisque rebus ad divinum cultum et etiam ad pontificalia exercenda necessariis, chorum, organum, campanile cum campanis et cœmeterium, et quæ sit causa scientiæ.

fuse exposuit primus testis, postquam ab Emo Legato reconciliatus fuit. » Ajoutez ce que dit Caprara à Consalvi : « Le annetto il foglio originale di dichiarazione e di petizione di M. Becherel., in seguito del quale l'ho riconciliato. V. Em. ritenga che nè il P. Console, nè il governo vuole sentire parlare di altro simile. » Un peu plus tard, Sala écrivait : « Egli si è fatto largo col mostrare una grande venerazione alla memoria di Pio VI ; ma non ha voluto giammai sottoporsi ai di lui giudizi... Non è sperabile, che alla sua età e dopo l'ostinazione dimostrata quando trattossi di riconciliarlo, sia per cambiare di sentimenti. » (Cf. *Ann. de la Relig.*, t. XV, p. 240).



7<sup>o</sup> An sint in ea, corpora vel aliquæ insignes reliquiæ Sanctorum, quomodo asserventur, et quæ sit causa scientiæ.

8<sup>o</sup> An habeat domum pro archiepiscopi vel episcopi habitatione, ubi et qualem, quantum distet ab ecclesia, et an reparatione indigeat, et quæ sit causa scientiæ.

9<sup>o</sup> An sciat verum valorem reddituum mensæ archiepiscopalis vel episcopalis, ad quam summam annuatim ascendant, in quibus consistant, an sint aliqua pensione onerati, ad cujus vel quorum favorem dicta pensio sit reservata, et quæ sit causa scientiæ.

10<sup>o</sup> Quot existant in illa civitate ecclesiæ parochiales, et an unaquæque habeat fontem baptismalem, quot item in ea existant collegiatae, quot monasteria virorum et mulierum, quot confraternitates et hospitia, et an ibi sit mons pietatis, et quæ sit causa scientiæ.

11<sup>o</sup> Quantum sit ampla diœcesis, quot et quæ loca complectatur, et quæ sit causa scientiæ.

12<sup>o</sup> An in ea erectum sit seminarium; quot in eo pueri alantur, et quæ sit causa scientiæ.

13<sup>o</sup> An ipsa ecclesia vacet, quomodo, a quo tempore citra, et quæ sit causa scientiæ.

Sequuntur nunc depositiones duorum testium super iisdem articulis auditorum <sup>1</sup>...

(Arch. nat., AFiv 1890).

#### 1245. — Caprara à Consalvi.

(en chiffres)

Parigi, 15 maggio 1802 <sup>2</sup>.

Per quanto, come sempre mi son fatto un dovere di significare a V. Em. in molte e molte occasioni, io fossi timoroso in ordine ai costituzionali, tutta volta debbo confessare, che non mi sarei immaginato che il governo dovesse così manifestamente sostenerli, dopo che aveva, per così dire, toccato con mano, medianti

<sup>1</sup> Il a paru inutile de reproduire les réponses des témoins, qui pour Périér ont été les abbés Jerphanion et Depierre.

Chacun des procès porte à la fin le sceau et la signature du Légat, ainsi que les signatures de Sala et de Vadorini, avec la mention « gratis in omnibus. »

<sup>2</sup> Bien que cette pièce et les suivantes soient de dates postérieures, nous croyons utile de les insérer ici, parce qu'elles contribuent à faire comprendre un incident très important pour la cour de Rome, et resté assez obscur.

gli scritti presentatigli, che nè conveniva al medesimo di farne uso, nè poteva incontrare taccia nel trascurarli.

Il Primo Console è stato poco meno che iugulato dal partito antireligionario, il quale si è ostinato di non volere il concordato. Egli dall' altro canto, lo voleva assolutamente, e lo voleva come legge della nazione (senza di chè niuno sarebbe stato sicuro nell'esercizio del culto). Per quanto abbia tentato, abbia promesso, abbia fatto, fino ad essere giunto a fare espellere dal Corpo legislativo, giudicato l'opponente al suo disegno, cinquanta e più soggetti, non ha potuto nulla ostante fare quel che si era proposto, e quel che credo le fosse dettato dallo stesso suo cuore, giacchè più volte, confidentemente parlando dei costituzionali, si era espresso di non crederli vescovi, e dicendo che « dovendo diventar vescovi, dovevano essere nuovamente ordinati. »

Il partito antireligionario e degli indifferenti, composto d'individui potentissimi e tutti protettori dichiarati dei costituzionali, quali riguardano contrari al governo attuale e ad un utile ristabilimento della religione, ha acquistato sempre più coraggio, e profittando della stessa massima, adottata dal Primo Console, di volere il concordato legge della nazione, è comparso a visiera calata, ed ha detto : « Se il Primo Console vuole così, così sarà ; ma non sarà se non a condizione che fra i nuovi vescovi siansi i tali e tali costituzionali. In altra forma, nè il concordato si pubblicherà, nè le cose rimarranno nello stato in cui sono. » Una tal dichiarazione fece cambiare pensiero al Primo Console, il quale promise che accettato il concordato in legge della nazione, egli si caricava di nominare alle nuove sedi quei tali costituzionali ch' essi volevano, e di far loro dare l'istituzione canonica, la quale se fosse stata ricusata, non si avrebbe più pensato al concordato, e le cose sarebbero ritornate *in pristinum*.

Infelicamente io conoscevo tutto ciò ; ma lungo dal darmene per inteso, feci prima tutti gli sforzi per non avere costituzionali. Ma vedendo di gettare inutilmente il mio tempo, e l'opera, mi limitai a dire che gli avrei ammessi, e anche data loro l'istituzione, mentre si adempisse alle condizioni prescrittemi per la loro riconciliazione, o si vero non mi si permettesse, di rimettere questo affare alla decisione del S. Padre.

Accettossi la prima parte della proposizione ; ma, come V. Em. ha già sentito dai precedenti miei dispacci, non potè ottenersi l'intento. Il Console fu suscitato ad abbracciare il partito di non permettere ritrattazione, come cosa troppo umiliante alla nazione. La cosa dunque si ridusse ad affare di stato, ed i costituzionali spalleggiati dal governo, non vollero in sostanza fare collo scritto che quanto V. Em. ha veduto, essendo questa l'espressa volontà del Console, il quale giudicando che la costituzione del clero fosse stata la sorgente di tutti i mali religiosi, si diede a credere, che l'abbandono di quella fosse atto sufficiente, e che l'esigersi di più fosse una soverchianza romana ; tanto più che V. Em. stessa, col chiedere a Giuseppe, suo fratello, come esso diceva l'abdicazione della costituzione civile del clero per condizione della riconciliazione degl' intrusi, e non essendosi tal condizione voluta accordare <sup>1</sup>, non poteva mai immaginarsi che si mutasse linguaggio e si pretendesse di più : e che se questo si era mutato, era per una insinuazione, una mozzorecchiera propria di Roma, di cui pur troppo temeva sempre le frodi ed i cavilli.

Conoscendo io tutto ciò, sapendo i tentativi e gli sforzi che si facevano per indurre il Console a separarsi da Roma, andai tant'oltre che potei prima di cedere ; ma in vista di non fare un male irremediabile per la religione in tutta la Francia, e paesi a lei sottoposti, e sul riflesso anche dell' impossibilità che il Console desse indietro, dopo essersi sbilanciato al punto che era, credei di appigliarmi al meno cattivo partito, contentandomi, come lo accennai con mia a colonna dei 18 aprile, della lettera adottata dal Console medesimo per parte dei costituzionali, dell'abbiura dello scisma fatta dai medesimi in presenza di persone superiori ad ogni eccezione, della professione di fede, giuramento di fedeltà, e finalmente dell' accettazione che dovevano fare i costituzionali del decreto di assoluzione dalle censure e dispense dalle irregolarità ; decreto in cui, fra le altre cose inseritevi, vi è quella dell' adesione ai giudizi della Santa Sede sugli affari di Francia ; decreto che autenticamente costa essere stato accettato con sommissione dai vescovi costituzionali, mediante l'attestato giurato di Mgor Bernier, che glielo ha consegnato, e dei

<sup>1</sup> Voir t. III, p. 290 et s.

quali l'ultimo è stato fino sottoscritto dal vescovo medesimo <sup>1</sup>, che lo ha ricevuto per mano di Mgor vescovo di Vannes...

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

**1246. — Mémoire du légat sur la réconciliation des évêques constitutionnels.**

(été 1802).

De episcop. constitutionalium reconciliatione et instructione.

Em. et Rev. Dom. cardinalis Legatus, ut in Gallias venit, illud imprimis sibi curandum censuit, ne quis ex ecclesiasticis viris, qui sedes Galliarum absque ulla institutione Sedis Apostolicæ occupant, quique constitutionales episcopi dicebantur, ad novas sedes nominaretur. Egit omni studio ut id assequeretur, et omnino nihil intentatum reliquit. At ubi e concepta spe dejectus est, negotium hoc ad S. Dominum diligentissime retulit.

Sanctitas Sua, in litteris apostolicis datis ad archiepiscopum Corinthi, Parisiis tunc Apostolicæ Sedis negotiis vacantem, constituerat jam qua ratione constitutionales episcopi Ecclesiæ satisfacere deberent, ut ad reconciliationis beneficium admitti possent. Hæ autem litteræ sunt hujusmodi... [Voir la pièce n° 733].

At cum eo res deducta esset, ut non de reconciliandis solum constitutionalibus episcopis, sed de iis etiam in ecclesiis Galliarum novæ circumscriptionis instituendis res ageretur, erat apostolicæ sollicitudinis curare ne quid inde catholica res detrimenti caperet, utque de illorum fide, doctrina ac voluntate periculum diligentissimum fieret: ergo cardinali legato Sanctitas Sua significavit quas condiciones in iis constitutionalibus requireret, quibus canonica institutio danda est... [Voir la pièce n° 999].

Simul autem Pontifex cardinali legato significavit, ut de singulorum nominationibus, deque impletis hujusmodi conditionibus ad eum referret, ut omnibus inspectis atque ad examen revocatis, deliberare ipse de negotio posset. Sin minus tamen ad hoc tempus suppeteret, postularetque necessitas ut a Legato, nulla interposita mora, res conficeretur, eidem potestatem fecit ut constitutionales, in quibus relatæ condiciones concurrerent, in ecclesiis ad quas præsentati essent institueret.

<sup>1</sup> Allusion à Berdolet. Cf. p. 513, note.

Hisce acceptis instructionibus, ubi opportunum et necessarium esse duxit, eas Legatus gubernio per Stephanum Bernier, postea episcopum Aurelianensem, qui apud eum gubernii ipsius interpres erat, significavit, ut nimirum sciret quales essent constitutionales, quibusque actibus per eos satisfactum vellet Pontifex, antequam auctoritate sua Galliarum ecclesiis præficerentur.

Interim dies nona aprilis advenit anni 1802, qua Legatus Primo Consuli publice præsentatus est; cumque conventio inter S. Sedem et gubernium gallicanum inita legislatoribus proposita fuisset, eorumque auctoritate in legum codicem relata, continuo prodierunt plurium novorum episcoporum nominationes, inter quos quinque numerabantur qui antiquas Galliarum sedes invaserant, et episcopalem consecrationem in schismate fuerant consecuti. Quibus et alii quinque, sequentibus diebus, accesserunt: ex his unus, nempe Montault, intrusus olim in Pictaviensem sedem qui modo ad Andegavensem ecclesiam nominabatur, cum Ecclesiæ et Apostolicæ Sedi ultro antea satisfecisset, et a censuris omnibus absolutus atque in exercitio sacerdotalis officii restitutus esset, nullam omnino difficultatem ingerebat. Nihil etiam sollicitus erat legatus de altero, scilicet de Ludovico Charrier de la Roche, ad Versalliensem ecclesiam nominato, qui cum vix cognitis Sa: Me: Pii PP. VI de civili constitutione iudiciis, dimissa quam occupaverat sede Rothomagensi, usque ad eam diem inter laicos pœnitentiam egisset, absolutionemque pluries humillime postulasset, omnem pœne erroris sui memoriam extinxerat.

At reliqui octo nullum ad eam diem dederant resipiscentiæ suæ argumentum. Invitati enim amantissimis Summi Pontificis litteris, quæ supra relatæ sunt, ut ad unitatem redirent, minime solliciti earum partium adimplendarum, quas ut explerent mandaverat Sanctitas Sua, dimissiones unice ecclesiarum a se occupatarum, pro bono pacis dare affectaverant, quasi aut eas sedes jure tenerent, aut nihil ab iis admissum esset, propter quod venia indigerent et gratia.

Hi igitur, acceptis nominationis suæ patentibus litteris, a gubernio ad Legatum missi sunt, ut canonicam impetrarent institutionem. Primi omnium ad eum venerunt Primat ad Tolosanam, et Perier ad Avenionensem ecclesiam nominati. Eos humaniter

cardinalis excepit, iisque exhibuit exemplar epistolæ, cui deberet quisque subscribere. Illi eam durius exaratam significarunt quam necessitas instaurandæ pacis exposceret; nihil sibi esse potius quam ut, sublati disputationibus, Ecclesiæ concordiam assere-  
rent; eam tamen formulam dedecori ac probro futuram sibi; aliam proinde exhibituros, quam Apostolicæ Sedi probatum iri sperarent, aut saltem mitigandam et emolliendam esse illam quam Legatus proposuisset. Cardinalis contra firmo animo reposuit, in potestate sua non esse vel apicem in iis litteris immutare; aut igitur exemplar illud recipiendum, aut de conficiendo negotio penitus desperandum. Illi ergo, cognita firma Legati voluntate, tempus ad deliberandum sibi concedi postularunt. Collatis vero invicem consiliis, magnas querelas tum ad consiliarium status Portalis, tum ad potentissimos Reipublicæ viros quorum patrocinio et auctoritati fidebant maxime, detulerunt. Quorum suffulti præsidio, magis ac magis in proposito rejiciendæ epistolæ perstiterunt.

Cum se ita res haberet, die 15 aprilis, quæ erat feria V in cœna Domini, ad vesperum cardinali legato hæ litteræ datæ sunt a Stephano Bernier... [Voir les pièces nos 1241 et 1242].

Legati responsum rem conficere debuisset; sed contra accidit. Nam quo firmior fuit ipsius in proposito voluntas, eo fortius penes ipsum urgeri cœptum est. Venit namque ad eum sequenti die episcopus Aurelianensis, atque, omnibus qui e legatione erant per Legatum in consilium vocatis, coram eis toto studio probare conatus est formulam litterarum a consiliario propositam talem esse, quæ a Sede Apostolica omnino probari deberet, quippe quæ ea omnia quæ a Summo Pontifice exacta essent, implicite saltem contineret. Si quæ vero in ea displicere potuissent, dixit, se auctore, sublata jam fuisse; qualis erat titulus « Episcopi dimissionarii », quo se epistolæ illi subscripturos, constitutionales declaraverant. Addidit vero, nihil præterea esse quod ab istis sperari posset, quos potentissimorum hominum auctoritas et patrocinium in proposito suo mirifice confirmasset: nihil etiam esse quod sperari posset a Primo Consule, qui cum in eam sententiam adductus jam fuisset a constitutionalium patronis, ut, quoniam a sola civili constitutione schisma dimanasset, idem esset eam deserere atque a schismate ipso recedere, superbix propterea stu-

dioque partium ab eo tributum iri quidquid insuper a constitutionalibus exigeretur : nec vero id passurum unquam, cum universæ Gallicanæ nationi infamiæ dedecorique futurum crederet. Conclussit itaque, si ea formula repudiaretur, sperandum non esse ut conventio, quæ paucos post dies tanquam lex Reipublicæ publicanda erat, executioni demandaretur ; imo gravissime timendum ne schisma in Gallicanis ecclesiis firmiores deinceps ageret radices, atque in omne reliquum tempus produceretur. Collacrymans deinde tanta mala, aliaque graviora quæ longa oratione exposuit, precibus etiam apud Legatum institit.

Hac oratione Legatus vehementer animo commotus, atque ad administros suos sermonem convertens, scire se velle dixit quæ singulorum hac de re sententia esset ; quæsitque, deberetne propositam a constitutionalibus formam rejicere, tantis licet impendentibus malis atque imminente imprimis in Gallia religionis periculo, an potius ex præsumpta Pontificis voluntate, ususque facultatibus quibuscum Sanctitas Sua instruxisset ad difficillima negotia explicanda quæ moram non paterentur, eandem formulam acceptare deberet ?

His objectum primo fuit, facultates eas generales et præsumptam Papæ voluntatem nullius roboris esse posse, cum hac in re luculentius de ipsius mente constaret, quam ut dubitationi ulli locus esse posset : ab eo severissimam impositam fuisse Legato legem per formulam epistolæ ab Urbe jampridem transmissam, cui singuli constitutionales, ne uno quidem dempto verbo, subscribere deberent, si vellent ad novas Galliarum sedes institui : si quid contra fieret, non ex voluntate sed contra voluntatem ejus et mandata futurum.

Ad hæc respondit Legatus, se de facultate quæ sibi foret, nec quæsiisse ab iis, nec sollicitum esse : unum petere, utrum sine prævaricatione postulatis eum annuere posse judicarent.

Tunc primus omnium verba faciens Camillus Rubbi, dixit oblatas litteras insufficientes omnique ex parte inutiles judicio suo videri ; nam quid ad constitutionem civilem pertineret, eam relinqui tantum ac deseri a constitutionalibus in ea epistola affirmari, ut novæ conventioni inter S. Sedem et gubernium gallicanum initæ accederent : hanc vero desertionem nihil aliud præ se ferre, quam veteris cujusdam disciplinæ abjectionem ut nova

quædam alia suscipiantur, eodemque habendam loco esse, ac si quis in Galliis diceret, conventionem sese inter Leonem X et Franciscum I initam derelinquere, ut eam amplecteretur quæ Pium VII inter et Primum Consulem Bonaparte constituta est; abdicationem proinde istam stare posse quin constitutio civilis vel ut schismatica, vel ut hæretica agnoscatur; eadem ratione ac relinqui a quopiam potest a Leone X firmata conventio quin ullam ei aut schismatici, aut hæretici notam inurat.

His animadversionibus singuli singulas addiderunt, quarum ea potissima fuit, ne verbum quidem in proposita epistola contineri per quod constitutionales errasse se, atque ab errore recedere, vel implicite faterentur: quidquid in hanc sententiam verti posset, diligentissime cautum ab iis ne in litteris exprimeretur: hoc autem satis ostendere quam indigni habendi essent, qui Ecclesiæ Dei regendæ præficerentur, imo qui Deo ipsi et Ecclesiæ reconciliarentur.

Josephus Antonius Sala mirari sese ac dolere vehementer professus est, quod de re omnium gravissima, nullo spatio temporis dato, esset statuendum: negotium ejus generis esse de quo ipsa S. Sedes diu et mature deliberandum crederet; nec vero cardinali Legato denegari posse, ut quæ hac super re esset Pontificis voluntas exploraret.—Spem tamen temporis ducendi omnem Aurelianensis episcopus abstulit. Consulem namque ea die confectum negotium velle dixit urgere diem Paschatis, qua die maxima celebritas, Consulibus magistratibusque omnibus adstantibus, in metropolitana ecclesia indicta esset: novos omnes episcopos ea die solemniter præsentibus esse debere; opus propterea esse, ut ante eam diem constitutionales rite essent reconciliati, ut cum iis in divinis communicari posset.—Si res ita esset, adjecit ille in eadem sententia esse se, quæ fuerat jam a Camillo Rubbi prolata; cui Raphael Mazio et Vincentius Ducci firmissimo animo accesserunt.

His rebus diu agitatis, sentiens episcopus nihil se posse conficere, iturum se illico ad consiliarium significavit, qui responsum ejus definitionemque rei exspectaret, asserensque cum lacrymis, actum esse de catholica religione in Galliis, totque labores, ac curas quæ ad eam restituendam susceptæ essent, in irritum prolapsum. Tunc Legatus, qui, cæteris disputantibus, diu multum-



que rem animo consideraverat, dubitationem animi sui ostendere cœpit, sic ut episcopus in aliquam animi ejus flectendi spem iturum venerit. Ille igitur, remoto episcopo, suos affari cœpit, et quo res deducta esset, cum lacrymis commemorare; horrere se dixit, objecta malorum specie, quæ religioni imminere, non modo episcopi sermone sed certissimis etiam aliis argumentis cognosceret: animum deesse sibi, ut ea sequi pateretur: nolle vero, etiam si optio daretur, rem ad Pontificem deferre: esse muneris officique sui rem potius in se suscipere, atque ita Pontificem ab omni invidia liberare, quam eum in durissimum discrimen conjicere: necessitatem conciliandæ pacis, tot populorum in unitate retinendi, potentissimique gubernii ab obedientia et fide Romanæ Sedis non avellendi, postulare ut, omnibus jam tentatis quæ in potestate sua essent, temporum difficultati cederetur.

Itaque ad episcopum reversus, agere cum eo adhuc se velle monstravit. Tunc qui e legatione erant, actum de negotio esse probe sentientes, singuli revolvere animo cœperunt, utrum ratio aliqua suppeteret rei, quominus infelicitè posset, conficiendæ.

Igitur Raphael Mazio præterea se habere significavit, quod exponeret. Sentire se dixit, legem a Pontifice Legato impositam circa epistolam a constitutionalibus subscribendam; eum tamen posse (re in tanto discrimine constituta) aliquid præterire quod ad simplicem rei formam pertineret, dummodo substantiam ejus diligentissime retineret: ad substantiam porro pertinere, ut constitutionales errorem suum confiterentur abjicerentque; formæ autem esse ut id per epistolam potius quam alio modo facerent; novum in Ecclesia non esse, ut secreta etiam et verbalis abjuratio ab hæreticis reciperetur, eaque peracta reconciliarentur: idem ergo cum constitutionalibus observari posse: darent itaque illi Pontifici litteras, si vellent, eodem exemplo quod ab ipsis propositum esset, atque ita gubernio eam formulam sustinenti, satisfacerent: supplerent tamen quod in formula deesset, per verbalem abjuratorem: ignorari non posse, processum informativum pro singulis constitutionalibus ad novas sedes instituendis conficiendum esse: qui testes interrogandi essent super fidei doctrinæ et morum integritate singulorum nominatorum, facere non posse, quin deponerent eos schismati adhæsisse; contra vero, ut de illorum idoneitate constaret, necesse esse ut

eorum a schismate conversio æque innotesceret : id asserere testes non posse, nisi certissime ipsis constaret : statuendum igitur, ut coram ipsis testibus, qui pro iis in processu testimonium daturi essent, occupatas sedes se abjicere declararent, veram obedientiam Romano Pontifici pollicerentur, et judiciis ab Apostolica Sede latis super ecclesiasticis Galliarum negotiis se firmo animo adhærere ac se subjicere profiterentur, atque ita implicita erroris retractatione facta, absolutionem etiam ab omnibus censuris acciperent.

Placuit Aurelianensi episcopo consilium ; Legatus, si obtineri ea omnia possent, se contentum fore affirmavit ; cæteri e legatione dixerunt, si proposita explerentur diligenter omnia, perditum negotium aliquo modo reparatum iri. Continuo testes, qui declarationem exciperent, designati sunt Aurelianensis ac Venetensis episcopi, quorum testimonium aptissimum omnium visum est, quippe cum plurimum apud omnes et auctoritate valerent et gratia, eorum primus, qui præsens aderat, rem, uti constituta fuerat, se confecturum spopondit.

Itaque Legatus, ut consilium quod jam productum fuerat ad horas ferme quatuor, dissolveretur, mandavit ut sine ulla mora decretum absolutionis a censuris et dispensationis super irregularitate, singulis constitutionalibus dandum, exararetur : præcepitque ut in eo tres recensitæ conditiones insererentur, quibus satisfacere deberent antequam absolutionem et dispensationem acciperent. Decretum autem hujusmodi fuit... [Voir p. 504].

Hujus decreti tot exemplaria in forma authentica confecta sunt. quot erant episcopi reconciliandi, apposito singulis nomine reconciliandi ac sedis ab eo antea occupatæ. Ea vero tradita sunt episcopo Aurelianensi, qui ab Em. Sua specialiter delegatus fuit, ut suum unicuique exemplar traderet, postquam verbalem adhæSIONem conditionibus in eo insertis modo qui constitutus fuerat, præstitisset. Ut autem in actis Apostolicæ legationis monumentum exstare posset præstitæ adhæSIONis acceptatiquè decreti, alterum etiam ejusdem decreti exemplar datum episcopo fuit, quod nomina præ se ferebat quinque constitutionalium episcoporum, qui omnium primi nominati fuerant a Consule, habebatque in calce decreti testimonium ab ipso episcopo subscribendum, quod impletas conditiones probaret ; mandatumque ipsi fuit, ut,

re confecta, alterum hoc exemplar cum attestazione sua Legato traderet. Fuit autem hujusmodi : [Voir p. 504 à 506].

Proxima die episcopus alterum hoc decreti exemplar cum attestazione, cui ipse subscripserat, reddendum curavit : asseruit-que litteras etiam ad Summum Pontificem a singulis fuisse dadas ; ex quibus cum constitisset quinque superius recensitos episcopos injunctis partibus satisfacisse et absolutos a censuris omnibus fuisse, admissi propterea fuerunt tum ad professionem fidei et juramentum fidelitatis præstandum <sup>1</sup>, tum ad processus ad ecclesias, ad quas nominati fuerant, instituendos. Die vero sancto Paschatis, quo Legatus sacrum in metropolitana Parisiensi ecclesia fecit, Consulibus universisque magistratibus Reipublicæ adstantibus, ipsi quoque una cum cæteris ad novas Galliarum sedes nominatis adstiterunt missæ, et juramentum fidelitatis gubernio Reipublicæ præstiterunt, de quo in conventionne fuerat constitutum. Peractis demum actibus omnibus qui canonicæ institutioni præmittendi erant, eam per patentes Legati litteras acceperunt, vigore facultatis a Summo Pontifice domino cardinali ipsi collatæ.

Advenit interea dies, qua processus informativus institui debebat pro quinque illis prioribus constitutionalibus episcopis, qui ad novas ecclesias nominati fuerant. Vocati sunt, prout conventum fuerat, Aurelianensis et Venetensis episcopi, ut singulis interrogantibus responderent, ac de qualitatibus personarum nominatarum testimonium ferrent. Tunc vero apparuit, Venetensem episcopum minime appellatum ab Aurelianensi fuisse, ut verbali illi abjurationi seu declarationi, de qua fuse dictum est

<sup>1</sup> Après le décret d'absolution, chaque év. constitutionnel a été soumis au procès d'information canonique. Puis il a souscrit tout ensemble la profession de foi et le serment du Pontifical. L'institution donnée par le Légat a été le dernier acte de cette procédure.

Nous avons déjà indiqué les dates des décrets d'absolution (p. 506, note), et celles des procès (p. 512 et 513, notes). Voici les dates des autres actes : Leblanc de Beaulieu a prêté serment le 24 avril et a été institué le 25 ; — Le Coz et Primat ont prêté serment le 28 avril et ont été institués le 29. — Saurine a prêté serment le 29 avril et a été institué le même jour ; — Belmas, Lacombe et probablement Périer ont prêté serment le 30 avril et ont été institués le même jour ; — Reymond a prêté serment le 29 avril et a été institué le 2 mai ; — Berdolet a prêté serment le 28 mai et a été institué le 30 ; — enfin Becherel a prêté serment le 10 juillet et a été institué le 15.

supra, præsens esset. Aurelianensis enim episcopus in processu testatus est, cum juramenti fide, de eorum a schismate resipiscencia coram se ab iis luculenter expressa, de acceptato ab iisdem absolutionis decreto, de præstita conditionibus in eo contentis adhæsione; Venetensis autem hæc omnia se testari non posse protestatus est, si quidem præsens non fuisset. Itaque de iis omnibus testimonium dixit ex auditu et relatione episcopi Aurelianensis.

Quam porro rationem Legatus secutus est in quinque superius nominatorum reconciliatione, eandem pro cæteris constitutionalibus postmodum nominatis servavit, excepto electo Andegavensi, qui pridem, ut diximus, reconciliatus fuerat, et electo pariter Versallienti, qui sponte luculentissima voluntatis suæ dederat testimonia, quique proinde ab eo longissime abest ut cæteris constitutionalibus adnumerari possit.

Quod vero ad electum Aquisgranensem, speciatim notandum est, ipsum, ut apparet in actis, propria manu decreti exemplari subscripsisse, fecisseque fidem, se illud reverenter acceptasse ejusque conditionibus ac tenori sese conformasse.

Sic porro in novis ecclesiis instituti episcopi antea constitutionales brevi probare omnibus cœperunt, quam justæ fuissent malæ de ipsis conceptæ suspiciones, et quam longe eorum fuisset animus a vera sinceraque resipiscencia. Alta enim voce, scriptisque suis proclamare undique cœperunt minime errasse se cum civili constitutioni adhæsissent, eam deseruisse quidem, sed veluti superiorem Gallicanæ ecclesiæ disciplinam, cui nova per concordatum substituta esset: legitimos se episcopos exstitisse olim, ut nunc essent: nullam retractationem emisisse, nullamque absolutionem recepisse ante institutionem acceptam; nec vero ea indiguissse: unam se signasse epistolam Pontifici datam, in qua nihil tale haberetur.

Magnum profecto scandalum ex hac eorum agendi ratione capiebant fideles, quod tamen removeri non poterat, si quidem quæ peracta fuerant ab Aurelianensi episcopo publici juris non erant.

At Summus Pontifex, cum, die 24 maii anni 1802, in allocutione ad cardinales habita, conventionis publicationem in Gallia factam novorumque episcoporum institutionem nuntiasset, ut

probaret constitutionales ad novas sedes institutos, debitum quo tenebantur Ecclesiæ antea solvisse, actus ab iis peractos ad calcem allocutionis typis R. Camerae publici juris fecit, inter quos locum habebat decretum absolutionis, cum Aurelianiensis episcopi testimonio de tradito et acceptato a constitutionalibus decreto.

Actorum hujusmodi exemplaria admodum pauca in Gallias venerunt, itaque ad omnium cognitionem perlata non sunt ; allocutio tamen Sanctissimi Domini, cum publicis ephemeridibus gubernii jussu publicata fuisset, nota facta est omnibus ; cunctique itaque episcopi ipsi constitutionales ex ea viderunt, sollemniter Pontificem protestatum fuisse eos antea in unitate Ecclesiæ non fuisse, utque ad eam admitterentur, debitum suum solvisse, quod quale esset ex adjunctis actis pateret. Itaque his rebus in furorem acti episcopi constitutionales, alii falso allocutionem quamdam Pontifici adscribi proclamaverunt<sup>1</sup>, quæ indigna tanto viro esset et publicæ tranquillitatis perturbatrix ; alii alia jactitarunt. In hujus rei documentum damus hic epistolas duas Dominici Lacombe, episcopi Engolismensis, quæ Parisiis in ephemeridibus quibusdam ecclesiasticis impressæ fuerunt<sup>2</sup>, qui mysterium veluti revelaturus, ausus est affirmare, falso rumore disseminatum fuisse se absolutionem quamdam a Legato accepisse : oblatum quidem sibi fuisse decretum, seu schedulam quamdam in qua ea contineretur ; sed schedulæ hujus eam habitam fuisse rationem quam mereretur, scilicet, ipso episcopo Aurelianiensi præsentem, in ignem conjectam fuisse. Quæ vero quantaque, postea etiam, eorum plerique dederint pravi obstinatique animi sui argumenta, non licet hic referre, volumen quippe implendum esset<sup>3</sup>.

(Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> Cf. *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 240 (n° du 13 juillet 1802).

<sup>2</sup> Voir la pièce suivante.

<sup>3</sup> A la suite de ce mémoire, Theiner a publié (t. II, pièce XLV) une note, émanée de la légation, et dont la tendance évidente est de justifier Caprara. Il ne sera pas inutile de recourir à ce document. On y remarquera, par exemple, cette phrase : « Se tal ritrattazione non fu eseguita innanzi a due vescovi, come s'era esatto dal cardinal legato, ciò doveva attribuirsi all' angustia del tempo, non permettendo l'intimo della solenne funzione nel giorno di Pasqua, a cui si volevano assistenti detti vescovi, che tal ritrattazione potesse effettuarsi alla presenza di

## 1247. — Protestations d'Ev. constitutionnels

## I. — Lettre de Reymond, à Lemaitre.

Paris, vendredi saint 1802.

Je viens, chers coopérateurs, dans ce moment, de l'assemblée dans laquelle a été terminée enfin la lutte pénible qui depuis plusieurs jours m'a ravi le sommeil .. Ce que je dois vous apprendre, c'est que le Légat, avant de nous donner l'institution canonique, nous a présenté à signer, comme préalable et condition *sine qua non*, une formule équivalente à une honteuse rétractation. Il ne s'y agissait de rien moins que de nous soumettre entièrement au contenu des brefs de Pie VI, de reconnaître que nous étions sortis de l'unité ; que nous avions eu la plus grande part au schisme ; que nous avions participé à l'erreur ; que nous avions incanoniquement tenu des conciles sans l'autorisation du Pape, etc. Nous en avons demandé copie, pour y réfléchir, et on nous l'a refusée. Vous sentez que nos réflexions étaient toutes faites. Sur ce refus, nous avons déclaré que jamais nous ne signerions cette formule, ni rien de semblable. Deux jours et demi se sont écoulés en pourparlers et en médiation. Il serait trop long de rapporter ici tout ce qui s'est dit, écrit, et fait de part et d'autre ; il ne convient non plus de vous nommer les médiateurs. Voici ce qu'il vous importe de savoir.

Rappelez-vous ce qui arriva lors du bref qui nous fut communiqué par Spina, et à quoi se réduisit notre lettre au Pape en remplacement de celle qu'on nous pressait de lui écrire, et avec ce souvenir, lisez celle-ci : (suit le texte de la lettre au Pape ; voir p. 490).

Voilà, mes chers coopérateurs, l'heureux résultat de notre fer-

due vescovi. Simile ritrattazione, benchè fatta innanzi ad un sol vescovo, se è mancante di formalità, contiene però tutto ciò che è sostanziale, sapendosi qual forza e quale invincibile prova dia la presenza e la testimonianza d'un vescovo, e d'un vescovo che gode vantaggiosa opinione per il suo attaccamento alla religione, tanto per parte della S. Sede che del governo medesimo. » L'auteur complaisant de la note, parlant des réclamations faites ensuite par les év. constitutionnels, écrit : « Tal posteriore condotta d'alcuni di detti vescovi, ben lungi dal derogare alla ragionevolezza della moderazione del cardinal Legato, ed alla realtà dell' adempimento delle condizioni ricercate per soddisfazione della Chiesa, altro non è che una prova, per parte de' vescovi costituzionali, o di una dolosa simulazione, o di una vergognosa ricaduta... »

meté dans les principes. Voilà ce que nous avons obtenu, autant pour vous que pour nous-mêmes ; car notre intérêt n'est pas séparé du vôtre. Ainsi, vous ne devez plus craindre qu'on exige de vous des rétractations, des demandes d'absolution, des retours à l'unité, etc., puisque nous n'avons rien fait de tout cela. Ce n'est même que par complaisance pour le vœu du Premier Consul, que nous avons déclaré renoncer à la constitution civile du clergé, pour adhérer exclusivement au concordat, par lequel la constitution vient d'être remplacée et par conséquent abolie ; et cette complaisance n'a pas dû nous coûter, car il ne coûte rien de renoncer à une chose qui n'existe plus, et qu'il n'est plus possible d'exécuter. D'ailleurs nous avons dit et imprimé (Plan du I<sup>er</sup> concile, art. IV) : « La constitution civile du clergé n'est plus praticable ; il n'est donc plus possible de s'y conformer. L'amour de la paix nous détermine, par condescendance pour nos frères, à consentir qu'elle ne soit plus regardée comme règle. <sup>1</sup> » Quant à l'obéissance, on voulait d'abord le mot « *omnimodam* » ; ensuite on le réduisit à « *plenam*. » Nous voulions mettre « *canonicam* », et, par condescendance encore, nous avons mis « *veram* » ; mot auquel on ne peut ajouter que celle de canonique, puisque c'est la seule qui soit conforme aux Quatre articles de nos libertés, lesquelles sont consacrées par le concordat même. Nos adversaires ne peuvent donc, de quelle manière qu'ils se tournent, se flatter du gain de leur cause. Nous ne leur avons laissé aucun moyen de le persuader aux personnes de bon sens et de bonne foi...

(Arch. nat., AFIV 1889) <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voici la citation complète : « Art. IV : Quels sont les points dont il faudra convenir ? — ... La constitution civile du clergé, qui malheureusement a été pour plusieurs une pierre d'achoppement, quoique dans un grand nombre de ses dispositions elle fasse revivre l'esprit des saints canons, la constitution civile du clergé n'est plus praticable dans beaucoup de ses articles ; il n'est donc pas possible de continuer à s'y conformer. L'amour de la paix nous détermine, par condescendance pour nos frères, à consentir à ce qu'elle ne soit plus regardée comme règle. Nous retrouverons dans les saints canons tout ce qu'elle a de précieux, et c'est la seule chose qui nous intéresse. » — Cette phrase se trouve à la fois dans le « Plan de conciliation », et dans le « Décret de pacification » du 24 sept. 1797. (Cf. *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 93.)

<sup>2</sup> Le texte intégral de la lettre de Reymond a été reproduit, avec quelques varian-

## II. — Lettres de Le Coz.

Lettre du cit. Codet, écrite de Rennes, 9 floréal an X (29 avril 1802).

Des bruits faux se répandent au sujet de mon respectable ami, le cit. Le Coz, aujourd'hui archevêque de Besançon. On suppose insidieusement qu'il s'est rétracté. Et de quoi? D'avoir sans doute été toujours soumis aux lois de la religion et de la patrie. Quiconque le connaît n'en croit rien. C'est là une des mille et une impostures que l'on a débitées contre lui. Mais comme il y a des esprits faibles qui, quand certains personnages ont parlé, regardent les paroles qui sortent de leurs bouches comme autant d'articles de foi, je vous prie d'insérer dans votre journal l'extrait suivant de la lettre qu'il m'a adressée le 27 germinal an X (17 avril 1802).—Extrait de la lettre : « Si certains hommes, mon ami, s'obstinent à dire que j'ai fait quelque rétractation, quelque déclaration, quelque signature contraire aux principes que j'ai professés, dites hautement qu'ils en imposent.»— Il n'y a donc point eu de rétractation. Mais il est une certaine classe d'hommes qui, pour n'avoir pas à rougir de leurs excès, veulent absolument, contre toute évidence, qu'on se soit rétracté. « Laissez-les faire, a dit un homme constitué en dignité<sup>1</sup>; les faits parleront plus haut que tous ces vains déclamateurs, et que tous ces brouillons, ennemis de la paix. »

(Extrait du Journal du *Nord-Ouest*)<sup>2</sup>.

tes et des indications bibliographiques, dans le « Recueil des pièces pour servir à l'hist. ecclés., etc. », p. 138 et 143 (cf. p. 147). — Le texte que nous publions ici a été transmis au Légat le 15 mai par Mgr d'Aviau (lettre datée de Lyon) : c'est celui qui a été envoyé à Rome, et qui paraît avoir le plus circulé.

<sup>1</sup> Probablement le ministre de la police générale.

<sup>2</sup> Le « Citoyen français », du 15 floréal (5 mai), puis d'autres gazettes parisiennes ont reproduit ce témoignage. — C'est à tort que les *Ann. de la relig.* (t. XV, p. 46 et 552) attribuent à Le Coz le dernier alinéa, qui appartient au cit. Codet, juge au tribunal d'appel de Rennes. — Le Coz, installé à Besançon à la fin de mai, fit imprimer le 22 prairial (11 juin) sa première pastorale. Dans un passage où il parlait incidemment du serment prêté à Bonaparte par les nouveaux évêques, il ajoutait en note : « Ce serment, et l'abandon volontaire de la constitution civile du clergé pour se conformer au nouveau concordat, sont les seules déclarations auxquelles les évêques assermentés ont été assujettis. Tout ce qu'on voudrait supposer au delà, de quelque main, de quelque bouche qu'il vienne, est contourné, est fabuleux, et indigne d'être cru par tout ami de la vérité et de la



## Le Coz à Portalis

[Besançon], 4 pluviôse an XI (24 janvier 1803).

... Rappelez-vous, cit. ministre, ce qui se passa dans votre cabinet, lorsque M. Bernier nous proposa d'abjurer. Cet archevêque de Besançon, qu'on se permet aujourd'hui de traiter de fou devant V. E., vous parut-il tel dans ce moment ? Lorsque les larmes de M. Bernier parurent effacer l'indécence de sa proposition, daignez vous rappeler l'homme qui lui sauta au cou et qui, attendri lui-même, mêla ses pleurs aux siens. On lui dit alors : « Condamnez-vous, abjurez-vous l'ancien concordat, contre lequel jadis le clergé, les universités, les parlements, s'élevèrent avec tant de force ? — Il répondit : « Non ; mais nous y renonçons. » — « Eh bien ; nous avons renoncé depuis longtemps, et nous renonçons encore aujourd'hui à la constitution civile du clergé ; mais nous ne prétendons pas plus l'abjurer. que vous-même ne prétendez abjurer l'ancien concordat. » Cit. ministre, vous voulûtes bien applaudir à ces sentiments et à ce langage ; et une réunion franche, du moins de ma part, en fut la suite immédiate...

(Pap. de Grégoire).

III. — Lettre de Grégoire <sup>1</sup>

... Vous avez également raison en taxant d'imposteurs ceux

paix de l'Eglise » (p. 5. — Cf. *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 204, note. — Voir aussi Jauffret, t. I, p. 74).

Trois jours après, le 14 juin, dans une lettre au Légat, l'archev. de Besançon, faisant allusion à l'allocution pontificale du 24 mai, écrivait : « On a osé faire dire à S. S. que des évêques étaient hors de l'unité de l'Eglise catholique, parce qu'ils n'avaient pas eu l'institution de Pie VI ; institution à laquelle, d'après des lois très rigoureuses, il ne leur était point permis de recourir. Sans cette institution, les évêques étaient hors de l'unité ! Ils furent donc aussi hors de l'unité ces nombreux, ces saints archevêques et évêques, qui pendant treize siècles ont illustré les plus beaux sièges de la chrétienté ! Car, autorisés par les canons des plus respectables conciles, ils ne songèrent point à recourir à cette institution... »

<sup>1</sup> Il paraît à propos de rapporter ici cette lettre, sous sa date probable, parce que Grégoire, sans avoir été partie dans l'affaire des rétractations, y a été mêlé par ses conseils et son influence. C'était la fin du rôle qu'il s'était attribué dans l'agence les Réunis ; rôle qui cessait de lui-même, car la nomination aux nou-

qui débitent que les évêques constitutionnels se sont rétractés. Quand même ils auraient déposé une protestation contraire chez tous les notaires de la République, soyez sûr que leurs ennemis auraient, avec la même effronterie, avancé cette calomnie. Le fait est que ces évêques ont repoussé avec horreur tout ce qui paraissait y tendre, d'une manière même éloignée. Après avoir écrit au Pape la lettre par laquelle ils reconnaissent, comme le Concile de 1797, que la constitution civile n'est plus loi de l'Etat, ils ont pris à témoin des hommes constitués en dignité, qu'ils démentiraient quiconque voudrait en inférer la moindre altération dans les principes qu'ils ont professés.

Certes, s'il y avait quelques rétractations à demander, ce serait à des hommes qui, sommés tant de fois de désavouer l'horrible Vendée, ne l'ont jamais fait; qui n'ont cessé de crier contre les acquéreurs de biens nationaux; qui ont constamment méconnus les droits de la société civile sur le contrat du mariage, etc., etc.<sup>1</sup> Vous aurez vu avec plaisir que le gouvernement consacre les maximes que nous avons soutenues sur ces divers objets; et que le Pape, que son Légat reconnaissent même les libertés gallicanes, et les Quatre fameux articles<sup>2</sup>. Cependant un bref d'Alexandre VIII les avait condamnés en 1690. Ce que la cour de Rome voulait alors arguer d'erreur, elle le reconnaît aujourd'hui comme légitime et vrai.

L'intention du gouvernement en publiant le concordat, c'est de mettre fin aux divisions qui ont affligé l'église gallicane: celui

veaux sièges faisait évanouir le simulacre de juridiction que plusieurs des év. constitutionnels s'étaient réservé après leur démission (cf. t. IV, p. 169). — La liquidation de l'agence s'était faite avant Pâques. Le vendredi saint (26 germinal), on arrêta le compte des recettes et dépenses, et on vota des remerciements à Grégoire pour la générosité avec laquelle il se chargeait du déficit, et « pour les peines qu'il a prises et les écrits qu'il a faits pendant plus de onze ans, pour la gloire de la religion et le bonheur de la patrie, dont il n'a jamais séparé les intérêts » (*Ann. de la relig.*, t. XV, p. 528). Peu de temps après, Grégoire quitta Paris pour voyager en Angleterre (cf. notice sur sa vie, en tête de ses *Mém.*, t. I, p. 144; *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 335; etc.).

<sup>1</sup> Cf. Grégoire, *mém.*, t. II, p. 105.

<sup>2</sup> Cette assertion trouvait le Légat sans défense, parce qu'il n'avait pas voulu désavouer publiquement cette partie de son serment, altérée par le *Moniteur*, où il était censé reconnaître les libertés gallicanes (cf. *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 90 et 171; *Mém. de Grégoire*, t. II, p. 112).

donc qui parlerait de rétractation, serait à coup sûr un contre-révolutionnaire, qui tenterait de rallumer les brandons de la guerre civile. J'ai dit quelque part, en parlant des serments prêtés par le clergé constitutionnel : il n'y a que des factieux qui puissent en demander la rétractation ; il n'y a que des imbéciles qui puissent la faire. Tenez cela pour axiome, que je me sou mets à prouver par les raisonnements et par les faits : vous ferez ensuite les applications...

(*Ann. de la religion*, t. XV, p. 89 ; n° du 30 mai 1802) <sup>1</sup>.

#### IV. — Lettre de Lacombe au prêtre Binos

Paris, 4 juin 1802.

J'ai reçu votre lettre du 17 mai. Vous désirez savoir si S. Em. le cardinal Caprara nous a demandé la rétractation du serment de la constitution civile du clergé, et si les évêques constitutionnels réélus ont fait cette rétractation. Je vous réponds oui ; je vous réponds non. Il est très vrai que M. le légat a voulu de nous une rétractation ; il est très vrai qu'il ne l'a pas obtenue.

Nous nous présentâmes à lui, le jeudi saint, pour lui demander l'institution canonique, prescrite par le nouveau concordat. Il nous proposa de signer une lettre à Sa Sainteté ; lettre tout à fait propre à nous révolter, nous évêques gallicans, nous amis de nos maximes et de nos libertés, nous incapables de grossir la troupe insensée des ultramontains. Nous refusâmes de la signer. Par qui ce refus fut-il fait ? D'abord par les évêques constitutionnels de Rennes, de Dax et de Clermont ; et ensuite par les évêques constitutionnels de Rouen, de Carcassonne et de Bordeaux. <sup>2</sup> Ce dernier, que vous savez être ferme et inébranla-

<sup>1</sup> Voir aussi *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 91, 141, 530.

<sup>2</sup> C'est à dire Le Coz (Rennes), Saurine (Dax), Périer (Clermont), Leblanc de Beaulieu (Rouen), Belmas (Carcassonne), Lacombe (Bordeaux). — Les *Ann. de la relig.*, t. XV., p. 92, nous ont conservé la substance de quelques propos tenus par ces évêques devant le card. Légat. « Ils ont déclaré qu'ils préféreraient le séjour de la Guyane à l'avilissement d'une rétractation ; qu'ils renonçaient à toute institution, plutôt que de l'obtenir par une pareille bassesse ; qu'ils avaient agi conformément à leur lumière et à leur conscience ; qu'ils étaient encore disposés à agir de même, si le bien de la religion et de la patrie le demandait une seconde fois ; que d'ailleurs la loi interdisait qu'on leur fit de pareilles propositions, et que le devoir de toutes les parties était de respecter les droits de l'État et les libertés

ble comme la roche sur laquelle est bâtie la ville de Montrejeau, où il est né, parla ainsi à S. Em. :

« M. le cardinal, nous sommes des évêques français ; vous paraissez nous méconnaître. Vous nous proposez de déclarer à Sa Sainteté que nous sommes repentants de ce que nous avons fait en conformité de la constitution civile du clergé ; jamais, non jamais cette déclaration ne sera faite par nous.

« M. le cardinal, si je ne puis être assis sur le siège d'Angoulême qu'en adhérant à cette lettre, que vous nous avez donnée à signer, loin de moi l'évêché d'Angoulême ; loin de moi votre institution, comme loin de moi votre lettre, que je vous remets. » J'étais debout quand je prononçai ces dernières paroles, qui auront sans doute votre approbation, aussi bien que les suivantes. M'étant assis, je continuai de la sorte :

« M. le cardinal, que je vous rappelle le serment que vous avez fait naguère, devant notre Premier Consul : dans ce serment, vous avez promis de respecter les libertés de l'église gallicane. Quoi ! vous vous faites un devoir de les respecter, ces libertés, et vous me faites un crime d'y tenir, et d'avoir joui des droits qu'elles me donnent ! Comment concilier votre conduite d'aujourd'hui envers nous, avec votre serment fait lors de votre réception ?

« M. le cardinal, ma foi est celle de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ; je l'attesterai, s'il le faut, par le sacrifice de ma vie : ma moralité et ma conduite doivent être sans reproche, puisque notre Premier Consul m'a destiné à être l'un des soixantes évêques de la nouvelle église de France ; et qu'il ne m'a honoré de cette faveur, qu'après avoir interrogé sur mon compte les habitants de la Gironde, mes anciens diocésains. Est-ce que cela ne suffit pas pour avoir votre bulle de confirmation ?

« M. le cardinal, je vous ai rendu votre lettre, n'en ayant lu qu'une très petite partie ; il est bon que je la connaisse dans son entier : permettez que je la reprenne. » — « Non, me dit M. le cardinal, puisque vous ne voulez pas y adhérer. » — « Tant pis, m'écriai-je, que vous me priviez de la lire d'un bout

de l'église gallicane. » — D'après une note ms. de Grégoire, ce serait Le Coz qui aurait parlé de la Guyane.

à l'autre ; j'en ai bien de la peine : surtout j'ai le plus grand regret qu'il n'y ait eu, en ce moment, dans votre salle, que vous, mes deux collègues Beaulieu, Belmas, et moi ; je voudrais que des témoins, autres que nous, pussent parler de ce qui est contenu dans votre lettre, et de notre courage à la rejeter. J'ai l'honneur de vous saluer. »

A ces mots je sortis ; mes deux compagnons Beaulieu et Belmas me suivirent. Nous allâmes ensemble chez le cit. Portalis, chargé de toutes les affaires ecclésiastiques : nous l'instruisîmes de ce qui venait de se passer. Il parut improuver les prétentions de M. le légat ; il dit qu'il y apporterait remède dans la journée ; que le gouvernement ne voulait point de rétractation ; qu'il ne serait exigé qu'une pure et simple adhésion au concordat. Il demanda que sur-le-champ fussent réunis chez lui tous les évêques constitutionnels. Il fit appeler en même temps l'évêque Bernier ; il le chargea de parler à M. le légat, et de lui dire que l'affaire des évêques constitutionnels devait finir dans la journée. Celui-ci consentit à la commission. Il rédigea et proposa une lettre, bien différente de la première : nous l'adoptâmes. Je m'abstiens de vous la transcrire ici ; vous la trouverez dans les *Annales de la religion* (t. XV, p. 92) <sup>1</sup>.

Cette lettre, n'en déplaît à l'évêque Bernier qui en est l'auteur, serait en meilleur latin, dirait quelque chose de plus, et aussi quelque chose de moins, si quelqu'un de nous l'avait rédigée, et si le ministre des affaires ecclésiastiques ne nous avait dit que la phrase « me constitutionem, ut aiunt, civilem cleri Gallicani ultro deserere » étant exigée par le légat, il fallait la mettre ; qu'il le fallait pour le bien de la paix ; qu'en nous y refusant, nous ne ferions pas chose agréable au gouvernement. Je m'étais obstinément refusé de l'employer ; j'en avais fortement réclamé la suppression : 1° parce qu'elle est inutile, la phrase suivante déclarant notre adhésion au concordat, qui abroge la constitution civile du clergé ; 2° parce qu'elle peut être mal interprétée par nos censeurs, qui prétendent toujours que les constitutionnels, soit évêques, soit prêtres, doivent se rétracter. En consentant enfin à admettre la susdite phrase, je déclarai que je ne faisais l'abandon de la constitution civile du

<sup>1</sup> Voir la pièce n° 1241.

clergé, que parce qu'une nouvelle loi la rend impraticable ; qu'ayant respecté et aimé ses dispositions, je continuerai toujours de les respecter et de les aimer ; que bien loin de me blâmer d'y avoir obéi, d'y avoir été fidèle, je regardais comme les meilleurs actes de ma vie, comme les plus dignes des récompenses éternelles, tous les actes qu'elle m'a prescrits, et auxquels je me féliciterai toujours de m'être prêté.

A la suite de tout cela, mes collègues Le Coz, Saurine, Périer, Primat, Beaulieu et Belmas, écrivirent, ainsi que moi, la lettre que nous venions d'adopter, à la place de celle que nous avions rejetée à l'unanimité chez M. le légat. Elle ne venait ni de Rome, ni des bureaux de S. Em. ; elle ne déclarait point ce qu'inutilement on avait voulu, une heure plus tôt, nous faire déclarer. M. le légat la reçut-il de bonne grâce ? C'est ce que nous a laissé ignorer celui qui avait eu à en remettre nos sept exemplaires. L'évêque Bernier se contenta de nous dire le lendemain, vendredi saint, en présence du cit. Portalis, qu'il fallait y changer quelques mots ; y mettre « *nominatus* » au lieu de « *electus* » ; « *admittere et admissurum, profiteri et professurum* », au lieu de « *admissurum et professurum* » ; « *canonicam institutionem* », au lieu de « *canonicæ institutionis munus.* » Tel est notre amour pour la paix, telle est notre condescendance pour ceux qui nous font des propositions sans conséquence : nous fîmes les changements désirés. Alors notre nombre se trouva accru du constitutionnel Reymond, qui n'avait pu se joindre à nous la veille ; il fit de son côté, en même temps que chacun de nous, la seconde lettre en question. Notre transcription étant achevée, nous en déposâmes nos huit exemplaires dans les mains de l'évêque Bernier. Il nous annonça que nous ne tarderions pas à recevoir notre bulle de confirmation : il ajouta qu'au cas qu'elle ne fût point expédiée de là au jour de Pâques, nous pourrions tout de même prêter, le jour de Pâques, devant le Premier Consul, dans l'église de Notre-Dame, le serment de fidélité. Nous le prêtâmes, en effet, sans être bullés ; et quand on nous appela pour le prêter, on nous appela dans l'ordre et selon l'année de notre consécration, c'est-à-dire après les évêques de l'ancien régime, et avant ceux nouvellement nommés, institués et sacrés ; et l'on ne nous contesta point la validité de notre consécration, quoiqu'on ait tant parlé pendant plus de dix ans contre notre épiscopat.

Maintenant, vénérable prêtre et très cher ami Binos, si quelqu'un ose vous dire que nous nous sommes rétractés, ne craignez pas de lui dire : *Mentiris impudentissime*. Ma relation vous autorise à vous exprimer de la sorte. Elle est dans la plus exacte vérité ; elle peut vous être certiorée, non-seulement par mes collègues constitutionnels, mais encore par l'évêque Bernier et par le cit. Portalis, qui ont vu et entendu tout ce que je vous raconte.

On vous dira peut-être que M. le légat nous a donné l'absolution ; que la preuve en est dans les registres de sa légation ; qu'on y a vu, au rapport du nouvel évêque de Versailles et de quelque autre, plusieurs exemplaires d'un *decretum absolutio-nis*, humblement demandé par plusieurs de nous, et à plusieurs de nous charitablement accordé. Comment repousserez-vous ces faits-là ? Vous direz avez moi que M. le légat, au mépris des règles usitées dans l'administration du sacrement de pénitence, au mépris de ces paroles célèbres d'une infinité de Papes : *nisi vere contritis et confessis*, a donné une absolution qui n'était ni voulue ni demandée ; que lorsque le *decretum* en a été remis par l'évêque Bernier à quelques-uns d'entre nous, ils en ont fait justice en le jetant au feu, en présence de celui de qui ils l'avaient reçu, sous les yeux du cit. Portalis, qui nous a assurés en avoir usé de même lorsque M. le légat lui a transmis un semblable *decretum*, pour le relever et l'absoudre des censures qu'il a pu encourir, en prenant part à la Révolution française<sup>1</sup>. Vous direz de plus que le constitutionnel Lacombe n'a pas été gratifié de ce *decretum*<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Une pareille allégation est si contraire à la vérité, et même à la vraisemblance, qu'on serait tenté d'y voir l'effet d'un malentendu. Dans une note de la Légation, on lit à ce sujet : « L'év. d'Angoulême veut certainement en imposer, lorsqu'il dit que le card. légat avait accordé un semblable décret à M. Portalis, puisqu'il n'en a jamais été question. »

<sup>2</sup> Cf. p. 509, note 1. — En 1805 (le 21 janvier), pendant le séjour de Pie VII à Paris, le Légat fit écrire à Bernier par Mgr Sala : « J'ai été extrêmement surpris d'apprendre qu'on vous accuse de ne pas avoir remis aux anciens évêques constitutionnels les brefs d'absolution dont S. Em. Mgr le card. vous avait chargé. Tout homme de bon sens aurait dû voir que votre assertion seule avait un poids bien plus grand que les mensonges de quelques personnes de parti, qui tâchaient de profiter des circonstances pour débiter ces calomnies. Quant à moi, je n'ai jamais été dupe de propos aussi déplacés ; et heureusement que je puis rendre un témoignage solennel à la vérité, en déclarant que M. l'évêque de Soissons, dans un de ses voyages faits à Paris l'année dernière, dit à la Légation qu'il avait toujours

Sans doute qu'on a craint qu'il fût moins patient que les autres ; qu'après avoir déclaré hautement qu'il en ferait plainte à qui de droit, il le renverrait bien et dûment conditionné à son auteur, avec une lettre bien propre à attester que, s'il est plein de respect pour le Saint-Siège apostolique, il ne l'est pas également pour ceux qui, ayant sa confiance, prodiguent et risquent témérairement ses grâces. Je laisse à l'évêque Bernier et au cit. Portalis<sup>1</sup> le soin de dire comment je me suis exprimé là-dessus en leur présence, le vendredi saint.

J'espère, vénérable prêtre et très cher ami Binos, que ma réponse à votre lettre du 17 mai, sera de votre goût et qu'elle affermira mes droits à votre estime et à votre amitié. Je vous salue et vous bénis, etc.

(Public. contemp.)<sup>2</sup>.

conservé le bref qu'il avait reçu de votre main. J'ai aussi une preuve beaucoup plus récente de la vérité du même fait, de la part de M. l'archevêque de Toulouse. C'est bien assez pour votre justification et pour pouvoir répondre aux assertions contraires. *Mendax in uno, mendax in omnibus*. Vous ne pourriez pas vous faire une idée bien juste de la peine que je ressens, en vous voyant calomnié de la sorte. Mais la vérité tôt ou tard doit triompher, et je donnerai, s'il le faut, mille témoignages en votre faveur. Les désagréments que vous venez d'essuyer ne font qu'ajouter à l'estime et au respect que je vous ai voués, et avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc.» — Cette lettre ostensible était accompagnée d'un billet particulier. « Vous avez bien raison, écrivait le même Sala, de vouloir mettre un terme aux imputations calomnieuses de la non remise des brefs aux constitutionnels. Je vous adresse la lettre que vous m'avez demandée à ce sujet. Si vous ne la trouvez pas bien rédigée, faites y tous les changements que vous jugerez à propos, et j'en ferai une seconde qui sera plus de votre goût. Je n'ai rien dit de l'ouvrage imprimé à Bordeaux [cf. p. 539, note ], parce que je ne puis pas me le rappeler ; mais nous pourrions arranger cet article. Mon projet était d'aller ce soir exprès chez le card. Antonelli, pour l'attaquer, et je serai prêt à le faire toutes les fois que vous le voudrez. Depuis notre conversation d'hier, je vous assure que j'ai été extrêmement peiné. Que ne puis-je vous témoigner d'une manière assez forte la part que je prends à venger votre honneur, et l'envie que j'ai de vous donner des preuves de l'estime sans borne et de l'attachement respectueux, etc. »

<sup>1</sup> Lacombe, de même que Le Coz, a été un des évêques dont Portalis a eu le plus à se plaindre. Dans un « Compte rendu sur l'esprit public dans le clergé pendant l'an XIII », présenté à l'Empereur le 28 janvier 1806, Portalis disait : « Angoulême : l'évêque est apoplectique. Rien ne marche dans ce diocèse. Il ne peut y avoir de correspondance suivie avec un homme qui n'a pas sa tête, et qui ne jouit d'aucune considération dans le diocèse. »

<sup>2</sup> Ce récit, précédé d'une autre lettre de Lacombe, a paru dans le n° du 15 juin



**1248. — Caprara à Consalvi.**

(particulière)

Parigi, 18 aprile 1802.

Tutto ciò che V. Em. ha la bontà di dire sul mio conto, con

des *Ann. de la relig.* (t. XV, p. 132) sous le titre de « Conduite des évêques constitutionnels transférés à de nouveaux sièges. » Il a été aussitôt répandu sous forme d'un tirage à part. Instruit de la circulation de ce libelle et de celle de la lettre de Grégoire que nous venons de reproduire, Portalis en avertit le Préfet de police le 24 juin. Le 26 il lui écrivait de nouveau : « ... Pour le bien de la paix, M. le cardinal se résigne à n'en porter aucune plainte ; mais il serait bien important que tout ce qui a trait aux divisions passées fût étouffé une fois pour toutes. L'intention du gouvernement est, et depuis longtemps je l'ai fait connaître aux préfets des départements, que rien ne soit imprimé dans les diocèses sur les matières religieuses sans examen et sans aveu de leur part... Votre sagesse saura prendre les mesures convenables pour prévenir ou pour arrêter sans éclat la publicité de tout ouvrage, que l'esprit de parti, l'amour propre, et la diversité des opinions religieuses voudraient répandre, au grand détriment de la paix. » — « Je viens, lui répondit Dubois le même jour, de faire saisir à l'Imprimerie Chrétienne tous les exemplaires de cet écrit, où le cit. Lacombe, en parlant d'un *decretum absolutiois* qui fut remis de la part de M. le légat aux évêques constitutionnels transférés à de nouveaux sièges, dit que ceux-ci le jetèrent au feu sous les yeux du cit. Portalis, qui (ajoute le cit. Lacombe) nous a assurés en avoir usé de même, lorsque M. le légat lui a transmis un semblable *decretum* pour le relever et l'absoudre des censures qu'il a pu encourir en prenant part à la Révolution française. C'est pour cette phrase, dont vous apprécierez toutes les conséquences politiques que l'on peut en tirer, que j'ai ordonné la saisie de l'ouvrage. » Comme on le voit par cette réponse, le préfet Dubois n'incriminait nullement les constitutionnels de ce qu'ils alléguaient dans leur propre cause. Il était notoire en effet que le P. Consul ne voulait aucune rétractation (Cf. *Corr.* n° 6121). Une circulaire de Fouché du 18 prairial (7 juin) venait de le déclarer publiquement (voir *J. des Débats*, du 4 messid.; *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 142). Il résulte même d'une lettre adressée le 28 à Fouché par l'ancien év. d'Amiens, propriétaire des *Annales*, que « l'ouvrage [de Lacombe] avait été communiqué par M. Grégoire au ministre de la police, qui avait jugé qu'on pouvait l'imprimer sans danger » ; car « lorsque des évêques sont accusés d'une lâcheté, ils devaient avoir au moins le droit de prouver au public qu'ils ne l'avaient pas commise. »

Portalis, de son côté, avait reçu l'ordre d'écrire partout que la simple adhésion au concordat suffisait à réconcilier les constitutionnels (circulaire du 19 prairial : 8 juin). Il ne pouvait donc reprocher à ces évêques leur attitude envers le Légat ; il pouvait seulement les blâmer de la faire connaître. C'était uniquement l'inconvénient de la publicité, pour la paix sociale, qui lui permettait d'intervenir. C'est aussi en ce sens qu'il s'est hâté de rédiger une circulaire contre toute polémique religieuse (cf. *Jaffret*, t. I, p. 77).

La « Conduite des évêques », réimprimée à Bordeaux, ancien diocèse de La-

sua amorosa di pugno in data dei 5 aprile <sup>1</sup>, penetra l'animo mio al punto che non trovo termini da ringraziarla. Conosco la mia insufficienza, e quindi quanto mi si attribuisce a merito, non è che merito di V. Em., che sa compatirmi ed esser contenta della mia buona volontà. Questa certamente in me non manca; ma con questa sola, come l'Em. V. conosce, non si fa gran viaggio.

I contemporanei miei dispacci la metteranno al giorno della deplorabile situazione, in cui mi son trovato e mi trovo. E spero che ella stessa, nel duro bivio o di lasciare la Francia senza religione, o di obbligare N. S. a fare egli, se pure sarebbe stato permesso, ciò che ho creduto per il bene dell'unità di fare io, vorrà condonarmi l'arbitrio preso. L'oggetto che ho avuto in mira di non mancare, parmi troppo essenziale; le conseguenze che prevedevo dal mancarlo sono troppo funeste sotto tutti gli aspetti: onde mi lusingo di riportarne il di lei compatimento.

Mi farò un dovere di eseguire le di lei commissioni, sia con Madame Brignole e Mgor Bernier, sia con Mgor Erskine, che si va disponendo alla partenza <sup>2</sup>.

L'affollamento degli affari e delle persone non mi permette di trattenermi ulteriormente, come gradirei, con V. Em.; onde finisco col dichiararmi prontissimo a quanto possa essere e della volontà di N. S., e della soddisfazione di V. Em., cui intanto col più rispettoso attaccamento, etc.

P. S. — Nello stato delle cose, quali V. Em. vede descritte nell'odierno mio dispaccio, e previa la cognizione ch'ella ha dei motivi per i quali io credei di dovermi contenere nel modo che feci, rispetto alla richiestami traslazione alla chiesa di Milano, degnisi riflettere se anzichè sollecitare, non convenga piuttosto differire il concistoro. Il tenerlo, e non proporre la chiesa di Milano, non sarebbe cosa che convenisse. Il proporla, stando le cose nello stato attuale, conviene ancor meno. V. Em. abbia

combé, y fut également interdite sur la demande de Portalis. Mais de nombreux exemplaires avaient échappé à la saisie, surtout à Paris. Si on y ajoute d'autres éditions, refaites en province, notamment à Agen, à Pau (cf. Jauffret, t. I, p. 68), etc., on peut dire qu'aucun pamphlet sous le Consulat n'a passé en plus de mains.

<sup>1</sup> Cette lettre particulière de Consalvi fait défaut.

<sup>2</sup> Erskine a été reçu en dernière audience par le P. Consul le 15 août, et est parti peu après. Le 29 septembre, il annonçait de Viterbe son arrivée à Rome pour le surlendemain.

dunque la bontà di ben pesare tutto, e colla saviezza propria del suo carattere, agisca in conseguenza <sup>1</sup>.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

#### 1249. — **Maret au Ministre de la Justice.**

Paris, 26 germinal an X (16 avril 1802).

Les Consuls ont ordonné que la loi sur les cultes, qui sera promulguée le 28 (18 avril), sera publiée le même jour, en la forme et avec les cérémonies d'usage pour les traités de paix.

Je ne puis vous envoyer l'expédition de la loi promulguée, que le 28, à six heures du matin <sup>2</sup>. Vous jugerez cependant nécessaire que le bulletin des lois qui la contiendra soit publié le même jour, et que le ministre de l'Intérieur en ait des exemplaires pour la publication qui doit être faite dans Paris. Je crois, en conséquence, qu'il convient de vous envoyer, en simple copie pour l'impression, un exemplaire imprimé, collationné sur l'original, et revêtu d'avance des formes de la promulgation. Vous le trouverez ci-joint.

L'impression du bulletin des lois à la date du 28 (18 avril) pourra ainsi être fait d'avance. Je vais en donner avis au ministre de l'Intérieur.

(Arch. nat., AF<sup>iv</sup> 195).

<sup>1</sup> Cf. p. 228, note 1. — Caprara fut préconisé comme archev. de Milan, dans le consistoire du 24 mai, en même temps que le card. Spina comme archev. de Gènes (cf. p. 281, note). Il prêta serment le 20 juin dans la chapelle des Tuileries, entre les mains du P. Consul. — On sait (p. 65) qu'en désignant Caprara pour le siège de Milan, le P. Consul avait également nommé Mgr Codronchi au siège vacant de Bologne, et l'abbé Opizzoni au siège de Ravenne occupé par Mgr Codronchi. Ces deux prélats, après avoir également témoigné de leur répugnance, avaient écrit, chacun de leur côté, qu'ils se résignaient à la volonté de la Providence et au vœu de S. S. Tout était donc prêt pour les préconiser dans le consistoire du 24 mai, lorsqu'un refus de Mgr Codronchi, remis au dernier moment au Pape, obligea à tout suspendre. De nouvelles instances auprès de Mgr Codronchi n'ayant abouti qu'à des réponses contradictoires, le P. Consul écrivit au Pape, le 14 juin « puisque Mgr Codronchi persiste à rester à Ravenne, je prie Votre Sainteté de nommer Mgr Opizzoni à l'archevêché de Bologne » (*Corr.*, n° 6130). Cette nouvelle combinaison devint elle-même incertaine, parce que l'abbé Opizzoni, déjà peu disposé à se rendre à Ravenne, paraissait effrayé du siège plus considérable de Bologne. Enfin il céda à une sorte d'injonction pontificale, et accepta à la fin d'août 1802.

<sup>2</sup> En raison du délai de dix jours, qui était prescrit par la constitution. — Voir la pièce n° 1253.

**1250. — Portalis à Cacault.**

Paris, 27 germinal an X (17 avril 1802).

Le jour même où vous m'écriviez votre lettre du 15 germinal (5 avril)<sup>1</sup>, trois orateurs du gouvernement, au nombre desquels j'étais, portaient au Corps législatif la convention entre le gouvernement français et le Saint-Siège, et les articles organiques de cette convention. Les nouvelles publiques vous auront appris que cet important travail a été adopté par le Tribunat et le Corps législatif à la presque unanimité des suffrages. Ma correspondance et la voix publique m'instruisent que l'assentiment a été général dans les départements; et nous avons été, à Paris, les témoins de la joie universelle. Demain dimanche, 28 germinal, jour de Pâques, il sera célébré dans l'église métropolitaine de Paris un *Te Deum* pour la paix et la publication du concordat. Les Consuls de la République et toutes les autorités constituées s'y rendront. Les évêques et les archevêques nouvellement élus et qui se trouvent à Paris, y prêteront le serment, fixé par le concordat, entre les mains du Premier Consul. M. Boisgelin, ancien archevêque d'Aix, et qui vient d'être nommé à l'archevêché de Tours, y prêchera.

Vous avez dû, cit. ministre, être instruit par le ministre des relations extérieures, de la présentation du cardinal Légat et de la solennité qui l'a accompagnée.

On doit être satisfait à Rome de la manière dont on célèbre ici le rétablissement de la foi, dont elle est le centre, et le renouvellement des rapports religieux avec le Saint-Siège. Cet événement est lié au grand événement de la paix générale<sup>2</sup>, on serait presque tenté de dire universelle. On a voulu le rattacher à tout ce qui est grand, à tout ce qui est utile, à tout ce qui est cher et profitable à la République et au monde entier<sup>3</sup>.

(Cultes).

<sup>1</sup> Cf. pièce, n° 1201.

<sup>2</sup> Le Moniteur du 28 germ. (18 avril) dit, sous la date du 27 : « Le P. Consul a ratifié aujourd'hui le traité définitif de paix entre la République et S. M. Britannique. Les ratifications respectives seront échangées demain dimanche, 28 germinal, à neuf heures du matin. »

<sup>3</sup> La semaine sainte avait été marquée par un événement littéraire (Cf. *J. des Débats* du 22 germ.), dont le retentissement et l'influence se sont prolongés pendant la première moitié du siècle. C'était l'apparition du « Génie du Christia-

**1251. — Le P. Consul à Barbé-Marbois.**

Paris, 27 germinal an X (17 avril 1802).

Je vous prie, cit. ministre, de me faire choisir neuf pierres parmi les diamants qui sont au trésor public, propres à faire des bagues pour des archevêques, et de les faire monter pour ces objets.

Faites-en choisir une dixième pour le cardinal légat, supérieure en qualité et en valeur <sup>1</sup>.

(*Corr. de Nap.*, n<sup>o</sup> 6043).

**1252. — Proclamation du P. Consul.**

Paris, 27 germinal an X (17 avril 1802).

Français, du sein d'une révolution inspirée par l'amour de la patrie, éclatèrent tout à coup, au milieu de vous, des dissensions religieuses, qui devinrent le fléau de vos familles, l'aliment des factions et l'espoir de vos ennemis.

Une politique insensée tenta de les étouffer sous les débris des autels, sous les ruines de la religion même. A sa voix, cessèrent ces pieuses solennités où les citoyens s'appelaient du doux nom de frères, et se reconnaissaient tous égaux sous la main de Dieu qui les avait créés ; le mourant, seul avec la douleur, n'entendit plus cette voix consolante qui appelle les chrétiens

nisme », œuvre éclatante par les images et la poésie du style, superficielle et peu judicieuse dans le fond, et appropriée surtout à la classe des esprits cultivés qui ayant perdu la foi véritable, étaient bien aises de découvrir des beautés dans la religion catholique afin de s'y rattacher au moins par ce côté. Le P. Consul vit avec faveur un écrit qui secondait ses desseins, et, le jour même de Pâques, fit insérer dans le *Moniteur* un long article de Fontanes, prodiguant les éloges au jeune Châteaubriand, son ami. — Portalis, dans son discours au Corps législatif (p. 359), venait aussi de faire ressortir, mais en peu de mots, les aspects artistiques de la religion chrétienne. (Voir en outre Rœderer, *mém.*, t. V, p. 441 ; Arch. nat. AFIV 1030 ; etc.).

<sup>1</sup> A la suite de cet ordre, Barbé-Marbois fit rendre, sur son rapport, un arrêté du 8 floréal (28 avril), portant : « Art. 1<sup>er</sup>. Le ministre du trésor public fera délivrer les pierres précieuses désignées dans l'inventaire ci-annexé, visé par le cons. d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes ; ledit inventaire, montant à 11.800 fr., sera approuvé par le ministre de l'Intérieur. — Art. 2. Ces pierres seront prises parmi les diamants existant au trésor public, qui ne font pas partie de la réserve ordonnée par l'arrêté du 15 thermidor an IX (3 août 1801), et seront employées à la confection des bagues destinées pour le card. légat et les archevêques... » — Cf. p. 446, note 4.

à une meilleure vie ; et Dieu même sembla exilé de la nature.

Mais la conscience publique, mais le sentiment de l'indépendance des opinions se soulevèrent, et bientôt, égarés par les ennemis du dehors, leur explosion porta le ravage dans nos départements : des Français oublièrent qu'ils étaient Français, et devinrent les instruments d'une haine étrangère.

D'un autre côté, les passions déchaînées, la morale sans appui, le malheur sans espérance dans l'avenir, tout se réunissait pour porter le désordre dans la société <sup>1</sup>.

Pour arrêter ce désordre, il fallait rasseoir la religion sur sa base ; et on ne pouvait le faire que par des mesures avouées par la religion même.

C'était au Souverain Pontife que l'exemple des siècles et la raison commandaient de recourir, pour rapprocher les opinions et réconcilier les cœurs.

Le chef de l'Église a pesé, dans sa sagesse et dans l'intérêt de l'Église, les propositions que l'intérêt de l'État avait dictées ; sa voix s'est fait entendre aux pasteurs ; ce qu'il approuve, le gouvernement l'a consenti, et les législateurs en ont fait une loi de la République.

Ainsi disparaissent tous les éléments de discorde ; ainsi s'évanouissent tous les scrupules qui pouvaient alarmer les consciences, et tous les obstacles que la malveillance pouvait opposer au retour de la paix intérieure.

Ministres d'une religion de paix, que l'oubli le plus profond couvre vos dissensions, vos malheurs et vos fautes ; que cette religion, qui vous unit, vous attache tous par les mêmes nœuds, par des nœuds indissolubles, aux intérêts de la patrie.

Déployez pour elle tout ce que votre ministère vous donne de force et d'ascendant sur les esprits ; que vos leçons et vos exemples forment les jeunes citoyens à l'amour de nos institutions, au respect et à l'attachement pour les autorités tutélaires

<sup>1</sup> Ce § et le précédent ont été substitués à une autre rédaction qui disait : « Si quelquefois leurs fureurs parurent suspendues, les divisions restèrent toujours au sein des familles et menacèrent la République d'un nouvel incendie. Tant que ce foyer ne serait pas éteint, elle était assise sur un volcan. Pour l'éteindre ce foyer, il fallait des moyens avoués par la religion même... » (Arch. nat., AFIV 60).

qui ont été créées pour les protéger ; qu'ils apprennent de vous que le Dieu de la paix est aussi le Dieu des armées, et qu'il combat avec ceux qui défendent l'indépendance et la liberté de la France.

Citoyens qui professez les religions protestantes, la loi a également étendu sur vous sa sollicitude. Que cette morale, commune à tous les chrétiens, cette morale si sainte, si pure, si fraternelle, les unisse tous dans le même amour pour la patrie, dans le même respect pour ses lois, dans la même affection pour tous les membres de la grande famille.

Que jamais des combats de doctrine n'altèrent ces sentiments que la religion inspire et commande.

Français, soyons tous unis pour le bonheur de la patrie et pour le bonheur de l'humanité ; que cette religion, qui a civilisé l'Europe, soit encore le lien qui en rapproche les habitants, et que les vertus qu'elle exige soient toujours associées aux lumières qui nous éclairent <sup>1</sup>.

(Bull. des lois).

### 1253. — Cérémonie de Notre-Dame.

(18 avril 1802).

Séance des Consuls du 28 germinal an X.

Le secrétaire d'Etat représente au Premier Consul le décret du Corps législatif du 18 de ce mois (8 avril), portant que la convention passée le 6 messidor an IX entre le Pape et le gouvernement français, ensemble les articles organiques de la dite convention, et les articles organiques des cultes protestants, seront promulgués et exécutés comme des lois de la République.

Le Premier Consul ordonne que cette loi soit munie du sceau de l'Etat, imprimée, publiée et exécutée comme loi de la République.

En conséquence, la dite loi ayant été signée, scellée et contresignée

<sup>1</sup> Cette proclamation est insérée dans le Moniteur du 28 germinal (18 avril). On lit à la suite : « Bonaparte, etc., ordonne que la proclamation ci-dessus sera insérée au Bulletin des lois, publiée, imprimée et affichée dans tous les départements de la République. — Donné à Paris, au palais du gouvernement, le 27 germinal an X de la République française. »

gnée, est par le secrétaire d'Etat remise à un messenger d'Etat, pour être portée au ministre de la justice, chargé de la faire publier.

Les ministres et les conseillers d'état sont introduits, pour accompagner les Consuls à l'église métropolitaine de Paris, où le Premier Consul doit recevoir le serment des archevêques et évêques nouvellement nommés.

Les Consuls montent dans leurs voitures, accompagnés du secrétaire d'Etat, et se mettent en marche pour se rendre à cette cérémonie, au milieu d'un cortège nombreux, composé des ministres, des conseillers d'Etat, d'un grand nombre d'officiers généraux, des membres du corps diplomatique, des généraux commandant la première division et la place de Paris, et escortés de leur garde à pied et à cheval, et des troupes de la garnison de la place.

Les Consuls, arrivés à l'église métropolitaine, sont reçus et complimentés à l'entrée par M. de Belloy, archevêque de Paris, accompagné de son clergé. Deux dais avaient été disposés dans la nef : l'un à la droite de l'autel, pour les Consuls ; l'autre à la gauche, pour le cardinal Légat. Les tribunes étaient occupées par les membres du Sénat conservateur, ceux du Tribunat, ceux du Corps législatif, ceux du Tribunal de cassation, et par les autres autorités établies à Paris, et toutes celles administratives et judiciaires du département de la Seine.

Les Consuls ayant pris séance, M. de Boisgelin, archevêque de Tours, prononce un discours sur le rétablissement du culte catholique en France <sup>1</sup>. La messe est ensuite célébrée par M. le cardinal Légat.

<sup>1</sup> Ce discours a été imprimé chez Le Clère en 1802. L'orateur commence par s'étonner du changement qui le frappe en rentrant dans le sanctuaire d'une religion qui, elle, ne change pas. Il y vient pour célébrer « la paix du monde consacrée par la paix de l'Eglise. » Développant cette idée, il montre le P. Consul, inspiré et poussé par la Providence, et qui « seul, résiste aux oppositions » ; l'Europe menacée moins par nos armées que par nos principes destructeurs. « C'est, dit-il, la France qu'il fallait pacifier pour assurer le repos de l'Europe », et on ne pouvait la pacifier qu'en lui rendant son culte. Vient alors un tableau des services rendus par la religion, et de la joie du peuple, plus heureux encore de la voir rétablie que de posséder la paix générale. Le discours s'achève avec l'éloge du Pape et l'exposé des devoirs que le clergé est appelé à remplir.

« B[ernier], écrivait l'abbé Emery, aurait bien désiré faire le discours ; mais on



Après la lecture de l'évangile, M. de Belloy nommé archevêque de Paris par arrêté du 18 de ce mois (8 avril), se présente devant le Premier Consul, et s'étant mis à genoux, la main droite placée sur l'évangile, fait le serment de fidélité dans les termes suivants :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles, de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'État ; je le ferai savoir au gouvernement <sup>1</sup>. »

Ceux des autres ecclésiastiques, nommés archevêques ou évêques par arrêté du 19 de ce mois (9 avril), et qui étaient présents à la cérémonie <sup>2</sup>, appelés par le secrétaire d'État, se présentent successivement et prêtent le même serment dans la même forme, dans l'ordre ci-après <sup>3</sup> :

a voulu celui qui le fait. Quelle commission délicate ! » (lettre à Bausset [du 18 avril]). — Dans une note ms., Grégoire prétend que, sous sa première rédaction, le discours de Mgr de Boisgelin avait déplu, et qu'il avait été refait par l'abbé de Boulogne. — Cf. Grégoire, *lib. gallic.*, p. 224 ; Thiébauld, *Mém.*, t. III, p. 275, etc.

<sup>1</sup> En outre, cette formule a été écrite en entier et signée par chacun des évêques. — Elle a passé, depuis, par plusieurs vicissitudes. Sous la monarchie de juillet, elle a été remplacée par le serment de la loi du 31 août 1830 : « Je jure fidélité au roi des Français, obéissance à la charte constitutionnelle et aux lois du royaume. » Ce serment nouveau, aboli en 1848, a reparu en mai 1852 sous la forme : « Je jure obéissance à la constitution et fidélité au président, [puis « à l'empereur ».] (Art. 14 de la constitution du 14 janvier 1852). A partir du 25 novembre 1855 on revint au texte du concordat ; et, pendant la seconde Empire jusqu'au mois d'août 1870, les évêques s'acquittèrent de cette obligation, tantôt entre les mains de Napoléon III et tantôt par simple lettre. On sait que la République actuelle ne demande plus de serment. (Cf. *J. offic.* du 26 novemb. 1876).

<sup>2</sup> Sur les 45 évêques nommés avant Pâques, 18 n'assistaient pas à la cérémonie de N.-Dame, la plupart parce qu'ils étaient absents de Paris, d'autres parce qu'ils avaient refusé l'épiscopat ou se disposaient à le refuser.

Parmi les 27 présents, qui ont prêté le serment du concordat, 9 n'avaient pas encore été institués par Caprara. C'étaient : l'abbé Caffarelli, Mgr de Merinville, et les constitutionnels Belmas, Lacombe, Le Coz, Périer, l'Primat, Reymond, Saurine.

<sup>3</sup> Cet ordre n'est pas celui qui a été réellement observé. On a suivi les dates

## MM.

[De Belloy, archev. de Paris ;  
 Roquelaure, archev. de Malines ;  
 Le Coz, archev. de Besançon ;  
 Primat, archev. de Toulouse ;  
 Mercy, archev. de Bourges ;  
 Boisgelin, archev. de Tours ;  
 Etienne Hubert Cambacérès, arch.  
 de Rouen ;  
 Champion de Cicé, archev. d'Aix ;  
 [Le] Blanc de Beaulieu, év. de Sois-  
 sons ;  
 Barral, év. de Meaux ;  
 Bernier, év. d'Orléans ;  
 Saurine, év. de Strasbourg ;  
 Osmond, év. de Nancy ;  
 Périer, év. d'Avignon ;

## MM.

Desmontiers de Mérimville, év. de  
 Chambéry ;  
 Lorry, év. de La Rochelle ;  
 Dampierre, év. de Clermont ;  
 Montault-des-Isles, év. d'Angers ;  
 Maillé, év. de Rennes ;  
 Pancemont, év. de Vannes ;  
 Caffarelli, év. de St-Brieuc ;  
 Rousseau, év. de Coutances ;  
 Bourlier, év. d'Evreux ;  
 Noé (ci-devant év. de Lescar), év.  
 de Troyes ;  
 Lacombe, év. d'Angoulême ;  
 Raymond (Henri) év. de Dijon ;  
 Belmas, év. de Cambrai.

Les Consuls, après avoir assisté à la messe et à un *Te Deum* exécuté par le conservatoire de musique, remontent dans leurs voitures, et retournent au palais du gouvernement, dans le même ordre qu'ils en étaient partis <sup>1</sup>.

(Arch. nat., AFIV 913).

### 1254. — Promulgation de la Loi du 18 germinal.

Paris, 28 germinal an X (18 avril 1802).

Au nom du peuple français.

Bonaparte, Premier Consul, proclame loi de la République le décret suivant, rendu par le Corps législatif, le 18 germinal an X, conformément à la proposition faite par le gouvernement, le 15 dudit mois, communiquée au Tribunat le même jour.

#### Décret.

La convention passée à Paris, le 26 messidor an IX, entre le Pape et le gouvernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris, le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801),

de consécration, comme le dit Lacombe (p. 536. — Voir aussi les originaux des serments, aux Arch. nat., AFIV 1317).

<sup>1</sup> On trouvera des récits plus détaillés de la cérémonie dans les journaux du temps (Voir, par exemple, le *J. des Débats* des 29 et 30 germ. ; *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 20 ; etc.).

ensemble les articles organiques de ladite convention, les articles organiques des cultes protestants, dont la teneur suit, seront promulgués et exécutés comme des lois de la République.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif.—A Paris, le 18 germinal an X de la République française : signé *Marcorelle, président* ; *Champion, (du Jura), Metzger, Francq l'aîné, Meynard, secrétaires*.

Soit la présente loi revêtue du sceau de l'Etat, insérée au bulletin des lois, inscrite dans les registres des autorités judiciaires et administratives, et le ministre de la justice chargé d'en surveiller la publication. — A Paris, le 28 germinal an X de la République.

*Signé Bonaparte, Premier Consul.*

*Contre-signé, le secrétaire d'Etat, H. B. Maret.*

Et scellé du sceau de l'Etat.

*Vu, le ministre de la justice, signé Abrial.*

(Imprim. de la Rép., germ. an X).

#### **1255. — Publicité donnée à la Promulgation.**

[Paris, 28 germinal an X : 18 avril 1802].

Le 26 germinal an X, le préfet de police reçut une lettre du ministre de l'Intérieur, portant invitation de faire publier, le 28 du même mois, à huit heures du matin, dans tous les quartiers de Paris, la loi relative à l'organisation des cultes, selon l'usage accoutumé dans les grandes solennités.

Le même jour, conformément à la lettre du ministre, le préfet arrêta et fit imprimer et afficher l'ordre et la marche du cortège<sup>1</sup>, pour cette publication.

Par suite de ces mesures, le préfet désigna pour faire partie du cortège douze commissaires de police, lesquels furent invités à se rendre le 28 germinal à six heures du matin, à la préfecture de police, en costume et à cheval.

Parmi les officiers de paix, six d'entre eux furent également désignés et invités à se rendre le même jour, à l'heure indiquée, en costume et à cheval, à la préfecture, pour le même objet.

<sup>1</sup> Moniteur du 28 germ. (18 avril). — Cf. Jauffret, t. I, p. 56.

Pareille invitation fut adressée au commissaire de la Bourse, ainsi qu'aux inspecteurs généraux et particuliers de la navigation, de l'illumination, etc. — Le préfet requit en même temps, le général commandant d'armes de la place de mettre à sa disposition des détachements de cavalerie et d'infanterie avec leurs trompettes et tambours, pour accompagner les fonctionnaires publics chargés de faire cette publication.

Le général commandant en chef de la première division, le général commandant d'armes de la Place, le chef de légion de la gendarmerie d'élite, et le chef de légion de la gendarmerie nationale du département de la Seine furent également invités à assister à la publication.

Le 28 germinal, le cortège, après s'être réuni à l'hôtel de la préfecture, s'est formé suivant l'ordre réglé le 26 du même mois (16 avril) par le préfet de police :

- Avant-garde de dragons précédée de trompettes ;
- Corps de trompettes ;
- Détachement de cavalerie ;
- Les officiers de paix ;
- Les commissaires de police et celui de la Bourse ;
- Le secrétaire général de la préfecture ;
- Le citoyen Levallois, adjudant de la place ;
- Le citoyen Rhedy, chef d'escadron de la gendarmerie ;
- Le capitaine, un lieutenant et sous-lieutenant de la gendarmerie ;
- Le lieutenant et sous-lieutenant du régiment de dragons ;
- Les inspecteurs généraux et particuliers de la navigation, de l'illumination, etc ;
- Trompettes ;
- Arrière-garde et gendarmerie ;

Le préfet de police avait invité les maires et adjoints de Paris, à faire partie du cortège ; mais aucun n'a déferé à cette invitation, et tous, ou presque tous, ont allégué pour excuse l'obligation où ils se trouvaient de se rendre à la préfecture du département de la Seine, à huit heures du matin.

A huit heures précises, le cortège ainsi formé est parti de l'hôtel de la préfecture, et a dirigé sa marche par le quai des Orfèvres, le Pont-Neuf, la rue de la Monnaie, la rue du Roule, la rue Saint-Honoré à gauche.

Arrivé à la place du palais du Tribunat, le secrétaire général de la préfecture de police, a fait la première lecture de la proclamation des consuls du 27, et la première publication de la loi du 18 germinal an X, relative à l'organisation des cultes. Elles ont été écoutées avec le plus vif intérêt, et dans le silence le plus respectueux.

La 2<sup>e</sup> publication a eu lieu place de la Concorde.

La 3<sup>e</sup>, place du Corps Législatif.

La 4<sup>e</sup>, devant l'hôtel du ministère de l'Intérieur.

La 5<sup>e</sup>, place de la Croix-Rouge.

La 6<sup>e</sup>, place du Sénat conservateur.

La 7<sup>e</sup>, place du Panthéon.

La 8<sup>e</sup>, place Maubert.

La 9<sup>e</sup>, porte Saint-Antoine.

La 10<sup>e</sup>, porte Saint-Martin.

La 11<sup>e</sup>, marché des Innocents.

Et la 12<sup>e</sup>, à la place du Palais.

Partout un nombre considérable de personnes, de tout âge et de tout sexe, ont donné les mêmes témoignages d'intérêt et de satisfaction.

Le plus grand ordre a été observé durant tout le temps de cette cérémonie. Le cortège est rentré à onze heures à la préfecture, et s'est rendu de suite à Notre-Dame pour la cérémonie du *Te Deum*.

(Arch. nat., F<sup>7</sup> 7960).

### 1256. — Caprara à Consalvi.

(n° 112)

Parigi, 24 aprile 1802<sup>1</sup>.

Trovandosi nei pubblici fogli, che metodicamente giungono a V. Em., la descrizione di ciò che si è fatto per parte del governo in ordine alla pubblicazione del concordato, e riguardo alla solenne funzione tenutasi a Notre Dame nel giorno di Pasqua, per non annoiare V. Em. con racconti superflui, mi contenterò di porre sotto i suoi occhi il foglio di continuazione delle funzioni da me fatte, e di ciò che accompagnò la funzione medesima.

Terminata questa, secondo l'invito precedentemente fatto, il

<sup>1</sup> Cette pièce et la suivante sont reproduites ici malgré leur date, parce qu'elles se rapportent presque entièrement au jour de Pâques.

corpo diplomatico, che era intervenuto alla funzione, pranzò da M. Talleyrand. I primari generali ed altri, parte dal ministro della guerra, parte della marina, parte dal ministro dell' interno Chaptal. I vescovi, da Portalis, come ministro dei affari concernenti il culto. Io poi, dal Primo Console cogli altri due consoli, la consorte, i tre fratelli, la sposa di Luigi, il presidente del Senato conservatore, e l'altro del Corpo legislativo.

Il Primo Console, dopo il pranzo, si è trattenuto meco su vari oggetti. Mi ha parlato dei passi dati alla corte di Napoli su Benevento e Ponte Corvo, per mezzo del suo ambasciatore Alquier, e quì col marchese Del Gallo. Questo ha eccitato pretensioni su Castro e Ronciglione. Il Console ha risposto, che questa pretensione bisognava riguardarla come finita dopo lo stabilimento di 1744. Gallo è passato oltre, dicendo che si doveva finire con Roma gli affari della China, ed altri. Il Console gli ha risposto ingenuamente: « Bene sul punto determinato della China, cioè sulle conseguenze che potrebbe avere questa pretensione. » Mi tengo breve con V. Em., perchè in sostanza non è che una conversazione. Ha concluso però meco il Console, che per la restituzione di Benevento e Ponte Corvo avrebbe continuato ad insistere<sup>1</sup>; non così sul punto della China, che non credeva doversene mescolare più particolarmente.

Mostra desiderio di ottenere quei sette pezzi, de' quali V. Em., mi fa parola nel suo dispaccio dei 31 marzo<sup>2</sup>. Gli ho detto su di ciò tutto quello che credevo; ma egli sarebbe disposto a pagare del proprio cento cinquanta mila lire per averli. Crede però esser bene, che nè esso, nè per parte di N. S. comparisca la volontà di acquistarli, e come V. Em., come suol dirsi, potrà trovargli un torcimanno. Conosce essere necessario averne il permesso dal Papa, e che questo, attese le leggi savie, non piacerà di dare. Se detti sette pezzi non meritassero tutta l'anzidetta somma, non bisogna facilitare nel prezzo, a motivo dei ministri quì, che hanno impegnato il Console a procurare di averli. Questi naturalmente credevano di averli *gratis*, e quando sapranno che il Primo Console li vuole pagare, ne saranno forse meno premu-

<sup>1</sup> Voir *Corr. de Nap.*, nos 6103, 6139, 6201, etc.

<sup>2</sup> Voir p. 284.

rosi. V. Em., però con la sua saviezza e senza pressarsi, se giudicherà, tenterà di scoprire terreno.

Mi ha chiesto in seguito e parlato al solito con tenerezza su Roma, dicendomi: « Tutto colà va assolutamente quieto, e si comincia a potere stare in piedi. » — Ho parlato diffusamente del terzo anno che Roma soffre carestia. — Egli ne è convenuto. — Ho vi toccata la difficoltà che il Papa doveva avere di pagare i due quinti. Si sono enumerati i titoli delle spese e sopracarichi attuali della Camera, a motivo della povertà dei cardinali e della prelatura, che da sè non può supplire alle spese degli impieghi. In somma, la cosa è stata ricevuta sinceramente bene. Sono però certo che esso ha capito a che tendevano rappresentanze per parte mia così ingenua <sup>1</sup>.

Se V. Em., come si suol dire, non ha l'acqua alla gola, quando un nunzio a Pietroburgo debba cagionare a N. S. una spesa così eccessiva, quale si è la indicatami, mi pare potrebbe differirne la missione, se pure V. Em. non lo giudica assolutamente necessario per la religione. Quella corte oggi nel sistema generale non è quella che è stata. Qui la missione non incontrerà la menoma difficoltà; ma capisco che piace non si abbia che fiducia in lui.

Mi ha detto sapere, che non solo il Papa e V. Em., ma anche i particolari trattavano così bene i Francesi; modestamente ne ha esultato, aggiungendo che in Italia non era per tutto così.

V. Em. ha presenti i guai e le scissure che la religione prova nei Paesi Bassi, particolarmente per la questione del giuramento <sup>2</sup>. Gliene ho fatto un quadro patetico, e l'ho pregato assolutamente di ordinare ai prefetti, che o non ne facciano più questione, o si contentino almeno della modula del concordato. — Egli ha sostenuto, che questo assolutamente doveva cessare. — Ma essendo io di nuovo entrato in materia, mi ha aggiunto che ne parlassi al ministro Portalis, e gli dicessi in suo nome di fargliene parola.

<sup>1</sup> La tendance de Caprara était de faire penser à la restitution des Légations. — Pour lui fournir des arguments de même nature, et plus précis, Consalvi lui a envoyé, le 27 mai, un tableau des pertes subies par le Saint-Siège depuis le commencement de la Révolution française. La perte territoriale (Avignon et les trois Légations) était évaluée à environ 900.000 âmes.

<sup>2</sup> Cf. p. 162, note; et p. 268, note 4.

— Mi sono permesso di raccomandargli gli individui religiosi dei due sessi, che avevano diritto al pagamento delle pensioni assegnategli. — Mi ha promesso che certamente sarebbero state pagate, ed è entrato su ciò ampiamente in materia. Assolutamente desidera di potere assistere le religiose, perchè quelle che vogliono possano riunirsi in vari ritiri. Su i religiosi però, non pensa in verun modo così<sup>1</sup>; ma quelli che sono buoni potranno utilmente impiegarsi nelle parrocchie e succursali.

Mi ha detto in fine: « Avete veduto con che solennità è stata fatta la pubblicazione del ristabilimento della religione, sia a Notre Dame, sia fuori di essa, e che assolutamente, fuori del nome, credeva non potersi fare di più per qualificarla come dominante. »

Mi è sembrato che nella mia permanenza seco, abbia voluto compensare, a forza di bontà, gli urti dolentissimi che ho sofferti nei passati giorni, e dei quali le ho dato conto col passato mio dispaccio di n° 104.

Quanto all'offerta che mi fu fatta di denaro, su di cui V. Em. si è degnata interloquire col suo citato dispaccio dei 31 dello scorso<sup>2</sup>, il mio silenzio significava quello che V. Em. saviamente accenna. Sono sicurissimo che alla lettera tal soggetto fu preso così.

Mi astengo dall'interloquire su i due oggetti de' quali V. Em. mi parla, degli intrusi cioè e del complimento<sup>3</sup>, giacchè il solo pensarvi incrudelisce la piaga formatasi nel mio cuore, piaga che troppo tempo vi vorrà perchè possa cicatrizzarsi. Passo pure sotto silenzio ciò che ha relazione all'arcivescovato di Genova, poichè su questo ho avuto l'onore di seco trattenermi colla contemporanea mia in piano di n° 111<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Cf. p. 45, 77, etc.

<sup>2</sup> Voir p. 286.

<sup>3</sup> Caprara parle ici de la promesse en latin, lue à l'audience du 9 avril. Dans un billet particulier du 26 mai, il se disait prêt à réclamer contre l'interpolation publique de ce texte, mais en indiquant qu'il ne croyait pas à l'opportunité d'une telle démarche, parce que « come già dissi.., qui si riguarda come un affare di costume, sapendosi e dicendosi da ognuno che così si è sempre fatto. » (Cf. p. 494).

<sup>4</sup> « .. Rendo all' Em. V. le più vive grazie di avermi messo a parte che la Santità di N. S., antepoendo il bene della città e diocesi di Genova al desiderio che avrebbe avuto di conservare in Roma il degno sig. cardinalé Spina, sia venuta nella determinazione di rispondere al governo Ligure adesivamente ai



In vece di parlare al Primo Console, la scorsa domenica, sull' affare toccante il rimborso delle spese fatte dalla Camera per le truppe francesi dal 1<sup>o</sup> fruttidoro in quà, ho preferito di fargli mettere sott' occhio, nella mattina di martedì, una carta di poche righe, contenente in compendio ciò che l'Em. V. degnossi tracciarmi con sue vme in piano dei 5 corrente... La carta anzi-detta è stata letta dal Primo Console, il quale mi ha fatto dire, che io tenga pure per certo che senza dilazione saranno somministrati i fondi necessari per supplire al rimborso, che egli ha voluto che si faccia alla cassa pontificia delle spese in questione<sup>1</sup>.

L'antico vescovo di Lescar è qui da qualche tempo, ed ho avuto occasione di vederlo. Niuno indizio per ora ho di ciò che è stato supposto a V. Em...<sup>2</sup>

Ciò che V. Em. si degna annunziarmi con sua vma a colonna dei 31 marzo, relativamente all' ordine promulgato dal governo della Repubblica italiana, concernente il divieto ai vescovi di pubblicare qualunque siasi stampa senza placitazione<sup>3</sup>, può essere ben sicura che da me si terrà opportunamente a calcolo; nè certamente perderò di vista un tale importante articolo, subito che vi sia occasione d'interloquire, o trattare di oggetti relativi alla Repubblica anzidetta, su di chè nulla più mi è stato detto a tutt' oggi, oltre quello che precedentemente ho annunziato all' Em. V.

(Cultes, Arch. de Caprara.)

### 1257. — Caprara à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 24 aprile 1802.

Per non rinnovare le piaghe apertesì nel mio cuore per l'avvenuto il giorno di venerdì santo, tocco soltanto di volo coll' odier-

desideri manifestatigli. Quanto fece qui piacere l'intendere che il governo Ligure aveva dimandato il porporato per nuovo arcivescovo, altrettanto è stata la soddisfazione nel sentirsi la decisione pontificia, quale sinceramente è stata applauditissima. »

<sup>1</sup> Les troupes françaises qui occupaient Ancône (cf. p. 225) en sont sorties au commencement de juillet. Consalvi l'a annoncé à Caprara dans une dépêche du 7 juillet. — Cf. *Corr.* n<sup>o</sup> 6206.

<sup>2</sup> Des propos fâcheux étaient revenus à Consalvi sur cet évêque.

<sup>3</sup> Voir p. 284.

no mio dispaccio il passato. Dirò solo, che avendosi potuto riuscire in ciò che il Santo Padre e V. Em. hanno desiderato, ed a che io avevo dirette unicamente tutte le mie premure, il passato giorno di Pasqua sarebbe stato giorno di completa esultanza. Il pubblico tutto ne ha dati contrassegni, anche mediante l'illuminazione che fecessi la sera in tutta Parigi, e che io stesso procurai che all' *hôtel* di mia abitazione fosse il doppio di quella, che antecedentemente fu dal governo ordinata nel giorno anniversario del « 18 brumaire. »

Il Primo Console, nella mattina dello scorso mercoledì, fece passare a mie mani la somma di franchi trenta mila, da distribuirsi fra quelli della Legazione che avevano faticato in portare a fine gli affari stati pubblicati<sup>1</sup>. Alcuni giorni prima, me aveva fatto prevenire di questa sua determinazione, dicendo: « Conosco quanto in Legazione si è faticato, e per mostrare la mia soddisfazione a tali fatiche, passerò al Legato trenta mila lire, perchè le distribuisca a proporzione delle fatiche medesime... »

(Cultes, *Arch. de Caprara*.)

### 1258. — Talleyrand à Otto.

Paris, 29 germinal an X (19 avril 1802).

Je m'empresse de vous informer que l'échange des ratifications a eu lieu hier, au moins en ce qui concerne le traité entre la France et l'Angleterre. Ce n'est pas que la ratification de la cour d'Espagne ne fût pareillement arrivée ; mais celle de la République batave ne l'étant point encore, le Premier Consul n'a pas voulu que, de la part du gouvernement français, on retarde d'un jour l'acte important qui devait mettre le dernier sceau au rapprochement des deux nations, française et anglaise<sup>2</sup>. Il a désiré d'ailleurs que cet échange précédât l'auguste cérémonie, qui a eu hier pour objet de célébrer le retour de la paix générale et le rétablissement du culte.

<sup>1</sup> Ce don fut régularisé par un décret du 1<sup>er</sup> mai 1806, rendu sur le rapport du ministre des cultes et portant : « Art. 1<sup>er</sup>. Le paiement d'une somme de 30.000 francs, effectué en l'an X, sur l'acquit du secrétaire de S. Em. le card. Caprara, à titre de gratification, est approuvé. »

<sup>2</sup> Le traité d'Amiens, ratifié le 28 germinal, n'a été promulgué qu'en vertu de la loi du 30 floréal (20 mai). — Cf. *Corr.* n° 6072.

Hier matin, M. Jackson a pris congé du Premier Consul, et M. Merry a présenté ses lettres de créance comme ministre plénipotentiaire. Après l'audience donnée à cet effet, les Consuls se sont rendus à Notre-Dame, accompagnés des ministres, des conseillers d'Etat, du corps diplomatique; et ils ont recueilli, tant sur leur passage que dans l'église, les témoignages unanimes de la satisfaction du peuple français. Jamais cérémonie n'a été plus magnifique.

Le Premier Consul approuve que vous donniez à votre illumination tout l'éclat convenable.

(Aff. étr., *Angleterre*, vol. 597.)

### 1259. — Le P. Consul à Portalis.

Paris, 3 floréal an X (23 avril 1802).

Cemandement<sup>1</sup> ne me paraît pas d'un style assez élevé ni assez correct pour Paris. Les mots latins sont trop répétés dans la première page et ne disent rien.

Quand il parle de la résurrection de l'Eglise ou des malheurs passés, il ne voit que la paix, tandis que la paix n'est après tout qu'un accessoire. Il devrait parler d'un gouvernement fort, fondé sur des bases immuables et solides, parce qu'il est appuyé sur la justice et la religion, sans lesquelles il n'y a ni force ni prospérité sur la terre. Cette idée peut être différemment commentée, et on peut mettre en opposition avec le gouvernement passé, le gouvernement actuel, avec union et force.

Le sujet de la paix générale ne doit être relaté qu'une fois.

Le Premier Consul doit être nommé en termes plus élevés et surtout moins triviaux: ce doit être à la manière de Bossuet, dans l'Histoire universelle, et non à celle d'un discours improvisé dans une assemblée politique.

Le cardinal légat ne doit pas être loué. L'archevêque de Paris, dès sa naissance, doit prendre le caractère de fierté qui doit lui convenir.

Il paraît inutile de parler de Pie VI. Il est convenable sans

<sup>1</sup> Il s'agit du premier mandement de Mgr de Belloy, qui porte la date de Paques, mais dont le texte, comme on le voit ici, n'a été arrêté que plusieurs jours plus tard. (Voir *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 193, etc.).

doute de parler avec éloge de Pie VII, puisqu'il est le chef de l'Église.

Comme j'attache une grande importance à ce que le mandement de l'archevêque de Paris soit comme il doit être, je ne crois pas que celui-ci remplisse le but. Faites-moi connaître celui que vous avez rédigé ou fait rédiger<sup>1</sup>. Il faut qu'il soit tel, que les philosophes et les gens du monde soient obligés de convenir qu'il est bien fait, et qu'il est l'expression de la volonté de la nation. Les citations latines et le pathos évangélique doivent porter sur des choses saillantes, et des préceptes éternels, qu'aucun honnête homme, quelle que soit son opinion, n'oserait nier.

(Cultes).

#### 1260. — Note du P. Consul.

Paris, germinal an X (avril 1802).<sup>2</sup>

I. Le cit. Portalis fera une lettre circulaire à tous les archevêques et une lettre circulaire à tous les évêques.

II. Cette lettre sera conçue d'un style soigné. Il y aura une différence entre celle adressée aux archevêques et la circulaire aux évêques. La lettre aux archevêques sera, à quelques nuances de style près, la même que celle aux évêques, si ce n'est qu'elle commencera en leur faisant connaître le désir du Premier Consul, non seulement qu'ils traitent leurs suffragants, soit qu'ils soient constitutionnels ou autres, avec les mêmes sentiments affectueux, et même qu'ils soient attentifs à saisir les circonstances, pour donner à l'un ou à l'autre les témoignages de l'assistance dont ils auraient besoin pour que la réunion entière entre les deux églises ait lieu, la réconciliation sincère; que la religion,

<sup>1</sup> Il est probable que Bernier, qui le 29 avril allait recevoir du Légat des pouvoirs spéciaux d'administration pour aider Mgr de Belloy (Cf. p. 252, note; Jauffret, t. I, p. 84), n'a pas été étranger aux diverses rédactions du mandement de Paris.

<sup>2</sup> L'importante circulaire, rédigée par Portalis d'après cette note, n'a été envoyée à l'épiscopat que le 19 prairial: 8 juin (Voir *Ann. de la relig.*, t. XV, p. 510; Blanchard, *Controv. pacif.*, p. 423; Jauffret, t. I, p. 62; etc.). Elle avait aussi fait l'objet d'un travail préparatoire de Bernier. La dictée du P. Consul est, il est vrai, postérieure à la promulgation du concordat et probablement même à la date approximative qu'elle porte: si nous la publions, c'est qu'elle traite de plusieurs questions accessoires au rétablissement du culte, et sur lesquelles il n'est pas inutile ici de connaître la pensée du P. Consul.

qui a tant d'ennemis dans le siècle, ne soit pas affaiblie encore par le moindre reste de désunion.

III. La circulaire doit avoir pour but de faire connaître, que l'intention du gouvernement serait qu'il y ait au moins un vicaire général constitutionnel pour les évêques qui ne sont point constitutionnels, et, à l'inverse, recommander aux évêques constitutionnels de ne point mettre de vicaires constitutionnels, ou au moins un qui ne le soit pas.

Le même mélange doit avoir lieu pour les curés, et leur faire connaître que dans les instructions que j'ai données au ministre du culte (*sic*), j'ai désiré qu'il me fit connaître que la proportion du tiers au quart pour les curés constitutionnels fût observée au moins, et lorsque les circonstances feraient qu'ils en mettraient davantage ou qu'ils ne mettraient pas ce nombre, ils puissent le faire connaître dans le rapport que le ministre fera au Premier Consul.

IV. Leur faire sentir que, dans les circonstances actuelles de l'Etat, il est extrêmement important qu'aucun individu ne se trouve forcé d'abjurer sa religion ; que je désire donc qu'ils portent dans la discussion du bref du Pape relatif aux prêtres mariés, toute la douceur d'exécution et donnent toutes les facilités possibles. Car si ces prêtres se trouvaient placés entre le déshonneur, ils pourraient s'inscrire dans le culte protestant et être d'un tort réel à l'Eglise.

V. Les lois civiles de l'Etat autorisent le divorce. Ce que le cit. Portalis a à dire sur cette matière se divise en deux : le passé et le futur.

Faire sentir que, pour le passé, lorsque l'Eglise était détruite dans ses fondements, elle n'a pas pu intervenir pour les cas que l'Eglise même reconnaît de légitime séparation ; que dès lors les évêques, qui ne sont pas de simples curés, qui ont le premier caractère dans l'Eglise, doivent passer sur beaucoup de formes et admettre tous ceux qui viendraient pour faire bénir leur mariage. Et, en effet, dans quelle position se trouvent les divorcés ? Ou de n'avoir aucune religion, ou de s'inscrire dans les religions Réformées, ou de grossir le nombre des ennemis de l'Etat et de la religion. Car enfin les enfants qu'ils ont eus de ces mariages en obéissant aux lois établies, ne peuvent pas se trouver sans

père. Pour le passé, on se trouve donc dans des circonstances extraordinaires, qui doivent être jugées par l'Eglise dans la grande considération de détruire le scandale, et enfin par les règles de la charité, qui est immense et qui n'a pas de bornes.

Pour l'avenir, l'Eglise n'admet point le divorce ; mais, en Pologne et à Venise, l'Eglise avait toléré des dispositions qui conduisaient au même but. Que les évêques, s'ils le veulent, se réservent de ne faire bénir les mariages divorcés qu'en conséquence d'une de leurs décisions ; que de plein droit le divorcé ne soit point béni par les curés : le gouvernement n'y voit point d'inconvénient, et n'admettra point les appels d'abus pour les divorcés ; mais il désirerait que les évêques se rendissent plus faciles pour tous les cas de divorce.

VI. Revenant à la nomination des curés et des vicaires, le gouvernement s'opposera à ce que tout individu qui ne serait pas aujourd'hui sur le territoire, soit promu à aucune place ; et même c'est avec peine qu'il verra des hommes revenant de l'étranger qui n'auraient pas passé une année en France, promus à une place de curé. Et comme aucune règle générale ne peut subsister sans quelques exceptions, dans le cas où des ecclésiastiques pieux et de mœurs éprouvées n'auraient pas l'année de résidence, le gouvernement préférera qu'ils soient placés dans leurs cures comme simples vicaires jusqu'à la fin de leur année.

La différence que le gouvernement fait des succursaux et des curés, c'est que les uns sont inamovibles, et que les autres, s'ils se conduisent mal, peuvent être ôtés.

VII. Il est possible qu'un grand nombre de prêtres se trouve encore arrêté dans les prisons des diocèses. Les évêques doivent en faire l'état, distinguer ceux qui seraient couverts de quelques crimes d'avec ceux qui n'ont été arrêtés que par des raisons de conscience. Cet état adressé par l'évêque au cit. Portalis, les prêtres seront relâchés, le gouvernement ne mettant pas en doute qu'ils n'entrent dans l'obéissance de leurs pasteurs légitimes.

VIII. Le gouvernement attache une grande importance à ce que tous les oratoires particuliers cessent d'exister. Tous les prêtres qui continueraient à officier dans ces oratoires particuliers seront interdits par l'évêque, et cette interdiction doit être en-

voyée au ministre des cultes. Car enfin il est de toute importance qu'il n'y ait pas deux églises dans l'Eglise, ni deux évêques dans un diocèse.

IX. L'état des oratoires particuliers ou chapelles que l'évêque désirerait que l'on accordât à quelques citoyens, sera envoyé au ministre des cultes, qui enverra l'autorisation nécessaire; et, dans tous les cas, le prêtre qui devra officier sera soumis aux mêmes réglemens que les succursaux.

Enfin pour les actes de bienfaisance (les malheureux à soulager, etc.), que les évêques ne pourraient pas faire, vu la modicité de leur revenu, ils pourront adresser des demandes au ministre des cultes, qui donnera les facilités convenables.

Dans leurs mandemens et circulaires, leur recommander de ne point jeter les yeux sur le passé, mais ne parler que du nouvel état de choses, et le plus possible se renfermer dans tout ce qui est précepte de morale et charité évangélique.

Que les prêtres qui ne se soumettront pas au concordat ou qui continueront d'avoir des relations avec les évêques non démissionnaires, soient sévèrement punis.

(Pap. du Cte Bigot de Préameneu).

#### 1261. — Jackson à Hawkesbury.

Paris, april 18<sup>th</sup> 1802.

This day has been so completely taken up by the necessary attendance upon the ceremonies ordered by the government, and by the additionnal employment which Mr. Merry found in a very early part of it, in consequence of a sudden summon to exchange the ratifications, that we shall neither of us be able to give you, before the departure of this messenger, a detailed account of what has passed. Every thing has gone off satisfactorily, and the shew was in as good a stile as could be expected in a country, where of late years there has been much more of magnificence than elegance, more to strike and astonish the vulgar eye, than to please the spectator accustomed to a refined cultivation of the social arts.

Bonaparte displayed all his pomp; but the chief part of it was military, and on this it must be allowed that his troops make a much better figure in the field of battle than on parade.

He went from the Tuileries to Notre Dame in a coach drawn by eight horses, preceded by a number of mamelukes leading each a richly caparisoned charger. The foreign ministers and the counsellors of state preceded his carriage in procession, and we were desired to have four horses to our carriage. We waited the First Consul's arrival at the great door, where he was received by the newly appointed archbishop of Paris (formerly bishop of Marseilles, in the 94<sup>th</sup> year of his age and the 52<sup>d</sup> of his episcopacy), sitting under a movable canopy, and surrounded by the other bishops and clergy. The archbishop resigned the canopy to the three Consuls, and proceeded before it, bearing the cross, to the grand altar, on the left of which they seated themselves under a very rich canopy of crimson velvet and gold. The cardinal legate had already taken his seat under a plain one, upon the right of the altar. The service began by a short prayer by the cardinal ; after which the new bishops took the oaths. Then the archbishop of Aix preached a sermon. The cardinal performed low mass. At the elevation of the Host, the troops in the church, to the number of four thousand, presented arms ; and at the conclusion, the *Te Deum* was sung by the performers of the french and italian theatres. It seems to have been the intention, that the First Consul should occupy in every respect the station which the king formerly took upon similar occasions, and he was during the whole ceremony treated in the same manner. The clergy, in every stage of these devotions, made their obeissances to the altar, to him, and to the cardinal. The archbishop, at the beginning of his sermon, addressed the First Consul.

To night there has been a general illumination by order of government ; and as Mr. Merry is still at an inn, I have thought it right to go to some expence in illuminating the front of the house in which I live, concluding that Your Lordship would wish that the day should not be unnoticed by the mission.

(Record office, *France*).

#### 1262. — Marescalchi à Scarabelli.

Paris, 19 avril 1802.

Les papiers publics, cit., vous informeront sans doute de la cérémonie qui eut lieu hier, jour de Pâques, dans l'église mé-



tropolitaine de Notre-Dame. Je crois devoir néanmoins vous donner quelques détails, qui pourront contribuer à vous faire connaître l'esprit dans lequel cette fête a été célébrée.

Elle avait deux grands objets : la paix, et le rétablissement du culte catholique. On y avait donc réuni les pompes militaire, civile et religieuse.

Le Sénat conservateur, le Corps Législatif, le Tribunat, les corps administratifs et judiciaires, l'Institut avaient été invités à y assister, et tous se rendirent à l'église avec ordre et en grand costume. Ils y étaient arrivés, lorsque les Consuls partirent du palais des Tuileries au bruit du canon, et avec le cortège le plus magnifique et le plus imposant. Avant et après eux, marchaient plusieurs corps nombreux des plus belles troupes, toutes en grande tenue, et quelques-unes même vêtues avec un luxe extraordinaire. Leurs voitures étaient précédées par celles des conseillers d'Etat, des ministres, parmi lesquels j'étais, et du corps diplomatique. La plupart étaient très riches et très élégantes : cela avait été recommandé, et chacun avait tâché de répondre à ce désir. Celle de Premier Consul était attelée de huit chevaux ; le second et troisième en avaient six aux leurs ; presque toutes les autres étaient à quatre. D'ailleurs, six superbes chevaux de main, conduits par des Mamelucks, marchaient immédiatement avant le Premier Consul.

Ce qui parut une sorte de nouveauté, qui pourtant n'excita aucune surprise, c'est que les gens des Consuls et ceux des ministres étaient en livrée. Celle des premiers était fond vert avec galon d'or, celle des autres était fond jaune et même galon. Comme ministre, je dus mettre aussi mes domestiques en livrée : je leur donnai donc des habits fond verdâtre, galonnés en argent. De plus les ministres avaient, non pas le sabre, mais l'épée comme on la portait autrefois...

Quoique la route du palais des Consuls jusqu'à l'église ne soit pas bien longue, la marche le fut extrêmement, car elle était fort lente. Une foule immense de spectateurs garnissait toutes les fenêtres, couvrait toutes les rues ; et partout, au passage du Premier Consul, on entendait retentir les applaudissements et les acclamations.

Un clergé nombreux, dans lequel se trouvaient plusieurs évê-

ques et archevêques nouvellement nommés et sacrés, s'était déjà rassemblé dans la métropole. Tous, ayant l'archevêque de Paris à leur tête, vinrent attendre et recevoir les Consuls à la porte principale. On les conduisit, ainsi que le cardinal légat, sous un dais, jusques à la place qui leur était destinée. C'était un riche pavillon élevé près de l'autel, qu'on avait placé dans le milieu de l'église.

La cérémonie religieuse commença par une messe basse, qui fut dite par le Légat, et que tous les assistants entendirent avec décence. Elle fut interrompue, avant l'évangile, par la prestation du serment que firent les nouveaux évêques entre les mains du Premier Consul. Au moment de l'élévation, les troupes, qui étaient en grand nombre dans l'église, battirent aux champs et présentèrent les armes selon l'ancien usage.

Après la prestation du serment des évêques, un sermon fut prêché par Mgr de Boisgelin, jadis l'un des quarante de l'Académie française, ci-devant archevêque d'Aix, et récemment nommé à l'archevêché de Tours. La réputation de ses talents rendait tout le monde attentif à l'écouter ; mais la faiblesse de sa voix, la vaste étendue du temple, et le bruit inévitable dans une aussi grande assemblée, furent cause que bien peu de personnes purent l'entendre. Enfin un orchestre immense, composé des meilleurs artistes de Paris, exécuta le *Te Deum* de Paesiello, et c'est ce qui termina la cérémonie. Elle avait commencé environ à une heure après midi ; elle ne finit qu'après quatre. L'on sortit alors, mais dans un ordre inverse de celui que l'on avait suivi en se rendant, de sorte que les Consuls et leur cortège furent les premiers à partir. Le même concours, le même empressement se trouvèrent sur leur passage ; les mêmes cris, les mêmes battements de mains se firent entendre. Ce ne fut que bien tard qu'ils arrivèrent à leur palais, où leur entrée fut annoncée par le canon. Le soir il y eut illumination dans toute la ville et concert dans le jardin des Tuileries.

C'est ainsi que se passa cette fête, durant laquelle, malgré l'affluence d'une immense multitude, aucun accident ne troubla la joie publique. Elle était telle, cette joie, qu'elle pouvait convenir à la circonstance : plutôt grave et profonde, que vive et bruyante. Les Français paraissaient pénétrés de l'importance des

grands évènements qui étaient célébrés, et des sentiments de reconnaissance qui sont dûs au Premier Consul. On pouvait déjà apercevoir l'influence du nouvel ordre de choses qui s'établit, et qui datera de cette mémorable journée. Je laisse au surplus, cit., à votre sagacité de réfléchir sur les détails qui marquent l'esprit qui anime aujourd'hui le gouvernement, et celui qu'il cherche à répandre, les idées qu'il veut propager, et les changements qu'il désire d'amener dans les mœurs et dans les usages. (Arch de Milan)<sup>1</sup>.

### 1263. — Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 22 avril 1802.

... Depuis ce que j'ai eu l'honneur de mander à V. E. par le courrier napolitain, parti d'ici vendredi dernier, la solennité avec laquelle on voulait célébrer le jour de Pâques, a occupé tout le monde. Bonaparte a voulu y mettre le plus grand appareil, en imitant les anciens monarques de la France autant que le nouvel état des choses pouvait le permettre ; et, comme il n'a pas jusqu'ici une cour fort nombreuse, il a voulu que le corps diplomatique contribue à augmenter son cortège. En conséquence tous les ambassadeurs et ministres reçurent, jeudi au soir, de la part du préfet du palais le billet d'invitation, dont je joins ici la copie.<sup>2</sup> M'étant trouvé le lendemain matin, avec le M<sup>re</sup> De Gallo et l'ambassadeur de Hollande, chez l'ambassadeur d'Espagne, nous délibérâmes sur ce que nous avions à faire relativement à cette invitation ; considérant qu'il n'est pas d'usage que le corps diplomatique, et nommément les ambassadeurs, soient du cortège d'un souverain qui assiste à une cérémonie d'église, et pouvant bien nous attendre, qu'en partie par ignorance de ce qui se pratique ailleurs, et en partie par morgue, on ne nous rendrait pas ce qui est dû au caractère représentatif dont les ambassadeurs sont revêtus.

Après avoir pendant quelque temps délibéré et disputé entre

<sup>1</sup> Publié par Cantù, « *Corr. di diplomatici della Rep. e del Regno d'Italia* », p. 36.

<sup>2</sup> Nous avons supprimé cette copie, et les annexes 2, 3 et 4 dont il est question plus loin.

nous, nous primes le parti d'aller d'abord tous les quatre ensemble chez Talleyrand, pour lui exposer nos raisons, et lui faire sentir que tant à l'église, que dans la marche, nous ne pouvions céder le pas à personne; et que, par conséquent, s'il ne pouvait faire en sorte que nous occupions partout le premier rang après le Premier Consul, ou tout au moins après les trois Consuls, on voulût bien nous dispenser d'assister à cette solennité autrement que pêle-mêle avec d'autres étrangers; auquel cas chacun de nous s'y rendrait quand et comme il voudrait, en se plaçant où il pourra. Talleyrand nous dit qu'on ne pouvait pas nous obliger à accepter l'invitation qui nous avait été faite, si nous ne voulions pas; mais que Bonaparte tenant extrêmement à donner à cette solennité tout l'éclat possible, nous le désobligerions très sensiblement si nous refusions de l'y accompagner; que c'était une fonction intéressant la religion à un point qu'aucune autre solennité ne pouvait lui être comparée; et que par conséquent tout ce qu'on pourrait citer d'usages pratiqués dans différentes cours de l'Europe ne se trouverait pas en parité de cas; qu'on aura tout l'égard possible pour le caractère représentatif des ambassadeurs; qu'on assignera pour cela une place distinguée dans l'église au corps diplomatique; que cependant Bonaparte ne pouvait se dispenser d'avoir autour de lui ses propres employés, et que sa voiture allant la dernière, elle devait nécessairement être précédée immédiatement de celle de ses ministres, qui formaient toute sa cour, puisqu'il n'avait point d'autres grands officiers; qu'ainsi, dans la marche des Tuileries à la cathédrale, les premières voitures seraient celles des conseillers d'Etat, ensuite viendrait le corps diplomatique, et enfin le ministère français précédant les Consuls.

Nous disputâmes longtemps sur tout cela inutilement. A la fin, nous crûmes qu'il valait mieux céder, qu'irriter pour objet pareil un homme véhément comme Bonaparte, avec lequel nous avions encore tant d'affaires de la plus haute importance à régler. Talleyrand nous ayant promis de nous adresser un billet, par lequel il déclarerait que tout ce qui se ferait à cette occasion ne devait pas tirer à conséquence, ni préjudicier en manière quelconque aux droits et prérogatives des ambassadeurs, le lendemain matin nous reçûmes tous le billet circulaire ci-joint n° 2, auquel je fis d'abord la réponse n° 3; et l'ayant communiqué ensuite au

M<sup>re</sup> De Gallo, il en fit une à peu près pareille, dont il me donna la copie ci-jointe n° 4. Azara répondit avec d'autres mots dans le même sens, et nous nous décidâmes d'accord à satisfaire Bonaparte.

Le jour de Pâques, le Premier Consul nous donna audience de la manière accoutumée. à laquelle M. Souza, nouveau ministre de Portugal, présenta ses lettres de créance de même que M. Merry, et M. Jackson celles de récréance, le premier des deux, de retour d'Amiens, reprenant ici son ancienne place, en attendant l'arrivée d'un ambassadeur. Après l'audience, on défila d'abord vers la cathédrale ; les conseillers d'Etat marchèrent les premiers, puis le corps diplomatique, puis les ministres, les généraux et quelques autres employés jusqu'à six dans une voiture.

Enfin arriva la voiture des Consuls à huit chevaux, dans laquelle se trouvaient les trois Consuls et un des généraux commandant la garde consulaire. Cette voiture était entourée de quelques adjudants généraux et d'un détachement de la garde à cheval. A l'église, les trois Consuls, assis sous un grand dais vis-à-vis de celui du cardinal Légat, étaient entourés des ministres, généraux et conseillers d'Etat. On avait placé, un peu plus bas en face de la chaire, des sièges pour le corps diplomatique et autres étrangers. Toute la famille de Bonaparte, avec quelques personnes de leur suite, occupaient une des tribunes, vulgairement nommée jubé, au dessus du maître autel. Une pareille tribune du côté opposé était occupée par les dames étrangères, et quelques dames du pays.

Le cardinal Légat officia à la grand'messe. M. de Boisgelin, le même qui avait prêché au sacre de Louis XVI, prononça le sermon ; vingt-sept évêques prêtèrent serment dans les mains de Bonaparte, et la fonction se termina par le *Te Deum*. Tout cela dura environ trois heures, si bien qu'il se passa environ cinq heures depuis notre sortie du palais des Tuileries jusqu'à la rentrée. Les Consuls partirent les premiers, et les autres suivirent à mesure que les voitures, qui ne pouvaient pas se ranger facilement dans les rues étroites de la Cité, avançaient : je pris dans la mienne l'ambassadeur d'Espagne et le ministre de Portugal. Arrivés au palais des Tuileries, Bonaparte resta encore quelque temps avec nous ; puis tout le corps diplomatique alla dîner chez le ministre des relations extérieures, à Neuilly, où nous passâmes

le reste de la soirée jusqu'après dix heures. Alors nous retournâmes aux Tuileries, où il y avait cercle. Ce cercle ne fut pas bien nombreux : il y eut une cinquantaine de femmes et peut-être deux fois autant d'hommes. Madame Bonaparte et sa fille firent chacune leur partie ; tout le reste du monde ne joua pas. Le Premier Consul s'amusant à causer avec le corps diplomatique, nous raconta beaucoup de son séjour en Egypte. Vers une heure du matin, Bonaparte et Madame se retirèrent, et tout le reste de la compagnie se dispersa.

Toute cette journée se passa fort bien. Le temps était beau, et les dispositions étaient faites aussi bien que possible pour qu'il n'y ait du désordre nulle part. On n'avait laissé entrer dans la cathédrale que le monde qui devait y être, et autant de spectateurs qu'elle pouvait contenir facilement.

Les rues étaient remplies de peuple, sans que la marche en fût gênée, les troupes de ligne et la gendarmerie en imposant beaucoup plus que sous l'ancien régime, qui avait pour la populace des ménagements qu'on n'a pas aujourd'hui ; si bien qu'il règne partout une tranquillité et un silence fort éloignés du bruyant de l'ancien temps.

On a beaucoup applaudi Bonaparte à son passage, et le peuple, qui aime tout ce qui fait spectacle, témoignait beaucoup de satisfaction à la vue du cortège assez nombreux, quoique peu brillant, personne jusqu'ici n'ayant de beaux équipages.

Le discours de Lucien Bonaparte sur l'organisation des cultes, prononcé au Corps législatif dans la séance du 18 germinal, ayant fait ici beaucoup de sensation, il est de mon devoir d'en transmettre un exemplaire à V. E. ; j'y ajoute la liste des archevêques et évêques nommés jusqu'à ce jour.

---

Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 28 avril 1802.

.. Les affaires de religion s'accrochent encore à bien des difficultés, que Bonaparte ne peut pas toujours trancher à sa manière, vu qu'il a besoin de ménager tous les partis ; d'où il arrive qu'il n'en satisfait aucun. Les gens pieux, voyant qu'il n'a pas une chapelle, et qu'il ne se presse pas lui-même d'exercer des actes

de religion<sup>1</sup>, se souvenant d'ailleurs de ses proclamations religieuses en Egypte<sup>2</sup>, n'ont point de confiance dans ses principes, et le considèrent comme un homme qui ne traite la religion que comme un instrument de politique. Les gens irréguliers, en revanche, crient à la superstition et à la domination future des prêtres. Dans cette dernière classe on peut ranger toute l'armée, à l'exception d'un très petit nombre de vieillards. Plusieurs généraux se sont refusés à l'invitation d'assister à la solennité du dimanche de Pâques<sup>3</sup>, et les soldats communs faisant haies dans les rues,

<sup>1</sup> Bonaparte ne tarda pas à établir aux Tuileries une chapelle particulière (*Corr.* n° 6075).

<sup>2</sup> Cf. t. III, p. 156, note.

<sup>3</sup> Thiébault raconte (*Mém.*, t. III, p. 274) que « pendant tout le temps du cérémonial, Moreau affecta de se promener aux Tuileries et devant le château, afin qu'on ne pût pas ne pas le remarquer, et qu'il fût ainsi bien avéré qu'aucune affaire ne l'avait empêché de se rendre à Notre-Dame. »

Le mécontentement du général Delmas eut des suites plus graves. Le P. Consul lui ayant demandé comment il trouvait la cérémonie, Delmas avait répondu : « C'est une belle capucinade. Il n'y manque qu'un million d'hommes qui ont été tués pour détruire ce que vous rétablissez. » (Thibaudeau, *Mém. sur le Consulat*, p. 163). Quelques jours après, le P. Consul reçut une note (A) qui disait : « Le 5 [floréal : 25 avril] après dîner, dans un salon du général Oudinot à la campagne, le cit. Fournier, chef de brigade du 12<sup>e</sup> et le général Oudinot, le général Delmas, le cit. Fournier, chef de brigade du 12<sup>e</sup> d'hussards disputaient ensemble sur le gouvernement. On observait au général Delmas que, s'il parlait avec tant de véhémence et aussi publiquement, il se ferait déporter. Il répondit que d'autres pourraient faire un plus grand voyage avant qu'il eût été déporté. » Cette note secrète, où Fournier Sarloveze était nommé deux fois, et la première au lieu de Donnadiou, chef d'escadron du 12<sup>e</sup> dragons, attira toute l'attention du P. Consul, qui écrivit au ministre de la police : « Vous trouverez des renseignements, sur la note A, qui revient par un rapport fait officiellement par un individu qui était présent, et qui a un rang distingué dans l'armée et qui en est digne par sa moralité. Je vous envoie une autre note B [elle manque], qui est une note ordinaire : il serait cependant bon de voir ce que c'est que ce Turgot. Si à minuit le général Delmas n'est [pas] parti de Paris en exécution de l'ordre du ministre de la guerre, faites-le arrêter et interroger sur tous ces faits. » — Des arrêtés du 26 floréal (16 mai), ordonnèrent que Delmas serait mis à la réforme et éloigné de trente lieues de Paris ; que Fournier-Sarloveze serait également mis à la réforme et placé en surveillance dans son département, enfin que Donnadiou serait destitué et « retenu jusqu'à ce qu'il soit pris des mesures différentes sur ce sujet » [cette dernière phrase est de la main du P. Consul]. (Voir dépêches de Stapfer du 8 mai, et de Ph. Cobenzl du 9 mai ; Rovigo. *Mém.*, t. I, p. 433 ; Pasquier, *Mém.*, t. I, p. 438, etc.). A la suite de l'affaire de Delmas, une surveillance étroite

se permettaient hautement les propos les plus irréligieux. Manquant depuis dix ans de toute instruction religieuse et habituée à mépriser tout culte et à le tourner en dérision, il n'est pas étonnant que la jeunesse, qui compose le gros de l'armée et pour ainsi dire la force de la nation, regimbe contre l'introduction de maximes, qui tendent à mettre un frein au libertinage, et à réprimer des excès auxquels la corruption générale des mœurs semble autoriser quiconque se flatte de pouvoir se soustraire à la sévérité des lois. Ce n'est que peu à peu, que les bons principes de piété et de morale pourront s'introduire dans le cœur des Français, si le gouvernement soutient ce qu'il a commencé ; mais les progrès seront d'autant plus lents, que le nombre des évêques et surtout celui des curés qu'on veut établir, est beaucoup trop petit pour donner une instruction suffisante à l'immense population de la France ; et, depuis la destruction de tous les ordres monastiques, le clergé ne pourra suffire d'ici à longtemps à l'administration des sacrements. Bonaparte a toujours fait, pour un premier pas, beaucoup plus que tout autre n'aurait pas même osé entreprendre ; mais ce qui lui reste à effectuer n'est pas moins difficile, vu tous les obstacles qu'il aura à surmonter<sup>1</sup>.

fut exercée pendant quelque temps par le préfet de police sur les casernes de Paris. — Cf. *Corr.* n° 6038.

Avant de recourir à la sévérité, Bonaparte n'avait pas négligé les moyens préventifs à l'égard d'autres généraux, dont l'humeur malveillante lui était déjà connue. Ainsi, la veille même de Pâques, il avait arrêté que « les généraux Augereau, Bernadotte et Macdonald jouiront des traitements de général en chef. »

<sup>1</sup> « Le rétablissement de la religion en France n'avance guère depuis le premier pas, fait avec éclat. Après la première nomination de [quarante] sept évêques, on est resté là, et on est encore toujours dans l'attente de la nomination des autres. Il y a aussi des communes qui ne veulent pas des évêques qu'on leur a donnés, parce qu'ils sont du nombre des évêques constitutionnels ou des anciens prêtres assermentés. On ne commence encore à organiser les cures dans aucun diocèse, parce que Bonaparte veut que tous les évêques soient nommés avant qu'aucun d'eux ne commence à régir son diocèse... » (Dép. de Ph. Cobenzl, du 6 mai). — « ... Le rétablissement du culte ne procède qu'à pas lents. Bonaparte vient de nommer encore quelques évêques, si bien qu'il n'en manque plus que quatre ou cinq. Mais le zèle parmi les catholiques paraît extrêmement refroidi, et le clergé aura longtemps à faire et bien des obstacles à vaincre pour ramener le peuple, je ne dirai pas à la ferveur, mais seulement à une bonne morale... » (Dép. du même, du 25 mai).



La partie des finances n'est pas moins embarrassante pour le gouvernement, que ne le sont les affaires de religion...

(Arch. de Vienne).

#### 1264. — Otto à Talleyrand.

Londres, 4 floréal an X (24 avril 1802).

Votre courrier Lecomte m'a remis les trois dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 29 du mois dernier (19 avril).

L'auguste cérémonie du dimanche de Pâques a dû pénétrer tous les cœurs de respect et de reconnaissance, et les acclamations, dont les rues de Paris ont retenti, se sont sans doute prolongées dans toutes les parties de la France et du globe où il se trouve des âmes honnêtes et sensibles.

La première nouvelle de la restauration de la religion en France avait d'abord imposé silence à la jalousie des journalistes, qui deshonorait en Angleterre la liberté de la presse<sup>1</sup>; mais ayant découvert que le système religieux de la France est bien plus parfait que celui de l'Angleterre, ils se sont élevés contre cette innovation avec une amertume, et une mauvaise foi, qui les rendrait plus méprisables, s'ils n'eussent déjà épuisé tout ce que ce sentiment peut avoir de plus avilissant. Comme à l'ordinaire les papiers de l'opposition, et surtout le « Morning Chronicle », sont à la tête de cette tourbe anti-gallicane, et justifient complètement l'opinion que je n'ai cessé de vous donner du véritable esprit des Foxites. Ils possèdent au suprême degré l'art de convertir en poison les aliments les plus salutaires, et, dans leur fureur toujours opposante, ils se précipiteront vers l'athéisme, à mesure qu'une religion sage et consolante couvrira de son égide la France régénérée.

<sup>1</sup> Le 12 avril, Otto avait écrit : « Parmi toutes les grandes opérations qui ont illustré le gouvernement de la République, il n'en est aucune qui ait produit ici une sensation aussi vive, aussi générale, que le concordat et les lois organiques qui l'accompagnent. Tous les partis, toutes les classes d'Anglais s'accordent à regarder cette restauration de la religion et de la tolérance comme le plus beau monument de la sagesse de notre gouvernement, et ils conviennent que le P. Consul a eu bien raison de dire que le commencement de ce siècle ne ressemblerait pas à la fin du dernier, ni à ceux qui l'ont précédé... »

Ce n'est pas ainsi que pensent M. Addington et les personnes qui ont sa confiance. Le roi lui-même a reçu avec une grande satisfaction la nouvelle du rétablissement de la religion en France. Il m'en avait parlé dans ma première audience, avec l'accent du plus vif intérêt. Je ne pouvais alors que lui donner des espérances : le Premier Consul vient de les réaliser au delà de tout ce que l'on pouvait imaginer.

Il n'est pas inutile de remarquer que ce qui a frappé le plus les fauteurs de la religion dans ce pays, ce n'est pas cette harmonie admirable entre trois nuances du christianisme, si souvent ternies par les fureurs du fanatisme ou de la sédition, ce n'est pas cette dépendance uniforme d'un gouvernement qui protège tout, qui pacifie tout, ce n'est pas cette tenue modeste et décente d'un clergé rappelé à son institution primitive ; mais c'est le rétablissement du dimanche, pour lequel on a ici une vénération superstitieuse.

P. S. du 5 floréal. — Une feuille ministérielle, le « Weekly Messenger » de ce jour (25 avril), celle qui a le plus d'influence dans les campagnes, après avoir retracé les changements importants opérés par le Premier Consul, s'exprime dans les termes suivants :

« Il est inutile de dire combien la nation française doit bénir la fin glorieuse de sa révolution. On ne saurait en effet contempler les exploits sans pareils et tous les genres de gloire de Bonaparte, cette union d'une valeur incomparable avec une justice constante, sans le considérer comme un messenger du Tout-Puisant, chargé de délivrer non seulement l'Europe, mais les régions les plus reculées, de l'ignorance, de l'infidélité et de l'esclavage. »

Le même journaliste dit, dans une autre partie de sa feuille : « La mère du Premier Consul a assisté au *Te Deum* de Notre-Dame. Ses émotions ont dû être enviées : jamais mère n'a eu plus de motifs de s'enorgueillir. » C'est par de pareilles observations que les écrivains estimables répondent aux sarcasmes du « Morning Chronicle » et du « Times. »

(Aff. étr., Angleterre, vol. 597.)

**1265. — Champagny à Talleyrand.**

Vienne, 29 floréal an X (19 mai 1802).

..Le concordat, ce grand acte de force et de sagesse, a paru à la cour de Vienne non seulement une justice et un bienfait envers le peuple français, mais encore un service rendu à toute l'Europe, sur le repos et le bonheur de laquelle il doit avoir la plus grande influence. Si les opinions strictement religieuses de la cour de Vienne la portent, dans ce moment surtout, beaucoup au-delà de la sage réserve que s'est prescrite le gouvernement français, cependant elle est encore assez éclairée pour apprécier le mérite et la difficulté de ce qu'a exécuté le gouvernement français. Le public l'a senti très vivement, et le discours du conseiller d'Etat, orateur du gouvernement, dont les extraits infidèles avaient trouvé quelques contradicteurs, dans sa totalité a obtenu un suffrage général. Le sénatus-consulte sur les émigrés<sup>1</sup> a fait une moindre sensation : le gouvernement français paraît si fort, si grand, qu'on ne s'étonne plus de sa bonté et de son indulgence..<sup>2</sup>

(Aff. étr., *Vienne*, vol. 372).**1266. — Bignon à Talleyrand.**(n<sup>o</sup> 18)

Berlin, 30 germinal an X (20 avril 1802).

...La publication, attendue si longtemps, du concordat a naturellement, ici comme ailleurs, fourni matière aux conversations du jour. Dans un pays où règne la tolérance absolue de

<sup>1</sup> Le sénatus-consulte du 6 floréal (26 avril) portant amnistie pour les émigrés.

<sup>2</sup> Cette dépêche officielle était accompagnée d'un billet particulier, où M. de Champagny écrivait : « J'ajoute à ma lettre de ce jour, que M. le Cte Philippe de Cobenzl recevra dans quelques jours une dépêche de son gouvernement, contenant l'expression des sentiments de S. M. I. relativement au concordat. Elle prouvera au P. Consul que, comme je vous l'écrivais aujourd'hui, le mérite et l'extrême difficulté de cet acte de force et de sagesse ont été parfaitement appréciés par la cour impériale. »

La dépêche et le billet répondaient à une dépêche de Talleyrand, qui disait le 27 avril : « Je me persuade qu'une mesure aussi généreuse [le sénatusc. sur les émigrés] n'aura besoin d'aucun commentaire pour être appréciée en Europe ; de même que vous n'aurez pas, sans doute, à provoquer l'expression de l'assentiment de la cour de Vienne aux travaux qui ont eu pour objet de rétablir le culte en France, et de rendre par là à la tranquillité générale de l'Europe une de ses plus solides bases. »

tous les cultes, où même, si l'on veut, une égale indifférence pour tous, où les devoirs de la religion ne sont guère que des devoirs d'habitude dans lesquels il n'entre ni exaltation ni ferveur, c'est purement sous les rapports de la politique et de la philosophie que la question s'examine ; et les opinions portent en général la couleur de la classe à laquelle on appartient. Il est tout simple que le roi, la cour, le ministère approuvent des principes, qui leur paraissent se lier à la conservation de l'ordre intérieur des États et à la solidité des gouvernements. Il l'est également que des hommes, qui font abstraction des temps et des lieux et se livrent à des considérations théoriques, se permettent d'improver des dispositions qui, selon eux, font perdre à la raison une partie de ses conquêtes sur les préjugés. La manière de voir de ces derniers se fonde sur les fausses notions qu'ils ont de l'état moral de la France. On a vu depuis longtemps, dans la plupart de nos écrits, l'abjuration des idées religieuses et particulièrement des dogmes du catholicisme, et on s'est accoutumé à croire que telle était la pensée de tout ce qui habite le sol français. On se trompe même en jugeant l'esprit de nos provinces d'après celui des provinces prussiennes. On ignore combien sont profondes les racines d'une religion jadis dominante, exclusive, et qui s'est d'autant plus raffermie qu'on a employé contre elle des moyens plus injustes et plus vexatoires. Partant ainsi de données inexactes, quelques personnes, qui affectent une grande indépendance d'opinion, condamnent le concordat en lui-même, sans considérer les raisons puissantes qui en ont dicté les articles ; mais ces personnes toutefois sont en petit nombre, et la convention du gouvernement de la République avec le Pape, les dispositions organiques de cette convention, comptent parmi leurs approbateurs, avec la grande majorité du public, tous les hommes vraiment éclairés, qui appliquent avec raison à la circonstance dont il s'agit, cette grande maxime que la meilleure loi est celle qui convient le mieux aux mœurs de peuple à qui elle est destinée<sup>1</sup>.

(Aff. étr., *Prusse*, vol. 230.)

<sup>1</sup> «... La teinte d'improbation, qui s'était laissé apercevoir dans quelques esprits sur diverses dispositions de la convention du gouvernement français avec le Pape, est presque entièrement effacée ; l'examen approfondi des considérations importantes et si bien développées qui ont motivé les articles de cette convention

## 1267. — Bacher à Talleyrand.

(n° 87)

Ratisbonne, 6 floréal an X (26 avril 1802).

...On remarque au surplus, depuis quelque temps, que les Allemands sont en général tellement extasiés et éblouis par l'éclat des événements qui se passent en France, qu'ils s'occupent beaucoup moins que par le passé, des intérêts politiques de leur pays. Ils regardent la promulgation du concordat, de même que le *Te Deum* chanté solennellement à l'église de Notre-Dame de Paris, avec l'appareil le plus imposant, à l'occasion de la paix générale et du rétablissement de la liberté des cultes en France, comme le chef-d'œuvre de la politique et de l'entendement humain. Le peuple catholique croit, comme un article de foi, que le Premier Consul, après avoir pacifié le globe terrestre, est parvenu à mettre le comble à sa gloire en rétablissant les rapports de la nation française avec le Ciel, et qu'admiré par ses contemporains comme le plus grand homme de son siècle, il sera encore vénéré comme un saint par la postérité la plus reculée.

(Aff. étr.; *Allemagne*, vol. 717) <sup>1</sup>.

a détruit les fausses impressions qu'un coup d'œil superficiel avait fait naître, et des personnes de bonne foi, prévenues d'abord dans un sens contraire, mêlent maintenant leur voix à l'approbation générale. Cet acte restaurateur achève de nous réconcilier des âmes longtemps aigries contre nous ; et je pourrais citer l'exemple de plusieurs hommes estimables, connus par leur haine prononcée contre la France république, dont la conversion graduelle, suivant la marche réparatrice du gouvernement consulaire, se trouve aujourd'hui tellement complète, que, pour me servir de l'expression de l'un d'eux (M. le cons. privé Ermann, doyen du clergé réformé français en Prusse, et auteur de « l'histoire du refuge »), ils forment des vœux pour l'éternité de l'existence du P. Consul. (Dép. de Bignon, du 24 avril).

<sup>1</sup> Cf. *J. des Débats* du 26 floréal (16 mai).

En ce qui concerne la Russie, Talleyrand avait écrit le 7 floréal (27 avril) : «... Je me persuade que la cour de Russie n'aura point reçu avec indifférence la nouvelle du rétablissement du culte religieux, et des arrangements convenus à cet égard avec la cour de Rome. Tout ce qui est de nature à consolider l'ordre public en France sert de garantie à la paix générale de l'Europe, et ne peut manquer, sous ce rapport, d'intéresser vivement S. M. I. de Russie, qui sans doute aura été portée également à apprécier la mesure générale qui vient d'être prise en faveur des émigrés... » — Caulaincourt répondit, de Pétersbourg, le 14 prairial (4 mai). «... J'ai saisi les occasions de parler à l'empereur du concordat, de l'amnistie accordée aux émigrés, et des autres actes intéressants du gouvernement. Il les

**1268. — Sémonville à Talleyrand.**

La Haye, 26 floréal an X (16 mai 1802).

...Le gouvernement a comblé les vœux des catholiques romains de la Haye, en faisant cesser la rétribution qui leur avait été imposée depuis quelques années pour conserver l'usage de la chapelle de France, et en remplaçant sous la surveillance de la légation l'exercice du culte dans cet édifice. Les prêtres qui le desservent partagent leur reconnaissance, et je ne suis que l'interprète de leurs sentiments en vous assurant qu'elle est sans bornes.

Aujourd'hui, dimanche, les prières pour la République et les Consuls ont été, sur ma demande, récitées à la fin de l'office divin, conformément à la formule établie par le concordat <sup>1</sup>.

A ne le considérer que sous ses rapports politiques, cet acte, si important pour le bonheur de la République, doit avoir ici pour ses intérêts les résultats les plus heureux. Il lui rattache à jamais tous les catholiques romains de la Batavie.

Vous savez qu'ils composent près d'un tiers de sa population. On ne doit donc pas s'étonner de ce que ceux qui souffrent impatiemment le patronage de la France réunissent, dans ce moment, leurs efforts pour l'affaiblir insensiblement, au moyen de dispositions insidieuses des sentiments dont ils redoutent le développement et les conséquences... »

(Aff. étr., *Hollande*, vol. 606). <sup>2</sup>

envisage sous leur véritable point de vue. Le P. Consul parviendra par son génie à faire oublier les maux de la Révolution, à consolider tout ce qu'elle a de juste et de grand, et à rendre la République aussi florissante, qu'il la rendra redoutable au dehors... »

<sup>1</sup> Cf. *Moniteur* du 5 floréal (25 avril).

<sup>2</sup> Sur les impressions à la cour de Madrid, à défaut du témoignage de notre ambassadeur, voici l'extrait d'une dépêche de Casoni à Consalvi (Aranjuez, 30 avril): « Tutti convengono, che (qualora sia esso concordato esattamente osservato, e qualora si possa evitare la nomina degli intrusi) si è tirato il miglior partito che era possibile nelle attuali circostanze... Si è cominciato a dare al pubblico nella istessa gazzetta, anche le leggi organiche, le quali con ragione si credono poco soddisfacenti, e la di cui pubblicazione può anche non esserci utile nelle circostanze attuali, attese le note pretensioni, suscitatevi da questo ministero, e sostenute con tanto impegno da codesto sig. Vargas. Difatti, sebbene dette leggi non portino l'approvazione della Santa Sede, sebbene sia verisimile che essa piuttosto ne implori l'emenda, sebbene le circostanze della Spagna sieno diversissime

**1269. — Consalvi à Caprara.**

(n° 43)

Roma, 21 aprile 1802.

Ieri sera giunse M. Lagrange, aiutante di campo del general Murat, e recò il dispaccio di V. Em. dei 10 aprile, da cui si rileva l'essere stato approvato il concordato dal Tribunato e dal Corpo legislativo, e che la solenne pubblicazione della bolla dovea farsi il giorno di Pasqua. Questa mattina, al momento che parte la posta di Francia, mi giunge con la posta ordinaria il dispaccio di V. Em. dei 4 corrente <sup>1</sup>. Mi è impossibile di rispondere nel momento ai tanti e sì interessanti oggetti contenuti in tutte queste pezze. V. Em. può immaginare che nella gran gioia provata da N. Signore per la pubblicazione del concordato, la sorpresa e il dispiacere di varie cose, che lo hanno accompagnato, non possono non essersi fatte sentire al di lui animo, che non vi era preparato. Questo è quanto posso dirle, quasi nel punto di ricevere e far conoscere a Sua Santità i dispacci di V. Em., riserbandomi a parlarle di tutto nell'ordinario prossimo. E in somma fretta, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

**1270. — Lebzeltern à Colloredo.**

Rome, 24 avril 1802.

Le général Murat est arrivé inopinément ici le 18 au soir, en huit jours et demi de Paris <sup>2</sup>, tandis qu'il n'était attendu que le 22 ou 23. Il fut reçu avec tous les honneurs possibles, et eut à sa porte une garde de cinquante grenadiers. Le lendemain, le cardinal secrétaire d'Etat donna un grand dîner au Vatican, où il invita plusieurs cardinaux, le corps diplomatique, quelques seigneurs, tant étrangers que du pays, et plusieurs dames. Le général eut le soir une longue conférence avec Sa Sainteté, à laquelle assista M. le ministre Cacault, et le 20, il repartit pour Naples ; mais j'ai cru remarquer que l'impression qu'il avait

da quelle della Francia, pure con tutto ciò, pochi essendo quelli che facciano tali riflessioni, è da temersi che la cognizione di esse leggi possa pregiudicare presso il generale della nazione. . » (Arch. du Vatican).

<sup>1</sup> Pièce n° 1198.<sup>2</sup> Voir p. 116, 117, 260.

laissée n'était pas la plus agréable. Il reçut un beau camée entouré, de la valeur de trois mille piastres, et l'on prétend qu'on lui destine pour son retour d'autres cadeaux, ainsi que pour les individus qui forment sa suite. J'ignore si c'est à cet effet, ou pour défrayer le voyage du général, que l'on réservait depuis plusieurs jours une somme d'argent assez forte : il est certain qu'elle était destinée pour cette conjoncture, et vraisemblablement l'on ne tardera pas à en connaître l'emploi.

Peu d'heures après le départ pour Naples du général en chef Murat, l'aide-de-camp Lagrange arriva de Paris, avec le discours de Portalis au Corps législatif, et la nouvelle de la présentation à cette assemblée du concordat, et celle de la réception du cardinal légat avec toutes les formalités d'usage. Elles ont fait ici infiniment d'impression, et d'autant plus qu'on ne s'attendait à les recevoir que dans quelques jours.

Cacault a donné un grand concert au général Murat, où étaient presque tous les membres du Sacré Collège et une nombreuse société ; et l'on n'a pas remarqué sans chagrin la conduite indécente de ses aides-de-camp, qui plaisantaient visiblement sur le compte de divers prélats qui y assistaient, au point de s'attirer une répréhension de leur chef.

La veille, le ministre de France avait fait ses pâques publiquement dans la paroisse, avec tous ceux de sa maison ; et lorsque le curé vint la bénir, comme il est d'usage ici, il jeta une poignée de séquins dans le bénitier, le retint à dîner et l'accabla de politesses. Ces marques extérieures et exemplaires de religion n'ont pas peu étonné le public ; mais elles peuvent difficilement en imposer à ceux qui, connaissant leur intérieur, savent apprécier ce changement subit de conduite et de principes adaptés aux circonstances. Mais le nombre n'en est point grand ; et ces démonstrations, accompagnées de cadeaux que le gouvernement français a fait distribuer à plusieurs reprises, ne laissent pas que de lui faire des partisans parmi les employés, qui y voient une sincère réconciliation à l'Eglise catholique, et un amour zélé pour la cour de Rome, entravé encore par quelques esprits turbulents et mal pensants, qu'il faut seulement ménager quelque temps pour s'assurer un plus heureux résultat ; et ils



le croient d'autant plus, que l'on répand ici que Bonaparte a fait aussi ses pâques en public<sup>1</sup>...

Si la connaissance du discours de Portalis, composé avec plus d'esprit et d'érudition que de vraie religion, a fait ici une sensation désagréable, le gouvernement n'a pu que se ressentir bien davantage des articles organiques, dont les Français ont accompagné le concordat lors de sa présentation comme en faisant partie, qui seraient bien loin d'être approuvés du Souverain Pontife s'il osait s'y opposer, et ont été faits sans le consentement et peut-être même la connaissance du cardinal Caprara. Et cependant les Français s'y sont pris de manière qu'ils ne laissent point un juste motif de plaintes à ce gouvernement sur l'intégrité du concordat, mais de leur conduite peu amicale et arbitraire, puisqu'ils l'ont laissé tel qu'il avait été arrêté, et n'ont ajouté ces articles qu'après les signatures, et comme un supplément fait de leur propre autorité pour en faciliter l'exécution. D'ailleurs, l'accord avait été fait entre les deux gouvernements que le concordat ne serait connu du public, que lors de la promulgation de la bulle du Pape (qui devait se faire authentiquement le jour de Pâques) dans laquelle il se trouvait inséré; et aujourd'hui Bonaparte le dénonce<sup>2</sup>, en l'augmentant, sans la bulle. Mais encore cette cour l'a vu dans le même moment dans les diverses gazettes d'Italie, entre autres dans celle de Florence, avec même quelques articles dont le sens est changé, peut-être par faute du traducteur; et le gouvernement se réserve de le faire connaître au public lors de la promulgation de la bulle, et tel qu'il s'y trouve, comme le seul moyen de prouver qu'il n'a aucune part aux articles qui l'accompagnaient, et ce qui serait envisagé comme un désaveu tacite. Cette conduite arbitraire des Français, qui ne peut étonner ceux qui ont eu à traiter avec eux, a fait une peine sensible à ce ministère, qui voit le peu de confiance qu'il peut mettre en eux ou en leurs propositions; d'ailleurs affligé de connaître la résistance forte, quoique d'un nombre de voix inférieur, qu'a éprouvée l'acceptation de ce concordat ainsi même, et dans laquelle opposition Carnot doit s'être exprimé avec énergie.

<sup>1</sup> Cf. p. 257.

<sup>2</sup> « Le dénonce », c'est-à-dire le publie.

## Lebzeltern à Colloredo.

Rome, 1<sup>er</sup> mai 1802.

... La nouvelle que les articles organiques, faits par la seule autorité de Bonaparte, ont été convertis en loi comme faisant partie du concordat, et à l'insu de la cour apostolique, n'a pu qu'augmenter son déplaisir ; n'y voyant plus de ressource de revenir sur plusieurs des articles (et elle devra y souscrire et oublier l'amertume que lui a causée une conduite aussi absolue et arbitraire de la part du Premier Consul) ; cherchant même à se dissimuler ce qu'ils contiennent de moins acceptable, dans l'espoir d'obtenir peut-être par la suite des changements : telle est l'aveugle soumission que l'on a pour les dispositions du Premier Consul.

(Arch. de Vienne).

## 1271. — Consalvi à Caprara

Roma, 5 maggio 1802.

Continuando a stare senza lettere di V. Em. dopo quella dei 10 aprile, e per conseguenza essendo affatto all' oscuro della funzione del giorno 18, cioè del dì di Pasqua, continua Nostro Signore a stare nella massima agitazione per sentire come sia andato l'affare dei dieci intrusi nominati, per rapporto all' esecuzione delle condizioni, secondo le quali solamente si consentiva il Papa che si desse loro la canonica istituzione ; e così pure sentire come sia andato l'altro dell' assistenza al *Te Deum* anche del clero costituzionale, che V. Em. aveva sì fermamente rigettata alla prima occasione che le fu proposta, e che Nostro Signore teme sia stata messa in campo nuovamente. Questi due oggetti sono un soggetto di continua angustia del suo animo. Sembra che la posta ordinaria di Francia, che deve giungere a momenti, ci porterà le lettere di V. Em. che ci istruiscono di tutto questo. Intanto, altro qui non sappiamo, se non che la funzione del dì 18 seguita, senza però conoscerne alcun dettaglio.

Un' altra occasione gravissima di dolore prova il Santo Padre, che tutti i fogli di Francia, e per conseguenza gli italiani e di altre nazioni ancora, portano il decreto dei Consoli a giurare l'osservanza delle leggi della Repubblica, e delle libertà della

chiesa gallicana, e portano il giuramento di V. Em. comprensivo di tutte le suddette cose, sebbene V. Em. giurò solo quella delle leggi. Sta in attenzione il Papa di vedere cosa su di ciò avrà fatto V. Em., che, non essendo la cosa in tutto vera, cioè relativamente alle libertà, aveva diritto di esporre le sue reclamazioni; e quanto alla parte vera, cioè all'osservanza delle leggi, già scrissi a V. Em. che Nostro Signore se ne era rammaricato<sup>1</sup>, attese le ragioni esposte nelle note che le furono inviate, quando se ne assunse la trattativa.

Tutti i fogli, specialmente tedeschi<sup>2</sup>, portano tutti gli articoli organici come se cadessero essi ancora sotto il concordato, al che, oltre il tutto insieme nella data dell' unione delle due pezze ed altre diverse cose, contribuisce più di tutto il discorso del consigliere Portalis, che dice in un luogo che gli articoli della convenzione e gli articoli organici, essendo un contratto, cadono sotto la disposizione della costituzione per la necessaria approvazione del Corpo legislativo; dalla quale denominazione di contratto<sup>3</sup> data ad ambedue, è troppo naturale che si deduca

<sup>1</sup> Ecrivait à Severoli, le 8 mai, Consalvi expliquait la difficulté qui s'élevait sur ce point. « ... Si era convenuto che il Legato non farebbe un tale giuramento, e che inserendo nel complimento francese tutto il resto contenuto nel giuramento, non parlerebbe delle libertà gallicane, nè di conformarsi alle leggi, atteso che le leggi della costituzione francese non sono tutte secondo i principi del cattolicesimo; e ciò fu quello che fece resistere e vincere il punto del giuramento da farsi dai preti, facendoli cioè giurare fedeltà ed ubbidienza al governo, e non alla costituzione, appunto per alcune leggi di essa, giacchè non voleansi permettere eccezioni... All' improvviso... è comparso questo decreto dei Consoli [pièce n°1223], che il Legato non conobbe se non dopo finita la funzione; all'improvviso egualmente gli fu data, mezz' ora prima, una carta latina, che egli non volle sottoscrivere, ma solamente recitò. Vero è che in essa, ad onta dello stesso decreto, non si parla della chiesa gallicana; si parla però di « servare statuta et consuetudines Reipublicæ. » Una benigna interpretazione può fare osservare, che non si è detto « leges Reipublicæ », ma « statuta », e che con ciò s'intenda gli statuti generali dello stato... »

<sup>2</sup> Ces renseignements avaient été envoyés par Troni.

<sup>3</sup> Voir p. 389, note. — Portalis n'a point dit que les articles organiques du culte catholique étaient un contrat fait avec le St-Siège. Il a dit, avec l'école philosophique de son temps, que ces articles participent à la nature d'un contrat entre Français. Dans ce système, de même que, dans l'ordre civil, on suppose un « contrat social » entre les gouvernés et le gouvernement; dans l'ordre religieux, on doit supposer un contrat analogue entre ceux qui professent un culte et le législateur de ce culte.

che sono stati concordati con il Papa. Questa cosa agita sommamente Nostro Signore, non meno che l'altro, che essendo anche gli articoli organici compresi nel progetto di legge che si è poi sanzionato e pubblicato, il ristabilimento del culto viene ad essersi fatto a tenore di una tal legge. Sicchè lascio immaginare a V. Em., se Nostro Signore stia nella massima agitazione delle di lui lettere sopra gl' indicati oggetti.

Il Papa regalò al general Murat un bel cameo col contorno di brillanti, del valore di 3.000 piastre. Una scatola di 3.000 piastre con brillanti è preparata per M. Cacault, e una di 1.500 per M. Artaud, per la pubblicazione del concordato. Facciamo quello che le forze ci permettono. In Napoli il general Murat ha avuto regali grandi, ma niuna cordialità, nè visite, nè attenzioni del paese, tutti temendo il governo. Qui al contrario ne riceve infinite, ed egli e tutti i Francesi sono incantati e commossi, e sicuramente ne attesteranno la verità.

(Cultes, Arch. de Caprara).

#### 1272. — Cacault à Portalis.

Rome, 22 floréal an X (12 mai 1802).

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait le plaisir de m'écrire, endate du 27 germinal (17 avril). Je vous remercie des détails qu'elle renferme. Jusqu'à présent nous n'avions appris que par les gazettes la publication du concordat : enfin il est arrivé des lettres qui nous ont donné les détails.

J'ai vu le Pape : j'ai remarqué en lui la plus grande satisfaction de ce que la publication, qu'il désirait si vivement, avait eu lieu. Il s'est félicité avec moi du rétablissement de la religion en France par les soins et le travail du Premier Consul.

Il a vu avec douleur la nomination de différents constitutionnels, auxquels la voix publique n'accorde pas toutes les qualités que l'on recherche dans un pasteur. Ce qui l'a consterné d'avantage dans la nomination de ces constitutionnels, c'est qu'ils n'ont pas fait, pour leur réconciliation avec le chef de l'Eglise, ce que ce dernier avait exigé d'eux, dans des termes de modération très convenables, et du consentement même du gouvernement français. Il m'a dit qu'il y avait des règles dont on ne pouvait abso-

lument s'écarter ; qu'il avait donné mille preuves de son attachement à la France ; et que, pour satisfaire à ce que les lois de l'Eglise imposaient, il avait dû demander aux constitutionnels ce qui leur avait été prescrit. Il prend maintenant en examen ce que les constitutionnels ont cru devoir faire, désirant avec ardeur, m'a-t-il dit, de le trouver équivalent.

Il m'a parlé des articles organiques. Il est très affecté de ce que leur publication, coïncidant avec celle du concordat, a fait croire au public qu'il avait concouru à cet autre travail <sup>1</sup>. Il les examine en ce moment, et il désire avec ardeur, comme il me l'a répété, que ces articles ne soient pas en opposition avec les lois de l'Eglise catholique.

Il a vu avec peine qu'après avoir décidé que la réception du Légat aurait lieu sans qu'il prêtât de serment, et qu'on renfermerait ce serment dans un discours adressé au Premier Consul, il a fallu que le Légat prêtât un serment séparé ; et ensuite ce même serment a été rapporté dans le Moniteur d'une manière inexacte.

Je lui ai trouvé toujours les mêmes dispositions pour la France

<sup>1</sup> « Quant aux lois organiques, mandait Caccia à Talleyrand, j'ai été obligé d'expliquer qu'elles n'étaient point publiées comme concertées avec le Pape ; qu'elles étaient l'ouvrage du gouvernement, qui a le droit de les faire, et qui en use ainsi à l'égard de nos lois. » (dép. du 3 floréal : 13 avril). Une déclaration semblable est venue, peu après, de la part de Caprara lui-même (Cf. p. 475, note 2), qui écrivait le 16 mai « ... Rispetto alle leggi organiche, non farò aggiungere al già detto precedentemente, se non che piango insieme con V. Em., e che malgrado che nel pubblicarsi sia stata assegnata ad esse la data medesima della segnatura del concordato, ognuno sa e conosce che la loro compilazione ha un'epoca recentissima, e che non è opera fatta nè di concerto con N. S., nè con alcuno dei suoi ministri... » Il ajoutait, le 26 : « ... Quanto agli articoli organici..., mi faccio un pregio di assicurarla, che ognuno è convinto che non hanno la minima relazione col concordato, e che in niun modo sonosi fatti col consenso, nè espresso, nè tacito della S. Sede, o suoi ministri, e molto meno di me, che certamente non ho omesso occasione di far rilevare la schiavitù in cui si pone con quegli articoli sia la Chiesa, sia i ministri della medesima. Qui pure generalmente dai buoni, e specialmente dagli ecclesiastici ed individualmente dai vescovi, fra i quali (la Dio mercede) ve ne ha una buona quantità dotata di tutti i muner, si geme sul peso delle leggi organiche ; ma non si dispera per questo che possa esserne tollerata l'inosservanza, e che dopo qualche tempo il governo stesso debba prendere altre misure... » — Nous ne nous étendrons pas davantage ici sur la question des articles organiques, parce que nous espérons pouvoir, un jour, en faire l'objet d'une autre publication.

et la personne du Premier Consul, qu'il chérit et estime infiniment. J'ai trouvé dans le cardinal Consalvi les mêmes sentiments, et le plus grand empressement à accroître l'harmonie entre le gouvernement et le Saint-Siège. On voit en effet partout dans la ville, combien on s'empresse de seconder les intentions du Pape et de son ministre : les Français ne sauraient être mieux vus, ni accueillis avec plus de grâce.

Ce qui a contrarié le Pape, ainsi que je viens de vous l'annoncer, n'a pas permis de se livrer à la joie qu'on doit pourtant ressentir de l'accomplissement heureux du concordat.

Le Pape n'a pas fait chanter à cette occasion le *Te Deum* à Saint-Pierre. Il faut qu'il soit parvenu auparavant à régulariser, suivant les formes de ce pays-ci, ce que vous avez fait d'une manière un peu tranchante. C'est vers ce terme que tous mes efforts tendent à amener Sa Sainteté. Je me flatte qu'il n'arrivera rien qui puisse déplaire au Premier Consul. Il faut laisser achever l'examen dont on s'occupe<sup>1</sup>. Je ne prévois aucun fâcheux résultat ; et pourvu qu'on trouve, comme je n'en doute pas, la manière d'approuver tout, ainsi que je vois qu'on la cherche dans de bons sentiments, tout sera fini.

(Aff. étr. Rome, vol. 933).<sup>2</sup>

### 1873. — Allocution du Pape en consistoire.

(Rome, 24 mai 1802).

Venerabiles fratres. Quam luctuosam in conditionem intestinis perturbationibus, quæ multis jam annis Galliam agitaverant, in florentissimis illius regionibus catholica religio adducta esset, non Europæ solum apertum est, verum etiam patet orbi terra-

<sup>1</sup> Les trois questions dont le Pape a entretenu Caccia, c'est-à-dire la réconciliation des constitutionnels pourvus de nouveaux sièges, les articles organiques, le serment du Légat, ont été soumises le 8 mai par Consalvi à un comité préparatoire, composé de Di Pietro, Caselli et Bertazzoli ; puis à une congrégation de douze cardinaux. Cette congrégation a reçu, le 13 mai, communication des pièces, et a délibéré sous le secret du St-Office. Quelques-uns de ceux qui en étaient membres, tels que Gerdil et Spina, ont en outre remis des mémoires écrits. Ces avis ont servi à rédiger l'allocution pontificale du 24 mai.

<sup>2</sup> Theiner a publié cette pièce (t. I, p. 416) ; mais, comme il lui arrive trop souvent, il en a retranché quelques phrases intéressantes.

rum universo, ac vobis multo magis, Venerabiles fratres, qui testes ac socii fuistis apostolicarum curarum nostrarum, et antea Pii VI fel. rec. decessoris nostri ; flentesque sæpe nobiscum, vota Deo fecistis ut Ecclesiæ res in pristinum verterent, tantæque prohiberentur calamitates.

Qui catholicæ religionis studio tenebantur, in vastissimis illis regionibus, abditi inclusique, in omni amaritudine ac labore una cum bonis omnibus externorum regnorum lacrymas precesque indesinenter jungentes, Deum obsecrabant ut iram indignationis averteret, ac ut flagella suæ iracundiæ procul amoveret.

Nos et quo tempore Forocorneliensem ecclesiam regebamus, et multo magis postquam ad Ecclesiam universam gubernandam in hac Petri cathedra, licet immerentes, collocati fuimus, quibusnam gemitibus tanta domus Dei damna, tanta animarum in certum interitum in dies ruentium exitia sumus deprecati !

Placuit tandem Patri misericordiarum Deo supplicum preces audire, fecitque ut illustris vir, cui non magis suos triumphos, quam suam prosperitatem, quietem ac pacem Gallia refert acceptas, illud animo conciperet efficeretque (ex quo ei summa præter omnia celebritas apud omnem posteritatem erit futura), nimirum ut tot millibus millium hominum quot continet Gallia, avita majorum religio atque una cum ea vera ac solida felicitatis ipsorum fundamenta restituerentur. Nos hic, ut videtis, Primum Reipublicæ gallicanæ Consulem indicamus, Napoleonem Bonaparte. Sapienter ille animadvertens veram felicitatem ac tranquillitatem tantæ nationis a restitutione catholicæ religionis omnino pendere, ultro desideriis nostris occurrens, officiis ejus ingenio atque animo dignis significavit nobis se agere nobiscum velle de ratione qua, catholica religione in Galliis restituta, felicitas simul illa, quæ tam luctuosis temporum vicibus inde sublata fuerat, revocari posset.

Noscit Deus, noscitis vos, Venerabiles fratres, qui assidui socii ac participes paternarum nostrarum sollicitudinum fuistis, quanta nos alacritate tantæ rei ac tam salutari operam navaverimus ; scitis quantas curas susceperimus, quanta obstacula superaverimus, quo studio diu noctuque vigilantes nunquam ab ea oculos mentemque dejecerimus, ut rationes inveniremus quibus ad optatum exitum adduci posset.

Adfuit tandem aliquando idem miserator Deus sollicitudinibus nostris, ejusque potenti auxilio factum est ut tot tristibus procellarum diebus aurora pacis, nuntia optatæ serenitatis, succederet. Cum perspexerimus id a nobis Ecclesiæ atque unitatis bonum postulare, ut paternæ nostræ charitatis viscera dilatantes apostolicam potestatem ad ea proferremus, quæ ad religionem iterum in Gallia restituendam necessaria viderentur, facta est inter nos Primumque Gallicanæ reipublicæ Consulem conventio, septemdecim articulis constans. Eadem subscripta ac firmata fuit tum a plenipotentariis nostris, quos ea quæ constituenda erant docueramus et omni potestate nostra instruxeramus, tum a plenipotentariis Reipublicæ gallicanæ, die 15 julii, anni superioris 1801.

Tenor septemdecim articulorum iterum deinde expensus, atque ad examen vobiscum una a nobis vocatus est antequam rati fierent subscriptione nostra, ex eaque vim suam atque auctoritatem acciperent. Mox assiduis votis, catholicæ religionis restitutionem, quam unam propositam semper ante oculos habebamus, properantes, nulla per nos interposita mora, die 15 augusti ejusdem anni, quæ dies sacra est sanctissimæ Dei Genitrici in cælum assumptæ, Galliarum patronæ, apostolica constitutio, in qua enunciati septemdecim articuli continentur, in Galliam, ut illic (quod summa cupiditate expetebamus) quamprimum fieri posset promulgaretur, est missa.

Non multo post, ad optatam catholicæ religionis restitutionem ad effectum perducendam, alias etiam litteras in forma brevis, alias apostolicas constitutiones dare non prætermisimus. Prospeximus circumscriptioni novarum diœcesium, canonicæ institutioni dandæ a nobis episcopis earundem, reconciliationi cum Ecclesia eorum qui aberraverant, collationi necessariæ potestatis Legato nostro a latere, dilecto filio nostro Joanni Baptistæ cardinali Caprara, quem ad tantas res conficiendas in Galliam miseramus, tandem iis omnibus, quæ aut necessaria, aut opportuna esse ad sanctissimi hujus operis perfectionem judicavimus. Proponimus vobis ob oculos, Venerabiles fratres, acta, quæ sive immediate, sive mediate ad hanc rem conficiendam sunt a nobis profecta. Vos ea legetis in sylloge <sup>1</sup>, quæ hic nostra auctoritate

<sup>1</sup> Il avait paru à la congrégation, qu'une publication de pièces serait le moyen



est typis vulgata, in eaque quæ ab Apostolica hac Sede in hac causa facta sunt et in quibus partem habuit, reperietis.

Tandem aliquando dies tamdiu exoptatus promulgandæ præfatæ conventionis, cumque eo tempus restituendæ in Gallia catholicæ religionis advenit. Cardinalis noster a latere Legatus solemnî pompa exceptus est a gubernio Reipublicæ gallicanæ, a quo luculentiores obsequii, honoris, reverentiæ significationes in hanc Apostolicam Sedem sunt editæ, quemadmodum superioribus legationibus in Gallia factum fuerat. Legatus vero noster per se fiduciæ respondere studuit, quam gubernium in eodem ad gravissimi muneris functionem admittendo in eo se habere declaravit. Conscius ille sensuum nostrorum, qui sunt omnes ad una spiritualia conversi, et ad religionem in Gallia restituendam, certum fecit gubernium nunquam in suo legationis munere attentatum iri contra jura gubernii ac nationis, statuta ac consuetudines Reipublicæ, seque ad gubernii beneplacitum in eodem munere continuaturum esse, prout ex enunciata sylloge cognoscere potestis.

Post hanc solemnem cærimoniam, die sacra humani generis Redemptioni, maxima solemnitate ac pompa septemdecim articuli conventionis<sup>1</sup> inter hanc Apostolicam Sedem et Gallicanum gubernium promulgati sunt. Promulgata item apostolica constitutio nostra, in qua iidem continentur, ratique habentur a nobis. Consules Reipublicæ, cum cæteris gubernii magistratibus, magnificentiori amplitudinis ac potentiæ suæ apparatu augustis cærimoniis adfuere ejus religionis, quam profitentur, gratiasque solemniter egere Deo de maximo beneficio in Galliam collato,

le plus sûr et le moins irritant, pour dégager la responsabilité du Pape dans les actes qui avaient accompagné la promulgation du concordat. On rétablissait ainsi le texte véritable de la promesse latine du Légat ; on expliquait dans quels termes et à quelles conditions les constitutionnels nommés évêques avaient été absous ; enfin l'omission des articles organiques devait prouver que le St-Siège y était resté étranger. C'est dans cette intention qu'a été composé à Rome le recueil officiel dont nous avons parlé (p. 447 et 506, notes) : les pièces qu'il importait de faire connaître, y sont insérées comme annexes à l'allocution pontificale du 24 mai. — En ce qui concerne les év. constitutionnels, il est à observer que déjà Caprara avait prescrit que leur réconciliation fût rendue publique (p. 502).

<sup>1</sup> On remarquera que, pour mieux exclure les Articles organiques, l'allocution, en parlant du concordat, dit à plusieurs reprises qu'il contient dix-sept articles.

catholica religione illi reddita, et cum religione etiam pace inter eam orbemque terrarum constituta.

Ex hoc auspiciatissimo die, quam novam speciem non exhibet Gallia orbi terrarum universo? Tempia Altissimi iterum patefacta, in eorumque frontibus augustum Dei nomen, sanctorumque suorum signatum; ministri sanctuarii Deo operaturi iterum cum fidelibus ad aras congregati; oves sub legitimis pastoribus iterum collectæ; Ecclesiæ sacramenta iterum libere ac reverenter administrata; publicum catholici religionis exercitium firmiter constabilitum; supremum Ecclesiæ caput, cum quo qui non colligit dispergit, solemmniter agnitum; vexillum Crucis denuo elatum; dies Domini iterum sanctificata; luctuosissimum denique schisma, ex quo cum propter Gallicanarum regionum magnitudinem, tum propter populorum oppidorumque illorum celebritatem, infinita mala in catholicam religionem erant pertimescenda, amotum atque sublatum. Hæc aliaque bona magna ac salutaria memoratus ille dies habuit, de quibus nos lætari in Domino ac gaudere omnino debemus.

Gaudeamus igitur, Venerabiles fratres, atque lætitia gaudeamus, qua nos religionis amor, studiaque spiritualis boni tam multarum animarum jure jubent gaudere. Et quoniam omne bonum a Deo est, atque hoc potissimum ei uni acceptum referri debet (neque enim sine divina ejus misericordia, ac sine præpotenti ejus ope tanta obstacula difficultatesque superari potuissent, quæ superandæ omnino fuerunt, ut eo, unde tam longe aberant, res reverti possent), volumus ut, cumulati iis beneficiis quæ superius enuntiavimus, celebraturi propediem solemnia gloriosæ Ascensionis divini Reparatoris nostri, sanctissimæque ejus religionis Auctoris, quæ nunc denuo in Gallia est constituta, solemnes ei gratiæ a nobis agantur pro memoratis iis bonis, quæ ejus ope per promulgationem præfatæ nostræ constitutionis, et articulorum conventionis qui in eâ continentur, consecuti sumus.

Haud ita tamen, Venerabiles fratres, gaudio lætitiæque perfundimur, ut nihil nobis ante oculos obversetur, quod sollicitudinem nostram non excitet, curasque nostras (quæ sunt muneris nostri partes) non exposcat. Qua tamen sollicitudine nos liberari confidimus per sapientiam ac religionem Primi Consulis, nationisque Gallicanæ, quæ et optime tot seculorum spatio de catholica

religione merita est, et eam nunc denuo in Galliæ sinu restitutam tanta cum alacritate complectitur. Siquidem animadvertimus una cum præfata conventionem nostram nonnullos alios articulos ignotos nobis promulgatos esse, quos, vestigiis prædecessorum nostrorum inhærentes, haud possumus non expetere ut opportunas ac necessarias modificationes ac mutationes accipiant. Nos certe officia nostra apud Primum Consulem omni studio adhibebimus, ut ab ejus religione id tribuatur nobis. Quod non sine causa confidimus tum ab eo, tum a Gallicana natione tam perspicaci ac sapienti nos esse consecuturos. Etenim gubernium gallicanum, in catholica religione restituenda, in ejus sanctitate atque utilitate agnoscenda, nolle non potest, ut ea, quæ restitutæ religionis sanctissima constitutio exposcit, executioni demandentur, atque omnia cum illa salutari disciplina plene consentiant, quæ ab Ecclesiæ legibus est stabilita.

Avertat Deus, neque illud sinat unquam ut ullum temporalis commodi studium, ulla cupiditas occupandi quidpiam quod ad Ecclesiam non pertinet, nos ipsos occupet, aut pastores quos Christus subdidit auctoritati nostræ. Divinum illud semper ante oculos habeamus : « Quæ sunt Cæsaris Cæsari ; quæ sunt Dei Deo. » Exemplo omnibus in hoc erimus semper, dabimusque operam ut episcopi, cæterique qui in vinea Domini, juxta vocationem qua vocati sunt, laborant, verbis atque opere unis religionis officiis, uni animarum ipsorum fidei concreditarum saluti se intentos ostendant, nec iis quæ ad ipsos non spectant se implicantes, ullas religionis hostibus occasiones ministros ejus calumniandi præbeant. Hortabimur eos omni studio ut præceptis sanctorum Apostolorum, qui magistri sunt nostri, arcte inhærentes, non concionibus solum, verum etiam exemplis debitam obedientiam civilibus potestatibus inculcent, propter quam vel a primis Ecclesiæ exordiis Christiani homines submissionis præpositis suis, ac fidelitatis exempla habebantur.

Superest, Venerabiles fratres, ut de pastoribus, qui nuper diocæsis Galliæ gubernandis in nova earundem restitutione præpositi sunt, vos doceamus. Agnoscetis vos inter eos haud exiguum numerum eorum vigilantissimorum pastorum, qui ante novam diocesium circumscriptionem, recentesque mutationes in Galliis factas, semper centro unitatis, nimirum huic Sanctæ

Sedi, adhærentes, præclarissimis fidei, patientiæ, pastoralis vigilantæ, virtutumque omnium exemplis, quibus Ecclesiam Dei illustraverunt (rogati a nobis, quod ita Ecclesiæ bonum postulabat) voluntarium sedium suarum sacrificium tanta cum laude addiderunt. Invenietis præterea magnum numerum dignorum ecclesiasticorum, qui nunc primum ad Ecclesiam Dei regendam vocati, laudabili anteactæ vitæ ratione (quemadmodum de iis nobis relatum est) illud certo pollicentur ecclesiæ, optimos se gregis ipsorum fidei commissi pastores esse exstituros. Nonnullos etiam denique inter eos reperietis, qui cum in superiori temporum conversione absque Apostolicæ hujus Sedis institutione archiepiscopales, seu episcopales sedes occupatas habuerint, in unitate Ecclesiæ atque hujus Apostolicæ Sedis non fuerunt, quæ tamen, ut nostis, ab iis ad maternos amplexus revocandis materna charitate nunquam destitit. Nolite perturbari, Venerabiles fratres : institutionem eorum ad officia legitimorum pastorum novarum diocesium, quæ iis concreditæ fuerunt, præcessit ipsorum cum hac Apostolica Sede reconciliatio. Ex actis, quæ legenda vobis exhibemus, intelligetis vos, eos viros necessarium hoc debitum Ecclesiæ persolvisse. Spiritus charitatis, quo dilecta Christi sponsa flagrat, effecit ut in hoc etiam ea benignitate in eos uteremur, qua (incolumi rerum substantia) uti poteramus, ut tanta res, quanta est restitutio religionis in tam vastis Galliarum regionibus, perfici, et funestissimum schisma extinguï posset. Exempla nostrorum prædecessorum, amor pacis, efficacia gubernii studia, a quo ad concordiam restituendam id postulatum est, nos ad hanc rationem ineundam adduxerunt; cujus facti vehementer in Deo confidimus, cui est integritas mentis ac studiorum nostrorum perspecta, nunquam fore ut nos pœniteat<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> A la suite de l'émoi où l'allocution du 24 mai jeta les constitutionnels pourvus de nouveaux sièges, Caprara dut tenir des registres particuliers pour recueillir des témoignages sur la conduite des plus obstinés, et les faire connaître à Rome. On y voit que trois d'entre eux, Lacombe, Le Coz et Reymond, ont nié publiquement et par écrit toute rétractation (cf. pièces n° 1247) ; que Belmas, Primat et Saurine, sans aller aussi loin, ont du moins laissé clairement comprendre, au début de leur administration, leur attachement persévérant à la constitution civile du clergé ; que les sentiments de quatre autres (Becherel, Berdolet, Leblanc de Beaulieu, Périer), étaient demeurés douteux.

A Rome, on ne pouvait contester la validité du décret d'absolution rendu par

**Etenim dubitare nolumus quin pastores hi, quos tanta nos charitate complexi sumus, singulari ac paterna nostra benignitate**

le Légat et constaté par l'allocution du 24 mai ; on ne pouvait regarder ces évêques que comme des relaps. Pour bien prouver que le Pape les traitait ainsi, il fut décidé que les bulles confirmant l'institution donnée par le Légat, ne seraient accordées qu'à deux des évêques sur douze, c'est-à-dire à Montault et à Charrier qui, ayant satisfait pleinement aux exigences du St-Siège, étaient désormais rentrés dans l'orthodoxie. Cette censure indirecte ne put d'abord se manifester, parce que de leur côté les constitutionnels, sauf un, laissèrent passer le délai de six mois sans réclamer l'institution du Pape. En 1803, lorsque quatre d'entre eux se décidèrent à commencer des démarches et à les faire appuyer chaudement par Portalis (lettre à Fesch, du 5 août 1803), la cour de Rome se renferma dans un silence significatif. Il en fut de même, dans les premiers mois de 1804, quand Leblanc de Beaulieu, puis Primat, qui étaient au nombre de ces solliciteurs, donnèrent au Légat des gages sérieux de réconciliation (Cf. *Ami de la relig.* t. X, p. 40).

Pendant les négociations pour le sacre, le Pape parut indiquer comme une des conditions de son voyage, la soumission non équivoque des évêques constitutionnels aux jugements du St-Siège : il reçut du cardinal Fesch l'assurance que l'affaire finirait à son entière satisfaction. C'est Portalis qui nous apprend comment elle s'est terminée. «.. Mercredi soir (19 déc.), écrivait-il à l'Empereur le 22 décembre 1804, M. le ministre de la police ne put obtenir la signature, au bas de la formule présentée au nom du Pape, des év. que l'on voulait déterminer à la souscrire. Ils en signèrent une autre, qui ne plaisait pas. Le jeudi matin (20 déc.) fut encore perdu. L'év. de Vannes étant venu m'en instruire, je pris le parti de me rendre chez le card. Légat, en témoignant le désir d'y trouver tous les autres cardinaux. Je m'y rendis à huit heures du soir. Après une conférence qui dura jusqu'à minuit, il fut arrêté que les év. dits constitutionnels seraient reçus le lendemain dans la matinée chez le Pape ; que S. S. leur parlerait avec affection, et qu'elle se contenterait de toute déclaration raisonnable, sans vétiller sur les termes. J'obtins cette résolution en parlant avec fermeté et avec sentiment.

« Le lendemain vendredi, c'est-à-dire hier (21 déc.), le card. Légat et les autres cardinaux se rendirent de bonne heure chez le Pape pour le prévenir de ce qui s'était passé la veille. Les év. constitutionnels parurent à l'heure indiquée. Le Pape leur parla comme un père, et la réconciliation fut consommée avec attendrissement de part et d'autre.

Il n'y eut que M. Le Coz, archev. de Besançon, qui se perdit en dissertations froides et théologiques, et qui sortit en refusant tout. L'év. de Vannes avait été présent à la conférence chez le Pape ; il m'instruisit du résultat. Je m'empressai d'en donner connaissance à M. le ministre de la police, en le priant de vouloir bien agir de nouveau auprès de ce prélat pour le ramener à des sentiments de paix. Aujourd'hui, sur les cinq heures et demie du soir, M. le ministre de la police m'a envoyé la déclaration bien simple qui avait été signée hier chez le Pape par les autres év. constitutionnels, et à laquelle M. Le Coz a enfin donné

legitime novas sedes obtinentes, in ovibus ipsorum fidei commissis pascendis, in doctrinæ sanctitate, in morum integritate, in excolenda vinea Domini, in æmulanda fratrum suorum vigilantia, in vera fidei ac charitatis nobiscum conjunctione, omni pastoralis officio sint perfuncturi.

Verum cum optime vos intelligatis perfectionem tantorum operum ac bonorum, quæ huc usque recensuimus, et quorum consequendorum tanta flagramus cupiditate, a Deo proficisci (etenim « nisi Dominus ædificaverit domum, in vanum laborant qui ædificant eam ») ad eum nos convertere in humilitate spiritus et in contritione cordis, nostrasque preces cum vestris atque Ecclesiæ precibus conjungere constituimus, ad illud impetrandum, ut gratias agentes Deo, quod in tam feraci solo vineam Domini iterum plantare concessit (quod maximum beneficium fuit), illud addat etiam, ut ea, divina ejus gratia rorante de cælo desuper, alte radices agat, crescat, ac fructificet in domo ejus, a quo uno id impetrandum est. Nam « neque qui plantat est aliquid, neque qui rigat, sed qui incrementum dat Deus. »

Ad eum igitur, Venerabiles fratres, cum omni fiducia adeamus ; ab eo consolationem ac cumulatum gaudium imploremus ;

sa signature sur les instances de ce ministre. M. l'év. de Vannes s'est trouvé chez moi : il s'est tout de suite porté chez le Pape. Il lui a présenté la déclaration signée par M. Le Coz, et il vient de me dire que S. S. recevra demain à huit heures du matin M. Le Coz, qui a promis de son côté de ne plus entamer aucune question théologique, et qui n'a plus besoin que de se taire.

« Ainsi toute l'affaire est consommée, la paix est rétablie définitivement et sans retour. La déclaration signée ne consiste que dans une simple phrase de « soumission aux jugements du St-Siège et de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, sur les affaires ecclésiastiques de France. » Le janséniste le plus outré ne répugnerait pas à signer une telle déclaration. V. M. ne sera donc plus importunée d'une affaire, qui ne tenait qu'à l'amour-propre et à de petites passions. L'év. de Vannes m'a attesté que les cardinaux, chez le Pape, avaient été fidèles à tout ce qu'ils m'avaient promis dans leur conférence avec moi ; et c'est une justice que je dois leur rendre auprès de V. M. Le Pape s'est conduit avec une douceur et une charité admirables. »

La réconciliation devenue ainsi officielle, la chancellerie romaine ne fit plus de difficultés pour expédier les bulles. Le 17 juin 1803, Portalis put enfin annoncer à l'Empereur qu'il venait de recevoir les dix bulles de confirmation, pour les év. constitutionnels, et en outre le pallium pour les deux d'entre eux qui étaient archevêques.

ab eo denique postulemus, « ut bonum opus, quod incepit, ipse perficiat. »

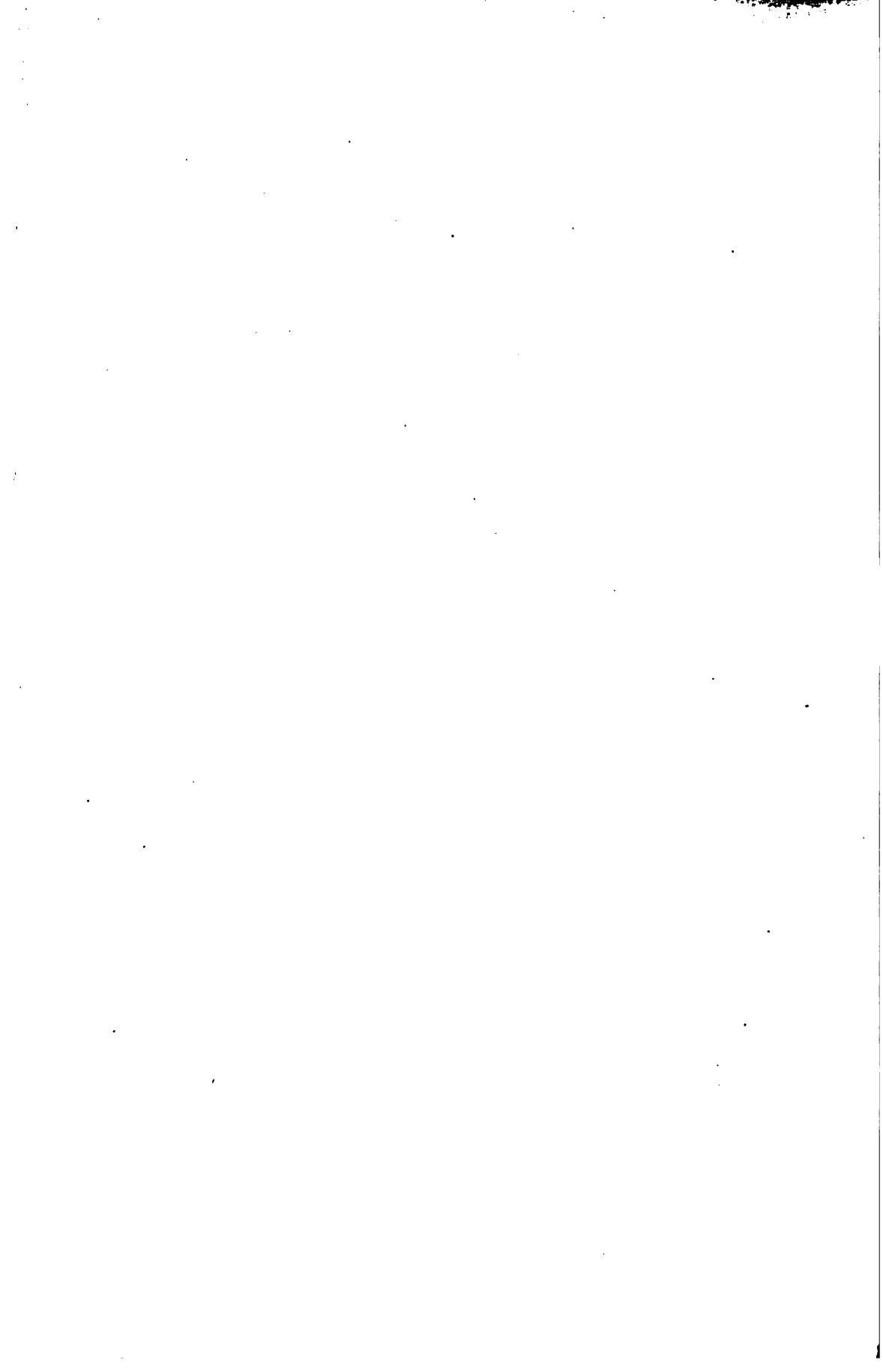
Itaque, et ad gratias Deo agendas de religione in Gallia restituta, et ad impetrandum ut in tanta re vota nostra penitus expleantur, et ad divinam opem pro præsentibus Ecclesiæ necessitatibus implorandam, thesauros Ecclesiæ reserabimus, et quemadmodum per cardinalem Legatum nostrum a latere in Gallia fecimus, ita hic etiam per cardinalem vicarium nostrum jubilæum publicabimus, et quæ ad ejus consecutionem peragenda sunt præscribemus <sup>1</sup>.

(Public. contemp.)<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir la lettre du Pape au P. Consul, du [25] mai (Theiner, t. II, pièce L).

<sup>2</sup> Le P. Consul n'hésita pas à faire publier dans le *Moniteur* (du 19 prairial : 8 juin) la traduction de l'allocution du 24 mai. Toutefois, comme explication du passage où le Pape annonçait des réclamations contre les art. organiques, il fit mettre en note : « Ceci a rapport à la discussion qui existe depuis St-Louis, c'est-à-dire depuis six cents ans, sur les libertés de l'église gallicane, que les Papes n'ont jamais voulu formellement reconnaître : les lois organiques rappellent lesdites dispositions. » En outre le P. Consul, par l'intermédiaire de Portalis, chargea Cacault de faire savoir à Rome que « dans des imprimés de cette nature, le Pape ne doit jamais se permettre de blâmer publiquement des choses qui peuvent porter du trouble, surtout dans une église naissante. » (Cf. Jauffret, t. I, p. 72).





## APPENDICE<sup>1</sup>

---

### 1274. — Martiniana au Pape

Vercelli, 26 giugno 1800.<sup>2</sup>

È mio dovere, ch'io incominci questo mio rispettosissimo foglio dal passare alla Santità Vostra le più umili scusi per la confidenza, di cui sarò forse costretto servirvi nel maneggio d'un affare quanto rilevante, altrettanto consolante per l'animo, di religioso zelo ripieno, di Vostra Beatitudine, che la Provvidenza vuole abbia io il tremendo onore di negoziare.

Bonaparte, il Primo Console della nazione francese, cui non si può ormai più contrastare il titolo di grande, per le mira veramente salutari, benefiche e savie che nutre, nel passaggio che qui fece recandosi alla sorprendente spedizione che compì in brev' ora, già aveami umanissimamente mostrato d'avere della deferenza per la mia debole persona. Ma nel ritornare a Parigi, essendosi qui a bella posta soffermato per alcune ore, lo che accadè ieri, mi prese a stretta conferenza, e mi comunicò l'ardente suo desiderio di voler sistemare le cose ecclesiastiche di Francia, nel mentre si adoprava per procurargli la pace al di fuori, pregando istantemente me d'incaricarmi della trattativa con Vostra Santità e lui medesimo. I suoi voti mi sono parsi decisamente sinceri dalle discretissime disposizioni ed esigenze, che si è degnato significarmi, e dalla assoluta protesta fattami d'impegnarsi a tutto suo potere, nel caso di soddisfacente riuscita, perchè la Santa Sede riabbia tutti i suoi stati. Mi prendo pertanto la libertà di rassegnargliele alla prima apertura, e senza riserva per non

<sup>1</sup> Cet appendice forme un complément aux tomes précédents.

<sup>2</sup> Une copie complète de cet important document a été enfin retrouvée, dans des papiers de Di Pietro (Cf. t. I, p. xx, 25 et 26 note; t. III, p. 538).

protrarre inutilmente la negoziazione, e come appunto deve comportarsi un figlio ossequioso verso il veneratissimo suo Padre.

Bonaparte adunque desidererebbe di far caso vergine della chiesa gallicana. I vescovi che emigrarono dice che non possono più convenire alla Francia, mentre la maggior parte di essi credesi abbia decampato, non per puro zelo di religione, ma per interessi e mire temporali. De' vescovi intrusi poi neppur vuol sentire a parlare. Gli pare pertanto, che se ne debbano eleggere de' nuovi dalla potestà che eserciterà nella nazione la sovranità, e che debbano canonicamente essere istituiti, ricevendo la missione e le bolle dalla Santa Sede. Oltre a ciò, siccome in tanti anni di rivoluzione si è fatta la totale alienazione dei beni, che la chiesa gallicana possedeva, la di cui rivendicazione riuscirebbe affatto impossibile e getterebbe la nazione intera in nuovi sconvolgimenti, per non aggravare di troppo la nazione istessa, reputa necessario che il numero de' vescovi venga scemato il più che sia possibile, e che la congrua interinale, e sino a quando si possano fissare dei fondi stabili di ciascun vescovado, sia una pensione da pagarsi dalle finanze nazionali di due in due mila e cinque cento scudi romani, ossia di dieci in undici mila lire di Francia. Per siffatta maniera pare non vi sarà più luogo in Francia al doloroso spettacolo di mirare una gran parte de' suoi vescovi fare la loro residenza in Parigi, e ne deriverà un sommo vantaggio a quella chiesa.

Eccole, Beatissimo Padre, spiegata candidamente l'idea generale del Primo Console della Francia per la riconciliazione di essa col capo visibile della Chiesa universale. Degli altri oggetti, siccome di minor rilievo, e dipendenti tutti dai primari suddivisati, non se ne parlò, e possono con tutta facilità sistemarsi, intesi i primi. Ho l'onore di umiliare ai suoi santissimi piedi il divisato piano, e supplico a prenderlo in benigna considerazione, e degnarsi quindi graziarli delle venerande sue determinazioni, e lumi, onde abilitarmi a continuare coll' illustre pregevolissimo committente l'addossatami relazione, al cui oggetto ha qui lasciato a mia disposizione uno de' suoi corrieri. Supplico inoltre la Santità Vostra degnarsi aggradire che uno dei miei nipoti, il conte Alciati, già a lei noto, abbia l'onoratissima sorte d'umiliarle questo riverente mio foglio coll'occasione, che l'ho incaricato d'altra mia

lettera per l'augusto mio Sovrano, di commissione pure del prelodato Primo Console.

Supplico infine Vostra Beatitudine a degnarsi di accogliere queste divotissime mie premure con quella bontà, che l'augusto rifregia suo carattere, ed accordarmi l'onore del bacio de' santissimi suoi piedi, e della paterna sua benedizione. <sup>1</sup>

(Arch. du Vatican)

### 1275. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 9 maggio 1801. <sup>2</sup>

La riunione del Piemonte alla Francia svela finalmente, non solo il poco conto che quel governo ha fatto delle decise premure della corte di Russia perchè fosse restituito al re di Sardegna, ma ben anche il disegno di dargli il compenso delle nostre Legazioni. Ella saprà, che intanto è stato offerto al re il cambio della Sardegna collo stato di Parma e Piacenza. Intanto non ancora gli si danno apertamente le nostre Legazioni, in quanto che si teme, che se il Papa perdesse la speranza di riaverle, potrebbe esser più restio (come deve credere chi non sa distinguere i doveri spirituali da quelli del principato) nelle convenzioni della trattativa ecclesiastica, che è imminente a concludersi.

Ieri sera, ricevei con un corriere di Francia una lettera pres-

<sup>1</sup> Voici de quelle manières Consalvi a annoncé, le 11 juillet, à Mgor Caleppi, les ouvertures de Bonaparte. « ... Le do ottime nuove della salute del S. Padre. Una nuova significante è l'apertura fattagli dal P. Console per mezzo del card. Martiniana, nel passare ai 25 di giugno per Vercelli. Gli ha esternato il suo vivo desiderio di sistemare le cose ecclesiastiche in Francia, e di riconciliare quelle contrade alla religione e al capo della Chiesa, additandone anche alcune idee, che non fanno veder la cosa come impossibile. Ha pure aggiunto, che prenderà a petto la ripristinazione del Papa nei suoi stati. Sua Santità, nel rispondere, niente dirà su tale articolo, e si atterrà puramente allo spirituale, mostrando la sua [allegrezza] nel potere ricondurre all' ovile trenta milioni di anime e fare rifiorire in Francia la religione, e fisserà la trattativa in Vercelli per mezzo del cardinale, cui potrà anche forse inviare un qualche aiuto. Qualunque cosa possa dirsi su tale apertura, è certo però, che non è verisimile che in tal contrattempo ci attachi; onde si può qui esser tranquillo. Ciò che spaventa, è la mancanza totale del danaro, per cui si può tutto temere: non si sa come sortirne... »

(Arch. du Vatican).

<sup>2</sup> Voir la pièce n° 397.

santissima dell' abbate Bernier, in data dei 28 aprile <sup>1</sup>, ma niuna da lei. Egli mi dice, che non si badi a Cacaault, il quale è autorizzato ad accettare, non a trattare, e mi sconsiglia a rispedir subito il corriere. È vero che le difficoltà fatte da Cacaault hanno molto ritardata la conclusione. Ieri sera, si tenne altra congregazione innanzi al Papa, e Dio sa con quali sforzi di fatica e di fretta per concludere. Ora posso dirle, che Livio partirà infallibilmente martedì 12 del corrente, e solleciterà il suo viaggio. Non vorrei che il governo avesse sgridato Cacaault per la discussione qui intrapresa, ciò che potrebbe alienarlo da me per averne scritto a lei. Egli ha sempre detto, che non era autorizzato a trattare, ma insieme ha detto, che tali e tali cose non potevano soffrire alcuna alterazione, onde conveniva rifondere la redazione; e ciò ha portata la necessità di discussioni lunghe e spinose, trattandosi di salvare le massime fondamentali dell' altra.

Ella sia pur prevenuta che Nostro Signore non acconsentirà mai ad essere spogliato delle Legazioni; ciò che pur troppo si vede chiaro essere nelle viste del governo. Dopo aver negato, non una ratifica, ma anche un semplice silenzio all' Imperatore, benchè fosse in sue mani, non si condurrà diversamente con altri. Mai questo M. Cacaault ha detto una sillaba che possa pascere le nostre speranze, anzi dall' insieme delle sue maniere vi è da arguire decisamente tutto l'opposto.

La espulsione dei Gesuiti dalla Spagna dimostra troppo come si pensi colà del passo fatto dalla Santità Sua per quelli di Pietroburgo, in seguito delle pretensioni di Paolo I. Ancora non è tornato il corriere, che portò colà la nota risposta di Sua Santità; onde si sta tuttora all'oscuro, e con molta impazienza.

Per la terza volta, questo sig. Labrador ha rinnovato, di ordine espresso della corte, le più decise istanze per lo smembramento dall'ordine di Malta delle Lingue di Spagna, e porle sotto il re. Sua Santità ha persistito nella negativa, per le forti ragioni addotte nelle precedenti memorie.

Rapporto ai beni nazionali, Périllier dimanda niente di meno che 400 mila piastre fra lui e Duveyrier, come acquirente di

<sup>1</sup> Voir t. II, p. 265, note 2. — Cette lettre de Bernier fait défaut, ainsi que la réponse de Consalvi.

Chiaravalle e Conca, Macchia di Terracina, e beni di S. Agostino. Non le parlo di altri infiniti postulanti, sì Francesi che Italiani : tutti, *agmine facto*, ora si maneggiano in Parigi, e si vantano palesemente che a forza di danaro sono sicuri dell' intento. Le basti sapere che il Cavagnari dice apertamente, che ha promesso a Madama Bonaparte un terzo, e che finora le ne andrà pagando il frutto. Bisogna ben fissare il chiodo, che il governo francese palesemente lasci in libertà il Papa su tale oggetto ; altrimenti siamo perduti.

Non si è senza inquietudine per la numerosissima riunione dei patriotti statisti in Roma, ai quali si uniscono anche i Napoletani, che con tutto il trattato non ricevono in atto pratico i passaporti da quella corte, e restano qui. Da molte parti siamo avvisati, in maniera non disprezzabile, delle cattive intenzioni e macchine di costoro (accresciute specialmente dopo le loggie aperte dai Francesi in Ancona); e le dirò perfino che si parla da essi della stessa vita del Papa, con essersi fatte delle scommesse che non arriverà a prendere possesso, e che forse non viverà altri trenta giorni. Non credo tutte queste cose ; ma certo sono fuoco sotto la cenere, pronto ad accendersi. Converrebbe che il governo francese facesse sentire, nelle più energiche maniere, ai suoi rappresentanti, di non appoggiare mai alcuna istanza dei patriotti. Essi ne traggono cagione di farsi valere e d'imporre. In questo genere, non si può dir bene abbastanza del general Murat, che lascia una libertà pienissima, anzi dà mano al governo piuttosto che incepparlo.

Se mai la mia risposta a Bernier le pare ben fatta, è da non comprometterci in niun modo, anche che un giorno si vedesse, gliela dia ; se nò, la supprima. Io crederei che non ci fosse mala, e che anche giovasse sì a giustificare la tardanza, che a prevenire sulle difficoltà di M. Cacault. Del resto immagini ella solo questa cosa. Egli fissa per base, che la Francia è ora quella che era prima : per lui non si può dire « ristabilire » la religione, mentre vi è stata sempre ; per lui niuna legge esiste contro alle sue massime. Ciò posto, ella vada innanzi, se le dà l'animo. Si assicuri che si è sudato sangue per combinare alla meglio ogni cosa.

(Arch. du Vatican).

**1276. — Instructions de Consalvi pour Spina.**

(en chiffres)

Roma 12 maggio 1801.

**1. — Per la trattativa spirituale.**

La incredibile molteplicità degli affari relativi all' oggetto stesso della trattativa ecclesiastica, di cui le si manda l'ultimato col ritorno del corriere Livio, mi giustifica, se nelle istruzioni, che contemporaneamente devo trasmetterle, ella troverà qualche disordine o ripetizione, e forse anche mancanza a tutte quelle precise ricerche da lei fattemi. Vorrei però sperare, che rapporto a quest' ultimo capo il mio timore fosse vano, e piuttosto effetto di mia delicatezza.

Premetto che a molte cose ella troverà la corrispondente in separati foglietti<sup>1</sup>. Parte di questi è mia, parte di Mgor Di Pietro, ma da me riveduti. Queste istruzioni, o avvertimenti separati forse le saranno più comodi, e sono riusciti anche a noi più facili a non essere dimenticati, a misura che ci sono capitate alla mano le materie. Quando dico a noi, ella intenda Mgor Di Pietro e me, perchè il cardinale Antonelli, da cui avrei potuto ricevere gran sollievo e molti lumi, ci ha abbandonati nel meglio, e se n'è andato, quasi da quindici giorni in quà, a fare una visita inutilissima al vescovato di Porto. Sia a me lecito dire inutilissima, senza suo scandalo, perchè tale mi sembra veramente nel cospetto del più grand' affare, che forse abbia mai avuto la Chiesa, e che dalla presenza di sì dotto Emo poteva continuare a risentire grandissimi vantaggi. Eccomi dunque a dirle alla rinfusa, e nella massima fretta, ciò che mi sembra più necessario per la conclusione di questa trattativa.

Si è preso il partito di inviarle due progetti, e per conseguenza due minute di bolla corrispondenti. Il progetto con un puntino al di fuori è quello che Sua Santità vorrebbe che fosse adottato, e per la cui adozione deve ella per conseguenza sbracciarsi coll' abate Bernier. Dico coll' abate Bernier, perchè mi sembra difficile in pratica che ella possa su di ciò trattare con il ministro degli affari esteri, e con il Primo Console, cioè far loro conoscere che ella ha due progetti in mano, e che il Papa ama

<sup>1</sup> Pièces n° 403.

meglio l'uno dell' altro. Se intendessero questo, sicuramente sceglierebbero il meno buono per noi, cioè il progetto con i due puntini. Inoltre, non so nemmeno quanto sarebbe ben fatto in buona politica, che ciò si conoscesse, perchè si perderebbe quel vantaggio, che forse è l'unico che può sperarsi dalla trasmissione del progetto da Roma, cioè che si consideri costì come la sola cosa, che ridotta agli estremi sforzi può fare il Papa, per cui possa ella dire che il Papa gli fa sapere : « questo è quello che io posso fare, e niente di più. »

Dico dunque, che il procurare che sia adottato piuttosto il progetto con un puntino che l'altro, ella deve farlo con Bernier nella prima conferenza, che, a mio credere, avrà con lui appena sarà giunto il corriere, quando però di lui possa veramente fidarsi. Se questo non è ben sicuro (non mancando persone che parlano di lui con sentimenti da dare molto timore), allora ella consulterà solamente sè stesso, mentre stando ella sulla faccia del luogo, e conoscendo meglio di noi fino a quale grado possa giungere costì la resistenza vera, o quella che è diretta soltanto a guadagnare il più che sia possibile, può meglio di noi conoscere se l'espressioni degli articoli (e conseguentemente della bolla) del primo progetto saranno ammesse, e non piuttosto dobbiamo tranguggiare quelle del secondo. Ella vedrà che la sostanza degli articoli di amendue i progetti è la medesima : tutta la differenza dei cambiamenti, che scorgerà negli articoli 1, 3, 4, 7, 12, 14, 16, 17, consiste nelle espressioni, più o meno conformi alle nostre regole ed usi, ed anche nei modi di eseguire ciò che si accorda in sostanza. Può essere ancora che a lei, ed all' abbate Bernier (o a lei solo, nel caso che non creda di poter fare tal confidenza con lui) paia che nè accenno che il primo progetto, nè accenno che il secondo sarà ammesso tal quale sta, e che piuttosto un articolo del primo, e un articolo dell' altro possa riuscire che si adottì ; e in questo terzo caso, si è pur pensato di non farle perdere il vantaggio (se a lei parrà tale) di far vedere che l'aggregato di tali articoli, da lei presi dall' uno e dall' altro progetto secondo la opportunità, è una carta venuta da Roma ; al che conseguire le si mandano ancora in tanti fogli separati tutti gli articoli, così francesi che latini, di amendue i progetti ; ond' ella, secondo che li sceglierà, possa unirli insieme come in

un cartolare, e darli fuori come venuti da Roma, del che farà fede il carattere romano di cui si vedranno scritti. Anzi in questa terza ipotesi, ella vedrà che di alcuni articoli non solamente le si forniscono in separati fogli le due diverse versioni dei due diversi progetti, ma ben anche una terza versione, cioè quella, in cui in ogni pessimo caso che niuna delle due versioni dei due diversi progetti fosse ammessa, Sua Santità non avrebbe in ultima analisi difficoltà di convenire. Ma qui devo ripetere, che si desidera che ella faccia quello che mai si può, acciò si adotti la versione del progetto con un puntino, impegnando a ciò l'abbate Bernier con i più efficaci modi, e facendogli conoscere quanto onore gliene verrà in faccia alla Chiesa tutta, e quanta gratitudine ne riscuoterà dalla Santa Sede.

Io ardisco quasi di dire, che forse le nuove circostanze procedenti dalla morte di Paolo I, possono essere a noi favorevoli rapporto alla trattativa spirituale, mentre lo scioglimento, o l'indebolimento almeno della Lega del Nord contro l'Inghilterra, ed il riavvicinamento a questa e all'Austria di Alessandro I, dando un qualche contrabbilancio alla Francia, che sotto Paolo I era sola arbitra dell'Europa, per la di lui alienazione da Vienna e dall'Inghilterra, possono far vedere al Primo Console più necessario che mai di farsi forte, nell'intervallo, dell'appoggio ed impegno dei cattolici, cioè della maggior parte della nazione, e garantirsi contro qualche variazione, che un nuovo scoppio di guerra, o almeno un fomento alle speranze dei suoi contrari, intenti a profittare di ogni occasione per supplantarlo, potesse far nascere: e perciò potrebbe forse egli essere più proclive a qualche ulteriore concessione, tanto più quando sia ben persuaso che il Papa non va più in là, e che non accettando la cosa come si manda, è lo stesso che rompersi.

Quanto alla bolla, essa è pur divisa in due copie, ma l'asta e la coda sono le medesime, e la differenza dell'una e dell'altra sta, che nella bolla sono riportati nella loro sostanza gli articoli, con fare che nei luoghi corrispondenti anche l'espressioni della bolla corrispondano a quelle degli articoli dei due differenti progetti.

Ho fatto tradurre in francese anche la bolla, come gli articoli. Non volendosi fidare di alcuni emigrati, si è dovuto fare una traduzione, che sarà poco francese, ma è esatta circa il vero senso,



che è ciò che importa : ed ella potrà fare rimarcare questo stesso, che tanto è certo, che niuna influenza hanno gli emigrati ; che si è fatto di meno di loro ancora nella semplice traduzione della bolla.

Io credo utilissimo ch' ella faccia leggere la minuta della bolla prima degli articoli, ossia a Bernier, ossia al Primo Console, ossia al ministro, perchè siccome nella bolla si può più ragionare, così la cosa è quasi *manuducta* a quel punto a cui sono fissati gli articoli ; e il lettore più facilmente ammetterà gli articoli, leggendoli riportati nella bolla (la quale col suo preambolo, e con le sue contemporanee riflessioni, fa ad essi, per dir così, la cornice), che leggendoli nel semplice progetto, dove sono riportati nudi, senza alcun amminicolo che li sostenti.

Replico già anche qui riferirsi tutto ciò all'espressioni e ai modi di esecuzione di essi, mentre circa la sostanza, ella vedrà che in fondo si è fatto quello che ci si è richiesto. Io spero che questa le piaccia molto, sia per il titolo che si adduce della unità e pace della Chiesa, e della tranquillità della Francia, alle quali cose tutto nella bolla si appoggia, sia per la delicatezza delle espressioni, essendoci noi fatto carico, nel tempo che facciamo parlare la Santità Sua come conviene a lui, di non far dir cose che non convengono nelle attuali sue circostanze al governo francese ; sia finalmente per l'artificio con cui si dispone il lettore a gustare e ammettere quelle cose, senza l'ammissione delle quali è impossibile che si stringa la trattativa. Nel che ella non lascerà di far riflettere, che se il Papa ha fatto la bolla e gli articoli, mettendosi a sedere, per dir così, nella sedia di Bonaparte, cioè facendosi carico delle di lui circostanze, bisogna che anche Bonaparte si metta a sedere nella sua, e non pretenda che egli parli un linguaggio che lo disonori, o che lo faccia scomparire dinanzi alla Chiesa, e tradire il suo ministero ; ciò che egli non farà mai costantemente.

È incredibile la delicatezza ed i riguardi che si sono avuti in tutto. Creda che si è sudato sangue per conciliare tutte queste viste. Per un solo esempio, le dirò, che il Papa trovava necessarissimo dar qualche cenno di ciò che Roma ha fatto nei rovesci e perdite della religione di Francia. Ebbene, per non nominare i brevi di Pio VI, veda che si è trovata quella frase sul princi-

pio della bolla, cioè che ciò ha costato tante cure e sollecitudini al nostro predecessore Pio VI<sup>1</sup>. Ma qui M. Cacault ha fatto anche difficoltà sul nominarsi lo stesso nome di Pio VI, dicendo che ciò non farà piacere, [e quindi] si è sostituito alle parole « Pio VI » l'espressione « questa Santa Sede Apostolica. » Ma a dirle vero, ciò al Papa è sensibilissimo, essendo contro lo stile delle bolle il non nominare il predecessore, e parendogli di fare ingiuria gravissima a quello santissimo pontefice, e tanto benemerito della religione; ond' ella veda di fare di tutto, acciò il suo nome vi sia ammesso, tanto più che la cosa è portata con tale delicatezza, che non ci è da trovarvi a ridire. M. Cacault voleva dar la parola « eroe » a Bonaparte; ma gli si è fatto sentire, che mai ciò si è usato nelle bolle, e si è persuaso: per fargli vedere che si fa ciò che si può, si è messo « virum illustrem<sup>2</sup> », che è la frase delle bolle; ed ella pur faccia ciò rilevare costì se insorgesse difficoltà, dicendo, che quando si fa il solito, non possono offendersi, e rimarcando che in quello stile di bolle il « virum illustrem » dice tutto.

Insieme con la bolla e con gli articoli ella riceverà il quinterno, dove sono notate le ragioni dei cambiamenti fatti al progetto uffiziale<sup>3</sup>, giustificative del progetto che da qui si manda. In questo proposito, io mi riporto a esse per il dettaglio di ogni articolo, contentandomi di dir più sotto qualche cosa in genere per di lei lume, in quanto alla sostanza della cosa. Troverà pure annessa la lettera di Sua Santità al Primo Console<sup>4</sup> (con la copia per lei, come di tutti i brevi, lettere, ed altre pezze, ond' ella possa tutto vedere prima di consegnare, e se a qualche copia non si arriverà, si manderà la pezza originale a sigillo volante); e voglio sperare che la lettera al Primo Console sarà da lei pienamente approvata, e riuscirà anche a di lui soddisfazione. Il Papa ha scritto l'ultimo paragrafo di pugno, non essendo possibile che la scrivesse di pugno tutta intera, essendo venuta lunga per dover comprendere tante e sì gravi materie. Ella troverà ancora una lettera di pugno del Papa a lei<sup>5</sup>, che potrà pur mostrare, servendo

<sup>1</sup> Voir t. III, p. 276.

<sup>2</sup> Voir t. III, p. 277.

<sup>3</sup> Pièce n° 401.

<sup>4</sup> Pièce n° 402.

<sup>5</sup> Pièce n° 405.

ad autenticare ciò che dice sul fine della lettera al Primo Console, e a far vedere che non si deve aspettare niente di più da lui. E di fattiegli ha detto a M. Cacault; che egli è andato fin dove niun altro sarebbe andato mai, nè vi è esempio in passato di simile cosa; mentre alla fine Giulio III trovò nella regina Maria una pia donna, che portò la pubblicità e le forme del ritorno alla Chiesa fino all'ultimo grado della solennità, quando qui al contrario, non per difetto di volontà nel Primo Console, ma per il timore di urtare il partito contrario, si arriva dal governo francese a fare perfino difficoltà di dichiararsi cattolico.

Quanto alla minuta della bolla, che ella trasmise da Parigi insieme con il progetto ufficiale, non era adattata; e si è qui riconosciuto dal Papa, che quelle espressioni che Dio aveva suscitato il Primo Console come *Ciro e Alessandro*<sup>1</sup>, gli facevano torto anzichè onore, mentre quei due erano fuori della Chiesa, ossia della Sinagoga, benchè la proteggessero; onde il paragone non reggeva.

Quando la trattativa abbia un felice esito, e che si sottoscrivano gli articoli, Sua Santità desidera, che, ad imitazione di quello che si fece fra Leone X e Francesco I, essi rimangano occulti, nè se ne faccia traspirare in nessun conto il contenuto; ma si rispedisca da lei il corriere a Roma, dove in quattro o cinque giorni sarà fatta con le dovute formalità la bolla, e segnata dal Papa e dai cardinali, e rimandata a vista, ed allora si pubblicherà in Francia dal governo. Per appagare la brama dello stesso governo di non più ritardare a palesare la convenzione e riconciliazione fatta con la Santa Sede, non vi è difficoltà che si annunzi genericamente nei pubblici fogli, che il trattato è stato sottoscritto e quindi trasmesso a Roma per la ratifica, e ciò deve bastare all'intento del governo; ma gli articoli non devono essere pubblicati, dovendo essi conoscersi dalla loro sostanza trasfusa nella bolla, e non già dal loro tenore precisato, com'è nel progetto, a guisa d'un trattato temporale. Questo fu lo stile tenuto fra Leone X e Francesco I; ed ella insista assolutamente che tale sia anche il presente, facendo rilevare che gli articoli di

<sup>1</sup> « Celui qui appela les Cyrus et les Alexandre, a suscité, dans le temps marqué par ses décrets, un de ces hommes qu'il donne à la terre, quand il veut faire éclater sa puissance et consoler l'humanité » (Theiner, t. II, pièces, p. 34. — Cf. t. I, p. 407, note 2).

Leone X e Francesco I mai sono comparsi alla luce, e sono stati sempre nascosti negli archivi dei due imperi, conoscendosi dal pubblico la sola bolla, e l' editto del re, che ne prescrive la osservanza. Questa condotta è importantissima, mentre ricorrono pure le stesse ragioni dette in principio, cioè che nella bolla ci si fa men cattiva figura, attese le ragioni che vi si rilevano, e i reclami saranno minori: alcune frasi si sono potute usare nella bolla, nella quale il Papa è solo a parlare, che negli articoli, nei quali essendo in due, tali frasi non si vorrebbero pronunziate dal Primo Console. Ella sappia per esempio, che M. Cacauly non ha mai voluto piegarsi quì a una semplice frase in favore dei vescovi emigrati nell' articolo terzo, cioè il loro zelo per il bene della Chiesa, o altra simile, dicendo che il governo francese non li riguarda come tali, ma come ostinati suoi ribelli, onde non vuole lodarli. Sicchè da questi cenni e dal complesso di tutto, ella vede esser necessarissimo al decoro del Papa, ed anche al pubblico bene, che il tenore preciso del concordato apparisca al pubblico dalla bolla. Ed ella assicuri pure il governo francese, che in venticinque giorni la bolla partirà e tornerà a Parigi, perchè quì niente altro vi sarà da fare, che nelle debite forme farla, e annunziarla secondo lo stile costante, che non può preterirsi.

Immaginando io la smania in Parigi dell' arrivo del corriere Livio, per cui appena sia giunto, ella sarà subito assediata per conoscerne il risultato, gli ho ordinato di entrare di notte, acciò ella abbia almeno una nottata a solo, in cui possa svolgere la cifra, e leggere le istruzioni, per quindi poter, bene impadronito della materia, orizzontarsi a suo modo, e decidersi sulla presentazione di uno o dell' altro piano all' abate Bernier, e sul modo di procedere in sì delicato momento, da cui tutto dipende. Unisco una mia lettera all' abate Bernier, raccomandandogli il buon esito, e la lettera del Papa per lui latina <sup>1</sup>, ma non in forma di breve, essendo contro lo stile. Egli però ne sarà contento. Unisco ancora il duplicato del mio dispaccio a lei diretto, tre giorni fa <sup>2</sup>, per la solita via di Genova, acciocchè se mai Livio arri-

<sup>1</sup> Pièce n° 406. — La lettre de Consalvi à Bernier du 12 mai nous manque, de même que celle du 9 (Cf. p. 598, note).

<sup>2</sup> La pièce précédente, n° 1273.

vasse prima, ella lo possa leggere avanti che incominciare a trattare, essendo interessante. In tale dispaccio vi era pure una mia risposta all' abbate Bernier, che mi scrisse dal *bureau* del ministro per affrettare la spedizione di Livio; la quale mia risposta le mando pure in duplicato, parendomi che possa interessare che l'abbate Bernier l'abbia, rimettendomi però al di lei parere, se mai credesse diversamente.

Circa il punto delle assoluzioni per gli ecclesiastici (tranne i vescovi, e i legati con voti solenni) per aver preso moglie, e per avere abbandonato in altre forme il loro stato, è troppo necessario che non entri nel concordato per via di articolo, e nemmeno nella bolla, ma che stia in un breve a parte, di cui le si trasmette l'idea in foglio separato. Ho convinto M. Cacault, che gli articoli e la bolla presentano l'idea in sostanza di un contratto fra i due governi, e che perciò non sono proprie delle materie di coscienza, dove il Papa agisce *ex indulgentia et voluntate, non ex obligatione*. Siccome però egli dice, che si vuole finir tutto in un punto, così gli si è risposto, che forse non vi sarà difficoltà di pubblicare il detto separato breve quasi contemporaneamente alla bolla. L'ho anche persuaso sulla impossibilità che il breve assolva tutti *ipso facto*, facendogli capire, benchè con molto stento, che agli occhi della Chiesa questi son veri peccati, e che il peccato acciò sia assoluto ci vuole il *confiteor*, e la petizione del penitente: onde la assoluzione gli si può far sperare, ma non dare, prima che la petizione sia fatta. La gran difficoltà sta che egli esclude decisamente un delegato, a cui tali assoluzioni si richiedano, dicendo che nè l'orgoglio nazionale, nè la maniera di pensare di oggi giorno permettono che si faccia la pubblica petizione, e che la pace delle famiglie ne sarebbe compromessa, mentre è certo (egli dice) che molti non la dimanderebbero, e questi tali sarebbero riguardati come scomunicati. In somma, egli a stento ammette che il Papa dia tali facoltà ai confessori, dai quali il pubblico poi non sa chi ci va, o non ci va, e così rimane la cosa più eseguibile, a dir di lui. E ciò influisce anche sulla pubblica penitenza, che egli non ammette per le stesse ragioni, malgrado tutto ciò che gli si dice sulla necessità di riparare il pubblico scandalo. Non so se il governo francese spinga la cosa su tale materia, fin dove la spinge M. Cacault. Nel caso che sì, ella trove-

rà nel foglio di Mgor Di Pietro l'ultimo grado a cui può giungere in ciò la connivenza di Sua Santità ; ma se le riesce di sostenere il punto della destinazione del delegato, o almeno del vescovo in ogni diocesi, secondo la uniforme istruzione da prescriversi da Roma, sarà assai meglio. e perciò io ho voluto istruirla di queste difficoltà di M. Cacaault.

Così sono già entrato in quella generale idea, che sul principio ho accennato di volerle dare delle difficoltà ed opposizioni di M. Cacaault sulla riforma da noi fatta del progetto ufficiale di convenzione, riportandomi per il dettaglio, come ho detto, ai fogli di ragioni dei cambiamenti, che le si trasmettono. In sostanza M. Cacaault pianta per base, che in Francia non vi è il minimo male, e che siamo fuori del caso di Giulio III, di Paolo III<sup>1</sup>, e simili, mentre in Francia non si è nè Lutero, nè Calvino, nè Zuinglio nè un altro settario qualunque. Egli dice, che dopo alcune follie della Rivoluzione, ora tutto è sparito, e che la Francia è quella di prima, e cattolica come prima ; nè ammette che le leggi contrarie alla religione più esistano, e quasi anche contrasta che fossero veramente contrarie. Dice, che dei trenta milioni, ce ne sono ventisette cattolici, uno protestante, e due ebrei ; e che nel tutto insieme non vi è alcuno sostanziale cambiamento. Quindi egli nemmeno ammette la frase « ristabilire » la religione, dicendo che vi è come prima. Circa poi il governo, dice, che mai questi dirà di « adottare » la religione<sup>2</sup>, perchè si vergognerebbe di confessare che ora non l'avesse, e che nemmeno dirà che la « professi », perchè non vuole l'umiliazione, dice lui, di tale protesta per fare il concordato ; cosa, a suo dire, propria dei tempi di Gregorio VII, e non di Pio VII. A gran stento gli si è fatta gustare la frase : « le gouvernement étant dans la même religion », cioè « cum in eadem religione sit » (a tenore dell' espressione del progetto dei due puntini, e della corrispondente minuta di bolla), non essendosi egli potuto a ciò recusare, perchè gli si è mostrato, che secondo questi stessi suoi principi, non gli può dispiacere che non « per modum confessionis » dallo stesso governo, ma « per modum enunciationis » del Papa, questo dica di

<sup>1</sup> Cf. t. III, p. 279.

<sup>2</sup> Voir pièce n° 369, art. 1.

conoscere che il governo è nella medesima religione : al che esso M. Cacault tanto consente, forse perchè il minor numero è nel maggiore, cioè perchè la nazione essendo cattolica nella sua gran maggioranza, come si confessa, non si vergogna di dire, che probabilmente il governo sarà anche esso in tale numero. È venuto a ciò, essendogli fatto capire, che non è possibile che il Papa dia le nomine ad un governo, che da qualche segno non apparisca cattolico, o almeno creduto tale dal Papa, mentre se poi non fosse in fatto, l'errore di tale opinione del Papa salverebbe almeno la concessione, e prescriverebbe il caso di un console che fosse ebreo o protestante. Io non potei darmi con lui per inteso del progetto riformato dell' abbate Bernier, in cui ci è « il adopte pour sa religion particulière »<sup>1</sup>, e si fa sperare che sia ammesso. Vero è, che in tale progetto riformato vi è la frase pessima « sans préjudicier à aucun autre culte » ; cosa che il Papa potrebbe tollerare, ma non sanzionare egli stesso con l'articolo e con la bolla, dove egli è quello che parla. E lo stesso gli dissi dell' altra frase « à quelque titre que ce soit »<sup>2</sup>, relativa ai vescovi intrusi, che vi possono esser compresi, sui quali due punti il Papa non darà mai indietro da quello che si esprime nel foglio delle ragioni dei cambiamenti.

Le stesse ragioni eccitano M. Cacault contro il commettere ad un Legato l'ispezione di dispensare e rilasciare ai nuovi possessori i beni ecclesiastici ad essi alienati, ed anche contro la distinzione fra i cattolici ed i disposti a tornare al cattolicesimo, e gli altri tutti, dicendo egli che non si vogliono tali sommissioni al Legato, nè tali distinzioni; ma che il Papa lui stesso sbrighi la cosa indistintamente con tutti. E siccome è impossibile che il Papa adotti il « reconnait » dell' articolo ufficiale (perchè urta la massima) che la potestà laica possa disporre dei beni della Chiesa, così si è dovuto adottare la espressione, che « niuno sarà molestato », come sta nel progetto dei due puntini, quando non riesca di sostenere quella del migliore progetto, in cui si ritiene almeno una distinzione fra i cattolici e quegli che ritorneranno alla Chiesa, e gli altri tutti, esigendo dai primi una tal qual sommissione, e limitandosi al non molestare i secondi.

<sup>1</sup> Voir t. II, p. 58.

<sup>2</sup> Voir pièce n° 222, art. 2 du titre I.)

Io non posso nasconderle, che ammesso ieri al segreto Mgor Litta, per fargli fare la traduzione in francese della bolla, egli arrivando nuovo all' affare, è rimasto così scandalizzato della bolla, e così inorridito del trattato, che mi ha scritto un biglietto fortissimo, mosso da zelo per la causa della Santa Sede, perchè essendo ancora in tempo non si desse corso ad una convenzione simile, e che, a suo dire, oltre il non produrre alcun bene e il coprire di infamia il Papa (facendo tutto il rovescio di Pio VI, specialmente intorno ai vescovi legittimi), produrrà, a suo credere, immensi mali, appelli, e cose simili. È certo, io rifletto, che se nell' animo di persona tutta nostra fa un tale effetto, che farà ai vescovi francesi, e di quelli che sono sacrificati? E certo non sono in fondo nostri amici. Io ne sono costernatissimo. Litta fa riflettere, che per i Donatisti si tenne un concilio, e che quì il Papa prende tutta sopra di sè una sì grande e terribile decisione. Inoltre egli trova, che nel promettere il Papa che darà corso alle nomine di Bonaparte « intra tres menses », toglie anche quellà apparente risorsa di ottenere (cosa impossibile in sì breve spazio) dagli stessi vescovi che ci deporranno, quella volontaria abdicazione, che si attende dalla esortazione che si vuole ad essi fare. Ed eccoci caduti, dice egli, nella sostanza di quella deposizione *de facto*, che il Papa stesso conosce inaccordabile, senza prima sentirli, e vedere se col negarsi a ciò che possa esigere il bene della Chiesa, essi stessi si rendano rei, e degni di essere deposti. Ella non può immaginare che pena io provi.

Circa l'affare dei Donatisti, che era il più bell' esempio da esprimersi nella bolla, per giustificare in qualche modo sì gran passo che fa il Santo Padre, Mgor Di Pietro ha creduto decisamente che si debba lasciare, perchè gl'intrusi già ne hanno abusato, estendendolo a doversi anche adesso accordare ad essi ciò che si accordò allora, cioè non solo il citarli, ma ben anche d'essere anche essi messi nelle sedi vescovili promiscuamente con i vescovi antichi; onde per togliere ad essi intrusi queste armi con cui esigere poi *in facto* che il Papa stia in pieno all' esempio da lui stesso addotto, si è creduto meglio di affatto omettere di citarlo nella bolla.

Quanto alla sottoscrizione del trattato, si avverte quì, che sarebbe cosa mostruosa, che si sottoscrivesse dal ministro degli af-



fari esteri, che non è ancora riconciliato con la Chiesa, dopo essere stato il primo consacratore degli intrusi; ond' ella faccia in ciò il suo possibile, ma senza di lui offesa. Capisco che in pratica è ben difficile che questo punto sia superato.

Ella faccia pure dei reclami assai decisi intorno al guasto orribile della religione nella Cisalpina e nella Ligure, con scandalo di tutta Europa, e con dar ciò ansa alla ingiuriosa voce, che il Primo Console non dica davvero, perchè se volesse (dicono tutti), questi mali facilmente sarebbero impediti.

Un guaio fortissimo è il Concilio nazionale, indetto dai vescovi intrusi pel giorno di S. Pietro in Parigi, a cui hanno invitato tutti i vescovi d'Europa, appellando dal giudizio del Primo Pontefice, che chiamano già prevenuto, e da quello dei vescovi emigrati. Tutti qui dicono, che uno scritto simile, stampato sotto gli occhi del governo, dà un bruttissimo indizio, nel momento stesso che si tratta la riunione della Francia col Papa. Questa cosa può essere veramente serissima; ma tutti si riuniscono a dirle, che ella ne deve fare la più franca rappresentanza.

Conchiuderò questi fogli con ripetere due cose, dà non mai ripetersi abbastanza. La prima è, che assolutamente ella deve esigere ed accertarsi preventivamente che gli articoli non devono essere pubblicati, ma solo la bolla, come si fece con Francesco I; onde se dopo sottoscritto da lei e dal rappresentante del governo francese il trattato, il Primo Console subito lo ratifica, come fece Leone X, ella deve rispedire il corriere, e in cinque, o sei giorni al più, qui si farà la bolla, a tenore della minuta che si è trasmessa, salva qualche miglior correzione, essendosi fatta in somma fretta, ma che nella parola di Nostro Signore ella può assicurare che non percuoterà la sostanza. E subito si rimanderà poi il corriere a Parigi colla bolla; ed allora si pubblicherà, e non prima. Questo però non toglie, che appena ella ha sottoscritto il trattato, si pubblici in genere che il trattato è stato firmato, ed anche ratificato dal Primo Console, e che ora si aspetta per pubblicarlo la ratifica della bolla di Sua Santità. In questi termini conviene farlo annunziare nei fogli, e non altrimenti.

La seconda cosa è, che ad ogni costo ella veda di fare adottare il progetto con un puntino, cioè il migliore per noi. Oltre la

cosa in sè stessa, per carità, Mgor mio, non ci disonoriamo, nè facciamo che Pio VII sia tanto dissimile da Pio VI, che è in tanta benedizione presso il clero di Francia e quei della buona causa. Ella dica tutte le ragioni buone, che si sono da dire, e fra le altre rilevi quella, che tutti gl' innumerabili interessati in quest' affare, vescovi, preti, frati, buoni cattolici, nemici anche del governo attuale francese, tutti in somma inalzeranno contro il trattato, se sarà criticabile in sostanza, e diranno che il Papa era attorniato dalle *bayonettes*, ed appelleranno al Papa libero dal Papa inceppato. Faccia riflettere allo stesso carattere dei Francesi, ed al rumore che produce la sola divisione sulle promesse : immagini ella cosa sarà sul trattato, se sarà criticabile. La pace e la tranquillità che cerca il Primo Console non si otterrà, ed il trattato non durerà due mesi. Qualche lode ai vescovi nella bolla non è possibile non mettercela, parlando ivi il Papa solo : negli articoli, dove parla ancora il Primo Console, si può lasciare ; ma non si dubiti non che la lode sarà savia e moderata. Circa i tre mesi, si è dovuto spiegar bene, che s'intendono dopo la bolla sulla nuova divisione delle diocesi (che deve farsi da Sua Santità), e non dopo la bolla del trattato ; perciò non sarebbe spazio sufficiente all' interpellazione per la rinunzia ai vescovi lontani, ed averne le risposte, ciò che è di essenza indispensabile. In somma, Sua Santità spera moltissimo che si adotterà il progetto con il solo puntino, e crede che tenendo fermo ci si riuscirà, mentre anche la stessa mutazione delle circostanze, dopo lo indebolimento o scioglimento della Lega del Nord, diminuendo l'assoluta preponderanza della Francia, devono rendere il Primo Console anche più desideroso di assicurarsi il favore della più gran parte della nazione, con la riconciliazione con il capo della Chiesa. Ella rifletta in fine, che tutti gl' immensi sacrifici, compreso anche quello dei vescovi, non possono essere giustificati che dal primo articolo del ristabilimento vero della religione. Se questo non è chiaro e reale, siamo perduti ; e in tal caso mi auguro, che piuttosto il trattato si rompa e ne siegua quello che si vuole, che Egli stesso ci darà aiuto ed assistenza.

Si sono fatte ancora altre poche variazioni. Nella bolla con un puntino, sul principio, si è decisamente nominato Pio VI, invece dell' « Apostolica Sedes » ; e nel luogo dove si parla della di-

missione dei vescovi legittimi, si è tolta la frase « Reipublicæ gubernio », dovendosi sicuramente bastare al Primo Console la parola positiva, che gli dà il Papa nella sua lettera particolare, onde fidarsi che le misure medie che prenderà, saranno quelle della suddetta dimissione, se decisamente si voglia<sup>1</sup>. Nella seconda bolla si è lasciato esistere l' « Apostolica Sedes », e la frase « una cum gubernio »<sup>2</sup>, nel caso di un' ostinazione invincibile; ma procuri che ciò non sia, ad ogni costo. Le stesse cose sonosi conservate o cambiate nei due rispettivi progetti di con-

<sup>1</sup> Les termes mêmes dont le Pape s'est servi, sont les suivants : « ... Ma quando pur dovesse accadere (ciò che Dio tolga), che fosse sì forte ed invincibile la opinione che voi aveste contro alcuno di essi [vescovi] che non godesse in conto alcuno la fiducia di vostro governo, (noi lo diciamo con la più grande amarezza del nostro cuore, ma pur lo diciamo), noi non ritarderemo il gran bene del ristabilimento della religione, per evitare il danno dei suoi benchè benemeriti figli, e dopo averli esortati a quei sacrifici, che il bene della unità della Chiesa da essi esigesse, nel caso di renitenza a prestarsi a sì preciso dovere, noi acconsentiremo a non riconoscere più per vescovi titolari delle nuove diocesi quelli dei suddetti legittimi vescovi, che voi ci farete noto di volerne esclusi. Noi ripetiamo, che abbiamo in voi la più viva fiducia che ciò non sia per avvenire; ma se pure avvenisse, noi raccomandiamo almeno efficacissimamente alla vostra generosità di provvedere alla loro sussistenza, non essendo giusto, che essi rimanessero spogliati dalle loro chiese, ed insieme privi di quella congrua, alla quale ciascun vescovo ha diritto nel caso di rinunzia al vescovado. » — Ce passage, l'un des plus importants de la lettre pontificale, nous montre que le texte italien, retrouvé depuis, diffère peu de la traduction française que nous avons publiée (Cf. t. III, p. 293). — Pour mieux faire comprendre le commencement de la pièce n° 414, nous reproduisons aussi ce fragment de la partie du bref, écrite de la main du Pape : « ... Nella convenzione che abbiamo rimessa all' arciv. di Corinto, noi abbiamo portato la nostra apostolica condiscendenza a tutt'occiò a cui poteva mai portarsi, ed abbiamo accordato tutto quello che la coscienza poteva mai permetterci di accordare in vista del grande oggetto che si siamo proposti. Noi dobbiamo dirvi con apostolica libertà, che ad onta di qualsivoglia perdita noi non possiamo assolutamente accordare di più. A ben considerare le concessioni che da noi si fanno, voi rileverete che *tutto* quello che si è richiesto, in sostanza da noi si concede. Ma quanto alle forme delle concessioni, ed alle maniere di esprimerle, ed a qualche circostanza che le accompagni, non abbiamo potuto dispensarci da alcune variazioni, dalle quali non era possibile l'allontanarci senza conculcare le leggi più venerabili, e gli usi più costanti della Cattolica Chiesa, come potrete rilevare dai fogli, coi quali abbiamo *giustificato* i cam- biamenti da noi fatti agli articoli propositi... » (Cf. t. III, p. 297).

<sup>2</sup> Voir t. III, p. 281 pr.

venzione, cioè negli articoli. Nel fine della bolla, io amerei di togliere quell' esortazione ai vescovi di servirsi dello zelo « secundum scientiam, et in ædificationem, non in destructionem »<sup>1</sup>, per non avere l'aria di quasi censurare la condotta, che hanno tenuto finora contro la Repubblica. Al governo piacerà quella frase; ma non piacerà ai realisti, quasi ancora che il Papa esorti i vescovi al consolidamento della Repubblica. Mgor Di Pietro si è ostinato a volercela; ma, se ella può, [bisogna] levarla almeno dalla bolla con un puntino solo, cioè dalla migliore. Torno a dire, che io credo che tenendo fermo molto si otterrà, perchè anche la lettera del Papa al Primo Console è significante assai, nè ci penserà a rompere dopo una sì lunga trattativa, perchè non vorrà che la Francia creda, che lui è quello che non gli rende la sua religione, dei suoi padri: onde teniamo fermo.

## II. — Per la trattativa temporale.

Parliamo qui della trattativa temporale, ma in brevi parole.

Pur troppo si vede che in fondo per Legazioni non vi è alcuna volontà di renderle al Papa. La riunione del Piemonte alla Francia n' è un chiaro segno, specialmente essendo accompagnato dalla offerta fatta al re di Sardegna del ducato di Parma e Piacenza in cambio di quell' isola. È chiaro dunque che il cambio del Piemonte sarà nelle Legazioni, che intanto non ancora si manifesta, in quanto che si teme di esacerbare il Papa, prima che siasi conclusa la trattativa, poco persuadendosi il governo francese della vera separazione che qui si fa delle due cose. Io vedo questo affare sotto il seguente aspetto, cioè o che negandoci le Legazioni *pro omni et toto*, ci renderanno Pesaro e San Leo con il Montefeltre (che ci sta attualmente togliendo, forse per avere poi cosa a restituirci e farcene grazia), o forse ce ne renderanno tutto al più una, cioè la Romagna; ovvero tutta la generalità che si voglia usarci, sarà il darci qualche Abruzzo, o altro pezzo di regno di Napoli: giacchè a me par chiaro, che non passerà molto, che con qualche pretesto si farà la guerra al re di Napoli, per far poi una pace in cui dargli la Sardegna, e niente

<sup>1</sup> Voir t. III, p. 287 pr.

o ben poco nel continente ; mentre non può essere dell' interesse del governo francese, che come ad una estremità dell' Italia ci è la casa d' Austria, cioè nello Stato veneto, così all' altra vi sia il re di Napoli, suo parente stretto, e che è troppo grosso in Italia a proporzione degli altri stati, in guisa che se fosse ben regolato, potrebbe in una guerra prendere in mezzo i Francesi con buon nerbo di truppa. Non manca in fine chi dice, che ci sia il disegno nel governo francese di levarci Fano e Sinigaglia, ed Ancona e la Marca, dandoci un qualche compenso in altra parte di contatto con il Regno ; il che sarebbe, com' ella vede, darci degli orsi in cambio di fertilissime provincie.

Ora Sua Santità è ben fisso di non accordarsi mai a cedere le Legazioni, nè in linea di conferma del trattato di Tolentino, nè in linea di cessione nuovamente. Essendo patrimonio della Chiesa Romana, Sua Santità come amministratore e custode, non proprietario di esso, non si presta assolutamente ad alcuna cessione di esso. Se non si perdona dai più a quella fattane da Pio VI in Tolentino, malgrado le circostanze in cui era quando la fece, trovandosi con il coltello alla gola ; quanto meno si perdonerebbe a Pio VII, in sì diverse circostanze ! Una fortissima ragione potrà ella addurre, citando la condotta da Sua Santità tenuta con l'Imperatore. Stando nelle di lui mani, non avendo ancora un palmo di terreno, e tutto dovendo a quell' epoca sperare o temere dall' Imperatore solamente, pure Sua Santità si ricusò invincibilmente, non solo a far conferma della cessione di Pio VI, ma perfino a starsene in silenzio, ciò che all' Imperatore bastava, e rispose sempre e scrisse all' Imperatore medesimo, che trattandosi di patrimonio della Chiesa, il suo dovere e la sua coscienza non gli permettevano di non continuamente reclamare. Veda dunque se è possibile che Sua Santità faccia nuove cessioni o conferma con la Francia. Sicchè nella plenipotenza, che le si dà, s'intende decisamente esclusa la facoltà di cedere una, o tutte le Legazioni, e così pure altre provincie possedute da Sua Santità.

Circa le permuta, quando queste si facessero con il compenso ed indennizzamento del danneggiato, capisce bene Sua Santità che in tanto rovescio, e nuova sistemazione di cose, sarebbe impossibile l'ostinarsi ; ma su di ciò vi è da riflettere, che non potendosi vedere il terreno da darglisi in permuta, che nel regno

di Napoli, con cui solo si confina (supposta l'esistenza della Cisalpina, o la cessione delle Legazioni al re di Sardegna), ne nasce che questo trattato sulle permutate dovrebbe in ogni conto differirsi, perchè fissata la massima che il terreno permutabile non fosse più d'altrui (e ciò pur sia non di rapina, ma per consensi ed altri acquisti sostituiti in favore dell'attual padrone), ella ben vede che questo non potrebbe essere, se non che in seguito di nuova guerra e nuove paci. Sicchè quando le Legazioni non ci si vogliano rendere, ella non deve ora armare alcun trattato, mentre noi non essendo in guerra con la Francia, questa non ci può fare alcun male se non vogliamo segnare il trattato temporale, salvo che per ciò stesso ci dichiarasse la guerra; il che non si ardirà di fare, specialmente dopo il beneficio grande che fa il Papa con la nuova riconciliazione spirituale a costo di tanti sacrifici; per cui il governo francese temerà sempre la opinione pubblica dei Francesi stessi. Ma se anche si arrivasse al punto di farci la guerra, Sua Santità è pronto a tutto soffrire, piuttosto che fare la pretesa cessione; e questo è ben fermo.

Tutto ciò premesso, io credo chi ci sia da pensare se debba dare almeno così presto il breve al Primo Console circa la trattativa temporale<sup>1</sup>, attese quelle ultime frasi (che per lo stile non si sono potute omettere) *decernentes* che quello si farà dal nostro plenipotenziario lo avremo per valido, ecc., ed attesa la stessa qualifica di plenipotenziario, per cui possono pretendere da lei cessioni, rinuncie, e cose simili. Questo spiegare questa qualifica potrà essere opportuno, quando bene assicurato delle loro intenzioni, e che siano a noi esse utili, se si debba venire a stringere. Ma prima che ciò sia, parmi che basti, ch'ella sia autorizzata a trattare anche per il temporale nei termini della mia lettera al ministro degli affari esteri<sup>2</sup> già da lei presentata, in cui si autorizzava a ciò la di lei persona, cioè a trattare, ma senza autorizzarla a far tutto. Poichè questa trattativa del Papa, che non è in guerra, e che tratta in sostanza non di altro che di ricuperare il suo, altro non deve essere in fondo se non che un pregare, che gli si renda il tolto, e prenderlo dalle loro mani. Questa è l'idea che qui ne

<sup>1</sup> Pièces n° 404, p. 307.

<sup>2</sup> Pièce n° 303.

facciamo ; nondimeno non s'intende d'insistere su queste forme esteriori, e si lascia al di lei prudente arbitrio l'epoca di presentare il breve al Primo Console anche per il temporale, salva però la sostanza di ciò che si è detto di sopra.

Quanto poi al riuscire nel desiderato intento, io credo che appena segnata la trattativa spirituale, anche nell' intervallo della ratifica, ossia della bolla, che si aspetterà da Roma, ella debba fare formalmente la richiesta della restituzione delle Legazioni, e del compenso per Avignone, appoggiando la non richiesta del positivo territorio nostro per trovarsi riunito decisamente alla Francia. E per le ragioni intorno alle Legazioni ed alla cessione di Tolentino, ella le sa meglio di me, ed oltre l'essere stata opera di un altro governo, cioè del Direttorio, di cui il generale Bonaparte fu mero esecutore, ci è da dire trionfalmente che quel trattato fu dichiarato, con legge e col fatto, nullo e rotto dallo stesso governo francese; onde più non osta. Ella farà anche valere la impossibilità assoluta, che il Papa possa sussistere senza il ritorno di quelle provincie, dopo che trovandosi già rovinato da prima, la rivoluzione ha poi posto il colmo al suo estermínio totale. Farà valere ancora il danno immenso che soffre dai Francesi attualmente, mentre da quattro mesi a questa parte costano essi, con la loro esistenza nello stato del Papa, circa 80 mila, in 90 mila scudi al mese, sì per lo svantaggio del nostro cambio colla moneta erosa, sì per la dissipazione e spreco, che supera ogni credenza. Farà pur valere il gran beneficio dell' essersi prestata Sua Santità all' altra trattativa con tanti suoi sacrifici, e ad onta di ogni riguardo, e del gran bene che ha fatto alla Francia rendendole una pace e sicurezza vera e solida, onde può ben attendersene un atto di giustizia (che sia pur anche mista di generosità), cioè che gli si renda il suo. Potrà ella richiamare alla memoria del Primo Console le sue espressioni, che sarebbe stato per la Santa Sede un Carlo Magno, ecc., e simili.

Circa i ministri esteri, si raccomandì pure a nome del Papa a tutti per averne i buoni uffizi, così esigendo la buona politica, anche per qualunque futura contingenza ; ma circa l' aprire il cuore e pienamente affidarsi, pare che ella debba farlo con quelli soli che non hanno interessi che vi si oppongono, cioè Russia, e Sardegna (attesi gli ordini positivi che dall' ottimo re

egli ha), e forse anche Inghilterra, se un suo ministro venisse a Parigi. Su di chè debbo informarla segretissimamente, che potrà ella in tal caso fare un merito al Papa con gl' Inglesi, sull' avere egli ricusato al generale Murat, alla prima sua venuta in Ancona, di sottoscrivere una convenzione. in cui si esigeva che si chiudesse agl' Inglesi il porto di Civita Vecchia, e gli altri porti dello Stato.

Quanto a Benevento e Ponte Corvo, si seguita ancora ad occuparlo con le reggie truppe, e a far le leve in essi paesi delle milizie provinciali, che s' incorporano nei battaglioni regi, e si comandano dai suoi uffiziali; effetto sempre della riserva fattasi dal re del preteso alto dominio. A tutte le memorie, anche con minaccia di richiamare i due governatori, si è preso il partito di mai rispondere. Altra strada non si vede quì, se non che procedere a tale richiamo effettivo; il che ella vede che sarebbe un venire all' ultima rottura. Il fare un ricorso direttamente al governo francese, non è il modo di procedere che vuole tenere Sua Santità. Nondimeno è bene, che ella conosca lo stato dell' affare, di cui nel caso di venire al richiamo dei governatori, si darà parte allora come si usa; ma certo se si fosse potuto richiamare al dovere quel ministero senza venire a mali estremi, sarebbe stato meglio. Se viveva Paolo I, col suo carattere si poteva sperarlo da lui.

Circa San Leo e il Montefeltre, le accludo una copia di lettera di Poggio di Bene, che è il paese di detta provincia il più *enclavé* nella Romagna, da cui vedrà l'occupazione fattane il dì 5 dai Cisalpini, i quali, secondo i più chiari segni che se ne hanno, sono vicini ad invadere San Leo e la provincia intera. M. Cacault ha chiesta una nota, e più d' una volta, e con certo impegno. Io ho finito per dirgli, che non so se gliela darò, almeno in mezzo alla folla presente per questi affari, perchè, a dirgliela schiettamente (così mi sono espresso in un biglietto), non ci vogliamo pregiudicare richiamando Tolentino. Dopo tale sincerazione si è ammutolito; il che mi conferma in credere, che si volesse qualche indiretta nostra confessione di quel trattato, e servissene con lei alla occasione della trattativa; sicchè se darò questa nota, avendone il tempo, lo farò con menzione espressa del riserbarci a reclamare poi anche per le Legazioni.

Finalmente è necessario di mettere un termine alla immensa



rovina del mantenimento delle truppe francesi. Presentemente dobbiamo dare 5000 razioni, e 600 foraggi al giorno, e poi tutte le spese dei passaggi, alloggi, trasporti, ed altre cose infinite. Si arriva persino ed esigere si equipaggi attualmente una corvetta per l' Egitto di tutto punto, con un dispendio immenso. Il povero generale Murat è compatibilissimo, perchè da Parigi non gli si manda di che mantenere l' armata; anzi il ministro della guerra ultimamente gli scrisse « de frapper deux millions de contributions dans les Etats du Pape. » M. Cacault (e M. Alquier ancora) dice che non è questa la intenzione del Primo Console, il quale crede che al Papa non gli costi un soldo. Ma il fatto si è, che la stessa Madama Murat ha raccontato al marito, che dipingendo ella al fratello l' imbarazzo del marito per mantenere l' armata, il Primo Console gli rispose: « Allons; il n'est point du tout embarrassé. Le Pape l'aime, et lui donne ce qu'il veut. » Ma il fatto è che il Papa amandolo, com' è vero, non ha più che dargli. Noi siamo all' ultimo estremo della disperazione, ed il Papa, piuttosto che fare più a lungo il boia dei suoi sudditi, e soffrire le maledizioni di tutti, e penare per non avere un soldo, è disposto a metter la chiave sotto la porta, e prendere altro partito. Sicchè ella dia pure su di questo una nota, e faccia altri passi che crederà, senza ritardo; mentre ogni giorno che passa, è sangue che scorre a torrenti.

(Arch. du Vatican).

### 1277. — Di Pietro à Consalvi.

Di casa, 4° giugno 1801.

Mi sono affrettato ad ultimare i fogli che contengono tutto ciò che è necessario di avere in vista nel momento, quante volte il Santo Padre si risolva alla partenza, ovvero rimanendo, sia poi costretto dalla forza ad allontanarsi. Ho pur fatto preparare dodici copie della nota del ministro francese <sup>1</sup> coerentemente al desiderio dell' Em. V., e gliele acchiudo, onde possa farne quell' uso che giudichi opportuno. Desidero che V. Em. si conforti <sup>2</sup>, e col divino aiuto non perda la tranquillità dello spirito

<sup>1</sup> Pièce n° 502.

<sup>2</sup> Cf. pièce n° 505. — La lettre de Di Pietro et les projets qui l'accompagnent,

frammezzo a sì gravi angustie. Vorrei essere in grado di sollevarla, anche per manifestarle sempre meglio l'infinita stima e venerazione, etc.

I. — Su i provvedimenti da darsi in Roma per le materie ecclesiastiche nel caso di assenza di Sua Santità.

Se la passata esperienza <sup>1</sup> non dasse largo a tenere fondatamente, che, partito da Roma il Santo Padre, e venutavi la truppa francese, saranno obbligati ad allontanarsene anco i sigi cardinali, potrebbe da Sua Santità prendersi l'espedito di comunicare a ciascun prefetto delle congregazioni, e ciascun capo de' tribunali ecclesiastici un chirografo di facoltà straordinarie per tutti quegl' affari, che rispettivamente sogliono riferirsi a Sua Santità, e che dipendono dal di lui oracolo, essendo troppo necessario il procurare di mantenere il filo di comunicazione di tutte le chiese cattoliche colla prima Sede Romana.

Simile concessione fu fatta dalla Sa : Me : di Pio VI ; ma ben presto i sigi cardinali prefetti furono obbligati a partire, e dopo pochi mesi fu alle segreterie delle congregazioni proibito di continuare ad agire. Continuarono bensì la Penitenzieria, la Dataria, e la Segreteria de' brevi. Deputò inoltre Pio VI sei cardinali, ai quali comunicò amplissime generali facoltà pontificie ; ma costretti anco questi ad allontanarsi, andò tutto il carico a riunirsi ben presto sopra la sola persona di un apostolico delegato, il quale esercitasse da sè medesimo le facoltà generali, e comunicasse agli altri, specialmente ai vescovi, le particolari facoltà, a seconda de' loro bisogni e delle circostanze, non convenendo a tutti i luoghi le medesime uguali provvidenze.

Forsechè il Santo Padre giudicherà espedito di riservare a sè stesso l'esercizio delle facoltà generali, qualora seco conduca soggetti abili al disbrigo di ogni sorta di affari ; ma non sarà forse inopportuno il prevenire un caso possibile di non sapersi prontamente dai cattolici il preciso luogo di sua dimora, ed

montrent que le 1<sup>er</sup> juin Consalvi se préoccupait, comme d'un péril imminent, de l'éventualité où le Pape serait forcé de quitter Rome.

<sup>1</sup> Pour bien comprendre les diverses mesures proposées par Di Pietro, il faut se reporter à l'ouvrage de Baldassari sur la captivité de Pie VI.

anco d'impedita comunicazione per qualche spazio di tempo col capo della Chiesa, e per questo caso appunto munire qualcuno in Roma delle facoltà necessarie per tutto ciò principalmente che riguardi gli affari delle coscienze, le quali non sogliono ammettere una lunga dilazione, e spesse volte sono pure annessi ed uniti con materie di foro esterno.

Essendo poi Sua Santità vescovo insieme di Roma, converrà che l'Emo vicario, e Mgor vicegerente, o in assenza di entrambi qualche altro idoneo soggetto, come per esempio potrebbe essere Mgor Sinibaldi, arcivescovo di Efeso, e canonico della patriarcale basilica di S. Giovanni Laterano, sieno muniti di opportune istruzioni e facoltà pel governo spirituale de' fedeli dimoranti in Roma, per cui ci abbisogna l'esercizio non meno della giurisdizione : potrebbe questa delegarsi ad altro idoneo ecclesiastico, limitando il vescovo all'esercizio delle funzioni dell'ordine.

Per ultimo, è necessario di prevedere il caso non improbabile che volesse esigersi, specialmente dagl' ecclesiastici, qualche illecito giuramento, e perciò dovrà qualcuno essere da Sua Santità fornito di opportune istruzioni, per comunicare al clero nel caso di preciso bisogno i sentimenti della lodata Santità Sua, ed evitare il pericolo del gravissimo scandalo, accaduto altra volta per mancanza del soggetto, il quale suppliva le veci di Mgor vicegerente.

II. — Sulla necessità di condurre soggetti idonei al disbrigo degli affari ecclesiastici, nel caso che il S. P. si allontani da Roma.

Le circostanze della partenza da Roma di Sua Santità P. P. Pio VII, essendo diverse da quelle della Sa : Me : di Pio VI, sembra che esigano un contegno parimenti diverso. Partì Pio VI non meno in un' età assai avanzata, la quale poteva in certo modo dispensarlo dal continuare a prestarsi per sè medesimo a tutti i bisogni della Chiesa, che in mezzo ad un estraneo accompagnamento, il quale impedivagli di agire colla libertà necessaria ; partì con sapere di essere trasferito in Toscana ; partì colla speranza, che il S. Collegio potesse rimanere in Roma ; e partì colla lusinga ancora, che la suscitata tempesta avesse ad essere di breve durata ; onde non è meraviglia, che seco conducesse unicamente quelli, che potevano bastare al di lui personale servizio.

All' incontro il S. Padre Pio VII, nel mentre che per la passata sperienza temerà venga allontanato da Roma il S. Collegio, non saprà forse neppure dove possa andare a fissare la sua dimora; ma vorrà bensì, in qualunque luogo di futura sua permanenza, essere in grado di continuare a prestarsi allo spirituale governo della Chiesa universale, ben persuaso che saranno frequenti e scabrosi i ricorsi de' vescovi, e de' fedeli.

A potere quindi adempiere con esattezza le sagre incombenze dell' apostolico suo ministero, è necessario, che oltre qualcuno dei sigi cardinali, e oltre un discreto numero di persone addette al proprio servizio, procuri di seco condurre alcuni altri pochi soggetti, già cogniti in dottrina, pietà ed esperienza, e i più idonei, che possano essere, al conveniente disbrigo di tutte le materie, tanto dottrinali, quanto disciplinari, e ad opportuna spedizione degl' affari ecclesiastici di qualunque genere, dovendosi facilmente temere, che nelle avversità de' tempi, si cerchi dai non bene intenzionati di sorprendere il capo della Chiesa ed indurlo a passi irregolari, ed essendo quindi necessario, che non manchi a Sua Santità l'assistenza di persone dotte ed illuminate, anco in vista della pratica costante de' savi predecessori, i quali, negl' affari di maggior rilievo, ebbero sempre il costume di nulla decidere, senza il previo esame e consiglio di soggetti profondamente versati nelle materie ecclesiastiche.

### III. — Sul provvedimento da darsi sul governo temporale di Roma e dello Stato pontificio, nel caso della partenza di. S. S.

Sarebbe facilissimo il provvedere al temporale governo dello Stato ecclesiastico, col mezzo di un pontificio breve di deputazione di uno, o più cardinali legati del Papa, se si fosse sicuri, che o tutti, o almeno alcuni dei membri del S. Collegio potessero liberamente esercitarne le funzioni.

Posto peraltro che Roma venisse occupata dalla truppa francese, ancorchè questa tollerasse la dimora in Roma dei sigi cardinali, nè si usurpasse per sè medesima, o lasciasse usurpare da altri il governo temporale, è troppo facile cosa il fare congettura, che non sarà per consentire che gli affari secolari sieno regolati da persone ecclesiastiche. Quindi prevedendo questo caso probabile, sembrerebbe forse espediente, che il Papa deputasse

a tale oggetto alcuni nobili secolari, per così ritenere sino a quanto fosse possibile il possesso del suo temporale dominio, e non abbandonarlo, se non quando ne fosse spogliato violentemente.

(Arch. du Vatican).

**1278. — Mémoire de Spina sur les constitutionnels, et sur les ecclésiastiques mariés**

[Paris, 24 juillet 1801.] <sup>1</sup>

Dopo tantisacrifici, fatti da Sua Santità per rendere alla religione cattolica in Francia, non l'antico splendore, giacchè era impossibile l'ottennero nelle calamitose circostanze de' tempi, ma almeno un esercizio più libero, e quella pubblicità che le circostanze potranno permettere, la guerra che si farà alla religione sarà sempre formidabile, e lo scisma non si estinguerà, se non si procura di prendere da Sua Santità un partito di dolcezza cogl'intrusi, onde vinti da questa, più facili si rendano le vie al loro pentimento. e se non si fa uso di tutta l'indulgenza, che altre volte dalla Chiesa è stata praticata cogli ecclesiastici ammogliati.

Per quanto il partito degli intrusi non sia certamente in Francia il più esteso, non manca però di formare un certo numero, e questo si va ora aumentando dal numero degl' increduli, i quali vedendo resi inutili i loro sforzi perchè il ristabilimento della religione cattolica in Francia non avesse effetto, tentano ora, e tenteranno sempre più in avvenire di attraversare l'esecuzione del nuovo concordato, col farsi i difensori degl' intrusi, per render così e più esteso, e più protetto, e perciò più stabile lo scisma.

Tali timori si vedono infelicemente già avverati nell'interesse che prende per gl' intrusi il governo, il quale benchè più volte pronunciato si sia con un disprezzo decisivo dei medesimi, li riguarda ora come campioni della Rivoluzione, e crede, che indegno si renderebbe della confidenza del partito democratico, se non mostrasse per essi della considerazione.

La classe degl' intrusi, siano vescovi, siano parrochi, è formata di soggetti infetti tutti di giansenismo; ma fortuna-

<sup>1</sup> Ce mémoire, transmis de Paris par Consalvi au card. Doria (voir t. III, p. 297), a servi de première base pour les mesures qui ont été discutées et adoptées à Rome au sujet des constitutionnels, et des ecclésiastiques mariés.

tamente la parte in apparenza la più istruita, e la più accanita contro la Santa Sede, non è la maggiore. La maggiore parte è composta di soggetti deboli ed ignoranti, i quali più dall'ambizione che dalla massima sono stati spinti nell'errore e nello scisma. Non solo adunque si è da sperare, che la grazia del Signore tocchi una volta il cuore di questi traviati, e li faccia rientrare nella via della verità, ma è da credere, che la stessa ambizione, fomentata dalla speranza di potere, per via di una pacifica riconciliazione, figurar di nuovo nell'ecclesiastica gerarchia, li faccia arrendere a quei salutari consigli, che per parte di Sua Santità gli fossero insinuati, e adottare un metodo di riconciliazione, che combinato colla possibile dolcezza, ferisca men' che sia possibile il loro amor proprio.

Desidera già il governo, che Sua Santità indirettamente almeno inviti anco i vescovi intrusi a dimettere le sedi usurpate. Pare all'arcivescovo di Corinto, che senza ledere la dignità della Santa Sede, ciò si possa facilmente eseguire. Un breve diretto da Sua Santità all'istesso arcivescovo, o al nuovo cardinal legato, se sollecito (come si spera) sarà il suo viaggio, col quale nell'esprimere il gaudio di aver già conciliata una convenzione per il ristabilimento della religione cattolica in Francia, mostri il dolore del quale è penetrato per questi figli traviati, e l'ordine di ammonirli a dimettere le sedi non proprie, e a ritornare al centro dell'unità, con tutte quelle espressioni di carità paterna, che stanno così bene in bocca del Padre comune de' credenti, potrebbe produrre un ottimo effetto. Non avrebbe difficoltà il detto arcivescovo di comunicare questo breve a tutti gl'intrusi, i quali riconoscendo in questo una caparra della disposizione di Sua Santità di trattarli con tutta la paterna dolcezza, è sperabile, che si arrenderebbero ancora a quel modo di riconciliazione, che da Sua Santità con separata istruzione fosse proposto.

Comprende l'arcivescovo di Corinto, ed il sig. cardinal segretario di stato lo ha ben fatto sentire con molta energia e al Primo Console, e ai suoi plenipotenziari, che non vi è strada di riconciliare alla Chiesa gli intrusi, e di riabilitarli all'esercizio dell'ordine episcopale, se da essi non si premette una chiara ritrattazione de' passati errori, ed una adesione di spirito e di cuore ai brevi emanati dalla Sa : Me : di Pio VI relativamente ai medesi-

mi. Ma questo vocabolo di « ritrattazione » è stato sempre per le teste francesi un vocabolo di orrore. Non è la prima volta, che la Chiesa, conosciuta bensì la purità dell' intenzione di chi tornava al suo seno, ha procurato di addolcire i mezzi di riconciliazione, fino a combinare delle frasi le meno umilianti. Nulla ardisce di proporre su di ciò l'arcivescovo di Corinto; ma prega bensì, per il bene della pace e dell' unità, ad esaminare la materia nella estensione di tutti i suoi rapporti, e a combinare un modo di riconciliazione il più proporzionato alle circostanze, e che mentre non sia contrario alle leggi della Chiesa, esaurisca veramente tutti i mezzi, de' quali può fare uso l' apostolica indulgenza.

A tale importantissimo oggetto potranno dirigersi le più ampie facoltà del nuovo cardinal legato; ma se si faranno conoscere preventivamente all' arcivescovo di Corinto le intenzioni del Santo Padre, potrà egli ingegnarsi di preparare le vie, onde al nuovo legato riesca più facile l'esecuzione.

Facile sarà per il Santo Padre di tranquillizzare le coscienze degli ecclesiastici ammogliati, cioè de' preti, diaconi, e suddiaconi, col dare al nuovo cardinal legato tutte le facoltà, che date furono al cardinal Polo per l'Inghilterra. Ha desiderato il governo, che tali facoltà potessero essere dal cardinal legato suddelegate ai nuovi vescovi, e non si è creduto di fare a ciò grande ostacolo, poichè, sebbene non fosse tale estensione accordata per l'Inghilterra, può essere però molto opportuna per la Francia, sì perchè non era possibile di ottenere che tutti ricorressero al solo legato, sì perchè i vescovi istessi, anco i più moderati, col pretesto delle loro libertà gallicane, fatta avrebbero una guerra a questa privata, come sicuramente tenteranno di farla alla legazione.

Ma non è solo il modo di riparare allo scandalo degl'ecclesiastici ammogliati, e di tranquillizzare le loro coscienze, che dare deve dell'affanno al paterno cuore di Sua Santità. La classe fra questi dei diaconi e suddiaconi, che senza essere uniti civilmente in matrimonio, hanno rinunciato al loro stato, non solo col rendere le testimoniali degl' ordini, ma col darsi al mestiero delle armi, e ad una vita affatto secolare, è molto maggiore di quello che si possa immaginare: questa è una classe di persone, che sarà ben difficile di richiamare al santuario, e che anzi rientrandovi non farebbero che profanarne maggiormente la san-

tità. Non si tralascierà ancora di rimarcare dagli idioti in materia di religione, che non sono in Francia il minor numero, che gl' ecclesiastici ammogliati diventano di migliore condizione dei non ammogliati. Già i diaconi e i suddiaconi si presentano in folla a chiedere di essere assoluti dalla promessa di castità. Comprende l'arcivescovo di Corinto l'impossibilità di aderire alle istanze dei diaconi; ma desidera solo, che si esamini se convenga, che il Santo Padre sia più indulgente coi suddiaconi, per l'oggetto, se non altro, di purgare il santuario di ministri così indegni, e nel tempo istesso per aprire una strada al loro ravvedimento, che non si può sperare abbandonandoli nello stato nel quale si ritrovano. Anco per questi in tal caso si potrà istruire il nuovo cardinal legato, e munire insieme delle più ampie facoltà che si crederà opportuno di accordare.

Ma giacchè si parla di cardinal legato, si permetta all'arcivescovo di Corinto di far rimarcare, che mentre si desidera dal governo francese la missione di un legato *a latere*, il quale spieghi in Francia il suo carattere con tutto il decoro possibile, e sia fornito di amplissime facoltà per provvedere ai bisogni dei cattolici, già si pensa di non permettergli l'esercizio di queste, se non che premettendo egli al suo arrivo la dichiarazione giurata, modellata su di quella, che da altri cardinali spediti in Francia è stata fatta, e che viene riferita dall'Héricourt nelle sue « Lois ecclésiastiques, ecc. », dal Durand de Maillane nel suo « Dictionnaire de droit canonique. » Si dovrà dunque esaminare prima se in ciò si voglia convenire.

La missione di un legato *a latere* si crede sempre utilissima, e per secondare i desideri del Primo Console, e perchè potrà influire moltissimo nel rendere meno infelice l'esecuzione della convenzione, e nel rendere meno avidi i vescovi di più ampie straordinarie facoltà. Ma siccome i vescovi stessi, come si è osservato, saranno i principali scrutatori delle facoltà del legato, per timore che ledino i loro diritti e le loro libertà gallicane, così pare che il miglior partito sarebbe, che il breve di legazione concepito fosse in termini molto generali, annunziando in genere tutte le facoltà che competono ad un legato *a latere*. Il breve, che riguarda i preti ammogliati deve esser fatto a parte, gradendo il governo che sia subito reso pubblico. A parte ancora



dovrà essere il breve che riguarda i vescovi intrusi, del quale il cardinal legato farà uso secondo il bisogno. Di tutte la facoltà più in dettaglio potrà munirsi il legato con separata istruzione, ed autorizzazione. L'arcivescovo di Corinto, le di cui facoltà cesseranno all'arrivo del legato, offre già al medesimo diverse formole di rescritti, che, per un ben regolato disbrigo degl'affari, si era già da Roma procurate.

(Arch. du Vatican.)

### 1279. — Consalvi a Caleppi.

(en chiffres)

Roma, 30 settembre 1801.

La restituzione di Pesaro sarebbe andata eccellentemente (parlo circa il non essersi detto a forma del trattato di Tolentino, nè esatte condizioni), se la strana destinazione, fatta da Mgor Cacciapiatti, di un frate Domenicano francese per uno dei suoi deputati a prendere il possesso, non avesse intorbidato la cosa. Questo frate fu quello che stese l'atto da sottoscrivere da amendue le parti. Lo stese in italiano, e non si sa come gli venisse in testa di inserirvi la frase « dopo li aggiustamenti fatti fra il governo francese e il Papa.<sup>1</sup> »

Il generale francese, nel tradurre in francese lo scritto, tolse fortunatamente questa frase, e questo è un atto che noi abbiamo in mano sottoscritto da lui, e dai quattro deputati da Mgor Cacciapiatti. Ma l'atto italiano sottoscritto egualmente da tutti cinque, è quello ch'è rimasto in mano del generale francese, che contiene quella espressione. Ciò è qui sommamente dispiaciuto, nè si arriva a capire nemmeno come siasi anche fatta la sciocchezza di dare ad una delle parti l'atto in francese, ed all'altra in italiano, piuttosto che darlo ad ambedue in ambedue le lingue. Ella resti prevenuta, per un caso che si parlasse di questa frase, che la intelligenza che gli si debba dare da noi si è, dopo essere stati aggiustati gli affari ecclesiastici (che tali sono veramente gli aggiustamenti fatti, e non altri), e non già che s'intenda di aggiustamenti fatti sullo temporale, quasi che ci siamo contentati

<sup>1</sup> C'est évidemment cette phrase que le P. Consul a citée devant Caprara, pour en tirer argument contre la bonne foi romaine (voir p. 226, et t. IV, p. 182). La lettre de Consalvi explique ce qui s'est passé.

del solo Pesaro. Ho detto in caso che si parlasse di questa frase, perchè, a mio credere, dal canto nostro è meglio che questa cosa la lasciamo morire, mentre sarebbe peggio il farne parola.

Nel medesimo atto fortunatamente il general francese ha inserito che quanto ai confini fra lo stato del Papa e la Cisalpina, non avendo egli istruzioni, rilasciava la decisione ai due governi, e metteva provvisoriamente alla Cattolica i suoi posti avanzati. Se la cosa restasse così, sarebbe ottimo il temperamento; vi è però il rischio che s'insista per fissarli, questi confini, ciocchè già ci si richiese dal general Murat, per commissione del governo Cisalpino. Non si diede risposta, e si procurerà di evitare, quanto e come meglio si possa, di darla.

(Arch. du Vatican).

# TABLE DES MATIÈRES

## PARTIE XXII

### LE P. CONSUL A LYON

Premières nouvelles à Rome sur la consulte de Cisalpins convoquée à Lyon. — L'archevêque de Milan et plusieurs évêques des Légations partent pour cette ville ; mais abstention du vicaire général du diocèse d'Imola, dont Pie VII est resté titulaire.

L'exposé de la situation de la République française inquiète la cour romaine sur le sort des Légations.

Excitation parmi les patriotes italiens, qui rêvent l'unité de l'Italie contre les Français.

Les difficultés du Saint-Siège avec la Russie et l'Espagne continuent à s'aggraver. — Velléités d'une reprise de négociations avec les Deux-Siciles pour un concordat.

Talleyrand vient à Lyon. — Mort subite de l'archevêque de Milan.

Les députés du clergé italien, divisés d'abord en sessions régionales, prennent part à la discussion de la constitution cisalpine.

Bonaparte, arrivé le 11 janvier, les réunit tous en comité ecclésiastique et leur demande avis. — Préparation d'une loi organique sur le clergé cisalpin.

L'article 1<sup>er</sup> de la constitution déclare que la religion catholique est celle de l'Etat.

Élection de Bonaparte comme président de la nouvelle république, qualifiée d'« Italienné. »

Lettre des évêques assemblés à Lyon, pour recommander au Pape les lois religieuses votées par la consulte.

De retour à Paris, Bonaparte annonce à Pie VII qu'il nomme aux sièges de Bologne, de Ravenne, et à celui de Milan auquel il destine Caprara.

La cour de Rome blâme Caprara, qui a pris sur lui de désigner un représentant à la consulte pour le diocèse d'Imola. — Elle consent à ce que ce cardinal soit transféré à Milan, et même à ce qu'il exerce les pouvoirs de légat dans la Cisalpine, mais avec l'instruction d'éviter tout concordat pour ce pays.

Elle fait des réserves sur le droit de nomination que Bonaparte s'attribue dans les évêchés des Légations, et sur les mesures ecclésiastiques votées à Lyon.

Spina apporte à Rome le corps de Pie VI : cérémonie et oraison funèbre.

Rappel de Ghislieri, suppléé à Rome par M. de Lebzeltern.

Bref du 10 mars, transmis au Légat pour l'absolution de Talleyrand comme ancien évêque d'Autun. . . . . 1

## PARTIE XXIII

### LE NOUVEL ÉPISCOPAT

#### LES RÈGLEMENTS SUR LES CULTES

Démissions tardives parmi les anciens évêques. Ils ne rentrent en France que difficilement et en petit nombre.

Les non-démisionnaires, à Londres et sur le continent, adoptent en commun des mémoires au Pape pour se justifier. — Ils se concertent pour régler l'attitude du clergé et des fidèles de leurs diocèses vis-à-vis d'un nouvel épiscopat.

Bonaparte, revenu de Lyon, est sollicité de publier l'organisation religieuse, à temps pour que les nouveaux évêques soient installés avant Pâques.

Impulsion donnée au travail de cette organisation. — Rapports sur les bulles de ratification et de circonscription. — Rapport sur l'esprit public en matière de religion.

Revision des projets de règlements pour le culte catholique et les cultes protestants.

La liste de nomination aux évêchés, préparée par Portalis, ne contient pas de constitutionnels. — Ce système d'exclusion, réclamé par Caprara et soutenu par Bernier, est combattu, notamment par Talleyrand.

Un retard suivi bientôt d'une crise, dans les négociations d'Amiens, fait suspendre les affaires du clergé.

Sénatus-consulte du 13 mars sur le renouvellement du cinquième, qui doit s'effectuer après le 21 mars, terme légal de la session du Corps législatif.

Travail personnel de Bonaparte avec Portalis, le 14 mars. — Il voudrait attribuer la moitié des diocèses à des constitutionnels. — Question vague qu'il fait poser à Caprara à cet égard. — Il pense à faire célébrer à Notre-Dame un office solennel, pour le dimanche 21 mars; puis, en raison des nouvelles venues d'Amiens, l'ajourne éventuellement au dimanche suivant.

Le 18 mars, il convoque le Corps législatif en session extraordinaire pour le 5 avril.

Il augmente de dix le nombre des diocèses, et demande des listes supplémentaires de candidats à l'épiscopat.

Il réduit le nombre des cures, mais en multipliant les paroisses sous forme de succursales non dotées par le trésor.

La signature de la paix d'Amiens est enfin connue à Paris le 26 mars. — Elle est annoncée aussitôt au Pape par le P. Consul.

Caprara est informé, le samedi 27, que le lendemain il devra officier à Notre-Dame, avec l'assistance du clergé constitutionnel. Il s'y refuse; mais est amené à reconnaître qu'il a le pouvoir d'instituer des constitutionnels.

La cérémonie du 28 n'ayant pas lieu, Caprara est reçu le 30 à la Malmaison.

Il y apprend que les constitutionnels obtiendront dix évêchés. Il déclare qu'il ne les instituera que s'ils se soumettent aux conditions prescrites à Rome. — Lecture lui est faite par Bonaparte du projet de règlement sur le culte catholique.

A Rome nouvelle de la paix d'Amiens; réponse du Pape au P. Consul. . 121

## PARTIE XXIV

### LA LOI DU 18 GERMINAL AN X.

Le P. Consul, pour bien marquer que les principes gallicans et les maximes de tolérance sont consacrés dans la réorganisation religieuse, se décide à faire voter par les assemblées la réglementation des cultes catholique et protestants, en même temps que le concordat.

Un projet de loi, comprenant à la fois la convention avec le Saint-Siège, et les règlements civils, qualifiés désormais d'articles organiques, est soumis le 2 avril au Conseil d'Etat. — Modifications importantes introduites dans les articles organiques des cultes protestants.

La réorganisation ne s'étend pas dès lors au culte juif, qui sera néanmoins protégé.

Retour de l'aide-de-camp Lebrun, avec la lettre du Pape.

La session extraordinaire du Corps législatif est ouverte le 5 avril. — Le P. Consul déclare que le rétablissement du culte en sera l'objet principal. — Le projet de loi sur les cultes est présenté à la première séance. Discours de Portalis: ton philosophique répandu à dessein dans cet exposé.

Le Tribunal, renouvelé et divisé en sections correspondantes à celles du Conseil d'État, adopte ce projet.

Il charge Lucien Bonaparte et le protestant Jaucourt d'en soutenir la discussion devant le Corps législatif, qui, renouvelé à son tour, le vote le 18 germinal. — D'après la constitution, un délai de dix jours est nécessaire avant la promulgation . . . . . 295

## PARTIE XXV

### PROMULGATION DU CONCORDAT

Caprara est reçu le 9 avril d'après un cérémonial particulier. — Son discours. Une promesse en latin, qu'il se prête à lire devant le P. Consul, est altérée au Moniteur.

Indult pour la réduction des fêtes. — Ajournement d'un jubilé. —

Les lettres patentes d'institution canonique, destinées par le Légat au nouvel évêscopat, devront être confirmées à Rome dans les six mois.

L'archevêque de Paris est nommé séparément le 8. — Les nominations, continuées les jours suivants par le P. Consul, comprennent notamment dix constitutionnels, dont deux déjà réconciliés avec le Saint-Siège. — Elles se trouveront réduites par plusieurs refus.

Bonaparte accorde aux évêques un don pour premier établissement. — Mesures urgentes qu'il prescrit pour les loger et leur remettre les cathédrales.

Cérémonie du 11 à Notre-Dame, où Caprara installe en personne l'archevêque de Paris et sacre les abbés Cambacérès, Bernier et Pancemont.

Le « Génie du christianisme. »

Les constitutionnels pourvus de nouveaux sièges et non réconciliés, s'appuient sur le gouvernement pour repousser toute rétractation. — Sur la médiation de Portalis, ils consentent seulement à renoncer par écrit à la constitution civile du clergé, en demandant au Pape l'institution canonique. Cette renonciation est déclarée insuffisante par le Légat.

Le lendemain, vendredi saint, Bernier s'efforce de vaincre la résistance de Caprara. — De guerre lasse, il reste convenu entre eux que la formule de Portalis sera complétée par une rétractation verbale, faite en présence de Bernier et de Pancemont, et constatée par un décret d'absolution.

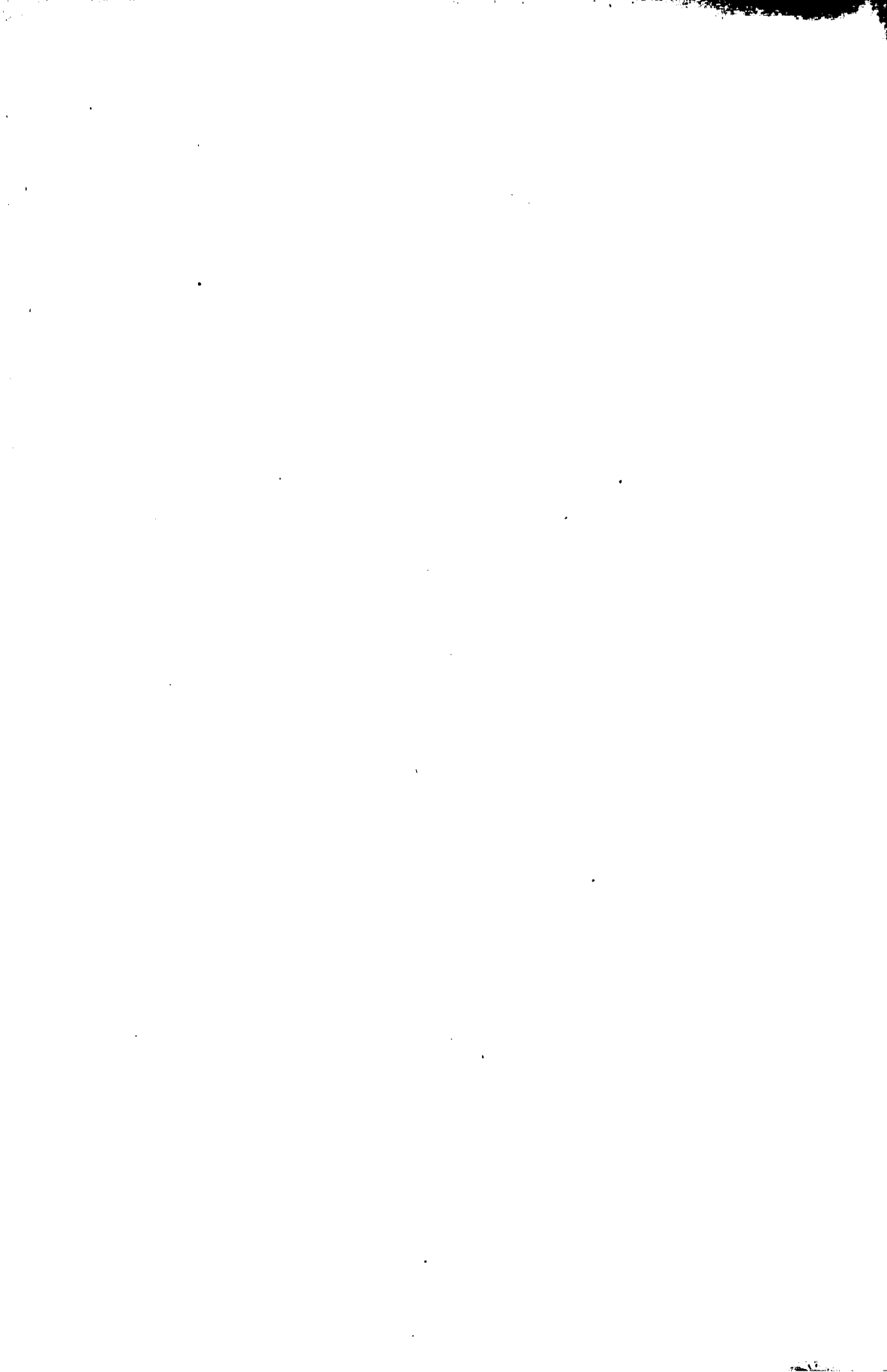
Les constitutionnels, réunis chez Portalis, y souscrivent la lettre au Pape. — Puis, Bernier, témoin unique, ayant certifié qu'il a reconnu chez eux des sentiments de soumission et qu'il leur a remis le décret d'absolution, Caprara les institue. — Mais bientôt plusieurs de ces constitutionnels se vantent publiquement de ne s'être aucunement rétractés.

Fête de Pâques pour célébrer le rétablissement du culte, et le traité avec l'Angleterre, ratifié dans la matinée. — Les Consuls se rendent en grand appareil à Notre-Dame. — Discours de l'archevêque de Tours, Mgr de Boisgelin. Serments des nouveaux évêques entre les mains du P. Consul.

Publication solennelle de la loi sur les cultes aux carrefours de Paris.

Impressions en France et à l'étranger. — Sentiments hostiles parmi nos généraux. — A Rome, inquiétude du Pape, qui consulte une congrégation. Dans une allocution du 24 mai, il juge nécessaire de prendre acte de l'absolution des constitutionnels, et d'annoncer des réclamations prochaines sur les articles organiques. . . . . 435

APPENDICE. . . . . 436



# TABLEAU DES ÉVÊQUES

## DÉMISSIONNAIRES ET NON DÉMISSIONNAIRES

---

### I. ÉPISCOPAT LÉGITIME

#### 1° *Évêques de la France de 1789*

##### *Diocèses vacants au moment de la démission*

(Vacances par mort).<sup>1</sup>

Lodève. — de Fumel, mort à Lodève, le 26 janvier 1790. (Le Roi lui nomma un successeur, mais qui ne fut pas préconisé).

Quimper. — Conen de Saint-Luc, mort à Quimper, le 30 septembre 1790.

Belley. — Cortois de Quincey, mort à Belley, le 14 janvier 1791.

Saint-Paul-Trois-Châteaux. — de Reboul de Lambert, mort dans son diocèse, le 13 mars 1791.

Tulle. — de Raffélis de Saint-Sauveur, mort à Paris, le 28 avril 1791.

Cahors. — L. M. de Nicolai, mort en France, le 11 juillet 1791.

Mirepoix. — de Cambon, mort à Toulouse, le 20 novembre 1791.

Bazas. — Grégoire de Saint-Sauveur, mort à Bazas, le 16 janvier 1792.

Oloron. — de Villoutreix de Faye, mort à Paris, le 12 mars 1792.

Besançon. — de Durfort, mort en Suisse, à Solcure, le 19 mars 1792.

Arles. — J. M. Du Lau, massacré à Paris, aux Carmes, le 2 septembre 1792.

Beauvais. — F. J. de La Rochefoucauld-Bayers, massacré à Paris, aux Carmes, le 2 septembre 1792.

Saintes. — P. L. de La Rochefoucauld-Bayers, massacré à Paris, aux Carmes, le 2 septembre 1792.

Mende. — J. A. de Castellane, massacré à Versailles, le 9 septembre 1792.

Evreux. — de Narbonne-Lara, mort en Italie, à Rome, le 12 novembre 1792.

Condom. — d'Anterroches, mort en Angleterre, à Londres, le 28 janvier 1793.

Bayonne. — Pavée de Villevieille, mort en Espagne, au couvent d'Oliva, en mars 1793.

Alet. — de La Crotte de Chanterac, mort en Espagne, à Sabadell, le 27 avril 1793.

Verdun. — Des Nos, mort en Allemagne, à Coblenz, le 2 septembre 1793.

Die. — de Plan des Augiers, mort à Paris, le 16 janvier 1794.

Sens. — de Loménie de Brienne (cardinal). Après avoir embrassé le schisme et renoncé au ministère ecclés., il fut arrêté, et mourut à Sens, le 19 février

<sup>1</sup> Les dates de mort, dans ce tableau, sont données d'après les travaux les plus récents et nos propres recherches, mais sans dissimuler qu'il serait souvent utile de les contrôler par les actes de décès.

1794. — Son neveu et coadjuteur, P. F. M. de Loménie, fut guillotiné à Paris, le 10 mai 1794, sans qu'il eût pris possession du siège.
- Agde. — de Saint-Simon de Sandricourt, guillotiné à Paris, le 26 juillet 1794 (veille du 9 thermidor).
- Montauban. — Le Tonnelier de Breteuil, mort à Rouen, en prison, le 14 août 1794.
- Ajaccio. — B. A. Doria, mort en Italie, à La Spezia, le 17 septembre 1794.
- Orange. — Du Tillet, mort à Blunay, près Melz-sur-Seine, le 22 décembre 1794.
- Saint-Pons. — L. H. de Bruyères de Chalabre, mort en Angleterre, à Londres, au commencement de 1795.
- Couserans. — D. de Lastic, mort en Allemagne, à Münster, le 3 mars 1795.
- Tours. — L. F. H. de Conzié, mort en Hollande, à Amsterdam, le 8 mai 1795.
- Dol. — de Hercé, pris à Quiberon et fusillé à Vannes, le 30 juillet 1795.
- Vabres. — de La Croix de Castries, mort à Paris, le 6 mai 1796.
- Nevers. — de Suffren de Saint-Tropez, mort en Italie, à Turin, le 21 juin 1796.
- Saint-Brieuc. — de Regnault de Bellescize, mort à Paris, en prison, le 20 septembre 1796.
- Saint-Omer. — A. J. A. de Bruyères de Chalabre, mort en Espagne, à Barcelone, le 22 novembre 1796.
- Bayeux. — J. D. de Cheylus, mort en Angleterre, à Jersey, le 22 février 1797.
- Grasse. — d'Etienne de Saint-Jean de Prunières, mort en Italie, à Bologne, à la fin de 1797.
- Coutances. — de Talaru de Chalmazel, mort en Angleterre, à Londres, le 20 mars 1798.
- Poitiers. — de Beaupoil de Saint-Aulaire, mort en Suisse, à Fribourg, en mars 1798.
- Aleria. — de Guernes, mort en Italie, à Pise, en mai 1798.
- Glandève. — Hachette des Portes, mort en Italie, à Bologne (?), en 1798.
- Le Mans. — de Jouffroy de Gonssans, mort en Allemagne, à Paderborn, le 23 janvier 1799.
- Lyon. — Y. A. de Marbeuf, mort en Allemagne, à Lubeck, le 15 avril 1799.
- Lisieux. — Ferron de La Feronnays, mort en Allemagne, à Munich, le 15 mai 1799.
- Clermont. — F. de Bonal, mort en Allemagne, à Munich, le 3 septembre 1800.
- Rouen. — de La Rochefoucauld Saint-Elpis (cardinal), mort en Allemagne, à Münster, le 23 septembre 1800.
- Sarlat. — de Ponte d'Albaret, mort en Italie, à Turin, le 20 mai 1800.
- Lectoure. — de Cugnac, mort à Fondelin, près Condom, le 9 décembre 1800.
- Tréguier. — Le Mintier, mort en Angleterre, à Londres, le 21 avril 1801.
- Mariana. — de Joannis de Verclos, mort en Italie, à Pérouse, le 1<sup>er</sup> mai 1801.
- Perpignan. — de Leyris d'Esponchez, mort en Italie, à Campo-Longo, près Udine, le 13 juillet 1801.
- Embrun. — de Leyssin, mort en Allemagne, à Nuremberg, le 26 août 1801.
- (Vacances par abandon, à la suite du schisme).
- Autun. — Ch. M. de Talleyrand-Périgord (mort à Paris, le 17 mai 1838).
- Orléans. — de Jarente de Senas d'Orgeval (mort à Paris, le 30 octobre 1810).
- Viviers. — de La Font de Savines (mort à Boscodon, près Embrun, le 1<sup>er</sup> janvier 1815).
- (Sens a été mentionné plus haut parmi les diocèses vacants par mort, bien qu'il fut devenu vacant plus tôt, par abandon du ministère).

#### *Evêques démissionnaires.*

- Saint-Claude. — de Chabot, démis à Paris, les 16 et 18 septembre 1801 <sup>1</sup>, (mort à Paris, à Picpus, le 28 avril 1849).

<sup>1</sup> Les démissions mentionnées ici et plus loin avec des dates doubles, sont celles qui ont été sujettes à quelque rectification de forme.



- Saint-Papoul.** — de Maillé de La Tour-Landry, démis à Passy, près Paris, le 18 septembre 1801 (mort à Paris, le 25 novembre 1804).
- Saint-Malo.** — Cortois de Pressigny, démis à Paris, le 19 septembre 1801 (mort à Paris, le 5 mai 1823).
- Angers.** — Couet du Vivier de Lorry, démis à Paris, les 19 et 20 septembre 1801 (mort à Paris, le 14 mars 1803).
- Senlis.** — de Bessuéjols de Roquelaure, démis à Paris le 21 septembre 1801 (mort à Paris le 24 avril 1818).
- Marseille.** — de Belloy, démis à Chambly (?), les 21 et 23 septembre 1801 (mort à Paris, le 10 juin 1808).
- Alais.** — L. F. de Bausset, démis à Villemoisson (Seine-et-Oise), le 22 septembre 1801 (mort à Paris, le 21 juin 1824).
- Bordeaux.** — J. M. Champion de Cicé, démis en Angleterre, à Londres, le 24 septembre 1801 (mort à Aix, le 22 août 1810).
- Aix.** — de Boisgelin de Cucé, démis en Angleterre, à Londres, le 25 septembre 1801, (mort à Angervilliers, dans Seine-et-Oise, le 22 août 1804).
- Cominges.** — A. E. d'Osmond, démis en Angleterre, à Londres, le 26 septembre 1801 (mort à Nancy, le 27 septembre 1823).
- Lescar.** — de Noé, démis en Angleterre, à Londres, le 26 septembre 1801 (mort à Troyes, le 21 septembre 1802).
- Mâcon.** — Moreau, démis à Mâcon, le 26 septembre 1801 (mort à Autun, le 8 septembre 1802).
- Vienne.** — d'Aviau du Bois-de-Sanzay, démis à Lyon, le 29 septembre 1801 (mort à Bordeaux, le 11 juillet 1826).
- Nîmes.** — Cortois de Balore, démis à Polisy (Aube), le 30 septembre 1801 (mort à Polisy, le 18 octobre 1812).
- Troyes.** — L. M. de Barral, démis en Angleterre, à Londres, le 5 octobre 1801 (mort à Paris, le 6 juin 1816).
- Apt.** — Eon de Cély, démis en Italie, à Tolentino, le 8 octobre 1801 (mort à Marseille, le 6 décembre 1815).
- Nebbio.** — de Santini, démis en Italie, à Calci près Pise, le 8 octobre 1801 (mort à Calci, le 5 décembre 1814).
- Senez.** — Ruffo de Bonneval, démis en Italie, à Rome, le 12 octobre 1801 (mort à Viterbe, le 13 mars 1837).
- Lavaur.** — de Castellane Saint-Mauris, démis en Italie, à Florence, le 13 octobre 1801 (mort à Florence, le 20 mai 1802).
- Dax.** — Le Quien de La Neuville, démis en Espagne, à Haro, le 14 octobre 1801 (mort à Cenon, dans la Gironde, le 25 octobre 1805).
- Vence.** — Pisani de La Gaude, démis en Italie, à Venise, le 17 octobre 1801 (mort à Namur, en février 1826).
- Auch.** — de La Tour du Pin-Montauban, démis en Espagne, à Monserrat, les 17 et 22 octobre 1801 (mort à Troyes, le 28 novembre 1807).
- Saint-Flour.** — Ruffo de Laric, démis en Italie, à Palerme, le 24 octobre 1801 (mort à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 1818).
- Rieux.** — de Lastic-Lescure, démis en Espagne, à Monserrat, le 26 octobre 1801 (mort à Saint-Benoit-de-Bages, en Catalogne, le 5 septembre 1812).
- Strasbourg.** — de Rohan (cardinal), démis en Allemagne, à Ettenheim, le 27 octobre 1801 (mort à Ettenheim, le 17 février 1803).
- Luçon.** — de Mercy, démis en Autriche, à Lilienfeld, le 28 octobre 1801 (mort à Bourges, le 10 février 1811).
- Meaux.** — de Polignac, démis en Autriche, à Presbourg, le 2 novembre 1801 (mort à Paris, le 26 octobre 1821).
- Fréjus.** — de Bausset de Roquefort, démis en Autriche, à Fiume, le 3 novembre 1801 (mort à Fiume, le 10 février 1802).
- Toulouse.** — de Fontanges, démis en Espagne, à Palma dans l'île de Majorque, le 5 novembre 1801 (mort à Autun, le 26 janvier 1806).

Amiens. — de Machaut, démis en Allemagne, à Paderborn, le 6 novembre 1801 (mort à Arnouville, le 12 juillet 1820).  
 Tarbes. — de Gain de Montagnac, démis en Portugal, à Lisbonne, le 6 novembre 1801 (mort à Londres, le 27 juin 1812).<sup>1</sup>  
 Castres. — de Royère, démis en Portugal, à Alcobaça, le 8 novembre 1801 (mort à Alcobaça, le 24 mai 1802).  
 Cambrai. — de Rohan-Guéméné, démis en Allemagne, à Ratisbonne, le 23 novembre 1801 (mort à Paris, le 30 octobre 1813).  
 Saint-Dié. — de Chaumont de la Galaisière, démis en Allemagne, à Anspach, le 28 novembre 1801 (mort à Mareil, le 30 juin 1808).  
 Sagone. — M. Guasco, démis à Bastia, le 1<sup>er</sup> décembre 1801 (mort à Bastia, le 22 juillet 1802).  
 Toul. — Des Michels de Champorcin, démis en Allemagne, à Offenbourg, le 1<sup>er</sup> décembre 1801 (mort à Gagny, dans Seine-et-Oise, le 19 juillet 1807).  
 Dijon. — Des Montiers de Mérimville, démis en Allemagne, à Carlsruhe, le 2 décembre 1801 (mort à Versailles, le 12 novembre 1829).  
 Châlons-sur-Marne. — de Clermont-Tonnerre, démis en Allemagne, à Anspach, le 15 décembre 1801 (mort à Toulouse, le 21 février 1830).  
 Rennes. — Bareau de Girac, démis en Russie, à Vilna, le 24 décembre 1801 (mort à Paris, le 29 novembre 1820).  
 Langres. — de La Luzerne, démis en Autriche, à Wels, le 27 janvier 1802 (mort à Paris, le 21 juin 1821).  
 Paris. — Le Clerc de Juigné, démis en Allemagne, à Augsbourg, le 31 janvier 1802 (mort à Paris, le 19 mars 1811).  
 Chartres. — de Lubersac, démis en Allemagne, à Hanau, le 2 février 1802 (mort à Paris, le 30 août 1822).  
 Albi. — F. de Pierre de Bernis, coadjuteur et successeur du card. de Bernis (mort à Rome, le 3 novembre 1794), démis en Russie, à Saint-Petersbourg, le 2 mars 1802 (mort à Paris, le 4 février 1823).  
 Bourges. — de Chastenot de Puysegur, démis en Allemagne, à Wolfenbüttel, le 15 mars 1802 (mort à Rabastens, dans le Tarn, le 15 août 1815).  
 Pamiers. — d'Agoult de Bonneval, démis en Allemagne, à Billwärders près Hambourg, le 16 avril 1802 (mort à Paris, le 21 juillet 1824).  
 Soissons. — de Bourdeilles, démis en Allemagne, à Grauhof près Goslar, le 7 mai 1802 (mort à Paris, le 12 décembre 1802).

### *Évêques non démissionnaires.*

Angoulême. — d'Albignac de Castelnau ; lettre collective avec les douze prélats dont les noms suivent ; Londres, 27 septembre 1801 (mort à Londres, en janvier 1814) (?).  
 Arras. — L. F. M. H. de Conzié (mort à Londres, le 16 décembre 1804).  
 Avranches. — Godard de Belbeuf (mort à Hampton près Londres, le 26 septembre 1808).  
 Lombez. — Chauvigny de Blot (mort à Londres, le 2 février 1805).  
 Montpellier. — de Malide (mort à Londres, le 19 juin 1812).  
 Nantes. — de La Lurancie (mort à Paris, le 13 mai 1816).  
 Narbonne. — Dillon (mort à Londres, le 5 juillet 1806).  
 Noyon. — de Grimaldi (mort à Londres, le 28 décembre 1804).

<sup>1</sup> Bien que démissionnaire, Mgr de Montagnac a fait cause commune avec les évêques opposants, et s'est même signalé dans leurs rangs par son ardeur. — Mgr de Lastic, évêque de Rieux (voir *supra*), a tenu une conduite semblable : non content de signer les réclamations adressées au Pape par ses collègues de Londres, il a laissé un testament spirituel qui est presque une rétractation de sa démission.

- Périgueux. — de Grossolles de Flamarens (mort à Londres, en juin 1815) (?).  
 Rodez. — Colbert de Castle-hill (mort à Londres, le 15 juillet 1811).  
 Saint-Pol-de-Léon. — de La Marche (mort à Londres, le 25 novembre 1806).  
 Uzès. — de Béthizy (mort à Londres, le 8 août 1817).  
 Vannes. — Amelot (mort à Paris, le 2 avril 1829).  
 Béziers. — A. C. de Nicolai; lettre de Florence, du 7 octobre 1801 (mort à Paris, le 24 janvier 1815).<sup>1</sup>  
 La Rochelle. — de Coucy; lettre de Guadalajara (Espagne), du 18 octobre 1801 (mort à Reims, le 9 mars 1824).  
 Blois. — de Lauzières de Thémènes; lettre de Pontevedra (Espagne), du 21 octobre 1801 (mort à Bruxelles, le 2 novembre 1829).  
 Metz. — de Montmorency-Laval (cardinal); lettre de Münster, du 28 octobre 1801 (mort à Altona, le 17 juin 1808).  
 Laon. — de Sabran; lettre de Vienne, du 2 novembre 1801 (mort en Pologne, vers 1811).  
 Nancy. — de La Fare; lettre de Vienne, du 2 novembre 1801 (mort à Paris, le 11 décembre 1829).  
 Toulon. — de Castellane-Mazangues; lettre d'Udine (Autriche), du 5 novembre 1801 (mort à Udine, le 30 mai 1806).  
 Carcassonne. — de Vintimille; lettre de Linz (Autriche), du 8 novembre 1801 (mort à Paris, le 6 août 1822).  
 Aire. — de Roger de Cahuzac de Caux; lettre de Münster, du 15 novembre 1801 (mort à Paris, le 30 octobre 1817).  
 Digne. — Mouchet de Villedieu; lettre de Münster, du 15 novembre 1801 (mort à Paris, le 10 août 1823).  
 Limoges. — L. C. Du Plessis d'Argentré; lettre de Münster, du 15 novembre 1801 (mort à Münster, le 28 mars 1808).  
 Séez. — J.-B. Du Plessis d'Argentré; lettre de Münster, du 15 novembre 1801 (mort à Münster, le 24 février 1805).  
 Grenoble. — Du Lau d'Allemans; lettre de Grätz (Autriche), du 21 novembre 1801 (mort à Grätz, le 4 avril 1802).  
 Agen. — d'Usson de Bonac; lettre collective avec les deux prélats qui suivent: Munich, le 23 novembre 1801 (mort à Paris, le 11 mars 1821).  
 Châlon-sur Saône. — Du Chilleau (mort à Tours, le 26 novembre 1824).  
 Gap. — de La Broue de Vareilles (mort à Poitiers, le 25 novembre 1831).  
 Valence. — de Messey; lettre d'Augsbourg, du 29 novembre 1801 (mort en Autriche, à Vienne, le 17 mars 1806).  
 Le Puy. — de Galard de Terraube; lettre collective avec l'évêque de Sisteron, datée de Ratisbonne, du 30 novembre 1801 (mort à Ratisbonne, le 8 octobre 1804).  
 Sisteron. — de Bovet (mort à Paris, le 6 avril 1838, dernier survivant des évêques de l'ancien clergé).  
 Riez. — de Clugny; lettre d'Altdorf (Suisse), du 1<sup>er</sup> décembre 1801 (mort en Suisse, au commencement de 1815) (?).  
 Reims. — A. de Talleyrand-Périgord; lettre de Wolfenbüttel, du 12 décembre 1801 (mort à Paris, le 28 octobre 1821).  
 Auxerre. — J. B. M. Champion de Cicé; lettre d'Halberstadt, du 13 décembre 1801 (mort à Halberstadt, le 16 novembre 1805).  
 Boulogne. — Asseline; lettre d'Hildesheim, du 13 décembre 1801 (mort en Angleterre, près d'Hartwell, le 10 avril 1813).

<sup>1</sup> En octobre 1805, Mgr de Nicolai, et en juin 1812, Mgr de Bovet, évêque de Sisteron (voir *infra*), ont adressé spontanément au Pape la démission qu'ils n'avaient pas donnée en 1802. Comme depuis longtemps ils étaient déposés par l'autorité pontificale, cette démission n'avait plus la valeur que d'un acte de soumission au St-Siège (Cf. *Corr. de Nap.*, n° 9758).

**2<sup>e</sup> Evêques des Pays annexés depuis 1789.***Diocèses vacants (par mort ou translation).***Avignon et Comtat Venaissin.**

Cavaillon. — Des Achards de La Baume, mort à Lyon, le 16 février 1793.

Avignon. — Giovio, mort à Rome, le 12 octobre 1793.

**Savoie.**

Chambéry. — Conseil, mort en détention à Chambéry, le 27 septembre 1793.

Tarantaise. — de Montfalcon du Cengle, mort à Moutiers, le 20 novembre 1793.

Saint-Jean-de-Maurienne. — Compans de Brichanteau, mort le 25 août 1796.

**Belgique.**

Tournai. — de Salm-Salm, transféré à Prague, le 23 septembre 1793 et non remplacé (mort à Prague, le 14 septembre 1810).

Bruges. — Brenart, mort le 26 octobre 1794.

Gand. — Lobkowitz, mort le 29 janvier 1795.

Namur. — de Lichtenvelde, mort le 18 octobre 1796.

Anvers. — de Nelis, mort le 21 août 1798.

**Rive gauche du Rhin.**

Cologne. — Le prince Maximilien d'Autriche, mort le 27 juillet 1801.

*Evêques démissionnaires.***Avignon et Comtat Venaissin.**

Carpentras. — de Beni, démis en Italie, à Gubbio, le 9 octobre 1801 (mort à Pesaro, le 12 janvier 1806).

Vaison. — Fallot de Beaumont, démis à Marseille, le 18 octobre 1801 (mort à Paris, le 27 octobre 1835).

**Genève.**

Genève. — Paget, démis en Italie, à Turin, le 21 novembre 1801 (mort à Saint-Julien, le 23 avril 1810).

**Nice.**

Nice. — Valperga de Maglione, démis en Italie, à Turin, le 13 décembre 1801 (mort à Turin, le 20 novembre 1803).

**Belgique.**

Malines. — de Frankenberg, démis en Allemagne, à Borken, le 20 novembre 1801 (mort à Bréda le 11 juin 1804).

Ruremonde. — R. de Van de Velde de Melroy, démis en Allemagne, à Emmerich, le 24 novembre 1801 (mort le 22 janvier 1822).

Ypres. — A d'Arberg, démis en Allemagne, à Düsseldorf, le 7 décembre 1801 (mort le 10 mai 1809).

**Rive gauche du Rhin.**

Trèves. — Wenceslas de Saxe, démis en Allemagne, à Augsbourg, le 6 décembre 1801 (mort le 27 juillet 1812).

Mayence. — d'Erthal, démis de ce siège et de celui de Worms, en Allemagne, à Aschaffenburg, le 13 décembre 1801 (mort le 25 juillet 1802).

Worms. — [voir l'article précédent].

**Bale.** — de Neveu, démis en Autriche, à Vienne, le 5 février 1802 (mort le 23 août 1828).

**Spire.** — de Waldersdorf, démis en Allemagne, à Bruchsal, au commencement de février 1802 (mort le 21 avril 1810).

*Evêque non démissionnaire.*

**Liège.** — de Méan de Beurieux ; lettre d'Erfurt, du 18 décembre 1801 (mort à Malines, le 15 janvier 1831).<sup>1</sup>

II. — ÉPISCOPAT CONSTITUTIONNEL

1<sup>o</sup> Diocèses établis par la loi de 1790.

*Diocèses vacants au moment de la démission.*

(Vacances par mort).

**Chartres.** — Bonnet, mort à Chartres, le 12 novembre 1793.

**Sens.** — de Loménie de Brienne, mort à Sens, le 19 février 1794 (Ponsignon, élu évêque, n'a pas été sacré).<sup>2</sup>

**Soissons.** — Marolles, mort à Soissons, le 27 avril 1794.

**Bastia.** — F. J. Guasco, mort à Bastia, à la fin de décembre 1794.

**Angers.** — Pelletier, mort à Angers, le 5 avril 1795.

**Oloron.** — Sanadon, mort dans son diocèse, le 9 février 1796 (la translation de Saurine, de Dax à Oloron, n'a pas été effective).

**Guéret.** — Huguet, fusillé comme Babouviste, le 10 octobre 1796.

**Saintes.** — Robinet, mort le 8 novembre 1797.

**Fréjus.** — Rigouard, mort à Solliès, le 15 mai 1799.

**Strasbourg.** — Brendel, mort à Strasbourg, le 22 mai 1799.

**Châteauroux.** — Héraudin, mort à Valençay, le 8 mars 1800.

**Quimper.** — Audrein, assassiné en Bretagne, le 19 novembre 1800.

**Tours.** — Suzor, mort à Preuilly, le 13 avril 1801 (Tardiveaux, élu coadjuteur le 14 janvier 1801, n'a pas été sacré).

**Saint-Brieuc.** — Jacob, mort à Saint-Brieuc, le 18 mai 1801.

**Périgueux.** — Bouchier, mort à Périgueux, le 11 septembre 1801.

(Vacances par autres causes).

**Angoulême.** — Joubert, s'est marié et a renoncé à son état (mort à Paris, le 26 avril 1815).

<sup>1</sup> En résumé, ce premier tableau comprend 159 diocèses, dont 64 vacants. Pour les 95 diocèses pourvus de titulaires, il y a eu 58 démissions, et 37 refus. — Si l'on décompose cet ensemble, 1<sup>o</sup> on trouve que, pour la France telle qu'elle était formée en 1789, le nombre des diocèses était de 135 ; celui des vacances, de 53 (dont 50 par mort et 3 par abandon) ; celui des démissions, de 46, et celui des refus, de 36 ; 2<sup>o</sup> pour les pays annexés depuis 1789, no compte, sur 24 diocèses, 11 vacances (dont 10 par mort et 1 par translation, 12 démissions et 1 refus).

<sup>2</sup> On remarquera que les diocèses de Sens, d'Orléans et de Viviers doivent être comptés parmi les sièges vacants, aussi bien dans l'église constitutionnelle que dans l'église légitime. Il n'en est pas de même de l'évêché d'Autun, puisque l'ancien titulaire, Talleyrand, était remplacé par un évêque constitutionnel en exercice.

Beauvais. — Massieu, a abdiqué en novembre 1793 et s'est marié (mort en exil à Bruxelles, le 6 juin 1818).  
 Belley. — Royer, a été transféré à Paris le 13 août 1798 (mort à Paris, le 11 avril 1807).  
 Limoges. — Gay de Vernon, a abdiqué dès le 6 avril 1792 (mort près de Limoges, le 20 octobre 1822).  
 Luçon. — Rodrigue, a abandonné son état pendant la Terreur (mort à Nantes, le 9 décembre 1813).  
 Nantes. — Minée, a abdiqué le 15 novembre 1793 et s'est marié (mort à Paris, le 26 février 1808).  
 Nîmes. — Dumouchel, s'est marié (mort à Paris, le 17 décembre 1820).  
 Orléans. — de Jarento de Senas d'Orgeval, a abandonné son état en novembre 1793, et s'est marié (mort à Paris, le 30 octobre 1810).  
 Poitiers. — Montault des Isles, a abandonné son état après la Terreur (mort à Angers, le 29 juillet 1839).  
 Saint-Maixent. — Mestadier, a abandonné son état pendant les guerres civiles (mort à Coulon, dans les Deux-Sèvres, le 3 octobre 1803).  
 Valenco. — Marbos, emprisonné en l'an II, a abandonné son état (mort à Valence, le 27 février 1824).  
 Viviers. — de La Font de Savines, a abandonné son état (mort près d'Embrun, le 1<sup>er</sup> janvier 1813).

*Evêques démissionnaires, présents à Paris.*

(Démissions données les 11 et 12 octobre 1801).

Agen. — Constant, mort à Paris, le 7 juin 1814.  
 Amiens. — Des Bois de Rochefort, mort à Paris, le 5 septembre 1807.  
 Auch. — Barthe, mort à Auch, le 25 décembre 1809.  
 Bayeux. — Bisson, mort à Bayeux, le 28 février 1820.  
 Besançon. — Demandre, mort à Besançon, le 20 mars 1823.  
 Blois. — Grégoire, mort à Paris, le 28 mai 1831.  
 Bordeaux. — Lacombe, mort à Angoulême, le 7 avril 1823.  
 Cambrai. — Schelle, mort à Dunkerque, le 4 mars 1803.  
 Clermont. — Périer, mort à Avignon, le 30 mars 1824.  
 Colmar. — Berdolet, mort à Aix-la-Chapelle, le 13 août 1809.  
 Coutances. — Becherel, mort à Valence, le 26 juin 1815.  
 Dax. — Saurine, mort à Soultz (Haut-Rhin), le 9 mai 1813.  
 Evreux. — Lamy, mort à Saint-Clair-d'Arcey (Eure), le 30 novembre 1814.  
 Grenoble. — Reymond, mort à Dijon, le 20 février 1820.  
 Langres. — Wandelaincourt, mort à Belleville, près Verdun, le 30 décembre 1819.  
 Laval. — d'Orlodot, mort à Besançon, le 3 janvier 1816.  
 Lyon. — Primat, mort à Villemur (dioc. de Toulouse), le 10 octobre 1816.  
 Metz. — Francin, mort à Metz, le 24 août 1802.  
 Moulins. — Butaud-Dupoux, mort à Paris, le 19 août 1803.  
 Narbonne (et Carcassonne). — Belmas, mort à Cambrai, le 21 juillet 1841.  
 Paris. — Royer, mort à Paris, le 11 avril 1807.  
 Perpignan. — Villa, mort à Perpignan, le 24 janvier 1814.  
 Rennes. — Le Coz, mort à Villevieux (Jura), le 3 mai 1815.  
 Rodez. — Debertier, mort à Paris, le 19 octobre 1831.  
 Rouen. — Leblanc de Beaulieu, mort à Paris, le 13 juillet 1825.  
 Saint-Claude. — Moïse, mort à Morteau (Doubs), le 7 février 1813.  
 Saint-Dié. — Maudru, mort à Belleville (Paris), le 13 septembre 1820.  
 Sedan. — Monin, mort à Metz, le 19 janvier 1829.  
 Séz. — Lefessier, mort à Argentan, le 3 décembre 1806.  
 Tarbes. — Molinier, mort le 31 janvier 1814.

Toulouse. — Sermet, mort à Paris, le 24 août 1808.  
 Troyes. — Blampoix, mort à Mâcon, en juin 1820.  
 Vannes. — Lemasle, mort à Vannes, le 3 octobre 1803.

(Démissions postérieures au 12 octobre 1801).

Aix. — Aubert, mort à Fontvieille (Bouches-du-Rhône), le 16 février 1816.  
 Autun. — Poulard, mort à Paris, le 9 mars 1833.  
 Versailles. — Clément, mort à Versailles, le 13 mars 1804.<sup>1</sup>

*Evêques démissionnaires absents de Paris.*

(Démissions données à Paris par procuration).

Bourges. — Dufraise (représenté par Grégoire) : sa démission a été refaite à Bourges, le 21 octobre (mort à Bourges, le 17 septembre 1802).  
 Cahors. — Danglars (représenté par Debertier) : sa démission a été ratifiée à Cahors, le 19 octobre (mort à Cahors, le 15 septembre 1814).  
 Dijon. — Volfius (représenté par le prêtre Grosdidier) : sa démission a été ratifiée à Dijon, le 15 octobre (mort à Dijon le 8 février 1822).  
 Le Mans. — Prudhomme de la Boussinière (représenté par Le Coz) ; mort au Mans, le 9 février 1812.  
 Saint-Flour. — Bertin (représenté par Debertier) : sa démission a été ratifiée à Mauriac (Cantal), le 20 octobre (mort près de Mauriac, le 21 décembre 1822).  
 Tulle. — Brival (représenté par Lacombe) : sa démission a été confirmée par lettre datée de Champagnac près Tulle, le 23 octobre (mort à Tulle, le 18 janvier 1802).  
 Vesoul. — Flavigny (représenté par le prêtre D. Grappin) : sa démission a été renouvelée de Vesoul, le 19 octobre (mort le 31 mars 1816).

(Démissions envoyées directement de province)

Meaux. — Thuin, démis à Meaux, le 12 octobre (mort à Meaux, le 29 janvier 1808).  
 Reims. — Diot, démis à Reims, le 13 octobre (mort le 31 décembre 1802).  
 Verdun. — Aubry, démis à Saint-Aubin (Meuse), le 15 octobre (mort à Commercy, le 1<sup>er</sup> juin 1813).  
 Nancy. — Nicolas, démis à Nancy, le 15 octobre (mort à Nancy, le 24 juillet 1807).  
 Albi. — Gausserand, démis à Albi, le 17 octobre (mort à Toulouse, en 1816).  
 Saint-Omer. — Asselin, démis à St-Omer, le 18 octobre (mort à Bonnières, le 8 janvier 1823).  
 Pamiers. — Lemer cier, démis à Pamiers, le 19 octobre (mort le 4 mars 1804).  
 Digne. — Champsaud, démis à Digne, le 20 octobre (mort à Digne, le 26 juillet 1823).  
 Beziers. — Rouanet, démis à Béziers, le 20 octobre (mort à Saint-Pons, le 29 janvier 1821).  
 Mende. — Nogaret, démis à La Canourgue (Lozère), le 25 octobre (mort le 30 mars 1804).  
 Embrun. — Garnier, démis à Embrun, le 26 octobre (mort le 17 avril 1816).  
 Nevers. — Tollet, démis à Nevers le 28 octobre (mort à Vandenesse, le 5 août 1803).  
 Le Puy. — Delcher, démis à Brioude, le 24 novembre (mort à Brioude le 17 août 1806).

<sup>1</sup> Après s'être démis, ce vieil évêque, affaibli par l'âge, fit paraître des écrits embrouillés qui auraient pu faire douter de sa démission : il la maintint néanmoins.

**2<sup>o</sup> Diocèses établis depuis 1790 et pourvus.***Diocèse vacant au moment de la démission.*

Chambéry (Savoie). — Panisset, rétracté le 22 février 1796 (mort à Tresserve, le 22 février 1809).

*Evêques démissionnaires.*

Avignon. — Etienne, démis à Paris, le 12 octobre 1801 (mort à Orange, le 25 mai 1836).

Cayenne. — Jacquemin, démis à Paris vers le 23 octobre 1801 (mort près de Balloy, en 1819).

Les Cayes (Saint-Domingue). — Mauviel, démis au Cap (Saint-Domingue) le 2 avril 1802 (mort près de Sens, en mars 1814).<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Ce second tableau comprend 87 diocèses. Sur ce nombre, 28 étaient vacants (dont 15 par mort, et 13 par autres causes), et 59 étaient pourvus. Tous les évêques constitutionnels en exercice se sont démis.



## TABLE DES DOCUMENTS

---

- 1090. — L'archev. de Milan à Consalvi** ; Milan, 21 novembre 1801. — Cinq cents députés cisalpins sont convoqués à Lyon, et parmi eux les représentants du clergé. L'archevêque se rendra à Lyon, malgré son grand âge et sans avoir pu consulter à l'avance le St. Père. Il demande l'appui de Caprara 2
- 1091. — Conversation de Del Gallo avec Severoli** ; Fanò, 3 décembre 1801. — Ses réflexions sur le congrès d'Amiens, la réunion de Lyon, le caractère et les projets religieux de Bonaparte. 3
- 1092. — Consalvi à Caprara** ; Rome, 9 décembre 1801. — Cacaault lui a communiqué l'Exposé de la situation de la République. Nouvelles de Rome 6
- 1093. — Consalvi aux Nonces** ; Rome, 12 décembre 1801. — L'Exposé du P. Consul inquiète le Pape sur les Légations, et sur les intrus 7
- 1094. — Ghislieri à L. Cobenzl** ; Rome, 12 décembre 1801. — Embarras créés au St. Siège par le passage des troupes de Murat. Réponse du Pape aux évêques français en Angleterre ; résistance de ceux réfugiés en Allemagne 8
- Ghislieri à L. Cobenzl** ; Rome, 12 décembre 1801. — L'évêque de Cervia et le cardinal Bellisomi sont partis d'ici pour Lyon ; l'archevêque de Ferrare s'abstient 9
- 1095. — Consalvi à Caprara** ; Rome, 16 décembre 1801. — Le Pape confirme les mesures prises par le Légat pour le gouvernement des églises de France. Conduite de plusieurs évêques français 9
- Consalvi à Caprara** ; Rome, 16 décembre 1801. — Mémoires envoyés par Caprara avec sa dépêche du 5 décembre. Rétractation de Rovère 11
- 1096. — Cacaault à Talleyrand** ; Rome, 16 décembre 1801. — Affaire de Malte : la séparation des langues espagnoles a été annoncée ici comme un fait accompli ; d'autre part, le Pape persévère à repousser les prétentions de la cour de Pétersbourg, soutenue par celle de Vienne ; mais le St-Siège n'a plus sa force d'autrefois 12
- 1097. — Consalvi au vic. général d'Imola** ; Rome, 16 décembre 1801. — Il a reçu la lettre de ce vic. général, qui s'est excusé de ne pas aller à Lyon, et qui a parlé de la mense de l'évêché d'Imola 15
- 1098. — Consalvi à Caprara et aux Nonces** ; Rome, 19 décembre 1801. — Une lettre de Pétersbourg, se plaignant du grand prieur de Rome, fait prévoir le mécontentement de la Russie contre le St-Siège dans l'affaire de Malte. D'après une dépêche de Caprara, on peut avoir quelque espoir que la réponse du Pape sur les intrus ne sera pas mal prise par le P. Consul 15
- 1099. — Ghislieri à L. Cobenzl** ; Rome, 19 décembre 1801. — L'Exposé de la situation de la République a fait craindre aux Romains d'être exclus des Légations, et a donné aux Cisalpins la confiance de rétablir en fait une poste séparée à Rome 17

- 1100.** — **Spina à Consalvi**; Lyon, 22 décembre 1801. — Pourquoi il s'est arrêté à Lyon. Ce qu'il pense de l'appel des députés du clergé cisalpin, et de leurs dispositions. Il a conféré avec le préfet de Valence au sujet du corps de Pie VI. 17
- 1101.** — **Cacault à Talleyrand**; Rome, 23 décembre 1801. — Les patriotes italiens, prononcés maintenant contre la France, rêvent l'unité de l'Italie: ils se vantent de moyens d'exécution qui leur manquent. Le remède serait dans une bonne administration, dont le premier exemple serait donné par la Cisalpine. Malheureusement cette république est animée d'un esprit de petites tracasseries envers le St-Siège. 20
- 1102.** — **Spina à Consalvi**; Valence, 4 janvier 1802. — Retards dans les préparatifs pour transporter le corps de Pie VI. Lettres reçues de Lyon. Il est surprenant que le concordat ne soit pas encore publié. 23
- 1103.** — **Consalvi à Caprara** (en chiffres); Rome, 6 janvier 1802. — Il importe de répéter partout, que sans les Légations le Pape ne peut subsister. Le projet d'accommodement avec la cour de Naples revient sur le tapis. Facilités plus étendues accordées à Caprara; etc. 26
- 1104.** — **Consalvi à Caprara**; Rome, 13 janvier 1802. — Regret que le concordat n'ait pas été publié à Noël. Point de lettre de Spina depuis son départ de Paris. 30
- 1105.** — **Consalvi à Caprara** (n° 24); Rome, 13 janvier 1802. — Le Pape repousse les innovations ecclésiastiques de l'Espagne, et souffre avec peine les mauvais procédés de l'ambassade espagnole. Passage de Del Gallo, qui se rend à Paris. Augmentation des troupes pontificales. — Le silence du P. Consul sur les intrus agite le St-Père. — P. S. — Pastorale imprudente de l'évêque de Senez. 30
- 1106.** — **Consalvi à Caprara** (particulière); Rome, 16 janvier 1802. — Nous déplorons le retard dans la publication du concordat. Le St-Siège n'a plus rien à faire à cet égard. 33
- 1107.** — **Consalvi à Caprara** (n° 22, en chiffres); Rome, 20 janvier 1802. — Le St-Père a cludé la demande de l'archiduc Antoine pour le siège de Cologne. Il ne se fera pas représenter au congrès d'Amiens. A Bénévent la situation ne s'améliore pas. 33
- 1108.** — **Cacault à Talleyrand**; Rome, 23 janvier 1802. — Simulacre de rapprochement entre Naples et Rome; affaiblissement de l'autorité pontificale. 35
- 1109.** — **Les Evêques cisalpins au P. Consul**; Lyon, 3 janvier 1802. — A l'occasion de la mort de l'archevêque de Milan, ils remercient le P. Consul de leur avoir attribué une chapelle particulière, où ils pourront adresser au Ciel leurs prières et leurs vœux. 36
- 1110.** — **Journal de l'év. de Cervia** (1<sup>re</sup> partie). — Sous la direction de Talleyrand, les députés cisalpins, divisés en sessions régionales, sont consultés sur le projet de constitution. Discussion dans la session des ex-Papalins sur l'art. 98, concernant le culte, et sentiment de l'évêque de Cervia. Une seconde réunion s'occupe du choix des autorités. Arrivée de Bonaparte: il promet que l'art. 4<sup>er</sup> déclarera le catholicisme religion de l'Etat. Il ordonne la formation d'un comité ecclésiastique. 38
- 1111.** — **Questions du P. Consul au Comité ecclésiastique cisalpin**; Lyon, 15 janvier 1802. 46
- 1112.** — **Réponses du Comité ecclésiastique cisalpin**; Lyon, 19 janvier 1802. 48
- 1113.** — **Suite du journal de l'év. de Cervia.** — Les réponses du Comité ecclésiastique sont soumises au P. Consul, qui montre de l'humeur et dicte quelques questions nouvelles. Loi organique sur le clergé italien. Désignation des autorités et présidence déferée à Bonaparte. Malgré les efforts de quelques Cisalpins pour faire modifier l'art. 4<sup>er</sup> sur la religion, la constitution est adoptée en assemblée générale, le 25 janvier. Discours de l'archevêque de Ravenne. 52

- 1114. — Constitution de la République italienne** (extraits); Lyon, 26 janvier 1802 58
- 1115. — Loi organique sur le Clergé italien**; Lyon, 26 janvier 1802 59
- 1116. — Les Evêques italiens réunis à Lyon au Pape**; Lyon, 27 janvier 1802. — Ils exposent les travaux du Comité ecclésiastique et demandent au Pape de les bénir. Eloge de Bonaparte. 61
- 1117. — Caprara à Consalvi** (n° 59); Paris, 2 février 1802. — Il se réfère au Moniteur pour les nouvelles de Lyon. A l'égard des affaires d'Espagne, il a recherché l'appui de Lucien Bonaparte. Azara est à Amiens. 62
- 1118. — Portalis au P. Consul**; Paris, 2 février 1802. — Il lui remet la formule ancienne de lettre au Pape pour notifier la nomination d'un évêque et réclamer la bulle d'institution 63
- Portalis au P. Consul**; Paris, 2 février 1802. — Il adresse également la formule pour demander un chapeau de cardinal, et explique en quoi elle diffère de la précédente. 63
- 1119. — Le P. Consul au Pape**; Paris, 2 février 1802. — Mesures religieuses votées à Lyon. Le Pape est invité à accueillir les nominations d'évêques faites dans la République italienne, et à y donner des pouvoirs à Caprara. La dernière main va être mise aux arrangements pour l'église de France. 64
- Lettres de nomination.** — Caprara nommé au siège vacant de Milan. — Mgr Codronchi, archevêque de Ravenne, présenté pour le chapeau de cardinal 65
- 1120. — Le P. Consul à Lebrun**; Paris, 2 février 1802. — Ordre de remettre au Pape et au roi de Naples les lettres du P. Consul. Instructions pour son retour 66
- 1121. — Caprara à Consalvi** (n° 62, en chiffres); Paris, 7 février 1802. — Sur le concordat de Naples, et Del Gallo. Il ne perd pas de vue les Légations, mais en parle comme de lui-même. Affaires d'Espagne. Talleyrand nous croit satisfaits de la constitution italienne. Mgr Codronchi transféré à Bologne 66
- 1122. — Consalvi à Caprara** (en chiffres); Rome, 27 janvier 1802. — Le Pape regrette que Caprara ait désigné un représentant à Lyon pour le diocèse d'Imola. Sa désapprobation est nécessaire, pour montrer qu'il n'a pas concouru activement à constituer une république, dont les Légations font partie. 69
- 1123. — Consalvi à Caprara** (en chiffres); Rome, 27 janvier 1802. — Le grand conseil de Malte en Russie continue à être mécontent du Pape. Un plénipotentiaire romain à Amiens ne serait que compromettant; c'est au Légat à obtenir le plus des Légations qu'il pourra. La publication du concordat sera peut-être ajournée à la fin de la session du Corps législatif. 72
- 1124. — Ghislieri à L. Cobenzl**; Rome, 6 février 1802. — La cour de Vienne, dit-on, cherche à faire attribuer les Légations à l'ancien grand-duc de Toscane, qui se ferait absoudre par le St-Siège 74
- 1125. — Conversation de Severoli avec Melzi, etc.**; Milan, 13 février 1802. — Avec Melzi il a parlé des intérêts religieux de la République italienne, de ses rapports avec la cour de Rome. Il a vu l'archevêque de Ravenne, qui, à Lyon, a rendu de véritables services à la religion. — 14 février; Propos de Murat lors de l'installation de Melzi. 75
- 1126. — Cacault à Talleyrand**; Rome, 17 février 1802. — Lebrun a remis à S. S. la lettre du P. Consul. Aujourd'hui le corps de Pie VI sera transporté à St-Pierre: j'y assisterai, mais j'ai dit de prendre garde à l'oraison funèbre. 77
- 1127. — Consalvi à Caprara** (en chiffres); Rome, 17 février 1802. — Votre translation à Milan sera accordée; mais les nominations faites par le P. Consul dans les Légations sont très embarrassantes. Votre décret exécutif sera examiné. Craintes que les intrus soient pourvus d'évêchés. Les affaires d'Es-

- pagne vont mal. Précautions dans l'oraison funèbre de Pie VI. Comment espérer encore pour les Légations? . . . 79
1128. — **Antonelli à Consalvi**; Rome, 18 février 1802. — Il est prêt à s'accommoder du décret exécutoire, mais il est indigné de ce qui s'est fait à Lyon, et des nominations annoncées par Bonaparte . . . 81
1129. — **Cacault à Talleyrand**; Rome, 18 février 1802. — Rappel de Ghislieri. Composition du corps diplomatique à Rome. Cacault se plaint de n'avoir pas encore reçu des lettres de créance. Funérailles de Pie VI. Avis donné à Spina pour le chapeau. . . 83
1130. — **Ghislieri à L. Cobenzl**; Rome, 20 février 1802. — Ce qu'on dit de la nomination de Caprara à Milan. Complaisances du St-Siège pour la France. Ghislieri a fait reconnaître Lebzeltern comme chargé d'affaires. . . 84
1131. — **Consalvi à Caprara** (n° 28, en chiffres); Rome, 24 février 1802. — On travaille à la réponse du Pape pour le P. Consul. Ménagements infinis dans l'oraison de Pie VI. Rien de Pétersbourg. Bref à l'électeur de Bavière sur les atteintes qu'il porte à la religion. L'édit sur les biens nationaux romains excite des résistances. L'évacuation d'Ancône ne semble point prochaine. Regrets pour le départ de Ghislieri. . . 86
1132. — **Consalvi à Caprara** (n° 29, en chiffres); Rome, 27 février 1802. — Le Pape accordera le chapeau et les sièges demandés par le P. Consul, mais sans lui reconnaître, en Italie, le droit de nomination. Le Légat préparera les voies à cette solution. . . 89
1133. — **Cacault à Talleyrand**; Rome, 27 février 1802. — Les événements de Lyon ont été bien accueillis par S. S., qui se réserve de répondre à ce sujet au P. Consul . . . 90
1134. — **Cacault à Talleyrand**; Rome, 3 mars 1802. — Il transmet la note ci-jointe . . . 91  
(Annexe) Note de Consalvi à Cacault; le Quirinal, 3 mars 1802. — Caprara sera transféré à Milan, et exercera dans la République italienne les pouvoirs de légat *a latere* . . . 91
1135. — **Consalvi à Caprara** (n° 30, en chiffres); Rome, 3 mars 1802. — En étendant les pouvoirs de Caprara à la République italienne, le Pape ne veut pas qu'ils servent à négocier un concordat avec les Cisalpins. Motifs de cette restriction. Affaire de Talleyrand. Les Légations. Les intrus. Les biens nationaux romains . . . 92
1136. — **Consalvi à Caprara** (particulière); Rome, 3 mars 1802. — On fera le possible pour satisfaire Talleyrand, et pour laisser encore quelque temps à Caprara l'administration du diocèse de Jesi . . . 97
1137. — **Consalvi à Caprara** (en chiffres); Rome, 6 mars 1802. — Nulle relâche dans les prétentions de l'ambassade espagnole. Mauvaises nouvelles de Russie. Le Pape ne doit aucune réponse aux évêques non démissionnaires. Les Légations . . . 98
1138. — **Consalvi à Caprara** (n° 32, en chiffres); Rome, 10 mars 1802. — Embarras de S. S. pour répondre au P. Consul. Elle peut tolérer l'organisation religieuse de la haute Italie, mais non l'approuver. Elle veut éviter de la régler par un concordat. Rupture possible avec l'Espagne . . . 100
1139. — **Le Pape au P. Consul**; Rome, 17 mars 1802. — Joie de voir le catholicisme reconnu comme dominant dans la République italienne. Espoir que les lois ecclésiastiques pourront y être améliorées. C'est ce qu'expliquera mieux le Légat, qui va recevoir les pouvoirs demandés. Quant aux nominations aux sièges de Bologne et de Ravenne, le Pape y aura égard, mais sans renoncer à invoquer la générosité du P. Consul pour la restitution des Légations . . . 101
1140. — **Bref pour la réconciliation de Talleyrand**; Rome, 10 mars 1802 . . . 105
1141. — **Instructions au Légat pour la réconciliation de Talleyrand**; Rome, 18 mars 1802. — 1<sup>o</sup> Mémoire ostensible : La pétition de l'impétrant

- remplit le St-Père de consolations ; mais il est impossible d'omettre les formalités essentielles pour une réconciliation. — 2<sup>e</sup> Instructions [secrètes] : Deux cas peuvent se produire : ou Talleyrand veut manifester par la confession et la pénitence un repentir véritable ; ou il entend simplement se réconcilier avec l'Eglise. Marche à suivre dans ces deux cas . . . . . 108
- 1142. — Consalvi à Caprara** (particulière) ; Rome, 18 mars 1802. — Personne n'a eu connaissance ici de l'affaire de Talleyrand. Lettres adressées à Joseph Bonaparte et à Bernier. Le Pape ne répondra pas aux démissions de l'archevêque de Paris et des évêques de Langres et de Chartres. . . . . 111
- 1143. — Di Pietro à Consalvi** ; Rome, 19 mars 1802. — Utilité d'envoyer aux évêques cisalpins une règle provisoire de conduite . . . . . 113  
(Annexe) Esquisse d'une instruction très secrète à remettre à chacun des évêques de la Cisalpine pour leur direction à l'endroit des prétendues lois organiques du gouvernement . . . . . 113
- 1144. — Le Pape au card. Bellisomi** ; Rome, 20 mars 1802. — Tout en reconnaissant les avantages faits à la religion dans la consulte de Lyon, S. S. a indiqué au P. Consul les modifications qu'elle désire. Elle ne laissera pas les évêques manquer des facultés nécessaires dans la circonstance . . . . . 115
- 1145. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 20 mars 1802. — Le voyage annoncé de Murat à Rome et à Naples a été contremandé. Lebrun, qui avait attendu Murat, partira demain . . . . . 116
- 1146. — Consalvi à Caprara** (en chiffres) ; Rome, 24 mars 1802. — Au lieu de venir à Rome, Murat a couru à Paris se disculper de certaines accusations. Réception qui lui était préparée ici. Lundi, Spina sera déclaré cardinal . . . . . 117
- 1147. — Lebzeltern à L. Cobenzl** ; Rome, 27 mars 1802. — Les évêques cisalpins ont demandé l'assentiment pontifical aux mesures religieuses votées à Lyon. Circonspection du Pape. . . . . 118
- 1148. — Troni à Consalvi** ; Augsburg, 31 janvier 1802. — L'électeur évêque de Trèves se plaint de la chancellerie romaine, qui paraît lui dénier le titre épiscopal pour la partie de son diocèse non incorporée à la France. 122  
**Troni à Consalvi** ; Augsburg, 31 janvier 1802. — D'après les ordres de Rome, il a obtenu la confirmation de la démission donnée en termes équivoques par l'archevêque de Paris. Il espère que cet exemple sera imité. 123
- 1149. — Réunion des Evêques non démissionnaires à Londres** ; Londres, 21 janvier 1802. — L'archevêque de Narbonne, président, déclare que la lettre au Pape, signée par ses collègues, sera accompagnée d'un billet particulier où les droits du Roi seront énergiquement revendiqués. La lettre va être communiquée à l'archevêque de Reims en Allemagne. . . . . 126
- 1150. — L'archev. de Narbonne au Pape** ; Londres, 28 mars 1802. — Il lui adresse un mémoire justificatif, auquel ont adhéré les évêques français dispersés sur le continent . . . . . 127
- 1151. — Conversation de Severoli avec l'évêque de Nancy** ; (Vienne, 5 avril 1802). — Il s'est plaint devant lui d'un libelle imprimé à Londres, et a tenté, mais sans grand succès, de le ramener à donner sa démission . . . . . 129
- 1152. — Avertissement et Instructions de l'év. de Limoges** ; [Münster], 20 février 1802. — Il est de son devoir de pourvoir pratiquement à la direction spirituelle de son diocèse. Ainsi, tout en maintenant intact son droit épiscopal, il autorise les ecclésiastiques à suspendre l'exercice des pouvoirs reçus de lui, et les fidèles à recourir au nouvel évêque . . . . . 132
- 1153. — Portalis à Dubois** ; Paris, 7 février 1802. — Avis que plusieurs anciens évêques sont autorisés à demeurer à Paris . . . . . 135  
**Fouché à Portalis** ; Paris, 13 février 1802. — C'est d'après l'ordre du P. Consul qu'il interdit le séjour de Paris aux évêques rentrés en France. 136
- 1154. — Portalis à Cacault** ; Paris, 12 février 1802. — Ecrits des évêques de Boulogne et de Nancy. Efforts blâmables et impuissants des non-démis-

- sionnaires. Il est probable que l'organisation religieuse sera prochainement publiée. 136
- 1155. — Talleyrand à Cacault** ; Paris, 13 février 1802. — La correspondance relative au culte regarde maintenant Portalis. Objets d'arts. Ordre de Malte. Désir du P. Consul que Caprara reçoive pour la République italienne les mêmes pouvoirs que pour la France. 137
- 1156. — Caprara à Consalvi** (n° 66, en chiffres) ; Paris, 13 février 1802. — Affaires de Cologne, de Malte. Le retard de la publication du concordat est involontaire. Démissions de l'archevêque de Paris et des évêques de Langres et de Chartres. 138
- 1157. — Caprara à Consalvi** (n° 68) ; Paris, 13 février 1802. — Il a reçu les exemplaires rectifiés de la bulle de circonscription et du bref pour instituer les évêques. Il a recommandé l'archevêque de Mayence. 143
- 1158. — Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 15 février 1802. — La République italienne est un acheminement à de plus vastes projets de Bonaparte. Quel sera à cet égard le système de la cour de Vienne? 144
- Nouvelles envoyées par Ph. Cobenzl. — Succès des mesures prises contre l'opposition dans le Tribunal et le Corps législatif. On prépare l'exécution du concordat. Mais pénurie des finances. 145
- 1159. — Rapport de Portalis sur la bulle de ratification** ; [Paris, vers le 12 février 1802]. — Il examine en particulier les dispositions relatives au remplacement des titulaires, à la circonscription des diocèses et des paroisses, au serment, aux prêtres mariés, etc. 148
- (en note) Arrêté autorisant la publication de cette bulle. 152
- 1160. — Rapport de Portalis sur la bulle de circonscription** ; Paris, 12 février 1802. — Conformité de cette bulle et du décret exécutif avec les principes du concordat. 152
- Projet d'arrêté. 153
- (en note) Texte définitif de l'arrêté. 153
- 1161. — Bernier au P. Consul** ; Paris, 18 février 1802. — Un projet de divisions ecclésiastiques pour St-Domingue a été remis à Portalis. Le Légat sollicite la restitution de Bénévent. Insistance pour que le concordat soit publié avant Pâques. 154
- 1162. — Rapport de Portalis** (Esprit public dans la ci-devant Belgique) ; Paris [vers le 20 février 1802]. — Réunions suspectes de prêtres dans la Dyle et dans Jemmapes ; Portalis en a empêché la suite, sans recourir à la rigueur. Discussions sur le serment de haine à la royauté, et décret de Caprara pour les apaiser. Attente du concordat. 155
- 1163. — Rapport de Portalis** (Esprit public) ; Paris, 20 février 1802. — Extraits de lettres de préfets, d'agents diplomatiques, de fonctionnaires, etc., sur le rétablissement du culte. Discredit du clergé constitutionnel. Heureux effets des mesures de douceur et de tolérance. Bonne volonté des Protestants. 163
- 1164. — Observations de Talleyrand sur le rapport de Portalis** ; Paris [vers le 25 février 1802]. — Il critique certaines citations de Portalis, surtout celles contre les constitutionnels. Règles qu'il aurait fallu proposer pour arriver à un choix impartial de l'épiscopat. 173
- 1165. — Projet II de règlement pour les Cultes protestants** ; [Paris, vers le 25 février 1802]. 176
- 1166. — Metzger à Portalis** ; [Paris, vers le 18 février 1802]. — Il approuve le plan d'organisation des deux cultes protestants, qui lui a été communiqué. Mais dans les nouveaux départements de la Belgique et du Rhin, ils faudrait laisser aux Réformés une organisation semblable à celle des Luthériens. 186
- 1167. — Rapport de Portalis sur les protestants des départements réunis** ; Paris, 20 février 1802. — Il propose d'y maintenir un régime commun aux deux églises protestantes, d'aliéner leurs propriétés et d'en affecter le produit à leur entretien. 189

- Projet d'arrêté 188
- Rapport de Portalis sur les protestants de Genève** ; Paris, 20 février 1802. — Formation d'une « Société économique », chargée d'administrer les biens réservés aux Genevois lors de leur réunion à la France. Cette Société continuera à pourvoir aux frais du culte . . . . . 189
- Projet d'arrêté 192
- 1168. — Caprara à Consalvi** (n° 69, en chiffres) ; Paris, 21 février 1802. — Pourquoi il a désigné Bellisomi comme représentant du diocèse d'Imola à Lyon. Affaire de Malte. Comment il croit devoir traiter la question des Légations . . . . . 193
- 1169. — Mémoire de Caprara pour Consalvi** ; [Paris, 21 février 1802]. — Simplification dans les formes usitées pour l'érection des nouveaux sièges. . . . . 195
- Note des pièces à remettre à chaque évêque. . . . . 196
- 1170. — Caprara à Consalvi** (n° 70) ; Paris, 25 février 1802). — Desseins qu'il prête au P. Consul sur les Légations. Bénévent. Quelques anciens évêques approuvent qu'on donne des sièges aux constitutionnels qui se soumettraient. . . . . 197
- 1171. — Note de Caprara au P. Consul** ; Paris, février 1802. — Pour le détourner de nommer évêques des constitutionnels . . . . . 199
- 1172. — Rapport de Portalis sur les nominations à l'épiscopat** ; [Paris, vers le 20 février 1802]. — Comme les évêques constitutionnels sont décriés, et comme ceux de l'ancien régime sont suspects, il conviendrait de faire le plus grand nombre des choix dans le clergé du second ordre. Listes des uns et des autres . . . . . 200
- Liste des ecclésiastiques proposés à la nomination du P. Consul. . . . . 205
- 1173. — Observations de d'Hauterive** ; Paris [fin de février 1802]. — Examen du travail de Portalis sur les cultes. Légèreté des renseignements recueillis, surtout sur les constitutionnels. Moyens de s'informer sur les ministres protestants . . . . . 208
- 1174. — Caprara à Consalvi** (n° 74, en chiffres) ; Paris, 27 février 1802. — Il pense que le concordat va être publié ; qu'on ne nommera aucun constitutionnel ; qu'on ne lui demandera pas de serment. Entretien avec Talleyrand, qui voudrait obtenir à Rome la faculté de se marier . . . . . 210
- 1175. — Caprara à Consalvi** (n° 75) ; Paris, 27 février 1802. — Sur la demande du gouvernement, il a fallu modifier la bulle de circonscription, en plaçant un évêché à Pau au lieu de Bayonne, et en effaçant la mention expresse du concile de Trente . . . . . 214
- 1176. — Mémoire de Caprara pour Consalvi** ; Paris, 27 février 1802. Les évêques reçoivent ordinairement de Rome, avec leur bulle d'institution, des grâces et facultés particulières : il est utile que ce soit le Légat qui les accorde . . . . . 216
- 1177. — Rapport de Talleyrand** ; Paris, 27 février 1802. — Dépositions sur un complot qui serait formé par des Italiens pour chasser les Français d'Italie. Insuffisance de ces témoignages. . . . . 218
- 1178. — Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 1<sup>er</sup> mars 1802. — Retard inexplicable dans les négociations d'Amiens. Le rétablissement du culte reste en suspens. Arrestations à Paris . . . . . 220
- 1179. — Caprara à Consalvi** (n° 78, en chiffres) ; Paris, 7 mars 1802. — Pour les Légations, il agira comme il a dit. Raisons qui font ajourner la publication du concordat. Coïncidence singulière de dates dans la destinée de Pie VI. . . . . 222
- 1180. — Caprara à Consalvi** (n° 80, en chiffres) ; Paris, 13 mars 1802. — N'ayant point obtenu d'audience, il a fait parler au P. Consul sur les évêchés des Légations et sur la publication du concordat. — Depuis, le P. Consul, qu'il a vu chez Lucien, a maintenu son droit de nommer les évêques dans la haute Italie, et a éludé la restitution des Légations, tout en offrant une subvention au

- St-Siège. Caprara a insisté pour que le concordat soit publié, et n'a rien voulu dire sur les intrus 223
1181. — **Caprara à Consalvi** (en chiffres) ; Paris, 13 mars 1802. — Note énergique remise à Bonaparte pour une prompt publication du concordat. Intrigues pour le choix d'un archevêque de Paris. Bruits de guerre avec l'Angleterre 229
1182. — **Note du P. Consul** ; Paris [15 mars 1802]. — Bases pour le choix de l'épiscopat. Sièges réservés aux constitutionnels. 231
1183. — **Note du P. Consul** ; Paris [15 mars 1802]. — Sur la réception du Légat, la publication des pièces relatives au rétablissement du culte, la nomination des évêques, et, parmi eux, la proportion des constitutionnels. Grégoire sera exclu. 233
1184. — **Note du P. Consul** ; Paris [17 mars 1802]. — Le Légat s'assurera si N. Dame est prête pour une cérémonie ; il remettra sa bulle demain. Portalis apportera ce soir la note des nominations et d'autres pièces. Secret ordonné. 235
1185. — **Note du P. Consul** ; Paris, 20 mars 1802. — Le nombre des diocèses sera porté à soixante 237
- Note sur la circonscription modifiée des évêchés 238
1186. — **Note du P. Consul** ; Paris [vers le 20 mars]. — Nouveaux ordres pour le choix de l'épiscopat 239
1187. — **Bernier à Caprara** ; Paris, 21 mars 1802. — Il lui adresse la liste des dix diocèses à ajouter aux cinquante, et lui demande s'il peut consentir à cette augmentation. 240
- Caprara à Bernier** ; Paris, 21 mars 1802. — Réponse affirmative. 241
1188. — **Caprara à Consalvi** ; Paris, 21 mars 1802. — Le P. Consul s'est occupé avec Portalis de l'organisation du culte, et s'est assuré près de moi que le Pape ne refuserait pas toute nomination de constitutionnels. Réponses à la dépêche de Rome du 24 février. — Mercredi, Portalis a annoncé une cérémonie à N. Dame pour le dimanche 24 ; puis, jeudi, s'est borné à me demander les pièces originales de ma mission, parce qu'on attend la paix d'Amiens. Réponses à la dépêche de Rome du 27 février 242
1189. — **Sala à Bernier** ; Paris [21 mars 1802]. — Nécessité de connaître les titres des nouvelles églises épiscopales. Intérêt de maintenir un archevêché à Tours 247
- Bernier à Sala** ; Paris, 22 mars 1802. — Tours restera métropole. 248
- Bernier à Caprara** ; Paris 23 mars 1802. — Sur l'affichage des bulles à Paris et dans les diocèses. Approbation du préambule qui précède la bulle de ratification. Patron de l'église de Chambéry. 248
1190. — **Maret à Portalis** ; Paris 23 mars 1802. — Le P. Consul ne voudrait des cures que dans les justices de paix, en établissant autant de succursales qu'il serait nécessaire. 250
1191. — **Bernier à Caprara** ; Paris, 26 mars 1802. — Les nominations vont bien. L'évêché placé à Nîmes sera reporté à Avignon. M. Cavalier, etc. 251
1192. — **Le P. Consul au Pape** ; Paris, 26 mars 1802. — Il lui annonce la paix avec l'Angleterre, et lui demande avis pour la prompt réorganisation de l'ordre de Malte. Tout est prêt pour le rétablissement du culte. Le passage des troupes françaises ne sera pas à charge au St-Siège. 252
1193. — **Caprara à Consalvi** (n° 91) ; Paris, 27 mars 1802. — Ce qu'il pense de ses nouveaux pouvoirs, et de l'éventualité d'une négociation religieuse pour la République italienne. Affaire de Talleyrand. Augmentation du nombre des évêchés. Précautions pour prévenir toute nomination de constitutionnels. Règlement sur le culte. Signature de la paix d'Amiens. Il est invité à officier le lendemain à N. Dame 253
- (Annexe) Mémoire sur l'augmentation du nombre des diocèses 262
1194. — **Note de Caprara à Portalis** ; Paris, 27 mars 1802. — Il



- avoue que les constitutionnels peuvent être pourvus d'évêchés ; mais tant qu'ils ne sont pas institués, il ne peut communiquer avec eux. . . . 264
- Bernier à Caprara** ; Paris, 27 mars 1802. — D'après votre lettre, la cérémonie de N. Dame est différée . . . . 266
- 1195. — Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 27 mars 1802. — En recevant les compliments du corps diplomatique sur la paix, Bonaparte a affecté de se montrer en costume civil . . . . 266
- Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 3 avril 1802. — On s'occupe maintenant du culte. Un *Te Deum* annoncé pour le 28 a été contremandé . . . . 267
- 1196. — Bernier à Caprara** ; Paris, 29 mars 1802. — Impossibilité d'avoir la note que vous désirez. Prêtres arrêtés en Belgique . . . . 268
- 1197. — Caprara à Consalvi** (n° 97) ; Paris, 4 avril 1802. — On m'avait convié à officier à N. Dame, quand, le soir, Portalis et Bernier viennent me déclarer qu'il y aura assistance du clergé constitutionnel. Je m'y oppose. Alors, pour prévenir l'irritation du P. Consul, je suis le conseil de lui écrire. Cette lettre a fait ajourner la cérémonie. Que faire, si des constitutionnels sont nommés évêques ? . . . . 269
- 1198. — Caprara à Consalvi** (n° 98) ; Paris, 4 avril 1802. — Le P. Consul, l'a reçu à la Malmaison le 30 mars, et lui a annoncé la résolution invariable de nommer dix constitutionnels. Vaine résistance de Caprara, qui finit par déclarer qu'il y aura assistance du clergé constitutionnel. Je m'y oppose. Alors, pour prévenir l'irritation du P. Consul, je suis le conseil de lui écrire. Cette lettre a fait ajourner la cérémonie. Que faire, si des constitutionnels sont nommés évêques ? . . . . 274
- 1199. — Caprara à Consalvi** (particulière) ; Paris, 4 avril 1802. — Ses sentiments sur les constitutionnels se sont vérifiés. Le P. Consul demande une réponse pour ses nominations en Italie. Il voudrait aussi le chapeau pour Bernier . . . . 281
- 1200. — Consalvi à Caprara** (n° 39, en chiffres) ; Rome, 31 mars 1802. — Approbation des moyens employés pour exclure les constitutionnels, et pour éluder le serment du Légat. Entraves religieuses dans la Cisalpine. Affaire des statues. — P. S. Réponse à la dépêche de Caprara n° 80 . . . . 283
- 1201. — Cacciault à Talleyrand** ; Rome, 5 avril 1802. — Nouvelle de la paix d'Amiens, et illumination à Rome . . . . 286
- 1202. — Le Pape au P. Consul** ; Rome, 5 avril 1802. — Il le félicite sur la paix. Il promet de concourir à l'élection du grand maître de Malte, et conseille une prompte réunion du chapitre général de l'Ordre. Joie d'apprendre que le rétablissement de la religion va enfin s'effectuer. . . . 287
- 1203. — Caprara à Consalvi** (particulière) ; Rome, 5 avril 1802. — Eloges. Caprara sera préconisé pour le siège de Milan dans le prochain consistoire, mais S. S. désire qu'il reste le plus longtemps possible à Paris . . . . 289
- 1204. — Consalvi à Caprara** (n° 42, en chiffres) ; Rome, 7 avril 1802. — Les ecclésiastiques ordonnés par les intrus pourront être absous des censures par le Légat et admis à la communion laïque, mais non réhabilités à l'exercice du ministère. . . . 290
- 1205. — Consalvi à Caprara** (n° 42, en chiffres) ; Rome, 7 avril 1802. — Il explique la réponse du Pape au P. Consul sur l'article de Malte. Le retour des troupes françaises va épuiser le pays . . . . 291
- 1206. — Lebzeltern à Colloredo** ; Rome, 10 avril 1802. — La paix d'Amiens a été accueillie généralement avec froideur à Rome. On attend le concordat. . . . 292
- 1207. — Bernier à Consalvi** ; Paris, 3 avril 1802. — La loi sur le concordat a été admise au Conseil d'Etat et va être présentée au Corps législatif. Remerciments. Félicitations pour Spina, etc. . . . 295
- 1208. — Rapport de Portalis sur les art. organiques de la Convention** ; [Paris, 4 avril 1802]. . . . 297

- 1209. — Articles organiques de la Convention du 26 messidor an IX ;**  
[Paris, 4 avril 1802]. 313  
Tableau de la circonscription des nouveaux archevêchés et évêchés de la France 325
- 1210. — Rapport de Portalis sur les art. organiques des Cultes protestants ;** [Paris, 4 avril 1802]. 327
- 1211. — Articles organiques des Cultes protestants ;** Paris, 4 avril 1802. 330
- 1212. — Séance des Consuls ;** Paris, 5 avril 1802. — Acte ordonnant de présenter au Corps législatif le projet de loi sur les cultes, et désignant les commissaires du gouvernement. 342
- 1213. — Discours de Portalis sur l'organisation des Cultes ;** séance du Corps législatif du 5 avril 1802. 343  
Projet de loi. 391
- 1214. — Le P. Consul à la députation du Corps législatif ;** Paris, 6 avril 1802. — La session commence par l'objet le plus important, qui est l'organisation religieuse. Leur vote sera unanime. 392
- 1215. — Lucchesini au roi de Prusse ;** Paris, 7 avril 1802. — Discours de Portalis. Le concordat sera sans doute voté par le Corps législatif. Au Tribunal, il a été examiné dans les sections, créées nouvellement à l'image du Conseil d'Etat. Lucien Bonaparte soutient le projet; Carnot est parmi les opposants. 392
- 1216. — Rapport de Siméon au Tribunal ;** séance du 7 avril 1802. 394
- 1217. — Rapport de Lucien Bonaparte au Corps législatif ;** séance du 7 avril 1802. 409
- 1218. — Discours de Jaucourt ;** séance du Corps législatif du 8 avril 1802. 424
- 1219. — Lettres de Rabaut le jeune ;** 1<sup>o</sup> Paris, 9 avril 1802. — Adoption de la loi sur les cultes. Les bonnes intentions du gouvernement empêchent qu'on s'alarme de certaines dispositions de cette loi. C'est à notre insu qu'ont été créées les églises consistoriales de six mille âmes. Il suffit aux pasteurs actuels de prêter serment pour être confirmés. 427  
2<sup>o</sup> Paris, 15 avril 1802. — Il est à propos d'envoyer des adresses au P. Consul. Nous travaillons à remédier aux inconvénients de la loi. — P. S. Eloge de Périer, nouvel évêque du Gard. 429
- 1220. — Lucchesini au roi de Prusse ;** Paris, 9 avril 1802. — Vote du Corps législatif et réception du Légat. Le concordat a pour lui la majorité dans la nation. Liberté laissée aux cultes protestants. 431
- 1221. — Stapfer à Thormann ;** Paris, 10 avril 1802. — Le rétablissement de la religion est mieux accueilli que la paix avec l'Angleterre. Jackson est sorti pendant le discours de Lucien. Le séminaire des Réformés est placé à Genève. 432  
**Jackson à Hawkesbury ;** Paris, 10 avril 1802. — Nouvelles religieuses. 433
- 1222. — Note du P. Consul ;** [Paris, 8 avril 1802]. — Programme pour la réception du Légat, la nomination des évêques, la fête de Pâques, la promulgation du concordat, l'impression officielle des pièces. 436
- 1223. — Arrêté autorisant le Légat à exercer ses fonctions ;** Paris, 8 avril 1802. 437
- 1224. — Cérémonial pour la réception du Légat ;** [Paris, 8 avril 1802]. 439
- 1225. — Réception du Légat ;** séance des Consuls, du 9 avril 1802. — Discours en français; promesse en latin prononcée par le Légat. Réponse du Premier Consul. Présentation des personnes qui accompagnaient le Légat. 445

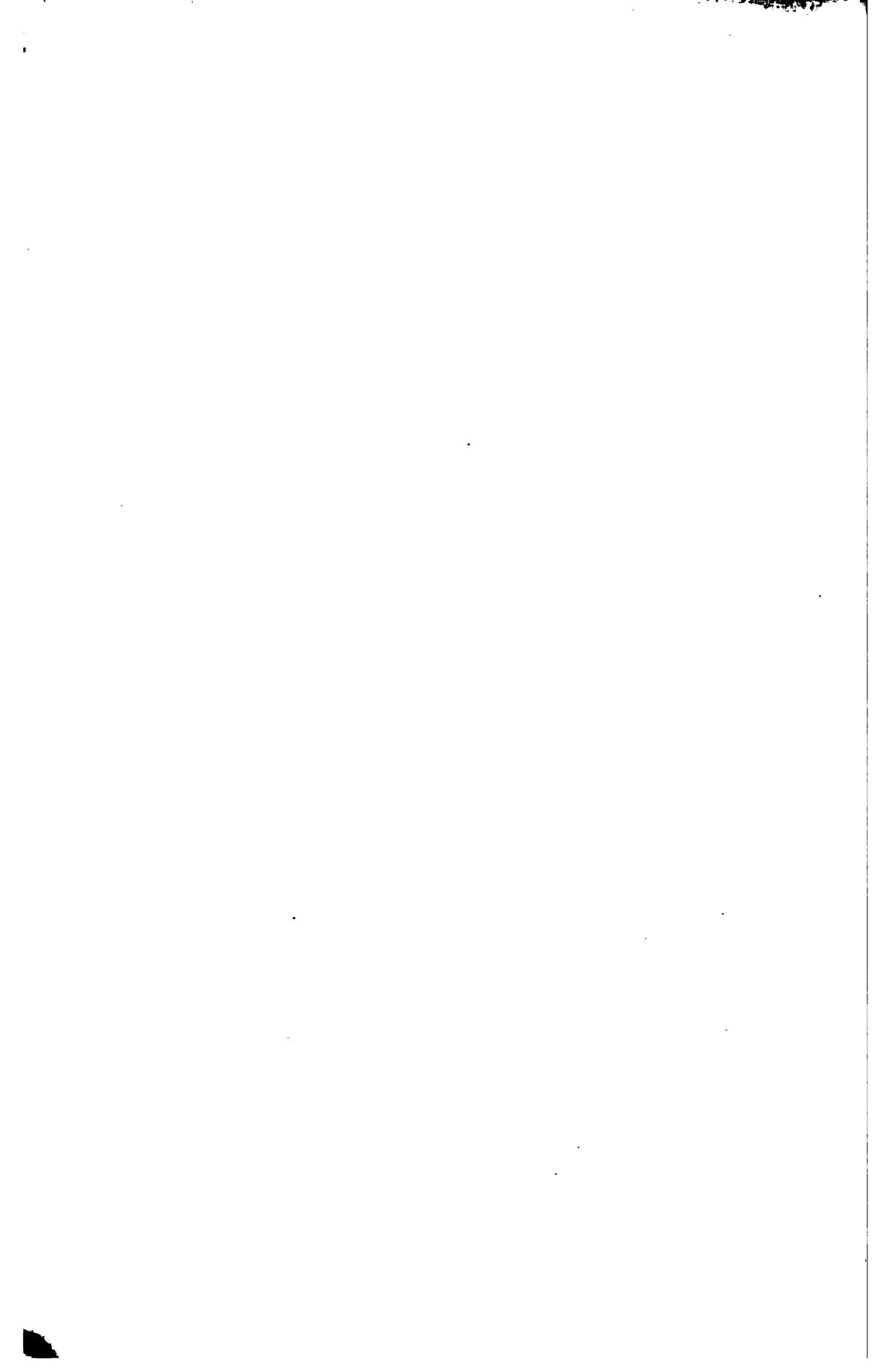
- 1226. — Marescalchi à Melzi** ; Paris, 9 avril 1802. — Détails de la réception de Caprara. On est généralement content du rétablissement de la religion ..... 448
- Marescalchi à Melzi** ; Paris, 9 avril 1802. — Le Pape nous conteste le droit de nommer les évêques, surtout dans les Légations ; à ce propos, le P. Consul dit qu'un concordat sera nécessaire pour l'Italie. Il faut s'y préparer ..... 449
- 1227. — Indult du Légat pour la réduction des fêtes** ; Paris, 9 avril 1802 ..... 450
- 1228. — Décret du Légat sur un Jubilé** ; Paris, 9 avril 1802..... 452  
(En note) Texte définitif de ce décret ; octobre 1803 ..... 453
- 1229. — Instruction du Légat sur la promesse de fidélité** ; (Paris, avril 1802)..... 458
- 1230. — Rapport du préfet de police** ; Paris, 9 avril 1802. — Etat actuel de Notre-Dame et de l'archevêché. Mesures d'appropriation qui suffiraient pour le moment..... 459
- 1231. — Nomination de l'archev. de Paris** ; Paris, 8 avril 1802.. 460  
Logement de l'archevêque ; Paris, 8 avril 1802..... 460
- 1232. — Premières nominations à l'épiscopat** ; Paris, 9 avril 1802. 461  
Arrêté faisant suite à celui du 19 germinal (9 avril)..... 463  
Autre arrêté ; Paris, 9 avril..... 463
- 1233. — Maret à Portalis** ; Paris, 9 avril 1802. — Il lui adresse la liste des nouveaux évêques. Le P. Consul désire qu'ils soient institués, et que, le jour de Pâques, ils puissent prêter serment. Il leur accorde des frais d'établissement qui resteront secrets..... 465
- Maret à Portalis** ; Paris, 9 avril 1802. — Présents à faire aux évêques, au moment de leur sacre..... 466
- 1234. — Maret à Chaptal** ; Paris, 9 avril 1802. — Dispositions urgentes à faire connaître aux préfets, pour mettre les bâtiments des évêchés et les cathédrales en état de servir, pour empêcher les discussions entre ecclésiastiques et sévir contre les opposants au concordat ..... 467  
Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets ; Paris, 14 avril 1802. 468
- 1235. — Maret à Portalis** ; Paris, 12 avril 1802. — Le P. Consul a signé les lettres au Pape, demandant l'institution pour les évêques. Corrections à faire dans les arrêtés de nomination du 9 avril..... 470
- 1236. — Le P. Consul à Cambacérès** ; La Malmaison, 10 avril 1802. — Il fera mander le lendemain trois conseillers d'Etat. Il fera préparer un petit programme de la fête de Pâques..... 471
- 1237. — Caprara à Consalvi** (n° 99, en chiffres) ; Paris, 10 avril 1802. — Il a remis la lettre du Pape. Formule qu'il conseille pour sa translation à Milan. Dans son audience publique, il a lu, mais non signé, une promesse en latin. Le concordat a été connu du public, par la présentation aux assemblées, qui ensuite l'ont voté. Mgr de Belloy prendra possession demain..... 472  
(Annexes) Mémoire I, sur la circonscription des nouveaux diocèses. — Il a dû modifier la bulle, en plaçant un siège à Avignon au lieu de Nîmes, et en introduisant un paragraphe sur l'Amérique française..... 476  
Mémoire II, sur l'institution canonique des nouveaux évêques. — S'attendant à être à court de temps, le Légat avait fait préparer à l'avance les patentes d'institution. Il a fallu les recommencer : le Légat a alors adopté une formule, pouvant servir indistinctement à tous les évêques. — Texte de la formule du Légat ..... 477  
Mémoire III, sur la profession de foi et le serment des nouveaux évêques. — La profession de foi accoutumée a été admise par Portalis. De même le serment du Pontifical ; mais Caprara y a fait les modifications auxquelles il était autorisé, et il le fera prêter avant la consécration..... 482
- 1238. — Caprara à Consalvi** (particulière) ; Paris, 10 avril 1802. — Comment le P. Consul a accueilli la demande temporelle, contenue dans la lettre du St-Père. Réponse à une lettre particulière de Consalvi..... 484

- 1239.** — **Caprara à Consalvi** (n° 100) ; Paris, 10 avril 1802. — Il a remis des dépêches et mémoires à l'aide-de-camp de Murat. La publication du concordat n'aura lieu qu'à Pâques, un délai de dix jours étant nécessaire à partir du vote des Assemblées. .... 485
- 1240.** — **Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 12 avril 1802. — La loi sur les cultes n'a pas obtenu l'unanimité de suffrages réclamée par Bonaparte. 486  
**Lucchesini au roi de Prusse** (en chiffres) ; Paris, 12 avril 1802. — Fermeté et persévérance du P. Consul, qui a été seul à vouloir le rétablissement de la religion. Cérémonies qui viennent d'avoir lieu. .... 487  
**Marescalchi à Melzi** ; Paris, 17 avril 1802. — C'est parmi les royalistes et les savants qu'il y a le plus de mécontentement contre les mesures religieuses. .... 489
- 1241.** — **Portalès à Bernier** ; Paris, 15 avril 1802. — Il lui transmet une formule, où les constitutionnels nommés évêques renoncent à la constitution civile du clergé. Il l'invite à obtenir l'agrément du Légat. .... 489  
 Texte de la formule. .... 490
- 1242.** — **Bernier à Caprara** ; Paris, 15 avril 1802. — Il insiste pour l'adoption de la formule, d'autant plus que l'institution donnée par le Légat n'est que provisoire. .... 490  
**Caprara à Bernier** ; Paris, 15 avril 1802. — Il ne peut rien retrancher aux conditions imposées aux constitutionnels par le St-Siège. Il conteste le caractère provisoire de l'institution. .... 490
- 1243.** — **Caprara à Consalvi** (n° 104, en chiffres) ; Paris, 18 avril 1802. — Le 11, il a installé Mgr de Belloy et sacré trois évêques : les clefs de N.-Dame lui avaient été remises la veille. La promesse en latin qu'il a lue à son audience, a été modifiée par le Moniteur ; mais en tout cas elle ne peut comprendre les articles organiques. Contre la nomination de cinq constitutionnels il a fait d'inutiles protestations, et a dû se borner à exiger les conditions ordonnées par Rome. — Le 13, les constitutionnels nommés évêques ont refusé, en sa présence, de signer la lettre de soumission au Pape. Une formule différente, proposée par Portalès et Bernier, a été repoussée par lui comme inacceptable. Le lendemain, pressé par Bernier, et conseillé par des membres de la Légation, il a fini par se contenter de la formule de Portalès, qui serait complétée par une abjuration verbale, attestée par Bernier et Panceмонт. Bernier a en effet déclaré leur avoir remis le décret d'absolution. .... 491  
 (Annexe) Décret d'absolution remis à cinq évêques constitutionnels, avec le certificat de la remise par Bernier. .... 504
- 1244.** — **Procès d'information sur Périér** ; Paris, 22 avril 1802. 507
- 1245.** — **Caprara à Consalvi** (en chiffres) ; Paris, 15 mai 1802. — A l'égard des constitutionnels, le P. Consul a eu la main forcée par le parti des irréligieux et des indifférents. Il n'a point voulu de rétractation. Moyen terme auquel Caprara a dû se résigner. .... 515
- 1246.** — **Mémoire du Légat sur la réconciliation des évêques constitutionnels** ; (été 1802). — Préliminaires de l'affaire. Nomination de dix constitutionnels, dont deux déjà reconciliés. Primat et Périér refusent chez le Légat de signer la formule romaine. Portalès et Bernier en rédigent une autre, que le Légat rejette. Le vendredi saint, insistance de Bernier. Le Légat consulte les membres de la Légation : il paraît ébranlé. Un expédient proposé alors par Mazio est adopté. Décrets d'absolution, confiés à Bernier et à Panceмонт, remis par Bernier, témoin unique. Mais réclamations des constitutionnels, qui prétendent n'avoir fait aucune rétractation : elles sont avisées par l'allocution pontificale du 24 mai. .... 518
- 1247.** — **Protestations d'évêques constitutionnels**. — I. Lettre de Reymond à Lemaitre ; Paris, vendredi saint 1802. — Nous avons renoncé seulement à la constitution civile, qui d'ailleurs n'existait plus. .... 528  
 II. Lettres de Le Coz. — 1<sup>o</sup> Extrait d'une lettre au cit. Codet, du 17 avril 1802, démentant toute rétractation — 2<sup>o</sup> Lettre à Portalès, du 24 janvier

- 1803, rappelant ce qui s'est passé entre Bernier et lui dans le cabinet de Portalis ..... 530
- III. Lettre de Grégoire (vers le 30 mai 1802). — Les évêques constitutionnels ne se sont point rétractés. Leur demander cette humiliation serait agir en contre-révolutionnaire..... 531
- IV. Lettre de Lacombe au prêtre Binos ; Paris, 4 juin 1802. — Récit de la visite des évêques au Légat, et propos de Lacombe. Ils se rendent chez Portalis. Une formule nouvelle préparée par Bernier est souscrite par eux. Le Légat leur a donné une absolution dont ils n'ont pas voulu..... 533
- 1248. — Caprara à Consalvi** (particulière) ; Paris, 18 avril 1802. — Situation déplorable où il s'est trouvé par nécessité. — P. S. Sur sa translation à Milan ..... 539
- 1249. — Maret au ministre de la justice** ; Paris, 16 avril 1802. — Instructions pour la publication de la loi sur les cultes dans le bulletin des lois..... 541
- 1250. — Portalis à Cacault** ; Paris, 17 avril 1802. — Il lui annonce le vote du concordat, précédé de la réception de Caprara. Cet événement est lié à la paix générale..... 542
- 1251. — Le P. Consul à Barbé-Marbois** ; Paris, 17 avril 1802. — Bagues à offrir aux archevêques et au Légat..... 543
- 1252. — Proclamation du P. Consul** ; Paris, 17 avril 1802. — Funestes effets de l'oppression religieuse. Nécessité de recourir au chef de l'Eglise pour y remédier. Appel à la concorde, adressé au clergé catholique, aux protestants, à tous les Français..... 543
- 1253. — Cérémonie de Notre-Dame** ; (18 avril 1802). — Séance des Consuls, qui ordonnent la promulgation de la loi du 18 germinal. Départ pour N.-Dame. Cérémonie, et serment des évêques..... 545
- 1254. — Promulgation de la loi du 18 germinal** ; Paris, 18 avril 1802..... 548
- 1255. — Publicité donnée à la promulgation** ; [Paris, 18 avril 1802]. — Procès-verbal, dressé par le préfet de police, de la publication solennelle de la loi dans les quartiers de Paris..... 549
- 1256. — Caprara à Consalvi** (n° 112) ; Paris, 24 avril 1802. — Pour la description de la fête de Pâques, il s'en réfère aux journaux. Le soir, il a dîné chez le P. Consul, qui lui a parlé, et avec bonté, de Bénévent, des statues, des dépenses du St-Siège, du serment en Belgique. Il a dit qu'à N.-Dame le catholicisme avait été, sauf le nom, la religion dominante..... 551
- 1257. — Caprara à Consalvi** (particulière) ; Paris, 24 avril 1802. — S'il avait mieux réussi, Pâques aurait été pour lui un jour d'allégresse. Joie populaire. Gratification accordée par le P. Consul aux membres de la Légation..... 555
- 1258. — Talleyrand à Otto** ; Paris, 18 avril 1802. — Hier, les ratifications du traité avec l'Angleterre ont été échangées ; M. Jackson a pris congé ; une cérémonie imposante a été célébrée à Notre-Dame..... 556
- 1259. — Le P. Consul à Portalis** ; Paris, 23 avril 1802. — Il critique la rédaction du premier mandement de l'archevêque de Paris..... 557
- 1260. — Note du P. Consul** ; Paris, avril 1802. — Matières d'une circulaire que Portalis adressera à l'épiscopat : oubli du passé ; proportion de places à donner aux constitutionnels ; prêtres mariés ; application de la loi du divorce pour le passé et pour l'avenir ; ecclésiastiques hors de France, ou détenus ; oratoires particuliers ; prêtres insoumis au concordat..... 558
- 1261. — Jackson à Hawkesbury** ; Paris 18 avril 1802. — Détails sur la fête de Pâques..... 561
- 1262. — Marcescalchi à Scarabelli** ; Paris, 19 avril 1802. — Récit de cette fête..... 562
- 1263. — Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 22 avril 1802. — Pour parler avec Talleyrand sur la place assignée au corps diplomatique dans la cérémonie. Cercle aux Tuileries le soir..... 565

- Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 28 avril 1802. — Difficultés que rencontre l'œuvre religieuse de Bonaparte, surtout dans l'armée ..... 568
- 1264. — Otto à Talleyrand** ; Londres, 24 avril 1802. — Langage acrimonieux des journaux de l'Opposition sur les affaires religieuses de France. L'opinion est surtout frappée par le rétablissement du dimanche. — P. S. Article du « Weekly messenger » ..... 571
- 1265. — Champagny à Talleyrand** ; Vienne, 19 mai 1802. — Le concordat a été apprécié ici comme un service rendu à l'Europe ..... 573
- 1266. — Bignon à Talleyrand** (n° 18) ; Berlin, 20 avril 1802. — Dans ce pays, où règne la tolérance ou l'indifférence de tous les cultes, le concordat a eu des improbateurs au nom de la philosophie ..... 573
- 1267. — Bacher à Talleyrand** (n° 87) ; Ratisbonne, 26 avril 1802. — Admiration chez les Allemands pour la politique religieuse du P. Consul. 575
- 1268. — Sémonville à Talleyrand** ; La Haye, 16 mai 1802. — La chapelle de France a été replacée sous la surveillance de la légation. Le rapprochement avec le Pape nous rattache les catholiques romains de Batavie 576
- 1269. — Consalvi à Caprara** (n° 45) ; Rome, 24 avril 1802. — Nouvelle certaine que le concordat sera publié à Pâques ; mais ce qui l'accompagne a surpris et peiné le St-Père ..... 577
- 1270. — Lebzeltern à Colloredo** ; Rome, 24 avril 1802. — Honneurs rendus à Murat, arrivé inopinément de Paris. Cacault a fait ses pâques en public. Impressions fâcheuses à propos du discours de Portalis et des articles organiques ..... 577
- Lebzeltern à Colloredo** ; Rome, 1<sup>er</sup> mai 1802. — Comment les articles organiques sont accueillis à Rome ..... 580
- 1271. — Consalvi à Caprara** ; Rome, 5 mai 1802. — Point de nouvelle de la fête de Pâques, ni de la suite de l'affaire des constitutionnels. Le St-Père est très agité, parce que les journaux reproduisent le texte altéré du serment du légat, et publient les articles organiques comme s'ils faisaient partie de la convention. Cadeau fait à Murat ..... 588
- 1272. — Cacault à Portalis** ; Rome, 12 mai 1802. — Le Pape, joyeux de la publication du concordat, a vu avec douleur le choix des constitutionnels et le mode de leur réconciliation, les articles organiques, le serment du Légat. Ce sont des questions à l'étude : espoir d'une solution favorable ..... 582
- 1273. — Allocution du Pape en consistoire**. : Rome, 24 mai 1802. — Ruines de l'église de France et rôle réparateur du P. Consul. Signature d'une convention en dix-sept articles. Autres actes, imprimés dans un recueil officiel. Paroles du Légat lors de sa réception. Cérémonie de Pâques. Avantages de la convention ; mais elle est accompagnée d'articles inconnus au St-Siège, qui en demandera la révision, tout en rendant à César ce qui lui appartient. Composition du nouvel épiscopat : les constitutionnels élus évêques ont été réconciliés. Jubilé ..... 584
- 
- 1274. — Martiniana au Pape** ; Verceil, 26 juin 1800. — Hier soir, Bonaparte l'a entretenu du désir d'arranger avec S. S. les affaires ecclésiastiques de France et a tracé le plan d'un accord. En cas de succès, il s'emploiera pour que le Pape recouvre tous ses Etats. Le cardinal demande des instructions ..... 593
- 1275. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 9 mai 1801. — Il craint que les Légations soient offertes au roi de Piémont ; mais le Pape n'y renoncera jamais. Lettre de Bernier pour presser le retour de Livio, qui partira d'ici le 12. Prétentions de l'Espagne. Menées des patriotes ..... 597
- 1276. — Instructions de Consalvi pour Spina** (en chiffres) : Rome : 12 mai 1801. — I Pour la négociation spirituelle. — Spina recevra aussi des instructions sous forme de notes. Il insistera, surtout auprès de Bernier, pour faire

- admettre le projet marqué d'un point unique. La mort de Paul I doit rendre le P. Consul plus traitable. La bulle sera lue avant les articles : elle est rédigée avec de grandes précautions de langage. Difficultés soulevées par Cacault. Le Pape voudrait que la bulle seule soit publiée ; que les articles restent secrets. La réconciliation des prêtres mariés fera l'objet d'un bref. Impression fâcheuse de Litta, qui a traduit la bulle, etc. . . . . 600
- II Pour la négociation temporelle. — Tout porte à croire que les Légations ne seront pas rendues. Le Pape n'en fera pas la cession au P. Consul, après l'avoir refusée à l'Empereur : il croit qu'un traité d'échange serait inopportun. Spina appréciera dans quelle mesure il doit se servir de ses pouvoirs pour le temporel, et s'appuyer sur les ministres étrangers. Les Légations pourraient être réclamées après la signature du concordat et avant la ratification. Affaires de Benevent, du Poggio di Bene, de l'entretien des troupes françaises . . . . 614
- 1277. — Di Pietro à Consalvi ;** Rome, 1<sup>er</sup> juin 1801. — Au cas où le Pape serait obligé de quitter Rome, moyens de pourvoir au gouvernement spirituel et temporel du St Siège, en profitant de l'expérience acquise au temps de Pie VI . . . . . 619
- 1278. — Mémoire de Spina sur les constitutionnels et sur les ecclésiastiques mariés ;** [Paris, 24 juillet 1801]. — Les constitutionnels étant protégés par le gouvernement comme des hommes de la Révolution, on pourrait leur adresser une invitation, au moins indirecte, de se démettre, et adoucir les formes de réconciliation. A l'égard des ecclésiastiques mariés, le Légat pourra être muni de facultés étendues. On parle de lui imposer un serment. . . . 623
- 1279. — Consalvi à Caleppi (en chiffres) ;** Rome, 30 septembre 1801. — Il explique comment l'acte dressé pour la restitution de Pesaro contient, dans le texte italien, une phrase qui a été omise dans le texte français . . . . 627





## TABLE DES NOMS <sup>1</sup>

---

- Abrial (abbé). — V. 203\*.  
 Abrial, ministre de la justice.  
     V. 541, 549.  
*Acqs*, voir *Daz*.  
*Acqui*. — de Broglie (év. concord.).  
     V. 492\*.  
 Acton (gén.), ministre napolitain.  
     IV.—137, 143, 232, 233, 337\*,  
     438, 492, 496.  
     V. — 24, 27\*, 34, 35, 78.  
 Addington, ministre anglais.  
     IV. 517\*, 518. — V. 220\*, 572.  
*Agen*. — Mgr de Bonac (év. lég.).  
     IV. 441\*. — V. 128\*.  
 — Constant (év. constit.). — IV. 152.  
     V. 203\*.  
 — Hémev (abbé; nommé év. concord.,  
     n'a pas accepté). — V. 464\*.  
 — Jacoupy (év. concord.). — V. 252\*,  
     464\*.  
 Agincourt (Seroux d'). — IV. 59.  
 Agoult (d'), voir *Pamiers*.  
 Aignart, secr. de la préfecture du  
     palais. — V. 445.  
 Aimé, secr. de Murat. — V. 117.  
*Atre*. — Mgr Roger de Cahusac  
     de Caux (év. lég.).  
     IV. 350, 367\*, 378, 421, 502, 507,  
     526, 527\*. — V. 128\*, 132\*.  
*Aix*. — Mgr de Boisgelin (archev.  
     lég.).  
     IV.—98, 99, 100, 102, 104, 141,  
     142, 243\*, 248\*, 260, 348\*, 349, 352,  
     430, 507, 557, 558\*.  
     V.—135\*, 135\*, 166, 198\*, 205, 206,  
     230, 232, 234, 279, 552, 562, 564,  
     567.  
 — Aubert (év. constit.). — IV. 156\*.  
     V. 204\*.  
 — Champion de Cicé (archev. con-  
     cord.).  
     V. 10\*, 461, 465\*, 548.  
*Aix-la-Chapelle*. — Berdolet (év.  
     concord.). — V. 464\*, 513\*, 525\*,  
     526, 590\*.  
*Ajaccio*. — Sebastiani (év. con-  
     cord.). — V. 464, 471.  
*Alais*. — Mgr de Bausset (év. lég.).  
     IV.—100\*, 107\*, 109\*, 110, 112\*, 137\*,  
     140, 248\*, 348\*, 439\*, 450, 530\*.  
     V.—166, 167\*, 230\*, 232, 236, 267\*,  
     268\*, 461\*, 462\*, 547\*.  
 Albani (card.), ablégat extraor. à  
     Vienne).  
     Dép. n° 1051. — V. 74.  
 Albani (card.), doyen du S. Collège.  
     IV. 59, 81\*, 87. — V. 83\*.  
 Albani (biens de la famille).  
     IV. 12\*, 82, 108\*, 112, 123\*.  
     V. 83\*, 284.  
*Albi*. — Mgr de Bernis (card. et  
     ancien archev.). — IV. 30.  
 — Mgr F. de Bernis (archev. lég.).  
     IV. 574. — V. 125\*.  
 — Gausserand (év. constit.).  
     IV. 152, 153\*, 156\*, 168\*.  
     V. 203\*.  
 Alciati (comte). — V. 596.  
 Aldini, député cisalpin.  
     V. 2\*, 38, 39\*, 40, 41, 42, 44, 54,  
     56, 57, 77.

<sup>1</sup> Cette table a été dressée par notre confrère, M. Spont, qui a également rédigé la Table alphabétique pour les trois premiers volumes. — Comme cette fois les noms d'évêques étaient plus nombreux, il a paru préférable de mettre à l'article de chaque diocèse les renvois qui concernent ces noms.

- Alexandre I<sup>er</sup>**, emp. de Russie.  
IV. 82°, 118°, 141°, 235°, 556°.  
V. 291°, 602°.
- Alexandre VIII** (pape).  
IV. 326°. — V. 532°.
- Alferi** (comte). — IV. 56°.
- Aldobrandini** (card.), légat. — IV. 64°.
- Allain** (abbé), voir *Tournay*.
- Amelot**, voir *Vannes*.
- Alquier**, min. de France à Naples.  
V. 21°, 164°, 552°, 619°.
- Amboise** (card. d'), légat.  
IV. 64°, 69°.
- Amiens**. — Mgr de Machaut (év. lég.).  
IV. 357°, 367°, 378°, 417°, 502°, 526°.  
V. 168°, 207°, 208°, 232°.
- Des Bois (év. const.).  
IV. 130°, 134°, 152°, 164°, 173°.  
V. 203°, 539°.
- Villaret (év. concord.). — V. 233°, 461°.
- André** (abbé). — V. 207°. — Voir *Quimper*.
- André** (d'), agent royaliste. — IV. 87°.
- Angers**. — Mgr de Lorry (év. lég.).  
IV. 106°, 107°, 108°, 110°, 140°, 248°.  
V. 207°, 232°, 493°.
- Montault des Isles, (év. concord.).  
V. 462°, 466°, 489°, 526°, 548°, 591°.
- Angoulême**. — Mgr de Castelnau (év. lég.). — IV. 102°, 301°.
- Lacombe (év. concord.). Lettre. n° 1247.  
V. 463°, 471°, 489°, 495°, 497°, 506°, 509°, 510°, 525°, 527°, 537°, 538°, 539°, 547°, 548°, 590°.
- Antoine** (archiduc).  
IV. 10°, 107°, 119°, 182°, 382°, 423°, 447°, 529°, 562°.  
V. 8°, 33°, 125°, 138°.
- Antonelli** (card.). — Lettre. n° 1128.  
IV. 10°, 59°, 84°, 108°, 219°, 314°.  
V. 10°, 29°, 83°, 109°, 600°.
- Apt.** — Mgr Eon de Cely (év. lég.).  
IV. 213°, 228°, 248°, 349°, 507°.
- Arberg** (d'), voir *Ypres*.
- Archetti** (card.). nonce ext. en Russie. — IV. 219°.
- Arezzo** (Mgr), nonce à St-Petersbourg.  
V. 118°.
- Argenté** (d'), voir *Séze*.
- Arnould**, tribun. — V. 394°, 409°.
- Arzus**. — Mgr de Conzié (év. lég.).  
IV. 99°, 100°, 102°, 136°, 348°, 502°. — V. 155°.
- Emery, (abbé; nommé év. concord., n'a pas accepté). — V. 461°.
- La Tour d'Auvergne-Lauraguais (év. concord.). — V. 464°.
- Artaud**, secret. de légation à Rome.  
V. 582°.
- Artois** (Monsieur, comte d'). Bull. de Paris. n° 1032.  
IV. 99°, 100°, 260°, 348°, 428°.
- Asola**. — Mgr Molin (év.). — V. 18°, 62°.
- Asselin**, voir *Saint-Omer*.
- Asseline**, voir *Boulogne*.
- Astros** (abbé d'). — IV. 355°.
- Asturies** (prince des) — IV. 555°.
- Aubert**, voir *Aix*.
- Aubry**, voir *Verdun*.
- Auch**. — Mgr de la Tour du Pin-Montauban, (archev. lég.).  
IV. 318°, 335°, 353°, 354°, 355°, 507°.  
V. 205°, 232°.
- Barthe (év. constit.). — IV. 152°.  
V. 203°.
- Audrein**, voir *Quimper*.
- Augereau** (gén.). — IV. 432°, 522°.  
V. 324°, 570°.
- Autriche** (François II, emp. d').  
IV. 122°, 177°, 216°, 218°, 279°, 382°, 423°, 431°, 447°, 448°, 501°.  
V. — 14°, 74°, 84°, 104°, 615°.
- Ministre (d'), à Paris, voir Cobenzl (Ph. de).
- Autun**. — Talleyrand (év. lég., devenu schismatique). — IV. 11°, 376°.  
V. 2°, 92°, 97°, 100°, 105°, 108° à 111°, 212°, 213°, 255°, 511°.
- Gouttes (anc. év. constit.). — IV. 376°.
- Poulard (év. constit.). — IV. 156°, 376°. — V. 204°.
- Moreau (év. concord.). — V. 462°, 465°.
- Auxerre**. — Mgr J. B. M. Champion de Cicé (év. lég.).  
IV. 356°, 357°, 502°, 527°, 529°, 530°.
- Avaray** (d'), cons. de Louis XVIII. — V. 100°.
- Aviau** (d') du Bois de Sanzay, voir *Bordeaux, Vienne*.

- Avignon.** — Etienne (év. constit.). — IV. 116', 152'. — V. 204'.  
 — Rovère (ancien év. constit.) — IV. 443'. — V. 11, 12', 204'.  
 — Périer (év. concord.). — V. 430, 462, 489', 497', 505, 507, 519, 547', 548, 590'.  
 — (card. Coettivo, dit d'Avignon). — IV. 64', 66, 67'.  
**Avisse** (abbé). — V. 239.  
**Avranches.** — Mgr de Belbeuf (év. lég.) — IV. 102'.  
**Azara** (chev. de), ambass. d'Espagne à Paris. — IV. — 2, 82, 105', 108', 112, 117 à 119, 131, 146, 222', 266, 280, 494, 553', 562, 569.  
 V. — 31', 63, 68, 73', 198, 562, 565, 567.  
**Bacher**, min. de France à Ratisbonne. Dép. nos 1056, 1267. — IV. 440'.  
**Bailly**, vic.-gén. d'Evreux. — V. 207, 233.  
**Bâle.** — Mgr de Neveu (év. lég.) — V. 125'.  
**Barbè-Marbois**, min. du trésor public. — IV. 206'. — V. 148', 543'.  
**Barberini** (card. F.). légat. — IV. 64'.  
**Barral** (de), voir *Meaux, Troyes*.  
**Barruel** (abbé). — IV. 352.  
**Barthe**, voir *Auch*.  
**Bassaget**, législateur. — V. 427'.  
**Bassinot**, prêtre. — V. 209.  
**Bastia.** — F. Ign. Guasco (év. constit.). — IV. 417'.  
**Batavie.** — Schimmelpenninck, (agent de la), à Paris. — IV. 356'. — V. 73', 565'.  
**Bausset**, voir *Alais*.  
**Bausset-Roquefort**, voir *Fréjus*.  
**Bavière** (électeur de). — IV. 566. — V. 87, 99, 260.  
**Bayeux.** — Bisson (év. constit.). — IV. 152'. — V. 204'.  
 — Duchemin (ancien év. constit.). — V. 204'.  
 — Brault (év. concord.). — V. 461.  
**Bayonne.** — Leprince (abbé), nommé év. concord., n'a pas accepté. — V. 464'.  
 — Loison (év. concord.) — V. 464'.  
**Bayane** (Lattier de), doyen de la Role. — IV. 59.  
**Beauharnais** (Hortense). — IV. 415, 530, 543, 546.  
**Beaumont** (adjudant). — IV. 49.  
**Beaumont** (Fallot de), voir *Gand, Vaison*.  
**Bécherel**, voir *Coutances, Valence*.  
**Begos**, ministre d'Helvétie. — IV. 123.  
**Belbeuf** (de), voir *Avranches*.  
**Bellisomi** (card.). — IV. 304, 531, 553, 562, 564.  
 V. — 9, 18, 19, 26, 37, 43, 44', 45, 53, 54, 62, 69 à 71, 76, 115, 193.  
**Belloy** (de), voir *Marseille, Paris*.  
**Belmas**, voir *Cambray, Carcassonne*.  
**Belmonti**, secr. de la Consulte Cisalpine. — V. 42'.  
**Benevent** (gouver. de). — IV. 143.  
**Bénézech**, cons. d'Etat. — IV. 133, 136, 149.  
**Beni** (de), voir *Carpentras*.  
**Benoit XIV** (pape). — IV. 76'.  
**Benvenuti** (abbé), internonce à Saint-Petersbourg. — V. 16, 34'.  
**Berdolet**, voir *Aix-la-Chapelle, Colmar*.  
**Beretta** (della), voir *Lodi*.  
**Bergame.** — Dolfin (év. de). — V. 18, 37, 62.  
**Berger** (de Colmar), protestant. — V. 429'.  
**Berguis**, membre du direct., réformé de Berlin. — IV. 383.  
**Bernadotte** (gén.). — IV. 522. — V. 370'.  
**Bernardin** de Saint-Pierre. — IV. 429.  
**Bernier** (abbé, puis év. concord. d'Orléans).  
 Lettres. nos 903, 920, 921, 923, 984, 1006, 1043, 1073, 1086, 1161, 1187, 1189, 1191, 1194, 1196, 1207, 1242.  
 Observations. n° 1049.  
 IV. 6, 11, 31, 32, 42, 45, 53, 61, 82, 106, 108', 109', 113', 115, 122', 123', 125', 131, 140', 156, 195', 210, 211, 222, 237, 262', 263, 264, 287, 289', 295, 313, 347, 350, 380, 381', 409, 417', 420, 434, 435', 439', 450', 476, 477, 495, 497', 506, 510, 511', 514, 525', 548.  
 V. — 112, 121, 200', 203', 206, 208', 214', 232 à 236, 240', 241, 243, 245, 247, 252', 262', 263, 264, 267', 269, 271, 273, 277, 283, 290, 435, 462,

- 466', 489, 492, 493, 496', 498 à 503, 508, 512', 517, 519, 532, 535 à 540, 546', 558', 598 à 603, 606 à 609. — voir *Orléans*.
- Bernis (card. de). — IV. 30.
- Bernis (F. de), voir *Albi*.
- Berruyer (gén.). — IV. 543', 544'.
- Berry (duc de). — IV. 493.
- Bertazzoli (Mgor). — V. 584'.
- Bertezenne, législateur. — IV. 389, 395. — V. 182', 429'.
- Berthier (Alex.), min. de la guerre. — IV. 447', 418.
- Bertieri, voir *Pavie*.
- Bertin, voir *Saint-Flour*.
- Bertinoro (év. de). — V. 44.
- Besançon. — Demandre (év. constit.) IV. 130', 131, 164, 173'. — V. 204'.
- Le Coz (év. concord.).
- Lettre. n° 1247.
- V. — 461, 489', 497', 505, 509', 510', 525', 538', 547', 548, 590', 591', 592'.
- Bethizy (de), voir *Uzès*.
- Bêtrine, pasteur. — IV. 391, 392'.
- Beurnier, anc. présid. du consist. de Montbéliard. — IV. 388.
- Beurnonville, min. de France à Berlin. — IV. 440', 571'. — V. 43'.
- Bexon, voir *Namur*.
- Béziers. — Mgr de Nicolai (év. lég.) — IV. 242, 243', 336, 507. — V. 128'.
- Rouanet (év. constit.). — IV. 168', 258. — V. 204'.
- Bienaimé, chan. d'Evreux. — V. 207, 208'. Voir *Metz*.
- Bignon, secr. de l'ambass. de France à Berlin.
- Lettre. n° 1266. — V. 88'.
- Bigot de Préameneu, législateur. — IV. 523'.
- Binos, prêtre constit. — V. 533, 537, 538.
- Bisson, voir *Bayeux*.
- Blampoix, voir *Troyes*.
- Blanc (abbé). — V. 493'.
- Blanchelandin-le-Chêne, prêtre belge. — V. 166.
- Blessig, pasteur. — IV. 386', 388, 401', 406'.
- Blois. — Mgr de Thémynes (év. lég.). — IV. 318', 335, 353, 354', 506, 507. — V. 128'.
- (Ev. const. de), voir Grégoire.
- Bœll, présid. du trib. à Wissembourg. IV. 387.
- Böhm (de). — V. 393.
- Boischollet (de), voir *Sées*.
- Boisgelin (de), voir *Aix, Tours*.
- Bologne* (archev. de), voir Codronchi.
- Bonaccorsi (chev.). — IV. 416. — V. 16.
- Bonanomi, vic. gén. de Milan. — V. 37'.
- Bonaparte, premier consul.
- Lettres. nos 918, 1008, 1075, 1077, 1079, 1083, 1119, 1120, 1192, 1236, 1251, 1259.
- Notes. nos 1182 à 1186, 1222, 1260.
- Rép. à la députation du C. législatif. n° 1214.
- Proclam. n° 1252.
- Nomin. d'évêques. nos 1231, 1232.
- Entretien avec Stan. de Girardin. n° 1038.
- Questions au comité ecclés. cisalpin. n° 1111.<sup>1)</sup>
- Bonaparte (Joseph).
- IV. — 12', 39, 50, 82, 103, 108', 113', 146, 148, 182, 278, 338, 361', 380, 419, 518, 525, 536.
- V. — 32, 72', 85', 112, 220', 227', 230, 235', 261, 279, 513.
- Bonaparte (Joséphine). — IV. 82, 83, 258', 261 à 263, 278, 530.
- V. — 57, 76, 228, 267, 444, 448, 568, 599.
- Bonaparte (Louis). — IV. 515, 530, 543, 545, 556. — V. 552.
- Bonaparte (Lucien).
- Rapp. au C. législatif. n° 1217.
- IV. — 47, 361, 415, 432, 548.
- V. — 63, 88, 145', 224, 229, 242, 244, 295, 297, 390', 393', 394', 409, 417', 424', 431, 432, 486', 568.
- Bonnel (abbé), admin. du dioc. de Mende. — V. 461'; voir *Nantes*.

<sup>1)</sup> Nous avons supprimé, comme trop fréquents, les simples renvois au nom du P. Consul Bonaparte. Nous avons fait de même pour les renvois au nom de Pie VII.

**Bordeaux.** — Mgr Champion de Ciccé (archev. lég.).  
IV. — 98, 100, 102, 104, 142, 175, 248, 261, 353, 366, 368, 430, 450.  
V. — 11, 166, 206, 232, 236, 279.  
— Lacombe (év. constit.). — IV. 151.  
V. 204, 233, 533.  
— d'Aviau du Bois de Sanzay (archev. concord.). — V. 461.  
**Borromeo** (Cte), député cisalpin. — IV. 304.  
**Bouchier**, voir *Périgueux*.  
**Boulay de la Meurthe**, cons. d'Etat. IV. 539.  
**Boulogne.** — Mgr Asseline (év. lég.).  
IV. 259, 260, 350, 366, 421, 422, 502, 508, 527, 529, 580.  
V. — 125, 128, 132, 136, 137.  
**Bourdeilles** (de), voir *Soissons*.  
**Bourges.** — Mgr de Puységur (archev. lég.). — IV. 259, 350, 352, 357, 422, 502, 527, 532, 575.  
V. — 125, 232, 261.  
— Dufraisie (év. constit.). — IV. 152, 155, 156, 174. — V. 204.  
— de Mercy (archev. concord.). — V. 461, 465, 548.  
**Bourlier**, voir *Evreux*.  
**Bourrienne**, secr. du gén. Bonaparte. V. 237, 466.  
**Bovara**, ministre du culte de la République. — V. 254.  
**Bovari**, voir *Comacchio*.  
**Bovet** (de), voir *Sisteron*.  
**Boyer** (Maurice), prêtre. — V. 207.  
**Brakenhoffer**, protestant. — IV. 387.  
**Braschi** (duc), neveu de Pie VI. — IV. 12, 82, 108, 122, 123, 223, 224. — V. 284.  
**Braschi-Onesti** (card.). — IV. 214.  
V. 46.  
**Braut** (abbé). — V. 207, 208, 233.  
**Braun**, protestant. — IV. 387.  
**Brignole-Sale** (marquise de). — IV. 361. — V. 112, 290, 540.  
**Brival**, voir *Tulle*.  
**Brune** (gén.), cons. d'Etat. — IV. 255.  
**Buob**, protestant. — IV. 388.  
**Butaud-Dupoux**, voir *Moulins*.  
**Cacault**, agent de France à Rome. — Dép. nos 856, 857, 867, 878, 880, 885 à 887, 890, 949, 953 à 957, 961, 964, 967, 986, 990, 992, 1003, 1096,

1101, 1108, 1126, 1129, 1133, 1134, 1145, 1201, 1272.  
IV. — 6, 12, 13, 27, 29, 39 à 42, 47 à 49, 51, 53 à 56, 60, 81, 83, 118, 119, 123, 132, 147, 150, 162, 179, 181 à 183, 209, 210, 212, 213, 222, 224, 227, 229, 233, 234, 235, 238, 239, 240, 268, 269, 279, 280, 283, 289 à 291, 294, 302, 314, 329, 343, 418, 434, 446, 453, 490, 568.  
V. — 6, 14, 17, 21, 29, 31, 66, 68, 72, 82, 83, 86, 88, 92, 94, 100, 136, 137, 139, 175, 253, 261, 284, 285, 292, 512, 577, 578, 582, 583, 593, 598, 599, 604 à 609, 618, 619.  
**Cacciapiatti**, délégal apost. dans le duché d'Urbain. — IV. 44. — V. 627.  
**Cadoudal** (Georges), chef chouan. — IV. 432.  
**Caffarelli** (abbé), vic. gén. — V. 232, 233, 236, 240. Voir *Saint-Brieuc*.  
**Cahors.** — Danglar (év. constit.). — IV. 152. — V. 203.  
— Rafin, (nommé év. concord., n'a pas accepté). — V. 464.  
— Cousin de Grainville (év. concord.). — V. 464.  
**Cahusac** de Gaux, voir *Aire*.  
**Caillard**, garde des archiv. au ministère des rel. extér. — IV. 269.  
**Caleppi** (Mgr). — IV. 28, 36, 38, 92, 107, 112, 228, 240, 243, 419.  
V. — 27, 597.  
**Calixte III**, pape. — IV. 67.  
**Cambacérès**, second consul.  
Lettres. nos 1075, 1076, 1083.  
IV. 134, 138, 288, 432, 521, 522, 541, 546, 552, 554, 557, 558, 560, 564.  
V. — 48, 331, 462, 471.  
**Cambacérès** (abbé), frère du second consul. — V. 205, 208, 233, 236, 435, 468, voir *Rouen*.  
**Cambrat.** — Mgr de Rohan-Guéméné (archev. lég.). — IV. 357, 494, 511, 514. — V. 162.  
— Schelle (év. constit.). — IV. 152.  
V. 204.  
— Primat (év. constit., transféré à Lyon). — V. 204, 504.  
— Belmas (év. concord.). — V. 463, 471, 489, 495, 497, 498, 500, 506, 509, 511, 512, 525, 547, 548.

- Camilli, chan. de Gènes. — V. 281.  
 Campeggi (card.), légat. — IV. 7.  
 Campo de Alange, ambass. d'Espagne à Vienne. — IV. 361, 555.  
 Caprano (abbé), de la suite de Caprara. — IV. 7.  
 Caprara (card.) légat.  
 Lettres de créance et instructions : voir Pie VII.  
 Réception. nos 920, 1183, 1184, 1224, 1225.  
 Indult pour la réduction des fêtes. n° 1227.  
 Décret sur un jubilé. n° 1228.  
 Instr. sur la promesse de fidélité. n° 1229.  
 Mém. sur la réconcil. des év. constit. n° 1246.  
 Dép. nos 862, 869, 879, 884, 909 à 914, 930, 932, 933, 938, 939, 971, 975, 976, 979 à 981, 985, 1012, 1014 à 1048, 1030, 1031, 1035, 1036, 1039, 1040, 1042, 1047 à 1049, 1062, 1063, 1071, 1072, 1076, 1081, 1082, 1084, 1088, 1117, 1121, 1156, 1157, 1168 à 1171, 1174 à 1176, 1179 à 1181, 1187, 1188, 1193, 1194, 1197 à 1199, 1232 à 1239, 1242, 1243, 1245, 1248, 1256, 1257.  
 IV. — 24, 25, 26, 28, 30, 35, 36 à 38, 72, 91, 105, 106, 108, 114, 123, 139 à 147, 157, 160, 161, 172, 177 à 179, 209, 212 à 215, 221, 228, 229, 230, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 247, 252, 254, 255, 266, 280, 286, 287, 293, 303, 310 à 314, 332, 335, 337, 338 à 348, 351, 354, 362, 363, 368, 371, 377, 379, 380, 381, 382, 414, 429, 431, 441, 442, 444, 450, 476, 480, 495, 507, 510, 513 à 515, 520, 526, 545, 558, 559, 568, 569, 574, 581.  
 V. — 2, 4, 6, 9, 10, 11, 15, 16, 24, 26, 30, 33, 65, 69, 72, 73, 75, 79, 82, 84 à 92, 97, 102, 105, 111, 117, 119, 121, 122, 128, 137, 138, 161, 162, 165, 195, 186, 201, 213, 215, 221, 223, 224, 227, 228, 240, 245, 248, 249, 251, 252, 257, 258, 262, 264, 266, 268, 283, 289, 290 à 293, 314, 424, 431, 435 à 441, 446, 447, 449, 460, 463, 464, 465, 471, 473, 477, 481, 485, 488, 489, 495, 502, 503, 504, 527, 534 à 537, 541, 553, 554, 555, 567, 577, 579, 580, 583, 586, 587, 590.  
 Caprioli (abbé), député cisalpin. — V. 46.  
 Caracciolo, min. napolitain. — V. 27.  
 Carafa di Belvedere (card.). — V. 35.  
 Carandini (card.). — IV. 81. — V. 83.  
 Carcassonne. — Mgr de Vintimille (év. lég.). — IV. 357. — V. 128.  
 — Belmas (év. constit.). — IV. 152. V. 204, 233, 533, 535, 536.  
 — Delaporte (év. concord.). — V. 464.  
 Carnot (Lazare), tribun. — V. 393, 394, 579.  
 Carpentras. — Mgr de Beni (év. lég.). — IV. 213, 228, 248, 349.  
 Carrion-Nisas, tribun. — V. 394.  
 Caselli (le Père, puis card.). — IV. 6, 38, 53, 131, 140, 144, 177, 222, 237, 365, 409, 436.  
 V. — 7, 84, 584.  
 Casoni (card.), nonce à Madrid. — IV. 47, 54, 107, 294, 305, 316, 335, 353, 354, 417. — V. 576.  
 Cassini (comte de), consul gén. de Russie à Rome. — IV. 82. — V. 95.  
 Castellane, voir *Lavaur*.  
 Castellane-Mazangues, voir *Toulon*.  
 Castres. — Mgr de Royère, (év. lég.). — IV. 356.  
 Catherine II, imp. de Russie. — IV. 78.  
 Castelnau (de), voir *Angoulême*.  
 Caulaincourt, envoyé du P. Consul à St-Petersbourg. — V. 575.  
 Cavagnari. — IV. 377, 439. — V. 599.  
 Cavalier (abbé), vic. gén. de Fréjus. V. 251, 269.  
 Cayenne. — N. Jacquemin (év. constit.). — IV. 183. — V. 204.  
 Cervia. — Mgr Gazola (év.) — Extraits de son journal. nos 1110, 1113. V. 9, 19, 39 à 42, 47, 62.  
 Cervoni (gén.). — V. 57.  
 Cevallos, ministre espagnol. — IV. 548. — V. 88.  
 Chabaud-Latour, tribun. — IV. 389, 391. — V. 333, 341, 430.  
 Chablais (duc de). — IV. 240.  
 Chabot, voir *Mende*, *Saint-Claude*.

- Chalgrin, architecte du gouv. — IV. 363<sup>e</sup>.
- Châlon-sur-Saône*. — Mgr Du Chilleau (év. lég.). — IV. 301, 350, 440. — V. 128.
- Châlons-sur-Marne*. — Mgr de Clermont-Tonnerre (év. lég.). — IV. 502, 529, 530<sup>e</sup>. — V. 209.
- Chambéry*. — Panisset (év. constit.). IV. 152, 153<sup>e</sup>, 443<sup>e</sup>. — V. 204<sup>e</sup>.
- de Mérimville (év. concord.). — V. 252<sup>e</sup>, 462, 547<sup>e</sup>, 548.
- Champagny, min. de France à Vienne. Dép. n<sup>o</sup> 1265. IV. 118, 440<sup>e</sup>, 516<sup>e</sup>. — V. 132<sup>e</sup>, 135.
- Champcenets (M<sup>me</sup> de). — V. 221.
- Champion de Cicé (J. M.), voir *Aix, Bordeaux*.
- Champion de Cicé (J. B. M.), voir *Auxerre*.
- Champion (du Jura), législateur. — V. 549.
- Champorcin, voir *Toul*.
- Chaptal, min. de l'Intérieur, Circulaire. n<sup>o</sup> 1234. IV. 12, 13, 108<sup>e</sup>, 114, 123<sup>e</sup>, 190, 192<sup>e</sup>, 391<sup>e</sup>. V. 57, 315<sup>e</sup>, 331<sup>e</sup>, 334, 467, 552.
- Champsaud, voir *Digne*.
- Charles VII, roi de France. — IV. 158.
- Charles IX, roi de France. — IV. 158.
- Charles (archiduc). — V. 122.
- Charpentier (gén.). — IV. 44<sup>e</sup>. — V. 286.
- Charrier de la Roche, voir *Rouen, Versailles*.
- Chartres*. — Mgr de Lubersac (év. lég.). — IV. 451<sup>e</sup>, 502. — V. 112, 125<sup>e</sup>, 142.
- Châteaubriand. — V. 543<sup>e</sup>.
- Chaumont de la Galaisière, voir *Saint-Dié*.
- Chauvigny de Blot, voir *Lombes*.
- Chazal, tribun. — IV. 518, 519, 522, 565<sup>e</sup>.
- Chénier, tribun. — IV. 445, 519, 565<sup>e</sup>.
- Chigi (Flavio), card. légat — IV. 63, 64<sup>e</sup>. — V. 439.
- Ciambertani (Mgr), préfet des missions de Hollande. — IV. 141<sup>e</sup>, 508.
- Cibon, chargé d'aff. de Malte à Paris. IV. 119<sup>e</sup>, 147<sup>e</sup>.
- Cisalpine* (République).
- Lettres des év. cisalpins. nos 1109, 1116.
- Trav. du comité ecclés. nos 1111, 1112.
- Législ. ecclés. nos 1114, 1115.
- Instruct. pour les év. italiens. n<sup>o</sup> 1143. — Voir Marescalchi, Melzi.
- Clarke (gén.), min. de France à Florence. — IV. 228<sup>e</sup>. — V. 164, 207.
- Clément, voir *Versailles*.
- Clément (abbé), délégué de l'év. de Séez à Rouen. — IV. 520<sup>e</sup>. — V. 468<sup>e</sup>.
- Clermont*. — Périér (év. constit.). IV. 116<sup>e</sup>, 152, 153<sup>e</sup>. V. 203<sup>e</sup>, 210, 232, 430, 505, 533, 536.
- de Dampierre (év. concord.). — V. 462, 466<sup>e</sup>, 471, 513<sup>e</sup>, 548.
- Clermont (card. de). légat. — IV. 64<sup>e</sup>, 69.
- Clermont-Tonnerre (de), voir *Châlons-sur-Marne*.
- Cobenzl (comte Louis de), homme d'Etat autrichien. IV. 27, 39, 104, 120, 222, 233, 240, 303, 414. V. 5, 8, 9, 17, 74, 84, 113, 118.
- Cobenzl (comte Philippe de), ambass. d'Autriche à Paris. Dép. : nos 901, 970, 1013, 1019, 1033, 1041, 1060, 1070, 1178, 1195, 1240, 1263. IV. 108<sup>e</sup>, 182, 263<sup>e</sup>, 366, 382, 423, 432<sup>e</sup>, 447, 448<sup>e</sup>, 556<sup>e</sup>. V. 138, 144, 145, 228<sup>e</sup>, 569<sup>e</sup>, 570<sup>e</sup>, 573<sup>e</sup>.
- Codet, juge à Rennes. — V. 530.
- Codronchi, voir *Ravenna*.
- Coettivo (card.), voir *Avignon*.
- Colaudo (gén.), sénateur. — IV. 554.
- Colbert (de), voir *Rodez*.
- Colloredo, homme d'Etat autrichien. IV. 85, 254, 362, 381, 430, 451, 542. V. 154, 220, 266, 267, 292, 486, 565, 568, 579, 580.
- Colmar*. — Berdolet (év. constit.). IV. 152. — V. 204<sup>e</sup>, 506<sup>e</sup>, 513<sup>e</sup>.
- Colmar (abbé). — V. 207, 208<sup>e</sup>. Voir *Mayence*.
- Colomb, employé du gouv. français. — V. 209.
- Colonna (abbé). — V. 461<sup>e</sup>. Voir *Nice*.
- Comacchio*. — Mgr Bovari (év. de). — V. 18, 37, 41, 62, 76.

Combes-Dounous, législateur. — V. 429\*.

*Cominges*. — Mgr d'Osmond (év. lég.).

IV. — 98, 100, 102, 104, 142, 248\*, 260, 301.

V. — 206, 242, 230\*.

Concordat. — Bulles et brefs : voir Pie VII.

Légation apostolique : voir Caprara.

Articles organ. cathol. nos 942, 1208, 1209.

Nouv. circonscription des diocèses. nos 808, 939, 979, 995, 1043 à 1046, 1193 (annexe), 1237 (annexe).

Rapp. sur les bulles de circonscription et de ratification. nos 1159, 1160.

Présentation de la loi au C. législatif et au Tribunat. nos 1212, 1213, 1216 à 1218.

Promulgation. nos 1254, 1255. — Voir Evêques concordataires.

Conrad, pasteur à Berlin. — IV. 385.

Consalvi (card.).

Dép. : nos 858, 860, 861, 870 à 872, 874 à 876, 881 à 883, 889, 946 à 948, 950, 953, 954, 959, 960, 965, 966, 968, 969, 987 à 989, 994, 998, 1000, 1001, 1092, 1093, 1095, 1097, 1098, 1103 à 1107, 1122, 1123, 1127, 1131, 1134 à 1138, 1142, 1146, 1200, 1203 à 1205, 1269, 1271, 1275.

IV. — 12\*, 13, 28, 29, 36, 37\*, 40, 45 à 51, 56, 60, 71\*, 83\*, 92\*, 97, 102, 104\*, 106, 109, 111\*, 113, 130, 133, 136, 139 à 144, 150\*, 164, 174, 176 à 183, 209, 230 à 233, 256, 258\*, 261, 263, 266, 269, 277, 278, 287 à 293, 313, 344, 359, 362\*, 367, 371\*, 376, 377, 430, 434, 441, 446, 447, 477, 490, 495 à 501, 509\*, 510, 524, 528, 545, 549, 550, 554, 560, 562\*, 564, 566, 574\*.

V. — 2, 4\*, 13, 17, 22, 25, 29\*, 36\*, 62, 66, 73\*, 75, 81, 77, 79\*, 85\*, 87\*, 90, 91, 113, 122 à 124, 131, 138, 143, 161\*, 175, 193, 195, 197, 210, 213\*, 214, 216, 222, 223, 229, 242, 253, 269, 271, 281, 286, 295, 446\*, 472, 485, 491, 515, 539, 551, 553\*, 555, 576\*, 584, 619.

Conseil d'Etat. — Séance. n° 1068.

Constant, voir Agen.

Constant (Benjamin). — V. 448\*.

Consuls (actes des). — Arrêtés concernant le cons. chargé des cultes. n° 912.

Exposé de la situat. de la République. n° 1026.

Présentation de projets de lois au C. législatif. nos 1025, 1212.

Arrêté autorisant le légat à exercer ses fonctions. n° 1223.

Récept. du légat. nos 1224, 1225.

Conventi (abbé), dép. cisalpin. — V. 46\*, 53\*.

Conzié (de), voir Arras.

Corbel, maire de Baud. — V. 169.

*Corinthe* (archev. de), voir Spina.

Cornudet, sénateur. — IV. 554.

Cornwallis (lord), plénip. anglais à Amiens. — IV. 364, 366, 383, 384, 437, 516, 517\*, 519. — V. 72\*, 227\*.

Cortois de Balore, voir Nîmes.

Cortois de Pressigny, voir Saint-Malo.

Coucy (de), voir La Rochelle.

Coulmann, protestant. — IV. 387.

Court (Antoine), pasteur. — V. 210\*.

Cousin de Grainville, voir Cahors.

*Contances*. — Mgr de Talaru (év. lég.). — IV. 520\*.

— Bécherel (év. constit.). — IV. 152. V. 203\*, 233, 506\*, 513\*.

— Rousseau (év. concord.). — V. 208, 233, 462, 466\*, 548.

Couzarce, législateur. — V. 429\*.

Crancé (abbé de), vic. gén. — V. 207.

*Crémone*. — Mgr Offredi (év. de). V. 18, 87, 46\*, 62\*.

Créqui (duc de). — IV. 64\*.

Cretet, cons. d'Etat. — IV. 380, 409, 420.

Crivelli (Mgr, puis card.). — V. 112, 118.

Damas (Mme de). — V. 221.

Dampierre (abbé de), vic. gén. de Paris. — IV. 425\*. — V. 124\*, 141\*, 207, 208\*, 233; voir Clermont.

Dania (le P.), dominicain, à Gènes. — V. 281.

Danglars, voir Cahors.

Daunou, tribun. — IV. 515, 519, 522, 543\*, 544\*, 565.

Davet, maître des requêtes au XV<sup>e</sup> siècle. — IV. 159.



- Dax** (ou *Acqs*). — Mgr de La Neufville (év. lég.). — IV. 318', 333', 353', 354'. — V. 207', 232', 463'.
- **Saurine** (év. constit.). — IV. 116', 152'. — V. 203', 210', 232', 240', 503', 510', 533', 536'.
- Debertier**, voir *Rodez*.
- Defermon**, cons. d'Etat. — V. 407'.
- Delaporte**, voir *Carcassonne*.
- Delcher**, voir *Le Puy*.
- Delmas** (gén.). — V. 569'.
- Demandolx** (abbé), vic. gén. — V. 207', 208'.
- Demandre**, voir *Besançon*.
- Depierre** (abbé). — V. 516'.
- Des Bois**, voir *Amiens*.
- Desmeuniers**, tribun. — IV. 523', 544'.
- Desmont** (Olivier), pasteur. — IV. 396'.
- Dessolles**, voir *Digne*.
- Deux-Sicules**, voir *Naples*.
- Digne**. — Mgr de Villedieu (év. lég.). — IV. 350', 356', 367', 378', 421', 507', 508', 526', 527'. — V. 128'.
- **Champsaud** (év. constit.). — IV. 168'. — V. 204'.
- **Dessolles** (év. concord.). — V. 464'.
- **Miollis** (successeur de Dessolles). — V. 492'.
- Dijon**. — Mgr de Mérimville (év. lég.). — IV. 350', 357', 366', 449', 450', 502', 512', 513'.
- V. — 10', 133', 207', 232', 236'.
- **Volffius** (év. constit.). — IV. 152'. — V. 203'.
- **Reymond** (év. concord.). — Lettre. n° 1247.
- V. — 463', 471', 489', 495', 497', 506', 509', 510', 523', 547', 548', 590'.
- Dillon**, voir *Narbonne*.
- Diot**, voir *Reims*.
- Di Pietro**, voir *Pietro*.
- Donnadieu**, chef d'escadrons — V. 569'.
- Dorée** (abbé), vic. gén. de Beaucaire. V. 207'.
- Doria** (card., Joseph). — IV. 81'. — V. 83', 623'.
- Douglass** (Mgr), vic. apostol. à Londres. — IV. 526'.
- Dubois**, voir *Police* (préfet de).
- Dubourg**, voir *Limoges*.
- Ducci** (Vincent), secr. de Caprara. — V. 448', 505', 522'.
- Duchemin**, voir *Bayeux*.
- Du Chilleau**, voir *Châlon-sur-Saône*.
- Dufraisse**, voir *Bourges*.
- Dugnani** (card.). — IV. 531'. — V. 19'.
- Du Lau d'Allemans**, voir *Grenoble*.
- Dumas** (Mathieu), gén. — IV. 352', 541', 575'. — V. 252'.
- Dupaty**, auteur dramatique. — V. 221'.
- Duplessis** (gén.). — V. 173'.
- Du Plessis d'Argentré**, voir *Séez*.
- Du Plessis d'Argentré**, voir *Limoges*.
- Duprat** (card.), légat. — IV. 64'.
- Dupuis**, prés. du C. législatif. — IV. 413', 445'.
- Duval**, auteur dramatique. — V. 221'.
- Duveyrier**, tribun. — IV. 39', 82', 122', 361'. — V. 261', 598'.
- Duvoisin** (abbé), vic. gén. — V. 207', 208', voir *Nantes*.
- Ehrensward** (baron de), min. de Suède à Paris. — IV. 556'.
- Eisen**, pasteur. — IV. 388'.
- Embrun**. — Garnier (év. constit.). IV. 168'. — V. 204'.
- Emery** (abbé), vic. gén. de Paris. — Lettre. n° 1010.
- IV. 100', 112', 137', 140', 176', 348', 352', 353', 370', 423', 439', 430', 451', 503'.
- V. — 12', 33', 143', 197', 205', 207', 208', 224', 230', 233', 236', 267', 268', 461', 462', 547', voir *Arras*.
- Engel**, pasteur. — IV. 388'.
- Eon de Cely**, voir *Apt*.
- Erensdycck**, législateur. — V. 429'.
- Ermann**, pasteur à Berlin. — V. 575'.
- Erskine** (Mgr), agent officieux du S. Siège à Londres.
- Lettres. nos 894, 896, 897, 900.
- IV. — 92', 99', 103', 104', 112', 116', 137', 141', 142', 233', 243', 245', 381', 443', 495', 500', 503', 525', 526', 530', 531', 552'.
- V. — 269', 290', 442', 448', 540'.
- Erthal** (d'), voir *Mayence*.
- Espagne** (Charles III, roi d'). — IV. 177', 218', 219', 239', 561', 569'.
- V. — 12', 13', 14', 68'.
- **Marie-Isabelle** (infante d'). — IV. 555'.
- (Ministres d'), voir *Azara*, *Cevallos*, *Vargas*.
- (Nonce), voir *Casoni*.

- Estève, trésorier du gouvernement. — V. 466.
- Etienne, voir *Avignon*.
- Etrurie* (Louis, roi d'). — IV. 3, 36', 47', 118', 237', 240', 241', 242', 254', 413', 437', 438', 493'. — V. 83.
- Evangelisti (frères), chefs du secrétariat d'Etat à Rome. — IV. 51.
- Evêques concordataires. — Nominations. — nos 1172, 1182, 1186, 1231, 1232.
- Serments. — n° 1253.
- Mém. de Caprara, nos 1176, 1237.
- Evêques constitutionnels. — Lettres. nos 924, 929, 931.
- Listes de démissionnaires. n° 923.
- Formule de démission. n° 925.
- Réconciliation. nos 1140, 1243, 1245, 1246.
- Protestations. n° 1247.
- Mém. de Spina, n° 1278.
- IV. — 74, 91, 125, 151, 152, 231, 285, 320, 321, 328, 332, 368', 371, 372.
- Evêques légitimes. — nos 893 à 900, 903, 965, 1081, 1149 à 1152.
- IV. — 77, 91 à 93, 209, 213, 236, 243, 245, 248, 316, 317, 563.
- V. — 127 à 130', 132'.
- Evreux*. — Mgr de Narbonne-Lara (év. lég., mort). — IV. 520.
- Lamy (év. constit.). — IV. 152. — V. 204'.
- Bourlier (év. concord.). — V. 462, 466', 548.
- Eybel. — V. 86.
- Faber, protestant. — V. 186'.
- Fano*, voir Severoli.
- Fargues, sénateur. — IV. 532', 554.
- Faurelly (Cte de), auditeur du nonce de Cologne. — V. 124'.
- Felice, voir Pomaroli.
- Felici, assesseur de Marescalchi. — V. 68.
- Félix-Faulcon, législateur. — V. 209.
- Ferrare*. — Mattei (card. archev. de). — IV. 59. — V. 9, 44.
- Fesch, voir *Lyon*.
- Finances (min. des). voir Gaudin.
- Flamarens (de), voir *Périgueux*.
- Flangini (card.). — IV. 501, 502. — V. 7.
- Flavigny, voir *Vesoul*.
- Floirac (abbé), vic.-gén. de Paris. — V. 125', 140.
- Fontanes, législateur. — V. 409', 543'.
- Fontanges, voir *Toulouse*.
- Fouché, min. de la police générale. — Lettre. n° 1153.
- IV. — 27', 376', 379, 380', 381', 433, 534', 536, 557'.
- V. — 135', 162', 164', 170', 173', 205', 213', 221', 468', 539', 569', 591'.
- Foulhieux, pamphlétaire. — IV. 515, 556. — V. 145'.
- Fournier-Sarlovèze, chef de brigade. — V. 569'.
- Franchet de Rans, voir *Rhosi*.
- Francin, voir *Metz*.
- François I<sup>er</sup>, roi de France.
- IV. — 87, 127, 158, 320, 326, 480, 577.
- V. — 396, 522, 603, 606, 611.
- Francoq (l'ainé), législateur. — V. 549.
- Frankenberg, voir *Malines*.
- Fravega, agent de la Rép. ligurienne à Paris. — IV. 547, 556'. — V. 281.
- Fréjus*. — Mgr de Bausset-Roquefort (év. lég.). — IV. 236, 318', 335, 357, 417, 426. — V. 251'.
- Friedel, cons. au trib. suprême de Berlin. — IV. 385.
- Friez, officier de la garde pontificale. V. 32, 85.
- Frossard, pasteur. — IV. 389.
- Front (comte de), agent du roi de Sardaigne à Londres. — IV. 121'.
- Gaetani (card.). légat. — IV. 64'.
- Gain de Montaignac, voir *Tarbes*.
- Galard, voir *Puy (le)*.
- Gallo (marq. de), diplomate napolitain.
- IV. — 137, 143, 549, 555.
- V. — 5, 7, 30, 31, 33, 34, 67, 133, 171', 552, 563, 567.
- Gand*. — Mgr Fallot de Beaumont (év. concord. de). — V. 463, 465', 471, 481'.
- Ganganelli (pape Clément XIV). — V. 79, 84'.
- Gap*. — Mgr de La Broue de Vaireilles (év. lég.). — IV. 440, 502. V. 128'.
- Garat, sénateur. — IV. 533.
- Garat-Mailla, tribun. — IV. 533, 565'.
- Garnier, voir *Embrun*.
- Gaudin, min. des finances. — IV. 449', 530'.

- Gausserand, voir *Albi*.  
 Gay-Vernon, voir *Limoges*.  
 Gazola, voir *Cervia*.  
 Gedike, protestant (à Berlin). — IV. 385.  
 Gènes. — Mgr Lercari (archev. de). V. 281<sup>r</sup>. Voir *Spina*.  
 Genève. — Mgr Paget (év. lég.). — IV. 513, 527. — V. 213.  
 Genga (Mgr della) nonce à Cologne. Lettres. nos 1030, 1055.  
 IV. — 25<sup>r</sup>, 92<sup>r</sup>, 183<sup>r</sup>, 219<sup>r</sup>, 295<sup>r</sup>, 314<sup>r</sup>, 405<sup>r</sup>, 500<sup>r</sup>, 501<sup>r</sup>, 508<sup>r</sup>, 509<sup>r</sup>, 512<sup>r</sup>, 513<sup>r</sup>, 530<sup>r</sup>, 566<sup>r</sup>.  
 V. — 73<sup>r</sup>, 87<sup>r</sup>, 118<sup>r</sup>, 123<sup>r</sup>, 140<sup>r</sup>.  
 Gérard, chargé des intérêts des acquéreurs de biens nat. romains. — V. 261.  
 Gerdil (card.). — IV. 59, 81<sup>r</sup>. — V. 83<sup>r</sup>, 84<sup>r</sup>, 384<sup>r</sup>.  
 Ghislieri (Marq.), agent d'Autriche à Rome.  
 Dép. : nos 859, 866, 873, 951, 958, 963, 993, 1094, 1099, 1124, 1130.  
 IV. 56<sup>r</sup>, 239<sup>r</sup>, 502<sup>r</sup>.  
 V. 13<sup>r</sup>, 34<sup>r</sup>, 78<sup>r</sup>, 83<sup>r</sup>, 88<sup>r</sup>, 244<sup>r</sup>.  
 Ginguéné, tribun. — IV. 519.  
 Girac (de), voir *Rennes*.  
 Girardin (Stanislas de), tribun. — IV. 445, 446<sup>r</sup>, 513<sup>r</sup>, 543<sup>r</sup>. — V. 293.  
 Giraud, chirurgien à l'Hôtel-Dieu de Paris. — V. 460.  
 Giustiniani (prince). — IV. 131.  
 Gobel, voir *Paris*.  
 Godoi, voir *Paix*.  
 Gouttes, voir *Autun*.  
 Gouvion Saint-Cyr (gén. cons. d'Etat). — IV. 361, 432.  
 Grand (Mme). — IV. 53, 146. — V. 213<sup>r</sup>.  
 Grandchamp (abbé). — V. 209, 233.  
 Gravina (Mgr), nommé nonce à Madrid. — IV. 417.  
 Grégoire, év. constit. de Blois. Lettres. nos 908, 924, 1247.  
 Discours n° 1861.  
 IV. — 5<sup>r</sup>, 116<sup>r</sup>, 124<sup>r</sup>, 130<sup>r</sup>, 134<sup>r</sup>, 151<sup>r</sup>, 152<sup>r</sup>, 153<sup>r</sup>, 156<sup>r</sup>, 164<sup>r</sup>, 169<sup>r</sup>, 170<sup>r</sup>, 173<sup>r</sup>, 174<sup>r</sup>, 295<sup>r</sup>, 332<sup>r</sup>, 345<sup>r</sup>, 377<sup>r</sup>, 406<sup>r</sup>, 445<sup>r</sup>, 523<sup>r</sup>, 524<sup>r</sup>, 537<sup>r</sup>, 541<sup>r</sup>, 543<sup>r</sup>, 544<sup>r</sup>, 559<sup>r</sup>.  
 V. — 203<sup>r</sup>, 483<sup>r</sup>, 538<sup>r</sup>, 547<sup>r</sup>.  
 Grégoire VII, pape. — V. 608.  
 Gregorio (Mgr di), nonce à Florence. IV. 228<sup>r</sup>, 240<sup>r</sup>, 243<sup>r</sup>, 254<sup>r</sup>, 335<sup>r</sup>, 417<sup>r</sup>.  
 V. — 7<sup>r</sup>, 36<sup>r</sup>, 54<sup>r</sup>.  
 Grenoble. — Mgr du Lau d'Alle-mans (év. lég.). — IV. 451.  
 — Reymond (év. constit.). Lettre. n° 924.  
 IV. 116<sup>r</sup>, 152<sup>r</sup>, 153<sup>r</sup>, 332<sup>r</sup>.  
 V. 203<sup>r</sup>, 204<sup>r</sup>, 233<sup>r</sup>, 510<sup>r</sup>, 536<sup>r</sup>.  
 — Simon (év. concord.). — V. 464<sup>r</sup>.  
 Grimaldi (de), voir *Noyon*.  
 Grosdidier, secr. du comité des Réunions. — IV. 173<sup>r</sup>.  
 Guasco (F. Ign.), voir *Bastia*.  
 Guasco (Mathieu), voir *Sagone*.  
 Guerre (min. de la), voir *Berthier*.  
 Guillon (abbé Aymé). — IV. 379<sup>r</sup>.  
 Häffner, docteur protestant. — IV. 388.  
 Harville (gén.), sénateur. — IV. 524<sup>r</sup>.  
 Hauterive (d'), chef de la 2<sup>e</sup> div. au ministère des rel. extér. Observ. n° 1173.  
 IV. — 191<sup>r</sup>, 192<sup>r</sup>, 409<sup>r</sup>, 525<sup>r</sup>, 541<sup>r</sup>, 542<sup>r</sup>.  
 V. — 173<sup>r</sup>, 175<sup>r</sup>, 176<sup>r</sup>, 210<sup>r</sup>, 239<sup>r</sup>.  
 Hawkesbury (lord), ministre anglais. IV. — 384<sup>r</sup>, 518<sup>r</sup>, 551<sup>r</sup>.  
 V. — 229<sup>r</sup>, 293<sup>r</sup>, 433<sup>r</sup>, 561<sup>r</sup>.  
 Held, pasteur. — V. 186<sup>r</sup>.  
 Hemey, voir *Agen*.  
 Henri II, roi de France. — IV. 158.  
 Henri IV, roi de France. — IV. 158.  
 V. 184<sup>r</sup>, 425<sup>r</sup>.  
 Henri VIII, roi d'Angleterre. — V. 417.  
 Hepp, protestant. — V. 186<sup>r</sup>.  
 Herrmann, maire de Strasbourg. — IV. 387.  
 Herzan (card.). — IV. 59<sup>r</sup>.  
 Hesse-Cassel (prince de). — IV. 416.  
 Hirn, voir *Tournay*.  
 Hoche (gén.). — V. 187<sup>r</sup>.  
 Hollande, voir *Batave (rép.)*.  
 Hompesch, ex-grand maître de Malte. IV. — 55<sup>r</sup>, 117<sup>r</sup>, 149<sup>r</sup>, 141<sup>r</sup>, 218<sup>r</sup>, 253<sup>r</sup>, 360<sup>r</sup>, 421<sup>r</sup>, 492<sup>r</sup>, 493<sup>r</sup>.  
 V. — 8<sup>r</sup>, 13<sup>r</sup>, 14<sup>r</sup>, 16<sup>r</sup>, 34<sup>r</sup>, 72<sup>r</sup>, 93<sup>r</sup>, 139<sup>r</sup>, 194<sup>r</sup>, 256<sup>r</sup>, 257<sup>r</sup>, 291<sup>r</sup>.  
 Imola. — Mgr Taddeo della Volpe (vic. gén. d'). — IV. 530. — V. 1, 15, 69.  
 Innocent XI, pape. — IV. 326.  
 Innocent XII, pape. — IV. 326.  
 Intérieur (min. de l'), voir *Chaptal*.

- Invalides (commandant des). — V. 173.
- Jackson (Francis), diplomate anglais. Dép. : n<sup>os</sup> 1074, 1221, 1261. IV. 303, 517. V. 432, 537, 567.
- Jackson (Georges), frère du précédent. IV. 517. — V. 213, 221, 267.
- Jacobi, présid. du consist. gén. de Mayence. — V. 340.
- Jacoupy, voir *Agen*.
- Jacquemin, voir *Cayenne*.
- Jacqueminot, sénateur. — IV. 552.
- Jard-Panvilliers, tribun. — V. 394, 409.
- Jarente (de), voir *Orléans*.
- Jarry (abbé), secr. de Caprara. — V. 448, 513.
- Jaucourt**, législateur. — Discours. — n<sup>o</sup> 1218. — V. 295, 425, 430.
- Jauffret (abbé). — V. 205, 312, 465.
- Jerphanion (abbé). — V. 515.
- Jérusalem* (patriarche de), voir *Pietro* (di).
- Jordan (Camille), député aux Cinq Cents. — IV. 56.
- Joseph II, empereur. — IV. 77, 78. V. 13, 225, 247, 419, 474.
- Jourdan (gén.). — IV. 50, 543, 544. V. 21, 57, 66.
- Juigné, voir *Paris*.
- Jules II, pape. — IV. 306. — V. 605, 608.
- Juring (de), protestant (à Berlin). — IV. 385.
- Justice (min. de la), voir *Abrial*.
- Kern, présid. du consistoire gén. de Strasbourg. — V. 340.
- Kilien (pseud. de d'André). — IV. 87.
- Kieppler. — V. 209.
- Koch, docteur protestant. — IV. 386, 387, 401, 405. — V. 428, 430.
- Kolytchev (de), envoyé de Russie à Paris. — IV. 13, 82, 105, 113, 117, 121.
- Könen, protestant. — IV. 385.
- Kotchubey, homme d'Etat russe. — IV. 380.
- Kourakine (prince), homme d'Etat russe. — V. 16.
- La Balue (card.), légat. — IV. 64.
- Laborde, législateur. — V. 343, 392.
- Labrador (marq. de), ancien min. d'Espagne à Rome. — V. 31, 598.
- La Broue de Vareilles, voir *Gap*.
- Lacépède, sénateur. — IV. 552.
- Lachaux, pasteur. — IV. 391.
- Lacombe, voir *Angoulême*, *Bordeaux*.
- Lacué, cons. d'Etat. — V. 236.
- La Fare, voir *Nancy*.
- La Ferronnays (de), voir *Lisieux*.
- Lagrange, aide-de-camp de Murat. — V. 485, 577, 578.
- Laharpe, littérateur. — V. 221.
- Lahoz (gén.). — V. 20.
- La Laurencie (de), voir *Nantes*.
- Lally-Tolendal. — IV. 243, 352. — V. 171, 173.
- La Luzerne, voir *Langres*.
- La Luzerne (Mme de), sœur du précédent. — V. 141.
- La Marche, voir *Saint-Pol-de-Léon*.
- Lamartillière (gén.). — IV. 523, 543, 544.
- Lambert** (de), protestant (à Berlin). — IV. 385.
- Lambertenghi, assesseur de Marescalchi. — IV. 304. — V. 68.
- Lamberti (Agostino), lieutenant civil à Fano. — IV. 44.
- Lambrechts, sénateur. — IV. 554.
- Lambruschini, coad. de l'archev. de Gènes. — IV. 180.
- Lamy, voir *Evreux*.
- Lamy (dame), éditeur à Paris. — V. 504.
- La Myre-Mory (abbé). — IV. 425.
- La Neufville (de), voir *Dax*.
- Langres*. — Mgr de La Luzerne (év. lég.). — IV. 357, 503 à 507, 527. — V. 112, 125, 141, 143, 246. — Wandelaincourt (év. constit.). — IV. 152, 173. — V. 203.
- Lannes (gén.). — IV. 432, 445, 521, 522.
- Lanusse (commandant). — V. 116, 117.
- Laon*. — Mgr de Sabran (év. lég.). — IV. 357, 502. — V. 132.
- Laplace, sénateur. — IV. 552.
- La Revellière-Lépeaux. — IV. 151.
- La Rochefoucauld, voir *Rouen*.
- La Sambuca, min. napolitain. — V. 27.
- La Sépouze (abbé de). — Lettre. n<sup>o</sup> 1034.

- La Somaglia** (cte de), député cisalpin. — IV. 304.  
**Lastic**, voir *Rieux*.  
**Lastours** (abbé), vic. gén. de Narbonne. — V. 207.  
**La Tour**, voir *Moulins*.  
**La Tour d'Auvergne-Lauraguais**, voir *Arras*.  
**Laurence**. — V. 209.  
**Laval**. — Villar (ancien év. constit.). IV. 152, 153. — V. 239.  
 — d'Orlodot (év. constit.). — IV. 152. V. 204.  
**La Tour du Pin-Montauban**, voir *Auch*.  
**Lavaur**. — Mgr de Castellane (év. lég.). — IV. 228, 248, 335, 349, 354, 507. — V. 207, 208, 232.  
**Le Blanc de Beaulieu**, voir *Rouen, Soissons*.  
**Lebrun**, troisième consul. — IV. 477, 522, 546, 552, 558, 564, 565. — V. — 66, 117.  
**Lebrun**, fils du précédent. — V. 77 à 79, 82, 84, 91, 98, 100, 118, 228, 261, 295, 472.  
**Lebzelter** (chev. de), agent autrichien à Rome. Dép. n° 1147, 1206, 1270. V. 2, 83, 85.  
**Lecchi** (gén.). — V. 21, 22.  
**Leclerc** (gén.). — IV. 432. — V. 6.  
**Leclère**, éditeur à Paris. — V. 438, 494, 504, 546.  
**Lecomte**, courrier. — V. 571.  
**Lecotte**, secr. de Caprara. — V. 448.  
**LeCouteulx-de-Canteleu**, sénateur. IV. 522.  
**Le Coz**, voir *Besançon, Rennes*.  
**Lefebvre** (gén.), sénateur. — IV. 552.  
**Lefebvre** (abbé), frère du précédent. V. 207, 233.  
**Lefebvre-Laroche**, législateur. — IV. 445.  
**Lefessier**, voir *Séex*.  
**Legain** (abbé). — V. 166.  
**Le Masle**, voir *Vannes*.  
**Lemaigre**, voir *Stevens*.  
**Lemaitre**. — V. 528.  
**Lemercier**, voir *Pamiers*.  
**Lenoir** (Alex.). — IV. 568.  
**Lenoir-Laroche**, sénateur. — IV. 553.  
**Leprince** (abbé), voir *Bayonne*.  
**Léon X**, pape. — IV. 67, 87, 127, 320, 326, 480, 577. V. — 396, 522, 605, 606, 611.  
**Lercari**, voir *Gênes*.  
**Leroy** (abbé). — V. 239.  
**Lescar**. — Mgr de Noé (év. lég.). — IV. — 98, 100, 102, 104, 142, 248, 557. V. — 135, 165, 166, 207, 232, 236, 463, 555.  
**Le Suire** (gén.). — IV. 44. — V. 627.  
**Le Surre**, secr. de Caprara. — V. 448.  
**Liege**. — Mgr de Méan (prince év.). V. 125, 162.  
 — Zaepffel (év. concord.). — V. 464.  
**Ligurie** (répub.), voir *Fravega*.  
**Limoges**. — Mgr du Plessis-d'Argentré (év. lég.). — Avertissement. n° 1152. IV. — 350, 356, 367, 378, 421, 502, 507, 508, 526, 527. — V. 128, 132. — Gay-Vernon (ancien év. constit.). V. 204.  
 — Du Bourg (év. concord.). — V. 464.  
**Linsolas** (abbé). — IV. 379.  
**Listeux**. — Mgr de la Ferronnays (év. lég.). — IV. 520.  
**Litta** (card.). — IV. 53, 57, 58, 150, 219. — V. 610.  
**Litta** (marq.), député cisalpin. — IV. 304.  
**Livio**, voir *Palmoni*.  
**Lodi**. — Mgr della Beretta (év. de). V. 18, 37, 39, 46, 62.  
**Loison**, voir *Bayonne*.  
**Lombex**. — Mgr de Chauvigny de Blot (év. lég.). — IV. 102. — V. 132.  
**Lorenzana** (card.). — IV. 59.  
**Lorry** (de), voir *Angers, Rochelle (la)*.  
**Louis XI**, roi de France. — IV. 158, 159.  
**Louis XII**, roi de France. — IV. 158.  
**Louis XIII**, roi de France. — IV. 158. V. 184.  
**Louis XIV**, roi de France. — IV. 64, 158. — V. 427.  
**Louis XV**, roi de France. — IV. 242.  
**Louis XVI**, roi de France. — IV. 97, 109, 151. — V. 567.  
**Louis XVIII**. — Protestation. n° 892. IV. — 59, 83, 85, 97, 99, 242, 300, 348, 449, 505, 513. — V. 100.

- Lubersac (de), voir *Chartres*.  
 Luçay (de), préfet du palais consulaire. — V. 437.  
 Lucchesini, min. de Prusse à Paris. Dép. nos 906, 922, 974, 1027, 1066, 1069, 1215, 1220. V. 143, 147.  
 Lucchi (card.). — IV. 53, 57, 58, 150.  
 Luçon. — Mgr de Mercy (év. lég.). IV. 100, 350, 354, 355, 357, 416, 503. V. — 133, 168, 169, 207, 232, 236.  
 Luxembourg (card. de), légat. — IV. 64.  
 Lyon. — Primat (év. constit.). — IV. 116, 151. — V. 204, 232, 239, 240, 504, 536.  
 — de Merinville (administrateur). — V. 252.  
 — Fesch (archev. concord.). — V. 464, 492, 591.  
 Macdonald (gén.). — IV. 432. — V. 570.  
 Macerata (gouverneur de). — V. 218.  
 Machaut (de), voir *Amiens*.  
 Mâcon. — Mgr Moreau (év. lég.). IV. 107, 111, 148, 230, 248, 528. V. — 232, 236.  
 Maillaguet (abbé). — V. 207, 230.  
 Maillé (de), voir *Rennes, Saint-Papoul*.  
 Maisonneuve (de), commandeur de Malte. — V. 13.  
 Malide (de), voir *Montpellier*.  
 Malines. — Card. de Frankenberg (archev. lég.). — IV. 348, 357, 440, 513, 539. — V. 162, 252.  
 — de Roquelaure (arch. concord.). V. 461, 465, 548.  
 Manfredini (marq.). — IV. 2. — V. 74.  
 Mannay, voir *Trèves*.  
 Mans (Le). — Prudhomme (év. constit.). — IV. 152. — V. 203.  
 — de Pidoll (év. concord.). — V. 462.  
 Mantoue. — Mgr Pergen (év. de). IV. 501.  
 Marbos, voir *Valence*.  
 Marcorelle, législateur. — V. 343, 549.  
 Marescalchi, agent de la rép. cisalpine, puis italienne, à Paris. Dép. nos 1226, 1240, 1262. IV. — 131, 143, 162, 431, 452, 556. V. — 2, 18, 38, 44, 45, 55, 57, 68, 254, 280, 282, 474.  
 Maret (H. B.), secr. d'Etat. — Lettres nos 978, 1190, 1233 à 1235, 1249. IV. 205, 263, 268, 449. — V. 448, 468, 471.  
 Marie-Anne (archiduchesse). — IV. 28, 56.  
 Marie-Tudor, reine d'Angleterre. — V. 605.  
 Marron, pasteur. — IV. 391. — V. 335, 429, 430.  
 Marseille. — Mgr de Belloy (év. lég.). — IV. 106, 107, 109, 140, 248. V. — 206, 232, 248, 277, 432, 460, 475, 488, 492, 502.  
 Martiniana (card.), év. de Verceil. — Lettre. no 1274. — V. 597.  
 Masséna (gén.). — IV. 432, 453, 522.  
 Massey, voir *Valence*.  
 Massias, min. de France à Carlsruhe. IV. 440. — V. 135.  
 Massow, membre du direct. Luthér. à Berlin. — IV. 385.  
 Mattei, voir *Ferrare*.  
 Maudru, voir *Saint-Dié*.  
 Maury (card.), év. de Montefiascone. Lettres. nos 891, 991, 1053. IV. — 36, 86, 87, 299, 300, 507, 509, 510, 520.  
 Mauviel, voir *Saint-Domingue*.  
 Mayence. — Mgr d'Erthal (arch. lég. de). — IV. 448, 500, 510. — V. 123, 144.  
 — Colmar (év. concord.). — V. 464.  
 Mazio (Raphaël), maître des cérémonies de Caprara. — IV. 3, 7, 106, 145. — V. 245, 439, 440, 441, 448, 493, 522, 523.  
 Méan (de), voir *Liège*.  
 Meaux. — Mgr de Polignac (év. lég.). — IV. 337, 529.  
 — Thuin (év. constit.). — IV. 165. — V. 203.  
 — de Barral (év. concord.). — V. 462, 466, 548.  
 Médicis (card. Alex. de). — IV. 7, 64.  
 Melzi d'Eril (Cte), homme d'Etat cisalpin, puis vice-présid. de la Rép. italienne. — IV. 131, 415, 431, 452. — V. 2, 58, 75, 77, 85, 219, 448, 449, 489.  
 Mende. — Nogaret (év. constit.). — IV. 168. — V. 203.  
 — de Chabot (év. concord.). — V. 463, 471.

- Mercy** (de), voir *Bourges, Luçon*.  
**Mérinville** (de), voir *Chambéry, Dijon, Lyon*.  
**Merry**, agent d'Angleterre à Paris. Lettre. n° 1020. IV. 430', 516'. — V. 228', 557, 561, 562.  
**Mestadier**, voir *Saint-Maixent*.  
**Metz**. — Card. de Montmorency (év. lég.). — IV. 174, 266, 367, 368, 378, 421, 502, 507, 526, 527'. V. — 10, 128.  
 — Francin (év. constit.). — IV. 152. V. 203'.  
 — Bienaimé (év. concord.). — V. 463, 471.  
**Metzger**, législateur. — Lettres. — nos 1021, 1166. — IV. 191', 384', 387', 389', 394. — V. 176', 183', 184', 186', 327', 425', 431', 549.  
**Meynard**, législateur. — V. 549.  
**Milan**. — Mgr Visconti (archev. de). — Lettre. n° 1090. IV. 494, 535, 547. — V. 1, 3', 4', 18, 36, 37', 63, 223'; voir Caprara.  
**Modène** (duc de). — IV. 448. — V. 38'.  
**Mohilev** (archev. de). — IV. 78', 219. V. 118'.  
**Moïse**, voir *Saint-Claude*.  
**Molinier**, voir *Tarbes*.  
**Moliterno** (gén.). — V. 21, 219.  
**Moncey** (gén.). — V. 170'.  
**Monin**, voir *Sedan*.  
**Moniteur** (notes du). — nos 1026, 1028, 1057, 1064.  
**Montalto** (card.). — IV. 64'.  
**Montanari**, député cisalpin. — V. 46', 76.  
**Montanier de Belmont**, voir *Saint-Flour*.  
**Montault-des-Isles**, voir *Angers, Poitiers*.  
**Montblanc**, vic. gén. de l'év. de Troyes. IV. 98.  
**Montevecchio** (Cte). — IV. 44.  
**Montmorency** (de), voir *Metz*.  
**Montpellier**. — Mgr de Malide (év. lég.). — IV. 102, 142.  
 — Rochemore, puis Rochebrune, puis La Fage (nommés év. concord. n'ont pas accepté). — V. 462, 464'.  
 — Rollet (év. concord.). — V. 464'.  
**Moreau**, voir *Autun, Mâcon*.  
**Moreau** (gén.). — IV. 432', 521. — V. 569'.  
**Morkov** (de), agent de Russie à Paris. IV. 113', 117, 118, 144, 182, 253, 257, 360, 366, 383', 414, 448', 493, 556. — V. 194.  
**Morosini** (card. Fr.) légat. — IV. 64', 66, 67.  
**Morozzo** (Mgr). — V. 87, 118.  
**Mortier** (gén.). — V. 209.  
**Moulins**. — Mgr de La Tour (év. nommé, non institué). — IV. 97', 102, 235, 248.  
 — Butaud-Dupoux (év. constit.). — IV. 152. — V. 204'.  
**Mourgues**. — V. 209.  
**Moussac** (de), vic. gén. — V. 207.  
**Mozzi**, ministre du roi d'Etrurie. — IV. 437.  
**Muller**, agent de l'abbé de Saint-Gall à Paris. — IV. 120.  
**Muraire**, prés. du trib. de cassation. V. 491'.  
**Murat** (Mme), née Caroline Bonaparte. IV. 49, 546. — V. 619.  
**Murat** (gén.). — IV. 28, 29, 41 à 44, 47 à 49, 143, 218, 222, 223, 240, 241', 527, 545 à 547. — V. 3', 4', 8', 22, 57, 77, 98, 116 à 118, 260, 286, 394, 577, 578, 582, 599, 618, 619, 628.  
**Musquiz**, ancien ambass. d'Espagne à Paris. — IV. 266.  
**Nagel**, membre du direct. Luther. de Berlin. — IV. 385.  
**Namur**. — Bexon (év. concord.). — V. 464'.  
**Nancy**. — Mgr La Fare (év. lég.). IV. 357, 502, 527. — V. 128', 129, 131, 132, 136', 137.  
 — Nicolas (év. constit.). — IV. 257. V. 204'.  
 — d'Osmônd (év. concord.). — V. 462, 466', 548.  
**Nantes**. — Mgr de La Laurencie (év. lég.). — IV. 102.  
 — Du Voisin (év. concord.). — V. 463, 471.  
**Naples**. — Ferdinand IV (roi de). IV. — 12, 43, 143, 217, 223, 226, 233, 239', 337', 383, 438, 490, 496, 561.  
 V. — 27, 35, 36, 66, 67, 78, 96, 552, 615.



— Marie-Caroline (reine de). — IV. 218.

— Marie-Antoinette (princesse de). IV. 555.

— (Min. de France à), voir *Alquier*.

— (Prince hérédit. de). — IV. 555.

*Narbonne*. — Mgr Dillon (archev. lég.). — Lettre. n° 1150.

IV. — 93, 97, 98, 102, 103, 112, 136, 209, 245, 247, 250, 260, 261, 434, 436, 439, 450, 451, 526, 527, 575.

V. — 99, 126, 129, 140.

— Belmas (év. constit.), voir *Carcassonne*.

*Narbonne-Lara* (de), voir *Evreux*.

*Nava* (abbé), député cisalpin. — V. 46.

*Nebbio*. — Mgr de Santini (év. de). — IV. 248, 417.

*Negretti* (Mgr). — IV. 494, 555.

*Nevers*. — Tollet (év. constit.). — IV. 168. — V. 203.

*Neveu* (de), voir *Bale*.

*Neyrac* (abbé de), vic. gén. de Vabres. — V. 207.

*Nice*. — Mgr Valperga (év. lég.). IV. 440, 530.

— Colonna d'Istria (év. concord.). V. 463, 465, 471.

*Nicolai* (de), voir *Béziers*.

*Nicolas I*, pape. — IV. 75.

*Nicolas*, voir *Nancy*.

*Nîmes*. — Mgr Cortois de Balore (év. lég.). — IV. 107, 140, 141, 248. V. 232.

*Noé* (de), voir *Lescar*, *Troyes*.

*Nogaret*, voir *Mende*.

*Nonces* (circulaires aux). — n° 860, 947, 988, 994, 1093, 1098.

*Noyon*. — Mgr de Grimaldi (év. lég.). — IV. 102.

*Oberlin*, présid. du comité Luther. de Strasbourg. — IV. 387, 401.

*Offredi*, voir *Cremona*.

*Ollivier* (Louis), agent officieux de France à Hambourg. — IV. 259.

*Opizzoni* (Mgr), député cisalpin, puis archev. de Bologne. — V. 46, 53, 65, 80, 89, 90, 103, 213, 224, 247, 280, 449, 472, 541.

*Orange*, secr. du comité des Réunis. IV. 173.

*Orléans*. — de Jarente (év. lég., devenu schismatique). — IV. 376. — V. 40.

— Bernier (év. concord.). — V. 462, 463, 491, 506, 524 à 527, 548.

— Orlodot (d'), voir *Laval*.

— Osmond (d'), voir *Cominges*, *Nancy*.

Otto, agent de France à Londres. — Dép. n° 898, 1264.

IV. — 92, 100, 104, 112, 349, 353, 516, 517, 518, 577.

V. — 155, 164, 165, 228, 235, 556.

Oudinot (gén.). — V. 569.

Paget, voir *Genève*.

Paget (François), dominicain. — IV. 44. — V. 627.

Paillou (abbé), vic. gén. de Luçon. — V. 207.

Paix (Godoi, prince de la). — V. 63, 88, 229, 244.

Palatin (électeur). — IV. 448.

*Palerme* (archev. de). — V. 67.

Palmoni (Livio), courrier pontifical. IV. — 5, 6, 40, 32, 38, 40,

41, 45, 52, 54, 113, 184.

V. — 598, 600, 606, 607.

*Pamiers*. — Mgr d'Agoult (év. lég.). — IV. 259, 260, 355, 356, 357, 502 à 505, 549. — V. 125.

— Lemerrier (év. constit.). — IV. 168, 258. — V. 204.

Pancaldi, ministre cisalpin. — IV. 49, 162, 237, 240.

Pancemont (Mayneaud de), curé de Saint-Sulpice.

Lettre. n° 1006.

IV. — 350, 352, 357, 425, 509, 510.

V. — 123, 207, 208, 232, 233, 236, 245, 435. — Voir *Vannes*.

Panine, homme d'Etat russe. — IV. 380.

Panisset, voir *Chambéry*.

Paradol, ex-législateur. — V. 209.

*Paris*. — Mgr de Juigné (archev. lég.).

IV. — 107, 350, 357, 417, 425, 426, 439, 502, 509, 510.

V. — 112, 123, 124, 140, 141.

— Gobel (ancien év. constit.). — V. 511.

— Royer (év. constit.).

IV. — 112, 124, 125, 126, 127, 148, 150, 151, 170. — V. 204, 493.



- de Belloy (archev. concord.). — V. 432, 425, 460, 463, 475, 476, 488, 492, 493, 540, 547, 548, 557, 562, 564.
- Parme** (duc de). — IV. 219. — V. 198.
- Paul I<sup>er</sup>, empereur de Russie. — IV. 118, 121, 217, 218. — V. 13, 72, 95, 99, 598, 602, 618.
- Paul III, pape. — V. 608.
- Pauli, protestant. — V. 186.
- Pavie**. — Mgr Bertieri (év. de). — V. 18, 37, 62.
- Pelletan, chirurgien à l'Hôtel-Dieu. — V. 460.
- Peltier (du Doyen), pamphlétaire. — IV. 243, 428. — V. 155.
- Perée, tribun. — V. 167.
- Pergen, voir *Mantoue*.
- Périer. — Procès d'inform. canonique. n° 1244. — Voir *Avignon*, *Clermont*.
- Pérignon (gén.). — IV. 524.
- Périgueux**. — Mgr de Flamarrens (év. lég.). — IV. 102, 136.
- Pontard (ancien év. constit.). — V. 204.
- Bouchier (év. constit.). — V. 204.
- Périllier. — IV. 38, 39, 122. — V. 598.
- Perpignan**. — Villa (év. const.). — IV. 152, 165. — V. 204, 239.
- Perrégaux, sénateur. — IV. 522.
- Pétiet, cons. d'Etat. — IV. 49, 162. — V. 2, 3, 21, 63, 164.
- Petit (Mlle), actrice. — IV. 525.
- Petrus. — Lettre. n° 1052. — Voir Ollivier.
- Pfeffel, présid. du consist. Luther. de Colmar. — IV. 388.
- Philippe-le-Bel, roi de France. — IV. 158.
- Photius, patriarche de Constantinople. — IV. 75.
- Pictet, tribun. — V. 192, 341.
- Pidoll (Mgr de), suffragant de l'archev. de Trèves. — IV. 511, 514. — V. 123, 240. — Voir *Mans (le)*.
- Pie IV, pape. — IV. 324, 328, 329, 332. — V. 97, 483.
- Pie VI (Braschi), pape. — IV. 26, 34, 66, 78, 88, 94, 104, 126, 134, 140, 215, 229, 306, 320, 321, 336, 347, 358, 359, 367, 376, 418, 443, 547, 559.
- V. — 2, 7, 11, 18, 19, 25, 27, 34, 73, 76 à 87, 97, 128, 134, 161, 162, 198, 217, 223, 229, 243, 296, 514, 519, 528, 537, 557, 585, 603, 601, 610 à 615, 620, 621, 624.
- Pie VII** (Chiaramonti), pape. — Bulle de nomination du légat. n° 863. — Lettres de créance pour le légat. n° 864. — Bref conférant des facultés pour le légat. — n° 865. — Suite des instructions pour le légat. n° 888. — Brefs nos 952, 963, 1002, 1139, 1140, 1144, 1202. — Bulle pour la nouvelle circonscription des diocèses. n° 995. — Bref donnant au légat la faculté d'insituer les nouveaux évêques. n° 996. — Instructions pour Caprara relatives aux constitutionnels. n° 999, 1141. — Allocution en consistoire. n° 1273.
- Pietro** (Mgr. di), patriarche de Jérusalem, puis cardinal. — Lettres. nos 997, 1143, 1277. — IV. 23, 51, 71, 77, 81, 106, 114, 298, 313, 353, 364, 371, 381, 451, 497, 500, 510, 574. — V. 10, 29, 97, 113, 129, 212, 251, 252, 481, 584, 595, 600, 608, 610, 614.
- Pietsch, présid. du consist. gén. de Cologne. — V. 340.
- Pignatelli (gén.). — V. 21, 22, 219.
- Pino (gén.). — V. 21, 22, 219.
- Piranesi, courrier pontifical. — IV. 279, 280.
- Pisani de la Gaude, voir *Vence*.
- Pitt, homme d'Etat anglais. — IV. 522.
- Plessé, protestant. — V. 210.
- Pottiers**. — Montault des Isles (év. constit.). — IV. 152, 153. — V. 207, 233, 245, 503.
- de La Neufville, nommé év. concord. n'a pas accepté. — V. 463, 464, 471.
- Luc Bailly (év. concord.). — V. 463.
- Police**. — Dubois, (préfet de). — Rapport. n° 1230. — Publication du concordat. n° 1253. — Bulletins. V. 171, 257, 392, 394, 409, 462, 492, 493. — V. 135, 136, 539.

- Police (ministre de la), voir Fouché.  
 Polignac (de), voir *Meaux*.  
 Polus (card.), légat. — IV. 7, 14. — V. 625.  
 Pomaroli (Felice), courrier pontifical. IV.—12', 53, 108', 141, 266', 272, 279', 291', 293', 294'.  
 Ponsignon, voir *Sens*.  
 Pontard, voir *Périgueux*.  
 Pontchartrain (le chancelier de). — V. 302.  
*Ponte Corvo* (gouverneur de). — IV. 143.  
 Porcher, sénateur. — IV. 552', 554'.  
 Portalis, cons. d'Etat, chargé des cultes.  
 Lettres. — nos 925, 935, 940, 941, 944, 972, 982, 983, 1004, 1005, 1007, 1009, 1028, 1034, 1057, 1058, 1080, 1085, 1089, 1118, 1153, 1154, 1241, 1260.  
 Discours. n° 1213.  
 Projets de règlements sur les cultes. nos 942, 943.  
 Rapports. nos 926, 1159, 1160, 1162 à 1164, 1167, 1172, 1208.  
 Circulaires. nos 1065, 1210.  
 IV.—58', 91, 115, 116', 134, 138, 148, 149, 150, 151', 153', 161 à 167, 170, 181, 192', 195', 206', 209, 250, 253 à 255, 263, 268 à 274, 279', 290 à 293, 315, 327, 331, 340, 347, 349', 351, 354, 355, 377'. 378 à 381', 384, 389 à 395, 401', 405', 406', 417', 429, 433, 434, 437, 446, 453, 456', 476, 478', 482, 491, 513', 514', 515, 531, 535', 539, 545, 546, 557', 558, 560', 580.  
 V.—80, 81, 121, 135', 136, 141', 144, 154, 159, 160, 162', 163', 167, 168', 170', 172', 173, 182, 185, 186, 188', 189, 191', 192', 205', 210', 215', 228', 236, 240', 241 à 250, 257, 258', 264, 268 à 278, 281', 295, 313', 314', 315', 319', 320', 323', 331', 332', 333, 334', 336', 337', 342', 373', 374', 387, 389, 392', 427 à 430, 435, 440, 448', 452', 453', 454', 459, 462', 463', 465', 466', 470', 471', 474, 478, 486, 488', 490, 502', 504', 520, 531, 536 à 540, 552, 553', 557 à 560, 579, 581, 582, 591'.  
*Porto* (év. de). — V. 600.  
*Portugal* (reine de). — V. 83.  
 — Souza (min. à Paris). — V. 567.  
 Posch (baron de), ministre bavarois. V. 87'.  
 Poulard, voir *Autun*.  
 Praslin (de Choiseul), sénateur. — IV. 553.  
 Préfets  
 de *Anvers*. — IV. 348.  
*Aveyron*. — V. 164', 166, 167, 373.  
*Bas-Rhin*. — V. 168, 171, 320', 374.  
*Doubs*. — V. 171.  
*Drôme*. — IV. 18, 19. — V. 173, 333'.  
*Dyle*. — V. 162'.  
*Escaut*. — V. 162.  
*Finistère*. — V. 171.  
*Haute-Loire*. — V. 170.  
*Ille-et-Vilaine*. — V. 166.  
*Jemmapes*. — V. 156, 158, 159, 160', 373.  
*Léman*. — V. 172, 191'.  
*Manche*. — V. 163, 167, 273.  
*Meurthe*. — V. 387'.  
*Mont-Blanc*. — V. 163'.  
*Mont-Tonnerre*. — V. 189'.  
*Moselle*. — V. 170.  
*Tarn*. — V. 334'.  
*Vendée*. — V. 168.  
*Vienne*. — V. 167.  
 Primat, voir *Lyon*, *Toulouse*.  
 Protestant (culte).  
 nos 940, 943, 1023, 1024, 1165, 1167, 1210, 1211.  
 IV. — 192 à 194, 384 à 409.  
 V. — 172', 210.  
 Prudhomme, voir *Mans (le)*.  
*Prusse*. — Frédéric-Guillaume III (roi de).  
 IV.—107, 108', 123, 150, 182, 261, 414, 447, 448, 452, 535, 540.  
 V.—392, 431, 486, 487.  
*Puy (Le)*. — Mgr de Galard (év. lég.). — IV. 357, 451. — V. 128'.  
 — Delcher (év. constit.). — IV. 168', 174'. — V. 203'.  
 Puysaye (de), chef royaliste. — IV. 260.  
 Puységur (de), voir *Bourges*.  
 Quesnel (gén.). — IV. 44.  
*Quimper*. — Audrein (ancien év. constit.). — V. 204'.

- André (év. concord.). — V. 462.  
**Rabaut-Dupui**, dit le Jeune, législateur.  
 Lettres. nos 1022, 1219.  
 IV. 389', 391', 396'.  
 V. — 172', 333', 425', 429', 430'.  
**Rabaut-Pomier**, sous-préfet du Vigan. — IV. 392'. — V. 172', 335'.  
**Rabaut-Saint-Elie**, membre de la Constituante et de la Convention. V. 425'.  
**Rafin**, voir *Cahors*.  
**Ramel**, min. des finances sous le Directoire. — V. 406'.  
**Rappart**, membre du direct. réformé à Berlin. — IV. 385'.  
**Ravenne**. — Mgr Codronchi (arch.). V. — 37, 39, 40, 45', 56, 58, 62, 65, 68, 76, 77, 80, 82, 89, 90, 93, 103, 213, 224, 225, 247, 253, 279, 280, 449, 472, 541'. Voir *Opizzoni*.  
**Recker**, membre du direct. luthér. à Berlin. — IV. 385'.  
**Reding** (Alois), landammann de l'Helvétie. — IV. 363', 494. — V. 228'.  
**Regnaud** (de S.-Jean-d'Angély), cons. d'Etat. — IV. 539. — V. 342', 343'.  
**Régnier**, cons. d'Etat. — V. 342', 343'.  
**Rehfeld**, protestant. — IV. 387'.  
**Reille** (gén.). — V. 116, 117'.  
**Reims**. — Mgr de Talleyrand-Périgord (arch. lég.).  
 IV. — 258, 350', 356', 422, 502, 527', 532.  
 V. — 127, 128'.  
 — Diot (év. constit.). — IV. 152, 153', 163'. — V. 203'.  
**Rennes**. — Mgr de Girac (év. lég.).  
 IV. 357, 562'.  
 — Le Coz (év. constit.). — IV. 134', 151.  
 V. 203', 233, 240', 505, 531, 536'.  
 — de Maillé (év. concord.). — V. 462, 548'.  
**Reybaz**, pasteur. — IV. 39. — V. 191'.  
**Reymond**, voir *Dijon*, *Grenoble*.  
**Rhost**. — Mgr Franchet de Rans (év. *in partibus* de). — IV. 107'. — V. 319'.  
**Rieux**. — Mgr de Lastic (év. lég.).  
 IV. 354, 417, 516. — V. 128', 209'.  
**Rigal**, législateur. — V. 185'.  
**Rigaud**, ex-syndic de Genève. — V. 172, 191', 192'.  
**Rivals**, min. de France à Cassel. — IV. 440'.  
**Rives** (abbé). — V. 252'.  
**Rochebrune** (abbé). — V. 207, 208', 233. — Voir *Montpellier*.  
**Rochelle (La)**. — Mgr de Coucy (év. lég.). — IV. 318', 335, 353, 354', 506, 507. — V. 132'.  
 — de Lorry (év. concord.). — IV. 462, 465', 548'.  
**Rochemore** (abbé), vic. gén. — V. 207, 208', 233. — Voir *Montpellier*.  
**Rodez**. — Mgr de Colbert (év. lég.). — IV. 98, 102, 142'.  
 — Debortier (év. constit.). — IV. 152. V. 203'.  
**Rœderer**, cons. d'Etat. — Lettre. no 1067. — IV. 412', 432', 536', 539', 540. — V. 296', 424', 445', 472'.  
**Roger** (abbé), vic. gén. de Sens. — V. 207'.  
**Roger de Cahusac de Caux**, voir *Aire*.  
**Rohan** (card. de), voir *Strasbourg*.  
**Rohan-Guéméné** (de), voir *Cambray*.  
**Rollet**, voir *Montpellier*.  
**Romans** (abbé). — V. 239'.  
**Roquelaure** (de), voir *Malines*, *Sens*.  
**Rouanet**, voir *Béziers*.  
**Roujoux**, tribun. — V. 394', 409'.  
**Rosan** (abbé). — V. 207'.  
**Rouen**. — Card. de la Rochefoucault (archev. lég.). — V. 356, 520'.  
 — Charrier de la Roche (ancien év. constit.). — IV. 4, 152, 153', 165', 230', 443'. — V. 204', 207, 232, 519'.  
 — Le Blanc de Beaulieu (év. const.).  
 IV. — 109, 111, 152, 172, 520'. — V. 204', 232, 503, 504, 533, 535, 536'.  
 — Cambacérès (archev. concord.). — V. 461, 465', 492, 548'.  
**Rousseau**, voir *Coutances*.  
**Roux** (abbé), vic. gén. d'Avignon. — V. 207'.  
**Rovere** (card. della), légat. — IV. 64', 159'.  
**Rovère**, voir *Avignon*.  
**Royer**, voir *Paris*.  
**Royère** (de), voir *Castres*.

- Rubbi (Camille), théologien de Caprara. — V. 448, 521.
- Rudler, commiss. dans les dép. de la rive gauche du Rhin. — V. 187.
- Rudolfi, membre du direct. Luther. à Berlin. — IV. 385.
- Ruffo (card.), min. de Naples à Rome. IV. 218, 233. — V. 22, 35, 83.
- Ruffo de Bonneval, voir *Senez*.
- Ruffo de Laric, voir *Saint-Flour*.
- Ruffo-Scilla (card.), nonce à Vienne. IV. 107, 216, 295, 530. — V. 8.
- Ruremonde*. — Mgr Van de Velde (év. lég.). — IV. 348, 357, 440, 449, 514.
- Russie* (min. de) à Paris, voir Kolytchev, Morkov.
- Sabonadière, pasteur. — IV. 391.
- Sabran (de), voir *Laon*.
- Sack, membre du direct. Luthér. à Berlin. — IV. 385.
- Sagone*. — Mgr Math. Guasco (év. lég.). — IV. 107, 417.
- Saint-Brieuc*. — Caffarelli (év. concord.). — V. 462, 547, 548.
- Saint-Claude*. — Mgr Chabot (év. lég.). — IV. 106, 107, 109, 110, 140, 239, 248. — V. 232, 236, 239, 463.
- Moïse (év. constit.). — Lettre. n° 924. — IV. 130, 152, 156, 164, 173, 295. — V. 203, 239.
- Saint-Dié*. — Mgr de Chaumont de la Galaisière (év. lég.). — IV. 502, 513, 549. — V. 209.
- Maudru (év. constit.). — IV. 152. — V. 203.
- Saint-Domingue*. — Mauviel (év. constit.). — IV. 168. — V. 204.
- Saint-Flour*. — Mgr Ruffo de Laric (év. lég.). — IV. 236, 242, 248, 417, 426, 507.
- Bertin (év. constit.). — IV. 152, 213. — V. 204.
- de Villefrancon (nommé év. concord., n'a pas accepté. — V. 464.
- Montanier de Belmont (év. concord.). — V. 464.
- Saint-Gall (prince, abbé de). — IV. 120.
- Saint-Maixent*. — Mestadier (év. constit.). — IV. 152, 153.
- Saint-Malo*. — Mgr Cortois de Pressigny (év. lég.). — IV. 107, 108, 110, 140, 141, 248. — V. 232.
- Saint-Omer*. — Asselin (év. constit.). IV. 152, 153, 156, 168, 183. — V. 204.
- Saint-Papoul*. — Mgr de Maillé (év. lég.). — IV. 107, 108, 110, 140, 248. — V. 154, 206, 232, 493.
- Saint-Pol-de-Léon*. — Mgr de La Marche (év. lég.). — IV. 100, 102, 260. — V. 165.
- Saint-Sulpice* (curé de) à Paris, voir Pancemont.
- Sainte-Suzanne (gén.), cons. d'Etat. IV. 401.
- Sala, secr. de Caprara. — Lettre. n° 1189. — IV. 3, 7, 145. — V. 112, 245, 248, 249, 448, 515, 522, 537, 538.
- Salamon (abbé de). — IV. 520. — V. 251.
- Saliceti. — IV. 121, 176, 242, 258, 415.
- Salm-Salm, voir *Tournai*.
- Saluzzo (card.). — IV. 216.
- San-Michele (curé de), à Milan. — V. 77.
- Santini, voir *Nebbio*.
- Sardaigne* (roi de). — IV. 113, 120, 121, 144, 219, 240, 303, 383, 414, 420. — V. 17, 597, 614, 616.
- (Reine de). — V. 100.
- Sarsina (vicaire de), député cisalpin. V. 76.
- Sartiges (abbé), vic. gén. — V. 206.
- Saurine, voir *Dax*; *Strasbourg*.
- Saussol (abbé de). — IV. 228, 335.
- Savines (de), voir *Viviers*.
- Savoye-Rolin, tribun. — V. 394, 409.
- Scarabelli, homme d'Etat italien. — V. 562.
- Schawe (de), membre du direct. Luthér. à Berlin. — IV. 385.
- Schimmelpenninck, voir *Batavie*.
- Schizzati, min. d'état à Parme. — IV. 47.
- Schönstedt, banquier à Münster. — IV. 508.
- Schulenmayer, présid. du consist. réformé à Berlin. — IV. 385.
- Scotti (card.). — IV. 236.

Sebastiani (abbé). — V. 464, voir *Ajaccio*.

*Sedan*. — Monin (év. constit.). IV. 432. — V. 204.

*Séze*. — Mgr Du Plessis d'Argentré (év. lég.). — IV. 350, 356, 367, 378, 421, 502, 507, 508, 520, 526, 527. — V. 128, 468.

— Lefessier (év. constit.). — IV. 432. V. 203.

— de Boiscollet (év. concord.). V. 462.

Séguier (abbé), vic. gén. — V. 207.

Sémonville, min. de France à La Haye. — Dép. n° 1268.

*Senes*. — Mgr Ruffo de Bonneval (év. lég.). — IV. 213, 228, 248, 349, 507. — V. 32, 68.

*Sentis*. — Mgr de Roquelaure (év. lég.). — IV. 106, 107, 109, 140, 248. — V. 232, 236.

*Sens*. — Ponsignon (élu év. constit., non sacré). — IV. 155, 165, 257.

Serbelloni, député cisalpin. — V. 2.

Sermet, voir *Toulouse*.

Sers, sénateur. — V. 429.

Severoli, év. de Fano, nommé nonce à Vienne. — Journal. nos 948, 1091, 1125, 1151.

IV. 215, 216.

V. — 45, 161, 581.

*Sienna* (card. archév. de), voir *Zonadari*.

Sieyès, sénateur. — IV. 334.

Siméon, tribun. — Rapport. n° 1246. V. 390, 394, 402, 406, 407, 409, 431.

Simon, voir *Grenoble*.

Sinibaldi (Mgr). — V. 621.

*Sisteron*. — Mgr de Bovet (év. lég.). — IV. 357, 451, 502, 504. — V. 128, 132.

Sixte-Quint, pape. — IV. 64.

*Soissons*. — Mgr de Bourdeilles (év. lég.). — IV. 350, 356, 549. — V. 125.

— Le Blanc de Beaulieu (év. concord.). — V. 461, 489, 497, 509, 525, 537, 548, 590, 591.

Spalding, membre du direct. Luther. à Berlin. — IV. 385.

Spina (archév. de Corinthe, puis card.). Dép. nos 893, 902, 904, 905, 907, 913 à 917, 934, 936, 977, 1011, 1100,

1102. — Instructions n° 1276. — Mémoire n° 1278.

IV. — 5, 10, 17, 25, 31, 36 à 41, 43, 47, 50, 52, 54, 56, 60 à 63, 81, 83, 91, 97, 102 à 109, 118, 122 à 127, 131, 132, 134, 137, 150, 163, 166, 170, 174, 175, 176, 181, 184, 190, 209, 229, 233, 237, 238, 252, 254, 256, 262, 269 à 273, 276 à 279, 287, 292, 294 à 297, 300, 313, 316, 317, 322, 323, 331, 335, 347, 350, 354, 360, 362, 365, 365, 367, 368, 377, 379, 381, 409, 418, 425, 431, 436, 437, 439, 443, 477, 497, 500, 525, 529.  
V. 7, 11, 28, 30, 33, 73, 78, 82, 84, 112, 118, 251, 263, 281, 290, 296, 528, 541, 554, 584, 597, 625.

*Spire*. — Mgr de Waldersdorf (prince év. de). — V. 125.

Stapfer, min. de la Rép. Helvétique à Paris. — Dép. nos 906, 1221.

IV. 365, 494. — V. 148, 194, 267, 569.

Stevens dit Lemaigre, vic. gén. de Namur. — V. 158, 161, 162.

*Strasbourg*. — Card. de Rohan (év. lég.). — IV. 174, 175, 331, 353, 357, 368, 422. — V. 123.

— Saurine (év. concord.). — V. 462, 489, 497, 509, 510, 525, 547, 548, 590.

Suzor, voir *Tours*.

Tabaraud (abbé), ex-oratorien. V. 239.

Tabbacchi, député cisalpin. — V. 46.

Taddeo della Volpe, voir *Imola*.

Talaru (de), voir *Coutances*.

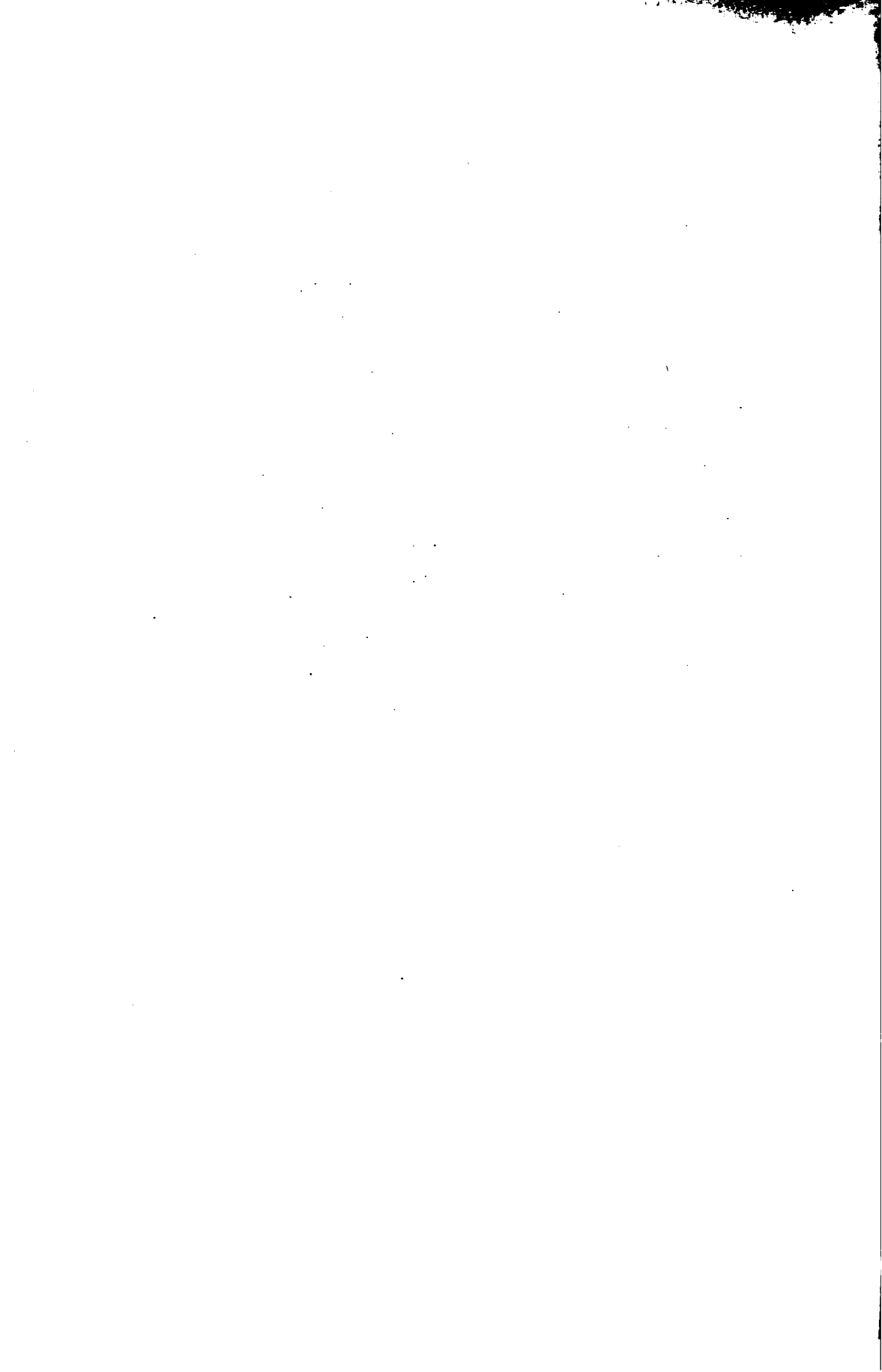
Talbot (Mgr), vicaire apostol. à Londres. — IV. 526.

Talleyrand, min. des rel. extér. — Lettres nos 919, 928, 937, 1029, 1059, 1155, 1258. — Réconciliation. nos 1140, 1141. — Observations n° 1164. — Rapport n° 1177.

IV. — 2, 4, 29, 44, 45, 50, 51, 53, 57, 58, 60, 81, 82, 92, 99, 100, 108, 114, 118, 120, 123, 131, 132, 134, 143, 144, 148, 150, 151, 179, 191, 212, 221, 229, 230 à 232, 235, 237, 242, 258, 259, 262, 263, 278, 279, 291, 293, 299, 302, 345, 348, 349, 359, 367, 381, 382, 414, 415, 416, 432, 436, 453,

- 502, 511, 515, 516 à 518, 525, 535, 541, 547, 555.  
 V. — 2, 3, 7, 12, 20, 29, 31, 35, 36, 37, 38, 43, 46, 47, 55, 57, 62, 68, 77, 83, 90 à 92, 97, 100, 105, 108 à 111, 116, 121, 191, 194, 213, 220, 229, 239, 253, 256, 261, 281, 284, 286, 441, 474, 552, 566, 571, 573, 575, 576, 583, voir *Autun*.  
*Talleyrand-Perigord*, voir *Reims*.  
*Talma*, tragédien. — IV. 525.  
*Tanucci*, min. napolitain. — V. 27.  
*Tarasconi* (Cte), gentilh. de la chambre à Parme. — IV. 47.  
*Tarbes*. — Mgr de Gain de Montaignac (év. lég.). — IV. 356.  
 — Molinier (év. constit.). — IV. 152. V. 203.  
*Tardiveaux*, voir *Tours*.  
*Teller*, membre du direct. Luther. à Berlin. — IV. 385.  
*Tharreau* (gén.). — V. 220.  
*Thémines*, voir *Blois*.  
*Thibaudeau*, cons. d'Etat. — IV. 539.  
*Thiessé*, tribun. — IV. 565.  
*Thormann*, min. de la Rép. Helvétique. — V. 432.  
*Thugut*, hommed'Etat autrichien. — IV. 122.  
*Thuin*, voir *Meaux*.  
*Toscane* (Ferdinand, ex-grand duc de). — IV. 440. — V. 6, 74.  
*Tosio* (Joachimo), — V. 87.  
*Tollet*, voir *Nevers*.  
*Toul*. — Mgr de Champorcin (év. lég.). — IV. 493, 514.  
*Toulon*. — Mgr de Castellane-Mazanges (év. lég.). — IV. 337. V. 128.  
*Toulouse* — Mgr de Fontanges (archev. lég.). — IV. 260, 335, 354, 355. — V. 197, 205, 206, 232, 236.  
 — Sermet (év. constit.). — IV. 151. V. 203, 239.  
 — Primat (archev. concord.). — V. 461, 489, 510, 519, 525, 538, 547, 548, 590, 591.  
*Tournai*. — Mgr de Salm-Salm (ancien év. lég.). — IV. 349.  
 — Allain, (nommé év. concord., n'a pas accepté). — V. 463, 464, 471.  
 — Hirn (év. concord.). — V. 252, 464.  
*Tours*. — Suzor (ancien év. constit.). IV. 257.  
 — Tardiveaux (élu év. constit., non sacré). — IV. 257.  
 — de Boisgelin (archev. concord.). V. — 435, 461, 466, 542, 546, 547, 548, 567.  
*Trèves*. — Mgr Wencelas de Saxe (électeur-archev.). — IV. 500, 511, 514. — V. 122, 123, 140, voir *Pidoll*.  
 — Mannay (archev. concord.). — V. 464.  
*Tronchet*, sénateur. — IV. 532.  
*Troni* (Cte), auditeur, puis suppléant du nonce de Cologne. — Dép. n° 1148. — V. 127, 129, 165, 581..  
*Troyes*. — Mgr de Barral (év. lég.). IV. 97, 98, 103, 104, 142, 248, 301, 438, 443. — V. 12, 166, 167, 207, 232, 236.  
 — Blampoix (év. constit.). — IV. 152. V. 204.  
 — de Noé (év. concord.). — V. 463, 465, 471, 548.  
*Tulle*. — Brival (év. constit.). — IV. 152. — V. 203.  
*Turckheim*, protestant. — IV. 387.  
*Turquie* (min. de), à Paris. — IV. 144.  
*Uden*, membre du direct. Luther. à Berlin. — IV. 385.  
*Usson de Bonac*, voir *Agen*.  
*Uzès*. — Mgr de Béthizy (év. lég.). IV. 102, 142, 301.  
*Vadorini*, secr. de Caprara. — IV. 7. V. 448, 483, 515.  
*Vaison*. — Mgr Fallot de Beaumont (év. lég.). — IV. 107, 140, 417. — V. 206, 232, 463.  
*Valence*. — Mgr de Massey (év. lég.). — IV. 357, 417, 450, 451, 502, 510. — V. 128.  
 — Marbos (ancien év. constit.). — IV. 155, 257. — V. 203.  
 — Bécherel (év. concord.). — V. 464, 506, 513, 525, 590.  
*Valperga*, voir *Nice*.  
*Van de Velde*, voir *Ruremonde*.  
*Vannes*. — Mgr Amelot (év. lég.). IV. 102.  
 — Le Masle (év. constit.). — IV. 152. V. 203.  
 — de Pance mont (év. concord.). —

- V. — 462, 463, 492, 493, 498, 502, 503, 512, 513, 518, 524 à 526, 548, 591, 592.
- Vargas (de), min. d'Espagne à Rome. IV. — 237, 256, 302, 303, 561.
- V. — 12, 14, 15, 30, 31, 78, 80, 83, 98, 576.
- Vence. — Mgr Pisani de la Gaude (év. lég.). — IV. 213, 228, 243, 248, 260, 349, 353, 354, 507.
- Vercell (év. de). Voir Martiniana.
- Verdun. — Aubry (év. constit.). IV. 183. — V. 203.
- Verne (abbé). — V. 210.
- Versailles. — Clément (év. constit.) V. 204.
- Charrier de la Roche (év. concord.). — V. 461, 489, 519, 526, 591.
- Vesoul. — Flavigny (év. constit.). — IV. 152, 164. — V. 203.
- Vezet (de), agent royaliste. — IV. 87.
- Vicini, député cisalpin. — V. 40, 41.
- Vienne. — Mgr d'Aviau du Bois de Sanzay (archev. lég.). — IV. 107, 140, 248, 528. — V. 205, 212, 232, 236.
- Vignolle (gén.). — V. 21, 22, 219.
- Villa, voir *Perpignan*.
- Villar, voir *Laval*.
- Villaret, voir *Amiens*.
- Villefrancon, voir *Saint-Flour*.
- Villedieu, voir *Digne*.
- Villot-Fréville (abbé). — V. 252.
- Vintimille (de), voir *Carcassonne*.
- Visconti, membre du gouvernement cisalpin. — V. 24.
- Visconti, voir *Milan*.
- Viviers. — Mgr de Savines (év. lég., devenu schismatique). — IV. 376, 377.
- Vollius, voir *Dijon*.
- Waldersdorf, voir *Spire*.
- Walsh, chan. de St-Pierre de Rome. IV. 495. — V. 448.
- Wandelaincourt, voir *Langres*.
- Wenceslas de Saxe, voir *Trèves*.
- Withworth (lord), homme d'Etat anglais. — IV. 517.
- Ypres. — Mgr d'Arberg (év. lég.). IV. 348, 357, 528.
- Zaenffel (abbé). — V. 207, 208, voir *Liège*.
- Ziucci (Mgr). — V. 87.
- Zoilo (chan.), député cisalpin. — V. 41, 56, 76.
- Zöllnen, membre du direct. Luther. à Berlin. — IV. 385.
- Zondadari (card.). archev. de Sienne. IV. 53, 57, 58, 150.
- Zurlo (card.). archev. de Naples. — IV. 239.





# TABLE ANALYTIQUE

## DU CONCORDAT

---

### I. — PROMULGATION DU CONCORDAT.

#### **Formalité de la promulgation.**

Après l'échange des ratifications, le rôle du Saint-Siège dans le concordat se trouve épuisé : V, 30, 33.

Au contraire, du côté du gouvernement français, il reste l'obligation de soumettre le concordat aux mêmes formalités que la loi : V, 296 (voir III, 756 if.). — Le concordat doit donc être présenté par des conseillers d'Etat (V, 295), discuté et voté par le Tribunat, adopté par le Corps législatif. Dix jours après cette adoption, la promulgation est faite par le P. Consul : V, 431', 486, 541'.

La promulgation a été retardée, pendant plusieurs mois, par les précautions à prendre avec l'opinion, et surtout avec les corps politiques chargés de faire la loi.

#### **1° Précautions avec l'opinion en général.**

Esprit de philosophie ou d'indifférence religieuse, répandu dans une partie de la nation : IV, 363, 403, 424, 429, 431, 448, 451, 489, 570. Il s'observe notamment à Paris (IV, 123 ; V, 3, 171, 175, 448, 487) ; dans l'armée, l'administration, l'Institut (IV, 256) ; l'entourage de Bonaparte : IV, 235, 452 ; V, 487, etc. — Allégations optimistes de Portalis sur le désir du retour à la religion : IV, 348, 416 ; V, 172, 173, 353, 372, 542.

Pour ménager l'opinion des contemporains, le P. Consul entend :

- 1° Dévoiler à la fois l'ensemble de l'organisation religieuse (IV, 178, 244, 269, 282, 286, 296, 303, 357 ; V, 258), et jusque-là garder tout secret : IV, 55, 60, 84, 299, 394 ; V, 475. — Cet ensemble consiste dans : (1°) le concordat ; (2°) la nouvelle division des diocèses, convenue également avec le Saint-Siège (en principe, dans l'art. 2 du concordat ; en détail, dans la bulle de circonscription) ; 3° et 4° les règlements sur les cultes chrétiens, et les nominations à l'épiscopat, que le gouvernement français regarde comme de la compétence du pouvoir civil.
- 2° Appuyer la réglementation des cultes sur les principes de tolérance entre les églises chrétiennes, sur les maximes ou « libertés » gallicanes, et sur une économie au moins momentanée dans les dépenses.
- 3° Consacrer, dans les nominations à l'épiscopat, la fusion des deux clergés, constitutionnel et insermenté.
- 4° Choisir, pour faire connaître l'organisation religieuse, une journée mémo-

- table (anniversaire du 18 brumaire : IV, 135, 250, 264, 341, 363<sup>\*</sup> ; Noël : IV, 268, 282, 286, 296, 363<sup>\*</sup>, 491 ; V, 19, 29 ; annonce de la paix avec l'Angleterre : IV, 534 ; V, 252, 286, 293, 432, 542<sup>\*</sup>, 556, 563 ; Pâques : V, 472, etc.)
- 5<sup>o</sup> Présenter le rétablissement du culte comme nécessaire aux relations de la France avec l'Europe : IV, 143, 363 ; V, 396, cf. 571 à 576.

## 2<sup>o</sup> Précautions avec les corps politiques en particulier.

Le parti d'opposition contre le P. Consul, qui s'est formé pendant la session précédente dans le Tribunat et le Corps législatif, s'est déjà préparé à la résistance sur le terrain religieux.

Moyens employés successivement par le P. Consul pour lutter contre ce parti :

(Avant la réunion du Corps législatif) :

- 1<sup>o</sup> Publicité anticipée de l'organisation religieuse (IV, 357), en mettant à profit l'anniversaire du 18 brumaire, transformé en fête de la Paix. — Mais un retard de la chancellerie romaine (IV, 259, 268, 280<sup>\*</sup>, 293), qui empêche de publier la nouvelle circonscription (voir « Bulle de circonscription »), et par suite le nouvel épiscopat, fait renoncer à ce moyen : IV, 263, 269, 288.

(Pendant la session ordinaire du Corps législatif).

- 2<sup>o</sup> Ordre habile des travaux, en mêlant le concordat aux traités avec l'Europe et aux grandes lois de réorganisation sociale : IV, 409, 412<sup>\*</sup>. — Mais ce moyen est rendu impossible (IV, 433 ; V, 85) par les dispositions malveillantes (IV, 123, 255, 256, 261, 384, 428, 451, 522, 536, 539, 540, 542, 552) que le Tribunat et le Corps législatif manifestent aussitôt dans des votes (IV, 491<sup>\*</sup>, 518, 519<sup>\*</sup>, 532 ; V, 73) et des désignations de personnes (IV, 413<sup>\*</sup>, 445, 451, 523, 537, 541<sup>\*</sup>, 542). — Cet embarras gouvernemental est aggravé par le mécontentement de plusieurs généraux (IV, 432, 444, 453, 516, 517<sup>\*</sup>, 521, 537, 569) ; la cherté des subsistances (IV, 444, 447, 452) ; des bruits alarmants colportés au dedans et au dehors (IV, 516, 518, 536 ; V, 21<sup>\*</sup>, 145).

- 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> Retrait de tous les projets de loi, et renouvellement immédiat de la cinquième partie du Tribunat et du Corps législatif : IV, 525<sup>\*</sup>, 535, 538, 540, 541, 544 ; V, 516.

Succès de ces deux dernières mesures : d'une part, le blâme qu'elles infligent est ratifié par l'opinion (V, 146) ; d'autre part, les opposants les plus en vue sont exclus par le Sénat, qui renouvelle le cinquième, non par le tirage au sort (IV, 538<sup>\*</sup>, 539<sup>\*</sup>), mais par un choix (IV, 542, 553, 558, 566 ; V, 146, 147), fait sous l'inspiration des Consuls : IV, 532<sup>\*</sup>, 533<sup>\*</sup>, 554, 565.

Revenu de Lyon (IV, 542 ; V, 43), le P. Consul est sollicité de commencer l'organisation religieuse avant la fin de la session ordinaire : V, 65, 98, 139, 155, 210, 229, 234, 245, 257, 288. — Ses velléités à cet égard sont contrariées par l'état des négociations d'Amiens : V, 220, 222, 227, 230, 234<sup>\*</sup>, 235<sup>\*</sup>, 246.

(Après la fin de la session ordinaire).

- 5<sup>o</sup> Convocation du Corps législatif en session extraordinaire (V, 237<sup>\*</sup>), notamment pour le vote du concordat qui est demandé dès le début (V, 342, 392). — Changement dans le mode de travail du Tribunat : IV, 540<sup>\*</sup>, 550<sup>\*</sup> ; V, 393<sup>\*</sup>, 394<sup>\*</sup>.

## La forme d'une loi est étendue à la réglementation des cultes.

Cette réglementation a d'abord été préparée comme acte du pouvoir exécutif : IV, 195 ; V, 175<sup>\*</sup>, 177. — A la fin de mars, le P. Consul décide de lui donner la forme législative, et de la comprendre dans une même loi avec le concordat : (1<sup>o</sup>) pour mieux marquer les caractères de la nouvelle organisation religieuse ; (2<sup>o</sup>) pour lui assurer plus de suffrages dans les assemblées ; (3<sup>o</sup>) pour lui donner plus d'autorité dans la nation.

Les règlements sur les cultes prennent alors le nom d'« Articles organiques » : V, 277<sup>\*</sup>, 313<sup>\*</sup>. — Un projet de loi, composé du concordat et des ar-

ticles organiques, est soumis au Conseil d'Etat : V, 391. — Modifications importantes introduites, à la hâte, dans les articles des cultes protestants : V, 427, etc.

Devant les assemblées, le langage officiel, surtout celui de Portalis, invoque les droits traditionnels de l'Etat, et les principes de tolérance de la nouvelle philosophie : V, 276, 308, 409, 475. — Affectation de placer les protestants et les catholiques sur un pied d'égalité : V, 386, 408, 418, 425, 427, 545.

Malgré quelques voix contraires et un nombre plus grand d'abstentions (V, 409, 427, 431, 433, 448, 475, 486, 542, 579), le projet de loi est adopté le 18 germinal an X.

### **Promulgation le jour de Pâques.**

Elle ne porte plus exclusivement sur le concordat, mais sur la loi du 18 germinal.

Elle est faite par le P. Consul le matin de Pâques (V, 472, 541, 542, 548) et est publiée solennellement à Paris : V, 549. — Dans la journée, fête à Notre-Dame pour célébrer le rétablissement du culte, et la paix d'Amiens ratifiée dans la matinée : V, 551, 557, 561, 565, 578.

Les jours précédents, il y avait eu : la réception officielle du Légat ; l'affichage de la bulle de circonscription ; la nomination d'une partie de l'épiscopat.

### **Réclamations du Saint-Siège.**

La cour de Rome n'a pu ignorer qu'un règlement sur le culte était en préparation (IV, 270, 280, 284, cf. V, 54, 68) ; mais Caprara seul en a connu à l'avance les dispositions : V, 260, 277, 278.

Bien que résignée à tolérer en fait des règlements semblables, dans l'ancienne monarchie française, dans les autres pays catholiques, tout récemment dans la Rép. italienne, cette cour voit avec peine l'insertion des articles organiques dans la même loi que le concordat (V, 475, 577, 581, 583), et surtout le sens de plusieurs de ces articles : V, 579, 580.

Réunion d'une congrégation pour examiner les questions soulevées par les articles organiques, et aussi par le serment attribué au Légat, et par la réconciliation irrégulière des constitutionnels pourvus de nouveaux sièges : V, 581.

— Dans une allocution du 24 mai, le Pape, tout en se réjouissant de la publication du concordat, annonce des réclamations contre les articles organiques : V, 589, 593.

## **II. — MESURES ACCESSOIRES**

### **Mission d'un Légat à latere.**

Précédents nombreux de légations envoyées en France, aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, et jusqu'en 1664 : IV, 63 et s., 158.

#### *Nomination de Caprara.*

Caprara est désigné par le P. Consul (cf. III, 771), à cause de son caractère (IV, 2, 3, 4, 30, 139, 344, 545), et malgré son âge et ses infirmités.

Il est nommé par le Pape en consistoire (IV, 2, 6), et par une bulle : IV, 14.

— Dans un autre consistoire, il est investi de la croix : IV, 4, 27. — Sa suite est peu nombreuse : IV, 3, 7. — Les embarras financiers du Saint-Siège ne permettent pas de donner à sa mission l'éclat traditionnel (IV, 2, 7) ; mais le P. Consul y pourvoit en partie, par les honneurs qu'il fait rendre au Légat dans la Cisalpine (IV, 8, 47, 48), puis en France (IV, 56, 106, 130) ; par le logement et les équipages qu'il lui fournit : IV, 114, 131, 133, 263.

*Facultés données au Légat.*

Elles ne sont point limitées quant au temps, la durée de la mission restant subordonnée à la volonté du gouvernement français : IV, 68, 157, 547.

**1° Facultés pour le spirituel.**

En principe, un Légat *a latere* représente le Pape : IV, 266. Mais, en fait, les facultés accordées à Caprara ont été restreintes, par des raisons de prudence, envers : 1° le gouvernement français (IV, 70, 179 ; V, 28) ; 2° les autres pays (V, 28) ; 3° Caprara lui-même.

Les premières facultés, remises à Rome au Légat (IV, 19) et complétées pendant son voyage (IV, 37, 62, 82) ont, les unes, la forme précise de sommaires ; les autres, la forme plus générale d'instructions. Elles autorisent :

(1°) à pourvoir à des cas de conscience, de mariage, de discipline ecclésiastique, etc. — Ces facultés sont énoncées en bloc dans un bref (IV, 19), et en détail dans des sommaires : IV, 20, 24', 25'.

(2°) A produire au gouvernement français le bref ci-dessus, et même les sommaires en cas de nécessité : IV, 69, 70, 375 ; V, 440'.

(3°) A apaiser, dans les départements belges, les querelles sur le serment de haine à la royauté : IV, 25.

(4°) A céder, s'il le faut, aux exigences du gouvernement français, en lui prêtant un serment, mais qui ne s'applique ni aux lois de la République, ni aux libertés gallicanes : IV, 63 à 68, 373, 374.

(5°) A pourvoir à l'administration des diocèses, avant même la démission des titulaires, en conférant dès à présent des pouvoirs apostoliques d'administration aux vicaires généraux qu'il trouvera en exercice, ou qu'il désignera s'il y a lieu : IV, 71 à 73, 263, 368. — Il prévient ainsi les nominations de vicaires capitulaires : IV, 72, 370, 450', 451' ; V, 33', cf. 314'.

(6°) A adopter, dans le serment que les nouveaux évêques devront au Pape, les tempéraments admis récemment en Russie et ailleurs : IV, 77 à 79 ; V, 483'.

(7°) A accueillir les constitutionnels, mais sans leur reconnaître la qualité d'évêques et sans entrer en discussion avec eux : IV, 73 à 75, 372 ; V, 266, 267', 270, 276.

[Quelques-unes de ces facultés avaient été déjà données à Spina et à Della Genga, qui n'en avaient point fait usage].

Ces premières facultés ont été étendues successivement :

(1°) Par la pratique : Caprara a continué de préférence la juridiction à la personne même des évêques démissionnaires : IV, 351', 367', 368, 444, 444', 527, 575 ; V, 251. — Cette simplification a été approuvée à Rome : IV, 374', 489, 580 ; V, 10.

(2°) Par le Saint-Siège, sur la demande indirecte de Spina (IV, 267), puis directe de Caprara : IV, 381', 561 ; V, 256. — Le Légat a reçu ainsi quelques pouvoirs plus amples (V, 96), notamment pour l'administration de plusieurs diocèses vacants par mort (IV, 267, 371, 381'), et l'autorisation générale de parer aux cas imprévus, quand il y aurait urgence : IV, 497 ; V, 27, 28. — Caprara s'en est servi, par exemple, pour corriger la bulle de circonscription : IV, 497.

(3°) Par le Saint-Siège, sur la demande du gouvernement français. — Le Légat a été autorisé ainsi à conférer aux nouveaux évêques une institution (IV, 132, 134, 263', 303, 311, 490), qui devra être confirmée à Rome dans les six mois : IV, 311. — Conditions auxquelles cette institution est soumise, s'il s'agit de constitutionnels.

**2° Facultés pour le temporel.**

Après hésitation (IV, 17'), le Pape confie éventuellement à Caprara des pouvoirs ordinaires de nonce pour les affaires temporelles (IV, 11, 37', 253,

257; V, 73, 103).—Il le fait par des lettres de créance (IV, 17, 145), distinctes de celles qui l'accréditaient comme Légat (IV, 16).

#### Fin de la mission de Spina.

La cour de Rome avait d'abord pensé à faire de Spina un nonce temporaire (IV, 17, 145), puis son représentant à Amiens (IV, 215, 238, 360, 431, 436, 561). — Elle avait recommandé à Caprara de se concerter avec lui (IV, 32, 36, 38, 47, 183, 269, 365, 368, 380). — Mais le gouvernement français (IV, 108, 139, 145, 177, 179, 277, 287), et Caprara lui-même (IV, 145), ayant fait sentir que la présence de Spina à Paris était devenue inutile, celui-ci est rappelé, ainsi que le P. Caselli : IV, 229, 279, 365, 437. — Spina obtient de rapporter à Rome le corps de Pie VI (IV, 140, 358, 359, 367, 418, 547; V, 25, 78, 84, 223, 229, 243, 296).—Il devient cardinal (IV, 277; V, 84, 281, 296), ainsi que Caselli (V, 84, 419); puis archevêque de Gênes : IV, 229, 281.

#### Exercice des facultés en France.

D'après les précédents, cet exercice est subordonné à une autorisation du gouvernement : IV, 370, 525, 530.

#### Autorisation tacite.

Les retards dans la promulgation du concordat obligent à autoriser verbalement ou tacitement un usage anticipé des facultés spirituelles pour : 1° les cas de conscience, de mariage, etc. : IV, 380, 441, 530, 546; V, 212, 438, 474; — 2° le serment de haine en Belgique : IV, 538, 539; V, 161; — 3° l'administration des diocèses, même vacants par mort (mission de Salomon à Rouen, etc. : IV, 520; V, 251); — 4° l'augmentation du nombre des diocèses. (Caprara bénit le mariage religieux de Louis Bonaparte, et celui de Murat : IV, 530, 545, 546).

#### Autorisation formelle.

Elle est donnée, d'une manière générale, par un arrêté, préparé en novembre (IV, 148, 157, 162, 165, 176, 250), et rendu le 8 avril (IV, 437, 474), qui impose comme conditions : l'enregistrement en Conseil d'Etat pour la bulle de nomination; la prestation d'un serment, etc. — Cet arrêté est suivi d'une réception solennelle, faite d'après un cérémonial particulier (IV, 106, 148, 161, 254; V, 233, 433, 436, 439, 445, 487, 491). — Le serment prêté par le Légat, dans cette occasion, est altéré gravement au Moniteur (IV, 158 à 160, 258; V, 211, 233, 283, 446, 447, 474, 494, 529, 532, 554, 581, 583, 587).

Le gouvernement soumet en outre à une autorisation spéciale les principaux actes du Légat, tels que : 1° le décret exécutoire de la bulle de circonscription; 2° le droit d'instituer les nouveaux évêques (V, 437); 3° l'indult pour la réduction des fêtes (IV, 114, 450, 497); 4° le décret pour un jubilé (IV, 491, 497; V, 217, 438, 452). — Publication irrégulière de ces actes, faite par l'éditeur Le Clère : V, 504.

Même après la réception du Légat, Cacault ne peut obtenir, par réciprocité, ses lettres de créance : IV, 45, 182, 302; V, 83, 287.

#### La mission du Légat est étendue à la Rép. italienne.

A l'ouverture de la consulte de Lyon, Caprara avait pris la responsabilité de désigner un représentant pour le diocèse d'Imola, dont Pie VII était encore titulaire : IV, 494, 530; V, 15, 19, 193. Il en avait été blâmé à Rome, comme ayant excédé ses facultés : V, 69.

Après la consulte, le P. Consul nomme Caprara au siège vacant de Milan (V, 65, 85, 97, 112, 223), et demande que ce cardinal soit investi dans la Rép. italienne des mêmes pouvoirs qu'en France : V, 64, 138, 253. — Le Pape y consent (V, 80, 91, 289, 449, 474, 540); mais en prescrivant à Caprara d'éviter tout concordat pour la Rép. italienne : V, 93, 254, 472.

**Administration civile des Cultes.**

Le P. Consul ne veut pas la confier à un « aumônier » (IV, 115, cf. III, 771), mais à un cons. d'Etat (comme il a fait pour d'autres services publics).

**Nomination de Portalis.**

Elle est contemporaine de l'arrivée de Caprara : IV, 115, 134, 165. — Caractère de Portalis : IV, 115, 150, 255. — Ses attributions sont rattachées pour la forme au ministère de l'Intérieur : IV, 137, 192. — Il travaille directement avec le P. Consul (IV, 138), qui dirige tout (IV, 195; V, 242, 250, 313), et qui continue à employer Bernier comme intermédiaire avec les agents du Saint-Siège.

Avant la promulgation du concordat, l'autorité de Portalis à l'intérieur est limitée et contrariée par le ministre de la police : IV, 115, 379, 380; V, 170.

— A l'extérieur, Talleyrand lui laisse la liberté de correspondre avec Cacault : IV, 138, 181; 259, 268, 293, 453; V, 137, et avec d'autres agents.

Portalis reste rapporteur pour le Code civil : IV, 412.

**Principaux actes de son administration.**

Portalis présente des rapports sur : la bulle de ratification de la convention (V, 148); la bulle de circonscription (V, 152); la bulle nommant le Légat (IV, 157); le mode de réception du Légat (IV, 161); les règlements particuliers sur le culte catholique (V, 297) et sur les cultes protestants V, 186, 189, 327; l'organisation générale des cultes (V, 343); les nominations à l'épiscopat (V, 200); l'esprit public : IV, 416; V, 155, 163.

Il prépare les règlements sur les cultes (IV, 195, 202, 395; V, 176, 313, 330); les listes de nomination à l'épiscopat (V, 205, 240); les circulaires relatives à son administration : IV, 534; V, 236, 258, 558.

Il intervient dans la démission et dans la réconciliation des évêques constitutionnels : IV, 155, 173, etc.; V, 489, etc.

**Bulle de ratification de la Convention.**

(D'après les instructions envoyées à Spina en mai 1801, la bulle seule devait être rendue publique, les articles du concordat demeurant secrets : V, 605, 611; cf. III, 756. — Mais cette prétention, inconciliable avec la nécessité d'obtenir pour le traité lui-même la sanction législative, n'a pas été maintenue).

La cour de Rome accepte les modifications faites à la bulle par le gouvernement français : IV, 11. — Elle en envoie un exemplaire sur parchemin (IV, 83, 262), qui est remis par Caprara, non lors de sa réception solennelle (IV, 263), mais quinze jours plus tôt : V, 245.

Préambule ajouté à la bulle par Caprara : V, 249, cf. 245.

La publication est autorisée par un arrêté du 19 avril, rendu en Conseil d'Etat (V, 152), sur le rapport de Portalis : V, 148. — Cependant, dès le 10 et le 11, la bulle reçoit une publicité anticipée par insertion au Moniteur (V, 437), et par affichage dans les églises de Paris : V, 248, 494.

**Bulle de la nouvelle circonscription des Diocèses.**

Le troisième plan, envoyé à Rome (cf. III, 769) ne mentionne, par inadvertance, que 49 diocèses : IV, 10, 32, 106.

**Retards de la bulle.**

Comme cette bulle comprend l'ensemble de la circonscription nouvelle (IV, 31, 42, 43, 52, 54, 62, 183 à 190, 211), elle doit régulièrement mentionner toutes les réponses à une demande de démission totale pour les titulaires de l'ancienne France, et de démission partielle pour les titulaires de la rive gauche du Rhin : IV, 31, 35, 54, 60, 116, 178, 184, 210. — Le retard de ces réponses entraîne donc celui de la bulle : IV, 55, 60, 259, 484.

Le P. Consul, empêché par là de publier l'organisation religieuse le 18

brumaire, se plaint de la cour de Rome : IV, 183, 268, 270, 273, 280, 286 ; cf. V, 226, 227. — Portalis soutient par note que le refus des titulaires ne pouvant entraver la nouvelle circonscription, il doit en être de même de leur simple silence, quelle qu'en soit la cause : IV, 178, 275, 280 ; V, 149.

Pressé par la note de Portalis, le Pape consent à envoyer la bulle à Paris (IV, 307, 453), sans attendre celles des réponses qui ne sont pas encore connues : IV, 296, 298, 305, 315 à 319. — Il se fonde sur la présomption que tous les évêques ont dû recevoir le bref « Tam multa », et que le délai de dix jours accordé pour répondre doit être expiré : IV, 305, 308, 424.

#### *Changements faits à la bulle.*

Caprara se croit autorisé, par ses nouvelles facultés, à faire à la bulle des modifications : 1<sup>o</sup> spontanées (il corrige des inadvertances et modère des expressions : IV, 497, 498, V, 144) ; 2<sup>o</sup> demandées par le P. Consul (il ajoute dix diocèses V, 237, 241, 247, 253, 257, 262, 289 ; il substitue Avignon à Nîmes : V, 251, 476 ; etc. V, 215).

Ces modifications sont approuvées à Rome : V, 289.

#### **Décret exécutoire de la bulle de circonscription.**

Les détails, qui par défaut de temps et de renseignements n'ont pu trouver place dans la bulle, sont renvoyés à Caprara, sur sa propre demande : IV, 185 à 190, 274 à 276, 340. — Celui-ci les insère dans son décret exécutoire qui (comme la bulle elle-même) s'étend à la circonscription entière : IV, 454, 456, 480 à 490 ; V, 195.

Le Légat, dans ce travail, se heurte contre les maximes gallicanes (IV, 480, 498 ; V, 75), soutenues par Portalis et Bernier, qui lui font d'abord supprimer la mention des taxes etc. (IV, 31, 345, 454, 474, 480, 485), puis exigent un remaniement général du décret : IV, 514, 569 à 573, 575, 579, 581 ; V, 80, 81, 86, 216.

Caprara prépare, en outre, pour chaque nouveau diocèse, un décret particulier d'érection : V, 195, 196.

#### *Publication de la bulle et du décret exécutoire.*

La bulle et le décret font l'objet d'un arrêté du 19 avril (IV, 152, 153) et d'une publicité anticipée, commune à la bulle de ratification (voir *supra*).

#### *Bulle de circonscription pour les Colonies.*

Le gouvernement, en vue de l'expédition de Saint-Domingue (IV, 495) se préoccupe de l'organisation ecclésiastique dans les colonies des Indes Occidentales : IV, 183 ; V, 154. — Cette organisation, préparée d'abord sous la forme d'un bref, est envoyée sous celle d'une bulle : IV, 341. — L'exécution en est annoncée par un article du décret exécutoire (IV, 473 ; V, 476), mais est ajournée par le P. Consul.

#### **Bref exhortant les anciens Evêques à se démettre.**

Il ne s'agit que des évêques titulaires.

#### *Formes et conditions de l'envoi du Bref.*

Elles regardent exclusivement la cour de Rome. — Un exemplaire du bref « Tam multa » doit être remis officiellement à chaque titulaire, avec une lettre individuelle, dont le modèle a été rédigé à Rome : IV, 92. — Cette lettre déplaît à beaucoup d'évêques : IV, 93, 96, 247, 505, 506.

L'envoi, étant l'exécution d'un article du concordat, est subordonné par le Saint-Siège à la connaissance certaine des ratifications échangées à Paris : IV, 50, 52, 181. — Il est fait immédiatement aux évêques réfugiés en Angleterre (IV, 92, 93, 97, 99, 316) ou habitant la France (IV, 406, 408, 410, 412, 440),

parce que c'est Spina qui en est chargé. — Il se trouve retardé pour les évêques réfugiés dans les autres pays (Italie ; Allemagne : cf. IV, 107, 174, 349, 352, 357, 509 ; Espagne : cf. IV, 107, 294, 297, 316 ; Russie), parce que c'est la chancellerie romaine qui se l'est réservé : IV, 211, 260, 274, 288, 293, 297, 314, 317, 352, 356, 499, 508, 550. — Ce délai, malgré les efforts de Caprara pour y remédier (IV, 175, 276, 348, 440, 511), a l'inconvénient : 1° de faire suspendre l'organisation religieuse (préparée par le P. Consul pour le 18 brumaire : IV, 268) : — 2° de laisser aux évêques refusants, réunis à Londres, le temps d'agir sur leurs confrères du continent : IV, 105, 112, 123, 137, 141, 281, 304, 304, 316, 356, 446. Le bref est publié dans les journaux, contre la volonté du Saint-Siège : IV, 104, 112, 213, 221, 230, 242, 500.

#### Réponse des anciens Evêques.

Voir le « Tableau des évêques » : V, 633.

Rome demande que la réponse soit individuelle (de même que l'exhortation) : IV, 98, 99, 103 ; et qu'elle soit faite dans les dix jours de la réception officielle du bref, tout délai devant être interprété comme un refus : cf. III, 379 ; IV, 136, 229, 244, 248, 270, 304.

#### Evêques démissionnaires.

Ils forment la majorité.

Quelques-uns ne se démettent, qu'après avoir témoigné de dispositions hésitantes (IV, 352, 356, 425, 439 ; V, 123, 140, 141, 246, 252), ou même contraires : V, 125.

Sauf ces retardataires (V, 112), les évêques démis reçoivent chacun un bref : (IV, 230, 244, 245, 434, 526), les félicitant, et prenant acte de leur démission (qui selon les uns a été acceptée par le Pape à l'avance, qui selon les autres se trouve acceptée par ce bref même).

Les évêques démissionnaires sont autorisés à rentrer en France, mais sous des restrictions imposées par Fouché : IV, 100, 289, 349, 353, 357, 557, 558 ; V, 135 à 137, 205, 213, 232. — Tous ceux qui rentrent et qui acceptent sont réélus par le P. Consul : V, 231. — Les autres sont pensionnés : V, 385. (Caprara aurait voulu leur donner un titre *in partibus* : IV, 563).

#### Evêques non-démissionnaires.

Ceux qui ne veulent pas se démettre, commencent presque tous par solliciter un délai, sous prétexte de connaître les explications du Pape (IV, 94, 102 ; V, 131), de se concerter entre eux, etc. : IV, 503. — Plusieurs de ces lettres sont collectives : IV, 101, 103, 421, 441, 451, 526, 527.

Puis, pour justifier leur attitude, ils souscrivent en commun des mémoires, rédigés à Londres (V, 99, 126, 127), et en Allemagne : V, 128.

Les motifs qui les dirigent sont, les uns avoués et d'ordre religieux (IV, 93, 101, 104, 142, 248, 252, 367, 527, 529, 549), les autres dissimulés et tenant à l'influence politique du Cte d'Artois (IV, 97, 99, 100, 103, 104, 348), et à celle de Louis XVIII (qui a rédigé une protestation contre le concordat : IV, 87, 505) ; IV, 84, 86, 300, 353, 358, 506, 512 : V, 126, 129, 137, 155. — Polémiques à ce sujet (IV, 86, 421, 422), surtout en Angleterre : IV, 104, 243, 352, V, 130, 171.

Le Pape écrit à l'archevêque de Narbonne, chef des opposants à Londres, pour essayer de le ramener : IV, 245, 246, 247, 250, 434, 436, 526. — Ce bref est communiqué, dans la même vue, à quelques évêques mal disposés : IV, 439, 575. — Il n'est suivi d'aucun autre bref (IV, 504, 506), ou acte du Saint-Siège. (puisque la déposition des évêques refusants, ou présumés tels, a lieu *ipso jure*) V, 99, 129.

Les évêques non démissionnaires envoient, pour la plupart, dans leurs diocèses des instructions réglant en fait la conduite du clergé et des fidèles à l'égard de l'épiscopat concordataire : V, 131 à 135.



Ils sont exceptés de l'amnistie accordée aux émigrés (art. 10 du senatusconsulto du 6 floréal an X).

*Dispositions spéciales aux Evêques de la rive gauche du Rhin.*

La bulle de circonscription ne supprime aucun de ces diocèses ; elle maintient, au moins provisoirement (IV, 309, 484), les droits de l'évêque, du chapitre etc., sur la partie du diocèse qui n'est pas incorporée à la France (sans distinguer si cette partie comprend, ou non, le siège ou « titre » de l'évêché) : cf. IV, 175, 187.

— Le Pape n'avait donc à demander à ces évêques qu'une démission partielle, ou (ce qui revient au même) le consentement au démembrement des diocèses : IV 31, 35, 54, 60, 116, 211, 249, 296, 305, 351, 510, 511, 514'. — Mais les modifications qui devaient être apportées en ce sens au bref « Tam multa », paraissent avoir été négligées à Rome : IV. 318, 500, 501' ; V. 122, 123'.

La réponse de tous ces évêques (sauf un : V, 125'), a été affirmative.

Les chapitres de la rive gauche et ceux de la Belgique ont également consenti à la nouvelle circonscription : IV, 187 ; V, 125, 268.

**Bref pour le rappel des Evêques constitutionnels à l'Unité.**

Voir les rectifications à faire au texte de ce bref : IV, 124'.

Voir le « Tableau des Evêques » V, 639 : cf. IV, 155' ; V, 203'.

*Forme de l'envoi.*

Spina, qui a obtenu l'approbation du gouvernement pour le bref « indirect », (IV, 126', 144, 251, 322), le fait imprimer (IV), 112, 124', et l'adresse successivement (IV, 107, 112, 124, 125' aux évêques constitutionnels, restés en grand nombre à Paris après le Concile national : IV, 141, 166. — Le bref est accompagné d'une lettre d'envoi, concertée avec Bernier.

Il n'est pas remis aux évêques de l'ancien clergé, devenus schismatiques : IV, 11, 376, 377' ; V. 10', 11, 377'.

*Réponse des Evêques.*

Les constitutionnels, se sentant soutenus par le parti de la Révolution (IV, 167, V, 175, 209, 402, 515, 559), et par le P. Consul (IV, 129, 271, etc.), se plaignent hautement du bref « indirect » (IV, 125, 134, 141, 163, 164, (qui leur refuse la qualité d'évêque : IV, 124, 127, 154, 165, 168, 170', 258, 306, 373 ; V, 175', 264, 444, 511, 512', 516.

Ils le déclarent non venu (comme dépourvu de l'*exequatur* : IV, 126, 170). Quelques uns le repoussent avec vivacité : IV, 164'. — Ils se modèrent à l'arrivée de Caprara, à qui ils affectent de rendre visite : IV, 166, 171, 373, 443'. — Portalis les amène à consentir à une lettre au Pape, dont il présente la formule : IV, 156, 157', 166, 173, 323, 339, 342. — Mais 1° plusieurs la modifient : IV, 153, 156, 174, 258 ; 2° tandis que une partie des évêques la souscrit comme une démission véritable (IV, 170'). Grégoire et ses adhérents n'y voient qu'une lettre de participation, et se démettent réellement entre les mains des métropolitains : IV, 116', 169 ; 3° quelques évêques, absents de Paris, se démettent sans en avoir eu connaissance : IV, 155'.

Aux yeux du Légat (V, 164, 165, 167, 172'), et du Pape (IV, 251, 295, 306), 339 ; V, 519) cette lettre implique un simple abandon des sièges usurpés, et nullement le retour à l'Unité ; retour qui reste subordonné à une rétractation formelle.

Tous les évêques constitutionnels sont démissionnaires : IV, 150 à 156, 165. — Après la liquidation de l'agence des Réunis (V, 531'), ceux qui ne sont point réélus sont pensionnés : V, 385. — Il leur est spécialement interdit de porter le costume épiscopal : V, 319'.

**Bref pour la réconciliation des Ecclésiastiques mariés, etc.**

Leurs suppliques devenant nombreuses et pressantes (V, 212), le Légat est au-

torisé verbalement à commencer à exécuter le bref, avant la promulgation du concordat : IV, 380.

Il conseille à sa cour de réhabiliter au ministère ceux qui n'ont failli que pour sauver leur vie pendant la Terreur : IV, 441<sup>r</sup> ; V, 212.

Le Gouvernement recommande une grande indulgence (V, 559 ; cf. V, 77, 131) ; d'autant plus que la loi civile n'interdit plus aux ecclésiastiques de se marier : IV, 410 ; V, 151, 378 ; cf. IV, 394.

### Liste de nomination aux Evéchés.

Les nominations (qui doivent renouveler tout l'épiscopat), sont liées à la nouvelle division des diocèses. — Comme la bulle de circonscription tarde à paraître Spina propose au Gouvernement de nommer par avance aux évéchés vacants par mort, tels qu'ils sont actuellement délimités : IV, 54, 55, 60, 445, 210, 211, 244, 249, cf. 276. — Une combinaison semblable est imaginée à Rome : IV, 61, 210. — Mais le P. Consul rejette ces expédients provisoires : IV, 285 ; cf. 264.

### Composition de la Liste.

La dernière liste, ébauchée par Bernier (voir III, 770), est remaniée successivement par Portalis : IV, 514 ; V, 139. Ajournée, lors du 18 brumaire (IV, 264, 270, 280, 284), elle est présentée, au mois de février : V, 200. — Elle comprend, en majorité, des ecclésiastiques du second ordre, et un certain nombre d'évêques de l'ancien clergé ; elle ne laisse point de place aux constitutionnels (sauf à deux, déjà rétractés : V, 203, 208<sup>r</sup>), à cause du discrédit qui les frappe : V, 167, 174, 200, 201, 209.

Mais le P. Consul trace de nouvelles listes, où il fait entrer des constitutionnels : V, 231 à 235, 240, 257, 274 à 276.

Il dicte lui-même les nominations : V, 460 à 465 ; (qui seront complétées successivement après Pâques). — Circulaire de Portalis pour avertir les élus, dont quelques uns refusent : V, 205, 236, 464<sup>r</sup>. — Les attributions de sièges sont toutes nouvelles : V, 168, 175, 205 : les premières ne sont faites qu'à la dernière heure : V, 258.

Les évêques élus, qui sont présents à Paris, prêtent le serment au P. Consul, pendant la cérémonie de Pâques.

### Règles générales pour l'institution des nouveaux Evêques.

Le concordat stipule que l'institution est donnée directement par le Pape.

Dans la vue d'abréger les délais, et aussi de prévenir la résistance de Rome contre le choix de constitutionnels, le Gouvernement reproduit la maxime gallicane que le Pape est « collateur forcé » (IV, 282, 285, 326 ; V, 64, 376), et demande que le pouvoir d'instituer soit délégué à Caprara : IV, 263<sup>r</sup>.

Bref accordant au Légat cette faculté (IV, 311, 320, 339) ; mais sous la réserve qu'elle s'exercera une seule fois pour chaque diocèse (IV, 312), et que les évêques ainsi institués devront, dans les six mois, obtenir à Rome des bulles confirmatives : IV, 320, 345 ; V, 464<sup>r</sup>, 481<sup>r</sup>. — Le modèle des patentes d'institution est envoyé de Rome au Légat : IV, 329 ; V, 237, 477 à 481.

Avant d'instituer, Caprara reçoit une lettre officielle du P. Consul (V, 63 à 65, 470<sup>r</sup>, 495). Il fait les procès d'information canonique : IV, 312 ; V, 475, 492. Il demande aux élus la profession de foi, ainsi que le serment dû au Pape : IV, 313 ; V, 482 à 484 (que le Gouvernement admet, mais avec les modifications déjà consenties en Russie etc. : IV, 329, 375 ; V, 49, 483).

Il sacre en personne quelques évêques : V, 258, 492.

Pièces qu'il adresse aux évêques avec la patente d'institution : V, 196, 216, 458 ; décret qu'il envoie en outre aux archevêques, pour suppléer provisoirement au défaut du pallium : IV, 394, 482<sup>r</sup>.

Par exception, le nouvel évêque de Nice, qui se trouve à Rome, est institué directement par le Pape : V, 464<sup>r</sup>, 465<sup>r</sup>.

*Règles spéciales pour l'institution des Constitutionnels réélus.*

La cour de Rome multiplie ses instances contre les nominations annoncées de constitutionnels : IV, 11, 116, 135, 139, 167, 229, 236, 252, 271 à 273, 282, 283, 289, 296, 298, 303, 306, 320, 330, 336, 342, 366, 371 à 373, 421, 427, 434 à 438, 492, 506, 529, 548, 551 ; V, 7, 17, 29, 32, 67, 80, 96, 175, 199, 211, 229, 230, 243, 251, 256 à 259, 268, 272 à 275, 283, 495, 515, 518.

Pour les empêcher, elle s'accommoderait de ne voir élever à l'épiscopat que des hommes nouveaux : IV, 249, 273. — Cependant, en droit, elle reconnaît la possibilité de ces nominations, 1<sup>o</sup> si les chefs de secte (surtout Grégoire : V, 235) sont exclus : IV, 274, 331 ; — 2<sup>o</sup> si les réélus signent une lettre au Pape, contenant leur adhésion aux jugements de l'Eglise sur les affaires ecclésiastiques de France, et un désaveu du Concile national, etc. : IV, 296, 298, 306, 321 à 334, 338, 339 ; V, 243, 276, 497, 519.

Cette lettre (destinée à servir de modèle commun pour les réconciliations : IV, 5, 111, 153, 230, 443 : V, 97, 105, 109, 111, 212, 245, 255, 474, 489, 503, 519, 526) ; est rejetée par les constitutionnels réélus avant Pâques : V, 483. — Ils s'appuient sur le P. Consul, qui ne veut pas de rétractation : IV, 271, 274, 282, 285, 298 ; V, 517, 533, 539. Ils se prêtent seulement, sur la médiation de Portalis et de Bernier, à souscrire une simple renonciation à la constitution civile du clergé (qui d'ailleurs n'existe plus : V, 529, 532) : V, 489, 490.

Caprara déclare cette formule insuffisante : V, 491, 497, 519. — Après de longs débats (V, 498 à 500, 521 à 523) il finit par l'admettre, à condition qu'elle soit complétée par une rétractation verbale, constatée par deux témoins : V, 502, 517. — Il se contente du témoignage unique de Bernier (V, 512, 525, 537) ; fait remettre des décrets d'absolution aux constitutionnels, et les institue : V, 503, 506, 509, 525.

Bientôt plusieurs de ces évêques nient publiquement de s'être rétractés : V, 526 à 538. — Nomination ultérieure de Bécherel et de Berdolet : V, 513, 518, 526. — Les constitutionnels pourvus de nouveaux sièges sont regardés comme relaps par la cour de Rome, qui leur refuse les bulles confirmant leur institution : V, 580, 582, 591. — A la fin de 1804, ils se réconcilient personnellement avec le Pape : V, 591.

**Législation civile sur les Cultes.**

Jusqu'à la loi du 18 germinal an X, l'ancienne législation est réputée en vigueur : V, 159, 213.

Toutefois, dans la pratique, elle est tempérée par l'influence de Portalis : IV, 165, 378, 384 ; V, 156, 159, 170, 173 ; et surtout par la force des circonstances.

*Forme de la nouvelle législation.*

Voir « Promulgation du concordat. »

Part personnelle du P. Consul dans cette législation.

Comment il entend la liberté des cultes : IV, 411 ; V, 58, 297, 329, 362, 367, 385, 394, 396, 401, 417, 423, 554. — L'exercice du culte juif est protégé sans être réglementé : V, 387, 388, cf. IV, 150, 429 ; les réunions de Théophilanthropes sont interdites : IV, 117, 132, 151, 433, 448, 469 ; les emblèmes du culte de la Raison et de l'Etre suprême sont effacés : IV, 117, 467.

*Réglementation du culte catholique.*

Elle applique les anciens droits de l'Etat (V, 150, 300), et les maximes gallicanes : IV, 159 ; V, 277, 299, 314, 315, 404, 426, 593 ; mais en tenant compte des changements opérés par la Révolution dans l'état du clergé et de la société civile.

Rôle attribué au Conseil d'Etat : V, 314.

Quelques dispositions tiennent aux circonstances (voir par exemple « Dépenses des cultes ») ; d'autres supposent l'égalité avec les cultes protestants ; d'autres sont simplement annoncées (par exemple, l'organisation des Fabriques).

Réclamations de la cour de Rome contre les articles organiques (voir « Promulgation du concordat »). — Sur sa demande, plusieurs de ces articles ont été modifiés dans les années suivantes.

### *Réglementation des cultes protestants.*

On distingue alors parmi les protestants :

1<sup>o</sup> Ceux habitant la vieille France (principalement le Gard), qui ont été persécutés à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, et ont perdu leurs temples et leurs biens, etc. : V, 386, 408 : ce sont des Calvinistes (ou Réformés). — D'après leur discipline (fixée au XVI<sup>e</sup> siècle : IV, 389, 390, 393<sup>o</sup> ; V, 183), ils n'admettent aucune hiérarchie ecclésiastique (IV, 392 ; V, 328), et ne voient dans leurs synodes qu'une représentation élective et temporaire : IV, 393<sup>o</sup>.

2<sup>o</sup> Ceux habitant l'Alsace et les pays annexés, qui, au moins en droit (IV, 192, 386<sup>o</sup> ; V, 186, 331<sup>o</sup>), ont conservé leur organisation, leurs temples et leurs biens : ce sont en majorité des Luthériens (ou protestants de la confession d'Augsbourg). — Leur régime est moins libre que leurs maximes : ainsi, tout en enseignant que les pouvoirs émanent de la société des fidèles (IV, 193, 405 ; V, 183, 328) ; ils ont admis que les souverainetés temporelles exercent sur eux des droits épiscopaux (IV, 386<sup>o</sup>, 405 ; V, 186, 369, 370) ; tout en professant qu'ils ne reconnaissent point de hiérarchie (IV, 193 ; V, 328), ils soumettent leurs églises à une autorité permanente, celle des inspecteurs : IV, 388 ; V, 186, 328, 339, 340<sup>o</sup>.

Dans ces pays, les Calvinistes se sont le plus souvent accoutumés à une organisation semblable à celle des Luthériens, et qui les fait même confondre avec eux : V, 184, 185, 187, 188<sup>o</sup>, 340<sup>o</sup>.

Le Gouvernement prend comme base de réglementation les régimes distincts (IV, 203<sup>o</sup>, 393 ; V, 176, 185, 188<sup>o</sup>, 328, 387) des cultes Calviniste et Luthérien, qui lui sont développés par des notables de ces deux communions : IV, 191<sup>o</sup>, 195, 202, 394, 396, 401, 411 ; V, 172, 176<sup>o</sup>, 182, 191<sup>o</sup>, 329, 389.

Mais, à la dernière heure, il altère ces régimes par des innovations (V, 333<sup>o</sup>, 334<sup>o</sup>, 427, 428<sup>o</sup>), et même par des mesures inapplicables : V, 337<sup>o</sup>. — Les protestants commencent dès lors à réclamer contre les articles organiques de leurs cultes : V, 334<sup>o</sup>, 427, 429<sup>o</sup>.

Les pasteurs en exercice sont maintenus provisoirement : IV, 391<sup>o</sup>, 514 ; V, 240.

### *Dépenses des cultes.*

La pénurie des finances (IV, 206<sup>o</sup>, 411<sup>o</sup>, 453 ; V, 148, 571), jointe à la nécessité de ménager l'opinion surtout dans les corps politiques (IV, 384, 486), oblige le P. Consul à réduire autant que possible les charges présentes du Trésor pour les cultes : IV, 411, 552, 572 ; V, 277, 309, 310.

Expédients, au moins temporaires, auxquels il a recours :

#### *1<sup>o</sup> Réduction du nombre et de la quotité des salaires.*

Pour le culte catholique, il est tenu par une convention diplomatique, devenue loi de l'Etat, à fournir « un traitement convenable » (III, 218) aux évêques et aux curés. — Mais 1<sup>o</sup> il réduit à 50 puis à 60 le nombre des diocèses, et à 3000 environ celui des cures (la succursale devenant la paroisse de droit commun : V, 250<sup>o</sup>, 277, 322<sup>o</sup>, 560) ; — 2<sup>o</sup> il fixe les traitements des évêques et des curés au minimum, puisqu'il prévoit l'éventualité d'un supplément : IV, 455, 572 ; V, 267, 277<sup>o</sup>, 312, 323, 488<sup>o</sup>, 561.

Pour les cultes protestants, il se borne à établir le principe d'un salaire pour les pasteurs : IV, 191<sup>o</sup>, 392, 429 ; V, 176<sup>o</sup> ; mais 1<sup>o</sup> il en ajourne pendant deux ans l'application : V, 176<sup>o</sup>, 188, 192, 330<sup>o</sup>, 427 ; — 2<sup>o</sup> il diminue le nombre des pasteurs : IV, 392 (surtout par la formation des églises consistoriales de six mille âmes : V, 334<sup>o</sup>).

cc  
- V. 2)  
4/10

*2° Nature des fonds affectés aux cultes.*

Il précompte les ressources propres aux églises ou aux ministres des cultes, savoir : (1°) les anciens biens ecclésiastiques : ils défraient encore en grande partie les cultes protestants en Alsace (IV, 387 ; V, 331, 335), et dans les pays annexés (fonds gérés par l'administration de Heidelberg, et par la Société économique de Genève : IV, 393 ; V, 186 à 192). Projet d'imputer la dotation des évêques sur le produit des biens de l'Eglise catholique, sequestrés sur la rive gauche du Rhin : IV, 205, 393, 486 ; cf. IV, 449 et V, 52, 60 ;— 2° les pensions établies par l'Assemblée constituante : V, 324, 406. (Elles sont retirées aux pensionnaires qui refusent sans raison d'exercer le ministère). — 3° En outre, pour les vicaires, le produit des oblations (tarifées par des règlements diocésains : V, 324) est compté comme une partie du traitement.

Il établit en principe le concours des départements et des communes : — (1°) Les départements sont invités à fournir aux évêques le logement, et un supplément de traitement : V, 407, 467, 469 ; à pourvoir d'urgence aux premières réparations des cathédrales : IV, 488 ; V, 467 ; cf. IV, 335 ;— (2°) les communes sont invitées à fournir aux curés les presbytères, et un supplément de traitement : V, 324, cf. 467, 469. — Ce concours, indiqué par la loi du 18 germinal an X en termes vagues, et comme s'il était facultatif, est précisé, étendu, et le plus souvent rendu obligatoire, par des décisions postérieures.

Il autorise le concours des fidèles, consistant soit en oblations, soit en fondations, qui devront être faites en rentes sur l'Etat, sauf s'il s'agit de presbytères : V, 311.

En l'an X, il ne laisse ostensiblement à la charge du Trésor public que le traitement des évêques (auxquels il remet secrètement des frais de premier établissement : IV, 487 ; V, 234, 278, 466, 494), et celui des curés.

Il prend les premiers fonds pour les cultes, non sur le produit des impôts (IV, 255, 393, 428) ; mais sur une recette extraordinaire provenant d'une convention militaire avec la Batavie : IV, 206, 323.

Dans les années suivantes, quand les finances sont devenues meilleures, il étend progressivement les charges de l'Etat, même au delà de la lettre du concordat : IV, 407, 466, 488.

EX  
RE 5  
7/3/12

# ADDITIONS ET CORRECTIONS

## TOME IV

### Page

- 12, note 3, ligne 2 ; *au lieu de* : il où, *lire* : où il.  
39, note 1 ; *au lieu de* : Acône, *lire* : Ancône.  
72, ligne 26 ; *au lieu de* : indagio, *lire* : indugio.  
78, note, ligne 12 ; *au lieu de* : regante, *lire* : regnante.  
87, note 1 ; *voir la rectification* : t. V, p. 224, note if.  
151, ligne 6 ; *au lieu de* : Théophilantropes, *lire* : Théophilanthropes. Cf. p. 433.  
182, note 1 ; *au lieu de* : departimenti, *lire* : dipartimenti.  
187, ligne 14 ; *au lieu de* : ufziatura, *lire* : uffiziatura.  
224, ligne 24 ; *au lieu de* : felicità degli uomini, *lire* : felicità degli uomini.  
270, ligne 32 ; *au lieu de* : il brevi, *lire* : i brevi.  
307, note 1 ; *au lieu de* : des modifications importantes, *lire* : quelques modifications.  
319, ligne 2 ; *au lieu de* : alle destituzione, *lire* : alla destituzione.  
333, ligne 28 ; *au lieu de* : Beatissime Padre, *lire* : Beatissimo Padre.  
393, note ; *au lieu de* : note 2, *lire* : note 1.  
471, note ; *au lieu de* : usuptra, *lire* : ut supra.  
560, titre courant ; *au lieu de* : politique, *lire* : politiques.

## TOME V

- 45, note 2 if. ; *au lieu de* : arrivo di Ravenna, *lire* : arciv° di Ravenna.  
121, sommaire, ligne 14 ; *au lieu de* : Capara, *lire* : Caprara.  
123, note 1, ligne 9 ; *au lieu de* : episcorum, *lire* : episcoporum.  
133, ligne 27 ; *au lieu de* : à cette égard, *lire* : à cet égard.  
447, ligne 20 ; *au lieu de* : Pemierr Consul, *lire* : Premier Consul.  
499, ligne 3 ; *au lieu de* : Due oro dopo, *lire* : Due ore dopo.  
507, note 1, ligne 5 ; *au lieu de* : 28 avril, *lire* : 22 avril.  
514, ligne 26 ; *au lieu de* : suppellectili, *lire* : supellectili.  
514, note, ligne 8 ; *au lieu de* : reconciliarlo, *lire* : riconciliarlo.  
525, ligne 7 ; *au lieu de* : injuntis, *lire* : injunctis.  
553, ligne 8 ; *ajouter à* : due quinti, *cette note* : Cf. p. 225 if.  
555, note, ligne 3 ; *au lieu de* : soddifazione, *lire* : soddisfazione.  
585, ligne 6 ; *au lieu de* : religionis, *lire* : religionis.

